



HAL
open science

**De l'infrapolitique à la révolution démocratique :
ethnographie culturelle du mouvement ATD Quart
Monde**

Alex Roy

► **To cite this version:**

Alex Roy. De l'infrapolitique à la révolution démocratique : ethnographie culturelle du mouvement ATD Quart Monde. Histoire. Université de Lyon, 2019. Français. NNT : 2019LYSE2026 . tel-02305804

HAL Id: tel-02305804

<https://theses.hal.science/tel-02305804>

Submitted on 4 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



N° d'ordre NNT : 2019LYSE2026

THESE de DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Opérée au sein de

L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

École Doctorale : ED 483 Sciences sociales

Discipline : Géographie, Aménagement et Urbanisme

Soutenue publiquement le 28 mai 2019, par :

Alex ROY

De l'infra-politique à la révolution démocratique :

*ethnographie culturelle du mouvement ATD Quart
Monde.*

Devant le jury composé de :

Loïc BLONDIAUX, Professeur des universités, Université Paris 1, Président

Marie-Hélène BACQUE, Professeure des universités, Université Paris-Nanterre, Rapporteur

Marion CARREL, Maîtresse de conférences HDR, Université Lille 3, Rapporteur

Deena WHITE, Professeure titulaire, Université de Montréal, Examinatrice

Anaïk PURENNE, Chargée de Recherche, École Nationale des Travaux Publics de l'État, Co-Directrice

Éric CHARMES, Directeur des recherches, École Nationale des Travaux Publics de l'État, Co-Directeur de thèse

Contrat de diffusion

Ce document est diffusé sous le contrat *Creative Commons* « [Paternité – pas d'utilisation commerciale – pas de modification](#) » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales.

Université Lumière Lyon 2
Ecole doctorale : Sciences Sociales
Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat.

De l'infrapolitique à la révolution
démocratique :

ethnographie culturelle du
mouvement ATD Quart Monde.

Par Alex ROY

Thèse pour l'obtention du doctorat en géographie,
aménagement et urbanisme

Sous la direction d'Anaïk Purenne et d'Éric Charmes

Soutenue le 28 mai 2019

Devant un jury composé de :

Marie-Hélène Bacqué, Professeure, Université Paris 10, Rapporteur.

Loïc Blondiaux, Professeur, Université Paris 1.

Marion Carrel, Maîtresse de conférences, Université de Lille, Rapporteur.

Éric Charmes, Directeur de recherche, ENTPE.

Anaïk Purenne, Chargée de recherche, ENTPE.

Deena White, Professeure, Université de Montréal.

Remerciements

Je souhaite d'abord remercier Anaïk Purenne pour son encadrement théorique et son soutien moral tout au long de cette thèse. Dans une alternance parfaite entre temps de stimulation intellectuelle et temps de reconnaissance quant à la qualité du travail accompli, Anaïk a su m'encourager vers un approfondissement conséquent de mes écrits. Son apport sur cet ouvrage est incommensurable tant sont nombreuses les pistes d'amélioration, les remises en question fécondes, les propositions concrètes de transformation, etc. Dans ce long chemin personnel, souvent solitaire, qu'est l'écriture d'une thèse en sciences sociales, Anaïk figure au premier rang des lumières qui ont éclairé ce travail.

Un grand merci à Françoise Roy et Kevin Buzzacaro : mes deux piliers de soutien et d'écoute aussi bien dans les moments difficiles que dans les moments d'effervescence intellectuelle. Je dois surtout les remercier pour leur relecture complète de la thèse. Ce sont de nombreuses heures de travail qui ont amélioré considérablement la compréhension, l'orthographe, la grammaire et la mise en page de cet ouvrage. Sur ce sujet de la relecture orthographique, je remercie également Isabelle Jabiot, Lucie Lagarrigue ainsi que Céline Braillon qui m'aide aujourd'hui à développer de nouvelles perspectives.

D'autres personnes ont réalisé des relectures partielles orientées sur le fond que je remercie chaleureusement pour leurs remarques pertinentes : Marion Carrel, Éric Charmes, Jean-Michel Knutsen et Deena White. Merci aussi à Hélène Balazard pour sa proposition d'article dans la revue *Mouvements* dont l'écriture m'a permis de mettre en place les premiers éléments de mon cadre théorique.

Je suis très reconnaissant envers toutes les personnes qui ont accepté de s'entretenir avec moi et encore davantage à celles qui m'ont ouvert des portes au sein d'ATD Quart Monde. Un grand merci à Claude Ferrand, Françoise Ferrand, Bruno Tardieu et plus généralement au centre de recherche Joseph Wresinski pour leur confiance dont j'espère avoir été à la hauteur.

La réalisation de cette thèse aurait été impossible sans le soutien du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire qui m'a accordé une mise à disposition de trois ans et six mois auprès de l'ENTPE. La direction de la recherche de l'ENTPE et le laboratoire RIVES doivent, quant à eux, être remerciés pour le suivi de mes travaux ainsi que pour les ressources matérielles auxquelles j'ai eu accès.

Enfin, je remercie vivement Loïc Blondiaux, Deena White et tout particulièrement les rapporteuses Marion Carrel et Marie-Hélène Bacqué pour avoir accepté d'être membre du jury de cette thèse.

Sommaire

Remerciements	2
Sommaire	3
Préambule	5
Introduction générale	7
De l'exclusion politique à la démocratie inclusive	8
Une sociologie pragmatique et culturelle de la reconnaissance	20
Première partie. Façonner la révolution démocratique : la dimension réflexive de l'action collective	32
Chapitre 1. L'empowerment à la française : un moment réflexif de l'espace des mouvements sociaux	36
Section I — Le processus de diffusion réticulaire des pratiques d' <i>empowerment</i> radical	39
Section II — Le processus d'innovation pour dénouer les dilemmes pratiques de l'action collective.....	72
Chapitre 2. ATD Quart Monde : une communauté épistémique militante visant une démocratisation réflexive et radicale	103
Section I — La formalisation experte d'un projet d' <i>empowerment</i> radical.....	106
Section II — S'institutionnaliser pour influencer tout en conservant sa radicalité et sa réflexivité ?	136
Conclusion de la partie 1. Être radical : manuel pragmatique pour révolutionnaires démocratiques	174
Deuxième partie. Contrer le « cens caché » : la dimension culturelle de l'action collective	177
Chapitre 3. La mobilisation infrapolitique des acteurs affaiblis	181
Section I — Briser le silence dans un espace infrapolitique	182
Section II — La politisation progressive par la résistance à la domination.....	215
Chapitre 4. Un ordre local en tension	250
Section I — Les effets contrastés de l'entre-soi sur la praxis	252
Section II — Les tensions hiérarchiques de l'ordre local	276
Conclusion de la partie 2. Le cens caché est-il inévitable ?	303

Troisième partie. Se confronter aux différences : la dimension délibérative de l'action collective.....	307
Chapitre 5. La coformation : jeu de cadrages entre acteurs « affaiblis » et acteurs « forts ».....	311
Section I — En coulisse, le cadrage des opérations autour de l'équipe quart monde	313
Section II — Sur scène, le phasage des volontés d'action dans un processus conflictuel ...	346
Chapitre 6. La campagne-école : coproduction artisanale d'une enquête sociale dans une arène interorganisationnelle.....	378
Section I – Reconstituer un problème public à partir du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis	381
Section II — La démocratisation de la démocratie par l'articulation pragmatique des modèles.....	407
Chapitre 7. Des évolutions organisationnelles émancipatrices	440
Section I – La démocratisation de la démocratie interne.....	441
Section II – La conscientisation permanente des militants quart monde.....	472
Conclusion de la partie 3. De la différence à l'égalité ?	501
Conclusion générale	503
Bibliographie	521
Annexes.....	541
Annexe 1 : Sources.....	541
Annexe 2 : Texte politique du collectif Pouvoir d'Agir.....	550
Annexe 3 : La charte de la campagne 1001 territoires	553
Annexe 4 : Charte du Croisement des Savoirs et des Pratiques avec des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale	556
Annexe 5 : Appel pour le développement des recherches participatives en croisement des savoirs	562
Annexe 6 : Synthèse de l'exercice sur les rêves et les colères avec des usagers d'un centre d'accueil de jour	566
Annexe 7 : Texte sur l'immigration d'un militant quart monde	569
Annexe 8 : Plateforme citoyenne « Quelle école pour quelle société ? Construire ensemble l'école de la réussite pour tous ! ».....	571
Annexe 9 : Synthèse sur la coconstruction de propositions politiques.....	581
Annexe 10 : Extraits d'entretien de militantes quart monde	588
Table des matières.....	596
Table des encadrés	601
Table des illustrations	601

Préambule

Le 16 février 2015, une délégation de la composante française de l'association internationale de lutte contre la pauvreté ATD Quart Monde (Aide à Toutes Détresses devenue par la suite Agir Tous pour la Dignité Quart Monde) rencontre le Président de la République, François Hollande. L'objectif de la réunion est de défendre un projet de loi pour reconnaître la pauvreté comme un critère de discrimination. Le président d'ATD Quart Monde France de l'époque est le premier à prendre la parole¹ :

« Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous remercier pour cette rencontre. Notre espoir est qu'elle soit utile à la République et à son président pour unir nos concitoyens autour du combat pour détruire la misère. [...]. Nous sommes un mouvement créé par des personnes très pauvres du camp de Noisy-le-Grand qui revendiquaient leur dignité, une égale dignité pour tous, et leur place centrale dans le combat à mener contre la misère. Parce que la destruction de la misère ne peut pas se réaliser sans la participation active, sans la connaissance qu'en ont les personnes qui la vivent, sans la pleine reconnaissance de leur dignité. Alors qui sommes-nous, nous qui venons vous rencontrer aujourd'hui ? Nous sommes tous engagés dans le même combat pour détruire la misère, tous convaincus que ce combat est essentiel pour que tous ensemble, quelles que soient par ailleurs nos origines ethniques, nos convictions respectives nous formions une société fidèle à notre devise républicaine de Liberté, Égalité, Fraternité. Certains d'entre nous mènent ou ont mené ce combat pour détruire la misère dans leur milieu, mais également dans leur propre vie, dans celle de leurs enfants. Ils peuvent se revendiquer "militants quart monde". Leur expérience de la misère et leur courage pour la combattre sont un trésor pour notre République française. »

Suite à ce discours d'introduction, une salariée d'ATD Quart Monde explique le processus de préparation de cette rencontre. Plusieurs groupes locaux se sont réunis en amont afin que leurs représentants puissent porter une parole collective. Juste à côté du Président de la République, une première « militante quart monde » s'exprime :

« Je veux vous parler de la dignité. Ma vie a toujours été marquée par des étiquettes : petite, j'étais l'enfant de la DDASS ; adulte, je suis la malade "psy". En fait, ce sont des étiquettes qui font mal. Elles sont tatouées en moi et j'ai l'impression qu'elles me poursuivent tout le temps. Depuis petite, on me dit que je ne vauds pas le coup. J'ai été réduite à ces étiquettes et mes enfants aussi. À cause de ces étiquettes, j'ai toujours la crainte d'être mal perçue, d'être bloquée pour avancer dans ma vie. Face aux autres, je suis toujours obligée de prouver que je ne suis pas "rien". Aujourd'hui, je ne veux pas qu'on me vole ma dignité, elle m'appartient. J'ai toujours soif d'apprendre, de savoir des choses : c'est ma fierté, ma revanche sur la vie. Il faut reconnaître que tout individu possède au fond de lui une richesse à exploiter, même le plus pauvre. Mais souvent, il est nécessaire de nous donner des béquilles pour nous aider à l'exprimer et c'est pour ça que je désire aussi une loi qui permette de ne laisser personne de côté. »

¹ Les extraits des interventions sont issus de la retranscription du mouvement ATD Quart Monde, « Rencontre d'une délégation d'ATD Quart Monde avec François Hollande, Président de la République. Textes des interventions des membres d'ATD Quart Monde », février 2015.

Un autre « militant quart monde » part de son expérience personnelle pour présenter et déconstruire les préjugés qui existent sur les pauvres :

« J'aimerais vous parler de l'école de la république et de la lutte contre l'échec scolaire. L'école doit être une vraie chance pour tous et ne doit pas être un lieu de souffrance et d'humiliation comme elle l'a été pour certains d'entre nous. J'ai grandi dans le quartier de la Duchère à Lyon. [...]. J'y suis resté jusqu'au collège puis je suis allé dans un lycée du centre-ville avec trois de mes camarades du quartier. À l'arrivée dans ce lycée, ça ne s'est pas très bien passé pour nous. Nous étions un peu dépaysés au début. Les autres de la classe n'étaient pas comme nous. On nous appelait les racailles de la cité. Personnellement, cela m'a fait très mal ! Moi qui n'avais jamais commis de délit, et à qui mes parents avaient inculqué des valeurs, on me jugeait. On me manquait de respect pour le seul motif que je venais et que j'avais grandi dans un quartier populaire. Ma première réaction fut de la haine. J'avais envie de les "bouffer", "ces fils à papa". [...]. Aujourd'hui, je suis père de famille. L'école est au cœur des préoccupations de ma femme et de moi-même. [...]. On a rejoint le réseau-école d'ATD Quart Monde. C'est un endroit où les parents peuvent échanger et réfléchir avec des professionnels de l'enseignement. Nous apprenons beaucoup de choses sur le monde de l'école et les professionnels comprennent mieux les enfants des familles en difficulté. Pour moi, ATD Quart Monde est l'un des seuls endroits qui permettent cette rencontre. C'est une chance et ce serait bien qu'elle soit offerte à tous. On entend souvent qu'on est des fainéants, des voleurs et des assistés, mais on peut être constructeur de notre société. On se bat pour changer la vie de nos enfants. Dans notre société, on n'en parle jamais. On n'a pas fait de grandes études, mais on a quelque chose à apporter. On a envie d'être constructeurs de notre société et surtout, il faut faire entendre la voix des plus pauvres à qui l'on ne donne jamais la parole. »

Avant un débat avec François Hollande qui n'a pas été rendu public, une « militante quart monde » présente le processus d'émancipation qui lui permet aujourd'hui de porter la parole des personnes en situation de pauvreté :

« Je peux m'exprimer devant vous aujourd'hui, car j'ai appris à avoir confiance avec ATD Quart Monde, car on ne me considère pas comme une moins que rien. L'université populaire Quart Monde est un lieu où l'on travaille sérieusement, à partir de notre expérience de vie difficile. On dit nos points de vue, on se confronte avec d'autres gens d'autres milieux, et l'on fait comprendre toutes les forces qu'il faut tous les jours pour nous battre pour nos enfants, nos familles. Nous voulons donner une autre image des personnes qui vivent la pauvreté. On veut vous montrer qu'on est capables de réfléchir, de penser ensemble et de construire des propositions avec nos mots. Nous portons ici une parole collective. Les plus pauvres existent, même si l'on ne nous écoute jamais dans les institutions. Nous ne voulons plus que des millions de personnes vivent encore en France, considérés comme des moins que rien. Nous combattons tous les jours les préjugés qui nous rabaissent, en sachant qu'on n'est pas des "profiteurs". [...]. Il faut nous permettre d'être dans des conditions où l'on se sente vraiment écoutés, où l'on se sente à égalité, et pas rabaissés. Pour cela, il faut nous faire confiance. On est une force de propositions, car on représente toutes les personnes qui subissent la misère. Et maintenant, on espère du résultat, pour nos enfants, car eux sont encore plus atteints par le non-respect, et la violence des humiliations qu'on subit tous les jours. Les conséquences de la misère et de la discrimination sont énormes dans notre vie de tous les jours ».

Introduction générale

Les « militants quart monde »¹ qui s'expriment face au Président François Hollande portent la voix des personnes en situation de pauvreté² dans les plus hautes sphères de la République. À ce titre, ce sont des acteurs politiques nécessaires à la démocratie, car celle-ci reste « inachevée » (Rosanvallon, 2000) tant qu'il existe des groupes sociaux « inaudibles » (Braconnier et Mayer, 2015). Les individus qualifiés « d'exclus » ou de « marginalisés » ont en commun d'être mis à distance de la représentation politique (Mouchard, 2009). Placées « à l'extérieur des frontières fictives de la société » (Fassin, 1996, p. 68), les personnes en situation de faiblesse économique et sociale subissent une disqualification par un double processus d'affaiblissement et de stigmatisation (Paugam, 2009). Cela se traduit par une perte de reconnaissance (Honneth, 2013) et de dignité (Sennett, 2003). Ces personnes sont souvent invisibilisées et font face à des barrières pour se mobiliser collectivement et se faire entendre dans la sphère publique³. La disqualification de certains groupes sociaux va de pair avec un processus de marginalisation⁴ politique qui rend « inouï » le simple fait de prendre la parole en public (Boullier, 2009). Pour autant, quelles que soient les situations de pauvreté ou d'extrême pauvreté dans lesquelles les personnes vivent, elles n'en sont pas moins des actrices qui disposent de capacités et de ressources pour s'engager dans un parcours d'émancipation individuel, collectif et politique. Les extraits ci-dessus l'illustrent bien, mais par quel processus de « libération de la parole », une rencontre entre des acteurs affaiblis⁵ — habituellement inaudibles dans la sphère publique — et le Président de la République est-elle rendue possible ?

« *Je vous ferai monter les marches de l'Élysée, de l'ONU et du Vatican* ». Le 14 juillet 1956, le père Joseph Wresinski fait cette promesse aux habitants d'un camp de sans-logis à Noisy-le-Grand, avant d'y créer l'année suivante ce qui deviendra le mouvement ATD Quart Monde. Inventé par le prêtre en 1969, ce terme de « quart monde » renvoie à la partie de la population la plus pauvre qui, à ses yeux, est précisément celle que la société ne souhaite plus voir et encore moins entendre. Tout un processus de mobilisation d'acteurs affaiblis débute alors dans un camp de misère pour s'étendre à toute la France puis à l'international dans une trentaine de pays. Comme en témoigne le préambule de cette thèse, la promesse fondatrice de

¹ Les « militants quart monde » est le nom que s'auto-attribuent les membres de l'association qui vivent ou qui ont vécu une situation de pauvreté. Ce terme sera utilisé dans l'ensemble de la thèse.

² Ce terme est utilisé par ATD Quart Monde afin d'éviter l'essentialisation de la pauvreté.

³ Pour Jürgen Habermas (1978), la sphère publique est une arène de production et de circulation des discours ainsi qu'un espace de participation politique qui se concrétise par le biais du débat.

⁴ Contrairement à la notion d'exclusion avec laquelle elle se rapproche, celle de marginalisation à l'intérêt de souligner que les individus continuent d'appartenir à la communauté des citoyens et que la mise au ban se réalise dans un processus.

⁵ Cette notion fait référence à celle d'acteurs faibles proposée par Jean-Paul Payet et Denis Laforgue (2008). Avant de choisir et de justifier cette dénomination à la fin de l'introduction, on va avoir recours à plusieurs notions différentes en les définissant en note de bas de page.

1956 a été tenue dans la mesure où des militants quart monde rencontrent régulièrement des responsables politiques français et internationaux¹. Mais surtout, ces acteurs font entendre leurs voix par l'incorporation de certaines revendications dans la législation et le droit français, comme avec la loi d'orientation sur les exclusions de 1998 directement issue des préconisations du rapport Wresinski de 1989 ou plus récemment, le 14 juin 2016, avec l'introduction de la pauvreté en tant que vingt-et-unième critère de discrimination dans le Code pénal.

L'écart entre les ressources dont disposait initialement Wresinski, appelé à l'époque le « curé de la racaille », et l'ampleur prise par son mouvement aujourd'hui amène un questionnement plus général : quelles sont les conditions de développement d'un projet politique porté par un mouvement social défendant un groupe à faibles ressources ? L'idéal démocratique et son principe d'égalité affirment certes que tous les citoyens doivent pouvoir faire entendre leur voix, mais l'existence d'acteurs inaudibles subissant une exclusion politique le contredit. C'est cette problématique qui sera travaillée tout au long de cette thèse, en explorant les différents canaux à disposition des acteurs affaiblis pour se faire entendre dans la sphère publique.

De l'exclusion politique à la démocratie inclusive

À l'issue de la Révolution française, Emmanuel-Joseph Sieyès participe à la rédaction de la première Constitution. Partisan du suffrage censitaire, il considère que le vote exige une compétence politique initiale et doit être réservé aux « citoyens actifs ». Ainsi, le vote sera conditionné à un seuil d'imposition. Seuls les « actionnaires de la grande société » contribuant à l'économie nationale sont légitimes à influencer sur les décisions. En 1848, la deuxième République instaure le suffrage universel masculin et il faudra attendre 1944 pour que celui-ci s'ouvre aux femmes. Consubstantielles à l'avènement de la démocratie, les racines de l'exclusion politique de certaines franges de la population sont profondes et persistent encore aujourd'hui.

Le fondement de la pensée de Sieyès n'a en effet pas disparu dans les logiques du champ politique², au sens où il existe toujours une méfiance envers les capacités du peuple à prendre des décisions dites « rationnelles ». Pour Sandra Laugier et Albert Ogien (2017), ce soupçon

¹ Pour ce qui est du Vatican, une délégation de trois cents militants quart monde a rencontré Jean Paul II en 1989.

² La notion de champ, introduite par Pierre Bourdieu, permet de saisir l'univers politique comme une composante du monde social structuré et relativement autonome. L'activité politique est effectivement spécialisée. Elle relève d'un ensemble de règles de fonctionnement, de pratiques et de croyances partagées par des acteurs de plus en plus professionnalisés (Dulong, 2010). Le champ politique exerce d'ailleurs « un effet de censure en limitant l'univers du discours politique » en établissant « la frontière entre ce qui est politiquement dicible ou indicible, pensable ou impensable » (Bourdieu, 1981, p. 4).

d'incompétence des citoyens construit les bases d'une « antidémocratie ». Pour aller à contre-courant de cette tendance, ces auteurs en appellent à l'approfondissement du mouvement de « démocratisation de la démocratie ». Avant d'explorer théoriquement cette option dans sa capacité d'inclusion des acteurs affaiblis, il convient de revenir sur les racines de l'exclusion politique.

Les racines multiples du cens caché

En dehors de certaines catégories de population comme les étrangers qui sont officiellement exclus de la citoyenneté, des processus plus discrets maintiennent inaudibles une partie des catégories populaires en démocratie. C'est à partir de ce constat que Daniel Gaxie (1978) affirme l'existence d'un « cens caché »¹. La politisation des citoyens, entendue ici comme l'attention accordée au champ politique, et les compétences qui lui sont spécifiques sont liées aux conditions socio-économiques. Dans la construction d'une préférence électorale, la connaissance des enjeux politiques permet de construire des schèmes d'interprétation et d'appréciation des discours. Associée à l'incompréhension du langage des politiciens, une faible politisation implique des choix qui ne reposent pas nécessairement sur la défense de ses intérêts (Gaxie, 1978). Selon Daniel Gaxie, le vote des catégories de population les plus pauvres repose plus souvent que les autres sur des critères non politiques. Les élections ont tendance à désorienter les acteurs peu politisés qui se sentent incapables de différencier et de juger les forces en présence. L'étude sociologique des comportements électoraux d'un quartier populaire menée par Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen confirme et réactualise les liens entre inégalités sociales et inégalités politiques. Selon eux, la pratique du vote est « largement tributaire du rapport que les individus entretiennent aux normes socialement dominantes » (Braconnier et Dormagen, 2007, p. 108) ainsi que des compétences politiques nécessaires pour évaluer l'offre électorale, compétences qui sont généralement moins acquises dans les milieux populaires.

Un basculement s'opère également depuis le milieu des années 1980 vers une « démocratie de l'abstention » dans laquelle la ségrégation sociale et territoriale se double d'une ségrégation électorale (Braconnier et Dormagen, 2007). Un nombre de plus en plus important d'habitants des quartiers populaires ne s'inscrivent pas (ou plus) sur les listes électorales. L'étude sur les comportements politiques des « précaires »² dirigée par Céline Braconnier et Nonna Mayer (2015) relève à cet égard un ensemble d'obstacles à la pratique du vote³ qui deviennent de plus en plus insurmontables. Depuis les années 1980, la distance entre le système électoral et

¹ En référence à l'impôt censitaire.

² La notion de précarité est utilisée en sociologie pour souligner le caractère instable, fragile et réversible d'une situation de difficultés économiques et sociales liées à de faibles marges de manœuvre dans la conduite de son existence (Hélarlot, 2005).

³ En particulier, l'étude relève trois obstacles à l'inscription sur les listes électorales : la méconnaissance des procédures administratives, les difficultés liées au changement régulier de lieux de vie ainsi qu'un sentiment erroné de ne pas avoir le droit de vote.

les habitants des quartiers populaires se creuse. Toute une partie de la population est d'autant plus exclue politiquement qu'elle est rarement prise en compte dans les statistiques et les sondages d'opinion qui influencent la construction des programmes politiques¹. La catégorie des « non inscrits » sur les listes électorales représente bien le processus de marginalisation politique de certains citoyens.

Au-delà de la pratique électorale, la socialisation politique étant renvoyée à la sphère familiale, son inégale répartition se perpétue et le souhait d'émergence d'une élite populaire reste vain (Gaxie, 1978). L'exclusion politique se manifeste également au sein des mouvements sociaux en tant qu'espace alternatif pour faire entendre sa voix en démocratie. Les coûts de la participation à l'action collective rendent en effet improbable la mobilisation des groupes aux faibles ressources économiques et sociales (Chabanet, Dufour et Royall, 2011 ; Mathieu, 2007a). Pourtant, ponctuellement des mouvements sociaux émergent pour représenter des catégories de population défavorisée. En France, certains parviennent même à se faire entendre dans la sphère publique en se revendiquant comme des mouvements de « précaires » (Boumaza et al., 2007) ou des mouvements de « sans »² (Mouchard, 2002, 2009).

Pour la plupart de ces mouvements, les barrières à l'engagement collectif des acteurs affaiblis sont levées par des « incitations sélectives » mises en œuvre par des « entrepreneurs de cause », à savoir des militants ou des professionnels de la mobilisation qui ne vivent pas les situations des personnes qu'ils représentent (dans le cas des sans domicile fixe : Damon, 2002). Les groupes précaires se mobilisent donc rarement par eux-mêmes, mais sont davantage mobilisés par d'autres, ce qui peut dans certains cas reproduire des processus d'exclusion dans le fonctionnement interne des organisations (Dunezat, 2011). La participation à une action protestataire dans le cadre des mouvements de précaires ne constitue pas « un facteur durable de politisation si elle ne s'accompagne pas de l'acquisition des éléments nécessaires à la manipulation d'un langage politique spécifique » (Gaxie, 1978, p. 244). Souvent, les membres de ces organisations adoptent un « discours emprunté » à leurs porte-paroles « qui déposent du même coup leur clientèle de l'expression politique de son point de vue social spécifique » (Gaxie, 1978, p. 245). Cette dépossession qui n'est pas propre aux catégories de population les plus pauvres est toutefois d'autant plus forte que le degré de politisation des personnes est faible et qu'elles ne peuvent maîtriser totalement les discours de leurs porte-paroles. Ainsi, le cens caché qui exclut les personnes défavorisées d'une représentation dans le système électoral s'exerce également dans le choix des *leaders* des mouvements sociaux, et cela même s'ils se revendiquent comme des « mouvements de pauvres » (Piven et Cloward, 1979).

¹ C'est précisément à contre-courant de ce constat que se construit le courant d'une sociologie électorale attentive aux comportements des « précaires » en ayant recours à des enquêtes ethnographiques telles que celles proposées par Céline Braconnier, Jean Yves Dormagen et Nonna Mayer.

² Cette dénomination renvoie aux mouvements de sans papier, sans domicile fixe, sans emploi, etc.

À cet égard, la participation citoyenne est souvent présentée comme une solution. Le concept se développe dans les années 1960 aux États-Unis et prend de l'ampleur avec les travaux de Carole Pateman (1970). La démocratie participative constitue une réponse à l'apathie supposée des « citoyens ordinaires » en favorisant l'implication d'un maximum d'entre eux dans la vie politique, et cela jusque dans les prises de décision¹. Il s'agit également d'une démocratie procédurale proposant des dispositifs qui vont de la consultation jusqu'à la codécision entre les pouvoirs publics et les citoyens. Ces instances sont conçues comme complémentaires avec le système électoral.

« Selon leurs investigateurs, ainsi que certains intellectuels engagés, les institutions de démocratie participative seraient en mesure de ré-enchanter le politique, de ré-intéresser, voire de re-politiser de larges fractions de la population, en partant de problèmes locaux très concrets pour en faire des problèmes publics traitables collectivement. » (Talpin, 2008, p. 134)

Daniel Gaxie (1978) met, quant à lui, en garde contre cette tentation séduisante, car les inégalités de politisation fonctionnent aussi comme des barrières à la participation. Si l'auteur ne nie pas son intérêt, la participation populaire ne suffira pas, selon lui, pour contrer la dépossession politique des « agents sociaux » étant donné que la conquête du pouvoir central restera aux mains des « agents du champ politique ».

Depuis les années 1990, nombre de travaux empiriques ont étudié les dispositifs mis en œuvre par les pouvoirs publics et confirment l'hypothèse de Daniel Gaxie. D'une part, ces dispositifs auraient pour objectif principal de diminuer les conflits et constitueraient un levier de contrôle pour les pouvoirs publics : dans les quartiers populaires, « faire participer les plus pauvres à la gestion de leur environnement est analysé comme un moyen habile d'occuper ceux qui pourraient légitimement contester leur exclusion » (Gourgues, Rui et Topçu, 2013, p. 13). D'autre part, les spécialistes s'accordent sur le constat que « ce sont, en priorité, les populations les mieux intégrées socialement et les mieux formées intellectuellement qui font vivre ce type de dispositif » (Blondiaux, 2001, p. 48). Une des critiques du processus de participation des citoyens est ainsi l'existence d'un problème de représentativité et d'un « biais sélectif » à l'entrée des dispositifs. Ce modèle démocratique n'arriverait pas à dépasser les phénomènes de « cens caché ».

La littérature académique s'accorde largement sur l'existence d'un lien entre le processus d'exclusion sociale et celui de l'exclusion politique. Une distance se creuse entre les personnes défavorisées et le système électoral. « Il arrive alors souvent que ces situations d'exclusion engendrent un sentiment d'impuissance, soient progressivement intériorisées, et que celui qu'on empêche d'être citoyen finisse par ne plus vouloir l'être » (Roman, 2001, p. 246). L'éloignement se poursuit de surcroît avec d'autres espaces d'expression démocratique comme la participation citoyenne et les mouvements sociaux. Ce faisant, « être fragilisé socialement, c'est se découvrir "sans voix", non parce que sa voix est devenue

¹ Pour un tour d'horizon de la notion, on peut se référer à l'ouvrage dirigé par Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer (2011).

muette, mais parce qu'elle ne trouve aucune structure auditive pour la prendre en considération » (Blanc, 2017, p. 62). L'affaiblissement social s'associe souvent à la faible maîtrise des codes et des compétences propres au champ politique. Au-delà de ce constat qui a tendance à prendre la forme d'une sentence irréversible, ne faut-il pas élargir et diversifier les conceptions du politique pour y inclure celles des citoyens marginalisés ?

Les « pauvres », des citoyens apathiques ?

Pour comprendre les possibilités de politisation des groupes à faibles ressources, il faut d'abord s'attarder sur les formes que peut prendre l'expression de leur mécontentement vis-à-vis de leur situation. Le philosophe et spécialiste de l'économie politique Albert Hirschman (2004) articule le comportement consumériste avec le comportement organisationnel et politique. L'auteur distingue trois réactions différentes au mécontentement, à savoir la défection (*exit*), la protestation (*voice*) et la fidélité ou la confiance (*loyalty*). Dans une perspective sociologique, Guy Bajoit (1988) ajoute, quant à lui, une autre réaction : celle de l'apathie. C'est souvent cette quatrième voie qui est associée aux personnes défavorisées. Par impossibilité financière, par danger ou par peur de détériorer leur situation, elles n'oseraient ni l'*exit*, ni la *voice* et — sans être dans la confiance liée à la *loyalty* — elles garderaient pour elles leur mécontentement. Cela dit, l'apathie mériterait d'être distinguée de la résignation, ce que ne fait pas Guy Bajoit. Alors que la résignation constitue une réaction à un mécontentement par rapport à une situation jugée négativement, l'apathie fait référence à une non-réaction d'indifférence.

« L'apathie politique se caractérise [alors] par un profond désintérêt à l'égard du champ politique, désintérêt qui se manifeste par des comportements de retrait chaque fois qu'il est question de politique, par une absence totale d'investissement émotionnel, par une indifférence marquée non seulement en matière de préférence partisane, mais plus globalement à l'égard des valeurs essentielles et des symboles de la société politique. » (Bègue, 2007, p. 34)

Murielle Bègue affirme que cette situation est majoritaire parmi les personnes défavorisées : une conclusion discutable reposant sur une vision de la politique dans sa définition socialement dominante. C'est ce que suggère d'ailleurs la conclusion de Daniel Gaxie lorsqu'il affirme que « le champ politique favorise [...], par sa seule existence, le maintien de la domination politique des catégories dominantes » (Gaxie, 1978, p. 258). En maîtrisant ce qui est et ce qui fait politique, la culture dominante dévalorise les discours et les pratiques populaires en les considérant comme « non-politique » et en les renvoyant dans l'ordre du privé. La thèse de l'apathie sert de la sorte souvent de système de confirmation du *statu quo* : dans la mesure où l'abstention s'explique par un manque d'intérêt ou une indifférence, le droit de vote n'est pas nié, car l'exclusion est volontaire.

Or, l'attitude de résignation n'implique pas nécessairement un manque d'intérêt ou une indifférence aux questions de société, à la politique entendue au sens large, ni même au

champ politique. Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen notent l'existence d'une « protoculture de classe » permettant à ceux qui ne maîtrisent pas les codes de l'univers politique de juger et d'évaluer une offre électorale en se défiant « des “gros” bavards », des « bourges » et de tous ceux qui ont vocation à « carotter » les couches populaires avec leurs « belles paroles » politiques » (Braconnier et Dormagen, 2007, p. 109). L'étude dirigée par Céline Braconnier et Nonna Mayer (2015) montre, quant à elle, que si la précarité éloigne des urnes, cela n'empêche pas certaines personnes qui la subissent d'avoir des préférences politiques, de suivre les campagnes électorales, de nourrir un espoir de changement, ou d'entretenir un lien même négatif avec le champ politique lié à un certain désenchantement.

Toutefois, en revenant sans cesse à la notion de politisation dans son sens classique, ces études continuent de focaliser l'attention sur l'indifférence « au politique » des personnes défavorisées au point de parler d'un « indifférentialisme structurel » (Braconnier et Dormagen, 2007). Le politiste et anthropologue américain James C. Scott (2008) propose, quant à lui, d'élargir la conception de ce que l'on désigne comme politique.

« Tant que notre conception de ce qu'est le politique se réduit aux activités déclarées ouvertement, nous sommes amenés à conclure que les groupes dominés n'ont pas de vie politique, ou bien que la vie politique qu'ils peuvent avoir se borne aux moments exceptionnels d'explosion populaire. » (Scott, 2008, p. 216)

James Scott souligne *a contrario* l'existence de tout un domaine discret de résistances relevant de ce qu'il appelle l'« infrapolitique ». « Sous les radars » se construit une critique du pouvoir qui se dévoile par l'analyse de la « culture des opprimés »¹. Pour Scott, le consentement à la domination n'est majoritairement qu'apparent, résultat d'une dissimulation d'autant plus forte que le système est répressif². Même si les opprimés sont résignés, ils arrivent toujours à imaginer un autre monde, un monde sans distinction ou encore un monde totalement renversé où ils prendraient la place des élites.

À l'écart des oppresseurs, des espaces de socialisation peuvent alors servir à la sédimentation d'une culture des dominés, à l'instar de ce que Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen (2007) appellent des « contre-univers normatifs » dans les quartiers populaires qui diffusent des valeurs et règles alternatives par rapport à ce qui est en vigueur dans le reste de la société. Pour Scott, ces espaces infrapolitiques construisent un « texte caché [qui] n'est pas que ruminations et grognements en coulisse » (Scott, 2008, p. 200), mais alimente une véritable résistance au quotidien — un ensemble de stratégies qui se veut réaliste par rapport aux chances de succès dans un contexte où les classes dominantes sont puissantes. L'auteur

¹ L'auteur utilise les termes de domination et d'oppression. Le premier sera développé ultérieurement, mais suggère un ensemble de contraintes systémiques et institutionnelles qui s'imposent à l'individu. Le second est plus fort dans la mesure où il renvoie plus directement à l'exercice d'un pouvoir par la violence physique et, dans une conception étendue, symbolique.

² Les thèses de James Scott s'appuient sur une analyse de la culture des groupes subalternes (rumeurs, ragots, fables locales, chansons, plaisanteries, etc.) dans des contextes de domination extrême : colonisation, esclavage, féodalité et système de castes. Dans son ouvrage *La domination et les arts de la résistance*, ses thèses s'appuient notamment sur une enquête anthropologique autour des rapports de classe dans un village de Malaisie.

affirme que, mis bout à bout, des milliers de petits actes insignifiants finissent par avoir des conséquences politiques et économiques importantes lorsque les opprimés sortent du silence pour rendre audible l'infrapolitique. **L'objectif de cette thèse est précisément d'explorer cette hypothèse en interrogeant les conditions concrètes favorisant le passage du domaine infrapolitique à la sphère publique, à travers l'analyse des pratiques d'un mouvement social qui souhaite soutenir une telle dynamique.**

Si la thèse de James Scott s'appuie sur l'étude de contextes de domination extrême de type dictatorial, des sociologues et des politistes réinterrogent en effet sa pertinence dans un contexte démocratique (Carrel, Kaya et Purenne, 2017). La notion d'infrapolitique est féconde pour prendre au sérieux certains discours et pratiques de personnes disqualifiées comme des attitudes de résistances discrètes aux injonctions institutionnelles (Plomb et Henchoz, 2014 ; Tessuto, 2013). Dans une autre perspective, un courant s'investit dans le renouvellement des recherches sur la citoyenneté en se détachant des conceptions normatives de cette notion (Carrel et Neveu, 2014). Le projet scientifique est d'appréhender l'expérience ordinaire du politique, entendue comme « la manière dont les membres de la société produisent dans le monde vécu, une compréhension de leurs univers » (Carrel et Neveu, 2014, p. 6). En dehors du cadre institutionnel, il existe un ensemble de « signaux faibles de citoyenneté » qui ne cherchent pas à se fixer dans des modèles préconstruits, des pratiques « plus tenues ou décalées qui s'élaborent à côté, en dehors et parfois contre les dispositifs » (Overney, 2014, p. 133)¹. C'est également la notion de « compétence politique » qu'il convient de renouveler. Fortement ancrée dans l'analyse des comportements électoraux, la science politique a eu tendance à se focaliser sur les dispositions initiales qui favorisent le « sens civique » dans une conception de ce qui est attendu du citoyen (Talpin, 2010). Julien Talpin propose de désessentialiser la notion de compétence politique. Pour lui, il s'agit de l'« ensemble des ressources cognitives, techniques, politiques, émotionnelles et pratiques dont disposent les citoyens pour intervenir dans l'espace public » et qui s'acquièrent par une multitude d'expériences et d'interactions dans un processus de façonnement de la citoyenneté (Talpin, 2010, p. 96).

La question est aussi épistémologique dans la mesure où le renouvellement de la conception de la citoyenneté suppose de reconnaître l'existence d'un savoir expérientiel, qu'il s'agisse d'un « savoir d'usage » sur son environnement immédiat et quotidien, d'un « savoir citoyen » de profanes qui font valoir leurs opinions face aux experts ou d'un « savoir politique » qui se nourrit d'un ancrage dans un collectif militant (Sintomer, 2008). On propose la notion de « savoir infrapolitique » pour la distinguer du « savoir d'usage » trop lié à une connaissance de son environnement de proximité ou du « savoir citoyen » qui reste souvent dépolitisé. Ce savoir infrapolitique repose sur l'expérience de la pauvreté, de l'exclusion et de la

¹ En particulier, l'enquête ethnographique de Laetitia Overney (2011) met en lumière les différentes formes que peut prendre la vigilance citoyenne, en tant qu'exercice d'une capacité critique d'habitants qui donnent l'alerte sur les dysfonctionnements d'un quartier populaire de Lyon.

stigmatisation, mais il s'agit aussi d'un savoir lié à l'expérience de résistance quotidienne à la domination (Scott, 2008).

Dans un groupe à faibles ressources, des inégalités d'ordre épistémique affectent les membres dans une disqualification par rapport à leur statut de sujet connaissant (Fricker, 2007). Ceci fait partie des raisons pour lesquelles les personnes qui subissent l'exclusion sociale sont souvent inaudibles. La domination s'exerce ici par une supposée infériorité pour penser, réduisant « à néant le pouvoir de vérité d'un discours » (Frega, 2013, p. 978). La crédibilité est perdue d'emblée en raison de son statut social. Un courant de la philosophie politique remet alors en cause les modes de production du savoir scientifique afin d'y intégrer les connaissances provenant de l'expérience de la domination et d'ouvrir de nouveaux espaces de résistance à l'oppression (Dorlin, 2008 ; Frega, 2013 ; Medina, 2013 ; Santos, 2011, 2014).

D'un éloignement du champ politique et en particulier de la pratique du vote arrive rapidement la thèse de l'apathie des pauvres. Pour aller à rebours de cette tendance, il convient de proposer un élargissement des notions de citoyenneté, de politique, de politisation et de compétences politiques pour ouvrir l'analyse aux pratiques et discours des personnes en situation de pauvreté. Au-delà de leurs faiblesses économiques et sociales, les acteurs ont des ressources épistémiques ordinaires et des capacités spécifiques pour s'investir dans un acte de résistance (Medina, 2013). La multiplicité des opérations qui permettent aux groupes sociaux marginalisés de faire entendre leur voix participe alors à faire pression dans le sens d'une démocratisation inclusive.

Le processus de démocratisation de la démocratie

Face au cens caché, la démocratie représentative, la démocratie participative et la « démocratie d'interpellation » (Cossart et Talpin, 2015) des mouvements sociaux semblent impuissantes. En réalité, ces différents modèles démocratiques recèlent tous en leur sein des solutions partielles face à l'exclusion politique. Ces dernières peuvent s'ancrer et s'articuler dans des expérimentations qui se donnent pour objectif d'approfondir le critère d'inclusion. Cette activité, parmi d'autres, est réalisée par des acteurs à la frontière des univers politique, intellectuel et militant que l'on peut qualifier, à la suite d'Alexis de Tocqueville, des « révolutionnaires démocratiques ».

« Une grande révolution démocratique s'opère parmi nous, tous la voient ; mais tous ne la jugent point de la même manière. Les uns la considèrent comme une chose nouvelle, et, la prenant pour un accident, ils espèrent pouvoir encore l'arrêter ; tandis que d'autres la jugent irrésistible, parce qu'elle leur semble le fait le plus continu, le plus ancien et le plus permanent que l'on connaisse dans l'histoire. » (Tocqueville, 1961, p. 2)

Si le terme de « révolution » renvoie classiquement aux moments de renversement de régimes politiques brusques et parfois violents, Alexis de Tocqueville l'utilise, quant à lui, pour parler d'un processus continu et permanent. Cette vision semble aujourd'hui être remise en question

dans un contexte de « crise généralisée » de la démocratie libérale et en particulier de son modèle représentatif (Sintomer, 2016). Comme en témoigne l'avènement d'une démocratie de l'abstention, la légitimité du système politique et la confiance dans les élus s'affaiblissent depuis les années 1970. Pour Yves Sintomer (2011), les causes sont multiples : l'incapacité gouvernementale à surmonter les crises socio-économiques ; l'émergence d'une « société de l'incertitude » face à la multitude de bouleversements tels que le réchauffement climatique ; l'incapacité du système politique à réformer ses modes de fonctionnement, ou encore à construire des idéologies mobilisatrices.

Face à cette crise de la légitimité politique, le retour à un système autoritaire s'affirme de plus en plus comme une possibilité lorsque l'on observe la montée de certains partis d'extrême droite et les prises de pouvoir dans certains pays comme la Hongrie ou le Brésil. Une autre option est celle de la « post-démocratie » théorisée par Colin Crouch (2004) pour souligner l'illusion de démocratie dans un contexte de démultiplication des prises de décision par des acteurs non élus (les firmes globales, les instances internationales, etc.) qui échappent au pouvoir des citoyens. Dans ce contexte, la révolution démocratique prend la forme d'une nécessité qui exige de la revendiquer et de la mettre en œuvre dans des actions concrètes.

En suivant Charles Tilly, la démocratisation de la société n'advient qu'à la condition que « des mouvements s'organisent autour d'une grande variété de revendications, dont des demandes explicites de démocratie, et quand l'État acquiert la capacité de réaliser de telles revendications, avec un rythme qui suit celui de leur émergence » (Tilly, 1994, p. 22). Si beaucoup de mouvements sociaux participent plus ou moins directement à l'approfondissement démocratique, les acteurs étudiés dans cette thèse visent explicitement à façonner un « contexte politique, social et économique radicalement plus égalitaire que celui qui existe dans nos sociétés contemporaines » (Fung, 2011, p. 312). Il s'agit de révolutionnaires démocratiques qui ont la conviction que « les défauts de la démocratie ne peuvent être corrigés que par plus de démocratie » (Westbrook, 1993, p. XIV). Ils ne souhaitent pas la révolution en tant que changement brusque de système, mais la « révolution ici et maintenant » (Polletta, 2002, p. 1) comme un processus évolutif sans fin, par tâtonnements et innovations successives. Ce sont des artisans — pour reprendre l'expression de Marion Carrel (2013) — qui s'inscrivent dans la vision expérimentale de la politique proposée par John Dewey (2010). Selon Loïc Blondiaux, aujourd'hui, « cette revendication d'association à la prise de décision n'est formulée politiquement d'une manière claire que par des groupements motivés et actifs, mais peu nombreux, et elle ne fait pas [encore] l'objet de mobilisations politiques massives » (Blondiaux, 2008a, p. 31-32)¹. La révolution démocratique est donc le projet d'une « minorité active » dont le pouvoir d'influence repose sur la portée d'innovation de ses expérimentations (Moscovici, 1991).

¹ Même s'il est à noter que depuis les propos de Blondiaux en 2008, des mouvements politiques tels que la France Insoumise ou Génération.s défendent des revendications d'approfondissements démocratiques.

Pour Marco Giugni (1998), les mouvements sociaux ont deux manières de promouvoir la démocratie, l'une contestataire et l'autre délibérative. Certains auteurs considèrent que ces options sont antinomiques. C'est le cas de la philosophe Chantal Mouffe (2013, 2016) qui promeut une révolution démocratique vers un modèle agonistique¹. Selon elle, le concept de délibération se perd dans une « illusion du consensus » alors même que la démocratie détient fondamentalement une dimension conflictuelle. Face à l'hégémonie du modèle libéral², Chantal Mouffe en appelle à la construction de contre-hégémonies dans une démocratie pluraliste et multipolaire. Cet idéal se poursuit dans un espace que Pierre Rosanvallon (2006) appelle, quant à lui, la « contre-démocratie » dans lequel le peuple est amené à exercer un pouvoir de contrôle et de résistance via des pratiques de surveillance, d'empêchement et de jugement. Cependant, contrairement à la pensée de Rosanvallon, le modèle agonistique de Chantal Mouffe ne débouche jamais sur une réflexion institutionnelle de résolution des conflits sociaux. Ce modèle peut alors se résumer à une compétition dans une arène adversariale entre des groupes d'intérêts. En outre, Mouffe postule que les exclusions sont inévitables et ne se questionne pas sur les manières d'inclure les acteurs affaiblis.

L'idée de démocratie délibérative, quant à elle, s'impose dans les théories politiques à partir notamment des écrits des philosophes Jürgen Habermas (1997) et John Rawls (1995, 2003). Prenant la forme de « tournant délibératif » dans la littérature anglo-saxonne, ce modèle a fait école en France (Blondiaux et Sintomer, 2009). À rebours des conceptions républicaines traditionnelles — qui donnent le monopole aux élus dans la quête du bien commun — et des conceptions libérales — construisant l'intérêt général par l'agrégation ou la négociation des intérêts particuliers —, la démocratie délibérative propose une troisième voie. Celle-ci repose sur quatre principes normatifs (Young, 2000). Premièrement, le principe d'inclusion renvoie à l'idée que toutes les personnes concernées doivent pouvoir participer à la discussion et aux prises de décision, et cela de manière égale. L'égalité politique constitue ainsi le deuxième principe. Troisièmement, les participants doivent être raisonnables dans le sens d'être ouverts d'esprit et capables d'écouter les autres. Le dernier principe est celui de la publicité : au sein d'un espace d'interaction appelé « public », une pluralité d'individus respecte les mêmes procédures. Chaque personne fait des propositions sur la meilleure manière de résoudre les problèmes collectifs et présente des arguments qui sont mis à l'épreuve à travers le processus du dialogue. Classiquement, la délibération viserait la recherche du bien commun par la participation de tous les acteurs concernés par la question posée — y compris les plus faibles — faisant l'effort d'effacer leurs intérêts particuliers.

¹ L'agonisme renvoie à la figure de l'adversaire, qui se distingue de la figure de l'ennemi (antagonisme) « en ce qu'on peut en combattre les idées sans remettre en question son droit à les défendre et à les faire valoir » (Le Goff, 2011, p. 244).

² Le libéralisme peut être défini comme une doctrine politique et philosophique dont le principe directeur se situe dans la défense de la liberté individuelle. Cela se traduit dans le monde économique par la libre concurrence et la liberté du marché. Pour Chantal Mouffe, il s'agit d'une famille de courants politiques se caractérisant « par une approche rationaliste et individualiste qui empêche de reconnaître les identités collectives » (Mouffe, 2016, p. 20).

Alice Le Goff (2011) affirme que l'opposition entre démocratie délibérative et agonistique est stérile, car elle repose sur une vision normative, idéaliste et indifférenciée du politique. À partir de ce constat, certains auteurs tentent des hybridations dans un « modèle agonistique de démocratie délibérative » (Blondiaux, 2008b) avec des « contre-pouvoirs délibératifs » (Carrel, 2006 ; Fung et Wright, 2005). Ces auteurs affirment qu'il est possible d'envisager des espaces délibératifs qui n'éviteraient pas le conflit, mais arriveraient, au contraire, à favoriser son expression, sans forcément mettre en danger la discussion. En outre, certains « activistes » peuvent s'investir dans la promotion et l'impulsion d'une dynamique délibérative tout en s'accordant le droit d'avoir recours à des registres d'action plus contestataires (Fung, 2011). **À partir d'une vision pluraliste et pragmatique, l'objectif de cette thèse est de déconstruire les frontières entre les modèles démocratiques. Il s'agira d'interroger le potentiel d'approfondissement de la démocratie que détiennent par hypothèse les interstices et les articulations de ces modèles.**

L'articulation des modèles vers une démocratie inclusive

Le paradigme de la démocratie délibérative proposé par Jürgen Habermas est fortement critiqué par des auteures féministes comme Iris Marion Young, Nancy Fraser ou Lynn Sanders. En effet, celui-ci vise la recherche d'un consensus à partir d'une discussion argumentée fondée sur la rationalité donnant l'avantage — par l'instauration dans les règles du débat — aux acteurs jugés « raisonnables ». De la sorte, les espaces de délibération ont tendance à marginaliser, voire à faire taire les voix subversives des participants provenant des groupes les plus faibles de la société (Sanders, 1997). Ces derniers peuvent avoir « trop de choses à dire pour pouvoir les dire dans les formes autorisées » (Blondiaux, 2008 b, p. 134), adoptant souvent une expression plus imagée et plus émotionnelle. C'est de la sorte la finalité même de la démocratie délibérative qui est remise en cause.

« Celle-ci se donnerait d'abord pour objectifs de fabriquer de meilleurs citoyens, plus éclairés, plus vertueux, plus empathiques, alors même que les critères qui s'imposent à la discussion les supposent au préalable. Dans ces conditions, cette démocratie délibérative créerait de l'exclusion dès lors que certains groupes ou certains individus ne remplissent pas ces critères. » (Blondiaux, 2008 b, p. 136)

Si tous les modèles démocratiques semblent incapables de contrer le cens caché, c'est parce que l'égalité des citoyens est posée comme un postulat ou un prérequis, et rarement comme un objectif à atteindre. C'est seulement en plaçant la question de l'exclusion politique au cœur de la problématique qu'il est possible de construire des modèles de démocratie inclusive, comme ceux de Nancy Fraser (2003, 2011) et d'Iris Marion Young (2000, 2011). Les deux philosophes féministes semblent *a priori* s'opposer, la première proposant une approche agonistique et la seconde une approche délibérative. L'un des grands chantiers de cette thèse sera pourtant de mettre à l'épreuve un modèle de démocratie inclusive articulant ces deux cadres théoriques.

Avant de pouvoir se faire entendre, encore faut-il que les personnes en situation de faiblesse économique et sociale s'engagent dans un processus de politisation. Pour des acteurs marginalisés, ce processus semble facilité lorsqu'il se réalise dans des enclaves citoyennes dans lesquelles règne une relative égalité culturelle, « loin des pièges tendus par les espaces publics institutionnels » (Blondiaux, 2008 b, p. 135). C'est la thèse de Nancy Fraser (2003) qui remet en cause l'unicité de l'arène publique d'Habermas dont l'ouverture idéalisée cache des exclusions réelles. Selon elle, la multiplicité des publics concurrents favorise davantage la participation des groupes sociaux « subalternes¹ » que l'existence d'un unique public étendu. Pour faire valoir les intérêts des plus faibles, il faut des espaces indépendants des groupes dominants où les groupes dominés peuvent clarifier leurs souhaits et « trouver le ton ou les mots justes pour exprimer leurs pensées » (Mansbridge citée par Fraser, 2003, p.114). Nancy Fraser appelle ces espaces des « contre-publics subalternes » : « des arènes discursives parallèles dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent et diffusent des contre-discours, afin de formuler leur propre interprétation de leurs identités, leurs intérêts et leurs besoins » (Fraser, 2003, p. 119). Ce sont également des espaces dans lesquels des acteurs affaiblis peuvent se renforcer dans un processus d'*empowerment*, entendu comme une prise de pouvoir sur leur propre vie, leur environnement immédiat et le monde social dans une émancipation à la fois individuelle, collective et politique (Bacqué et Biewener, 2013). Autrement dit, dans les termes de James Scott (2008), l'objectif des « contre-publics » est de publiciser l'infrapolitique par la mise en lumière du « texte caché » des opprimés : choisir l'*exit* collectif temporaire pour se renforcer et permettre la construction d'une *voice* influente dans la sphère publique.

Pour Nancy Fraser, une fois construite, la *voice* des acteurs affaiblis doit se faire entendre dans une arène agonistique. Iris Marion Young (2000) s'oppose, quant à elle, à ce modèle en dénonçant les enclaves séparatistes ne permettant pas, selon elle, la résolution de problèmes collectifs. Contrairement au modèle agonistique, la philosophe affirme que la démocratie doit être un processus de connexion par le dialogue entre les différents publics, et entre le « peuple » et les « puissants ». Young continue donc à croire dans les vertus de la délibération et propose d'amender le paradigme habermassien en approfondissant son critère d'inclusion. L'auteure construit alors un modèle de « démocratie communicative » qui vise l'expression des groupes marginalisés en délibération. Pour cela, Young souligne l'importance des signes effectifs de reconnaissance des différences de chacun. Une démocratie inclusive n'ignore pas ses participants, mais au contraire assure leur visibilité, ce qui exige de lutter contre l'hégémonie du « *speaking white* »² en revalorisant les modes de communication plus émotifs et passionnés. Sans contredire l'importance de l'argument et de la raison en délibération, l'auteure affirme qu'il faut remettre du cœur dans la rhétorique démocratique tout en soulignant la nécessité d'une dimension conflictuelle. Cependant, en se concentrant sur les exclusions internes à la délibération, Young néglige les exclusions externes. La philosophe ne

¹ Avec cette notion, il s'agit de souligner la place d'infériorité de personnes ou de groupes sociaux dans la société dans un contexte de domination culturelle et institutionnelle.

² Terme qui désigne les modes de communication des catégories dominantes.

questionne pas en effet la manière dont les participants sont arrivés dans les espaces délibératifs. Or ce cheminement a une influence sur la façon dont ils vont se comporter dans les débats. De plus, sans une émancipation initiale, même en multipliant les « artefacts d'égalité » (Carrel, 2013), il semble difficile d'envisager que des « exclus » puissent être « inclus » dans un espace délibératif.

Les propositions des deux philosophes peuvent alors s'articuler pour dépasser les limites propres à chaque modèle. **Face à l'exclusion politique, cette thèse propose d'interroger l'intérêt d'une démocratie inclusive processuelle : un premier temps privilégie l'exit collectif pour construire une *voice* à l'écart des logiques dominantes, *voice* qui est dans un second temps mise en délibération avec celle d'autres publics.** Pour cela, on donnera un corps empirique aux théories normatives de Fraser et de Young. Cependant, cette thèse ne s'arrête pas à ce focus théorique. La recherche vise à appréhender de façon plus générale les conditions concrètes de l'inclusion politique dans une analyse pragmatique et culturelle des pratiques et des discours des révolutionnaires démocratiques.

Une sociologie pragmatique et culturelle de la reconnaissance

D'une sociologie culturelle, cette recherche retient que toute action intègre du sens. Si des logiques de domination exercent des contraintes, les acteurs disposent d'une capacité de réfléchir et d'agir pour transformer l'univers social dans lequel ils évoluent. Les approches pragmatiques permettent précisément de sortir d'une sociologie surplombante en prenant au sérieux les pratiques et les discours des acteurs. En articulant des éléments de ces deux courants sociologiques que sont la sociologie culturelle et les approches pragmatiques, l'objectif est de participer aux réflexions sur la lutte pour la reconnaissance des acteurs affaiblis (Honneth, 2013 ; Payet et al., 2008).

La reconnaissance des acteurs affaiblis

Les pauvres, les précaires, les défavorisés, les exclus, les dominés, les opprimés, sont autant de termes que l'on a utilisés jusque-là pour désigner des personnes portant le stigmate (Goffman, 1975) d'une situation de vulnérabilité économique et sociale. Face à la multiplicité des catégories, comment désigner les acteurs de cette recherche ? On ne se focalisera pas sur une catégorie de population spécifique comme les sans domicile fixe, les itinérants, les sans-papiers, les migrants, les bénéficiaires des aides sociales, les chômeurs, etc.¹ Si la notion

¹ Si toutes ces catégories ont l'avantage de désigner et de circonscrire un problème social, elles ont l'inconvénient de renforcer la stigmatisation des personnes concernées et d'essentialiser leurs conditions de vie en les réduisant à un stigmate spécifique (Otero et Roy, 2013).

d'exclusion sociale est critiquée scientifiquement pour son caractère flou, hétérogène et dé-subjectivant, elle a l'avantage de « défataliser » la situation de pauvreté et d'en appeler à la responsabilité de la société dans sa mise au ban de certaines catégories de populations. Les sans domicile fixe et les chômeurs ont des situations de faiblesse économique différentes, mais ont comme point commun de subir une disqualification sociale. Ils ont alors tendance à être inaudibles dans l'espace public. C'est pour cette raison que l'on va avoir recours à l'expression de « citoyens¹ marginalisés » pour souligner qu'il s'agit d'acteurs qui font partie de la société tout en étant renvoyés dans les marges de la sphère publique. Mais c'est surtout la notion d'« acteurs affaiblis » (Payet et al., 2008) que l'on va utiliser², car celle-ci vise à mettre en avant les capacités d'action des individus à s'émanciper par eux-mêmes.

La notion pragmatique proposée par Jean Paul Payet, Frédérique Giuliani et Denis Laforgue fait référence au philosophe Michel de Certeau (1990) dans son entreprise de réhabilitation des pratiques culturelles des catégories populaires, à travers la valorisation des ruses comme des actes de résistance au quotidien. Cependant, le « faible » de Michel de Certeau survit par le biais de tactiques en utilisant les failles du système, tout en restant totalement dominé par le « fort ». Au contraire, la formule paradoxale d'« acteur faible » met en avant la relative autonomie dont disposent les personnes pour transformer leur propre situation et faire entendre leur voix. La notion de Payet, Giuliani et Laforgue considère la faiblesse comme réversible. Il s'agit d'un ensemble de variations qui suivent des processus de disqualification et de requalification.

« L'avantage heuristique de l'acteur faible (par rapport au *faible* chez de Certeau) serait alors double : d'une part, on peut différencier différents degrés ou états (on est plus ou moins faible) et comprendre le passage de l'un à l'autre ; d'autre part, on prend en compte la réversibilité des processus, ce que permet l'horizon capacitaire à la différence de l'horizon très hypothétique de la disparition de la domination. » (Payet et Laforgue, 2008, p. 10)

Comme le suggèrent les auteurs dans une note de bas de page, la notion d'« acteurs affaiblis » est d'ailleurs plus adéquate que celle d'« acteurs faibles » pour rendre compte de cette idée de processus et de situation réversible. C'est pour cette raison que l'on adoptera la première. Quoi qu'il en soit, le cadre théorique de Payet, Giuliani et Laforgue permet, et c'est tout l'objet de cette thèse, d'envisager une mobilisation d'acteurs affaiblis pour construire des causes qui leur sont propres en suivant un « horizon capacitaire ».

Mais, « où tracer la démarcation du “faible” et du “fort” ? » (Mouchard, 2010). En utilisant la notion d'« acteur affaibli » à laquelle on ajoute celle d'« acteur fort » pour désigner des personnes qui ne subissent pas de stigmatisation et qui ont des capacités d'action importantes, la question de la démarcation n'est pas réglée. La question est détournée, car l'ensemble des acteurs interrogés dans cette thèse — en grande majorité des personnes engagées dans la lutte

¹ La citoyenneté est conçue ici dans la vision élargie qui a été développée précédemment.

² La notion de « citoyens marginalisés » sera en réalité utilisée ponctuellement pour éviter les répétitions. Toutes les autres catégories seront à présent mises entre guillemets pour signifier qu'elles font référence à des auteurs ou au discours des acteurs.

contre la pauvreté — reconnaissent l'asymétrie des pouvoirs et s'auto-identifient facilement du côté des défavorisés ou des favorisés. En outre, la frontière entre les forts et les faibles n'est pas étanche. On verra des situations de confrontation entre des acteurs supposés faibles et des acteurs supposés forts où les rapports de pouvoir se reconfigurent, se mutualisent, voire s'inversent. La participation des acteurs affaiblis à une arène publique est facilitée par un processus d'*empowerment* de leur part, mais également par un processus de *disempowerment* de la part des acteurs forts (Dupuis-Déri, 2008), entendu non pas comme une perte de pouvoir sur leur propre vie, mais comme une perte de pouvoir « sur » les acteurs affaiblis et une perte de pouvoir « avec » leur propre milieu social dans une optique d'alliance pour la lutte contre la pauvreté. Il s'agit là d'une hypothèse qui sera travaillée dans cette thèse.

La dimension culturelle de l'action collective

La lutte pour la reconnaissance des acteurs affaiblis (Honneth, 2013) repose avant tout sur la capacité des citoyens marginalisés à donner une expression aux exigences de leurs subjectivités dans une optique de transformation sociale. Pour cela, il s'agit d'appréhender de façon autonome le sens de ses propres actions dans un processus de « subjectivation », conçu comme la « possibilité de se construire comme un individu, un être singulier capable de formuler ses choix et donc de résister aux logiques dominantes » (Wieviorka, 2004, p. 286).

En ayant recours à la notion de subjectivation dans un contexte de domination, on s'éloigne du cadre d'analyse de Payet, Giuliani et Laforgue (2008). À la sociologie pragmatique, on propose effectivement d'incorporer les apports des analyses culturelles, et notamment celle de la sociologie de l'action d'Antimo Farro. Dans cette perspective, on reconnaît avec cet auteur l'existence d'une culture dominante : des acteurs produisent et promeuvent des codes qui tentent d'ordonner la vie sociale et de maîtriser les orientations culturelles (Farro, 2000). En suivant Danilo Martuccelli (2004), cette activité n'est pas homogène. Elle est multiforme, rarement synchronisée et parfois contradictoire.

Supposant une faible capacité d'action et une intériorisation de l'idéologie dominante, c'est principalement le concept d'assujettissement, plus que celui de domination, qui est rejeté par Payet, Giuliani et Laforgue. En l'occurrence, la sociologie de Martuccelli permet de penser la domination dans d'autres termes que ceux d'assujettissement et d'intériorisation. Pour cet auteur, l'idéologie dominante est un « ensemble hétérogène de dispositifs d'imposition culturelle qui n'en conservent pas moins une capacité de contrainte réelle, mais dynamique, diverse et conflictuelle, pour susciter le consentement des dominés » (Martuccelli, 2004, p. 474). En particulier, la rhétorique de la responsabilisation qui veut que l'individu soit toujours capable de s'adapter, de se prendre en charge comme acteur de sa propre vie, d'être autonome, indépendant et actif dans la société fonctionne comme une injonction.

La culture dominante diffuse un ensemble de contraintes cognitives « qui interviennent tant au niveau des contenus qu'au niveau des critères que les individus et les groupes doivent adopter pour arriver à une construction autonome du sens » (Farro, 2000, p. 123-124). C'est pour remettre en cause ce processus de domination que l'action collective peut prendre une dimension culturelle afin de construire et de diffuser ses propres codes cognitifs alternatifs. Cette activité se réalise à partir d'un dévoilement par les acteurs affaiblis de leurs épreuves existentielles, c'est-à-dire sur les expériences de mépris social, d'injustice et d'humiliation (Boltanski, 2009).

« L'action se situe [...] dans la capacité spécifique qu'ont des groupes d'engendrer, par la mobilisation collective, des définitions d'intérêts, de normes et de valeurs qui sont valables pour tous leurs membres. Ainsi, chaque mobilisation collective de groupe social, a, ou crée, sa culture dans la limite des ressources dont il dispose. L'action est donc étroitement liée à l'espace culturel qu'elle crée et sur lequel elle se base pour se reproduire en tant que capacité collective. » (Farro, 2000, p. 114)

Dans cet espace, le sujet se construit progressivement dans une quête de contrôle de la production du sens concernant ses actions et de son identité en tant qu'acteur. Antimo Farro (2000) affirme que cette activité est une forme de « résistance subjective à la domination » en tant qu'affirmation de soi et revendication d'émancipation.

À partir du postulat que tous les individus ont une exigence d'autonomie, de respect et de reconnaissance, Daniel Cefaï (2007) affirme que la plupart des luttes sociales portent sur la question du sens que les acteurs donnent aux situations. En reprenant les théories d'Alberto Melucci, l'auteur défend une analyse culturelle de l'action collective souvent délaissée par la sociologie structuraliste des mouvements sociaux. Dans cette optique, la « culture » n'est pas un système de valeurs et de normes incorporées ou intériorisées, mais un environnement contextuel d'expériences et d'actions, de perspectives et de pratiques (Swidler, 1986). C'est un ensemble de schèmes d'interprétation du monde qui sont autant des contraintes que des ressources laissant place à la subjectivité des acteurs dans leur quête de sens individuelle et collective.

Aux États-Unis, la notion de « culture de la pauvreté » a longtemps été abandonnée à cause de sa récupération dans les rhétoriques réactionnaires avec une culture de l'assistance blâmant les victimes. Récemment, les analyses culturelles reviennent au-devant de la scène sociologique et anthropologique avec des auteurs comme David Harding, Michèle Lamont et Mario Luis Small (2010)¹. Ces derniers tentent en effet de reconsidérer la notion de culture de la pauvreté pour comprendre comment les personnes qui la subissent y font face et peuvent s'en sortir. En particulier, Michèle Lamont (2009) montre que les capacités de résilience des acteurs affaiblis dans leurs stratégies de survie, mais aussi de résistance sont liées à leur identité culturelle et à leur participation sociale. Dans ce courant et dans cette thèse, la culture est plurielle, car fortement liée à la notion d'expérience vécue.

¹ Voir la recension de Nicolas Duvoux (2010).

L'action collective peut être comprise comme un investissement dans un « travail sur la culture » permettant de transformer son rapport au monde et de réorienter le cours ses actions. « Les acteurs se meuvent dans des champs pratico-sensibles qui leur opposent des résistances et leur offrent des prises, qui ouvrent et qui ferment des perspectives » (Cefaï, 2007, p. 485). Dans ce cadre, envisager la dimension culturelle de l'action collective comme une résistance à la domination est loin de la rhétorique de l'assujettissement niant l'autonomie des acteurs affaiblis.

Pour résumer, on souhaite explorer la dimension culturelle de l'action collective sur deux niveaux. Le premier est à l'échelle de l'acteur affaibli au sein d'un groupe qui s'investit dans une activité de « résistance subjective à la domination culturelle ». Ceci exige le développement d'une réflexivité critique par rapport à la culture dominante pour développer une volonté de transformation sociale. Le second niveau est à l'échelle systémique d'un mouvement social d'acteurs affaiblis qui s'investit dans la production et la diffusion de sa propre connaissance afin de lutter contre la domination culturelle. Ces deux niveaux mettent en œuvre une activité réflexive individuelle et collective. Il faut donc se donner les moyens théoriques pour pouvoir l'appréhender.

La dimension réflexive de l'action collective

À l'échelle systémique, une vision optimiste des mouvements sociaux est celle d'un ensemble d'archipels, de « laboratoires immergés d'antagonisme et d'innovation » (Melucci, 1984, p. 445) participant à une révolution démocratique et culturelle. Une vision plus réaliste est d'admettre que tous les mouvements sociaux ne participent pas à cette dynamique. Certains collectifs favorisent même une dépolitisation de la vie civique (Eliasoph, 2010). D'autres construisent des enclaves culturelles alternatives de « socialisation marginalisée » (Parazelli, 1996), mais qui restent à l'écart de la société dans une « citoyenneté restreinte et parallèle » (Purenne, 2015).

Afin de lutter contre la domination, la discussion dans des enclaves culturelles ne suffit pas pour Nancy Fraser. La construction d'un « contre-public » exige de s'investir dans un processus de publicisation des contre-discours dans une sphère publique étendue. Ceci suppose une activité de diffusion de la connaissance, mais aussi une ouverture vers l'extérieur du collectif en établissant des ponts avec d'autres organisations et d'autres causes. Il s'agit de constituer des « aires de mouvements » informels (Melucci, 1989) ou de véritables « coalitions de causes » organisées (Sabatier, 2014). À partir de l'ethnographie des groupes civiques et religieux américains, Paul Lichterman (2011) affirme que la capacité à construire des liens avec l'extérieur est loin d'être partagée par toutes les organisations militantes. Selon lui, elle se retrouve principalement dans les groupes qui développent une « dimension réflexive », c'est-à-dire que l'espace de discussions et de négociations interne est ouvert sur la

place qu'occupe le collectif dans le monde, sur les limites de l'action ainsi que sur les transformations dans les pratiques et les modes de fonctionnement.

L'histoire et la littérature des mouvements sociaux imprègnent également les schèmes de perception des acteurs (Mathieu, 2011). Lilian Mathieu met lui aussi en avant l'importance de l'activité réflexive des militants dans la construction de leurs choix stratégiques et pratiques. C'est par rapport à un univers de sens partagé que s'effectuent des rapprochements entre organisations et que se forment des composantes de ce qu'il appelle l'« espace des mouvements sociaux ». L'intérêt de cette notion est de ne pas se limiter aux aspects stratégiques pour appréhender des phénomènes plus informels. Lilian Mathieu propose en effet de concevoir l'activité contestataire comme un « univers de pratiques et de sens relativement autonome à l'intérieur du monde social, et au sein duquel les mobilisations sont unies par des relations d'interdépendance » (Mathieu, 2007 b, p. 77). La catégorisation en termes d'espace permet d'appréhender les relations complexes qu'entretiennent les organisations militantes dans une « zone d'évaluation mutuelle » où s'entremêlent des dynamiques concurrentielles et coopératives, des effets d'imitation, d'inspiration et de distinction. Par rapport aux autres univers du monde social, celui des mouvements sociaux a des logiques qui lui sont propres, des enjeux spécifiques ainsi qu'un répertoire de l'action collective (Tilly, 1984). Pour autant, les mouvements sociaux ne disposent pas d'un degré d'objectivation, de structuration et d'institutionnalisation suffisant pour qu'ils soient considérés comme un champ dans la définition de Pierre Bourdieu. Il s'agit d'un univers composite, informel, faiblement unifié et dont les frontières sont floues. Dans une optique pragmatique, les acteurs provenant du milieu associatif ou humanitaire ne seront pas exclus d'emblée de l'espace des mouvements sociaux, comme peut le faire Lilian Mathieu¹.

Au-delà de l'échelle systémique de la construction de liens entre organisations et de la diffusion de la connaissance, l'activité réflexive de l'action collective doit également être analysée à l'échelle des acteurs. Pour cela, la première tentative provient du courant sociologique de la mobilisation des ressources à travers la notion d'inspiration goffmanienne des « cadres de l'action collective » (Snow et al., 1986). Ce concept désigne les schèmes d'interprétation qui font du sens pour les acteurs. Snow et ses collègues (ibid.) focalisent leur attention sur le travail stratégique mis en œuvre par des entrepreneurs de cause. Ces derniers viseraient l'unification interne de leur organisation par l'alignement des cadres d'interprétation de leurs membres en fixant des limites et des statuts et en trouvant des accords sur les revendications et les objectifs du mouvement social. Cependant, l'activité réflexive de l'action collective est réduite ici à une activité stratégique et tactique de mobilisation par le recours à des unités discrètes de discours et de représentations (Cefaï,

¹ Lilian Mathieu considère que l'activité contestataire (s'opposer de manière conflictuelle face à un adversaire) est constitutive de l'espace des mouvements sociaux. Ce choix est d'ailleurs en opposition avec le concept de l'autoréférence proposée par le sociologue. Par exemple, en suivant Lilian Mathieu, étant donné qu'ATD Quart Monde se considère comme un mouvement social, il devrait faire partie de l'espace. L'organisation en est pourtant exclue, car elle ne mène pas une contestation frontale face à l'État.

2007 ; Mathieu, 2011). Ce courant sociologique appelé « *frame perspective* » remet en cause l'essence même des aspects dynamique et situationnel de l'analyse de Goffman. En suivant les propositions de Daniel Cefaï (2007), on soulignera l'intérêt heuristique d'une analyse microsociologique des cadres qui revient à ses fondements.

À l'instar de Lilian Mathieu (2011), on va également avoir recours à la sociologie pragmatique à travers l'analyse des motifs et des justifications avancées par les acteurs pour interpréter leurs propres conduites (Mills, 1940). Danny Trom (2001) a montré l'intérêt d'une telle démarche afin d'aborder la dimension réflexive en évitant les biais de l'approche de la « *frame perspective* ». L'analyse des justifications s'appuie sur l'intrication entre les raisons de l'action et leur accomplissement pour dévoiler les « grammaires » spécifiques mobilisées par les acteurs. Les motifs sont alors « envisagés comme des prétentions à la validité normative, consubstantielle aux engagements dans l'action » (Trom, 2001, p. 100). L'étude des justifications permet de mettre en exergue les dissonances cognitives des acteurs entre la pratique, ses objectifs et la réflexion sur la pratique dans le contexte spécifique de l'entretien. À rebours de la thèse de l'accord implicite, la sociologie pragmatique de la critique de Luc Boltanski (2009) propose, quant à elle, d'analyser les disputes, c'est-à-dire les situations de désaccord dans lesquelles les acteurs opposent leurs points de vue.

Face à la menace de l'incertitude des agencements sociaux qui fragilise la réalité des acteurs, Luc Boltanski (2009) distingue deux types de réactions : les moments pratiques, dans lesquels les individus tentent d'ignorer les différences pour éloigner l'incertitude et les moments réflexifs dans lesquelles les acteurs se confrontent à leur inquiétude. Dans les moments pratiques, l'accord est tacite afin d'accomplir une tâche avec pour seul souci de « s'en sortir ». Cela exige une certaine tolérance pour les écarts de conduite liés à un faible niveau de réflexivité. Ils permettent de maintenir l'apparence d'un accord dans la mesure où les contradictions ne sont pas objectivées. Toutefois, Luc Boltanski affirme l'existence d'un certain seuil à partir duquel des moments réflexifs s'imposent aux acteurs.

« [Il s'agit de] moments marqués par une élévation du niveau de réflexivité au cours desquels l'attention des participants se déplace de la tâche à accomplir pour se tourner vers la question de savoir comment il convient de qualifier ce qui se passe. L'attention des participants s'oriente alors vers l'action en commun en elle-même, ses modalités, ses conditions de possibilité, les formes dans lesquelles elle s'inscrit. » (Boltanski, 2009, p. 107)

Luc Boltanski distingue deux modalités de moments réflexifs : les dispositifs de confirmation qui permettent d'écarter l'incertitude et les dispositifs critiques qui font surgir l'inquiétude par la contestation de la réalité. Les dispositifs de confirmation relèvent d'une activité semi-réflexive qui s'inscrit précisément dans l'étude des motifs et des justifications. Il s'agit d'un premier niveau d'analyse de l'activité réflexive des acteurs qui en appelle un second, d'ordre « métapragmatique » (Boltanski, 2009) que l'on choisit d'appeler praxéologique. La notion de praxéologie désigne effectivement l'activité cognitive et critique au service de la praxis, c'est-à-dire de la transformation sociale (Lhotellier et St-Arnaud, 1994).

En confrontant l'analyse des discours réflexifs aux résultats d'une enquête ethnographique, il est possible de suivre une orientation de la sociologie pragmatique de la critique en dévoilant les contradictions propres à la réalité, conçue comme une construction sociale. Les motifs sont à mettre en parallèle par le chercheur avec les performances des acteurs. Puis, l'analyse de la praxéologie permet d'accéder à la perception des contradictions par les acteurs eux-mêmes ainsi qu'à leurs stratégies pour les résoudre dans la pratique. En particulier, le registre « métapragmatique » des acteurs affaiblis se situe dans leurs discours critiques par rapport au monde et aux épreuves existentielles. **Tout ceci permet d'analyser l'espace culturel alternatif qui se construit en résistance à la domination au sein même d'une organisation militante ainsi que les tentatives d'influence et de diffusion des idées dans l'espace des mouvements sociaux et le reste du monde social.** C'est cette sociologie pragmatique et culturelle de la reconnaissance des acteurs affaiblis que l'on va mettre en œuvre dans une monographie du mouvement de lutte contre la pauvreté ATD Quart Monde.

Enquête monographique d'un « artisan de la démocratie »

La thèse s'appuie sur l'analyse des expérimentations démocratiques mises en œuvre par ATD Quart Monde de sa création à aujourd'hui. Depuis 1957, cette association de lutte contre la pauvreté et les exclusions met au cœur de son projet la participation politique des acteurs affaiblis. Le mouvement souhaite une société dans laquelle le « quart monde », c'est-à-dire les « personnes en situation d'extrême pauvreté », puisse devenir des acteurs à part entière du processus démocratique, de la définition des problématiques jusqu'aux prises de décision.

Afin d'atteindre cet idéal, ATD Quart Monde se conçoit comme un « artisan de la participation »¹ qui invente ses propres dispositifs expérimentaux, tels que l'« université populaire Quart Monde » qui fait l'objet d'une observation participante de plus de deux ans. Ce dispositif est un espace de dialogue qui favorise l'expression des acteurs affaiblis sur leurs épreuves existentielles et dans lequel peut débiter un processus de politisation. De plus, un espace de délibération se déroulant sur quatre jours a été observé. Il s'agit de la « coformation », un dispositif qui confronte les savoirs expérientiels de citoyens marginalisés avec des savoirs professionnels (de la santé, de l'école, du social, de la recherche, etc.). Dans une perspective davantage agonistique, le mouvement organise des campagnes politiques, comme celle qui sera étudiée en détail intitulée : « Quelle école pour quelle société ? » Celle-ci a mis en œuvre différents dispositifs participatifs dans le but d'inclure un grand nombre d'acteurs affaiblis à la construction des revendications. Les citoyens marginalisés participant à ces espaces d'expression sont principalement des militants quart monde qui s'investissent également dans les activités des groupes locaux du mouvement. Ce faisant, il convenait d'aller enquêter à l'échelle locale. Le choix s'est porté sur le suivi et la participation aux

¹ Cette expression fait référence aux travaux de Marion Carrel (2013) dont l'analyse comparative du dernier chapitre comprend le dispositif de la « coformation » d'ATD Quart Monde.

activités du groupe d'ATD Rhône-Alpes, de façon plus ou moins intensive pendant deux ans et demi, et celle d'ATD Québec, de manière impliquée pendant deux mois¹.

L'analyse de discours compréhensive et l'ethnographie sont les deux principales approches méthodologiques de la recherche dont il s'agit ici de présenter les caractéristiques. En outre, toute enquête se heurte à des « dilemmes éthiques et politiques » (Cefaï et Amiraux, 2002). L'attention sera focalisée sur trois séries d'épreuves spécifiques auxquelles la recherche a dû se confronter : conserver une objectivité dans l'implication ; enquêter sur des acteurs affaiblis ; analyser les discours scientifiques de militants.

La principale approche mobilisée dans cette thèse est celle de l'ethnographie en tant que « filature de réseaux et de processus dispersés » sur « sites naturels » (Cefaï et al., 2012). Celle-ci a été choisie, car elle permet de documenter les questions de l'acquisition de capacités politiques, des inégalités de pouvoir entre les participants d'une assemblée délibérative, du refus de participer, du processus de participation et de ses effets en termes de politisation. L'observation participante constitue effectivement un matériau de première importance dans les analyses. Dans une démarche purement inductive, des volets descriptifs seront présentés avec des analyses de situation en s'appuyant sur l'observation des routines, des conversations et des situations ordinaires ou préparées, sur la scène comme dans les coulisses des dispositifs. Une attention sera accordée à la dimension dramaturgique de l'action collective. Il s'agira également d'analyser les débordements et les techniques des participants ; leurs émotions (Blondiaux et Traïni, 2018) et leurs « frustrations relatives » (Corcuff, 2009) ; les rituels, les coutumes, les grammaires du « parler en public » (Cardon, Heurtin et Lemieux, 1995) et les « styles de groupes » (Eliasoph et Lichterman, 2011) qui façonnent les normes de communication au sein d'un collectif ; les dilemmes, les tensions, les paradoxes et les ambiguïtés entre l'idéal démocratique défendu et les pratiques de l'action collective (Dobry, 1990 ; Eliasoph, 2011).

Il faut cependant rappeler les « coûts subjectifs de l'enquête ethnographique » (Havard-Duclos, 2007). Ce type d'approche exige une implication importante sur le terrain, un engagement personnel et une socialisation minimale avec les acteurs étudiés qui sont source de tensions morales. C'est alors la question de l'objectivité du chercheur qui peut être mise en cause, d'autant plus lorsque l'étude porte sur une organisation militante visant l'adhésion et l'enrôlement de ses participants. En l'occurrence, je² n'avais pas d'affinité initiale avec ATD Quart Monde. Pour autant, la participation a suscité une affinité pour l'association et ses valeurs. Si cela a facilité les ouvertures de terrain, le coût réside dans une perte de neutralité. Cette recherche est engagée dans une volonté de reconnaissance des acteurs affaiblis, mais se veut tout de même objective par rapport à son terrain d'étude. Afin de résoudre cette tension, j'ai eu recours tout au long de la recherche à des allers-retours entre des temps de prise de

¹ Ce voyage a pu être réalisé grâce à l'obtention d'une bourse de la région Rhône-Alpes (CMIRA).

² La première personne du singulier sera utilisée ponctuellement pour aborder les questions pratiques relatives à l'enquête de terrain.

distance critique sur les pratiques de l'association et des temps de compréhension des motifs des acteurs en vue de trouver un équilibre entre ces deux pôles¹. De même, les entretiens visaient à susciter les discours praxéologiques des acteurs qui soulèvent par eux-mêmes les limites de l'action. La filature ethnographique permet de repérer les différents registres critiques et registres de justification à partir desquels il s'agira alors d'élaborer une argumentation compréhensive.

En outre, la participation aux activités de l'association et notamment à l'université populaire dont j'ai animé un groupe de parole pendant deux ans a eu des effets émancipateurs. En tant qu'acteur fort, j'ai dû moi-même vivre le processus de *disempowerment* qui sera développé comme une condition de délibération avec des acteurs affaiblis. Ceci n'est pas conçu comme un coût, mais comme un bénéfice qui m'a permis de déconstruire mes *a priori* sur la pauvreté. Il s'agit d'un bénéfice personnel, mais aussi d'un bénéfice pour la recherche, voire d'une condition nécessaire d'une enquête véritablement inductive. La posture de *disempowerment* permet en effet de résoudre les tensions relatives à l'enquête en milieu disqualifié relevées par Jean-Paul Payet et Frédérique Giuliani (2010). Premièrement, à rebours d'une position de surplomb, mon engagement dans la reconnaissance des acteurs affaiblis a favorisé la construction d'un rapport de confiance avec les enquêtés. Deuxièmement, la posture de *disempowerment* consiste à reconnaître l'asymétrie des rapports de pouvoir entre le chercheur et les citoyens marginalisés. Il s'agit alors d'effectuer un travail permanent de prise de distance avec son propre monde social afin de mener une « enquête ouverte » (Payet et Giuliani, 2010) aux pratiques et aux interprétations des enquêtés sans appliquer d'emblée ses propres schémas de pensée. Dans la conduite des entretiens, ceci exige une attitude d'honnêteté et de considération de la parole en affirmant l'existence d'une connaissance propre à l'acteur affaibli². Cette affirmation est un principe éthique qui doit être verbalisé dans une optique de valorisation des personnes habituellement stigmatisées, ce qui a l'avantage d'amoindrir leur tendance à masquer leur propre réflexivité. Une écoute attentive ne suffit pas et doit être associée à des demandes régulières de précision afin de s'assurer de la compréhension des logiques de pensée³. En dehors de l'intérêt heuristique, les entretiens ont par ailleurs été envisagés à partir de ce qu'ils pouvaient apporter aux enquêtés en tant que prise de recul réflexive sur leurs parcours militants⁴.

L'« enquête ouverte » proposée par Jean-Paul Payet et Frédérique Giuliani (2010) s'inscrit dans le courant de la sociologie compréhensive qui entend prendre au sérieux les interprétations que les acteurs ont de leurs propres pratiques et représentations. Avec

¹ Cette pratique a été mise en œuvre dans l'écriture du journal de terrain, mais également dans l'écriture de cette thèse qui a fait l'objet de plusieurs versions avant d'atteindre l'équilibre souhaité.

² Cette attitude a d'abord été testée en animant un groupe de parole dans le cadre de l'université populaire d'ATD Quart Monde avant d'être mise en œuvre dans les entretiens.

³ Si celles-ci ne sont pas toujours pertinentes, il faut tout de même s'assurer de la compréhension. Le chercheur peut passer à côté d'éléments de réflexion importants s'il interprète la pensée de son interlocuteur.

⁴ Par ailleurs, à la fin ou après les entretiens, des informations étaient données pour répondre aux interrogations que les acteurs affaiblis avaient partagées avec moi, notamment sur le mode de fonctionnement d'ATD Quart Monde.

l'ethnographie, il est question de la seconde approche adoptée dans cette recherche. L'analyse de l'activité réflexive des acteurs ne peut se résumer à une observation distante de ce qui se passe au sein des dispositifs et de la vie ordinaire. Elle doit accéder au discours métapragmatique des acteurs qui interprètent eux-mêmes le sens de leurs actions. Les promoteurs de l'approche ethnographique ont tendance à amoindrir l'intérêt des entretiens afin de remettre en avant la pratique de l'observation (Cefaï et al., 2012). En l'occurrence, la recherche s'appuie sur quatre-vingts entretiens semi-directifs comprenant pour la majorité une partie non directive sous la forme de récits de parcours militant.

Paradoxalement, l'approche compréhensive s'est heurtée à l'épreuve de devoir analyser le discours d'acteurs particulièrement réflexifs. ATD Quart Monde est en effet à l'origine de travaux universitaires et certains salariés ou membres actifs sont des chercheurs. L'association dispose de sa propre littérature scientifique et de son propre cadre analytique. La difficulté est alors de réussir à prendre du recul par rapport aux interprétations que l'association porte sur le monde, mais aussi sur elle-même. Pour résoudre cette tension, le choix a d'abord été de considérer cette activité de recherche comme un objet d'étude à part entière. Dans ce cadre, les notions et les références utilisées par l'association deviennent des catégories qu'il s'agit d'analyser en puisant dans d'autres courants scientifiques. Pour ne citer qu'un exemple, c'est pour cette raison que la catégorie de « personne en situation de pauvreté » sera toujours mise entre guillemets pour signifier qu'elle appartient au discours des membres d'ATD Quart Monde. La notion d'« acteur affaibli » a été choisie à la fois parce qu'elle correspond au cadre d'analyse de la recherche, mais aussi parce qu'elle est totalement étrangère aux discours des acteurs étudiés. C'est également dans cette optique que les discours métapragmatiques d'une vingtaine de salariés d'autres organisations militantes ont été analysés. L'objectif était de se prévenir des limites de la monographie en proposant une ouverture à d'autres interprétations du monde et d'autres projets politiques tout en positionnant ATD Quart Monde dans un réseau d'acteurs.

Enfin, même si ce n'est pas toujours perceptible à la lecture, car certaines parties semblent reposer uniquement sur une analyse de discours, l'enquête ethnographique impliquée imprègne l'ensemble des résultats. La « filature » s'est mise en œuvre dans des allers-retours entre l'observation et les entretiens. Les militants qui s'expriment dans les dispositifs participatifs ont d'abord été observés en situation avant d'être interrogés à partir de grilles d'entretien personnalisées. Certains enquêtés ont été suivis dans leurs activités militantes afin de réinterpréter leurs discours à l'aune de leurs pratiques. Un *focus group* a été réalisé afin d'exposer certains résultats à la réflexivité de trois acteurs affaiblis. En outre, l'implication sur le terrain, à travers l'animation d'un groupe de parole dans le cadre de l'université populaire Quart Monde en Rhône-Alpes, a permis de confronter les discours des acteurs à ma propre pratique. Cela m'a aussi donné une légitimité auprès des membres d'ATD Quart Monde favorisant les ouvertures de terrain ainsi qu'une confiance facilitant la liberté de discours dans les entretiens.

Plan de la thèse

La première partie de la thèse analyse la dimension réflexive d'une action collective visant la révolution démocratique. Paradoxalement, la monographie d'ATD Quart Monde débute par une enquête comparative portant sur d'autres artisans démocratiques. L'objectif du chapitre 1 est de situer l'association au sein d'un réseau d'acteurs spécifique, celui de l'« *empowerment* à la française ». Aux frontières de l'espace des mouvements sociaux, ce réseau forme une composante réflexive dans le sens où il s'investit dans une activité de production et de diffusion de connaissances. C'est également une caractéristique d'ATD Quart Monde qui s'est construit comme un expert de la grande pauvreté, ce que l'on développera dans le chapitre 2.

La deuxième partie de la thèse se focalise sur la dimension culturelle d'une action collective qui entend résister à la domination. On verra que l'université populaire d'ATD Quart Monde constitue un « espace infrapolitique » permettant aux acteurs affaiblis de briser le silence sur leurs épreuves existentielles. Tout l'enjeu du chapitre 3 est alors de suivre leur processus de mobilisation et de politisation au sein d'un groupe local. Le chapitre 4 dévoilera cependant certaines ambiguïtés qui émergent des négociations de l'ordre local, c'est-à-dire dans le mode de fonctionnement et notamment dans la gouvernance interne.

Enfin, la troisième partie porte sur la démocratie participative et délibérative dans sa capacité d'inclusion des acteurs affaiblis. À partir d'une analyse microsociologique goffmanienne, le chapitre 5 décortique les processus à l'œuvre dans un dispositif délibératif, à savoir la coformation d'ATD Quart Monde. Le chapitre 6 questionne, quant à lui, l'articulation des modèles démocratiques en examinant les expérimentations d'une campagne politique sur le thème de l'école. Le chapitre 7 conclut la thèse en scrutant les évolutions organisationnelles d'ATD Quart Monde au regard de l'inclusion des acteurs affaiblis aux activités et aux responsabilités internes.

Première partie.

Façonner la révolution démocratique : la dimension réflexive de l'action collective.

Outre-Atlantique, à partir du mouvement pour les droits civiques, se développent des pratiques d'*empowerment* qui visent un renouvellement démocratique. Le terme d'*empowerment* est apparu aux États-Unis dans les années 1960 en opposition à la démarche paternaliste, hiérarchique et inégalitaire qui prévalait jusqu'alors dans les politiques publiques. De nouvelles pratiques se sont répandues dans les mouvements sociaux urbains et plus particulièrement dans les mouvements féministes, afin de promouvoir la « capacité d'action et le processus pour l'atteindre, c'est-à-dire la succession d'étapes par lesquelles un individu ou une collectivité s'approprie le pouvoir ainsi que la capacité de l'exercer de façon autonome » (Ninacs, 2003, p. 2). Si aujourd'hui le terme fait référence à des pratiques extrêmement variées, un modèle radical¹ désigne une démarche d'émancipation individuelle et collective qui prend en compte une volonté de transformer la société par une remise en cause des structures inégalitaires et des formes de domination. Tout en affirmant que la traduction est impossible, Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener (2013) proposent leur interprétation de la notion. Contrairement à William Ninacs (2003) qui met en avant un processus d'appropriation du pouvoir, les deux auteurs affirment qu'il s'agit d'un processus d'apprentissage. Les divergences d'interprétations montrent déjà la difficulté linguistique du concept.

« L'*empowerment* articule deux dimensions, celle du pouvoir, qui constitue la racine du mot, et celle du processus d'apprentissage pour y accéder. Il peut désigner autant un état (être *empowered*) qu'un processus, cet état et ce processus étant à la fois individuels, collectifs et sociaux ou politiques — même si, selon les usages de la notion, l'accent est mis sur l'une de ces dimensions ou au contraire sur leur articulation. Cela implique une démarche d'autoréalisation et d'émancipation des individus, de reconnaissance des groupes ou des communautés et de transformation sociale. » (Bacqué et Biewener, 2013, p. 6)

En France, ce n'est qu'à partir des années 2000 que des universitaires et des acteurs associatifs commencent à s'interroger sur le concept d'*empowerment*. À partir d'une activité réflexive sur les conditions d'importation et de diffusion de ce type de pratiques, différents acteurs forment un réseau des « activistes de l'*empowerment* à la française » (réseau AEF) dont les contours seront explorés dans cette partie.

À partir de cet exemple, l'objectif est d'interroger la dimension réflexive de l'action collective, ou autrement dit le mélange des genres entre discours savants et discours militants (Hamman, Méon et Verrier, 2002). Cette dimension doit être appréhendée dans la complexité du processus de « circularité », concept introduit par Anthony Giddens (1987) pour désigner

¹ Comme on le verra plus tard, il existe deux autres modèles selon Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener : social-libéral et néo-libéral.

« la capacité des discours savants à être utilisés par les acteurs, à construire la réalité de leur engagement et leur capacité de légitimer les grilles d'analyse des scientifiques en se les appropriant » (Ollitrault, 1996, p. 142). Dans son étude du mouvement écologiste, Sylvie Ollitrault montre que la circularité peut être autoentretenu par certains « militants-savants » qui ne se contentent pas de se réapproprier le savoir scientifique, mais s'attèlent à l'auto-analyse de leurs pratiques. Dans ces cas, les frontières entre l'espace des mouvements sociaux et le champ intellectuel sont extrêmement poreuses.

L'activité réflexive militante est souvent réalisée par des entrepreneurs de cause au capital culturel élevé que l'on peut qualifier d'« entrepreneurs de connaissances ». À l'instar des « entrepreneurs institutionnels » de Paul DiMaggio (1988), il s'agit d'acteurs expérimentés et qualifiés dans la mobilisation, mais aussi dans la diffusion des idées. Ils s'investissent dans la transformation de l'espace des mouvements sociaux et dans la création d'une identité collective organisationnelle, propre à leur association, voire multiorganisationnelle dans l'optique de construire des coalitions politiques (Fligstein et McAdam, 2011). Au-delà d'une instrumentalisation stratégique de la science, le recours à l'expertise militante à une triple fonction : une fonction de développement de la connaissance pour guider l'action, une fonction de rationalisation qui justifie et légitime l'action et une fonction de réassurance interne dans la mesure où elle permet de trouver des raisons de militer (Siméant, 2002). La thématique de l'*empowerment* étant investie à la fois par des chercheurs et des militants, le réseau étudié est le lieu d'une circularité qu'il s'agit d'examiner.

L'espace des mouvements sociaux est également un lieu d'acquisition des compétences politiques. Ce point est important pour cette thèse qui s'intéresse à l'action collective de citoyens marginalisés. Pour Lilian Mathieu, la relative autonomie de l'espace des mouvements sociaux réside dans sa capacité à permettre « l'irruption des profanes dans le domaine réservé des spécialistes, aux yeux desquels leurs revendications paraissent souvent illégitimes » (Mathieu, 2007, p. 145). Les activistes de l'*empowerment* visent l'irruption des acteurs affaiblis dans l'espace des mouvements sociaux en suscitant les dispositions à l'action collective et en proposant des sites spécifiques d'acquisition des compétences, ce qui est aussi l'objectif d'ATD Quart Monde. La monographie de cette association débute ainsi par l'analyse de son positionnement dans un réseau d'acteurs, celui des activistes de l'*empowerment* à la française.

Frédéric Viguier (2010) est l'un des rares universitaires à s'être intéressé de manière approfondie à ATD Quart Monde¹. Dans une perspective sociohistorique, il étudie la construction de ce qu'il appelle la « cause des pauvres »² à partir de l'étude du « sous-espace des mouvements sociaux de la lutte contre la pauvreté et les exclusions ». L'inscription d'ATD Quart Monde dans ce réseau d'acteurs semble naturelle. Outre le fait que Frédéric

¹ De manière moins centrale, il y a également Bernard Lahire sur l'invention du problème public de l'illettrisme (1999) et Anne Chaté (1994) avec son analyse de discours des associations sur les conceptions de la pauvreté.

² Qu'il distingue du mouvement ouvrier.

Viguié, ou encore Anne Chaté (1994) ont déjà analysé le positionnement d'ATD Quart Monde parmi les acteurs de la lutte contre la pauvreté et les exclusions, c'est l'intérêt ici porté sur la participation politique des acteurs affaiblis qui amène à choisir un autre réseau d'acteurs. Focalisées sur des objectifs de charité et d'assistance dans les situations d'urgence ou humanitaires, peu d'associations de lutte contre la pauvreté proposent un projet d'émancipation pour les personnes concernées par la participation à des actions collectives et politiques (Collovald, 2001). C'est le cas d'ATD Quart Monde depuis la fin des années 1950 et qui à ce titre peut être présenté comme un pionnier de l'*empowerment* radical à la française (Roy, 2016). L'examen du positionnement de l'association de lutte contre la pauvreté au sein du réseau AEF donnera alors accès à certaines de ses spécificités.

Le projet d'ATD Quart Monde converge avec ceux des activistes de l'*empowerment* à la française autour de la révolution démocratique qui se façonne par la multiplication des expérimentations et les prises de recul praxéologiques. Il s'agit là du cadre cardinal (*master frame*) du groupe d'acteurs étudiés dans cette partie, entendu comme le fond commun d'idées sur lequel se constitue une coalition d'organisations de mouvement social (Snow et Benford, 1994). De plus, ATD Quart Monde s'investit dans la circularité des discours savants au point de pouvoir être analysé comme une communauté épistémique militante. Ce concept fait référence à des réseaux d'acteurs organisés qui diffusent de la connaissance et qui disposent d'un pouvoir d'influence lié à une expertise reconnue par les pouvoirs publics, ce qui en fait des réseaux institutionnalisés (Haas, 1992).

L'institutionnalisation peut être définie comme un processus de structuration des mouvements sociaux qui les rapprochent des groupes de pression (Offerlé, 2009). L'incorporation de certaines revendications à l'agenda politique transforme les relations avec les institutions vers des formes de partenariats (Giugni, 1998). Mais ce processus est souvent associé à un effacement des mouvements sociaux derrière les institutions (les mouvements sociaux adoptant un rôle de contrôle ou de délégation de services publics), voire à une extinction liée à la démobilisation et à l'atteinte des objectifs (Cefaï, 2007). L'institutionnalisation rimerait alors avec « routinisation » (Tarrow, 1993), « conventionnalisation » (Giugni et Kriesi, 1990), perte de radicalité et détournement de l'identité originelle (Kriesi, 1996). Les acteurs étudiés sont réflexifs et connaissent ces résultats sociologiques, ce qui les encourage à rejeter la structuration et à être sceptiques quant à la capacité des organisations institutionnalisées à mettre en œuvre un projet d'*empowerment* radical. Cela peut expliquer la marginalisation de certains acteurs au sein du réseau AEF comme c'est le cas, on le verra, pour ATD Quart Monde.

Dans un premier chapitre, on explorera les contours du réseau des activistes de l'*empowerment* à la française (AEF), en tant que minorité active visant la révolution démocratique. Pour cela, on verra que les acteurs mènent une activité réflexive qui participe à la circularité des discours savants par la diffusion de leurs propres interprétations sur l'action collective. L'analyse de leurs motifs, de leurs disputes et de leur praxéologie permettra alors de se questionner sur le processus d'expérimentation démocratique au sein de l'espace des mouvements sociaux. Au fil de l'étude du réseau AEF, le positionnement particulier d'ATD Quart Monde se dessinera et donnera accès à quelques spécificités qui seront développées dans un second chapitre. Dans ce dernier, l'association de lutte contre la pauvreté est analysée comme une communauté épistémique militante. À partir d'un projet d'*empowerment* radical esquissé par le fondateur Joseph Wresinski, les entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde formalisent scientifiquement leur projet de révolution démocratique. En développant une posture d'expert de la grande pauvreté, on verra que l'association s'institutionnalise tout en conservant la radicalité du projet de son fondateur. Cependant, une certaine rigidité réflexive se construit dans la formalisation du cadre normatif et s'oppose à la démarche praxéologique d'ATD Quart Monde, une ambiguïté qu'il s'agira d'examiner.

Chapitre 1. L'empowerment à la française : un moment réflexif de l'espace des mouvements sociaux

La révolution démocratique, entendue comme un processus d'approfondissement progressif de la démocratie sous l'effet des mouvements sociaux, est favorisée par la mise en réseau des acteurs et par l'articulation des revendications. Dans des jeux d'alliance, de conflit, de coopération et de compétition peuvent se former des « familles de mouvements sociaux » (Della Porta et Rucht, 1995). À long terme, par la circulation de leurs pratiques ou de leurs membres, les organisations participent d'un même « cycle de protestation » (McAdam et Rucht, 1993 ; Tarrow, 1993, 1989). Dans une optique diachronique, cette notion est introduite par Sydney Tarrow afin d'analyser les « vagues d'actions collectives » dans leurs phases de croissance et de décroissance. Selon le sociologue et politiste, chaque cycle suivrait une séquence en trois phases : un « moment de folie » (en reprenant l'expression de Zolberg, 1972) dans lequel les acteurs ont la sensation que tout est possible, à l'instar de la période de 1966 à mai 1968 ; une phase de zénith pendant laquelle les actions se radicalisent ; puis une phase de décroissance en quatre temps (la création de nouvelles organisations, la routinisation, l'incorporation de certaines revendications, le désengagement).

Le concept de « cycle de protestation » s'inscrit dans une approche macrosociologique et historique très éloignée du cadre d'analyse de cette thèse. L'intérêt heuristique réside dans la mise en exergue de processus de diffusion et d'innovation dans les répertoires d'action entre organisations, ce qui était déjà un élément central de la théorie de Charles Tilly (1986). Cependant, selon la conception de Tarrow et Tilly, ces processus sont encadrés par un univers de contraintes stabilisé qui implique des effets d'imitation non concertée, de standardisation et de routinisation (Fillieule, 2010). Le répertoire d'action collective est considéré comme un « stock limité de moyens d'action à la disposition des groupes contestataires, à chaque époque et dans chaque lieu » (Péchu, 2009, p. 454). Le processus d'innovation s'effectue alors à la marge dans un processus de choix relativement délibéré par dérivation et détournement de pratiques existantes.

Les différentes approches de l'analyse en termes de réseaux (Cinalli, 2009) ont mis en avant l'interdépendance des organisations, les dynamiques relationnelles et l'existence de mouvements « initiateurs » et de mouvements « suivistes » dans les cycles de mobilisation (McAdam, 1995). Cependant, c'est souvent sous l'angle de la concurrence pour l'acquisition des ressources que ces dynamiques sont analysées. Contrairement à la sociologie de l'action publique qui a cherché à comprendre la circulation des idées et des pratiques par l'action délibérée d'entrepreneurs de transferts (Delpuech, 2009), la sociologie des mouvements sociaux s'est peu penchée sur la dimension proactive du processus d'innovation. C'est précisément ce que l'on souhaite réaliser à partir d'une analyse de l'investissement praxéologique des acteurs.

Pour Sydney Tarrow, l'évolution des répertoires tactiques s'exacerbe lors des moments de folie. Ces derniers sont à l'origine d'une crise majeure, politique, économique ou sociale qui provoque une rupture dans les routines de l'action collective (Fillieule, 2010). Face à la crise de la représentation politique (Perrineau et Rouban, 2007 ; Sintomer, 2011), l'engouement français autour des pratiques d'*empowerment* peut être conçu comme un moment initié délibérément par des entrepreneurs de connaissances, ces derniers visant le renouvellement des modes d'action vers des formes plus radicales de transformation sociale. C'est cette hypothèse qui sera mise à l'épreuve dans ce chapitre.

Si cette hypothèse se confirme, il ne s'agit pas d'un moment d'effervescence et d'exaltation fondé sur les passions (Zolberg, 1972), mais d'un moment pragmatique et réflexif¹. Les acteurs de l'*empowerment* à la française partagent un sentiment d'espoir et d'enthousiasme politique, mais celui-ci est tempéré par une prudence liée aux réminiscences des échecs². Ce sont des acteurs provenant de la participation citoyenne, du travail social, de la politique de la ville et de l'éducation populaire qui ont développé un certain scepticisme lié aux désenchantements de leurs secteurs respectifs. À propos de l'engouement autour de la thématique de la conscientisation de Paulo Freire dans le milieu associatif français, Lilian Mathieu (2002) analyse la réception et l'appropriation des théories de ce pédagogue dans les années 1970 comme une réaction de militants intellectuels à l'échec du mouvement de mai 1968. Aujourd'hui, observe-t-on une dynamique comparable à propos de la thématique de l'*empowerment* ?

Si « moment » il y a, on verra que celui-ci est embryonnaire. Le réseau des activistes de l'*empowerment* à la française n'est pas un mouvement social de grande ampleur. Il s'agit d'un « petit groupe » (Olson, 1978) ou d'une « minorité active » (Moscovici, 1991) dont la coalition reste fragile. Comme dans un moment de folie, les acteurs étudiés ont la sensation que tout est possible politiquement, mais seulement à partir de l'expérimentation concrète, de l'analyse réflexive et de la diffusion des pratiques et des idées. Alors que l'utopisme se contente de rêver au lieu d'agir, les acteurs de l'*empowerment* à la française visent une utopie concrète dans le sens où « l'espoir n'est pas vain, puisque ce qui est impossible, dans le monde actuel, peut devenir possible dès à présent. [...] [L'utopie concrète] est cet écart, cet arrêt, voire parfois ce dévoilement soudain, qui nous montrent que d'autres choix sont toujours possibles, ici et maintenant » (Cottin-Marx, Flipo et Lagneau, 2013, p. 9).

Sauf à les noter, Sydney Tarrow ne s'attarde pas beaucoup sur les « torrents de mots » qui accompagnent les « moments de folie » et favorisent la circulation des idées et des pratiques dans le milieu militant (Sommier, 2010), ce qui est précisément le point de départ de l'analyse d'un moment réflexif. La notion d'expérimentation, utilisée par les acteurs étudiés, confirme

¹ Avec le terme de « moment réflexif », on fait également référence à Luc Boltanski (2009) qui pour sa part l'entend de manière synchronique pour désigner les « procédures métapragmatiques » entreprises par les acteurs.

² « Les échecs de mobilisation sont des sources d'enseignement à tirer en fournissant des sortes d'« exemple à ne pas suivre », dans le même temps qu'ils donnent des indications sur le contexte » (Mathieu, 2011, p. 46).

effectivement l'existence d'une activité praxéologique entreprise délibérément dans l'optique d'en diffuser les résultats dans l'espace des mouvements sociaux. Si Lilian Mathieu (2011) se focalise davantage sur des processus spontanés de diffusion, il met tout de même en lumière le caractère intrinsèque de ce type de relations interorganisationnelles. Contrairement, au « secteur de mouvement social » proposé par John McCarthy et Mayer Zald (1997), l'espace de Lilian Mathieu dépasse le seul angle de la concurrence pour l'acquisition des ressources afin d'analyser l'interdépendance entre les causes en perpétuelle évolution, les jeux d'alliances et les processus de filiation et d'imitation.

En reprenant le critère de l'autoréférence de Lilian Mathieu et du critère d'appartenance bourdieusien qui considère qu'un agent existe dans un champ à partir du moment où il y produit des effets, les activistes de l'*empowerment* à la française font partie de l'espace des mouvements sociaux. Alors qu'avec ces deux critères d'appartenance, Lilian Mathieu appelle à une ouverture des frontières de l'espace des mouvements sociaux, beaucoup d'acteurs en sont tout de même écartés en considérant que la dimension conflictuelle en est constitutive. De fait, les associations humanitaires comme ATD Quart Monde sont généralement exclues de l'espace des mouvements sociaux sauf ponctuellement lorsqu'elles s'engagent dans des activités contestataires impliquant une relation d'opposition et de confrontation avec un adversaire plus ou moins identifié. On va voir dans ce chapitre que si l'objectif de transformation sociale est partagé, le rapport au conflit constitue un enjeu de disputes entre les acteurs de l'*empowerment* à la française, ce qui amène à rejeter de l'analyse ce critère d'appartenance en préférant celui de l'autoréférence.

Les activistes de l'*empowerment* à la française forment donc une composante aux frontières de l'espace des mouvements sociaux. Cette minorité active est un réseau qui mène une action interne de « courtage » (*brokerage*), c'est-à-dire de mise en connexion des différentes unités de l'espace des mouvements sociaux (McAdam, Tarrow et Tilly, 2001). En proposant des sites d'acquisition des compétences à l'action collective, les activistes de l'*empowerment* à la française favorisent l'irruption des acteurs affaiblis dans le champ politique, mais aussi dans l'espace des mouvements sociaux. Il s'agit finalement d'une composante réflexive de cet espace qui s'interroge sur les répertoires d'action à partir d'une notion provenant de l'étranger. Pour cela, les activistes de l'*empowerment* à la française s'appuient sur un processus de diffusion des idées et des pratiques dans sa capacité à former des coalitions — ce qui fait l'objet de la première section —, et sur un processus d'innovation dans sa capacité à dénouer les dilemmes pratiques de l'action collective (Dobry, 1990) — ce qui fait l'objet de la seconde section.

Section I — Le processus de diffusion réticulaire des pratiques d'*empowerment* radical

Alors que les mouvements sociaux sont de plus en plus spécialisés (immigration, environnement, logement, etc.), la notion d'espace des mouvements sociaux permet de saisir les dynamiques internes de formation de réseaux et de relations entre les différentes causes. En effet, « les mouvements ne vivent pas encapsulés sur eux-mêmes, mais se nourrissent de processus incessants d'échange et de circulation d'idées, de tactiques, de personnes, d'organisations » (Cefaï, 2007, p. 383). Le processus de diffusion au sein de l'espace des mouvements sociaux est souvent réduit à des effets d'imitation entre organisations liés à la nécessité de se positionner face à la concurrence — comme les « effets d'entraînement » de David Meyer et Nancy Whittier (1994). Sans nier les effets de positionnement, Lilian Mathieu (2011) ajoute que les transferts peuvent être à l'origine d'un travail de convergence au sein de coalitions intermouvements, ce qui est important à prendre en compte pour interroger le processus de diffusion des pratiques d'*empowerment* radical.

Certains résultats de la sociologie des relations internationales seront mobilisés en les adaptant à la sociologie de l'action collective. L'intérêt heuristique se situe dans l'importance accordée à l'activité réflexive des acteurs dans la circulation des connaissances et des pratiques (Delpuech, 2009). La notion d'« espace de protestation mondiale » (Dufour, 2013), proche de celle de Lilian Mathieu (2011), permet de faire le lien entre la sociologie des relations internationales et la sociologie des mouvements sociaux. À propos du mouvement altermondialiste, Pascale Dufour analyse des lieux de rencontres, de luttes, de débats et de négociations pour comprendre les effets de positionnements des acteurs et de circulation des idées et des pratiques. Contrairement à Lilian Mathieu qui s'intéresse à l'activité contestataire des mouvements sociaux français, l'« espace de protestation » de Pascale Dufour se situe à l'échelle internationale et inclut beaucoup plus d'acteurs.

Au pôle de la démocratie de protestation (en contestation frontale), s'ajoute un pôle de la démocratie électorale d'acteurs provenant du champ politique, mais qui s'investissent dans les mouvements sociaux, un pôle de la démocratie participative et un pôle de la démocratie sociale d'associations qui font des partenariats avec l'État comme ATD Quart Monde¹. Pascale Dufour utilise la notion de multipositionnalité des acteurs qui apparaît également chez Lilian Mathieu, mais qui prend ici une plus grande ampleur étant donné la dynamique d'ouverture de l'espace de protestation. Le rôle de ce type d'acteurs mutlipositionnés au capital culturel élevé qui s'engagent comme des entrepreneurs de connaissances est alors important à prendre en compte pour comprendre le processus de diffusion des idées et des pratiques (Della Porta et Tarrow, 2005). Enfin, Pascale Dufour met en lumière que si ce

¹ ATD Quart Monde est d'ailleurs cité par Pascale Dufour (2013, p. 85).

processus peut prendre la forme de transferts internationaux, ces derniers s'incarnent généralement dans des dynamiques nationales.

L'activité des entrepreneurs de connaissances de l'*empowerment* à la française est analysée comme un moment réflexif qui s'interroge sur la possibilité d'importer certaines pratiques étrangères dans l'espace des mouvements sociaux français. Celui-ci est en cours de construction, mais vise déjà la diffusion de son modèle et de ses solutions, d'une part auprès des pouvoirs publics et d'autre part, en interne dans l'espace des mouvements sociaux. Si dans cette optique des relations sont construites avec des acteurs étrangers, il s'agit bien d'une dynamique nationale. On verra que les activistes de l'*empowerment* à la française se situent dans une phase émergente dans laquelle chacun cherche à se positionner. Quelques alliances multiorganisationnelles fragiles et hétérogènes apparaissent à la fin des années 2000, comme le réseau Capacitation Citoyenne ou le collectif Pouvoir d'Agir. Même si ce dernier s'est dissout à l'été 2017¹, ce qui montre d'ailleurs la fragilité de la dynamique analysée, l'étude se focalise sur cette alliance multiorganisationnelle. Ce choix est lié à sa composition hétéroclite qui inclut à la fois de nouveaux acteurs contestataires comme l'Alliance citoyenne de Grenoble et des anciennes organisations institutionnalisées comme la fédération des centres sociaux et surtout ATD Quart Monde qui fait l'objet de cette thèse². Étant donné que la thématique de l'*empowerment* prend ses racines en Amérique du Nord, mais aussi en Amérique du Sud, c'est par l'exploration historique de ce contexte auquel les acteurs étudiés font référence que l'on va commencer cette section.

1 — Le cadre de référence d'un moment réflexif

Afin d'éclairer la monographie d'ATD Quart Monde, quelques points de comparaison français ont été sélectionnés. C'est dans cette optique que la recherche s'est intéressée au milieu de l'*empowerment* à la française. Ce type d'initiatives reste une exception dans l'hexagone et l'on a dû s'éloigner du sous-espace des mouvements sociaux de la pauvreté à proprement parler. Lors d'un voyage de recherche de trois mois au Québec³, plusieurs organismes d'*empowerment* ciblés sur les acteurs affaiblis ont pu être interrogés. On a eu la même sensation qu'Alexis de Tocqueville qui s'émerveillait *De la démocratie en Amérique* (1961). Sans tomber dans une apologie du modèle civique américain et des autres Amériques (Canada anglo-saxon, Québec, Amérique du Sud) qui présentent leurs propres limites, celui-ci

¹ Même s'il est aujourd'hui dissolu, on utilisera le présent pour parler du collectif Pouvoir d'Agir. D'une part la disparition de l'organisation ne signifie pas que les relations entre les membres n'existent plus. D'autre part, ce choix permet d'éviter des problèmes de concordance des temps et de faciliter la lecture.

² Cette composition fait écho aux deux constellations du mouvement altermondialiste mises en lumière par Donatella Della Porta (2007) qui distingue des acteurs protestataires aux pratiques radicales et des organisations plus établies tels que les ONG utilisant des pratiques de lobbying.

³ Ce voyage a pu être réalisé grâce à l'obtention d'une bourse de la région Rhône-Alpes (CMIRA).

semble tout de même intéressant comme levier de renouvellement démocratique en France. Un tour d'horizon historique sur les pratiques d'*empowerment* des acteurs affaiblis du continent américain, mais aussi en Grande-Bretagne, semble important pour débiter l'étude étant donné qu'elles constituent des sources d'inspiration dans l'activité réflexive du réseau AEF. Ceci permettra ensuite de se questionner sur les conditions d'importations relevées par un certain type d'acteurs, les chercheurs engagés.

1.1. De l'empowerment en Amériques

Il faut attendre les années 1960 pour voir apparaître le vocabulaire de l'*empowerment* dans le monde anglo-saxon (Cruikshank, 1999). Avant cette période, les politiques sociales sont quasi inexistantes et les stratégies d'inclusion des acteurs affaiblis étaient l'œuvre de certains pionniers provenant de la société civile (bénévoles, syndicalistes ou religieux). Pour Barbara Cruikshank (1999), les pratiques d'*empowerment* trouvent leur origine au 19^e siècle, dans le courant philanthropique britannique du *self-help* (autoassistance) qui s'est construit en opposition au modèle de la charité chrétienne jusqu'alors hégémonique. Alors que la charité encourageait la dépendance entre les « pauvres » et les « riches », ce courant souhaite valoriser leur autonomie.

Selon Barbara Cruikshank, la *Charity Organization Society* est l'un des pionniers du *self-help*. Pour Octavia Hill, *leader* de cette organisation, les « pauvres » n'ont pas besoin d'aide, mais d'indépendance et d'être intégrés à la société. Des femmes appelées « secrétaires », sorte de travailleurs sociaux¹, sont envoyées par la *Charity Organization Society* afin de coordonner les bénévoles des classes moyennes qui souhaitent aider les « pauvres » à « s'aider eux-mêmes ». Les secrétaires devaient également contacter les différentes autorités du territoire (églises, police, école, etc.) et construire des dossiers sur les personnes pour les soutenir dans la gestion des crises de vie. Le *self-help* « devait permettre aux gens de s'élever eux-mêmes, d'objectiver leur propre vie afin qu'ils n'aient plus besoin d'être l'objet d'une aide » (Cruikshank, 1999, p. 51).

Si la charité dépolitise la pauvreté, le *self-help* n'exige pas non plus une action de la part de l'État. Ce type de pratiques — que l'on retrouve à cette époque dans tout le monde anglo-saxon — se développe dans des organisations de services que l'on peut opposer à des organisations de « changement social », parfois radical, qui cherchent à modifier les facteurs environnementaux à l'origine de la pauvreté (Comeau et Favreau, 2007). À partir d'une lecture foucauldienne, Barbara Cruikshank affirme alors que le *self-help* constitue une technique de résolution des problèmes politiques de la pauvreté et des conflits de classes par la maximisation et l'instrumentation des intérêts personnels des pauvres.

¹ Ces dernières n'étaient pas censées devenir une véritable profession à l'origine.

Dans les années 1920-1940, quelques expériences d'action politisée apparaissent avec le *Progressive Movement* et les *Settlement Houses* américains, que l'on retrouve également dans certains quartiers canadiens (en particulier Toronto et Montréal). Les *Settlements* ou « résidences sociales » constituent un mouvement d'étudiants réformistes. Ces derniers vont vivre dans les quartiers populaires pour y observer les difficultés et créer des communautés d'entraides locales afin de transformer les conditions de vie des habitants¹. Si ce mouvement vise la transformation sociale à partir de la participation des habitants, celui-ci est enclin à un certain paternalisme dans son idée d'« éducation des pauvres » (Bacqué, 2005).

Pour Barbara Cruikshank (1999), les sociétés libérales nord-américaines ont développé un ensemble d'outils ou de technologies démocratiques afin de corriger les déficiences des « pauvres » en vue de leur intégration ou leur inclusion dans la société. Barbara Cruikshank les appelle les « technologies de la citoyenneté » qui ont toutes en commun un *will to empower*, c'est-à-dire une volonté d'autonomisation et de maximisation de la participation politique. « Dans les discours démocratiques et réformistes, la citoyenneté et l'autogouvernement sont constamment mis en avant comme des solutions à la pauvreté, l'apathie politique, l'impuissance [*powerlessness*], le crime, et d'innombrables autres problèmes » (Cruikshank, 1999, p. 1). Alors que depuis la France les pratiques d'*empowerment* sont vues comme une source d'inspiration, elles prennent leur origine dans des antagonismes entre une volonté d'autonomisation des pauvres et des logiques paternalistes, entre une volonté d'approfondissement démocratique et des projets qui ne remettent pas nécessairement en cause les structures des inégalités sociales et les formes de domination.

Cependant, dans les années 1960, la lutte contre la pauvreté se renouvelle du côté des mouvements sociaux à partir d'une revalorisation de la volonté de transformation sociale, et ce à partir de deux courants de pensée. Le premier prend ses racines dans le mouvement pour les droits civiques des minorités nord-américaines (LGBT, afro-américains, etc.), notamment dans le courant féministe, dont les références sont les écrits de Ralph Nader, Martin Luther King, César Chavez et de Saul Alinsky (2011). Ces derniers s'inscrivent dans l'idéal de la *grassroots democracy* qui vise l'instauration de contre-pouvoirs à l'échelle locale face aux autorités publiques et privées. Le second courant de pensée est celui du mouvement progressiste latino-américain. Fondé sur l'éducation populaire, ce mouvement prend ses références dans les pratiques d'alphabétisation ou de conscientisation de Paulo Freire (1980). Ce dernier vise la révolution et la libération culturelles des « opprimés » à partir du développement de leur esprit critique². Ces deux courants ont beaucoup inspiré ce qu'il est convenu d'appeler le *community organizing* aux États-Unis (Talpin et Balazard, 2016) ou l'organisation communautaire sociopolitique au Québec (Bourque et al., 2007). Il s'agit d'un

¹ En Belgique et en France, une pratique proche se développe également dans la branche du catholicisme social avec la Jeunesse Ouvrière Catholique (JOC) ou la Jeunesse Étudiante Catholique (JEC). On reviendra en aval sur ces expériences francophones.

² Se référer à l'Encadré 4 : La pédagogie de la libération de Paulo Freire, p. 91.

ensemble de pratiques visant la transformation sociale à partir de la mobilisation des personnes concernées autour des problèmes de leur communauté d'appartenance (fondée sur le territoire, des intérêts communs ou une identité commune). L'importation des pratiques d'*empowerment* dans l'espace des mouvements sociaux français s'appuie davantage sur ces références radicales.

Aux États-Unis, les années 1930 marquent un tournant dans la politique sociale américaine avec l'arrivée du *New Deal* de l'administration Roosevelt. Par la suite, dans les années 1960, l'administration Johnson met en œuvre *the war on poverty*. Celle-ci s'appuie sur le *Community Action Program* qui crée, en 1964, des agences locales de services sociaux fédérales (*Community Action Agencies*) qui se transforment en entreprises communautaires de gestion du quartier en 1968 (*Community Development Corporations* ou CDC). Cependant, au début des années 1970, le gouvernement Nixon met fin aux grandes politiques sociales fédérales et change les modes de financement des CDC vers davantage de donations privées de la part de fondations. À travers les différentes politiques qui se succèdent aux États-Unis comme les *Empowerment Zones* de l'administration Clinton, s'opèrent alors une bureaucratisation et une professionnalisation du travail social. Une tradition communautaire de la *grassroot democracy* se développe aux États-Unis dans laquelle l'intégration des acteurs affaiblis est conçue localement à travers leur participation citoyenne sur les questions qui les concernent.

Dans le cas particulier du Québec¹, Deena White (1994) critique le processus de professionnalisation en parlant d'une « gestion » communautaire de l'exclusion sociale au cours des années 1970 (White, 1994). La pratique de l'organisation communautaire prend ses racines dans le milieu associatif québécois au début des années 1960. Dans les quartiers en difficulté, des « comités de citoyens » sont constitués par des étudiants avec les habitants afin d'améliorer leur situation sociale. Le but n'est pas de procurer une assistance pour les personnes démunies, mais d'aider les citoyens à s'organiser collectivement pour atteindre leurs propres objectifs. Souvent inspirées par Paulo Freire et l'éducation populaire (et dans une moindre mesure Saul Alinsky), un ensemble de pratiques relativement homogène sont utilisées par des organisateurs communautaires, jusque-là bénévoles, visant la transformation sociale.

Au cours des années 1970, dans le contexte du développement de l'État-providence, et d'apparition de nouveaux défis liés aux transformations de l'économie et la mondialisation, les intervenants sociaux ont dû s'attaquer à de nouvelles problématiques comme celle de l'exclusion sociale, du chômage, de l'errance urbaine, etc. (Baillergeau, 2007). Progressivement, les organismes communautaires deviennent une partie intégrante du service public. En effet, à la fin des années 1980, pour répondre aux revendications de certains organismes et pour gérer la crise des finances publiques, l'État québécois se tourne vers le

¹ Ce détour historique sera utile dans le dernier chapitre lorsque l'on étudiera le cas d'ATD Montréal.

secteur de l'organisation communautaire pour diminuer les services publics. Celui-ci prend alors un essor important au Québec. D'après René Lachapelle, la position actuelle de ce secteur au Québec est le résultat de deux dynamiques : « D'une part, les communautés locales québécoises, démontrant une solide capacité d'action citoyenne, ont mis en œuvre des projets répondant à leurs problématiques collectives ; d'autre part, l'État social québécois a soutenu ces initiatives locales en adoptant des politiques favorables à l'épanouissement de l'action citoyenne » (Lachapelle, 2007, p. 179).

Ainsi au cours des années 1960 et 1970, les pratiques d'*empowerment* se multiplient en Amérique du Nord, mais le processus de bureaucratisation et de professionnalisation implique des transformations dans les objectifs qui perdent de leur radicalité. Aux États-Unis, les financements à court terme provenant d'une source hybride publique et privée obligent les organisations à multiplier les mini-projets et à prendre un temps important pour publiciser les résultats, ce qui porte atteinte à la mission principale, à savoir l'*empowerment* des participants (Eliasoph, 2011). À travers une enquête ethnographique sur des organisations qui se revendiquent de l'*empowerment* des jeunes en difficultés aux États-Unis, Nina Eliasoph (2011) met en lumière les contradictions actuelles de ce secteur entre des objectifs séduisants et des effets contrastés.

Par exemple, dans les associations étudiées par Eliasoph, alors que tous les participants doivent être considérés comme des *leaders* potentiels et que les projets sont censés être une expression directe de la volonté intime des jeunes, de leurs inspirations, de leurs intuitions et de leur culture personnelle (la devise : *open and undefined, up to you to decide*¹), une volonté paternaliste d'éducation persiste et la recherche de financement implique des projets décidés par le haut, c'est-à-dire par les organisateurs. Une autre contradiction existe entre la célébration de la diversité et de la mixité sociale et la volonté d'une égalité de traitement. Des inégalités cachées persistent alors dans les pratiques des organisateurs entre les participants « désavantagés » et « non-désavantagés ». Mieux construites, ce sont souvent les propositions émises par les jeunes « non-désavantagés » qui sont reprises par les associations. De plus, ils ont plus de capacités pour parler en public. Alors que l'objectif est de lutter contre les inégalités sociales, ces dernières sont souvent minimisées, voire passées sous silence afin d'éviter les conflits internes. Ainsi, les participants sont souvent encouragés à envisager leur futur potentiel sans se questionner sur leurs conditions présentes. Dans les suites de son premier ouvrage, Nina Eliasoph (2011) montre que les projets d'*empowerment* s'inscrivent dans un processus de dépolitisation du monde civique américain (Eliasoph, 2010). Les organisations permettent tout de même aux participants de développer un certain nombre de compétences et ont des effets positifs, mais ces derniers se réalisent subrepticement, dans les interstices des projets et à la marge des objectifs. En suivant une logique d'efficacité accentuée par les exigences des financeurs, les associations étudiées par Eliasoph ne prennent

¹ Le cadre est ouvert et indéfini car c'est à toi de le construire.

pas non plus le temps de réfléchir sur leurs actions pour analyser quels sont les effets produits sur les participants.

Loin d'un moment réflexif, les organisations d'*empowerment* américaines semblent être dans un cycle de mobilisation décroissant qui implique une routinisation, une professionnalisation et un désengagement. Les mouvements qui conservent leur radicalité ont alors tendance à ne plus utiliser cette notion dans leur cadre de référence cognitif. Aujourd'hui, en Amérique, la notion d'*empowerment* est effectivement mobilisée dans de multiples champs d'action (action sociale, éducation, développement international) et par des acteurs divers (universitaires, professionnels et militants). Son utilisation fait l'objet de définitions très différentes. Les chercheurs de la participation y voient un modèle de démocratie participative. Dans le cadre du travail social, on désigne l'*empowerment* comme une démarche collective d'intervention sociale. Les quelques mouvements sociaux radicaux qui l'utilisent encore considèrent la notion comme une démarche d'émancipation et de transformation sociale. Le terme se retrouve même dans le management d'entreprise et constitue une nouvelle doxa néolibérale¹ de responsabilisation des individus.

Dans cet univers multiforme, Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener (2013) proposent une clarification en distinguant trois modèles d'*empowerment*. Dans un modèle néolibéral, ce vocabulaire fait référence à une gestion de la pauvreté via une injonction à l'autonomie afin de s'adapter au contexte économique. Dans un modèle social-libéral, l'*empowerment* vise à une meilleure gouvernance de l'action publique, la cohésion sociale et la défense des libertés individuelles sans pour autant contester les inégalités sociales. Enfin, le modèle radical prend ses racines dans les mouvements sociaux (droits civiques, féminismes, mouvements étudiants, etc.), la pédagogie de Paulo Freire ou encore les principes d'action du *community organizing* alinskien. Il vise la transformation sociale à partir de l'émancipation individuelle et collective des citoyens ordinaires, en particulier les plus marginalisés, et d'une critique des structures inégalitaires et des formes de domination. « Dans cette optique, les enjeux de l'*empowerment* sont la reconnaissance, l'autodétermination, la redistribution des ressources et les droits politiques » (Bacqué et Biewener, 2013, p. 15).

Par rapport à d'autres modèles de militantisme, la valeur ajoutée de l'*empowerment* radical réside dans l'intrication entre les dimensions individuelles, collectives et politiques de l'émancipation. Si l'action vise des changements importants dans le monde social et politique, ils doivent se réaliser à partir des aspirations des personnes et l'action collective doit avoir des effets concrets dans la vie des militants. C'est également cette valeur ajoutée qui implique des difficultés et des contradictions dans les pratiques des organisateurs, dont la simple présence peut sembler paradoxale par rapport à l'objectif d'autonomie.

¹ Le modèle néolibéral correspond à une rationalité politique qui vise l'extension des valeurs régissant le marché économique au domaine de la politique sociale et plus globalement à l'Etat.

1.2. Les conditions d'importation d'après les chercheurs impliqués : un moment sceptique

En France, l'engouement autour des pratiques d'*empowerment* prend ses racines au début des années 2000 dans le milieu universitaire, et plus particulièrement dans la sociologie urbaine qui s'intéresse aux quartiers populaires et à la participation citoyenne (Bacqué, 2002 ; Kirszbaum, 2002 ; Donzelot, Mével et Wyvekens, 2003 ; Mével et Donzelot, 2003 ; Bacqué, 2005, 2006 ; Jouve, 2006, 2007). Ces différents auteurs se questionnent sur le modèle d'*empowerment* à partir d'une comparaison des politiques urbaines aux États-Unis et en France. La plupart ont réalisé des études de terrains sur le continent nord-américain qui viennent influencer leurs analyses de la politique de la ville. Ces premiers écrits marquent le début d'un moment réflexif sur les pratiques d'*empowerment* et dévoilent un scepticisme fondateur, entre levier de renouvellement démocratique et déresponsabilisation de l'État néolibéral sur la société civile. Celui-ci est noté dès 2007 par Bernard Jouve dans une note de travail :

« De nombreux auteurs traitant de l'empowerment dans le domaine de la politique de la ville, ou plus encore dans le champ de l'économie sociale et solidaire, mettent de l'avant le caractère proprement subversif — au sens de la transformation de l'ordre politique — de ces nouvelles pratiques visant à transférer vers les acteurs de la société civile [...]. On classera dans la catégorie des sceptiques, ceux qui sont plus prudents quant à la portée réelle de la transformation du système politique rendue possible par le développement de l'empowerment. Sans dénier une importance certaine aux dynamiques enclenchées, ils considèrent néanmoins finalement qu'il en va de l'empowerment comme de la démocratie : il s'agit plus d'un idéal — indispensable pour enclencher un processus de changement social et politique — que d'une réalité stabilisée, aux impacts clairs. [...] Enfin, les critiques portent un jugement très négatif sur l'empowerment en faisant la part des choses entre ce qu'ils considèrent comme un mythe et la réalité. Selon eux, sous couvert de démocratisation des politiques publiques et de transformation de ses relations avec la société civile, l'empowerment permet aux États de se déresponsabiliser en faisant peser sur la société civile les conséquences de ses choix en matière de politiques macro-économiques et de traitement des inégalités socio-économiques dans un contexte général par la force des réformes néolibérales. » (Jouve, 2007, p. 4-5)¹

Étant donné que Bernard Jouve fait directement référence au titre de l'un de ses articles, « *l'empowerment : entre mythe et réalités, entre espoir et désenchantement* », celui-ci semble se ranger du côté des critiques. Du côté des « promoteurs de *l'empowerment* » qui est la première catégorie d'acteurs proposée par Bernard Jouve, Jacques Donzelot et ses collègues (2003) affirment que le modèle américain fondé sur la confiance envers les individus constitue une source d'inspiration féconde pour la politique de la ville à la française.

« Une des raisons [...] qui m'a conduite à m'intéresser à cette notion, c'est la façon dont elle est arrivée en France, soit dans une approche très idéale, presque romantique d'une démocratie à la Tocqueville défendue par certains auteurs, soit au contraire avec un rejet de tout ce qui vient des États-Unis parce que ça serait le grand capital et une société libérale. Donc j'ai

¹ On utilise ici la forme italique adoptée pour les données d'entretien et d'observation, car dans cette partie les discours de chercheurs sont analysés et non utilisés pour leur aspect théorique.

essayé de me distinguer de ces deux écueils, de comprendre d'où venait cette notion et dans quelles différentes interprétations elle était utilisée. » (Entretien pour la Vie des idées, Marie-Hélène Bacqué, 10 mai 2013)

Aujourd'hui, à l'instar de Marie-Hélène Bacqué, c'est la voie médiane du scepticisme qui s'impose dans les travaux universitaires sur l'*empowerment*. Tout d'abord, ce sont les résistances culturelles et politiques de l'hexagone qui amènent certains à « *douter des chances de succès de la "réforme radicale", aussi indispensable soit-elle* » (Kirszbaum, 2013). À ce sujet, Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener évoquent une tradition sociale et politique qui accorde une place déterminante à l'État ainsi qu'une réticence, voire un rejet du terme de « communauté » (Bacqué et Biewener, 2013). Selon Marie-Hélène Bacqué, « *on peut dire qu'aujourd'hui, on en est très loin [de l'empowerment à la française]. On a beaucoup de freins, notamment parmi les élites politiques, mais aussi dans notre système administratif très centralisé qui vient du haut* » (Entretien pour la vie des idées, 10 mai 2013).

Ensuite, les sociologues urbains ont exploré la littérature du continent américain. Les critiques sur les pratiques d'*empowerment* aux États-Unis dont celles de Nina Eliasoph (2011) suscitent alors une certaine prudence chez les chercheurs français (Talpin, 2011). De plus, des chercheurs comme Julien Talpin ou Marie-Hélène Bacqué ont mené leurs propres enquêtes sur des organisations communautaires américaines et en dévoilent les ambiguïtés. En particulier, une tendance chez ces auteurs est à la classification des initiatives. Comme on l'a déjà vu, Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener (2013) distinguent trois modèles d'*empowerment*. Julien Talpin (2013), quant à lui, différencie le *community organizing* en tant qu'action collective contestataire qui valorise une indépendance totale par rapport aux pouvoirs publics, du développement communautaire qui favorise la participation des habitants par la coopération avec l'État. Cette distinction se retrouve également chez Hélène Balazard (2015). Derrière ces différentes classifications, il s'agit généralement pour les chercheurs de promouvoir un certain type d'initiatives, celles qui sont jugées inspirantes dans une optique d'importation dans le contexte français. Face aux dérives néolibérales de la notion d'*empowerment*, l'objectif est de clarifier les cadres cognitifs qui se situent derrière les pratiques et de mettre en lumière celles qui font preuve de radicalité, notion souvent associée par les chercheurs à un registre conflictuel avec l'État.

« La prise en compte de la portée émancipatrice de l'empowerment appelle à construire une critique de gauche du "trop" d'État ou du "mal" État, qui se distingue des arguments néolibéraux et sociolibéraux en ce que la démocratisation, la solidarité et la justice sociale prennent le pas sur la rationalité économique comme légitimité. L'empowerment ne passe pas par la disparition de l'État social, mais il implique une transformation des relations entre les individus et les institutions, entre le collectif et les institutions ; ce qui nécessite de se confronter avec les pratiques de gouvernement et avec leurs contradictions. Est ici en jeu la capacité des mouvements sociaux et de la gauche radicale à se saisir du thème de l'empowerment dans sa complexité, sans pour autant attendre un miracle du vocabulaire. » (Bacqué et Biewener, 2013, p. 142)

La dernière partie de ce discours dévoile un autre aspect de la posture de prudence et de scepticisme chez les chercheurs face à l'engouement sur les pratiques d'*empowerment*. Celui-ci concerne la crainte d'un attrait pour la nouveauté du vocabulaire et d'un effet de mode qui ne se suivrait pas dans les pratiques. « *Le risque est de faire du nominalisme, c'est-à-dire de croire qu'en utilisant le terme d'empowerment, on transforme radicalement les pratiques, et cela de manière automatique* », affirme un chercheur impliqué dans le réseau AEF (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache¹, Jérémie, 7 avril 2014).

Parmi les chercheurs qui s'intéressent à l'*empowerment*, deux visions s'opposent ou s'entremêlent concernant le réseau des activistes de l'*empowerment* à la française qui émerge au cours des années 2000. Dans une vision optimiste, l'engouement est le signe d'une volonté, pour les acteurs qui promeuvent ce modèle, de renouveler leurs pratiques vers des formes plus radicales de transformation sociale. Dans une vision pessimiste, la thématique de l'*empowerment* constitue une nébuleuse pour certains acteurs de la participation citoyenne, du travail social, de la politique de la ville et de l'éducation populaire qui renomment leurs pratiques sans véritablement les transformer.

Cependant, en voulant valoriser la radicalité, c'est un registre d'action, à savoir la confrontation directe avec l'État, qui semble être le seul levier d'*empowerment* radical. Or, cette notion renvoie au développement de l'autonomie des individus par l'accroissement de leur « pouvoir d'agir », c'est-à-dire de leur capacité d'action au sein d'un collectif visant des transformations culturelles et politiques vers plus de justice sociale. Si la conflictualité dispose d'un potentiel pour atteindre ces objectifs, d'autres modes d'action sont susceptibles d'intégrer un modèle radical qui vise la transformation sociale. Par ailleurs, des organisations conflictuelles ne mettent pas nécessairement en œuvre un processus d'émancipation pour leurs membres et en particulier pour les citoyens marginalisés. Par exemple, les mouvements de « sans » étudiés par Xavier Dunezat (2011) ont un mode d'action conflictuel avec l'État, mais reproduisent des processus de hiérarchisation dans la division du travail, au détriment des acteurs affaiblis.

La tendance à la classification par la valorisation du conflit amène alors à exclure certaines expériences du modèle radical. Par exemple, dans leur état des lieux historiques sur les précurseurs de l'*empowerment* à la française des années 1950-1960², Bacqué et Biewener évoquent une expérience qui perdure encore aujourd'hui, celle d'ATD Quart Monde. C'est cette mention qui est d'ailleurs à l'origine des premières hypothèses de cette thèse. Les auteures affirment que si la démarche d'ATD Quart Monde articule bien une émancipation individuelle, collective et politique, elle ne remet pas en cause les dimensions structurelles des inégalités ni les formes de domination qui traversent l'ensemble de la société. En ce sens, le projet d'ATD Quart Monde ne serait donc pas une démarche radicale. Si le chapitre suivant

¹ On remercie Gwendolyne Fouache d'avoir donné son accord pour l'utilisation des données qu'elle a récoltées dans le cadre de son mémoire de master en urbanisme (Fouache, 2014).

² On reviendra sur ces précurseurs dans le chapitre suivant.

mettra à l'épreuve cette affirmation de manière approfondie, il semblerait tout de même que l'exclusion de ce type d'organisation du modèle radical s'appuie avant tout sur le rapport qu'elles entretiennent avec l'État qui ne situe pas dans une opposition directe. D'autres initiatives comme celles engagées par la fédération des centres sociaux font l'objet d'un certain scepticisme dans la classification des chercheurs dans la mesure où leur institutionnalisation empêche une posture conflictuelle avec l'État. C'est d'ailleurs à partir du registre de la vigilance qu'une chercheuse justifie le recours à la classification des pratiques.

Thiphaine : « *Tous les acteurs qui affirment faire de l'empowerment ne sont pas à mettre dans le même panier. Selon Marie-Hélène Bacqué, il y a trois modèles d'empowerment : radical, social-libéral et néolibéral. J'en rajouterai un quatrième, celui qui vise à "repeindre" les discours, sans transformer les pratiques. [...]. Il faut donc être vigilant et essayer de distinguer les projets sur le fond, pour valoriser et diffuser uniquement ceux qui nous semblent bons.* » (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, chercheuse impliquée dans l'Alliance citoyenne, 23 avril 2014)

Comme cette chercheuse, un certain nombre d'universitaires qui s'intéressent aux pratiques d'*empowerment* constitue des acteurs à part entière du réseau analysé dans ce chapitre. La circularité des discours savants dans l'espace des mouvements sociaux est favorisée par une posture engagée de chercheurs en sciences sociales qui endossent le rôle d'entrepreneurs de connaissances.

« *Je pratique ce que l'on pourrait qualifier d'une sociologie engagée, c'est-à-dire une sociologie qui ne se prétend pas en hauteur par rapport au monde social, qui ne prétend pas donner la vérité, mais qui donne une interprétation qu'elle met en débat avec d'autres acteurs, une sociologie qui dialogue avec les acteurs, cela fait partie de la façon dont je vois mon travail.* » (Entretien pour la Vie des idées, Marie-Hélène Bacqué, 10 mai 2013)

Il ne s'agit pas ici de « personnalités » (Boltanski, 1990) ou de « passeurs » (Siméant, 2002) recrutés par les organisations militantes dans une optique de légitimation scientifique. Ce sont des chercheurs impliqués dans la diffusion de leurs interprétations en dehors du champ académique. Ces derniers s'investissent dans le processus de circularité dans une sorte de « service après-vente » (Siméant, 2002, p. 29) afin de s'assurer de la réception des concepts qu'ils ont construits. Ils conservent une posture d'extériorité par rapport au réseau des activistes de l'*empowerment*, mais peuvent développer des liens plus ou moins forts avec certaines organisations. Les chercheurs impliqués dans l'*empowerment* à la française forment un type d'acteurs qui dispose d'un capital intellectuel élevé dans leur domaine de recherche, principalement la sociologie urbaine sur la politique de la ville et la participation citoyenne. Ceci n'est pas étonnant, dans la mesure où ce dernier domaine de recherche est le lieu d'une porosité des frontières entre les milieux militants et universitaires (Blondiaux, Fourniau et Mabi, 2017).

Jérémie : « *Ces questions m'intéressent d'un point de vue académique et politique. Il y a une forme d'engagement militant [...]. Les sciences sociales sont une autre façon de faire de la politique en utilisant la promotion des idées. Celles-ci sont formées à partir d'un certain nombre de vérités démontrées empiriquement. Ensuite, la lutte idéologique permet de*

promouvoir le changement social. C'est pour cette raison que je suis devenu chercheur en sciences sociales. D'une certaine façon, c'est la déclinaison professionnelle de mon engagement politique. J'ai commencé à travailler sur la démocratie participative par ce biais-là, en voyant qu'à partir de la transformation du système institutionnel et de la façon dont fonctionne la démocratie, les gens pourraient devenir les acteurs du changement. » (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, chercheur impliqué dans le réseau AEF, 7 avril 2014)

Face à l'espoir puis au désenchantement de la démocratie participative que les chercheurs impliqués ont analysé, ce type d'acteur tente de renouveler leurs interprétations à partir des pratiques d'*empowerment* et du *community organizing*. Ils s'investissent alors dans la circularité des interprétations qu'ils construisent dans l'optique d'influencer l'espace des mouvements sociaux et d'éviter que l'engouement autour de l'*empowerment* suive le même cycle de décroissance et de déception que celui sur la participation citoyenne des années 1970. Pour un chercheur impliqué dans le réseau AEF, « *il faut éviter l'effet de mode. Par exemple, la démocratie participative a eu, à une certaine époque, un effet très corrosif et très subversif. À présent, elle est tellement banalisée que plus personne n'en parle* » (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, Karim, 21 mai 2014).

Enfin, les chercheurs impliqués sont pour la plupart des entrepreneurs de transferts du modèle radical de l'*empowerment* comme défini par Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener (2013). Pour cela, ils participent à la diffusion des connaissances dans des « scènes d'hybridation » entre discours savants et discours militants (Siméant, 2002, p. 30), à travers des activités de communications dans des colloques ouverts aux acteurs comme ceux du GIS Démocratie participation, d'articles de vulgarisation scientifiques dans des revues comme *Mouvements* ou *La vie des idées*, des ouvrages dans des maisons d'édition militantes comme l'Édition des Ateliers ou Raisons d'agir, ou en participant à des séminaires organisés par les acteurs.

Jérémy : « *J'ai fait une présentation de mes travaux devant des travailleurs sociaux et des représentants des institutions et du ministère. Le directeur de l'Institut du Travail social, qui m'avait invité, a un profil mixte [...]. Il est sociologue et forme des travailleurs sociaux. Il m'avait présenté l'objectif de cette manière : "Il faut les brusquer, n'hésite pas à être radical. Par ton extériorité, tu vas pouvoir dire des choses que moi je ne peux pas dire". Ce directeur fait appel à des outsiders pour transformer les pratiques. Des acteurs comme lui jouent le rôle de passeur et ont une réelle aspiration au terme d'empowerment comme outil de démocratisation des pratiques du travail social. Au-delà de l'intention des acteurs, la question réside dans les conditions de sa réception parce que le travail social a des contingences institutionnelles qui rendent difficile la transformation des structures. [...]. Cependant, l'action de ces intellectuels séants qui se trouvent à une interface peut initier des dynamiques.* » (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, chercheur impliqué, 7 avril 2014)

Ce discours confirme que le réseau étudié est un espace qui se situe aux frontières des différents pôles de l'espace des mouvements sociaux (Dufour, 2013) : la démocratie sociale, la démocratie participative, la démocratie de protestation, la démocratie électorale, mais aussi le champ intellectuel. Dans la « scène d'hybridation » évoquée ci-dessus, un chercheur

impliqué est mobilisé par un professionnel du travail social, lui-même sociologue, afin de diffuser les pratiques d'*empowerment* radical.

À partir des années 2000, un moment réflexif sur les pratiques d'*empowerment* débute dans le milieu universitaire. Parallèlement et surtout à partir de 2010, des professionnels et militants de la politique de la ville, de la participation citoyenne, du travail social et de l'éducation populaire s'emparent du sujet. Un réseau d'organisations est ainsi en cours de construction autour de l'*empowerment* à la française. Le moment réflexif se prolonge-t-il alors dans le milieu militant ?

2 — L'émergence d'un réseau militant d'émulation multiforme

Aujourd'hui, le modèle français de l'intégration se délite progressivement au profit de celui de la cohésion sociale (Dubet, 2009). Alors que l'État français a longtemps été considéré comme peu réceptif aux initiatives de la société civile (Kitschelt, 1986), il devient l'animateur d'un réseau d'organisations et d'individus (Donzelot et Estèbe, 1994). Ce changement de paradigme revalorise le rôle des structures intermédiaires. Ainsi, malgré les réticences de la culture française face aux solutions communautaires, le contexte politique semble plus favorable à des inspirations nord-américaines (Donzelot, Mével et Wyvekens, 2003). Les pratiques d'*empowerment* et de *community organizing* qui valorisent la prise d'initiative de la société civile deviennent alors l'objet d'un fort engouement en France. En effet, l'adoption progressive du vocabulaire de l'*empowerment* témoigne « d'une réaction vis-à-vis d'institutions bureaucratiques et hiérarchisées, de modes d'encadrement normatif, de fonctionnements politiques élitistes et fermés. Cette critique repose sur la valorisation des individus comme acteurs, à une période où la subjectivité et les identités deviennent des thèmes majeurs dans les sciences sociales et dans les mouvements sociaux » (Bacqué et Biewener, 2013, p. 136).

Le milieu militant s'est emparé de la thématique de l'*empowerment* depuis quelques années. D'un côté, d'anciennes organisations provenant de la participation citoyenne, de la politique de la ville, de l'éducation populaire ou d'autres milieux militants se questionnent sur leurs pratiques. Des structures comme la fédération des centres sociaux utilisent l'*empowerment* comme une opportunité de renouveler leurs modes d'action. C'est le cas également du Secours Catholique qui a missionné « Cause commune » pour promouvoir de nouvelles façons de faire au sein de l'association. Des mouvements d'éducation populaire peuvent voir dans l'*empowerment* une manière de se réapproprier leurs objectifs initiaux. Globalement, il s'agit pour ce type d'acteurs de se « redonner de l'élan », de lutter contre les « dérives de l'institutionnalisation » et de renouer avec des objectifs ambitieux de transformation sociale. Parmi ces anciennes structures se trouve ATD Quart Monde qui en tant que précurseur

s'intéresse au vocabulaire de l'*empowerment*, car il converge avec son projet de société. Cependant, on verra que les réflexions engagées par ATD Quart Monde sur ce sujet visent davantage à se positionner dans un réseau émergent qu'à transformer ses pratiques.

D'un autre côté, certaines initiatives de *community organizing* à la française voient le jour comme celles de l'Alliance citoyenne de Grenoble, de Graines de France à Paris, de l'association AequitaZ en Rhône-Alpes ou encore de Studio Praxis à Paris né du collectif « Stop le contrôle au faciès ». Ces nouvelles organisations peuvent être fondées par des acteurs provenant des anciennes structures évoquées précédemment. En voyant les difficultés de promouvoir des pratiques de transformations sociales dans des structures institutionnalisées, certains souhaitent expérimenter de nouvelles manières de faire. Ces initiatives sont aussi à l'origine d'une nouvelle génération d'acteurs qui visent une démocratisation radicale de la démocratie.

L'hypothèse de ce chapitre est que l'activisme de l'*empowerment* à la française constitue un moment réflexif de l'espace des mouvements sociaux autour de la volonté de révolution démocratique. On va s'interroger sur la capacité de ce moment à faire émerger un réseau multiforme rassemblant d'anciennes et de nouvelles organisations. Ce réseau est mutlipositionné entre les pôles de la démocratie sociale, de la démocratie participative et de la démocratie de protestation (Dufour, 2013). Une enquête par entretiens a été réalisée auprès de salariés de différentes organisations. Un biais de la recherche se situe dans la sélection de huit activistes de l'*empowerment* (dont ATD Quart Monde) qui ne s'est pas appuyée sur une volonté de représentativité et d'exhaustivité, mais sur les opportunités du terrain¹. D'autres acteurs seront évoqués à partir de données d'observation et de documentations publiques.

Encadré 1 : Présentation de quelques activistes de l'*empowerment* à la française²

Originellement issu du milieu professionnel de la « politique de la ville », le collectif **Pouvoir d'Agir** était un réseau associatif d'organisations qui s'intéresse à la question de l'*empowerment*³. En particulier, certaines des expériences citoyennes ci-dessous faisaient partie de ce collectif. Espace de réflexion, lieu d'échange et de promotion de certaines pratiques, le collectif soutenait ou coordonnait aussi certaines actions ou campagnes politiques en rassemblant différents partenaires. Aujourd'hui, le collectif a déposé le bilan et n'existe plus. (Entretien, ancien coordinateur du collectif Pouvoir d'Agir, 2 novembre 2015)

AequitaZ, créée en 2013, est une association qui vise à susciter et à accompagner des actions collectives « non violentes » dans une optique de justice sociale. Les salariés se sont d'ailleurs eux-mêmes dénommés « artisans de justice sociale » dans la mesure où ils inventent et expérimentent des « stratégies poétiques et politiques » avec les personnes « qui traversent

¹ Celles-ci ont été limitées par le temps consacré à cette étude par rapport à la monographie d'ATD Quart Monde. De plus, la sélection avait également comme objectif de trouver des points de comparaison avec ATD Quart Monde.

² Il s'agit des principaux acteurs étudiés dans ce chapitre.

³ Voir leur site internet : pouvoirdagir.fr

des difficultés »¹. L'association a notamment créé le Parlement libre des jeunes dont le but est d'aider des personnes venant d'horizons différents (le A et le Z d'AequitaZ) à s'organiser de manière autonome autour de propositions ou de revendications communes sur des sujets qui les intéressent. (Entretiens, deux salariés d'Aequitaz, 12 septembre et 21 octobre 2015)

L'Alliance citoyenne est une association grenobloise créée en décembre 2012. Celle-ci est issue du projet ECHO (Espace des Communautés et des Habitants Organisés) — une expérimentation de *broad-based community organizing* inspirée par les principes d'action de Saul Alinsky et par l'organisation londonienne London Citizens² qui a lieu de 2010 à 2012. Si le projet ECHO reposait sur la mise en réseau de *leaders* provenant de différentes communautés existantes (associations, églises, collectifs d'habitants, etc.) autour de campagnes politiques, l'Alliance citoyenne renouvelle actuellement son action à partir du modèle post-alinskien d'ACORN (Association of Community Organizations for Reform Now)³. Les *organizers* mobilisent alors directement les habitants des quartiers populaires et forment des *leaders* afin de mener des actions politiques, à partir de leurs problèmes locaux, souvent sur un registre conflictuel par rapport aux pouvoirs publics⁴. (Entretien, organizer de l'Alliance citoyenne, 8 juin 2017)

Créée en 2008, **Graines de France** est un espace de réflexion sur les quartiers populaires et se considère comme une sorte de « boîte à outils » pour les acteurs de terrain. Son action se décline en trois axes : la formation de *leaders* ; la vulgarisation de la recherche sur l'*empowerment* ; une activité de plaidoyer auprès des décideurs économiques, politiques et médiatiques. (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, salariée de Graines de France, 22 mai 2014)

Studio Praxis est une société de conseil qui accompagne des acteurs de terrain dans leurs actions politiques à travers des formations de stratégie et de communication. Elle réinvestit ses bénéfices dans une activité de développement du *leadership* à travers les méthodes du *community organizing* sur la question des droits civiques pour les habitants des quartiers populaires. Cet organisme est né de la campagne « Stop le contrôle au faciès » lancée en mai 2011 et qui, entre autres, interpelle les pouvoirs publics sur la demande d'un récépissé de contrôle d'identité⁵. Aujourd'hui, l'organisme est en cours de transformation et a été rebaptisé Next Level. (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, organizer de Studio Praxis, 21 mai 2014)

Cause commune est une expérimentation de développement social à Grenoble qui a eu lieu de 2001 à 2012. Elle est menée par une équipe du Secours Catholique — Caritas France. L'objectif était de mobiliser des habitants de quartiers populaires à partir de leurs problèmes quotidiens afin d'améliorer leurs conditions d'existence à l'échelle locale. Si l'on peut rapprocher Cause commune du *community organizing*, ses initiateurs évoquent davantage des inspirations provenant du développement communautaire québécois⁶. Aujourd'hui, l'initiative

¹ Voir leur site internet : aequitaz.org

² Pour une étude détaillée de *London Citizens*, voir la thèse de Hélène Balazard (2012).

³ Fondée en 2002, l'organisation américaine s'est dissoute en 2010, suite à un scandale. Cependant, l'organisation internationale existe encore et reste active dans d'autres pays, comme au Royaume-Uni et au Canada.

⁴ Pour une réflexion sur l'Alliance citoyenne de Grenoble, se reporter à l'article de Jérémy Louis (2015).

⁵ Voir leurs sites internet stoplecontroleaufacies.fr et studiopraxis.fr

⁶ Voir l'ouvrage *Pédagogie du développement social* écrit par les acteurs eux-mêmes (Graven, Berne et Nové-Josserand, 2008)

s'est transformée en centre de recherche et de formation et a pour but de promouvoir ce type de pratique en sein du Secours Catholique. (Entretiens, deux salariés de Cause commune, 20 octobre 2015)

La Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de France (FCSF) est une structure associative qui rassemble environ mille centres sociaux. Son rôle est de soutenir le développement de ces derniers, de former les salariés et membres, et d'assurer une communication politique commune. L'étude se focalise sur l'**Union Rhône-Alpes — Centres Sociaux (URACS)**, qui a mis l'accent depuis le début des années 2000 — dans son volet formation — sur la notion de pouvoir d'agir. (Entretien, salarié de l'URACS, 30 septembre 2015)¹

2.1. De l'inspiration à l'expérimentation concrète

Afin de mieux appréhender les processus d'inspiration autour de l'*empowerment*, les concepts proposés par le champ des *transferts studies* au sein de la sociologie des relations internationales sont pertinents et peuvent être adaptés à l'étude de l'action collective. Le transfert est « le produit de jeux d'acteurs appartenant au système, dont certains font la démarche de rechercher à l'extérieur des ressources intellectuelles en vue d'apporter des réponses plus efficaces ou moins coûteuses aux problèmes dont ils ont la charge » (Delpuech, 2009, p. 155). Dans la plupart des cas, le modèle ne constitue qu'une source d'inspiration. Il s'agit d'un repère qui fixe l'orientation générale et fait l'objet d'une mutation avec des processus de traduction, d'interprétation, d'hybridation avec d'autres modèles, d'inflexion en réaction aux conséquences inattendues et d'emprunt sélectif en fonction des valeurs, des objectifs et des intérêts des acteurs. Au sein d'une dynamique collective d'émulation², les activistes de l'*empowerment* à la française peuvent être décrits comme des opérateurs de transferts, car ils sont actifs dans les diffusions des idées et à leur mise en application par l'expérimentation.

À partir du cadre cardinal de la révolution démocratique, les activistes de l'*empowerment* se rassemblent autour de la volonté d'expérimentation dans les modes d'action. Le modèle du continent américain fournit un cadre de référence à partir duquel il s'agit d'inventer de nouvelles manières de faire permettant le développement des capacités d'action des acteurs affaiblis et d'atteindre l'objectif de transformation sociale. La notion d'expérimentation s'inscrit dans la vision processuelle de la démocratie proposée par John Dewey (2010) qui implique une activité réflexive de la part des acteurs. De ce fait, l'inspiration des pratiques d'*empowerment* participe à la circularité des discours savants au sein de l'espace des mouvements sociaux, ce qui vient confirmer l'hypothèse du « moment réflexif ».

¹ Voir leurs sites internet : centres-sociaux.fr ; rhonealpes.centres-sociaux.fr.

² La notion d'émulation désigne « des situations où la décision de s'inspirer d'une expérience étrangère est prise par le système importateur en dehors de toute contrainte exogène autre que symbolique » (Delpuech, 2009, p. 155).

En particulier, l'émulation des pratiques est directement à l'origine de la création de l'Alliance citoyenne, Studio Praxis, Graines de France et AequitaZ. Les membres fondateurs de ces associations ont généralement eu des expériences à l'étranger qui les ont poussés à s'investir dans ce domaine. Ainsi, l'un des salariés d'AequitaZ a fait un stage dans une organisation communautaire au Québec¹ et un autre a passé deux ans et demi en Argentine où il a été marqué par le « mouvement des sans-terre »². Quant aux trois autres organisations, leurs fondateurs ont été formés au *community organizing* à Chicago ou à Londres³. De même, les salariés de Cause commune ont effectué des voyages professionnels qui ont inspiré leurs démarches en France. Le réseau des activistes de l'*empowerment* émerge donc d'une volonté de transferts internationaux.

Certains activistes de l'*empowerment* peuvent être décrits comme des opérateurs d'importation dans la mesure où ils visent l'application directe et l'adaptation au contexte français d'un modèle préconstruit. Parmi eux, le projet ECHO⁴ et Studio Praxis s'inspirent du modèle de Saul Alinsky et de ses disciples⁵ pour expérimenter des pratiques de *community organizing* dans les quartiers populaires.

Encadré 2 : Le *community organizing* alinskien

Nourri par les réflexions de Saul Alinsky (1909-1972), le *community organizing* prend son envol dans les années 1960 en Amérique du Nord (Balazard, 2015). Par rapport aux démarches d'*empowerment* auxquelles il s'apparente en partie, la dimension critique et conflictuelle se trouve davantage valorisée, en particulier dans les expériences pionnières impulsées par Saul Alinsky (2011). L'idée est d'organiser les habitants dans une dynamique de contre-pouvoir et d'interpellation des pouvoirs publics à partir d'une action collective « venant du bas ». Initialement, le projet est de s'appuyer sur les communautés et les organisations existantes dans les quartiers (églises, services sociaux, associations, syndicats, etc.) au sein desquelles il s'agit de repérer et de créer des *leaders*. Cette activité de mobilisation et de formation est réalisée par des *organizers* qui ont pour but de rassembler un maximum d'habitants d'un territoire autour des problèmes qu'ils ont eux-mêmes identifiés dans leur environnement. On parle alors de *broad-based community organizing* qui se distingue de l'*issue-based community organizing*. La différence est que ce dernier modèle cible en amont la défense d'un droit ou d'un groupe particulier qu'il entend mobiliser souvent à une échelle plus large que celle du *broad-based*.

¹ Il s'agit du collectif Québec sans pauvreté dont on parlera dans le dernier chapitre.

² Ce dernier est brésilien, mais a fortement influencé les luttes paysannes en Argentine.

³ Certains de ces voyages ont été financés par l'Ambassade des États-Unis en France (Talpin et Balazard, 2016), il serait donc intéressant de se questionner sur le rôle de cette institution dans la constitution du réseau AEF.

⁴ Le projet ÉCHO se distingue de l'Alliance citoyenne de Grenoble. Cette dernière a été créée par des fondateurs de l'expérimentation ÉCHO, mais a évolué vers un autre modèle, à savoir celui d'ACORN.

⁵ Comme Edward Chambers qui a repris la direction de l'organisation créée par Saul Alinsky après sa mort en 1972.

Studio Praxis¹ est à l'origine de la campagne « Stop le contrôle au faciès ». Celle-ci repose sur le modèle de *l'issue-based community organizing*. En effet, la campagne s'appuie sur la création d'un réseau d'alliances de *leaders* associatifs autour d'une cause spécifique, à savoir les inégalités dans les contrôles effectués par la police. Les méthodes de *community organizing* sont utilisées pour mobiliser et organiser les membres des différentes associations parties prenantes afin d'interpeller les pouvoirs publics. Le projet ECHO part, quant à lui, d'une entrée territoriale à l'échelle de l'agglomération grenobloise. À partir du modèle du *broad-based community organizing*, ECHO vise la mise en réseau de *leaders* provenant d'organisations apolitiques. L'objectif est de mobiliser les membres de ces structures partenaires autour de campagnes politiques tournées vers les pouvoirs publics locaux. Les revendications sont construites à partir des problèmes des habitants des quartiers populaires.

Une chercheuse était impliquée dans la construction du projet ECHO, et est devenue par la suite une opératrice d'importation. Cet exemple est représentatif de la circularité des discours savants dans le réseau AEF. En effet, cette dernière a utilisé ses résultats de recherche sur le *community organizing* londonien ainsi que ses relations personnelles pour aider les acteurs à formaliser leur projet.

Thiphaine : « *J'ai la casquette de l'ancienne doctorante qui travaille sur l'empowerment, mais j'ai aussi celle de l'ancienne organisatrice, qui est devenue militante en tant qu'administratrice du projet ECHO. [...]. Au début, mon rôle était de faire le lien avec une expérience qui avait été créée à Londres et de donner mon expertise. Puis, j'ai organisé un voyage à Londres avec 10 fondateurs d'ECHO pour rencontrer London Citizens.* » (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, chercheuse impliquée dans ECHO, 23 avril 2014)

Si le modèle d'inspiration original d'ECHO est celui du *broad-based community organizing*, l'association qui en est issue tente, depuis 2015, l'hybridation avec le modèle post-alinskien à la manière du réseau ACORN aux États-Unis² (Talpin, 2016). Dans l'optique d'atteindre les personnes isolées socialement, ACORN rejette les communautés préexistantes pour construire ses propres groupes locaux à partir du porte-à-porte et du développement relationnel avec les habitants des quartiers (Fisher, 2009). Les *community organizers* de l'Alliance citoyenne ont mis en œuvre ces méthodes et ont créé leurs propres « comités de quartiers ».

Michael : « *L'idée est de choisir des quartiers qui sont relativement peu pourvus en solidarité et en associations. Un porte-à-porte systématique permet de recueillir les colères des habitants sur le logement, l'école, les parcs, etc. Puis, l'objectif est d'organiser le quartier. Les premières assemblées sont organisées pour faire le choix d'une ou deux campagnes phares, avec des interpellations d'élus et des actions collectives. Le but est de mettre en mouvement les personnes concernées et d'obtenir des victoires concrètes.* » (Entretien, *organizer* de l'Alliance citoyenne, 8 juin 2017)

¹ Dans ce chapitre, les organisations sont objectivées afin de faciliter la lecture. Lorsque l'on évoque l'activité d'une association comme Studio Praxis, on fait en réalité référence aux actions des responsables associatifs. Les analyses reposent effectivement sur leurs discours.

² Selon le site d'ACORN international, l'Alliance citoyenne fait partie officiellement du réseau.

La dynamique d'importation s'effectue dans des relations avec des organisations anglo-saxonnes, comme lors du voyage de formation avec London Citizens. Afin de transformer leur modèle, les salariés ont été formés par Wade Rathke, l'un des fondateurs d'ACORN.

Saul Alinsky peut être décrit comme un révolutionnaire démocratique pragmatique. Dans l'optique de lier la fin et les moyens, la méthodologie du *community organizing* ne se focalise pas sur la théorie, mais sur la pratique inscrite dans une réflexivité permanente. Le « pragmatisme radical » se définit comme « ni trop cynique, ni trop idéaliste ». Selon Edward Chambers (2003), « disciple » d'Alinsky, les acteurs du changement doivent partir du « monde tel qu'il est » pour atteindre le « monde tel qu'il devrait être ». Les *organizers* de l'Alliance citoyenne reprennent alors à leur compte cette posture en y ajoutant une dimension réflexive d'apprentissage par l'expérimentation. Ainsi, l'hybridation entre le *broad-based community organizing* et le modèle d'ACORN est née des difficultés à conserver une dynamique permanente avec des *leaders* associatifs. En effet, selon l'Alliance citoyenne, ces derniers avaient tendance à arrêter leur engagement à la fin des campagnes. L'adhésion individuelle aurait donc permis une fidélisation des membres et le porte-à-porte, un renouvellement régulier.

Michael : « *L'Alliance citoyenne est une démarche qui se veut réflexive. Le community organizing expérimente aujourd'hui une vraie tension. Les outils et les méthodologies sont clairs et poussent à aller très vite et très loin. Une structure pourrait se développer rapidement, comme ce fut le cas d'ACORN, mais en étant moins attentif sur les aspects négatifs, les limites et la réflexivité. À Grenoble, nous avons fait le choix de ne pas aller tous azimuts pour ne pas risquer l'échec dans dix ans, en allant trop vite.* » (Entretien, *organizer* de l'Alliance citoyenne, 8 juin 2017)

La réminiscence des échecs du passé — notamment celle de la thématique de la participation citoyenne qui se situe selon les acteurs dans un cycle de décroissance — invite à une certaine prudence. Le scepticisme du moment réflexif dans le milieu universitaire se retrouve également parmi les activistes de l'*empowerment*, d'autant plus que des chercheurs engagés s'impliquent dans les expérimentations. En l'occurrence, l'Alliance citoyenne de Grenoble organise des moments métapragmatiques avec l'aide de chercheurs dont le rôle et de « *donner un regard réflexif et d'encourager [par exemple] à ne pas négliger le terrain pour la formation et l'essaimage* » (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, Thiphaine, chercheuse impliquée dans l'Alliance citoyenne, 23 avril 2014).

Contrairement aux opérateurs d'importation d'un modèle spécifique, d'autres acteurs ont des inspirations multiples et diffuses. Ils rejettent les modèles préconstruits et tentent d'inventer de nouvelles méthodes d'action. À partir d'une activité réflexive, l'objectif de ces acteurs est de construire leurs propres modèles, à l'instar de Cause commune et d'AequitaZ.

Yohan : « *Je n'ai jamais envisagé Alinsky comme la réponse aux problèmes sociaux. Je l'ai toujours évalué comme une source d'inspiration parmi d'autres, comme Gandhi ou Paolo Freire. Je défie quelqu'un de reprendre exactement l'argumentation philosophique d'Alinsky. Il y a d'autres choses intéressantes qui parlent d'éducation conscientisante par exemple, mais*

ceux qui parlent uniquement de conscientisation me fatiguent également ! » (Entretien, salarié d'AequitaZ, 21 octobre 2015)

AequitaZ est une association qui a été créée par deux anciens fondateurs d'ECHO. En effet, l'Espace des Communautés et des Habitants Organisés avait été conçu originellement comme une expérimentation des pratiques de *community organizing* à la manière de Saul Alinsky. Elle devait ensuite être amenée à s'autogérer par l'implication des habitants. Certains opérateurs d'importation du modèle alinskien ont décidé de continuer l'organisation avec la création de l'Alliance citoyenne, tandis que d'autres ont choisi de tirer les conséquences de cette action pour mettre en œuvre d'autres innovations démocratiques. Ainsi sont nés AequitaZ et les Ateliers populaires d'urbanisme à Grenoble. Par la circulation des acteurs, les expérimentations peuvent essaimer ou décliner.

Anthony : « *Le community organizing est intéressant sur la dimension de pouvoir, mais laisse de côté la question essentielle du savoir [...]. Le changement social et la transformation des conditions de vie ne passent pas que par l'action. Si l'on veut des changements qui soient structurels, cela passe aussi par le fait de posséder des capacités de savoir.* » (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, salarié des ateliers populaires d'urbanisme, 8 avril 2014)

Ce type d'acteurs partage la volonté de ne pas s'enfermer dans le « carcan » d'un modèle et d'innover dans l'action en s'inspirant de toutes les expériences qu'ils jugent intéressantes. AequitaZ a ainsi créé un dispositif intitulé « le Parlement libre des jeunes » qui vise à susciter l'envie chez les personnes de moins de trente ans d'agir sur les sujets qui les intéressent. Organisé lors d'un week-end, une fois par an, à l'échelle de la région Rhône-Alpes, il s'agit d'un moment convivial qui permet des rencontres et la création de groupes d'action sur des projets concrets — qu'il s'agisse de sensibilisation de l'opinion publique ou d'interpellation des pouvoirs publics — qui seront amenés à se poursuivre tout au long de l'année.

L'expérimentation de Cause commune du Secours Catholique, quant à elle, s'est déployée dans des quartiers populaires de Grenoble pendant dix ans, avec l'objectif d'aller vers les habitants et de créer des dynamiques collectives de transformation sociale.

Raphaël : « *L'idée était d'arriver sans projet dans les quartiers pour construire des relations avec les personnes dans une dynamique collective. [...] On avait quelques références comme Paulo Freire et Joseph Wresinski. Il y avait cet univers, mais c'était très peu construit. On avait juste une certaine rigueur avec des allers-retours entre l'action et la réflexion pour analyser ce qu'on faisait au fur à mesure.* » (Entretien, salarié de Cause commune, 20 octobre 2015)

Les références de Cause commune sont multiples, comme l'indique l'ouvrage qu'ils ont écrit à l'issue de leurs expériences dans les quartiers (Graven, Berne et Nové-Josserand, 2008) : Paulo Freire, Joseph Wresinski, Saul Alinsky, le courant communautaire québécois, le développement local, les stratégies de l'action non violente comme Gandhi ou Martin Luther King, les pratiques coopératives de l'économie populaire et solidaire au Brésil, etc. Cependant, l'idée initiale n'est pas d'appliquer un modèle, mais bien d'expérimenter dans une démarche continuellement réflexive.

Raphaël : « *On analysait l'action puis, petit à petit, on reproduisait ou non ce qui était faisable. [...] On avait l'impression qu'en 2001-2007 les gens ne comprenaient pas à quoi servait notre action, mais ils étaient curieux. Tous les six mois, on s'isolait et on écrivait des rapports. On avait la sensation de faire quelque chose de particulier. [...] C'était une période ambivalente, pleine de frustration.* » (Entretien, salarié de Cause commune, 20 octobre 2015)

Cause commune peut se présenter comme une expérimentation qui avance à tâtons à partir d'un objectif qui se modifie au fur et à mesure en fonction des erreurs et des réussites : « *On est axé sur la créativité. On cherche toujours en inventant. Parfois, on est un peu prétentieux. On ne s'appuie peut-être pas assez sur les créations des autres, car on aime inventer soi-même* » (Entretien, Raphaël, salarié de Cause commune, 20 octobre 2015).

Dans ce cas, la circularité et l'appropriation des discours savants s'effectuent par les acteurs eux-mêmes, qui disposent d'un capital culturel élevé, sans avoir recours à des chercheurs engagés. Dans une optique praxéologique, l'action est envisagée dans une intrication avec une activité réflexive. Les moments métapragmatiques sont systématisés par la pratique de l'écriture quotidienne et formalisés dans la rédaction d'un ouvrage qui utilise un certain nombre de travaux universitaires. Par ailleurs, à la fin de l'expérimentation, Cause commune est devenue un centre de recherche du Secours Catholique pour approfondir le modèle de la « pédagogie du développement social » qu'ils ont construit.

D'un point de vue macro, le Secours Catholique constitue une ancienne organisation institutionnalisée de la lutte contre la pauvreté dont le mode d'action semble *a priori* éloigné du modèle de l'*empowerment* radical. Pourtant, certaines initiatives locales comme celle de Cause commune convergent vers ce cadre de référence qui vise l'émancipation individuelle, collective et politique. L'ensemble des pratiques des anciennes organisations institutionnalisées du pôle de la démocratie sociale n'articule pas nécessairement toutes les dimensions du modèle de l'*empowerment* radical. Les contraintes de délégation de service public et de la coopération avec l'État amènent des difficultés à mettre en œuvre une véritable critique des structures inégalitaires et des formes de domination. Comme on l'a vu, les chercheurs sur l'*empowerment* à la française sont sceptiques quant aux capacités de ces organisations à s'inscrire dans un modèle radical qui est associé à un mode d'action en opposition direct avec l'État. Ce scepticisme est d'ailleurs partagé par certains acteurs associatifs, notamment dans les nouvelles organisations qui défendent une démarche conflictuelle. Cependant, quelques expérimentations innovantes peuvent naître dans des structures associatives institutionnalisées. Dans ce cas, l'*empowerment* radical constitue une source d'inspiration et d'émulation pour tendre vers des objectifs radicaux de transformation sociale.

En l'occurrence, ATD Quart Monde constitue une ancienne organisation institutionnalisée du pôle de la démocratie sociale. Contrairement au Secours Catholique dont l'intérêt sur les questions de participation et d'émancipation des acteurs affaiblis semble être une dynamique relativement récente et dont les pratiques actuelles se focalisent toujours sur une optique de

service, le projet du fondateur d'ATD Quart Monde, Joseph Wresinski, converge avec l'*empowerment*, et cela depuis la fin des années 1950. L'expérimentation praxéologique constitue un mode d'action privilégié pour l'association¹. ATD Quart Monde peut donc être présenté comme un précurseur et un expérimentateur de l'*empowerment* à la française. En particulier, l'action dans le quartier populaire de Fives à Lille se rapproche d'une action de *community organizing*, même si elle n'entre pas dans un mode d'action conflictuel avec les pouvoirs publics locaux. Dans une approche praxéologique de recherche-action, les organisateurs de cette expérimentation démocratique visent la participation des citoyens marginalisés dans les transformations de leur quartier. Cependant, le cadre théorique du continent américain n'est pas une référence pour les membres d'ATD Quart Monde. Il s'agit davantage d'une thématique dans laquelle s'investissent quelques responsables d'ATD France et de certaines actions comme celle de Lille dans une optique de positionnement par rapport à des acteurs dont le mode d'action entre en résonance avec le projet de Joseph Wresinski. Étant donné que les sources d'inspiration de ses membres sont principalement internes, ATD Quart Monde se situe à la marge de la dynamique du réseau AEF.

L'investissement des activistes de l'*empowerment* dans une pratique d'expérimentation praxéologique à partir d'un cadre de référence du continent américain constitue effectivement une dynamique d'émulation. L'hypothèse du moment réflexif d'une minorité active (Moscovici, 1991) fondée sur la volonté d'innovation au sein de l'espace des mouvements sociaux se confirme d'autant plus que des liens avec le champ intellectuel dépassent la logique de l'instrumentalisation. D'un côté, des chercheurs engagés s'investissent dans le réseau afin de promouvoir leurs interprétations et faciliter leurs appropriations par les acteurs. De l'autre, les activistes de l'*empowerment* développent une posture réflexive en mobilisant eux-mêmes des discours savants dans une optique praxéologique.

2.2. Les entrepreneurs de transferts : susciter l'expérimentation des pratiques d'empowerment

L'expérimentation praxéologique sur les modes d'action de l'espace des mouvements sociaux constitue une activité de quelques activistes de l'*empowerment* à la française. D'autres acteurs peuvent être décrits comme des entrepreneurs de transferts.

« [Ces derniers] s'investissent et se mobilisent en faveur de la généralisation de solutions ou de modèles méritant, selon eux, d'être diffusés [...]. Ils peuvent agir en faveur de l'imitation de solutions existantes, se contenter de mettre en contact innovateurs et adoptants potentiels, ou encore se fonder sur différentes sources d'inspiration pour concevoir des solutions génériques innovantes. » (Delpeuch, 2009, p. 158-159)

À l'image des expérimentateurs, les entrepreneurs de transferts mènent une activité réflexive d'émulation à partir du cadre de référence de l'*empowerment* radical. Cependant, l'activité

¹ Comme cela sera développé dans le chapitre suivant.

d'entrepreneuriat vise le repérage et la mise en réseau des différentes initiatives afin d'essaimer et de diffuser les pratiques et de proposer des hybridations de modèles. Ils effectuent également une activité de *lobbying* auprès des pouvoirs publics dans l'optique de promouvoir un *empowerment* à la française. La différence entre les deux types d'acteurs se situe donc sur le mode d'action. Celui des expérimentateurs est conçu « par le bas » en menant des actions concrètes tandis que celui des entrepreneurs de transferts est conçu « par le haut » comme des intermédiaires. Ces derniers favorisent la création de nouvelles initiatives en agissant à la fois sur les acteurs de l'espace des mouvements sociaux et sur les acteurs du champ politique.

Par exemple, le collectif Pouvoir d'Agir, en tant qu'organisation, constitue un entrepreneur de transferts comme l'indiquent les trois missions qu'il se donne. Premièrement, il participe à des concertations et mène une activité de *lobbying* « par le haut » pour refonder la politique de la ville à partir des pratiques d'*empowerment*. Ensuite, Pouvoir d'Agir a une action de formation pour les différentes organisations qui en sont membres, et s'efforce de diffuser la diversité des expériences en interne : « *Essayer de faire bouger les lignes dans nos grosses baraques qui ont l'avantage d'avoir pris conscience qu'elles faisaient partie du problème* » (entretien, Aurélien, salarié associatif, Pouvoir d'Agir, 2 novembre 2015). Le collectif organise par exemple des événements appelés « conférence du pouvoir d'agir » qui a un public principalement constitué de professionnels de la politique de la ville et d'acteurs associatifs actifs (surtout des responsables ou salariés). Ces événements sont divisés en deux temps : une scène hybride d'interventions de chercheurs et d'activistes de l'*empowerment* ; et un espace de déambulation où chaque membre du collectif Pouvoir d'Agir dispose d'une table pour présenter son action. Ce dernier temps vise la publicisation des initiatives ainsi que leur mise en relation. Lors de l'observation de l'une d'entre elles, une chercheuse disposait d'une table pour présenter un ouvrage qui porte sur les questions de *community organizing* et l'adaptation au contexte français. Cette publication a reçu le soutien financier du collectif Pouvoir d'Agir. Cet exemple montre que les entrepreneurs de transferts s'investissent dans le champ intellectuel dans une optique de réflexivité interne, mais aussi de publicisation de leurs propres initiatives puisque l'ouvrage en question en présente quelques-unes. À l'instar des expérimentateurs, les entrepreneurs de transferts participent donc également au moment réflexif de l'espace des mouvements sociaux en cours d'analyse.

Parmi les entrepreneurs de transferts, Graines de France se présente même comme un *think tank* (ou groupe de réflexion) sur les quartiers populaires. Ce terme désigne les organisations de la société civile qui vise à changer la mentalité du grand public et à améliorer les politiques publiques par l'approfondissement de la connaissance sur un sujet précis (Stone, 2000). L'objectif de Graines de France est effectivement de diffuser les « bonnes pratiques » par une activité de formation dans le milieu militant afin de s'influencer et de s'inspirer les uns et les autres, mais aussi auprès des pouvoirs publics par une activité de plaidoyer. Pour les entrepreneurs de transferts, la formation est conçue comme un outil qui vise à promouvoir les pratiques d'*empowerment* auprès d'acteurs de terrain et à susciter des expérimentations par

leurs intermédiaires. Ainsi, même si le mode d'action s'effectue par le haut, les entrepreneurs de transferts valorisent une dynamique qui part du bas comme l'indique la distinction qu'effectue Adèle, une salariée de Graines de France, avec les réseaux de la participation citoyenne :

« Les réseaux de démocratie participative sont très en retard par rapport aux réseaux *community organizing* et *empowerment*. Dans ces derniers, il y a beaucoup de jeunes qui n'ont pas été socialisés dans les réseaux de participation. [...] Il n'y a pas d'hostilité entre les deux types de réseaux. Nous échangeons entre nous, mais nous ne réfléchissons pas de la même manière. Les réseaux participation raisonnent beaucoup en termes de dispositifs et de plateforme tandis que les réseaux *empowerment* souhaitent mettre en mouvement les citoyens et créer une dynamique. Les deux sont liés, parce qu'il faut une dynamique pour arriver à la plateforme. » (Entretien, salariée de Graines de France, 11 avril 2014)

Les entrepreneurs de transferts se conçoivent donc comme des facilitateurs d'initiatives citoyennes. Par une activité réflexive, Graines de France entend aussi apporter des éléments de compréhension en vue d'une possible importation des pratiques d'*empowerment* et de *community organizing* dans les quartiers populaires français. Par ailleurs, cette salariée de Graines de France a un doctorat en sciences sociales et dispose d'un poste de chercheur dans l'organisation, ce qui montre encore une fois la porosité des frontières du moment de l'espace des mouvements sociaux en cours d'analyse avec le champ intellectuel.

Malgré la distinction qui est effectuée par la salariée de Graines de France entre les réseaux *empowerment* et les réseaux participation à partir d'un effet de génération et d'espace de socialisation, l'action de Graines de France se rapproche de celle d'une ancienne organisation comme la fédération des centres sociaux. En effet, les responsables de cette structure associative sont aussi des entrepreneurs de transferts qui agissent, quant à eux, principalement en interne par la promotion de l'*empowerment* auprès des différents centres sociaux. La fédération des centres sociaux peut également être qualifiée d'opérateur d'importation. Contrairement à l'Alliance citoyenne et à Studio Praxis, cette organisation ne vise pas l'application directe d'un modèle de *community organizing*, mais la transformation progressive des pratiques des centres sociaux à partir du modèle québécois du DPA (Développement du Pouvoir d'Agir) du chercheur Yann Le Bossé. La fédération a collaboré avec ce psychosociologue afin qu'il transpose son modèle dans le contexte des centres sociaux français et un programme de formation a été élaboré. Il s'agit là d'un exemple de circularité praxéologique dans lequel un chercheur s'implique personnellement dans l'appropriation par les acteurs de son modèle théorique.

Encadré 3 : Caractéristiques de la méthode DPA¹

- Soutenir le passage à l'action considéré comme le levier du changement.
- Favoriser le développement du pouvoir d'agir et non imposer un devoir d'agir. Faire avec et non pour. Abandonner la position dominatrice du professionnel.
- Valoriser les compétences des personnes tout en tenant compte de leurs fragilités. Prendre en compte des connaissances expérientielles.
- Se décentrer de la seule dimension individuelle pour appréhender et agir sur le contexte.
- Prendre en compte les composantes structurelles.
- Créer des réseaux d'alliés, d'entraide, de coopération et de partenariat, pour faciliter l'accès à certaines ressources jugées importantes par les individus.
- Repérer les enjeux des différents acteurs concernés par les problèmes et favoriser les convergences afin d'élargir le regard et ouvrir la voie aux marges de manœuvre possibles.
- Œuvrer à la conscientisation. Développer la prise de conscience des éléments constitutifs de la situation.

La fédération des centres sociaux se distingue des autres opérateurs d'importation dans la mesure où elle ne mène pas elle-même des expérimentations concrètes. Les responsables de cette organisation s'appuient sur l'outil formation afin de transformer les pratiques de différents centres sociaux. La fédération des centres sociaux est une structure associative institutionnalisée qui peut avoir des difficultés à promouvoir un modèle radical de l'*empowerment* visant la transformation sociale par la critique des rapports de pouvoir établis et les formes de domination. Toutefois, localement certaines initiatives essayent de tendre vers ce type de pratiques. Par exemple, certains centres sociaux choisissent de solliciter l'Alliance citoyenne pour comprendre les principes d'action de Saul Alinsky.

Aurélien : « Je suis bénévole dans un centre social. On a fait trois jours de formation, avec toute l'équipe et quelques administrateurs, menés par l'Alliance citoyenne de Grenoble sur les méthodes de community organizing. Certes, on ne sera jamais une Alliance citoyenne. Un centre social a des limites sur les combats qu'il peut mener. En revanche, il peut aller chercher les gens là où ils sont, être dans la mise en relation individuelle, repérer les leaders, faire de la mise en débat sur les enjeux d'un territoire. » (Entretien, ancien coordinateur du collectif Pouvoir d'Agir, 2 novembre 2015)

La promotion de l'*empowerment* par la fédération des centres sociaux peut donc faire l'objet de réappropriations locales (Sacco, 2011), à l'instar du centre social de Die. D'un côté, celui-ci met en œuvre certaines pratiques promues par la fédération telle que les « enquêtes conscientisantes » qui visent à comprendre les problèmes d'un territoire tout en suscitant l'envie d'agir des habitants. De l'autre, avec des références multiples, le centre social de Die expérimente des options hybrides.

Rémi : « La dynamique de notre centre social est vraiment dans un mouvement ascendant qui essaye de créer ce développement social local d'empowerment. Quelle que soit la terminologie employée, l'idée est d'aller chercher "les cailloux dans le pied" et les difficultés sur le

¹ Selon Bernard Vallerie (2012).

territoire auprès des personnes concernées, à savoir les élus et les habitants. Notre centre essaye, à partir de ce petit bout de diagnostic partagé, d'aller chercher des réponses avec les gens. » (Entretien, salarié du centre social de Die, 16 juillet 2015)

En prenant comme référence une expérience québécoise, le centre social crée par exemple un événement intitulé « faisons-le et ça se fera ». Proche du Parlement libre des jeunes, mais plus local et sans cibler un type de population, il s'agit d'un rassemblement d'habitants du Diois. L'organisation entend susciter de l'engagement et créer des groupes d'action à partir des envies de chacun, qui seront amenés à perdurer en dehors de l'événement. Comme le parlement d'AequitaZ, les salariés accompagnent les groupes qui en ont besoin.

Par ailleurs, en tant que structure associative institutionnalisée, la fédération des centres sociaux est un espace de circulation des acteurs dans la mesure où elle propose une stabilité financière pour ses employés. Ainsi, certains expérimentateurs ont eu à un moment donné de leur carrière, un poste dans cette organisation, à l'image des fondateurs d'AequitaZ, qui ont fait également partie des fondateurs d'ECHO. Pour illustrer la possibilité de création d'expérimentations à travers les trajectoires individuelles, on peut prendre l'exemple d'un salarié d'un centre social, qui est l'un des fondateurs de l'expérience démocratique de la ville de Saillans.

Rémi : « Au niveau de la méthodologie, je suis un peu l'initiateur du mouvement. Non élu, mais animateur de liste pendant la campagne, j'ai proposé des méthodes d'animation. Aujourd'hui, je fais partie d'une instance qui s'appelle le conseil des sages. Cet espace veille sur la participation des habitants. Dans le centre social, l'objectif de notre travail est de mettre en œuvre des dynamiques. Nous allons à la rencontre des élus qui souhaitent enclencher la participation des habitants pour leur proposer quelques méthodes. » (Entretien, salarié du centre social de Die, 16 juillet 2015)

Aux élections municipales de 2014, une liste collégiale a mis en œuvre des pratiques de démocratie participative pour créer son programme de campagne. Une fois élue, la nouvelle équipe est alors entrée dans une dynamique d'expérimentation continue de la participation citoyenne, cherchant à innover en permanence afin d'atteindre toujours plus de monde.

Rémi : « On essaye de faire circuler l'information le plus largement possible pour que les personnes concernées fassent le pas. Conscient de la limite de la méthode, on travaille aujourd'hui sur d'autres types de méthodes plus accessibles. Il y a des gens qui ne viendront jamais dans les cadres proposés. On a déjà touché presque un tiers des habitants. C'est un bon résultat, mais on souhaite toucher les deux tiers restants. On réfléchit à des formules de participation plus légères pour atteindre des gens qui ne participent pas, soit par hostilité, soit parce qu'ils ne se sentent pas en capacité. Par exemple, une formule du centre social consiste à aller sur les places des marchés avec des entretiens de 15 minutes. Je travaille cette formule à Saillans avec les élus, en leur proposant d'aller sur la place publique avec les habitants. » (Entretien, salarié du centre social de Die, 16 juillet 2015)

Le cas de Saillans est représentatif de ce que cherchent les entrepreneurs de l'*empowerment* à la française dans leur activité de diffusion des idées et des pratiques. En effet, un salarié d'un centre social qui a été formé aux méthodes d'*empowerment* par sa fédération les a testées sur

son territoire dans le cadre de son activité professionnelle. Par la suite, dans une démarche personnelle, il a contribué à initier une dynamique dans son village pour créer une véritable participation citoyenne dans une campagne municipale qui a mené à l'élection d'une liste collégiale. Celle-ci a mis en pratique la participation dans le fonctionnement de la mairie. Rémi se retrouve alors dans un « comité des sages » mis en place par la nouvelle municipalité pour s'assurer que la participation soit réelle et renouvelée en permanence. Aujourd'hui, le salarié affirme la volonté d'« essaimer » l'expérience de Saillans dans les villages environnants ou dans le territoire de son centre social¹. Rémi a ainsi construit un programme de formation pour les personnes qui souhaitent s'investir dans le renouvellement démocratique de leur municipalité.

Enfin, dans une optique externe, une agence de consultants appelés Muse D. Territoires propose des événements tournés vers les pouvoirs publics, financés par le Ministère de la ville et l'Ambassade des États-Unis². « *Sous le haut patronage* »³ de représentants de ces deux institutions, ces conférences, appelées « *Empowerment en action* », sont des scènes doublement hybrides (Siméant, 2002) puisqu'elles rassemblent des acteurs associatifs, des chercheurs et des acteurs politiques. La contradiction de cet espace est notée sur le ton de l'humour par Patrick Kanner, ministre en charge la ville, de la jeunesse et des sports, lors de l'édition 2014 :

« D'autres obligations m'empêchent d'assister au forum hybride "Empowerment en Action". Mais peut-être est-ce mieux ainsi : l'empowerment n'est-il pas la capacité à se saisir des problèmes, sans attendre d'intervention extérieure, notamment des responsables politiques ? Plaisanteries mises à part, je n'oppose pas empowerment et action publique. » (Message politique, Forum hybride « *Empowerment en Action* », 9 et 10 octobre 2014)

Cette conférence qui rassemble environ cent-cinquante personnes est un espace de politisation de la thématique d'*empowerment* et de publicisation des initiatives pour les activistes français qui y participent comme intervenants (Notes d'observation, 9 et 10 octobre 2014). Il s'agit également d'un lieu de circulation internationale des pratiques étant donné que des acteurs associatifs américains présentent leurs modes d'action. Le public comprend beaucoup d'acteurs institutionnels et politiques qui constituent la cible de Muse D Territoire. En effet, cet organisme propose des formations — uniquement pour ce type d'acteurs — d'« *immersion* » dans le « *modèle américain opérationnel* » en vue d'une « *appropriation* » permettant d'aller « *vers un empowerment à la française* » (Archives, présentation d'une formation de Muse D territoire). Le paradoxe prend toute son ampleur ici puisque le levier de renouvellement démocratique est celui des fonctionnaires et des politiciens, donc « par le

¹ L'acteur évoque une limite, à savoir que les villages aux alentours ont tendance à exclure la ville de Saillans des dynamiques intercommunales. Celle-ci disposerait d'une mauvaise image, car elle remettrait en cause le pouvoir local. Ils effectuent donc un travail de « dédiabolisation » auprès des élus environnants.

² Cela amène à se questionner sur le rôle de cette institution dans la diffusion des pratiques d'*empowerment* en France, ce que les données de cette enquête ne permettent pas d'approfondir.

³ Terme utilisé en tête de leur site interne : empowermentenaction.weebly.com

haut », en opposition à la conception d'un *empowerment* « par le bas » qui part des citoyens, et en particulier des acteurs affaiblis.

Si la notion d'expérimentation et l'activité réflexive rassemblent les acteurs étudiés, la contradiction mise en lumière à partir de Muse D Territoire laisse entrevoir une « dispute » (Boltanski, 2009) entre les entrepreneurs et les expérimentateurs. Malgré une volonté de se rassembler, des effets de positionnement fragilisent la constitution d'un réseau organisé.

2.3. De la dispute entre expérimentateurs et entrepreneurs à l'émergence d'un réseau informel

Dans un espace de positionnements, les expérimentateurs affirment que la diffusion doit partir de l'innovation dans des actions concrètes « par le bas » et dévalorisent les acteurs qui se focalisent sur une activité d'entrepreneuriat ou de réseautage. Celle-ci consiste à promouvoir l'*empowerment* « par le haut », c'est-à-dire auprès du champ politique et au sein de l'espace des mouvements sociaux en y suscitant des initiatives et en y favorisant l'essaimage. Une dispute est donc à l'œuvre entre les acteurs concernant l'ordre de priorité du processus de diffusion par rapport à celui d'innovation.

Anthony : « C'est important de faire du réseau. Cette stratégie vise à favoriser des coordinations entre différentes organisations. [...] Cependant, il faut des acteurs qui agissent sur le terrain. Pour l'instant, il y a quelques expériences, il faut en faire d'autres ! C'est nécessaire pour se comparer et discuter avec les futurs organisateurs [de ces expériences]. La mise en réseau intervient seulement après. » (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, salarié des ateliers populaires d'urbanisme, 8 avril 2014)

L'activité de Muse D Territoire est représentative de l'activité centrée sur l'entrepreneuriat qui a tendance à être dévalorisée par un certain nombre d'activistes de l'*empowerment*, ce qui ne les empêche pas d'ailleurs de saisir l'opportunité de publiciser leurs initiatives en participant à « *Empowerment en Action* ».

Thiphaine : « L'un des aspects les plus marquants de mon expérience à Londres est le fait de privilégier l'action sur la réflexion et sur les formations. Se former est positif, mais c'est encore mieux de le faire dans le cadre de la formation continue. Bien qu'elles permettent d'obtenir facilement des budgets, beaucoup de formations dispensées sur l'empowerment ne sont pas ancrées dans des expériences quotidiennes et sont ainsi souvent vouées à l'échec. » (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, chercheuse impliquée dans l'Alliance citoyenne, 23 avril 2014)

Les chercheurs engagés participent à la dispute en cours d'analyse. En l'occurrence, Thiphaine prend position pour défendre les expérimentateurs d'actions concrètes. Des éléments de compréhension de la dispute apparaissent également dans ce discours, à savoir le rôle de l'activité de formation dans le processus de diffusion et la source de son attrait qui semble être financière. Finalement, ce n'est pas l'activité des entrepreneurs de transferts, en

elle-même, qui est dévalorisée. La diffusion des idées et des pratiques est une volonté partagée par l'ensemble des acteurs. La ligne de démarcation entre les activistes de l'*empowerment* à la française se situe dans l'ancrage personnel de l'organisation dans des actions concrètes en opposition à des acteurs « déconnectés du terrain ».

En effet, la majorité des acteurs s'investissent dans des actions d'entrepreneuriat afin d'essaimer les pratiques en interne à l'espace des mouvements sociaux ou en externe auprès des pouvoirs publics. Tout d'abord, les expérimentateurs s'investissent dans une activité de diffusion de leurs propres initiatives. Par exemple, AequitaZ propose d'accompagner les acteurs qui souhaitent créer un Parlement libre dans leur propre région. C'est le cas en Île-de-France, en région Centre et dans les Bouches-du-Rhône. L'essaimage s'effectue aussi à l'échelle du département. Les acteurs parlent d'assemblée libre des jeunes comme en Aquitaine et dans le Rhône. Il y a même l'ambition d'organiser un parlement national à terme. Cette activité de circulation est favorisée par leur principe d'*open source*¹ que l'on retrouve dans les projets des universités populaires de Michel Onfray par exemple : « *Nous appliquons la théorie du logiciel libre en science sociale. Par exemple, sur le site d'AequitaZ nous mettons toutes nos ressources à disposition* » (Entretien, Dorian, salarié d'AequitaZ, 17 septembre 2015).

Dans une même optique, après dix ans d'actions dans l'agglomération grenobloise, Cause commune est devenue un centre de recherche et de formation pour le Secours Catholique qui vise l'essaimage de son modèle de « développement social local » en interne. D'une position d'expérimentateur, Cause commune endosse le rôle d'entrepreneur de transferts.

Question : « *Est-ce qu'il y a des expériences semblables à Cause commune qui sont apparues au Secours Catholique ?* »

Raphaël : « *Il y en a eu plein, mais qui ne sont pas exactement comme Cause commune. Presque personne n'a reproduit la démarche telle quelle. Par contre, ce qui est intéressant c'est qu'aujourd'hui elle s'est enrichie. C'est la même démarche qui s'est déclinée en fonction des territoires et des personnes.* » (Entretien, salarié de Cause commune, 20 octobre 2015)

L'essaimage est également une pratique réalisée par l'Alliance citoyenne. Les *organizers* de l'association grenobloise proposent un accompagnement dans l'adaptation de son modèle dans d'autres agglomérations, ce qui a donné naissance à deux organisations indépendantes à Rennes et Gennevilliers et à une organisation partenaire à Aubervilliers. Cette dernière est considérée comme une branche de l'organisation au même titre que l'Alliance citoyenne de Grenoble avec la volonté à terme de construire un réseau national.

Ensuite, les opérateurs d'importation comme Studio Praxis et l'Alliance citoyenne interviennent dans divers événements publics (colloques, tables rondes, séminaires) dans l'optique de promouvoir les pratiques de *community organizing*. C'est aussi une manière de se

¹ En informatique, l'*open source* désigne les licences qui permettent la libre redistribution des logiciels, l'accès aux codes sources et la création de travaux dérivés, sans rétribution financière.

financer, car ils peuvent demander une contribution pour leurs prestations. Par exemple, certains centres sociaux peuvent faire appel à l'Alliance citoyenne dans leur programme de formation. Studio Praxis, quant à lui, a changé de nom pour « Next Level » et se définit à présent comme un organisme de conseil. La formation au *community organizing* auprès de différents « clients » devient centrale dans leur activité. Pour des raisons de financement, beaucoup d'acteurs ont donc recours à l'outil formation. Aequitaz accompagne par exemple des collectifs de chômeurs à se constituer en leur apportant un soutien méthodologique. Plus récemment, l'association a repris une partie de l'activité du collectif Pouvoir d'Agir après sa dissolution en 2017 en organisant des rencontres interassociatives pour favoriser la construction d'alliances.

Malgré les effets de positionnement, la volonté de « faire réseau » est partagée par l'ensemble des acteurs. Le fond commun d'idées (*master frame*) est matérialisé par le modèle de l'*empowerment* radical proposé par les chercheuses Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener (2013). La clarification et la classification proposées dans leur ouvrage semblent avoir eu un effet sur les activistes de l'*empowerment* à la française dans un processus d'appropriation.

Jérémie : « *Je pense que le livre de Marie-Hélène Bacqué a joué un rôle dans la diffusion de la notion d'empowerment. Il est apparu à un moment où certains acteurs, principalement des professionnels de la démocratie participative et du travail social, avaient depuis quelques années atteint un consensus sur l'existence d'impasses. [...]. Certains acteurs pensaient qu'il fallait faire autrement. [...]. Une des difficultés pointées est le manque de pouvoir des instances participatives. Les dispositifs n'ayant aucune influence sur les conditions concrètes d'existence, il n'est pas étonnant de constater que personne, particulièrement les "plus exclus", ne veuille participer. Il faut donc replacer la question concrète du pouvoir au centre de la démocratie participative [...]. L'avantage du terme d'empowerment — c'est pour cela qu'il a un tel succès aujourd'hui — c'est qu'il résume bien un certain nombre de notions qui étaient éclatées.* » (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, chercheur impliqué dans le réseau AEF, 7 avril 2014)

Ce discours suggère que si le terme de l'*empowerment* est récemment utilisé en France, les questionnements qui lui sont liés préexistaient déjà parmi un grand ensemble d'acteurs. L'intérêt qui est porté à ces pratiques nord-américaines peut être conçu comme une opportunité saisie par les acteurs pour lutter contre ce qu'ils jugeaient comme des limites des anciens modèles de la participation, du travail social ou de l'éducation populaire. C'est en particulier à partir d'un désenchantement critique de la politique de la ville que s'est constitué le collectif Pouvoir d'Agir en 2010 :

« *Repenser et mettre en œuvre une politique de la ville avec les habitants afin de... Valoriser les capacités citoyennes des habitants... Accompagner leurs initiatives... Redonner confiance... Reconstruire le lien social... Permettre l'expérimentation... Stimuler l'innovation sociale... Valoriser la diversité sociale et culturelle...* » (Lettre ouverte et manifeste, mai 2010)

La tentative d'alliance interassociative du collectif Pouvoir d'Agir de 2010 à 2017 qui se poursuit en partie aujourd'hui avec Aequitaz est le signe de l'émergence d'un réseau des

activistes de l'*empowerment* à la française qui reste fragile. L'analyse de cette tentative d'alliance donne accès au fond commun d'idées — le *master frame* (Snow et Benford, 1994) — à partir duquel les activistes de l'*empowerment* à la française peuvent se rassembler. Comme cela a été évoqué, les acteurs convergent autour d'un objectif de démocratisation réflexive de la démocratie. Le collectif Pouvoir d'Agir s'intéresse à toutes les démarches d'*empowerment* sans en privilégier une par rapport à une autre. Il ne vise pas une révolution brusque, mais bien une évolution progressive de la société, par une action sur les pouvoirs publics (qu'elle soit de pression ou de coopération).

Aurélien : « *Je me méfie des méthodes qui fétichisent un modèle [...]. Il y a beaucoup d'approches de développement du pouvoir d'agir. Le collectif a débattu et je pense qu'il a eu raison de ne pas choisir une approche. Elles sont toutes bonnes, sous réserve qu'elles soient sincères, c'est-à-dire qu'elles visent l'émancipation et le développement autonome des groupes. Je pense que ces méthodes sont complémentaires. Il y a 35 ans, j'étais partisan du "grand soir", de la révolution qui fait table rase et qui réécrit tout sur une page blanche. Je n'y crois plus du tout. Je pense que les transformations ne fonctionnent pas comme cela. Il faut partir de là où on en est, et la France a besoin de réactiver l'organisation collective des milieux populaires.* » (Entretien, ancien coordinateur du collectif Pouvoir d'Agir, 2 novembre 2015)

Les activistes de l'*empowerment* partagent une analyse critique des pratiques démocratiques et l'idée qu'il s'agit de « redonner du pouvoir d'agir » aux citoyens ordinaires. Un élément du fond commun d'idée du réseau émergent se situe dans la notion de complémentarité entre les modèles et dans la conviction que les transformations sociales sont favorisées par la convergence de différentes initiatives.

Aurélien : « [Un community organizer] se moquait de moi en disant que j'étais le patriarche d'une grande famille qui souhaitait que tout le monde se parle. Le projet du collectif [Pouvoir d'Agir] est de rassembler différentes organisations dans l'optique de refonder la démocratie. Il a besoin de personnes qui réactivent la capacité d'organisation collective et combative comme l'Alliance citoyenne, mais aussi comme ATD Quart Monde dont les membres vont à la rencontre de ceux qui sont exclus. Il faudrait que les collectivités locales se réforment pour mettre en œuvre leur politique. Il faudrait créer des espaces intermédiaires, comme les centres sociaux, qui pourraient être les points d'appui de l'organisation citoyenne et de l'articulation avec les politiques publiques. Toutes ces approches sont complémentaires et pourraient viser ensemble un changement radical sur le même territoire. » (Entretien, ancien coordinateur du collectif Pouvoir d'Agir, 2 novembre 2015)

Cependant, cette posture qui conçoit les divergences comme fécondes fait l'objet d'une certaine ambiguïté parmi les membres du collectif Pouvoir d'Agir. D'un côté, elle est défendue dans les discours. De l'autre, elle est critiquée en interne par une partie des activistes de l'*empowerment* pour son aspect consensuel. Selon eux, le collectif manquerait de clarté par rapport aux types de modèles et de pratiques qu'il est souhaitable de diffuser. Pouvoir d'Agir affirme une filiation à l'*empowerment* radical dans son « texte politique »¹, mais rassemble des acteurs extrêmement variés entre d'anciennes organisations

¹ Ce document se trouve en Annexe 2 : Texte politique du collectif Pouvoir d'Agir, p. 550.

institutionnalisées et de nouvelles organisations peu structurées, entre des expérimentateurs et des entrepreneurs de transferts. En particulier, une dispute se situe sur la distance qu'il s'agit de prendre avec l'État, et notamment sur le mode d'action conflictuel, ce qui freine la construction d'alliances rassemblant l'ensemble des membres du réseau autour d'une même cause. Ceci explique par exemple que l'Alliance citoyenne de Grenoble s'investit peu dans le collectif Pouvoir d'Agir.

A contrario, c'est bien cette volonté d'ouverture qui favorise l'investissement d'une association comme ATD Quart Monde dont le mode d'action central ne consiste pas en une opposition directe avec l'État. Bien qu'elle se situe à la marge de la dynamique d'émulation autour de la notion d'*empowerment*, l'association de lutte contre la pauvreté participe aux différentes rencontres organisées par le collectif Pouvoir d'Agir. Elle est même à l'origine d'une des principales campagnes communes, appelée 1001 territoires. À partir d'une inspiration du développement communautaire québécois, l'idée du projet est de créer des communautés éducatives autour de l'institution scolaire pour lutter contre les inégalités sociales à l'école¹.

Ainsi, si le collectif Pouvoir d'Agir matérialise le cadre cardinal du réseau, il est également représentatif de son aspect multiforme et de ses tensions. L'organisation se définit d'ailleurs comme un « réseau informel »². Les membres affirment une volonté de ne pas se structurer afin d'éviter une institutionnalisation.

Aurélien : « Ce n'est pas une organisation. On fait très attention à ne pas trop se structurer afin d'être en capacité d'animer des dynamiques, sans conforter une structure par rapport à une autre. C'est un peu périlleux parce qu'on est très fragile et qu'on dépend de l'envie des personnes. » (Entretien, ancien coordinateur du collectif Pouvoir d'Agir, 2 novembre 2015)

Cependant, on peut faire l'hypothèse que l'informalité du réseau est aussi une conséquence des disputes – celle du mode d'action conflictuel et celle de l'ordre de priorité du processus d'innovation par rapport celui de diffusion – qui freine une organisation formelle. Le collectif Pouvoir d'Agir s'est dissout à l'été 2017, au cours de la phase de rédaction de cette thèse, ce qui souligne la fragilité de la dynamique d'alliance interassociative. Si le collectif n'existe plus, le réseau informel qu'il représente n'a pas disparu pour autant. De plus, le réseau des activistes de l'*empowerment* dépasse le cadre construit par Pouvoir d'Agir. Tel qu'évoqué en amont, il existe un autre réseau appelé Capacitation citoyenne. Par ailleurs, malgré un statut de précurseurs les acteurs de l'éducation populaire ne sont pas très actifs dans ces coalitions étant donné qu'ils disposent de leurs propres réseaux comme le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP) ainsi que de leurs différentes déclinaisons régionales (CRAJEP)³.

¹ Cette campagne sera analysée dans la section suivante.

² Parmi les acteurs étudiés, trois en font partie : l'Alliance citoyenne, la fédération des centres sociaux et Aequitaz.

³ Pour comprendre cette absence, il serait intéressant de se questionner sur les effets de concurrence entre les acteurs de l'éducation populaire et de l'*empowerment* à la française.

Enfin, l'une des principales raisons de la fragilité du réseau évoquées par ses membres est celle des financements qui sont difficiles à obtenir, en particulier lorsque l'on valorise des pratiques conflictuelles¹. Il s'agit donc aussi d'un espace de concurrence dans l'obtention de subventions. Toutefois la recherche de financements peut être une source de coalition. Reprenant l'une des propositions du rapport Bacqué-Mechmache (2013) pour renouveler la politique de la ville², certains activistes de l'*empowerment* à la française défendent un fonds d'interpellation citoyenne qui permettrait de financer les associations dans les quartiers populaires de la même manière que le sont les partis politiques ou la démocratie participative institutionnelle.

« Avec Mohamed, on a décidé de favoriser les associations, et notamment les petites associations qui ont peu de voix au chapitre dans les quartiers populaires qui pourtant font souvent un travail assez formidable qui participe à ce que les quartiers fonctionnent [...] Finalement, les différentes tentatives de constitution d'un mouvement issu des quartiers populaires se sont souvent heurtées à des murs. Aujourd'hui dans beaucoup de quartiers, les différentes associations qui existent ont du mal à se faire reconnaître [...]. On a des grosses associations issues des grandes structures de l'éducation populaire qui finalement se sont beaucoup retirées de ces quartiers et à côté on a de petites associations qui ont des initiatives, mais qui sont peu reconnues et qui font souvent peur aux pouvoirs locaux, et qui sont pris dans un rapport très clientéliste. C'est un des premiers points qui nous semble importants de dénouer, c'est : comment donner des moyens à un tissu associatif indépendant ? » (Entretien pour la Vie des idées, Marie-Hélène Bacqué, 10 mai 2013)

Ce discours permet de comprendre les difficultés d'alliances interassociatives autour d'un projet d'*empowerment* radical dans un contexte politique défavorable. Ceci donne raison aux entrepreneurs de transferts qui agissent sur le champ politique afin de transformer le rapport de l'État avec les associations. Mais ce discours évoque également la faiblesse du réseau associatif dans les quartiers populaires, ce qui donne raison aux expérimentateurs qui construisent de nouvelles organisations. L'analyse de ce discours suggère par ailleurs une valorisation des « petites associations » face aux structures institutionnalisées à partir de l'idée que ces dernières ne sont pas en mesure d'entreprendre une démarche d'*empowerment* radical. C'est cette distinction qui a notamment fragilisé le collectif Pouvoir d'Agir et qui complexifie les relations d'alliances entre les deux types d'acteurs.

Le financement de la démocratie d'interpellation constitue la source de formation du réseau « Pas Sans Nous » qui mène une activité d'entrepreneuriat, mais qui rassemble un ensemble d'associations qui expérimentent des pratiques d'actions collectives dans les quartiers populaires. La coordination nationale « Pas Sans Nous » est d'ailleurs coprésidée par Mohamed Mechmache qui est aussi le fondateur de l'association ACLeFeu (Association Collectif Liberté Égalité Fraternité Ensemble Unis) et le corédacteur du rapport Bacqué-Mechmache. Ce rapport a initié la mobilisation autour d'un fond d'interpellation et rappelle

¹ Le rôle de la Fondation de France est important dans le financement des activistes de l'*empowerment*.

² La proposition est née à partir des discussions des rapporteurs avec certains acteurs du réseau AEF. Mohamed Mechmache est d'ailleurs le porte-parole d'AC LE Feu et fait partie de ce réseau.

que l'*empowerment* à la française se situe à la frontière de l'espace des mouvements sociaux et du champ intellectuel puisque l'autre rédactrice est la sociologue Marie-Hélène Bacqué. Pour conclure, les activistes de l'*empowerment* se retrouvent autour de l'idée d'approfondissement progressif et réflexif de la démocratie. À partir de l'expérimentation et de la circulation des acteurs et des pratiques, de nouvelles initiatives naissent dans l'hybridation des modèles qui viennent à leur tour approfondir la démocratie. Certains acteurs sont des précurseurs en tant qu'expérimentateurs et d'autres sont des intermédiaires en tant qu'entrepreneurs de transferts qui visent la diffusion des « bonnes pratiques ».

	Expérimentateurs	Entrepreneurs de transferts
Importation d'un modèle	Studio Praxis, ECHO, l'Alliance citoyenne.	Fédération des centres sociaux, URACS.
Hybridation des modèles	Cause Commune, Aequitaz.	Pouvoir d'Agir, Graines de France.

Figure 1 : Classification des activistes de l'*empowerment* à la française

De ce moment réflexif, des coalitions interassociatives émergent, mais restent fragiles. La faiblesse des sources de financement, mais aussi les disputes entre les activistes de l'*empowerment* freinent la constitution d'alliances sur des causes communes. Il s'agit encore d'un moment émergent dans lequel les acteurs se positionnent. Afin d'approfondir cet aspect, on va poursuivre l'analyse du réseau à partir de l'exemple des expérimentateurs et de quelques campagnes collectives qui participent à un processus d'innovation dans les modes d'action de l'espace des mouvements sociaux.

Section II — Le processus d'innovation pour dénouer les dilemmes pratiques de l'action collective

Le réseau des activistes de l'*empowerment* à la française est multiforme, ce qui explique peut-être son informalité, sa fragilité et sa difficulté à créer et maintenir des alliances. Cependant, selon Lilian Mathieu (2011), toute coalition interassociative de l'espace des mouvements sociaux est traversée par des divergences entre acteurs qui s'expliquent par des enjeux d'identité et d'intérêts organisationnels, ainsi que de positionnements au sein de l'espace. La fragilité est intrinsèque aux alliances interassociatives d'où la nécessité d'un travail de coalition (*coalition work*). Celui-ci consiste à s'appuyer sur les enjeux organisationnels pour tisser et entretenir les relations et pour trouver les points de convergence entre les différents partenaires permettant de mener des actions conjointes (Rucht, 2008).

D'un côté, les coalitions intermouvements sont des coopérations fragiles et hétérogènes dont le partage d'objectifs ne doit pas masquer des enjeux de concurrence ou tout du moins de distinction. De l'autre, les organisations ne doivent pas non plus être conçues comme des blocs homogènes, mais comme des collectifs dont l'identité commune peut se transformer dans des affrontements avec d'autres identités (White, Godart et Corona, 2007). La fragilité et l'hétérogénéité du réseau des activistes de l'*empowerment* ne sont donc pas étonnantes d'autant plus que celui-ci émerge dans un moment réflexif où les enjeux et les identités organisationnels sont mouvants. En effet, l'objectif est d'innover dans les répertoires d'action par l'expérimentation. Cette section vise à analyser ce processus d'innovation praxéologique dans sa capacité à lever les dilemmes pratiques ou les « antinomies transcendantales » de l'action collective (Cefaï, 2007, p.344). L'étude se focalise sur les justifications et la praxéologie des « expérimentateurs », et plus particulièrement celles d'ATD Quart Monde, d'Aequitaz, de l'Alliance citoyenne et de Cause commune concernant deux grands débats internes au réseau AEF : la responsabilité et les modalités de transformations sociales¹.

Les discours praxéologiques et les disputes dans lesquelles s'affrontent les « schèmes cognitifs »² des acteurs donneront également accès aux effets de positionnements au sein du réseau, et notamment à la place qu'occupe ATD Quart Monde. À ce niveau de la recherche, l'association de lutte contre la pauvreté semble se situer à la marge de la dynamique d'émulation autour de l'*empowerment*. La spécificité d'ATD Quart Monde dans le réseau étudié est d'être un précurseur expérimentateur d'actions concrètes tout en étant une ancienne organisation institutionnalisée. Contrairement aux autres activistes, l'*empowerment* n'est pas un cadre de référence qui suscite des transformations dans les pratiques de l'association. Il s'agit d'une thématique investie par quelques entrepreneurs de connaissances afin de repérer des points de convergence avec leurs propres réflexions internes.

Dans un premier temps, l'analyse questionnera le paradoxe du *leader*. L'*empowerment* des acteurs affaiblis par leur inclusion aux activités quotidiennes du travail militant s'oppose à l'accaparement du pouvoir de certains *leaders* et des entrepreneurs de cause. L'accompagnement de ces derniers dans la construction des mobilisations est d'ailleurs contradictoire avec l'objectif d'auto-organisation des citoyens. Dans un second temps, ce sont les antinomies de la notion de radicalité qui seront analysées. L'exigence d'agir localement peut entrer en contradiction avec une volonté ambitieuse de transformation sociale globale. La construction d'un contre-pouvoir autonome par rapport à l'État se heurte à l'obligation d'entretenir des relations avec les pouvoirs publics afin d'obtenir des résultats politiques.

¹ On ne vise pas l'exhaustivité. Cet aspect pourrait faire l'objet d'une thèse à part entière, ce que l'on a envisagé d'ailleurs avant de faire le choix de se focaliser sur le cas d'ATD Quart Monde. L'objectif est davantage de présenter des expériences et des questionnements qui seront utiles pour la suite comme des points de comparaison afin de se prémunir contre les limites de la monographie. Par ailleurs, pour des raisons liées à l'enquête, certains acteurs étudiés seront présentés de manière plus approfondie que d'autres.

² En psychologie cognitive, le concept de schèmes cognitifs désigne des connaissances élaborées à partir de l'expérience et qui constituent des croyances de base pour les acteurs.

1 — Le paradoxe du *leader*

Beaucoup d'acteurs étudiés ont une activité de formation de *leaders*, conçus comme des responsables et des meneurs de l'action collective. Jugées essentielles dans l'organisation des mouvements sociaux, les notions de *leader* ou de porte-parole se heurtent néanmoins à des dilemmes pratiques. D'un côté, la fonction de représentation permet de donner une existence, une consistance et une cohérence au collectif (Bourdieu, 1984). De l'autre, ils opèrent comme des agents de dépossession politique des autres membres. C'est ce paradoxe que Roberto Michels (2009) appelait la « loi d'airain de l'oligarchie » dans son étude sur les partis politiques sociaux-démocrates allemands du début du 20^e siècle. Cette tendance à la dépossession politique serait même accrue dans le cadre des mouvements sociaux populaires (Piven et Cloward, 1979). Frances Fox Piven et Richard Cloward font une critique acerbe des *leaders* des organisations de « pauvres » aux États-Unis en affirmant que l'institutionnalisation de leurs causes contribue à inhiber le radicalisme et le potentiel révolutionnaire. De plus, les *leaders* de ce type de mouvement ne sont pas souvent représentatifs de ceux qu'ils défendent et les organisations reproduisent des processus de domination en interne (Dunezat, 2011).

Au paradoxe de la représentation, s'ajoute un dilemme pratique entre une participation effective des membres, l'ouverture permanente à de nouvelles personnes et la nécessité d'efficacité et de compétences pour mener les actions collectives. Lorsque l'efficacité prime, une contradiction apparaît entre les principes défendus et ceux qui sont mis en pratique dans le collectif. En particulier, l'*empowerment* vise à redonner du pouvoir à ceux qui en ont le moins. Or, le temps de mobilisation des acteurs affaiblis peut s'opposer au temps de la stratégie politique. L'analyse du registre métapragmatique (Boltanski, 2009) des activistes de l'*empowerment* à la française permet d'interroger les dilemmes pratiques liés au paradoxe du *leader* et aux manières de les lever.

1.1. S'appuyer sur des *leaders* ou « aller vers » les personnes isolées ?

Un premier débat repéré au sein du réseau AEF concerne l'action de formation de *leaders* qui permet le développement de l'autonomie des individus, mais qui est critiquée par certains pour sa propension élitiste. Par exemple, le *broad-based community organizing* à la manière d'ECHO (avant de devenir l'Alliance citoyenne) s'appuie sur les communautés préexistantes dans les quartiers populaires comme les églises, les associations de loisirs, etc. L'objectif est de repérer les responsables de ces différentes organisations dans le but de créer des dynamiques collectives autour de campagnes politiques. La centralité des *leaders* considérés comme des courroies de transmission de l'action collective constitue un schème cognitif du *broad-based community organizing*. Hélène Balazard, politiste française, qui a analysé une initiative de ce type à Londres en souligne une limite : celui-ci « ne permet pas par définition,

d'atteindre les personnes les plus isolées, celles qui ne sont pas engagées dans les collectifs pouvant faire partie d'une telle organisation » (Balazard, 2015, p. 40).

Bruno Tardieu, ancien responsable national d'ATD Quart Monde, résume la dispute qui oppose son mouvement au *community organizing* :

« Cette méthode consiste à réunir des populations déjà organisées par des Églises locales, à leur montrer qu'en s'unissant elles auraient un rapport de nombre et de forces qui leur permettrait d'obtenir des améliorations. Cela a deux conséquences. D'emblée, ceux qui ne sont pas déjà inclus dans ces Églises sont mis hors de la démarche. Ensuite, les combats sont choisis par les plus dynamiques du quartier, et la radicalité des défis soulevée par ceux qui subissent les plus grandes injustices disparaît. Vouloir prendre les puissants à leur propre jeu, celui du pur rapport de forces, amène aussi à un écrémage. Celui-ci est assumé par la pensée de Saul Alinsky. » (Tardieu, 2015, p. 148-149)

L'action fondatrice d'ATD Quart Monde dans le bidonville de Noisy-le-Grand a des ressemblances avec la démarche de Saul Alinsky dans son quartier de Back of the Yard à Chicago. Ainsi, selon Bruno Tardieu (2013) « Joseph Wresinski a fait du *community organizing* dans ce camp : réunir les gens, organiser la vie et la résistance, confronter les institutions ». Proches des *organizers*, les salariés d'ATD Quart Monde ont pour but d'aller à la rencontre des personnes pour créer du lien et de les mobiliser autour des problèmes de leur quartier. Cependant, contrairement au *broad-based community organizing*, les salariés d'ATD Quart Monde ne s'appuient pas sur des structures associatives ou communautaires préexistantes, mais vont directement à la rencontre des habitants, ce qui entre en convergence avec le *community organizing* post-alinskien qui vise à organiser les « non-organisés ». Celui-ci valorise le temps long pour « labourer le terrain, rencontrer les gens et repérer les problèmes saillants des habitants afin de les mobiliser » (Talpin, 2013). C'est également la démarche de Cause commune qui vise la mobilisation des « personnes en situation de pauvreté » par la création de nouvelles communautés dans des quartiers en difficulté.

Question : « *Quelle est la différence entre ECHO et vous ?* »

Raphaël : « *De ce que j'en perçois, la différence est qu'ils ont un territoire plus vaste. Ils ont cherché des têtes de réseau alors que nous mobilisons dans nos quartiers. En mettant en lien les leaders, ECHO est plus efficace que nous.* » (Entretien, salarié de Cause commune, 20 octobre 2015)

Les principes alinskiens valorisent précisément l'efficacité comme étant supérieure aux considérations morales.

« L'analyse et la sélection des moyens disponibles se font sur une base purement utilitaire : est-ce que cela marchera ? Il se peut que les questions morales soient prises en considération lorsqu'on choisit entre des moyens dont l'efficacité est équivalente. Mais si l'on n'a pas le luxe du choix et si l'on n'a à sa disposition qu'un seul moyen, alors la question de l'éthique ne se pose absolument pas. » (Alinsky, 2011, p. 74-75)

Une responsable internationale d'ATD Quart Monde ayant travaillé dans la branche new-yorkaise du mouvement illustre bien la distinction avec le *community organizing* à partir de

l'objectif d'efficacité. Elle met en avant les conflits avec quelques *organizers* dans les quartiers de Brooklyn¹. Ces derniers parlaient de « *bottom dragging* » pour définir l'approche d'ATD Quart Monde. Ce terme fait référence à une pratique de certains pêcheurs qui consiste à descendre les filets au plus bas de l'océan pour avoir davantage de poissons, mais ces derniers sont souvent les plus pollués. Pour la responsable internationale, ce terme était utilisé pour dévaloriser le mode d'action d'ATD Quart Monde qui consiste à « perdre du temps » à mobiliser quelques acteurs affaiblis. Dans une optique d'efficacité, le même temps permet de mobiliser en nombre des acteurs forts.

Dans l'optique de créer une dynamique au sein d'un quartier, l'*organizer* doit effectivement être stratégique et mener des combats « gagnables » rapidement. À l'inverse, un schème cognitif de Cause commune repose sur la démarche de l'« aller-vers » qui rejette les notions de *leader* et d'efficacité. Ces dernières sont jugées contradictoires avec le temps long nécessaire pour atteindre les personnes isolées sur un territoire. Ainsi, les salariés de Cause commune ont accompagné durablement les groupes qu'ils ont eux-mêmes créés.

« [L'« aller vers »] se présente au départ comme tout à fait improbable, comme un “happening” permanent et ouvre ainsi toutes les possibilités, toutes les opportunités, pour que les personnes s'expriment et s'emparent des enjeux de leur quartier. Il peut s'agir d'une amorce nouvelle ou de la réactivation d'énergies endormies. Dans tous les cas, il faut bien souvent surmonter des résistances pour que les personnes prennent pied dans un processus durable. » (Graven, Berne et Nové-Josserand, 2008, p. 21)

À l'instar de Cause commune, le *community organizing* post alinskien ne s'appuie pas sur les collectifs déjà présents dans le quartier et vise la création de ses propres communautés. Comme on l'a vu, l'Alliance citoyenne s'est inspirée de ce courant pour renouveler ses pratiques. Cependant, le *community organizing* post-alinskien s'inscrit également dans une conception managériale qui de fait a tendance à exclure les plus en difficulté (Talpin, 2016). Contrairement à Cause commune, il ne s'agit pas d'un objectif prioritaire et les *organizers* de l'Alliance citoyenne reconnaissent cette limite.

Michael : « Aujourd'hui, l'objectif de l'Alliance citoyenne est de mener des campagnes citoyennes et d'obtenir des résultats dans les quartiers sur des sujets concrets qui touchent les habitants. Pour cela, on est obligé de fonctionner avec des membres qui ne sont pas les plus précaires. On a tâtonné au départ, parce que le projet de l'Alliance était bien de redonner du pouvoir à ceux qui n'en ont pas, donc d'abord aux plus précaires. En 2014, on a mené une campagne avec les mineurs isolés étrangers et les demandeurs d'asile de l'agglomération grenobloise. On s'est rendu compte qu'on touchait aux limites du fonctionnement de l'Alliance citoyenne et de notre méthodologie. C'était possible, mais cela nous demandait trois fois plus de ressources humaines pour former des leaders. Certaines personnes partaient de beaucoup plus loin que d'autres sur des savoirs ou des savoir-être fondamentaux : participer à une réunion, s'exprimer en public, la question de la langue, la question des rendez-vous. [...] À l'Alliance citoyenne, on a décidé d'assumer le fait de travailler avec des personnes à bas revenus plutôt qu'avec les plus précaires. Nos membres sont dans les quartiers populaires, mais

¹ Entretien, ancienne déléguée internationale d'ATD Quart Monde, 8 avril 2016.

ont majoritairement les capacités de lire et d'écrire. Ils ont l'habitude du téléphone et peuvent aller dans des réunions de façon autonome. Ce sont des petites compétences qui sont nécessaires pour participer de façon normale à des mobilisations collectives de l'Alliance citoyenne. On relaye les personnes en grande difficulté vers d'autres associations comme le Secours Catholique. » (Entretien, *organizer* de l'Alliance citoyenne, 8 juin 2017)

Cette justification proposée par un *organizer* de l'Alliance citoyenne dévoile une contradiction qui se trouve dans beaucoup de projets d'*empowerment*. Généralement, l'objectif des organisations n'est pas de donner du pouvoir aux classes aisées, mais bien aux personnes qui sont exclues de la représentation politique. Cependant, cette catégorie de citoyen peut être plus ou moins large en fonction de la vision des acteurs et ne se résume pas aux personnes les plus précaires. Pour beaucoup d'activistes de l'*empowerment* à la française, il s'agit avant tout des catégories populaires, mais aussi de toute une partie des classes moyennes.

Ce qui est à l'origine de la dispute entre d'un côté ATD Quart Monde et Cause commune et de l'autre l'Alliance citoyenne, ce n'est pas tant l'inclusion de certaines catégories de population que l'exclusion assumée des catégories les plus affaiblies. Le discours de Michael justifie cette prise de position pour des raisons pragmatiques de moyens et d'efficacité liés à un manque de compétences alors même que les formations de *leaders* visent précisément l'acquisition des compétences à l'action collective. Cette dispute laisse entrevoir des effets de positionnement à partir du public cible. ATD Quart Monde et Cause commune se définissent comme des projets de mobilisation des acteurs affaiblis. Ainsi, lorsque les *organizers* de l'Alliance citoyenne rencontrent un tel public, celui-ci est réorienté vers les associations de lutte contre la pauvreté. Suite à l'obtention d'une subvention de la fondation « Agir sa vie », l'Alliance citoyenne a tout de même expérimenté des actions tournées vers un public marginalisé.

Michael : « Les personnes les plus précaires ne constituent pas le cœur de nos membres. Par contre, maintenant qu'on a des comités structurés, on peut créer dans les quartiers des groupes de personnes précaires qui ont des intérêts spécifiques. On peut mener des mini-campagnes citoyennes appuyées par les autres membres du quartier. Dans un des comités, il y a une centaine de membres cotisants et une quarantaine de membres actifs. Parmi eux, il y a trois ou quatre membres très précaires, dont une personne sous tutelle. Celle-ci ne s'exprime pas très bien. Elle a des difficultés pour comprendre l'écrit. Elle a deux de ses voisins qui sont membres actifs. Ces derniers vont la voir, lui racontent la réunion et lui demandent ce qu'elle en pense. Quand l'action n'est pas trop loin, elle vient. Elle est contente de participer à cette dynamique même si évidemment on ne s'appuie pas sur elle pour mobiliser d'autres personnes ou pour être actif dans les négociations avec le responsable du bailleur social du quartier. Notre objectif avec ces personnes-là c'est de les connecter avec les autres membres de l'Alliance citoyenne de leur quartier, car la première chose dont ils ont besoin c'est du lien social [...]. On essaye de cultiver et de valoriser cet essai qui n'est pas principal, mais qui fonctionne bien. Par ailleurs, on a des partenariats avec une structure d'accueil pour SDF avec laquelle on pourrait faire des choses ensemble sur des sujets très concrets. » (Entretien, *organizer* de l'Alliance citoyenne, 8 juin 2017)

À partir notamment des critiques de Bruno Tardieu sur le *community organizing*, la fondation « Agir sa vie » a questionné l'Alliance citoyenne sur ses objectifs avant de lui attribuer une subvention. La circulation des idées au sein du réseau des activistes de l'*empowerment* a donc eu des effets sur les pratiques de l'Alliance citoyenne. D'une part, l'association a entamé un processus réflexif en interne afin d'assumer ses propres limites à l'issue duquel une position s'est stabilisée en tant que schème cognitif, à savoir que certaines personnes n'ont pas les compétences nécessaires pour participer de façon « normale » aux activités quotidiennes. D'autre part, un processus expérimental est lancé dans l'optique d'approfondir les connaissances sur les conditions de mobilisation des acteurs affaiblis, sans transformer radicalement leur modèle. Dans l'état actuel, les personnes sont intégrées aux « comités de quartier », mais conservent une position subalterne dans la mesure où elles participent peu aux activités et aux décisions. Sur ce point, le registre de justification de l'Alliance citoyenne s'appuie sur une projection des aspirations des acteurs affaiblis, à savoir qu'ils auraient principalement besoin de « lien social ». Ceci entre en contradiction avec le schème cognitif d'ATD Quart Monde selon lequel les « personnes en situation d'extrême pauvreté » doivent pouvoir devenir acteurs de la transformation sociale en participant à l'ensemble du processus décisionnel¹.

Le *community organizing* post alinskien est également l'objet d'une critique de la part des salariés d'Aequitaz. En effet, ces derniers ont fait le choix de renouveler le modèle du *broad-based community organizing*. Ils considèrent préférable de s'appuyer sur la complémentarité des associations existantes plutôt que de créer une nouvelle structure comme l'Alliance citoyenne. Il s'agit là d'une autre dispute sur le mode d'action qui concerne la nécessité de convergence au sein de l'espace des mouvements sociaux. Aequitaz s'oppose ce faisant à un certain isolationnisme de l'Alliance citoyenne, d'ATD Quart Monde ou encore de Cause commune par exemple.

Aequitaz se rapproche cependant de ces deux dernières organisations puisque son Parlement libre des jeunes se donne l'objectif de mobiliser des acteurs affaiblis. C'est aussi le cas de « Faisons-le et ça se fera » du centre social de Die qui ressemble beaucoup au PLJ. Pour dépasser les limites du *broad-based community organizing*, ces deux initiatives proposent de s'allier avec certaines organisations qui ont précisément pour but d'aller à la rencontre des personnes isolées socialement. Le centre social de Die s'appuie sur le réseau des Accorderies, une coopérative d'échange de services qui mobilise des acteurs affaiblis. Le Parlement libre des jeunes d'Île-de-France se repose, quant à lui, sur ATD Quart Monde. En Rhône-Alpes, AequitaZ soutient également la construction de certains collectifs. Par exemple, l'un d'entre eux rassemblait des chômeurs. Les salariés se servent de cette activité pour mobiliser des personnes pour le Parlement libre des jeunes. Ce mode d'action repose sur la complémentarité entre les organisations. Pour répondre à ses propres limites — en l'occurrence la mobilisation des acteurs affaiblis — il s'agit de faire appel à d'autres initiatives qui atteignent cet objectif.

¹ Ce principe d'action n'est pas sans tension dans son application dans les groupes locaux d'ATD Quart Monde, ce qui sera analysé dans le quatrième chapitre.

Il faut par ailleurs adapter son dispositif pour pouvoir accueillir ces personnes de manière à ce qu'elles puissent véritablement participer. Pour cela, AequitaZ ne se focalise pas uniquement sur la question du *leadership*. « *Celui qui a du mal à s'exprimer dans le groupe nous intéresse autant que le leader* », explique un salarié d'Aequitaz (Entretien, Dorian, 17 septembre 2015).

Paradoxalement, alors que l'*empowerment* vise à favoriser l'horizontalité dans les relations, la notion de *leadership* renvoie à des prises de pouvoir « sur » autrui et donc à des rapports hiérarchiques. Pour éviter l'accaparement du pouvoir par quelques-uns, l'Alliance citoyenne a une activité de formation de *leader* permanente qui vise le renouvellement du partage de responsabilité. Cependant, celle-ci concerne souvent les membres les plus dynamiques. Pour que tout le monde se sente utile, l'Alliance citoyenne propose alors de diviser une action collective en une multiplicité de tâches qu'il s'agit de distribuer en fonction des compétences de chacun. Cette position est partagée par les Accorderies de Chambéry par exemple. En effet, dans ce réseau d'échange de service entre membres, il faut pouvoir trouver des tâches à chaque personne. Or, comme l'objectif de l'association est de lutter contre la « précarité », ses salariés doivent mobiliser les personnes qui la subissent. Selon la coordinatrice de l'Accorderie de Chambéry¹, la difficulté est qu'elles ont souvent un manque de confiance en elles qui les amène à penser qu'elles ne peuvent rendre service à personne. La première action du salarié est donc de faire un bilan de compétence avec le futur « accordeur » pour qu'il réalise qu'il sait faire des choses. En dernier recours, c'est l'Accorderie, elle-même, qui lui donne des tâches. Par exemple, la personne peut avoir la responsabilité de faire le café lors d'une réunion d'accordeurs ou d'appeler les participants. Le cas de l'Accorderie montre qu'il est possible de concevoir la notion de *leadership* de manière plus souple comme un ensemble de responsabilités à partager et un développement progressif des compétences, qui se détache de la volonté d'efficacité et qui peut concerner des acteurs affaiblis. Les Accorderies restent cependant un réseau d'entraide qui ne vise pas l'organisation collective et politique de ses membres. La notion de *leadership* pourrait également sortir du cadre des compétences et des tâches vers une vision collective de la responsabilité liée à des savoir-être plus qu'à des savoir-faire.

Malgré une volonté d'ouverture aux acteurs les plus affaiblis, le Parlement libre des jeunes ne met pas en œuvre des normes discursives qui permettent une participation effective des citoyens marginalisés aux débats. Un cens caché réapparaît dans les groupes de participants qui s'auto-organisent. Ceci a été mis en lumière par l'observation du PLJ de Rhône-Alpes et l'analyse de discours de Clarisse, une salariée d'ATD Quart Monde qui a coordonné la participation d'acteurs affaiblis au PLJ d'Île-de-France. Cette dernière a réussi à mobiliser dix-huit militants quart monde. L'intérêt de cette initiative pour ATD Quart Monde est d'initier ses membres à la diffusion et la coconstruction de contre-discours avec des personnes extérieures à l'association. Dans le cas du PLJ d'Île-de-France, quatre animateurs ont accompagné les dix-huit militants quart monde pour s'assurer qu'ils puissent s'exprimer.

¹ Dans une conversation informelle lors de l'observation de l'édition 2014 du Parlement libre des jeunes de Rhône-Alpes.

Selon Clarisse, la première difficulté est arrivée lors du premier exercice proposé par Aequitaz qui consiste à créer des groupes à partir de l'expression des rêves et des colères des participants. Deux militants quart monde se sont alors sentis exclus et ont quitté le PLJ dès le début.

Clarisse : « *Ils ne savaient pas dire quel était leur rêve. Je l'ai vu un peu tard. J'ai été les voir, mais je ne comprenais pas, je disais t'as pas un rêve ? Et en fait non. Ils voulaient du travail en fait. Ils rêvaient d'avoir un travail. Après, il fallait passer un à un devant tout le monde pour dire ses rêves et colères. Ce n'était pas possible de parler devant tout le monde. Ils voulaient un travail, d'autres voulaient changer le monde, ils étaient gênés. Ils sont partis définitivement.* » (Entretien, salariée d'ATD Quart Monde impliquée dans le PLJ d'Île-de-France, 8 décembre 2015)

Ensuite, des groupes mixtes se sont constitués en fonction des thèmes. À partir de l'observation du PLJ en Rhône-Alpes, on remarque que cette étape a tendance à constituer des groupes homogènes en termes d'origine sociale. Dans l'édition 2014, un groupe sur la notion de citoyenneté a rassemblé beaucoup d'étudiants tandis que majoritairement les « jeunes des quartiers populaires » se sont portés sur les groupes « discriminations » ou « travail ». On note également que l'animation ne semblait pas porter une attention particulière à ceux qui ont le plus de difficulté à s'exprimer. Dans le cas du PLJ Île-de-France, les animateurs d'ATD Quart Monde ont tenté de suivre leurs membres pour s'en assurer. Cependant, des rapports de pouvoirs apparaissent entre acteurs affaiblis et acteurs forts. L'idée du PLJ est de tendre vers l'auto-organisation, ce qui explique la faible intervention des animateurs dans la distribution de la parole. Sans intervention pour sensibiliser les acteurs forts, la participation effective des acteurs affaiblis est difficile à atteindre.

Par la suite, l'objectif est de former des groupes qui continuent à se réunir après le Parlement libre des jeunes toujours avec une aide extérieure discrète. Or, selon la salariée d'ATD Quart Monde qui s'investit dans le PLJ d'Île-de-France, la participation des citoyens marginalisés dans les différents groupes exige de se mettre à leur rythme et de prendre en compte certaines différences (l'utilisation d'internet, les temps de transport lorsque l'on vit en banlieue, etc.). Ainsi, sur les dix-huit militants quart monde, un seul aurait participé à l'ensemble des activités de son groupe. Celui-ci était encadré par la salariée d'ATD Quart Monde qui, loin de l'auto-organisation, a mis beaucoup de moyens pour que le groupe produise quelque chose.

Pour dépasser la dichotomie entre les *leaders* et les membres, Éric Agrikoliansky (2009) propose d'analyser la complexité et la pluralité des formes de positions de pouvoir et d'influence au sein des mouvements sociaux. Pour lui, la responsabilité est un continuum avec des positions intermédiaires et du *leadership* informel. Le dilemme entre la nécessité de membres actifs et l'accaparement du pouvoir de quelques *leaders* peut alors se résoudre à partir d'une vision plus souple de la responsabilité comme un processus progressif, comme une multitude de tâches à valoriser et à distribuer équitablement ou comme un pouvoir collectif lié à un ensemble de savoir-être. Cette vision ne doit pas pour autant cacher la réalité

des rapports de pouvoir au sein des organisations d'action collective. En dehors du processus d'acquisition des compétences, la participation effective des acteurs affaiblis à l'action collective exige une posture proactive qui vise à transformer les rapports de pouvoir entre participants, ce qui est généralement rendu possible par une activité d'accompagnement de la part des salariés. Comme le montre l'exemple du Parlement libre des jeunes, cette pratique est cependant en contradiction avec l'objectif d'auto-organisation.

1.2. Les rapports de pouvoir dans les prises de décision internes

Toute l'ambivalence des pratiques d'*empowerment* est qu'elles visent l'autonomie des individus tout en affirmant la nécessité d'un accompagnement de la part de professionnels, qu'ils s'appellent *organizers*, facilitateurs ou animateurs sociaux. Les activistes de l'*empowerment* semblent d'accord sur l'idée que l'organisation des citoyens ordinaires est peu probable sans une aide extérieure. Si le terme de *leaders* est utilisé pour désigner les citoyens ordinaires qui ont des responsabilités au sein des organisations, les professionnels ont également beaucoup de pouvoir sur les membres. Il existe donc un dilemme entre une volonté d'autogestion des citoyens et un accompagnement qui peut ouvrir sur des formes de paternalisme. Cette contradiction que l'on va analyser est ressentie par les activistes de l'*empowerment* à la française.

Agathe : « D'un côté, il faut rendre les gens autonomes, mais de l'autre on veut aussi les assister. » (Entretien, salariée de Cause commune, 20 octobre 2015)

Karim : « Il est difficile pour certains de se libérer d'une tendance paternaliste qui empêche de prendre les gens comme ils sont. Je t'accompagne, mais il faut que tu t'élèves aussi. J'ai du mal avec cette démarche moralisatrice. » (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, *organizer* de Studio Praxis, 21 mai 2014)

Dans le cas du *community organizing* à Chicago, Clément Petitjean (2016) affirme que la professionnalisation du travail militant participe à la reproduction de la domination sociale et politique dans les organisations. D'autant plus que les *organizers* sont des salariés fortement diplômés, ce qui amène l'auteur à se demander s'ils ne sont pas « déconnectés socialement » des personnes qu'ils mobilisent. Saul Alinsky met beaucoup de garde-fous dans son projet de *community organizing* pour éviter les prises de pouvoir des *organizers*. Ils ne doivent pas rester plus de quatre ou cinq ans au même endroit par exemple. Globalement, les *organizers* doivent s'effacer au profit des *leaders*. Cette question fait débat dans le *community organizing* puisque certains courants proposent aux *organizers* d'être également *leaders* dans une optique de transparence. Cependant, les activistes français étudiés optent pour la posture de retrait. « Le propre de l'*organizer*, c'est qu'on ne nous connaît pas », explique en effet un salarié de Studio Praxis (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, Karim, 2 avril 2014).

Les *organizers* ont tout de même une place très importante, car ils sont les référents stratégiques des campagnes politiques. Pour lever l'ambivalence, les professionnels sont

censés repérer et former des *leaders* puis les conseiller, sans jamais faire à leur place. La légitimité de l'action menée repose donc sur les *leaders*, en tant que représentants des habitants du quartier ou tout du moins de la mobilisation créée. Les *organizers* considèrent que les groupes s'auto-organisent dans la mesure où ce sont les membres qui prennent les décisions. Toutefois, les professionnels restent souvent en coulisse lors des campagnes, notamment pour éviter que les *leaders* ne prennent trop de pouvoir au détriment des autres participants. Un schème cognitif de l'Alliance citoyenne est que l'autogestion totale mène à des dérives comme celle de l'entre-soi et des rapports de domination. Ainsi, l'association vise une quasi-autogestion de leurs comités de quartiers dans la mesure où les *organizers* peuvent leur demander d'accueillir de nouvelles personnes ou les aider à gérer certains conflits.

Michael : « *Le rêve initial est l'autogestion des habitants et le retrait des organisateurs au bout d'un certain temps. Mais ce rêve initial s'est transformé parce qu'on s'est rendu compte que cela n'avait pas de fin. Même si des membres montent en compétences et prennent des responsabilités, les organisateurs restent nécessaires. Et peut-être resteront-ils toujours tant qu'il y aura des inégalités en termes d'accès à la langue, de méthodes de mobilisation et d'animation de réunion. On est un fil rouge dans les campagnes. Nous tenons à rester dans une posture permanente d'accompagnement à la décision, à la mobilisation et à la formation des membres, mais sans prendre les décisions.* » (Entretien, *organizer* de l'Alliance citoyenne, 8 juin 2017)

Ce discours montre une évolution praxéologique du mode d'action. L'autogestion est alors considérée pragmatiquement comme une indépendance dans la prise de décision. L'autonomie n'est pas nécessairement visée. Idéalement, l'accompagnement dans sa forme de sollicitation doit progressivement diminuer au profit d'une posture de retrait et de conseils à la demande des collectifs.

À cette présence permanente des *organizers* se substitue un mode d'action hybride proposé par AequitaZ ou le centre social de Die. Ces derniers visent un accompagnement dans l'émergence de groupes d'action qui doit suivre un processus d'autonomisation. Ainsi, « *même si c'est une magnifique idée, le principe est que si les jeunes ne sont pas dans le groupe, on ne la mène pas* » (Entretien, Dorian, salarié d'AequitaZ, 17 septembre 2015). « *Faisons-le et ça se fera* » et le Parlement libre des jeunes visent tous les deux à susciter l'envie d'agir chez les participants et à favoriser une dynamique collective à partir des convergences. Une fois constitués, les groupes d'action sont amenés à prendre de l'autonomie progressivement. Mais dans la pratique, les choses sont plus complexes que les principes annoncés.

Henri : « *Le groupe de jeunes était volage. Il n'y a pas eu de proximité dans les rencontres avec ce groupe. La continuité venait des animateurs. On a fait deux ou trois réunions, mais c'est mon collègue qui a tout fait. Les jeunes ont un engagement très "post-it" [c'est-à-dire qu'ils passent d'une mobilisation à une autre]. Je viens, je prends. Je mets un coup d'énergie à un endroit, puis à un autre. C'est long de les sortir de là.* » (Entretien, salarié de l'URACS, partenaire du Parlement libre des jeunes, 30 septembre 2015)

Dans ce cas-là, on ne peut pas parler d'auto-organisation, ni même d'accompagnement puisque l'acteur affirme avoir réalisé l'ensemble des tâches liées au projet. Plus globalement, l'observation¹ montre que sans une coordination forte d'un animateur et malgré une envie de la part des participants, le groupe a beaucoup de mal à s'organiser et à perdurer après le Parlement. Il faut noter que le dispositif a une échelle d'action régionale. Les participants venant de villes différentes, leur regroupement est par la suite difficile. « Faisons-le et ça se fera » qui se déploie à l'échelle locale atteint plus facilement l'autonomie des groupes qu'il constitue.

Le mode d'action de l'accompagnement vers l'auto-organisation envisage un soutien qui diminue progressivement. Au regard des difficultés, le Parlement libre des jeunes conçoit cet objectif dans la durée. Avec la répétition des éditions du PLJ, l'observation montre que des participants reviennent et accumulent de l'expérience d'organisation d'action collective. Ainsi, on remarque au fur et à mesure une augmentation du nombre de projets issus du Parlement libre des jeunes. Par exemple, à l'issue de la troisième édition, un groupe s'est donné la charge d'organiser l'édition suivante. Même si les membres d'AequitaZ sont encore présents dans l'organisation, il est possible d'envisager le développement d'une autogestion progressive du PLJ.

Si l'expérience d'AequitaZ est encore trop récente pour en tirer des conclusions fermes, ce n'est pas le cas de l'expérience du Secours Catholique qui a duré une dizaine d'années. Selon Cause commune, l'autogestion se réalise dans un temps long. Comme pour l'Alliance citoyenne, les décisions doivent être prises par le groupe, quitte à les laisser faire des erreurs. Un salarié de Cause commune cite l'exemple d'un groupe qui a voulu rapidement devenir une association, ce qui selon lui a posé des problèmes de relations entre les membres, mais ce qui a également permis d'appréhender les difficultés organisationnelles.

Raphaël : « *La mobilisation se traduit souvent par la création d'une association. C'est aussi une étape dans l'émancipation, dans l'autonomisation par rapport à nous, d'avoir leur propre organisation, leur trésorier, etc. C'est un apprentissage intéressant. [...] Dans un quartier, ils ont voulu faire une association tout de suite. On leur disait "attendez, prenons le temps faisons-le bien."*. Mais pour eux, plus vite l'association était créée, plus vite ils seraient reconnus. Il faut faire attention de ne pas confondre inciter et décider. Notre rôle n'est pas de décider à leur place. On a laissé faire. Nos craintes se sont réalisées concernant les rapports de pouvoir avec des étiquettes (présidents, etc.) mises trop rapidement. [...] Ils ont appris par eux-mêmes. C'est aussi une stratégie. » (Entretien, salarié de Cause commune, 20 octobre 2015)

Dans l'optique d'un accompagnement vers l'auto-organisation avec des acteurs affaiblis, un schème cognitif de Cause commune réside dans la notion de mixité sociale des groupes conçue pour favoriser la pérennité. L'accompagnement préalable repose sur le partage des responsabilités dans la vision souple et multiple qui a déjà été développée.

¹ L'étude repose sur l'observation de deux parlements libres des jeunes et le suivi des activités de cinq groupes d'action.

Agathe : « Si l'on veut créer une dynamique qui perdure dans le temps, il y a une question d'équilibre. [...]. Notre plus grande réussite, c'est dans un quartier où on a réussi à créer une mixité sociale. Nous avons montré que chacun pouvait trouver sa place et pouvait contribuer à faire changer quelque chose. Certaines personnes faisaient des comptes-rendus parce qu'elles étaient à l'aise avec le traitement de texte. D'autres pouvaient frapper aux portes parce qu'elles étaient plus à l'aise à l'oral. Chacun pouvait trouver son compte. » (Entretien, salariée associative, Cause commune, 20 octobre 2015)

Cette notion de « mixité » alliée avec celle des « responsabilités » amène cependant à se questionner sur les rapports de pouvoirs entre les membres. Agathe suggère effectivement que la division des tâches s'effectue en fonction des compétences initiales. Cette vision peut amener à reproduire les hiérarchies sociales au sein des groupes d'habitants. Il n'y a donc pas d'objectif de montée en compétence des personnes les plus en difficulté ou de valorisation de savoir-faire et de savoir-être alternatifs. Par ailleurs, Agathe évoque le cas d'un groupe dans lequel tous les membres étaient dans des situations difficiles. L'échec de cette expérience s'est cristallisé en schème cognitif concernant l'impossibilité de l'auto-organisation de groupes composés uniquement d'acteurs affaiblis.

Agathe : « Parfois on avait que des gens en invalidité ou à la retraite. Plus cela allait, plus le Secours [Catholique] nous suggérait de laisser les gens s'autoentretenir, d'arrêter d'animer les entretiens et de voir si eux avaient la capacité de gérer cela tous seuls. Comment voulez-vous qu'ils se débrouillent quand ils sont dans des situations inextricables ? » (Entretien, salariée associative, Cause commune 20 octobre 2015)

Dans une tendance paternaliste, l'accompagnement de collectifs d'acteurs affaiblis peut s'appuyer sur un schème cognitif concernant l'incapacité d'auto-organisation.

Raphaël : « Si l'on veut une émancipation, il faut leur laisser prendre de l'indépendance à un moment donné. On se questionne souvent, comme un bon père de famille, de savoir si c'est le bon moment de quitter le quartier. Un jour, on nous a dit "partez". J'ai trouvé ça bien. C'était un signe de réussite. L'objectif d'émancipation est atteint. Après, il y a toujours de l'attachement, mais c'est une autre histoire ! » (Entretien, salarié associatif, Cause commune, 20 octobre 2015)

Dans le cas de Cause commune, l'accompagnement n'a pas nécessairement diminué de manière graduelle pour mener à l'auto-organisation. Un attachement fort entre les membres et les professionnels s'est construit au point que l'autogestion est décrite comme une émancipation paternelle. Après quelques années, beaucoup de groupes issus de l'action de Cause commune n'existent plus. Quelques collectifs se sont réapproprié l'association et ont construit leurs propres objectifs, mais peuvent alors s'enfermer dans l'entre-soi. La volonté des professionnels de l'accompagnement vers l'auto-organisation se heurte à une résistance de leur part liée à la possible frustration que les groupes changent d'objectifs. Une anecdote d'un salarié de Cause commune permet d'entrevoir également une possibilité de complémentarité avec d'autres organisations. En effet, celui-ci explique qu'au moment de partir et de laisser les groupes s'autogérer, l'Alliance citoyenne leur a demandé les contacts de leurs *leaders*. Cause commune a refusé de divulguer les informations personnelles et a donc

empêché ce rapprochement. Pourtant, ces groupes semi-autonomes auraient pu trouver un soutien dans leur engagement en participant aux actions de l'Alliance citoyenne.

Le dilemme de l'auto-organisation est lié au paradoxe du *leader*. C'est pour éviter l'entre-soi et la dépossession du pouvoir des membres au profit des *leaders* que certains activistes de l'*empowerment* se méfient d'une autogestion totale. Cette crainte peut alors transformer l'accompagnement en des formes de paternalisme. Ce dilemme peut encore une fois se résoudre en déconstruisant la notion d'auto-organisation, en la considérant du point de vue des décisions, et en établissant des filtres normatifs pour évaluer la posture du professionnel et donc éviter le paternalisme (Gareau, 2009). Dans le cas d'ATD Quart Monde la contradiction est résolue par le rejet des notions d'auto-organisation et de *leaders*. La participation des acteurs affaiblis est conçue dans une alliance avec des acteurs forts dans une posture proactive de remise en cause des rapports de pouvoirs entre les deux types de membres. À partir de la valorisation d'un « pouvoir avec » en opposition au « pouvoir sur », l'association prône une certaine horizontalité dans les relations entre acteurs forts et acteurs affaiblis, ce qui n'est pas sans tension dans les pratiques des groupes locaux¹.

Si l'auto-organisation est conçue du point de vue des prises de décision, celles-ci doivent être équitablement réparties dans l'organisation par l'inclusion de tous les participants, dont ceux qui sont marginalisés. Malgré le peu de données que l'on a sur cette question, la réflexion sur le paradoxe du *leader* amène à s'interroger sur la question de la démocratie interne. Dans le cadre de la campagne « Stop le contrôle au faciès », le problème public a été construit entre les *organizers* et quelques *leaders*. Il a fallu ensuite mobiliser plus largement autour des revendications ainsi préconstruites. Si un cadre cardinal du réseau AEF est de permettre la participation des citoyens ordinaires dans les décisions politiques, ce type d'action ne valorise pas forcément des processus démocratiques internes dans les prises de décision (Balazard, 2012). Le *community organizing* s'est pourtant constitué en opposition au courant provenant du mouvement pour les droits civiques américains de l'*advocacy*. Il s'agit de faire entendre la voix de certaines populations qui n'ont pas les forces nécessaires de se représenter elles-mêmes, autrement dit les groupes à faibles ressources (Chauvin, 2007). Le terme d'*advocacy* signifie littéralement en français « parler au nom de » et est couramment traduit par plaider. Tous les révolutionnaires démocratiques ne sont donc pas des activistes délibératifs selon la description d'Archon Fung (2011).

En particulier, le *community organizing* est très stratégique et vise toujours l'efficacité et la rapidité, ce qui n'empêche pourtant pas de promouvoir des pratiques démocratiques en interne comme l'indique Arien, un *organizer* de l'Alliance citoyenne :

« C'est une démocratie à tous les niveaux, et ça commence dans l'association, où tout le monde doit avoir son mot à dire pour les choix des campagnes [...] L'efficacité de la campagne va

¹ On verra effectivement dans le quatrième chapitre que des effets de hiérarchisation réapparaissent dans la division du travail militant.

dépendre aussi de la qualité de la décision démocratique qui l'a fait naître. » (Carrel et de Lépinay, 2016, p. 38)

Dans un moment métapragmatique, l'*organizer* de l'Alliance citoyenne ci-dessus reconnaît que *« ce sont les plus idéalistes et les plus impliqués qui sont dans les lieux de décision. Mais ça peut être contesté : dans six mois, on pourra changer les responsabilités et celui qui conteste va pouvoir prendre la place »* (Carrel et de Lépinay, 2016, p. 38). Le *community organizing* réapplique donc sa vision agonistique de la société à l'intérieur de l'organisation, mais les effets de transferts entre organisations renforcent le processus d'innovation dans la démocratie interne de l'association.

Michael : *« Le volet structuration interne est en évolution permanente depuis quelques années. On n'a pas encore de modèle idéal. Aujourd'hui, au niveau du comité, on fonctionne avec des processus de décision et d'animation qui viennent de l'éducation populaire. On organise les prises de décision avec des outils de la sociocratie. Par exemple, on utilise des positionnements physiques pour permettre à des gens qui ne sont pas à l'aise à l'oral de donner leur point de vue. On organise aussi des jeux de rôle et des débats en petit groupe pour que tout le monde puisse parler. Au niveau des prises de décision, le principe de base est que les assemblées de quartier prennent les décisions des campagnes prioritaires, des actions, de ce qu'on va demander à tel politicien ou autre. Ensuite, on fonctionne un peu sur le fonctionnement des mandats impératifs. Les assemblées se réunissent tous les deux mois dans un quartier. Elles prennent les décisions du moment. Ensuite, on mandate une délégation pour rencontrer les décideurs, ou pour organiser une action avec une durée limitée en fonction du mandat. Après, on revient dans l'assemblée, on fait le point et on décide de la suite. »* (Entretien, *organizer* de l'Alliance citoyenne, 8 juin 2017)

L'absence de démocratie interne constitue une contradiction par rapport au projet d'*empowerment* radical qui entend redonner du pouvoir aux citoyens ordinaires, ce qui explique les expérimentations de l'Alliance citoyenne. À partir d'une activité réflexive sur les dilemmes pratiques des modèles démocratiques, l'association propose des solutions hybrides qui sont testées, évaluées et transformées.

Michael : *« On a testé l'élection de deux personnes par quartier sur un an pour siéger dans un conseil interquartier, qui est une sorte de conseil d'administration. L'idée est que cet espace doit être un outil de coordination qui ne prend pas des décisions tout seul. Le conseil fait des propositions de campagnes communes qui doivent être toutes validées à l'échelle du quartier. Mais dans la pratique, le conseil interquartier prend des initiatives et des décisions parce que c'est un peu lourd de devoir convoquer une assemblée à chaque décision. Finalement, on oscille sur certains aspects entre des modes de fonctionnement de démocratie directe et de délégation. Aujourd'hui, on réfléchit à des manières plus souples pour que les élus du CA rendent des comptes aux membres. »* (Entretien, *organizer* de l'Alliance citoyenne, 8 juin 2017)

Le Parlement libre des jeunes, quant à lui, est un dispositif participatif qui vise à créer des convergences entre des personnes provenant de milieux sociaux différents. Il s'agit d'un autre exemple de mode d'action hybride qui entend utiliser des pratiques délibératives à des fins d'action collective. Pour cela, il s'agit d'amender le modèle délibératif de manière à l'adapter

à un contexte militant. Le temps long est utilisé afin de favoriser la délibération en alternant entre des plénières et des groupes de parole. Il s'agit d'un week-end convivial qui installe une ambiance militante et rapproche les participants entre eux. Des interventions extérieures donnent des exemples d'initiatives pour renforcer la motivation. L'outil du vote est abandonné ou réinventé afin de permettre le consensus et l'engagement. Par exemple, un vote est organisé à l'issue du Parlement pour former les groupes d'action. Les participants doivent se positionner physiquement dans un cercle pour affirmer leur volonté de participer à l'action collective. Pour faire appel aux émotions, AequitaZ a recours à la poésie ou au théâtre. La circulation internationale des acteurs semble ici importante dans la construction de ce modèle hybride. Comme on l'a vu, les salariés d'Aequitaz ont des expériences multiples¹. De plus, le Parlement libre des jeunes est un dispositif organisé bénévolement par un ensemble d'organisations différentes du milieu de l'éducation populaire. Les sources d'inspiration du modèle du Parlement libre des jeunes sont donc à la croisée de nombreuses références.

La démocratisation des prises de décision en interne peut précisément répondre au paradoxe du *leader*. Comme l'affirme Francesca Polletta (2002), cet objectif n'est pas nécessairement contradictoire avec l'efficacité de l'action collective. La démocratie interne peut alors être conçue de manière pragmatique et réflexive dans un processus d'innovation par la construction de modèles hybrides. En dehors des questionnements internes, le rapport avec le monde extérieur fait également l'objet de débats au sein du réseau des activistes de l'*empowerment* qui dévoilent d'autres antinomies de l'action collective.

2 — Les contradictions des modalités de transformation sociale

Donatella Della Porta et Sidney Tarrow (2005) ont mis en avant que la diffusion des idées d'un mouvement social est favorisée par des processus de changement d'échelle (*scale shift*). Pour Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly (2001), ces processus procèdent de la délocalisation des revendications et de la construction de catégories d'injustices plus larges s'appliquant à des situations hétérogènes. Les mouvements sociaux articulent effectivement différents « régimes d'engagement » du proche (familiarité, émotions, compassion, etc.) à la chose publique (médiatisation, justifications, critiques, etc.) (Boltanski et Thévenot, 2008). Dans les études géographiques, la notion d'échelle fait référence à l'extension spatiale. Elsa Beaulieu (2007), dans son étude sur la Marche mondiale des femmes au Brésil, ajoute une dimension relationnelle. Pour elle, les échelles d'action sont « le produit de rapports de pouvoir et peuvent être comprises comme une des formes d'organisation spatiale des pratiques sociales, et comme l'extension et l'organisation politico-spatiale des relations

¹ Concernant leurs parcours, soulignons qu'ils ont été salariés de la fédération des centres sociaux et membres fondateurs du projet ECHO. Ils également eu des expériences d'actions collectives à l'étranger au Québec et au Brésil.

sociales entre acteurs et groupes d'acteurs » (Beaulieu, 2007, p. 120). Dans cette optique, les échelles d'action d'un mouvement social sont conçues dans leur interdépendance. Les activistes de l'*empowerment* adoptent souvent cette interprétation politico-spatiale lorsqu'il s'agit d'étendre leur pouvoir d'influence auprès des pouvoirs publics nationaux ou des instances internationales. Par ailleurs, les acteurs se rassemblent également autour de l'idée que les « mouvements de mouvements » nécessitent des ancrages locaux pour pouvoir se diffuser (Giugni, Bandler et Eggert, 2007).

La notion d'échelle d'action renvoie soit à un processus de publicisation, entendu ici comme l'évolution dans le régime d'engagement des membres du proche vers la chose publique, soit à la diffusion des idées dans des aires géographiques et relationnelles plus vastes, du local au national, voire à l'international et du citoyen au décideur. Dans une optique de transformation sociale, la vision politico-spatiale qui relie les deux processus constitue un schème cognitif partagé par les activistes de l'*empowerment*.

Les termes de « mobilisation » et de « participation » des citoyens ordinaires sont courants dans les discours des acteurs. Cependant, la question est de savoir quels sont les objectifs de la mobilisation ou de la participation. Dans le cadre d'un projet d'*empowerment* radical, ces notions sont des processus qui doivent mener à des engagements vers des transformations sociales par la remise en cause des structures inégalitaires et des formes de domination à l'œuvre dans les sociétés. Un dilemme de l'action collective s'imisce alors dans la difficulté d'atteindre des objectifs ambitieux de praxis. D'un côté, la structuration locale peut constituer une priorité pour certains acteurs qui les amène à négliger l'interdépendance des échelles d'action. De l'autre, les rapports qu'entretiennent les activistes aux pouvoirs publics sont teintés d'ambiguïtés, entre une volonté d'autonomie qui exige un mode d'action conflictuelle et la nécessité de coopération avec ceux qui prennent les décisions politiques.

2.1. Jeux d'échelles au sein des transformations sociales

Si l'action à l'échelle locale a son intérêt en termes de mobilisation des habitants sur des problèmes du quotidien, le risque est de cantonner la participation à une simple consultation microlocale (Bacqué, Rey et Sintomer, 2010). Dans la veine de la *grassroot democracy*, l'*empowerment* repose alors sur l'idée d'une société ascendante. À partir d'une mobilisation autour des problèmes locaux des habitants des quartiers, il serait possible de construire progressivement des transformations sociales. Le processus de diffusion des idées qui partirait du « bas » (les citoyens) vers le « haut » (les institutions) est complexe à mettre en œuvre surtout quand il s'agit de partir du « plus bas » (les plus pauvres) au « plus haut » (les instances nationales, voire internationales), et cela afin d'obtenir des effets structurels ou culturels importants.

Anthony : « *Dans nos petits mouvements, il y a beaucoup de choses qui se passent. Il y a une forte diffusion sur les questions de pouvoir d'agir et de participation. Cela peut prendre des*

formes inattendues comme dans les révolutions arabes ou le mouvement des indignés. Pendant des années, on laboure le terrain dans la société et puis un jour cela prend. Je ne serais pas étonné que dans les prochaines années, la société française soit emportée par des mouvements sociaux très forts qui prennent une dimension nationale ou internationale et qui produisent des choses qui seraient peut-être des conséquences de tous ces apprentissages qu'on fait les uns et les autres dans les mouvements au niveau local. Là-dessus, je suis assez optimiste. » (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, salarié des ateliers populaires d'urbanisme, 8 avril 2014)

Ce discours construit les contours du révolutionnaire démocratique réflexif poursuivant une utopie concrète à partir la multiplication des expérimentations locales. C'est pour atteindre la transformation sociale que les activistes entreprennent les actions de diffusion et d'essaimage qui ont été évoquées dans la première section. De même, en dehors de l'aspect financier, les activités de formation de *leaders* associatifs sont conçues comme une manière d'influer sur les trajectoires individuelles de personnes qui pourront appliquer certaines idées sur leurs terrains respectifs. Ce type d'action s'appuie sur un public généralement déjà politisé ou engagé. Les actions concrètes étudiées dans cette section souhaitent alors élargir cet objectif à des personnes plus éloignées du champ politique et de l'espace des mouvements sociaux.

Le Parlement libre, « faisons-le et ça se fera », l'Alliance citoyenne et Cause commune cherchent effectivement à susciter de l'engagement chez des jeunes, des habitants du Diois ou de Grenoble. Les activistes de l'*empowerment* à la française semblent se retrouver autour d'une vision de la transformation sociale à partir des prises de conscience politique, des bifurcations de citoyens ordinaires et de la multiplication progressive des initiatives citoyennes. Mais les initiatives citoyennes locales peuvent constituer des « bulles » certes innovantes, mais qui ne se développent pas à l'extérieur. Ce fut le cas, par exemple, pour des initiatives similaires à l'expérimentation démocratique de Saillans, comme celle de Marinaleda en Espagne (Gourgues, 2013, p. 47). Étant donné que la transformation sociale constitue une ambition commune aux activistes de l'*empowerment*, la question qui se pose est alors de savoir comment dépasser l'échelle locale.

En l'occurrence, le projet de Cause commune n'a pas atteint cet objectif. L'association évalue ses propres effets en termes de formation des habitants et de développement de leur autonomie. Si certaines revendications des groupes constitués par Cause commune ont été retenues par les pouvoirs publics et les pouvoirs privés locaux, les organisateurs théorisent la transformation sociale comme un effet « *boule de neige* », une « *spirale vertueuse* » (Graven, Berne et Nové-Josserand, 2008, p. 130). Un schème cognitif de Cause commune, qui est également partagé par l'Alliance citoyenne par exemple, est d'affirmer que l'organisation des habitants autour de leurs intérêts les plus immédiats mènerait à des transformations globales. Cependant, ce processus de changement d'échelle ne fait pas nécessairement l'objet d'une analyse et de stratégies pour le favoriser, comme si celui-ci était automatique. L'ambivalence de ce schème cognitif est résumée par Yohan, un salarié d'Aequitaz :

« J'étais avec le secours populaire qui s'est battu à un endroit pour qu'une école qui avait brûlé soit reconstruite [...]. C'est une bonne revendication dans l'absolu. Mais cela conduit à

attribuer une augmentation de budget à ceux qui crient le plus fort au détriment d'autres écoles qui sont dans le même cas. C'est difficile de concevoir un système juste dans son ensemble. Si l'on prend un peu de recul, Grenoble se précarise. Les plus riches n'habitent plus Grenoble. Donc à l'échelle de la ville, on fait payer pour les pauvres par les un peu moins pauvres. En interpellant l'agglomération, on peut toucher les riches. » (Entretien, Yohan, salarié associatif, AequitaZ, 21 octobre 2015)

Le salarié d'AequitaZ et fondateur d'ECHO ci-dessus pointe une limite du *community organizing* qui permet d'obtenir des victoires locales à court terme pour tel ou tel quartier, ce qui peut se transformer en injustices à d'autres échelles d'action. Pour répondre à cette critique, Alinsky entend démultiplier les initiatives et surtout monter progressivement les échelles politico-spatiales. Le niveau local est considéré comme une étape, une formation politique pour des *leaders* qui conduiront ensuite à des campagnes sur d'autres échelles. Dans cette vision qui est celle de l'Alliance citoyenne, l'échelle locale constitue le premier levier de mobilisation étant donné qu'elle est assimilée au régime d'engagement du proche (Boltanski et Thévenot, 2008). L'environnement immédiat est considéré comme la principale source de familiarité et d'émotions des citoyens permettant de susciter un intérêt à s'organiser collectivement, comme le suggère Adrien Roux, un *organizer* de l'Alliance citoyenne :

« En ce moment, sur la campagne dans le quartier Abbaye à Grenoble, on est en train de se rendre compte que la négociation doit plutôt se faire au niveau de l'État avec la Direction départementale, et non de la ville. Il y a un petit noyau de leaders qui voit bien cela et avec qui on est en phase. Mais pour la masse des gens, la cible est longtemps restée le maire, qui est la figure symbolique du pouvoir. » (Carrel et de Lépinay, 2016, p. 34)

C'est ce constat qui encourage les *organizers* à prioriser l'échelle locale à partir d'une activité de repérage des problèmes que les habitants ont dans leur quartier ou dans leur logement social par exemple. Ces derniers sont alors exacerbés par les *organizers* afin de renforcer le régime d'engagement du proche en jouant sur l'émotion de la colère.

Michael : *« Le "conflit imaginé" est notre principale source de mobilisation des personnes. C'est en s'appuyant sur ce qui ne va pas, sur ce qui met en colère qu'on suscite leur intérêt et qu'on leur donne envie de se mettre en mouvement, de venir en réunion, de rencontrer leur voisin. Si je vais chez quelqu'un qui me dit que ses fenêtres laissent passer l'eau en hiver et que je lui dis que c'est un problème, mais peut être qu'on va y arriver en travaillant tous ensemble avec le bailleur social et la mairie, souvent le discours n'est pas très bien perçu [...]. En disant : "Ce n'est pas normal!", "C'est inadmissible!", "Ce n'est pas le bailleur social qui laisserait passer l'eau en hiver chez lui!", on mobilise. On va chercher des alliés chez les voisins et puis on va chez le bailleur social pour le lui dire directement. C'est un levier de mobilisation qui est universel. » (Entretien, organizer de l'Alliance citoyenne, 8 juin 2017)*

Cette notion de « conflit imaginé » incarne une vision instrumentale du conflit à des fins de mobilisation et amène à s'interroger sur le positionnement de l'*organizer*. Par exemple, en se focalisant sur les intérêts individuels, les habitants peuvent faire le choix de prendre comme cible d'autres catégories de population marginalisées. Une contradiction apparaît alors entre la volonté d'auto-organisation des habitants qui impliquent de les laisser prendre les décisions et les valeurs défendues par les *organizers* qui les empêchent de soutenir certaines idées ou

pratiques. L'objectif de transformation sociale est nécessairement orienté par les valeurs des professionnels. Ainsi, Aequitaz se fixe des limites dans l'accompagnement des groupes.

Dorian : « *L'option non-violente est non négociable. C'est le point commun de toutes nos inspirations. La deuxième option non négociable est un principe de justice qui fait qu'on n'accompagnera pas un groupe qui souhaite exclure les Roms d'un territoire. S'il y a un souci de vivre ensemble entre la communauté des Roms et les habitants, on veut bien travailler avec eux, mais uniquement sur le thème de la cohésion. On n'est pas capable d'accompagner une milice de quartier. Pour refuser cette proposition excluante pour le quartier, on expliquera en quoi on trouve cela injuste : "Si vous êtes exclus, arrêtez de vous en prendre à d'autres exclus, le problème n'est pas là".* » (Entretien, salarié d'Aequitaz, 17 septembre 2015)

Au-delà de la contradiction liée au positionnement de l'*organizer* face à l'objectif d'auto-organisation, ces exemples dévoilent l'ambiguïté de la focalisation sur le local : le régime d'engagement du proche néglige l'interdépendance des échelles d'action et le processus de publicisation. Ce dernier nécessite un régime d'engagement lié à la chose publique. Or, l'exacerbation des problèmes locaux et de l'émotion de la colère peut aller à l'encontre du développement d'une conscience critique sur la complexité des problèmes globaux. Par exemple, l'instrumentalisation du conflit des *organizers* implique la désignation arbitraire d'un adversaire comme le bailleur social qui cache à la fois la complexité du processus décisionnel et les causes des structures inégalitaires.

La thématique de la conscientisation de Paulo Freire, en tant que développement de la conscience critique peut répondre à cette contradiction d'autant plus si l'on suit certains auteurs comme Peter Roberts (1996). Ce dernier retravaille la notion de conscientisation afin de contourner sa tendance paternaliste d'éducation des pauvres. Comme cela sera développé dans la suite de cette thèse, l'approche de Roberts converge avec celle d'ATD Quart Monde. À rebours du *community organizing*, le mode d'action de l'association de lutte contre la pauvreté n'assimile pas le régime d'engagement du proche avec l'action locale, mais avec l'appartenance culturelle à une catégorie de population marginalisée appelée « quart monde ». Le conflit est ensuite orienté vers la société afin de favoriser le passage du proche au la chose publique par le développement d'une conscience critique en permanence renouvelée. Cette approche produit une tension dans la mesure où elle peut négliger l'action politique à l'échelle locale et construire des barrières à l'entrée en praxis pour les membres de l'association¹.

¹ Cet aspect sera développé dans le quatrième chapitre.

Encadré 4 : La pédagogie de la libération de Paulo Freire

Paulo Freire (1921-1997) est un penseur pédagogue engagé brésilien qui mêle action et réflexion, rhétorique politique et discours scientifique. En France, les idées de cet auteur sont souvent réduites à une méthode didactique en particulier à partir de ses actions d’alphabétisation. Pourtant, l’œuvre freirienne est loin de se résumer à une simple méthode, il s’agit d’une véritable pensée politique, philosophique, voire théologique (Naouar, 2014). L’objectif de la pédagogie freirienne est de sortir de la « culture du silence » qui règne dans son pays. En effet, dans la dictature brésilienne, pour une majorité d’individus — « les opprimés » — il est impossible de s’assumer pleinement comme un sujet et un citoyen politique, et cela à cause de la domination politique des « oppresseurs ». Si la pensée de Paulo Freire est inscrite contextuellement dans la dictature brésilienne, sa pédagogie n’est pas « tiers-mondiste ». Selon l’auteur, celle-ci peut s’appliquer dans les pays démocratiques occidentaux, puisque l’oppression et l’injustice y existent également. L’auteur est souvent présenté comme un marxiste, car il en reprend certaines notions et analyses. Pourtant, au déterminisme de Marx, Paulo Freire préfère l’existentialisme et le personnalisme. Il défend l’idée que l’Homme doit se réaliser dans sa subjectivité et que la connaissance naît de la relation avec autrui (Naouar, 2014). La stratégie émancipatrice de Paulo Freire est résumée par sa « pédagogie de la libération » qui vise la révolution culturelle des « opprimés » (Freire, 1980). Pour lui, l’« oppresseur » autant que l’« opprimé » ont besoin d’être libérés en s’émancipant des rôles sociaux qui les ont conditionnés. Cependant, dans la lignée de la théologie de la libération (Löwy, 1988), la neutralité est impossible. Paulo Freire se place donc du côté des « opprimés ». Au cœur de sa pédagogie se trouve le concept de conscientisation qui peut se résumer comme un processus d’éducation par l’*empowerment* (Akkari et Dasen, 2004).

La « conscientisation » freirienne consiste dans un premier temps à la prise de conscience critique de la réalité qui entoure l’individu à partir de son expérience subjective. Ensuite, dans une dynamique collective, l’objectif est d’appréhender la culture dominante, de comprendre sa condition d’« opprimé » pour affirmer et revendiquer son identité culturelle. D’une perception de l’environnement proche, la conscientisation doit passer à une conception globale du monde. Le processus se termine par la volonté d’agir pour se transformer, se réaliser, mais aussi (et cela est indissociable) de transformer le monde, ce qu’il résume par l’expression « faire de la culture ». En effet, l’acte de transformation passe par l’acte de création et l’émancipation passe par le savoir. Enfin, contrairement à certaines visions qui se sont approprié sa pédagogie, Paulo Freire précise que « la prise de conscience n’est pas encore la conscientisation, parce que cette dernière consiste dans un développement critique de la prise de conscience » (Freire cité par : Naouar, 2014, p. 105). « Faire de la culture » exige donc de dépasser la simple attitude d’accommodation à la réalité pour adopter une posture critique permanente dans un va-et-vient entre réflexion et action de manière à s’intégrer dans le monde et à le transformer.

L’Alliance citoyenne tente également de mener des campagnes à l’échelle de l’agglomération et à l’échelle départementale. Avec la création d’organisations en région rennaise et parisienne, l’ambition est de s’étendre dans l’Hexagone pour pouvoir à terme mener des campagnes nationales. La focalisation des *organizers* sur le rapport de force avec les pouvoirs publics amène à percevoir la transformation sociale comme un enchaînement d’étapes politico-spatiales. Avec de premières victoires dans le quartier, les habitants se renforcent

collectivement et peuvent ensuite développer l'ambition de s'organiser à l'échelle de la ville, du département, de la région puis du pays et enfin du monde. Le petit comité de quartier doit d'abord trouver un adversaire à sa taille comme un bailleur social. De cette manière, les membres accumulent de l'expérience dans l'action collective et en participant à des formations au *leadership* ils acquièrent des compétences. Par ce processus d'*empowerment* principalement individuel et collectif, une dimension politique se développe au fur et à mesure que les ambitions grandissent en ciblant des adversaires qui disposent d'un pouvoir d'influence jugé plus important.

À rebours de cette conception, certains activistes, comme Aequitaz, ont un schème cognitif qui s'appuie sur l'interdépendance entre les échelles d'action et la nécessité de favoriser le passage du familier à la chose publique chez les citoyens ordinaires. L'*empowerment* est alors conçu dans l'intrication de ses trois dimensions individuelle, collective et politique, et non comme une succession d'étapes politico-spatiales.

Dorian : « *Nous sommes des artisans de justice sociale. On accompagne des collectifs. L'objectif est d'arriver à aller très haut avec les gens [en termes d'effets de transformation sociale], mais aussi d'être très ancré dans le terrain localement. On agit sur le terrain avec des collectifs et on essaye d'avoir des victoires sur trois mois avec des groupes de locataires, de chômeurs, etc. On est sur des victoires à court terme, mais on est aussi sur des projets pour changer les politiques publiques. On fait des toutes petites actions, comme à Valence où j'accompagne un groupe de locataires qui a obtenu la réhabilitation des halls collectifs et puis on anime un groupe pour renouveler la protection sociale en France. Ces deux dimensions nous intéressent d'où le A et le Z d'AequitaZ.* » (Entretien, salarié d'AequitaZ, 17 septembre 2015)

De même, le Parlement libre tente d'encourager les jeunes à envisager différentes échelles. L'observation de deux groupes d'action du PLJ rhône-alpins montre que les participants ont tendance à être réalistes quant à leurs moyens et donc à se limiter dans leurs objectifs. Toutefois, l'ensemble des délibérations du dispositif donne une place importante aux analyses sociales et politiques, ce qui ne fait pas l'objet d'un rejet de la part des participants. Pour éviter que tous les groupes se focalisent sur une échelle microlocale, les organisateurs essaient de soutenir l'ambition des participants, au moins dans la première phase de construction du projet. L'observation sur trois ans montre qu'avec la répétition des éditions du PLJ, certains groupes finissent par s'organiser sur des propositions de loi à l'échelle nationale. Même si cela n'a pas abouti pour l'instant, l'observation note une montée progressive dans les ambitions des participants réguliers.

Deux visions s'opposent donc sur le processus de transformation sociale. D'un côté, les échelles d'action politico-spatiales sont considérées comme des étapes d'un processus de montée en généralité. Dans un souci pragmatique de mobilisation, l'échelle locale constitue le principal levier de mobilisation, considérée comme l'espace où se développe le régime d'engagement du proche. La conscientisation freirienne permet alors de dépasser la vision en

termes d'échelles d'action en se focalisant sur la dimension culturelle de la domination¹. De l'autre côté, la prise en compte de l'intrication entre les échelles d'action politico-spatiales peut amener à envisager un mode d'action qui favorise les allers-retours entre les régimes du proche et de la chose publique chez les citoyens. Le local, le national et l'international sont des aires géographiques et politiques à prendre en compte dans chaque problème. Ces deux conceptions sont également liées à des effets de positionnement des acteurs dans une « zone d'évaluation mutuelle » (Mathieu, 2011). La première vise un ancrage et une reconnaissance à l'échelle locale comme une organisation radicale. La seconde vise une légitimité comme une organisation pragmatique ambitieuse dans son objectif de transformation sociale, mais moins radicale et efficace dans son mode d'action. La radicalité est entendue ici dans les rapports qu'entretiennent les acteurs avec les pouvoirs publics qui laissent place à une certaine ambiguïté qu'il s'agit à présent d'analyser.

2.2. Le rapport aux institutions : la coopération conflictuelle

La vision politico-spatiale des échelles d'action implique un espace de relations avec les pouvoirs publics. Le cadre cardinal de la démocratie réflexive fait apparaître des options contradictoires entre la prévalence du conflit ou de la coopération. En effet, avec l'avènement du paradigme de la cohésion sociale et de la notion de gouvernance favorisant les accords et les négociations, les institutions et les élus sont de plus en plus encouragés à intégrer les citoyens et les structures intermédiaires à leurs décisions (Jouve, 2007). Le contexte politique semble plus propice aux initiatives de la société civile qu'en 1986 lorsqu'Herbert Kitschelt avait classé l'État français au dernier rang de son échelle de réactivité aux mouvements sociaux (Kitschelt, 1986). Un débat se situe alors dans les relations qu'entretiennent les organisations avec les institutions.

Le *community organizing* se conçoit comme un contre-pouvoir qui doit conserver en permanence son indépendance par rapport aux pouvoirs publics. Par exemple, avec l'élection de l'écologiste Éric Piolle, la mairie de Grenoble devient plus disposée à dialoguer avec la société civile. Toutefois, l'Alliance citoyenne conserve un mode d'action protestataire. Elle continue d'organiser des manifestations comme dans un quartier HLM où les habitants se sont mobilisés pour davantage de transparence dans la rénovation, avec des banderoles « Piolle, tout dégringole ! » Adrien Roux, un *organizer* de l'Alliance citoyenne relate cet épisode :

« Cette action a provoqué une petite panique dans les cabinets. Ils nous ont appelés pour nous dire : "Hé, mais on est copains ! Vous êtes des alliés normalement, on est plus démocratique que l'équipe précédente !" Mais, notre façon de voir les choses, c'est : "Faites le boulot d'abord, et ensuite on sera vos alliés !" Ça a permis de mettre la question à l'agenda politique, mais ça a surtout permis que, au-delà des intérêts respectifs de la mairie, de l'office HLM et de l'État, l'intérêt des habitants fasse désormais partie des négociations. Un intérêt organisé et défendu grâce à la capacité collective à passer à l'action — ce qui provoque forcément une

¹ C'est ce qui sera développé dans la partie 2.

certaine crainte chez les institutionnels : “Il faut que nous les entendions, sinon ils vont nous mettre le bazar”. Toute institution, même portée par un sincère volontarisme démocratique, a besoin de contre-pouvoir. » (Carrel et de Lépinay, 2016, p. 40-41)

Le *community organizing* est fondé sur une vision agonistique de la société, c'est-à-dire qu'il repose sur la valorisation du conflit démocratique. L'opposition aux pouvoirs publics est vue comme un outil de mobilisation des habitants par la coalition face à un adversaire, comme cela a été évoqué avec la notion de « conflit imaginé » utilisée par les *organizers* de l'Alliance citoyenne. Sans entrer dans la violence, le registre d'action vise à créer un rapport de force à partir de manifestations ou de l'occupation de locaux par exemple. L'action collective est directe, souvent médiatisée, dans l'optique de déstabiliser l'élite locale et d'instaurer les bases d'une négociation dont la balance pencherait du côté des habitants.

Michael : « *Une fois que l'on connaît le responsable, on peut l'interpeller directement. Au départ, on entre dans une logique frontale, pour obtenir un rendez-vous. Une fois qu'on est dans la salle de négociation, on ne reste pas dans le conflit. Celui-ci est très bien pour commencer une dynamique. La perception d'avoir un adversaire commun, d'avoir une sortie de crise en nommant une personne responsable, cela fonctionne bien pour avoir un rendez-vous. Après, quand on est dans le bureau avec une délégation, on est dans le compromis. Cela n'aurait pas de sens de rester dans un conflit stérile, en disant “c'est vous le responsable, ce n'est pas bien”, on n'irait nulle part. » (Entretien, *organizer* de l'Alliance citoyenne, 8 juin 2017)*

Le conflit détient donc une dimension instrumentale revendiquée par les *community organizers*. Le rapport de force est construit à partir d'une représentation des habitants quantitative « *sur l'intérêt de la majorité et pas de l'intérêt général* » (Entretien, Amir, salarié associatif, Studio Praxis, 2 avril 2014). Pour les *community organizers*, la radicalité est conçue dans une opposition entre les citoyens ordinaires d'un côté, et les décideurs de l'autre.

L'instrumentalisation du conflit vise des effets de polarisation (Sunstein, 2011). Pour Cass Sunstein, ces derniers désignent le processus par lequel des groupes homogènes ont tendance à s'aligner collectivement sur les positions les plus radicales. Même si les effets peuvent être utiles dans la construction identitaire d'un groupe marginalisé, le philosophe américain souligne que la polarisation produit des pertes de réflexivité, de prise en compte de la complexité des structures inégalitaires et d'ouverture à l'autre. C'est sur ce point que beaucoup d'activistes de l'*empowerment* critiquent la vision polarisante de la société que propose le *community organizing*.

Yohan : « *Je leur ai dit en bilan d'ECHO que la démarche conflictuelle est fondée sur des mythes sur lesquels j'ai du mal à croire. Par exemple, l'opposition entre une société civile moderne qui porte des réformes et une société politique ancrée sur ses privilèges est plus complexe dans la réalité. Dans l'expérience qu'on a menée, il y a des associations qui nous mettent des bâtons dans les roues parce qu'ils ont un monopole qu'on remettait en cause. À l'inverse, il y a des gens avec qui l'on ne veut pas travailler, qui sont pourtant prêts à nous doubler au sein de collectivités en termes d'initiatives. » (Entretien, salarié d'Aequitaz, membre fondateur d'ECHO, 21 octobre 2015)*

Les « initiatives » peuvent donc provenir du « haut » et même d'élus sans pour autant être dans une optique d'instrumentalisation ou de légitimation des pouvoirs publics. Ce schème cognitif est partagé par Aequitaz et Cause commune par exemple.

Raphaël : « *De temps en temps, les institutions peuvent venir proposer une initiative. [...] Je leur disais souvent, proposez, mais n'imposez pas. [...] Souvent on se demande si l'initiative doit venir des habitants. Pour moi peu importe, à partir du moment où on va dans la même direction, où on est tous impliqués et où les habitants s'approprient l'idée.* » (Entretien, salarié associatif, Cause commune, 20 octobre 2015)

La notion de conflit n'est pas pour autant délaissée par Aequitaz et Cause commune. La notion de coopération conflictuelle peut alors constituer un point de convergence du réseau des activistes de l'*empowerment* à la française. Selon Giugni et Passy (1998), avec les complexifications de la société vers un système-monde qui transcende les États-nations, la vision frontale de lutte entre les « inclus » et les « exclus » du système politique (les « challengers » versus les « élites ») ne suffit plus à comprendre les relations entre l'État et la société civile. Les auteurs reprennent la notion de coopération conflictuelle à Adalbert Evers (1990) — que l'on retrouve d'ailleurs chez beaucoup d'auteurs (Cossart et Talpin, 2015 ; Dommergues, 1988 ; Panet-Raymond, 1994 ; White, 2001) — pour évoquer toute la palette d'action qu'utilisent les mouvements sociaux aujourd'hui.

On peut réinterpréter cette notion en tant que posture pragmatique des mouvements sociaux supposant une stratégie fondée sur une collaboration critique dans laquelle l'alliance et la contestation constituent deux outils pour augmenter le pouvoir d'influence. « Le choix du répertoire d'action — plus ou moins discursif ou agonistique, coopératif ou radical — se fait aussi par tâtonnements, au gré des discussions avec les pouvoirs publics » (Cossart et Talpin, 2015, p. 170). Si l'activiste délibératif d'Archon Fung (2011) privilégie la coopération — le conflit est alors utilisé en dernier recours —, d'autres acteurs peuvent inverser cette échelle de proportionnalité. De plus, comme l'indiquent Giugni et Passy (1998), lorsque les pouvoirs publics et les mouvements sociaux ne sont pas en désaccord et qu'il n'y a pas de protestation, il y a consensus dans les discours et coopération dans les actes, mais le différentiel de pouvoir entre les deux implique tout de même une relation conflictuelle.

Si le *community organizing* se focalise effectivement sur les rapports de force, une vision pragmatique les amène à investir tous les espaces qui semblent propices pour augmenter leur pouvoir d'influence. Si un *organizer* va probablement commencer par proposer des registres conflictuels, c'est toujours dans le but d'initier un processus de négociation. On pourrait alors parler de conflit coopératif ou de conflit négocié. Rappelons que pour Saul Alinsky, la société libre et ouverte est une société de conflit interrompu périodiquement par des compromis. Un *organizer* de Studio Praxis confirme la possibilité d'alliance stratégique : « *Après je suis d'accord qu'un organisateur doit rester sur le contre-pouvoir, mais qu'il ait des alliés au sein*

de la municipalité, des leaders qui sont devenus élus, si c'est une vraie stratégie réfléchie, je n'y vois pas d'inconvénient » (Carrel et de Lépinay, 2016, p. 46).

Par ailleurs, il s'avère que l'indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics n'est pas aussi claire au sein de l'Alliance citoyenne et de Studio Praxis que dans les écrits d'Alinsky. Certains *leaders* formés par le *community organizing* peuvent en effet s'investir dans le champ politique. Studio Praxis encourage même ce type de transferts : « À Studio Praxis on a suivi beaucoup de gens, dont certains se sont lancés sur les listes. Ça lance une génération de politiques qui font beaucoup plus attention à leurs communautés d'intérêts » (Carrel et De Lépinay, 2016, p. 45).

L'Alliance citoyenne est, quant à elle, plus discrète sur la question des *leaders* qui entrent dans le champ politique. Cependant, si l'indépendance totale est valorisée dans les discours, celle-ci est relative dans la pratique. Par exemple, lors de l'université d'été de la France Insoumise en août 2017, Adrien Roux — l'un des fondateurs de l'Alliance citoyenne — a réalisé une intervention sur la « méthode Alinsky ». Leïla Chaïbi, militante de Nuit Debout devenue par la suite secrétaire nationale de la France Insoumise (FI) évoque alors la possibilité de créer des groupes de militants FI dans les quartiers populaires qui s'inspireraient du *community organizing* afin de renforcer la politisation des habitants¹. Ce n'est pas la première fois que l'Alliance citoyenne développe des liens avec le champ politique puisqu'Adrien Roux et Wade Rathke avaient déjà rencontré des responsables du Parti communiste. Ces relations sont critiquées par certains activistes de l'*empowerment*, car elles sont considérées comme une instrumentalisation par le champ politique. Cette crainte de l'« entrisme² » est partagée par l'Alliance citoyenne comme l'indique le militant écologiste Stéphane Lavignotte, organisateur dans le groupe de Gennevilliers :

« Les responsables communistes d'une ville perdue par le Front de gauche, à qui nous avons fait rencontré Wade et Adrien, ont adoré et nous réfléchissons comment créer dans leur ville — avec eux — une telle organisation et comment les partis progressistes pourraient soutenir la création de telles organisations dans d'autres villes. Mais la question est vite arrivée : que se passera-t-il quand ils auront repris la ville ? Dans l'opposition, ils disent : même au pouvoir, nous aurons toujours besoin d'une telle organisation pour porter le point de vue des habitants, pourquoi croire que nous serons opposés, nous voudrions rester à l'écoute des habitants, même si cela dérange nos plans et nous embête... Mais une fois arrivés au pouvoir, ces mêmes responsables réagiront-ils de la même manière ? Est-ce qu'ils n'auraient pas tendance à se replier sur eux-mêmes et à appeler à resserrer les rangs face à ces habitants emmerdants ? » (Stéphane Lavignotte, « Se laisser bousculer par les habitants ? », 14 novembre 2016, mediapart.fr)

¹ Manuel Jardinaud, *La France insoumise cultive son ancrage dans le quotidien*, 26 Août 2017, mediapart.fr.

² Lilian Mathieu définit l'entrisme comme « l'entrée camouflée de militants d'un parti politique dans une organisation afin d'en prendre le contrôle et d'en infléchir à son profit les positions et les activités » (Mathieu, 2011, p. 90).

En dehors des *organizers*, les activistes de l'*empowerment* étudiés privilégient davantage l'alliance. C'est par exemple le cas d'AequitaZ qui a pourtant été créé par deux anciens fondateurs d'ECHO.

Dorian : « *Pour nous, le conflit est une option, mais ce n'est pas une finalité en soi. Quand on peut accompagner un collectif et qu'on va faire une demande à un directeur d'office HLM, s'il est tout de suite d'accord, on ne va pas faire d'occupation des bureaux. On est juste content que la vie des habitants change. On a un escalier dans les modes d'action, sans exclure la question du conflit et de l'occupation d'un bureau. La première fois, on va l'occuper sans journaliste par exemple. Si l'on n'a pas de réaction satisfaisante, on fait venir la presse. On a moins de radicalité. Pour nous, l'acquisition du pouvoir ne se fait pas uniquement par le conflit. On travaille aussi en coopération, avec des pouvoirs publics qui ont vraiment envie de changer la société. On n'a pas de vision binaire ou manichéenne qui dirait que les associations c'est bien, et que les pouvoirs publics c'est mal.* » (Entretien, salarié associatif, AequitaZ, 17 septembre 2015)

La valorisation du conflit n'est-elle qu'un discours ou se retrouve-t-elle dans la pratique de l'action collective ? Pour répondre à cette question, on peut prendre l'exemple de Cause commune. En tant que groupe du Secours Catholique, le recours à la notion de conflit semble *a priori* improbable en raison de la culture chrétienne de l'association. Pourtant, pour eux, il faut travailler le conflit par l'analyse de la situation problématique avec les habitants.

Raphaël : « *Le conflit est positif. Il faut apprendre à créer du conflit, car c'est lui qui permet de ne pas dériver vers la violence.* » (Entretien, salarié associatif, Cause commune, 20 octobre 2015)

Cette notion d'analyse du conflit se retrouve également dans la formation de *leader* de l'Alliance citoyenne par exemple.

En s'inspirant du mode d'action d'ATD Quart Monde, un schème cognitif de Cause commune est qu'il faut permettre aux habitants de confronter leur savoir expérientiel avec les points de vue des autres acteurs impliqués.

Raphaël : « *La parole des habitants n'est pas forcément une parole d'évangile. Parfois, il y a une perception qui est biaisée. Ils sont dans leur monde. Parfois, ils disent : "Oui, la mairie doit mettre en place des cours de français", "non, la mairie ne doit pas, elle peut, mais ce n'est pas un dû." On essayait d'expliquer le contexte en disant qu'il faut se rendre compte de la chance que nous avons d'avoir tous ces services [...]. Je trouve le conflit utile, mais il faut savoir l'utiliser pour en faire quelque chose, sinon cela peut se retourner contre les gens, c'est redoutable.* » (Entretien, salarié associatif, Cause commune, 20 octobre 2015)

Le cas de Cause commune permet d'illustrer la posture de coopération conflictuelle. Pour les salariés, le principe de proportionnalité valorise l'alliance, le registre protestataire est utilisé en dernier recours. Ce fut le cas dans un quartier où la mairie était hostile au collectif créé par Cause commune. Le groupe a alors jugé inévitable la confrontation avec les pouvoirs publics. Cependant, la manifestation organisée n'a pas abouti à des effets concrets. Selon les salariés, cet « échec » est lié à l'intervention d'un participant sur ses préoccupations individuelles au

lieu de mettre en avant les intérêts collectifs du quartier. Le travail d'analyse du conflit n'aurait donc pas été suffisant. Dans un autre quartier, les habitants étaient dans une situation problématique, car leur propriétaire leur faisait payer le loyer dans une cave « *comme des rats* ». Alors que la colère aurait pu mener à une réaction protestataire, les organisateurs ont favorisé un dialogue entre les membres du groupe et le propriétaire, notamment en s'alliant avec le professionnel qui encaissait les loyers. À l'issue du processus, un nouveau lieu a été choisi. La coopération conflictuelle est donc une posture pragmatique qui consiste à choisir la stratégie à employer à partir d'une analyse de la situation.

Pour terminer ce chapitre, on va illustrer — sur la base d'un exemple concret — la capacité de coalitions interassociatives de l'activité réflexive des acteurs par la construction de modes d'action hybrides telle que la coopération conflictuelle. Depuis 2009, une partie du réseau des activistes de l'*empowerment* à la française se rassemble dans une campagne politique interassociative intitulée « en associant tous les parents, mille et un territoires se mobilisent pour la réussite de tous les enfants ! » surnommée plus simplement « 1001 territoires ». À partir d'une inspiration du développement communautaire québécois, l'idée du projet est de créer des communautés éducatives autour de l'institution scolaire pour lutter contre les inégalités sociales à l'école. L'objectif est de rassembler les familles, y compris « les plus défavorisées », les enseignants et tous les professionnels de l'école, les élus et les acteurs associatifs, mais plus largement les citoyens.

Aurélien : « *La campagne 1001 territoires n'est pas neutre. Ce n'est pas seulement : "Mettez-vous autour de la table", c'est : "Mettez-vous autour de la table pour lutter contre une inégalité sociale en jouant la carte de la coopération". C'est une position forte, philosophiquement.* » (Entretien, ancien coordinateur du collectif Pouvoir d'Agir, 2 novembre 2015)

Le projet — qui réunit dix-huit partenaires associatifs — était coordonné par le collectif Pouvoir d'Agir avant sa disparition en 2017. Il dépasse les frontières du réseau AEF en intégrant des structures de l'éducation populaire ou de l'éducation nouvelle par exemple. Il ne réunit pas tous les membres du collectif ni tous les acteurs étudiés dans cette thèse. Huit organisations partenaires de 1001 territoires font cependant partie du collectif Pouvoir d'Agir. Et ce dernier considérait cette action comme prioritaire dans ses objectifs internes. De plus, un ancien coordinateur du collectif Pouvoir d'Agir indiquait la volonté future de rallier d'autres membres du réseau AEF autour du projet : « *1001 territoires est un beau projet et j'espère que les community organizers vont s'en saisir. Ça va venir. J'ai discuté avec eux en espérant qu'ils lancent la dynamique là où ils sont* » (Entretien, Aurélien, ancien coordinateur du collectif Pouvoir d'Agir, 2 novembre 2015).

Cette campagne est un bon exemple de la difficulté de rassemblement du réseau AEF autour d'un même sujet — certains acteurs étant spécialisés sur des questions précises — et autour d'un même registre d'action. L'ordre de priorité accordée à la coopération peut ainsi mettre de côté certains acteurs qui ont un principe de proportionnalité inversé par la valorisation du

conflit comme l'Alliance citoyenne¹. Si ce type d'acteur ne participe pas à la campagne, les principes d'action hybrides et pragmatiques de la complémentarité des initiatives et de la posture de coopération conflictuelle avec les pouvoirs publics facilitent tout de même les convergences d'organisations aux enjeux hétérogènes autour d'une volonté de transformation sociale.

Aurélien : « *Ce projet est exemplaire de ce qu'on voudrait faire sur beaucoup de sujets. 1001 territoires a comme ambition d'aller chercher ceux qui sont les plus loin [les acteurs affaiblis] à la manière d'ATD. Mais le but est aussi de fabriquer du collectif et de la mobilisation collective, y compris conflictuelle si nécessaire. Si vraiment on a tout essayé et que l'équipe d'enseignants, ou de direction ne veut rien n'entendre, il faudra aller chercher le conflit. S'il faut occuper l'école pour se mettre autour de la table de l'éducation nationale, on le fera. Par contre, l'occupation ne sera pas nécessaire dans tous les endroits. Il ne faut donc pas en faire un principe de campagne. Enfin, il y a un enjeu de transformation de l'institution nationale, de son fonctionnement, de sa pédagogie à l'intérieur des écoles.* » (Entretien, ancien coordinateur du collectif Pouvoir d'Agir, 2 novembre 2015)

Ce discours est représentatif du travail de coalition qui cherche à construire une identité commune à partir des enjeux de chaque organisation. En particulier, l'enjeu « *d'aller chercher ceux qui sont les plus loin* » de l'école vise à fédérer ATD Quart Monde². Ce vocabulaire apparaît également dans la charte³ du projet qui doit bénéficier « *directement [aux] familles les plus défavorisées* », « *y compris les plus éloignés de l'école* » et « *les enfants les plus en difficultés* ». La présence de ces termes constitue une condition d'implication d'ATD Quart Monde dans une coalition et a probablement fait l'objet de négociation de sa part.

Par ailleurs, la campagne 1001 territoires est née de l'expérience d'un groupe d'ATD Quart Monde situé à Maurepas, un quartier populaire de Rennes. Créé en 2007, celui-ci a expérimenté des pratiques de recherche-action pour travailler les relations parents-écoles et pour mobiliser des acteurs faibles, des enseignants et des parents dits « *solidaires* » (provenant des classes moyennes) autour de la lutte contre les inégalités scolaires. Un ensemble d'outils pédagogiques et de conseils méthodologiques ont été testés et mis à l'épreuve, à l'instar de l'utilisation de groupes de réflexion entre pairs⁴ (les acteurs affaiblis d'un côté, les enseignants de l'autre, etc.) qui alternent avec des événements de rassemblement.

Ce projet d'ATD Quart Monde a fait l'objet d'une étude de la part d'un chercheur en science de l'éducation et d'une évaluation interne dont sont issus un certain nombre de principes

¹ Celle-ci justifie son absence par un manque de temps (Entretien, *organizer* de l'Alliance citoyenne, 8 juin 2017).

² L'apparition de cet enjeu dans ce discours est certainement liée aux conditions de l'enquête qui se focalisait sur ATD Quart Monde.

³ Le document se trouve en Annexe 3 : La charte de la campagne 1001 territoires, p. 553.

⁴ Les groupes de pairs constituent un mode d'action classique d'ATD Quart Monde qui vise la construction de contre-discours des acteurs affaiblis à l'écart du point de vue des acteurs forts.

d'action. Ces derniers ont alors directement inspiré la campagne 1001 territoires. La filiation avec le groupe d'ATD à Maurepas est d'ailleurs reconnue par la plateforme nationale. Parmi les vingt-et-une premières communautés éducatives construites, beaucoup d'entre elles ont mis en œuvre des groupes de pairs par exemple. En tant qu'initiateur, d'ATD Quart Monde constitue un acteur central de cette campagne, mais le travail de coalition exige la prise en compte des enjeux des autres organisations.

Question : « *Appliquez-vous la méthode d'ATD ?* »

Aurélien : « *Oui, mais pas seulement. Eux cherchent à redonner de la dignité aux plus pauvres. Nous, on veut faire cela, mais ce n'est pas notre seule préoccupation. Dans l'échec des enfants, il y a aussi la pédagogie qui joue un rôle déterminant. Pour nous, dans cette campagne, il y a trois ou quatre choses qui sont déterminantes, dont la place des parents les plus éloignés de l'école. Il faut que ça soit une sorte d'impératif, d'aller les chercher et de les amener autour de la table. ATD est pointilleux sur ce principe et nous le rappelle en permanence, c'est leur rôle d'être en vigilance, de nous interpeller et nous recadrer quand on dérive.* » (Entretien, ancien coordinateur du collectif Pouvoir d'Agir, 2 novembre 2015)

D'un côté, ATD Quart Monde est un acteur marginal dans le réseau des activistes de l'*empowerment* à la française, car il ne s'inscrit pas dans une dynamique d'émulation autour du cadre de référence provenant du continent américain. De l'autre, cet acteur est central dans une des rares campagnes collectives du réseau. En effet, dans un premier temps, ATD Quart Monde s'est positionné comme le coordinateur du travail de coalition entre différentes organisations qui ont habituellement des difficultés à coopérer à partir de l'idée d'essaimage du projet de Maurepas¹. L'expérience d'ATD Quart Monde dans le travail de coalition, mais aussi son pouvoir d'influence auprès des pouvoirs publics sont mis à profit dans la campagne 1001 territoires. Dans un second temps, ATD Quart Monde a adapté sa stratégie aux acteurs du réseau des activistes de l'*empowerment*. L'association a alors abandonné sa position de coordinateur pour s'intégrer dans une coalition horizontale fondée sur l'émulation des idées aux références multiples.

Pour conclure, l'analyse des schèmes cognitifs des activistes de l'*empowerment* à la française met en avant l'intérêt de la démocratie réflexive qui se questionne sur les principes d'action et cherche à trouver des solutions hybrides pour dépasser les contradictions de l'action collective. Cela permet également de souligner que les modèles d'action et les initiatives peuvent être complémentaires et s'articuler dans des campagnes communes. Cependant, pour des raisons d'enquête, l'analyse des schèmes cognitifs en disputes, des justifications et de la praxéologie des activistes de l'*empowerment* reste partielle et mériterait d'être approfondie².

¹ Comme cela sera développé dans le chapitre suivant, cette position fait partie du mode d'action classique de l'association.

² Celle-ci pourrait être prolongée en élargissant l'enquête à d'autres acteurs et d'autres problématiques. Elle pourrait également bénéficier d'une approche ethnographique.

Si la mise en réseau est émergente, fragile et hétérogène, l'analyse du processus d'innovation laisse tout de même entrevoir la possibilité d'une convergence des idées et des pratiques au sein du réseau AEF autour d'une démocratie réflexive et radicale. Les acteurs étudiés se rassemblent effectivement autour d'une volonté de transformation sociale. Une vision pessimiste de ce réseau, partagé par un certain nombre d'acteurs, est de le considérer comme une nébuleuse multiforme des domaines du travail social, de la participation citoyenne, de la politique de la ville et de l'éducation populaire dans laquelle les acteurs changent de termes, mais pas de pratiques. S'il est vrai que les expérimentations concrètes restent peu nombreuses et que beaucoup d'acteurs se focalisent sur des actions de formations, une vision optimiste amène à concevoir les effets d'un activisme de l'*empowerment* vers une démocratisation de la démocratie en termes de propagation, de circulation des acteurs et de transmission des pratiques, à l'instar des théories de l'innovation (Rogers, 1962). Dans une optique pragmatique, l'interprétation que l'on propose est celle d'un moment réflexif de l'espace des mouvements sociaux. Ceci explique, à la fois la vision optimiste qui constitue l'objectif d'un réseau et la vision pessimiste en tant que posture sceptique et prudente d'acteurs réflexifs qui ne souhaitent pas que l'*empowerment* à la française suive le même cycle de décroissance que la participation citoyenne par exemple.

ATD Quart Monde dispose d'une place marginale dans ce moment réflexif dans la mesure où ses membres ne s'investissent pas dans l'émulation autour des pratiques d'*empowerment*. Si son projet de société converge avec ce cadre de référence provenant du continent américain, il se positionne comme un précurseur qui a déjà construit dans la praxéologie son propre modèle. L'*empowerment* intéresse certains responsables d'ATD Quart Monde qui participent à quelques activités du réseau, mais ne vient pas nécessairement remettre en question le projet de société d'une communauté épistémique militante qui s'est façonnée depuis les années 1960. Comme les autres acteurs de ce premier chapitre, ATD Quart Monde constitue un révolutionnaire démocratique qui vise l'irruption des citoyens marginalisés dans l'espace des mouvements sociaux et dans le champ politique dans un processus progressif et réflexif. Le chapitre suivant vise à s'interroger sur les spécificités du projet d'ATD Quart Monde par rapport à l'*empowerment* radical, notamment à travers son activité praxéologique.

Chapitre 2. ATD Quart Monde : une communauté épistémique militante visant une démocratisation réflexive et radicale

Le projet de Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde, entre en convergence avec le fond commun d'idées (*master frame*) du réseau AEF que l'on peut désigner par l'expression d'*empowerment* radical. Cependant, on verra que les schèmes cognitifs et les pratiques de l'association se sont formalisés, voire cristallisés pour certains. Ainsi, malgré les parallèles théoriques que l'on peut faire avec l'*empowerment* radical, le projet de société d'ATD Quart Monde s'est construit comme un modèle indépendant. D'un point de vue mésocociologique, l'association peut alors être analysée comme une communauté épistémique qui défend la révolution démocratique et culturelle à partir de l'expérience des acteurs les plus affaiblis.

La notion de communauté épistémique trouve son origine dans l'étude des relations internationales, mais des dynamiques similaires se retrouvent aux échelles nationales et locales (Rose, 1991). Initialement, l'objectif est d'analyser l'influence des réseaux d'experts sur les pouvoirs publics (Bossy et Evrard, 2010). Ce cadre théorique propose d'intégrer une dimension cognitive aux approches en termes de réseau en mettant en avant le rôle de la production et de la circulation des idées dans la transformation des politiques publiques. Pour Stéphane Enguéléguélé, la communauté épistémique répond à un manque de concepts afin d'« analyser les activités organisationnelles et cognitives au terme desquelles des paradigmes spécifiques émergent et sont progressivement appropriés par les décideurs politiques qui les transcrivent dans la loi » (Enguéléguélé, 1998, p. 566).

La version la plus formalisée de cette notion a été proposée par Peter Haas (1992). Le politiste définit la communauté épistémique comme un réseau de professionnels aux profils variés qui disposent d'une expertise reconnue sur un domaine particulier et d'une légitimité permettant de diffuser leur connaissance et leurs points de vue auprès des pouvoirs publics. Les membres d'une telle communauté doivent partager un projet politique ainsi qu'une même conviction normative sur des valeurs et des principes d'action. Ils ont une grille d'analyse commune leur permettant d'avoir la même vision sur les causes des problèmes auxquels leur domaine doit faire face, sur les solutions possibles à apporter et sur les conséquences désirées. Une communauté épistémique partage également des critères de validité internes et intersubjectifs pour évaluer les connaissances produites dans son domaine d'expertise. Ainsi, les membres associent de la même manière certains problèmes à certaines solutions et adoptent le même mode d'action.

De prime abord, la notion de communauté épistémique ne semble pas adaptée à la sociologie de l'action collective étant donné qu'elle fait référence au rôle de réseaux professionnels d'experts. Cependant, Peter Haas précise que ce type de rassemblements n'est pas composé uniquement de spécialistes et de scientifiques et peut potentiellement rassembler bien au-delà

dans les milieux professionnels et militants¹. En défiant le monopole des experts à qui le champ politique transfère de plus en plus de pouvoir (Dickson, 1985), un certain nombre d'acteurs de l'espace des mouvements sociaux affirme disposer d'une connaissance à laquelle les spécialistes du secteur en question n'ont pas accès. Pour Yves Lochard et Maud Simonet (2009), cette revendication prend la forme d'une expertise associative professionnelle et d'une expertise profane des personnes concernées par un problème spécifique. L'avènement de la participation citoyenne et de la notion de gouvernance participe en retour à renforcer la légitimité de ces deux types d'expertise. Ce faisant, « il convient [...] de garder à l'esprit combien les frontières entre univers savants et univers militants sont tout à la fois "poreuses" et "mouvantes" » (Lochard et Simonet, 2009, p. 277).

Face à l'avènement de l'expertise dans le processus de construction des politiques publiques, le milieu associatif français a de plus en plus recours à l'activité cognitive pour faire valoir son point de vue (Offerlé, 1998). Dans l'espace des mouvements sociaux, l'expertise ou la contre-expertise peut être conçue comme une ressource dans le répertoire d'action (Mathieu, 2004 ; Mouchard, 2009). Se développe alors une expertise associative qui est souvent celle de salariés ou de membres quasi professionnels que l'on appellera ici entrepreneurs de connaissances.

« [Ce type d'acteurs ne] se contente pas des répertoires classiques de la mobilisation de masse ou même de l'action politique. Il y adjoint et parfois en première ligne, le développement d'une expertise propre, à la fois quasi scientifique, à tout le moins technique, assise sur la connaissance [...], mais aussi ancrée dans l'expérience de ceux qui se mobilisent ou pour qui l'on se mobilise. » (Lochard et Simonet, 2009, p. 274)

Les compétences militantes des acteurs non professionnalisés de l'espace des mouvements sociaux et l'expérience de vie des citoyens ordinaires sont de la sorte revalorisées en termes de connaissances et légitimées comme des sources d'expertise à part entière. Yves Lochard et Maud Simonet reprennent la notion d'expertise profane. Celle-ci est un concept moins stabilisé, car elle relève du vécu direct des citoyens ordinaires et s'oppose donc aux connaissances standardisées et formalisées (Salman et Topçu, 2015).

Pour Peter Haas, les critères de validité d'une communauté épistémique ne reposent pas nécessairement sur les méthodologies éprouvées scientifiquement, ils peuvent naître de la connaissance partagée et d'une grille d'analyse interne. Avec la notion d'expertise associative et d'expertise profane, il est alors possible de concevoir ce que l'on appellera des « communautés épistémiques militantes » en tant que réseaux d'experts scientifiques, associatifs et profanes. Ces réseaux construisent leur connaissance à partir d'un croisement des différentes sources d'expertises comme dans les forums hybrides analysés par Michel

¹ C'est le cas par exemple des *think tank* mais on n'utilisera pas cette dénomination dans la mesure où celle-ci est fortement ancrée dans le contexte nord-américain et relève d'une logique de professionnalisation importante (Delpuech, 2009, p. 155). La notion de communauté épistémique peut servir à analyser les *think tanks*, mais possède une dimension beaucoup plus large permettant de comprendre le fonctionnement de réseaux informels et diffus.

Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barth (2001). En s'inspirant des travaux de Jürgen Habermas, des politistes américains comme John Dryzek (1990) ou Franck Fischer (2000) redéfinissent le travail d'expertise comme un travail dialogique entre des rationalités perçues comme antagonistes pour élaborer une synthèse ou un consensus. Le projet d'ATD Quart Monde du « croisement des savoirs et des pratiques » fait écho à ces analyses. D'un point de vue mésosociologique, cette organisation peut alors être analysée comme une communauté épistémique militante qui repose sur l'expertise associative des entrepreneurs de connaissances et sur le savoir infrapolitique des acteurs affaiblis.

L'analyse en termes de communauté épistémique est pertinente dans la mesure où ATD Quart Monde est un mouvement social institutionnalisé (Viguié, 2013). Les réseaux d'experts de Peter Haas sont effectivement structurés, relativement homogènes et développent des relations de partenariat avec les pouvoirs publics. De par la légitimité qu'il confère, le processus d'institutionnalisation favorise l'incorporation des revendications d'un mouvement social à l'agenda politique et participe à la démocratisation de la démocratie, mais s'accompagne souvent d'une « routinisation » des pratiques et d'une perte de radicalité du projet initial (Giugni, 1998 ; Tarrow, 1993, 1994). Comme on l'a vu, le mouvement social de l'*empowerment* en Amérique du Nord a été confronté à un tel processus de bureaucratisation et de professionnalisation, au point qu'aujourd'hui le terme est rejeté par les organisations militantes radicales. Ceci explique en partie le rejet de l'institutionnalisation de la part d'un certain nombre d'activistes de l'*empowerment*, rejet appuyé par les interprétations des chercheurs impliqués dans ce réseau. L'étude de l'activité réflexive d'ATD Quart Monde permettra alors de comprendre comment un projet de démocratisation peut conserver sa radicalité malgré un processus d'institutionnalisation.

La première section permettra de développer le processus de formalisation du projet de société d'une communauté épistémique militante. On verra qu'ATD Quart Monde s'est progressivement construit comme un expert de la « grande pauvreté » en se dotant d'un cadre normatif scientifique. Celui-ci s'appuie sur une activité réflexive à partir du projet initial de son fondateur Joseph Wresinski qui converge avec les modèles de l'*empowerment* radical. La préservation de la radicalité et de l'identité originelle dans un contexte d'institutionnalisation fera l'objet de la seconde section. Cependant, il s'agira également d'analyser l'ambiguïté entre un mode d'action fondée sur l'expérimentation praxéologique et l'activité d'une communauté épistémique institutionnalisée qui implique une cristallisation de certains schèmes cognitifs qui ne sont plus remis en question.

Section I — La formalisation experte d'un projet d'*empowerment* radical

Le savoir constitue une source de pouvoir. Il s'agit d'un instrument de domination autant que d'émancipation lorsque les groupes marginalisés s'en emparent (Foucault, 1976 ; Mathieu, 2005). Étant donné que l'*empowerment* est un processus d'acquisition ou de développement du pouvoir individuel, collectif et politique, il est intéressant de s'interroger sur le recours à l'expertise des mouvements sociaux qui visent un tel processus. Ce type de répertoire d'action fondé sur l'expertise doit alors être questionné sur sa capacité à inclure des profanes et à favoriser le partage effectif de ce savoir/pouvoir. S'agit-il d'un « pouvoir instituant des groupes à faibles ressources » (Purenne, 2015) ? Cette section développe cette question à partir de l'analyse du cadre normatif d'une communauté épistémique militante fondée sur le savoir infrapolitique des citoyens marginalisés.

Certains univers militants ont d'abord exclu le recours à l'expertise de leur répertoire d'action¹ avant d'en voir l'intérêt en termes d'efficacité stratégique (Mathieu, 2005). Certaines causes ont été particulièrement propices pour innover en la matière comme les mouvements de malades du sida. Dans un contexte où la médecine était autant ignorante que ses patients sur les causes de l'épidémie, les rapports de pouvoir sur l'accès au savoir étaient plus favorables à une certaine forme d'égalité, voire de dépendance aux personnes concernées dans la mesure où celles-ci disposaient d'informations nécessaires à la recherche médicale (Barbot, 2002). Pour d'autres raisons, l'écologie d'abord conçue comme une science a été l'objet d'un processus d'engagement de la part de chercheurs et d'appropriation important par des mouvements sociaux (Ollitrault, 1996). Par une activité réflexive, ces acteurs participent à la circularité des discours savants dans les milieux militants. L'expertise a ainsi guidé la restructuration de l'activisme environnemental d'une ONG comme Greenpeace France de 1989 à 1998 (Gallet, 2002). En cherchant à construire un nouveau modèle économique, l'altermondialisme a également été un lieu de construction d'un savoir d'expertise à des fins de lutte collective. Par exemple, en se construisant à la fois comme un réseau d'experts et une association d'éducation populaire, Attac organise des universités d'été qui accueillent des économistes et publie ses propres ouvrages de vulgarisation².

Les exemples français, comme ceux que l'on vient de citer, sont assez récents en comparaison au contexte nord-américain dans lequel l'État s'appuie sur une vision plurielle de l'expertise (Béland et Viriot Durandal, 2003). Dans les années 1970, le nombre des organisations de type

¹ Le recours à l'expertise était conçu comme le répertoire d'action des adversaires, c'est-à-dire du champ politique.

² Cet aspect de la création d'Attac est évoqué par Raphaël Wintrebert (2007) et brièvement analysé par Lilian Mathieu (2011).

*think tanks*¹ aux États-Unis s'est en effet démultiplié, mais repose souvent sur le modèle de l'*advocacy*, qui entend porter la parole des personnes concernées sans les inclure dans les actions collectives (Béland et Viriot Durandal, 2003). À rebours, il semblerait que le secteur de la santé soit propice à l'inclusion du savoir expérientiel des patients dans les répertoires d'action des collectifs militants. Dans le contexte nord-américain, Anaïk Purenne (2015) étudie par exemple une *community organization* d'usagers de drogues. À rebours des pratiques d'*advocacy*, celle-ci se mobilise dans le champ de l'expertise à partir de la mobilisation des acteurs affaiblis concernés. Anaïk Purenne montre les ambiguïtés de ce registre d'action dans le processus d'incorporation des revendications à l'agenda politique. Si les résultats politiques peuvent s'éloigner des objectifs et idéaux initiaux, ils participent également à retourner les stigmates, d'usagers de drogues à auxiliaire de la médecine, de personnes affaiblies par l'addiction à des sujets rationnels disposant d'un savoir expérientiel.

Pour revenir au contexte français, une partie du sous-espace des mouvements sociaux de la lutte contre la pauvreté et les exclusions qu'Annie Collovald appelle l'« humanitaire expert » s'est positionné à partir des années 1980 sur des enjeux de connaissance pour se démarquer de l'assistance charitable et de l'action sociale (Collovald, 2001). De même, Joseph Wresinski a le souci de fonder une « *science de la pauvreté* » et cela dès les années 1960. ATD Quart Monde se distingue cependant des organisations étudiées par Annie Collovald dans la mesure où son mode d'action s'oppose à la pratique de l'*advocacy* qui consiste à « parler au nom » des personnes concernées sans que celles-ci soient intégrées au mouvement social. Le recours à l'expertise d'ATD Quart Monde se rapproche davantage de celui du mouvement des malades du Sida qui s'appuie sur la reconnaissance du savoir expérientiel des personnes concernées. Dans le contexte des années 1960 où les recherches sur la pauvreté sont peu nombreuses, Joseph Wresinski entend combler un manque de connaissance tout en défiant le monopole du savoir par les scientifiques. À l'instar des mouvements écologiques, ATD Quart Monde s'investit alors dans la circularité des discours savants. Pour cela, comme Attac, l'association se construit comme un réseau d'experts, développant des liens avec des chercheurs et publiant ses propres ouvrages de vulgarisation, voire des ouvrages scientifiques.

À partir d'un travail de formalisation de la pensée de son fondateur Joseph Wresinski, le mouvement ATD Quart Monde s'est progressivement doté d'un cadre normatif et pratique qui lui permet de formaliser une grille d'analyse commune des phénomènes liés à la pauvreté. Avec le projet du « croisement des savoirs et des pratiques », l'association a également construit des critères éthiques de validité contraignants. En s'appuyant sur la valorisation du

¹ Daniel Béland et Jean-Philippe Viriot Durandal définissent les *think tanks* comme des groupes de pression indépendants de l'État qui mobilisent une expertise militante. Les auteurs distinguent trois modèles : « les "universités sans étudiants", qui apparaissent comme des centres de recherche de stature universitaire [...] ; 2) les organismes de recherche qui travaillent, à contrat, comme consultants en politiques publiques auprès des pouvoirs publics [...] ; 3) enfin, les organisations militantes (*advocacy tanks*), qui défendent ouvertement une cause sociale ou politique » (Béland et Viriot Durandal, 2003, p. 113). À la même époque des années 1970, Béland et Viriot Durandal affirment que le modèle français repose sur un monopole étatique de l'expertise légitime.

savoir infrapolitique des citoyens marginalisés et la coconstruction de solutions avec d'autres types de savoirs, ATD Quart Monde peut alors être analysé comme une communauté épistémique militante, dans la définition qui a été élaborée en introduction de ce chapitre. Afin d'examiner cette hypothèse, il faut d'abord revenir aux origines du cadre normatif d'ATD Quart Monde en présentant la pensée de son fondateur Joseph Wresinski. Celui-ci défend un projet d'*empowerment* radical qui vise la révolution culturelle et démocratique à partir des « personnes en situation d'extrême pauvreté ».

1 — Joseph Wresinski : la question des savoirs au cœur d'un projet d'*empowerment* radical made in France

La notion d'*empowerment* renvoie, comme on l'a vu, au développement de l'autonomie des individus et à l'accroissement de leur capacité d'action individuelle, collective et politique. Si l'articulation et la formalisation de tous ces éléments sous un même concept ne s'opèrent que récemment en France, un ensemble de pratiques relativement anciennes présentent des similitudes avec les démarches d'*empowerment* qu'il s'agisse du mouvement socialiste, de l'altermondialisme, du christianisme social ou de certains mouvements humanistes et laïques (Bacqué et Biewener, 2013).

L'éducation populaire, née au 19^e siècle en tant que composante culturelle du mouvement ouvrier, peut en particulier être considérée comme un courant pionnier de l'*empowerment*. Dans l'acception politique défendue par le sociologue Christian Maurel, l'éducation populaire se distingue du projet d'« instruction du peuple » de Condorcet, jugé paternaliste, pour être envisagée comme « l'ensemble des pratiques éducatives et culturelles qui œuvrent à la transformation sociale et politique, travaillent à l'émancipation des individus et du peuple, et augmentent leur puissance démocratique d'agir » (Maurel, 2010, p. 82). Dans cette optique, la fonction fondamentale de l'éducation populaire se situe dans le processus d'appropriation critique (qui vise la praxis) et de construction collective et conflictuelle (par la confrontation des points de vue) d'un savoir propre aux classes populaires.

« [Il s'agit d'un] mouvement de production des singularités agissantes qui à la fois se nourrissent de leurs savoirs sensibles, les construisent en savoirs sociaux, transforment dans le même mouvement leurs rapports aux autres et au monde, et à leur tour produisent l'intelligence de cette transformation » (Maurel, 2010, p. 139).

C'est donc la question de l'acquisition du savoir comme source de pouvoir qui est au cœur de ce projet d'*empowerment* radical.

Dans les années 1930, à la période du Front populaire, certaines fédérations d'éducation populaire voient le jour, comme les CEMEA (Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active) et les CLAJ (Club Loisir Action Jeunesse). Après guerre, dans les

années 1950, de nouvelles associations se créent comme la Fédération Léo Lagrange, Peuple et culture et Travail et culture. Indépendante par rapport à l'État, l'éducation populaire développe à cette époque des pratiques fondées sur l'autonomie des individus et l'échange. Inspirés des méthodes pédagogiques de l'éducation « active » comme celles de Célestin Freinet, les militants de ce courant entendent se concentrer sur un public dit « populaire » et défendent des valeurs démocratiques et égalitaires. Ces pratiques d'éducation populaire convergent avec celles de l'*empowerment* radical qui naissent à la même époque aux États-Unis. Cependant, « dans les pays occidentaux, particulièrement en France, l'éducation du peuple a souvent supplanté et englouti l'éducation populaire » (Maurel, 2010, p. 28) et beaucoup d'expériences pionnières se sont éloignées de leur portée radicale. L'*empowerment* à la française des années 1950-1960 constituerait alors une dynamique « inachevée » (Bacqué et Biewener, 2013).

Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener évoquent toutefois une expérience qui perdure encore aujourd'hui, celle d'ATD Quart Monde. Comme cela a été évoqué dans le chapitre précédent, ces auteures considèrent toutefois que si la démarche d'ATD Quart Monde articule bien une émancipation individuelle, collective et politique, elle ne serait pas pour autant radicale, car elle ne remettrait pas en cause les dimensions structurelles des inégalités ni les formes de domination qui traversent l'ensemble de la société. Afin de discuter cette affirmation, on propose de détailler les spécificités de la pensée du fondateur d'ATD Quart Monde, Joseph Wresinski, à travers l'analyse de certains de ses écrits, notamment ceux d'un ouvrage publié en 2007 intitulé, *Refuser la misère*. Il s'agit d'un recueil posthume de différents textes de Wresinski rassemblés par ATD Quart Monde, ce qui permet de concert d'analyser ce que les membres de l'association retiennent et mettent en avant dans la pensée de son fondateur.

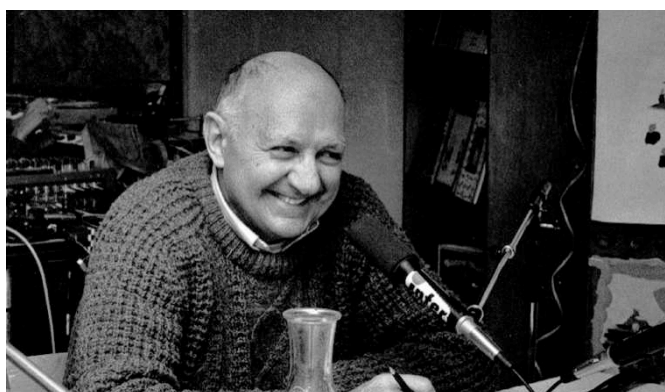


Figure 2 : Le Père Joseph Wresinski¹

On verra que cette pensée s'inscrit dans un projet d'éducation populaire dans l'acception politique de Christian Maurel. Joseph Wresinski défend une révolution démocratique et culturelle à partir de la valorisation et la construction d'un savoir propre à une catégorie de

¹ Source : ATD Quart Monde, *Cher Joseph Wresinski : Bon anniversaire !*, atd-quartmonde.org.

population « en situation d'extrême pauvreté ». Ce chapitre débute comme le précédent par une analyse du cadre de référence sur lequel reposent l'expertise d'ATD Quart Monde et son activité réflexive de diffusion des pratiques et des idées.

1.1. Les racines chrétiennes d'ATD Quart Monde

Afin de comprendre les fondements du cadre normatif d'ATD Quart Monde, il convient d'abord de revenir sur la socialisation du fondateur dans le courant du catholicisme social. Joseph Wresinski (1917-1988) est un prêtre français qui a vécu dans une situation de pauvreté, voire d'« extrême pauvreté » dans son enfance, ce qui marquera beaucoup son parcours¹. Né d'une mère espagnole, Lucrèce, et d'un père polonais, Wladyslaw, il subit le racisme notamment à cause de son nom à consonance germanophone dans un contexte de guerre avec l'Allemagne. Si son père quitte le foyer lorsqu'il a une douzaine d'années, Joseph Wresinski est marqué par la force de résistance dont fait preuve Lucrèce au quotidien pour subvenir aux besoins de sa famille. Face au destin d'échec que les enseignants lui prédisent, c'est grâce à la persévérance de sa mère que le jeune Joseph obtient son certificat d'études. C'est également à Lucrèce qu'il doit sa socialisation catholique. En particulier, le prêtre de la paroisse vient régulièrement dans le foyer discuter avec sa mère. La famille étant exclue par le voisinage, cet acte de reconnaissance marque Joseph Wresinski. Cependant, pendant l'adolescence, il prend ses distances avec la religion catholique.

C'est à Nantes, lorsqu'il poursuit une formation de pâtissier, qu'il fait une rencontre importante, à savoir Edouard Landas, membre de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC). Ce dernier convainc Joseph Wresinski de venir à une réunion de la JOC, alors même qu'à cette époque le futur prêtre rejette l'Église. C'est parce qu'Edouard Landas et les autres membres de la JOC ont un parcours de vie proche du sien ancré dans la pauvreté que Joseph Wresinski décide de s'engager dans cette organisation. De plus, il est marqué par la confiance qu'on lui accorde et cela dès la première réunion où on lui demande d'écrire le compte-rendu. La socialisation jociste lui permet de développer des compétences, notamment celle de l'écriture qui est une pratique quotidienne dans l'organisation et qui deviendra par la suite une habitude et un principe d'action.

« À travers la lutte jociste, j'ai commencé à songer à libérer mes frères... or combattre pour eux, pour que jamais plus une famille ne fût semblable à la mienne, c'était devenir prêtre [...]. Moins pour devenir leur porte-parole que pour m'identifier à eux », explique Joseph Wresinski (cité dans : Cuny, 2014, p. 77). Selon le théologien Étienne Grieu (2013), la formation de la JOC est essentielle à prendre en compte pour comprendre le lien que Wresinski fait entre la foi chrétienne et la dénonciation des réalités sociales à ses yeux inacceptables. En outre, c'est cette socialisation qui réconcilie Joseph Wresinski avec la

¹ Les éléments qui suivent prennent référence dans une biographie du Père Joseph Wresinski (Cuny, 2014), se référer à l'ouvrage pour plus d'informations.

religion catholique au point de construire une vocation de prêtre. Au cours de son séminaire, il est également sensibilisé à l'approche de proximité avec les classes populaires qui est celle des prêtres ouvriers, ce qu'il expérimente en effectuant un stage en usine. Dans son ouvrage intitulé, *Les pauvres sont l'Église*, il dit se sentir proche de certaines figures comme l'Abbé Godin, le Père André Depierre et l'Abbé Pierre.

« *Au séminaire, mais aussi un peu partout dans l'Église, des prêtres parlaient de s'enfouir dans la masse. L'idéal était de faire partie intégrante de l'humanité souffrante, au risque de se perdre. Cela m'a beaucoup inspiré, nous vivions dans l'espérance de nous incarner. Ce fut pour moi un des temps les plus forts de ma vie dans l'Église.* » (Wresinski, 1983, p. 59)

Les premières intuitions du Père Joseph Wresinski — qui fournissent certains fondements de son projet d'*empowerment* radical — proviennent donc de réflexions qui se sont développées par la socialisation au sein d'un mouvement interne de l'Église catholique appelé le catholicisme social.

Encadré 5 : Les précurseurs de l'*empowerment* à la française issus du catholicisme social

Parmi les précurseurs de l'*empowerment* à la française, certaines expériences provenant à la fois du catholicisme social et de l'éducation populaire perdurent encore aujourd'hui comme celle de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) créée en 1925 par le prêtre Cardijn en Belgique puis par le prêtre Guérin en France. Le mouvement se déclina ensuite en différentes branches comme la Jeunesse Étudiante Chrétienne (JEC) et la Jeunesse Agricole Chrétienne (JAC qui deviendra MRJC : Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne). À partir d'une méthode intitulée « Voir, Juger, Agir », la JOC propose aux jeunes ouvriers de réfléchir sur leurs conditions de vie, de les analyser et d'agir collectivement pour les changer. En dehors des objectifs spirituels, le but est de permettre aux militants d'être des acteurs responsables de leur vie et de la société. L'organisation les encourage par exemple à militer dans des syndicats. Très semblables à l'initiative des étudiants réformistes des *Settlements* en Amérique du Nord, les « jocistes » sont des jeunes de moins de trente ans, sorte de *leaders* venant du milieu ouvrier ou des bénévoles provenant d'autres milieux sociaux. Ils vont à la rencontre d'autres jeunes dans les quartiers populaires afin de les sensibiliser et de créer des communautés d'entraide. Le projet de la JOC est proche de l'*empowerment*. Il met en avant les notions de militantisme, de volonté d'agir et de *leadership*, l'attribution des responsabilités se faisant par les pairs. Pour développer leur « conscience de classe », les jocistes doivent écrire dans des « carnets de militants » les « faits de vie » à partir desquels sont organisés des groupes de réflexions collectifs. « Le jeune militant doit apprendre le "praticable" ce qu'il est possible d'espérer, d'entreprendre, de revendiquer, soit la gestion de l'espérance à long terme » (Richou, 1994, p. 57). Dans la même mouvance de l'action catholique, on note également l'expérience des prêtres ouvriers des années 1940-1950. Celle-ci proposait aux prêtres de travailler en usine afin d'être au plus proche des ouvriers. Ils avaient pour but de créer des liens avec leurs collègues, ce qui les amenait régulièrement à s'engager dans les

syndicats, voire dans la politique. À cause des rapprochements de plus en plus forts avec le parti communiste et en période de guerre froide, le pape Pie XII décide d'arrêter l'expérience en 1954, mais celle-ci reprend après le concile Vatican II en 1965.

Beaucoup d'associations de lutte contre la pauvreté entretiennent un lien avec le catholicisme. Ayant été fondé par un prêtre, ATD Quart Monde ne fait pas exception.

« Les propos relatifs à l'Église [dans "feuille de route", la revue militante] traduisent une double position face à celle-ci : à la fois fidélité et critique. [...] De l'absence de propos sur la dimension religieuse d'ATD Quart Monde, il serait inexact de conclure que le Mouvement est dépourvu de tout lien avec l'Église. Simplement, ce lien n'est pas ressenti et présenté comme un trait fondamental de l'identité de l'association. » (Chaté, 1994, p. 375)

ATD Quart Monde se définit comme interconfessionnel. L'association n'exclut pas les réflexions d'ordre religieux et certaines branches du mouvement se définissent à partir d'une ligne théologique, à l'instar du Sappel. Ce dernier est un mouvement chrétien issu d'ATD qui vise l'évangélisation du quart monde. Si celui-ci est indépendant, il y a également des groupes chrétiens internes qui construisent leur action autour de leur paroisse. Un courant théologique poursuit par ailleurs le travail théorique de Joseph Wresinski. Un volontaire permanent, jésuite, a même en charge le dossier de béatification de ce dernier. Si dès la création de son mouvement, Joseph Wresinski a décidé l'indépendance d'ATD Quart Monde par rapport à l'église, le prêtre conserve son statut et son lien individuel. À l'instar du livre *Les pauvres sont l'église*, Joseph Wresinski écrit des ouvrages pour tenter de transformer l'institution catholique. Le mouvement entretient aussi des liens avec d'autres religions comme le judaïsme.

Maude : « [ATD Quart Monde] a été créé par un père, mais ce n'est pas un mouvement religieux. Tout le monde peut s'y retrouver. Peu importe si on n'a pas de religion. Moi, je suis athée et cela n'a pas été un frein parce que la religion n'est pas vraiment présente. Parfois oui, on peut sentir que certaines personnes à ATD sont catholiques ou d'autres religions, mais cela n'empiète pas sur les actions. » (Entretien, militante alliée, 5 avril 2014)

Les membres d'ATD Quart Monde ont effectivement tendance à vouloir effacer les appartenances religieuses de leurs discours. Mise à part l'évocation du « Père » Joseph qui a d'ailleurs tendance à être appelé sobrement Joseph Wresinski, le langage chrétien apparaît très rarement dans les écrits et les prises de paroles. Certains débats internes sont représentatifs d'une volonté de se démarquer de la religion catholique. Par exemple, certains termes comme celui de « fraternité » sont évités dans les déclarations publiques (Entretien, Amélie, salariée du service communication d'ATD Quart Monde, 21 avril 2015).

Noémie : « On a un débat sur la laïcité au SNES [Syndicat National des Enseignants du Second degré]. Or, ATD est connu pour sa coloration catholique. Cela ne plaisait pas tellement à certains militants, mais on est passé outre parce qu'on voulait travailler sur la pauvreté, et les méthodes de travail d'ATD qui consistent à travailler avec ces personnes-là et à les faire

s'exprimer, à donner des clés, c'est intéressant. » (Entretien, responsable syndicale du SNES, partenaire d'ATD Quart Monde dans une campagne politique, 6 avril 2016)

Comme l'indique cet extrait, le mouvement conserve tout de même une étiquette religieuse à l'extérieur. En entretien, certains membres athées reviennent sur leurs hésitations initiales à intégrer le mouvement à cause des influences chrétiennes de l'association. Toutefois, si une partie importante des membres sont chrétiens, cela n'empêche pas de mobiliser plus largement. Dans le discours de Noémie, l'élément le plus distinctif d'ATD Quart Monde n'est pas tant l'étiquette chrétienne que le mode d'action reposant sur la participation des acteurs les plus affaiblis.

1.2. Le savoir infrapolitique : un levier de révolution démocratique

À l'instar de deux figures incontournables de l'*empowerment* radical, Saul Alinsky et Paulo Freire, Joseph Wresinski est un révolutionnaire démocratique qui vise l'émancipation de ceux qui ont le moins de pouvoir politique. Pour ces trois contemporains, la démocratie est une utopie concrète dans laquelle chaque sujet, chaque frange de la société pourrait défendre ses intérêts et développer ses potentialités de manière égale. La démocratie est conçue comme un processus sans fin de renouvellement, d'innovations démocratiques et de transformations sociales. Les trois hommes souhaitent plus de justice sociale, dans les trois dimensions définies par Nancy Fraser (2004) : économique (la redistribution des richesses) ; politique (l'égalité participation ou représentation des citoyens) ; symbolique (la reconnaissance d'un statut d'égalité dans les interactions sociales). La principale spécificité du projet de société de Joseph Wresinski est alors de défendre une révolution démocratique à partir du savoir infrapolitique des citoyens les plus marginalisés. Cette focalisation sur ce qu'il appelle l'« extrême pauvreté » trouve son origine dans l'indignation initiale qui a suscité le passage à l'action du prêtre.



Figure 3 : Le camp de Noisy-le-Grand en 1966¹

¹ Source : ATD Quart Monde, *Geneviève De Gaulle Anthonioz, une vie de résistances*, joseph-wresinski.org.

En juillet 1956, Joseph Wresinski arrive dans sa nouvelle paroisse à Noisy-le-Grand. Il s'agit d'un camp dans lequel plus de deux cent cinquante familles séjournent dans des conditions très difficiles (sans chauffage, sans électricité, sans eau courante, sans routes d'accès, etc.). Cette cité d'urgence avait été construite par les pouvoirs publics pour accueillir les mal-logés et les sans-logis, sur un terrain acheté par l'Abbé Pierre au cours de l'hiver 1954. « *Le transit était prévu pour six mois. Certains resteront dix-huit ans à Noisy* » (Waks, 2006, p. 9). La cité d'urgence se transforme alors en bidonville abandonné des pouvoirs publics. Ce sont les associations comme Emmaüs ou celle de l'Abbé Pierre qui en ont la responsabilité. Le lieu est également déserté par l'Église, ce qui amène l'Évêque de Soissons à demander au Père Wresinski de s'y installer pour au moins six mois. Le lieu étant adapté à la mise en œuvre de son projet professionnel et confessionnel, celui-ci décidera de rester vivre dans ce bidonville. Dans la veine des prêtres-ouvriers, « *il loge dans le camp, il y vit comme les autres dans un igloo¹. On l'appelle déjà le "curé de la racaille". Il a trouvé sa place ici* », écrit la journaliste Fabienne Waks dans sa biographie de Joseph Wresinski (Waks, 2006, p. 11).

Cette expérience est fondatrice pour Joseph Wresinski dans la mesure où elle construit son sentiment d'indignation sur les conditions dans lesquelles vit une partie de la population française. En convergence avec le mouvement du *self-help* ou la vision de Saul Alinsky, le prêtre s'oppose à la charité et à l'assistance qu'il juge comme des humiliations, voire comme des violences faites aux pauvres. « *C'est bien cela, la grande tragédie des familles du quart monde : la condition de dépendance, d'indigence et d'ignorance met, dans tous nos pays, la population du quart monde en situation d'émergence au welfare [aide sociale], au secours d'urgence, à la charité publique ou privée* » (Wresinski, 2007a, p. 158).

Joseph Wresinski estime que la société enferme les acteurs affaiblis dans une position de dépendance empêchant un processus d'autonomisation. De plus, il met en exergue l'effet pervers qui consiste à décharger la responsabilité de la pauvreté sur les personnes concernées. « *Nous allons jusqu'à lui désigner le lieu où il habitera. Puis nous l'accusons d'être sans initiative, sans ambition et nous dirons : "Il ne veut pas en sortir". Comment s'en sortira-t-il, n'ayant jamais pu exercer sa propre raison ?* », affirme Joseph Wresinski à propos des acteurs affaiblis (Wresinski, 2007a, p. 114). Le projet du prêtre est alors de permettre à ces derniers de devenir les acteurs forts de leur propre vie et d'une transformation sociale qui entend « *éradiquer la misère* ». Pour cela, Wresinski entreprend une action d'organisation et de mobilisation des citoyens marginalisés en créant des liens de solidarité entre eux.

Dans le camp de Noisy-le-Grand, Joseph Wresinski demande aux habitants de refuser les distributions de nourriture et de vêtements, et de travailler ensemble à rendre le lieu vivable. Le collectif qui deviendra par la suite ATD Quart Monde construit par exemple un espace de prière et un foyer pour les femmes. À mesure que son association se structure, il propose également des services « communautaires » comme une bibliothèque ou un jardin d'enfants

¹ Terme utilisé pour désigner les baraquements du bidonville de Noisy-le-Grand.

(Waks, 2006). Joseph Wresinski est alors beaucoup critiqué, notamment par les pouvoirs publics, car ces derniers considèrent qu'il incite les gens à rester dans ce camp, en leur donnant les moyens d'y vivre de manière plus conviviale. Ce type d'action entre également en opposition avec la pensée de Saul Alinsky pour qui il convient de ne jamais faire soi-même (*do it yourself*) et de toujours réclamer que les services nécessaires soient créés par les décideurs politiques.

Joseph Wresinski crée une première association en 1957 appelée le Groupe d'action, de culture et de relogement des provinciaux de la région parisienne renommé par la suite Aide à Toute Détresse (ATD). Elle accueille de jeunes volontaires qui viennent travailler le temps d'un été. Le Père Wresinski réalise ainsi que cela procure plus de mal que de bien, chaque départ étant considéré comme un abandon par les familles. Ainsi, l'idée émerge de vivre sur place avec les acteurs affaiblis pour comprendre la situation et pouvoir agir en conséquence. C'est donc des « *volontaires permanents* » (d'où l'origine du terme pour qualifier les salariés du mouvement) qui viennent « s'enfouir » dans le camp. Ces derniers sont « *formés au partage de vie avec les populations vivant dans des conditions de grande pauvreté* » (Ferrand, 2001, p. 39). Initialement, l'objectif de l'équipe de salariés est de recréer du lien social dans les quartiers, briser l'enfermement, les dépendances, la mauvaise réputation et les préjugés. Pour cela, il s'agit de mettre en place des actions dont le but est de rétablir une communication entre les habitants d'un quartier, mais aussi avec la « société environnante ». Les volontaires permanents sont des organisateurs communautaires qui ne se positionnent pas dans une posture de don et qui vivent dans des conditions de vie proche de celles des personnes qu'ils souhaitent mobiliser. Leur « *extrême dénuement, [leur] total manque de moyens [leur] ont permis d'être acceptés par les familles défavorisées* » affirmait Joseph Wresinski (cité dans Waks, 2006, p. 19).

Aujourd'hui, l'action d'ATD Quart Monde dans les quartiers populaires et dans les cités d'urgence est formalisée autour du modèle de Noisy-le-Grand et du concept de « promotion familiale, sociale et culturelle » qui consiste à créer des services communautaires ayant pour but la mobilisation progressive des acteurs affaiblis autour des questions liées à leur expérience de vie (la famille, le logement, l'éducation, la culture, la santé, le travail, la citoyenneté). Pour résumer, il s'agit « *de trouver les chemins et les étapes qui leur permettront d'atteindre leurs objectifs* », d'accéder à leurs droits fondamentaux et de devenir des citoyens actifs (Ferrand, 2001, p. 40). Le « contrat projet » de la promotion familiale repose sur un « engagement mutuel » entre les acteurs affaiblis et les équipes de volontaires permanents. Ce projet se décline en différentes actions communautaires ainsi qu'en actions d'accompagnement individuel destinées aux personnes les plus exclues qui ne participent pas encore aux actions collectives, politiques et culturelles.

Si l'action d'ATD prend son origine localement dans l'organisation communautaire d'une cité d'urgence, Joseph Wresinski développe rapidement des objectifs ambitieux de transformation sociale par la construction d'un mouvement qui vise la révolution démocratique. En partant

du constat que, dans les sociétés occidentales, « *la couche de population la plus pauvre peut être “objet”, mais jamais “sujet” de décisions politiques* » (Wresinski, 2007a, p. 170), le projet d'*empowerment* radical de Wresinski vise le passage de l'exclu à l'acteur-citoyen. Le prêtre établit effectivement un lien entre exclusion sociale et exclusion de la citoyenneté et souhaite travailler sur cette limite démocratique. Pour Joseph Wresinski, « *en véritables citoyens, les plus défavorisés doivent pouvoir influencer sur les choix de la nation, et voir leurs préoccupations introduites dans les orientations de la politique de la France* » (Wresinski, 2007a, p. 281).

Tandis qu'Alinsky et Freire partent de l'idée d'un antagonisme entre les « opprimés » et les « oppresseurs », Wresinski affirme la nécessité d'une émancipation collective. S'il n'hésite pas à pointer la responsabilité des classes favorisées dans l'exclusion des plus pauvres, il reste persuadé que le sous-prolétariat n'arrivera pas à gagner des droits si les acteurs forts s'y opposent. Son projet politique vise donc davantage à trouver des « alliés » dans toutes les sphères de la société qu'à cibler des adversaires. C'est dans cette optique que s'inscrivent les compagnonnages avec des personnalités publiques civiles ou politiques, à l'exemple de Geneviève Anthonioz de Gaulle, nièce du Général de Gaulle et figure de la résistance qui deviendra présidente d'ATD Quart Monde.

« L'analyse historique démontre clairement que l'entrée de citoyens exclus dans l'arène politique et dans l'action législative de nos démocraties est le fait, d'abord, de l'engagement personnel d'individus possédant un prestige qui leur donne une influence sur la pensée de leurs concitoyens. » (Wresinski, 2007a, p. 46)

Cette notion d'alliance est souvent associée à l'image d'un mouvement consensuel sans véritable portée subversive. S'il est vrai que le mouvement ne s'attaque pas de manière frontale au système capitaliste, il dénonce néanmoins l'ensemble des structures inégalitaires et prône une transformation radicale de la société vers un idéal sans exclusion. Par ailleurs, Wresinski ne nie pas les formes de dominations de certains groupes sociaux. À ses yeux, la responsabilité de la persistance de la misère est collective. Pour être membres d'ATD Quart Monde, les acteurs forts doivent s'émanciper de leurs origines sociales en se mettant au service des acteurs affaiblis. Ainsi, l'alliance est pragmatique, car elle permet d'augmenter le pouvoir d'influence d'un groupe à faible ressource, mais elle est également radicale, car elle doit se faire autour des intérêts des citoyens les plus marginalisés. Joseph Wresinski affirme ainsi l'efficacité du « ruissellement par le plus bas » en opposition au « ruissellement par le haut » du libéralisme économique. Selon lui, « *il n'existe qu'un seul remède : le savoir introduit par le plus bas, le savoir montant dans la société comme un ballon d'oxygène, le savoir d'émulation, celui des chances égales* » (Wresinski, 2007a, p. 106).

La révolution démocratique proposée par Joseph Wresinski s'appuie alors sur la valorisation du savoir infrapolitique des citoyens les plus marginalisés dans sa capacité critique de remise en cause des structures inégalitaires. Les conditions de vie extrêmes sont pour lui la source d'un savoir expérientiel qui permet de repérer les problèmes les plus forts des sociétés

démocratiques. Pour le prêtre, le savoir et les réflexions des personnes concernées par la pauvreté « ne portent pas seulement sur leur situation vécue, mais aussi sur le monde environnant qui la leur fait vivre, sur ce qu'est ce monde-là, et sur ce qu'il devrait être pour ne plus exclure les plus faibles » (Wresinski, 2007a, p. 58). Ensuite, dans une confrontation dialogique avec le savoir expérientiel d'acteurs forts et des savoirs plus formalisés comme le savoir universitaire, il est possible de construire une connaissance qui conduise à éradiquer la misère.

Une critique couramment faite à ATD Quart Monde porte sur la focalisation sur l'extrême pauvreté. Celle-ci est bien résumée par Pierre Bourdieu pour qui la compréhension réelle du monde social doit éviter de considérer la grande pauvreté comme « la mesure exclusive de toutes les misères » sous peine d'oublier le « développement sans précédent de toutes les formes de la petite misère » (Bourdieu, 1993, p. 11). Joseph Wresinski s'appuie sur le constat opposé, à savoir que les sociétés démocratiques ont tendance à se concentrer sur la « petite misère », car les solutions sont plus simples, oubliant la grande pauvreté qui persiste de son côté de génération en génération. Par ailleurs, si le projet de Wresinski est d'organiser les « personnes en situation d'extrême pauvreté » qu'il appelle le « quart monde », la notion d'alliance n'inclut pas seulement les classes moyennes et favorisées, mais aussi l'ensemble des catégories de population précarisées ou minoritaires.

C'est ainsi que dans les années 1970, la pensée de Joseph Wresinski développe par exemple des affinités avec le mouvement pour les droits civiques aux États-Unis à partir de son activité à New York, notamment à l'ONU. Pour Frédéric Viguière (2010), il est vraisemblable que le mouvement ait été inspiré par les revendications de l'égalité des droits et les combats anti-discrimination. En 1973, lors d'une intervention à un colloque, Joseph Wresinski affirme que les personnes du « quart monde » « sont parmi ces minorités victimes de discrimination de droit » (Wresinski, 2007a, p. 154). Le prêtre est d'ailleurs l'un des premiers à parler de la pauvreté comme d'une violation des droits humains. Il souligne même qu'il s'agit de la violation la plus flagrante, la plus profonde et la plus totale. Cet exemple montre comment s'applique le projet de révolution démocratique du « ruissellement par le plus bas » de Joseph Wresinski. En l'occurrence, lutter pour rétablir les droits du « quart monde » est censé donner une meilleure compréhension des obstacles propres à chacun des droits, sur leur interdépendance et leur indivisibilité, permettant de faire avancer la lutte pour les droits humains dans son ensemble. Dans ce cadre, l'action d'ATD est de permettre à la minorité « quart monde » de devenir un partenaire central du courant de la défense des droits civiques.

La notion de « quart monde » renvoie à ce que Joseph Wresinski nomme l'« extrême pauvreté » qu'il conçoit comme un « peuple ». Si le savoir infrapolitique des citoyens marginalisés constitue la source d'une révolution démocratique, c'est parce qu'il s'ancre également dans une activité de « résistance subjective à la domination » (Farro, 2000). Le projet d'*empowerment* radical de Joseph Wresinski défend alors une révolution culturelle à

partir d'un processus de conscientisation en tant qu'appropriation critique et collective d'un savoir infrapolitique propre au peuple du quart monde.

1.3. Défier le monopole du savoir par la révolution culturelle du peuple du quart monde

Avec la notion de « quart monde », le projet de Joseph Wresinski est de développer une conscience de classe parmi les « personnes en situation d'extrême pauvreté ». À partir d'une activité réflexive de construction et d'appropriation critique de leur propre savoir, les acteurs affaiblis peuvent devenir des « militants quart monde » qui réalisent la place qu'ils occupent dans la société tout en souhaitant la transformer. Cette philosophie est congruente avec le projet de conscientisation de Paulo Freire qui propose une révolution culturelle pour sortir les « opprimés » de la « culture du silence » régnant dans la dictature brésilienne de 1964 à 1985. Au-delà d'une proximité avec la pédagogie de la libération¹, le rapport à l'Église catholique de Wresinski présente des similitudes avec celui de la théologie de la libération.

Encadré 6 : L'empowerment radical chrétien de la théologie de la libération

Paulo Freire fait partie des grandes figures de la théologie de la libération. Le mouvement social qui découle de ce courant de pensée repose sur une doctrine religieuse à références marxistes. Il s'agit de permettre aux « plus pauvres » de retrouver une dignité et de l'espoir ainsi que de se libérer des rapports d'oppression. En tant que projet d'émancipation des « pauvres » par leur organisation collective tournée vers la praxis, ce courant de l'Église catholique a tous les traits de l'*empowerment* radical. Michael Löwy, un sociologue marxiste franco-brésilien, énonce huit principes fondamentaux de la théologie de la libération :

- 1 — Un implacable réquisitoire moral et social contre le capitalisme dépendant en tant que système injuste, inique, en tant que forme de péché structurel.
- 2 — L'utilisation de l'instrument marxiste pour comprendre les causes de la pauvreté, les contradictions du capitalisme et les formes de la lutte de classe.
- 3 — Une option préférentielle en faveur des pauvres et de la solidarité avec leur lutte pour l'autolibération.
- 4 — Le développement de communautés chrétiennes de base parmi les pauvres comme nouvelle forme de l'Église et comme alternative au mode de vie individualiste imposé par le système capitaliste.
- 5 — Une lecture de la Bible, tournée notamment vers des passages comme l'Exode — paradigme de la lutte de libération d'un peuple asservi.
- 6 — La lutte contre l'idolâtrie (et non l'athéisme) comme ennemi principal de la religion [...].
- 7 — La libération humaine historique comme anticipation du salut final en Christ, comme Royaume de Dieu.
- 8 — Une critique de la théologie dualiste traditionnelle comme produit de la philosophie platonicienne grecque et non de la tradition biblique ». (Löwy, 1988, p. 9-10)

¹ La pédagogie de la libération de Paulo Freire a été présentée dans le chapitre précédent.

De l'avis de Karl, un volontaire permanent qui travaille sur les archives d'ATD Quart Monde, toutes ces convergences ne sont pas des filiations dans la mesure où le Père Wresinski ne semblait pas connaître en détail ces courants de pensée :

« Il y a des confluences, mais pas des influences. Joseph Wresinski parle d'ailleurs dans les derniers chapitres des "pauvres sont l'Église" de la théologie de la libération. Il était très critique parce qu'il se voulait d'abord fidèle à l'église et puis en fait il la connaissait très mal cette théologie de la libération. Il n'en savait pas beaucoup plus que ce qu'en racontaient les médias, ce qui n'était pas très brillant. [Paulo Freire], le père Joseph ne le connaissait pas bien, mais il l'aurait connu, il ne pouvait qu'être d'accord. Il n'y a pas d'influence directe, mais cela converge. » (Entretien, Karl, volontaire permanent, 22 avril 2015)

Le projet d'*empowerment* radical du prêtre français peut effectivement être présenté comme une forme spécifique de pédagogie de la libération. Alors que dans un contexte dictatorial, la catégorie d'« opprimés » de Paulo Freire est très large, la notion de quart monde se focalise, quant à elle, sur le « sous-prolétariat »¹. L'action d'ATD Quart Monde ayant débuté dans une cité d'urgence, le mode d'action consiste à mobiliser les personnes qui vivent les situations de pauvreté les plus extrêmes, étant admis que ces dernières sont toujours exclues de toutes les politiques publiques et de tous les mouvements sociaux. Il s'agit d'un « *peuple, témoin des carences de toutes nos sociétés, [qui] est en quelque sorte le prototype de tous les peuples opprimés [...], sa libération devenant le test de la sincérité de nos ambitions de paix et de justice* » (Wresinski, 2007 b, p. 153).

La notion de « quart monde » est une invention de Joseph Wresinski et provient de l'affirmation que les personnes touchées par ce qu'il appelle la grande pauvreté « se reconnaissent très vite les unes les autres, du fait qu'elles doivent affronter sans cesse une même expérience de mépris et d'humiliation » (Grieu, 2013, p. 95). Construite à partir de l'association de deux concepts, à savoir celui de tiers monde et celui du quatrième ordre, l'objectif de Wresinski est également de permettre aux acteurs affaiblis d'entrer dans l'histoire. En effet, le terme de quatrième ordre constitue une référence historique à Louis Pierre Dufourny de Villiers qui défendait, dans les prémisses de la Révolution française, une représentation directe des « pauvres » au côté de la noblesse, du clergé et du tiers état. Par ces références, Joseph Wresinski avait la volonté de créer une identité valorisante « ne reposant pas sur un manque, mais un héritage historique, une appartenance et un projet » (Blunsch Ackermann, 2005, p. 28).

À rebours de la théologie de la libération, la pensée de Wresinski s'appuie sur une critique du marxisme, car, selon lui, cette idéologie condamne les plus pauvres au silence en niant leur capacité à s'organiser². Le courant marxiste considère en effet le *lumpenprolétariat*³ comme une armée industrielle de réserve qui viendrait casser les grèves. Certains écrits utilisent

¹ Dans la lignée de la théologie de la libération, la grande pauvreté a tout de même une place non négligeable dans le projet de Paulo Freire.

² Karl Marx lui-même parle finalement assez peu du *Lumpenproletariat*.

³ Terme allemand pour le sous-prolétariat.

même les termes de « canaille » et de « racaille ». De plus, les plus pauvres sont toujours oubliés par les structures politiques (syndicats, partis, etc.), relégués au rang de « *citoyenneté de second ordre* » (Wresinski, 2007a, p. 226). Or, pour Wresinski, si l'on travaille à améliorer les conditions des plus exclus, toute la société en bénéficiera.

Dès le départ, dans le camp de Noisy-le-Grand, l'action d'ATD Quart Monde repose sur des « pivots culturels » et sur des espaces de paroles et de réflexion. À partir d'une démarche de capitalisation de la connaissance, Joseph Wresinski propose par exemple aux acteurs affaiblis d'écrire leurs expériences de vie, voire leurs autobiographies¹. Ensuite, dans les quartiers populaires, ATD Quart Monde crée des pré-écoles pour les enfants de 0 à 3 ans qui visent à favoriser la relation affective avec les parents et des « pré-pivots culturels » pour les enfants scolarisés qui permettent l'accès au livre et au langage. Dans ce cadre, l'une des actions du mouvement que l'on retrouve quasiment dans tous les groupes locaux aujourd'hui s'appelle la « bibliothèque de rue ». Des militants vont dans les quartiers populaires avec des livres pour initier les enfants au plaisir de la lecture. L'objectif premier est d'atteindre les enfants des familles « les plus défavorisées ». Ensuite, il s'agit d'entrer en contact avec les parents afin de créer du lien dans le quartier.

Florent : « *Les gens très pauvres, qui ont un sentiment d'incapacité, ont une sorte de fierté quand ils arrivent à organiser trois jours avec tous les enfants du quartier. Après, ils vont se dire : "Comment cela se fait que nos enfants échouent et qu'on nous dise qu'ils sont nuls alors qu'ils font de belles peintures". Il faut qu'ils réussissent quelque chose entre eux avant d'oser faire des revendications à l'institution.* » (Entretien, ancien délégué national d'ATD France, 20 avril 2015)

Ainsi, l'organisation communautaire du quartier permet une mobilisation collective à partir de l'*empowerment* des acteurs affaiblis. La bibliothèque de rue a pour but de rencontrer les parents, de créer des dynamiques collectives dans les quartiers ou de leur proposer, par exemple de participer à une autre action culturelle d'ATD Quart Monde, à savoir l'université populaire.

L'université populaire est un espace de réflexion et de débat sur des sujets de société, conçu comme une formation à la prise de parole, à la citoyenneté et au militantisme. À la différence d'autres types d'universités populaires, il ne s'agit pas de conférences accueillant un public au capital social et culturel important. Au contraire, les acteurs les plus affaiblis sont au cœur du dispositif. Dans un premier temps de conscientisation, les personnes participent à des groupes locaux de préparation qui leur permettent de développer une réflexion personnelle et collective. Dans un second temps, une assemblée plénière est organisée à une échelle régionale, afin de lancer un débat en présence d'invités du monde économique, institutionnel ou politique. Selon Claude Ferrand (2001), ancien délégué international et fondateur du croisement des savoirs, les lieux comme les universités populaires favoriseraient la prise de parole des personnes du Quart Monde, leur permettraient de confronter leurs idées,

¹ Le centre des archives d'ATD Quart Monde possède un département qui rassemble ce type d'écrits.

d'apprendre des uns et des autres et de se sentir utiles à la société. À terme, les « exclus » peuvent progressivement devenir des militants quart monde qui seront ainsi des acteurs du combat contre la misère¹.

Le mode d'action d'ATD Quart Monde repose sur un processus de conscientisation wresinskien². Les acteurs affaiblis mènent une activité réflexive d'appropriation critique de leur savoir expérientiel à partir de la valorisation d'une culture propre au sous-prolétariat. Ce processus se poursuit dans une volonté d'agir collectivement et dans le développement d'un militantisme qui vise la transformation sociale afin d'éradiquer la misère. La conscientisation wresinskienne se distingue de celle de Paulo Freire, car elle concerne à la fois les « opprimés » et les « oppresseurs ». En effet, certains acteurs forts appelés « militants alliés » choisissent volontairement d'entrer dans un processus de conscientisation par la confrontation de leur savoir expérientiel avec celui des acteurs affaiblis dans une optique de lutter contre la pauvreté.

« Savoir, c'est d'abord avoir la conscience d'être quelqu'un, pouvoir donner une signification à ce que l'on vit, à ce que l'on fait, pouvoir s'exprimer. Savoir, c'est avoir une place dans le monde, connaître ses racines, se reconnaître d'une famille, d'un milieu. Savoir, c'est par conséquent pouvoir participer à ce qu'est et fait autrui. Savoir, c'est comprendre ce que l'on est, ce que l'on vit, pour pouvoir le partager avec d'autres, c'est faire des expériences dont on ne sorte pas humilié, mais fier. » (Wresinski, revue *Igloos*, n° 105-106, 2e trimestre 1979)

La révolution culturelle de Joseph Wresinski vise à remettre en cause les rapports de pouvoirs établis concernant la légitimité des savoirs. En particulier, il s'agit de défier le monopole du savoir scientifique dans la construction d'une connaissance sur la pauvreté par la valorisation de la légitimité d'un savoir infrapolitique des citoyens marginalisés et d'un savoir d'action des volontaires permanents.

« Nous n'avons pas assez songé que, dans la connaissance globale sur la pauvreté et l'exclusion qui doit à la fois informer, expliquer et mobiliser, la recherche scientifique doit se reconnaître une composante parmi d'autres. La composante informatrice "sans vie", si l'on peut dire, car elle demeure sans vie tant qu'à côté, nous ne trouvons pas ces autres parts de connaissances : la connaissance que possèdent les pauvres, les exclus qui vivent, de l'intérieur, à la fois la réalité de leur condition et la réalité du monde qui la leur impose, et la connaissance de ceux qui agissent, parmi et avec les victimes dans les zones de grande pauvreté et d'exclusion. » (Wresinski, 2007a, p. 54-55)

Le texte dont est tiré cet extrait est intitulé : « La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduise au combat ». Il s'agit de l'introduction à la rencontre du Comité permanent de recherche sur la pauvreté et l'exclusion sociale du 3 décembre 1980, au Palais de l'UNESCO à Paris. Ce texte donne accès au rapport que Joseph Wresinski entretient avec la recherche universitaire. D'un côté, il reconnaît son intérêt pour élaborer une connaissance sur la pauvreté susceptible de guider l'action dans une certaine neutralité face à la subjectivité

¹ Ces affirmations seront mises à l'épreuve dans la deuxième partie de cette thèse qui analyse ce dispositif.

² On utilise ce terme afin de souligner la convergence avec la pensée de Paulo Freire mais celui-ci n'est pas utilisé par ATD Quart Monde. Ce processus sera d'ailleurs analysé dans le dernier chapitre.

du savoir politique. De l'autre, il fait une critique acerbe des méthodes d'enquêtes qui participent à l'exploitation des pauvres autant qu'elles les considèrent comme des objets d'étude ou des sources d'informations et non comme des sujets qui disposent d'une capacité de réflexion sur leurs propres conditions de vie. En suivant Wresinski, tant qu'elle ne propose pas des méthodes qui permettent une émancipation des acteurs affaiblis, la recherche n'aurait pas de prise sur le réel et n'aurait donc pas valeur pour guider la praxis de la lutte contre la pauvreté.

« Le chercheur n'a pas les moyens de s'emparer du contenu de ce jardin secret [le savoir infrapolitique], mais aussi, et surtout, il n'en a pas le droit. [...] Déranger les plus pauvres dans leur pensée, en les utilisant comme informateurs, au lieu de les encourager à développer leur réflexion propre en acteur réellement autonome, c'est les asservir. » (Wresinski, 2007a, p. 59)

Dans ce texte, Joseph Wresinski met en valeur une démarche praxéologique à la fois de la part des professionnels qui accompagnent les acteurs affaiblis dans leur projet d'émancipation et à la fois de la part des acteurs affaiblis eux-mêmes dans une démarche de conscientisation. Selon les termes de Lochard et Simonet (2009), ce texte vise la légitimation d'une expertise associative et d'une expertise propre aux citoyens marginalisés face au monopole de l'expertise scientifique.

Le projet d'*empowerment* radical forgé par Joseph Wresinski accorde ainsi une place prépondérante à la question de la construction de la connaissance sur la pauvreté pour guider l'action. Pour cela, Joseph Wresinski valorise une démarche praxéologique de la part des professionnels qui accompagnent les acteurs affaiblis dans leur projet d'émancipation individuelle, collective et politique. Les personnes concernées s'investissent également dans une activité réflexive à travers un processus de conscientisation pour s'approprier leur propre savoir infrapolitique et devenir les acteurs de la transformation sociale. Dans une alliance avec certains acteurs forts qui choisissent de se mettre au service de cette cause, mais aussi avec d'autres acteurs forts au savoir légitimé, comme les universitaires, il est possible de construire une connaissance globale et praxéologique sur la pauvreté dans un processus de confrontation des savoirs. Ces éléments constituent les fondements cognitifs du mode d'action d'ATD Quart Monde qui repose sur une expertise de la pauvreté.

2 — La construction d'une identité organisationnelle fondée sur l'expertise de la pauvreté

Des volontaires permanents, mais aussi quelques membres bénévoles d'ATD Quart Monde au capital culturel élevé ont suivi l'appel de Joseph Wresinski à adopter une démarche praxéologique. Ils ont ainsi produit une littérature foisonnante sur leur fondateur et sur les actions de l'association. Généralement, cette activité cherche moins à trouver des points de convergence avec d'autres courants de pensée qu'à mettre en avant l'originalité de la démarche d'ATD Quart Monde. Il s'agit là du mode d'action d'entrepreneurs de connaissances qui entendent diffuser le projet de Joseph Wresinski dans le champ intellectuel puis, par effet de ricochet, dans le champ politique et dans l'espace des mouvements sociaux. L'objectif est également interne à l'association en proposant des formalisations théoriques de l'action et en faisant évoluer progressivement le modèle du fondateur.

Depuis sa création, la démarche du mouvement ATD Quart Monde est fondée sur le triptyque : « *Connaissance, action, engagement* » (Entretien, ancien délégué international¹, 27 avril 2015). Pour Joseph Wresinski, l'outil principal dans la lutte contre la pauvreté est la connaissance, à la fois par son caractère émancipateur pour les acteurs affaiblis² et par sa capacité à informer et à guider la société dans son ensemble. Le mode d'action d'ATD Quart Monde repose ainsi sur un projet de capitalisation de la connaissance sur la pauvreté qui ne peut se constituer sans l'apport des personnes concernées. À ce titre, l'association se positionne comme un expert de la pauvreté.

Selon Lilian Mathieu (2005), « un mouvement social qui mobilise le registre de l'expertise a le choix entre deux options, nullement incompatibles : soit solliciter la coopération d'experts spécialisés dans son domaine d'activisme, soit s'appropriier lui-même cette expertise ». ATD Quart Monde met en œuvre ces deux options. Cependant, la sociologie de l'action collective considère souvent cette activité comme un outil stratégique dans les répertoires d'action afin d'augmenter son pouvoir d'influence auprès des pouvoirs publics. Si cette dimension stratégique n'est évidemment pas à exclure de l'analyse, le recours à une activité réflexive de la part des mouvements sociaux n'est pas uniquement tourné vers l'extérieur. Une autre fonction est celle de la « réassurance interne » afin de « trouver et de projeter des raisons de militer en dehors de soi, d'activer en permanence des préférences politiques ou morales, de fonder en raison cet engagement (Siméant, 2002, p. 25-26). L'activité réflexive ne vise pas seulement à se rassurer en interne, elle peut aussi chercher la cohérence par la formalisation d'une identité organisationnelle.

¹ La gouvernance d'ATD Quart Monde est composée d'une présidence et d'une « délégation nationale » pour la France et d'une « délégation internationale » qui donne les orientations pour l'ensemble de l'association (présente dans de nombreux pays).

² Cet aspect sera développé dans le chapitre suivant.

Dans la sociologie pragmatique, la notion d'identité organisationnelle est utilisée pour désigner la façade plus ou moins fixe d'un processus mouvant de formation d'un groupe. L'identité organisationnelle est un ensemble de marqueurs qui émerge dans les arrangements de performances, dans les agencements rhétoriques, narratologiques et dramaturgiques et dans les transactions, coopérations et compétitions avec d'autres organisations (Cefaï, 2007). Il existe également un ensemble de « schèmes de perception », c'est-à-dire des codes symboliques qui guident l'action et permettent aux acteurs de donner un sens spécifique à leurs pratiques (Mathieu, 2011). Dans cette optique, le sens de l'action naît dans les interactions et l'expérience.

Si on partage cette vision pragmatique qui sera d'ailleurs utilisée dans la suite de la thèse, il semble tout de même qu'un « travail de signification » (Snow, 2001) puisse être effectué de manière proactive par des entrepreneurs de connaissances sans être réduit à une activité stratégique de constitution d'une idéologie (Snow et Benford, 1988). En effet, certains militants s'investissent dans l'auto-analyse de leurs pratiques afin de développer une connaissance qui puisse guider l'action future (Ollitrault, 1996), ce que l'on a appelé une démarche praxéologique. Cette activité a une double fonction : une fonction interne d'évaluation de l'action et de formalisation d'une identité organisationnelle, et une fonction externe de diffusion de la connaissance auprès des pouvoirs publics, dans l'espace des mouvements sociaux et dans le champ intellectuel.

Le développement d'une expertise associative et profane ainsi que le recours à une démarche praxéologique de la part d'un certain nombre d'entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde construisent les contours d'une communauté épistémique militante autour d'un projet politique de lutte contre la pauvreté. On va d'abord analyser la manière dont l'association a progressivement adopté le registre de l'expertise avant d'en voir les effets en termes d'homogénéisation de l'identité organisationnelle par la formalisation scientifique d'un cadre normatif et de critères de validité interne.

2.1. D'un réseau de spécialistes à une communauté épistémique militante

Alors qu'ATD Quart Monde n'est encore qu'une petite association dans un bidonville, Joseph Wresinski, avec l'aide d'une volontaire de renom, Alwine de Vos van Steenwijk, souhaite développer les liens avec le monde de la recherche. Dès ses débuts à Noisy-le-Grand, le Père Wresinski a le souci de « *fonder et développer cette "science de la pauvreté" que nous [à ATD Quart Monde] estimons une des armes principales du combat* » (Wresinski, 1974, p. 179). Alwine de Vos van Steenwijk, quant à elle, est une diplomate néerlandaise, issue de l'aristocratie. À la suite de sa rencontre avec le prêtre, elle abandonne son métier en 1961 pour s'engager de manière permanente dans le mouvement. Elle met à disposition sa fortune personnelle, ses connaissances des circuits diplomatiques et son réseau de relations. Comme le souligne Viguié (2010), son capital culturel et social est facilement convertible en capital

scientifique. Elle va donc permettre le développement de la dimension recherche au sein d'ATD Quart Monde. Karl, un volontaire permanent¹ qui connaissait bien Alwine de Vos, raconte ainsi la genèse de l'adoption du registre de l'expertise :

« Au départ, c'est vraiment une intuition du père Joseph. Dès le départ, il a dit : "On ne peut pas vaincre la pauvreté sans faire des études sérieuses, sans bien la connaître." [...] C'est extraordinaire. Le Père Joseph est né dans la misère. C'est un prêtre autodidacte, socialement un peu "insignifiant". Cependant, il crée un mouvement tout à fait nouveau, et il rencontre en tête-à-tête Alwine de Vos van Steenwijk, la Baronne de Vos van Steenwijk ! [...] À la fin du premier entretien, Mme de Vos, totalement bouleversée par ce qu'elle a découvert, demande au père Joseph : "Mais maintenant que faire ?" Elle se rendait bien compte qu'avec le Père Joseph cela ne serait pas l'habituel "ouvrez votre carnet de chèques". N'empêche qu'elle ne s'attendait pas à la réponse. La réponse immédiate du père Joseph était qu'il fallait faire des études [scientifiques]. Elle s'attendait à tout sauf à cela. Il se rendait compte que personne ne connaissait véritablement la grande pauvreté. L'université ne la connaît pas, les gens encore moins, les ministères n'en parlons pas, bref, personne, donc il faut faire des études.»
(Entretien, Karl, volontaire permanent, 22 avril 2015)

En partant du constat que la grande pauvreté est méconnue, autant des pouvoirs publics que des chercheurs, le mouvement entend participer à la production de la connaissance afin de les éclairer sur la question de la misère en France. À l'instar des mouvements des malades du Sida, le contexte d'incertitude scientifique et politique sur la complexité des processus liés à la pauvreté est favorable à l'adoption d'un mode d'action fondé sur l'expertise. Ce faisant, ATD Quart Monde se construit comme une communauté épistémique qui entend produire elle-même des interprétations de la réalité. Ce mode d'action est d'autant plus efficace que les pouvoirs publics sont en attente d'informations pour guider leurs prises de décision.

Pour cela, l'association se dote d'outils spécifiques que l'on ne retrouve que rarement dans d'autres associations, tout particulièrement au sein du « sous-espace des mouvements sociaux de lutte contre la pauvreté et l'exclusion » (Viguière, 2013). Des entrepreneurs de connaissances créent ainsi dès la fin des années 1950 une revue qui reprend les codes de la revue scientifique (Revue « Igloo » qui est devenue la Revue Quart Monde en 1986). En 1961, Alwine de Vos van Steenwijk construit un institut de recherche appelé Institut de recherche et de formation aux relations humaines (IRFRH) qui deviendra par la suite le Centre Joseph Wresinski dans une fusion avec le centre des archives d'ATD Quart Monde. Enfin, dans les années 1970, le fondateur crée une maison d'édition (Maison Quart Monde) pour diffuser sa pensée et celle des entrepreneurs de connaissances.

L'institut de recherche est à l'origine d'études scientifiques sur la pauvreté comme celle de Jean Labbens (1969) sur le camp de Noisy-Le-Grand et le Quart Monde. Il a par ailleurs un rôle important dans la construction du problème de l'illettrisme dans les années 1960 (Lahire, 1999). Selon Bernard Lahire, l'invention du terme même d'« illettrisme » est à l'origine des travaux des entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde au capital culturel et social

¹ Nom donné aux salariés d'ATD Quart Monde.

très élevé dans l'optique de remplacer celui « analphabétisation » porteur de stigmates. Le mouvement se revendique également à l'origine de la notion d'exclusion sociale (Tardieu, 2015), ce que confirment les travaux d'Emmanuel Didier (1996). En effet, dès 1965, Jules Klanfer et l'institut de recherche d'ATD Quart Monde publient « Exclusion sociale. Étude sur la marginalité dans les sociétés occidentales ».

Le registre de l'expertise apparaît donc très tôt dans le mode d'action de l'association. Il s'agit dans un premier temps d'un recrutement dans le champ intellectuel d'universitaires ou de personnalités au capital social et culturel élevé comme Alwine de Vos van Steenwijk afin de constituer un réseau de spécialistes. Bien qu'il prenne son origine dans le milieu militant, ce réseau d'experts forme les bases d'une communauté épistémique dans sa définition la plus classique comme un rassemblement de quelques spécialistes autour d'un projet politique. L'objectif d'ATD Quart Monde est de créer un cadre normatif qui puisse guider l'action par la création de ses propres notions comme celle d'illettrisme, d'exclusion sociale ou encore celle de « quart monde ».

Parallèlement, des volontaires permanents mènent des actions collectives dans certains quartiers populaires et cités d'urgence comme à Noisy-le-Grand. Dans les premiers temps du mouvement, le registre de l'expertise conserve une certaine indépendance par rapport aux autres activités militantes. La formalisation de l'expertise associative des volontaires permanents et de l'expertise d'usage des acteurs affaiblis dans un projet de croisement des savoirs se réalise dans un second temps. Menée initialement par un réseau de spécialistes, la communauté épistémique d'ATD Quart Monde s'ouvre progressivement à une vision multiple de l'expertise, ce qui peut être daté en 1980 à partir de la communication de Joseph Wresinski : « La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduise au combat »¹.

La revue Quart Monde est, quant à elle, un espace d'information politique et théorique. Il s'agit d'une part de formaliser la pensée des entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde pour la rendre accessible aux chercheurs et aux acteurs de terrain comme les volontaires permanents. De cette manière, la communauté épistémique s'ouvre à la fois en externe dans une volonté de diffusion de sa connaissance dans le champ intellectuel, mais aussi en interne dans une volonté de généraliser la posture d'entrepreneurs de connaissances à l'ensemble de ses salariés et certains membres actifs. D'un simple réseau de spécialistes de la pauvreté, l'association prend peu à peu la forme d'une communauté épistémique militante, à partir du développement d'une expertise associative et d'une expertise profane, ainsi qu'en développant des liens plus informels avec le monde de la recherche, le considérant comme un levier de transformation sociale à part entière.

¹ En se focalisant sur une enquête par archives, Frédéric Viguié (2010) a rencontré principalement les salariés du centre de recherche d'ATD Quart Monde, ce qui l'amène à décrire l'association comme un réseau d'intellectuels militants. Ses interprétations sont imprégnées par cette vision, omettant de ce fait toute une partie de l'activité d'ATD Quart Monde qui s'effectue dans les quartiers populaires mais aussi les évolutions de la communauté épistémique vers une conception multiple de l'expertise.

La dynamique interne d'ouverture de la communauté épistémique s'observe dès la fin des années 1950. Recrutés uniquement sur la base de leur engagement et non de leurs compétences, les volontaires permanents peuvent être assimilés à des anthropologues de la pauvreté. Il s'agit d'une posture qui s'appuie sur le développement d'une expertise associative propre à ATD Quart Monde. Les volontaires permanents doivent effectivement s'engager totalement auprès des « plus pauvres » en vivant à leurs côtés. Selon Bernard Lahire (1999), il s'agit d'une proximité « spirituelle comme matérielle »¹. On retrouve ici des influences chrétiennes, notamment des prêtres-ouvriers. Comme ces derniers, les volontaires permanents doivent se « fondre dans le décor » et s'adonner à une activité d'écriture quotidienne qui a pour but de capitaliser de la connaissance sur la pauvreté. À l'image des anthropologues, l'objectif des volontaires est d'enquêter au cœur des milieux de vie d'une population en passant des situations individuelles qu'ils observent à une réalité de ce qu'ils appellent le « quart monde ».

Florent : « *Il y a une légende chez nous selon laquelle Joseph Wresinski avait toujours un crayon dans la poche et qu'il notait les phrases qu'il entendait. Les volontaires permanents notent au jour le jour. C'est un effort de connaissance. Les anthropologues font la même chose. Le but est de prouver qu'une population existe, qu'elle n'est pas tout à fait ce que l'on croit, et qu'elle a une pensée.* » (Entretien, ancien délégué national, 20 avril 2015)

Dans une dynamique d'ouverture de la communauté épistémique, le réseau d'experts encourage les volontaires et les militants (militants alliés et militants quart monde) à écrire. Le centre des archives d'ATD Quart Monde comprend plusieurs fonds importants de textes de ses membres, dont une collection spécialisée sur les écrits de militants quart monde. Conformément à la philosophie de Joseph Wresinski, les acteurs affaiblis disposent d'un savoir infrapolitique dont il convient de favoriser l'expression orale, mais aussi écrite, l'objectif étant de faire entrer le « quart monde » dans l'histoire. Comme cela a été déjà évoqué, les militants quart monde sont encouragés à écrire leur autobiographie, leur parcours d'engagement au sein d'ATD et tout type de réflexions. Par ailleurs, les volontaires permanents ont une activité assez systématique de retranscription des espaces de paroles avec les militants quart monde. En particulier, l'ensemble des universités populaires sont retranscrites et archivées. Apparaît alors une tension dans l'activité réflexive d'ATD Quart Monde entre une volonté d'inclusion des acteurs affaiblis et une difficulté pratique de mise en œuvre. Celle-ci sera analysée tout au long de la thèse. En effet, si certains militants quart monde endossent le rôle d'entrepreneurs de connaissances, tous ne sont pas des acteurs de l'activité d'expertise et sont davantage des sources de savoir expérientiel qu'il s'agit de capitaliser par des pratiques comme la retranscription. Dans ce cas, les pratiques des volontaires permanents peuvent tomber sous la même critique que Joseph Wresinski fait aux chercheurs lorsqu'il affirme que ces derniers ont tendance à considérer les acteurs affaiblis comme informateurs et non comme des acteurs.

¹ Cet aspect sera analysé dans la deuxième partie.

Dans une dynamique d'ouverture de la communauté épistémique vers l'extérieur, les membres sont conviés à réaliser des publications dans la revue Quart Monde (mais aussi dans d'autres revues), et utilisent la maison d'édition Quart Monde pour publier leurs propres ouvrages. Ce type d'activité se retrouve également dans le mode d'action d'association comme Attac ou Greenpeace. Lilian Mathieu (2002) a par ailleurs montré les effets de diffusion des théories de Paulo Freire dans l'espace des mouvements sociaux par le biais de la publication de son ouvrage sur la pédagogie de la libération par une maison d'édition militante française, à savoir Maspero. En créant sa propre maison d'édition, Joseph Wresinski entend favoriser de tel processus.

Amélie : *« Dans les années 70, Wresinski voulait écrire sur la pauvreté et il ne trouvait pas d'éditeur qui s'intéressait au sujet. Ce n'était pas un sujet d'édition. Il a donc créé cette maison d'édition parce qu'il fallait un organe qui soit capable d'éditer. [...] Elle ne publie que des choses qui sont écrites par des gens d'ATD Quart Monde quasiment ou alors qu'elle a commandées à des gens. [...] Les choses ont évolué depuis l'époque de Wresinski. Maintenant, la pauvreté est vraiment un sujet d'étude [...]. Résultat : maintenant, on fait beaucoup de coédition. »*

Question : *« Est-ce que cela reste encore important pour le mouvement d'avoir sa propre maison d'édition ? »*

Amélie : *« Sûrement, parce que cela coûte cher donc je pense qu'ils auraient fait le choix de la supprimer. Ce n'est pas rentable. »* (Entretien, salariée du pôle communication, 21 avril 2015)

L'existence d'une maison d'édition interne est assez exceptionnelle dans le milieu militant¹. Cela montre l'importance que Joseph Wresinski accorde à la diffusion de la connaissance. Le monde académique étant considéré par le mouvement comme un acteur essentiel du changement social, les entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde tentent également de le sensibiliser à cette question et de l'influencer.

Cédric : *« Si l'on veut continuer dans cette voie, c'est parce qu'on sait que le monde universitaire a un poids énorme dans notre société, quoi qu'on en dise. On dit que les chercheurs ne servent plus à rien. Mais ce n'est pas vrai quand on voit le nombre de publications, de références, de chercheurs qu'on va solliciter et qu'on fait intervenir dans les colloques, etc. C'est énorme ! Il y a une production de connaissance par l'université, mais celle-ci n'est pas assez ou pas du tout ouverte à l'intelligence qui vient du milieu de la pauvreté. »* (Entretien, volontaire permanent, 13 mai 2015)

Si l'institut de recherche a pu publier des études dans le passé, celui-ci a aujourd'hui pour principal objectif de créer un réseau informel de chercheurs. En dehors des quelques intellectuels entrés dans les rangs du mouvement, comme Jules Klanfer, Christian Debuyst et Jean Labbens, on retrouve plus globalement la volonté de collaborer avec des chercheurs extérieurs, quelles que soient leurs disciplines. Pour cela, ATD Quart Monde organise des rencontres scientifiques pour diffuser et enrichir la pensée du mouvement. Celles-ci peuvent

¹ On note toutefois l'existence des Éditions de l'Atelier issues du mouvement ouvrier ou encore de quelques maisons d'édition féministes.

prendre différentes formes : colloques, séminaires de recherches, réunions avec des doctorants.

Par exemple, l'institut a organisé en juin 2017 un colloque à Cerisy-la-Salle sur la pensée du Père Wresinski afin de la valoriser, de la diffuser et de la mettre en résonance avec d'autres pensées. À partir du constat que la pensée du fondateur manque d'influence dans le champ intellectuel, l'objectif des organisateurs est avant tout stratégique. Le but est de renforcer le réseau scientifique du mouvement et d'augmenter son influence dans le monde de la recherche. Le colloque a réuni une trentaine de chercheurs sans liens particuliers avec ATD Quart Monde et a demandé à chacun d'écrire une communication qui relie leur domaine de recherche à la pensée de Joseph Wresinski. Les organisateurs ont ciblé certaines personnes qu'ils considèrent comme des personnalités influentes du champ intellectuel comme Catherine Dolto¹ ou Alain Caillé². La comparaison des notes d'observation des préparatifs et du colloque est révélatrice de la tension relative à l'inclusion des acteurs affaiblis à l'activité réflexive. Dans la phase de préparation, les organisateurs souhaitaient que quelques militants quart monde participent tout en adoptant une posture sceptique quant à la réalisation de cet objectif. C'est la question de l'accessibilité des discours scientifiques qui était mise en cause. Finalement, quelques militants quart monde ont été accompagnés dans l'écriture de communications et ont participé au colloque de Cerisy.

L'importance de la recherche se retrouve aussi dans certains projets qui n'ont pas vu le jour faute de moyens comme celui de créer une université Joseph Wresinski, une Chaire de recherche ou un groupe d'intérêt scientifique. Un ancien responsable international d'ATD Quart Monde évoque une tentative de fusion des différentes actions du mouvement dans une structure qui aurait pu prendre la forme d'un laboratoire de recherche-action : « *Le but était d'unifier à la fois l'institut de recherche et différentes actions du mouvement dans une même entité pour les consolider ensemble et pour qu'il y ait un rayonnement* » (Entretien, André, ancien délégué international d'ATD Quart Monde, 27 avril 2015).

Par ailleurs, contrairement à Frédéric Viguié (2010) qui a noté une réticence d'ATD Quart Monde concernant sa démarche de recherche sur l'association, j'ai rencontré pour ma part une grande ouverture. Une orientation interne sans doute récente est d'encourager des chercheurs à faire des travaux à partir des actions ou des archives du mouvement. C'est le cas de certains doctorants ou encore d'Axelle Brodier et de Marion Carrel qui sont soutenues dans leur démarche d'habilitation à diriger la recherche. En interne, la direction d'ATD Quart Monde encourage également quelques volontaires permanents à entreprendre des masters recherche,

¹ Ecrivaine spécialisée dans les livres sur la santé des enfants. Fille de Françoise Dolto, elle poursuit en partie les travaux réalisés par sa mère.

² Professeur émérite de sociologie à l'Université Paris Ouest Nanterre. À partir d'une posture anthropologique, il travaille sur la notion du don, notamment à partir de la pensée de Marcel Mauss. Il dirige d'ailleurs la revue MAUSS depuis sa fondation.

voire des thèses comme Geneviève Defraigne-Tardieu (2012). Un statut spécifique de volontaires chercheurs est même en cours de réflexion.

On verra que le mode d'action d'ATD Quart Monde lié à l'expertise n'est pas uniquement stratégique, mais aussi identitaire. En se positionnant comme un acteur à part entière du monde de la recherche, l'activité réflexive de l'association prend la forme d'une démarche praxéologique qui permet de formaliser un cadre normatif et des critères de validité qui guide l'action de l'association.

2.2. La formalisation scientifique d'une identité organisationnelle

La genèse d'un mode d'action fondé sur l'expertise débute dès la création d'ATD Quart Monde à la fin des années 1950 posant les bases d'une communauté épistémique militante. D'un côté, quelques spécialistes, militants d'ATD Quart Monde, se rassemblent dans un réseau scientifique interne. Celui-ci s'ouvre progressivement vers un réseau informel de chercheurs qui collaborent avec l'association sans endosser le statut de militant. De l'autre, une expertise associative spécifique se développe autour des caractéristiques des volontaires permanents que l'on peut qualifier globalement d'anthropologues de la pauvreté. Une expertise profane fondée sur le savoir expérientiel des acteurs est également mise en valeur.

Karl : « Je rêverais d'un institut à trois composantes, au sens de l'institut de France, en toute modestie, avec différentes académies : une académie d'universitaire, une académie de professionnels, de volontaires et d'alliés et une académie de personnes du quart monde. L'objectif serait de coordonner les travaux des différentes académies. » (Entretien, volontaire permanent, centre de recherche d'ATD Quart Monde, 22 avril 2015)

L'analyse de cette aspiration montre une volonté de formalisation d'une communauté épistémique militante qui s'appuie sur les trois sources d'expertises valorisées par Joseph Wresinski dans le texte précédemment analysé et intitulé : « La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduise au combat ». Cet écrit constitue une référence sur laquelle s'appuient les entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde pour construire leurs objectifs liés au registre de l'expertise et au monde de la recherche. Si l'aspiration ci-dessus n'est pas encore atteinte, on va analyser les efforts entrepris pour tendre vers sa réalisation.

Le registre de l'expertise apparaît dès la création de l'association par Joseph Wresinski, mais il a fallu attendre sa mort pour adopter un projet de théorisation de sa pensée.

Florent : « De son vivant, on ne citait jamais Joseph Wresinski parce qu'il était assez colérique en réalité. Il était mal vu. Les plateaux de télévision avaient peur de l'inviter parce qu'il s'énervait facilement. Paradoxalement, il a pris beaucoup plus de place dans le mouvement après sa mort. Je pense que nous sommes à peine en train de le "digérer". Quand il était vivant, on l'aimait beaucoup, mais on le craignait aussi. Il se mettait dans des colères pas possibles. Il n'était pas très diplomate. On a mis du temps à mettre en avant la pensée de Wresinski, et les penseurs ne la découvrent que maintenant. [...] Dans le mouvement, Joseph a

pris une autre place maintenant. On est plus sur sa pensée et moins sur son énergie.»
(Entretien, ancien délégué national, 20 avril 2015)

Après un temps de « digestion » que l'on peut situer entre la mort du fondateur en 1988 et la fin des années 1990, la communauté épistémique se dote progressivement d'un cadre normatif et de critères de validité éthiques par un travail de formalisation scientifique de son projet de société.

Frédéric : « [Joseph Wresinski] était un peu dictateur au sein d'ATD. Souvent, il avait des intuitions fortes, mais il ne savait pas en expliquer les raisons. On devait accepter cette fragilité [...]. À présent, nos connaissances sur les conditions d'expression des personnes en situation de pauvreté sont très formalisées dans le croisement des savoirs. Ce sont les travaux des années 1990, après la mort de Joseph, qui ont permis cette formalisation. On peut dire qu'il y a eu une maturation de notre savoir-faire. On l'a appris sur le terrain dans un tâtonnement. Aujourd'hui, on est vraiment des experts pour permettre à des gens très pauvres d'être acteurs. On essaye de transmettre ce savoir-faire à d'autres. Joseph avait beaucoup de savoir-faire, car il avait vécu lui-même la pauvreté. Il était très radical. On a dû inventer des manières de faire pour rester fidèle à sa pensée. » (Entretien, membre de la direction de transition après la mort de Joseph Wresinski, 8 novembre 2015)

La mort d'un fondateur dans une association est souvent à l'origine d'une phase de fragilité et de restructuration importante, d'autant plus lorsque celui a une place centrale dans l'organisation, ce qui semble être le cas de Joseph Wresinski décrit ici comme un « dictateur colérique ». La formalisation scientifique du projet de société d'ATD Quart Monde a alors pour but de conserver la radicalité des « intuitions » de Joseph Wresinski par la reconstruction réflexive de l'identité organisationnelle. Pour cela, des entrepreneurs de connaissances s'approprient certaines notions provenant des sciences sociales et mènent leurs propres projets de recherches.

Tout d'abord, Joseph Wresinski a souhaité développer une pensée provenant de l'action qui puisse influencer les débats scientifiques. Selon lui, « les études universitaires, qui sont des essais de saisir l'action de l'extérieur, ne peuvent en aucun cas remplacer la connaissance que l'action doit avoir d'elle-même et pour elle-même » (Wresinski, 2007a, p. 4). La démarche praxéologique constitue donc un marqueur identitaire. Dans une optique de théorisation, un ancien délégué national présente ATD Quart Monde comme un « praticien réflexif ». Ce terme fait référence à Donald Schön (1983), sociologue américain de l'éducation.

« J'ai pu travailler avec Schön [...]. La démarche du praticien réflexif est celle de tous nos rapports d'activités, de nos séminaires d'action, etc. Les praticiens relisent leur pratique et en tirent un savoir. [...] Le praticien sait si cela fonctionne ou si cela ne fonctionne pas. Il peut réfléchir pour trouver les raisons des succès ou des échecs. C'est toute la théorie de Schön, toute la théorie des philosophes pragmatistes. Il y a un savoir dans l'action. » (Entretien, Florent, ancien délégué national, 20 avril 2015)

Donald Schön (1983) valorise les capacités réflexives des acteurs sur leurs propres pratiques. L'auteur s'attaque au paradigme de la science appliquée pour proposer un tournant

épistémologique, à savoir que l'action et la théorie se nourrissent l'une et l'autre. L'acteur devient dès lors le premier interprète de son action. Les praticiens auraient un stock de connaissances permettant de répondre aux problèmes quotidiens de manière créative, dans un processus de réflexion liant les fins et les moyens. Il distingue la « réflexion dans l'action » qui fait référence à un jugement plus ou moins inconscient à la « réflexion sur l'action » qui se fait a posteriori. Le praticien « mène [alors] une expérimentation qui sert à générer à la fois une nouvelle compréhension du phénomène ainsi que le changement dans la situation » (ibid., 68). À partir de son « répertoire d'exemples », il construit un savoir nouveau et teste des pistes d'action inédites. « L'expérience ou l'apprentissage par essais et erreurs contribuent à l'acquisition progressive d'un savoir-faire de plus en plus efficace » (Lhotellier et St-Arnaud, 1994, p. 102). La démarche praxéologique entend accélérer ce mécanisme et le préciser. Dans cette perspective, le praticien ne doit pas se cantonner à sa propre expérience, mais la confronter à celle des autres dans un processus de coopération dialogique et retenir toute suggestion nouvelle permettant de contribuer à la progression de l'action.

Dans une démarche de théorisation de la pensée de Joseph Wresinski, la communauté épistémique s'inscrit explicitement dans la posture du praticien réflexif. L'ancien délégué national France et d'autres entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde s'approprient un concept scientifique afin de construire un cadre normatif cohérent avec la pensée du fondateur. En se présentant comme un praticien réflexif, il s'agit d'un côté de formaliser et de renouveler une démarche interne de capitalisation de la connaissance sur la pauvreté, et de l'autre de se faire une place dans le milieu universitaire, dans le courant de la recherche-action. C'est dans cette optique que la direction d'ATD Quart Monde a encouragé quelques volontaires permanents à entreprendre une formation liée au courant de pensée de Donald Schön. De 2006 à 2008, grâce à une collaboration avec l'université François Rabelais de Tours, treize volontaires permanents obtiennent le DUHEPS (diplôme universitaire des hautes études de la pratique sociale). Ce projet s'inscrit précisément dans ce courant du praticien réflexif, car il a pour but de permettre à des acteurs d'« acquérir la maîtrise théorique de [leur] pratique sociale » (Barrois, Brun et Pineau, 2009). Toute une série de mémoires de recherche a alors été réalisée, ce qui a permis la théorisation interne de certaines pratiques d'ATD Quart Monde. Dans la suite de ce partenariat avec l'université de Tours, des entrepreneurs de connaissances ont élaboré une recherche avec des enseignants alliés du mouvement. Ce projet appelé « savoir et coopération à l'école » et coordonné par Pascal Galvani a permis à des militants alliés de se questionner sur leurs pratiques pédagogiques et en particulier de montrer l'influence de leur engagement à ATD Quart Monde sur leur activité professionnelle.

Dans son discours, l'ancien délégué national d'ATD France évoque une collaboration directe avec Donald Schön. Celle-ci a eu lieu au cours des années 2000, lorsque la direction d'ATD Quart Monde a souhaité renouveler son mécanisme décisionnel interne. Cette démarche a donné lieu à la création d'un dispositif participatif appelé « évaluation programmation » qui vise à fixer des orientations tous les quatre ans. Des groupes de réflexion sur l'action avec des volontaires, des militants alliés et des militants quart monde, se construisent dans l'ensemble

du mouvement international. Le but est d'évaluer l'action locale, de mettre en lumière les blocages et de se donner des objectifs pour les quatre ans à venir. Des textes sont écrits par les différents groupes locaux et sont envoyés à d'autres qui semblent faire face à des dilemmes pratiques similaires. Des échanges transversaux entre groupes locaux sont alors organisés pour s'éclairer mutuellement sur les problèmes qu'ils rencontrent. Ces échanges sont enregistrés et retranscrits¹ et de nouveaux groupes sont construits afin d'analyser tous les écrits et d'en tirer des orientations générales. Une fois que les orientations sont finalisées par la délégation nationale, celles-ci sont envoyées au niveau local qui est amené à organiser des événements pour se les réapproprier². Cet exemple montre les effets de la circularité des discours savants dans les milieux militants. Par l'appropriation du concept de « praticien réflexif » et par la collaboration avec les chercheurs de ce courant de recherche, la direction d'ATD Quart Monde a approfondi son processus décisionnel afin d'augmenter l'influence de ses membres sur les orientations de l'association.

Ensuite, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, un projet intitulé « croisement des savoirs et des pratiques » est lancé à partir de deux programmes de « recherche-action formation » appelés Quart-Monde Université et Quart-Monde Partenaire. L'objectif est d'étayer scientifiquement le projet de société construit de manière intuitive par Joseph Wresinski, puis de « faire école », comme l'explique André, un fondateur de la démarche :

« À ce moment-là, je me suis senti investi de la mission de conceptualiser, de développer et de formaliser la démarche entreprise par le fondateur [Joseph Wresinski], à savoir que les personnes qui vivent la condition de misère et d'exclusion sont les premiers acteurs partenaires de la lutte. Leurs réflexions doivent être au cœur des connaissances qui sous-tendent les actions. Cette démarche devait à mon sens faire école et devenir une référence afin qu'elle puisse être enseignée et pratiquée pour éradiquer la misère. » (Entretien, André, volontaire permanent, 27 avril 2015)

Quelques entrepreneurs de connaissances d'ATD comme ce volontaire permanent, entendent éprouver scientifiquement l'idée que les « personnes en situation de pauvreté » détiennent un savoir expérientiel qui — dans une hybridation avec le savoir d'autres personnes — « permet de mieux connaître la réalité pour éliminer la misère » (Ferrand, 2001, p. 45). À travers ce projet, ATD Quart Monde s'inscrit d'une part comme un activiste délibératif qui défend une participation effective des acteurs affaiblis aux processus de décision sur les questions qui les concernent. D'autre part, l'association se conçoit comme un praticien réflexif qui souhaite formaliser son projet de société. Ces deux programmes scientifiques peuvent également être analysés comme l'aboutissement de la construction d'un cadre normatif et des critères de validité de la communauté épistémique militante. Le projet du « croisement des savoirs et des pratiques » vise aussi à trouver les conditions pour lutter contre les tensions que l'on a déjà évoquées sur la difficulté pratique de la participation effective des acteurs affaiblis aux actions et décisions.

¹ La retranscription est une pratique courante au sein d'ATD Quart Monde.

² Ces informations sont tirées de plusieurs entretiens de volontaires permanents (20 avril 2015, 18 mars 2016, 22 avril 2016) et d'un rapport moral 2008 d'ATD Quart Monde.

Le programme Quart-Monde Université est le fruit du croisement du savoir infrapolitique des citoyens marginalisés, du savoir scientifique (provenant de différents domaines des sciences dures comme des sciences sociales) et du savoir associatif des volontaires permanents. Au lieu d'être considérés comme des informateurs ou des objets d'étude, les acteurs affaiblis ont le statut de co-chercheurs de cette étude. Ils ont effectivement participé à égalité avec les autres acteurs aux trois étapes de cette recherche : le choix des thèmes, l'analyse et l'écriture. Dans le même esprit, le programme Quart-Monde Partenaire a pour but de croiser le savoir infrapolitique des citoyens marginalisés avec celui de professionnels de différentes institutions (éducation, justice, police, jeunesse, travail social, santé, logement, culture, etc.). Si le premier programme a permis d'affirmer l'importance de la contribution des acteurs affaiblis en termes de connaissance, le second doit conduire à l'action. En effet, l'objectif de Quart-Monde Partenaire est de montrer l'intérêt de « se former ensemble à la connaissance réciproque et au partenariat avec les plus démunis » dans une optique de « *contribuer à la transformation des pratiques, des institutions et des politiques pour éliminer la misère* » (Ferrand, 2001, p. 51).

Au cours des années 2000, les deux projets de recherche ont abouti à des actions concrètes que le mouvement appelle les coformations. L'idée est de proposer des formations avec des acteurs affaiblis et des acteurs forts — professionnels d'un secteur concerné par la pauvreté — afin « *d'améliorer les interactions entre les deux groupes d'acteurs dans le contexte de leurs relations quotidiennes* » (Brun, 2002, p. 55). Les citoyens marginalisés qui participent aux coformations sont des militants quart monde, c'est-à-dire qu'ils se sont déjà acquis certaines compétences politiques dans d'autres actions du mouvement. Les coformations se déroulent en trois temps de travail collectif, à savoir l'apport d'informations dans des groupes de pairs, l'interprétation des données et la recherche de solution. Le dernier temps a pour but de faire émerger des propositions de changement au sein des institutions concernées¹.

La méthodologie du croisement des savoirs introduit un ensemble conséquent de critères de validité concernant la production de la connaissance qui sont résumés dans une charte². Ainsi, pour participer, l'ensemble des acteurs doit partager une volonté politique de lutte contre la pauvreté et reconnaître le savoir infrapolitique des acteurs affaiblis. Avant d'entrer dans une dynamique collective de recherche, les participants reconnaissent leurs différences en travaillant dans des groupes de pairs, construits par rapport à une origine sociale ou une profession. L'application de ces critères aux chercheurs peut poser problème à certains et la communauté épistémique se questionne actuellement sur les modalités concrètes de participation de ce type d'acteurs. Ensuite, la présence et la participation effective des acteurs affaiblis tout au long du processus constituent des critères de validité centraux. La méthodologie doit également permettre une autonomie dans la construction des différents savoirs en évitant les liens de dépendance par exemple. En l'occurrence, les groupes de pairs

¹ Une analyse détaillée de ce dispositif se situe dans le cinquième chapitre.

² Ce document se trouve en Annexe 4 : Charte du Croisement des Savoirs et des Pratiques avec des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, p. 556.

sont considérés comme un espace de confiance, de sécurité et de liberté essentiel à la formulation des points de vue. Enfin, les solutions doivent être coconstruites à partir d'un échange équitable entre les différents types de savoirs (professionnel, universitaire, expérientiel). Si le savoir infrapolitique des citoyens marginalisés n'est pas jugé supérieur aux autres, la *priorité* lui est tout de même accordée dans la mesure où son expression est plus difficile. Les notions de temps et de rythme sont alors mises en valeur pour affirmer des différences entre les groupes d'acteurs.

Aujourd'hui, le « croisement des savoirs et des pratiques » constitue un réseau interne d'entrepreneurs de connaissances de la communauté épistémique d'ATD Quart Monde indépendant du centre de recherche par exemple. Ce réseau dispose d'un secrétariat et d'un comité d'organisation mené par quelques volontaires permanents. Ensuite, de façon plus informelle, il rassemble un grand nombre de professionnels, de militants alliés et de militants quart monde qui ont déjà participé à des actions en croisement et qui souhaitent s'investir dans la diffusion du cadre normatif, autant en interne à ATD Quart Monde qu'à l'extérieur vers les pouvoirs publics, les institutions, l'espace des mouvements sociaux ou le champ intellectuel.

Dans le cas du champ intellectuel, le réseau a par exemple organisé un séminaire épistémologique sur le croisement des savoirs de 2015 à 2017. L'observation de cet événement montre un double objectif : en interne l'approfondissement des critères de validité, et en externe l'influence sur le monde de la recherche. Le premier temps du séminaire, d'une durée d'une semaine, rassemblait une quinzaine de chercheurs qui se sont questionnés sur les principes méthodologiques et théoriques du croisement des savoirs. Dans une optique réflexive, le réseau souhaitait mettre en lumière les points de débats et les angles morts à éclairer. Certaines questions ont été soulevées par les chercheurs¹, cependant les membres du réseau du croisement des savoirs ont des difficultés à remettre en question certaines pratiques de leur cadre de validité. Ceci est représentatif d'une certaine ambiguïté de la démarche praxéologique d'ATD Quart Monde² dont le but était aussi de diffuser la méthodologie auprès des chercheurs participants. Les deux autres rendez-vous avaient alors avant tout un objectif stratégique de diffusion des idées vers l'extérieur.

Le deuxième temps a duré deux jours et visait à construire un texte intitulé « Appel au développement des recherches participatives en croisement des savoirs »³ à destination des chercheurs et des institutions de la recherche. Le dernier temps, enfin, était une opération de publicisation orientée vers les pouvoirs publics et le monde de la recherche par un colloque au CNRS en présence de deux secrétaires d'État⁴. La première conséquence de ce séminaire est

¹ Celles-ci seront utiles dans l'analyse du chapitre 5.

² Ceci sera analysée plus en détail dans la section suivante.

³ Ce document se trouve en Annexe 5 : Appel pour le développement des recherches participatives en croisement des savoirs, p. 562.

⁴ Thierry Mandon, Secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche et Ségolène Neuville, Secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la Lutte contre l'exclusion.

d'avoir réussi à mobiliser à leurs côtés une quinzaine de chercheurs. Avec les membres d'ATD Quart Monde et d'autres associations, ces derniers sont signataires de l'appel visant la promotion des recherches participatives. Mais le colloque au CNRS a également permis d'augmenter le rayonnement de l'opération et de diffuser le cadre normatif du croisement des savoirs auprès des pouvoirs publics. S'il est trop tôt pour en analyser les effets, ATD Quart Monde a réussi à convier des chercheurs extérieurs qui ont réalisé des communications et des secrétaires d'États ont fait le déplacement.

ATD Quart Monde est donc une communauté épistémique militante qui rassemble des experts scientifiques, professionnels, associatifs et profanes. Celle-ci défend un processus de délibération et de codécision effective avec des acteurs les plus affaiblis sur tous les sujets qui les concernent. La persistance des valeurs et des pratiques d'ATD Quart Monde dans une identité organisationnelle homogène peut s'interpréter comme le résultat de l'activité cognitive d'une communauté épistémique qui évalue toujours la cohérence de son action par rapport aux écrits de son fondateur. L'association se dote ainsi de ce qu'on peut appeler un « bouclier normatif » qui permet de conserver une radicalité malgré le processus d'institutionnalisation qui sera appréhendé dans la section suivante. Cependant, cette activité de formalisation transforme des schèmes de perception¹ intuitifs en ce que l'on appellera des filtres de perception, c'est-à-dire des cadres cognitifs théorisés qui ne sont plus remis en question. Ces derniers freinent la réflexivité de l'association sur son action et les dynamiques de partenariats avec d'autres organisations.

Section II — S'institutionnaliser pour influencer tout en conservant sa radicalité et sa réflexivité ?

ATD Quart Monde dispose d'un statut d'expert de la pauvreté reconnu par les pouvoirs publics, ce qui suggère un processus d'institutionnalisation. Dans la sociologie des mouvements sociaux, la notion d'institutionnalisation est souvent présentée comme un processus inévitable de structuration lié à une certaine loi d'Airain de l'oligarchie. En se structurant, les organisations des mouvements sociaux suivraient un processus de hiérarchisation et de routinisation des tâches en se dotant de porte-paroles qui viendraient déposséder les membres de base de leur pouvoir. Beaucoup d'auteurs utilisent le terme d'institutionnalisation comme un terme générique pour désigner ce processus comme s'il s'agissait de sa définition. C'est par exemple le cas de Louise Carlier (2011) qui choisit cette notion, sans la définir, pour décrire l'affaiblissement de la critique des luttes urbaines bruxelloises entre les années 1960 et les années 2000. L'institutionnalisation est également présentée comme un processus de « conventionalisation » dans les répertoires d'action

¹ Les schèmes de perception permettent de donner intuitivement du sens à la pratique (Mathieu, 2011).

(Giugni et Kriesi, 1990). Marco Giugni et Hanspeter Kriesi analysent l'évolution des pratiques des « nouveaux mouvements sociaux » suisses dans les années 1980 qui se dirigent pour certains vers des formes plus conventionnelles, à savoir le mode d'action des groupes de pression. Ce type de travaux se caractérise par une tendance normative à juger les répertoires d'actions par rapport à leur caractère démonstratif dans une opposition directe à l'État. Giugni et Kriesi associent le conventionnel à l'utilisation des canaux institutionnels et médiatiques. Ceci pose deux questions : l'innovation dans un registre de coopération avec l'État est-elle impossible¹ ? Une organisation de mouvement social institutionnalisée peut-elle être considérée comme radicale et si oui, à quelles conditions ?

Pour Hanspeter Kriesi, le choix de la coopération avec les pouvoirs publics est caractéristique du processus d'institutionnalisation et implique nécessairement un détournement de l'identité originelle et une perte de la radicalité (Kriesi, 1996). Sans nier l'existence de lien entre ces différents processus, c'est l'inévitabilité, voire l'interchangeabilité des notions, que l'on remet en question en proposant une analyse pragmatique de l'institutionnalisation d'une organisation comme ATD Quart Monde.

La radicalité d'un mouvement social est conçue comme sa capacité critique de remise en cause des structures inégalitaires et des processus de domination. Les institutions étant ciblées comme les responsables, des auteurs comme Hanspeter Kriesi affirment que les organisations militantes doivent prendre leur distance avec elles afin de conserver leur radicalité. Ceci est l'une des raisons pour lesquelles les institutions occupent une position étrange en sociologie des mouvements sociaux : d'un côté, il s'agit d'un concept fondamental, car il est presque impossible d'en faire abstraction ; de l'autre, il est rarement défini, comme si le terme était évident (Boltanski, 2009). De plus, ce concept est presque toujours à connotation négative.

Pourtant, pour Luc Boltanski, « la question de la critique [...] paraît indissociable de celle des institutions à laquelle elle s'arc-boute » (Boltanski, 2009, p. 85). Cette notion est alors au cœur de sa sociologie de l'émancipation « pragmatique de la critique ». D'un simple instrument de domination pour la sociologie critique, Boltanski propose une vision pragmatique² de l'institution comme « un être sans corps à qui est déléguée la tâche de dire ce qu'il en est de ce qui est » (ibid., 117). Il s'agit d'une instance de confirmation de ce qui importe et de ce qui doit être respecté ou non. Si les opérations institutionnelles disposent d'un caractère arbitraire qui peut renforcer la domination, elles ont également une fonction nécessaire de stabilisation en fixant un cadre de références matérielles ou immatérielles dans un contexte où il n'y a pas d'accord implicite sur la réalité. La vie sociale est traversée par des

¹ Par ailleurs, la routinisation et la hiérarchisation ne peuvent-elles pas également apparaître dans des organisations qui conservent une posture de confrontation avec l'État ? L'analyse de Julien Talpin (2016) du *community organizing* à Los Angeles donne l'exemple de Community Coalition dont le mode d'action d'opposition avec les pouvoirs publics n'empêche pas une forte professionnalisation, un manque de démocratie interne et une dépossession importante de ses membres.

² Selon Luc Boltanski, en s'opposant aux théories structuralistes, la sociologie pragmatique a eu tendance à ignorer le concept d'institution.

contradictions et des disputes, c'est-à-dire des divergences de points de vue, d'interprétations et d'usages. L'activité institutionnelle vise à construire une réalité toujours fragile en résorbant l'incertitude ou tout du moins à diminuer l'inquiétude qu'elle suscite.

« D'un côté, donc, on fait confiance aux institutions, on "croit" en elles. Comment faire autrement puisque sans leur intervention l'inquiétude sur ce qui est ne pourrait que croître en même temps que les désaccords. Mais, d'un autre côté, chacun sait bien que ces institutions ne sont que des fictions et que seuls les êtres humains qui les composent, qui parlent en leur nom et qui, étant dotés d'un corps, de désirs, de pulsions, etc., ne possèdent aucune qualité particulière qui permettrait de leur faire confiance. [...] Croyance dans l'institution et critique de l'institution forment un couple indissociable. » (Boltanski, 2009, p. 132)

Les institutions ont le pouvoir de la constitution de la réalité et d'exclusion des autres réalités possibles. Elles exercent donc bien un effet de domination qui serait sans limites si la critique n'existait pas. L'intérêt heuristique de la sociologie de Luc Boltanski est de mettre en avant l'interdépendance des institutions et de la critique. Cette dernière s'appuyant sur les contradictions des premières qui à leur tour mettent en œuvre des dispositifs de confirmation de la réalité afin de se protéger des attaques de la critique.

À partir de ce cadre d'analyse se dégage une définition de l'institutionnalisation d'une organisation de mouvement social comme le processus de structuration qui vise à se doter d'un « être sans corps » capable de fixer un cadre de référence pour orienter la praxis. L'institution d'un mouvement social construit une réalité spécifique pour ses membres à partir de repères cognitifs et des repères pratiques, autrement appelés des schèmes de perception (Mathieu, 2011). Elle dispose de ses propres dispositifs de confirmation pour atténuer l'incertitude en son sein qui se retrouve dans l'existence d'une culture militante organisationnelle (Cefaï, 2007). De ce fait, les institutions de mouvement social sont nécessairement traversées par des contradictions, comme celles qui ont été analysées dans le chapitre précédent.

Dans l'optique proposée ici, l'institutionnalisation d'une organisation de mouvement social est donc déconnectée des rapports qu'elle entretient avec les pouvoirs publics. Ceci ne signifie pas qu'en s'institutionnalisant une organisation ne peut pas changer de mode d'action au profit d'une coopération avec l'État, perdre sa radicalité et son identité originelle, mais que tous ces processus ne sont pas inévitablement interconnectés dans une loi naturelle d'Airain de l'oligarchie. Si l'institutionnalisation est inévitable comme cela est souvent rappelé dans la sociologie de l'action collective, c'est à cause de la nécessité d'une instance qui crée un cadre commun et structure l'action (Eder, 1996). Ainsi, on partage le projet des sociologues québécois Pierre Hamel, Louis Maheu et Jean-Guy Vaillancourt (2000) qui cherche à repenser les défis institutionnels de l'action collective. Loin de la thèse de la routinisation, l'institutionnalisation des mouvements sociaux est conçue par les trois auteurs comme une réponse face à la complexité de l'action collective. Le redéploiement de la confrontation vers des formes d'échanges avec les pouvoirs publics n'est pas nécessairement une conventionnalisation, mais peut être à l'origine d'innovations importantes dans l'optique de

renouveler leur portée subversive, de conserver une certaine autonomie et d'éviter l'instrumentalisation. En outre, les transactions et les médiations avec l'État restent conflictuelles dans la mesure où elles entendent construire un rapport de force dans un processus de négociation.

« La présence des mouvements sociaux au sein de ces espaces institutionnels instables nous amène à concevoir les institutions [étatiques] comme des laboratoires qui permettent aux acteurs d'expérimenter de nouvelles modalités de reconnaissance et des processus d'apprentissage mettant en scène, d'un côté, l'expression de leur subjectivité, et de l'autre de nouvelles formes de solidarité. Remettant en question les modèles de décision hiérarchisés et les valeurs dominantes qui entraînent l'exclusion, les mouvements sociaux s'engagent dans des processus d'échanges, de négociation et de contestation qui bouleversent le *statu quo*. » (Hamel, Maheu et Vaillancourt, 2000, p. 13)

En suivant la définition qui vient d'être élaborée, les résultats de la section précédente permettent déjà d'affirmer qu'ATD Quart Monde est une organisation de mouvement social institutionnalisée, ce que Frédéric Viguié (2013) met également en lumière. En effet, l'association s'est dotée d'un « être sans corps » qui donne un cadre commun de référence pour orienter la praxis. En l'occurrence, cette institution de mouvement social a été analysée comme une communauté épistémique¹ autour d'un projet politique de lutte contre la pauvreté. Celle-ci prend corps physiquement dans l'activité réflexive d'entrepreneurs de connaissances qui ont notamment proposé une formalisation scientifique du projet de Joseph Wresinski. Ainsi, l'institutionnalisation d'ATD Quart Monde n'implique pas nécessairement un détournement important de l'identité initiale, même si elle a pu évoluer dans une optique d'adaptation au contexte sociétal. Comme on l'a vu, les orientations de Joseph Wresinski constituent des repères de contrôle dans l'activité réflexive des entrepreneurs de connaissances. Il serait d'ailleurs difficile de repérer une identité originelle « pré-institutionnalisation » tant ce processus a participé à la construction des repères de l'organisation militante.

Dans cette seconde section, on verra que la rigidité du cadre normatif de la communauté épistémique s'appuie sur un principe de non-négociabilité (Hamel, Maheu et Vaillancourt, 2000, p. 7) qui permet de conserver une capacité critique et conflictuelle par rapport aux pouvoirs publics tout en adoptant un registre de coopération avec eux. À distance de la thèse de Frédéric Viguié qui utilise le cas d'ATD Quart Monde pour illustrer le processus d'encadrement par l'État du « sous-espace des mouvements sociaux de la lutte contre la pauvreté et les exclusions », on verra que l'institutionnalisation de cette association ne rime pas avec une perte de radicalité. On questionnera également les effets de cette posture de coopération conflictuelle associée au répertoire d'action de l'expertise en termes de pouvoir d'influence en France. On verra ensuite que l'institutionnalisation d'ATD Quart Monde se poursuit à l'échelle internationale, ce qui approfondit sa praxéologie en interne. Cependant,

¹ L'utilisation de cette notion dans les analyses qui suivent fera donc référence à ATD Quart Monde en tant qu'institution.

l'activité réflexive menée par l'institution d'ATD Quart Monde fixe un cadre normatif qui amoindrit paradoxalement la réflexivité, c'est-à-dire la capacité de remise en question interne des idées et des pratiques.

1 — Le pouvoir d'influence d'une communauté épistémique ancrée dans une posture de coopération conflictuelle avec l'État

La multiplication des réseaux d'experts s'explique en réponse à un besoin des pouvoirs publics à approfondir leur connaissance pour construire des solutions dans un contexte de complexité croissante des problèmes et d'incertitude quant aux réponses à y apporter. Le mode d'action d'une communauté épistémique est alors d'« articuler les relations de cause à effet d'un problème complexe, ce qui permet d'aider les États à identifier leurs intérêts, de cadrer les problèmes publics dans le débat collectif, de proposer des politiques publiques précises et d'identifier les problèmes saillants » (Traduction libre, Haas, 1992, p. 2). La diffusion des idées étant jugée déterminante dans l'apparition de nouveaux modèles ou dans la coordination des politiques publiques par Peter Haas, le pouvoir d'influence d'une communauté épistémique réside ainsi dans le contrôle de la connaissance et de l'information.

Pour cela, les communautés épistémiques travaillent souvent en collaboration avec l'État pour l'aider à redéfinir ses intérêts et à élaborer des politiques publiques. Les communautés épistémiques sont donc des réseaux plus ou moins formels dont le mode d'action est principalement axé sur les canaux institutionnels. Cependant, ce type de regroupement ne vise pas nécessairement la praxis. Le mode d'action d'ATD Quart Monde en tant que communauté épistémique militante doit donc aussi être questionné à partir de son objectif radical de critique sociale. Or, les relations de coopération avec les pouvoirs publics impliquent une difficulté à conserver une dynamique de contre-pouvoir. On va ainsi analyser les effets en termes d'influence politique de l'imbrication complexe entre le mode d'action d'une communauté épistémique propre au domaine de l'expertise et une posture radicale propre à l'espace des mouvements sociaux.

Marco Giugni (1998) a analysé les changements institutionnels issus de l'action collective en identifiant trois processus interdépendants : l'incorporation, la transformation et la démocratisation. Le premier processus renvoie à l'officialisation des demandes des mouvements sociaux et leur mise à l'agenda politique, ce qui implique une reconnaissance en tant que partenaire de l'action publique. Selon l'auteur, ce processus conduit souvent à une institutionnalisation et à une atténuation de la radicalité. Ensuite, l'incorporation peut aussi s'accompagner de transformations institutionnelles dans les « règles du jeu » du système social et politique en produisant des « altérations de la distribution du pouvoir » plus ou moins

fortes. Enfin, le processus de démocratisation, en tant qu'approfondissement progressif de la démocratie, résulte d'un ensemble d'incorporations et de transformations.

En suivant Giugni, ATD Quart Monde peut être conçu comme une organisation de mouvement social institutionnalisé qui poursuit un projet de révolution démocratique par des transformations institutionnelles. Pour cela, ses porte-paroles se focalisent souvent sur des objectifs d'incorporation de revendications qui accordent à l'organisation une reconnaissance en tant que partenaire de l'action publique. Pour autant, l'adoption d'une posture de coopération conflictuelle qui s'appuie sur un principe de non-négociabilité permet à la communauté épistémique d'ATD Quart Monde de conserver sa capacité critique.

1.1. ATD Quart Monde : « contre l'État tout contre » ?¹

ATD Quart Monde est une organisation de mouvement social qui vise la mobilisation collective et politique d'un groupe à faibles ressources appelé le « quart monde », le « sous-prolétariat » ou encore les « personnes en situation d'extrême pauvreté ». À ce titre, elle se rapproche d'une composante de l'espace des mouvements sociaux couramment appelée « les mouvements de sans » (sans papier, sans logement, sans travail, etc.). Daniel Mouchard (2002) qui a analysé des organisations militantes de ce type qualifie leur mode d'action de « radicalisme autolimité ». Il s'agit de construire un rapport de force et une critique sociale sans pour autant viser un renversement révolutionnaire de l'ordre politique. Selon le sociologue, l'une des principales caractéristiques des « mouvements de sans » français est le recours à un mode d'action spectaculaire qui flirte avec l'« illégalisme » tel que l'occupation de logement vacant par l'association Droit au logement. Daniel Mouchard analyse le choix de ce type de pratiques « comme la résultante de contraintes spécifiques dues aux faibles ressources des groupes, dont l'indisponibilité d'autres moyens de protestation plus institutionnalisés (la grève, par exemple), et à l'impossibilité d'agir sur le système politique central » (Mouchard, 2002, p. 433). En l'occurrence, le mode d'action d'ATD Quart Monde qui utilise précisément les canaux institutionnels procure un contre-exemple de ce cheminement logique. Ainsi, même si l'association de lutte contre la pauvreté coopère avec des organisations de mouvements de sans comme le Droit au logement, dans le collectif Alerte notamment, elle se distingue de cette composante de l'espace des mouvements sociaux.

En effet, l'un des schèmes cognitifs de la communauté épistémique d'ATD Quart Monde est que le rapport de force constitue un registre d'action inadapté pour les acteurs affaiblis². Plus

¹ Ce titre fait référence à celui de l'ouvrage de Michel Amiot (1986) : *Contre l'État, les sociologues ?* L'auteur souligne par cette formule les rapports complexes et ambigus entre la recherche urbaine et ses commanditaires, à savoir l'État.

² Comme cela vient d'être dit, les mouvements de « sans » constituent des contre-exemples de cette affirmation. Cependant, le sociologue Xavier Dunezat (2011) qui a également étudié ce type de mouvements, met en lumière des effets de hiérarchisation dans la distribution du travail militant. Les « sans » ont tendance à occuper des places subalternes dans les organisations. Ainsi, il serait intéressant d'analyser la participation des acteurs affaiblis aux activités de protestation dans les mouvements de sans ainsi que leur rapport au conflit.

précisément, la position des entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde est qu'en exacerbant les oppositions, le registre contestataire irait à l'encontre de l'objectif d'inclusion, car il empêcherait le développement d'un sentiment d'appartenance à la société dans son ensemble. De plus, dans une vision pragmatique, l'organisation d'un groupe à très faibles ressources tel que le « quart monde » nécessiterait une dynamique de coopération.

Florent : « *Les militants [quart monde] aspirent à se sentir appartenir à l'humanité. [...] Les gens comme moi ont une aspiration à sortir de l'apartheid social. C'est une aspiration profonde. [...] Parmi les gens très pauvres, il y a une envie de ne plus être exclu. Une fois la notion d'exclusion sociale posée, il vient tout de suite la notion d'alliance.* » (Entretien, ancien délégué national, 20 avril 2015)

Joseph Wresinski a débuté son action à Noisy-le-Grand dans une opposition aux pouvoirs publics locaux. Il est d'ailleurs décrit par les membres d'ATD Quart Monde comme un homme colérique qui n'hésitait pas à entrer en conflit. Paradoxalement, le fondateur qui est considéré par la communauté épistémique comme faisant partie du « quart monde » constitue donc un contre-exemple de l'inadaptation du registre conflictuel pour les acteurs affaiblis. Cependant, le choix initial du conflit par Joseph Wresinski ne semble pas s'être effectué par rejet de la coopération qui apparaît dès le départ comme un objectif avec la notion d'alliance. Celle-ci est effectivement l'un des fondements de la pensée du fondateur d'ATD Quart Monde. C'est finalement cette ambivalence de Joseph Wresinski qui est l'origine de la valorisation d'une posture de coopération conflictuelle dans le cadre normatif de la communauté épistémique.

Florent : « *On peut s'énerver. On peut aller dans le conflit, mais on ne peut pas tomber dans la violence. Le Père Joseph disait "le pauvre est un furieux, ce n'est pas un violent". On doit garder l'équilibre, que j'ai vécu en tant que délégué national, entre coopération et liberté. Il faut chercher à coopérer avec les pouvoirs publics et d'autres partenaires, mais le plus important est de conserver sa liberté de parole. C'est-à-dire qu'aucune coopération avec les pouvoirs publics ne nous fera taire, aucune ! On est respecté et considéré parce que l'on est direct et franc. On ne fait pas de manœuvre. Par exemple, j'ai eu des désaccords avec Martin Hirsch [Haut Commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté (2007-2010)], mais je lui ai toujours dit les choses directement en face avant de les dire dans les médias [...]. On ne doit jamais être dans le donnant-donnant qui amène à se taire pour obtenir un avantage. Sinon, on perdrait tout. C'est-à-dire qu'on perdrait la confiance des gens très pauvres.* » (Entretien, ancien délégué national d'ATD France, 20 avril 2015)

L'analyse de ce discours d'un ancien responsable d'ATD France dessine les contours d'un principe de non-négociabilité dans les relations avec les pouvoirs publics. Au rapport de force spectaculaire et médiatique des mouvements de sans, ATD Quart Monde choisit une autre forme de rapport de force plus discrète. L'objectif est de conserver une double confiance, celle des pouvoirs publics, et celles du groupe d'acteurs affaiblis mobilisé. Pour cela, il s'agit d'entretenir un rapport de force « de bureau » mené par des porte-paroles en opposition au rapport de force « de la rue » qui permet d'entrer dans une négociation conflictuelle sans perdre son autonomie et sa capacité critique. La question de l'autonomie d'une organisation

de mouvement social se pose lorsque celle-ci est financée par l'État. Selon un rapport de la Cour des comptes, ATD Quart Monde est financé par des subventions publiques à hauteur de 23 % et par la générosité publique à hauteur de 50 %¹. En guise de comparaison, le Secours Catholique n'est financé par l'État que de l'ordre de 7 %². Pourtant, ce partenariat et cette dépendance financière relative n'impliquent pas nécessairement une instrumentalisation de l'organisation et une diminution de sa capacité critique, ce qu'il convient de montrer à travers l'analyse de la mise en œuvre de la posture de coopération conflictuelle.

Si l'action d'ATD Quart Monde ne s'appuie pas sur un registre directement conflictuel comme le recours aux illégalismes, ceci s'explique notamment par les origines chrétiennes et les principes énoncés par le Père Wresinski. Ceci n'empêche pas non plus de s'allier à des associations qui pratiquent ce type d'action comme le DAL (Droit au logement) et les Enfants de Don Quichotte dans le cadre de la campagne sur le DALO (Droit au logement opposable). Cet exemple montre que le recours au conflit direct avec l'État ne constitue pas un critère rédhibitoire pour les responsables d'ATD Quart Monde lorsqu'il s'agit de construire des coalitions interassociatives. Ces derniers pourraient craindre effectivement une perte de légitimité dans son statut d'expert reconnu par les pouvoirs publics. En l'occurrence, l'imbrication du rapport de force de bureau d'ATD Quart Monde qui a participé à construire progressivement le problème public et du rapport de force spectaculaire des Enfants de Don Quichotte qui a permis de le publiciser semble avoir été efficace dans la campagne politique qui a mené à un Droit au logement opposable en mars 2007 (Houard, 2012).

Par ailleurs, le service communication écrit régulièrement des communiqués de presse qui désapprouvent certaines mesures gouvernementales ou législatives, ou encore qui condamnent certaines prises de parole de personnalités politiques, à l'instar de Laurent Wauquiez sous le mandat Sarkozy.

Amélie : « Il est vrai qu'on a attaqué Monsieur Wauquiez plusieurs fois. Dans un communiqué de presse, il disait qu'il fallait faire travailler les personnes qui sont au RSA, sept heures par semaine. On avait écrit ironiquement : "Chiche Monsieur Wauquiez ! Comment voulez-vous créer ces emplois et à qui seront-ils retirés ?" Son "bouclier antisocial" partait du principe qu'il fallait plafonner le total de toutes les allocations reçues. Ce total ne pouvait dépasser les trois quarts d'un SMIC. En ne tenant pas compte du nombre d'enfants et de la situation de chacun, il voulait affamer toute une partie de la population. » (Entretien, salariée d'ATD Quart Monde, 21 avril 2015)

Le service communication mène une activité de veille sur l'actualité en appliquant ce que l'on appellera des « opérations de contrôle ». Il s'agit d'une activité qui entend valider ou critiquer les politiques publiques et les discours des politiciens à partir d'un ensemble de critères cognitifs, provenant du cadre normatif de la communauté épistémique. Le discours ci-dessus

¹ Cour des comptes (2007), *Rapport d'observations définitives de la Cour des comptes sur les comptes d'emploi pour 2002 à 2004 des ressources collectées auprès du public par la Fondation Aide à Toute Détresse. Synthèse du contrôle des comptes d'emploi des ressources collecté par ATD Quart Monde.*

² Secourscatholique.org, nos financements ?

dévoile le principal critère de contrôle, à savoir l'analyse des effets des politiques publiques sur les acteurs les plus affaiblis qui constituent le groupe mobilisé d'ATD Quart Monde. Dès que des propos ou des mesures politiques entrent en contradiction avec les principes formalisés de la communauté épistémique, le service communication prévient la délégation nationale France dans l'optique d'écrire un communiqué de presse dans un registre d'opposition ou de revendication.

Des désaccords avec Martin Hirsch lorsqu'il était Haut Commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté ont été évoqués par Florent, un responsable national. Ils portaient sur une mesure de lutte contre la pauvreté qui fonctionnait à partir d'un ensemble d'indicateurs. Les négociations d'un responsable d'ATD Quart Monde avec Martin Hirsch sont représentatives du critère de contrôle des politiques publiques à partir des effets sur les acteurs les plus affaiblis. Le fond de cette dispute est complexe, car elle concerne des effets de seuils. Dans la mesure où l'objectif de sortir 30 % des personnes de la pauvreté en cinq ans était fixé à partir d'un seuil de revenu relativement élevé, les porte-paroles d'ATD Quart Monde ont négocié pour que d'autres objectifs soient réalisés à partir de seuils moins élevés.

Florent : « *On était critique sur beaucoup de choses. On était contre l'objectif de sortir 30 % de personnes de la pauvreté. [...] Là, c'était assez frontal [dans les négociations]. Si on regarde que [l'objectif de 30 %] vous aller vous intéresser à ceux qui sont juste en dessous [du seuil de pauvreté fixé par Martin Hirsch] et les autres [les acteurs les plus affaiblis] seront abandonnés. [...] C'était une polémique qui était un peu dans les médias et il a fini par accepter [notre proposition]. Si tu veux Martin Hirsch, respecte ATD Quart Monde. Il voulait obtenir des choses et donc là il l'a obtenu. Mais ce n'était pas sur la table au début des réunions.* » (Entretien, ancien délégué national d'ATD France, 18 mars 2016)

L'analyse de ce discours montre que l'objectif des négociations est de défendre les intérêts des acteurs les plus affaiblis qui, dans les schèmes cognitifs de la communauté épistémique, sont toujours délaissés des politiques publiques. Un élément de ce discours permet également d'émettre l'hypothèse qu'ATD Quart Monde dispose d'une légitimité et d'un pouvoir d'influence importants auprès des pouvoirs publics, ce qui sera analysé un peu plus loin. En effet, cet ancien délégué national semble avoir un accès direct aux canaux ministériels. Une autre dispute confirme cette hypothèse et réaffirme l'existence d'un critère de contrôle des politiques publiques à partir des effets sur les acteurs les plus affaiblis.

Florent : « *On a fait un projet pour que des jeunes défavorisés participent au service civique. On a mis beaucoup de moyens. Quand on a lancé ce projet-là, c'était en accord avec Martin Hirsch qui était à ce moment-là, le responsable du service civique. On a eu un siège dans un comité stratégique, on a dit clairement c'est bien le service civique, on approuve, mais vous n'avez pas du tout réfléchi au 20 % des jeunes les plus défavorisés, vous ciblez les jeunes de la classe moyenne et nous on veut bien essayer des choses à condition que cela puisse influencer l'ensemble des jeunes.* » (Entretien, ancien délégué national d'ATD France, 18 mars 2016)

Ce critère de contrôle s'applique aussi en interne. Il s'agit de ne pas « nuire », d'« humilier » ou de « mettre en danger » les « personnes en situation de pauvreté ». Dans le discours ci-

dessous, un responsable national utilise ce principe pour évaluer un communiqué de presse qu'il a réalisé contre les distributions alimentaires.

Florent : « *Il m'est arrivé de sentir que je perdais la confiance des plus pauvres, mais j'ai toujours été remis en place par l'équipe nationale, notamment par la collègue militante quart monde qui en faisait partie. Une fois, un de nos communiqués l'avait vraiment fait pleurer. Elle a mis du temps à oser nous le dire. C'est comme si on avait jugé les pauvres qui allaient aux Restos du cœur et qu'on n'avait pas été assez loin en termes de propositions alternatives. Là, ce n'est pas ATD Quart Monde.* » (Entretien, ancien délégué national, 20 avril 2015)

Une salariée du service communication donne un autre exemple intéressant de mise en œuvre d'un critère de contrôle en interne qui vise la protection des militants quart monde (Entretien, Amélie, 21 avril 2015). Lors de la campagne pour instaurer la pauvreté comme un critère de discrimination, une famille de militants quart monde et un militant allié ont visité le musée d'Orsay. Des personnes se sont plaintes au service de sécurité à cause de l'odeur de cette famille. Le soir, lors d'un dîner avec une journaliste du Figaro, le militant allié relate cette histoire. Le lendemain, la journaliste écrit un article sur l'épisode afin d'illustrer la discrimination liée à l'origine sociale¹. Des porte-paroles d'ATD Quart Monde se sont alors positionnés pour dénoncer cette affaire. La ministre de la Culture de l'époque Aurélie Filippetti a même dû se prononcer sur la question. Ce cas a permis de mettre en lumière médiatiquement le projet de loi sur la discrimination pour cause de pauvreté. Cependant, même si l'article du Figaro s'est avéré très utile pour médiatiser la revendication d'ATD Quart Monde, le service communication affirme qu'il n'aurait normalement pas pris le risque d'« *utiliser* » une famille de cette manière-là. En effet, l'affaire a éclaté par hasard par le biais d'une journaliste du Figaro. La salariée du service communication estime que la famille a été humiliée. Le mouvement a d'ailleurs refusé toutes les demandes d'interviews reçues par la suite pour les militants quart monde concernés (Entretien, salariée d'ATD Quart Monde, 21 avril 2015).

Édouard : « *Nous sommes avec les plus pauvres et on considère qu'il ne faut pas les mettre en danger*². *C'est un point de vue qui va nous différencier de certaines formes d'action qui sont peut-être plus revendicatives [...]. Par exemple, on n'était pas d'accord avec le DAL qui va exposer des gens mal logés ou à la rue sur le devant de la scène médiatique. Nous, on ne le fera pas parce qu'on estime qu'on risque de les mettre en danger. C'est une ligne rouge du mouvement ATD Quart Monde.* » (Entretien, ancien président d'ATD France, 15 avril 2016)

L'analyse de ce discours montre que la distinction avec les mouvements de « sans » ne s'effectue par tant sur un rejet du conflit que sur la fragilisation qu'est supposée produire l'exposition médiatique d'acteurs déjà affaiblis.

Finalement, l'action des porte-paroles d'ATD Quart Monde à l'échelle nationale se rapproche de la logique d'*advocacy*, menant un *lobbying* pour les « exclus ». C'est également une des

¹ Voir l'article : MICHOT A., 2013, « Une famille défavorisée expulsée du Musée d'Orsay », *Le Figaro*, 29 janvier 2013.

² La deuxième partie de la thèse questionnera cette logique de protection qui peut entrer en tension avec les objectifs d'émancipation des acteurs affaiblis.

conséquences de l'institutionnalisation d'un mouvement social que de brouiller les frontières avec les groupes de pression (Hamel, Maheu et Vaillancourt, 2000).

Édouard : « *Le terme de lobbying est décrié aujourd'hui, mais de fait on est porteur des intérêts des personnes très pauvres. Pour cela, il faut se donner des moyens par l'engagement des volontaires, des alliés et des militants, par les universités populaires, etc. Tous ces moyens sont notre crédibilité. La société a besoin de comprendre ce qui se passe dans tous ses secteurs, c'est ce qui fait notre utilité sociale dans le fonctionnement politique.* » (Entretien, ancien président d'ATD France, 15 avril 2016)

ATD Quart Monde constitue une communauté épistémique institutionnalisée qui semble reconnue comme un partenaire régulier et légitime pour les pouvoirs publics. D'une part, ce processus d'acceptation (Gamson, 1990) qui sera bientôt analysé n'implique pas une perte de la portée radicale du projet d'*empowerment* de Joseph Wresinski. La démarche réflexive de formalisation des valeurs et des principes du fondateur dans des programmes d'action ou d'orientation a construit des filtres de perception qui constituent également des critères de contrôle des politiques publiques. Ces derniers forment alors « un bouclier normatif » contre les risques d'instrumentalisation de la part des pouvoirs publics, la routinisation des pratiques et les dérives par rapport aux objectifs initiaux énoncés par Wresinski. D'autre part, l'institutionnalisation d'ATD Quart Monde n'implique pas non plus un affaiblissement de la critique. Le registre de la coopération conflictuelle permet de maintenir une culture de la contestation malgré les relations étroites qu'entretiennent les porte-paroles d'ATD Quart Monde avec le champ politique. Entre les pôles de la transformation politique et de la récupération de Manuel Castells (1975), les mouvements sociaux peuvent alors se situer dans une intégration partielle en conservant une dynamique de contre-pouvoir (Bacqué, 2006). C'est le cas d'ATD Quart Monde qui dispose d'une capacité de transformation politique importante dans « le jeu complexe de recomposition et de modernisation des institutions et des politiques publiques » (Bacqué, 2006, p. 123).

Les relations avec les pouvoirs publics entre l'organisation des habitants de Noisy-le-Grand en 1957 et le mode d'action actuel de la communauté épistémique se sont donc progressivement transformées de l'hostilité à l'acceptation comme un partenaire officiel (Gamson, 1990). ATD Quart Monde est effectivement considéré comme une référence d'expertise sur la pauvreté, régulièrement incluse à ce titre dans les négociations ou dans les processus de concertation. Comme le montre l'existence d'un groupe Quart Monde à l'Assemblée et au Sénat, la communauté épistémique dispose de nombreux alliés dans le monde politique, comme le sénateur Yannick Vaugrenard et le député Laurent Grandguillaume qui ont travaillé de manière étroite avec des porte-paroles d'ATD Quart Monde sur deux projets de loi différents¹. Ils ont été approchés par des volontaires permanents dans une optique d'incorporation législative de certaines revendications. Les parlementaires en question avaient une vision positive d'ATD Quart Monde, considéré comme un partenaire

¹ Entretiens, parlementaires, 15 et 23 mars 2016.

légitime, ce qui a abouti au vote d'une loi d'expérimentation pour lutter contre le chômage de longue durée et d'une loi pour inscrire la pauvreté comme un critère de discrimination¹. Celles-ci incorporent une grande partie des revendications initiales d'ATD Quart Monde et sont représentatives de son potentiel d'influence qu'il s'agit à présent d'analyser.

1.2. Le pouvoir d'influence de l'expertise militante

En se construisant comme une communauté épistémique, la stratégie d'ATD Quart Monde semble porter ses fruits dans le monde politique et institutionnel. Ici, les effets sont avant tout procéduraux, car ils permettent au mouvement d'atteindre le statut d'interlocuteur légitime pour les pouvoirs publics (Chabanet et Giugni, 2010) et de partenaire efficace pour les institutions. Plusieurs auteurs ont souligné qu'ATD Quart Monde a développé une grande légitimité auprès des pouvoirs publics français (Bacqué et Biewener, 2013 ; Lahire, 1999 ; Viguière, 2010). Il convient de confronter cette hypothèse à une analyse du mode d'action politique de la communauté épistémique militante et de ses effets en termes de pouvoir d'influence.

Des porte-paroles d'ATD Quart Monde ont par exemple réussi à convaincre le Conseil économique, social et écologique (CESE) et le Parlement de recevoir des délégations de militants quart monde ou inversement d'aller à leur rencontre dans les groupes locaux (Viguière, 2013). La communauté épistémique dispose également de sièges dans de nombreuses assemblées institutionnelles, à l'instar du CESE, l'ONU et l'UNESCO. Les membres d'ATD Quart Monde revendiquent par ailleurs un rôle substantiel dans beaucoup d'avancées sociales comme le revenu minimum d'insertion ou le droit au logement. Même si les transformations de l'action publique mettent en jeu une multitude de facteurs et d'acteurs, dans le cadre de la campagne contre l'illettrisme, Bernard Lahire (1999) a pu montrer l'importance du statut d'expert d'ATD Quart Monde pour inscrire la question sur l'agenda politique. Dès lors, on peut supposer que la rigueur scientifique, la production d'études et la base militante de personnes concernées par la pauvreté constituent des atouts qui permettent d'influencer les pouvoirs publics.

Le savoir détient ici une dimension politique, car il permet à la communauté épistémique d'acquérir une légitimité et une crédibilité importante dans la sphère publique (Mathieu, 2005). En particulier, le recours aux études quantitatives est significatif d'une stratégie d'augmentation du pouvoir d'influence. Alors qu'ATD Quart Monde est fondé sur la valorisation qualitative de l'expérience de la pauvreté, les chiffres, quant à eux, sont clairement mobilisés pour convaincre les pouvoirs publics.

¹ Loi n° 2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée ; Loi n° 2016-832 du 24 juin 2016 visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale.

Karl : « Le père Joseph, au départ, voulait être qualitatif. Il disait que quantifier les choses ne servait à rien. Mais tous les services de l'administration lui demandaient des chiffres. On lui disait que sans chiffres on ne peut rien faire et que si un problème concerne 10 familles ce n'est pas comme 10 000 familles. [...] Donner des chiffres est nécessaire, d'abord pour faire sérieux et ensuite pour donner une évaluation quantitative. Idéalement, il faut croiser les deux regards. » (Entretien, salarié du centre de recherche, 22 avril 2015)

À l'exemple des campagnes contre l'illettrisme, ou plus récemment contre les discriminations pour origine sociale, les entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde appuient leur action sur la production d'études scientifiques. Le cas de cette dernière campagne permet d'illustrer la politisation de l'expertise. Au départ, l'idée selon laquelle les pauvres seraient victimes de discrimination provient d'un délégué national français. Pour entrer dans la programmation du mouvement, les porte-paroles d'ATD Quart Monde ont lancé un dispositif de vérification de l'hypothèse et de capitalisation de la connaissance auprès de la base militante via la sollicitation des groupes locaux. Ces derniers ont été mis à contribution en faisant remonter des cas de discrimination étudiés en profondeur qui ont été confrontés à l'avis de juristes spécialisés sur les discriminations. En parallèle, des entrepreneurs de connaissances ont effectué un état de la littérature et une étude sociologique à la fois quantitative et qualitative en s'alliant au Centre d'Observation et de Recherche sur l'Urbain et ses Mutations (ATD Quart Monde [IRFRH] et ISM Corum, 2013). Un comité scientifique a été créé pour suivre le déroulement de cette étude qui visait à prouver l'existence d'une discrimination pour origine sociale. Pour terminer, un rapport de recherche a été publié dans le cadre de la journée nationale d'ATD Quart Monde pour en augmenter la visibilité et le mouvement entre alors dans la phase de communication et d'interpellation des pouvoirs publics.

Les chercheurs qui travaillent sur le modèle de l'*advocacy coalition framework* se sont beaucoup intéressés aux changements de politiques publiques. Ce modèle se rapproche du cadre d'analyse de la communauté épistémique, car il s'intéresse à des réseaux d'experts qui partagent un fond commun d'idées relativement homogène. Selon les tenants de l'*advocacy coalition framework*, une des possibilités pour engendrer des transformations majeures se situe dans le dépassement des conflits entre différents acteurs, en trouvant un accord sur les principaux problèmes d'une politique publique.

« Les principales conditions sont les suivantes : 1) une situation d'impasse intenable (*hurting stalemate*) dans laquelle tout le monde perçoit la continuation du *statu quo* comme inacceptable ; 2) la participation par des représentants de tous les acteurs concernés (*stakeholders*) ; 3) des règles de décision fondées sur le consensus ; 4) du temps (habituellement un an ou plus) ; 5) un médiateur de politique publique compétent (*policy broker*) ; 6) l'instauration d'une confiance mutuelle ; et 7) l'apprentissage entre coalitions. » (Sabatier, 2014, p. 54)

À partir de l'exemple d'une campagne politique autour d'un projet de loi d'orientation sur les exclusions à la fin des années 1990, on va montrer que la stratégie politique d'ATD Quart Monde est de se positionner comme un médiateur politique en créant un consensus sur

l'inacceptabilité de la continuation du *statu quo* dans des coalitions de cause autour de ses propres revendications. Si celles-ci évoluent par la confrontation des intérêts organisationnels, les porte-paroles d'ATD Quart Monde occupent une position centrale dans les négociations et sont garants des critères de contrôles de leur communauté épistémique. L'objectif est d'augmenter le pouvoir d'influence par le biais de la coalition interassociative tout en conservant le contrôle des négociations.

La campagne en question débute avec le rapport Wresinski au Conseil Économique et Social (CES)¹ en 1989. Elle continue avec la construction du collectif Alerte autour du combat pour le vote de la loi d'orientation sur les exclusions de 1998, qui sera suivie en 1999 de la loi sur la couverture maladie universelle. On n'entrera pas dans les détails de cette campagne très complexe qui s'est étalée sur plus de dix ans et qui a déjà été analysée par Frédéric Vigier (2010). Il est cependant intéressant de l'évoquer, car elle reste emblématique pour ATD Quart Monde et a façonné le mode d'action du mouvement. Selon Frédéric Vigier cette campagne constitue un élément important dans la construction de la « cause des pauvres » en France et le rôle d'ATD Quart Monde y est central.

Tout d'abord, cette campagne est représentative de la fonction décisive qu'occupe l'institution du Conseil Économique et Social dans le mode d'action politique d'ATD Quart Monde. Il s'agit d'une assemblée consultative, la troisième instance de la République, qui permet la représentation de la société civile. Le Premier ministre peut saisir le CES pour demande d'avis ou d'études, mais celui-ci peut aussi s'autosaisir. Joseph Wresinski y est nommé en 1979 et œuvre pour l'écriture d'un rapport qui finira par être voté en 1987 en tant qu'« avis » : « Grande pauvreté et précarité économique et sociale ». Celui-ci préconise une loi d'orientation générale sur les exclusions.

Léonard : « Cette loi était la grande œuvre du Père Joseph. Il voulait que le législateur français fasse une loi d'orientation générale et la vote si possible à l'unanimité et pas dans les batailles politiques. C'est une loi qui dans le droit a un caractère particulier. Ce n'est pas une loi ordinaire. La loi d'orientation devait avoir pour but d'orienter les pouvoirs publics vers la promotion et la protection des droits fondamentaux parmi lesquels il y avait la santé et le logement [...]. C'était l'idée fixe, de ne pas faire de la charité pour les pauvres, de ne pas faire une loi pour les pauvres spécialement, mais une loi d'orientation qui vaille pour tous les citoyens. » (Entretien, responsable national d'ATD dans les années 1990, 15 mars 2016)

Ce discours dévoile un élément du cadre normatif de la communauté épistémique qui entend défendre des droits universels et non spécifiques pour un groupe d'acteurs à faibles ressources. Il s'agit d'une ligne directrice de la stratégie politique d'ATD Quart Monde qui prend son origine dans la pensée de Joseph Wresinski. Celle-ci est mise en œuvre dans la campagne pour une loi d'orientation sur les exclusions en tant que critère de contrôle pour les porte-paroles de la communauté épistémique dans les négociations interassociatives et

¹ Aujourd'hui devenu CESE pour Conseil Économique Social et Environnemental.

institutionnelles. Celles-ci commencent au CES étant donné qu'il s'agit de convaincre les représentants de différentes organisations de voter le rapport écrit par Joseph Wresinski.

Candice : « [Le CES] est le creuset qui va permettre d'aller plus loin. C'est un endroit où l'on crée des consensus. On n'est plus tout seul à demander des choses, et on est plus solide. Si le gouvernement veut bien entendre les avis du CES, il voit bien qui a voté pour et qui a voté contre et quelle portion de la société civile cela représente. » (Entretien, volontaire permanente, chargée du suivi de la campagne à partir de 1996, 18 mars 2016)

ATD Quart Monde utilise donc le CES pour renforcer l'incertitude d'un problème public et rendre inacceptable la continuation du *statu quo*. Cet espace permet de donner un caractère collectif aux propositions du mouvement tout en interpellant le gouvernement sur la question. De plus, l'écriture de rapports est convergente avec le mode d'action expert de l'association. À l'issue du rapport Wresinski de 1987, les dirigeants d'ATD Quart Monde essayent d'obtenir des territoires pilotes pour expérimenter les préconisations, sans succès. Lorsqu'ils se rendent compte de leur échec, les responsables du mouvement utilisent de nouveau le CES pour faire voter en 1995 un second rapport, cette fois-ci écrit par Geneviève Anthonioz de Gaulle et intitulé « Évaluation des politiques publiques de lutte contre la pauvreté ».

Entre temps, ATD Quart Monde est à l'origine de la création du collectif Alerte qui voit le jour le 13 mars 1994. Il s'agit là d'une deuxième caractéristique du mode d'action d'ATD Quart Monde. Le mouvement a effectivement tendance à mettre en œuvre des coopérations interassociatives autour de ses propres propositions. ATD Quart Monde se positionne comme un médiateur politique d'une coalition de cause rassemblant un maximum d'acteurs concernés. Étant reconnu légitime à la fois par les pouvoirs publics et par les structures intermédiaires, ATD Quart Monde peut construire une confiance mutuelle entre les membres d'une coalition interassociatives.

Candice : « Cette idée d'une loi d'orientation contre les exclusions était dans le rapport Wresinski. Ensuite, on a essayé de convaincre les partenaires associatifs qui avaient des champs communs de la lutte contre la pauvreté que ce n'était pas le tout de remédier aux situations d'urgence, qu'il fallait faire disparaître la misère et que là-dessus, on avait des intérêts communs. Avec la force du rapport, on les a convaincus. C'est comme cela que le collectif Alerte s'est constitué avec une trentaine d'associations. On a d'abord mené la bataille pour les convaincre parce que c'était une bataille politique. À l'époque, ces organismes comme le secours populaire, le Secours Catholique, les Restos du cœur, n'étaient pas politiques. Les Médecins du monde l'étaient un peu. La FNARS l'était beaucoup plus. » (Entretien, volontaire permanente, chargée du suivi de la campagne à partir de 1996, 18 mars 2016)

Tandis que le vote du rapport au CES constitue seulement un accord de principe sur les revendications d'ATD Quart Monde, le collectif Alerte est une plateforme de représentants associatifs qui s'investissent collectivement dans une activité d'interpellation des pouvoirs publics. Dans toute campagne pour la loi d'orientation sur les exclusions de 1998, les porte-paroles d'ATD Quart Monde conservent un rôle moteur dans l'organisation et dans la recherche de consensus. Par exemple, alors qu'un projet de loi était en cours de construction sous le gouvernement Juppé, la dissolution de l'assemblée en 1997 a démobilisé le collectif

Alerte¹. ATD s'est retrouvé seul à défendre le projet auprès du nouveau gouvernement. Une fois que le contexte politique s'est stabilisé, la coalition de cause a pu alors reprendre les négociations interassociatives.

À cette ouverture vers l'extérieur dans l'espace des mouvements sociaux s'ajoute une mobilisation interne du mouvement, avec la création de groupes de réflexion sur la loi. De nombreux militants alliés et militants quart monde ont mis à contribution leurs compétences spécifiques. En particulier, l'une des caractéristiques du mode d'action de la communauté épistémique est de mettre en œuvre des processus de vérification des propositions par rapport au savoir infrapolitique des acteurs affaiblis.

Candice : « *Ma mission était de faire une interface entre le projet tel qu'il s'élaborait et les membres du mouvement par rapport à leur expérience de vie. Qu'est-ce que cela allait donner pour les gens si on mettait telle chose dans la loi ? Est-ce que cela fonctionnera si on propose telle chose ? Est-ce que cela répond à leurs besoins ? On faisait des allers-retours par courriers. Les membres travaillaient cela dans les universités populaires et ils faisaient remonter. Ensuite, quand l'avant-projet de loi commençait à être travaillé, je me suis attaché des interlocuteurs dans chaque domaine.* » (Entretien, volontaire permanente, chargée du suivi de la campagne à partir de 1996, 18 mars 2016)

L'analyse de ce discours dévoile un processus participatif interne ascendant et indirect dans cette campagne. La troisième partie de la thèse montrera que le mode d'action d'ATD Quart Monde a évolué progressivement vers des formes plus horizontales, même si certaines. Une autre activité de mobilisation de la base assez classique du mode d'action politique, qui a été utilisée pour la loi d'orientation sur les exclusions, est de créer des délégations pour rencontrer les parlementaires afin de les convaincre de voter la loi.

Si la base est mobilisée, le mouvement mandate parallèlement des volontaires permanents comme Candice pour faire un travail de type « *lobbying* » aux côtés du président et des délégués nationaux d'ATD France.

Candice : « *J'ai suivi les allers-retours, à la fois avec le gouvernement et les parlementaires, avec Geneviève de Gaulle. Son ambition était que la loi passe à l'unanimité, ce qu'elle n'a pas réussi. On faisait beaucoup de rencontres au sénat et à l'assemblée. On a organisé des auditions, toutes sortes de choses.* » (Entretien, volontaire permanente, chargée du suivi de la campagne à partir de 1996, 18 mars 2016)

Lors de la création de la loi d'orientation, les responsables de la campagne s'entourent de juristes pour écrire eux-mêmes les amendements à faire passer, un mode d'action efficace selon les acteurs de la campagne qui a été reproduit régulièrement par la suite². Si cette

¹ Alors que le projet de loi venait d'être proposé en lecture à l'Assemblée nationale, celle-ci est dissoute par le président Jacques Chirac. Selon un responsable d'ATD Quart Monde, le changement de majorité politique, bien que celle-ci semble plus favorable aux revendications, a construit un sentiment de frustration et de démoralisation au sein du collectif Alerte étant donné l'ampleur des investissements qui avaient été réalisés avec l'ancienne majorité.

² C'est le cas de la campagne politique qui sera analysée dans le chapitre 6.

activité de *lobbying* repose largement sur quelques volontaires, les amendements étaient tout de même découpés et envoyés aux différents groupes de réflexion pour recueillir leurs avis. En particulier, deux militants quart monde ont été rémunérés pour travailler dans un groupe conseil au cours de la construction de la loi.

Candice : « *On a été jusqu'à rédiger des amendements parce que si on ne fait pas le travail, ils ne le font pas [les parlementaires]. Quand on leur fait un petit courrier, "vous devriez prendre en compte les plus pauvres". Ils le lisent et le mettent de côté. Alors qu'à partir du moment où on leur envoie une pile d'amendements, c'est facile. Ils les photocopient. Ils mettent leurs noms à eux dessus. C'était les nôtres qu'ils ont présentés parce qu'on avait un parlementaire qui nous donnait la pile pour qu'on puisse suivre. On voyait que c'était notre police de caractère et qu'ils avaient juste rajouté leur numéro et leur nom. C'était nos amendements, parce qu'ils étaient bien faits. On a appris à les faire. Ce n'était pas notre travail, mais si on voulait avancer, il fallait le faire.* » (Entretien, volontaire permanente, chargée du suivi de la campagne à partir de 1996, 18 mars 2016)

L'un des amendements écrits par les porte-paroles d'ATD Quart Monde stipule que la loi doit être évaluée tous les deux ans « avec la participation des gens en situation de pauvreté ». Il s'agit ici d'une caractéristique de l'activisme délibératif de la communauté épistémique qui promeut le partenariat avec les acteurs affaiblis.

Une autre spécificité du mode d'action politique de l'association est d'être actif lors de la mise en application des lois qu'il a réussi à faire voter. Ainsi, dans le cadre de la loi d'orientation, des « groupes de vigilance » locaux constitués de militants alliés et militants quart monde sont créés un peu partout en France. Certains sont les groupes de réflexion d'avant la loi qui ont simplement changé de tâche, mais beaucoup sont nouveaux. En effet, après le vote de la loi, les membres d'ATD Quart Monde développent un grand sentiment de fierté qui les encourage à poursuivre leur engagement.

Candice : « *Les membres disaient : "C'est notre loi". Les militants [quart monde] et les alliés se sont passionnés pour cela. Ils regardaient sans cesse si elle était respectée et du coup ont eu des retours très intéressants pour l'évaluation.* » (Entretien, volontaire permanente, chargée du suivi de la campagne à partir de 1996, 18 mars 2016)

Parallèlement à l'activité de « *lobbying* » pour le vote de la loi d'orientation le 29 juillet 1998, les responsables d'ATD Quart Monde débutent, dès le printemps de cette même année, une campagne pour la mise en application du droit à la santé à travers la construction du projet sur la couverture maladie universelle (CMU). On ne rentrera pas non plus dans les détails des batailles très techniques qui ont eu lieu, par exemple sur le contenu du panier de soin. Cette campagne permet cependant d'aborder une dernière spécificité politique d'ATD Quart Monde à travers la notion d'expérimentation.

Bien avant la loi sur la CMU, de 1977 à 1982, le groupe « santé » d'ATD Nancy avait mené un projet de type recherche-action à partir d'un cabinet médical implanté dans un quartier défavorisé. L'objectif était de mettre en lumière les liens entre pauvreté et problèmes de santé,

le rapport que les acteurs affaiblis ont avec la santé et d'éclairer les difficultés de relations entre ces derniers et le personnel soignant. De cette expérimentation de cinq ans sont tirés un rapport et la création d'un « comité local de promotion de la santé ». À travers un travail d'interpellation des institutions, l'équipe locale a permis la mise en œuvre d'un dispositif innovant, à savoir :

« Un accès universel aux soins par une “carte-santé 54”, créée en 1988, en s'appuyant sur le constat que la santé est éminemment dépendante de la régularité et de la qualité des relations de soin, et que celles-ci s'améliorent quand les gens sont certains d'avoir le droit d'être soignés. Grâce à cette garantie, au lieu d'attendre la crise aiguë, ils se soignent mieux, de manière plus préventive, leur état de santé progresse, et le coût global pour eux-mêmes et pour la communauté diminue. Ce fut la preuve par l'action et la pratique, de la pertinence pour tous de rendre le droit au soin universel. » (Tardieu, 2015, p. 188)

Dans son travail de *lobbying*, les porte-paroles d'ATD Quart Monde ont beaucoup utilisé cet exemple pour faire valoir leur point de vue. Ce type d'expérimentations est courant dans l'action d'ATD Quart Monde et constitue la phase empirique d'une démarche praxéologique.

Pour Christian Maurel (2010), la praxéologie est une activité réflexive au service de la praxis qui s'effectue en trois phases : une phase empirique et expérimentale qui vise à analyser les pratiques guidées par l'intuition ou l'idéologie ; une phase paradigmatique qui vise à formaliser les modes d'action transférables ; une phase programmatique pour mettre en œuvre les paradigmes opératoires établis par le praxéologue. Comme cela a été développé, cette activité réflexive qui vise à orienter l'action fait partie d'un critère de validité de la communauté épistémique d'ATD Quart Monde. Par exemple, des entrepreneurs de connaissances ont expérimenté en 1985 un type de revenu minimum appelé revenu familial garanti, bien avant le vote du RMI (Revenu Minimum d'Insertion). 125 familles avaient reçu une allocation à Rennes pendant une année, à l'issue de laquelle une étude détaillée, qualitative et quantitative, avait été réalisée. L'évaluation est systématique et constitue la phase paradigmatique d'une démarche praxéologique. Ceci est représentatif du mode d'action politique d'ATD Quart Monde fondé sur l'expérimentation qui prend le nom de « projet-pilote ». Dans un entretien, un ancien président présente cette démarche comme une « *utopie qui est rendue concrète* »¹ par un processus de « *recherche-action-connaissance* » à partir de la pensée des « *plus pauvres* » dans un dialogue avec les autres acteurs concernés (entretien, 5 mars 2015). Certains membres présentent également ATD Quart Monde comme un « laboratoire d'idées ». Le pouvoir d'influence politique de la communauté épistémique est renforcé par cette démarche praxéologique. Des entrepreneurs de connaissances donnent de la légitimité aux revendications en les mettant à l'épreuve de l'action et de l'évaluation réflexive.

Régulièrement, les responsables d'ATD Quart Monde valorisent ainsi un certain nombre de projets qu'il juge prometteurs à partir du dispositif d'évaluation-programmation international

¹ On souligne ici la référence à Paulo Freire.

qui a déjà été évoqué. Il s'agit de la phase programmatique de la démarche praxéologique. Par exemple, dans un quartier populaire de Rennes appelé Maurepas, un groupe local a mis en œuvre un projet-pilote sur le thème de la réussite scolaire, qui mènera par la suite sur une campagne nationale¹. Il s'agit à l'origine d'une initiative d'un volontaire permanent et ce n'est qu'après quelques années que le mouvement national l'intégrera dans ses objectifs principaux comme « projet-pilote ».

Frédéric : « *C'est une ligne d'action d'ATD d'inventer, de faire des projets-pilotes comme territoire zéro chômeur. Notre savoir-faire se situe dans cette interaction entre la vie des gens et des projets-pilotes. On essaye de montrer avec une évaluation rigoureuse que les choses sont possibles et que les gens sont acteurs des projets et non des cobayes.* » (Entretien, ancien délégué international, 8 novembre 2015)

Contrairement au processus participatif ascendant et indirect de la phase de *lobbying*, les membres d'ATD Quart Monde et en particulier les acteurs affaiblis semblent donc avoir une influence plus importante sur les phases préparatoires et expérimentales qui préparent les campagnes politiques. Il s'agit là d'une hypothèse construite à partir d'un seul discours qu'il s'agira de confronter à l'empirie dans les parties suivantes de la thèse.

Un autre exemple récent est celui de « territoire zéro chômeur de longue durée ». Des entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde créent, en 2000, une entreprise d'insertion d'un nouveau type nommée Travailler et Apprendre Ensemble (TAE) à Noisy-le-Grand dans laquelle se côtoient des chômeurs de longue durée et d'autres au parcours plus classique. Elle part du constat que le modèle des entreprises d'insertion fondé sur la culture du chiffre a tendance à exclure les personnes les plus en difficulté. TAE met alors davantage l'accent sur l'humain et la coopération, l'innovation de nouvelles manières de travailler qui permettent aux personnes fragiles de s'intégrer. Ces dernières suivent une formation continue dans le but de favoriser leur insertion dans le monde économique. À partir de cet exemple, une équipe d'ATD Quart Monde développera un projet de loi en collaboration avec un député socialiste qui a abouti à un vote à l'unanimité d'une loi d'expérimentation en 2016 : il s'agit là de la phase programmatique de la démarche praxéologique. Lors du « Grand Débat » du premier tour de la présidentielle 2017, Jean-Luc Mélenchon propose même de généraliser cette loi qu'il appelle « loi ATD Quart Monde ». D'autres candidats l'utiliseront comme exemple efficace pour lutter contre le chômage. L'expérimentation propose à toute personne au chômage de longue durée sur un territoire de choisir un emploi en contrat à durée indéterminée au SMIC adapté à ses compétences. Le député qui a fait passer la loi à l'Assemblée explique sa décision de s'investir par la qualité du projet qu'ATD Quart Monde lui a présenté, notamment son caractère scientifique fondé sur des expérimentations passées et évaluées (Entretien, Laurent Grandguillaume, député socialiste, 15 mars 2016).

Enfin, la dimension praxéologique se met ici au service de l'action politique à travers la notion d'innovation par des projets-pilotes. Le recours à l'expertise dans le répertoire d'action

¹ Celle-ci sera analysée dans le chapitre 6.

d'une organisation de mouvement social permet alors d'augmenter son pouvoir d'influence dans une optique de coopération avec les pouvoirs publics. Au-delà de l'intérêt en termes de légitimité politique, Christian Maurel affirme la nécessité de l'activité praxéologique, car « en faisant l'économie d'une analyse qui pour certains peut apparaître décalée, inutile et superflue, nous risquons de nous enfermer dans un nouvel "asile de l'ignorance" ¹ » (Maurel, 2010, p. 64). Autrement dit, la démarche praxéologique d'une organisation de mouvement social permettrait de conserver une posture réflexive, c'est-à-dire de remise en question interne de ses idées et de ses pratiques. On va à présent confronter cette affirmation en analysant les effets contrastés de la démarche praxéologique d'ATD Quart Monde en interne.

2 — Les effets contrastés d'une praxéologie encadrée

L'institutionnalisation d'ATD Quart Monde ne semble pas suivre de processus de conventionnalisation des modes d'action, de perte d'autonomie, de perte de radicalité et de détournement de l'identité originelle. L'une des principales raisons à cela réside dans le recours à une démarche praxéologique en interne. Tandis que la première section s'arrête à la construction du cadre normatif de la communauté épistémique, on va ici développer les effets de sa rigidité qui contraste l'activité praxéologique. En fixant un cadre avec des critères de contrôle et de validité, des schèmes de perception — qui donnent un sens intuitif à la pratique (Mathieu, 2011) — peuvent devenir des filtres de perception, c'est-à-dire des éléments cognitifs qui ne sont plus remis en question par les acteurs. Ces derniers se rassemblent dans ce que l'on appellera un « bouclier normatif » qui construit une tendance isolationniste au sein de la communauté épistémique. Malgré une activité praxéologique, la formalisation de l'identité organisationnelle est telle qu'elle implique une certaine fermeture sur l'extérieur. Pour analyser ce processus, on reviendra à l'étude du positionnement d'ATD Quart Monde au sein du réseau des activistes de l'*empowerment* à la française. Finalement, est-ce qu'ATD Quart Monde n'a fait que retarder les processus de conventionnalisation et de routinisation, synonyme de l'institutionnalisation pour certains auteurs (Giugni et Kriesi, 1990 ; Kriesi, 1996) ?

Pour répondre à cette question, on explorera une dimension jusque-là laissée de côté, à savoir la dimension internationale d'ATD Quart Monde. Dans un processus de transnationalisation — entendue comme l'essaimage interne de l'association à l'échelle mondiale —, la réflexivité de la communauté épistémique augmente, notamment par la confrontation à d'autres contextes culturels et politiques. Dans un processus d'internationalisation — entendu comme la montée des échelles d'action politico-spatiales² —, certaines conceptions du cadre normatif

¹ Christian Maurel reprend ici une expression de Spinoza.

² Notion d'Elsa Beaulieu (2007) utilisée dans le chapitre précédent pour désigner l'organisation à la fois spatiale (ou géographique) et relationnelle (par rapport aux publics) de l'action collective.

évoluent également par l'investissement de canaux institutionnels comme l'ONU. Par ailleurs, les résultats précédents sur l'analyse du pouvoir d'influence seront approfondis. Si certains filtres de perception se figent, la communauté épistémique détient tout de même une capacité pour les remettre en question par l'influence de son activité à l'échelle internationale¹. Les promesses théoriques de Christian Maurel concernant la démarche praxéologique qui y voit un outil efficace pour éviter l'enfermement dans un « asile de l'ignorance » sont à la fois confirmées et nuancées par la confrontation à une étude de cas concrète de mise en application.

2.1. Des filtres de perception qui favorisent une tendance isolationniste

À partir d'une analyse des discours des entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde dans la revue interne appelée « feuille de route », la sociologue Anne Chaté (1994) soutient que le mouvement ne se sent pas en concurrence et manifeste même une certaine indifférence par rapport aux autres associations de lutte contre la pauvreté.

« ATD Quart Monde n'éprouve pas le besoin de consacrer des énoncés à l'affirmation de sa différence [...] comme si, véritablement, ces autres acteurs n'étaient à aucun moment perçus comme des concurrents ou comme des hétérodoxes mettant en danger l'unité du champ et ses valeurs [...]. L'indifférence et la quiétude du Mouvement viennent de ce qu'il se perçoit comme radicalement différent [...]. Le mouvement est certain de proposer une action originale et de ne pas s'apparenter aux diverses "œuvres de bienfaisance". Dans ce cas, force est d'affirmer qu'à la différence du Secours Catholique, ATD Quart Monde ne se perçoit pas comme acteur d'un champ. L'isolationnisme du Mouvement l'incite à se situer en dehors de tout territoire partagé avec d'autres. » (Chaté, 1994, p. 356-357)

L'« isolationnisme » d'ATD Quart Monde ne concerne pas seulement le sous-espace de la lutte contre la pauvreté et les exclusions, mais semble être généralisable à l'ensemble de l'espace des mouvements sociaux. Ce sentiment d'unicité ou de monopole est lié à un effet de différenciation qui est courant dans le milieu militant (Mathieu, 2011). Au regard des résultats de ce chapitre, il est possible d'émettre l'hypothèse que la tendance isolationniste d'ATD Quart Monde s'est accentuée par la construction d'une communauté épistémique au cadre normatif rigide. Les valeurs, les principes d'actions et les critères de validité sont mis à l'épreuve de l'expérimentation puis formalisés et cristallisés en filtres de perception. De cette manière, ATD Quart Monde constitue un ensemble cohérent et unique qui se dote d'un bouclier normatif. Si celui-ci permet de conserver une radicalité et son identité originelle, il a également un effet de fermeture sur l'extérieur.

Afin de confirmer cette hypothèse, il convient d'approfondir les résultats du premier chapitre concernant la place qu'occupe ATD Quart Monde dans le réseau des activistes de l'*empowerment* à la française. En effet, l'analyse de l'effet de positionnement de l'association

¹ Il s'agira dans le dernier chapitre de la thèse d'analyser les effets de diffusion interne de cet approfondissement réflexif en termes d'évolutions organisationnelles.

et l'analyse de discours des activistes de l'*empowerment* sur l'image qu'ils ont d'ATD Quart Monde confirmeront la tendance isolationniste et dévoileront l'existence de filtres de perceptions. Lorsque la question de l'importation des pratiques d'*empowerment* arrive en France dans le courant des années 2000, ATD Quart Monde s'est déjà constitué comme une communauté épistémique influente et cohérente. Si le projet de société de Joseph Wresinski entre en convergence avec ceux de Saul Alinsky ou de Paulo Freire, ATD Quart Monde n'est pas dans une dynamique de remise en question de ses valeurs, de ses principes d'action ou de ses critères de validité qui ont déjà été mis à l'épreuve. Malgré un statut de pionnier de l'*empowerment* radical, le bouclier normatif de l'association, entendu comme l'ensemble des filtres de perception, entre alors en opposition avec la dynamique d'émulation du réseau émergent des activistes de l'*empowerment* à la française, ce qui explique la spécificité de sa position.

ATD Quart Monde n'est ni une structure ancienne qui s'interroge sur ses pratiques à partir de la notion de l'*empowerment* comme le Secours Catholique ou les centres sociaux, ni une nouvelle expérience qui importe, transpose ou hybride des modèles provenant de l'autre côté de l'Atlantique. Si les dirigeants de l'association s'intéressent à la notion d'*empowerment*, c'est parce qu'ils y trouvent des convergences avec le projet de leur fondateur et non parce qu'ils souhaitent s'inspirer d'autres modèles. Le travail théorique de rapprochement entre Joseph Wresinski, ATD Quart Monde et les pratiques d'*empowerment* est une réflexion qui est propre à l'analyse en cours. Les groupes locaux et la plupart des volontaires permanents interrogés ne connaissent pas le terme ou très peu.

Adrien : « *Le terme [de pouvoir d'agir] est utilisé au niveau national qui va créer un réseau sur cette question. Je l'utilise parce qu'il y a un an, le délégué national est venu à Lyon pour un congrès en parlant de pouvoir d'agir. Mais on ne l'utilise pas vraiment au sein d'ATD Quart Monde, même si c'est quand même quelque chose qui nous parle. Ici, je n'ai jamais entendu mes collègues l'employer [rires]. On va dire que c'est moi qui l'utilise localement.* » (Entretien, volontaire permanent, 23 avril 2014)

Au niveau national, ATD Quart Monde fait tout de même partie du réseau des activistes de l'*empowerment* à la française, contrairement à la Jeunesse Ouvrière Chrétienne par exemple. Comme cela a été évoqué, cette dernière organisation peut être considérée comme un précurseur de l'*empowerment*, mais ne s'investit pas dans le réseau AEF. ATD Quart Monde, quant à lui, est membre du collectif Pouvoir d'Agir. L'association est même à l'origine de l'une des rares campagnes collectives, à savoir « 1001 territoires ». L'analyse du discours des activistes de l'*empowerment* sur leur image d'ATD Quart Monde montre une ambiguïté entre considération et critique de certains aspects du bouclier normatif.

Tout d'abord, le statut particulier de précurseur d'ATD Quart Monde est reconnu par les activistes de l'*empowerment*. Son pouvoir d'influence auprès des pouvoirs publics en fait un acteur important au sein d'un réseau émergent en quête de reconnaissance et de légitimité.

Ezra : « On a été rejoint par dix-sept réseaux dont, entre autres, et ce n'est pas négligeable, ATD Quart Monde. C'est sûrement ceux qui, dans le domaine social et caritatif, travaillent le plus la participation des citoyens-habitants en grande difficulté. » (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, militant associatif, 18 avril 2014)

Ce discours montre que les spécificités de la communauté épistémique sont reconnues par les membres du réseau AEF, notamment dans la qualité de leur action auprès des acteurs les plus affaiblis. Étant donné que la notion d'*empowerment* vise le développement du « pouvoir d'agir » de ceux qui en ont le moins et que beaucoup d'acteurs reconnaissent leurs limites dans la mobilisation des citoyens marginalisés, l'expérience d'ATD Quart Monde est valorisée sur ce point. De plus, comme cela a été développé, la révolution démocratique par l'expérimentation constitue un élément du fond commun d'idée du réseau AEF qui fait également partie du cadre normatif d'ATD Quart Monde. La valorisation de l'action concrète au sein du réseau AEF est favorable à une image positive d'ATD Quart Monde.

Melvin : « Dans l'*empowerment*, il y a tout un travail auprès des personnes et c'est quelque chose que peu de réseaux font. Il y a un réseau qui est formidable sur cette question. J'ai découvert à quel point il était professionnel, consciencieux, sérieux, et relativement discret dans sa démarche. C'est le réseau ATD Quart Monde. Il fait un travail systématique auprès des gens pour conforter la capacité de l'individu le plus pauvre, le plus démunis, le plus éloigné. Ils permettent aux personnes de se reconstruire dans leur dignité, leur autonomie personnelle, d'avoir une parole et que cette parole rencontre d'autres paroles. Ils ont une démarche de *community organizing*, mais à partir des ressources des plus démunis, des plus éloignés. ATD fait un travail remarquable. » (Entretien réalisé par Gwendolyne Fouache, chercheur impliqué dans le collectif Pouvoir d'Agir, 21 mai 2014)

Joseph Wresinski et ATD Quart Monde sont même une inspiration pour certains acteurs comme pour Cause commune qui les met en avant dans leur ouvrage pour développer leur démarche d'« aller vers » (Graven, Berne et Nové-Josserand, 2008). Les activistes de l'*empowerment* à la française interrogés ont donc globalement de l'estime concernant l'action de l'association. Le réseau étant émergent, l'existence d'une ancienne expérience est valorisée, mais aussi critiquée dans la mesure où l'existence de filtres de perception cristallisés va à l'encontre de l'objectif d'innovation praxéologique.

Tout d'abord, un « soupçon consensualiste » nourrit une critique à l'égard d'ATD Quart Monde par certains acteurs du réseau qui valorisent la radicalité, comme les *community organizers*. Celle-ci provient peut-être de l'étiquette chrétienne dont le mouvement a du mal à se détacher et de son aspect institutionnalisé. L'objectif de transformation sociale étant partagé, certains acteurs considèrent qu'il est impossible de l'atteindre sans une autonomie totale par rapport aux pouvoirs publics. Cette critique est aussi souvent celle d'acteurs qui connaissent peu ATD Quart Monde. En effet, comme cela a déjà été dit, l'institutionnalisation n'a pas provoqué d'affaiblissement de la portée radicale du projet de transformation sociale et politique. De plus, l'association arrive à conserver une relation délicate de coopération conflictuelle qui semble constituer une pratique partagée par le réseau des activistes de l'*empowerment*. Cependant, la critique consensualiste s'appuie tout de même sur l'existence

d'un filtre de perception d'ATD Quart Monde : la communauté épistémique a un rapport ambigu avec la notion de conflit. D'un côté, il s'agirait d'un mode d'action inadapté aux acteurs les plus affaiblis. De l'autre, le recours au conflit est valorisé lorsqu'il est fortement encadré dans un dispositif méthodologique comme celui du croisement des savoirs ou lorsqu'il est mené par des porte-paroles dans un rapport de force de bureau. La dispute avec les mouvements de sans s'applique donc également aux échanges avec les *community organizers* qui font du conflit le mode d'action principal de leur modèle.

L'analyse du positionnement d'ATD Quart Monde dans la campagne « 1001 territoires » confirme l'existence de ce filtre de perception. Dans la mesure où les entrepreneurs de connaissances de cette communauté épistémique y occupent une place centrale, tout du moins dans la phase de construction de la coalition interassociative, ils ont pu imposer certains éléments de son cadre normatif comme des fondements du projet. En particulier, la prévalence de la coopération sur le conflit semble avoir mis de côté des acteurs comme l'Alliance citoyenne par exemple. D'autres filtres de perception d'ATD Quart Monde se retrouvent dans la campagne « 1001 territoires » comme la valorisation d'un mode d'action par groupes de pairs. Sous l'influence des porte-paroles d'ATD Quart Monde, cette pratique est utilisée par beaucoup d'organisations membres de la coalition. Le groupe de pairs est l'un des fondements du croisement des savoirs. Il s'agit d'un filtre de perception qui s'appuie sur l'idée que les acteurs affaiblis nécessitent un temps de travail en indépendance des autres acteurs pour construire les points de vue en toute intimité. Ce n'est pas tant l'intérêt des groupes de pairs qui est ici remis en cause, celui-ci sera d'ailleurs confirmé par les analyses de la suite de la thèse, mais la cristallisation de ce mode d'action comme une condition nécessaire à la participation des citoyens marginalisés. Certains activistes de l'*empowerment* estiment en effet qu'il ne s'agit pas du seul moyen possible pour mener à bien cet objectif surtout lorsque le but est aussi d'expérimenter de nouvelles manières de faire.

Ensuite, un autre filtre de perception se situe dans la dévalorisation du « pouvoir sur autrui », amenant un rejet de la notion de *leaders* qui semble être au contraire un élément du fond commun d'idée du réseau des activistes de l'*empowerment* à la française. La communauté épistémique d'ATD Quart Monde défend une participation radicale des acteurs affaiblis à l'ensemble du processus décisionnel et qui se doit d'être effective. Le filtre du *leader* ne s'appuie donc pas sur le rejet du pouvoir, mais sur l'idée selon laquelle la participation exige un ensemble de conditions comme les groupes de pairs par exemple. Sans elles, la participation effective des acteurs affaiblis est considérée comme peu probable. Les entrepreneurs de connaissances de la communauté épistémique rejettent alors la figure de l'« alibi ». Ce terme est utilisé pour désigner des personnes qui sont présentes dans des comités de décisions sans que les conditions de participation soient mises en œuvre. Le filtre de l'« alibi » est une ramification de celui du *leader* et s'appuie sur une logique de protection des acteurs affaiblis qui se retrouve dans le discours de Michel, un représentant d'ATD Quart Monde de la campagne 1001 territoires :

« Pour nous ce n'est pas refuser que des gens pauvres aient leur place dans des lieux de décision, c'est faire le vrai travail pour les préparer pour éviter des les mettre en danger en leur donnant du pouvoir ou un semblant de pouvoir parce qu'en plus il faut que ça soit un vrai pouvoir, si les gens se retrouvent dans une coordination 1001 territoires et qu'ils ne comprennent rien de ce qu'on discute dans nos réunions, tellement c'est abstrait, c'est compliqué de voir l'enjeu pour les personnes. » (Entretien, Michel, volontaire permanent, responsable 1001 territoires, 13 mars 2016)

Sous l'influence des entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde, la campagne 1001 territoires a pour objectif de mobiliser les acteurs les plus affaiblis. La principale critique des activistes de l'*empowerment* à la française réside dans ce qui fait la spécificité du projet d'*empowerment* radical de Joseph Wresinski et donc dans ce qui fonde l'identité de l'association, à savoir la focalisation sur la grande pauvreté, faisant écho à la critique de Pierre Bourdieu (1993) qui considère que la focalisation sur l'extrême pauvreté amène à oublier la « petite misère ».

Aurélien : « On est assez nombreux à considérer que la désaffiliation politique se manifeste dans les milieux populaires. Le pouvoir d'agir des riches ne m'intéresse pas. Eux sont très bien armés. Tout dépend où l'on met le curseur. L'objectif est le développement du pouvoir d'agir de ceux qui n'ont pas le pouvoir, de ceux qui subissent les inégalités, de ceux qui n'ont pas de voix au chapitre. Ce n'est pas que le Quart Monde, cette définition est plus large, et c'est vrai qu'il y a une partie des classes moyennes qui entre dans cette catégorie. » (Entretien, salarié associatif, collectif Pouvoir d'Agir, 2 novembre 2015)

Si le réseau des activistes de l'*empowerment* vise l'irruption des citoyens marginalisés dans l'espace des mouvements sociaux, il semblerait qu'une définition assez large soit donnée au public cible. Ceci entre en opposition avec le principal schème cognitif de la communauté épistémique d'ATD Quart Monde du ruissellement par le plus bas : si l'action n'est pas construite à partir des acteurs les plus affaiblis, ces derniers n'en bénéficieront pas. Au contraire, des revendications construites à partir du savoir infrapolitique du « quart monde » seraient bénéfiques pour tous.

Un salarié d'AequitaZ et un salarié de Cause commune se rejoignent pour dénoncer cette notion de quart monde (entretiens, Yohan, 21 octobre 2015 et Raphaël, 20 octobre 2015). D'une part, ces derniers remettent en question l'existence d'un peuple vivant dans l'extrême pauvreté en tant que communauté culturelle abstraite. En effet, des processus de précarisation sont à l'œuvre dans le monde du travail et de l'emploi et mettent en lumière la multiplicité des situations de faiblesses économiques et sociales (Hélarlot, 2005). D'autre part, la notion de quart monde fait directement référence à l'association, ce qui est interprété par certains acteurs comme une appropriation d'une catégorie de population. « *Ils ont leurs pauvres à ATD* », peut-on alors entendre. De plus, la notion de peuple renvoie à un certain déterminisme de l'extrême pauvreté. Le salarié de Cause commune évoque ainsi l'exemple d'une militante quart monde qui participait à un projet dans lequel il travaillait et qui visait une sortie de la pauvreté. La militante a refusé de continuer par peur de perdre sa représentativité du quart

monde. La critique ici est forte puisqu'elle sous-entend qu'ATD Quart Monde a tendance à maintenir les personnes dans la pauvreté. Celle-ci fait écho à une tension qui sera analysée dans la deuxième partie de la thèse entre la promotion d'un projet d'inclusion politique et de développement de l'autonomie des pauvres d'un côté et l'existence d'un plafond de verre qui freine l'*empowerment* des militants quart monde de l'autre.

Le président d'ATD France reconnaît l'existence d'une « dérive » de l'appropriation du quart monde contre laquelle il s'agit de lutter (entretien, Édouard, 5 mars 2015). Selon lui, la *priorité* est d'éviter de se « sentir propriétaire de la relation » avec les militants quart monde. C'est une question qui est beaucoup travaillée par la communauté épistémique. Pour répondre à la critique, Édouard rappelle également la volonté d'alliance, qui doit se faire avec les classes moyennes, mais aussi avec le prolétariat et la « petite misère ». De plus, l'observation du groupe local de Lyon sur trois ans montre que les militants quart monde ont des niveaux d'affaiblissement variés et que les volontaires permanents ne demandent pas aux personnes qu'ils rencontrent si elles font partie de l'extrême pauvreté. Ensuite, l'utilisation de la notion de quart monde renvoie davantage à un principe d'action d'ATD qu'à une réalité. La focalisation sur l'extrême pauvreté incite par exemple un volontaire permanent à créer un groupe dans un centre d'accueil de jour pour SDF ou à se servir de son bénévolat à la soupe populaire pour proposer aux usagers de participer aux événements d'ATD.

Florent : « *On peut toujours dire que le Quart Monde n'est pas très bien défini, mais au niveau action cela fait sens. Il y a des gens qui sont en dehors de la démocratie donc il faut aller les chercher. Est-ce que tu peux faire la frontière entre ce qui est Quart Monde et ce qui n'est pas Quart Monde ? Non. C'est flou et c'est peu descriptif comme notion, mais c'est actionnable.* » (Entretien, ancien délégué national, 20 avril 2015)

Les critiques émises sur la notion de peuple du quart monde par des acteurs extérieurs font tout de même l'objet de débats en interne comme en témoigne cet extrait de l'article d'un chercheur publié dans la revue quart monde :

« Quelle est l'unité organique d'un peuple des exclus, du peuple de ceux qui ne sont pas du peuple, du "quart exclu" ? Quels seraient leur histoire commune et leur projet collectif ? Un tel concept ne risque-t-il pas de suggérer un déterminisme (un destin) à rester dans son peuple, alors que c'est précisément l'inverse que J. Wresinski cherche à montrer avec cette notion ? Les personnes concernées émettent-elles vraiment le désir de constituer un "peuple du quart monde", ou ne veulent-elles pas avant tout, chacune, améliorer leur situation personnelle et au mieux *s'en sortir* ? [...] L'enjeu de ce concept, s'il doit avoir du sens, ne serait pas alors de décrire une réalité empirique existante, mais bien plutôt de symboliser la dynamique d'une transformation au sein des relations asymétriques qui mettent les personnes pauvres dans un rapport de dépendance, de passivité. Cette dynamique transformatrice marquerait le passage de la réduction des pauvres à leurs catégories objectivantes à la reconnaissance de leur pouvoir de dire "nous", de résister à l'objectivation et de devenir "militants de leur propre cause". » (Landenne, 2007)

Dans les discours des différents volontaires permanents interrogés, l'ensemble de ces critiques fait l'objet d'une « recherche permanente ». Ce terme couramment utilisé au sein de l'association renvoie à la démarche praxéologique de l'association. Celle-ci entend remettre en permanence en question les principes d'action. Cependant, cette démarche praxéologique est profondément ambivalente : d'un côté, on observe une forte activité réflexive de l'association qui amène régulièrement à interroger l'intérêt de certains principes d'action ; de l'autre, ce processus s'effectue principalement en interne et amène également à renforcer des filtres de perception par rapport à l'extérieur. Ainsi, l'ethnographie d'ATD Quart Monde met en lumière une double image en tension entre un expérimentateur réflexif et un modèle relativement figé.

Certains activistes de l'*empowerment* leur reprochent alors un aspect « carcan » ou de se croire les « détenteurs d'une vérité absolue ». Ceci se retrouve effectivement dans les discours de quelques volontaires permanents. L'engagement important qu'implique ce statut proche d'un vœu de renoncement peut renforcer le sentiment d'unicité¹.

Frédéric : « *ATD m'a transformé. Quand on entre dans le mouvement durablement, on apprend à regarder le monde avec les yeux des gens les plus pauvres. C'est passionnant. C'est difficile parce qu'on est les seuls, mais c'est très enrichissant.* » (Entretien, ancien délégué international, 8 novembre 2015)

Entre les années 1960 et 2000, ATD Quart Monde était relativement seul à mener un projet d'*empowerment* radical en France. L'association s'est alors construite comme une communauté épistémique autonome. Par ailleurs, la focalisation du mouvement sur la grande pauvreté a forgé une identité qui le distingue de l'extérieur. Les volontaires permanents sont nombreux à évoquer les cas d'associations qui ont tenté d'atteindre les « personnes en situation d'extrême pauvreté » sans jamais y arriver véritablement de manière durable, à l'instar de l'éducation populaire. Ce processus de construction d'ATD Quart Monde comme un ensemble cohérent et unique disposant d'une identité claire qui le distingue de l'extérieur freine les dynamiques de partenariats avec d'autres associations.

Aurélien : « *Structurellement, les personnes d'ATD ne font pas de partenariat. Ils amènent des gens sur leurs terres. Ils mettent en œuvre des actions qu'ils conçoivent seuls. Ils vont chercher des alliés pour les aider à les mettre en œuvre, ou alors ils vont voir des gens pour essayer de les convaincre et de les transformer. C'est leur mode d'action qui est assez efficace d'ailleurs. Ils ont une portée d'influence impressionnante auprès des pouvoirs publics. Après, ce n'est pas très simple d'être partenaire avec ATD, car ils ont du mal à partager le pilotage et la réflexion. Ils ont un peu le problème des gens qui pensent détenir la vérité. [...]. Ils sont souvent en tension avec les partenaires avec lesquels ils se retrouvent parce qu'ils ont tendance à être sûrs d'avoir raison sur tout, et donc il n'y a plus grand-chose à discuter.* » (Entretien, ancien coordinateur du collectif Pouvoir d'Agir, 2 novembre 2015)

¹ Cette question sera développée dans le chapitre 3.

S'il y a une vraie volonté de rassembler autour d'eux — ce qui n'empêche pas de coconstruire certains projets comme on le verra dans la troisième partie —, le mouvement prend des précautions quand il n'est pas l'initiateur du projet. La stratégie d'ATD Quart Monde est de se positionner comme le médiateur politique central d'une coalition de cause qu'il a lui-même créée. Frédéric, un ancien responsable international d'ATD Quart Monde, résume bien la stratégie concernant les partenariats associatifs :

« En France, on est beaucoup sollicité par d'autres réseaux pour signer des pétitions et faire des manifestations. Face à ces sollicitations, on a toujours le même critère, c'est celui de savoir si les plus pauvres ont été sollicités et si l'action leur sera bénéfique. Quand le problème est mal posé au départ, c'est très difficile de le faire après. Si le projet ne prend pas en compte la spécificité des gens les plus pauvres, ils n'y gagneront rien. [...] Cela fait des années qu'on bataille pour qu'il y ait la mention "en particulier, les gens qui ont la vie la plus dure". Si la mention ne figure pas, on ne signe pas. C'est une stratégie. En France, les gens commencent à comprendre à quel point on est pointilleux. Ils ont l'impression qu'on vient leur chercher des puces. Mais sans ce regard spécifique, les plus pauvres seraient éliminés. » (Entretien, Frédéric, ancien délégué international, 8 novembre 2015)

Pour finir, la cristallisation de filtres de perception dans un bouclier normatif renforce les effets de distinction sur l'extérieur et consolide la tendance isolationniste d'ATD Quart Monde. Dans le cas des échanges avec le réseau des activistes de l'*empowerment* à la française, cette fermeture réflexive sur l'extérieur entre en opposition avec la dynamique d'émulation du réseau. En tant que communauté épistémique dont les valeurs et principes d'actions ont été éprouvés et formalisés, ATD Quart Monde dispose d'une place marginale au sein du réseau AEF. Pourtant, le pouvoir d'influence politique de cette association institutionnalisée suscite un intérêt de coalition de la part de certains activistes de l'*empowerment* à la française. ATD Quart Monde peut ainsi mettre en œuvre son expérience dans une campagne comme 1001 territoires qui à son tour peut avoir des effets sur la communauté épistémique.

D'un côté, l'expérience d'ATD Quart Monde dans la médiation politique a permis dans cette campagne de rassembler une partie du réseau des activistes de l'*empowerment* autour d'une même cause. D'autant plus que le réseau partage des valeurs communes avec ATD Quart Monde autour de la volonté de démocratisation de la démocratie et l'importance de l'activité cognitive. De l'autre, les spécificités du réseau AEF fondées sur la complémentarité et l'émulation ont eu des effets d'ouverture de la communauté épistémique sur l'extérieur. En effet, l'analyse de discours des entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde impliqué dans 1001 territoires laisse entrevoir des fissures dans leur bouclier normatif¹. Si ces acteurs persistent à affirmer l'intérêt de certains principes et les défendent dans les négociations interassociatives, l'objectif d'expérimentation les amène à faire évoluer leur perception. Par exemple, l'absence de groupe de pairs ou l'existence de *leaders* sont moins dévalorisées que

¹ Cette affirmation s'appuie sur quelques entretiens et exigerait une étude plus approfondie d'autant plus que la campagne est encore assez récente.

dans les discours d'autres volontaires permanents. Alors que l'association était un pionnier un peu isolé pendant une quarantaine d'années, l'arrivée de nouveaux activistes de l'*empowerment* remet en question le sentiment de monopole de l'association. L'émulation du réseau AEF permet de réactualiser la démarche praxéologique d'ATD Quart Monde autour de certains principes d'action qui s'étaient transformés en filtres de perception avec le temps.

Pour conclure, il semble que les ambiguïtés de la praxéologie d'ATD Quart Monde ne remettent pas en cause la fécondité d'une telle démarche. L'antagonisme provient d'un sentiment de monopole de l'association et d'une application principalement interne de la praxéologie. Lorsque cette démarche réflexive est systématisée et appliquée dans des comparaisons avec d'autres expérimentations, elle permet de questionner à nouveau les filtres de perception qui n'étaient plus remis en question. On va à présent prolonger cette réflexion à partir d'une l'ouverture praxéologique qui semble être à l'origine des processus d'internationalisation et de transnationalisation d'ATD Quart Monde.

2.2. Le retour de la réflexivité par les processus d'internationalisation et de transnationalisation

Jusqu'à présent, seules les actions françaises d'ATD Quart Monde ont été évoquées. Pourtant, le mouvement a des équipes de volontaires permanents dans 34 pays en Europe, mais aussi en Afrique, en Amérique du Nord et du Sud, dans l'océan Indien et en Asie. ATD Quart Monde prend une ampleur internationale dès les années 1960. Par ailleurs, des équipes bénévoles sont présentes dans une centaine de pays.

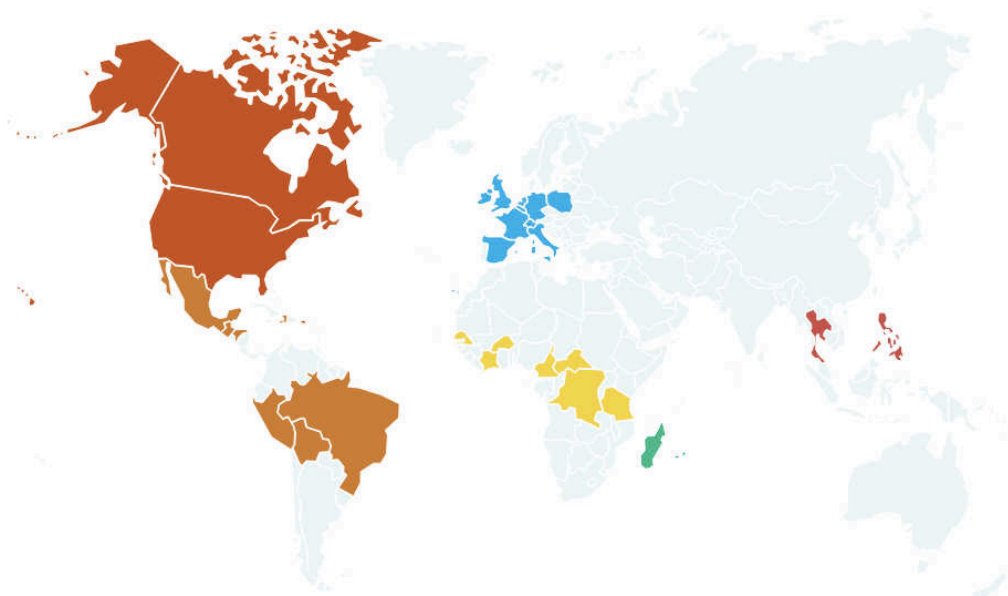


Figure 4 : Carte des pays d'implantation d'ATD Quart Monde dans le monde¹

¹ Source : ATD Quart Monde, *À travers le monde*, atd-quartmonde.org.

Le rôle d'Alwine de Vos Steenwijk est essentiel dans l'explication du développement rapide d'ATD Quart Monde à l'international.

Karl : « Tout est tellement imbriqué aujourd'hui, qu'on ne peut affronter les questions que globalement. Sans pour autant négliger le détail particulier, ce monde interconnecté exige une action internationale. Si Wresinski n'avait pas eu une diplomate professionnelle de l'action internationale, à savoir Alwine De Vos, il n'aurait pas pu construire un mouvement international. » (Entretien, volontaire permanent, 22 avril 2015)

ATD Quart Monde se développe ainsi dans les années 1970 suivant deux processus d'internationalisation et de transnationalisation : le premier concerne le développement de l'influence politique « par le haut » dans les instances internationales ; le second réside dans la multiplication des groupes locaux et dans la diffusion des pratiques en interne « par le bas ». Ces deux processus ont des effets d'approfondissement de la démarche praxéologique d'ATD Quart Monde que l'on va analyser.

Encadré 7 : Les grandes étapes du processus d'internationalisation d'ATD Quart Monde¹

<p>1964 : ATD Quart Monde se transforme en association internationale. Premiers volontaires envoyés à l'étranger (New York)</p> <p>1968 : Création de la fédération internationale d'ATD (FIDAD)</p> <p>1973 : Création du mouvement international Science et Service</p> <p>1974 : Obtention du statut d'Organisation Non Gouvernementale (en tant qu'expert de la lutte contre la pauvreté) par l'ONU puis l'UNESCO</p> <p>1979 : Première implantation dans des pays du Sud (Guatemala et Thaïlande)</p> <p>1981 : Première implantation en Afrique (Burkina Faso)</p> <p>1991 : ATD Quart Monde International obtient le statut consultatif général auprès du Conseil économique et social des Nations unies en tant qu'OING</p>
--

Le processus d'internationalisation d'ATD Quart Monde s'inscrit d'abord dans une stratégie d'augmentation de son pouvoir d'influence à partir du constat que la pauvreté est un problème public global et multidimensionnel. Ce type d'évolution est classique pour une communauté épistémique dans la mesure où les instances internationales sont propices à ce mode d'action fondé sur l'expertise (Haas, 1992).

Karl : « À Noisy-le-Grand, on s'est progressivement rendu compte, Joseph Wresinski le premier, que si on parlait aux autorités locales, il y avait un blocage total. Pour débloquer la situation, il a donc fallu passer au-dessus du niveau local pour la régler au niveau ministériel. À ce niveau, on peut résoudre le problème de Noisy, mais pas celui de l'ensemble de la France qui est trop sensible. Pour cela, il faut passer encore au niveau supérieur, c'est-à-dire à celui de l'Europe et ainsi de suite. À chaque fois, on a pu résoudre un problème local en accédant à

¹ Sources : Defraigne Tardieu, 2012 ; Viguier, 2010 ; atd-quartmonde.org.

l'échelon supérieur, sans pour autant négliger l'échelon local qui lui ne suffit jamais.»
(Entretien, volontaire permanent, 22 avril 2015)

L'analyse de ce discours montre que les entrepreneurs de connaissances de la communauté épistémique adoptent une conception politico-spatiale qui imbrique les échelles d'action entre elles à des fins de transformation sociale, à l'instar d'autres activistes de l'*empowerment* étudiés dans le premier chapitre.

Ainsi, à peine dix ans après l'arrivée du Père Joseph Wresinski dans le camp de Noisy-le-Grand, des équipes de volontaires sont envoyées à l'étranger, par exemple dans une communauté portoricaine dans le sud de Manhattan. New York n'est pas choisi au hasard. C'est l'époque de « la guerre contre la pauvreté » et le Père Wresinski y voit une opportunité pour poser les fondements d'un mouvement international dans la ville où se situe l'Organisation des Nations Unies (ONU). De ce fait, la communauté épistémique s'internationalise en investissant les grandes instances comme l'ONU et l'UNESCO ou encore la banque mondiale. Selon Viguié (2010), qui a étudié les archives concernant Joseph Wresinski, l'ONU a servi de formation politique pour le prêtre. C'est également à ce niveau que des porte-paroles d'ATD Quart Monde ont pu créer des liens associatifs, notamment autour des droits humains.

L'investissement des canaux institutionnels internationaux et les relations entretenues avec des organisations, notamment provenant du mouvement pour les droits civiques américains, influencent la conception que se fait la communauté épistémique de la pauvreté. Celle-ci devient une violation des droits humains. L'un des premiers combats politiques d'ATD Quart Monde à l'échelle internationale a été celui de la reconnaissance de cette conception par l'ONU. Pour cela, en 1982, ATD Quart Monde a lancé une pétition qui a atteint 232 500 signatures en 1984 lorsqu'elle a été remise au Secrétaire général des Nations Unies de l'époque, Javier Pérez de Cuéllar. Un rassemblement de 100 000 personnes a eu lieu le 17 octobre au Trocadéro à Paris, où la Déclaration universelle des droits de l'Homme a été signée en 1948. Une dalle a été inaugurée en présence du président François Mitterrand avec l'inscription suivante : « *Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'Homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré* » (Joseph Wresinski). Si l'ONU n'a jamais établi de Déclaration spécifique sur la question, les liens entre pauvreté et droits humains sont travaillés à l'échelle internationale, entre autres, à la Conférence de Vienne de 1993, au Sommet de Copenhague de 1995 et dans la Déclaration du millénaire en 2000 (Tourette, 2002). En 1996, l'ONU proclame le 17 octobre la « journée internationale pour l'élimination de la misère ».

Selon les responsables d'ATD Quart Monde, ces investissements auprès de l'ONU ont donné une légitimité importante à la dénonciation de la misère comme déni des droits humains et fournissent une ressource politique dans le contexte français. En particulier, l'association participe depuis 1986 à la commission nationale consultative des droits de l'Homme

(CNCDH). Au début des années 1990, le mouvement recrute d'ailleurs Paul Bouchet¹, président de la CNCDH comme vice-président d'ATD Quart Monde. Celui-ci remplace Geneviève Anthonioz de Gaulle à la présidence de l'association de 1998 à 2002. Le rôle de ce juriste semble important à prendre en compte dans le vote de la loi d'orientation sur les exclusions de 1998 et en particulier dans la bataille juridique pour y faire inscrire, dès l'article 1^{er}, l'idée que la lutte contre les exclusions est fondée sur l'égalité de tous les êtres humains. Sa présence a également renforcé la stratégie d'agir sous l'angle de l'accès aux droits fondamentaux des acteurs affaiblis. La légitimité acquise dans les instances internationales à partir de l'idée de la pauvreté comme déni des droits humains a de la sorte donné du poids politique dans le combat pour la loi de 1998.

Un exemple plus récent illustre parfaitement le mode d'action international d'ATD Quart Monde. En partenariat avec l'université d'Oxford, le mouvement lance une recherche participative en croisement des savoirs dans le but de coconstruire de nouveaux indicateurs d'évaluation de la pauvreté avec des acteurs affaiblis provenant de sept pays différents. Il s'agit d'un « projet-pilote » qui détient une dimension expérimentale. Cette recherche permet d'approfondir la praxéologie interne d'ATD Quart Monde par la remise en cause de certains principes d'action. Les entrepreneurs de connaissances qui dirigent la recherche affirment effectivement la nécessité de faire évoluer le cadre normatif proposé par le croisement des savoirs face à l'impossibilité de l'appliquer dans toute sa rigueur. La participation d'acteurs de sept pays imposerait une certaine souplesse. Le croisement des savoirs devient alors une source d'inspiration au lieu d'un cadre normatif rigide. L'objectif de cette campagne internationale est d'influencer les indicateurs statistiques de la Banque mondiale à partir desquels sont élaborées beaucoup de politiques publiques nationales. Cette campagne est représentative du mode d'action d'ATD Quart Monde, car elle utilise la recherche et la participation des acteurs affaiblis dans le but d'influencer une instance internationale qui influence à son tour les politiques nationales.

Cyril : « La nature du mouvement est d'avoir un pied avec les familles pauvres dans les bidonvilles, et l'autre pied dans les institutions qui décident le sort des gens, qu'elles soient nationales ou internationales : Élysée, Vatican, ONU, etc. Pour être dans les deux niveaux, il faut faire le grand écart ce qui demande beaucoup de la souplesse et d'entraînement. [...] C'est un défi permanent. [...] Il y a très peu d'institutions qui le font. C'est une marque de fabrique d'ATD qu'il ne faut pas perdre. » (Entretien, responsable international, 2 décembre 2015)

Si la multiplication d'équipes dans le monde renforce la légitimité d'ATD Quart Monde dans les instances internationales, cet aspect relève aussi d'un processus de transnationalisation. On entend par là qu'il s'étend à travers les frontières de façon à développer une connaissance

¹ Paul Bouchet est un avocat français, résistant pendant la seconde guerre mondiale. À la libération, il préside l'Association Générale des Étudiants de Lyon. Il a notamment rédigé un texte de référence du syndicalisme étudiant dit « Charte de Grenoble ». Il devient membre du conseil d'État en juillet 1985. Il préside la Commission Consultative des droits de l'Homme de 1989 à 1996.

mondialisée de la pauvreté. La circulation transnationale interne à l'association approfondit alors sa dimension praxéologique.

Judith : « Notre mouvement a été fondé en France en 1957 par le Père Joseph Wresinski, mais il a aussi été fondé en Haïti en 1981. Beaucoup de personnes se sont reconnues dans le mouvement là bas. Elles se sont approprié ATD Quart Monde et ont influencé ce qu'est devenu notre mouvement aujourd'hui internationalement [...]. Il a été façonné également par nos membres du Burkina Faso. Là-bas depuis 1980, les familles ont une réflexion sur l'éducation [...]. Dans les engagements d'ATD Quart Monde sur la question de l'éducation, il y a l'idée que les enfants puissent aller à l'école, mais puissent aussi travailler en gardant le lien avec le quartier ou le village. Cette idée provient du Burkina. Quand le Burkina apprend quelque chose, c'est tout le mouvement qui apprend. Notre mouvement a des racines diverses [...]. C'est une très grande chance. » (Entretien, ancienne déléguée internationale, 8 avril 2016)

Comme on l'a vu, le programme d'évaluation-programmation du mouvement s'effectue tous les quatre ans à l'échelle internationale. Ainsi, les différents groupes d'ATD Quart Monde sont amenés à discuter entre eux sur les problèmes qu'ils rencontrent localement. Par ce dispositif praxéologique, ATD Quart Monde tente de promouvoir la circulation des idées et des pratiques en interne.

Judith : « Au niveau local, tous les membres qui participent ont l'occasion de réfléchir en profondeur et de voir des actions qui se font ailleurs. On met en lien trois ou quatre équipes locales. Ensuite, elles travaillent ensemble pour faire remonter les questions principales. Cela nous permet en tant que mouvement international de choisir certaines priorités et cela peut donner à chacun des idées pour le quotidien, pour changer ses propres actions. » (Entretien, ancienne déléguée internationale, 8 avril 2016)

Le processus interne de transfert transnational est diffus et grandement favorisé par la circulation des volontaires permanents qui sont amenés à changer de poste régulièrement¹. Le cadre normatif de la communauté épistémique a alors dû s'adapter aux contextes culturels des pays dans lequel il s'installe. À l'origine, le mouvement envoie des volontaires français, ensuite il a pour but de recruter sur place. Les nationalités des volontaires permanents se diversifient donc avec le temps et le renouvellement des équipes locales participe à la diffusion transnationale des pratiques.

Sur les trente-quatre pays dans lesquels ATD Quart Monde est présent, ce processus de transfert et d'adaptation culturelle peut être illustré à partir des équipes d'Amérique du Nord et d'Asie². Ainsi, les équipes de Manille aux Philippines affirment la nécessité d'agir à l'échelle de la communauté et de s'appuyer sur les congrégations religieuses. Pour mobiliser des acteurs affaiblis dans les actions du mouvement, les volontaires permanents s'appuient sur des *leaders* afin d'être acceptés par la communauté, contrairement au mode d'action habituel d'ATD Quart Monde. Par ailleurs, selon Gaston, volontaire permanent (entretien, 12 mars 2015), la culture asiatique aurait tendance à rejeter les notions de conflit ou de confrontation

¹ En moyenne, tous les quatre ou cinq ans.

² Etant donné que l'on a rencontré des salariés de ces équipes.

qui sont fondamentales dans le croisement des savoirs, ce qui amène la communauté épistémique à se questionner en interne sur l'adaptation internationale de ce modèle d'action. Un problème a été mis en lumière lorsque, dans un séminaire international, des militants français ont été confrontés à des militants philippins. Selon une ancienne déléguée internationale d'ATD Quart Monde (entretien, Judith, 8 avril 2016), le registre revendicatif des Français combiné à des problèmes de traduction, a rendu difficile le dialogue avec les Philippines.

Ensuite, en s'appuyant sur le modèle français, Joseph Wresinski a eu l'idée d'envoyer une équipe à Washington pour influencer les politiques nationales. Très rapidement, les volontaires permanents envoyés sur place se sont rendu compte de la difficulté d'agir à cette échelle et des faibles retombées de ce type d'action au niveau local.

Judith : « Il y avait beaucoup de volontaires aux États-Unis qui étaient français. Beaucoup se sont trompés sur la manière de produire du changement parce que la France est extrêmement centralisée. Si l'on arrive à obtenir un rendez-vous à l'Élysée, un rapport au CES, cela peut vraiment produire du changement dans le pays. L'idée d'avoir une équipe à Washington était fondée sur ce modèle. Il fallait une équipe pour influencer les lois. Or, les États-Unis sont très décentralisés. Beaucoup de lois se font au niveau de chacun des 50 États et beaucoup de politiques différent d'une ville à l'autre. La politique des écoles change d'une école à l'autre dans un même quartier. On a dû changer de modèle. » (Entretien, ancienne déléguée internationale, 8 avril 2016)

Le mouvement n'ayant pas le même poids politique aux États-Unis qu'en France, la décision a été prise de s'installer à Boston, où se trouvent de nombreuses universités, afin d'influencer les experts qui sont souvent les mêmes à conseiller les politiques, quels que soient les changements électoraux. Ceci entre en convergence avec le mode d'action d'une communauté épistémique qui considère la recherche comme un levier de transformation sociale. En parallèle, le mouvement mène des actions de quartier dans les Appalaches, au Nouveau-Mexique, à La Nouvelle-Orléans, mais aussi à New York. Dans cette dernière ville, il y a une grande tension pour déterminer les priorités entre l'action à l'ONU et l'action locale à mener en parallèle.

De plus, les décisions des Nations Unies n'ont pas d'incidences directes dans les quartiers où se trouve le mouvement, il est donc difficile de mobiliser les membres autour de cette action de plaidoyer. Pour mettre à profit cette situation, le groupe new-yorkais a alors beaucoup travaillé la question de la représentation de militants quart monde dans des rencontres avec des diplomates de l'ONU, de manière officieuse dans les locaux d'ATD ou de manière officielle aux Nations Unies. Aujourd'hui, le groupe de New York accueille des militants quart monde venant d'autres pays pour leur permettre de vivre cette expérience unique de représentation et les conseille à partir des compétences qu'ils ont développées.

Judith : « Petit à petit, on a pu organiser des voyages avec des subventions. Cela vaut le coup de venir en chair et en os depuis les Philippines pour rencontrer les gens de l'ONU. Les militants de New York avaient pour rôle d'accueillir chaque visiteur et de l'introduire dans le

contexte de l'ONU qui est très compliqué. C'est vraiment la responsabilité des membres du mouvement à New York. » (Entretien, ancienne déléguée internationale, 8 avril 2016)

Enfin, au Canada, un groupe d'ATD est implanté depuis 1982. Selon certains membres, une longue phase d'adaptation culturelle aurait été nécessairement. À partir d'une vision d'un milieu communautaire extrêmement actif au Canada, Joseph Wresinski souhaite créer un organisme de réflexion et de formation pour les intervenants associatifs. Ainsi, contrairement à New York, pendant longtemps le groupe canadien ne menait aucune action de terrain. Depuis une dizaine d'années, ce groupe est en transition. Aujourd'hui, beaucoup de membres considèrent les objectifs initiaux du Père Wresinski comme des « erreurs », car la culture québécoise et plus largement nord-américaine serait fondée sur la preuve par l'action. En plus du rejet « colonial » québécois à l'égard des Français qui viendraient « prêcher la bonne parole », il s'avère qu'un organisme qui n'a pas d'action de terrain ne serait pas pris au sérieux. L'autonomie dont disposent les groupes locaux en dehors de l'hexagone favorise une certaine réflexivité pour remettre en question le cadre normatif de la communauté épistémique.

Pierre : *« Il y a déjà des choses qu'on ne fait pas de la même manière au Canada par rapport à la France, par exemple, dans notre façon de nous présenter. On est obligé de mettre beaucoup plus en avant ce que l'on fait et comment on agit. Sur le site canadien, il y a un côté très concret et pratique. Je pense que c'est pour cela qu'aujourd'hui on a la volonté de faire un virage en créant une université populaire, une action dans un quartier, etc. »* (Entretien, volontaire permanent à Montréal, 16 juin 2016)

Pour autant, il ne s'agit pas non plus de perdre de vue les spécificités d'ATD Quart Monde. Par exemple, les actions du mouvement dans un quartier populaire de Montréal du nom d'Hochelaga conservent un objectif de capitalisation de la connaissance par des activités réflexives pour les acteurs affaiblis telle que l'université populaire, à rebours de la dynamique d'offre de service que beaucoup d'organismes communautaires pratiquent¹. Comme on le verra dans le dernier chapitre, le groupe montréalais entre également en convergence avec une philosophie du « faire avec » assez répandue dans le milieu associatif québécois de la lutte contre la pauvreté. Cette convergence permet à ATD Quart Monde Canada d'innover en la matière et de devenir un exemple pour le mouvement dans son ensemble autour de la participation des acteurs affaiblis.

Afin d'illustrer les effets d'ouverture praxéologique du processus de transnationalisation, l'étude termine sur l'exemple d'une recherche-action menée par le groupe d'ATD Montréal intitulé « Equisanté ». À partir de la méthodologie du croisement des savoirs et des pratiques, ce projet s'interroge sur l'accès à la santé des « personnes en situation de pauvreté ». Il faut prendre en compte ici que le contexte universitaire québécois favorise financièrement la construction de projets de recherche participatifs de ce type. Ainsi, de 2011 à 2015, quatre militants quart monde, quinze professionnels de la santé, deux volontaires permanentes, deux

¹ On a pu observer cette action pendant deux mois. On y reviendra ultérieurement.

chercheuses universitaires et deux agentes de recherche ont travaillé en alternance entre groupes de pairs et groupes mixtes sur la construction de la problématique et des questions de recherche pour ensuite y répondre à partir de la confrontation des savoirs expérientiels, des savoirs professionnels et des savoirs universitaires. Des représentants de tous les groupes d'acteurs ont également participé au travail de sélection des données, de leur analyse ainsi qu'aux activités d'écriture et de diffusion des résultats¹. Ce qu'il convient d'analyser ici, c'est la dispute qui a eu lieu entre les volontaires permanents d'ATD Quart Monde qui défendaient le cadre normatif du croisement des savoirs et les chercheurs qui avaient leurs propres intérêts.

Delphine : « Il y a eu des moments où il y avait de vrais désaccords sur : “Comment faire avec les personnes en situation de pauvreté ?” ou sur : “Est-ce qu'il faut enregistrer les temps de réunion entre personnes en situation de pauvreté ?”. Les chercheurs étaient outrés. Cela a été super compliqué parce qu'eux voulaient absolument enregistrer. Nous, on refusait carrément. On disait : “Mais il n'en est pas question. Les gens, ils cherchent entre eux ce qu'ils pensent, et ils vont vous faire une intervention structurée à telle date. Alors vous l'aurez leurs pensées, mais dans une intervention structurée”. Mais eux, ils voulaient tous les tâtonnements. On a tenu notre position très fortement. Après ils ont dit : “Vous ne voulez pas enregistrer, mais dans ce cas-là on veut qu'il y ait quelqu'un. On veut qu'il y ait un chercheur qui soit là, qui assiste sans enregistrer”. On a dit : “Il n'en est pas question. C'est un temps entre pairs. Et puis nous, on est là pour accompagner leur travail”. C'est encore ressorti à l'évaluation, qu'en fait, on manipule les gens. Donc même après quatre ans de cheminement ensemble, il y a une des chercheurs dans ce projet qui restent avec la conviction qu'au fond d'elle-même, on manipule les gens. » (Entretien, volontaire permanente, responsable d'Equisanté, 14 juin 2016)

L'analyse de ce discours montre que la dispute porte sur les critères de validité du groupe de pairs. Comme cela a été développé, ce mode d'action constitue un filtre de perception de la communauté épistémique associé à un ensemble de conditions exigeantes. Dans le cadre normatif, le groupe de pairs vise la construction du point de vue des acteurs affaiblis, à l'écart des acteurs forts. La simple présence d'un chercheur est ainsi considérée par les entrepreneurs de connaissances d'Equisanté comme une barrière à l'expression des citoyens marginalisés. Ceci n'est pas appliqué aux volontaires permanents qui sont pourtant des acteurs forts, car le cadre normatif du croisement des savoirs valorise une expertise associative de ce type d'acteurs. Les volontaires permanents disposeraient d'une expérience pour créer un climat de confiance afin d'accompagner l'expression des acteurs affaiblis sans aucune influence de leur part. Les chercheurs d'Equisanté ont remis en question cette expertise à partir d'un soupçon de manipulation. Par ailleurs, leurs enjeux professionnels les amènent à entrer en conflit avec les volontaires permanents afin de pouvoir enregistrer les groupes de pairs, considérés comme des données essentielles pour la recherche. Le soupçon de manipulation peut également être analysé comme une conséquence des barrières d'accès à cet espace qui reste inconnu pour les

¹ La dimension participative d'Equisanté sera analysée dans le dernier chapitre.

chercheurs. Ils ne peuvent donc pas non plus analyser la méthodologie des volontaires permanents et ses effets sur la construction du point de vue des acteurs affaiblis¹.

Pour l'instant, l'analyse de cette dispute confirme l'existence de filtres de perception rigides étant donné que les chercheurs n'ont pas réussi à convaincre les volontaires permanents de faire évoluer leur méthodologie. Cependant, l'analyse de discours des entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde chargés du projet Equisanté montre que cette dispute a eu des effets par la suite. En effet, lorsque ces derniers ont souhaité créer un nouveau projet de recherche-action, cette fois sur la question de l'accès aux soins dentaires, les volontaires permanents ont encouragé les universitaires à engager un chercheur dont l'unique rôle serait d'analyser la méthodologie et leur expertise associative. Par manque de candidats ou de financement, ce projet a échoué et les volontaires permanents ont alors réfléchi à mener une activité praxéologique, en s'inspirant des méthodes du praticien réflexif de Donald Schön (1983). Par manque de temps, ceci n'a pas non plus été mené, mais ce type de réflexion montre que la dispute avec les chercheurs a eu des effets internes qui se sont finalement concrétisés dans une évaluation a posteriori du projet Equisanté.

Pour cela, les volontaires permanents ont collaboré avec une sociologue française, Marion Carrel, dans l'optique d'avoir un regard extérieur. Celle-ci a interrogé l'ensemble des acteurs et un article a été coécrit avec deux volontaires permanentes et une chercheuse d'Equisanté (Carrel et al., 2017). D'un côté, celui-ci constitue un effort de formalisation supplémentaire du cadre normatif du croisement des savoirs. Les auteurs mettent en exergue la possibilité d'élaboration d'une « épistémologie post-pauvreté ». De l'autre, cette formalisation s'ouvre vers l'extérieur de l'association par des références à d'autres courants de pensée. La notion d'« épistémologie post-pauvreté » fait effectivement référence aux épistémologies féministes et post-colonialistes dans « *un appel à prolonger le débat* » (ibid., p. 121). L'article met par ailleurs en avant les disputes et les difficultés pratiques, « *les freins et les leviers* » (ibid., p. 121) de la recherche en croisement des savoirs à partir de l'exemple d'Equisanté. Cet extrait résume bien les enjeux de l'article :

« Établir un parallèle entre ces épistémologies représente une nouveauté pour le mouvement ATD Quart Monde, qui le pousse à creuser les questions de pouvoir et les tensions à l'œuvre dans ces expériences. Cela contribue également, dans le débat scientifique, à poursuivre la réflexion sur les pratiques mêlées de recherche et d'engagement [...], ainsi que sur la diversité des méthodologies des recherches participatives. » (Carrel et al., 2017, p. 120-121)

S'il est encore tôt pour en analyser les effets de diffusion, cet article suggère une ouverture praxéologique pour la communauté épistémique d'ATD Quart Monde dans la mesure où il questionne la méthodologie du croisement des savoirs. Les auteurs s'interrogent sur l'existence et les spécificités du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis, sur la nécessité

¹ Reposant sur l'accès à l'observation de certains groupes de pairs, la troisième partie de la thèse approfondira cet aspect.

d'une posture engagée de la part du chercheur, et surtout sur la pratique du groupe de pairs et sur l'expertise associative des volontaires permanents.

Certains entrepreneurs de connaissances de la communauté épistémique comme ceux qui se sont investis dans 1001 territoires ou dans le projet de recherche Equisanté se confrontent à des acteurs extérieurs, ce qui crée des fissures réflexives dans le bouclier normatif et vient approfondir la praxéologie d'ATD Quart Monde. Ainsi, même si une certaine routinisation apparaît, celle-ci ne semble pas inévitable. Par ailleurs, si le bouclier normatif freine la réflexivité, elle permet aussi à ATD Quart Monde de s'institutionnaliser tout en conservant sa radicalité et son identité originelle, à rebours de certaines théories des mouvements sociaux (Kriesi, 1996). En effet, les filtres de perception deviennent des critères de contrôle des politiques publiques qui sont utilisés à des fins de critique sociale, de remise en cause des structures inégalitaires et des processus de domination. L'adoption d'une posture de coopération conflictuelle permet également de garder une autonomie dans la praxis tout en travaillant avec les pouvoirs publics dans une optique d'augmenter le pouvoir d'influence.

Conclusion de la partie 1. Être radical : manuel pragmatique pour révolutionnaires démocratiques¹

Qu'est-ce qu'être radical ? La notion de radicalité — présente tout le long de cette première partie — est malmenée à la fois par les acteurs de l'espace des mouvements sociaux et par les chercheurs qui les analysent. La tendance est à l'idéalisation du conflit, conçu comme une activité d'opposition directe aux pouvoirs publics et privés par le recours à des modes d'action dont l'originalité se situe souvent dans le spectaculaire, voire l'illégalité. Ce type de pratiques contient effectivement un potentiel subversif, mais n'est pas nécessairement radical. En suivant la sociologie de l'émancipation de Luc Boltanski (2009), c'est dans la capacité critique de remise en cause des rapports de pouvoirs établis, des structures inégalitaires et des processus de domination que l'on définit la radicalité. Dans une optique pragmatique, ce n'est pas le mode d'action qui est radical, mais le message qu'il transporte et les effets qu'il produit.

Ce faisant, l'activité praxéologique, entendue comme une activité réflexive menée pour guider une action de transformation sociale, est un levier de radicalité (Lhotellier et St-Arnaud, 1994 ; Maurel, 2010). Si l'auto-analyse menée par des acteurs sur leurs propres pratiques est loin d'être spectaculaire, elle permet de favoriser un processus de circularité (Giddens, 1987) entre les discours savants et militants qui approfondit la capacité critique des mouvements sociaux. En explorant le registre métapragmatique (Boltanski, 2009) des activistes de l'*empowerment* à la française et en particulier des entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde, cette partie a montré l'intérêt heuristique d'analyser la dimension réflexive de l'action collective. Ainsi, les processus de diffusion et d'innovation dans les répertoires d'action sont favorisés par l'aptitude praxéologique des acteurs. Celle-ci encourage par exemple les activistes de l'*empowerment* à la française à s'inspirer d'un cadre de référence provenant du continent américain.

Des acteurs de la participation citoyenne, du travail social, de l'éducation populaire et de la politique de la ville, ainsi que des chercheurs engagés s'investissent dans un moment réflexif, pragmatique et sceptique afin de réenchanter leurs secteurs respectifs en renouant avec des objectifs ambitieux de transformation sociale. Face à la crise de la représentation, ils expérimentent pour renouveler la démocratie par un processus d'approfondissement progressif autour de l'irruption des acteurs affaiblis dans le champ politique, mais aussi dans l'espace des mouvements sociaux. Par une activité réflexive, des expérimentateurs d'actions concrètes tentent de dénouer les « antinomies transcendantales » de l'action collective et des entrepreneurs de transferts visent la multiplication des initiatives et la mise en réseau dans des coalitions interassociatives. Pour l'instant, les activistes de l'*empowerment* à la française

¹ Le titre de cette conclusion fait référence à la traduction française de l'ouvrage de Saul Alinsky (2011), *Être radical : manuel pragmatique pour radicaux réalistes*, Bruxelles, Aden.

forment un réseau informel qui se situe dans une phase émergente d'émulation. Celui-ci ne rassemble pas encore beaucoup d'acteurs et encore moins d'actions concrètes. Traversé par certaines disputes, le réseau AEF n'est pas structuré, d'autant plus que l'une des divergences porte précisément sur le rejet de la structuration conçue comme un pas vers l'institutionnalisation. Certaines organisations institutionnalisées comme la fédération des centres sociaux ou ATD Quart Monde font les frais d'un certain scepticisme des autres acteurs concernant leur capacité à atteindre l'objectif de transformation sociale. C'est leur radicalité qui est ici remise en cause, ce qui converge avec certaines théories de la sociologie des mouvements sociaux — dont celles des chercheurs impliqués dans le réseau AEF — qui sont réappropriées par les acteurs.

Pourtant, en se dotant d'un « être sans corps » (Boltanski, 2009) capable de créer une identité commune et de donner des repères pour l'action, l'institutionnalisation n'est pas nécessairement négative, d'autant plus si elle s'allie à une activité réflexive. Ainsi, si la communauté épistémique d'ATD Quart Monde se rapproche d'un groupe de pression au pouvoir d'influence important par les relations de partenariat qu'elle entretient avec les pouvoirs publics, elle reste autonome dans sa capacité de remise en cause des rapports de pouvoirs établis, des structures inégalitaires et des processus de domination. Le mode d'action est celui de la coopération conflictuelle (Cossart et Talpin, 2015 ; Dommergues, 1988 ; Evers, 1990 ; Giugni et Passy, 1998 ; Panet-Raymond, 1994 ; White, 2001). Cette notion propose la reconnaissance de l'ambivalence des relations avec les pouvoirs publics et souligne que le mode d'action entre partenariat ou contestation s'effectue à partir de l'analyse pragmatique de la situation.

La notion de coopération conflictuelle donne un contenu empirique au mode d'action proposé par la philosophe Chantal Mouffe (2013) d'« engagement agonistique avec les institutions ». Dans un fond commun d'idées (Snow et Benford, 1994) qui n'est pas encore stabilisé, le réseau des activistes de l'*empowerment* à la française a un potentiel de convergence autour de ce type de modes d'action hybrides qui peuvent à la fois s'inscrire dans un projet de démocratie agonistique et dans un projet de démocratie participative ou délibérative. L'activité réflexive menée par les acteurs étudiés dans cette partie dispose effectivement d'un potentiel pour dépasser les disputes et relativiser les effets de différenciation autour d'un projet commun de révolution démocratique.

L'image du révolutionnaire démocratique vise à rassembler sous un même terme les démarches qui défendent un modèle délibératif et celles qui défendent un modèle agonistique. L'artisan de la participation de Marion Carrel (2013) et l'activiste délibératif d'Archon Fung (2011) sont donc bien des révolutionnaires démocratiques, mais les activistes contestataires qui privilégie l'opposition directe avec les pouvoirs publics, à l'instar des *community organizers*, le sont également. Ce qui rassemble tous ces acteurs dans une composante de l'espace des mouvements sociaux, c'est précisément la volonté de radicalité dans la définition pragmatique que l'on a proposée. Cet objectif ambitieux n'est pas toujours atteint, mais cette

composante se rassemble aussi autour d'une activité réflexive qui permet de dénouer les dilemmes pratiques afin d'orienter l'action vers la praxis.

Si l'institutionnalisation d'ATD Quart Monde ne s'est pas accompagnée d'une perte de radicalité, elle s'est accompagnée en revanche d'une perte de réflexivité. En effet, la formalisation d'un cadre théorique a rigidifié certains principes en filtres de perception, c'est-à-dire en cadres cognitifs internes qui sont difficilement remis en question par les membres de la communauté épistémique. Ces derniers forment un bouclier normatif qui implique un effet de fermeture sur l'extérieur et renforce un sentiment d'unicité ainsi qu'une tendance isolationniste déjà présents dans la construction identitaire d'ATD Quart Monde. L'ethnographie de cette communauté épistémique donne alors accès à l'ambiguïté d'une démarche praxéologique mise en œuvre sur le temps long par une organisation de mouvement social. Cependant, les résultats de cette partie ne remettent pas pour autant en cause l'intérêt d'un tel mode d'action dans la mesure où des fissures dans le bouclier normatif apparaissent dans les processus d'internationalisation et de transnationalisation d'ATD Quart Monde. Par exemple, certaines initiatives d'un groupe local comme celui de Montréal et de son projet de recherche Equisanté peuvent avoir des effets sur les pratiques de l'association, aspect qui sera analysé dans le dernier chapitre. De même, tandis que pendant une quarantaine d'années, ATD Quart Monde était un pionnier français de l'*empowerment* radical relativement isolé, certains membres ont vu leur sentiment de monopole remis en question par l'arrivée de nouveaux activistes. La réflexivité réapparaît dans la confrontation des entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde avec des acteurs extérieurs.

Jusqu'ici, l'analyse s'est focalisée sur une approche mésosociologique de l'association en tant qu'institution. L'ethnographie plus ou moins microsociologique d'un groupe local, de certains dispositifs et d'une campagne politique permettra alors d'appréhender ATD Quart Monde dans sa complexité, dépassant l'image homogène qui se dégage de l'analyse en tant que communauté épistémique. La partie suivante s'appuie sur une étude du groupe local lyonnais et de son université populaire. On va voir comment les membres s'approprient et mettent en œuvre le cadre normatif de la communauté épistémique à l'échelle locale, ce qui ne se fait pas sans tensions.

Deuxième partie.

Contre le « cens caché » :

la dimension culturelle de l'action collective.

À l'échelle internationale, ATD Quart Monde constitue une communauté épistémique militante. Son cadre normatif formalisé avec le projet du croisement des savoirs et des pratiques défend un principe de « participation radicale » des acteurs affaiblis à l'ensemble du processus décisionnel, et cela sur tous les sujets qui les concernent de près ou de loin. L'objectif est double : d'une part, en tant qu'expert de la grande pauvreté, la communauté épistémique souhaite accroître sa connaissance à partir du savoir infrapolitique¹ des personnes concernées ; d'autre part, l'association entend mettre en œuvre les orientations de Joseph Wresinski qui peuvent être réinterprétées dans les termes d'un projet d'*empowerment* radical. La participation des acteurs affaiblis aux activités d'ATD Quart Monde vise leur émancipation individuelle, collective et politique. Ce principe de la communauté épistémique sera appelé « activisme émancipateur ». Il s'agit de favoriser le passage d'une position dans la société comme objet de politiques publiques, à celle de sujet de sa propre vie par le développement d'une identité combative, puis à celle d'acteur de la transformation sociale. La notion d'acteur affaibli prend d'ailleurs tout son sens lorsqu'elle désigne des personnes disqualifiées qui s'investissent dans un tel processus.

À partir de la sociologie de l'action proposée par Antimo Farro (2000), ce double objectif peut être compris comme un investissement dans le contrôle des codes culturels sur la pauvreté en participant à la construction et à la diffusion de l'information avec les personnes concernées. Les entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde construisent un discours qui vise à dénoncer le modèle de développement économique et le modèle démocratique dans leurs effets d'exclusion sociale, tout en élaborant des solutions alternatives au problème de la pauvreté. L'organisation de mouvement social se positionne dans un conflit culturel à l'échelle globale visant des effets au « niveau systémique » (Farro, 2000, p. 171).

Afin d'atteindre ce niveau, la communauté épistémique constitue un instrument de rationalisation et de coordination d'un ensemble d'activités qui s'effectuent localement. L'association est structurée en groupes nationaux qui se subdivisent en groupes locaux qui eux même sont composés de sous-divisions à l'échelle de la municipalité ou du quartier. L'étude se focalise sur le cas de la France où le mouvement est particulièrement bien implanté avec huit groupes locaux². Cette partie repose sur l'ethnographie du groupe d'ATD Rhône-

¹ On rappelle que ce terme désigne un savoir qui s'appuie sur l'expérience du mépris social lié au stigmate de la pauvreté, mais aussi sur l'expérience de la résistance quotidienne à la domination.

² PACA, Rhône-Alpes, Alsace, Champagne-Ardenne, Île-de-France, Normandie, Bretagne, Nouvelle Aquitaine.

Alpes¹ composé de douze sous-divisions locales. On verra que les groupes locaux peuvent être conçus comme des incubateurs de savoirs d'usage qui s'appuient sur une activité de mobilisation et d'émancipation des acteurs affaiblis.

Toutefois, cette activité se heurte aux processus d'exclusion du « cens caché » (Gaxie, 1978) qui s'exerce dans le champ politique (vote, partis politiques, etc.), mais s'infiltré également dans l'espace des mouvements sociaux. Ainsi, lorsque des groupes défavorisés se mobilisent, ces mouvements sont souvent qualifiés d'improbables, voire de « miracles sociaux » (Mathieu, 2007 a ; Maurer et Pierru, 2001). En effet, le manque de ressources matérielles et émotionnelles et une caractérisation négative de soi en tant que « pauvre » sont des obstacles à l'émergence d'un sentiment d'appartenance (Simmel, 1998) et d'une mobilisation collective des acteurs affaiblis. Alors même que ces derniers pourraient être considérés comme n'ayant rien à perdre et tout à gagner à s'organiser collectivement, ce sont rarement les premiers à s'investir dans des mouvements sociaux (Pinard, 1967). Pour contrer les causes du cens caché qui opèrent comme des obstacles à l'engagement, « il faudrait alors s'interroger sur les mécanismes de mobilisation qui peuvent amener des agents habituellement indifférents à participer à des actions politiquement orientées et à se demander ce qu'il advient quand ils sont entraînés » ou non (Gaxie, 1978, p. 254). Cette partie s'attèle précisément à cette tâche en explorant d'abord les raisons de la non-participation (Mazeaud et Talpin, 2010) pour ensuite se questionner sur les multiples facettes de l'engagement des acteurs affaiblis.

Dans cette optique, l'étude se focalise sur le dispositif de l'université populaire autour duquel ATD Rhône-Alpes mène son activité de mobilisation. À l'écart des discours dominants, cette enclave citoyenne favorise l'expression des acteurs affaiblis sur leurs conditions de vie. L'université populaire est donc un « espace infrapolitique » dans la mesure où elle rend audible le « texte caché » des « opprimés » (Scott, 2008) et façonne un « espace culturel » de résistance à la domination (Farro, 2000). Pour Antimo Farro, l'activité de résistance constitue le principal levier menant à l'action collective lorsqu'elle est rendue explicite dans un processus de subjectivation, c'est-à-dire dans une quête de sens par laquelle les individus dominés deviennent sujets en formant des identités individuelles et collectives. Cela consiste à savoir qui on est et à se faire reconnaître pour ce que l'on est et ce que l'on fait. Antimo Farro parle de « résistance subjective à la domination » lorsque les individus s'opposent à la domination culturelle par l'affirmation de leurs spécificités et par la réappropriation du sens de leur action, et cela sans avoir recours aux repères proposés par les acteurs dominants. Il

¹ L'analyse s'appuie sur une étude ethnographique de trois ans du groupe local Rhône-alpin d'ATD Quart Monde qui a débuté lors de notre mémoire de master (Roy, 2014). En dehors des éléments généraux à l'ensemble de la thèse, elle repose sur : une observation participante (transparente et déclarée) régulière des activités d'ATD Rhône-Alpes et de son université populaire sur trois ans ; une participation observante (Bastien, 2007) en tant qu'animateur d'un groupe de préparation à l'université populaire dans un centre d'accueil de jour pour SDF dans le huitième arrondissement de Lyon ; une enquête par entretiens s'appuyant sur les récits d'engagement de militants quart monde (14 entretiens mobilisés représentant 18 personnes), de militants alliés (4 entretiens mobilisés représentant 5 personnes) et de volontaires permanents (13 entretiens mobilisés représentant 13 personnes dont 9 responsables nationaux et 4 animateurs locaux) ; et enfin, une enquête par entretiens sur la non-mobilisation ou la faible mobilisation (7 entretiens de SDF).

s'agit là d'un levier culturel qui favorise un processus de politisation des acteurs affaiblis par le développement d'une volonté de transformation sociale.

En résumé, ce que l'on a décidé d'appeler la dimension culturelle de l'action collective est constituée de deux niveaux : le niveau systémique dans lequel les mouvements sociaux visent des effets globaux par le contrôle et la diffusion des codes de la vie sociale ; le niveau individuel et collectif qui interroge la réception ainsi que la réappropriation et la construction des codes culturels par les personnes qui subissent la domination. En restant sous les radars de la sphère publique, c'est à ce dernier niveau que l'université populaire s'attèle. Il s'agit donc de la partie « infra » du « contre-public subalterne » (Fraser, 2003) d'ATD Quart Monde, celle de l'émergence et de la construction des « contre-discours ». Le niveau systémique, quant à lui, exige d'autres espaces de publicisation qui seront présentés dans la troisième partie de la thèse.

Enfin, l'étude s'attachera à insérer l'université populaire dans son contexte militant ambiant à la différence de Geneviève Defraigne-Tardieu (2012). Dans une thèse en sciences de l'éducation, cette chercheuse opère un isolement de ce dispositif afin de mettre en lumière les effets directs en termes de connaissance et d'émancipation des participants. Si les résultats de ses travaux seront bien évidemment mobilisés, l'objectif sera ici de dégager les limites du dispositif, ce que Defraigne-Tardieu assume ne pas avoir pu effectuer en raison de son engagement au sein d'ATD Quart Monde¹. De ce fait, l'étude de l'université populaire sera complétée par l'ethnographie des activités quotidiennes d'un groupe local afin d'analyser dans toute sa complexité le processus de mobilisation et d'émancipation des acteurs affaiblis. Il est à noter également que si ATD France donne un certain nombre d'orientations, les groupes locaux sont autonomes dans le choix de leurs activités. On donnera ainsi à voir l'« ordre local » (Friedberg, 1992) d'ATD Rhône-Alpes qui émerge des interactions entre les membres dans des compromis instables et qui est pris dans des tensions entre des objectifs à court terme ou des exigences pratiques d'un côté, et les grands principes de la communauté épistémique de l'autre, qui peuvent être difficiles à mettre en œuvre concrètement.

¹ Geneviève Defraigne-Tardieu est volontaire permanente d'ATD Quart Monde et se présente comme une praticienne réflexive (Schön, 1983).

Dans un premier chapitre, on montera que l'université populaire peut être analysée comme un espace infrapolitique. On verra que ce dispositif favorise la résistance subjective à la domination des acteurs affaiblis dans un processus de mobilisation et d'émancipation individuelle, collective et politique. Le second chapitre permettra toutefois de nuancer les résultats du premier par la mise en lumière des limites de l'action du groupe local Rhône-alpins. En effet, le processus de politisation se heurte à des barrières à l'entrée en praxis liées à des effets d'enfermement, ce qui entre en tension avec le principe de l'« activisme émancipateur » de la communauté épistémique. En parallèle, l'étude de la division du travail militant mettra en lumière l'existence d'un plafond de verre dans les prises de responsabilité des acteurs affaiblis, ce qui entre en tension avec le principe de participation radical du croisement des savoirs.

Chapitre 3. La mobilisation infrapolitique des acteurs affaiblis

Tandis que les analyses de James Scott se focalisent sur les contextes dictatoriaux, les réflexions sur les pratiques culturelles dans les milieux populaires du philosophe Michel de Certeau et du sociologue Patrick Cingolani dévoilent les stratégies et les ruses des « faibles » en contexte démocratique. Ancrées dans les pratiques de la vie quotidienne, ces dernières reconfigurent les relations de domination et de pouvoir (Certeau, 1990). Michel de Certeau affirme que cette capacité de « faire avec », la débrouillardise populaire, permet de ruser avec sa condition sociale, ce qui est déjà une manière de la contester. Patrick Cingolani (2014) réactualise cette thèse en présentant les nouvelles pratiques d'« échappées » des « précaires » comme les détournements du temps de travail à des fins récréatives, les systèmes d'échange alternatifs au système marchand ou les formes de détournement des aides sociales. Cingolani s'accorde avec Scott pour affirmer que toutes ces pratiques constituent des formes de résistance ordinaires et détiennent un potentiel révolutionnaire. Cependant, ces différents auteurs se focalisent sur les pratiques individuelles et laissent de côté les conditions concrètes d'une sédimentation culturelle dans un processus de mobilisation collective des acteurs affaiblis. C'est ce que l'on va tenter de faire dans ce chapitre.

Si les pratiques quotidiennes des opprimés revêtent une forme de résistance qui évolue sous le radar des oppresseurs, Antimo Farro (2000) souligne que la domination du contrôle des codes culturels intervient dans le sens que les individus donnent à leurs actions. L'infrapolitique prend alors la forme d'une véritable résistance seulement à partir du moment où les acteurs affaiblis réalisent la portée de leurs pratiques dans un processus de subjectivation. Ceci nécessite de se détacher des catégories de pensée dominantes en se réappropriant ses propres éléments de culture dans la construction d'une identité individuelle et collective, ce qui est précisément l'objectif d'un espace comme l'université populaire.

À partir de l'analyse des pratiques de mobilisation des entrepreneurs de cause d'ATD Quart Monde autour de ce dispositif et des effets en termes d'engagement sur les acteurs affaiblis, on soulèvera l'intérêt du levier culturel pour contrer les causes du cens caché. Avec l'université populaire, la communauté épistémique militante se dote effectivement d'un espace infrapolitique dans lequel les participants peuvent briser le silence sur leurs conditions de vie et leur savoir expérientiel, se réapproprier le sens de leurs actions et retourner leurs stigmates vers des formes d'engagements individuels, collectifs et politiques.

Section I — Briser le silence dans un espace infrapolitique

L'étude se focalise sur le groupe régional d'ATD Rhône-Alpes créé en 1982. Dans un premier temps, les volontaires permanents développent leur action sur le quartier de la Duchère¹ en mettant en place une bibliothèque de rue ainsi que des rencontres avec des adultes du quartier. Progressivement, des groupes d'acteurs affaiblis se créent alors dans toute la région autour de l'université populaire Quart Monde (UP), qui a démarré en 1986. En 1995, l'UP Rhône-Alpes rassemble onze groupes de préparation et une centaine de personnes (Guillot, 2008), ce qui est à peu près équivalent aujourd'hui². L'organisation du travail militant en Rhône-Alpes est centrée autour de ce dispositif auquel beaucoup de membres actifs participent. Le groupe régional se fractionne autour de « sous-divisions locales » qui mènent leurs propres actions, mais la majorité d'entre elles sont en réalité des « groupes de préparation » à l'université populaire (GP). Ce sont des groupes de paroles qui se réunissent deux à trois fois tous les deux mois pour réfléchir sur une thématique qui est ensuite traitée dans une assemblée plénière régionale.

L'université populaire constitue le dispositif autour duquel est menée l'activité de mobilisation d'ATD Rhône-Alpes. Celle-ci se heurte à un certain nombre d'obstacles, car la pauvreté engendre : une perte de dignité qui passe par l'humiliation d'une identité négative à cause d'une disqualification sociale (Paugam, 2009) ; une désaffiliation alliant isolement, replis sur soi et marginalisation qui menace les solidarités (Castel, 1994) ; un sentiment de fatalité ou de résignation face à sa situation (Hogart, 1970) ; une dévalorisation de soi renforcée par l'injonction à l'autonomie (Duvoux, 2014). Tous ces éléments forment des barrières à l'engagement collectif, car ils impliquent « des difficultés à dire et à partager son expérience, une clôture des horizons temporels et relationnels renvoyant l'individu à sa propre condition » (Demazière, 1996, p. 18). La méfiance règne dans le monde du silence de la pauvreté.

En introduisant la notion d'infrapolitique, James Scott entend montrer que ce silence n'est qu'apparent. Son analyse s'appuie sur des espaces sociaux préexistants comme les églises ou les bars, qui en libérant la parole se détournent de leur fonction initiale pour se transformer en un socle de résistance. Ici, on va analyser un espace qui a été construit par des entrepreneurs de cause directement dans cette optique. Enfermée dans la logique stratégique de la mobilisation des ressources, la sociologie des mouvements sociaux s'appuie sur l'hypothèse de l'improbabilité de l'organisation collective des acteurs affaiblis.

¹ Un quartier populaire de Lyon.

² « En 2014, 254 personnes ont participé à au moins une plénière de l'université populaire Quart Monde. Parmi elles, 112 militants et 142 militants alliés, volontaires ou invités. Parmi ces 254 personnes, 91 ont assisté pour la première fois à une plénière de l'université populaire quart monde dont 26 militants. » (Source informelle, bilan 2014)

Cette section vise d'abord à appréhender les racines sur lesquelles s'appuie ce constat en mettant en lumière les obstacles à l'engagement ainsi que les conditions pour les contourner. On verra que les volontaires permanents d'ATD Quart Monde sont des anthropologues de la grande pauvreté, menant une action de mobilisation expérimentale axée sur des enjeux culturels. En se focalisant sur un objectif de développement de la connaissance sur les milieux de pauvreté, le mode d'action propose un espace pour que s'expriment les subjectivités des acteurs affaiblis à rebours des injonctions qu'ils subissent quotidiennement. On verra comment certains dépassent les obstacles et brisent le silence pour s'exprimer au sein de l'université populaire.

1 — L'ironie ordinaire derrière la non-participation des mal-logés

Afin de comprendre le processus de mobilisation, il s'agit d'abord de s'attarder sur les raisons pour lesquelles certains ne participent pas à l'université populaire d'ATD Quart Monde. En s'inscrivant dans le courant constructiviste, Rémi Barbier défend l'intérêt heuristique d'analyser la non-participation. Son objectif est d'explorer les difficultés de la démocratisation en cours sans les rabattre sur les déficits de compétences des porteurs de projet ou des citoyens. Pour cela, l'auteur propose la notion d'ironie ordinaire pour désigner une « prise de distance des profanes vis-à-vis des mondes du public » (Barbier, 2005, p. 259), conçue comme une attitude de résistance visant à se préserver un espace de liberté face au pouvoir du discours. Les acteurs émettent des jugements sur la sincérité de l'offre de participation proposée. Le concept d'ironie ordinaire invite à prendre au sérieux le discours des acteurs sans l'exposer d'emblée à une disqualification sociale. La non-participation peut alors être envisagée comme une conséquence d'une attitude ironique s'appuyant sur un regard critique, une méfiance ou un soupçon lié à des déceptions et des frustrations passées.

Pour Rémi Barbier, ce n'est pas tant par désintérêt que les personnes ne participent pas que par « lucidité » ou « désenchantement ». La première réaction repose sur un sentiment d'impuissance face au pouvoir des décideurs : « *De toute façon mon avis ne sera pas pris en compte face aux politiques ou aux experts* ». La seconde relève d'un sentiment d'illégitimité et d'incapacité à s'exprimer sur les sujets proposés face au pouvoir des experts : « *Finalement, je ne sais rien, et la démocratie participative est impossible* ». L'analyse de Rémi Barbier va à l'encontre de l'hypothèse de l'apathie qui est régulièrement avancée au sujet des acteurs affaiblis (Bègue, 2007). Elle permet de se détacher de la conception de la participation comme un impératif démocratique qui implique souvent une injonction à participer pour les profanes. La mobilisation infrapolitique nécessite une posture qui met de côté les *a priori* et les injonctions en écoutant les jugements des acteurs affaiblis pour en dégager des « critères de légitimité » ou d'évaluation (Barbier, 2005), c'est-à-dire des

éléments qui permettent d'évaluer l'offre de la participation au regard des particularités de son public.

Dans l'optique d'approfondir les réflexions de Rémi Barbier en les adaptant aux acteurs affaiblis, les raisons de la non-participation de personnes sans logement ou en hébergement d'urgence à un groupe de préparation (GP) à l'université populaire Quart Monde de Rhône-Alpes sont au cœur de la présente étude. Ce groupe se réunissait dans un centre d'accueil de jour. L'analyse repose sur l'observation de ce GP pendant six mois et sur une participation observante pendant deux ans¹. Au cours de la phase de terrain, je² me suis impliqué en tant qu'animateur du groupe (GPO : groupe en participation observante) suite au départ du volontaire permanent qui occupait ce rôle. Des entretiens ont également été réalisés avec des membres réguliers et de certains sans domicile fixe (SDF) qui connaissaient l'existence du GPO sans y avoir participé ou qui y ont participé une fois sans revenir par la suite.

Les « usagers » du centre d'accueil de jour en question ont certaines particularités. La télévision étant toujours allumée sur les chaînes d'information et beaucoup suivent ainsi l'actualité. Il s'agit d'un lieu qui favorise une connexion avec le monde extérieur, une connaissance des sujets de société et une certaine forme de politisation. Le centre d'accueil est par ailleurs un lieu de passage avec un fort taux de renouvellement des usagers. Les personnes font souvent preuve de débrouillardise pour trouver de l'aide en s'appuyant sur le réseau associatif lyonnais. De ce fait, certains usagers aiment changer régulièrement de lieu. Si le manque de régularité freine les objectifs de mobilisation, le renouvellement favorise les objectifs en termes de connaissance du milieu des sans domicile fixe. En outre, il existe un petit nombre d'habitues et des groupes d'« amis ». Le lieu est convivial et certains se retrouvent le matin pour jouer aux cartes. Le site dispose aussi d'un service social qui contraint certaines personnes à venir régulièrement. Pour les membres d'ATD Quart Monde, la décision d'organiser un groupe de préparation dans un centre d'accueil de jour répond à l'objectif d'aller à la rencontre des acteurs les plus affaiblis dans une optique de développement de la connaissance sur l'« extrême pauvreté »³.

¹ Si la durée de cette recherche participative semble importante, il faut préciser que notre implication a varié en fonction de l'investissement sur d'autres terrains d'étude. Sur les deux années, huit thèmes de l'université populaire ont été préparés dans le centre d'accueil, ce qui représente dix-huit réunions de deux heures. Deux thèmes — à savoir « le pouvoir d'agir » et le « logement » — ont fait l'objet d'une implication renforcée avec des entretiens et une prise de notes systématique.

² On rappelle la convention d'utiliser la première personne du singulier pour aborder les questions relatives au terrain d'étude.

³ Les SDF sont effectivement considérées par ATD Quart Monde comme faisant partie de cette catégorie de population.

1.1. Derrière le sentiment d'incapacité, l'ironie ordinaire de l'inadaptation du cadre

Pour Alice Mazeaud et de Julien Talpin (2010), la participation citoyenne détient, au même titre que les autres sphères du politique, un « cens caché » reposant sur des phénomènes d'exclusion ou d'auto-exclusion interne du fait de leur faible maîtrise des règles implicites. En particulier, la valeur symbolique attribuée à la discussion collective et à l'intérêt général fonctionne comme des barrières pour des personnes qui ont des difficultés sociales et scolaires. Mazeaud et Talpin affirment alors que l'une des raisons de la non-participation repose sur la dévalorisation du « blabla ». Ces résultats réapparaissent également dans l'analyse des raisons de la non-participation au groupe en participation observante. Les enquêtés expliquent souvent que les sujets proposés leur semblent trop abstraits.

À titre d'exemple, une université populaire a été organisée sur la notion de « pouvoir d'agir ». Le GPO a saisi cette occasion pour organiser plusieurs réunions sur ce thème et pour réaliser des entretiens avec ceux qui n'étaient pas venus. Beaucoup d'utilisateurs participant ou non au groupe ont considéré que cette notion était abstraite, incompréhensible et éloignée de leur préoccupation quotidienne.

Lucie : « ATD Quart Monde est un sujet trop vaste qui intéresse les personnes plus isolées que moi et qui ont besoin d'échanger sur l'univers. Je n'ai pas le goût pour ce genre de débat. (...). Par exemple, le "pouvoir d'agir" me paraît abstrait. (...). Je préfère des choses un peu plus futiles. » (Entretien, usagère d'un centre d'accueil de jour pour SDF, 15 janvier 2015)

En suivant Alice Mazeaud et Julien Talpin (2010), le sentiment d'incapacité constitue une raison de l'auto-exclusion aux dispositifs participatifs. L'enquête sur les sans domicile fixe met en lumière une dévalorisation de soi et de son opinion liée aux conditions de vie et au faible niveau d'étude. « Parfois, je n'ai pas envie de parler. J'ai juste envie d'être tranquille », explique Lucie (entretien, usagère d'un centre d'accueil de jour pour SDF, 15 janvier 2015). La dévalorisation de soi des acteurs affaiblis s'accompagne souvent d'un isolement social lié à un sentiment de fatigue concernant leurs conditions de vie, ce qui fonctionne comme une barrière à l'engagement.

Cependant, certains discours d'acteurs affaiblis laissent transparaître un jugement sur l'offre de la participation proposée par l'université populaire. Le sentiment d'incapacité est donc à remettre en perspective avec les sujets abordés ou les manières de les présenter. « À mon niveau, je suis un peu perdu et j'ai du mal à participer à des réunions comme celles-là. Je ne comprends même pas les questions. Quand j'arrive à 9 h, je reste parfois dans mon coin », précise Arthur (entretien, usager d'un centre d'accueil de jour pour SDF, 6 janvier 2015).

Alors même que l'action d'ATD Quart Monde a pour but de mobiliser ce type de personnes isolées socialement, certains volontaires permanents évoquent les difficultés d'atteindre cet objectif. Afin de prendre en compte les jugements des acteurs affaiblis sur l'offre de la participation, faut-il encore réussir à entrer en relation avec eux, ce qui n'est pas toujours

évident. « *Il y a des gens ici avec qui je n'arrive pas à nouer de liens. Peut-être qu'eux-mêmes sont fermés et que je n'ose pas aller vers eux* », reconnaît Adrien (entretien, animateur du groupe observé, 23 avril 2014).

À l'instar de cet animateur, les membres du groupe de préparation en participation observante ont eu beaucoup de difficultés à mobiliser les personnes isolées socialement¹. Les échecs de ces derniers peuvent renforcer la non-participation. Par exemple, le caractère abstrait de la notion de « pouvoir d'agir » constitue une déception renforçant un sentiment d'inadaptation des sujets proposés par l'université populaire. Le discours de certains non-participants montre que le vocabulaire utilisé sur les affiches que le GPO avait conçu sur ce sujet est devenu un point de fixation pour évaluer la sincérité de l'offre. Les échecs du mode d'action utilisé renforcent donc les raisons de la non-participation. Parmi ceux qui franchissent les premières barrières pour participer au groupe, certains développent des frustrations qui deviennent des raisons de ne pas réitérer l'expérience. De plus, les informations circulent entre les usagers du centre d'accueil, les frustrations de ceux qui participent renforcent la non-participation des autres.

« *Parfois, on est limité à une idée fixe et il faut laisser les autres donner les leurs. Je n'aime pas qu'on me coupe la parole, c'est pour ça que je ne viens pas tout le temps* », explique Patricia (entretien, usagère d'un centre d'accueil de jour pour SDF, 8 janvier 2015). Les échecs de l'animateur pour instaurer un débat équitable font partie des raisons possibles de la non-participation. Par exemple, le centre d'accueil de jour est un lieu où se jouent beaucoup de rivalités entre les usagers. Ainsi, les débats du groupe de préparation sont ponctuellement troublés par des conflits entre les participants : « *Dans ce cas, le problème était dû à deux personnalités présentes qui ne s'aimaient pas et qui n'arrivaient pas à être dans l'écoute. Ils coupaient la parole aux autres au point de les énerver et de me démoraliser* » (entretien, Adrien, animateur du groupe observé, 23 avril 2014). Adrien explique qu'il lui arrive parfois d'arrêter la réunion lorsqu'elle est trop conflictuelle. Ces expériences fonctionnent comme des contre-exemples qui freinent la participation des usagers par la suite.

Certains acteurs affaiblis évoquent la violence qu'ils subissent au jour le jour. Ainsi, la conflictualité dans l'offre de participation constitue une barrière à l'engagement pour ceux qui souhaitent des activités qui se distinguent de leur vie quotidienne. Le groupe de préparation en participation observante a pu le mettre en lumière. Ironiquement, lors d'une université populaire sur le thème de « la violence et la paix », une altercation a eu lieu entre une militante quart monde de longue date et un nouveau participant à partir d'une concurrence victimaire.

< Une altercation débute entre Brigitte, militante quart monde active du GPO et un usager du centre d'accueil de jour qui participait pour la première fois. Brigitte explique les difficultés qu'elle a eues pour trouver du travail à cause de son âge tandis que le nouveau participant a

¹ L'action des entrepreneurs de cause d'ATD Quart Monde sera développée ultérieurement.

l'impression qu'on ne laisse pas assez la place aux jeunes. La discussion prend une tournure conflictuelle et le nouveau participant en vient à critiquer violemment Brigitte. C'était la première fois qu'une altercation de ce type arrivait dans le GPO et je n'ai pas su réagir dans mon rôle d'animateur. J'ai laissé la discussion s'envenimer jusqu'aux insultes. À ce moment-là, j'ai fini par intervenir pour clôturer le débat et affirmer l'importance d'être respectueux. >
(Notes d'observation, GPO, 3 mars 2015)

Après cet événement, le nouveau participant n'est jamais revenu. Par ailleurs, d'autres personnes présentes ce jour-là ont évoqué cet épisode pour justifier leur réticence à continuer leur participation, comme Lucie : « *Il vaut mieux que je prenne des distances. Les gens qui sont à table ne sont pas forcément ceux avec qui j'ai envie d'avancer* » (notes d'observation, usagère d'un centre d'accueil de jour pour SDF, 15 mars 2015). Les acteurs affaiblis évaluent l'offre de participation par rapport à leurs propres critères. Ils portent un jugement critique sur le cadre du dispositif qui se renforce par un ensemble de déceptions et de frustrations liées à l'inadaptation du mode d'action et ses échecs.

Lorsque le thème de l'université populaire était plus concret, la participation au groupe de préparation était plus importante. En particulier, le GPO a organisé une université populaire sur la question du logement et de la vie à la rue. Celle-ci était proche de leur préoccupation et a mobilisé davantage de personnes qu'habituellement. Cependant, certains ont continué à affirmer qu'ils n'avaient pas les capacités pour donner leur opinion sur ce sujet.

< À la fin de la réunion, je propose à Paul de venir à l'université populaire sur le logement. Celui-ci me répond qu'il ne faut pas compter sur lui et qu'il ne comprend pas pourquoi je veux avoir son avis. « Je trouve que mon opinion n'est pas très importante [...]. Je n'ai pas assez de temps et pas assez d'esprit pour ça. Je ne peux pas prétendre changer la société alors que ma situation est comme celle-là ! » Ce discours fait écho à une remarque d'un autre usager lors de la réunion : « C'est comme si nos problèmes ne valaient rien, par rapport aux grands problèmes dans le monde ». > (Notes d'observation, réunion du GPO, 11 janvier 2016)

Les deux sans domicile fixe font un lien entre le fait de donner son opinion pour changer la société et vivre des situations de vie difficiles. Beaucoup d'usagers du centre d'accueil de jour ont un faible niveau d'étude et se considèrent comme incompetents à réfléchir sur des sujets de société. Cependant, l'analyse des données ci-dessus montre également que les deux SDF font preuve de lucidité quant à leur pouvoir d'influence. Le sentiment d'incapacité peut donc être lié à un sentiment d'impuissance.

Finalement, la non-participation peut être interprétée comme une attitude ironique qui vise à évaluer la sincérité de l'offre proposée par rapport à son objectif d'ouverture aux personnes en difficulté. Le recours à des termes abstraits comme celui de « pouvoir d'agir » renforce par exemple un sentiment d'inadaptation du dispositif par rapport à leurs propres connaissances. Le discours de dévalorisation de soi peut donc être réévalué ironiquement comme une critique de l'offre de la participation. Les difficultés des membres des groupes de préparation à l'université populaire à atteindre les personnes isolées socialement sont le signe d'une

inadaptation du dispositif. À rebours, l'ensemble des tentatives de mobilisation peut fonctionner sur le long terme comme une preuve de sincérité pour les acteurs affaiblis.

1.2. Derrière les contraintes, l'ironie du rejet des injonctions

Comme dans l'étude quantitative d'Alan Diduck et John Sinclair (2002), la non-participation peut s'expliquer simplement par un manque d'information sur le dispositif ou un manque d'opportunités lié aux contraintes personnelles. La majorité des usagers n'ont pas d'emploi fixe, ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils n'ont pas d'obligation. Le manque de temps est souvent mis en avant pour expliquer leur non-participation. Ils ont effectivement beaucoup de contraintes administratives. Le centre d'accueil ayant un service social attaché, certains usagers viennent dans ce lieu uniquement pour cette raison. Lorsque le groupe de préparation en participation observante se réunit, les membres proposent aux usagers du centre de se joindre à eux. Ces derniers répondent régulièrement qu'ils ne peuvent pas venir, car ils ont un rendez-vous avec un assistant social par exemple. Pour ces personnes, le centre n'est pas toujours vu comme un lieu de plaisir, mais comme une contrainte.

Plus globalement, les sans domicile fixe ont beaucoup de préoccupations personnelles (pour se nourrir, se doucher, etc.) ou au plus long terme pour trouver un logement et un travail. Le GPO a réalisé l'exercice d'Aequitaz qui consiste à demander aux personnes d'exprimer leurs rêves et leurs colères auprès des usagers et a mis en lumière que le principal projet des participants était d'« avoir une vie normale ». Il s'agit d'une contrainte personnelle qui demande beaucoup d'énergie et qui est mise en avant pour expliquer la non-participation au groupe.



Figure 5 : Rêves, colères et fiertés des SDF participants au GPO (se référer à l'annexe 6)

Ensuite, ceux qui vivent dans un foyer d'hébergement ne sont pas totalement libres dans leurs allées et venues. Les assemblées plénières de l'université populaire étant le soir, s'ils veulent venir, ils ont besoin d'une autorisation de sortie de la part de leur foyer. Les personnes qui vivent à la rue ont également leurs propres contraintes.

Question : « Selon toi, pourquoi n'arrive-t-on pas à faire venir beaucoup de monde à l'université populaire ? »

Benoît : « *L'horaire du soir ne convient pas. C'est l'heure où ils commencent à boire et c'est l'heure du repas. Même si vous leur proposez des petites choses à manger, ce n'est pas assez consistant. Donc, ça implique qu'ils sautent un repas. Souvent le soir quand il fait froid, ils trouvent leurs abris et se calent. Ils rejoignent leur hébergement ou leur squat et n'ont pas envie de bouger. Je pense que s'il y avait un autre créneau horaire dans l'après-midi, ce serait différent, car pour eux, être au chaud ici ou ailleurs ne changerait rien.* » (Entretien, usager d'un centre d'accueil de jour pour SDF, 17 février 2016)

L'université populaire Rhône-Alpes a lieu le soir, ce qui favorise la participation des personnes qui ont un emploi, mais défavorise celle des sans domicile fixe. Benoît est l'un d'entre eux. Il a vécu quelque temps dans la rue avant de trouver une place dans le centre d'hébergement qui se situe à proximité du centre d'accueil de jour de l'étude. Il a participé à plusieurs réunions et à une assemblée générale avant de prendre ses distances avec le GPO. L'analyse de son discours montre un intérêt pour le dispositif, les débats sur des questions de société et pour ATD Quart Monde. L'éloignement de Benoît semble lié à un manque de temps à consacrer à l'université populaire. En effet, son hébergement d'urgence lui a permis de construire un projet pour trouver un travail et un logement. Il évoque alors en entretien l'ensemble des tâches à mener pour atteindre ses objectifs.

Ainsi, la non-participation n'est pas nécessairement liée à une apathie politique et peut tout simplement être le résultat de contraintes personnelles. Cependant, si l'assemblée plénière de l'université populaire a des horaires fixes, le GPO se réunit à différentes périodes de la journée. Chaque réunion commence par une sollicitation des usagers présents au centre d'accueil de jour. L'observation des refus permet d'approfondir l'analyse étant donné que beaucoup n'ont pas de contraintes au moment de l'invitation.

< Lucie est une sans domicile fixe qui vit à la rue depuis quelque temps. Elle semble intéressée par les sujets abordés par les différentes universités populaires. Un membre actif du GPO s'est alors donné comme mission d'aller la voir régulièrement pour l'inviter aux réunions de préparation. Lucie refuse systématiquement en évoquant des contraintes personnelles. Cependant, lors de certaines réunions, elle reste dans la salle sans véritables occupations. >
(Notes d'observation, GPO, 10 février 2016)

Comme cela sera développé ultérieurement, le mode d'action des entrepreneurs de cause d'ATD Quart Monde s'appuie sur la notion d'expérimentation qui permet de s'adapter aux contraintes personnelles. L'action du groupe de préparation à l'université populaire en participation observante a mis en œuvre ce mode d'action afin de mobiliser les usagers d'un centre d'accueil de jour. Sur le long terme, la non-participation de certaines personnes aux

réunions du GPO ne trouve plus son origine dans le manque de temps. Comme le suggère l'exemple de Lucie, l'évocation de contraintes personnelles peut également être utilisée comme un prétexte qui cache d'autres raisons de la non-participation, comme l'attitude ironique du rejet du cadre proposé. Si cette dernière a été développée au regard du sentiment d'incapacité des acteurs affaiblis, l'étude a pu aussi mettre en exergue que le rejet du cadre est lié à un rejet des injonctions.

S'asseoir autour d'une table pendant deux heures pour débattre sur des sujets de société peut être assez éloigné des envies des usagers. Au départ, le groupe de préparation se réunissait dans une salle du centre d'accueil de jour. Après le départ du volontaire permanent qui avait le rôle d'animateur, le groupe de préparation en participation observante a décidé de s'installer dans le réfectoire. Après manger, les usagers restent souvent pour jouer aux cartes ou regarder la télévision. Le GPO se déroulait au milieu de cette activité.

< Rachid tourne autour de la table du GPO pendant une heure. Il écoute les débats et fait quelques remarques de loin. À un moment donné, debout, il semble particulièrement attentif et finit par prendre la parole assez longuement. Dans mon rôle d'animateur, j'ai d'ailleurs eu du mal à l'arrêter pour laisser la parole à d'autres. Un membre du groupe l'a alors invité à s'asseoir autour de la table. Il refuse dans un premier temps et va fumer une cigarette, puis revient et s'assoit. À partir de là, il accepte les règles du débat. Il attend son tour de parole. Il s'arrête quand je le lui demande. À la fin, je demande à Rachid s'il savait que le groupe se réunissait régulièrement. Celui-ci répond : « Je sais, mais quand je vous vois je trouve ça trop long ». > (Notes d'observation, GPO, 4 janvier 2016)

Cet exemple met en évidence que le rejet du cadre à savoir celui de la table et de la durée de la réunion ne signifie pas nécessairement un rejet de l'activité de dialogue autour de sujets de société. Lorsque le cadre semble imposer un engagement à participer à l'ensemble de l'activité, il constitue une barrière pour certains sans domicile fixe. En l'occurrence, l'envie de participer au débat de Rachid a été plus forte que le rejet du cadre. L'observation du GPO a détecté au contraire que beaucoup de personnes qui semblent intriguées par les discussions n'osent pas s'asseoir. Certains viennent seulement dix minutes pour dire un mot. D'autres restent debout pour mieux pouvoir repartir et revenir. *« Je ne veux pas participer à toute la réunion, parce que je m'ennuie vite. Si tu as besoin de moi, je peux participer comme intervenante pendant 15 min, mais après il faut tu préviennes que je m'en vais »*, explique Lucie (Entretien, usagère d'un centre d'accueil de jour pour SDF, 15 janvier 2015).

Cet éclairage amène à se questionner sur l'irrégularité de la participation des acteurs affaiblis. Comme l'injonction à l'autonomie renforce le sentiment d'incapacité, l'injonction à la participation semble être un frein important à l'engagement. Alors que l'intermittence est souvent présentée comme une limite pour les dispositifs participatifs, les résultats de l'enquête encouragent à revaloriser ce format, voire à le considérer comme une condition à l'engagement dans la durée des acteurs affaiblis. L'exemple de Lucie permet de confirmer ces résultats.

< Avant une réunion, je fais le tour des personnes présentes au centre d'accueil de jour pour les inviter à participer au GPO. Lorsque Lucie refuse, je lui demande ses raisons. Tout d'abord, elle exprime son malaise par rapport aux sollicitations systématiques de l'un des membres actifs du GPO. Elle explique avoir l'impression d'être « harcelée ». Ensuite, je lui parle d'un projet d'organiser une université populaire sur le thème des conditions de vie dans la rue. Elle s'exprime : « Je ne peux pas m'engager dans un truc comme celui-ci. Je ne m'engagerai pas sur plusieurs réunions parce que ça dépend de mon état d'esprit. Dès fois j'ai envie, et d'autres fois je n'ai juste pas la patience. Mais préviens-moi quand tu fais ta réunion et j'essayerai de venir, car ça m'intéresse beaucoup ». Elle poursuit en évoquant quelques idées personnelles sur le sujet. En particulier, elle affirme l'intérêt de faire un groupe pour aborder la question spécifique des conditions de vie des femmes dans la rue. Par ailleurs, elle cite le nom d'une personnalité politique qui a vécu dans la rue et qu'elle aimerait bien voir invitée par l'université populaire. > (Note d'observation, usagère d'un centre d'accueil de jour pour SDF, Lucie, 7 février 2016)

La non-participation de Lucie n'est pas liée à un manque d'intérêt. Elle peut être analysée comme le résultat d'un rejet de l'aspect contraignant du cadre du groupe de préparation à l'université populaire. Sa non-participation est également renforcée par le sentiment d'injonction à la participation provenant des sollicitations d'un membre actif du GPO. Il s'agit d'une barrière à l'engagement qui se retrouve dans les discours d'autres sans domicile fixe : *« La société essaye toujours de nous dire ce qu'on doit faire et ce qu'on ne doit pas faire »* (notes d'observation, Bilal, usager d'un centre d'accueil de jour pour SDF, 11 janvier 2016).

Par ailleurs, le sentiment d'injonction à la participation est souvent associé à une méfiance envers le milieu associatif. Ainsi, l'observation montre des signes de réticences face aux sollicitations des membres du GPO qui sont repérés comme étant des acteurs associatifs : *« Beaucoup d'associations, en voulant aider les pauvres, entretiennent en réalité la pauvreté »* (notes d'observation, Rachid, usager d'un centre d'accueil de jour pour SDF, 11 janvier 2016).

La méfiance envers le milieu associatif et ses injonctions fonctionne alors comme une barrière à la participation. Dans la plupart des cas, un usager du centre d'accueil de jour commence à participer seulement après plusieurs rencontres et après avoir obtenu des réponses à beaucoup de questions. De ce fait, les volontaires permanents d'ATD Quart Monde affirment que la mobilisation des acteurs affaiblis débute par l'instauration d'un climat de confiance.

Gaston : « Ils ont rencontré des gens de différentes associations qui leur ont promis la lune sans leur laisser de place d'où la difficulté pour eux d'avoir confiance dans une organisation. Ceux rencontrés avec ATD ont confiance en nous, car nous ne jouons pas un rôle et que nous restons nous-mêmes. » (Entretien, volontaire permanent, 12 mars 2015)

Au-delà de la méfiance, certains usagers du centre d'accueil de jour pour SDF ont un fatalisme propre au désenchantement décrit par Rémy Barbier (2005). Cette raison à la non-

participation est souvent celle des personnes les plus politisées qui suivent l'actualité régulièrement.

Question : « Mais tu voudrais faire changer les choses ? »

Bilal : « *Oui, moi je voudrais que ça bouge, mais il y a rien à faire.* » (Notes d'observation, usager, 4 janvier 2016)

Les SDF sont obligés d'entrer régulièrement en lien avec des d'associations. Ces dernières leur donnent parfois des espoirs qui se transforment en fatalisme lorsque leur situation n'évolue pas. Bilal fait partie des usagers qui suivent l'actualité et il remarque que rien ne change dans la société. Le désenchantement de ce type d'acteurs affaiblis peut être considéré comme une attitude ironique concernant la capacité de transformation individuelle et sociale du milieu associatif.

< Au cours d'une discussion du groupe de préparation en participation observante, Bilal donne des explications sur les raisons de la non-participation des autres usagers. Selon lui, les personnes ont l'impression que rien ne change autour d'eux. « Ça ne bouge pas, si je dis : "Va là-bas il y a une réunion, tout le monde me dit non". Ils disent : "J'ai déjà essayé de faire ça l'année passée, j'ai parlé de mes problèmes, etc., mais rien ne bouge, rien ne change !" Nos problèmes durent des années. Mes problèmes de cette année sont les mêmes qu'il y a deux ans. Rien n'a changé. » Paul qui écoute la conversation de loin confirme : « On ne voit pas très bien, ce que ça va changer de venir parler dans un groupe de parole. » (Notes d'observation, Paul, usager d'un centre d'accueil de jour pour SDF, 11 janvier 2016)

Même si ce type d'acteurs affaiblis affirment souvent ne pas être intéressés par la politique, ils sont généralement très critiques par rapport à ce champ et laissent entrevoir une forme de politisation par rejet qui sera développé dans la seconde section du chapitre. Ainsi, la réaction de renoncement doit se distinguer de l'apathie. Au-delà des contraintes personnelles et du sentiment de dévalorisation de soi, la non-participation peut s'expliquer par des attitudes ironiques reposant sur l'évaluation de la sincérité de l'offre proposée, sur un rejet des injonctions, une méfiance vis-à-vis des sollicitations extérieures ou sur un fatalisme par rapport aux possibilités de transformations individuelles et sociales.

Selon le sociologue Danilo Martuccelli (2004), la thématique de l'injonction constitue une figure de la domination contemporaine. La mobilisation infrapolitique de citoyens marginalisés est donc favorisée par une posture qui consiste pour les entrepreneurs de cause à se détacher des codes culturels dominants. Ce faisant, le mode d'action doit être réexaminé à l'aune des critères d'évaluation avancés par les acteurs affaiblis.

2 — Contrer les obstacles à la mobilisation des acteurs affaiblis

Pour comprendre l'existence des mouvements de « sans » malgré leur improbabilité, il faut noter que ces derniers sont souvent à l'origine d'entrepreneurs de cause ne vivant pas les situations auxquelles ils s'attaquent, comme dans le cas des organisations de sans domicile fixe étudié par Julien Damon (2002). ATD Quart Monde n'échappe pas à cela étant donné que des salariés appelés volontaires permanents organisent l'action collective, aidés par d'autres acteurs forts appelés militants alliés. En suivant Julien Damon, l'engagement des acteurs affaiblis dans des mouvements collectifs s'explique en termes d'incitations sélectives de la part d'entrepreneurs qui abaissent les coûts de la participation. L'auteur considère en effet que la principale motivation se situe dans la réponse à des besoins individuels. En particulier, les associations disposent d'un potentiel de sociabilité pour des personnes désaffiliées à travers un accueil convivial, des rencontres, des débats et des fêtes. Julien Damon estime également qu'en apportant des aides concrètes, les entrepreneurs de cause favorisent la participation en abaissant les coûts.

« On ne peut pas comprendre l'implication de personnes SDF dans ces actions sans considérer ces dimensions affectives, cognitives qui font que les personnes isolées trouvent dans ces groupes organisés, valorisant les relations interpersonnelles dans une ambiance sympathique, une sociabilité qui peut leur faire défaut dans leur isolement. » (Damon, 2002, p. 74)

Des résultats semblables se retrouvent dans l'analyse des raisons de la participation à l'université populaire. En particulier, les volontaires permanents apportent ponctuellement des aides concrètes qui peuvent fonctionner comme des incitations sélectives. C'est un aspect qui ne sera pas développé dans la mesure où la recherche de Julien Damon est déjà exhaustive sur ce sujet.

L'analyse du mode d'action d'ATD Quart Monde ouvre par ailleurs d'autres pistes de mobilisation. Les résultats précédents ont mis en avant la nécessité de prendre au sérieux les critères d'évaluation avancés par les acteurs affaiblis pour examiner le dispositif participatif. Autrement dit, il s'agit d'appréhender les codes culturels propres au public visé dans une optique d'adaptation du cadre de la participation. Cette démarche « par le bas » est exigeante pour les entrepreneurs de cause dans la mesure où elle nécessite une mise entre parenthèses de ses propres codes culturels¹ afin d'éviter de projeter des catégories de pensée dominante sur les discours et les actes de citoyens marginalisés.

Par rapport aux objectifs de l'université populaire, cette posture de non-domination vise à créer un espace de confiance dans lequel les acteurs affaiblis peuvent s'approprier le sens de leurs actions. On verra dans la section suivante que dans un processus de subjectivation, le domaine infrapolitique s'explicité en prenant la forme d'une résistance d'abord individuelle, puis collective et politique. L'analyse se focalise ici sur les pratiques de mobilisation mises en

¹ Les sources de cet engagement seront analysées dans le chapitre suivant.

œuvre par des acteurs forts à partir de leurs discours et du groupe en participation observante. Les volontaires permanents et membres actifs d'ATD Quart Monde qui développent une posture de non-domination ne sont pas seulement des entrepreneurs de cause dans le sens stratégique, car ils visent à approfondir leurs réflexions à partir du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis. On va explorer le potentiel mobilisateur de ce mode d'action culturelle dans sa capacité à contourner les obstacles qui ont été mis en avant précédemment.

2.1. La mobilisation des acteurs affaiblis par la flexibilité praxéologique du cadre de la participation

Pour l'animateur général de l'université populaire de Rhône-Alpes, le dispositif constitue une « perpétuelle création » qui doit en permanence s'adapter aux nouveaux participants et à ceux que l'on cherche à atteindre. Ceci est favorisé par une démarche praxéologique qui consiste à évaluer l'action pour la transformer à partir du discours des participants. Geneviève Defraigne Tardieu évoque cette caractéristique comme l'un des fondements de l'université populaire. Selon elle, le dispositif n'a pas été conçu à partir d'une théorie préalable.

« Il y a eu une adaptation constante des moyens pour créer et cultiver des liens avec les personnes qui vivent la grande pauvreté. Cette adaptation a été rendue nécessaire par l'évolution des formes de la pauvreté et du développement du mouvement. C'est ainsi que, tout en conservant les mêmes objectifs, des évaluations et réajustements ont été opérés. » (Defraigne Tardieu, 2012, p. 162).

Le discours des volontaires permanents confirme que le mode d'action fait preuve de flexibilité praxéologique : « *Il y a rarement de guide à ATD Quart Monde. C'est à chacun d'aller chercher des informations, en discutant avec les autres et en les observant. Chacun cherche un peu sa manière de faire.* » (Entretien, Adrien, volontaire permanent, 23 avril 2014).

L'université populaire est en constante évolution. L'étude en cours se focalise sur l'observation du dispositif rhônalpin, mais chaque région a ses propres modes de fonctionnement et ses propres objectifs. Par exemple, dans l'ouvrage de Geneviève Defraigne-Tardieu, son animation de l'université populaire d'Île-de-France visait principalement l'émancipation des « personnes en situation de pauvreté ». L'auteure a d'ailleurs tendance à isoler le dispositif en minimisant son contexte militant lié au mouvement ATD Quart Monde¹. Ce faisant, Defraigne-Tardieu met en avant des objectifs externes à l'association et n'évoque pas les effets internes du dispositif. Cette étude n'aborde pas non plus les barrières à l'engagement et les manières de les contrer. L'animateur de l'UP Rhône-Alpes explique alors qu'il existe plusieurs axes d'approfondissement.

Patrick : « *J'en suis arrivé à l'idée que l'université populaire Quart Monde peut-être beaucoup de choses. Il y a sans doute une base commune et en même temps je crois que chaque animateur*

¹ Cela est certainement lié à sa nécessité de prise de distance avec l'association dont elle est salariée.

d'UP dégage avec le temps l'axe qu'il souhaite privilégier. Depuis quelques mois, le mien est devenu de plus en plus clair, à savoir que l'UP est un lieu dans lequel des personnes ayant des histoires de vie différentes peuvent faire l'expérience enrichissante de s'écouter les uns les autres au niveau de ses réflexions, de ses visions du monde. Dans ce lieu, une attention particulière est donnée aux personnes qui sont les moins écoutées habituellement dans le reste de la société. C'est aussi pour moi avant tout un lieu interne à ATD Quart Monde. » (Échange informel, animateur de l'UP Rhône-Alpes)

La distinction avec les autres universités populaires repose donc principalement sur l'axe développé par l'animateur Rhône-Alpes. C'est la focale sur la formation interne qui amène à décrire l'université populaire comme un espace infrapolitique favorisant la mobilisation des acteurs affaiblis.

Cependant, l'université populaire Rhône-Alpes n'est pas homogène d'une édition sur l'autre. Ainsi, vers la fin de la période d'observation, l'animateur a voulu approfondir l'axe : s'« écouter les uns les autres avec des gens qui ont des visions du monde différentes ». Pour ce faire, l'UP de Lyon se délocalise deux fois par an dans un centre social et vise un public plus jeune. Seule une petite minorité d'habitues est conviée à échanger avec une quinzaine de fonctionnaires ou élus extérieurs au mouvement ainsi que des jeunes du centre social. Dans ce cadre, l'université populaire perd un peu son aspect d'espace interne d'émergence et de consolidation de la parole des membres d'ATD Quart Monde. En parallèle, d'autres éditions conservent cet aspect, comme celle sur l'immigration qui sera présentée ultérieurement comme un exemple de liberté de parole.

Ensuite, dans une optique réflexive, chaque université populaire est débriefée par courriels collectifs entre animateurs locaux et équipes d'organisation. En particulier, l'animateur général fait part de ses questionnements dans le but d'améliorer les prochaines séances. Pour ne prendre qu'un seul exemple, à la suite d'une UP sur la « communication sans la parole », beaucoup d'expérimentations avaient été réalisées sous les conseils d'une invitée experte de la question. Certaines choses ont été conservées comme la disposition de l'assemblée en cercle sans estrade afin de diminuer les rapports de pouvoirs. D'autres exercices qui favorisaient une ambiance de « fraternité » et de « copinage » ont fait débat selon les termes d'un volontaire permanent. Tel est le cas de la minute de silence durant laquelle tout le monde devait se regarder dans les yeux qui n'a pas été reproduite par la suite du fait d'une connotation jugée trop religieuse et n'a pas été reproduit¹. Avec les changements d'équipe réguliers, l'arrêt de certains groupes de préparation afin de permettre la création de nouveaux espaces et la faible offre de formation à l'animation favorisent le tâtonnement. L'université populaire se renouvelle en permanence, alternant ainsi ses axes prioritaires. De la sorte, les membres réguliers peuvent bénéficier d'approches différentes au fur et à mesure de leur participation. L'université populaire s'inscrit donc dans la dimension d'expérimentation réflexive développée dans la première partie de cette thèse.

¹ La justification de cette décision illustre la volonté d'ATD Quart Monde de ne pas être catégorisé comme un mouvement catholique, comme cela a déjà été évoqué.

Le mode d'action expérimental d'ATD Quart Monde entend favoriser la mobilisation des acteurs affaiblis. Pour cela, le cadre du dispositif est adapté en l'examinant à partir des critères d'évaluation des participants. Il s'agit d'une démarche praxéologique des entrepreneurs de cause qui part des critiques avancés par les participants. C'est ce que l'on a mis en œuvre de façon plus formalisée dans le groupe en participation observante en faisant évoluer son mode d'action à partir de l'étude sur la non-participation des usagers du centre d'accueil de jour¹.

Afin de mobiliser les acteurs affaiblis, le mode d'action d'ATD Quart Monde propose d'abord d'aller à leur rencontre dans les lieux où ils se trouvent. Face à la méfiance, les entrepreneurs de cause doivent créer un lien de confiance. Celui-ci est renforcé par le sentiment de proximité et la connaissance préalable qu'ils ont sur les milieux de pauvreté (Collovald et Mathieu, 2009, p. 130). Dans le cas des syndicats et des classes populaires, Annie Collovald et Lilian Mathieu montrent par exemple que les « délégués malgré eux » proches de leurs collègues ont plus de chance de mobiliser les autres. Dans la même optique, les volontaires permanents établissent un lien de confiance par une présence régulière dans des lieux où se trouvent des « personnes en situation d'extrême pauvreté ».

C'est le cas d'Adrien, le volontaire permanent qui animait initialement le groupe de préparation dans le centre d'accueil de jour. Celui-ci venait une matinée par semaine, puis mangeait avec les usagers en plus des temps de travail en groupe². ATD Quart Monde appelle cette orientation « aller vers les plus pauvres ». Dans la pratique, il est difficile de repérer de manière neutre qu'une personne est plus pauvre qu'une autre. En réalité, il s'agit principalement d'un principe qui guide l'action des volontaires permanents. La mobilisation d'ATD Quart Monde est donc qualitative (les « plus pauvres ») et non quantitative. Pour Adrien, le dispositif ne vise pas à augmenter son nombre de participants, mais plutôt à toujours aller à la rencontre de nouvelles « personnes en situation d'extrême pauvreté ». Frédéric, un autre animateur de groupe, donne un résumé de l'orientation :

« Joseph [Wresinski] était très radical sur cette question. La probabilité qu'on décroche est aussi forte que les autres. La seule condition pour éviter ça, c'est qu'à chaque action on doit se poser la question de savoir si les plus pauvres en ont profité. C'est un critère qu'on a tous. Ça ne signifie pas qu'on ne fait pas d'erreur. Je vois bien la petite action que je mène sur le plateau [nom d'un lieu], ça n'atteint pas vraiment la grande pauvreté parce que je suis avec le secours populaire et comme eux ils ne les atteignent pas, je ne les atteins pas non plus. Mais par d'autres circuits, j'arrive déjà à repérer les plus pauvres du plateau. Je commence le travail. » (Entretien, Frédéric, volontaire permanent à la retraite, 8 novembre 2015)

Frédéric est un volontaire permanent qui, après des responsabilités internationales, est retourné vivre dans sa région natale pour sa retraite. Il a fait le choix de continuer son engagement en créant une sous-division locale d'ATD Quart Monde dans sa ville. En

¹ Les implications de cette démarche praxéologique seront détaillées un peu plus bas.

² Ce que, par manque de temps, je n'ai pas pu mettre en œuvre lorsque j'ai repris l'animation.

particulier, il anime un groupe de préparation à l'université populaire. Afin d'atteindre « les plus pauvres », il a décidé de travailler bénévolement dans un centre de distribution du Secours populaire et de mobilier des « bénéficiaires » autour d'un groupe de préparation à l'université populaire Rhône-Alpes. C'est aussi la raison qui a conduit Adrien à choisir un centre d'accueil de jour pour sans domiciles fixes. Lorsqu'il est arrivé, le groupe se réunissait dans un centre social et avait des difficultés à mobiliser de nouvelles personnes. Adrien a donc décidé de s'implanter dans cette structure qui accueille des SDF. Un des délégués régionaux, Patrick, estime d'ailleurs que ce sont les groupes de Frédéric et d'Adrien qui mobilisent le plus de « personnes en situation d'extrême pauvreté » en Rhône-Alpes.

Si le choix du lieu joue afin d'« aller vers les plus pauvres », pour Adrien, il s'agit également de repérer parmi les SDF ceux qui sont les plus isolés socialement.

Adrien : « Comme je n'ai pas le temps d'écouter tout le monde, j'essaie de sentir les choses par le regard, dans la façon dont la personne est assise, si elle est toute seule, etc. J'essaie de voir qui est le plus isolé. Clairement [nom d'une SDF], la première fois que je l'ai vue, sans avoir besoin de réfléchir, j'ai tout de suite vu que c'est quelqu'un de la grande pauvreté. Elle était toute seule assise devant sa télé au centre. J'ai vite compris que dans la salle, ce jour-là, c'était elle qu'il fallait aller voir. » (Entretien, volontaire permanent, 23 avril 2014)

Le mode d'action qualitatif des entrepreneurs de cause d'ATD Quart Monde réside dans une activité de repérage des acteurs qui semblent les plus affaiblis. Patrick est l'animateur général de l'université populaire Rhône-Alpes. Il est volontaire permanent et apporte une précision sur cette orientation de « repérer les plus pauvres ». Pour lui, il faut construire son action autour de la personne la plus en difficulté devenant ainsi le cadre de référence et d'évaluation.

Patrick : « Au Guatemala, la bibliothèque de rue était dans un quartier, en face d'une décharge où tous les parents et les enfants travaillaient. Ces familles n'étaient pas riches et on était placé au bon endroit. Cependant, il y avait une fille qui ne venait pas. C'était notre enfant de référence. Il pouvait y avoir trente enfants et même quelques fois soixante-dix, si cette fille n'était pas là, la bibliothèque de rue n'avait pas de sens. À cause d'elle, on a changé le lieu de la bibliothèque et on l'a mise à vingt mètres à côté de chez elle. Alors que tous les gens disaient qu'ils étaient bien ici, on a quand même pris cette décision [...]. Tous les enfants étaient importants évidemment, mais on avait une référence. Dans tous les lieux où j'ai été à ATD, j'ai eu une référence comme cette enfant. » (Entretien, volontaire permanent, 24 avril 2014)

L'enfant dont parle Patrick a finalement participé à la bibliothèque de rue. Cette réussite est liée à l'adaptation du cadre par rapport aux critères d'évaluation des non-participants. En l'occurrence, le volontaire permanent effectue une projection dans la mesure où il n'est pas allé demander les raisons de non-participation de l'enfant concerné. Dans la pratique, les entrepreneurs de cause s'appuient également sur leur expérience antérieure en termes de mobilisation.

L'orientation d'« aller vers le plus pauvre » n'est pas sans difficulté pratique. Ceci a par exemple été mis en évidence par une université populaire sur le logement qui s'était donné

comme objectif d'aller à la rencontre des SDF. Celle-ci a été organisée sous l'impulsion du groupe en participation observante qui voulait avoir un sujet mobilisateur.

< Lors de l'assemblée plénière, le GPO commence par présenter les résultats de son travail. D'autres groupes affirment s'être saisis du sujet de la vie à la rue en essayant d'« aller vers » des SDF pour leur poser des questions. Beaucoup de personnes ont alors pu s'exprimer sur la difficulté d'oser « aller vers » ces personnes comme ce militant allié : « Je voulais juste dire par rapport à tous les mots qui ont été évoqués que, personnellement, je choisis le terme d'« être prêt ». Pourquoi ? Parce que ça englobe un peu tout. Être prêt à prendre du temps, être prêt à oser, être prêt à donner de l'attention, du sourire, etc. Ce n'est pas évident d'aller à la rencontre des gens qui sont dans la rue. Je le sais par expérience ». > (Notes d'observation, militant allié, UP logement, 12 janvier 2016)

En proposant des sujets comme celui-ci, les organisateurs de l'université populaire suscitent les expérimentations et la praxéologie de ses membres concernant les difficultés de mise en œuvre de ses objectifs. Les acteurs forts qui s'engagent dans ce type d'action sont assez peu nombreux au sein d'ATD Quart Monde. Ils peuvent être considérés comme des anthropologues dans la mesure où leur objectif est avant tout d'explorer les milieux de pauvreté afin d'approfondir l'action du mouvement. En allant vers les acteurs affaiblis, les entrepreneurs de cause d'ATD Quart Monde entendent apprendre des personnes qu'ils rencontrent au quotidien. Par ce biais, ils tentent, non sans difficultés, de construire une relation de confiance réciproque afin de contrer les raisons de la non-participation et d'enclencher un processus de mobilisation.

2.2. Des entrepreneurs de cause à la recherche de connaissances

Certains volontaires d'ATD Quart Monde font le choix d'habiter de manière permanente dans des quartiers populaires. C'est souvent le cas dans les projets-pilotes du mouvement comme dans le quartier populaire de Five à Lille. À la fin de la période d'observation, un couple de volontaires s'est installé dans le quartier dans lequel se trouvait le centre d'accueil de jour de l'étude. Leur objectif était de créer des liens avec les différentes structures existantes (dont celle du GPO) et avec les habitants. Lors d'un voyage de recherche à Montréal, une enquête s'est appuyée sur l'observation pendant deux mois d'une action de ce type dans le quartier populaire d'Hochelaga. Depuis cinq ans, deux volontaires permanents vivent sur place et ont ciblé un bloc HLM. La continuité de leur présence est assurée par une bibliothèque de rue pour les enfants deux fois par semaine et la participation à des repas communautaires pour les personnes âgées. L'objectif principal est de créer du lien en rencontrant les personnes. Ils font par exemple du porte-à-porte dans le cadre de la bibliothèque de rue et de l'université populaire. Dans le registre du « *do it yourself* », les entrepreneurs de cause proposent aux habitants de faire des aménagements dans leur quartier, comme un jardin partagé ou une fresque murale dans le hall d'immeuble. Tous les ans, ils organisent également un festival des savoirs proposant différentes activités culturelles et artistiques.

Ce type d'action vise à créer un sentiment de proximité avec les habitants d'un quartier. La première partie de la thèse a déjà fait le parallèle entre les prêtres ouvriers et les volontaires permanents. En effet, ces derniers vivent très simplement et se fondent en quelque sorte dans le paysage. Paradoxalement, ils passent rarement inaperçus dans la mesure où les habitants de ce type de quartiers n'ont pas l'habitude d'être sollicités pour entrer dans une action collective. À partir d'une présence régulière et d'une action culturelle comme les bibliothèques de rue, il s'agit de nouer des liens dans la durée, de créer un sentiment de confiance réciproque et de solliciter progressivement les personnes pour qu'elles s'investissent avec ATD Quart Monde. « *La bibliothèque de rue est un ancrage. Ça crée une relation de confiance. À partir de ce moment-là, les gens nous disent leur priorité et on essaye de faire en sorte que ces priorités avancent* » (Entretien, Frédéric, volontaire permanent, 8 novembre 2015).

Nicole, une militante quart monde, qui a connu le mouvement par la présence de volontaires dans la cité d'urgence dans laquelle elle habitait avec sa famille, donne ses premières impressions sur le mode d'action d'ATD Quart Monde. Son témoignage met en avant que ce type d'action implique une phase de maturation pour passer de la méfiance à la confiance.

Nicole : « *On a trouvé bizarre que des gens très sympas viennent s'installer dans un quartier de mauvaise réputation. On a supposé que c'était peut-être des éducateurs ou des policiers. Ne sachant pas, on les a beaucoup testés [...]. Après plusieurs mois, on s'est rendu compte qu'ils avaient vraiment fait ce choix pour être avec et pour nous [...]. On a découvert petit à petit ce mouvement à travers la présence quotidienne de ce couple dans la cité. Rapidement, ils ont cherché à nous engager avec eux dans cette lutte contre la misère. Même si au début je ne comprenais pas ce mouvement, ce qui comptait pour moi c'est que ce couple nous faisait confiance et nous considérait.* » (Entretien, militante quart monde, 7 avril 2016)

L'étude de la non-participation des acteurs affaiblis avait mis en avant un sentiment de méfiance concernant le milieu associatif qui réapparaît dans ce discours lorsque Nicole se questionne sur les raisons de la présence des volontaires permanents dans sa cité. Le mode d'action des entrepreneurs de cause d'ATD Quart Monde dans les quartiers populaires vise alors à contrer cet obstacle en favorisant un climat de confiance dans la durée. Par ailleurs, la notion de « considération » utilisée par Nicole montre également une volonté de contrer une autre raison de la non-participation, à savoir la dévalorisation de soi. Les « tests » des habitants de la cité d'urgence dont il est fait référence dans ce discours renvoient à une attitude de résistance propre à l'ironie ordinaire qui cherche à s'assurer de la sincérité du cadre de la participation. Ensuite, la dimension expérimentale du mode d'action des volontaires permanents permet d'adapter progressivement ce cadre aux critères d'évaluation des acteurs affaiblis. Le processus de mobilisation peut ainsi s'enclencher sur les bases d'une confiance réciproque entre les acteurs.

Pierre, l'un des volontaires de Montréal, affirme que son action à Hochelaga commence tout juste à dépasser la phase de la méfiance après cinq ans de présence dans le quartier. L'entrepreneur de cause explique alors avoir des difficultés à mobiliser des personnes de

façon durable. D'après les acteurs, il est effectivement important de pouvoir se reposer sur des militants qui peuvent devenir des relais de mobilisation pour l'action. Certains peuvent endosser le rôle d'entrepreneurs de cause ; point qui avait été souligné dans la première partie de la thèse au sujet de l'action autour de l'école dans le quartier Maurepas à Rennes. Dominique, une des parents-relais, pour reprendre l'expression d'ATD Quart Monde, devenue par la suite militante du mouvement précise alors ses motivations :

« Je voyais un intérêt personnel aussi parce que je voyais des parents qui avaient peur de rentrer, de parler avec les enseignants. Ce qui m'a motivée, c'est que dans le passé, j'étais dans cette situation là, donc j'ai souhaité pousser le levier de vitesse pour faire que d'autres parents viennent plus facilement en sachant que, pour un parent, c'est plus facile, plus abordable quand ça vient d'un autre parent. » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde, Dominique, militante quart monde, 2012)

Dans le cadre de l'action d'Hochelaga, il n'y a pas encore ce type de personnes engagées qui permettent de renforcer le sentiment de proximité entre l'association et les habitants. Si ces derniers ne se méfient plus de Pierre et participent à ses actions, il n'y a pas encore de militants quart monde qui habitent à Hochelaga. *« Petit à petit on est passé de gens qui nous regardaient avec méfiance à des gens qui participent. Mais on n'est pas encore arrivés à des gens qui s'engagent »* (Entretien, Pierre, volontaire permanent, 16 juin 2016).

Afin de créer de l'engagement, la démarche d'ATD est de persister, de revenir tous les jours, de frapper à la porte d'une personne juste pour lui dire bonjour par exemple. Pierre affirme qu'il existe parfois une tension avec cette pratique qui peut être vécue comme du « harcèlement » par les habitants, à l'instar du sentiment de Lucie face aux sollicitations du groupe de préparation en participation observante. Dans les récits d'engagement de militants quart monde, cette pratique de la sollicitation régulière apparaît souvent. Celle-ci permet de créer une confiance avec des personnes dont l'isolement social constitue un obstacle à la participation. Allant à l'encontre de la dévalorisation de soi, la pratique de sollicitation régulière favorise un sentiment de considération des acteurs affaiblis.

Isabelle : « S'il n'y avait pas eu une dame qui sonnait tous les jours je ne serais pas là. C'était une militante [quart monde]. Elle me disait tu ne peux pas rester toute seule, ce n'est pas bon. [...] Je sortais d'un accident, de pleins de choses et je n'avais pas envie de sortir. J'avais l'impression qu'elle voulait que je vienne dans un club de tricot. Je ne connaissais pas le mouvement du tout. Elle ne m'a pas dit viens nous aider à écrire une loi. Sinon, je n'y aurais pas cru [...]. Petit à petit j'ai découvert le mouvement. J'y ai mis le petit doigt et je me suis fait manger tout entière. » (Entretien, militante quart monde, 21 mars 2016)

Il s'agit alors de trouver un équilibre entre la pratique de la sollicitation et une autre orientation, à savoir celle de ne pas être intrusif. Cela est rendu possible par un temps long de mobilisation, sans mettre de pression sur les acteurs affaiblis. Ce mode d'action permet de contrer le rejet des injonctions. Les entrepreneurs de cause d'ATD Quart Monde se donnent plusieurs années pour réussir cette mission et ne sont pas dans une logique d'efficacité ou de

rentabilité. Comme l'indique le volontaire permanent ci-dessous, il s'agit également d'éviter de projeter ses aspirations sur les personnes concernées.

Gaston : « *Pour les gens de la rue, c'est difficile de venir à la plénière. Quand j'étais à Paris, il y avait un groupe qui préparait avec des SDF qui disait : "Je veux bien que vous lisiez ma réflexion, mais je ne veux pas venir". Il ne faut pas regarder là où on veut les amener, mais d'où ils partent.* » (Entretien, volontaire permanent, 12 mars 2015)

Alors que l'intermittence de la participation est souvent considérée comme une limite de l'action de mobilisation, l'étude sur la non-participation tend à revaloriser ce format. En opposition aux injonctions auxquelles les acteurs affaiblis doivent faire face, la liberté de ne pas participer peut donner confiance dans la sincérité du dispositif. « *Il faut absolument leur laisser la liberté de venir ou de ne pas venir. Ce n'est pas évident parce que nous avons envie qu'ils viennent* », explique Brigitte (entretien, militante quart monde, 16 avril 2014).

Il s'agit donc de mobiliser les acteurs affaiblis sans pression, mais aussi sans que cela soit l'intention première des entrepreneurs de cause. L'« aller vers » d'ATD Quart Monde constitue une stratégie de mobilisation qui valorise le temps long avec une première phase de découverte dans laquelle les objectifs des entrepreneurs sont mis entre parenthèses. La démarche est d'abord celle de l'anthropologue qui cherche à établir une relation de confiance pour approfondir ses connaissances : « *Quand je rencontre quelqu'un pour la première fois [...], avant de parler de moi et d'ATD, je le laisse parler. C'est vraiment la base. C'est dur et fatigant de toujours mobiliser son attention sur l'écoute, mais c'est nécessaire* » (Entretien, Adrien, volontaire permanent, 23 avril 2014).

La pratique de sollicitation régulière évite le sentiment de « harcèlement » lorsqu'elle ne se donne pas comme objectif de faire participer la personne aux actions. Comme l'indique Adrien, dans un premier temps, les entrepreneurs de cause d'ATD Quart Monde vont à la rencontre des acteurs affaiblis dans l'unique optique de créer du lien et d'apprendre à connaître les personnes. La mobilisation dans un engagement au sein d'ATD Quart Monde n'intervient que dans une seconde étape. « *Au début je ne cherche pas à ce que les familles entrent dans le mouvement, mais je cherche d'abord à les aider à se mettre debout. Après je vais leur parler du mouvement et ils choisissent s'ils veulent venir ou non* » (Entretien, Isabelle, militante quart monde, 21 mars 2016).

Le processus de mobilisation des acteurs affaiblis au sein d'ATD Quart Monde s'effectue souvent par intermittence. Beaucoup de récits d'engagement de militants quart monde comprennent de longues périodes de pause. Par exemple, Sophie a rencontré le mouvement à Besançon par le biais d'une amie lors d'une sortie familiale dans les années 1980. Ensuite, elle a gardé le contact avec l'association et a participé à quelques formations, car les sujets l'intéressaient. Bien plus tard, elle a participé à un premier travail sur la question du droit aux vacances. Il s'agit de sa première expérience de prise de parole qui a duré un an, mais pour elle, cela ne constituait pas encore un engagement. Après une longue pause due à des problèmes de santé mentale, elle a repris le contact avec le mouvement au hasard d'une

rencontre lorsqu'elle a déménagé à Lyon en 2008. C'est à ce moment-là, près de vingt ans après la découverte de l'association, qu'elle estime avoir véritablement développé un engagement en participant aux universités populaires, puis à beaucoup d'autres activités d'ATD Quart Monde. Elle se considère aujourd'hui comme une militante quart monde, mais elle tient encore à sa liberté et s'accorde régulièrement des pauses : « *Ça fait deux ans que je leur dis que je suis une roue de secours et qu'ils peuvent m'appeler quand ils sont en panne. Ça fait longtemps que je connais le mouvement, mais je me retire parfois quand j'ai des doutes. C'est un peu comme une drogue, car j'y reviens* » (entretien, Sophie, militante quart monde, 8 avril 2016). L'exemple de Sophie montre qu'en sollicitant les acteurs affaiblis et en valorisant l'intermittence, les entrepreneurs de cause peuvent avoir des effets de mobilisation sur le long terme.

La valorisation de l'intermittence permet de contourner les obstacles à la participation de la méfiance et du rejet de l'engagement. L'enquête en participation observante a permis de construire l'hypothèse selon laquelle la participation des acteurs affaiblis a plus de chance d'advenir si celle-ci est vue comme un processus et non comme un objectif. Dans le mode d'action d'ATD Quart Monde, la mobilisation est une conséquence sur le long terme d'un projet de développement de la connaissance à partir de l'expérience des « personnes en situation d'extrême pauvreté ». Ainsi, l'absence d'acteurs affaiblis engagés ne signifie pas que le groupe ne peut pas recueillir les points de vue des personnes concernées en allant à leur rencontre. La mobilisation n'est donc pas un prérequis pour mettre en œuvre la démarche de connaissances. Si dans un premier temps, le groupe de préparation en participation observante avait décidé de mener des stratégies de mobilisation sur le temps court, celui-ci a rapidement changé de posture afin de confirmer les hypothèses de recherche.

< Au début, le GPO a repris les formes du groupe de préparation comme il existait auparavant. Les réunions s'organisaient dans une salle du centre d'accueil de jour, de 13 h à 15 h. Trois réunions étaient organisées sur trois semaines avant chaque assemblée plénière de l'université populaire. Ce dispositif se réunissant tous les deux mois, cela signifie que le GPO avait une présence régulière dans le centre d'accueil de jour un mois sur deux. Je venais manger avec les usagers avant chaque réunion. Cependant, en tant qu'animateur, je n'avais pas le temps d'établir le lien de confiance avec la même régularité qu'avait l'ancien animateur Adrien. Celui-ci venait manger avec les usagers deux fois par semaine même lorsqu'il n'y avait pas de réunions du groupe de préparation. La régularité était alors assurée par un militant allié actif, Jean, qui était également bénévole dans le centre d'accueil. Contrairement à Adrien, qui allait à la rencontre des acteurs affaiblis dans une démarche de connaissance, Jean avait comme objectif principal de faire venir les usagers au sein du groupe. La présence de Jean au centre d'accueil de jour était moins systématique que celle d'Adrien. > (Notes d'observation, GPO)

Dans une première phase d'expérimentation, le GPO s'est constitué autour des membres actifs (trois militantes quart monde et un militant allié) qui participaient régulièrement à l'action d'Adrien. L'objectif initial était de mobiliser des usagers du centre d'accueil de jour. Suite à un bilan collectif du GPO, un sentiment d'échec était partagé. En effet, l'affluence dans les réunions était faible et aucun usager n'avait participé aux assemblées plénières. Suite

à l'université populaire sur le « pouvoir d'agir », j'ai présenté au groupe quelques résultats de l'étude sur la non-participation. L'analyse avait déjà mis en évidence un rejet de l'engagement et des injonctions. Les sollicitations de Jean étaient par exemple vécues par certains comme du « harcèlement », pour reprendre Lucie, une usagère du centre. Au lieu de contrer les obstacles à la participation, le mode d'action utilisé avait tendance à les accentuer.

Dans une seconde phase d'expérimentation du GPO, certaines adaptations du mode d'action ont alors été réalisées par rapport aux critères d'évaluation des sans domicile fixe découverts avec les entretiens. Par exemple, les réunions se sont déplacées dans la salle principale du réfectoire où les usagers jouent aux cartes après manger. S'il y avait beaucoup de bruits résiduels, le GPO a ainsi diminué la distance à la participation. Ensuite, un mode d'action qui valorise l'intermittence a été mis en œuvre. Il s'agissait de permettre à ceux qui écoutaient les réunions de loin de s'exprimer rapidement ou encore de s'assurer que l'information circulait correctement sans insister sur la nécessité de participer. Le GPO s'est donc ouvert sur son milieu environnant, à savoir la salle du réfectoire, ce qui a renforcé la présence des acteurs affaiblis dans les réunions.

Dans le cadre de l'université populaire sur le logement, le GPO a souhaité mettre en œuvre le mode d'action axé sur la connaissance. Inspiré par le Parlement libre des jeunes d'AequitaZ, les membres réguliers du groupe sont allés à la rencontre des usagers pour discuter à partir de « leurs rêves, colères et fiertés »¹. À la fin, les membres du GPO devaient proposer aux usagers de venir à un groupe de parole, la semaine suivante, et à l'assemblée plénière, deux semaines après. La consigne était de préciser que cela n'était pas obligatoire et que l'objectif était avant tout d'entendre leur point de vue pour le retransmettre.

< Chacun part rencontrer une personne du centre d'accueil et se présente en tant que membre d'ATD Quart Monde : « Je suis un militant de lutte contre la pauvreté et nous sommes ici pour recueillir la parole des gens en particulier ceux à qui on ne donne jamais la parole. Nous avons envie de découvrir des choses liées à votre expérience de vie pour nous aider dans notre cause. Est-ce que vous auriez dix minutes pour discuter ensemble ? » Prendre trois post-its pour noter : 1 – une colère, 2 – un rêve, 3 – une fierté. En fonction du temps, terminer par les questions : « Par rapport à votre expérience de vie, qu'est-ce que vous attendez de militants contre la pauvreté comme moi ? Qu'est-ce que vous attendez de la société ? » Notez les réponses sur des post-its. En tout, vous devez (dans l'idéal) revenir avec quatre post-its par personne. Ensuite, nous ferons une réunion d'une heure pour faire un débriefing. > (Notes d'observation, consignes d'un exercice du GPO, 6 janvier 2016)

À partir de cet exercice, les membres actifs ont rencontré onze personnes. Les membres du GPO ont affirmé que cette activité leur avait permis de découvrir les usagers du centre et d'établir des liens avec eux, ce qui pour certains était une première expérience de ce type. La semaine suivante, un groupe de parole a été organisé auquel trois usagers ont participé. Trois personnes sont venues à l'assemblée plénière. Toutes ces personnes ne sont pas les mêmes à

¹ Retrouvez la synthèse de cet exercice en Annexe 6 : Synthèse de l'exercice sur les rêves et les colères avec des usagers d'un centre d'accueil de jour, p. 566.

chaque étape. Par exemple, une seule a participé aux trois étapes : l'exercice d'AequitaZ, le groupe de parole et l'assemblée plénière. Une autre est venue uniquement au groupe de parole, car elle avait entendu parler de l'action initiale sur les rêves et les colères. En effet, certains usagers qui avaient donné leur point de vue en avaient parlé autour d'eux. Parmi les trois personnes qui sont venues à l'assemblée plénière, une d'entre elles, à savoir Benoît, s'est engagée quelque temps au sein du GPO.

Alors que le groupe avait décidé de ne pas mettre l'objectif de mobilisation au premier plan, certains usagers ont finalement développé une curiosité à propos de l'action du GPO. Le mode d'action axé sur la connaissance a permis d'atteindre beaucoup plus d'acteurs affaiblis qu'à l'accoutumée. Le GPO a eu un autre résultat imprévu, à savoir le renforcement de l'envie d'agir pour l'une des militantes quart monde actives. Lors de l'assemblée plénière, celle-ci s'est exprimée pour affirmer sa fierté d'avoir réalisé ce travail. Elle s'est beaucoup plus investie dans l'action du groupe par la suite. Par ailleurs, le GPO a réalisé des affiches à partir des réflexions de l'université populaire sur le logement. Celles-ci ont été accrochées dans le réfectoire du centre d'accueil de jour pendant plusieurs mois, ce qui a renforcé la curiosité des usagers. Si le GPO n'a pas réitéré une telle expérience¹, l'affluence aux réunions était tout de même plus importante par la suite d'autant plus que certains usagers faisaient circuler les informations d'eux-mêmes. C'est le cas de Benoît qui s'est attelé à faire connaître le dispositif et à inviter ses connaissances.

Les expérimentations du GPO confirment ainsi l'hypothèse selon laquelle la mobilisation des acteurs affaiblis est favorisée par un mode d'action axé sur la connaissance non contraignant et qui valorise l'intermittence. Le tâtonnement praxéologique permet aussi d'adapter le cadre de la participation en fonction des critères d'évaluation des acteurs affaiblis. Autrement dit, certains entrepreneurs de cause entendent mettre entre parenthèses leurs aspirations pour éviter de participer à la domination culturelle. En allant à la rencontre des personnes concernées dans la seule optique de découvrir leurs subjectivités, un sentiment de considération se construit. Parallèlement, une connaissance des codes culturels des opprimés s'affine et guide l'action future. En outre, cette démarche permet de diminuer la méfiance des acteurs affaiblis à l'égard de l'action collective et associative et de susciter de la curiosité, voire de l'intérêt à participer au groupe. En considérant la mobilisation comme un processus et non comme un objectif à atteindre à court terme, les barrières du rejet de l'engagement et des injonctions sont contournées. La méfiance diminue également en augmentant la présence du groupe dans l'environnement des acteurs affaiblis (par les rencontres, les discussions informelles, les affiches, etc.). Ensuite, même s'il reste fragile, les participants peuvent construire un engagement collectif et militant, devenant alors des relais de mobilisation. Il s'agit d'un processus qui s'inscrit dans la durée et qui dans le cas d'ATD Quart Monde Rhône-Alpes, s'effectue principalement au sein de l'assemblée plénière de l'université populaire. Une fois que leur intérêt est suscité, l'expression et la participation régulière des

¹ Par manque d'implication de ma part lié aux investissements sur d'autres terrains.

acteurs affaiblis au dispositif sont favorisées par des conventions spécifiques, celles d'une grammaire de la vie publique propre à ATD Quart Monde.

3 — Une grammaire de la vie publique qui favorise l'expression infrapolitique

En 1972, ATD Quart Monde a créé des rencontres-débats sur le thème de la pauvreté. Il s'agissait de tables rondes de discussion entre universitaires et volontaires permanents. Ces derniers invitaient régulièrement des militants quart monde à se joindre à eux. S'ils n'étaient pas censés prendre la parole, les interruptions étaient courantes (Defraigne Tardieu, 2012). Ainsi, le 15 avril 1972, lors d'une assemblée générale du mouvement, les discussions ont amené à transformer les objectifs de ces tables rondes. À partir du 7 novembre 1972, ces dernières sont appelées « Dialogue avec le Quart Monde », ce qui deviendra en 1982 « l'université populaire Quart Monde ». Le dispositif s'est transformé progressivement en un lieu de débat à partir de l'expérience des acteurs affaiblis. « Pour se former lui-même, le public doit briser les formes politiques existantes » (Dewey, 2003, p. 73). Ainsi, ATD Quart Monde brise les codes de l'université en proposant ses propres règles et conventions visant à libérer la parole des personnes concernées par la pauvreté.

Pour Goffman, l'acteur agit dans un monde cadré socialement. Il existe des règles du jeu et les participants à une situation donnée ne les réinventent pas à chaque partie (Goffman, 1989). En contrepoint de la loi et des contraintes juridiques, il existe des contraintes grammaticales informelles. Dans le cadre d'une action collective, les interactions entre les membres sont régies par une grammaire de la vie publique spécifique à l'organisation. Les acteurs deviennent des « participants ratifiés¹ » lorsqu'ils « respectent les règles du jeu, fixées par le droit et par l'usage, qui leur imposent de s'autolimiter dans les moyens qu'ils utilisent et de se plier à des codes de conduite » (Cefaï, 2007, p. 591). Un nouveau participant doit passer par un temps d'apprentissage des conventions qui règlent les relations entre les acteurs ; conventions que l'approche ethnographique permet de dévoiler. C'est précisément par ce biais que l'on va mettre en lumière la grammaire de la vie publique propre à l'université populaire d'ATD Quart Monde.

En s'appuyant sur des codes culturels alternatifs à la vie quotidienne, l'université populaire peut être analysée comme un espace infrapolitique. Cette notion désigne une enclave protégée de la domination qui favorise l'expression des acteurs affaiblis en valorisant leurs savoirs expérientiels comme des éléments de culture. Il s'agit également d'un lieu de liberté de parole où peuvent s'affirmer les subjectivités. La sociologie américaine des mouvements sociaux

¹ À partir de la notion de style de groupe (Eliasoph et Lichterman, 2011), la deuxième section de ce chapitre développera la figure du participant ratifié associé au militant quart monde.

formalise ces lieux comme des « espaces libres », sorte de laboratoires culturels et de sites d'acquisition de valeurs et de compétences civiques, jugés comme essentiels à la mobilisation et la formation des groupes opprimés (Evans et Boyte, 1986 ; Polletta, 1999). Cependant, cette notion a tendance à réduire la culture à une ressource stratégique de mobilisation. La typologie de Francesca Polletta (1999) distingue par exemple ce type de lieu en fonction des effets positifs en termes de fabrication de militants et de consolidation des mouvements sociaux¹. En faisant référence à James Scott, l'activité culturelle à l'écart des dominants n'est plus une simple ressource de mobilisation pour des entrepreneurs de cause, mais la fondation même de la résistance.

Pour Antimo Farro (2000), l'attitude de résistance débute par le fait de s'exprimer. La prise de parole sur l'expérience de la domination permet en effet de l'explicitier en tant que telle et de la valoriser. L'attitude de résistance constitue également « le premier passage du développement de l'initiative collective dans la mesure où elle consiste à affirmer la tentative de certains individus ou groupes pour se soustraire à la domination » (Farro, 2000, p. 195). On va ainsi s'intéresser à la phase qui se situe en amont de la mobilisation collective, qui sera, quant à elle, développée dans la section suivante. Une fois que les acteurs affaiblis ont franchi le pas du groupe de préparation à l'université populaire, qu'est-ce qui les encourage à prendre la parole et à s'engager dans la durée ?

3.1. Un public actif intimiste à l'image des acteurs affaiblis

L'université populaire repose sur l'inversement du rôle apprenant/sachant dans la mesure où ce sont principalement les acteurs affaiblis qui s'expriment à partir de leur savoir infrapolitique. Un ou deux invités en lien avec le sujet traité (universitaires, décideurs politiques, fonctionnaires, responsables associatifs, etc.) sont présents, mais ont pour mission d'écouter et non d'apporter leur savoir. Paradoxalement, les spécialistes sont donc conviés à se taire. N'ayant pas cette habitude, l'objectif est de les déstabiliser pour qu'ils soient plus enclins à l'écoute. Dans les conventions, les invités prennent la parole à la fin du débat et font une synthèse de ce qu'ils ont entendu et retenu.

Henri : « *J'ai trouvé la démarche vraiment pertinente, parce que tu pars de là où sont les personnes [...]. Ceux qui sont censés être les experts se taisent pendant une heure et demie. On n'a pas l'habitude de ça.* » (Entretien, invité à l'université populaire, salarié associatif, 30 septembre 2015).

C'est donc l'« auditoire » qui est le principal acteur du débat formant ainsi un « public actif » dans le sens de Dewey (2010). Celui-ci est composé d'acteurs affaiblis et d'acteurs forts. Cependant, une convention de l'université populaire donne la *priorité* de parole aux militants quart monde et aux personnes les plus en difficulté. Celle-ci est assurée par l'animateur

¹ C'est cette vision stratégique qui est par exemple reprise par les *community organizers* lorsqu'ils cherchent à créer un réseau politique à partir de *leaders* d'organisations culturelles.

général qui distribue la parole dans l'assemblée. L'observation montre que le respect de cette convention par les militants alliés implique une très faible prise de parole de leur part. De plus, lorsque ces derniers s'expriment, c'est généralement pour relayer la parole d'acteurs affaiblis qui n'ont pas pu ou pas osé venir à l'assemblée plénière. Les acteurs forts sont donc physiquement présents dans l'assemblée plénière, mais discursivement absents. Contrairement à d'autres types d'universités populaires, celle d'ATD Quart Monde est un espace de dialogue qui appartient aux acteurs affaiblis (Defraigne Tardieu, 2012). Ces derniers peuvent prendre le temps d'affirmer et de développer collectivement une culture qui leur est propre. Il s'agit de s'isoler du monde extérieur dominant (temporairement du moins¹), car sinon le risque est, comme le dit Jane Mansbridge d'absorber « les plus faibles dans un “nous” erroné qui est à l'image des plus forts » (traduite par Fraser, 2003, p. 118). Pour éviter cela, le public actif de l'université populaire est à l'image des acteurs les plus affaiblis. On verra que cet aspect associé à certaines conventions spécifiques favorise l'expression infrapolitique.

Jacques, un militant quart monde, évoque d'ailleurs en entretien son malaise initial face à la présence des militants alliés et des invités dans l'assemblée plénière de l'université populaire. Aujourd'hui, il conserve toujours une méfiance vis-à-vis des personnes qui n'ont pas vécu de situation de pauvreté.

Jacques : « *Quand je suis arrivé dans ce mouvement, je ne parlais pas. J'avais trop de haine et je parlais avec les poings. Au début, ça m'a surpris parce qu'il y avait les gens de la pauvreté et en face des gens professionnels, docteurs, professeurs, mais je ne comprenais pas ce qu'ils faisaient là. [...] Quand je suis arrivé à l'université populaire, j'étais une sorte de rebelle. Je reprochais aux autres [les alliés, les volontaires permanents et les invités] de ne pas nous aider.* » (Entretien, militant quart monde, 18 février 2016)

Ce discours permet de mettre en avant le rôle du groupe de préparation dans lequel les militants quart monde peuvent s'exprimer librement en l'absence des acteurs forts. En effet, la plupart des militants alliés ne viennent qu'à l'assemblée plénière. Certains se réunissent entre eux dans un groupe spécifique pour discuter sur les sujets abordés. En dehors des animateurs, les groupes de préparation sont donc uniquement composés d'acteurs affaiblis. La convention de la *priorité* aux personnes les plus en difficulté est également appliquée dans les tours de parole. Certains participants peuvent constituer un cadre de référence pour le groupe. Tant que ces derniers ne se sont pas exprimés, l'action est jugée insatisfaisante.

Le groupe de préparation a un rôle important pour que les acteurs affaiblis puissent construire progressivement leurs opinions et trouver le ton pour les aborder en public. Dans cet espace à petite échelle, généralement composé d'une dizaine de personnes, l'expression est plus facile que dans l'assemblée plénière. Pour favoriser la compréhension de tous les participants, les animateurs ont l'habitude de s'arrêter pour expliquer les mots complexes et utilisent des exemples concrets. L'inclusion discursive constitue effectivement une autre convention de

¹ On verra dans le chapitre suivant la limite de la participation enclavée.

l'université populaire qui permet de contrer les obstacles liés aux faiblesses du niveau scolaire et au sentiment d'incapacité. Il s'agit aussi de relancer en posant des questions pour que les participants approfondissent leur réflexion personnelle ou au contraire de les recentrer s'ils s'éloignent du sujet. Toutefois, les animateurs s'assurent d'avoir bien saisi la pensée des participants avant d'envisager un recadrage en posant des questions ou en demandant de répéter. La pratique du recadrage est utilisée avec parcimonie, d'autant plus qu'elle suscite des frustrations qui renforcent les raisons de la non-participation. Lorsqu'une personne s'exprime, les animateurs font attention à ce que les autres ne lui coupent pas la parole pour qu'elle puisse aller jusqu'au bout de sa pensée en proposant des temps de silence. Lorsque les participants s'expriment, il s'agit également de les remercier pour leur intervention. Ce dernier point relève d'une autre convention, à savoir celle de la considération. Par exemple, Adrien, l'animateur d'un groupe de préparation explique systématiquement ce qu'il trouve d'intéressant dans les témoignages. Dans une optique de reconnaissance du savoir expérientiel, ce type de pratiques permet d'aller à l'encontre des sentiments d'infériorité, d'incompétence et de dévalorisation de personnes habituellement stigmatisées. Le groupe de préparation constitue déjà un espace infrapolitique dans lequel se construit progressivement un sentiment de confiance envers ATD Quart Monde. Cependant, il peut se passer plusieurs années avant qu'un acteur affaibli décide de participer à l'assemblée plénière.

En Rhône-Alpes, plus de la moitié des participants de l'assemblée plénière sont des militants quart monde. La convention de la *priorité* aux acteurs affaiblis donne alors le sentiment que le dispositif est à leur image. Les nouveaux participants sont souvent intrigués par cet aspect qui prolonge le sentiment de confiance initié dans le groupe de préparation. En arrivant, un nouveau participant réalise que l'assemblée est composée de personnes qui ont vécu des situations de vie comparables. La « ressemblance » avec le public permet de dépasser l'isolement social en initiant un sentiment de sécurité et de contourner la barrière à l'engagement de la méfiance. Au-delà d'un sentiment de proximité lié à des ressemblances physiques propres aux stigmates de la pauvreté, les conversations ordinaires font apparaître des points communs.

Nicole : « *Lors de mon premier rassemblement, on s'est retrouvé avec des jeunes qui nous ressemblaient beaucoup. Ils avaient le même phrasé que nous. C'était assez génial de croiser des gens et de se retrouver dans chacun d'eux sans se poser de questions, sans penser à aucun moment qu'ils nous regardaient de travers. Il y avait quelque chose de magique, au niveau de la reconnaissance qui fait que d'emblée on était à l'aise alors qu'on ne se connaissait pas. C'était le début de l'aventure pour moi. Ça a été un choc de prendre conscience qu'il y avait plein d'autres jeunes qui nous ressemblaient partout ailleurs. On avait le sentiment d'être des pestiférés dans notre coin et on s'est rendu compte que des pestiférés il y en avait dans tous les coins de la France. Ça nous a fait du bien de se dire qu'on n'était pas seuls.* » (Entretien, militante quart monde, 7 avril 2016)

L'université populaire est également un espace d'intimité qui répond à un besoin de sortir de l'isolement social. Les membres comparent souvent le dispositif à une « famille », voire en rigolant à une « secte ». Ce dernier terme montre bien le caractère fermé de cette enclave qui

s'abrite du reste de la société pour mieux pouvoir construire des contre-discours. L'aspect familial peut se comprendre au sens propre, car beaucoup de militants quart monde viennent en couple et amènent leurs enfants. Ils mobilisent aussi leur famille plus large (frère et sœur, oncle et tante, parents, etc.). ATD Quart Monde peut même être considéré comme une famille de cœur. C'est particulièrement le cas pour des personnes isolées socialement avec des liens familiaux très faibles, voire inexistants. C'est le cas d'Azra : « *Ça m'a beaucoup aidé parce que j'étais orpheline et que j'ai un peu galéré. Ça m'a donné un peu une famille et une confiance en moi. J'ai retrouvé un peu de dignité et de chaleur humaine.* » (Entretien, militante quart monde, 18 février 2016).

L'aspect familial donne un sentiment de confiance et de sécurité important. L'université populaire commence par exemple par un temps de retrouvailles où les membres discutent autour d'un buffet, ce qui renforce l'intimité du dispositif. Cet aspect peut cependant rebuter les nouveaux participants qui peuvent se sentir exclu. Le rôle des animateurs est alors de favoriser l'acceptation des nouveaux et de l'inclure dans l'intimité du dispositif. Par exemple, lors de sa première participation Benoît s'était senti mal à l'aise lors du buffet de l'université populaire. Il affirme en entretien qu'il serait parti si l'animateur n'avait pas pris l'initiative de lui parler. Lorsque le terme de « secte » est utilisé, c'est d'ailleurs souvent pour définir la première impression que donne le dispositif. Si l'université populaire est intime, les entrepreneurs de cause visent également à mobiliser de nouvelles personnes, ce qui relativise le caractère fermé du dispositif.

Ensuite, une autre convention favorise le sentiment de proximité, à savoir la valorisation de l'authenticité des prises de paroles. Les acteurs affaiblis sont encouragés à s'exprimer à partir de leur expérience en ayant recours à la pratique du témoignage. Les relances de l'animateur général et la convention de ne jamais couper la parole des participants permettent d'orienter les discours sur des formes authentiques en limitant les interférences extérieures. De cette manière, le public de l'université populaire exprime un discours infrapolitique. La domination est souvent intuitivement perçue sans jamais avoir été exprimée dans un contexte public. L'apparition discursive de l'infrapolitique dans un cadre qui inspire la confiance suscite alors une volonté de prendre la parole pour les nouveaux participants.

Odette : « À ma première université populaire, j'ai le souvenir ce n'était pas facile. Je regardais toutes ces personnes en me disant : "Est-ce que ces gens sont comme moi ?" J'étais paniquée à la première UP et quand j'ai vu que tous ces gens prenaient la parole, je me suis lancée au micro à la deuxième université populaire. Je pense que c'est une grande étape. On nous donne la chance de parler alors que pendant des années, avant de connaître cette association, on se taisait. » (Entretien, militante quart monde, 3 février 2016)

Si la présentation en termes de ruses utilisée par Michel de Certeau (1990) permet de revaloriser certaines pratiques des acteurs affaiblis, beaucoup d'entre elles, à l'instar des détournements des aides sociales plus souvent qualifiés de fraudes, sont rarement explicitées publiquement. Elles sont chargées négativement et sont considérées comme honteuses.

L'université populaire permet de briser le silence sur ces pratiques et de les revaloriser. Par exemple dans le groupe de préparation en participation observante, les SDF n'hésitaient pas à partager leurs stratégies de survie sur la mendicité ou sur la manière de tirer profit de toutes les associations existantes. Le groupe de préparation donnait un cadre neutre propice au partage du sens de la débrouillardise entre les participants. Dans le cadre de l'université populaire sur le logement, une usagère du centre d'accueil de jour avait même proposé d'écrire un guide de la débrouille pour la vie dans les rues lyonnaises¹. En particulier, elle souhaitait écrire un chapitre sur les squats et les manières de contourner les forces de l'ordre pour trouver un endroit pour dormir.

L'université populaire est donc un espace infrapolitique dans la mesure où elle permet aux acteurs affaiblis de briser le silence dans une relative intimité sur des pratiques populaires et sur l'expérience de la domination. Il s'agit d'une enclave culturelle qui se distingue de la vie quotidienne par la liberté de parole qu'elle favorise.

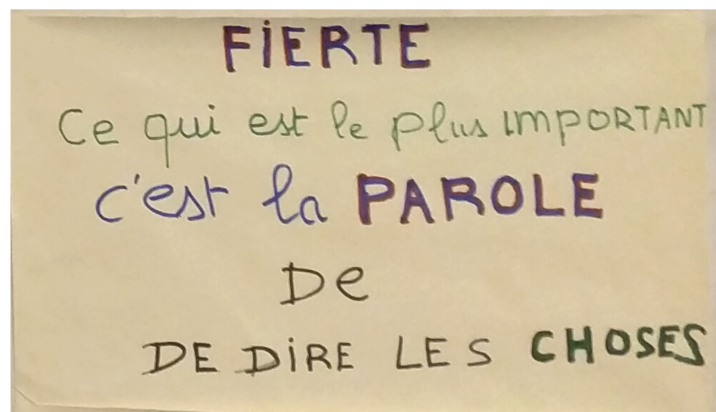


Figure 6 : Post-it sur la fierté d'un militant quart monde lors d'un exercice du GPO

3.2. Une enclave de liberté de parole alternative à la vie quotidienne

Grâce au groupe de préparation qui permet de clarifier les opinions dans un petit groupe, les universités populaires peuvent traiter des sujets sensibles et clivants. Certains thèmes comme le placement des enfants peuvent être difficiles à aborder et demandent beaucoup de préparation. L'observation d'une université populaire sur le thème de l'immigration permet d'illustrer la liberté de parole de ce dispositif. Pour favoriser l'expression sur un sujet jugé sensible, cette université populaire était réservée aux membres réguliers. L'idée est apparue à partir de plusieurs discussions entre l'animateur général et Jacques, un militant quart monde. Celui-ci tient régulièrement des propos contre les immigrés. Jacques cherche à changer de logement social et a l'impression que les étrangers ont plus de facilité que lui dans leurs

¹ Un projet intéressant qui n'a pas vu le jour par manque de volonté collective et parce que le groupe a perdu le contact avec cette personne en question.

démarches. L'animateur général a donc décidé de travailler cette question avec lui pour mieux comprendre son opinion.

< Au début de l'université populaire, Jacques prend la parole pour lire un texte qu'il a préparé en amont. En voici un extrait : « Dans un arrêt de bus, j'ai vu une affiche qui disait qu'il fallait aider les personnes immigrées. Mais je n'ai jamais vu d'affiches qui disaient qu'il fallait aider les SDF ou les gens de la précarité. C'est toutes ces petites choses qui ne vont pas, que les gens dans la précarité voient. C'est ça que je reproche. Maintenant, tout ça, ce n'est pas de la faute des personnes immigrées. Une personne immigrée, ce qu'elle veut, c'est manger, travailler, vivre et élever sa famille. Ça, je le comprends. En fait, ce que je veux c'est l'égalité [...]. On dirait que le gouvernement pousse certains Français à être racistes [...]. Pour le gouvernement, je crois que c'est plus facile d'accueillir des personnes immigrées que de sortir les gens de la misère en France. Je crois que si on pensait d'abord au peuple français, on pourrait mieux accueillir des personnes immigrées ». > (Notes d'observation, université populaire sur l'immigration, 13 décembre 2016).

Cette intervention¹ préparée a permis à Jacques de trouver le ton et les mots pour construire son point de vue. En amont, lors d'un entretien (18 février 2016), la question avait été abordée avec lui, mais ses idées étaient beaucoup moins claires et pouvaient s'apparenter à des propos naïvement racistes. On peut supposer qu'il a évolué dans son point de vue à partir des discussions avec l'animateur général. Pour autant, Jacques ne semble pas avoir été censuré comme l'indiquent certains éléments de son texte qui vont à l'encontre des valeurs d'ATD Quart Monde. C'est le cas par exemple de la notion de priorité aux Français. Après la lecture de son texte, il a également répondu de manière libre aux différentes questions pour préciser son opinion. Toujours est-il que cette intervention a ouvert un espace de liberté de parole et d'autres militants quart monde ont pu exprimer leur ressenti concernant les étrangers. En particulier, un débat sur les rivalités entre les différentes catégories de population marginalisées s'est instauré. Celui-ci s'est conclu sur la nécessité de dépasser « la guerre entre les pauvres » dans une attitude de résistance collective face aux acteurs dirigeants. À la fin Jacques affirme que le gouvernement entretient les rivalités entre les « pauvres » dans l'optique d'amoindrir les capacités à se rebeller.

En favorisant une expression sans tabou sur l'expérience de la domination, un discours infrapolitique dans une attitude de résistance peut se construire dans l'assemblée. L'exemple de cette université populaire sur l'immigration met en lumière une liberté parole qui est favorisée par un certain nombre de conventions.

Jean : « Je pense que c'est très rare aujourd'hui des lieux comme ici où la parole est donnée à tout le monde. Pourtant j'étais un peu sceptique par rapport au micro, car c'est souvent un moyen de pouvoir. Mais l'animateur général connaît tout le monde [...]. Donc, il filtre un peu pour qu'il n'y ait pas de parole mobilisée. Ici, on retrouve des formes de communication qui sont plus ancestrales, plus traditionnelles où le micro est le bâton de parole. Chacun a le droit de parler et on l'écoute. Ce n'est vraiment pas une histoire de pouvoir. » (Entretien informel, invitée UP, spécialiste en communication, 22 avril 2014)

¹ Vous retrouverez le texte complet en Annexe 7 : Texte sur l'immigration d'un militant quart monde, p. 569.

En suivant cette invitée, spécialiste de la communication, le rôle de l'animateur est central pour éviter les relations de pouvoir dans la circulation de la parole. Tout le monde a le droit de s'exprimer, mais il y a tout de même des filtres conventionnels comme la *priorité* aux acteurs affaiblis. De plus, la liberté de parole s'associe à une liberté de ne pas prendre la parole : « *Les gens qui viennent à l'université populaire pour la première fois écoutent et se taisent. Ils mettent parfois un an ou deux pour oser parler.* » (Entretien, Florent, volontaire permanent, 20 avril 2015).

Une autre convention de l'université populaire repose en effet sur l'absence de contraintes à s'exprimer. Celle-ci n'était pas évidente à repérer à l'observation, car l'animateur général de l'UP Rhône-Alpes avait tendance à inciter fortement certaines personnes à prendre la parole. Avec un temps d'observation plus long, il a été constaté que cette pratique avait lieu avec les militants quart monde les plus réguliers. Les sollicitations à prendre la parole se font de plus en plus pressantes avec la régularité de présence. Celles-ci sont d'ailleurs importantes, car elles favorisent un sentiment de considération. Les nouveaux participants, quant à eux, n'ont aucune contrainte mise à part celle de dire leur prénom et leur ville de résidence au début de l'assemblée.

Nicole : « *J'ai fait l'expérience d'être dans un lieu où j'étais en sécurité. Je pouvais être là dans le silence, mais aussi faire le choix de briser le silence. Personne n'allait m'obliger à parler. Il fallait que je trouve mon rythme et celui-ci allait être respecté. J'ai fait cet apprentissage-là à l'université populaire. Je savais que j'étais attendue à chaque fois que je venais, mais qu'on n'allait pas me brusquer par rapport à cette attente, qu'on allait me faire un appel du pied, mais sans forcer.* » (Entretien, militante quart monde, 7 avril 2016)

La convention d'absence de contraintes s'applique à la prise de parole, mais également à la présence. Les entrepreneurs de cause essayent de garder contact avec tous les nouveaux participants pour les convier à l'université populaire tout en évitant un sentiment de contrainte. Les volontaires permanents savent d'expérience qu'une participation régulière peut prendre des années à cause d'une peur de l'engagement. Ils s'attachent donc à respecter la convention d'absence de contraintes malgré leur aspiration à la participation. C'est le cas par exemple d'un volontaire permanent lyonnais qui prend le temps de préparer individuellement l'université populaire avec une personne depuis trois ans sans que celle-ci accepte de venir à l'assemblée plénière ni même à un groupe de préparation. On retrouve ici la valorisation d'une temporalité longue qui valorise l'intermittence dans la participation.

Pour la politiste féministe Pam Allen (1970), l'intimité d'une enclave à l'écart des dominants ne suffit pas à construire une liberté de parole. Par exemple, la famille est l'espace le plus intime, mais a tendance à perpétuer les relations patriarcales. Pam Allen affirme ainsi que les enclaves participatives doivent proposer un espace alternatif par rapport à la vie quotidienne en mettant de côté les rôles sociaux habituels. À rebours de l'expérience du mépris social, les conventions de l'université populaire valorisent l'authenticité du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis favorisant un sentiment de considération et leur accordent une place centrale en facilitant leur expression. Pour les participants, l'université populaire est un espace

d'exception dans la mesure où ils peuvent briser le silence en explicitant un discours infrapolitique dont ils ont souvent la perception sans jamais avoir osé en parler en public.

Comme l'indique l'université populaire sur le thème de l'immigration, cette enclave intimiste repose également sur une liberté de parole « sans tabou ». Cet aspect est renforcé par la convention de confidentialité établie pour permettre une expression sans peur de conséquences. Il s'agit d'une règle du jeu qui forme une enclave qui se distingue de la vie quotidienne. Si les paroles des acteurs affaiblis peuvent être réutilisées en dehors, l'identité des participants reste confidentielle.

Hervé : « Je voudrais ajouter un petit mot puisqu'à chaque université populaire, c'est l'occasion au début, de dire ce qu'est l'université populaire ou ce qu'elle n'est pas. Vous vous rappelez qu'en octobre, nous avons dit que l'université populaire était un lieu de parole [...]. Alors, je vous propose qu'on aille un tout petit peu plus loin aujourd'hui pour dire qu'on est dans un cadre qui est protecteur, c'est-à-dire qu'on est là en ayant une grande confiance les uns dans les autres, ce qui nous permet de parler plus librement lorsqu'on le souhaite. Quelqu'un peut prendre un exemple dans son vécu, dans ce qu'il a fait, pour pouvoir donner du poids à une idée. Et ça, c'est possible si la personne sait que ce qu'elle va dire sera bien écouté et que ça ne sera pas réutilisé en dehors. On peut prendre l'idée pour la reprendre en dehors, mais on n'ira jamais dire c'est un tel qui a dit ça, voilà ce qui lui est arrivé. D'accord ? Est-ce que vous seriez d'accord pour que cette règle on l'adopte tous et qu'on se fasse confiance comme ça pour ne pas parler en dehors de l'université populaire de ce qui appartient à ce qui se dit ici le soir ? » (Archives, animateur général de l'université populaire Rhône-Alpes, retranscription d'ATD Quart Monde, 15 novembre 2011).

Comme l'indique cet extrait provenant de la retranscription d'une université populaire, certaines conventions, en l'occurrence celle de confidentialité, sont rappelées par l'équipe d'animation afin de favoriser leur intégration par les participants. L'animateur et les militants alliés essayent de rassurer les nouveaux participants pour qu'ils prennent la parole. Les militants quart monde réguliers, quant à eux, ont déjà intégré les conventions et donnent l'exemple.

Les raisons de la participation avancées en entretien s'appuient souvent sur une comparaison entre les activités du quotidien et les activités exceptionnelles réalisées avec ATD Quart Monde. L'université populaire constitue alors un « havre de paix » dans une vie tourmentée. En particulier, les conventions du respect et du non-jugement constituent les fondations de cette enclave alternative à la vie quotidienne. Le couple de militants quart monde Marc et Julie érige ces savoir-être comme la principale source de leur engagement.

Julie : « Je trouve ça formidable parce que lorsque j'étais petite j'ai connu beaucoup de moqueries et tout ce qui s'en suit. Au début, j'avais peur qu'on se moque de moi eh bien non au contraire et ça m'a touchée parce que je me suis dit là, je peux vraiment faire un travail avec eux parce qu'ils ne sont pas là pour me juger. Ça nous a permis de rester à ATD. » (Entretien, militante quart monde, 2 mai 2014)

Marc n'a pas la même expérience que sa femme, mais il estime également que les conventions du respect et du non-jugement comme des déclencheurs de sa prise de parole à l'université populaire. Celles-ci sont mises en lumière par les prises de paroles de personnes qui ont des difficultés à s'exprimer par exemple.

Marc : « [Un militant quart monde] *a des difficultés pour s'exprimer et la première fois qu'on l'a vu, on s'est dit qu'à l'école, on se moquerait de lui tous les jours. À l'université populaire, tout le monde l'écoute et le respecte. Personne ne dit quoi que ce soit sur sa manière à lui d'exprimer les problèmes. Comme il a un problème pour s'exprimer, il y a encore plus d'écoute parce qu'on essaye de comprendre ce qu'il dit.* » (Entretien, militant quart monde, 2 mai 2014)

Ce type d'anecdote est très courant dans les récits d'engagement de militants quart monde. L'écoute attentive des personnes les plus en difficulté renforce un sentiment de sécurité et de confiance envers le dispositif. Ces personnes sont encouragées à prendre la parole par les animateurs. Certaines préparent des textes écrits et ont beaucoup de difficulté à les lire, tandis que d'autres, plus habituées, s'expriment librement. Dans le public actif se trouvent des personnes qui ont des signes visibles de pauvreté ou de handicap. L'animateur général prend soin de laisser le temps à ces personnes de trouver leurs mots. À la fin, elles sont toujours remerciées par l'animateur général qui souligne leur courage. De cette manière, le « non-jugement » prend forme en acte.

D'un côté, l'université populaire est « sans tabou » : les positions clivantes sont acceptées et travaillées. De l'autre, le dispositif évite toute situation de conflit ouvert. Les contradicteurs peuvent donner leur avis à la condition de rester calmes et de ne pas attaquer la personne.

Marc : « *On ne pouvait pas trop s'étaler sur notre situation lors de l'UP. C'était le sujet du soir [le placement des enfants], mais il ne fallait pas non plus casser du sucre sur les travailleurs sociaux. C'est du savoir-vivre, savoir être, du respect pour les gens qui viennent. Ils nous ont respectés donc on les respecte. Ça marche dans les deux sens. Mais, c'est sûr que lorsqu'on a un enfant placé, ce n'est pas évident de garder son self-control devant des gens des services sociaux [...]. On a tous envie d'avoir des cornes de taureaux et de leur rentrer dedans, mais il faut garder son self-control.* » (Entretien, militant quart monde, 2 mai 2014)

L'université populaire repose sur l'expression de l'expérience de la pauvreté, ce qui implique une charge émotive importante. En présence d'invités, le travail sur l'émotion à l'université populaire peut être analysé comme une manière d'atténuer le conflit. Cependant, dans une optique de favoriser la liberté de parole, il est important d'éviter des situations de violences verbales. Ces dernières auraient tendance à freiner l'expression des participants les plus désaffiliés en renforçant un sentiment de méfiance. Ce travail sur l'émotion qui a souvent lieu dans les groupes de préparation n'empêche pas l'expression de situation de vie difficile sur des sujets controversés en assemblée plénière.

Le silence apparent des acteurs affaiblis cache une aspiration au dialogue refréné par la peur du jugement et la honte des conditions de vie. Alors que certains chercheurs montrent que la participation institutionnelle est souvent artificielle, car elle ne répond pas à une demande de

la part des citoyens (Hibbing et Theiss-Morse, 2002), l'étude de l'université populaire Rhône-Alpes constate que la demande existe même pour des catégories de population marginalisées. À rebours de l'hypothèse de l'apathie généralisée, les acteurs affaiblis ont des raisons de participer si l'offre de participation est adaptée à leurs propres critères d'évaluation. Dans une démarche de connaissance et dans une posture de non-domination, les obstacles à l'engagement peuvent alors être surmontés par un mode d'action qui privilégie le temps long. Une fois l'intérêt suscité, ce sont les conventions de l'université populaire qui alimentent les raisons de participer. La valorisation de l'authenticité, la *priorité* aux personnes les plus en difficulté, l'inclusion discursive, le respect, le non-jugement, l'absence de contraintes, de tabous et de conflits favorisent un sentiment de sécurité et de considération qui permettent l'expression d'un discours infrapolitique. Ceci constitue le point de départ d'un processus de politisation propre aux militants quart monde, ce qui est au cœur de la section suivante.

Section II — La politisation progressive par la résistance à la domination

En tant qu'espace infrapolitique, l'université populaire crée les conditions au développement de l'attitude qu'Antimo Farro appelle la « résistance subjective à la domination ». Cette dernière se développe lorsque le sujet tente de « sauvegarder le contrôle de la production du sens de sa propre action et ainsi de sa propre différence et de la formation de son identité » (Farro, 2000, p. 138) en réaction aux pressions de la culture dominante. Il s'agit d'abord d'une quête individuelle qui suscite une volonté de « se faire reconnaître par les autres comme un acteur, c'est-à-dire comme celui qui agit pour changer un ou plusieurs secteurs de la vie sociale » (ibid.). Cette volonté trouve à s'exprimer plus facilement dans la construction d'une identité collective qui vise la défense de spécificités culturelles propre à un groupe, en l'occurrence le « quart monde ». Cette section s'intéresse au processus de politisation entendu comme le passage du citoyen marginalisé au sujet résistant, puis à l'acteur collectif de la transformation sociale.

Avec l'existence d'un cens caché, la sociologie s'est davantage penchée sur le processus d'exclusion du champ politique des catégories populaires que sur leurs conditions de politisation. En outre, ces questions ont souvent été traitées sous l'angle des comportements électoraux (Braconnier et Mayer, 2015). Cependant, certaines études ont questionné la politisation à l'œuvre dans les quartiers populaires (Carrel, 2013 ; Talpin, 2015). En particulier, Marion Carrel analyse les conditions d'une amorce de politisation dans des espaces délibératifs ponctuels. L'étude d'un dispositif participatif permanent permettra ici d'analyser la politisation des acteurs affaiblis dans le temps long.

Les approches pragmatistes des mouvements sociaux ont tendance à naturaliser les compétences jugées nécessaires à l'action collective (Dodier, 2005).

« Elles les considèrent [souvent] comme faisant partie intégrante *a priori* de l'équipement de base de l'ensemble des membres de nos sociétés, et ce, alors que nombre de mobilisations — et tout spécialement les *poor people's movement* — présentent des situations d'inégalités, parfois particulièrement criantes, de niveaux et de maîtrise des savoirs et savoir-faire. » (Mathieu, 2007 b, p. 148)

Ces disparités s'expliquent par un faible capital militant (Matonti et Poupeau, 2004). Or, l'espace des mouvements sociaux peut précisément être un lieu d'acquisition des compétences à l'action collective pour des « apprentis activistes » (Mathieu, 2007b). Conçue comme une formation à l'action citoyenne, l'université populaire permet alors de questionner les modalités concrètes de cette acquisition par des acteurs affaiblis.

Pour mettre en lumière le potentiel transformateur de l'université populaire, l'analyse en termes de trajectoires individuelles semble pertinente. C'est cette voie qu'emprunte Julien Talpin (2008) pour examiner les effets de la participation au sein des budgets participatifs¹. À l'instar de ce politiste, on va explorer les bifurcations dans les trajectoires des participants — émanant de la mise en œuvre de compétences politiques développées au sein d'un dispositif participatif. Il s'agit d'analyser les projections dans le temps long des effets individuels vers des figures d'engagement, c'est-à-dire des idéaltypiques synthétisant différentes postures ou rôles que s'attribuent les acteurs².

Cette section se focalise sur la politisation des acteurs affaiblis par leurs bifurcations de trajectoire vers des formes de résistance à la domination. Étant donné le caractère théorique des figures d'engagement ainsi construites, il conviendra également d'explorer le rapport subjectif à l'engagement. On verra d'abord que les effets individuels peuvent être analysés comme une forme de politisation à part entière. Les citoyens marginalisés entrent dans une quête de sens pour devenir des sujets de résistance à la domination. Ce processus s'effectue au sein d'un groupe, ce qui crée des engagements propres à ATD Quart Monde. On analysera enfin la politisation des acteurs affaiblis dans une conception plus classique comme le développement de l'intérêt pour la chose publique et de la volonté de transformation sociale.

¹ Selon Julien Talpin, la participation régulière à ce type de dispositif favorise le développement de connaissances techniques, de savoir-faire pratiques (prise de parole, écouter l'autre, gérer une réunion, etc.) et de compétences politiques (connaissances factuelles des partis et du fonctionnement institutionnel, négociation avec les élus, intérêt aux affaires publiques, etc.).

² Il s'agit de constructions théoriques à partir de plusieurs discours qui peuvent avoir tendance à effacer le rapport subjectif à l'engagement. Par exemple, dans le cas des budgets participatifs étudiés par Julien Talpin, l'auteur montre le développement de deux postures par rapport au modèle de la démocratie participative, celle du « cynique » qui porte un jugement critique et celle de l'« expert de la participation » qui au contraire adhère au modèle. Ensuite, les compétences acquises dans le dispositif peuvent être transposées dans d'autres contextes en endossant par exemple le rôle du militant associatif ou de l'élu politique.

1 — L'infrapolitisation d'une quête de sens individuelle

Pour le philosophe Axel Honneth, le processus de transformation sociale et historique résulte d'une lutte pour la reconnaissance. Celle-ci « constitue la force morale qui alimente le développement et le progrès de la société humaine » (Honneth, 2013, p. 171). Alors que la philosophie sociale a souvent attribué un caractère utilitariste aux luttes sociales, Honneth défend l'idée que beaucoup d'entre elles sont motivées par des objectifs moraux. Sur le plan individuel, l'engagement politique dans une lutte pour la reconnaissance favorise le développement progressif d'une relation positive à soi-même, à travers plus de confiance en soi, de respect de soi et d'estime de soi. Une lutte sociale peut alors naître de l'expérience du mépris individuel qui se transforme en une expérience et une identité collectives. En suivant Axel Honneth, les effets de renforcement individuels peuvent être considérés comme une source de construction de l'engagement collectif. La quête de reconnaissance des acteurs affaiblis fait donc partie intégrante de leur politisation. L'affirmation de soi, la revendication d'émancipation, le désir de réappropriation de son corps, de l'espace et de son temps sont effectivement des formes de résistances subjectives à la domination.

En s'appuyant sur la revalorisation du savoir infrapolitique, l'université populaire favorise l'expression des acteurs affaiblis. Ils peuvent alors réinterpréter leurs actions quotidiennes — dont les ruses de la débrouillardise populaire (Certeau, 1990 ; Cingolani, 2014) — comme des formes de résistances ordinaires à la domination. Par ailleurs, la participation à l'université populaire et aux autres actions du groupe local d'ATD Quart Monde a des effets de renforcement individuel. Ces derniers s'inscrivent dans une quête de sens et construisent progressivement une forme d'engagement qui s'appuie sur l'expérience du mépris social. C'est ce double processus individuel de renforcement et de développement de l'engagement que l'on appelle l'infrapolitisation.

1.1. Le renforcement individuel des militants quart monde

En entretien, un militant quart monde québécois, Christophe (19 juillet 2016), explique qu'avant d'avoir un logement social décent, il vivait dans un appartement insalubre. S'il participait à quelques activités communautaires, c'était avant tout pour trouver du soutien moral. L'obtention d'un nouveau logement social constitue une « libération » pour lui. C'est à partir de ce moment-là qu'il a commencé à participer à de nombreuses activités militantes et politiques dont ATD Quart Monde fait partie. L'exemple de Christophe montre qu'un facteur de stabilité extérieur à l'association peut s'avérer décisif dans le processus d'engagement. À partir de ce constat, le renforcement individuel peut être considéré comme une partie intégrante du processus de politisation des acteurs affaiblis.

Si quelques militants quart monde affirment que l'action politique constitue une motivation initiale, beaucoup la découvrent après quelque temps de participation. Certains évoquent le besoin d'une phase de renforcement individuel avant d'envisager une implication dans le mouvement. Les difficultés rencontrées dans le groupe de préparation en participation observante avec des sans domicile fixe sont révélatrices de l'importance d'un processus d'émancipation individuelle en amont d'un engagement pérenne.

Face aux sentiments de honte, d'humiliation, d'incapacité et d'inutilité des acteurs affaiblis, le renforcement individuel débute souvent par une quête de reconnaissance. En l'occurrence, la prise de parole répétée à l'université populaire peut déconstruire progressivement ces différents sentiments en donnant de la confiance en soi. En tant qu'espace relativement fermé proposant une sécurité émotionnelle, l'université populaire s'appuie principalement sur le modèle de reconnaissance qu'Axel Honneth appelle « l'expérience de l'amour ». Celui-ci permet d'accéder à un mode de relation à soi dans lequel chacun acquiert une confiance élémentaire en lui-même¹.

« La personne aimée, étant assurée de notre affection, trouve la force de se retirer tranquillement en elle-même et de s'ouvrir à elle-même, et c'est seulement par là qu'elle devient un sujet autonome, avec lequel l'être-un peut désormais être vécu comme une intégration réciproque. » (Honneth, 2013, p. 129)

Les membres d'ATD Quart Monde développent effectivement une confiance affective permanente réciproque et sans condition. Ensuite, en brisant le silence dans l'assemblée plénière, un sentiment de confiance en soi se développe en opposition à l'expérience du mépris social de la vie quotidienne.

Azra : « J'ai beaucoup évolué maintenant je peux prendre un micro et je peux parler. Avant, je ne le faisais pas. J'avais très peur qu'on se moque de moi, de dire un mot de travers, de bégayer [...]. ATD me soutient sinon ça fait longtemps que je me serais jetée par la fenêtre. C'est grâce à ATD que je garde la tête hors de l'eau. » (Entretien, militante quart monde, 18 février 2016)

Ce type de discours récurrent de la part des militants quart monde montre que le sentiment de confiance en soi qui se construit au sein d'ATD Quart Monde relève bien d'une reconnaissance par l'expérience de l'amour. Beaucoup d'acteurs affaiblis ont des carences émotionnelles liées à des relations familiales faibles, inexistantes ou conflictuelles. On déjà vu qu'ATD Quart Monde est souvent considéré comme un substitut à la famille. Des relations intersubjectives fortes se développent entre les membres. Ainsi, pour les acteurs affaiblis, les transformations de la relation à soi-même s'effectuent grâce au rapport d'intimité et d'affection avec l'association et ses membres.

¹ Pour Honneth, l'expérience intersubjective de l'amour constitue une reconnaissance primaire. En suivant Hegel, il s'agit du noyau structurel de toute vie éthique, car cela permet d'accéder à la confiance en soi indispensable pour pouvoir participer de façon autonome à la vie publique par exemple.

Ensuite, « pour parvenir à établir une relation interrompue avec eux-mêmes, les sujets humains n'ont pas seulement besoin de faire l'expérience d'un attachement d'ordre affectif [...], ils doivent aussi jouir d'une estime sociale qui leur permet de se rapporter positivement à leurs qualités et à leurs capacités concrètes » (Honneth, 2013, p. 147). Par une « logique de renversement » (Cingolani, 2003), faisant du stigmaté un étendard (Goffman, 1975), le rapport personnel à sa propre expérience de la pauvreté peut se transformer. En valorisant le savoir infrapolitique des acteurs affaiblis, l'action d'ATD Quart Monde renforce alors l'estime de soi.

Question : « Qu'est-ce que ça vous a apporté d'être à ATD ? »

Isabelle : « Ça m'a donné confiance dans ce que je pense, à me dire je ne suis pas totalement idiote. "Si tu es au RSA, tu es fainéant [...], c'est que vous ne valez rien". ATD m'a permis de me dire que j'ai encore toute mon intelligence et des capacités pour faire des choses. » (Entretien, militante quart monde, 21 mars 2016)

Certains militants quart monde expliquent par exemple les transformations de leur rapport au revenu de solidarité active dont ils bénéficient. D'un sentiment de honte lié à la rhétorique de l'assistanat, celui-ci est considéré comme un salaire pour leur travail militant au sein d'ATD Quart Monde. Des renversements de stigmates s'effectuent dans ses différentes déclinaisons « faibles/forts, isolés/regroupés, inactifs/actifs, honteux/glorieux, inutiles/utiles » (Cohen, 2014, p. 123).

Jules : « Je suis fier d'être pauvre. Je n'ai pas eu le choix de l'accepter, sinon je ne serais plus là. Il y a un prix à payer d'être riche, et je ne suis pas prêt à payer ce prix. » (Entretien, militant quart monde, 29 juin 2016)

En outre, si les militants alliés restent discrets au sein de l'université populaire, leur simple présence et leur écoute accordent déjà une forme de reconnaissance aux acteurs affaiblis en renforçant leur estime de soi.

Benoit : « À côté de moi dans l'assemblée, il y avait un professionnel de la CAF [Caisse d'Assurance Familiale] et sans savoir qu'il était de la CAF on parlait. Il me posait des questions, et je l'ai su qu'à la fin qu'il était de la CAF. J'ai pu lui partager des trucs, il notait ce que je disais et je trouvais ça génial. » (Entretien, participant quart monde, 17 février 2016)

Certains militants quart monde vont encore plus loin dans leur quête de sens en écrivant leur biographie, ce qui est encouragé par les entrepreneurs de cause d'ATD Quart Monde. Certains ouvrages de ce type sont d'ailleurs publiés aux éditions quart monde.

Augustine : « Je fais une biographie sur mon engagement au sein d'ATD. On me soutient dans ce projet. Ce n'est pas évident d'écrire, je n'ai jamais fait d'études. Je mets du temps. J'ai commencé à la main, puis maintenant je travaille à l'ordinateur. Je regarde mes archives et je voudrais mettre tout ça noir sur blanc. Je fais aussi ma biographie personnelle, mon témoignage de vie. » (Entretien, militante quart monde, 23 octobre 2015)

Un sentiment de fierté et d'utilité sociale se développe ainsi par un processus d'identification à l'association en tant que militant de lutte contre la pauvreté. Le tableau ci-dessous résume

les différentes transformations individuelles de l'image de soi que l'on a repérées chez les militants quart monde.

Je suis pauvre et j'ai honte de ce que je suis.	Je suis riche de mes expériences et je suis fier de les partager.
Je suis un bénéficiaire assisté.	Je suis acteur de ma vie. Je suis militant quart monde.
Je ne sais rien faire, je suis incompetent.	J'ai beaucoup de capacités que j'ai développées (m'exprimer en public, dialoguer, etc.) ou que je revalorise en tant que telles (savoir infrapolitique).
Je suis timide et enfermé sur moi-même. Je reste dans le silence.	Je m'exprime à l'université populaire. Je suis le porte-parole des plus pauvres.
Je suis en colère par rapport à ma situation et fataliste sur la société.	Je suis indigné et je me bats en tant que militant de lutte contre la pauvreté.

Figure 7 : Tableau des transformations de son rapport à soi

L'estime de soi est d'autant plus forte que de nouvelles qualités et capacités sont développées au sein d'ATD Quart Monde. Selon Geneviève Defraigne-Tardieu (2012), l'université populaire développe des savoirs pratiques et communicationnels : capacité d'expression personnelle, capacité d'entrer dans un dialogue et de changer sa façon de penser, écouter et prendre des notes, savoirs de bases comme lire et écrire. Sans les développer, l'étude que l'on a réalisée sur l'université populaire confirme ces résultats. En particulier, c'est la sortie du silence par l'acquisition de compétences d'orateur tout en restant authentique qui est le plus marquante sur trois ans d'observation. Plus globalement, la participation à ce dispositif favorise le renversement de stigmatisme d'une image du « faible » à celle d'acteur affaibli renforcé et combatif.

L'université populaire permet ainsi un renforcement individuel. Par exemple, Julie, une militante quart monde, estime que l'université populaire lui a permis de dépasser sa situation d'isolement social :

Julie : « Avant, je me laissais faire. Je me laissais marcher sur le pied. Maintenant, il vaut mieux ne pas m'embêter. J'ai appris à m'exprimer et à dire "ça suffit". Le grand-oncle [...] parfois m'embête. L'autre jour j'ai réussi à lui dire ses quatre vérités. Ça m'a fait du bien. [...] Je ne l'aurais pas fait avant. J'étais beaucoup trop timide. Je ne parlais pas. » (Entretien, militante quart monde, 2 mai 2014)

Ce type de renforcement se retrouve dans de nombreux récits d'engagement de militants quart monde. Même si les personnes continuent souvent à vivre dans la pauvreté économique, la participation à l'action d'ATD Quart Monde favorise le développement des capacités pour gérer les problèmes du quotidien.

Judith : « *Je pense que je savais toujours me débrouiller, mais j'ai des difficultés qui perdurent dans le temps. Maintenant, je suis plus réactive. Par exemple si j'ai un problème pour payer mon loyer, je n'attends plus et je vais appeler l'organisme.* » (Entretien, militante quart monde, 8 avril 2016)

De même, l'enfant de Julie et de son mari Marc a été placé. Si la situation n'est toujours pas réglée, ils estiment que le soutien d'ATD leur a permis de sortir de la dépression et leur a redonné une volonté d'agir pour régler leur problème. En particulier, avec l'aide de l'association, ils ont entrepris des démarches administratives. Ils ont même déménagé pour améliorer leurs chances de récupérer leur enfant.

Si par le renforcement individuel que cela procure, « être militant quart monde, c'est déjà avoir un pied de sorti de la galère »¹, il s'avère que beaucoup restent tout de même en situation de pauvreté. Ceci constitue une frustration pour certains volontaires permanents. Les effets de l'action d'ATD sur les personnes constituent des sources de fierté et de motivation, mais sur le long terme la persistance dans la pauvreté des militants quart monde est décourageante. C'est pour cette raison que certains d'entre eux peuvent bénéficier d'une aide individuelle conséquente de la part de volontaires permanents qui souhaitent avoir des effets plus importants. Ceci peut produire des bifurcations significatives dans les trajectoires de vie.

Adrien : « *Un militant quart monde a passé un diplôme alors qu'il avait dû arrêter les études très tôt. Finalement, il est travailleur social et en partie grâce à ATD. C'est un volontaire qui l'a accompagné. Maintenant, il aide les familles avec des enfants placés alors que lui même a eu son enfant placé.* » (Entretien, volontaire permanent, 23 avril 2014)

Ce type de bifurcation relève des stratégies individuelles qui peuvent se construire au sein des associations (Castel et Haroche, 2001). Par exemple, certains acteurs affaiblis de collectifs de « sans-emplois » peuvent retrouver du travail (Cohen, 2014) ou d'autres de collectifs de « sans-logement », peuvent retrouver un toit (Damon, 2002). Ces bifurcations dans les trajectoires de vie qui permettent de transformer radicalement les situations de vie des acteurs affaiblis se retrouvent également dans certains parcours de militants quart monde qui ne bénéficient pas d'un accompagnement individuel.

Isabelle : « *Avant ATD, je n'aurais jamais osé demander une formation qualifiante. Il a fallu me battre parce les gens du RMI me disaient pourquoi vous voulez plus ? Je ne voulais pas plus d'argent. Je voulais pouvoir avoir de l'argent d'une manière différente. ATD m'a permis de me relever, de me dire que j'avais encore deux bras et deux jambes, que je pouvais encore faire des choses et que je pouvais être utile. Quand j'ai rencontré ATD, j'étais au fond du trou. Je ne regardais jamais les gens dans les yeux. Je regardais le trottoir. Je n'ouvrais pas mes volets. ATD m'a permis de me dire que je suis un être humain comme un autre, que je ne suis pas un*

¹ Entretien, militante quart monde, 23 octobre 2015.

déchet, donc que je peux regarder les gens en face. Quand j'ai compris ça, je peux avancer, je peux essayer d'influer sur ma vie et sur celle des autres. » (Entretien, militante quart monde, 21 mars 2016)

À l'instar d'Isabelle, la participation aux actions d'ATD Quart Monde procure un renforcement individuel qui peut avoir des effets importants sur les trajectoires de vie¹. L'*empowerment* des militants quart monde débute souvent par le développement d'une confiance en soi et d'une estime de soi, notamment en participant à l'université populaire. Il s'agit d'un processus qui s'effectue sur le long terme et qui se développe en même temps que la politisation.

1.2. De la figure du « débrouillard » à celle de « veilleur citoyen »

Le processus de renforcement individuel des acteurs affaiblis se construit parallèlement à une revalorisation de leur propre culture. La première section de ce chapitre a montré que l'université populaire favorise l'expression d'un savoir infrapolitique. En particulier, alors qu'elles sont habituellement cachées dans l'espace privé, les ruses de la débrouillardise populaire sont publiquement évoquées dans ce dispositif. Si les analyses de Michel de Certeau, Patrick Cingolani et James Scott proposent une relecture théorique de certaines pratiques populaires comme des formes de résistances ordinaires, l'université populaire permet aux acteurs affaiblis de réaliser eux-mêmes ce déplacement conceptuel.

La première figure d'engagement des militants quart monde que l'on peut dessiner théoriquement à partir des bifurcations de trajectoires est celle que l'on appellera le « débrouillard ». La participation aux activités locales d'ATD Quart Monde, principalement l'université populaire, renforce effectivement le sens de la débrouillardise. Le dispositif apporte des connaissances factuelles sur les pratiques administratives, le fonctionnement des institutions étatiques et les logiques de ses fonctionnaires. En particulier, les universités populaires qui prennent des thèmes liés aux institutions (travail social, tutelle et curatelle, placement des enfants, santé, logement, etc.) permettent d'apprendre les éléments importants de certaines lois, notamment concernant les droits des citoyens. Par ce biais, les militants quart monde acquièrent des ressources qu'ils peuvent utiliser dans leur rapport quotidien aux institutions. C'est le cas d'Iris : *« J'ai écrit au tribunal pour changer de tutelle et ça va se faire. Ah, je suis vraiment heureuse et je pense que tout le monde devrait faire la même chose que moi »* (notes d'observation, militante quart monde, groupe de préparation de l'université populaire, 2 février 2015). Suite à une université populaire, Iris a appris qu'il existait différentes formes de tutelles et a souhaité changer sa situation.

Les informations factuelles peuvent de la sorte être mises en application dans la vie quotidienne et produire des bifurcations de trajectoire vers la figure idéalotypique du

¹ Les effets de renforcement individuel se poursuivent dans les autres dispositifs d'ATD Quart Monde qui seront analysés dans la dernière partie de la thèse.

« débrouillard ». Celle-ci s'appuie sur le développement d'un respect de soi lié à la « capacité de se rapporter à soi-même comme à une personne moralement responsable » (Honneth, 2013, p. 144). Les registres de l'assistanat et de l'injonction à l'autonomie ont tendance à enfermer les acteurs affaiblis dans une sensation de dépendance aux institutions et de honte de leur situation. La participation à l'université populaire permet à l'inverse de transformer son rapport à soi en se considérant comme des sujets de droit et des acteurs de leur propre vie.

< [M], une militante quart monde, s'exprime : « J'avais fait une lettre au juge pour avoir mes petits-enfants [...]. J'ai eu le résultat du juge et mes petits-enfants. Je vais pouvoir les accueillir à partir de mercredi. Ça fait bien neuf ans que je ne les ai pas vus ». Une militante alliée, assise à côté d'elle, rebondie : « C'est lors d'une université populaire que [M] a appris qu'elle avait le droit d'écrire au juge des enfants pour que ses petits-enfants viennent lui rendre visite. Et s'il n'y avait pas eu l'université populaire [M] n'aurait jamais pensé, à écrire au juge ». > (Notes d'observation, université populaire sur le « pouvoir d'agir », 7 février 2015)

La découverte de ses droits s'effectue à l'université populaire, mais aussi dans les discussions ordinaires avec les volontaires permanents ou les autres membres du mouvement. Au cours de l'observation, des travailleurs sociaux expliquent, dans des échanges informels, qu'ils reconnaissent aisément les militants quart monde dans leur activité professionnelle, car ils arrivent dans leur bureau avec des revendications liées à une connaissance de leurs droits. Dans les récits d'engagement, beaucoup de militants quart monde évoquent également le passage d'un rejet total des fonctionnaires —, à l'instar des assistantes sociales — à un sentiment de méfiance contrôlé qui les encourage à sélectionner les personnes qui peuvent leur être utiles dans leur projet personnel.

Ce type de pratiques dessine l'idéaltype du « débrouillard » qui n'hésite pas à prendre contact avec les administrations pour défendre ses droits et obtenir des améliorations dans la vie quotidienne. Cette figure d'engagement constitue l'horizon du processus de renforcement individuel des militants quart monde. La quête de sens procure une confiance et une estime de soi qui permet aux acteurs affaiblis d'oser s'exprimer face aux acteurs forts. La connaissance de leur droit, quant à elle, donne des arguments, une assurance et une légitimité dans les démarches qu'ils entreprennent.

Odette : « ATD m'a d'abord apporté une connaissance de mes droits. [...] Avant j'étais plus timide. J'ai gagné de l'assurance pour parler et mieux me défendre. Par exemple, une clinique voulait me faire payer des dépassements d'honoraires. Grâce à l'université populaire, j'ai appris que je n'avais pas à les payer en tant que bénéficiaire de la CMU. La sécu m'a confirmé ce droit que j'ai revendiqué auprès de la clinique qui insistait. Celle-ci a fini par m'envoyer une lettre d'excuse et je n'ai pas payé. Sans ATD, je n'aurais jamais osé me défendre. » (Entretien, militante quart monde, 3 février 2016)

Le témoignage d'Odette fait preuve d'un grand sens de la débrouillardise face aux professionnels de la santé. La connaissance de ses droits associée à la capacité de se défendre lui a permis d'économiser de l'argent. D'autres militants quart monde exercent leur sens de la débrouillardise jusque dans les coulisses des universités populaires en essayant d'obtenir une aide de la part des invités. Geneviève Defraigne Tardieu évoque cela à partir d'un exemple de

militant quart monde qui a obtenu un logement en interpellant directement un fonctionnaire à l'issue de l'assemblée (Defraigne Tardieu, 2012, p. 238). Quelques militants quart monde n'hésitent pas à avoir recours à la pratique du réseautage pour régler leur situation personnelle.

Sylvie : « *Quand je suis entrée à ATD, je ne connaissais pas les lois. Donc j'ai appris à les connaître pour ne plus me faire piéger. J'ai aussi fait des connaissances de gens hauts placés comme des juges, des avocats, etc. dont j'ai pris les coordonnées à la sortie de l'université populaire pour avoir des renseignements dont j'avais besoin.* » (Entretien, militante quart monde, 11 février 2016)

La figure idéaltypique du « débrouillard » est un engagement personnel qui vise à lutter contre sa propre situation de pauvreté. Le citoyen marginalisé développe une attitude de résistance à sa propre domination. Parallèlement, les trajectoires peuvent bifurquer vers une autre figure que l'on a appelée le « veilleur citoyen ». Le développement du sens de la débrouillardise peut susciter une volonté de diffuser la connaissance acquise ainsi qu'un accroissement de la « vigilance citoyenne » (Rosanvallon, 2015). Les effets directs sur la vie quotidienne alimentent les raisons de la participation aux actions locales d'ATD Quart Monde. En s'affirmant comme sujets de droit, les acteurs affaiblis entrent dans un processus de construction progressif de l'engagement par une modification de leur propre vision de leurs conditions, d'une épreuve individuelle faite de carence vers un cadre d'injustice inacceptable (Demazière, 1996).

Simon : « *Dans un premier temps je me suis battu pour moi, car il s'est passé des choses dans ma vie. Dans un deuxième temps, j'ai pu apprendre à me battre pour tout le monde. La méconnaissance des droits par les plus pauvres est telle qu'ils n'arrivent pas à se défendre ne sachant pas comment faire [...]. C'a été dur au début de prendre la parole et de témoigner devant des gens. Mais à partir du moment où on réussit à faire le premier pas, les autres pas se font assez naturellement.* » (Entretien, militant quart monde, 23 mai 2017)

Ce discours divise en deux temps distincts le renforcement individuel et l'engagement. Il semblerait davantage que ces deux processus apparaissent simultanément, le premier alimentant le second. C'est ce double mouvement que l'on a appelé l'infrapolitisation. Il s'agit d'un engagement politique des acteurs affaiblis qui se construit parallèlement à un renforcement individuel.

L'infrapolitisation passe souvent par une volonté d'aider les autres en partageant les connaissances acquises à l'université populaire. Des militants quart monde encouragent par exemple d'autres acteurs affaiblis à participer aux actions d'ATD Quart Monde ou à défendre leurs droits individuels. Suzie, une militante quart monde, souhaite par exemple créer, dans sa ville, une permanence d'accompagnement des personnes en situation de pauvreté pour la défense de leurs droits individuels. Beaucoup d'autres le font de manière plus informelle en aidant des amis, des voisins ou d'autres personnes en difficulté.

Odette : « *J'aime beaucoup ATD Quart Monde parce que ça m'apprend à me défendre et à défendre ceux qui ne peuvent le faire seul. Par exemple, j'ai rencontré une dame qui n'avait pas mangé pendant plusieurs jours et qui n'avait pas d'argent. Je l'ai amené au secours populaire. Après avoir attendu presque une heure, on nous a fermé la porte sous prétexte qu'il y a trop de monde. Je me suis battue pour qu'on nous laisse entrer, pour obtenir une assistante sociale qui fasse son inscription et enfin j'ai obtenu le résultat qu'elle ait à manger.* » (Entretien, militante quart monde, 3 février 2016)

Odette affirme que cette action est un effet de son engagement à ATD Quart Monde. Elle endosse la figure idéaltypique du « veilleur citoyen » qui dans sa vie quotidienne met en œuvre des « signaux faibles de citoyenneté » (Overney, 2014) dans un but de solidarité. Quelques militants quart monde qui ont une activité professionnelle se donnent également un rôle de surveillance dans l'entreprise par l'interpellation des collègues et l'accompagnement de ceux qui sont affaiblis à défendre leurs droits. C'est d'ailleurs le rôle que se donne la majorité des militants alliés d'ATD Quart Monde. À l'instar d'Odette, le « veilleur citoyen » prend la forme d'une résistance au quotidien, lorsque les militants quart monde surveillent les « écarts de conduite » institutionnels, que ce soit pour leur cas personnel ou celui de leur entourage et qu'ils interpellent les institutions ou les fonctionnaires.

La résistance subjective des militants quart monde se développe dans un renforcement du sens de la débrouillardise, puis dans une solidarité par rapport à ceux qui n'ont pas encore adopté d'attitude combative. Il s'agit d'une infrapolitisation qui s'affirme dans une volonté de lutte contre les sources de sa propre domination. Ce processus repose sur une reconnaissance affective envers ATD Quart Monde : un engagement collectif se construit par des effets d'identification à l'association.

2 — La politisation au sein d'un groupe autour d'une identité combative

La dimension culturelle de l'action collective a souvent été traitée par la sociologie à partir de la notion d'identité collective. En effet, la vision utilitariste et rationaliste avait laissé certaines questions sans réponses, par exemple : « Qu'est-ce qui fonde le groupe, sur quelles bases des individus s'identifient-ils à celui-ci, comment rendre compte de la cohésion interne d'un mouvement et de sa dynamique, comment s'effectue le travail de démarcation avec l'extérieur ? » (Voegtli, 2010, p. 204). C'est à ces questions essentielles que la notion d'identité collective¹ tente de répondre depuis Alberto Melucci. Il s'agit d'un processus « en train de se faire » d'identification et de reconnaissance par soi et par les autres. Elle constitue à la fois le motif, le cadre, une ressource et un produit de l'engagement (Melucci, 1988). L'identité collective est un système de valeurs et de croyances, mais aussi un genre discursif

¹ Pour un panorama critique de la notion (Polletta et Jasper, 2001).

qui relève d'un ensemble de savoir-être. La politisation au sein d'un groupe constitue le processus d'identification à un ancrage commun qui dessine les contours d'un engagement collectif spécifique à l'association étudiée.

Le développement d'une attitude de résistance subjective à la domination favorise des bifurcations de trajectoire vers des figures d'engagement individuel, comme le « débrouillard » et le « veilleur citoyen ». Par ce biais, les acteurs affaiblis transforment leur rapport à eux-mêmes, de l'expérience du mépris vers une identité combative de la pauvreté. En suivant Antimo Farro, il s'agit d'une étape essentielle à la construction d'un engagement collectif. « Le fait qu'un individu découvre son identité ne veut pas dire qu'il la construit isolément, mais [qu'] il la négocie par le dialogue [...] avec d'autres personnes » (Farro, 2000, p. 126). Un texte écrit par un groupe de membres d'ATD mobilisé dans la recherche de Geneviève Defraigne-Tardieu met en lumière quelques éléments représentatifs de l'identité collective des militants quart monde :

« Nous voulons que la misère cesse. Nous sommes là pour faire avancer le combat contre la misère et être reconnus comme des êtres humains. Tout humain a droit à son bien-être et à sa dignité. Se rassembler nous donne plus de force pour être combatif. Il faut oser aller voir les autres. Il faut provoquer pour se faire entendre. Être militant [quart monde], c'est se forger une identité. Nous côtoyons des personnes de différents milieux. Certains n'ont pas conscience de ce que vivent les pauvres. [...]. Grâce au dialogue avec les gens issus d'autres milieux, nous arrivons à confronter nos points de vue avec les institutions, avec les gens qui ont du pouvoir sur nous. » (Extrait d'entretien, Defraigne Tardieu, 2012)

Le « Nous » des militants quart monde renvoi à une lutte pour la reconnaissance des personnes en situation de pauvreté. Il s'agit d'un engagement politique qui s'appuie sur certaines valeurs comme celle de la dignité. L'identité collective d'ATD Quart Monde valorise également un modèle d'interaction fondé sur le dialogue. Mais, comment se « forge » cette identité ?

Lorsque les militants quart monde prennent la parole en publique, les personnes extérieures à l'association se questionnent souvent sur l'utilisation du « Nous ». À rebours du soupçon d'apathie et d'incapacité, certains sont impressionnés par des prises de paroles politisées de personnes présentées comme ayant vécu la pauvreté. D'autres sont méfiantes et se questionnent. C'est le cas de Frédéric Viguié qui a étudié ATD Quart Monde à partir de l'analyse d'archives et des discours de quelques volontaires permanents. En écoutant des prises de parole publiques de militants quart monde, le sociohistorien a développé une conviction : « Les “exclus” sont pris dans un système de domination si puissant que toute forme de subjectivation ou d'expression de subjectivité est improbable, stratégique ou accidentelle et que “leur parole” est à entendre avec une infinie prudence » (Viguié, 2010, p. 28). La méfiance d'un chercheur comme Frédéric Viguié repose sur un soupçon d'instrumentalisation des acteurs affaiblis par les entrepreneurs de cause d'ATD Quart Monde. C'est pour répondre à ce type d'interrogation que l'on propose d'examiner la construction de l'identité collective des militants quart monde. Les discours que ces derniers

portent en public sont ancrés dans un long processus de mobilisation, de politisation et de subjectivation dont la composante individuelle a déjà été présentée et dont la composante collective est encore à analyser. Mais avant d'explorer le processus d'identification des militants quart monde, on va présenter la figure d'engagement collectif qui en fixe l'horizon.

2.1. Le style de l'« expert quart monde » : l'horizon d'un engagement collectif

Le processus de politisation des militants quart monde s'effectue par l'alignement sur un genre discursif et sur un système de croyances spécifique à ATD Quart Monde, en participant à l'université populaire et aux activités quotidiennes du groupe local. Pour analyser ce processus, on va utiliser la notion de style de groupe proposée par Nina Eliasoph et Paul Lichterman (2011). Dans leur ethnographie de la vie civique américaine, ces auteurs affirment que les membres d'un groupe s'alignent sur un genre discursif, un « ancrage partagé » (*shared ground*). Celui-ci est repérable à partir de « modèles récurrents d'interaction » et de « présupposés communs » entre les membres. Le style de groupe ne cesse d'évoluer en fonction du contexte et des interactions entre les membres et avec l'extérieur. Si les schémas en vigueur sont largement partagés, persistants et significatifs, il est alors possible de dégager des éléments de culture. Parmi eux, les auteurs distinguent les frontières (*boundaries*) qui permettent de délimiter et de singulariser le groupe ; les standards discursifs (*speech norms*) ou les règles de communication internes qui peuvent dessiner l'image du « bon membre » (Lichterman, 2006, p. 539) ; et les liens relationnels (*bounds*) qui définissent les responsabilités mutuelles qui relient les membres entre eux.

Au sein d'ATD Quart Monde, le genre discursif valorisé pour les acteurs affaiblis qui constitue le fondement de leur politisation sera appelé « expert quart monde ». Il s'agit d'une figure d'engagement idéaltypique propre à l'association construite théoriquement à partir de trois ans d'enquête ethnographique. L'utilisation du terme d'« expert » peut sembler paradoxale dans la mesure où beaucoup de volontaires permanents rejettent cette catégorie. Le recours à cette notion vise à mettre en avant les compétences qui sont développées par les militants quart monde au sein de l'association pour qu'ils puissent s'exprimer sur leur expérience de vie. En rapport avec la première partie de la thèse, la notion d'« expert quart monde » fait référence au rôle des acteurs affaiblis au sein de la communauté épistémique militante axée sur la valorisation du savoir infrapolitique.

Dans son étude sur l'université populaire, Geneviève Defraigne Tardieu (2012) a tendance à isoler le dispositif de son association laissant ainsi de côté l'aspect militant. Pourtant, elle évoque la construction de « savoirs spirituels » : l'éthique de la relation, l'amitié, la solidarité, le partage, la justice, l'égalité, l'humanité, la dignité et le respect de l'autre. Ceci peut être réinterprété comme une transmission de valeurs spécifiques à ATD Quart Monde qui participe à la construction d'un « ancrage partagé ». Dans le groupe local d'ATD Rhône-Alpes, le

processus d'identification s'effectue principalement au sein de l'université populaire qui est conçue comme une formation interne pour les membres de l'association.

Patrick : « *L'université populaire est un lieu militant. C'est un point important pour moi. Certaines personnes qui entendent parler de l'université populaire Quart Monde me disent : "Ah oui, c'est un groupe de parole !" Dans ce cas, j'essaye tout de suite de préciser que pour moi c'est tout à fait autre chose. [...]. Il s'agit d'un apprentissage et d'une formation où l'on se forme ensemble, entre nous et avec nos invités présents, et qui permettent d'apprendre et de grandir mutuellement.* » (Courriel, animateur général d'UP, 6 juillet 2017)

L'université populaire est donc un lieu d'apprentissage, ce qui indique que des valeurs et des éléments de culture se transmettent entre les participants. En particulier, les conventions qui ont été dévoilées dans la première section de ce chapitre constituent des standards discursifs qui donnent la *priorité* aux personnes les plus en difficulté, qui valorisent l'inclusion, l'authenticité, le respect, le non-jugement ainsi que l'action collective, et qui excluent les contraintes, les tabous et les conflits.

Adrien : « *On a un groupe de travail que j'essaye de réunir sur le placement des enfants. L'université populaire prépare les gens à participer à ce type de travaux [...]. Avec l'UP, l'idée est de permettre aux gens de prendre confiance en eux et d'oser s'exprimer sans violence en écoutant l'autre, etc. Ça les amène ensuite à pouvoir rencontrer des professionnels sans les affronter avec brutalité, dans le cadre d'une co-formation par exemple.* » (Entretien, volontaire permanent, 23 avril 2014)

Le dispositif est conçu comme une préparation à la participation aux autres activités du mouvement. Le discours ci-dessus évoque certains standards discursifs liés à des capacités communicationnelles qui dessinent en partie l'image d'un « bon militant quart monde » (Lichterman, 2006). Stratégiquement, la participation à l'université populaire des acteurs affaiblis a pour objectif l'acquisition de savoir-faire et de savoir-être valorisés par l'association. « *Pour moi ça a été l'école et mon apprentissage. J'ai passé mes CAP, mon brevet et mon Bac à l'université populaire. J'ai appris à écouter, à parler, à me concentrer, à me contrôler* », explique Nicole (Entretien, militante quart monde, 7 avril 2016).

En rappelant à l'ordre ceux qui ne respectent pas les règles, les animateurs des groupes de préparation et de l'assemblée plénière permettent le développement d'un savoir-être qui respecte la parole des autres et qui ne juge pas autrui.

Question : « Est-ce qu'il y a des règles écrites ? »

Éric : « *Non. En principe, c'est l'animateur qui les dit. La discussion doit se faire dans le respect et dans l'écoute de l'autre. "Ne vous coupez pas la parole. Je vous donne la parole et ensuite vous parlez". ÇA se passe en même pas cinq minutes. En principe les gens ont compris, mais l'animateur rappelle ces règles, car sinon ça peut partir en dérive.* » (Entretien, militant quart monde, 14 avril 2014)

L'université populaire constitue une formation à la communication individuelle au sein d'un groupe par l'alignement autour d'un l'idéaltype : l'« expert quart monde ». Cette figure

d'engagement représente un militant qui lutte contre la misère et un porte-parole des personnes en situation de pauvreté qui en a l'expérience. L'« expert quart monde » garde un lien avec le milieu de la pauvreté même s'il s'est renforcé. L'université populaire est alors conçue comme un dispositif permanent pour les militants quart monde pour des raisons pratiques de représentativité et d'encrage. De cette manière, les acteurs affaiblis, aussi renforcés soient-ils, sont toujours imprégnés de l'expérience de la pauvreté.

Cédric : « Une personne en situation de pauvreté n'arrive pas dans une démarche participative par hasard. L'université populaire est le point de passage pour asseoir une participation sur un collectif, un groupe d'appartenance, en solidarité avec un milieu. L'idée c'est aussi d'être très au clair sur sa posture d'identité. Quand les gens disent, je suis ATD Quart Monde, je suis là au nom des autres, c'est quand même quelque chose qui se construit à l'université populaire. [...]. Ce n'est jamais acquis une fois pour toutes, c'est quelque chose qui doit toujours être travaillé. » (Entretien, volontaire permanent, 13 mai 2015)

L'idéaltype de l'« expert quart monde » est un militant-représentant des « personnes en situation de pauvreté » par son ancrage solidaire dans son milieu. Il est généraliste, car ouvert à tous les sujets en lien avec la pauvreté et volontaire dans la mesure où il est engagé dans une volonté de transformation sociale. Il appartient à un collectif celui des militants quart monde, mais conserve sa liberté de parole. Dans une volonté de ne pas catégoriser les acteurs affaiblis en laissant place aux subjectivités, le terme de militant quart monde fait d'ailleurs peu l'objet de description en interne. Les liens relationnels (*bounds*) qui définissent les responsabilités mutuelles entre pairs sont horizontaux. L'*empowerment* des acteurs affaiblis proposé par ATD Quart Monde vise le développement d'un pouvoir individuel sur sa propre vie et d'un pouvoir « avec » les autres et pour la société, mais rejette toute position de « pouvoir sur » autrui. La connaissance et les compétences acquises dans les activités d'ATD ne sont pas censées être utilisées comme des sources de pouvoir sur les autres membres ou sur les acteurs affaiblis.

L'expertise que propose le mouvement s'inscrit dans un genre discursif spécifique qui valorise le respect, la confrontation des points de vue, l'ouverture d'esprit, l'éthique de la relation en allant vers les autres. Un « bon membre » d'ATD Quart Monde respecte l'avis des autres et le prend en compte dans son résonnement même si c'est de manière critique. Il est capable de se remettre en question. Il cherche davantage à comprendre qu'à convaincre. Il montre une volonté d'alliance, tout en se permettant une confrontation bienveillante avec les autres catégories sociales. Un « bon membre » est attentif aux personnes en difficulté, les soutient, voire leur laisse la place pour que ces dernières puissent s'exprimer. Dans une démarche de connaissance, il s'agit de ne pas empêcher l'émergence des idées originales et marginales, ce qui implique de limiter les rapports de pouvoir.

Cédric : « Avant d'arriver à une coformation, il faut quand même avoir fait cette expérience du dialogue, de l'élaboration d'une parole, de la confronter avec d'autres, de s'être retrouvé avec des personnes d'un autre milieu que le sien. [...]. Ce qu'on vise c'est que les gens consolident leurs compétences et qu'ils soient de plus en plus pointus pour faire valoir l'essence de leur

milieu. [...] Ce qu'on demande à chaque fois aux gens c'est de faire place à la pensée et à la parole de celui qui est le plus nouveau dans la démarche, celui qui a le plus de difficultés, le plus de mal à dire les choses. Pour nous, c'est un principe éthique fondamental. » (Entretien, volontaire permanent, 13 mai 2015)

L'université populaire est conçue comme un prérequis incontournable pour les acteurs affaiblis qui souhaitent représenter le mouvement ATD. Les militants quart monde doivent passer plusieurs années dans cet espace de dialogue pour s'aligner sur le style de groupe de l'« expert quart monde » et pouvoir participer aux activités politiques de l'association.

Gaston : « Par exemple si tu veux demander à des militants quart monde en France d'aller à une audition au CES [Conseil Économique et Social], à la CNDH [Conseil National des Droits de l'Homme] ou aux Nations unies, à ATD Quart Monde, on préfère que ça soit des gens qui ont participé à l'université populaire pendant plusieurs années. Ils sont formés à sortir de la plainte et à avoir une parole pour une collectivité et non centrée sur eux. L'aspect politique est une prolongation de l'université populaire ou alors l'université populaire est un outil qui sert au combat politique. » (Entretien, volontaire permanent, 12 mars 2015)

En tant qu'espace d'identification, l'université populaire accorde la légitimité nécessaire pour pouvoir représenter ATD Quart Monde. Pour Stanley Cavell (1996), dire « Je » ou « Nous » constitue un pouvoir en tant que revendication. Il est rationnel de vouloir parler au nom des autres même si le porte-parole n'a absolument rien pour fonder cette légitimité. Souvent, cette revendication de parler au nom des autres est pensée en termes de délégation : « Je cède ma voix par le vote ». Cavell, quant à lui, permet d'aborder la question de la représentation à partir de l'expérience commune. La reconnaissance de la voix collective se fonde alors sur une confiance préalable qui, dans le cas d'ATD Quart Monde, se construit au sein de l'université populaire.

Un autre espace d'ATD Rhône-Alpes vise plus directement à développer une argumentation publique appelée « pôle politique ». Celui-ci rassemble des membres actifs qui veulent porter ou qui portent déjà la parole du mouvement auprès des pouvoirs publics. Le pôle politique s'est ouvert tardivement à la présence de quelques militants quart monde, ce qui pose question et sera développé dans le chapitre suivant. Ce groupe est un lieu de formation et de transmission des valeurs et des orientations politiques pour apprendre à parler au nom d'ATD Quart Monde. Il s'agit ainsi d'un espace de « cadrage militant » dans son sens stratégique « d'alignement des cadres d'interprétation » (Jasper, 1997, p. 77).

Adrien : « C'est pour donner des outils, des clés aux gens sur ce qu'on appelle entre guillemets le message politique du mouvement. Le message politique du mouvement, ce n'est pas : "On prend aux riches", par exemple [...]. On travaille sur la position du mouvement qui n'est pas seulement la parole des plus pauvres, mais qui est une position de réflexion croisée avec les plus pauvres, avec les alliés et les personnes qui les accompagnent. [...]. Quand on a été préparé en amont sur ce que l'on peut dire au nom du mouvement, on est beaucoup plus fort. On ne parle plus en son nom propre [...]. Dans chaque action que nous menons en interne ou que nous dirigeons vers les pouvoirs publics, ce pôle politique vise à nous questionner sur ce que les plus pauvres ont à gagner et à chercher la réponse ensemble. [...]. On réfléchit

ensemble à un discours commun, à construire une culture commune pour trouver une cohérence entre les [sous-divisions] locales. » (Notes d'observation, animateur du pôle politique, journée régionale d'ATD Rhône-Alpes, 26 avril 2014)

En suivant ce discours, l'activité de cadrage militant n'est pas nécessairement une stratégie menée par des entrepreneurs de cause qui chercherait à imposer des cadres d'interprétation décidés par le haut (les responsables associatifs) vers le bas (les membres). Une vision plus dialogique de la notion de cadrage militant peut être adoptée dans une optique de redonner ses lettres de noblesse à une activité qui reste nécessaire à l'action collective (Cefaï, 2007). Même si certaines valeurs fonctionnent comme des filtres à la prise de décision, le responsable du pôle politique rhônalpin évoque une activité de construction collective des positions de l'association.

Les acteurs affaiblis qui participent aux actions d'ATD Rhône-Alpes suivent donc un processus de politisation qui débute à l'université populaire et se poursuit dans d'autres espaces comme le pôle politique. Cette politisation s'effectue elle-même par un processus d'identification à un groupe qui dispose de présupposés communs, sans pour autant effacer le rapport subjectif à l'engagement.

2.2. Le processus d'auto-identification subjectif des militants quart monde

La fonction principale de l'université populaire est celle d'un espace infrapolitique. À ce titre, elle ne vise pas l'organisation de l'action collective. Ce serait d'ailleurs contre-productif par rapport à ses objectifs de développement de la connaissance sur la pauvreté et de libéralisation de la parole des acteurs affaiblis —, au regard de l'étude sur la non-participation qui a mis en lumière un rejet de l'engagement et une méfiance du milieu associatif. On va voir que l'identification des militants quart monde se réalise alors sur le long terme par un processus d'entrée en résonance progressive avec les valeurs et le genre discursif d'ATD Quart Monde sans faire disparaître les subjectivités. L'identification à la figure d'engagement idéaltypique de l'« expert quart monde » laisse effectivement la place à une multitude de sous-figures d'engagements possibles qu'il s'agira de présenter.

Pour Daniel Cefaï (2007), les identités collectives ne sont pas de simples étiquettes. Elles ne sont pas figées une fois pour toutes et « relèvent [...] d'un processus continu d'institution d'un "nous", d'invention d'une tradition ou de fabrication d'une collectivité » (Cefaï, 2007, p. 505). À l'intérieur du groupe, l'identité collective est en lien avec le monde vécu des membres et fait intervenir des processus d'auto-affirmation et d'auto-apprentissage de soi, mais aussi des processus d'interactions avec les autres membres ou le monde extérieur. Les conventions « ne sont ni des règles éprouvées par chacun en son for intérieur ni des règles imposées à chacun par une coercition extérieure : elles adviennent dans le déroulement des performances publiques, en situation » (Cefaï, 2007, p. 621). Conformément à la pensée de John Dewey, les règles ne sont jamais intransgressibles et peuvent laisser place à une

créativité individuelle et collective. Cette vision des conventions peut aussi être appliquée à la transmission des valeurs. L'observation montre que ces dernières ne sont pas imposées, mais suggérées en situation. Par exemple, l'université populaire fait l'objet d'*apartés* pour mentionner les combats d'ATD Quart Monde ou pour rappeler certaines valeurs.

< L'animateur du groupe rappelle au début que l'on cherche à agir pour une vie plus juste. Pour cela, tout le monde doit être présent, surtout les plus pauvres. Il affirme qu'ATD Quart Monde a besoin d'eux pour agir. > (Notes d'observation, animateur d'un groupe de préparation, 12 janvier 2015)

Dans ce groupe de préparation, l'animateur évoque les valeurs d'inclusion d'ATD Quart Monde avec son orientation d'« aller vers les plus pauvres ». Celles-ci sont également évoquées par l'animateur général, comme lors d'une université populaire sur le thème du logement : « *On a besoin de la réflexion de tout le monde. On en a besoin pour construire un monde plus juste. On a absolument besoin de tout le monde, des personnes qui ont un logement, des personnes qui n'ont pas de logement.* » (Notes d'observation, animateur général, UP logement, 12 janvier 2016)

Si les orientations et les conventions d'ATD Quart Monde sont régulièrement évoquées, elles ne constituent pas des filtres à l'expression des acteurs affaiblis. En l'occurrence, l'université populaire sur le thème de l'immigration qui a été présentée dans la première section est un bon exemple pour montrer que les valeurs de l'association n'effacent pas totalement les subjectivités. Jacques, le militant quart monde qui avait écrit un texte sur son rapport aux étrangers, a transformé son point de vue dans l'interaction avec le volontaire permanent qui l'a encouragé à s'exprimer. Pour autant, il conserve un certain rejet des immigrés et une position de « priorité aux Français » qui entrent en contradiction avec les valeurs d'ATD Quart Monde. Il lui est tout de même permis de s'exprimer au sein de l'université populaire. Cela fait une dizaine d'années que Jacques se considère membre du mouvement et il participe à d'autres actions, comme les coformations ou certaines campagnes politiques. Ainsi, même s'il ne partage pas l'ensemble des valeurs d'ATD Quart Monde, il est autorisé à endosser un rôle de représentation de l'association dans des activités tournées vers l'extérieur. En entretien, Jacques explique qu'on ne lui a jamais interdit de s'exprimer, mais qu'il s'autolimité dans les sujets qu'il aborde afin de conserver sa légitimité en tant que militant quart monde.

Les militants quart monde adoptent les conventions et les valeurs dans un processus d'auto-identification et d'intériorisation de l'ancrage commun. Ceci implique des transformations du rapport à soi vers la figure idéaltypique de l'« expert quart monde » tout en conservant des spécificités individuelles. Par exemple, en participant à l'université populaire sur le logement et la vie à la rue, un militant quart monde transforme son rapport à l'engagement en adoptant la démarche de connaissance qui consiste à aller vers les acteurs affaiblis pour apprendre d'eux. Il s'agit d'un processus d'auto-apprentissage de soi qui s'effectue dans l'interaction avec les autres membres du mouvement.

Géraldine : « *Je voudrais dire que j'ai complètement changé. Dans mon groupe, quand on m'a posé la question : "Qu'est-ce que vous croyez que les gens de la rue peuvent nous apprendre ?" J'ai été interloqué. Par la suite, j'ai compris et j'ai découvert que je ne devais pas aller vers eux pour leur apporter, mais pour apprendre d'eux.* » (Notes d'observation, militant quart monde, UP logement, 12 janvier 2016)

Par ailleurs, le processus d'identification peut s'appuyer sur une entrée en résonance des valeurs avec la subjectivité des acteurs affaiblis. Il est inutile d'essayer de repérer si des valeurs étaient déjà présentes avant la participation aux actions d'ATD Quart Monde pour pouvoir affirmer que l'identification est volontaire. C'est pour cela que la notion d'« entrée en résonance » semble adaptée à l'analyse. Quel que soit le passé des militants quart monde, certaines valeurs sont considérées comme des éléments de culture propre à leur subjectivité présente. Par exemple, Suzie, une militante quart monde évoque certaines valeurs d'ATD Quart Monde comme des raisons de son engagement, à savoir le rejet de la charité, de la solidarité et de l'émancipation.

Question : « Qu'est-ce qui t'a donné envie de t'impliquer davantage dans ATD ? »

Suzie : « *Ce sont la solidarité et l'émancipation. Je suis contre l'assistanat. Les Restos du cœur donnent dans un esprit de mendicité qui n'aide pas la personne. Tandis qu'ATD Quart Monde fait un accompagnement pour permettre aux gens de sortir de la précarité en s'appuyant sur leurs atouts. Il les aide à apprendre à se servir de leur intelligence. C'est ça qui m'a donné envie de m'impliquer.* » (Entretien, militante quart monde, 20 janvier 2016)

Suzie a déjà un parcours militant, au sein du Secours populaire notamment. Certaines de ses valeurs antérieures entrent en résonance avec celles d'ATD Quart Monde, renforçant alors ses raisons de participer. En l'occurrence, cette militante affirme que le rejet de la charité était une raison de son engagement au sein du Secours populaire qu'elle distingue d'autres organisations, comme les Restos du cœur. Cependant, dans la mesure où les acteurs considèrent certaines valeurs comme une partie intégrante de leur subjectivité, il importe peu de savoir si elles étaient préexistantes.

D'autres militants quart monde découvrent les valeurs d'ATD Quart Monde et transforment leur subjectivité pour les intégrer, à l'instar de ce couple de militants quart monde :

Question : « Quelles sont les valeurs d'ATD avec lesquelles vous vous retrouvez ? »

Marc : « *D'aller vers le plus pauvre, le plus en difficulté, mais pas pour l'aider physiquement, l'aider à faire les choses avec lui.* »

Julie : « *Pour moi le combat d'ATD, c'est vraiment faire en sorte que l'on soit tous égaux dans notre société, faire que chacun trouve sa place.* » (Entretien, couple de militants quart monde, 30 avril 2014)

Contrairement à Suzie, Marc et Julie n'ont pas de parcours militant avant leur engagement au sein d'ATD Quart Monde. Ce couple affirme s'être découvert une certaine sensibilité à la cause et aux valeurs défendues par l'association au cours de leur participation à l'université

populaire. Dans leur cas, ce sont aussi à travers les conversations ordinaires avec les autres membres d'ATD Quart Monde de leur groupe de préparation (en particulier un autre couple de militants dont ils sont très proches), qu'ils ont construit progressivement leur subjectivité. Le processus d'auto-identification aux valeurs de l'association est favorisé par le cadre intimiste, presque familial, de l'université populaire et de son contexte militant.

En dehors des valeurs, les conventions de l'université populaire sont progressivement adoptées par les membres, comme l'inclusion discursive des personnes les plus en difficulté. Certains militants quart monde laissent par exemple volontairement leur temps de parole à d'autres participants.

Brigitte : « Parfois, je suis sûr que la personne là-bas avait quelque chose à dire, mais qu'elle n'a pas eu le temps ou qu'elle n'a pas osé le dire. Souvent, j'ai voulu prendre la parole, mais je me suis tue alors que je suis bavarde. C'est tout un travail que j'ai dû faire sur moi-même. Maintenant, je me dis qu'il y a des personnes qui ont des choses plus importantes à dire que moi. Moi, je sais qu'à un moment ou un autre, je pourrais exprimer ce que j'ai à dire ici ou ailleurs. Si on ne veut pas m'écouter, je le crie ! » (Entretien, militante quart monde, 16 avril 2014)

Comme Brigitte, beaucoup de militants quart monde qui se sont renforcés par le processus d'infra-politisation mettent en application leur engagement au sein de l'université populaire en direction des autres participants, en leur laissant la place, en les aidant à prendre confiance pour qu'ils s'expriment, en les encourageant à prendre la parole ou encore en portant la parole des absents.

Marion : « Pour moi, l'objectif est d'y aller pour donner mon opinion et puis aussi pour donner l'opinion de ceux qui ne peuvent pas se déplacer à l'assemblée. Par exemple, l'année dernière, il y en avait une qui faisait toujours la préparation, mais qui ne venait jamais à l'UP parce qu'elle ne se sentait pas prête. Il fallait donc retenir ce qu'elle disait pour pouvoir donner son opinion dans l'assemblée. Ainsi parfois on est les porte-paroles de ceux qui ne peuvent pas venir et je trouve ça important. » (Entretien, militante quart monde, 30 avril 2014)

Le processus d'identification des militants quart monde transforme l'engagement individuel du « débrouillard » et du « veilleur citoyen » en un engagement collectif au sein d'un groupe autour d'un style idéaltypique que l'on a appelé l'« expert quart monde ». L'ethnographie de l'activité militante rhônalpine ainsi qu'un document interne produit à partir d'un congrès sur les engagements permettent toutefois de dessiner une multitude de rôles que s'attribuent eux-mêmes les militants quart monde (archive, congrès des engagements, 2011). L'« expert quart monde » se décline de la sorte en une multitude de sous-figures d'engagements collectifs en fonction des subjectivités de chacun. Le tableau ci-dessous décrit celles que l'on a repérées, elles ne sont pas exclusives les unes des autres et le tableau n'est pas exhaustif.

Le débatteur	Je viens pour donner mon avis et le confronter aux autres. Je veux transmettre mon expérience pour nourrir le combat d'ATD Quart Monde.
L'anthropologue	Je tiens un carnet où j'écris mes réflexions sur ce qui se passe autour de moi pour approfondir les connaissances du mouvement sur la pauvreté. J'écris une biographie sur mon engagement ou sur ma vie.
L'altruiste	Je viens pour soutenir les autres, encourager certains à prendre la parole, porter la parole de ceux qui ne sont pas encore capables de venir. J'essaie de me taire pour laisser la place aux autres.
Le rabatteur	Je me donne le rôle d'en parler autour de moi, d'aller chercher les plus pauvres, pour que d'autres puissent profiter de la même chance que moi.
Le combatif	Je me bats déjà pour moi, pour sortir de la misère et pour ma famille. Je participe, car cela me renforce.
Le justicier	Je me renseigne sur mes droits pour les faire reconnaître et aider d'autres personnes en situation de pauvreté à se défendre face aux institutions.
Le diffuseur	Je me renseigne sur les activités d'ATD Quart Monde et je participe à certaines d'entre elles. Mon but est de transmettre les valeurs du mouvement dans mon milieu et à l'extérieur. Par exemple, je participe à d'autres associations pour y faire valoir les idées du mouvement.
L'activiste politique	Je veux faire changer les choses, je participe à l'université populaire pour avoir des informations qui vont me servir dans des activités politiques. Je vais à la rencontre des décideurs pour leur faire changer d'avis sur la pauvreté, lutter contre les idées reçues. Je participe à des actions collectives d'ATD Quart Monde comme le groupe politique ou dans des campagnes nationales.
Le spécialiste	Je me spécialise dans un ou deux domaines (souvent lié à des expériences de vie) : santé, logement, éducation, culture, emploi, famille, justice, etc. Ce choix peut provenir de la participation à des coformations qui sont thématiques ou à un réseau interne d'ATD.
La roue de secours	Je suis là en cas de besoin, mais je ne préfère pas m'engager sur la durée. Je peux soutenir quelqu'un dans sa responsabilité en co-animation.

Figure 8 : Tableau des figures d'engagement auto-attribuées des militants quart monde

Le processus d'auto-identification aux valeurs d'ATD Quart Monde s'entremêle avec le développement d'un sentiment d'appartenance, voire de redevabilité envers l'association et ses membres. Le sentiment d'appartenance à un groupe renvoie à une solidarité collective et à un attachement à un ensemble beaucoup plus souple que la notion d'identité collective.

Question : « Est-ce que tu te retrouves dans les valeurs d'ATD ? »

Odette : « Je veux transmettre les valeurs d'ATD. C'est important de le mettre en valeur, car c'est un mouvement qui a du mérite. [...] Il m'a beaucoup appris. Sans ATD, je n'arriverais pas

à faire ce que je fais et je ne serais pas là aujourd'hui avec toi. [...]. Dès que je rencontre quelqu'un, je parle d'ATD. » (Entretien, Odette, militante quart monde, 3 février 2016)

Comme l'indique ce discours, l'identification n'est pas seulement liée aux valeurs, mais aussi à l'attachement envers ATD Quart Monde incarné par ses membres. L'engagement collectif de cette militante quart monde est celui du « diffuseur » (se reporter au tableau des engagements). L'analyse de son discours montre que le rôle qu'elle s'attribue est associé à un sentiment de redevabilité envers l'association. Ce type de sentiment n'est évidemment pas isolé dans la mesure où les volontaires permanents proposent un soutien ou un accompagnement des militants quart monde. Afin d'éviter une trop forte dépendance de ces bénéficiaires par rapport aux salariés, ces derniers sont appelés à changer de missions et de lieux tous les quatre à six ans. La première année d'une nouvelle équipe a alors pour but de pérenniser les engagements des militants quart monde, car le risque de défection est très fort dans les moments de transition. Si certains quittent l'association, les autres dépersonnalisent l'attachement pour le transformer en sentiment d'appartenance à ATD Quart Monde. Celui-ci se dévoile avec le terme de « militant quart monde ».

Question : « Qu'est-ce que représente pour toi le terme de militant quart monde ? »

Marc : « Ça nous donne une autre raison de vivre. On ne reste pas simplement chez soi. C'est une certaine fierté que de faire autre chose que de regarder la télévision. » (Entretien, militant quart monde, 2 mai 2014)

Jacques : « Ça prouve que le pauvre a le droit de parler et de s'exprimer alors que d'habitude le pauvre est toujours mis sur la touche comme quand on jouait au foot. Le pauvre n'a pas la force de parler, de s'exprimer [...]. Chacun a une richesse en lui. Je suis fier d'apporter mon vécu à ATD Quart Monde. Avant, je ne voyais pas les choses comme ça. Pour moi, les pauvres restaient toujours en bas, dans la survie. » (Entretien, militante quart monde, 18 février 2016)

Louise : « C'est une fierté. Quand je vais voir mon médecin et qu'il voit que je ne vais pas bien, il m'encourage à aller à ATD. Il me dit : "Allez-y, ça vous fait du bien. C'est un soutien moral. C'est votre vie, on le sent bien". » (Focus group, militante quart monde, 10 février 2016)

Le sentiment d'appartenance s'incarne par l'auto-identification au terme de « militant quart monde » ou simplement de « militant ». Étant donné que le terme de « quart monde » évoque directement la situation de pauvreté, certains ne l'utilisent pas pour se présenter. Les acteurs forts d'ATD Quart Monde sont appelés « alliés » et « volontaires ». Ainsi, les « militants » sont bien les acteurs affaiblis du mouvement, mais ce mot constitue une manière positive de les présenter. Le processus d'identification s'effectue également par rapport à l'extérieur. Certains l'utilisent pour désigner un engagement collectif lié à un ensemble d'activités afin de se valoriser auprès de leur entourage. Le terme de militant quart monde s'appuie sur des renversements de stigmatisme : du pauvre démissionnaire passif (la télévision) à l'acteur de sa propre vie ; de l'inactivité à la militance au sein d'un collectif ; du silence de l'isolement social lié à la honte de sa situation à l'expression sur une expérience valorisée (la richesse) ; d'une position d'exclusion dans la société (la touche) à une position de centralité dans une association ; de l'assisté à sujet de droit.

S'il existe un sentiment d'appartenance à l'association, le terme de « quart monde » évoque un attachement à un groupe social, un passé lié à l'expérience de la pauvreté et un parcours de vie lié à un processus d'émancipation. À ce titre, l'exemple de Nicole, une militante quart monde devenue volontaire permanente, est particulièrement riche d'enseignement. En effet, cette dernière refuse de s'identifier à sa nouvelle fonction et préfère se présenter comme une « militante permanente », un terme qu'elle a elle-même inventé.

Nicole : « *Je suis la seule. C'est un choix que j'ai fait, personnel. Je pourrais dire que je suis volontaire. On me l'a souvent proposée, mais jusqu'à présent j'ai toujours refusé. Mon identité, ma porte d'entrée dans le mouvement, c'est le militantisme. J'ai un respect pour le volontariat et l'alliance, mais à chaque fois que je pense, que je fais, que je réfléchis, c'est à partir de mon milieu. [...] Mon identité de base c'est les plus pauvres. Je suppose que beaucoup de volontaires pourraient dire la même chose, mais dans tous les cas ça me sécurise beaucoup de rester militante. Si j'ai des comptes à rendre, c'est envers les miens. C'est mon identité, je ne vais pas la changer.* » (Entretien, militante permanente, 7 avril 2016)

À l'instar de Joseph Wresinski, Geneviève Defraigne-Tardieu utilise la notion de peuple du quart monde. Celle-ci est sociologiquement critiquable dans l'universalité de l'expérience de pauvreté qu'elle suggère. C'est d'ailleurs pour cette raison que la notion de quart monde est réduite à un usage interne¹. Michel Wieviorka élabore également un concept sociologique de la « mémoire » qui peut être attribué au terme de « quart monde ». La mémoire repose sur la subjectivité des acteurs qui demandent justice et reconnaissance au nom d'un passé certes collectif, mais qui affecte chaque personne singulièrement dans son intégrité physique ou morale. La démarche d'ATD Quart Monde qui entend faire entrer le sous-prolétariat dans l'histoire peut relever de cette charge mémorielle lorsqu'elle consiste « à faire sortir ce passé de son silence, à rappeler les espoirs, les attentes des perdants et, plus largement, des laissés-pour-compte du passé » (Wieviorka, 2012, p. 13).

L'idée de peuple a tendance à disparaître des textes officiels et le terme de « quart monde » est utilisé seul. Cette catégorie peut être analysée comme une identité collective combative de la pauvreté, mais qui reste spécifique à ATD, identité sur laquelle se fixe le processus d'auto-identification et le sentiment d'appartenance des acteurs affaiblis au sein de l'association. Il s'agit d'un processus de politisation par l'adoption d'un système de valeurs et de croyances tout en conservant un espace subjectif d'auto-appropriation du sens de l'engagement. Les acteurs affaiblis affirment progressivement une attitude de résistance à la domination d'abord individuelle, puis collective dans un alignement sur le style idéaltypique de l'« expert quart monde ». Par ce biais, ils développent un certain nombre de compétences civiques et de savoir-être qui sont transférables à d'autres contextes que celui des activités d'ATD Quart Monde, comme le champ politique.

¹ Contrairement à la notion d'exclusion sociale qui a largement été diffusée.

3 — Les transformations dans le rapport au politique

Un cens caché et une auto-exclusion laissent souvent les acteurs affaiblis en marge des dispositifs participatifs (Mazeaud et Talpin, 2010). Les bifurcations de trajectoire vers des rôles de militant ou d'élu sont alors beaucoup plus rares (Talpin, 2008). À partir de ce constat, le soupçon d'apathie politique n'est pas loin, ce que les travaux de Marion Carrel tentent de contredire (Carrel, 2013). L'auteure s'intéresse aux effets fragiles de « contre-pouvoir délibératif temporaire » en milieu populaire. Elle note un processus d'*empowerment* des participants et une amorce de politisation. Selon son étude, ces effets sont déclenchés par le passage « du “silence” (auto-exclusion dans le débat public ou formes violentes d'expression) à une prise de parole critique, fruit de leur positionnement dans un conflit argumenté » (Carrel, 2006, p. 36). On va poursuivre l'analyse du processus de politisation des acteurs affaiblis au sein d'ATD Quart Monde, entendue ici comme le développement de l'intérêt à la chose publique et de la volonté de transformation sociale.

3.1. Derrière l'apparente apathie politique

Beaucoup d'études sur les processus de politisation se focalisent sur le champ politique et sur les pratiques électorales. À l'instar de certaines études sur la « citoyenneté ordinaire » (Carrel et Neveu, 2014), on a opté pour une revalorisation des « signaux faibles de citoyenneté » ou de la « petite politique » (Overney, 2014) comme fondement d'un processus d'*empowerment* politisé. À rebours de l'hypothèse d'apathie des acteurs affaiblis, des formes ordinaires de rapport au politique peuvent préexister à l'action collective dont l'analyse permet d'appréhender les conditions de politisation.

Tout d'abord, certains militants quart monde affirment qu'une raison de leur participation initiale réside dans leur volonté de changer les choses. Ils ont tout de suite repéré l'aspect militant du dispositif et ont comme motivation de départ une envie d'agir par exemple pour que leurs enfants ou petits-enfants ne vivent pas les mêmes situations qu'eux. C'est le cas de Damien et Marion qui ont connu le mouvement dès l'enfance, car leurs parents étaient militants quart monde. Après une longue période de rupture avec l'association, ils sont revenus dans un but de changer les choses dans la société. Pour ce type d'acteurs affaiblis, l'engagement au sein d'ATD Quart Monde est choisi pour son aspect politique.

Marion : « *Je ne suis pas entrée à ATD pour faire une colonie de vacances ou me trouver des copains. Je suis entrée parce que je pense que la cause est juste et qu'il faut faire bouger les choses. D'autres associations luttent contre la misère et distribuent de la nourriture, mais ATD est la seule qui discute avec des politiques. C'est pour ça que c'était important pour moi d'entrer à ATD.* » (Entretien, militante quart monde, 30 avril 2014)

Éric, quant à lui, est venu dans un premier temps pour l'aspect relationnel, mais a très vite découvert la dimension militante de l'université populaire, ce qui a renforcé sa motivation

pour venir de manière régulière. De même, la raison initiale de la participation de Benoît est sa curiosité et sa volonté de s'ouvrir sur le monde. À la fin de son entretien, l'évocation de la dimension politique de l'action renforce sa motivation à y participer : « *Tu vois tu m'as convaincu. J'aime m'investir surtout si je sais que j'ai des choses à amener et que ça peut faire bouger les choses. Je suis gentil, mais rebelle. J'aime trouver des solutions et remettre certaines choses en question* » (Entretien, Benoît, usager, 17 février 2016).

Alors que l'hypothèse de l'apathie politique des pauvres a une tendance à la généralisation, l'étude des raisons de l'engagement des militants quart monde montre que certains acteurs affaiblis ont un intérêt pour la chose publique. C'est même cette politisation qui les encourage à s'engager dans le mouvement ATD Quart Monde. Cependant, l'analyse de discours montre également un rejet de la « politique partisane ». Ce rejet est très fort même chez les participants les plus réguliers et engagés au sein d'ATD Quart Monde. L'analyse de la socialisation politique des acteurs affaiblis a donc nécessité un contournement méthodologique. Le simple terme de « politique » faisant l'objet d'un rejet, les questions posées se sont tournées vers l'intérêt pour les questions de société et sur la volonté de changer les choses. On va poursuivre ici les résultats de l'étude de la non-participation des acteurs affaiblis pour aborder leur rapport ordinaire à la politique. Paradoxalement, le rejet du champ politique peut servir de fondement à une socialisation politique, mais critique.

Le rejet du champ politique s'est dévoilé dans les entretiens de militants quart monde et dans la participation observante au centre d'accueil de jour pour SDF à chaque mention du terme « politique ». Dans un premier temps, les personnes commençaient très souvent par dire qu'ils ne s'intéressaient pas à la politique et qu'ils ne la comprenaient pas. À partir de ce constat et en adoptant une vision restreinte de la « politisation », l'hypothèse d'apathie se confirme¹. Pourtant, en prolongeant la conversation, beaucoup d'acteurs affaiblis étaient capables d'expliquer les raisons de leur rejet. Les registres de justification sont alors révélateurs d'une politisation construite en opposition au champ politique à partir de deux idéaltypes : les « résignés » et les « révoltés ».

D'une part, les « résignés » adoptent un discours reliant leurs problèmes quotidiens à une corruption, une déconnexion et à un désintérêt des décideurs politiques par rapport à leur situation. Ils ne suivent pas l'actualité politique et préfèrent se focaliser sur l'immédiateté de leurs difficultés et sur les stratégies de survie. Ils ont un discours fataliste sur la chose publique et affirment l'inutilité ou l'impossibilité d'agir en vue de transformer le monde. Certains auteurs utilisent la notion de résignation comme synonyme d'apathie (Bajoit, 1988 ; Bègue, 2007). Cependant, la distinction de ces deux notions permet de souligner que la première renvoie à une renonciation et n'implique donc pas un manque d'intérêt.

¹ Une vision de la politisation restreinte à l'intérêt pour la politique (institutionnelle ou partisane) amène à la thèse de la dépolitisation comme le fait Etienne Schweisguth (2010).

D'autre part, les « révoltés » s'appuient sur le même constat que les « résignés » pour dresser un portrait alarmant de la société. À l'instar de certains SDF qui suivent beaucoup l'actualité sur les télévisions des centres d'accueil, leurs discours reposent sur des éléments factuels et des connaissances liées au champ politique. Même si les arguments ne sont pas toujours construits ou cohérents, les « révoltés » relient leurs situations de vie difficile à des problèmes de société. Pourtant, ils affirment comme les « résignés », l'inutilité d'agir pour changer les choses et adoptent un discours fataliste sur la société.

Une analyse rapide pourrait amener à conclure à une dépolitisation des « résignés » et des « révoltés ». Cependant, en demandant d'expliquer leur position, l'inutilité d'agir est reliée à un manque de ressources et d'opportunité bien plus qu'à un manque d'intérêt. Même ceux qui affirment ne pas avoir envie d'agir l'expliquent souvent par un manque de stabilité dans leur vie quotidienne. Pour ces derniers, un renforcement individuel semble un prérequis à la mobilisation.

Comme cela a déjà été mentionné, le groupe de préparation en participation observante a travaillé sur la notion de « pouvoir d'agir » avec des usagers d'un centre d'accueil de jour pour SDF. Si pour beaucoup le concept était trop abstrait, cinq personnes sont tout de même venues discuter dans les réunions du GPO. Le premier enseignement de ce travail est que les participants qui faisaient partie des profils des « résignés » et des « révoltés » ont le sentiment d'avoir des barrières pour agir, car liés à un jugement fataliste sur leur situation et le monde qui les entoure. « *Je suis immigré. La société empêche d'agir ceux qui n'ont pas la nationalité française. L'âge aussi empêche d'agir. [...] On est prêt pour changer les choses, mais on est bloqué* », explique Rachid (Notes d'observation, usager, 22 et 27 janvier 2016).

L'absence d'engagement et d'action collective ne signifie pas absence d'intérêt ou d'envie d'agir. L'évocation de l'existence de barrières à l'action de la part des participants aux réunions du GPO montre qu'ils perçoivent un éloignement de la chose publique, ce qu'ils jugent négativement. Ces acteurs affaiblis « résignés » et « révoltés » n'ont donc pas de désintérêt, mais portent un jugement lucide sur leur situation. Les discussions du groupe de préparation en participation observante arrivent à la conclusion que ce sont les problèmes du quotidien qui empêchent d'agir pour changer les choses et qu'il faut d'abord agir pour soi, afin de régler ses problèmes individuels. « *Si tu veux changer le monde, commence par te changer toi-même* », affirme Igor (Notes d'observation, usager, 22 et 27 janvier 2016).

La nécessité de renforcement individuel se fait encore plus ressentir pour ceux qui sont isolés socialement. Ces derniers semblent souvent totalement désintéressés par la chose publique et les initiatives de transformation sociale. Ce type d'acteurs affaiblis pourrait alors être qualifié d'apathique, ce qui n'est en réalité qu'une apparence. Les personnes désaffiliées socialement (Castel, 1994) forment ainsi un troisième idéaltype qui accepte plus difficilement d'entrer en relation avec autrui. L'impossibilité de leur parler implique des difficultés méthodologiques pour accéder à leurs discours. C'est donc à partir des entretiens de militants quart monde qui

affirment avoir été dans cette situation qu'il est possible d'émettre quelques hypothèses. Ces acteurs affaiblis expliquent leur mobilisation à partir d'un long cheminement pour sortir de la honte. Ce processus repose souvent sur un besoin relationnel et la construction sur plusieurs années d'une confiance individuelle avec un volontaire permanent ou un membre actif. Les « désaffiliés », devenus militant quart monde, estiment qu'ils n'avaient pas forcément de désintérêt pour changer les choses, mais que la notion même n'avait pas de sens. Leur quotidien d'isolement social les empêchait d'imaginer un autre monde.

Même si les « désaffiliés » ont effectivement un désintérêt pour les initiatives de transformation sociale, cela ne signifie pas pour autant une absence de signaux faibles de citoyenneté. En effet, certains ont une volonté d'agir à leur échelle en faisant des petits actes civiques ou de solidarité. Par exemple, Patricia qui vit dans un hébergement d'urgence ramasse les mégots dans la rue pour des raisons écologiques. Il semble toujours possible de trouver des signaux de citoyenneté, aussi faibles soient-ils. D'autres pratiques solidaires ont été évoquées dans l'assemblée plénière de l'université populaire sur le « pouvoir d'agir ».

Robin : « *Je me propose d'aider les gens à marcher dans la rue. Quand la rue est verglacée et qu'il y a des personnes âgées qui ne peuvent pas tenir, je les aide gracieusement [...]. Je les aide comme je peux tout en étant handicapé moi-même.* » (Notes d'observation, militant quart monde, UP « pouvoir d'agir », 7 février 2015)

En outre, certains « désaffiliés » font preuve d'un sens de la débrouillardise important dans leur stratégie quotidienne de survie. Comme on l'a vu, ceci peut être valorisé dans les termes d'une attitude de résistance à la domination sur laquelle une volonté de changer les choses peut prendre appui. Après la première réunion du GPO sur la notion de « pouvoir d'agir », Marie, alcoolique et qui peut être qualifiée de « désaffiliée », est partie en colère. En entretien, elle évoque ses raisons qui sont liées à sa honte de ne pas agir. Pourtant, Marie est revenue à plusieurs reprises aux réunions du GPO. Lors d'une université populaire sur la « fierté », les mêmes raisons l'ont encouragée à partir, mais un membre du GPO l'a rassurée et elle a décidé de rester. Elle s'est alors exprimée sur sa fierté d'avoir un appartement et d'être encore en vie malgré tous ses problèmes.

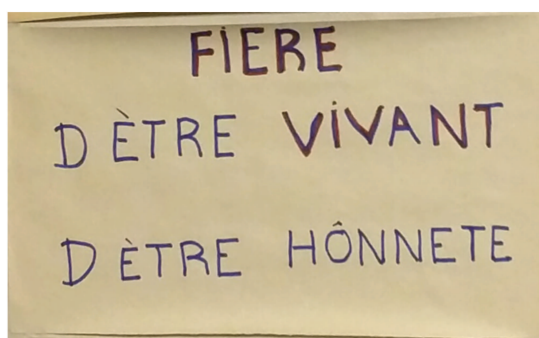


Figure 9 : Post-it sur la fierté de Marie

Cet exemple montre que les barrières à la participation développées dans la première section du chapitre renforcent l'éloignement des acteurs affaiblis à la chose publique. Cependant, la persistance de Marie dans sa tentative de participer aux réunions du GPO montre l'existence d'un intérêt en permanence réfréné par sa situation d'isolement social. L'intérêt pour la chose publique et les initiatives de transformation sociale peut alors être renforcé par l'action des entrepreneurs de cause.

« *Je considère que je n'ai pas la puissance pour agir. J'aurais besoin d'un intermédiaire comme vous ATD, comme un chef. J'aimerais bien agir, j'ai la volonté, mais il faut me pousser un peu* », explique Patricia (Notes d'observation, usager, 22 et 27 janvier 2016). De même, pour Fadel, « *il faut que quelqu'un appuie sur le bouton d'interrupteur pour changer les choses* » (Notes d'observation, usager, 22 et 27 janvier 2016). La perception d'un besoin d'intermédiaire pour susciter l'action est bien le signe d'un intérêt à la chose publique et aux initiatives de transformation sociale. Le rapport au politique de certains acteurs affaiblis est donc lié à un éloignement qui semble difficile à diminuer de manière individuelle. Le besoin d'intermédiaire est ressenti encore plus fortement lorsqu'il s'agit de participer à une action collective. Les participants au groupe de parole sur le « pouvoir d'agir » évoquent quelques projets solidaires qui leur tiendraient à cœur. Mais à la question de savoir s'ils vont les mettre en œuvre, ils répondent que cela leur semble très difficile. Même si un groupe est déjà construit sur le thème en question, ils ne savent pas s'ils oseront se lancer. Ils réaffirment donc leur nécessité d'avoir des personnes de confiance pour les encourager. Encore une fois, il existe chez ces citoyens marginalisés une envie d'agir qui est réfrénée par un sentiment d'incapacité.

L'étude du rapport au politique ordinaire des acteurs affaiblis montre ainsi qu'il existe des signaux faibles de citoyenneté. Ces derniers ne se résument pas aux petits actes de solidarités de la vie quotidienne. Paradoxalement, le rejet du champ politique peut constituer un signal de citoyenneté critique à partir duquel une attitude de résistance peut se développer. Par ailleurs, il existe un intérêt pour la chose publique et la transformation sociale qui encourage certains à s'engager. D'autres sont réfrénés par un sentiment d'incapacité ou de fatalité. Ils affirment la nécessité d'un soutien extérieur ou d'un renforcement individuel pour pouvoir réaliser leur envie d'agir. C'est ce qui a été développé avec la notion d'infrapolitisation. Ce processus peut conduire à un engagement collectif, comme l'« expert quart monde », mais peut également se poursuivre dans des transformations du rapport au politique.

3.2. Du rejet de la « politique partisane » à la valorisation de la « politique au sens noble du terme »

L'apathie politique des acteurs affaiblis conçue comme un désintérêt total pour changer les choses à son échelle ou à celle de la société n'est qu'apparente, pour reprendre l'hypothèse de Marion Carrel (2013). Il existe une base de socialisation politique sur laquelle il est possible

d'envisager un processus de politisation progressif. Cependant, l'intérêt initial pour la chose publique et les initiatives de transformation sociales qui ont été notées précédemment reste très diffus, et les citoyens marginalisés ne passent que très rarement à l'acte, d'où la nécessité d'un cadre qui permet de susciter un tel processus.

L'université populaire constitue une formation à la citoyenneté qui apporte certaines compétences civiques propres à l'« expert quart monde ». De plus, ce dispositif a des effets de renforcement individuel et d'infra-politisation. Defraigne-Tardieu (2012) se focalise sur la construction des savoirs émancipatoires et interroge peu leur transfert dans la vie quotidienne, notamment en termes de politisation. Or, l'université populaire a des effets sur les acteurs affaiblis en termes de développement d'un intérêt pour la chose publique et de compétences communicationnelles qui sont transférables au champ politique et associatif.

Tout d'abord, beaucoup de militants quart monde affirment qu'ATD constitue un tournant politique dans leur parcours d'engagement. Nombreux sont ceux à ne pas avoir de passé militant. Même pour les autres, il s'agit souvent d'une étape de politisation importante, comme pour Sylvie : « *Au secours populaire, je m'occupais du linge. ATD va beaucoup plus loin. Il va voir le président [de la République] pendant que le secours populaire reste à Saint-Étienne. ATD Quart Monde réalise un travail plus intellectuel que le secours populaire* » (Entretien, militante quart monde, Sylvie, 11 février 2016).

La politisation s'effectue principalement lors des universités populaires qui prennent des sujets politisés. En l'occurrence, un cycle de trois universités populaires a été organisé en Rhône-Alpes sur le thème de la politique d'octobre 2011 à janvier 2012. L'objectif était de permettre aux militants quart monde de développer certaines compétences politiques et d'acquérir des clés de lecture en vue des élections présidentielles d'avril 2012. Par exemple, l'une des universités populaires sur la politique a donné lieu à un débat sur l'outil de la pétition citoyenne et sur la manière de l'utiliser. Dans une autre, beaucoup d'acteurs affaiblis ont appris qu'ils payaient des impôts avec la TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée).

Achille : « *Nous avons appris ensemble que la TVA représente la moitié de l'argent de l'État [...]. Le savoir ne change pas forcément ma vie, mais je sais maintenant que je participe financièrement à la vie de mon pays. Et c'est un sentiment qui commence à pousser en moi. Ça me donne aussi le droit de regarder ce qui se passe dans notre pays et comment cet argent est redistribué par l'État.* » (Archives, militant quart monde, UP « comprendre la politique », retranscription d'ATD Quart Monde, 28 janvier 2012)

Ce discours montre le potentiel de politisation de l'université populaire. En découvrant des éléments factuels, les acteurs affaiblis peuvent renforcer leur intérêt pour la chose publique. Peu après l'intervention d'Achille ci-dessus, un débat a eu lieu sur l'idée de la suppression de la TVA et l'instauration d'un impôt sur le revenu pour tous, mais plus progressif. Comme le montre cet exemple, les trois universités populaires sur la politique ont permis à certains groupes de préparation d'aborder des questions techniques sur le fonctionnement de l'État et de ses institutions. Au sein même de l'assemblée, quelques militants quart monde évoquent

alors les effets de leur participation en termes de compréhension du champ politique. C'est le cas d'Octave : *« Je ne savais pas à quoi servait un député. Je ne m'y intéressais pas. Pourtant, j'ai toujours voté depuis l'âge de 18 ans pour faire mon devoir de citoyenne. Maintenant, je sais : le député sert à faire voter les lois. »* (Archives, militant quart monde, UP « comprendre la politique », retranscription d'ATD Quart Monde, 28 janvier 2012)

Deux ans après, une militante quart monde revient sur la triade des universités populaires sur la politique. Le fait qu'elle évoque cet événement en entretien montre que les effets de développement de l'intérêt à la chose publique sont importants. À l'époque, elle venait tout juste de commencer à venir à l'université populaire.

Julie : « L'UP sur la politique m'a marquée parce qu'avant je n'y comprenais rien du tout et que j'en avais horreur. Quand les informations en parlaient, je changeais de chaîne. Pour moi, les hommes politiques étaient tous des crapules. Mais à cette UP j'ai appris certaines choses que je ne savais pas, que je n'arrivais pas à comprendre. Ça m'a un peu fait aimer la politique. » (Entretien, militante quart monde, 2 mai 2014)

En poursuivant l'entretien, cette militante qui peut être considérée comme une « résignée » reconnaît qu'elle met toujours à distance le monde politique. Cependant, elle a maintenant certaines connaissances ainsi qu'un attrait pour les questions de société. Elle affirme que sa participation à l'université populaire lui a permis de faire une différence entre la « politique politicienne » et la « politique au sens noble du terme ». Cette distinction est très présente parmi les militants quart monde. Elle est également mise à jour régulièrement dans les universités populaires qui prennent des thèmes politiques.

Par exemple, lors d'une université populaire où était invité Thierry Braillard, adjoint au maire de Lyon devenu plus tard secrétaire d'État aux sports, le débat a pris une tournure conflictuelle. En effet, les militants quart monde n'ont pas hésité à exprimer le rejet de la « politique partisane » et de ses membres. Certains ont évoqué l'existence d'un « fossé » entre les citoyens et les hommes politiques. D'autres ont rappelé le manque de confiance et le soupçon de corruption qu'ils peuvent avoir envers eux. Face à l'inefficacité des hommes politiques, beaucoup ont valorisé la « politique au sens noble » pour faire « changer les choses ». La réaction de Thierry Braillard montre que le rejet du champ politique s'est particulièrement affirmé dans cette université populaire.

Thierry Braillard : « Je vais avoir peut-être un discours d'une tonalité un peu différente et vous m'en excuserez. Une société civile, je ne sais pas ce que ça veut dire. Et parler de société civile, c'est stigmatiser le politique. Il se trouve que je ne suis pas un professionnel de la politique. Demain, je peux arrêter mon mandat d'élu, j'ai mon métier. Et ça, je crois que c'est très important. Et je pense qu'il ne faut pas penser que les politiques sont une race à part. Ce qui m'a gêné dans ce que j'ai entendu, c'est cette idée de "tous pourris". Je pense que tel n'est pas le cas [...]. Donc la société civile, pour moi ça n'existe pas. Moi aussi je fais partie de la société civile. » (Archives, UP « comprendre la politique », retranscription d'ATD Quart Monde, 28 janvier 2012)

Si l'université populaire ne réconcilie donc pas forcément ses participants avec le champ politique, elle renforce l'intérêt à la chose publique et redonne de la valeur à la notion d'engagement collectif. La politisation des acteurs affaiblis peut donc prendre une forme conflictuelle par rapport au champ politique. Si le rejet de « la politique partisane » persiste, le rapport au politique « au sens noble du terme » peut tout de même se transformer.

À l'instar de Thierry Braillard, certains décideurs institutionnels ou politiques sont invités régulièrement. Ces derniers sont conviés à écouter sans intervenir. En règle générale, ils s'expriment à la fin pour faire une synthèse de ce qui les a marqués dans ce qui a été dit. Cette présence discrète se distingue des prises de paroles publiques habituelles des décideurs. De plus, par l'énumération de ce qu'ils ont retenu, ils procurent une sensation de pouvoir d'influence pour les participants. Ce ne fut pas le cas par exemple avec Thierry Braillard qui a donné un sentiment d'échec pour beaucoup. « *Lors de l'université populaire, si j'arrive à toucher un invité, à lui faire changer son regard et à élargir sa compréhension pour moi c'est gagné. Après, s'il transmet par lui-même cet esprit d'ATD dans une assemblée, ça change tout* », explique Damien (entretien, militant quart monde, 30 avril 2014). La présence des invités donne donc une fonction politique à l'université populaire. La reconnaissance accordée par leur écoute renforce un intérêt pour la chose publique et une volonté de transformation sociale.

Un débat sur l'importance de voter qui a eu lieu lors d'une université populaire intitulée « comment se faire entendre ? » est intéressant à analyser pour continuer l'étude du rapport au politique des militants quart monde. Si cette pratique citoyenne est valorisée, elle est loin d'être considérée comme le seul moyen de s'exprimer. Il n'y a pas non plus de culpabilisation à s'abstenir.

Éva : « Franchement, en tant que citoyenne, je ne sais pas si je vais voter. Voilà ce que je peux vous dire. » (Archives, militante quart monde, UP « comment se faire entendre ? », retranscription d'ATD Quart Monde, 15 novembre 2011)

Lou : « Se faire entendre, c'est voter, mais pas que ça. Se faire entendre, c'est se regrouper. Se faire entendre, c'est agir. » (Archives, militante quart monde, intervention du groupe des jeunes, UP « comment se faire entendre ? », retranscription d'ATD Quart Monde, 15 novembre 2011)

En outre, l'un des groupes de préparation propose une pièce de théâtre sur le vote. Celle-ci met en avant l'idée que cette pratique ne constitue pas une condition à la citoyenneté, en cherchant à comprendre les raisons de l'abstention des acteurs affaiblis.

< [V], un volontaire permanent, prend la parole : « Moi, j'irai voter ». [M], un militant quart monde, rebondit : « Moi, je ne vais pas voter, ce n'est pas obligatoire en France ». [V] reprend : « Je vais voter parce que je trouve que c'est un bon exemple pour dire que chacun a la même valeur ». [M] poursuit : « On n'a pas besoin de voter pour montrer qu'on a la même valeur. Je suis citoyen comme toi. [...] Que je vote ou que je ne vote pas n'arrangera pas ma situation ». [V] conclut : « Je ne crois pas que j'arriverai à te convaincre. Mais je peux redire ce

que je t'ai dit au début : par le vote chacun est aussi important et j'aime ça ». > (Archives, groupe de Vénissieux, UP « comment se faire entendre ? », retranscription d'ATD Quart Monde, 15 novembre 2011)

Même si la pratique du vote est valorisée par le volontaire permanent, il ne cherche pas à convaincre le militant quart monde et à changer sa position. Il s'agit d'une pièce de théâtre qui a été préparée, ce qui signifie qu'il s'agit d'un message qui a été validé collectivement par un groupe de préparation. Il y a donc bien une volonté de montrer que l'abstention ne doit pas être une source de culpabilité et que la citoyenneté ne se limite pas au vote. Au regard de cet exemple, l'université populaire de Rhône-Alpes n'a pas pour objectif de réconcilier ses participants avec le champ politique. Cependant, la participation à cet espace infrapolitique peut avoir des effets de rapprochement.

Sylvie : « Il a fallu que je rentre à ATD pour comprendre un peu la politique. Je ne comprends pas beaucoup mieux, mais avant je m'en désintéressais. Maintenant, je vote régulièrement et je suis entrée dans le groupe politique pour apprendre à quoi ça servait. » (Entretien, militante quart monde, 11 février 2016)

À l'instar de cette militante qui est membre du pôle politique, certains membres actifs s'engagent dans des actions collectives organisées par les sous-divisions locales. Ils vont par exemple à la rencontre de leurs maires ou députés afin de défendre les valeurs d'ATD Quart Monde. En effet, l'échelle nationale du mouvement sollicite régulièrement les groupes locaux et ses sous-divisions pour qu'ils défendent des projets de lois ou de simples orientations.

Par ailleurs, la journée internationale du refus de la misère du 17 octobre fait l'objet d'événements politisés dans toute la France. Les sous-divisions locales s'en emparent pour organiser des manifestations publiques en rapport avec le thème national. Il s'agit d'un rituel annuel dans lequel les militants quart monde engagés peuvent mettre en œuvre leurs compétences politiques acquises à l'université populaire. À Lyon, en collaboration avec d'autres associations, l'équipe régionale investit annuellement la place Carnot. Les membres actifs se répartissent les tâches pratiques et les différents stands. Les militants quart monde participent à des activités engagées : théâtres forum publics, tractage, discours préparés, interviews de journalistes, explications avec des passants sur les activités, les valeurs ou les victoires politiques du mouvement.

Lors d'une édition du 17 octobre, la délégation régionale Rhône-Alpes avait proposé à tous les militants quart monde d'aller rencontrer leurs maires pour transmettre les valeurs du mouvement. Ils avaient une lettre ouverte et une pétition à leur faire signer.

Damien : « En tant que membre d'ATD, rencontrer un élu ou un décideur comme le maire permet déjà de faire connaître le mouvement. [...] C'est une bonne initiative que j'aimerais voir reconduite plus souvent dans chaque [sous-division locale]. C'est important de faire le point avec les élus sur nos revendications, les solutions existantes et celles à apporter. » (Entretien, militant quart monde, 30 avril 2014)

Ce type d'activité militante crée des bifurcations de trajectoire militante internes à ATD Quart Monde vers des figures d'engagements politisés, comme ceux du diffuseur et de l'activiste politique¹. Les actions collectives proposées par les groupes locaux ainsi que les universités populaires qui prennent une dimension politique procurent une envie « d'aller plus loin », pour reprendre le terme utilisé par beaucoup de militants quart monde. Ce terme est bien le signe d'une politisation et d'une volonté d'entrer dans la praxis.

Beaucoup de militants quart monde développent une activité de veille par rapport au monde qui les entoure. Ils suivent davantage les actualités et vont plus facilement se renseigner sur ce qu'ils les concernent. Par exemple, Marc, un militant quart monde a développé un intérêt pour la chose publique et recherche des informations liées à son activité professionnelle.

Marc : « Il y a un grand sujet en ce moment par rapport à mon métier. On parle de la semaine de 4 jours et demi. C'est un grand débat et mon patron, Gérard Collomb, n'arrive pas à se décider. Je travaille pour la ville de Lyon. Ça me donne encore plus envie de voir la rubrique politique dans les journaux. Après je peux expliquer à mes collègues. Depuis que je suis à ATD, je me renseigne plus. Je sais que la loi est passée et j'ai appris qu'il y a un décret qui peut être modifiable donc c'est ça qu'on est en train de changer. Je fais attention à ce qui se passe dans mon travail maintenant. » (Entretien, militant quart monde, 2 mai 2014)

La politisation des militants quart monde peut alors avoir des effets de bifurcation de trajectoires vers des engagements collectifs et politiques. Encouragés par les volontaires permanents, les militants quart monde s'engagent souvent dans d'autres associations. L'analyse de discours a permis d'établir un lien entre ces engagements et la participation à ATD Quart Monde. Sylvie, par exemple, affirme qu'elle a décidé d'entrer dans une association qui aide les réfugiés à cause de la sensibilité aux plus démunis qu'elle a développée à l'université populaire. C'est aussi l'occasion, pour elle, de mettre en œuvre ses compétences politiques acquises à ATD Quart Monde. Ce type de bifurcation de trajectoire est courante pour les militants quart monde cherchant à assouvir leur « envie d'aller plus loin ». Geneviève Defraigne Tardieu (2012) évoque le cas de militants quart monde qui deviennent délégués de parents d'élève. Des militants quart monde prennent donc des rôles de représentation. Par exemple, lors d'une université populaire sur le thème de la fierté, une militante quart monde explique avoir intégré le conseil d'administration du CCAS (Caisse centrale d'activités sociales) de sa ville.

Plus rarement, des bifurcations de trajectoire se dirigent vers le champ politique. Certains militants quart monde s'impliquent dans des dispositifs de participation citoyenne institutionnelle, comme les conseils citoyens. D'autres s'investissent sur des listes électorales ou dans des partis. Par exemple, Suzie estime qu'ATD Quart Monde constitue le tournant politique dans son engagement. Celui-ci a commencé comme usagère au Secours populaire. Ensuite, cette association lui a proposé de devenir bénévole, ce qu'elle a accepté. C'est là

¹ Se reporter au tableau des engagements p. 57.

qu'elle a rencontré un membre d'ATD Quart Monde en 2013 et qu'elle a commencé à s'investir à l'université populaire. Selon elle, le dispositif lui a permis de développer des compétences politiques et communicationnelles. Suzie s'est tout de suite intéressée à la dimension politique d'ATD Quart Monde. Elle participe à beaucoup d'actions collectives proposées par son groupe local ou par l'échelle nationale. Finalement, elle décide de s'investir dans un parti politique pour mettre en œuvre ses compétences. Elle choisit le Parti communiste français, car elle trouve des résonances avec les valeurs d'ATD Quart Monde. « *On se retrouve sur les valeurs de respect de la personne et des droits humains [entre le PCF et ATD]. Je ne faisais pas de politique au départ, mais à l'usine j'ai toujours défendu le plus faible. ATD Quart Monde m'a aidé à franchir le pas politique* », explique Suzie (entretien, militante quart monde, 20 janvier 2016).

Augustine, quant à elle, milite au sein du mouvement depuis une trentaine d'années et a participé notamment à la recherche participative « quart monde université ». En 2011, elle décide de se présenter pour les législatives, mais elle n'a eu que trois cents voix. En 2015, elle s'investit sur une liste pour les élections régionales avec le Modem, mais n'a pas été élue. Augustine remarque qu'il n'est pas facile de se faire une place dans le champ politique d'autant plus qu'elle ne cache pas sa situation de pauvreté. Elle était effectivement l'une des dernières de la liste électorale sur laquelle elle s'est présentée.

Augustine : « Je voulais être candidate pour les régionales. J'ai ma place. Il faut insister, il faut rester en contact. Il ne faut pas rester dans son coin et attendre qu'on vous donne quelque chose. [...] Au départ, c'était sur un coup de colère, parce que les pauvres ne font pas de politique, donc je veux montrer le contraire. » (Entretien, militante quart monde, 23 octobre 2015)

Certains militants souhaitent ainsi mettre en œuvre leur volonté d'entrer en praxis dans le champ politique tout en évoquant les difficultés auxquelles ils doivent faire face pour se faire une place. Le cens caché semble persister même lorsque les acteurs affaiblis ont développé des compétences politiques. Ceci renforce l'attachement pour ATD qui propose un espace alternatif à cette domination. De même, les bifurcations de trajectoire des militants quart monde qu'elles soient dans le milieu associatif, dans la participation citoyenne institutionnelle ou dans le champ politique conservent généralement un lien avec l'engagement au sein d'ATD. Suzie et Augustine ont par exemple à cœur de diffuser les valeurs d'ATD Quart Monde dans leur parti respectif. Toutefois, ce type de bifurcations sont souvent celles des personnes engagées depuis plusieurs dizaines d'années et qui participent aux activités du mouvement national, comme les campagnes politiques. L'université populaire et l'action locale ne semblent donc pas suffisantes pour provoquer ce type de bifurcation.

L'université populaire et son contexte militant constituent un abri contre la domination culturelle et politique dans lequel peuvent s'exprimer les discours infrapolitiques en toute liberté. Par exemple, le rejet du politique est pris au sérieux comme un élément de culture, ce qui permet de réfléchir à un processus de politisation alternatif. Les acteurs affaiblis peuvent

alors s'investir dans une quête de sens et de renforcement individuel favorisant des bifurcations vers des formes d'engagement qui résistent à la domination. L'approche des entrepreneurs de cause qui consiste à aller à la découverte du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis sans projeter leurs propres codes culturels ne permet pas seulement de contrer les obstacles à la mobilisation, mais également de laisser s'exprimer les subjectivités. Cet aspect est essentiel afin d'éviter de remplacer une domination par une autre dans un contexte où les acteurs affaiblis ne sont pas seuls à se mobiliser, mais sont soutenus par des acteurs forts. L'analyse se doit alors de se pencher sur les sources et la mise en œuvre de l'engagement des alliés et des volontaires permanents. En effet, la simple présence de ces acteurs forts peut faire resurgir des effets de domination. En outre, la participation enclavée peut avoir des effets de fermeture sur l'extérieure venant contraster les effets de politisation et d'émancipation. C'est ce qu'illustre le cas d'ATD Rhône-Alpes où certaines tensions s'immiscent dans l'ordre local.

Chapitre 4. Un ordre local en tension

La notion d'espace public comporte une portée normative intéressante pour l'étude de l'action collective et de la chose publique. « Elle désigne en effet un espace, dans les sociétés modernes, où la participation politique passe par le médium du langage. C'est l'espace où les citoyens débattent de leurs affaires communes, une arène institutionnalisée d'interaction discursive » (Fraser, 2003, p. 105). Cependant, la notion d'espace public construite par Habermas repose sur une vision élitiste. Elle exclut une grande frange de la population et cache « des processus qui sont à mille lieues de la théorie normative » (Carrel, Guerrero et Marquez, 2003, p. 13). C'est pour cette raison que Nancy Fraser propose aux groupes à faibles ressources de s'isoler dans ce qu'elle appelle des « contre-publics subalternes » afin de consolider et diffuser des « contre-discours ». À rebours de l'idéal de mixité sociale, la dynamique d'« entre-soi » n'a pas que des désavantages (Charmes, 2009). À ce titre, le chapitre précédent montre que les enclaves participatives au sein de l'espace public peuvent permettre la sédimentation d'une culture spécifique aux acteurs affaiblis par la valorisation de leur savoir infrapolitique¹. Par un double processus de renforcement individuel et de politisation, une mobilisation collective peut naître dans l'entre-soi d'un contre-public.

Pour autant, Nancy Fraser valorise également les interactions des contre-publics avec une sphère publique plus étendue. L'entre-soi constitue une première étape de construction de contre-discours qui implique une seconde étape de publicisation afin que les groupes marginalisés puissent exercer un pouvoir d'influence. La dimension enclavée prend une fonction politique lorsqu'elle sert de support au renforcement collectif afin que les acteurs affaiblis puissent diffuser eux-mêmes leur point de vue vers l'extérieur. L'ethnographie des pratiques du groupe local d'ATD Rhône-Alpes vient, à cet égard, contraster l'analyse de l'université populaire en tant que contre-public.

À l'échelle internationale, le cadre normatif de la communauté épistémique converge avec la condition de publicisation des contre-discours par les personnes qui subissent la domination. Le principe d'« activisme émancipateur » entend en effet accorder une place centrale aux acteurs affaiblis dans le combat d'ATD Quart Monde. En devenant acteurs d'initiatives de transformation sociale, les personnes concernées par la pauvreté peuvent s'émanciper en même temps qu'elles apportent leur savoir infrapolitique à la communauté épistémique. Un autre principe se retrouve dans le projet du croisement des savoirs qui s'appuie sur la remise

¹ En dehors du « contre public subalterne », une autre notion aborde cette question, à savoir celle d'« espace public oppositionnel » proposé par le philosophe de la théorie critique Oskar Negt et par l'essayiste Alexander Kluge (1972). Contrairement à Nancy Fraser, ces auteurs proposent de sortir totalement du cadre théorique d'Habermas trop ancré, selon eux, dans le libéralisme politique. Il est par exemple possible d'envisager l'existence d'un espace public prolétarien qui se construit selon des normes alternatives à celles d'Habermas. Pour Negt et Kluge, l'expérience prolétarienne se caractérise par « une conception sensible du vécu, l'importance de la proximité et de l'expression corporelle, et le primat du particulier devant la représentation abstraite » (Neumann, 2016, p. 10). Ces spécificités sont proches des résultats du chapitre précédent sur les conventions de l'université populaire.

en cause des rapports de pouvoirs établis entre les acteurs affaiblis et les acteurs forts. Dans les expérimentations démocratiques, la communauté épistémique valorise alors le critère de validité de l'inclusion radicale qui propose une participation de A à Z des « personnes en situation d'extrême pauvreté ». Par ce biais, ATD Quart Monde entend remettre en cause la domination culturelle en construisant et en diffusant ses propres codes de la vie sociale avec les personnes concernées.

Ce cadre normatif contraignant se heurte cependant à certaines tensions lorsqu'il s'agit de l'appliquer dans les activités quotidiennes d'ATD Rhône-Alpes. Les interactions entre les membres construisent un « ordre local » (Friedberg, 1992) dans des compromis entre des exigences pratiques, des priorités subjectives et les principes d'action de la communauté épistémique. Il s'agira d'analyser la place des militants quart monde dans la construction de ces compromis locaux. Si le chapitre précédent a permis de mettre en lumière la quête subjective de sens des acteurs affaiblis qui se réalise au sein de l'université populaire, l'analyse de discours des militants quart monde fait apparaître certaines « frustrations relatives » concernant la vie associative locale. Des effets de fermeture vers l'extérieur et des effets de domination internes viennent effectivement limiter le processus d'émancipation et de politisation.

La notion de « frustration relative » fait référence à « un état de tension » subjectif « entre ce que des individus se considèrent en droit d'attendre et ce qu'ils reçoivent effectivement » (Corcuff, 2009, p. 242). En l'occurrence, il s'agit d'un état de tension entre les principes de la communauté épistémique et les pratiques du groupe d'ATD Rhône-Alpes. Des frustrations relatives des acteurs affaiblis naissent des disputes avec les acteurs forts qui justifient leurs positions ou qui font évoluer leurs pratiques. C'est à partir de ce type de discours métapragmatique (Boltanski, 2009) que l'on va analyser les tensions de la construction de l'ordre local d'ATD Rhône-Alpes. Les résultats de ce chapitre seront à mettre en perspective avec ceux de la troisième partie de la thèse qui explore certaines tentatives internes de dépassement des limites qui seront présentées ici.

Section I — Les effets contrastés de l'entre-soi sur la praxis

L'étude de Blandine Destremau (2011) sur les communautés d'Emmaüs invite à les considérer comme des espaces protecteurs et réparateurs pour les acteurs affaiblis qui s'abritent de la domination. Loin des injonctions des politiques sociales à l'autonomisation, à la responsabilisation et à l'activation, le mouvement de l'Abbé Pierre s'appuie sur des normes alternatives au modèle libéral. Si la protection d'Emmaüs est particulièrement forte¹, les résultats du chapitre précédent permettent de présenter le groupe local d'ATD Rhône-Alpes avec son université populaire comme un espace réparateur s'appuyant sur des normes alternatives. Dans ce contexte, l'entre-soi favorise l'infrapolitisation des acteurs affaiblis. L'étude de Clémentine Comer (2017) sur les organisations d'agricultrices montre cependant les ambiguïtés de la dimension réparatrice de l'entre-soi. Celle-ci n'est pas toujours un support à la résistance sur le long terme. En effet, dans les groupes de parole qu'elle a analysés, elle observe des effets simultanés de politisation et de dépolitisation.

Plus précisément, c'est le repli sur soi qui limite le développement d'une attitude de résistance à la domination culturelle. « Le processus de subjectivation [...] implique à la fois des rapports conflictuels et une grande réflexivité des acteurs vis-à-vis d'eux même, mais aussi des organisations, de la société et de ses institutions. La subjectivité est à la fois un rapport à soi et un rapport au monde » (Pleyers et Capitaine, 2016, p. 11) qui suppose également d'entrer dans la praxis pour se reconnaître et être reconnu en tant qu'acteur (Farro, 2000, p. 139). En l'occurrence, l'université populaire s'appuie sur un contexte militant. Toutefois, celui-ci a une tendance à l'entre-soi, ce pour quoi cette section explore les ambiguïtés de la relative fermeture d'ATD Rhône-Alpes sur l'extérieur dans son entrave à la praxis.

L'analyse diachronique de Blandine Destremau sur les communautés d'Emmaüs rend compte des questionnements de cette association sur la place des « compagnons ». Ces derniers sont les acteurs affaiblis qui s'engagent au sein du mouvement créé par l'Abbé Pierre et peuvent donc être comparés aux militants quart monde. Par exemple, les compagnons peuvent désormais s'inscrire dans les actions de plaidoyer, ce qui leur était refusé pendant longtemps. Cependant, il s'agit avant tout d'une inscription dans les textes qui rend possible officiellement cette participation et l'on sait peu de choses sur sa mise en application pratique. Par contraste, ATD Quart Monde n'a jamais fermé les portes de l'action politique aux militants quart monde. Bien au contraire, l'association s'est construite sur la volonté de leur « faire monter les marches de l'Élysée, de l'ONU et du Vatican »². Il s'agit d'un principe d'action de la communauté épistémique qui considère que l'entrée dans l'activisme est une source d'émancipation pour les acteurs affaiblis. Conformément au cadre normatif défendu par ATD, les militants quart monde sont donc conviés à s'ouvrir vers l'extérieur en devenant acteurs de la transformation sociale. Le terme de « militant » est précisément utilisé dans

¹ Les compagnons ont une activité rémunérée, un logement, de la nourriture et ont accès à certains services.

² Joseph Wresinski fait cette promesse dès 1956 aux habitants du camp de Noisy-le-Grand.

l'optique d'inclure des citoyens marginalisés dans le combat politique de l'association, ce que l'on va confronter à l'analyse des pratiques à l'œuvre dans l'ordre local d'ATD Rhône-Alpes.

Le chapitre précédent a dévoilé certains effets individuels, collectifs et politiques de l'espace protecteur et réparateur que constituent le groupe local et son université populaire. En particulier, les militants quart monde développent un intérêt pour la chose publique et une volonté de transformation sociale. Cependant, en poursuivant l'enquête ethnographique, l'existence de barrières à l'entrée en praxis vient contraster ces effets de politisation. L'analyse de l'ordre local montre un déclin progressif de l'action politique d'ATD Rhône-Alpes. Ceci entre en tension avec le principe de l'« activisme émancipateur » d'ATD Quart Monde, mais aussi avec le processus de décentralisation et de déconcentration des questions sociales en France.

1 — L'évanescence de la praxis

À partir d'une enquête ethnographique et d'une analyse culturelle de l'action collective, Nina Eliasoph (2010) met en lumière l'existence d'une culture de l'évitement du politique dans les groupes civiques américains qu'elle a étudiés. Celle-ci consiste en une dévalorisation de la discussion tournée vers l'« esprit public » (Pitkin, 1972) en termes de droits et de justice. S'il réapparaît « en coulisse », dans la sphère intime et dans le contexte de l'entretien, Nina Eliasoph met en lumière un processus d'évaporation du politique à mesure que la discussion devient publique.

« Le cycle de l'évaporation politique prend sa source dans un mélange d'ambivalence et de curiosité ; les gens ne naissent pas apolitiques. Au-delà de cette couche apolitique fictive, des obstacles barrent la route de tous les groupes qui essaient d'exprimer des sentiments guidés par l'esprit public dans des contextes publics. » (Eliasoph, 2010, p. 306)

D'après les résultats de son enquête, la majorité des bénévoles agissent sur des actions concrètes, mais ne réfléchissent pas publiquement aux causes des souffrances qu'ils tentent d'apaiser. Certains groupes amplifient alors le désir de repli sur soi, d'autres évitent tout simplement de parler politique en réunion et dévalorisent ceux qui tentent de le faire. Certains militants ont tout de même à cœur l'esprit public, mais ne le mettent pas en œuvre dans l'espace public, car ils se heurteraient à de nombreuses barrières de la part des institutions ou des médias.

L'analyse ethnographique du groupe local d'ATD Rhône-Alpes permet de discuter les conditions de validité des résultats de Nina Eliasoph dans le contexte français, à l'instar de Camille Hamidi (2010) et de Julien Talpin (2011). Loin d'être évitée, la discussion tournée vers l'esprit public est valorisée par la pratique du débat au sein de l'université populaire.

Ainsi, beaucoup d'acteurs affaiblis qui participent aux activités d'ATD Quart Monde développent un intérêt pour la chose publique et une volonté de transformation sociale. Cependant, un processus d'évaporation est à l'œuvre dans l'ordre local d'ATD Rhône-Alpes à propos de la praxis. Il ne s'agit pas d'un évitement délibéré de la part des entrepreneurs de cause, mais davantage d'une évanescence de la praxis, dans le sens où l'action de transformation sociale s'efface dans les pratiques du groupe local sans pour autant être dévalorisée dans les discours. L'ordre d'ATD Rhône-Alpes repose sur une relative fermeture de l'association par rapport à l'extérieur, ce qui limite les actions collectives et politiques concrètes, qu'il s'agisse de sensibilisation, d'interpellation politique, de représentation, de protestation, etc. Certains militants quart monde développent alors un sentiment de frustration faisant apparaître deux profils idéaltypiques, l'une en adaptation : l'« expert de l'université populaire » et l'autre en opposition : le « frondeur ».

1.1. Les effets de fermeture d'une enclave citoyenne

Cass Sunstein affirme que la « délibération enclavée constitue à la fois un danger pour la stabilité sociale, une source de fragmentation sociale, et un garde-fou contre l'injustice sociale » (Sunstein, 2011, p. 390). Le chapitre précédent a montré l'intérêt de cette délibération enclavée dans des « contre-publics » afin de permettre l'expression et la construction des revendications des acteurs affaiblis. Sunstein confirme cet intérêt et postule même qu'il s'agit certainement du seul moyen de garantir que les idées des groupes marginalisés puissent être entendues. Cependant, il affirme aussi la nécessité de se confronter à l'extérieur afin d'éviter les effets de polarisation, entendus comme un processus de radicalisation des points de vue dans un collectif.

« Il est important de s'assurer qu'il existe des espaces sociaux pour la délibération entre individus de même sensibilité, mais il est tout aussi important de vérifier que les membres des groupes concernés sont [...] susceptibles de discuter avec des individus ayant des points de vue différents. Le but de cette discussion est de promouvoir les intérêts de ceux qui sont à l'intérieur et à l'extérieur des enclaves en questions, en exposant les membres du groupe à des positions rivales, en leur permettant d'échanger des opinions avec d'autres, et de voir les choses de leurs points de vue, et en veillant à ce que la société ne les marginalise pas, et donc ne se coupe d'opinions qui peuvent se révéler être justes, ou du moins informatives. » (Sunstein, 2011, p. 418)

Les conventions d'ouverture communicationnelle de l'université populaire et la présence, certes discrète, d'acteurs forts permettent de limiter de tels effets de polarisation. En effet, si les militants alliés s'expriment peu afin de laisser la parole aux acteurs affaiblis, l'animation suscite ponctuellement leur intervention dans l'optique de permettre une amorce de confrontation des points de vue entre groupes sociaux distincts. Par ailleurs, dans les autres activités du groupe local, les militants alliés prennent plus facilement la parole.

Cependant, la confrontation avec les militants alliés ne signifie pas une confrontation avec l'extérieur de l'association. En tant qu'espace infrapolitique, la relative fermeture de

l'université populaire est indispensable pour créer une confiance qui brise le silence des acteurs affaiblis. La présence des militants alliés ne remet pas en question cet aspect d'autant plus qu'ils partagent la même culture militante. Même si les militants alliés proviennent d'un groupe social différent des militants quart monde, ces derniers partagent avec eux un sentiment d'identification et d'appartenance à l'association et à ses valeurs. « *À l'université populaire, même s'il y a un invité, nous débattons entre nous, alliés, militants, mais surtout entre membres du mouvement* » (Entretien, Sophie, militante quart monde, 8 avril 2016). Si la fermeture est relative, c'est parce que l'université populaire invite des personnalités extérieures (politiques, associatifs, fonctionnaires, chercheurs, etc.). Ces derniers sont conviés à se taire pour écouter l'assemblée, mais disposent tout de même d'un espace de parole pour réagir et faire la synthèse de ce qu'ils ont retenu.

À l'instar de celles de Fraser (2003), les réflexions de Sunstein amènent à se questionner sur les relations entre les différentes enclaves proches, mais aussi avec des publics plus éloignés et les pouvoirs publics. La délibération enclavée n'a pas seulement des effets de polarisation : l'exemple du groupe local d'ATD étudié va permettre de souligner qu'elle a également des effets de fermeture. Cette clôture favorise alors l'évanescence de la praxis : une activité de transformation sociale qui exige précisément la confrontation avec l'extérieur.

Les effets de fermeture du groupe local et de son université populaire limitent en particulier le transfert des compétences acquises en dehors de cet espace protecteur. « *Quand je vais à des réunions en dehors d'ATD, je ne comprends rien et je pars au bout de dix minutes. En revanche, à ATD, j'ose dire quand je ne comprends pas* », explique Dounia (notes d'observation, militante quart monde, formation au croisement des savoirs, 29 mars 2015). Les conventions inclusives de l'université populaire qui permettent l'expression des acteurs affaiblis sont respectées par les membres d'ATD Quart Monde, dont les militants alliés. De même, les invités sont engagés en situation à suivre la grammaire de la vie publique spécifique à l'espace infrapolitique. Mais face à d'autres acteurs forts, beaucoup de militants quart monde conservent un sentiment de honte par rapport à leur situation. Ainsi, la confiance en soi, le respect de soi et l'estime de soi développés au sein d'ATD Quart Monde restent fragiles lorsqu'il s'agit de se confronter à l'extérieur. Cela provoque un effet de fermeture qui circonscrit certains renforcements individuels à l'enceinte de l'enclave citoyenne.

L'université populaire est pourtant conçue comme un espace de formation interne à la citoyenneté dans l'optique de transférer les compétences acquises vers l'extérieur. Si le chapitre précédent a montré que certains militants quart monde prennent des bifurcations de trajectoire individuelle, collective et politique, celles-ci restent limitées à ceux qui ont un long parcours dans l'association. Ce sont souvent les militants quart monde qui ont pu participer à des actions proposées par ATD France s'ouvrant vers l'extérieur¹ qui prennent ce type de chemin. Alors que l'université populaire permet aux militants quart monde de consolider leur

¹ Comme celles qui seront analysées dans la troisième partie.

point de vue et de trouver le ton ainsi que la distance nécessaire pour l'exprimer, à l'échelle locale, peu d'entre eux mettent à profit cette préparation dans des actions collectives et politiques concrètes. L'université populaire favorise donc un processus de politisation pour les acteurs affaiblis, mais celui-ci exige ensuite d'autres espaces pour mettre en application une volonté de transformation sociale.

Candice : « *Je pense que l'université populaire est un premier niveau. Après y avoir passé beaucoup de temps, il faudrait accéder à un deuxième niveau pour ne pas avoir l'impression de tourner en rond. Après la loi de 1998, en Île-de-France, un groupe de citoyenneté a été créé dans cet esprit avec les gens des universités populaires qui se répartissaient pour explorer selon la thématique, puis qui se réunissaient pour partager.* » (Entretien, ancienne déléguée nationale d'ATD Quart Monde, 18 mars 2016)

Les initiatives comme celle du groupe citoyenneté en Île-de-France sont assez rares. Le pôle politique rhônalpin se limite à un espace de réflexion qui ne mène pas d'actions concrètes. Quelques sous-divisions locales¹ impulsent tout de même une dynamique d'action collective, à l'instar du réseau-école qui mène principalement des actions de sensibilisation. La sous-division locale menée par Frédéric, un volontaire permanent à la retraite, s'inscrit dans une telle dynamique d'action collective. Par exemple, en 2015, les membres de ce groupe ont participé à la réalisation d'un film sur la pauvreté. C'est également le cas des groupes « jeunes » de Lyon et de Saint-Étienne. Ces derniers sont des sous-divisions qui fonctionnent en autogestion et sélectionnent des projets communs de sensibilisation ou d'interpellation politique. Par exemple, le groupe de Saint-Étienne a participé au Parlement libre des jeunes Rhône-Alpes. Mais les autres sous-divisions locales sont principalement axées sur la préparation des universités populaires et les initiatives de transformation sociale restent très ponctuelles². Les événements de la journée annuelle du 17 octobre constituent ainsi une des rares occasions régulières pour réaliser des activités militantes au sein d'ATD Rhône-Alpes.

Le groupe « jeunes » de Lyon a d'ailleurs périclité lors de la phase d'observation. Il n'existe plus aujourd'hui par manque de participants. Ses anciens membres jugent que la principale difficulté résidait dans l'exigence de régularité. En effet, ce groupe organisait des actions collectives et avait besoin de militants actifs. De plus, le renouvellement générationnel est un défi actuel d'ATD Quart Monde qui se retrouve dans beaucoup d'associations³. Pour les anciens membres du groupe jeune, l'échec se situe à ce niveau. Dans la mesure où la moyenne d'âge était élevée à l'université populaire, il était difficile, selon eux, de recruter des jeunes militants quart monde susceptibles d'avoir développé les « capacités nécessaires » pour intégrer ce groupe d'action.

¹ L'organisation du travail militant d'ATD Rhône-Alpes se fractionne en effet dans des sous-divisions locales dont les échelles d'action varient (commune, quartier, rue, un centre d'accueil de jour pour SDF, etc.). Ces groupes rassemblent entre cinq et une vingtaine de membres et mènent leurs propres actions.

² De plus, lorsque des groupes locaux mènent des actions de sensibilisation ou d'interpellation politique, ce sont souvent les militants alliés qui s'en occupent, ce qui sera développé dans la section suivante.

³ Les responsables d'ATD Rhône-Alpes ont d'ailleurs lancé un projet en 2017 dans le cadre de l'université populaire pour essayer d'atteindre les jeunes. Dans ce dispositif, la moyenne d'âge est effectivement assez élevée. C'est d'ailleurs l'échec du groupe jeune qui a initié ce projet.

Ce type de discours capacitaire se retrouve aussi chez les volontaires permanents qui estiment que les militants quart monde doivent d'abord se renforcer avant de pouvoir intégrer des initiatives d'action collective. À partir d'une logique de protection, les responsables d'ATD Rhône-Alpes restent prudents lorsqu'il s'agit d'inviter les militants quart monde à se joindre aux activités quotidiennes du groupe local. Alors que l'entrée dans la praxis pourrait être facilitée par un processus de diminution progressive de la protection des acteurs affaiblis, les observations suggèrent le maintien de cette logique protectrice. Ceci entre en tension avec les principes de la communauté épistémique qui met en avant une volonté d'ouverture et d'inclusion systématique des personnes « les plus en difficulté ». Si cette tension sera analysée plus en détail dans la section suivante, il est d'ores et déjà possible de noter qu'elle constitue une barrière à l'entrée en praxis des acteurs affaiblis au sein du groupe local d'ATD Rhône-Alpes. Les effets de fermeture de l'université populaire fragilisent le transfert du renforcement individuel vers l'extérieur. Parallèlement, peu d'opportunités se présentent dans les groupes locaux pour favoriser un transfert progressif.

L'observation a révélé une autre raison à l'échec du groupe jeune de Lyon lié à un effet de fermeture, à savoir l'entre-soi du « groupe d'amis ». Certains jeunes avaient essayé de rejoindre le collectif, mais s'étaient sentis exclus à cause des liens forts qui existaient entre les membres réguliers. En l'absence d'un volontaire permanent, beaucoup de sous-divisions locales ont une tendance à l'« entre-soi », se transformant en groupe d'amis fermé. Si l'assemblée plénière de l'université populaire accueille régulièrement de nouvelles personnes par l'action des entrepreneurs de cause, elle présente tout de même une dimension familiale. Ainsi, le dispositif ne permet pas de favoriser l'ouverture vers l'extérieur des acteurs affaiblis, préférant rester dans l'espace d'intimité et de protection proposé par l'université populaire.

1.2. La frustration relative à la praxis des participants à l'université populaire

Les effets de fermeture d'ATD Rhône-Alpes et de son université populaire renvoient donc à une faible offre d'action collective, une tendance à l'« entre-soi » des sous-divisions locales et à une prudence des volontaires permanents, réticents à encourager les militants quart monde à mener des initiatives collectives et politiques. Ces éléments favorisent une séparation pour les acteurs affaiblis entre l'espace protecteur d'ATD et le monde extérieur et constituent des barrières à l'entrée en praxis. Ces barrières font entrave à une volonté de transformation sociale que beaucoup de militants quart monde réguliers ont développée au sein de l'association.

Brigitte : « Des délégations, comme le groupe jeune de Lyon, rencontrent les élus. Ce genre de rencontre peut avoir un impact parce qu'on est reçu et écouté. On met les politiques en face de leurs responsabilités et ils sont obligés de faire quelque chose. Dans ma [sous-division locale], je constate que ça ne se fait pas. Il faudrait multiplier ce type d'action collective. Ça donne des objectifs. J'ai quelques idées. » (Entretien, militante quart monde, 16 avril 2014)

Brigitte, déjà été évoquée à plusieurs reprises, est une militante quart monde politisée. Elle a de l'intérêt pour la chose publique et une volonté de transformation sociale. Si son discours ne met pas en avant un sentiment de frustration par rapport à l'absence d'actions collectives dans sa sous-division locale, c'est parce qu'elle participe à des initiatives nationales qui lui permettent d'entrer dans la praxis. Ainsi, elle ne fait pas pression sur ses collègues pour transformer les pratiques de son groupe. Cependant, l'exemple du groupe « jeune » et les idées d'action collective qu'elles énumèrent sont tout de même le signe d'une volonté d'application locale de son engagement collectif et politique qui ne trouve pas d'appui sur les pratiques de sa sous-division. En entretien, beaucoup de militants quart monde actifs adoptent un discours proche. L'absence d'action collective à l'échelle locale est justifiée par les difficultés pratiques et ne fait pas l'objet de critiques officielles. Dans le cadre relativement informel de l'entretien, des signes de frustrations se font tout de même ressentir.

Suzie : « On a rencontré les assureurs dans une université populaire. [...] Par exemple, ça serait bien de créer une entente entre ATD Quart Monde et la MACIF en leur demandant d'assurer les personnes en difficultés. Il faudrait monter un groupe d'action qui travaille sur cet objectif, pour faire des propositions et ensuite pour aller rencontrer le président de la MACIF. Je pense qu'il y aurait beaucoup de militants qui seraient d'accord pour participer à ce projet qui amènerait une amélioration dans leur quotidien. Le problème, c'est qu'il faut qu'un volontaire s'en occupe et crée le groupe. Il n'y a pas assez d'actions de ce genre à ATD. »
(Entretien, militante quart monde, 20 janvier 2016)

Ici, Suzie évoque une frustration par rapport à un manque d'actions collectives du groupe local rhônalpin. L'exemple qu'elle donne s'appuie sur les débats qui se sont déroulés dans une université populaire sur le thème des assurances. Si le dispositif est orienté vers des objectifs de formation, des propositions politiques concrètes peuvent apparaître. Certains participants développent alors une volonté de poursuivre les idées de l'université populaire dans des groupes d'actions collectives de sensibilisation ou d'interpellation. Un invité de l'université populaire sur les assurances partage d'ailleurs l'intérêt de Suzie sur la proposition d'assurance universelle : *« J'ai trouvé judicieux et extrêmement ingénieux de proposer une assurance universelle au même titre que la couverture maladie universelle. Ce sont bien les participants qui ont fait cette proposition. J'aimerais bien savoir quelles seront les suites qui lui seront données »* (entretien, Henri, invité de l'université populaire, responsable associatif, 30 septembre 2015).

Sur les trois ans d'observation de l'université populaire Rhône-Alpes aucune proposition concrète issue du dispositif n'a fait l'objet de poursuites dans des groupes d'actions collectives. Pour les organisateurs, il ne s'agit pas d'un objectif. La fonction politique de l'université populaire se résume à la politisation des militants quart monde et aux effets individuels sur les invités. Les assemblées plénières font par ailleurs l'objet d'une retranscription qui est envoyée à un « groupe lecture » d'ATD France. L'enquête par entretien des volontaires permanents locaux et nationaux suggère un processus de remontée des propositions vers le haut qui viendrait alimenter les réflexions et les actions d'ATD France. Cependant, l'analyse du discours des volontaires permanents sur ce sujet montre une

méconnaissance de la réalité concrète de ce processus, et cela même chez des responsables nationaux. Les effets de transformation sociale de l'université populaire sont donc très faibles à l'échelle locale. Ils sont indirects dans la mesure où ils se limitent à la sensibilisation des invités et ce qu'ils entreprendront de manière volontaire. L'université populaire est avant tout conçue comme un espace de formation qui doit mener à d'autres actions tournées vers la transformation sociale. Mais l'absence de lieu dédié à l'échelle locale limite cet objectif.

Un extrait d'entretien de Suzie qui évoquait ses frustrations concernant l'absence de groupe d'action collective afin de défendre la proposition d'assurance universelle a été discuté à l'occasion d'un *focus group* de militantes quart monde. L'analyse des réactions confirme l'existence de barrières à l'entrée en praxis à l'échelle locale. Les militantes quart monde en question sont membres du groupe local de Reims, ce qui suggère que les résultats de l'étude en cours ne se limitent pas au groupe rhônalpin¹.

Sarah : « Ça va mettre des années, mais ça peut se faire. Il faut travailler dessus. Rejoindre des politiciens n'est pas évident par exemple. C'est vrai que c'est une bonne idée parce que tout le monde n'a pas les moyens de payer ses assurances. [...] Il y a beaucoup de choses où je me suis dit : il faudrait aller plus loin. Moi, j'ai toujours rêvé de trouver une loi pour que personne ne soit à la rue. Il faudrait créer un groupe, mais je ne le ferais pas toute seule. »

Anna : « J'ai envie de dire qu'on nous demande de plus en plus de participer, ce qu'on ne faisait pas avant. Participer c'est bien, mais il ne faut pas que ça soit que de la participation, il faudrait aussi entrer dans l'action. On avait un groupe qui s'appelait "acteurs dans la société". C'était un groupe de parole et d'échanges. Le but était d'imaginer ce qu'on pourrait faire, mais on ne le faisait pas. Bizarrement, ce n'était pas un groupe d'action. » (Focus group de trois militantes quart monde de Reims, 10 février 2016)

La participation à l'université populaire sur le long terme peut développer une frustration relative liée à l'accumulation de propositions intéressantes qui ne sont pas développées dans des initiatives collectives et politiques. Ceci relève alors d'un « rêve » pour la première militante. Ce rêve reste individuel et semble inatteignable dans la mesure où la dynamique collective n'est pas suscitée par le groupe local et les volontaires permanents, ce qui se retrouve dans le discours de l'« espérance » de la seconde militante quart monde. L'exemple du groupe « acteurs dans la société » à Reims converge avec celui du pôle politique de Lyon. Il s'agit d'espaces de réflexion qui n'encouragent pas le passage à l'action.

Brigitte, Suzie et les militantes de Reims sont très actives dans le mouvement et manifestent une volonté de transformation sociale qu'elles mettent rarement en application à l'échelle locale. Ainsi, il semblerait qu'il existe dans certains groupes d'ATD Quart Monde, un ordre local qui favorise une évanescence de la praxis.

¹ Il est difficile de proposer un discours général sur les groupes locaux d'ATD Quart Monde étant donné que l'enquête ethnographique s'est focalisée sur le groupe local de Rhône-Alpes. Cependant, des discours semblables se retrouvent dans des entretiens de militantes quart monde provenant d'autres groupes locaux comme celui de Rennes et de Reims. A l'inverse, l'ethnographie du groupe Montréalais révèle des caractéristiques différentes comme cela sera abordé dans la troisième partie. De même, avec la proximité de la délégation nationale, il semblerait que le groupe Île-de-France dispose d'une offre d'actions collectives et politiques.

Question : « Est-ce que tu serais prête à participer à un groupe d'action ?

Sophie : « *Oui, mais si quelqu'un a l'intelligence de le proposer. Ce n'est pas à moi militante de le proposer. [...]. Moi, je n'aurais pas la force de gérer ça toute seule. Par exemple, j'avais une initiative que je me sentais capable de réaliser et je l'ai proposée à un volontaire. C'était de revoir les anciens invités de l'université populaire pour savoir si certains s'étaient engagés à changer des choses. Le volontaire ne voulait pas s'en charger. Je lui ai dit que je voulais bien le faire, mais qu'il fallait que je trouve des gens pour m'accompagner dans ce projet. Mais ce n'est pas facile.* » (Entretien, militante quart monde, 8 avril 2016)

L'évanescence de la praxis se dessine à partir des barrières auxquelles doivent faire face les militants quart monde. Certaines ont déjà été évoquées : l'absence d'espace dédié, la logique de protection et la dynamique d'entre-soi. Le discours de Sophie permet d'ajouter des barrières individuelles : le sentiment d'incapacité, le manque de confiance en-soi et le rejet de la régularité. Par ailleurs, le fait que le volontaire permanent n'aide pas Sophie à mener à bien son projet est bien le signe que l'entrée praxis des militants quart monde ne constitue pas une priorité du groupe d'ATD Rhône-Alpes.

1.3. Les figures de l'« expert de l'université populaire » et du « frondeur »

Face au constat d'évanescence de la praxis, l'observation permet de construire deux nouvelles figures idéaltypiques de fixation de l'engagement des acteurs affaiblis au sein de l'association : l'« expert de l'université populaire » et le « frondeur ».

La première est la conséquence d'un attachement fort à ATD et d'une adaptation à l'évanescence de la praxis. Les effets de fermeture de l'université populaire et de son contexte militant ainsi que le sentiment d'appartenance à ATD Quart Monde peuvent se conjuguer pour développer un renoncement à une entrée en praxis tournée vers le monde extérieur.

Brigitte : « *Je me sens bien à ATD Quart Monde, je me dis qu'ils font des trucs chouettes. Au lieu d'aller militer un coup à droite, un coup à gauche j'ai trouvé tout ce que je voulais à ATD. Je n'ai pas besoin d'aller militer ailleurs, j'ai tout ici ! Quand je vais à l'université populaire, je me dis que je retrouve les copains.* » (Entretien, militante quart monde, 16 avril 2014)

L'« expert de l'université populaire » trouve son compte dans cet espace d'intimité, de sécurité et de réparation et ne voit pas nécessairement l'intérêt d'en sortir. Certains parcours militants se résument à une participation à l'espace infrapolitique, et cela sur plusieurs dizaines d'années. Les « experts de l'université populaire » ont souvent la sensation de militer et d'agir pour ATD Quart Monde par l'unique biais de ce dispositif. Beaucoup pensent que les paroles prononcées sont réutilisées dans les combats politiques du mouvement à l'échelle nationale —, idée qui est favorisée par la pratique de la retranscription envoyée à ATD France. Ils ont alors la sensation d'être acteurs de transformation sociale, même si certains se posent tout de même des questions sur le processus de remontée de l'information qui, comme cela a été dit, ne semble pas avoir une influence déterminante.

Éric : « *Les gens vont travailler sur un sujet à l'université populaire. Ils vont dire comment ils voient les choses. Pour moi, le but des assemblées plénières est de faire remonter toutes ces informations aux pouvoirs publics pour qu'il n'y ait des actions concrètes dans le domaine en question pour améliorer les choses.* »

Question : « Comment crois-tu que ça remonte aux pouvoirs publics ? »

Éric : « *Il y a des maillons de fonctionnement que je ne connais pas encore, mais que je vais découvrir petit à petit. Je ne suis pas au courant de la façon dont les informations remontent. Ce qui m'intéresse pour l'instant c'est de participer aux UP, de faire passer certaines idées et de participer à l'animation. Je me sens utile, après le reste, je ne sais pas encore. Il y a beaucoup de choses qui restent floues encore pour moi. Il faudrait que je demande. L'intérêt principal c'est de faire remonter des situations individuelles pour que les choses avancent.* »
(Entretien, militant quart monde, 14 avril 2014)

L'ethnographie du groupe Rhône-Alpes montre que les organisateurs sont transparents sur la faible influence politique du dispositif. Le discours ci-dessus provient d'un acteur affaibli qui participe seulement depuis une année aux activités d'ATD Quart Monde. Par contraste, le discours des « experts de l'université populaire » se caractérise par la croyance en la capacité d'influence politique du dispositif. En particulier, beaucoup ont la sensation d'avoir participé aux « victoires politiques » d'ATD France.

Sylvie : « *Territoire zéro chômeur a été voté au mois de janvier. Ça prouve bien que l'on a été entendu.* »

Question : « As-tu l'impression que ta parole en université populaire va être utilisée pour ce type d'action ? »

Sylvie : « *J'espère bien. Si l'on continue de faire des universités populaires, c'est bien pour aller plus loin après.* »

Question : « La participation aux universités populaires, donne l'impression de participer à l'action du mouvement au niveau national ? »

Sylvie : « *Bien sûr, c'est le but.* » (Entretien, militante quart monde, 11 février 2016)

Beaucoup d'« experts de l'université populaire » ont développé un intérêt pour la chose publique et une volonté de transformation sociale qu'ils estiment mettre en œuvre au sein de l'espace infrapolitique. Pour les volontaires permanents, la figure de l'« expert de l'université populaire » est jugée négativement. Étant conçu comme une formation, le dispositif doit mener à des engagements collectifs et politiques. Pour cela, les entrepreneurs de cause encouragent souvent les militants quart monde à s'investir dans d'autres associations afin de mettre en œuvre leur volonté d'agir. Toutefois, beaucoup de militants quart monde ont développé un sentiment d'appartenance important par rapport à ATD et souhaitent mettre en œuvre leur volonté de transformation sociale au sein de l'association. La figure de l'« expert de l'université populaire » est donc une conséquence d'un attachement à l'association et des effets de fermeture du groupe local qui propose peu d'opportunités internes d'entrée dans la praxis.

L'exemple de Sylvie est intéressant dans la mesure où elle fait partie d'un groupe de militants quart monde qui visent à infléchir l'université populaire Rhône-Alpes vers de l'action concrète.

Question : « Est-ce que tu aimerais participer à des actions collectives à l'échelle locale ? »

Sylvie : « *On fait déjà beaucoup de choses et il faut d'abord assumer ce qu'on fait [...]. Il vaut mieux nous concentrer sur nos universités populaires et transmettre notre parole à quelqu'un de haut placé qui peut prendre des décisions. Au niveau local, on peut essayer, mais je ne créerais pas un groupe toute seule. Par contre, si quelqu'un le monte et que le sujet m'intéresse je participerais. [...] J'aime bien l'université populaire et ça nous prend déjà du temps. Il faudrait organiser une université populaire pour se mettre d'accord sur un sujet qui nous intéresse tous. [...] C'est dommage parce qu'on a de bonnes idées, mais elles ne sont pas toutes menées jusqu'au bout.* » (Entretien, militante quart monde, 11 février 2016)

Dans la mesure où il s'agit de l'espace dans lequel ils se sont renforcés individuellement, les « experts de l'université populaire » ont un attachement et un sentiment d'appartenance fort à ce dispositif. La participation régulière implique un temps d'investissement important avec l'assemblée plénière et les trois ou quatre réunions du groupe de préparation et d'organisation qui choisit les thèmes et les questions. Lorsqu'un sentiment de frustration relative se fait sentir parmi les « experts de l'université populaire » concernant l'absence d'actions collectives et politiques, ces derniers souhaitent alors mettre en œuvre leur volonté de transformation sociale au sein même du dispositif. Ainsi, les frustrations suscitent une dynamique interne qui vise à infléchir l'ordre local d'ATD Rhône-Alpes vers davantage d'actions concrètes.

La seconde figure idéaltypique, celle du « frondeur », s'associe à cette dynamique qui critique l'évanescence de la praxis. Le sentiment de frustration produit certainement des effets de désengagement qui n'ont pas pu être analysés dans le cadre de cette enquête. Il s'agit d'une limite de la recherche. Cependant, certains militants quart monde conservent un lien avec l'association tout en adoptant une posture critique vis-à-vis de l'université populaire et du groupe local. Se dessine alors la figure du « frondeur » qui se rapproche de celle du « cynique » proposée par Julien Talpin (2008). Parmi eux, des militants quart monde décident de diminuer ou d'arrêter leur participation à l'université populaire jugée inutile. Ces derniers restent tout de même membre d'ATD Quart Monde par attachement, ou parce qu'ils ont l'occasion de participer à d'autres actions qui répondent à leur volonté de transformation sociale comme des coformations, des campagnes politiques nationales ou les événements annuels du 17 octobre. D'autres continuent leur participation à l'université populaire et aux activités du groupe local tout en les critiquant régulièrement de manière informelle.

< Une militante me demande la raison de ma venue au local d'ATD Rhône-Alpes. Je lui réponds que je viens participer à une réunion du groupe jeune. Elle me rétorque : « Je ne veux pas te décourager, mais le groupe jeune ne sert à rien. Pourquoi rester des semaines à parler sans voir aucune évolution ? [...] Mis à part peut-être les UP, le problème avec ATD Quart Monde, c'est qu'on fait sans savoir pourquoi. Ce n'est jamais du concret. On ne va jamais sur

le terrain ». Un autre militant surenchérit : « C'est bien de parler autour d'une table, mais après il faut agir ! Il faut aller voir ce qui se passe dehors. La misère ne se trouve pas autour d'une table. [...] Même les universités populaires ne servent à rien à moins qu'il y ait un ministre ou le Président. » (Conversation informelle, deux militants quart monde, 16 avril 2014)

Contrairement aux « experts de l'université populaire » qui peuvent nourrir un sentiment de frustration, les « frondeurs » transforment ce sentiment en jugement critique à partir de l'opposition entre la discussion et l'action concrète. Ils rejettent certaines pratiques, comme celle des réunions « autour d'une table », pour valoriser le « terrain » par la sensibilisation et l'interpellation politique. Les deux militants quart monde de la situation ci-dessus n'hésitent pas à faire état de leur discours critique auprès d'un inconnu et l'observation montre que ce type de discours est courant dans les discussions informelles. Les « frondeurs » peuvent également saisir certaines occasions pour défier l'ordre local en exprimant leurs critiques, comme Jacques¹ qui profite d'une journée régionale en présence du président d'ATD France pour affirmer la nécessité d'ouverture sur l'extérieur :

« Si l'on veut vaincre la misère, sans l'extérieur ça ne marchera jamais. Il faut s'associer avec toutes les associations d'Europe ou du monde entier pour combattre et faire comprendre au gouvernement qu'il faut détruire la misère. » (Notes d'observation, militant quart monde, débat avec le président d'ATD France, journée régionale du groupe Rhône-Alpes, 26 avril 2014)

Généralement, les « frondeurs » visent la transformation interne d'ATD Quart Monde, ce qui explique qu'ils continuent leur participation aux actions du groupe local.

Question : « Est ce que vous faites des actions qui ont une influence politique avec ATD ? »

Jacques : « ATD a les moyens, mais ils ne veulent pas. Il faut aller au plus haut et avancer. Je n'ai jamais vu une armée se replier parce qu'elle a gagné une bataille. Il faut aller jusqu'au bout. Ce qu'on fait est un combat. Si on a gagné une bataille, il faut continuer et aller jusqu'à la victoire totale. [...] Ils rencontrent François Hollande de temps en temps, mais ici à Lyon on ne fait pas grand-chose sincèrement. Je serais prêt à travailler toutes les semaines sur la création d'une loi par exemple. C'est ce que je voudrais et je serais fier d'être le porte-parole de tout un peuple. C'est important qu'ils changent. En choisissant de bons militants rebelles, on peut travailler avec les juges, des préfets, le maire de Lyon. » (Entretien, militant quart monde, 18 février 2016)

Le terme de « militant rebelle » est l'équivalent de ce que l'on a appelé la figure du « frondeur ». Jacques a en effet un long parcours au sein de l'association. Il a participé à beaucoup d'universités populaires et ne dévalorise pas l'importance qu'elle a eue sur lui en termes d'effet de renforcement individuel. C'est en participant à cet espace infrapolitique et aux activités du groupe d'ATD Rhône-Alpes qu'il a développé un intérêt pour la chose publique ainsi qu'une volonté de transformation sociale. Son discours montre d'ailleurs un attachement à l'association et une identification à ses valeurs. Il se considère « militant du Quart Monde ». Contrairement à certains acteurs affaiblis qui préfèrent utiliser le terme de

¹ Ce militant quart monde a déjà été évoqué à plusieurs reprises, notamment concernant l'université populaire sur l'immigration.

« militant » afin de supprimer l'appartenance au milieu de la pauvreté (le terme de quart monde), Jacques rajoute de lui-même l'article « du » pour affirmer sa fierté¹.

La posture critique du « frondeur » s'appuie sur la volonté de conserver son sentiment d'appartenance à l'association en faisant pression en interne pour lutter contre l'évanescence de la praxis qui est à l'origine de leur frustration. Si les « experts de l'université populaire » n'émettent pas de critiques, certains d'entre eux, comme Sylvie, peuvent participer à cette dynamique interne. On va à présent s'interroger sur les origines et les justifications de la faible activité politique dans le groupe rhônalpin.

2 — La fonction politique de l'échelle locale d'ATD Quart Monde

L'évanescence de la praxis est-elle le signe d'un processus de dépolitisation des groupes locaux d'ATD Quart Monde et d'une recentralisation autour de l'échelle nationale ? Dans un premier temps, le recours à une analyse diachronique permettra de comprendre comment cette tendance s'est façonnée dans la construction de l'ordre local : les résultats précédents sont à mettre en perspective avec une action collective et politique importante d'ATD Rhône-Alpes dans les années 1980 et 1990. Dans un second temps, le registre de justification sur l'évanescence de la praxis actuelle des responsables d'ATD Quart Monde (locaux et nationaux) donnera accès aux logiques organisationnelles qui sous-tendent la construction de l'ordre local.

2.1. L'échelle locale, un espace en cours de dépolitisation ?

En 2012, ATD Quart Monde Rhône-Alpes produit une évaluation interne sur son action politique à l'échelle locale de 1984 à 2008 (archive, évaluation interne d'ATD Rhône-Alpes, 2012). Le volontaire permanent qui a rédigé ce document estime que l'année 1984 constitue le début d'une période qui se termine à la fin des années 1990 où l'activité politique était relativement conséquente, d'autant plus si on l'a compare avec les résultats de l'enquête ethnographique sur la période actuelle (2012-2017). L'évaluation a été réalisée à partir du constat d'une perte d'influence politique du mouvement dans la région qu'il s'agirait de redynamiser. À partir de cette archive, une analyse diachronique va permettre d'explorer les raisons de l'évanescence de la praxis dans l'ordre local tout en présentant quelques éléments historiques sur le groupe d'ATD Rhône-Alpes.

¹ C'est d'ailleurs le seul militant qui a utilisé ce terme lors de l'enquête ethnographique.

ATD Quart Monde s'installe à Lyon à la fin des années 1970. Après une phase de construction, Cyril, un volontaire permanent, prend la direction du groupe rhônalpin de 1985 à 1992. Le rédacteur de l'évaluation interne estime que le tournant politique d'ATD Rhône-Alpes est en grande partie liée aux compétences de Cyril¹ qui arrivé en 1984 dans l'équipe lyonnaise. Durant cette période, le mouvement s'implante dans les quartiers populaires de la Duchère, de Vénissieux et des Minguettes autour de la création de bibliothèques de rue et de groupes locaux. L'université populaire, quant à elle, est créée en 1986. Celle-ci a été mobilisée dans les combats politiques du mouvement national, à travers une enquête sur la mise en application du Revenu Minimum d'Insertion en 1990, un rapport du Conseil Économique et Social sur les questions de santé, logement, formation et éducation en 1992 ainsi qu'une contribution à l'élaboration du projet de loi d'orientation contre les exclusions en 1996 et 1997. Dans ces cas précis, l'université populaire endosse une fonction politique dans la mesure où il s'agit de contribuer à des campagnes nationales d'ATD France. Un sentiment d'influence politique peut alors se développer chez les militants quart monde qui participent à ce type d'universités populaires.

Ces opportunités d'entrée dans la praxis sont encore présentes aujourd'hui. Une fois par un an, les universités populaires traitent un sujet choisi par ATD France. Par exemple, les campagnes nationales présentées dans la première partie, à savoir « Territoire zéro chômeur » et celle portant sur la discrimination pour origine sociale, ont été travaillées par les participants de l'université populaire Rhône-Alpes. Par cette sollicitation régulière, l'évanescence de la praxis s'interrompt alors le temps d'une assemblée plénière et de quelques réunions de préparation.

Cependant, dans les années 1980-1990, la participation des membres du groupe d'ATD Rhône-Alpes aux campagnes politiques nationales ne se limitait pas à l'université populaire. Celle-ci était directe et effective dans la mesure où des groupes de travail étaient organisés autour de thématiques spécifiques. En particulier, à l'occasion de la loi d'orientation de 1998, beaucoup de membres se sont mobilisés localement dans un groupe d'« accès aux droits fondamentaux » ou en allant à la rencontre des parlementaires pour défendre le vote de la loi. Il s'agissait d'une campagne centrale pour ATD Quart Monde qui marque une période d'effervescence politique. En entretien, plusieurs militants quart monde rhônalpins affirment que la fin des années 1990 constitue un moment important dans leur engagement. Le vote de la loi est considéré pour beaucoup comme la plus grande victoire du mouvement.

Par ailleurs, l'université populaire a accueilli un certain nombre de personnalités politiques locales et nationales² durant les années 1980-1990, ce qui s'est estompé dans la période 2012-2017. Or, ce type d'université populaire constitue une occasion d'entrée dans la praxis.

¹ Ce volontaire permanent a fait des études de sciences politiques.

² Par exemple, Michel Noir et Gérard Collomb (maires de Lyon), Paul Bernard (Préfet de Région), Dominique Versini (Secrétaire d'État), Paul Dominjon (Président du Conseil Économique et Social) et François Auguste (vice Président du Conseil Régional).

L'observation de l'une d'entre elles montre que les membres d'ATD Quart Monde tentent de diffuser certaines valeurs et évoquent quelques revendications, même si elles ne sont pas toujours construites collectivement en amont. Ainsi, la comparaison de la fonction politique de l'université populaire et de la participation aux campagnes nationales entre les deux périodes permet de confirmer un processus de dépolitisation de l'échelle locale.

Ensuite, des opportunités de développer une capacité d'influence peuvent naître à l'issue de ce type d'universités populaires politiques. Par exemple, en 2013-2014, l'adjoint au Préfet de Région a proposé à ATD Quart Monde de participer aux « assises du travail social » suite à sa participation à une université populaire. Certains militants quart monde ont alors eu l'occasion d'entrer dans une activité politique par le biais de dispositifs institutionnels. La création de partenariats est l'un des effets possibles des universités populaires politiques, mais les initiatives comme celle des « assises du travail social » restent anecdotiques dans la région Rhône-Alpes aujourd'hui.

Sur ce sujet, l'évaluation interne sur l'action politique en Rhône-Alpes tire la conclusion d'une « *perte de l'esprit d'initiative* » pour créer des partenariats. Ainsi, il semblerait que la fermeture sur l'extérieur se soit développée progressivement entre les années 1980 et les années 2010. En comparaison, l'activité politique en partenariat avec d'autres acteurs associatifs ou des acteurs publics de la période 1980-1990 est plus conséquente qu'aujourd'hui. De plus, conformément au principe de l'« *activisme émancipateur* », les militants quart monde étaient conviés à participer à ce type d'action. « *Avec l'arrivée de la nouvelle équipe de volontaires autour de [Cyril], la stratégie d'ATD Quart Monde Rhône-Alpes a été de communiquer son expérience avec les plus pauvres, et de chercher à ce qu'ils soient partie prenante de cette communication* » (Archives, évaluation interne d'ATD Quart Monde Rhône-Alpes, 2012).

Le premier grand événement public auquel participe ATD Rhône-Alpes a lieu en 1985. Il s'agit d'un forum intitulé : « Les travailleurs les plus défavorisés et leurs familles, partenaires dans la société », basé sur l'élaboration d'une étude : « *Vaincre la pauvreté en Rhône-Alpes* ». Celle-ci a été réalisée avec la participation de militants quart monde, de représentants d'associations et d'administrations, d'élus et d'universitaires. L'événement public avait réuni trois cents personnes en présence de certaines personnalités politiques¹. À la suite de ce forum est née la mission régionale d'information sur la grande pauvreté (MRIGP) en 1986 qui deviendra la Mission Régionale d'information sur l'Exclusion (MRIE)² en 1992. ATD Quart Monde siège au comité d'orientation de la MRIE depuis sa création.

¹ En particulier, étaient présents : le Père Wresinski, le Préfet de Région, les Présidents de Conseil régional et général, le vice-président du Conseil Économique et Social régional ainsi que le directeur adjoint du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

² La MRIE est une association assurant une mission de service publique autour de la recherche sur l'exclusion sociale.

Par la suite, ATD Rhône-Alpes s'est investi dans le cadre des Plan États-Région. De 1989 à 1992, une expérimentation s'est développée sur l'accès à la qualification et à l'emploi pour les « personnes défavorisées ». Cette action fut conduite en partenariat avec des entreprises, des organismes de formation et de la vie sociale. Le projet nommé : « Contre l'exclusion, une qualification », est copilotée par ATD Quart Monde et la Direction Régionale du Travail et de la Formation Professionnelle. Il proposait un parcours de formation qualifiante en alternance avec un travail en entreprise pour soixante-quinze adultes défavorisés et sans qualification sur une durée de trois ans. Cette action se poursuit dans le cadre du contrat Plan État-Région 1990-1994. En 1991, un colloque sur cette thématique à l'initiative d'ATD Quart Monde et l'Union Régionale des Entreprises d'Insertion a eu lieu au Conseil économique et social Rhône-Alpes. Ce colloque réunissant des administrations, des associations et des acteurs économiques est considéré par l'évaluation interne comme « *un tournant décisif dans la région, avec un élargissement du champ des acteurs de la lutte contre l'exclusion* » (archive, évaluation interne d'ATD Rhône-Alpes, 2012, p. 13).

En effet, le Préfet de Région, Paul Bernard, a participé à cet événement et a proposé plusieurs terrains d'action collective aux participants sur le thème de l'« accès à l'emploi des personnes défavorisées ». Ainsi, neuf mois après, quatre conventions ont été signées entre l'État, le Conseil Régional, les partenaires sociaux et les associations, dont ATD Rhône-Alpes. En 1992, la Préfecture de Région et le Conseil Régional ont alors confié une mission exploratoire à ATD Quart Monde « *afin d'élaborer les grandes lignes d'une stratégie et de nouvelles actions immédiates ou futures, élargies à l'ensemble de la région* », notamment en matière d'insertion professionnelle (archive, évaluation interne d'ATD Quart Monde Rhône-Alpes, 2012, p. 13). Cette mission s'est matérialisée par la rédaction d'un rapport de propositions en 1993 sur « la promotion des populations les plus défavorisées ». Ce rapport a mené à l'inscription d'un article sur « l'insertion sociale et professionnelle des publics en difficultés » dans le Contrat de Plan État-Région 1994-1998.

À cette époque, la relation avec les pouvoirs publics locaux était donc centrale dans l'action du mouvement et les militants quart monde étaient sollicités pour s'investir dans ce domaine. Un groupe de militants alliés et de militants quart monde appelé « Relations extérieures » avait pour but de rassembler ceux qui voulaient aller à la rencontre des décideurs politiques ou qui représentaient le mouvement dans les instances publiques. Au niveau local, le groupe a rencontré des maires, des présidents et élus de Conseils Généraux, des chefs d'entreprises, des responsables de structures de l'insertion professionnelle, des directeurs de CAF, d'organismes logeurs, etc. Par exemple, en 1989, le mouvement publie une enquête sur la pauvreté en Rhône-Alpes et propose au département une expérimentation du RMI. Au niveau régional, le groupe a rencontré la préfecture (plusieurs préfets, leurs secrétaires généraux, des chargés de mission), la direction Régionale du Travail et de l'Emploi, le Conseil Régional (Présidents, Secrétaires généraux et élus) et des membres du Conseil Économique et Social régional. ATD Quart Monde disposait également de plusieurs sièges de représentation dans des instances municipales, départementales et régionales.

Municipal	Départemental	Régional
Conseil lyonnais des Droits de l'Homme depuis 1990	Commission pour l'élaboration du Plan départemental pour le logement des personnes défavorisées Comité départemental d'insertion/RMI	Agence Rhône-Alpes pour l'innovation sociale Union régionale interprofessionnelle des œuvres sanitaires et sociales
	Association pour la gestion interinstitutionnelle de l'illettrisme	Conseil économique et Social Rhône-Alpes de 1989 à 2000 MRIE depuis 1986

Figure 10 : Représentations politiques dans les années 1990¹

Le groupe « Relations extérieures » a également participé à quelques rencontres nationales, européennes et internationales organisées par le mouvement. En particulier, en 1997, une délégation de militants quart monde de Lyon a rencontré le Président de la République Jacques Chirac. En 1994, un militant quart monde de Lyon faisait par ailleurs partie d'une délégation de trois cents personnes issues de la pauvreté qui a rencontré le Secrétaire Général de l'ONU.

Ce type d'activités politiques en partenariat avec des acteurs extérieurs apparaît plus limité dans le groupe ATD Rhône-Alpes aujourd'hui². Seules les actions organisées par les échelles nationale, européenne et internationale semblent offrir des opportunités d'ouverture. Par exemple, deux militants quart monde lyonnais ont fait partie d'une délégation pour rencontrer le Président de la République François Hollande. L'analyse du discours des volontaires permanents du groupe d'ATD Rhône-Alpes montre que le sentiment d'isolement de la communauté épistémique internationale (Chaté, 1994) s'exacerbe à l'échelle locale. De plus, à la différence d'ATD France, les volontaires permanents lyonnais considèrent ne pas avoir les capacités de créer des partenariats locaux.

Patrick : « *On n'a pas les moyens d'être partout. Avec les forces que nous avons, notre axe est le croisement des savoirs et les professionnels. Si nous sommes sollicités au niveau régional ou par les pouvoirs publics, notre décision de s'investir ou non est fonction des forces dont nous disposons.* » (Entretien, volontaire permanent, membre de l'équipe régionale, 24 avril 2014)

C'est précisément à cause de ce manque d'investissement que l'association a refusé de s'investir dans le Parlement libre des jeunes, malgré les sollicitations d'Aequitaz. De même, une dynamique interassociative intitulée « Rhône-Alpes sans pauvreté³ » semble avoir échoué par manque d'investissement des différents acteurs, et particulièrement d'ATD Quart Monde⁴.

Par ailleurs, les relations avec les pouvoirs publics locaux se font rares. En matière de représentation dans les instances de gouvernance, l'association dispose de sièges dans

¹ Source : archive, évaluation interne d'ATD Rhône-Alpes, 2012, p. 40-48.

² En dehors des assises du travail social, l'enquête ethnographique n'a pas noté au cours des trois dernières années d'autres activités locales en relations avec des acteurs extérieurs.

³ Inspiré par le collectif « Québec sans pauvreté », initiative qui sera évoquée dans le dernier chapitre.

⁴ Selon un salarié de la fédération des centres sociaux (entretien, 30 septembre 2015) et un salarié d'Aequitaz (entretien, 21 octobre 2015).

plusieurs Centres Communaux d'Action sociale (CCAS) et participe au Conseil de développement de Grenoble. Si ATD Quart Monde est toujours membre du conseil d'administration de la MRIE, elle n'a plus de représentant au Conseil Lyonnais pour le Respect des Droits de l'Homme ou au Conseil de développement du Grand Lyon par exemple. La diminution des sièges de représentation est un signe du processus de fermeture de l'association sur l'extérieur.

REGIONAL : MRIE
LYON
Conseil de développement Grand Lyon (Vacant)
Conseil lyonnais pour le respect des droits (Vacant)
Collectif Roms
ROANNE
ALERTE Roanne
CCAS Roanne
Conférence Economique et Sociale
CCAS VILLEREST
CCAS Commelle Vernay
ST ETIENNE
CA du foyer Claire-Vivre
Centre social de la Cotonne
ALERTE St Etienne
BOURG EN BRESSE
ALERTE 01
CA du CHRS Le tremplin
DIJON
ALERTE Bourgogne
GRENOBLE
Conseil de développement
CHALON SUR SAONE
ALERTE Chalon

Figure 11 : Représentations politiques¹

Mis à part l'initiative organisée autour du 17 octobre qui avait encouragé les sous-divisions à prendre contact avec leurs maires, la rencontre avec les pouvoirs publics se limite aujourd'hui à des initiatives isolées de membres actifs. Sans véritable organisation d'action collective et politique à l'échelle locale, les membres se tournent vers les initiatives nationales pour mettre en œuvre leur volonté de transformation sociale. Par exemple, dans le cadre d'une campagne politique sur l'école que l'on analysera dans la troisième partie, un grand événement public a été organisé à Lyon. L'équipe locale s'est alors massivement mobilisée. De même, depuis les années 2000, ATD Rhône-Alpes s'est inscrit dans le réseau national du croisement des savoirs. L'équipe lyonnaise participe à sa création, à travers le programme « Quart Monde Partenaire ». Dès 2002, un groupe de militants quart monde s'est constitué autour du croisement des savoirs dans l'optique de participer à des coformations. Ce groupe est particulièrement actif aujourd'hui. Sur la période actuelle, ATD Quart Monde Rhône-Alpes se focalise donc sur les coformations, l'université populaire et l'organisation de la journée du 17 octobre. La volonté de développer le croisement des savoirs dans la région Rhône-Alpes peut être analysée comme une manière de lutter contre l'évanescence de la praxis. Les résultats de ce chapitre sont donc à contraster avec ceux de la troisième partie qui présente précisément quelques actions à l'échelle nationale qui permettent aux militants quart monde de s'ouvrir vers l'extérieur et de mettre en œuvre leur volonté de transformation sociale.

¹ Source : archive, document de travail d'ATD Rhône-Alpes, septembre 2013.

La comparaison des deux périodes permet de noter une évolution de l'ordre local d'ATD Rhône-Alpes qui va dans le sens d'une fermeture vis-à-vis de l'extérieur et s'opère à contresens des processus de territorialisation et d'institutionnalisation du domaine social depuis les années 1980 (Ion et Ravon, 2005). Si cette période est marquée par une volonté d'horizontalité et de partenariat avec la société civile, Jacques Ion et Bertrand Ravon soulignent qu'elle a en réalité renforcé l'assujettissement des associations à l'État. Concernant la politique de la ville par exemple, Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener (2013) confirment que ce phénomène de territorialisation a échoué dans son objectif de participation des habitants. La perte d'influence politique d'ATD Rhône-Alpes peut donc être mise en parallèle avec le phénomène de territorialisation qui a lieu à la même période.

Un sentiment de frustration entre l'ampleur de l'action menée et la réalité contrastée des résultats est notable dans l'évaluation réalisée par ATD Rhône-Alpes en 2012. Si les projets en cours ont continué, les relations avec les pouvoirs publics se sont amoindries progressivement. Le groupe régional s'est alors focalisé sur certaines actions, à l'instar des universités populaires, les coformations et les bibliothèques de rue. Il s'agit d'un repliement autour des actions qui ont déjà « fait leurs preuves ». Durant la période d'observation, l'action politique des membres se résume aux sollicitations de l'échelle nationale. Cependant, certaines évolutions récentes vont dans le sens d'une renégociation de l'ordre local. Des militants alliés s'associent avec les militants quart monde « frondeurs » et certains « experts de l'université populaire » dans une dynamique de lutte contre l'évanescence de la praxis.

Adrien : « Sur Lyon, l'équipe régionale précédente voulait redynamiser l'aspect politique qui s'était un peu perdu depuis dix ans [...]. Dans les années 1990, avec ATD Quart Monde, il y a eu énormément de liens entre les institutions politiques, la préfecture et ATD Quart Monde. On travaillait ensemble sur ce qu'on appelait les contrats État-Région. Mais depuis dix ans on voit beaucoup moins l'influence d'ATD Quart Monde au niveau régional. De ce fait, on m'a demandé de venir sur Lyon pour redynamiser ça. » (Entretien, volontaire permanent, 23 avril 2014)

Ce volontaire permanent est le rédacteur de l'évaluation interne de l'activité politique d'ATD Rhône-Alpes. Celui-ci est arrivé à Lyon en 2011 à la demande des responsables régionaux afin de lutter contre l'évanescence de la praxis en créant un pôle politique. Ceci confirme qu'il ne s'agit pas d'un évitement délibéré de l'action de transformation sociale à l'échelle locale, mais d'une érosion progressive. Pendant la période 2012-2017, le pôle politique constituait un espace de réflexion et non un groupe d'action. Cependant, en 2018, quelques initiatives collectives d'interpellation politique ont été entreprises par le pôle politique en allant à la rencontre de certains élus. L'équipe d'animation du Grand Lyon s'est également dotée de son propre pôle politique pour agir à l'échelle de l'agglomération. Ainsi, certaines évolutions (qui sont apparues pendant la période de rédaction de la thèse) semblent aller à rebours de la tendance à l'évanescence de la praxis. L'année 2018 marque effectivement un renouvellement des équipes de responsabilités d'ATD Rhône-Alpes, du groupe d'animation du Grand Lyon ainsi que de l'équipe de volontaires permanents.

2.2. Un ordre local qui repose sur une anarchie régulée

L'enquête par entretien auprès des responsables locaux et nationaux permet d'analyser le registre de justification par rapport à l'évanescence de la praxis à l'échelle locale. Celui-ci repose sur une particularité du mode de fonctionnement d'ATD Quart Monde qui se rapproche du modèle de l'anarchie organisée.

Autrement appelée « modèle de la poubelle », cette notion a été construite en sociologie des organisations par Michael D. Cohen, James G. March et Johan P. Olsen (1972). Elle s'oppose à une vision rationaliste considérant qu'un agent prend ses décisions à partir de l'optimisation de ses préférences après avoir analysé toutes les solutions possibles à son problème. Cette vision est critiquée, car elle suppose l'existence de préférences claires, univoques, stables et exogènes. Au contraire, pour Cohen et ses collègues, ces dernières sont multiples, floues, contradictoires et ambiguës, en lien avec le caractère changeant et instable du comportement humain. Ce corollaire, lorsqu'il est appliqué au fonctionnement des organisations, va à l'encontre d'une vision structurée à partir d'objectifs prédéfinis et fixés une fois pour toutes. Dans l'anarchie organisée, la décision détient une dimension aléatoire dans la mesure où les agents peuvent accumuler les problèmes qu'ils traitent au fur et à mesure au hasard de rencontres avec des solutions préexistantes. La plupart du temps, les membres de l'organisation participent de manière intermittente au processus de décision d'ensemble et ont peu de supervision dans leurs pratiques. Ce mode de fonctionnement semble converger avec la description d'ATD Quart Monde par un de ses anciens présidents.

Léonard : « *Ce mouvement n'est pas fait sur la logique traditionnelle. C'est un mouvement qui marche quand il a du souffle. Quand il s'essouffle, il y a quelques personnes qui font ce qu'elles peuvent, qui sauvent l'honneur. [...] ATD a une place dans mon cœur parce que c'est un esprit, ce n'est pas fonctionnarisé. Ça a tous les défauts de ça. Quand quelqu'un qui avait du charisme disparaît, il n'est pas forcément remplacé. Mais ça finit par renaître derrière. Le Père Joseph est mort, Geneviève de Gaulle aussi, moi je ne vais pas tarder. Tant qu'on vit, on porte une petite flamme, et il y en a d'autres qui arrivent. J'ai confiance. Il y a des lieux où c'est moins bien que d'autres. Mais, partout où je suis passé, j'ai trouvé un bon esprit. [...] C'est à la fois solide et fragile. C'est une chose qui tient par un esprit, les gens payent de leur personne.* »

(Entretien, ancien président d'ATD Quart Monde France, 15 mars 2016)

La vision d'ATD Quart Monde en tant qu'« esprit » met en avant le caractère aléatoire du fonctionnement interne. S'il existe une structure nationale et internationale qui donne une cohérence d'ensemble ainsi que des orientations, il n'y a pas de modèle type pour les groupes locaux. ATD Quart Monde accorde une grande liberté d'initiative à ses volontaires permanents. Ainsi, même si l'« activisme émancipateur » constitue un principe d'action, les équipes locales ne sont pas contraintes par celui-ci. Le registre de justification des volontaires permanents permet alors de comprendre l'existence de tensions entre les principes de la communauté épistémique et les pratiques d'un ordre local négocié.

Question : « Du point de vue national, est-ce que les groupes locaux ont un objectif politique ?

Édouard : « *Nous souhaitons qu'ils soient en contact avec les parlementaires, avec leur tissu local, mais c'est eux qui définissent leur programmation. C'est tout le contraire de l'armée. C'est vraiment intéressant parce que le groupe local fait ce qu'il a envie de faire, il a ses propres sujets, ses propres problèmes.* » (Entretien, ancien président d'ATD Quart Monde, 5 mars 2015)

Certains espaces font l'objet d'un plan d'action stratégique comme les lieux d'implantation historiques (la maison de vacances de la Bise, Noisy-le-Grand, etc.) ou les projets-pilotes. Cependant, les groupes régionaux et *a fortiori* les sous-divisions locales disposent d'une grande liberté d'action. Les orientations nationales ou internationales sont construites à partir de la réalité du terrain dans un processus instituant d'évaluation-programmation qui implique les membres. Du point de vue national, c'est par la méthodologie de construction de ses orientations que les groupes locaux sont amenés à se questionner sur leurs pratiques. Les régions peuvent ensuite décider d'initier des projets pour s'en emparer et les mettre en œuvre.

Patrick : « *Les volontaires sont envoyés dans les régions sans directives. Il y a un historique et des continuités à chercher, mais ils ne sont pas obligés de tout poursuivre. Ils sont libres de tout créer en suivant ou non les orientations nationales ou celles de la délégation régionale. L'année dernière, une réflexion commune sur ce sujet est redescendue et nous avons choisi de faire une université populaire pour nous approprier les orientations nationales. Souvent, les sous-divisions locales n'en tiennent pas compte. Elles ont leur dynamique et gardent leurs pratiques. [...] Si le national leur imposait une action, elles ne suivraient pas. On peut seulement réfléchir ensemble et quelques fois modifier ou influencer un peu ou corriger des choses en fonction d'éléments de réflexion qui nous viennent du national ou de l'international. J'aime bien le mot "inflexion" : infléchir, mais pas tout changer.* » (Entretien, volontaire permanent, délégué régional adjoint Rhône-Alpes, 24 avril 2014)

À l'échelle locale, ATD Quart Monde opte donc pour le modèle de l'anarchie organisée où des directives peuvent être mises en œuvre à retardement par des « *inflexions* » en fonction des opportunités et des problèmes rencontrés. Ce mode de fonctionnement interne repose sur la pensée de Joseph Wresinski pour qui les structures finiraient toujours par exclure les « plus pauvres ».

Frédéric : « *Joseph Wresinski changeait beaucoup d'organisation. Il ne croyait pas aux structures. Il nous a formés en disant que les structures finissent toujours par exclure. Il disait, à chaque nouveau projet vous faites une nouvelle organisation. Cette manière de faire est très féconde parce qu'on bâtit en fonction des projets et des gens qui sont là pour le faire.* » (Entretien, ancien délégué international, 8 novembre 2015)

Le fonctionnement de l'association s'est construit en opposition à celui des entreprises privées ou publiques. Les salariés d'ATD Quart Monde appelés pour se démarquer « volontaires permanents » ne sont pas recrutés selon des compétences, mais uniquement sur des critères de valeurs et d'engagement. Il n'existe pas de fiches de poste. De plus, selon les discours des responsables d'ATD Quart Monde, l'association refuse rarement aux personnes qui le souhaitent de devenir volontaire. Le faible salaire et le mode de vie simple fonctionnent

effectivement comme un tri en amont. La logique de recrutement repose sur l'idée qu'à partir du moment où les personnes acceptent ces conditions drastiques, la motivation est nécessairement importante. Ainsi, le profil et les sensibilités des volontaires sont très variés. Pour l'attribution des missions, ATD Quart Monde doit s'adapter aux choix personnels et aux compétences antérieures qui opèrent comme des contraintes ou des opportunités et non comme des conditions d'affectation.

Édouard : « *Il n'y a pas de notion d'ancienneté dans la rémunération ou même de notion de poste. Ceci est complètement contraire et contradictoire avec tout ce que se fait dans la société où le principe est de monter. [...] Quelqu'un qui va être en contact avec une famille très pauvre au fin fond de la Corrèze et qui verra trois familles très pauvres a autant d'importance pour le mouvement que quelqu'un qui est responsable au niveau international. Les rôles sont différents. Quand tu es dans une entreprise, le principe c'est que tu montes et à un moment donné tu peux être amené à avoir moins de responsabilités, mais ça joue sur le salaire. Dans le modèle d'ATD Quart Monde avec sa priorité aux personnes très pauvres, ça ne peut pas fonctionner comme ça.* » (Entretien, ancien président d'ATD Quart Monde, 5 mars 2015)

De ce fait, ATD Quart Monde repose sur les personnes et sur leur engagement qu'ils soient volontaires permanents, militants quart monde ou militants alliés. Beaucoup d'associations dépendent de leurs bénévoles et de leur volonté, ce qui provoque souvent la frustration des salariés. Au contraire, ATD Quart Monde place la dépendance aux personnes et à leurs qualités comme un fondement du mode d'action et l'applique même à ses salariés.

Patrick : « *ATD s'est beaucoup construit à partir des personnes qui sont là, avec leurs qualités et leurs limites. [...] C'est un peu la nature d'ATD Quart Monde et la réalité du volontariat. [...] Tu mettrais une annonce dans les journaux, "cherche coordinateur régional", il y aurait des dizaines de candidatures, des gens qui ont fait des masters et ils auraient une certaine manière de faire les choses qui se ressemblerait et ça tournerait. Quand on regarde aujourd'hui les personnalités des volontaires qui occupent cette mission, c'est très varié.* » (Entretien, volontaire permanent, délégué régional adjoint Rhône-Alpes, 24 avril 2014)

Le fonctionnement d'ATD Quart Monde tend au final davantage vers le terme d'« anarchie » que vers celui d'« organisé ». En effet, si les universités de Cohen, March et Olsen accordent à leurs membres beaucoup de marge de manœuvre, les directives sont nombreuses même si elles ont tendance à être ignorées. On peut alors parler d'une « anarchie régulée ».

Les groupes régionaux et locaux se rapprochent de l'auto-organisation. L'« esprit » du mouvement donne tout de même un cadre politique et moral qui influence les décisions des groupes locaux d'ATD. Les volontaires permanents ont en particulier la charge de veiller à ce que certains groupes autogérés ne diffusent pas un message qui entre en opposition aux valeurs de l'association. C'est précisément le rôle du pôle politique de Lyon. Il existe donc des espaces de régulation comme en témoignent des exemples de groupes qui prennent leur indépendance par rejet du cadre. Ainsi, en République démocratique du Congo, le mouvement n'est présent que par le biais d'une association locale qui se définit comme des « amis d'ATD Quart Monde ». Pendant plusieurs années à Lyon, un groupe de militants quart monde s'autogérait également en prenant ses distances avec l'association.

En poursuivant l'analyse du mode de fonctionnement d'ATD Quart Monde à partir des discours des volontaires permanents, il s'avère que l'anarchie régulée amène également quelques tensions internes.

Patrick : « *On voit beaucoup les défauts de ce fonctionnement. Par exemple, pour l'université populaire ou les bibliothèques de rue, il y a des moments fastes et des moments où tout s'écroule faute de participants tout simplement. C'est ce qui gêne les gens quand ils arrivent. Ils disent que c'est le bazar chez vous. D'un autre côté, l'avantage ou la richesse c'est que ça apporte une grande créativité et du changement. De plus, ça oblige à s'engager personnellement. [...]. À ATD, je dirais presque qu'on fait ce que l'on veut en fonction de ce que l'on sent et de ses propres capacités. Sincèrement, je trouve qu'ATD Quart Monde est un petit miracle. Il est dû à cette conscience collective que les choses ne se feront pas si je ne m'engage pas moi-même. Je ne vois pas d'autres explications au fait qu'ATD continue à fonctionner alors qu'objectivement tout devrait s'écrouler.* » (Entretien, volontaire permanent, délégué régional adjoint Rhône-Alpes, 24 avril 2014)

Cet extrait d'entretien souligne la double facette de ce mode de fonctionnement anarchique. D'un côté, selon Patrick, cela favorise l'innovation et l'implication des membres. Cette dimension créative fait écho à la « technologie de la déraison » proposé par March (1988). Ce dernier propose une méthodologie pédagogique qui entend suspendre l'impératif de cohérence et de rationalité dans l'optique de favoriser l'invention de normes alternatives. Dans cette optique, aucun projet personnel n'est refusé par la délégation régionale à partir du moment où celui qui propose s'engage à le mener. D'un autre côté, l'anarchie régulée implique un manque de coordination, de cohérence et d'encouragement aux dynamiques collectives. Les personnes sont souvent laissées à elles-mêmes, ce qui peut provoquer des frustrations relatives de la part de certains membres.

Adrien : « *C'est bien parce qu'il y a beaucoup d'initiatives différentes. C'est très créatif, mais la contrepartie c'est la frustration de ne pas pouvoir réaliser tous les champs du possible et d'être seul à les mener. La philosophie d'ATD, c'est : "Tu veux le faire, fais-le". Si tu tombes, on t'aidera à te relever. Chacun travaille seul dans son coin sans savoir ce que font les autres. Parfois, on perd du temps parce qu'on est plusieurs à faire la même chose sans le savoir. On se force à se poser autour d'une table pour se dire ce qu'on fait et où l'on en est. [...] On perd de l'énergie. C'est épuisant. On ne sait pas trop où on va. On tangué un peu pour trouver la bonne voie.* » (Entretien, volontaire permanent, 23 avril 2014)

Pour la délégation nationale, l'important est que le mouvement conserve une cohérence d'ensemble. Certaines dynamiques locales peuvent donc disparaître au profit de nouvelles actions. ATD Quart Monde est un écosystème vivant dans lequel des cellules meurent à certains endroits pour permettre la naissance d'innovations dans d'autres lieux. Candice, une ancienne déléguée nationale, décrit ce processus de disparition-reconstruction comme cyclique :

« *Certaines universités populaires peuvent dériver en devenant des groupes de paroles qui ne créent ni connaissance ni matériau pour être un interlocuteur adéquat vers l'extérieur. Après, elles disparaissent, car il n'y a plus personne pour les animer et parce que c'est un*

investissement important. [...] C'est cyclique tout ça. » (Entretien, Candice, ancienne déléguée nationale, 18 mars 2016)

À cet égard, l'évanescence de la praxis à l'échelle locale est présentée par les responsables d'ATD Quart Monde comme une limite liée au mode de fonctionnement anarchique. L'ordre local est négocié à partir des sensibilités personnelles des membres qui décident ou non de mettre en œuvre les différentes actions du mouvement. L'université populaire, le croisement des savoirs, l'action dans les quartiers, les bibliothèques de rue, l'accompagnement, la défense des droits individuels, les pratiques artistiques, mais aussi l'activité politique font partie d'un panel d'actions à disposition des groupes locaux. Il existe également différents courants ou écoles au sein du volontariat en fonction des domaines de prédilection. Les approches peuvent privilégier l'émancipation individuelle, le développement culturel ou la transformation sociale par exemple. De même, ATD Quart Monde abordant la pauvreté dans sa multidimensionnalité à travers des réseaux thématiques nationaux, tous les sujets ne sont pas forcément traités dans les groupes locaux. Certains préfèrent se focaliser sur un thème en fonction de ses membres comme la santé, le logement, l'éducation, etc.

Candice : « Il y a un groupe politique à Lyon parce qu'un volontaire avait cette fibre-là. Il faut bien comprendre que les choses se font là où il y a des opportunités et des personnes. Faire du culturel ou du politique est lié à la sensibilité des alliés ou des volontaires qui sont engagés, et puis celle des militants. [...] Le mouvement est très fragile. Il n'a aucun système et l'on ne quadrille pas tout. » (Entretien, ancienne déléguée nationale, 18 mars 2016)

C'est donc de cette manière que l'évanescence de la praxis dans la région Rhône-Alpes est justifiée par Cyril, l'ancien délégué régional considéré comme l'initiateur de la dynamique politique des années 1980-1990.

Cyril : « J'ai fait l'institut politique de Paris donc il ne faut pas m'empêcher d'avoir une dimension politique. C'est dans mes veines, partout où je vais. Mais certains ont des gênes plus artistiques, plus techniques ou plus intimistes. Ça peut avoir beaucoup d'effets au niveau des animateurs d'une région, mais au niveau du mouvement dans son ensemble ça reste cohérent. » (Entretien, ancien délégué régional Rhône-Alpes, 2 décembre 2015)

Cependant, l'évanescence de la praxis semble être partagée dans beaucoup de groupes locaux. Le mode de fonctionnement en anarchie régulée a tendance à isoler les membres et à freiner les dynamiques collectives, ce qui est essentiel pour mener une action politique. Par exemple, certains militants alliés qui prennent en charge une activité de représentation ne sont pas accompagnés dans leurs réflexions. Le manque de coordination implique un isolement des démarches politiques.

Faustine : « J'ai eu une expérience pas très heureuse. On m'avait demandé de représenter ATD dans une instance du Grand Lyon. Elle réunit à la fois des associations, des élus et des personnalités civiles pour étudier et formuler des propositions en matière de logement. Je me trouvais avec des gens qui connaissaient leurs dossiers par cœur. Je ne me sentais pas complètement à ma place. Je ne servais à rien, n'intervenais pas et j'ai desservi ATD. » (Entretien, militante alliée, 13 octobre 2016)

Dans un processus de routinisation et de repli sur les actions qui ont fait leurs preuves, l'analyse diachronique du groupe Rhône-alpins montre une érosion de l'action politique locale entre les années 1980 et 2010, en lien avec le mode de fonctionnement en anarchie régulée. Si ce principe organisationnel vise à renforcer l'engagement individuel et l'innovation, celui-ci a également tendance à isoler les initiatives des membres et limite l'émergence de dynamiques collectives. L'anarchie régulée s'ajoute aux effets de fermeture sur l'extérieur pour entraver l'entrée en praxis des membres, et notamment des militants quart monde. Tandis que l'université populaire et son environnement militant favorisent une socialisation politique importante pour les acteurs affaiblis, ces derniers ont peu d'espaces pour la mettre en application à l'échelle locale. Les frustrations relatives des « frondeurs » et de certains « experts de l'université populaire » peuvent alors être comprises comme le résultat d'un état de tension entre ce qu'ils considèrent être en droit d'attendre de la part d'ATD Quart Monde qui affirme un principe d'« activisme émancipateur » et ce qu'ils reçoivent effectivement de la part de l'ordre local. Cependant, dans la mesure où l'anarchie est régulée, les frustrations de certains militants quart monde, auxquels s'ajoutent celles d'autres membres, peuvent faire pression pour renégocier l'ordre local, comme le suggère la dynamique récente de lutte contre l'évanescence de la praxis. Ce type de régulations implique un processus de prises de décision qu'il s'agit d'analyser.

Section II — Les tensions hiérarchiques de l'ordre local

La construction d'un ordre local implique un processus de rationalisation afin d'organiser efficacement l'action collective. Ceci explique que l'anarchie d'ATD Rhône-Alpes est régulée par des prises de décision dans une délégation régionale et dans des groupes d'animation des sous-divisions locales. Pour Antimo Farro (2000), le processus de rationalisation de l'action entre en tension avec le processus de subjectivation des acteurs, le premier ayant tendance à effacer le second. La domination culturelle prend effectivement son origine dans la rationalité des acteurs dirigeants qui imposent leurs codes de la vie sociale. La subjectivation des acteurs affaiblis nécessite alors un espace de réappropriation du sens de leurs actions dans une attitude de résistance et un espace de construction de codes culturels alternatifs, comme l'université populaire. Mais le passage du faible à l'acteur affaibli suppose une reconnaissance comme un individu capable de rationalité (Farro, 2000), ce qui peut se réaliser dans des prises de responsabilité. Les acteurs affaiblis doivent pouvoir participer aux décisions d'une action collective qui vise à lutter contre leur domination. C'est pour cette raison que la communauté épistémique défend le projet d'une participation radicale de A à Z des personnes concernées par la pauvreté. Dans cette section, on va analyser les difficultés pratiques de mise en œuvre de ce principe en interrogeant la place des militants quart monde dans la démocratie interne d'ATD Rhône-Alpes.

La recherche d'efficacité ainsi qu'une logique de protection peuvent amener une réticence de la part des entrepreneurs de cause à partager les tâches avec les citoyens marginalisés qui, bien souvent, ne disposent pas des compétences jugées nécessaires à l'action collective. C'est ce que montre l'étude de Xavier Dunezat (2011) concernant les mouvements de « sans ». Le sociologue met en lumière la division du travail militant entre les acteurs affaiblis et les acteurs forts et fait le constat que les groupes reproduisent des phénomènes d'exclusion au sein même de leur organisation. Selon Dunezat, « l'organisation du travail militant [dans les mouvements de sans] apparaît plutôt comme une machine à fabriquer des exclu(e)s parce qu'elle sécrète — comme d'autres espaces sociaux producteurs d'exclusion — des hiérarchies » (Dunezat, 2011, p. 216). En reprenant le cadre d'analyse de Xavier Dunezat, on dévoilera l'existence d'un plafond de verre dans les prises de responsabilité des militants quart monde à l'échelle locale. Celui-ci sera remis en perspective à partir de l'étude des sources d'engagement des acteurs forts au sein d'ATD Quart Monde.

1 — Le plafond de verre des militants quart monde

Le plafond de verre (*glass ceiling*) est une expression apparue dans les années 1970 aux États-Unis pour mettre en lumière l'impossibilité pour les femmes d'atteindre certaines responsabilités au sein de leur entreprise. La carrière professionnelle d'une femme se heurterait à des barrières invisibles. À la suite d'un article dans le *Wall Street Journal* publié en 1986, l'expression se popularise et s'étend à d'autres catégories de personnes comme les jeunes ou les personnes issues des milieux populaires. En 1987, l'expression est reprise dans un article académique par l'équipe d'Ann M. Morrison (Morrison, White et Van Velsor, 1994). Dans un article de David Cotter et ses collègues intitulé *the glass ceiling effect*, ce concept est défini de la manière suivante : « L'effet plafond de verre implique que les désavantages liés au genre (ou autre) sont plus forts au sommet de la hiérarchie qu'aux niveaux inférieurs et que ces désavantages empirent au long de la carrière d'une personne » (traduction libre, Cotter et al., 2001). Les auteurs précisent que l'inégalité ne doit pas provenir de caractéristiques de l'employé qui pourraient être importantes pour le travail en question. En sociologie politique, la notion de plafond de verre est également utilisée afin de mettre en lumière les difficultés qu'ont certaines catégories de population à gravir les échelons dans une carrière politique, à l'instar des personnes issues de l'immigration ou des quartiers populaires (Bacqué et D'Orazio, 2015 ; Geisser et Soum, 2008).

Le plafond de verre étant vu comme une barrière injuste dans une carrière professionnelle ou politique, cette notion peut être adaptée à l'engagement associatif à partir du concept de carrière militante provenant de l'école de Chicago (Fillieule, 2009). Le plafond de verre se matérialise alors par l'impossibilité de mettre en œuvre son engagement personnel en prenant des responsabilités au sein d'une association et cela pour des raisons de genre, de race ou en

l'occurrence de l'origine sociale. Alors qu'ATD Quart Monde a mené une campagne pour faire reconnaître l'origine sociale comme un critère de discrimination, l'hypothèse d'un plafond de verre pour les militants quart monde dans la démocratie interne à l'échelle locale constituerait une contradiction forte de la communauté épistémique. Cette assomption qui provient des premières notes d'observation doit d'abord être confirmée à partir de l'analyse de discours des militants quart monde avant d'explorer le registre de justification des responsables d'ATD Quart Monde.

1.1. Les barrières aux prises de responsabilité des militants quart monde

Pendant la phase d'observation, les militants quart monde sont absents des espaces de décisions internes d'ATD Rhône-Alpes. En effet, la délégation régionale est composée de quatre personnes, dont un volontaire permanent et trois militants alliés. De même, mis à part le groupe de Chalon-sur-Saône¹, les sous-divisions locales sont généralement gérées par des acteurs forts. Si la journée régionale annuelle dispose d'un public équilibré entre les différentes composantes du mouvement, les réunions d'organisation diverses semblent principalement composées de militants alliés. En dehors des groupes jeunes de Lyon et de Saint Étienne, aucun militant quart monde n'occupe la place d'animateur de groupe de préparation à l'université populaire.

L'observation présentée ci-dessous permet d'entrevoir l'existence de barrières aux prises de responsabilité :

< Georgette est une usagère du centre d'accueil de jour pour SDF. Elle est alcoolique, vit dans un logement précaire et touche le RSA. Elle participe régulièrement au groupe de préparation de notre recherche participative. Cependant, elle ne vient que très rarement aux assemblées plénières. Lors de l'université populaire sur la notion de fierté, elle a participé à toutes les réunions préparatoires ainsi qu'à l'assemblée plénière. L'animateur général lui a demandé ce dont elle était fière. Georgette a répondu qu'elle n'avait aucune fierté. Elle a raconté qu'elle avait voulu s'engager dans une association pour aider les autres à retrouver une certaine fierté. Cette première association lui a répondu que dans son cas elle devrait plutôt demander une aide qu'en donner une. Elle se mit à pleurer en racontant ce témoignage. L'animateur a tenté de rebondir en mettant en lumière le fait que d'aider les autres permet de s'aider soi-même. Après chaque université populaire, l'animateur général à l'habitude d'envoyer ses réflexions par courriel aux animateurs de groupes. Il est revenu sur cet événement : « Pendant le temps du travail en petits groupes, nous avons parlé tous les deux. Elle disait qu'elle voudrait être utile au sein d'ATD Quart Monde. Je lui ai répondu qu'en participant à l'université populaire Quart Monde, en acceptant de partager sa réflexion, elle nous enrichissait tous et nous permettait de nous questionner et d'avancer dans notre engagement, et donc qu'elle était utile. Je me rendais compte en lui disant ça que ce n'était peut-être pas ce qu'elle attendait, qu'elle aurait peut-être préféré entendre : "Et bien, on t'attend pour une bibliothèque de rue ou pour aller aider

¹ La coordination de ce groupe est réalisée par deux militantes quart monde et deux militants alliés.

directement telle ou telle personne". Pourtant, hier je ne savais pas quoi lui dire d'autre sans avoir le sentiment de la tromper ». > (Notes d'observation, UP fierté, janvier-février 2016)

Alors que Georgette propose ses services, le volontaire permanent la renvoie à sa participation à l'université populaire. Le discours du salarié d'ATD Quart Monde confirme que le dispositif est conçu comme une formation initiale indispensable pour envisager la participation à d'autres actions. Le cas de Georgette permet d'émettre l'hypothèse que les responsabilités sont associées à un ensemble de compétences jugées nécessaires qui ne sont généralement pas acquises d'emblée par les acteurs affaiblis. C'est ce que l'on appellera une logique capacitaire dans l'attribution des tâches. La prise de responsabilités des militants quart monde serait alors le résultat d'un long processus de renforcement individuel et collectif.

Cependant, certains militants quart monde actifs depuis de nombreuses années rencontrent également des difficultés pour prendre des responsabilités, comme le suggère le cas du pôle politique. Celui-ci est composé d'une trentaine de personnes, dont un seul militant quart monde. Ce militant accompagné de son épouse s'exprime sur la place particulière qu'il occupe dans ce pôle.

Damien : « *Je suis entré au pôle politique, car j'ai bien sympathisé avec [R : le responsable du pôle]. Nous avons eu des débats sur la place des alliés et des militants. Nous sommes une trentaine au pôle politique, mais je suis le seul militant. Mon épouse a voulu y entrer. [R] lui a dit non. Il a bien essayé de nous expliquer pourquoi il n'y avait pas plus de militants, mais ses explications ne nous ont pas convaincus.* »

Marion : « *Nous n'avons pas de réponse. Ma vraie déception à ATD, c'est qu'on ne laisse pas la chance aux militants de faire les choses par eux-mêmes. Donc pour moi, on ne respecte pas les valeurs d'ATD.* » (Entretien, couple de militants quart monde, 30 avril 2014)

Ce couple de militants quart monde, Damien et Marion, est très actif et illustre bien la figure idéaltypique du « frondeur » évoqué dans la section précédente. Ils adoptent un jugement critique sur les pratiques de l'association qu'ils n'hésitent pas à diffuser en interne. Si la figure du « frondeur » a été développée à propos des barrières à l'entrée en praxis, elle se retrouve aussi au sujet de la place des militants quart monde dans la démocratie interne. L'analyse du discours de ce couple, confirmée par l'observation, montre l'existence de barrières à l'entrée dans certains espaces internes, en l'occurrence du pôle politique. Pourtant, celui-ci est un lieu de réflexion où les militants quart monde pourraient contribuer à la construction des positions d'ATD Rhône-Alpes en diversifiant les points de vue. En outre, le pôle politique est conçu comme une formation collective interne afin de prendre une responsabilité de porte-parole du mouvement. Ainsi, la fermeture de cet espace aux militants quart monde fonctionne comme un obstacle pour acquérir les compétences jugées nécessaires à la représentation d'ATD Quart Monde.

Selon Damien, le jugement critique sur la place des militants quart monde ne semble pas être isolé à son couple. Ceci est confirmé par l'enquête ethnographique. Par exemple, un mois après leur entretien, Damien et Marion ont abordé la question de la prise de responsabilité des

acteurs affaiblis lors d'une journée régionale d'ATD Rhône-Alpes¹, ce qui a suscité d'autres interpellations de la part de militants quart monde. Par ailleurs, l'enquête par entretien a permis de rencontrer d'autres « frondeurs », comme Sophie dont la première réaction est évocatrice quant à l'existence d'un plafond de verre.

Question : « Est-ce que tu aimerais prendre des responsabilités au sein d'ATD ? »

Sophie : « *C'est une question qui ne peut jamais se poser, car dans le fonctionnement d'ATD il faudra toujours un allié. [...] Quand Monsieur Paul Bouchet² devait présenter son livre, la direction du Grand Lyon s'est d'abord posé la question de savoir si les militants pouvaient venir. Pourquoi poser cette question ? Plutôt que de proposer d'emblée l'exclusion, la bonne question aurait été : "Comment rendre les choses accessibles ?" Monsieur Bouchet étant facilement abordable il suffisait de faire une réunion de préparation. Finalement, c'est ce qui a été fait et ça a bien fonctionné. Les militants étaient contents.* » (Entretien, militante quart monde, 8 avril 2016)

Ce discours fait état d'un sentiment de frustration lié à un état de tension entre ce que Sophie considère être en droit d'attendre de la part d'ATD Quart Monde, à savoir une logique d'inclusion, et la première réaction de réticence qu'elle reçoit des responsables du Grand Lyon. L'anecdote de Sophie permet d'émettre l'hypothèse que les responsables locaux d'ATD Quart Monde placent des barrières à l'entrée de certains espaces internes, comme cette réunion de discussion autour d'un livre.

« *Il faudra toujours un allié* », affirme Sophie : ce discours suggère une division du travail militant entre les acteurs affaiblis et les acteurs forts au profit des derniers.

Question : « Est-ce que tu penses que c'est important qu'il ait des militants dans les espaces de décisions ? »

Sophie : « *Bien sûr, mais il faut leur faire de la place. C'est dommage que parfois les responsabilités données aux militants ne soient pas réelles. Elles sont toujours chapeautées par quelqu'un.* » (Entretien, militante quart monde, 8 avril 2016)

Sophie est pourtant une militante quart monde active qui a eu dans son parcours une responsabilité dans le groupe de coordination du Grand Lyon. Ainsi, il existe tout de même quelques exemples de prises de responsabilité de militants quart monde qui vont à l'encontre de l'hypothèse du plafond de verre. Pour autant, le discours de Sophie suggère que les acteurs affaiblis n'auraient pas d'autonomie dans les responsabilités qui leur sont données. Ils seraient toujours « accompagnés » par des militants alliés. Un autre exemple intéressant est celui de Marion, l'une des deux animatrices du groupe « jeunes » de Lyon. Cette militante quart monde évoque une phase de négociation importante avec les volontaires permanents pour obtenir cette place qui lui a finalement été accordée à la condition d'une co-animation avec une militante alliée. Le parcours d'obstacles de Marion pour obtenir la responsabilité qu'elle souhaitait permet de confirmer l'existence d'un plafond de verre. Ainsi, même s'il existe

¹ Il est d'ailleurs possible qu'il s'agisse d'un effet de l'entretien.

² Ancien président d'ATD Quart Monde France.

quelques contre-exemples de prise de responsabilités de militants quart monde, cette relative ouverture est le résultat d'un processus de lutte en interne.

1.2. La division hiérarchique du travail militant

Alors que les termes identitaires de militants alliés et de militants quart monde font référence à une expérience de vie liée à la pauvreté ou non, il semblerait qu'ils servent également de distinction dans la distribution des tâches. D'un côté, les acteurs forts auraient le rôle d'organiser l'action collective. De l'autre, les acteurs affaiblis auraient un rôle de témoin. Les termes identitaires sont effectivement ressentis comme des places spécifiques au sein de l'association, comme le suggère le discours de Brigitte : « *Dès fois je voudrais aider l'animateur, mais je reste à ma place. Je ne suis pas alliée ou volontaire, mais militante [rire] !* » (Entretien, Brigitte, militante quart monde, 16 avril 2014).

Brigitte¹ est militante quart monde de longue date. D'après l'extrait ci-dessus, elle estime qu'elle n'est pas légitime à aider l'animateur. Les rôles sont donc différenciés à partir des étiquettes identitaires d'ATD. Les termes de militant quart monde, de militant allié et de volontaire permanent peuvent alors être ressentis comme des places hiérarchiques.

Brigitte : « *Dès que j'ai entendu parler d'alliés, de volontaires et de militants, je me suis dit que c'était des castes. C'était ma première réaction. Ça m'a interpellée et vraiment dérangée !* »

Question : « *Comment te considères-tu ?* »

Brigitte : « *Je suis une militante, c'est ma place ! Je ne veux pas la changer avec celle d'une alliée ! Je n'ai pas compris la réaction d'une fille qui ne voulait pas rester militante toute sa vie. Elle voulait devenir alliée pour prendre du grade. Les alliés ont une supériorité par rapport à nous puisque c'est eux qui prennent souvent des décisions. Ils se réunissent et discutent de sujets auxquels nous n'avons pas accès.* » (Entretien, militante quart monde, 16 avril 2014)

Le discours de Brigitte est représentatif d'une certaine incompréhension liée à l'ambivalence du terme entre une valorisation du savoir expérientiel et son détournement hiérarchique. La définition du militant quart monde implique une impossibilité de changer de statut. En effet, quel que soit le renforcement individuel, à partir du moment où le parcours de vie comprend une période en situation de pauvreté dans le passé, celle-ci est valorisable au sein de l'association. Toutefois, la division des tâches en fonction des étiquettes identitaires peut amener certains à vouloir changer de statut afin de pouvoir prendre des responsabilités.

Sylvie : « *Je ne cherche pas à monter plus haut comme alliée, car ça demande trop d'investissement. [...]. J'ai compris que j'étais militante parce qu'on m'a expliqué que ça correspond aux familles pauvres. Je ne sais pas la différence entre allié et volontaire, mais ils sont au-dessus de nous. [...] Je pense qu'ils ont commencé comme nous. Après, ils sont montés parce que soit ils ont demandé, soit on leur a proposé parce qu'ils ont plus de capacités. Moi, je*

¹ Cette militante a déjà été évoquée à plusieurs reprises.

préfère rester à ma place de militante, je la trouve bien. » (Entretien, militante quart monde, 11 février 2016)

Ce discours repose sur une certaine méconnaissance des termes. Ce que cette militante quart monde retient finalement c'est la distinction hiérarchique au point de supposer que les trois étiquettes correspondent à un parcours de montée en responsabilité. Par ailleurs, ce discours suggère l'existence d'une logique capacitaire dans l'attribution des tâches. Beaucoup d'acteurs affaiblis ayant un manque de confiance en soi et un sentiment d'incapacité, la hiérarchisation par les étiquettes identitaires associées à une conception rigide de la responsabilité fonctionne alors comme des obstacles au développement d'une volonté d'investissement au sein du groupe local.

Question : « Est-ce que tu aimerais prendre des responsabilités dans ATD Quart Monde au fil du temps ? »

Clémence : « *Non, je ne veux pas, je veux rester militante. Je n'aime pas commander, dire ce qu'il y a à faire. Je ne suis pas prête du tout. Je suis toute seule avec mes enfants donc il ne faut pas m'en demander trop.* » (Entretien, militante quart monde, 13 mars 2016)

Comme dans ce discours, l'enquête par entretien a montré un rejet du terme de « responsabilité » équivalent à celui de « politique ». Ainsi, la recherche a pris le temps de poser différentes questions pour détourner ce rejet. Si les injonctions à la responsabilisation des politiques sociales participent certainement au rejet du terme de responsabilité, le groupe d'ATD Rhône-Alpes ne propose pas de conception alternative qui favoriserait un processus progressif d'investissement des acteurs affaiblis dans le travail militant¹.

Dans la liste des rôles que s'attribuent les militants quart monde², seule la « roue de secours » évoque une responsabilité interne, mais encore une fois celle-ci est intermittente et accompagnée par des militants alliés. Par ailleurs, cette liste ne contient pas une place de « responsable » autonome. Sans sous-estimer le désintérêt pour ce type d'activité qui existe bel et bien, l'enquête a remarqué que certains militants quart monde détenaient des responsabilités internes sans le présenter de cette manière.

Sophie : « *Je travaille avec [A : l'animateur général] pour préparer les universités populaires. C'est [A] qui s'en occupe et nous on lui donne des idées.* »

Question : « Prenez-vous des responsabilités ? »

Sophie : « *Non, c'est [A] qui est responsable et nous, on l'aide. [...] Ça fait deux ans que je dis que je suis une roue de secours. C'est-à-dire qu'ils peuvent m'appeler quand ils sont en panne. Mais parfois je me retire parce que j'ai mes doutes.* » (Entretien, militante quart monde, 8 avril 2016)

Le rôle de roue de secours que se donne Sophie est intéressant à analyser, car il met en lumière les différentes composantes du plafond de verre. Tout d'abord, l'auto-attribution de ce rôle repose sur une dévalorisation de soi. Les personnes ne se sentent pas compétentes pour

¹ À l'instar de celle que l'on a proposée dans le premier chapitre.

² Se reporter au tableau des engagements p.58.

assumer une responsabilité interne sans une aide extérieure. Le rôle de roue de secours renvoie également à la peur de l'engagement que le chapitre précédent a présenté comme un obstacle à la participation. Alors que l'université populaire vise précisément la revalorisation de soi et l'*empowerment* des militants quart monde, ces derniers ne sont pas encouragés à se percevoir comme des acteurs capables d'être responsables au sein de leur groupe local. En particulier, la figure du « bon militant » que l'on a appelé « expert quart monde » s'appuie sur une dévalorisation du « pouvoir sur » qui suscite un rejet du *leadership*. Le rejet de la responsabilité est donc accentué par le processus d'alignement sur le style du groupe. De plus, la pratique de l'accompagnement systématique des militants quart monde dans les responsabilités auxquelles ils peuvent accéder viennent confirmer le sentiment d'incapacité à assumer une telle position en autonomie.

Un autre élément est à prendre en considération pour comprendre la persistance du plafond de verre. En dehors des « frondeurs », beaucoup de militants quart monde ne portent pas de jugement critique sur la hiérarchisation par les étiquettes identitaires. Ils s'accommodent de leur position subalterne, car ils préfèrent laisser la charge de travail aux militants alliés. Il y a donc une forme de *statu quo* dans la division des tâches. Par exemple, Odette fait partie du groupe de coordination de Chalon-sur-Saône, mais estime qu'elle n'a pas de responsabilité dans la mesure où ce sont deux militants alliés qui assument la majorité de la charge de travail. Elle est militante quart monde depuis une trentaine d'années et elle a un fort sentiment d'attachement à ATD Quart Monde. Odette ne fait pas partie des « frondeurs », car elle n'émet pas de jugement critique sur les pratiques internes. Cependant, le contexte de l'entretien favorise une réflexion sur sa position dans l'association.

Question : « As-tu l'envie de prendre la responsabilité de gérer le groupe local ? »

Odette : « *Oui, mais en tant que militant ce n'est pas pareil.* »

Question : « Pourquoi un militant quart monde ne pourrait pas prendre cette responsabilité ? »

Odette : « *Je ne sais pas. Les militants n'osent pas se lancer et ne savent pas s'ils en sont capables. N'ayant jamais été seule pour prendre cette responsabilité, je ne sais pas si j'y arriverais.* »

Question : « Si c'était inversé, si vous aviez la responsabilité avec l'autre militante quart monde et que les alliés étaient en soutien, est-ce que vous vous en sentiriez capable ? »

Odette : « *On ne s'est jamais posé la question. J'ai fait partie de l'organisation le 17 octobre, ça prend du temps et c'est beaucoup de travail. Je me sens capable de le faire donc, oui pourquoi pas.* » (Entretien, militante quart monde, 3 février 2016)

L'analyse du discours d'Odette met en lumière un intérêt pour la prise de responsabilité qui n'avait jamais été formulée en amont de l'entretien. Ainsi, la division des tâches entre acteurs forts et acteurs affaiblis au sein de l'association ne repose pas sur un désintérêt généralisé de ces derniers pour les activités quotidiennes du travail militant. La perception et l'accommodation avec le plafond de verre favorisent un *statu quo*, car beaucoup de militants quart monde ne le remettent pas en cause. En effet, le plafond de verre entre en résonance

avec un manque de confiance en-soi et un sentiment d'incapacité. De plus, étant donné qu'ils n'ont jamais été en position de responsabilité effective et que certains espaces de formation leur sont fermés, les militants quart monde n'ont pas d'expérience ou d'exemple pour contredire leur *a priori* négatif. Ainsi, comme Odette, beaucoup ne se questionnent pas sur les possibilités de prises de responsabilité interne.

Sophie a, elle aussi, participé à des espaces de décision. Pourtant, son discours avait servi à expliciter certaines barrières à l'entrée de ce type de lieux. « *Tu rêves !* », avait-elle répondu à la question d'une éventuelle prise de responsabilité. En réalité, son discours critique s'appuie sur une mauvaise expérience au sein du groupe local du Grand Lyon. La coresponsabilité entre militants alliés et militants quart monde ne faisant pas l'objet de réflexion et d'adaptation des modes de fonctionnement, les acteurs affaiblis comme Sophie ne trouvent pas leur place.

Sophie : « J'étais dans le groupe Lyon à un moment donné. On m'avait demandé de représenter les militants. À l'époque, je ne trouvais pas vraiment ma place. Par exemple, dans les bibliothèques de rue, je ne savais pas s'ils voulaient de moi. J'attendais qu'ils me proposent. [...] J'étais la seule militante parmi des intellectuels qui me considéraient peut-être comme une simple militante. Pourtant, pour moi les alliés et volontaires sont aussi des militants. La seule différence, c'est que j'ai vécu la pauvreté et que je n'ai pas leurs diplômes. Je ne me sens pas plus bête qu'eux, mais je suis qualifiée sur d'autres expériences qu'ils n'ont pas eues. »
(Entretien, militante quart monde, 8 avril 2016)

L'exemple de Sophie montre que des tentatives sont tout de même à l'œuvre pour lutter contre le plafond de verre. Cependant, le principe praxéologique de la communauté épistémique qui entend adapter l'offre de participation à partir des critères d'évaluation des acteurs affaiblis n'est pas mis en œuvre dans les pratiques de démocratie interne du groupe local. Ainsi, au lieu de lutter contre le plafond de verre, celui-ci se renforce par l'objectivation d'expériences négatives passées (Dobry, 1990) qui favorisent le développement d'un sentiment d'impossibilité à la fois du côté des acteurs affaiblis et du côté des acteurs forts. C'est l'analyse de ce dernier côté qu'il s'agit désormais de mener.

2 — L'engagement des acteurs forts : d'une vocation au service de la « cause des pauvres »¹ vers une posture de *disempowerment* ?

Pour comprendre l'existence du plafond de verre, il faut se pencher sur les tensions relatives à l'engagement des acteurs forts au sein d'ATD Quart Monde. Cette étude se focalise sur les discours d'une minorité active qui travaillent régulièrement avec les militants quart monde². Les influences chrétiennes de l'association permettent d'abord de dessiner les contours d'un engagement de type vocationnel au service de la « cause des pauvres » (Viguié, 2010) qui sur le long terme peut se transformer en *advocacy* pour la « cause des pauvres ». C'est cet aspect qui vient renforcer la division hiérarchique du travail militant.

Cependant, des effets d'émancipation pour les acteurs forts ouvrent la voie à une forme d'engagement reposant sur un processus de *disempowerment*³, entendue comme une compréhension de son positionnement dominant dans la société ainsi qu'à un renoncement à son pouvoir « sur » les acteurs affaiblis et à son pouvoir avec les autres acteurs forts. Cette posture dessine les contours d'un style de groupe (Eliasoph et Lichterman, 2011) qui est mis en œuvre à l'université populaire par exemple, mais qui comme l'indiquent les résultats précédents ne semble pas toujours appliqué dans les activités quotidiennes du groupe local. Il s'agit toutefois d'un horizon vers un engagement collectif reposant sur un principe de non-dominance. On va voir que le plafond de verre rhônalpin cache en réalité une dispute entre les membres d'ATD Quart Monde, entre la justification et la lutte contre le plafond de verre, entre un principe de réalité et un principe d'ouverture praxéologique.

2.1. Un mode d'engagement vocationnel

L'engagement que propose le mouvement emprunte celui du catholicisme social comme les prêtres ouvriers ou la Jeunesse Ouvrière Chrétienne. En particulier, l'engagement des volontaires permanents est décrit par Frédéric Viguié comme :

« Total, fondant le mouvement ATD à se dire issu de la pauvreté même, et titulaire d'un mandat direct, sans médiation et non simple porte-parole ou représentant des pauvres. Bref, cette représentation de la pauvreté et des formes de lutte qu'elle doit susciter est à la fois marquée par la tradition chrétienne du vœu de pauvreté et par des traits du mouvement ouvrier comme le langage marxiste de sous-prolétariat. » (Viguié, p. 138)

¹ Ce terme fait référence à la thèse de Frédéric Viguié (2010).

² L'analyse de l'engagement des acteurs forts est lacunaire dans la mesure où il ne s'agissait pas d'une priorité de la recherche.

³ François Dupuis-Déri (2008) propose la notion de *disempowerment*, à propos de l'engagement des hommes proféministes. Ce processus désigne non pas un décroissement de son pouvoir d'agir en tant qu'être humain, mais une réduction de son pouvoir « sur » les femmes et « avec » les autres hommes. Pour l'auteur, les hommes proféministes doivent entrer dans « une (auto)réduction du pouvoir individuel et collectif qu'exercent les hommes sur les femmes, et un (auto)positionnement d'auxiliaire par rapport aux féministes » (Dupuis-Déri, 2008, p. 149).

L'analyse de discours des acteurs forts d'ATD Quart Monde dévoile effectivement une forme de vocation à la « cause des pauvres », alliée à un renoncement de type ascétique ou d'abnégation dans l'engagement des volontaires permanents. Il y a aussi un sentiment d'être détenteur d'une relation de proximité forte avec les « personnes en situation de pauvreté » qui explique en partie le sentiment d'unicité d'ATD Quart Monde fondée sur la revendication de détenir une vérité absolue. C'est cet aspect que Frédéric Viguier décrit comme un mandat direct, sans médiation. Avant d'explorer les tensions qui sont à l'origine de cette posture et qui peuvent expliquer l'existence du plafond de verre, il convient d'explicitier les modalités concrètes de cette forme d'engagement.

Le statut des volontaires permanents est proche de celui des jocistes (Richou, 1994). Ces derniers sont promus aux responsabilités en fonction de leur foi et non de leurs compétences. De même, les volontaires permanents sont recrutés sur des critères de valeurs et d'engagement. Ils doivent d'ailleurs faire le choix de renoncer à leurs conditions de vie privilégiées. Les volontaires permanents partagent avec les jocistes la volonté humaniste d'aller à la rencontre et d'établir des relations avec toutes les personnes, quelles que soient leurs origines. Comme cela a été évoqué dans la première partie, ces ressemblances ne sont pas sans lien avec les rapports que Joseph Wresinski entretenait avec le catholicisme social. Par exemple, dans les premières heures du mouvement, le prêtre étant accompagné principalement de femmes, celui-ci se questionnait sur le célibat de ses volontaires permanentes, à l'instar du syndicalisme féminin chrétien (Chabot, 2003). Ces dernières ont finalement refusé le célibat, mais ce type de réflexions internes est bien le signe d'une influence chrétienne de l'engagement des acteurs forts au sein d'ATD Quart Monde.

L'analyse de discours des volontaires permanents dévoile effectivement un engagement de type vocationnel qui s'appuie sur une relation de proximité avec les « plus pauvres » qui prend un caractère exacerbé au sein d'ATD Quart Monde.

Bastien : « J'ai vécu quelque chose de très fort dans la relation avec les personnes qui m'a vraiment interpellé, que je ne pourrais pas vivre ailleurs et qui m'a donné envie de poursuivre mon engagement. [...] Quand j'étais salarié du Secours Catholique, je conservais une certaine retenue de par mes fonctions. J'avais une relation à la personne plus limitée. Avec ATD, il y a deux choses : d'une part, le statut du volontaire qui est très particulier et d'autre part, la rencontre et la relation avec l'autre. » (Entretien, ancien volontaire permanent, 11 octobre 2016)

L'ordre local d'ATD Quart Monde offre un contexte exceptionnel pour aller à la rencontre des acteurs affaiblis. L'engagement des volontaires permanents repose sur un rejet des codes culturels dominants et une volonté de vivre selon des normes alternatives. Si ce dernier volontaire est chrétien, ce n'est pas le cas de tous. Un grand nombre d'entre eux ne relie pas leur engagement à leur appartenance religieuse. Le choix d'un mode de vie simple peut également intéresser d'autres types de personnes comme les volontaires qui ont intégré le mouvement dans les suites de mai 1968, qui se définissent de gauche ou encore altermondialistes.

Les volontaires permanents renoncent d'abord à un salaire. L'indemnisation pour un célibataire est de 590 euros par mois, mais le logement et les charges sont payés par l'association¹. Pour les volontaires permanents qui disposent d'un capital économique important, par exemple par héritage, le renoncement prend une forme beaucoup moins forte. Il se traduit alors par l'installation dans les quartiers où vivent les « personnes en situation de pauvreté ». Le renoncement est complet lorsque le volontaire provient de la classe moyenne et fait le choix de quitter le monde du travail. C'est le cas de Pierre, un ancien ingénieur :

« Je pense que ce type d'engagement, le volontariat, me correspondait très bien. C'est-à-dire que tout ce choix de vie simple n'a pas été un effort pour moi. Et en même temps, je sentais qu'on se donnait une grande liberté d'action et qu'il y avait une grande radicalité pour aller très loin dans ce qu'on veut vivre. Je sentais aussi que j'avais beaucoup de choses à apprendre. » (Entretien, Pierre, volontaire permanent, 16 juin 2016)

Pierre est en couple avec une autre volontaire permanente, ce qui est assez courant dans la mesure où ce choix de vie simple et le changement de mission constituent des contraintes familiales importantes. Si ATD Quart Monde rémunère davantage ses salariés en fonction du nombre d'enfants ou les aide économiquement dans leur éducation, il n'en reste pas moins que le mode de vie simple a des conséquences sur l'ensemble de la famille.

Même s'il prend une forme moins exclusive, l'engagement des militants alliés actifs s'apparente également à une vocation. Il est souvent lié à un don de soi et une volonté de rencontre fraternelle avec les plus pauvres. C'est le cas de Faustine : *« J'ai choisi de rentrer par le biais de la chorale parce que c'était le moyen d'entrer en contact naturel avec des gens qui étaient différents. J'ai trouvé un accueil magnifique et une proximité de plain-pied très rapidement. [...] Je trouve que c'est un monde extrêmement attachant »* (Entretien collectif, militante alliée, 13 octobre 2016).

Dans les sources d'engagement, certains militants alliés expliquent avoir un sentiment de proximité avec les « personnes en situation de pauvreté » par le biais d'une relation personnelle avec un processus d'exclusion. *« Je me sens encore plus proche d'eux parce que j'ai ma propre pauvreté, à savoir que j'ai des tas d'ennuis qui ont fait que j'ai la figure assez bien déformée. Je crois que ça me donne une forme de pauvreté qui me rapproche. Je ne sais pas bien comment l'expliquer »*, explique Faustine (entretien collectif, militante alliée, 13 octobre 2016). Ce type de rapprochement montre une recherche de proximité avec les acteurs affaiblis en se trouvant des points communs avec eux. C'est le cas d'Édouard, un ancien président d'ATD Quart Monde France :

« Je connaissais l'exclusion liée au handicap et à la maladie. J'ai un jeune frère trisomique et donc j'avais souffert quand il est né. J'avais 15 ans. Ça m'avait fait mal, ça m'avait atteint. C'est-à-dire que j'étais dans une solidarité charnelle et j'étais très sensible à l'injustice, à l'exclusion. Quand je suis arrivé à Noisy-le-Grand et que j'ai découvert cette situation de grande pauvreté que j'ignorais, ça a été pour moi quelque chose d'extrêmement fort parce

¹ Source : atd-quartmonde.org, l'indemnisation des volontaires permanents, consulté le 15 mai 2018.

qu'un enfant qui naît trisomique c'est quelque chose qui arrive et on ne peut pas dire que c'est la faute de quelqu'un. Et tout d'un coup, je découvrais une réalité insupportable et qui était de notre responsabilité à tous. » (Notes d'observation, débat-discours avec le président d'ATD Quart Monde France, militant allié, 26 avril 2014)

Beaucoup d'acteurs forts font état de leur indignation face aux situations de pauvreté. Cependant, contrairement à d'autres associations, ATD Quart Monde propose un autre type d'action et de relation que la charité. S'il y a une volonté de donner de sa personne, c'est pour établir les bases d'un échange d'égal à égal. Le mouvement recrute beaucoup de militants alliés parmi les bénévoles qui sont déçus par leur engagement dans d'autres associations de type caritatif. Les militants alliés évoquent souvent le caractère exceptionnel de l'engagement au sein d'ATD Quart Monde.

Faustine : « J'ai toujours connu une attirance vers ceux qui étaient un peu isolés ou un peu à l'écart. C'est mon côté "Saint-Bernard". Mais justement, je ne voulais pas être dans cette attitude de chiens Saint-Bernard. Je voulais être sur le même plan qu'eux, faire des choses ensemble. À ATD, on n'est pas dans le "je donne, tu reçois", on est dans l'échange sur le même pied d'égalité. » (Entretien collectif, militante allié, 13 octobre 2016)

Parmi les sources d'engagement, il y a donc une forme d'attirance pour les « perdants ». Dans les entretiens, beaucoup d'acteurs forts débutent leur récit d'engagement à partir de la description de leur première rencontre avec des acteurs affaiblis. La découverte du monde de la pauvreté constitue la première étape de leur parcours militant. Celle-ci se poursuit souvent par une recherche de compréhension qu'ATD Quart Monde permet de faciliter.

Julia : « J'ai été amenée au gré des rencontres à m'apercevoir que même dans mon petit village qui est plutôt assez riche, il y avait des gens en extrême pauvreté. J'ai été frappée par l'injustice de l'exclusion de ces personnes. Elles étaient marginalisées et ne participaient pas à la vie du village. J'ai enquêté et je me suis rapprochée d'elles. Petit à petit, j'ai établi de la confiance. [...]. Je suis entrée dans un monde qui m'était totalement inconnu. Et au bout de quelques années, je me suis aperçue que j'étais assez démunie. Je faisais les choses à tâtons, sans trop savoir où j'allais. Du coup, je me suis dit qu'il fallait que je me rapproche d'un mouvement. Je suis allée au plus près de chez moi au Secours Catholique. Mais j'ai été très déçue parce que ça ne correspondait pas du tout à ce que je cherchais. Il n'y avait ni réflexion ni analyse. Finalement, je suis allé frapper à la porte ATD Quart Monde que je connaissais, mais qui était beaucoup plus loin de chez moi et j'ai trouvé enfin ce que je cherchais. [...]. Il y avait un groupe "connaissance" pour les alliés qui visait justement à se questionner sur la pauvreté. Qu'est ce qu'on apprend sur la pauvreté dans l'accompagnement des familles ? Cette démarche m'a passionnée et m'a donné envie de prolonger mon engagement. » (Entretien collectif, militante allié, 13 octobre 2016)

Ce discours met en avant la démarche axée sur la recherche de connaissance comme une source de l'engagement au sein d'ATD Quart Monde. Les motivations personnelles de cette militante allié entrent en résonance avec l'offre que propose l'association et qu'elle n'a pas trouvée au Secours Catholique. C'est également une source d'engagement des volontaires

permanents dans la mesure où leur rôle peut se rapprocher, comme on l'a vu, de celui d'un anthropologue de la grande pauvreté.

Patrick : « *J'allais dans trois familles pour aider les enfants, car j'ai toujours apprécié les enfants. Parmi les trois, une était vraiment dans la misère. J'ai découvert que dans mon pays il y'avait des enfants qui étaient intelligents, mais qui ne réussissaient pas à l'école. Ils étaient en éducation spécialisée. L'un d'entre eux avait 10 ans et ne savait pas lire. Ça m'a interpellée et je ne comprenais pas le fonctionnement de cette famille. Un groupe d'ATD s'est créé juste à ce moment-là sur Clermont-Ferrand. J'ai commencé à participer à leurs rencontres pour essayer de comprendre cette famille.* » (Entretien, volontaire permanent, 24 avril 2014)

Dans les premières participations aux activités du mouvement, l'engagement prend de l'ampleur par la rencontre avec les militants quart monde. Ces derniers impressionnent les acteurs forts par leur courage malgré des situations de vie difficile. Ils déconstruisent l'image du pauvre démissionnaire en montrant un certain nombre de capacités de communication. Il y a donc une admiration qui n'est pas seulement liée à la pauvreté, mais aussi à la formation des militants quart monde comme l'ouverture d'esprit et le non-jugement des « personnes favorisées ».

Faustine : « *On m'a raconté des histoires de vie qui m'ont vraiment emplies d'admiration. Je pense à une jeune femme qui a élevé cinq enfants, en grande difficulté. Elle a été abandonnée par son mari. Mais elle était capable à six heures du matin, de recevoir un garçon handicapé d'une voisine qu'elle gardait jusqu'à ce qu'il soit l'heure de l'emmener à son centre. C'est une femme vraiment démunie, dans la plus grande difficulté, et qui prenait en charge ce garçon handicapé pour que la mère puisse aller travailler. J'ai beaucoup d'autres exemples [...]. Je suis frappée par l'intelligence de certains militants. Ils ont une finesse de perception, une capacité d'analyse qui est étonnante. Enfin, il y a un courage chez les gens qui ont des vies très difficiles et qui viennent à ATD, qui est absolument stupéfiant, et surtout une attitude qui n'est jamais de plaintes ou de gémissements* ».

Julia : « *Je repartirais bien sur ce que tu viens de dire, car c'est vraiment très juste ce courage. Ils ont des vies difficiles. [...] Quand ils se livrent, ils peuvent se mettre en vulnérabilité, mais on a l'impression qu'ils n'ont pas peur. Ils nous font confiance comme si ATD était une garantie de respect, que nous n'allions pas nous servir ou transformer ce qu'ils disent.* » (Entretien collectif, militante alliée, 13 octobre 2016)

Les premières rencontres avec des militants quart monde provoquent donc un étonnement par rapport aux présupposés sur la pauvreté. Les acteurs forts ont l'impression de casser les barrières sociales en découvrant ce qui les rapproche des acteurs affaiblis. Avec le climat de confiance qui règne au sein d'ATD, un sentiment d'être privilégié se construit à partir de la relation de proximité avec les militants quart monde.

Bastien : « *Il y a un militant que j'apprécie beaucoup. [...]. Il est capable de parler de la guerre de Sécession aux États-Unis. Il connaît par cœur les batailles. Il a lu un gros livre "Nord et Sud". C'est surprenant. Quand on prend le temps de les connaître, on se rend compte que ce sont des gens un peu comme nous qui ont des passions.* » (Entretien, ancien volontaire permanent, 11 octobre 2016)

L'engagement au sein d'ATD Quart Monde et la rencontre avec les acteurs affaiblis sont souvent vécus comme une chance pour les acteurs forts. Progressivement, l'engagement prend la forme d'une vocation à la « cause des pauvres ».

Édouard : « *En tant qu'allié, en tant que personne qui a fait des études supérieures et qui a des responsabilités dans une entreprise, il y a beaucoup de choses qui vont bien dans ma vie. Mais pour pouvoir réfléchir, participer à l'université populaire est une chance pour moi. Quand on est dans un groupe ATD Quart Monde, c'est une chance et il faut en être conscient.* » (Notes d'observation, débat-discours avec le président d'ATD Quart Monde France, 26 avril 2014).

Lise : « *J'ai pris la décision de devenir volontaire parce que j'ai vu que les gens permettaient aux personnes pauvres d'être debout et j'ai eu la conviction que c'était le chemin que je devais prendre.* » (Entretien, volontaire permanente, 6 mai 2014).

Au sein d'ATD Quart Monde, l'engagement des acteurs forts débute par la découverte du monde de la pauvreté et par un sentiment d'incompréhension que l'on cherche à dépasser. Il se poursuit dans un travail de dévoilement et de développement de la connaissance sur la grande pauvreté dans un échange émancipateur avec les personnes concernées. À partir de leur relation de proximité, les acteurs forts développent alors une expertise associative spécifique qui revendique une connaissance de la pauvreté au plus près du savoir infrapolitique des personnes concernées. Sur le long terme, cette expertise associative peut entrer en tension avec l'expertise des acteurs affaiblis. La première peut substituer la seconde lorsqu'il n'y a pas de critères éthiques de non-domination qui évitent les projections des acteurs forts. C'est ce que l'on va voir à partir du cas des volontaires permanents de l'équipe rhônalpine.

2.2. Les ambiguïtés de l'éthique du care des volontaires permanents

La vocation se met en œuvre à la manière des anthropologues. Les acteurs forts d'ATD Quart Monde vont à la rencontre des « personnes en situation d'extrême pauvreté » dans l'optique de découvrir de nouvelles informations. Les tensions se situent alors sur le long terme, lorsque la vocation à la « cause des pauvres » se transforme progressivement en *advocacy* pour la « cause des pauvres », laissant de côté le principe d'ouverture praxéologique permanente de la communauté épistémique. D'un côté, le développement d'un sentiment de proximité avec le milieu de la pauvreté peut renforcer les projections de pensée de la part des volontaires permanents sur les acteurs affaiblis. De l'autre, l'intensité et la pénibilité de ce travail peuvent estomper progressivement les valeurs initiales de leur engagement. Les justifications du plafond de verre proviennent souvent des volontaires permanents qui ont beaucoup d'expérience comme ceux de Lyon. Il s'agit alors d'analyser les logiques qui sous-tendent cette justification.

Le discours de Damien — que l'on peut qualifier de « frondeur » — suggère que les obstacles aux prises de responsabilité des militants quart monde reposent sur une logique de protection

de la part des volontaires permanents : « *C'est une volonté de ne pas donner trop de responsabilités aux militants pour ne pas les mettre en difficulté. Je ne suis pas pour cette méthode qui consiste à les mettre dans un cocon* » (Entretien, Marion et Damien, couple de militants quart monde, 30 avril 2014).

Les relations entre les volontaires permanents et les militants quart monde peuvent effectivement être analysées à partir de l'éthique relationnelle du *care*¹ qui signifie littéralement « prendre soin ». Il s'agit de prendre les acteurs affaiblis « là où ils en sont » dans une optique protectrice et réparatrice. La valorisation du savoir infrapolitique implique une réciprocité du don puisque les acteurs affaiblis apportent leur connaissance à la communauté épistémique. L'accompagnement vise l'accomplissement des besoins et des désirs des personnes. La démarche d'« aller vers » constitue une posture de réceptivité (Noddings, 1998) à partir d'une volonté de compréhension en s'attachant à ne pas interférer dans la réflexion individuelle. Il est aussi question de prendre en compte les compétences et les aspirations des acteurs affaiblis afin d'adapter le cadre de la participation. En outre, ATD Quart Monde valorise des valeurs empathiques (le respect et le non-jugement), en laissant la place à l'autre et en écoutant avec attention l'avis d'autrui. C'est également dans cette optique que les positions de pouvoir associées à des responsabilités individuelles ou de *leadership* sont rejetées au profit d'une dimension collective de ces concepts.

Toutefois, la notion de responsabilité collective suppose une gouvernance partagée. Or, le plafond de verre renvoie à une division du travail militant entre les acteurs affaiblis et les acteurs forts de l'association. L'hypothèse selon laquelle les volontaires permanents refusent délibérément des places spécifiques aux militants quart monde se confirme à partir de l'analyse de leur discours. Le registre de justification met alors en lumière les ambiguïtés de la logique de protection propre à l'éthique du *care*.

Question : « Est-ce que vous manquez d'animateurs ? »

Patrick : « *Oui, le défi de l'université populaire, c'est de recruter des alliés.* »

Question : « Est-ce que des militants quart monde pourraient être recrutés ? »

Patrick : « *Non, sauf exception. On ne peut pas demander aux militants d'être solidaires des gens qui sont encore plus démunis qu'eux. Ça serait de l'héroïsme pur et simple. Les personnes qui ont souffert et qui s'en sont sorties en ont assez de la misère. La solidarité entre pauvres existe, mais on ne peut pas aller trop loin sinon ce sont des déchirements et des drames* »

Question : « Les militants quart monde ne peuvent donc pas être volontaires par exemple ? »

¹ L'éthique du *care* « se définit par une préoccupation morale du bien-être d'autrui, et centre le développement moral sur la compréhension des responsabilités et des rapports humains » (Gilligan, 1986, p. 38). Pour Nel Noddings (1998), le *care* implique que la personne qui en est l'objet y réponde par une certaine forme de reconnaissance. Les motivations du dispensateur doivent, quant à elles, s'appuyer sur un souci désintéressé d'autrui dans une réceptivité aux perceptions de la personne, ce qu'elle appelle *engrossment*. Il s'agit d'« une forme non sélective de l'attention qui permet à l'autre d'établir un cadre de référence et de nous inviter à y entrer » (Noddings, 1998, p. 191).

Patrick : « *En France, je ne crois pas que ça existe. Il y en a eu dans le passé, mais ces expériences montrent que ce n'est pas facile. Il ne faut pas se faire d'illusion. Il faut faire attention et ne pas mettre les gens en danger.* » (Entretien, Patrick, volontaire permanent, 24 avril 2014)

Nel Noddings (1998) définit la réceptivité comme une posture qui consiste à ne pas faire de projection à partir de son cadre de référence. Une telle posture est mise en œuvre de manière stricte dans la démarche de mobilisation des entrepreneurs de cause et au sein des dispositifs participatifs comme l'université populaire, mais semble disparaître dans les activités quotidiennes du groupe local. Le discours de Patrick entre en résonance avec les résultats de Xavier Dunezat. Ce dernier note que dans les mouvements de « sans », l'attitude dominante des acteurs forts consiste à propager un discours selon lequel les acteurs affaiblis ont de telles difficultés matérielles et psychologiques ou encore qu'ils sont tellement pris dans des logiques individualistes que leur mobilisation est improbable sans soutien (Dunezat, 2011, p. 217). Les volontaires permanents d'ATD Rhône-Alpes proposent un discours équivalent. En effet, même renforcés, les acteurs affaiblis restent en situation de vulnérabilité, une vulnérabilité qui serait accentuée dans un rôle d'animateur de groupe ou de volontaire permanent. Dans le discours de Patrick, il ne s'agit pas d'un manque de capacités pour assumer de telles responsabilités, mais d'une logique protectrice.

Une division du travail militant se confirme puisque ce sont les acteurs forts qui doivent prendre les risques liés aux places à responsabilité. Dans le discours des volontaires permanents, les militants détiennent une responsabilité, à savoir celle d'apporter de la connaissance sur la pauvreté. Celle-ci est jugée essentielle étant donné qu'ATD Quart Monde constitue une communauté épistémique fondée sur la valorisation du savoir infrapolitique. Ainsi, la division du travail militant est justifiée dans la mesure où les acteurs affaiblis sont plus utiles dans un rôle de « témoin » que dans un rôle d'animateur, d'accompagnant ou de délégué régional par exemple. Les acteurs forts occupent ce type de fonction non pas parce qu'ils sont plus légitimes, mais parce que cela permet de décharger les acteurs affaiblis pour mener à bien leurs propres responsabilités. Si la notion de hiérarchisation est remise en cause, car le rôle des militants quart monde est jugé aussi important que celui des militants alliés et des volontaires permanents, la division du travail militant est reconnue et même valorisée.

Adrien : « *Beaucoup de militants, surtout dans le groupe jeune, ne comprennent pas les termes. Pour eux, les militants devraient être partout. Mais à mon avis l'intérêt d'ATD Quart Monde est de se retrouver justement avec des vies différentes et avec des raisons d'engagement différentes. Je n'ai pas vécu comme les militants à la rue, avec le placement des enfants, de la violence, de l'exclusion. J'ai réussi à l'école. Je ne peux donc pas porter la même parole qu'eux. La distinction sert à marquer des engagements d'ordre différent qui reposent sur des expériences différentes. On ne demande pas aux alliés de participer à une coformation qui ne leur servirait à rien. Ce qu'on veut c'est que les militants parlent. On ne veut surtout pas parler à leur place. [...]. Peut-être que mettre une étiquette les gêne, mais pour moi ce n'est pas une étiquette. Le peuple du Quart Monde, ce sont des gens qui se rassemblent pour être plus forts. [...]. La*

différence est réelle, mais ce n'est pas pour autant qu'elle crée de l'exclusion ou de la discrimination. » (Entretien, volontaire permanent, 23 avril 2014)

Ce discours répond directement aux critiques de Damien et Marion qui ont servi à l'analyse du plafond de verre. C'est à eux qu'il est fait référence lorsque le volontaire permanent qui est le responsable du pôle politique parle du groupe « jeune ». Le registre de justification d'Adrien remet en cause la perception des militants quart monde concernant leur place subalterne au sein de l'association. Ce discours s'appuie sur la valorisation des distinctions entre acteurs affaiblis et acteurs forts sans prendre en compte le sentiment de frustration de certains militants. Les acteurs affaiblis semblent assignés à un rôle de « témoin » à partir de leur savoir infrapolitique et cela même si cela procure un sentiment de « gêne ».

Les volontaires permanents lyonnais supposent que les militants quart monde ne seraient pas intéressés par les activités d'organisation ou de réflexion stratégique. Cet *a priori* ne repose pas totalement sur une projection du cadre de référence des acteurs forts sur les aspirations des acteurs affaiblis. Si c'est le cas pour les « frondeurs » qui diffusent un jugement critique sur leur place subalterne, beaucoup de militants quart monde expriment un rejet de certaines notions comme celle de responsabilité ou de politique. Cependant, ce rejet repose avant tout sur les termes et n'implique pas nécessairement un désintérêt pour les activités en question. En suivant Marie Garreau (2009), l'une des difficultés de l'éthique du *care* est que les intéressés n'expriment pas toujours clairement leurs intérêts, leurs besoins et leurs aspirations. Ainsi, la relation de dépendance peut se transformer en domination de la part du dispensateur. Il s'agit d'une tension inhérente, car le *care* implique une posture contraignante d'écoute et d'attention permanente aux besoins et aux désirs de la personne.

En dehors de cet *a priori* de désintérêt pour certaines tâches et de la logique de protection, le registre de justification des volontaires permanents rhônalpins s'appuie également sur une logique capacitaire. Celle-ci consiste à associer des responsabilités à un ensemble de capacités préétablies, ce qui amène à estimer que les acteurs affaiblis ne sont pas capables d'assumer telle ou telle tâche. Il s'agit de l'une des principales explications du plafond de verre des militants quart monde, car elle justifie de façon pragmatique les obstacles aux prises de responsabilité.

Lise : « *On ne peut pas dire que les militants partagent les responsabilités. Ceux qui ont fait très peu d'études ont du mal à suivre les réunions. On essaye de repérer ceux qui peuvent prendre des responsabilités. [...]. À la chorale deux militants quart monde sont responsables avec la chef de chœur et avec une quatrième personne. Les militants ont la responsabilité de téléphoner aux uns et aux autres par exemple. C'est une prise de responsabilité, mais tout le monde n'est pas forcément capable de faire ça.* » (Entretien, volontaire permanente, 6 mai 2014)

La logique capacitaire entre en contradiction avec les valeurs de la communauté épistémique qui propose une participation radicale des acteurs, aussi affaiblis soient-ils, à l'ensemble du processus de décision. Afin d'amoindrir la dissonance avec la communauté épistémique, les

pratiques des volontaires rhônalpins s'appuient sur la sélectivité des militants quart monde jugés « capables » d'assumer des responsabilités. En convergence avec la logique de protection, l'inclusion des acteurs affaiblis est alors réalisée à partir d'un principe de précaution et d'exception.

Lise : « À Lyon, on ne veut pas mettre des militants à tous les postes, car on pense qu'ils n'en sont pas tous capables et quand on leur donne une responsabilité, c'est une seule à la foi. Il y a quelques militants [quart monde] dans les groupes d'animation locaux. »

Question : « Un militant quart monde peut-il être animateur d'un groupe d'UP ? »

Lise : « Si c'était le cas, nous souhaiterions qu'il soit en lien avec un volontaire ou un allié, en binôme pour aider à la réflexion. Ensuite, mettre un militant tout seul dans une responsabilité de groupe crée des jalousies et des rivalités avec les autres. Ce serait très dur, voire impossible, pour un militant d'avoir à faire face seul à ses rivalités. Nous pensons qu'il faut un allié pour l'aider à prendre du recul par rapport à sa situation. » (Entretien, volontaire permanente, 6 mai 2014)

Le registre de justification des volontaires permanents s'appuie sur un présupposé d'incapacité et de fragilité comme l'indique l'exigence du binôme avec un militant allié. En outre, le discours ci-dessus témoigne d'une certaine méfiance envers les acteurs affaiblis qui semblent enclins à la jalousie. Les militants quart monde qui prennent des responsabilités pourraient être considérés comme des exemples à suivre. Au contraire, Lise les considère comme des contre-exemples qui donnent de faux espoirs face à l'ampleur du renforcement individuel que cela nécessite. La suite du discours de cette volontaire permanente confirme l'idée que ce n'est pas tant la situation de pauvreté que le statut qui empêche la prise de responsabilité.

Lise : « Je ne dirais pas qu'il y a des militants qui sont volontaires, je dirais qu'il y a quelques personnes qui viennent de la pauvreté ou de la grande pauvreté parmi les volontaires. Mais, ils n'ont pas été militants avant. Il y a très peu d'exemples de militants qui ont essayé de devenir volontaires. J'en ai connu une à Rennes. Elle a tenu un an. Cette femme a participé au programme Quart Monde université et elle s'est suicidée quelques années après. Elle disait que c'était très dur pour elle d'entrer dans ces familles et qu'elle avait l'impression de prendre toute la pauvreté en pleine figure. Bien qu'ayant une vie assez équilibrée, elle était fragile et avait encore quelques problèmes financiers. D'autres ont essayé, mais n'ont pas tenu. » (Entretien, volontaire permanente, 6 mai 2014)

À l'aune de ce discours, une fois qu'une personne est considérée comme militante quart monde, celle-ci doit faire face aux obstacles aux prises de responsabilité. L'investissement des dispensateurs de *care* est important et la pénibilité du travail constitue un facteur de risque à la domination. Tout d'abord, l'engagement des volontaires permanents qui s'appuie sur un renoncement et un sentiment de proximité avec les acteurs affaiblis peut renforcer la projection des intérêts des premiers sur les aspirations des seconds. Ensuite, beaucoup d'essais ont été des échecs qui se transforment alors en démonstration de l'impossibilité du partage des responsabilités. Sur le long terme, pour les volontaires permanents, l'accumulation d'échecs, d'autant plus lorsque qu'il s'agit d'un suicide, se transforme en

principe de réalité. Les succès, quant à eux, sont considérés comme des exceptions. Les militants en question auraient plus de compétences que les autres ou auraient moins de fragilité que les autres.

Lise : « *Dans le Nord, c'est un terreau où les militants ont des responsabilités, mais ça ne se passe pas forcément bien quand il n'y a pas d'alliés avec eux. À Nancy, il y a une militante qui a des responsabilités au niveau national et il y a d'autres exemples. Mais dans tous ces cas, ce sont ceux qui sont au-dessus des autres, qui ont plus de capacités intellectuelles et de compréhension pour suivre une conversation.* » (Entretien, volontaire permanente, 6 mai 2014)

Les logiques capacitaires et la logique de protection façonnent alors progressivement le plafond de verre, ce qui se retrouve dans les ambiguïtés de la contre-figure idéaltypique de l'« alibi ». Celui-ci est présent dans un espace de décisions pour satisfaire un principe idéologique sans que les conditions soient réunies pour que son pouvoir d'influence soit effectif.

Michel : « *Pour nous l'enjeu, ce n'est pas de refuser que des gens pauvres aient leur place dans des lieux de décision, mais c'est vraiment de faire le vrai travail pour les préparer et éviter des les mettre en danger en leur donnant du pouvoir ou un semblant de pouvoir.* » (Entretien, volontaire permanent, responsable 1001 territoires, 13 mars 2016)

A priori, le rejet de la figure de l'« alibi » converge avec les valeurs de la communauté épistémique. Cependant, au regard de l'ampleur du cadre normatif, un sentiment d'impossibilité de mise en œuvre se construit dans certaines équipes locales qui ne disposent pas des moyens de l'échelle nationale et internationale. Ainsi, étant donné que l'ensemble des conditions ne peut pas être mis en œuvre dans une délégation régionale par exemple, la contre-figure de l'« alibi » constitue une justification de l'absence des militants quart monde dans ce type d'espaces de décisions. Les volontaires permanents mettent en œuvre une logique du « tout ou rien » qui s'opposent à la logique d'expérimentation praxéologique de la communauté épistémique. Cependant, les trois volontaires permanents lyonnais ne sont pas les seuls à avoir des responsabilités dans la région Rhône-Alpes. Prenant appui sur les principes d'ATD Quart Monde, certains acteurs forts développent une posture de *disempowerment* et semblent plus enclins à une démocratie interne inclusive.

2.3. Vers des fissures dans le plafond de verre ?

En suivant le philosophe Michael Slote (2007) qui s'intéresse aux questions éthiques, les ambiguïtés de la logique du *care* des entrepreneurs de cause d'ATD Quart Monde peuvent être analysées comme des « dérives paternalistes injustifiées » dans la mesure où elles s'opposent aux aspirations des militants quart monde, tout du moins des « frondeurs ». Michael Slote affirme qu'une dose de paternalisme est justifiée, voire nécessaire jusqu'au point où la sollicitude du dispensateur du *care* va à l'encontre des désirs et souhaits des personnes même si l'attitude vise son bien-être. Dans ce cas, il s'agit d'un manque de respect pour l'autonomie des individus et le paternalisme est injustifié. En effet, pour Slote, le bien-

être de la personne contient la capacité à prendre et assumer ses propres décisions. Les pratiques du *care* impliquent d'être reconnues comme bénéfiques et acceptées par la personne concernée.

Pour éviter les « dérives paternalistes », la politiste féministe Joan Tronto (1993) propose d'adopter une éthique de la « réceptivité » qui consiste à saisir les besoins d'autrui sans effectuer de projection par rapport à sa propre situation et sans s'estimer plus compétent que la personne pour juger ce qui est bon pour elle. C'est en réalité sur le long terme lorsque les principes éthiques se substituent à un principe de réalité que des ambiguïtés s'immiscent dans la logique du *care*. On va voir que le style de groupe associé aux acteurs forts d'ATD Quart Monde valorise une posture de non-domination ouvrant la voie à une autre manière de concevoir la division du travail militant. Avec la réactualisation de ce style par la diffusion interne du cadre normatif du « croisement des savoirs », les tensions dans l'engagement des acteurs forts s'amointrissent et des fissures apparaissent dans le plafond de verre des acteurs affaiblis.

Contrairement à l'idée d'une stratégie émancipatrice orientée uniquement vers les opprimés (Freire, 1980), on va montrer la possibilité d'une émancipation d'acteurs forts au contact avec les acteurs affaiblis. En mettant en œuvre leur vocation à la « cause des pauvres » par une démarche de connaissance, les militants alliés et les volontaires permanents ont certains effets de transformations individuels, collectifs et politiques qui favorisent un processus de *disempowerment*. Tout d'abord, la rencontre avec des militants qui s'approchent de la figure idéaltypique de l'« expert quart monde » déconstruit les idées reçues. Cela met en lumière les possibilités d'émancipation des acteurs affaiblis, puis favorise un changement de posture de la part des acteurs forts.

Julia : « Contrairement à la vision que les plus pauvres ne sont capables de rien, j'ai appris à ATD qu'ils ont en eux des ressources pour réfléchir, pour construire leur vie, pour avancer et faire des projets. Plutôt que de jouer au bon samaritain qui leur apporte tout sur un plateau, j'ai appris à rester à ma juste place, et à faire confiance dans leurs capacités. Ça a été un revirement total dans mes schémas de pensée habituels. » (Entretien collectif, militante alliée, 13 octobre 2016)

Ce changement de posture constitue un élément de culture du style de groupe des acteurs forts valorisé par ATD Quart Monde. Le militant allié ou le volontaire permanent idéal doit entrer dans une relation de réciprocité avec les militants quart monde. Pour cela, les activités de l'association où se rencontrent des acteurs forts et des acteurs affaiblis comme l'université populaire sont conçues comme une formation commune, d'un côté comme de l'autre. L'expérience de la pauvreté constitue le fondement d'un savoir infrapolitique en construction qui reste inconnu des personnes favorisées. Selon le discours d'ATD, les acteurs forts n'auront d'ailleurs jamais totalement accès à ce savoir dans la mesure où il s'appuie sur le vécu d'une situation de pauvreté. Un autre élément de culture réside effectivement dans la reconnaissance de l'impossibilité des acteurs forts de parler à la place des acteurs affaiblis. Il s'agit là d'un critère éthique de réceptivité qui entend lutter contre les projections. Les prises

de paroles des militants quart monde sont alors conçues comme un apport de connaissance qui permet aux acteurs forts d'avancer dans leur réflexion sur la pauvreté.

Bastien : « *Ce militant quart monde a une intelligence exceptionnelle. Il n'a pas eu d'éducation pour pouvoir s'exprimer de manière fluide, mais il a un regard sur la vie et sur le monde. [...] Il a été mon formateur en pauvreté [...] C'est ma plus grande transformation personnelle avec ATD de pouvoir entrer en relation avec des personnes qui ont des vies très différentes et qui m'apportent autant que je peux leur apporter. Finalement, ça fait de moi quelqu'un qui est plus à l'aise dans sa société, et qui n'est pas ignorant d'une partie de la population.* » (Entretien, ancien volontaire permanent, 11 octobre 2016)

L'analyse de ce discours permet de mettre en exergue un processus émancipateur des acteurs forts dans la relation avec les acteurs affaiblis. La démarche de connaissance d'ATD Quart Monde ouvre les acteurs forts à un monde qui leur est inconnu, ce qui améliore leur compréhension de la société et de la place qu'ils y occupent. Bastien évoque par exemple une situation professionnelle dans laquelle un sans-domicile fixe lui a posé des questions sur son parcours universitaire. En répondant, le volontaire permanent affirme avoir renforcé une distance avec la personne en question. Ainsi, Bastien affirme s'être rendu compte de la position de domination qu'il occupe dans la société : « *Ça m'a renvoyé quand même à ma position dans la société. Par la suite, c'est toujours quelque chose que j'ai essayé de cacher comme un scrupule pour éviter les interférences à la relation.* » (Entretien, ancien volontaire permanent, 11 octobre 2016). Toujours selon Bastien, la démarche de connaissance permet aussi de confronter ses principes politiques avec la réalité de l'expérience de la pauvreté.

Bastien : « *C'est aussi une transformation pour moi. Je suis venu à ATD Quart Monde avec mes belles idées politiques sur les répartitions des richesses, sur la place de chacun, etc. Avec ATD, je me suis dit : "Mais est-ce que c'est possible ou pas concrètement ?" Je sors enrichi de cette expérience concrète de la mise en œuvre d'idées et d'idéaux par la confrontation avec les personnes qui vivent la pauvreté.* » (Entretien, volontaire permanent, 11 octobre 2016)

Un autre élément de culture des acteurs forts, membres d'ATD, réside dans la non-sacralisation de la parole des acteurs affaiblis. Il y a une valorisation de la coconstruction de la réflexion. Comme pour le style de l'« expert quart monde », l'engagement des militants alliés repose sur l'ouverture d'esprit. Le processus d'émancipation des acteurs forts prend appui sur la confrontation de sa pensée avec celle des acteurs affaiblis et sur la remise en question permanente de leur point de vue en le resituant par rapport à leur position dans la société. Il est alors possible de se rendre compte de la posture de domination qui s'exerce dans les relations avec les acteurs affaiblis en dehors du cadre d'ATD Quart Monde, mais également au sein même de l'association.

Dans le cas des volontaires permanents, le processus prend la forme d'une émancipation par rapport à ses origines sociales en faisant le choix d'une vie simple en contact avec les personnes en situation de pauvreté.

Bastien : « *L'émancipation implique l'idée d'une rupture. [...] Dans le volontariat on peut parler d'une émancipation par rapport à un schéma social, ou sa reproduction. Quand j'étais volontaire, ma volonté d'aller vivre au cœur des quartiers était une forme d'émancipation. C'était une vraie rupture par rapport aux modèles classiques de réussite dans la société. J'avais fait le choix d'une vie modeste, simple, où le plus important n'est pas de gagner de l'argent, mais c'est l'épanouissement personnel.* » (Entretien, ancien volontaire permanent, 11 octobre 2016)

Les volontaires permanents reprennent souvent le terme de « gâchis » utilisé par Joseph Wresinski pour désigner une sensation de décalage entre le potentiel repéré chez les acteurs affaiblis et leur place réelle dans la société. La posture de réciprocité permet de changer son regard sur les « personnes en situation de pauvreté », de nourrir un sentiment d'indignation et de renforcer une volonté de transformation sociale.

Julia : « *J'avais des préjugés et des clichés parce que c'était un milieu que je ne connaissais pas. La découverte de ce monde m'a permis de laisser tomber mes jugements. Maintenant, je porte un autre regard sur les personnes que je rencontre dans la rue ou dans mon métier, à l'hôpital. Je pense qu'on a peur de ce qu'on ne connaît pas. Dépasser cette peur permet de comprendre puis d'agir.* »

Faustine : « *J'ai l'impression de ne pas rester dans l'indifférence, sans rien faire. Je suis dans l'action. Le pire dans notre société, c'est l'indifférence qui laisse tout faire. Il faut en sortir pour réagir.* » (Entretien collectif, militantes alliées, 13 octobre 2016)

Le sentiment d'indignation est en permanence renouvelé par les rencontres avec des acteurs affaiblis. Un autre élément de culture commun entre les militants alliés, les volontaires permanents et les militants quart monde réside dans le principe d'action d'« aller vers » de nouvelles personnes en difficulté et donc de s'ouvrir à de nouvelles réalités de la précarité. En parallèle, il s'agit pour les acteurs forts de développer les relations avec les militants quart monde. De cette manière, l'indignation est incarnée dans des visages qui peuvent devenir des amis, ce qui favorise le passage à l'action. De plus, les positions de l'association étant coconstruites avec les personnes concernées, leur légitimité est renforcée.

Bastien : « *Je dis toujours qu'ATD Quart Monde est une manière de nourrir ma révolte par la rencontre avec les gens et leurs problèmes, ce qu'ils vivent, mais aussi leur force. ATD me permet de ne pas me laisser aller dans mon petit confort bourgeois dans lequel je peux vite tomber. [...] La force d'ATD est de permettre aux militants de parler de leur vécu. Pour les volontaires et les alliés, ça prend une autre dimension, celle d'incarner le combat. [...] J'ai plein de visages dans ma tête quand je défends la cause. Je peux citer des exemples. C'est une force de persuasion.* » (Entretien, ancien volontaire permanent, 11 octobre 2016)

Cette activité de défense des personnes des acteurs affaiblis dans la société que décrit Bastien constitue le rôle que se donne la majorité des acteurs forts d'ATD Quart Monde. Généralement, les volontaires permanents vouent leur vie à leur engagement au sein de l'association. Les militants alliés, quant à eux, conservent leur travail et leur mode de vie. Beaucoup d'entre eux se donnent comme mission de faire passer les messages du mouvement et de déconstruire les préjugés sur les pauvres dans leur milieu professionnel. La participation

à l'université populaire permet alors d'acquérir des arguments. Par exemple, Bastien a arrêté son activité de volontariat pour devenir avocat et entend défendre les droits des « personnes en situation de pauvreté » dans son travail. Il conçoit même ATD Quart Monde comme une formation professionnelle. C'est également le cas de Charlie, délégué régional d'ATD Rhône-Alpes et directeur adjoint d'un centre universitaire hospitalier.

Charlie : « Pour moi, être allié, c'est comme un pont ou une passerelle. [...] Je vais aux universités populaires, à des groupes d'accès aux droits, et à différentes actions. J'ai dialogué avec des militants quart monde. J'ai fait des formations. Tous ces dialogues m'ont apporté une prise de conscience et m'ont renforcé dans mon engagement personnel pour être capables de faire bouger les lignes à l'hôpital et dans le monde de la santé [...]. Mon rôle est d'activer mon directeur général, mes collègues, ceux qui me parlent que de finances. Je leur dis qu'il y a aussi la qualité de la prise en charge. » (Entretien, délégué régional Rhône-Alpes, militant allié, 5 février 2016)

Il s'agit pour ces militants alliés actifs d'utiliser leur position dans la société pour mener des actions de lutte contre la pauvreté. De manière plus générale, les militants alliés tentent de sensibiliser leur entourage.

Faustine : « L'autre jour, je passais à côté d'un SDF avec une amie et elle me dit qu'il commence à y en avoir beaucoup. J'ai senti un petit jugement derrière ça. Du coup, j'ai commencé à discuter, sans la heurter. Je lui ai expliqué qu'ils n'ont pas choisi de vivre ça et qu'il ne faut pas accuser ceux qui vivent la pauvreté. » (Entretien collectif, militante allié, 13 octobre 2016)

Cette activité ressemble beaucoup à celle du « *boy-watch* »¹ des hommes proféministes (Dupuis-Déri, 2008). Une forme de *disempowerment* par désolidarisation avec son milieu social fait donc partie du style de groupe des acteurs forts d'ATD Quart Monde. Par ailleurs, la convention de « faire la place au plus en difficulté » se traduit dans une position de retrait. Cet élément de culture se retrouve à l'université populaire où les acteurs forts prennent rarement la parole pour donner leur point de vue situé par rapport à leur catégorie sociale.

En suivant Blandine Destremau (2011), les espaces protecteurs et réparateurs, comme l'université populaire, ont une portée d'innovation pour créer des normes alternatives aux paradigmes institutionnels de l'action sociale². À rebours des injonctions des codes culturels

¹ Selon Dupuis-Déri, les hommes proféministes doivent rompre avec la solidarité masculine, en pratiquant le « *boy-watch* », c'est-à-dire la surveillance entre hommes pour repérer les actes et paroles misogynes.

² Par exemple, la thématique de la responsabilisation constitue une nouvelle figure contemporaine de la domination (Martuccelli, 2004), voire une technique de gouvernementalité néolibérale (Hache, 2007). Elle « suppose que l'individu se sente, toujours et partout, responsable non seulement de tout ce qu'il fait (notion de responsabilité), mais également de tout ce qui lui arrive (principe de responsabilisation) » (Martuccelli, 2004, p. 479). Par un transfert de charge vers l'individu, cette logique suppose une intériorisation des situations d'exclusion sous la forme de faute personnelle. La responsabilisation a alors un effet de culpabilisation individuelle et de dédouanement d'une responsabilité collective dans le sort des plus fragiles. L'individu est soumis à une injonction à toujours être « capable » de s'« adapter », à se « prendre en charge » et être acteur d'« initiatives ». « Il s'agirait ainsi d'un nouveau mode de fonctionnement des normes sociales, enjoignant moins à l'individu de faire preuve de discipline et d'obéissance que de flexibilité et de souplesse » (Martuccelli, 2004, p. 485). Ce nouveau paradigme néolibéral s'impose notamment à l'action sociale dans des objectifs d'intégration, d'autonomisation et d'activation des personnes en situation de pauvreté (Destremau, 2011).

dominants, l'université populaire constitue un espace infrapolitique à l'image des acteurs affaiblis, dont les conventions favorisent leur expression et leur émancipation. Les relations au sein du dispositif semblent diminuer, voire inverser les asymétries dans la mesure où les militants quart monde et les personnes qui sont le plus en difficulté ont une place centrale. Les acteurs forts, quant à eux, occupent une place de subalterne au sein du dispositif. Lorsqu'ils s'expriment, c'est souvent pour retransmettre la parole d'un acteur affaibli qui n'a pas pu venir à l'assemblée, comme en témoigne Kévin : « *Je prends la parole d'une façon exceptionnelle parce que d'habitude je ne parle pas* » (Notes d'observation, militant allié, UP « fierté », 12 janvier 2016).

Même si certains volontaires permanents aimeraient que les militants alliés prennent davantage la parole, ces derniers préfèrent souvent se taire. Ils estiment que l'université populaire est l'un des rares espaces où les acteurs affaiblis peuvent s'exprimer. De ce fait, ils font le choix de leur laisser la place.

< Lors de la journée régionale du groupe local Rhône-Alpes, un militant allié [A] et un volontaire permanent [V] discutent. La situation se déroule pendant une pause entre deux espaces de débats collectifs. [V] évoque un regret : « J'ai regretté qu'il n'y ait pas eu plus d'alliés à prendre la parole. C'est incroyable et je ne sais pas comment faire. Le premier tour de parole, ce n'était que des militants. Je suis sûr qu'inconsciemment les alliés se taisent pour laisser parler les militants ». [A] rebondit : « Ce n'est pas inconsciemment du tout. C'est un choix ». [V] : « C'est dommage. ». [A] : « Les militants n'ont pas beaucoup l'occasion de s'exprimer et si c'est nous qui parlons, ils ne parleront plus. » [V] conclut l'échange : « Je suis d'accord, mais il faudrait trouver un équilibre. Ce que vous pouvez dire est quand même différent de ce que peuvent dire les militants et il faudrait pouvoir le dire ». > (Conversation informelle, journée régionale Rhône-Alpes, 26 avril 2014)

De plus, il y a un certain malaise pour les militants alliés à s'exprimer sur leur situation de vie qu'ils jugent favorisée face aux difficultés qui apparaissent dans les témoignages des militants quart monde. Certains militants alliés préfèrent également ne pas s'exprimer sur des formes de précarité qu'ils ont pu vivre dans leur parcours.

Aymeric : « J'ai compris pourquoi on nous appelait les "alliés". C'est parce qu'on reconnaît notre différence. En effet, je viens d'une famille pauvre, mais cette pauvreté n'a rien à voir avec la misère que connaissent certains militants quart monde aujourd'hui. J'ai dû accepter cette différence et mettre la pauvreté de mon enfance sous silence. » (Notes d'observation, militant allié, journée régionale Rhône-Alpes, 26 avril 2014)

Les militants alliés n'osent pas non plus remettre en question le point de vue des militants quart monde. D'une part, les acteurs forts ne souhaitent pas entrer dans une confrontation. D'autre part, ils respectent les conventions de la recherche de compréhension et de la valorisation de l'expérience de la pauvreté. Ces dernières fonctionnent comme des barrières à l'expression d'une contradiction, car elles impliquent une posture d'écoute attentive dans une volonté de comprendre son interlocuteur en posant de nombreuses questions.

Julia : « *J'ai l'impression quelquefois de marcher sur des œufs. J'ai peur d'avoir le mauvais mot ou la mauvaise attitude, qui pourrait froisser sans le vouloir. Si quelqu'un me dit des choses intimes ou personnelles, je me dis parfois : "Faut-il se taire et simplement écouter ou faut-il essayer d'apporter une parole différente ?" [...]. J'ai toujours en tête la priorité d'ATD qu'il faut laisser parler en priorité ceux qui ont la parole la plus difficile. [...] J'écoute jusqu'au bout avec respect même si je ne suis pas d'accord. J'ai appris avec ATD qu'on n'a pas forcément la même compréhension des mots et qu'on peut se tromper sur leur interprétation.* »
(Entretien collectif, militantes alliées, 13 octobre 2016)

Ce discours met en lumière une posture de *disempowerment* qui implique une perte de pouvoir sur les acteurs affaiblis dans les interactions dialogiques. Le point de vue des acteurs forts est dévalorisé au profit de celui des militants quart monde dont l'expression doit être facilitée. L'université populaire offre finalement un contexte favorable à une posture de non-domination. Cependant, comme on l'a vu, celle-ci semble disparaître dans les activités quotidiennes du groupe local rhônalpin.

L'existence d'un plafond de verre constitue une contradiction par rapport au principe de la « participation radicale » des acteurs affaiblis. Cependant, même si ce principe fait partie des fondements de la pensée de Joseph Wresinski, il devient un élément central du cadre normatif de la communauté épistémique qu'à partir des années 2000, avec les deux programmes de recherche-action de « Quart Monde Université » et de « Quart Monde Partenaire ». Depuis un réseau d'acteurs s'est formé autour du « croisement des savoirs et des pratiques ». Celui-ci vise la diffusion de ses principes éthiques aussi bien en externe qu'en interne à ATD, venant renforcer la dynamique locale de lutte contre le plafond de verre. Dans le dernier chapitre, on analysera les évolutions plus globales du mouvement vers une inclusion renforcée des militants quart monde dans la démocratie interne. Cet aspect est important à prendre en compte dans le processus en cours d'analyse concernant les tensions de l'ordre local d'ATD Rhône-Alpes. En effet, le plafond de verre est remis en cause par certains membres, au premier rang desquels se trouvent les militants « frondeurs ». En outre, l'activité de diffusion du réseau du croisement des savoirs réactualise la posture de non-domination dans le style de groupe des acteurs forts. De plus en plus de membres d'ATD Quart Monde s'intéressent effectivement aux activités et aux réflexions proposées par le réseau du croisement des savoirs. Il y a donc un processus de sensibilisation interne à certains principes éthiques qui valorisent une remise en cause des rapports de pouvoirs établis au profit de l'*empowerment* des acteurs affaiblis et de leur participation à l'ensemble du processus décisionnel.

Ce faisant, quelques acteurs forts rejoignent les « frondeurs » pour lutter contre le plafond de verre dans l'ordre local rhônalpin. Pour certains militants alliés qui disposent de responsabilités internes, la division des tâches est ressentie comme un constat d'échec, contrairement aux discours des volontaires permanents. Sensibilisé au croisement des savoirs, le délégué régional affirme par exemple la volonté de faire « avec » et non de faire « pour ». Pour lui, le partage des responsabilités avec les militants quart monde constitue une réflexion permanente au sein d'ATD Quart Monde. À rebours de la logique du « tout ou rien » des

salariés lyonnais, le délégué régional défend le principe de l'ouverture praxéologique qui entend expérimenter, évaluer, puis adapter le cadre la participation.

Charlie : « Nous réunissions un groupe-conseil deux samedis par an. Au début, il y avait quelques militants, mais après ils ne venaient plus. Au bout de deux ans, cette structure, qui était intéressante et enrichissante, a patiné parce qu'il n'y avait plus de militants. [...]. Ce n'est pas qu'ils ne pouvaient pas faire, mais comme ce n'était pas concret ils étaient moins intéressés. Donc, on est toujours en réflexion pour savoir comment on fait avec eux et non à leur place. » (Entretien, délégué régional Rhône-Alpes, 3 février 2016)

Comme en témoigne cette tentative de groupe-conseil, il existe bien une volonté de trouver des manières d'inclure les militants quart monde aux prises de décision. Le plafond de verre fait apparaître quelques fissures dans la recherche d'un compromis entre ceux qui le justifient et ceux qui cherchent des alternatives. En 2018, l'équipe de volontaire permanent a pris sa retraite et a été remplacée. Les espaces de décisions ont également été renouvelés. L'observation note une dynamique récente d'inclusion des militants quart monde dans la démocratie interne. En particulier, Sophie qui se présentait comme une « roue de secours » et qui affirmait l'impossibilité d'un partage des tâches équitables a été nommée dans l'équipe d'animation du Grand Lyon. Dans une conversation informelle, elle témoigne de son étonnement dans la mesure où elle n'en avait pas fait la demande. Après un temps de réflexion où elle a pu donner ses conditions, elle a finalement accepté la responsabilité qu'on lui proposait. Elle affirme avoir été rassurée concernant les doutes qu'elles pouvaient avoir liés à une expérience de responsabilité jugée comme un échec. Sophie évoque même la volonté d'intégrer la délégation nationale d'ATD France dans le futur. Par ailleurs, avec le départ de son responsable, le groupe politique de la région Rhône-Alpes s'est ouvert progressivement à de plus en plus de militants quart monde. De même, la création du pôle politique du Grand Lyon en 2018 est à l'origine d'un groupe mixte d'acteurs affaiblis et d'acteurs forts. Comme pour l'évanescence de la praxis, on peut affirmer l'existence d'une dynamique de lutte interne contre le plafond de verre initiée par les militants quart monde « frondeurs » et rejoint par certains militants alliés.

Les relations entre les acteurs affaiblis et les acteurs forts au sein d'ATD Quart Monde restent contrastées. D'un côté, le processus d'émancipation se veut réciproque. L'université populaire permet effectivement des transformations de perception du monde pour les militants quart monde comme pour les militants alliés actifs. Les conventions de ce dispositif suscitent des relations alternatives aux rapports de pouvoirs établis dans la société : les militants acteurs affaiblis y ont une place centrale tandis que les acteurs forts s'engagent dans une posture de *disempowerment*. De l'autre, la logique du *care* des volontaires permanents amène certaines ambiguïtés. Sur le long terme, le principe éthique de la réceptivité qui rejette les projections des acteurs forts sur les aspirations des acteurs affaiblis a tendance à s'effacer au profit d'un principe de réalité. Se façonne alors un plafond de verre dans les prises de responsabilités des militants quart monde. Malgré une dynamique récente de renégociation de l'ordre local qui semble ouvrir une perspective d'inclusion des membres marginalisés dans la gouvernance, l'association de lutte contre les exclusions reproduit des processus d'exclusion en interne.

Conclusion de la partie 2. Le cens caché est-il inévitable ?

La notion de cens caché a été construite par Daniel Gaxie (1978) pour théoriser le processus d'exclusion du champ politique des catégories populaires, allant à rebours des idéaux démocratiques. Le cadre normatif de la communauté épistémique internationale d'ATD Quart Monde s'appuie précisément sur ce constat pour proposer un projet radical d'*empowerment* des acteurs affaiblis par leur participation à l'ensemble des décisions qui les concernent. Les groupes locaux peuvent être conçus comme des incubateurs de savoir infrapolitique et de mobilisation émancipatrice des acteurs affaiblis. Il s'agit pour ATD Quart Monde de développer la connaissance de la grande pauvreté avec les personnes concernées afin de lutter contre la domination culturelle. Par ce biais, il est possible de construire des conventions et des solutions alternatives à l'abri des codes de la vie sociale dominants. Mais aussi de proposer un lieu dans lequel les acteurs affaiblis peuvent se réapproprier le sens de leurs actions par le développement d'une attitude de « résistance subjective à la domination », en passant de l'identité du pauvre démissionnaire à celle de l'acteur affaibli combatif (Farro, 2000). À partir de l'ethnographie d'ATD Rhône-Alpes et tout particulièrement de son université populaire, cette partie a analysé la mise en œuvre pratique de ces objectifs à l'échelle locale. L'action d'ATD Quart Monde permet-elle de contrer la domination culturelle et politique du cens caché ?

Pour répondre à cette question, le premier chapitre a exploré le potentiel de mobilisation et de politisation des acteurs affaiblis autour de l'université populaire et de son contexte militant. Tout d'abord, l'étude sur la non-participation a dévoilé des obstacles à l'engagement : les contraintes personnelles, les sentiments d'incapacité et d'impuissance, le rejet des injonctions et la méfiance du milieu associatif. Cependant, à partir de l'analyse du discours ironique et critique des acteurs affaiblis, ces obstacles peuvent être interprétés comme le signe d'une inadaptation du cadre de la participation par rapport à leurs critères d'évaluation. En allant à la rencontre des « plus pauvres », le mode d'action expérimental, sans pression, sans injonction des entrepreneurs de cause d'ATD Quart Monde crée une relation de confiance dans la durée. Ce mode d'action peut alors susciter la mobilisation des acteurs affaiblis en contournant les obstacles par l'adaptation praxéologique du cadre de la participation et par la valorisation de l'intermittence. Dans le groupe d'ATD Rhône-Alpes, cette activité s'effectue principalement autour de l'université populaire, dans ses groupes de préparation et son assemblée plénière. Ce dispositif a été analysé comme un espace infrapolitique. L'ensemble des conventions qui construisent la grammaire de la vie publique de l'université populaire forme une enclave citoyenne intimiste à l'image des acteurs affaiblis. En s'abritant du reste de la société dans un espace alternatif à la vie quotidienne, les citoyens marginalisés développent un sentiment de sécurité et d'affinité avec les autres membres qui favorisent leur expression sur le mépris social qu'il subissent tout comme sur leurs stratégies quotidiennes de résistance à la domination.

L'apathie politique des acteurs affaiblis, entendue comme un désintérêt, n'est qu'apparente. L'étude sur les sans-domiciles fixes a montré que le rejet du champ politique peut constituer un socle de politisation critique par opposition à la « politique politicienne » et par valorisation de la « politique au sens noble du terme ». La participation à l'université populaire ne favorise pas nécessairement un rapprochement avec le champ politique, mais a bien des effets de politisation, si l'on s'accorde sur une vision plus large de cette notion. En brisant le silence, un double processus de renforcement individuel et d'engagement que l'on a appelé infrapolitisation alimente les raisons d'une participation régulière à l'université populaire. Dans la mesure où cela entre en résonance avec une quête de sens individuelle, les acteurs affaiblis dépassent le cens caché pour entrer dans un processus de politisation progressif. Certains ont alors des bifurcations de trajectoires vers des formes d'engagement individuelles ou collectives que l'on a synthétisées dans des idéaltypes.

<p>Le « débrouillard »</p>	<p>Résistance ordinaire à sa propre domination. Développement du sens de la débrouillardise par un renforcement individuel et la connaissance de ses droits. Sortir de la honte et du stigmate de la pauvreté pour devenir sujet de droit et acteur de sa propre vie.</p>
<p>Le « veilleur citoyen »</p>	<p>Résistance ordinaire à une domination collective. Développement de la vigilance citoyenne par rapport aux « écarts de conduites » des institutions. Dans une volonté de faire bénéficier à autrui les compétences que l'on a acquises, renforcement du sens de la solidarité.</p>
<p>L'« expert quart monde »</p>	<p>Résistance collective par l'adoption d'une identité combative de lutte contre la pauvreté. Alignement sur un style de groupe (présupposés communs, valeurs, normes discursives et liens relationnels admis entre les membres). Développement d'un sentiment d'appartenance à ATD Quart Monde et d'une volonté de transformation sociale.</p>

L'« expert de l'université populaire »	Engagement au sein d'ATD Quart Monde qui se spécialise dans la participation à l'université populaire. Adaptation aux frustrations relatives liées à l'évanescence de la praxis.
Le « frondeur »	Engagement critique au sein d'ATD Quart Monde dans une optique de transformation interne des éléments de frustration relative.

Figure 12 : Les figures d'engagement idéaltypiques des militants quart monde

À bien des égards, le dispositif de l'université populaire et son contexte militant permettent donc de contrer le cens caché des acteurs affaiblis par ses effets d'émancipation individuel, collectif et politique. Cependant, l'analyse des pratiques quotidiennes du groupe local et des relations entre les membres tend à contraster les premiers résultats. En effet, le second chapitre a dévoilé des contradictions par rapport aux principes de l'« activisme émancipateur » et de la « participation radicale » de la communauté épistémique.

D'un côté, l'analyse diachronique de l'activité politique d'ATD Rhône-Alpes fait apparaître une évolution de l'ordre local vers une tendance à l'évanescence de la praxis, c'est-à-dire que l'action de transformation sociale n'est pas dévalorisée, mais s'efface progressivement du travail militant. Le registre de justification des responsables d'ATD Quart Monde s'appuie sur le mode de fonctionnement en anarchie régulée qui valorise la créativité et les prises d'initiatives. Mais, ces dernières se font rarement politiques dans la mesure où le groupe local Rhône-alpins s'est recroquevillé sur les actions qui ont déjà fait leurs preuves, et que le fonctionnement anarchique isole ceux qui se démarquent par rapport à la tendance. Les militants quart monde ont alors assez peu d'opportunités pour mettre en application à l'échelle locale les compétences qu'ils ont acquises à l'université populaire et leur volonté de transformation sociale. Un sentiment de frustration se développe pour certains et forme la figure du « frondeur » qui porte un jugement critique en interne sur le manque d'action collective et politique.

De l'autre, l'analyse de l'engagement des acteurs forts au sein du groupe local montre une vocation à la « cause des pauvres » qui s'associe à un processus de *disempowerment*. Le style de groupe associé aux militants alliés et aux volontaires permanents s'appuie sur une volonté de remise en cause des rapports de pouvoir établis entre acteurs affaiblis et acteurs forts. Ces derniers s'alignent sur les conventions de l'université populaire, ce qui produit une posture de retrait qui vise à laisser de la place et du pouvoir aux personnes les plus en difficulté. Les acteurs forts sont donc censés « faire avec » au service des acteurs affaiblis et non « faire pour ». Si cette éthique de la relation est mise en œuvre au sein de l'université populaire, une

autre éthique apparaît dans les activités quotidiennes du groupe local rhônalpin. L'éthique du *care* mis en œuvre par les volontaires permanents se charge d'ambiguïtés dans la mesure où certaines logiques reproduisent des effets d'exclusions dans la division du travail militant. Ainsi, dans un premier temps, les « nouveaux acteurs affaiblis » qui participent à l'université populaire en Rhône-Alpes s'inscrivent dans un processus émancipateur qui vient contrer les effets du cens caché. Mais, dans un second temps, les « acteurs affaiblis renforcés » par les effets de leur engagement en tant qu'« expert quart monde » se heurtent à un « nouveau cens caché » (Lefèvre, 2011) dans l'organisation du travail militant d'ATD Rhône-Alpes. C'est là que se situe la véritable contradiction locale de la communauté épistémique dont l'objectif principal est de lutter contre l'exclusion politique du cens caché.

Comme pour dépasser cette contradiction, à l'échelle nationale et internationale, ATD Quart Monde met en œuvre des actions qui permettent aux acteurs affaiblis d'entrer en praxis. Les bifurcations de trajectoires les plus significatives mises en évidence dans cette partie sont en réalité celles de membres de longue date qui ont eu l'occasion de sortir de l'enclave citoyenne que constitue l'université populaire, en participant par exemple aux « coformations » du réseau du croisement des savoirs. Depuis quelques années, ce dispositif se multiplie, notamment dans la région Rhône-Alpes, ce qui permet aux militants quart monde réguliers de se confronter à l'extérieur de l'association. Ce faisant, ils peuvent mettre en application les compétences qu'ils ont développées à l'université populaire. Ils endossent le rôle idéaltypique de l'« expert quart monde » et diffusent les contre-discours qu'ils ont eu le temps d'élaborer dans un espace infrapolitique. Pour cela, les militants quart monde peuvent également participer à des dispositifs participatifs proposés par le réseau du croisement des savoirs ou à des campagnes politiques initiées par ATD France. L'université populaire ne constituerait dès lors qu'une étape du contre-public d'ATD Quart Monde dans la le processus de publicisation des contre-discours des acteurs affaiblis s'effectue dans d'autres espaces. C'est ce qui fait l'objet de la partie suivante. En réactualisant certains principes éthiques de non-domination, l'action interne du réseau du croisement des savoirs est d'ailleurs l'une des raisons qui expliquent la dynamique récente de lutte contre le plafond de verre au sein d'ATD Rhône-Alpes. Il s'agira d'analyser cela en détail pour confirmer l'hypothèse d'une évolution du mouvement vers une augmentation du pouvoir d'influence des militants quart monde en interne.

Troisième partie.

Se confronter aux différences :

la dimension délibérative de l'action collective.

La partie précédente a souligné quelques difficultés locales de mise en œuvre du cadre normatif contraignant du croisement des savoirs : à travers l'évanescence de la praxis d'une part et l'existence d'un plafond de verre dans la gouvernance interne d'autre part. Ces éléments constituent des freins à la quête de sens et au processus d'*empowerment* des militants quart monde. Ces derniers ont effectivement peu d'opportunités locales de mettre en œuvre les savoir-faire, les savoir-être et la volonté de transformation sociale qu'ils ont développés au sein de l'université populaire. Malgré des effets de politisation et d'émancipation importants, cet espace infrapolitique devient de la sorte une enclave citoyenne. Pour reprendre Michel Parazelli (1996), l'université populaire constitue un lieu de socialisation marginalisé, offrant les conditions d'un processus de réalisation de soi qui, comme l'indique Anaïk Purenne (2015a), peut se réduire à une « citoyenneté restreinte ou parallèle ». C'est dans cet espace enclavé que la communauté épistémique militante fait exister un groupe social qu'elle appelle « quart monde ». Un groupe social qui reste toutefois à l'écart de la société tant que celui-ci ne se mobilise pas à l'extérieur.

Pour Nancy Fraser (2003), le processus de publicisation s'effectue dans une arène agonistique dans laquelle les groupes sociaux confrontent des points de vue qu'ils ont construits dans des contre-publics. La conception d'ATD Quart Monde est différente. Pour l'association, l'université populaire permet l'élaboration d'une source de savoir, celle de l'expertise infrapolitique des acteurs affaiblis, qu'il s'agit de confronter avec d'autres sources avant de pouvoir construire des revendications politiques. Dans cette optique, l'université populaire constitue une étape du contre public d'ATD Quart Monde sur laquelle le groupe d'ATD Rhône-Alpes semble se focaliser, au détriment des autres. Ainsi, les activités d'ATD France et du réseau du croisement des savoirs qui sollicitent la participation des militants quart monde locaux sont importantes à prendre en compte dans l'analyse de leur processus d'*empowerment*. En particulier, les coformations et certaines campagnes politiques ouvrent la voie à d'autres étapes du contre public d'ATD Quart Monde, à savoir l'entrée en praxis et la publicisation des contres-discours par la confrontation aux « différences » d'acteurs extérieurs à l'association.

À rebours des conceptions délibératives qui affirment la nécessité d'une « mise entre parenthèses » des différences, certains auteurs féministes posent leur reconnaissance comme le fondement d'une démocratie inclusive (Phillips, 1993 ; Williams, 2002 ; Young, 2000, 2011a). Selon Iris Marion Young, les discours construits dans des contre-publics peuvent être approfondis à partir d'une compréhension des logiques des autres groupes sociaux dans une

confrontation délibérative des différences. La philosophe propose alors d'amender les normes de la démocratie délibérative pour prendre en compte les revendications des « groupes marginalisés ». Dans son modèle de « démocratie communicative »¹, les normes du bien commun, du raisonnable, de l'ordre, de l'universel, de la civilité ou de la tempérance sont remises en question, car elles favorisent l'exclusion de certains groupes sociaux. En parallèle, Young revalorise certaines formes de communication plus émotives et passionnelles comme la rhétorique ou le témoignage. L'auteure inscrit également un critère de lutte entre les groupes sociaux dans la délibération, ce qui donne un caractère agonistique à son modèle démocratique².

Si le discours d'Iris Marion Young est fondé sur les différences des minorités (ethniques, sexuelles, etc.), il n'est pas pour autant incompatible avec la pensée de Joseph Wresinski. En effet, la philosophe féministe aborde bien la question de l'exclusion démocratique de manière générale. Avec l'idée de *rainbow coalition*³, elle met en avant la nécessité de convergence entre les différents « groupes marginalisés » dont le point commun est l'exclusion politique. Comme Wresinski, Young se focalise sur l'inclusion des acteurs les plus affaiblis. En outre, le prêtre présente le « sous-prolétariat » comme faisant partie de « ces minorités victimes de discrimination de droit » (Wresinski, 2007, p. 154). Présent dans l'ensemble des « groupes marginalisés », la minorité des « plus pauvres » détient pour Wresinski une place transversale. À partir de son idée de ruissellement par le plus bas, le groupe social du « quart monde » dont l'exclusion politique est la plus forte doit prendre une place centrale dans les projets de coalition de type *rainbow coalition*. Puisque les logiques de pensée sont compatibles, il sera question cette partie de donner un corps empirique au cadre théorique proposé par Iris Marion Young. Les différentes activités d'ATD France et du réseau du croisement des savoirs constituent un terrain d'expérimentation de la « politique délibérative de la différence » (Williams, 2002). Leur analyse donnera alors accès aux conditions et difficultés pratiques de mise en œuvre de normes délibératives inclusives, permettant la participation des acteurs affaiblis.

Pour Iris Marion Young (2000), la démocratie délibérative n'est pas seulement l'outil des institutions, la société civile doit pouvoir s'en emparer. Pour analyser cet aspect dans le contexte de cette thèse, les théories démocratiques de la philosophie politique doivent être adaptées à une sociologie des mouvements sociaux. Comment la dimension culturelle de l'action collective analysée dans la partie précédente se prolonge-t-elle dans une dimension délibérative ?

¹ À l'instar de la relecture du projet de société de Joseph Wresinski dans la veine de l'*empowerment* radical, cette convergence avec la démocratie communicative est théorique. Il ne s'agit pas d'une référence utilisée par les entrepreneurs de connaissances de la communauté épistémique d'ATD Quart Monde.

² Sur le modèle de la démocratie communicative, se référer au développement proposé dans l'introduction générale de la thèse.

³ Le terme de *rainbow coalition* a été introduit par le militant des droits civiques américain Jesse Jackson lors de sa candidature aux primaires du parti démocrate de 1984.

Dans les mouvements altermondialistes et écologistes étudiés par Antimo Farro (2000), l'activité de « résistance subjective à la domination » est le point initial des revendications politiques. Cependant, le sociologue précise que la quête de sens individuel doit encore se poursuivre dans un processus collectif et conflictuel par rapport aux autres groupes sociaux. Ceci requiert une « concordance communicationnelle » : définir collectivement les idées, les objectifs et les modes d'action, ce qui peut se faire dans des dispositifs de type délibératif. Ces derniers sont des opérations de structuration des « flux de communications » internes permettant de construire un « substrat culturel » qui fixe un cadre de référence sans pour autant nier la subjectivité de l'engagement des acteurs (Farro, 2007). Sans évacuer les conflits, la délibération interne aux mouvements sociaux favorise l'expression des désaccords en vue d'élaborer une parole collective autour « d'un minimum commun » (Nez, 2012, p. 84). En y participant, les membres comprennent mieux le processus de décision. Ils sont plus enclins à accepter les objectifs et à les défendre (Polletta, 2002).

Si les pratiques délibératives sont efficaces au sein de contre-publics homogènes, elles le sont aussi dans des publics élargis, et cela dans l'optique d'articuler différentes causes et différents « groupes sociaux marginalisés » ou non. Cette partie explore la politique délibérative de la différence en tant que processus d'élargissement progressif du critère d'inclusion. Cependant, comme le signale Chantal Mouffe (2016), le consensus universel est une illusion. L'approfondissement du critère d'inclusion peut alors finir par entrer en contradiction avec la défense des intérêts des acteurs affaiblis (Nez, 2012). Ce type de dilemmes se retrouve également dans les tensions qui existent entre participation du plus grand nombre et délibération de qualité (Sintomer, 2011). Sans pour autant supprimer toutes les tensions, on verra qu'une perspective pragmatique qui mise sur les complémentarités des modèles de démocratie représentative, délibérative, participative et agonistique, ainsi que sur l'articulation des outils qui leur sont associés (vote, marchandage, négociation, délégation, contestation, délibération, etc.) dispose d'un potentiel pour dépasser les dilemmes pratiques.

Enfin, le recours à la délibération interne s'appuie sur une « culture organisationnelle » qui valorise l'horizontalité et l'inclusion contre la verticalité et la dépossession du pouvoir de la plupart des membres par quelques *leaders*. Loin de la perspective gestionnaire du management d'entreprise dans laquelle elle est beaucoup utilisée, la notion de culture organisationnelle fait ici référence à un ensemble d'éléments de culture relatifs à la distribution des rôles et du pouvoir en interne qui se transforme dans le cours des interactions entre les membres (Eliasoph et Lichterman, 2011). Elle « instaure une présence du collectif, elle en affirme la puissance et la pérennité et elle institue une appartenance de membres. En même temps, elle n'a rien de tyrannique ou de mystique, en relation à ses participants et à ses spectateurs : elle laisse du jeu aux conduites individuelles » (Cefai, 2007, p. 524) qui peuvent à leur tour modifier la culture organisationnelle. Au regard des résultats de la deuxième partie, on interrogera les capacités évolutives de la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde concernant l'inclusion des acteurs affaiblis dans la démocratie interne.

Dans un premier chapitre, l'étude ethnographique et microsociologique des interactions au sein de la coformation permettra de mettre en lumière quelques conditions effectives d'une délibération fondée sur la reconnaissance des différences entre des acteurs forts et des acteurs affaiblis. Dans un deuxième chapitre, on étudiera une campagne politique d'ATD Quart Monde qui a adapté la méthodologie du croisement des savoirs afin de l'élargir à un processus participatif et agonistique. Il s'agira d'analyser la mise en œuvre d'une politique de la différence à grande échelle dans une coalition interassociative. On questionnera alors le processus de publicisation de revendications de citoyens marginalisés et on soulignera les tensions qui existent dans l'articulation de plusieurs modèles démocratiques. Enfin, le double plafond de verre local des militants quart monde, en termes de prises de responsabilité et d'entrée en praxis, est à remettre en perspective avec une évolution de la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde. La multiplication des coformations et l'apparition de campagne politique délibérative sont en effet le signe d'une transformation des pratiques de démocratie interne qui sera examinée dans un dernier chapitre.

Chapitre 5. La coformation : jeu de cadrages entre acteurs « affaiblis » et acteurs « forts »

À la fin des années 1990, quelques responsables d'ATD Quart Monde lancent un programme de formalisation scientifique du projet de société de Joseph Wresinski nommé « croisement des savoirs et des pratiques ». Celui-ci débouche dans le courant des années 2000 sur la création des coformations. Il s'agit de dispositifs délibératifs qui tentent de mettre en œuvre le cadre normatif du croisement des savoirs. Une coformation se rapproche de ce qu'il est convenu d'appeler un « mini-public »¹, car il ne s'agit pas d'un espace de délibération à grande échelle. Le dispositif s'en éloigne toutefois dans la mesure où il ne recherche pas une représentativité statistique de la société. La spécificité de la coformation est de mettre en œuvre une confrontation entre l'expertise infrapolitique d'un groupe d'acteurs affaiblis et l'expertise technique d'un groupe de professionnels, en lien dans leur travail quotidien avec la pauvreté (santé, logement, politique de la ville, travail social, justice, etc.). Le dispositif est financé par le budget formation d'une institution généralement publique, parfois privée². L'animation méthodologique, encadrée par des membres d'ATD Quart Monde, s'appuie sur l'idée qu'il faut susciter le conflit par la reconnaissance des différences entre les deux groupes de pairs avant de pouvoir l'atténuer et le retourner contre l'institution. Dans une optique de contribution au projet politique de lutte contre la pauvreté de l'association, la coformation entend aboutir à des propositions de transformations institutionnelles.

Les processus délibératif et agonistique du dispositif seront analysés à travers les situations d'interaction entre les participants dans une perspective microsociologique goffmanienne. Le sociologue américain Erving Goffman définit « une situation comme un environnement fait de possibilités mutuelles de contrôle, au sein duquel un individu se trouvera partout accessible aux perceptions directes de tous ceux qui sont “présents” et lui sont similairement accessibles » (Goffman, 1988, p. 146). La situation est donc un espace-temps (défini conventionnellement) dans lequel des individus sont en coprésence et se contrôlent mutuellement. Ensuite, Goffman définit un cadre comme « un dispositif cognitif et pratique d'organisation de l'expérience sociale qui nous permet de comprendre ce qui nous arrive et d'y prendre part. Un cadre structure aussi bien la manière dont nous définissons et interprétons une situation que la façon dont nous nous engageons dans un cours d'action » (Joseph, 2009, p. 123). Cette notion, empruntée à l'anthropologue Gregory Bateson, met en lumière que la définition d'une situation dépend à la fois de l'engagement subjectif des participants et de principes d'organisation qui structurent les événements. L'analyse goffmanienne des cadres vise alors à comprendre l'organisation de l'expérience des acteurs individuels et non l'organisation de la société dans son ensemble.

¹ Notion proposée initialement par le politiste Robert Dahl (1991) pour désigner un dispositif délibératif s'appuyant sur l'implication d'un petit échantillon de citoyens démographiquement représentatif de la population globale.

² Par exemple, une coformation a été réalisée en janvier 2006 en collaboration avec la Caisse d'Épargne.

Erving Goffman postule également que dans le cours des situations ordinaires, nous nous demandons toujours « que se passe-t-il ici ? », question qui ne trouve de réponse que dans « la manière dont nous faisons ce que nous avons à faire » (Goffman, 1991, p. 16). La réponse est donc multiple, en fonction de la focale et des mises aux points adoptés. Les participants cadrent la situation en la comparant avec d'autres situations déjà rencontrées qui ont un air de famille, ce qui crée des attentes et des réactions spécifiques. « Nous ne cessons de projeter nos cadres de référence sur ce qui nous entoure, mais nous ne nous en apercevons pas dans la mesure où les faits viennent les confirmer et le cours régulier des activités recouvrir nos conjectures » (Goffman, 1991, p. 47). Il y a donc autant de significations à « ce qui est en train de se passer » que de participants.

Contrairement à l'interprétation stratégique proposée par le courant sociologique de la mobilisation des ressources de l'action collective, les cadres goffmaniens ne sont pas figés dans des « schèmes mentaux » ou des « représentations collectives » qui seraient incorporés ou disponibles, mais se transforment dans des « opérations de cadrages » entre les participants. L'analyse goffmanienne des interactions est dynamique. Le sens de ce qui est en train de se passer est le produit de séquences d'action et de réactions entre les interactants sur le sujet dont il est question. En outre, le sociologue met en avant le rôle du contexte de la situation et de ses participants : leurs objectifs, leurs précédents, leurs expériences passées, leur légitimité, les rôles qu'ils endossent et les environnements dans lesquels ils sont en dehors de la situation, en particulier les groupes sociaux.

« Les protagonistes d'une situation projettent alentour leur faisceau de visées intentionnelles, avec ses points aveugles et ses angles morts, ses axes et ses plans focaux, avec ses grandeurs d'échelle, ses gros plans et ses zones floues. Les événements et les actions sont vus sous tel ou tel aspect, avant d'être inclus dans telle ou telle histoire, soumis à telle ou telle procédure, évalués par tel ou tel jugement. » (Cefaï, 2007, p. 557-558)

Ce constat est le point de départ d'une analyse de situation telle qu'elle sera menée ici afin d'appréhender les interactions entre les participants d'un processus délibératif. Mais, ce constat constitue également la croyance initiale du cadre normatif du croisement des savoirs. Ainsi, ce chapitre met en œuvre une double analyse des cadres goffmaniens. La première est directe, car elle analyse « ce qui est en train de se faire » dans le dispositif de coformation à partir d'un travail d'observation minutieux. La seconde est indirecte, car elle permet de théoriser la méthodologie employée. Toutefois, contrairement à l'ethnographie goffmanienne qui a tendance à rejeter les discours sur les pratiques de la part des participants, une enquête par entretien a été réalisée afin d'approfondir les données d'observation¹.

On verra que l'objectif de la coformation est de mettre en lumière les « erreurs de cadrages », c'est-à-dire les erreurs d'interprétation spontanées de la situation qui s'appuient sur de fausses

¹ Une coformation de quatre jours a fait l'objet d'une analyse détaillée à partir des prises de notes des phases observées in situ et de l'enregistrement sonore des phases non observées. à cela s'ajoute, une enquête par entretiens (9 militants quart monde, 6 professionnels et 5 volontaires permanents du réseau du croisement des savoirs) et le dépouillement de certaines archives et documentations publiques.

prémises, des croyances et des certitudes (Goffman, 1991). Pour cela, le dispositif orchestre des « conflits de cadres primaires » entre des participants provenant de groupes sociaux distincts. Autrement dit, il s'agit de confronter les cadres de références qui orientent habituellement les interactions entre des acteurs affaiblis et des professionnels d'une institution. À l'aide d'un ensemble d'outils méthodologiques qui seront étudiés, chaque groupe de pairs est encouragé à se questionner a posteriori sur le sens et les logiques de leurs pratiques quotidiennes. En s'engageant à s'expliquer, un doute s'installe « et nous amène à douter nous-mêmes de notre aptitude à être crédible » (Goffman, 1991, p. 316). À partir de cette incertitude, les participants peuvent s'investir dans des « opérations de recadrage » afin de restaurer la compréhension de la situation. De là peut naître une coopération entre les participants dans un processus d'alignement des cadres que Goffman appelle « phasage ».

Section I — En coulisse, le cadrage des opérations autour de l'équipe quart monde

L'analyse goffmanienne met en avant la dimension scénographique et dramaturgique de l'action collective. En différenciant ce qui se passe sur la scène (*frontstage*) et en coulisses (*backstage*), l'auteur donne à voir le caractère secret de certaines manœuvres qui sont dissimulées et les « passages surveillés » qu'il s'agit d'opérer pour connecter la scène et les coulisses. En l'occurrence, ces dernières sont orchestrées par une équipe d'animation composée de volontaires permanents, de militants alliés d'ATD Quart Monde et de quelques professionnels de l'institution concernée. Ces derniers sont généralement formés à l'animation par le réseau du croisement des savoirs et sont souvent proches d'ATD Quart Monde, certains se considèrent même comme des militants alliés. Les coulisses sont donc maîtrisées par le cadre normatif de la communauté épistémique militante. Ce que l'on appellera la « scène » de la coformation, ce sont les espaces où les participants professionnels sont présents. Il s'agit du public cible du dispositif étant donné que l'un des premiers objectifs est de susciter des effets de transformation individuelle dans les pratiques des professionnels. Par opposition, les coulisses sont donc tous les espaces auxquels ces derniers n'ont pas accès. Contrairement aux professionnels, on verra que les acteurs affaiblis sont intégrés en partie aux stratégies qui se déroulent dans l'arrière-cour, et cela bien avant le début officiel de la coformation. Les citoyens marginalisés qui participent au dispositif sont en grande majorité des personnes qui ont une expérience militante avec ATD Quart Monde. A minima, ils ont participé à une université populaire¹. D'autres sont des militants quart monde de longue date. Certains ont déjà participé à des coformations et peuvent partager leur expérience du dispositif à l'ensemble du groupe des acteurs affaiblis.

¹ Il s'agit même d'un critère pour certains membres de la communauté épistémique, même si cela fait débat et que certaines coformations s'ouvrent à des militants provenant d'autres associations, comme le Secours catholique.

En coulisses, la phase préparatoire a comme objectif de construire une « équipe quart monde », processus qu'il convient ici d'analyser. Pour cela, la notion d'« équipe » proposée par Goffman (1986, 2013) est pertinente. Celle-ci implique des qualités dramaturgiques pour ses membres qui doivent faire preuve de loyauté dans l'image qu'ils renvoient à l'extérieur. Ainsi, sur scène, ils cachent leurs clivages et leurs secrets internes. Les membres doivent faire preuve de discipline en se ralliant au cadre des opérations (cadre idéologique et stratégique). Il s'agit de « faire bloc » en mettant entre parenthèses toutes formes d'hésitation, d'incertitude de honte ou de culpabilité, d'avoir un « contrôle émotionnel de soi ». Les membres de l'équipe ne doivent plus exister comme soi, mais doivent se fondre dans un « nous ». La qualité dramaturgique la plus délicate est la « circonspection en situation », c'est-à-dire d'être capable, sans perdre la crédibilité de l'équipe, de s'adapter aux discours des adversaires et d'anticiper leurs performances ainsi que les imprévus. Les membres d'une équipe peuvent également se retirer de la scène.

Avant la rencontre et dans les coulisses de la coformation, les acteurs affaiblis sont protégés et préparés à l'affrontement avec des « adversaires ». Dans l'arrière-cour, ils relâchent la pression, dialoguent en toute confiance, préparent leurs tactiques et critiquent l'équipe « adverse », à savoir le groupe des professionnels. Malgré l'hétérogénéité sociale qui peut exister dans ce dernier groupe, on peut les qualifier d'acteurs forts dans le contexte du dispositif. En effet, dans leurs activités quotidiennes, les professionnels disposent d'un certain rapport de pouvoir sur son public affaibli, ce qu'il s'agit précisément de travailler au sein de la coformation. Les militants quart monde, quant à eux, sont considérés comme des acteurs affaiblis, mais centraux à partir desquels se construit le cadre des opérations. Ainsi, la phase de préparation et les coulisses du dispositif ont pour objectif de former une équipe de citoyens marginalisés que l'on appellera « équipe quart monde ». Avant de s'intéresser aux échanges et à l'alignement des cadres entre des acteurs forts et des acteurs affaiblis, on va se focaliser sur le processus de construction de l'équipe quart monde et le cadre des opérations orchestré par l'équipe d'animation.

1 — L'analyse d'un dispositif délibératif de la différence

À partir de la reconnaissance des différences, le dispositif met en œuvre la confrontation entre un groupe social marginalisé et un groupe professionnel. Généralement, une quinzaine de professionnels et d'une demi-douzaine de militants quart monde sont invitées à remettre en question les pratiques d'un milieu institutionnel. En l'occurrence, la coformation qui a été observée concernait des fonctionnaires du secteur hospitalier. Le dispositif d'ATD Quart Monde ne vise pas à prendre des décisions collectives, ni même à construire de véritables propositions élaborées. Seules quelques ébauches de transformations institutionnelles sont dessinées. Dans ce cadre, peut-on véritablement parler d'un espace délibératif, qui dans sa définition implique un processus de prise de décision ?

Dans le contexte d'une politique de la différence, il est possible d'analyser la coformation comme une prémisse à une délibération entre des acteurs forts et des acteurs affaiblis. En effet, comme on le verra, le dispositif permet de construire les bases d'une coopération entre des publics distincts. Ceci peut être mis à profit dans un processus participatif et délibératif plus large qui lui permettra de construire des revendications élaborées. La coformation fait d'ailleurs partie de la démarche plus générale du « croisement des savoirs et des pratiques » qui s'appuie sur le principe d'une participation radicale des acteurs affaiblis à l'ensemble d'un processus décisionnel.

« La démarche du croisement des savoirs ne saurait se confondre avec une simple démarche de participation ou de consultation des populations en situation de pauvreté. L'ambition est autre, il s'agit d'enclencher et de vivre durablement un processus démocratique. Processus exigeant de laisser s'exprimer des points de vue différents et de prendre le temps de la compréhension. Le but n'étant pas d'arriver à un accord de circonstances. Peut-être est-ce là la profonde originalité de la démarche du croisement des savoirs avec des personnes en situation de pauvreté : nous apprendre que le conflit fait partie de la relation et que la relation conflictuelle n'est pas synonyme d'échec. Elle est une étape. Elle pousse chacun à expliciter sa position, ses valeurs, ses motivations en acceptant que l'autre avec ses propres références, ses propres expériences empruntent un chemin différent. Pour autant, l'objectif n'est pas de renforcer des chemins parallèles, mais de vivre la pluralité, la diversité, en créant et développant des occasions de croisement. » (Ferrand, 2008, p. 14)

Cet extrait, issu d'un livre d'ATD Quart Monde analysant la démarche du croisement des savoirs (intitulé *le croisement des pouvoirs*), donne le cadre normatif de la méthodologie employée dans la coformation que l'on va explorer plus en détail à partir du discours de l'équipe d'animation.

Jours	horaire	Contenu	Forme
JP1		Jour de préparation avec les militants quart monde	
J1	9 h	Accueil	Plénière
	9 h 30	Présentation des responsables institutionnels et des participants. Présentation de la coformation (objectifs, programme et règles)	Plénière
	10 h 15	Travail sur les représentations mutuelles (sur les mots : Misère, Hôpital et Responsable)	Groupe de pairs
	12 h 45	Pause repas	
	14 h	Mise en commun du travail sur les représentations mutuelles	Plénière
	15 h	Les conditions pour être acteur ensemble (qu'est ce que l'on a retenu de l'exercice des représentations)	Plénière
	15 h 30	Écriture des récits sur des situations d'échec de compréhension entre professionnels et personnes en situation de pauvreté	Groupe de pairs
	17 h	Débriefing	Groupe de pairs
	Soir	Réunion des animateurs	
J2	9 h	Retour sur la veille (expression libre)	Plénière
	9 h 15	Analyse d'un premier récit	Groupe de pairs
	10 h 45	Mise en commun de l'analyse du premier récit	Plénière
	11 h 45	Apports théoriques sur les mandats	Plénière
	12 h 45	Pause repas	
	14 h	Analyse d'un deuxième récit	Groupe mixte
	15 h 30	Mise en commun de l'analyse du deuxième récit	Plénière
	16 h 30	Les conditions pour être acteur ensemble (qu'est ce que l'on a retenu de l'exercice des récits)	Plénière
	17 h	Débriefing	Groupe de pairs
JP2		Journée de débriefing et de préparation de l'animation et des militants	
J3	9 h	Accueil	
	9 h 15	Retour sur le travail des deux premiers jours	Groupe mixte
	9 h 35	Mise en commun des retours	Plénière
	9 h 55	Préparation de la restitution collective aux responsables institutionnels	Groupe mixte
	12 h 45	Pause repas	
	14 h 30	Accueil des invités institutionnels	Plénière
	14 h 45	Restitution collective	Plénière
	15 h 30	Dialogues avec les invités en petits groupes	Groupe mixte
	16 h 40	Bilan collectif de la coformation	Plénière
	17 h	Fin de la coformation	
JB		Journée bilan avec les militants	

Figure 13 : Déroulé pédagogique de la coformation¹

1.1. L'équipe d'animation : l'orchestration du cadre des opérations

L'organisation d'une coformation débute par un montage institutionnel qui peut prendre un ou deux ans. Dans le cas du terrain d'étude observé, des responsables d'ATD Quart Monde et d'un Centre Hospitalier Universitaire (CHU)² ont créé un partenariat afin de définir les objectifs pédagogiques, le financement et le recrutement. Pour cela, le rôle d'un directeur adjoint du CHU a été essentiel étant donné qu'il était également un militant allié d'ATD Quart Monde avec certaines responsabilités dans l'association.

¹ Pour faciliter le repérage temporel du lecteur, les codes JP1, J1, J2, JP2, J3 et JB seront utilisés par la suite dans les extraits d'observation.

² On ne donnera pas de détail sur le CHU en question pour conserver l'anonymat. Les règles de confidentialité de la coformation étant strictes, les précautions seront renforcées dans ce chapitre.

Étienne : « *J'ai tout organisé. Cela fait partie de mon engagement à ATD. Je suis à un an de la retraite donc, je me suis dit qu'il fallait que j'organise une coformation avant de partir. J'ai profité de mon positionnement à la direction générale. Par exemple, je pense que le président de la commission et le directeur général ne seraient pas venus si ce n'était pas moi qui leur avais expliqué. [...]. En général, ce genre de coformation existe parce qu'il y a un allié dans la maison ou au moins quelqu'un de sensibilisé. De plus, il faut quelqu'un après pour s'assurer qu'il y aura des suites à la coformation pour transformer des choses dans l'institution.* » (Entretien, militant allié, directeur adjoint CHU, 5 février 2016)

L'organisation d'une coformation constitue une prise de risque pour l'institution étant donné que l'objectif est de remettre en question ses pratiques. Ainsi, le rôle d'un intermédiaire engagé au sein d'ATD Quart Monde semble important pour convaincre la direction de financer le dispositif, mais aussi pour favoriser des effets structureaux¹.

À l'instar de beaucoup d'activistes de l'*empowerment* à la française, ATD Quart Monde a recours à l'outil formation qui permet d'obtenir des financements facilement. Alors que la plupart des formations à l'*empowerment* sont menées par des responsables associatifs, ATD Quart Monde impose la présence des acteurs affaiblis. L'outil formation est donc détourné par l'association pour mettre en œuvre un dispositif délibératif et critique de l'institution. Les participants en « situation de pauvreté » sont en réalité des militants quart monde et sont considérés comme des co-formateurs (d'où le nom du dispositif). À ce titre, ils sont rémunérés par l'institution, ce qui est considéré comme une condition non négociable. Ainsi, les acteurs affaiblis sont intégrés au cadre des opérations dès le montage financier.

André : « *Il s'agit d'un véritable travail. Cela leur demande un effort intellectuel. On le dit dès le départ aux militants. L'objectif n'est pas de raconter sa vie. Ce financement est compliqué à trouver, mais on ne le fait pas s'ils ne sont pas rémunérés. Sinon ce n'est pas juste. Les professionnels sont payés. Tout le monde touche sa paie donc il n'y a aucune raison que ça soit bénévole pour eux.* » (Entretien, fondateur du croisement des savoirs, 27 avril 2015)

Pour éviter que cette indemnisation financière soit la motivation principale de la participation des acteurs affaiblis, l'information peut être donnée après l'acceptation de la part des militants quart monde. La rémunération est ainsi considérée comme une reconnaissance de leur travail de la part de l'institution.

Odette : « *J'étais étonnée, parce que je ne savais pas du tout qu'on était payé. On ne me l'a dit qu'après. On est reconnu pour ce que l'on fait. Je me suis sentie fière. J'ai été valorisée aux yeux des professionnels. Malgré la pauvreté, même si l'on n'a pas leur intelligence, ils ont reconnu qu'on était quand même capable de faire changer les choses.* » (Entretien, militante quart monde, 3 février 2016)

Pour les militants quart monde, la rémunération constitue également une reconnaissance de la part de leur association, ce qui peut renforcer leur engagement et leur sentiment d'appartenance. Si cela peut créer un rapport de dépendance par rapport à ATD Quart Monde,

¹ Dans le livre intitulé *Croisement des pouvoirs* d'ATD Quart Monde (Ferrand, 2008), plusieurs montages administratifs de coformation sont présentés et la plupart impliquent un militant allié d'ATD Quart Monde, membre de l'institution partenaire.

la coformation repose sur un principe de participation volontaire et militante. En outre, la somme est trop faible pour être considérée comme un salaire¹ et constitue davantage une gratification ou un dédommagement.

Suzie : « *Tu as une petite aisance, tu peux te permettre un petit plaisir. En plus, pour une fois, tu es payé pour quelque chose que tu aimes faire. Ce n'est pas le montant qui importe, mais le fait d'avoir été payé. Tu te dis que tu es quand même important. Cela montre aussi qu'ATD Quart Monde ne se sert pas de toi. Cela donne de l'élan pour continuer avec ATD.* » (Entretien, militante quart monde, 20 janvier 2016)

Par ailleurs, par ce biais, les volontaires permanents peuvent proposer une activité permettant d'envisager une sortie de la pauvreté par des bifurcations de trajectoire. En effet, même si peu en ont encore profité, certains membres d'ATD soutiennent les militants quart monde qui souhaiteraient faire reconnaître la participation à des coformations dans le cadre de la validation des acquis d'expérience (VAE).

Dans le cadre de la coformation observée, l'équipe d'animation était constituée de trois professionnels soignants pour les groupes de fonctionnaires, d'une militante-alliée d'ATD Quart Monde pour l'animation générale du dispositif, de deux observateurs pour la prise de notes² et de Fabienne en charge de l'animation des militants quart monde. Cette dernière est une volontaire permanente depuis trente ans, mais elle n'est membre du réseau du croisement des savoirs et des pratiques d'ATD Quart Monde que depuis 2011. Pour animer l'équipe quart monde, Fabienne est aidée par Anne, une militante alliée qui participe pour la première fois à une coformation. Sa motivation est de découvrir la méthodologie et d'approfondir son engagement. La coformation s'est déroulée sur trois jours complets auxquels s'ajoutent des temps de préparation et de bilan. Le dispositif de trois jours se divise en des temps de travail en « groupe de pairs »³, c'est-à-dire entre participants du même groupe social ou professionnel, en groupes mixtes constitués de militants quart monde et de soignants ainsi qu'en plénières où tous les participants sont réunis. Ces dernières sont menées par l'animatrice générale.

Fabienne, quant à elle, a pour mission d'animer le groupe de militants quart monde. En dehors de la coformation en tant que telle, cette volontaire permanente doit organiser une journée de préparation, une journée de préparation intermédiaire (à l'issue des deux premières journées) et un bilan final. L'objectif de Fabienne est de constituer une équipe avec les militants quart monde. Pour cela, elle doit d'abord sélectionner des acteurs affaiblis en lien avec des associations de lutte contre la pauvreté. Ainsi, ATD Quart Monde peut choisir des militants provenant d'autres organisations, mais en grande majorité, les volontaires permanents choisissent des participants de l'université populaire Quart Monde. Dans tous les cas, la participation préalable à des groupes de discussion collectifs est jugée comme un prérequis.

¹ On ne connaît pas la somme exacte mais elle est calculée pour éviter une diminution du RSA que touchent beaucoup de militants quart monde.

² C'est ce rôle que j'ai pris dans le cadre de l'observation.

³ Terme utilisé par ATD Quart Monde.

Une autre condition est d'avoir vécu des situations jugées difficiles en rapport avec le thème, en l'occurrence la santé. Ensuite, pour éviter de possibles rapports de dépendance avec des professionnels, les acteurs affaiblis ne doivent pas vivre dans la ville où a lieu la coformation. Enfin, Fabienne doit essayer de trouver un équilibre entre des participants en grande difficulté, des militants quart monde qui n'ont jamais participé à une coformation et d'autres qui sont plus habitués au dispositif.

En l'occurrence, Fabienne a formé une équipe quart monde de sept militants : Antoine, Denis, Odette, Séverine, Suzie, Sylvie et Valérie. Ils ont tous au minimum la cinquantaine et participent plus ou moins régulièrement à l'université populaire. Antoine est un militant quart monde depuis 1996. Il touche le RSA et travaille bénévolement comme animateur social pour accompagner des jeunes en difficultés. Denis est un nouveau participant de l'université populaire, depuis moins d'un an. Il ne se considère donc pas comme un militant quart monde. Il a des problèmes de santé importants. Odette est une militante très active depuis une trentaine d'années. En particulier, elle a participé à la campagne politique d'ATD Quart Monde sur la Couverture Maladie Universelle (CMU). Elle est à la retraite. C'est la deuxième coformation à laquelle elle participe. Séverine est également dans le mouvement depuis longtemps et a déjà pris part à trois coformations. Suzie se définit comme une militante quart monde même si cela ne fait que deux ans qu'elle participe aux activités de l'association, dont une coformation. Elle est au RSA qu'elle considère comme son salaire pour sa forte activité associative. Elle est aussi bénévole au Secours populaire et milite au parti communiste. Sylvie est à la retraite. Elle est militante quart monde depuis trente-cinq ans, mais c'est la première fois qu'elle participe à une coformation. Enfin, Valérie a soixante-treize ans. Sa retraite ne lui suffisant pas pour vivre, elle travaille comme jardinière. Elle a rencontré l'association par le biais d'une amie, il y a deux ans.

Même s'il est régulièrement questionné¹, le rôle de l'animateur du groupe de pairs des acteurs affaiblis ne fait pas l'objet d'une formalisation théorique et pratique au sein d'ATD Quart Monde comme le suggère l'utilisation de termes variés : « animateur », « médiateur » ou « accompagnateur » (Carrel et al., 2017). Dans son étude sur les artisans de la participation qui comprend un volet sur la coformation d'ATD Quart Monde, Marion Carrel (2013) utilise le terme de « facilitateur », terme qui semble ici pertinent. Celui-ci provient des États-Unis et permet de mettre en avant le savoir-faire professionnel de l'animation de dispositifs délibératifs (Donzelot, Mével et Wyvekens, 2003). « Le facilitateur rend possible la confrontation démocratique entre des individus en situation d'affrontement ou d'évitement, par une organisation de l'espace, du temps et de la parole » (Carrel, 2013, p. 209). Le rôle du volontaire permanent dans la coformation est bien celui d'un facilitateur de la parole des acteurs affaiblis en vue d'une confrontation avec des acteurs forts.

¹ L'observation d'un séminaire épistémologique sur le croisement des savoirs organisé par ATD Quart Monde montre que le rôle du facilitateur fait l'objet de beaucoup de réflexions en interne (Notes d'observation, 2 au 5 novembre 2015).

De ce fait, on parlera de « facilitateur quart monde » pour souligner le savoir-faire spécifique de ces animateurs qui s’acquiert principalement par l’expérience au sein d’ATD¹. En particulier, les volontaires permanents revendiquent une proximité de vie avec les acteurs affaiblis. Cette proximité permet d’approfondir leur connaissance du milieu de la pauvreté, ce qui est considéré comme une compétence indispensable pour accompagner les militants quart monde à construire leur pensée. « *La connaissance de la pauvreté permet de repérer des petits gestes. On a l’habitude de travailler avec eux. On peut anticiper les difficultés de compréhension. Cela permet de sentir aussi quand est-ce qu’on peut stimuler les militants et jusqu’où* », explique Fabienne (Entretien, facilitatrice quart monde, 24 mai 2016).

La plupart du temps, le facilitateur quart monde connaît personnellement les acteurs affaiblis qu’il recrute pour une coformation. Dans le terrain d’étude, les militants quart monde sont tous des participants de la même université populaire. Fabienne est membre de l’équipe d’animation de l’université populaire en question. De plus, tous ceux qui ont déjà participé à des coformations ou qui souhaitent le faire sont invités à un groupe « croisement des savoirs » organisé par Fabienne. En effet, une autre compétence du facilitateur quart monde est de savoir créer un climat de confiance dans la durée avec les acteurs affaiblis. Ainsi, la construction de l’équipe quart monde commence bien en amont du début officiel de la coformation observée. Jules, un militant quart monde, explicite l’intérêt de cette relation : « *Les volontaires qui nous connaissent oseront nous recadrer et parce qu’on les connaît, on accepte. Il y a une intimité de connaissance qui met à l’aise. On a moins de filtres émotionnels. Cela enlève une barrière au départ* » (Entretien, militant quart monde, 29 juin 2016).

Dans le cadre normatif du croisement des savoirs, le climat de confiance est considéré comme une condition pour que les acteurs affaiblis puissent exprimer leur point de vue. S’il n’est pas question d’affirmer qu’il s’agit d’une condition nécessaire, les résultats de la deuxième partie de cette thèse ont confirmé les effets de l’intimité sur l’expression des acteurs affaiblis. Le discours de Jules permet également de mettre en avant la compétence de recadrage du facilitateur quart monde. Ce dernier est garant du cadre des opérations théorisé par le croisement des savoirs, ce qui amène évidemment la question de l’orientation ou de la manipulation sur laquelle on reviendra. Mais on peut déjà souligner que le rôle du facilitateur est bien d’accompagner les militants quart monde à construire leur propre réflexion dans un esprit critique et que des précautions sont prises pour éviter les influences extérieures.

L’observation permet alors de mettre en avant certaines techniques d’animation propres au facilitateur quart monde. Tout d’abord, celui-ci met en valeur les prises de paroles qui prennent appui sur l’expérience de vie.

¹ S’il existe quelques formations, les volontaires permanents se préparent la plupart du temps à ce rôle par des discussions entre pairs et en observant des coformations.

< Lors d'un exercice de représentation sur le terme « misère » en groupe de pairs, un militant a choisi le mot « sans toit ». Il s'explique : « quand j'entends le mot misère, je pense aux personnes qui sont à la rue ». La formatrice intervient : « Attends. Est-ce que tu as vécu à la rue ? » Le militant répond positivement. La formatrice reprend : « Excuse-moi de te demander ça, c'était juste pour m'assurer que c'était relié à ton vécu ». > (Notes d'observation, groupe de pairs des militants quart monde, J1)

Tout au long de la coformation, le formateur demande aux militants de se remémorer des situations difficiles de leur vie afin d'appuyer leur discours. L'extrait ci-dessus montre qu'il s'agit même d'une consigne. L'intérêt est de faciliter l'expression des acteurs affaiblis et de légitimer un savoir expérientiel.

< Après la présentation des objectifs de la coformation, la journée de préparation continue avec un exercice de représentation mutuelle sur le terme d'« humiliation ». La consigne est de partir de son expérience pour trouver un mot qui représente une humiliation subie. La formatrice demande aux militants de réfléchir en silence et d'écrire leurs réflexions sur des feuilles de brouillon. L'une d'entre eux n'arrive pas à trouver un mot et Fabienne vient la voir pour l'aider : « Je suis sûre que tu penses à quelque chose, c'est obligé. Pense à ce que tu as vécu ou à ce qu'a vécu une personne que tu connais au niveau d'une humiliation. Une fois que tu penses à une situation, écris un mot qui représente ce que tu ressens ». > (Notes d'observation, journée de préparation, JP1)

Dans l'extrait ci-dessus la formatrice propose un temps de réflexion individuel avant de s'exprimer devant le groupe. Ce type de technique d'animation permet d'éviter que les participants s'influencent entre eux. Il est par exemple interdit de se couper la parole. Si elle ne peut pas proposer de temps de réflexion individuel en amont, Fabienne demande à ceux qui ont le plus de difficultés de s'exprimer en premier afin d'éviter qu'ils répètent ce qu'ils ont entendu. L'observation montre également que lorsqu'il convient de prendre des décisions de groupe, Fabienne pose des questions à chaque participant pour s'assurer d'un véritable accord et éviter l'illusion d'un consensus apparent¹. Tout point de vue ou décision doit être développé et appuyé par des arguments personnels.

Ensuite, le rôle du formateur est de permettre aux acteurs affaiblis de dépasser le témoignage et d'encourager la réflexion. Ce processus est long et demande de multiples interventions de facilitation. Malgré sa neutralité, Fabienne est très présente dans le groupe de pairs des militants quart monde, car elle pose beaucoup de questions afin de susciter le passage du récit au point de vue.

< Valérie est une militante quart monde qui participe à la coformation observée. Elle semble manquer de confiance en elle. Elle est très timide et ne s'exprime pas beaucoup. Lorsque c'est à elle de parler, ses phrases sont courtes. Elle a tendance à répéter ce que les autres membres du groupe ont déjà dit. Elle répond aux questions par oui ou non. Valérie n'ose pas entrer en contradiction avec les autres et semble chercher ce que l'on attend d'elle avant de répondre.

¹ Le consensus apparent fait référence à un mode de prises de décision par consensus qui ne s'appuie pas sur l'alignement des opinions autour d'une position commune acceptée par tous, mais sur l'absence de l'expression d'oppositions, ce qui implique des inégalités liées à la facilité de s'exprimer (Urfalino, 2007).

Ceci explique certainement pourquoi, lors de la coformation, la facilitatrice lui posait beaucoup plus de questions qu'aux autres et lui demandait en permanence de trouver des éléments provenant de son expérience. En effet, lorsque Valérie s'exprime sur son vécu, ses prises de parole sont plus longues. > (Notes d'observation, bilan avec les militants, JB)

Cependant, les questions de la facilitatrice sont toujours neutres afin d'éviter d'influencer les participants. Des moments de silence sont par exemple installés à dessein. Lorsque certains militants quart monde semblent hors sujet, Fabienne laisse un temps d'expression et s'assure en posant des questions qu'il ne s'agit pas d'une erreur d'interprétation de sa part avant de recadrer la personne. Il arrive effectivement qu'une prise de parole semble initialement hors sujet et qu'après une série de questions le groupe finisse par comprendre le lien. Par ailleurs, Fabienne prend des notes pour recueillir la parole des militants quart monde afin de revenir ultérieurement sur des arguments ou des expériences relatées. Régulièrement, la facilitatrice relit ses notes avec les personnes concernées pour s'assurer qu'elles sont fidèles à leur pensée. Plus globalement, le facilitateur doit toujours s'assurer d'avoir bien recueilli les pensées des acteurs affaiblis sans les avoir déformées.

Le facilitateur quart monde fait partie de l'équipe d'animation de la coformation qui comprend également des animateurs pour les groupes de pairs des professionnels. Ces derniers ne sont pas nécessairement des militants alliés d'ATD Quart Monde, mais considèrent tout de même ce travail comme un engagement. Beaucoup le font d'ailleurs bénévolement. Certains d'entre eux ont par exemple découvert la coformation en tant que participants et ont souhaité prolonger cette expérience par le biais de l'animation. On parlera d'« animateurs des professionnels » pour les différencier des facilitateurs quart monde et mettre en avant les différences de savoir-faire et d'objectifs. Contrairement aux volontaires permanents, les animateurs des professionnels ne connaissent pas nécessairement les participants de leur groupe. Cependant, ils ont une proximité avec eux puisqu'ils exercent la même profession, ce qu'ils doivent mettre à profit pour créer un climat de confiance dans le groupe.

L'animation des professionnels semble moins cadrée que la facilitation des militants quart monde. Par exemple, les animateurs ne sont pas nécessairement neutres et donnent parfois leur avis personnel sur les sujets abordés. Les acteurs forts peuvent s'influencer entre eux. L'animateur ne va pas systématiquement chercher à ce que tout le monde s'exprime et les consensus peuvent donc être qu'apparent. En revanche, lorsqu'un animateur des professionnels anime un groupe mixte, une attention particulière est accordée aux militants quart monde pour s'assurer de leur compréhension et de leur possibilité de s'exprimer. Dans ces groupes mixtes, l'objectif des animateurs est de favoriser des remises en question.

Loïc : « Dans le rôle de l'animation, il y a l'objectif de conscientiser la différence de pouvoir [entre les acteurs affaiblis et les professionnels]. Par exemple, dans la lecture des récits, il y a des gens qui trouvaient rébarbatif de lire paragraphe par paragraphe et de demander si tout le monde a tout compris à chaque fois. C'est insupportable pour les professionnels, mais même pour moi. Si j'ai un texte à lire, c'est plié en vingt secondes. Le rôle de l'animateur c'est de

montrer qu'il faut prendre du temps pour les militants et que l'on a des rythmes différents. C'est fondamental de prendre conscience de ça, car dans le monde de la médecine on va toujours à toute vitesse. » (Entretien, animateur des professionnels, 28 janvier 2016)

Si le processus conflictuel du dispositif est analysé ultérieurement, ce discours montre déjà que la déstabilisation des acteurs forts — ce qui par hypothèse peut être à l'origine du conflit — constitue un objectif de l'équipe d'animation. Celle-ci « *doit créer un espace de régulation. S'il y a des choses à dire, on propose un espace. Nous on peut agir en proposant, mais ce qui se passe dans cet espace-là, c'est leur chemin à eux. Nous n'avons pas à tout maîtriser. On propose un cadre, mais on ne les prend pas par la main* », explique Pierrick (Archive, animateur de coformation, document interne sur la formation à l'animation du croisement des savoirs). Ce faisant, le cadre de la coformation n'est pas figé, car celui-ci vise des transformations individuelles chez les participants qui nécessitent un engagement de leur part. Contrairement aux militants quart monde, les fonctionnaires ne sont pas sélectionnés, mais doivent venir volontairement¹. Certains organisateurs exigent même une lettre de motivation afin de s'assurer que les participants auront bien saisi les enjeux et les objectifs du dispositif avant de venir².

Pierrick poursuit son propos en affirmant que les participants professionnels arrivent avec des éléments cristallisés par l'expérience antérieure. Pour lui, l'objectif de la coformation est de favoriser des « *recristallisations* », c'est-à-dire que de nouvelles valeurs viennent appuyer de nouvelles pratiques, ce qui passe par des processus de « *décristallisation* », voire de « *déconstruction* ». L'animation vise dans un premier temps à créer un « *brouillard* » tout en évitant le « *chaos* » qui peut naître de la fragilisation inévitable des participants.

Pierrick : « *Notre travail est de tenir le cadre. Les paronymes de tenir sont détenir, contenir, retenir, appartenir, soutenir. Tenir le cadre, c'est faire tout ça. Contenir l'agressivité, contenir les larmes si elles débordent. [...] Retenir, c'est de ne pas aller sur la vie privée. Appartenir, c'est "on est différent, mais on a des appartenances communes". Et soutenir l'émergence d'une parole, ça peut être aussi soutenir le conflit. On est là pour mettre sur la table les sujets qui fâchent, pour justement peut-être moins se fâcher par la suite. [...]. C'est une expérience, pour certains il y a un avant et un après. C'est une épreuve initiatique dans le sens que ça démarre quelque chose, c'est très ritualisé.* » (Archive, animateur de coformation, document interne sur la formation à l'animation du croisement des savoirs)

À l'aune de cet extrait, l'analyse goffmanienne des cadres semble tout indiquée pour étudier le dispositif de la coformation. Le discours de Pierrick met également en exergue les « règles du jeu » (Goffman, 1989) qui régissent l'ordre d'interaction au sein de la coformation : la reconnaissance des différences, la place des émotions et du conflit dans la communication, le rôle du témoignage et l'engagement des participants. Ce sont là les éléments d'une grammaire

¹ Théoriquement, la hiérarchie ne doit pas obliger les professionnels à participer à une coformation. Il s'avère que dans la coformation observée, quelques participants ont fait l'objet d'une sollicitation active de la part de leur hiérarchie.

² Ce n'est pas le cas dans la coformation observée, mais la question a été évoquée dans la préparation et les bilans.

de la vie publique spécifique à un dispositif délibératif de la différence, ce que l'on va examiner en détail à l'aide du cadre théorique d'Iris Marion Young.

1.2. La grammaire d'une démocratie communicative

Pour Iris Marion Young (2000), une démocratie inclusive doit partir du principe que chaque participant a quelque chose à apporter au débat public. Chacun ignore une partie du monde social et arrive dans le débat avec sa subjectivité, sa partialité, ses préjugés, ses stéréotypes et ses angles morts. Ce principe initial converge avec le cadre d'analyse goffmanien. La différence est que ce principe est mis en œuvre par le chercheur pour Goffman tandis qu'il constitue un élément de la grammaire délibérative respecté par les participants pour Young. « La norme de la communication politique dans ces conditions est que chacun devrait avoir comme objectif d'élargir sa compréhension sociale en apprenant de l'expérience spécifique des autres » (Young, 2000, p. 77).

Young différencie les exclusions externes, à l'entrée des dispositifs des exclusions internes à la délibération qui fait l'objet de son analyse. Selon elle, les exclusions internes interviennent lorsque les individus ou les groupes sociaux sont inclus aux discussions et aux prises de décision, mais que les règles du débat s'appuient sur des suppositions qui ne sont pas partagées par tous. Les normes habermasiennes de la démocratie délibérative ont effectivement tendance à privilégier certaines formes d'expression, de communication et de participation qui empêchent certains individus — provenant notamment des groupes marginalisés — de s'exprimer, voire les ridiculise. La thèse d'Iris Marion Young est qu'il faut élargir les modes de communication acceptés au sein de la délibération afin de lutter contre les exclusions internes. La coformation constitue précisément un dispositif délibératif de la différence qui à ce titre propose une grammaire de la vie publique spécifiquement conçue pour lutter contre les exclusions internes. En revenant sur les différentes étapes de ce dispositif, on va pouvoir mettre en lumière les normes qui composent cette grammaire à l'aune de la théorie de Young.

Tout d'abord, comme cela a déjà évoqué, les participants se réunissent dans des groupes pairs. La reconnaissance de la différence constitue donc la première norme grammaticale. Elle s'affirme dès le départ lors de la phase de présentation des participants ou de salutations pour reprendre le terme de Young. Les salutations (*greetings*) représentent les modes explicites de reconnaissance de la présence des groupes marginalisés dans leurs particularités et leurs subjectivités. Les catégories sociales doivent pouvoir être considérées comme des groupes sociaux qui ont une parole à donner et une légitimité à prendre la parole, et non pas comme des sujets de conversations. En particulier, les groupes marginalisés luttent souvent pour leur reconnaissance, il faut donc pouvoir leur assurer dès le départ une visibilité pour leur permettre de s'exprimer, ce qui constitue la mission de l'équipe d'animation de la coformation. Young propose alors de revaloriser des modes d'expression du quotidien qui ne

sont pas habituellement considérés comme politiques : le bonjour, l'accueil, le départ, le remerciement, s'adresser à la personne par son nom, le vouvoiement, la politesse, etc. Tous ces éléments se retrouvent dans la grammaire de la coformation. De plus, dans les groupes mixtes, l'animation vise également à souligner les différences de rythmes entre les acteurs affaiblis et les acteurs forts. Elle utilise par exemple, le « dispositif de la tortue » qui consiste à mettre le groupe au rythme de la personne la plus en difficulté.

Ensuite, un travail sur les « représentations mutuelles » permet de mettre en scène les différences de cadres primaires entre le groupe des acteurs affaiblis et les groupes des acteurs forts. Pour cela, l'animation utilise deux outils pédagogiques, celui des « post-its » et du « photolangage ». En groupe de pairs, à partir d'un mot qui a été choisi par l'animation, les participants doivent soit écrire sur des post-its ce que le mot représente pour eux, soit choisir une photo qui illustre leur perception dans un ensemble de clichés préalablement sélectionnés au hasard. La coformation observée avait choisi les mots « misère », « hôpital » et « responsabilité ». Après un temps de débats, les participants décident ensemble d'une présentation à retransmettre en plénière. Dans le cas du photolangage, une seule photo et une seule idée doivent être transmises par le groupe. Cet aspect permet de mettre en exergue une norme grammaticale, à savoir le recours au « consensus radical ». Il s'agit effectivement d'éviter que les participants additionnent toutes leurs idées en supprimant à chaque fois ce qui ferait dissensus. Ce que l'on appellera consensus radical est une pratique qui vise à sectionner une idée par rapport à son originalité et son potentiel pour faire réagir les autres groupes, même si certains ne sont pas en accord sur le fond du message. Ces derniers pourront alors préciser leur désaccord lors de la plénière. Dans la même veine, une autre norme de la coformation concerne le respect d'une certaine « éthique de la conversation » (entretien, Loïc, animateur des professionnels, 28 janvier 2016). Il faut que les participants puissent exprimer leurs points de vue et oser entrer en contradiction. Ils doivent se rendre compte des différences des cadres de référence entre les deux groupes socioprofessionnels et être capables d'écouter l'avis des autres sans essayer de les convaincre.

Lors des débats en plénières, des modes de communication plus émotionnels, qui peuvent être résumés sous le terme de rhétorique, sont acceptés dans la grammaire de la coformation. Pour Young, la rhétorique représente non pas une substitution de l'émotion à l'argumentation, mais plutôt une manière plus passionnée d'argumenter. Ce mode de communication peut inclure différents aspects : la tonalité émotionnelle du discours (peur, espoir, colère, joie, et autres passions)¹ ; l'utilisation des figures de style (sourire, métaphore, jeux de mots, etc.) ou de certaines attitudes (ironie, humoristique, moqueuse, grave, etc.) ; des formes alternatives de communication (outils visuels, banderoles, panneaux, manifestation, théâtre, etc.) et l'utilisation des symboles. La grammaire de la coformation accepte tous ces modes de communication. Tant que cela ne s'oppose pas à l'« éthique de conversation » du respect d'autrui, l'ironie, l'humour, voire la moquerie, ne sont pas bannis des interactions.

¹ Ce que certains théoriciens de la délibération appellent dépassionné a en réalité une tonalité émotionnelle particulière qui est celle du calme et de la distance.

L'animation utilise des supports alternatifs, comme cela a été évoqué avec le photolangage. Les synthèses sont toujours écrites sur des panneaux et certaines restitutions peuvent prendre des formes théâtrales. Les prises de parole émotionnelles ne sont pas non plus dévalorisées. Au contraire, elles sont considérées comme un mode de communication qui facilite l'expression des acteurs affaiblis, ce qui est confirmé par cette militante quart monde : « *On peut très bien crier, mais c'est bien notre pensée derrière le cri, c'est notre manière de nous exprimer. [...] Les paroles énergiques, elles ne sont pas là pour rien. C'est le cri du cœur* » (Archive, document interne sur la formation à l'animation du croisement des savoirs).

Pour Young, le registre émotif propre à la rhétorique dispose de trois fonctions positives en tant qu'appui à l'argumentation. Tout d'abord, l'émotion oblige la partie adverse à écouter, et à prendre en compte l'argument. Ensuite, cela façonne les revendications et les arguments dans une forme appropriée pour être entendue par certains groupes sociaux. Enfin, la rhétorique incite les participants à sortir de la pensée et de la raison pour se diriger vers des modes d'engagements qui consistent à émettre des jugements. Selon Young, le débat politique ne vise pas seulement à faire des propositions politiques concrètes bien formulées, mais aussi à émettre des jugements sur les institutions, les situations et les solutions aux problèmes. Cet objectif est précisément celui de la coformation. Généralement en fin de journée, des temps intitulés « conditions pour devenir acteurs ensemble de la lutte contre la misère » constituent une sorte de bilan-évaluation de la formation en plénière et sont suivis d'un débriefing en groupe de pairs. Ces derniers moments sortent souvent de la rhétorique comme forme d'argumentation pour se diriger vers des modes de communication purement émotionnels. Le débriefing est même conçu comme un moment pour déverser ses émotions.

Au cours de la coformation, un travail d'écriture et d'analyse de récits d'expérience est réalisé par l'ensemble des participants, acteurs affaiblis et acteurs forts. Les textes portent sur des situations vécues d'erreurs de cadrage ou au contraire d'alignement. Pour Young, le récit et le témoignage permettent de compenser les lacunes de l'argumentation en favorisant la compréhension lorsque les personnes ne partagent pas une base commune d'expérience et de valeurs. C'est le cas dans la coformation qui oppose des acteurs affaiblis et des acteurs forts, mais aussi des militants d'ATD Quart Monde à des professionnels extérieurs à l'association. La plupart du temps, l'expérience et les suppositions de certains groupes dominant le discours et celles des autres sont mal comprises et dévaluées ou reconstruites pour entrer dans le discours dominant.

Pour Young, le récit politique (*political narrative*) n'a pas pour but de divertir ou de se révéler en tant que personne, l'objectif est de démontrer, décrire, expliquer ou justifier quelque chose aux autres participants de la discussion. En l'occurrence, les récits des coformations marquent tout de même une certaine forme de dévoilement de la personne même si celui-ci est encadré par certains filtres, comme l'anonymat, et que l'objectif reste bien celui de transmettre un message par la description, l'explication et la justification. Par ailleurs, pour Young, le témoignage est souvent le seul moyen de comprendre les

particularités de l'expérience de ceux qui ont une situation sociale que l'on ne partage pas. Le témoignage permet de révéler le contexte, les sources des valeurs, les priorités ou les significations culturelles. En entendant les témoignages des autres, avec leurs connaissances situées, les participants peuvent sortir d'une pensée étroite et autocentrée sur certains problèmes — construite à partir de ses intérêts particuliers et de son expérience personnelle — pour élaborer une connaissance sociale dans le sens d'une pensée élargie (*enlarged thought*) qui prend en compte les points de vue des autres. Encore une fois, il s'agit là des objectifs de l'utilisation du témoignage dans la coformation.

Enfin, la dernière journée de la coformation vise à préparer en groupe mixte une retransmission pour les responsables institutionnels et à favoriser un processus de phasage entre les participants qui sera analysé dans la section suivante. Ce processus met en avant une dernière norme grammaticale, à savoir une exigence d'engagement de la part des participants. Iris Marion Young se réfère à Emmanuel Levinas (1981) pour mettre en avant l'importance dans la communication de moments d'exposition, de vulnérabilité et de prises de risque dans le but de maintenir le lien de confiance. Il faut se sentir en otage de la conversation, c'est-à-dire se sentir éthiquement responsable de répondre en prenant en considération les réclamations et les affirmations de l'autre. En organisant des phases de conflits et d'apaisement ainsi qu'en jouant sur la légitimité de parole des acteurs affaiblis, la coformation met en œuvre ce sentiment de « prise d'otage » pour les acteurs forts dans le but de créer un engagement en situation.

La coformation peut donc être analysée comme un dispositif délibératif de la différence, ou tout du moins comme un espace qui crée les conditions pour une délibération entre des acteurs forts et des acteurs affaiblis. Pour cela, un cadre des opérations exigeant s'appuie sur des formats de communication alternatifs aux normes habermasiennes : les salutations qui reconnaissent les différences ; des exercices pédagogiques qui visent à fissurer les cadres primaires et à engendrer des opérations de recadrage chez les participants ; des décisions prises au consensus radical ; une « éthique de la conversation » qui accorde une légitimité à des savoirs expérientiels et professionnels et qui exige une écoute attentive des points de vue opposés ; l'acceptation des émotions et de la rhétorique ; le recours aux témoignages ; et une obligation d'engagement de la part des participants dans la lutte contre la pauvreté. Ce cadre des opérations est assuré par une équipe d'animation qui différencie ses objectifs et ses techniques en fonction du groupe social ou professionnel dont il s'agit de susciter l'expression. En entrant dans les coulisses de la coformation des journées de préparation et du groupe de pairs des militants quart monde, on va pouvoir analyser le processus qui permet l'expression des acteurs affaiblis.

2 — Se préparer à l'affrontement des cadres primaires

Les coulisses de la coformation ont pour objectifs de cadrer les opérations. Si l'équipe d'animation reste l'acteur principal de cette activité, les militants quart monde y ont une place importante. Ils doivent former une équipe dans le sens goffmanien et se préparer à l'affrontement avec les professionnels. Pour cela, Antoine, Denis, Odette, Sévérine, Suzie, Sylvie et Valérie doivent comprendre parfaitement les enjeux de la coformation qui entend avoir des effets transformateurs chez les professionnels. L'animation se met donc du côté des militants quart monde et construit ses stratégies à partir de leurs expériences. Il est question ici d'analyser les coulisses de la coformation à travers la construction de l'équipe quart monde qui a lieu à la fois en dehors du dispositif, dans les phases préparatoires et intermédiaires et à l'intérieure du dispositif, dans le groupe de pairs des militants quart monde et les discussions en *off*.

2.1. Les récits : une banque de données expérientielles et émotionnelles

La première étape de la coformation réside dans la préparation des militants quart monde qui vise à les familiariser avec les exercices pédagogiques et à souder l'équipe quart monde. Pour cela, Fabienne a organisé un temps de rencontre individuelle avec chaque participant afin de les aider à écrire un récit d'expérience sur une situation vécue jugée négativement dans le milieu hospitalier. Cette phase de préparation du dispositif n'a pas été observée. Cependant, l'année suivante, il a été possible de participer à une journée de formation interne avec Fabienne et d'autres membres du mouvement qui visait à se questionner sur cette pratique d'écriture de récit. Cette observation montre que l'exercice permet à la fois de constituer une banque de données expérientielles à utiliser dans la coformation et un outil de renforcement individuel qui favorise le « contrôle émotionnel de soi »,¹ en transformant en forces des sentiments de honte, de colère ou de culpabilité.

Le travail d'écriture de récit individuel s'effectue avec l'aide d'une ou deux personnes. Le militant quart monde doit se remémorer des situations vécues négativement avec des professionnels (ici en l'occurrence les soignants). Ensuite, il doit en sélectionner une qu'il considère comme la plus pertinente en vue de la travailler avec les adversaires de la coformation. Le militant quart monde relate son expérience et un animateur lui pose des questions de compréhension ou l'encourage à donner davantage de détails. Une troisième personne peut avoir le rôle de prendre des notes et de s'assurer que l'animateur ne transgresse pas les règles. En effet, le facilitateur ne doit pas orienter le militant quart monde avec ses questions qui sont censées être les plus neutres possible. L'animateur est censé laisser la personne s'exprimer à son rythme, ne jamais terminer ses phrases et laisser des silences s'installer si nécessaire. Il s'agit également de limiter sa curiosité pour éviter d'être intrusif.

¹ Expression utilisée par Goffman.

Le facilitateur ne doit pas s'impliquer dans le récit. Il est censé écouter sans juger et sans commenter. Ainsi, lors de l'observation, la formatrice au croisement des savoirs affirme qu'une question est légitime seulement si elle permet de comprendre le nœud problématique de la situation. Il est également conseillé de reprendre les mots de la personne pour formuler ses questions. Une fois le texte écrit, il doit être relu et validé avec la personne.

< *Les formateurs au croisement des savoirs proposent quelques questions classiques : « Est-ce que c'est important pour toi et pourquoi ? » ; « Tu disais que... » ; « Pourquoi dis-tu ça ? » ; « Qu'est ce que tu veux dire par là ? » ; « Quand tu dis que tu avais peur, qu'est ce que ça signifie pour toi ? »* > (Notes d'observation, formation au croisement des savoirs, 30 avril 2016)

Les situations des récits étant toujours problématiques, des émotions interviennent nécessairement lors du travail d'écriture. Si les émotions ont une place importante dans la coformation, l'exercice du récit vise à les anticiper afin qu'elles prennent une forme plus distanciée face aux adversaires professionnels. « *Si la colère ne sort pas dans l'écriture du récit, elle va sortir en coformation et si c'est le cas, on ne peut plus travailler. Les professionnels n'oseront pas faire de commentaires de peur de blesser la personne* », explique Catherine (Notes d'observation, formatrice, formation au croisement des savoirs, 30 avril 2016).

En dehors de son utilisation dans la coformation, le travail de l'écriture du récit constitue une étape à part entière de la phase préparatoire des militants quart monde. L'objectif est de favoriser un processus d'*empowerment* individuel. Il s'agit de développer sa capacité d'action par rapport à ses propres émotions afin d'adopter un registre rhétorique contrôlé comme pour Lilian : « *Cet exercice m'a appris à apprivoiser ma violence. Quand tout le monde parle de ton texte, c'est difficile de ne pas s'énerver. [...] Quand on a choisi mon texte, j'étais un peu fier, mais j'avais aussi un peu peur qu'on me dise que j'étais un menteur* » (Notes d'observation, militant quart monde, formation au croisement des savoirs, 30 avril 2016). Comme l'indique ce discours, l'exercice du récit constitue une prise de risque importante pour les militants quart monde qui s'exposent à l'analyse d'autrui sur leur situation personnelle. Ainsi, en suivant Goffman, en travaillant sur leur contrôle émotionnel, les membres de l'équipe se dotent de qualités dramaturgiques nécessaires pour affronter des adversaires.

Odette : « *Il ne faut pas exploser parce qu'après tu perds tous tes moyens. Cela m'est arrivé à ma première coformation. [...] Ma fille a failli mourir à cause d'une erreur de diagnostic [...]. À la coformation, ils disaient qu'un médecin pouvait se tromper. Tout le monde peut se tromper, mais quand on se trompe ça peut avoir des conséquences graves et j'ai explosé. Mais maintenant, j'ai appris à me maîtriser. Avec la deuxième coformation, il y a eu des moments où j'aurais pu exploser.* » (Entretien, militante quart monde, 3 février 2016)

L'analyse du discours d'Odette montre que l'écriture des récits ne suffit pas nécessairement à acquérir un contrôle émotionnel total. Certaines expériences personnelles peuvent réapparaître dans le cours de la coformation et déclencher des réactions fortes. Le dispositif ne vise pas d'ailleurs à construire un espace délibératif fondé sur le critère de la tempérance. Les émotions sont autorisées à s'exprimer. L'objectif de l'écriture des récits est avant tout de

percevoir ses cadres primaires, de réaliser l'existence de séquelles liées à son expérience de la pauvreté (ou d'autres types de séquelles comme pour Odette) et de se préparer à une expression de ses émotions de manière contrôlée pour éviter justement d'« exploser ». Ce travail peut ainsi dépasser le cadre du dispositif et s'inscrire dans un processus plus long comme dans le cas d'Odette qui a acquis un certain contrôle émotionnel à sa deuxième coformation.

L'écriture du récit permet d'objectiver son histoire personnelle. L'exercice vise à prendre de la distance avec son vécu et d'en tirer des enseignements. En tant qu'objet, le texte est une banque de données personnelle dans laquelle les militants quart monde peuvent puiser des arguments à utiliser lors de la coformation. L'observation montre effectivement que certains éléments des textes sont réutilisés en tant qu'argument dans les conversations lors de la coformation.

2.2. Les artefacts d'égalité des militants quart monde

Les professionnels doivent aussi écrire des récits d'expérience, mais cette activité s'effectue pendant la coformation. Ainsi, les militants quart monde « prennent de l'avance » sur les professionnels, ce qui permet de compenser les difficultés des acteurs affaiblis concernant ce type d'exercice. Ceci constitue alors un « artefact d'égalité » pour reprendre l'expression de Marion Carrel (2013). De même, contrairement aux professionnels, les militants quart monde vont pouvoir s'exercer aux différents exercices pédagogiques (post-it, photolangage et l'analyse des récits) lors d'une journée de préparation. L'observation montre effectivement que les militants sont beaucoup plus rapides pour mener les exercices dans la coformation que lors de la journée de préparation. Lors de cette dernière, les règles sont expliquées longuement afin de s'assurer que tout le monde les comprenne correctement. Les militants quart monde se familiarisent avec le vocabulaire et la grammaire spécifiques au dispositif. Cela permet également à l'animatrice Fabienne de cerner les différentes personnalités afin d'anticiper les difficultés potentielles et de créer des binômes de militants quart monde qui travailleront ensemble dans les groupes mixtes par exemple.

Au-delà de l'artefact d'égalité en termes de compensation aux difficultés de compréhension, l'écriture des récits et la journée de préparation donnent aussi une avance dans la construction de l'argumentation. Toujours dans un processus d'*empowerment* individuel, les militants quart monde se mettent en condition pour affronter les professionnels en préparant leurs arguments.

Odette : « La préparation permet de savoir qui sont les personnes que l'on va rencontrer et de réfléchir à ce que l'on va pouvoir leur dire. Après, on improvise toujours, on ne peut pas tout préparer. C'est un peu comme un entretien d'embauche. On réfléchit aux questions qu'on va nous poser et aux réponses qu'on pourra apporter. Le rythme de la coformation est très rapide

et toutes les personnes ne sont pas capables de répondre au tac au tac sans préparation. »
(Entretien, militante quart monde, 3 février 2016)

Dans le groupe de pairs des acteurs affaiblis, les textes sont lus collectivement. Au fur et à mesure de la préparation, les militants quart monde prennent connaissance des situations personnelles des autres. Certains évoquent également des expériences concernant des personnes de leur entourage ou des témoignages entendus à l'université populaire. La banque de données expérientielle s'enrichit progressivement et devient commune à l'équipe quart monde. En outre, l'entraînement aux exercices pédagogiques permet à l'équipe d'acquérir des qualités dramaturgiques en favorisant la construction d'une indignation collective.

< À partir d'un récit fictif sur l'expérience d'un immigré, le groupe doit dégager une problématique. Après une lecture collective et un tour de questions de compréhension, le groupe relit chaque paragraphe en essayant de mettre en lumière ce qui pose problème dans la situation décrite. Le texte suscite beaucoup d'indignation de la part des militants : « Ce n'est pas normal », « Il ne devrait pas être traité de cette manière », etc. Ils font des interprétations sur la situation en projetant leur propre expérience ou celle de leurs connaissances. La facilitatrice demande ce qui les interpelle dans le texte puis n'intervient plus. Un débat s'instaure entre les militants quart monde sur la question des droits de l'Homme, de la liberté et de la dignité. Enfin, le groupe doit choisir une problématique comme s'il devait la travailler ensuite avec des professionnels d'une coformation. Les militants s'arrêtent sur cette formulation : « Comment pouvons-nous accueillir ces personnes comme des êtres humains, dignement et conformément à la Déclaration des droits de l'Homme » ? > (Notes d'observation, journée de préparation, JP1)

Le texte fictif sur l'immigration en question était propice au développement d'un sentiment d'indignation. Par ce choix, la facilitatrice permet le développement d'une posture engagée de la part des acteurs affaiblis. De plus, l'analyse de cette situation fait apparaître le langage d'ATD Quart Monde autour des droits de l'Homme et du respect de la dignité, et cela sans intervention de Fabienne. Les participants aux coformations ne sont pas n'importe quelle « personne en situation de pauvreté », mais des militants quart monde qui ont donc un sentiment d'appartenance et certaines valeurs acquises à l'université populaire notamment.

Question : « Quelles sont vos compétences en tant que militants quart monde dans la coformation ? Quel est le savoir des militants quart monde qu'il s'agit de croiser ? »

Jules : « La réponse à cette question se trouve à l'université populaire qui m'a permis de changer des idées, d'apprendre des choses que je ne connaissais pas, de m'ouvrir les yeux, d'avoir le goût de m'impliquer et la volonté que les choses changent. » (Entretien, militant quart monde, 29 juin 2016)

Ainsi, les différents « savoirs » qui se croisent dans une coformation proviennent d'une expertise professionnelle pour les acteurs forts et d'une expertise profane certes, mais aussi associative pour les acteurs affaiblis. L'université populaire constitue effectivement un ancrage collectif pour les militants quart monde dans laquelle ils ont développé des compétences et des connaissances qu'ils peuvent mettre en œuvre dans la coformation.

Par ailleurs, en tant que garante du cadre des opérations, la facilitatrice rappelle régulièrement certains éléments du style de groupe de l'« expert quart monde ». Cette figure théorique que l'on a construite dans le troisième chapitre est celle du participant ratifié dans la coformation.

< L'observation permet de dresser une liste de phrases régulièrement répétées par Fabienne aux militants quart monde : « Vous êtes riche de votre vécu » ; « Vous êtes là pour représenter les personnes les plus pauvres, ceux qui sont en bas de l'échelle sociale » ; « On compte sur vous pour être unis et solidaires » ; « Il est important de dire "nous" même si vous pouvez dire "je" lorsque vous parlez de votre expérience » ; « Il faut être attentif et être à l'écoute » ; « Il faut oser dire que vous ne comprenez pas un mot » ; « Il faut oser s'exprimer face aux professionnels et oser la critique. » > (Notes d'observation, journée de préparation, JP1)

Ces règles constituent des éléments de culture de la figure de l'« expert quart monde ». Les acteurs affaiblis sont habitués à respecter ce style de groupe sur lequel ils se sont généralement alignés volontairement en parallèle au développement de leur sentiment d'appartenance à ATD. Cependant, la grammaire est tout de même rappelée par la facilitatrice qui recadre les participants qui ne la respectent pas. Par exemple, dans la situation ci-dessous, Fabienne rappelle à l'ordre une militante quart monde qui n'a pas mis en œuvre l'éthique du respect d'autrui :

< Après un bref rappel du déroulement de la journée, Fabienne redonne deux règles de la coformation : la confidentialité et le devoir de compréhension qui suppose une obligation de demander des précisions lorsqu'un mot est compliqué. Ensuite, Pascale s'exprime : « Notre objectif est de critiquer les pratiques des professionnels. Cependant, il faut respecter la personne. Je dis ça, car j'ai entendu Séverine dire : "Elle n'a rien compris celle-là" ». Séverine répond : « Oui, mais elle n'avait vraiment rien compris ». Fabienne reprend : « Je suis d'accord, mais il faut le garder pour toi. J'ai eu peur qu'elle ait entendu ». > (Notes d'observation, groupe de pairs des militants, J1)

Un artefact d'égalité pour les acteurs affaiblis est donc d'avoir intégré les contraintes grammaticales en amont. Les militants quart monde ne sont pas déstabilisés au sein d'une coformation puisqu'ils sont déjà habitués aux règles du jeu qui sont les mêmes que dans les autres activités d'ATD. Étant donné que l'« expert quart monde » est un style de groupe déjà valorisé par les acteurs affaiblis, les rappels à l'ordre ne sont donc pas vécus comme des contraintes, mais au contraire comme des conditions au bon déroulement du dispositif. Ce sentiment est également favorisé par le climat de confiance qui s'est établi avec la facilitatrice.

Sylvie : « Fabienne nous connaît bien. Lorsqu'on disait quelque chose de mal, elle nous recadrerait tout de suite. Elle connaît notre caractère donc elle pouvait nous arrêter. C'est important de pouvoir nous cadrer, sinon ça s'éternise ou ça dégénère. Avec une personne qui ne nous connaît pas, elle n'aurait pas osé faire ça et ça aurait tourné au drame. On aurait haussé la voix, on se serait parlé n'importe comment et l'on ne se serait pas compris entre nous. » (Entretien, militante quart monde, 11 février 2016)

Enfin, le principal artefact d'égalité pour les militants quart monde est d'être intégré aux stratégies qui s'effectuent en coulisse et en amont de la coformation. En effet, au-delà des objectifs d'*empowerment*, l'animatrice générale participe au temps de préparation dans l'optique d'adapter le cadre des opérations aux particularités des acteurs affaiblis. Dans les coulisses du dispositif, cette animatrice s'assure auprès des militants quart monde qu'ils sont à l'aise et modifie le déroulement de la coformation en conséquence. Ainsi, si c'est bien l'équipe d'animation qui orchestre le cadre des opérations et dispose d'espaces propres pour cela, un processus de vérification avec les acteurs affaiblis est mis en œuvre tout au long du dispositif. En outre, les discours des militants quart monde sont centraux dans la construction stratégique des objectifs et des thèmes qui seront développés. La participation de l'animatrice au temps de préparation lui permet d'écouter les points de vue des acteurs affaiblis, ce qui influence certains de ses choix méthodologiques. L'écriture des récits sert d'armature pédagogique. Avant la journée de restitution aux responsables institutionnels, une journée de préparation intermédiaire (JP2) est aussi organisée afin de préparer les thématiques qui seront abordées. Les militants quart monde occupent une place centrale dans cette activité. Ils choisissent les thèmes et préparent en binôme leurs interventions. Les militants quart monde ont-ils alors une liberté de parole au sein du dispositif ou sont-ils encadrés par le cadre normatif contraignant du croisement des savoirs ?

2.3. La coformation, un espace de liberté de parole ?

Si les militants endossent le rôle de l'« expert quart monde », on fait l'hypothèse qu'ils conservent une liberté de parole étant donné qu'il s'agit d'un alignement sur un style de groupe qui d'une part est volontaire, et qui d'autre part constitue une limitation dans la forme et non dans le fond. L'enquête par entretien montre cependant que certains s'autocensurent dans leurs prises de paroles. Lorsqu'il convient d'exprimer une opinion politique par exemple, ils vont avoir tendance à demander l'autorisation au facilitateur. D'autres ne se posent pas la question et se contentent d'adopter une parole conforme aux valeurs de leur association. En cas de doute, ils ne s'exprimeront pas. L'observation dévoile effectivement que certains militants utilisent uniquement le langage d'ATD Quart Monde.

Par exemple, Suzie est au parti communiste, mais explique qu'elle ne s'autoriserait pas à donner ses opinions politiques dans une coformation. Pourtant, la facilitatrice affirme que le dispositif est bien un espace de liberté de parole à la seule condition que les normes de communication de l'« expert quart monde » soient respectées. Par ailleurs, l'observation de la coformation n'a pas remarqué de restriction à la liberté de parole. Fabienne précise qu'elle a toujours participé à des coformations sur la santé — ce qui est également le cas de Suzie — et que le sujet n'amène généralement pas de sujets controversés. Ainsi, les résultats d'observation ne sont pas suffisants pour questionner la liberté de parole. Il convient donc d'avoir recours à une analyse de discours.

Question : « *Est-ce qu'un militant pourrait exprimer une position politique ? Par exemple [Jacques], reproche souvent le fait de privilégier les Français par rapport aux étrangers. »*

Fabienne : « *Je connais sa position et il pourrait la donner en coformation. Il apprendrait certainement beaucoup en écoutant la position des autres même si pour lui c'est difficile, car il n'a pas l'habitude qu'on le contredise sur ce sujet. Lors de la préparation, les règles lui seraient rappelées : le respect, l'écoute et le non-jugement. Il peut défendre sa position, mais on lui demandera d'expliquer pourquoi et d'être respectueux.* » (Entretien, facilitatrice quart monde, 24 mai 2016)

Jacques est un militant quart monde qui fait partie de ce que l'on avait appelé les « frondeurs » d'ATD Quart Monde. Il tient des positions critiques et politisées. Il a tendance à s'exprimer de manière assez radicale avec un vocabulaire familier, ce qui ne l'empêche pas de participer à plusieurs coformations, dont l'une sur les questions de justice, thème plus propice à des prises de parole politisées.

Jacques : « *Sans aller trop loin, je me sens libre de dire les choses en coformation. Quand on veut combattre la misère, il faut dire les choses. [...] Dans une coformation, les professionnels étaient des juges et l'invitée était une ministre. À un moment donné, j'ai coupé la parole à la ministre parce qu'il faut que le militant se fasse entendre. [...] De toute façon, c'est une affaire de politique. Ce sont les politiciens qu'il faut faire changer. Je l'ai dit en coformation, et l'animatrice m'a dit : "Tu es vraiment courageux de dire ça". J'ai dit que je ne comprenais pas pourquoi les pauvres qui touchent le RSA vont aller en prison à la moindre faute alors que Monsieur Sarkozy peut faire autant de trafic qu'il veut et il est tranquille. C'est une justice à deux vitesses. Ils m'ont tous regardé avec des grands yeux et l'animatrice m'a dit "chut". »*

Question : « *On a essayé de t'empêcher de parler ? »*

Jacques : « *Non, ce n'était pas pour me faire taire puisqu'après elle m'a félicité. C'était plutôt une réaction à ma façon de parler parce que j'étais en colère et qu'il y a une certaine manière de parler en coformation. Je me sens vraiment libre de dire ce que je veux.* » (Entretien, militant quart monde, 18 février 2016)

Comme en témoigne la participation régulière de Jacques aux coformations, ce dispositif est bien un espace de liberté de parole même si certains s'autocensurent par précaution. Jacques s'autorise à tenir un discours politisé, à critiquer les politiciens et à remettre en question directement un ministre par exemple. Le processus conflictuel qui est valorisé et suscité avec des professionnels de santé semble également mis en œuvre avec des personnalités politiques. La présence de Jacques dans la coformation n'est pas une erreur de sélection, car l'étude ethnographique montre que ce militant quart monde est connu pour sa liberté de ton. Étant donné que celui-ci est connu pour transgresser régulièrement les règles du jeu de la coformation, cela signifie que ces dernières ne sont pas non plus à l'origine d'un processus d'exclusion. Toutefois, le style de l'« expert quart monde » est utilisé pour cadrer les modes de communication des acteurs affaiblis. Même s'il est plus résistant que d'autres, l'analyse de l'entretien de Jacques montre d'ailleurs qu'il est dans un processus d'alignement progressif et volontaire avec ce style de groupe.

L'étude ethnographique met en avant le caractère relativement homogène du discours des militants quart monde est le résultat d'un processus volontaire de politisation au sein d'un groupe qui est accentué par la construction en équipe dans la coformation. La parole est donc libre, mais située par rapport à l'appartenance à un collectif qui a des valeurs et des idées spécifiques. L'exemple d'une recherche en croisement des savoirs au Québec entre des acteurs affaiblis et des dentistes est intéressant sur ce point, car certains participants n'étaient pas membres du mouvement. La confrontation des points de vue en groupe de pairs a alors provoqué un alignement des cadres sur la culture militante d'ATD Quart Monde.

Jules : « *Il y a une philosophie dans le croisement des savoirs, il y a des choses que je ne peux pas dire à cause des conséquences que ça pourrait avoir. De toute façon, si tu as déjà été à l'université populaire deux ou trois fois, tu sais déjà ce que tu ne peux pas dire. Par exemple, dans la recherche à laquelle j'ai participé, il y avait des militants hors ATD. Une personne a dit qu'il fallait demander aux dentistes la gratuité des soins. C'était une solution ponctuelle proposée au cas par cas qui ne concernait pas nécessairement la pauvreté. Étant formé dans le mouvement, je suis intervenu. ATD ne veut pas de solutions individuelles, mais des solutions globales. On est là pour partager notre point de vue et notre expérience. [...] Finalement, on a un peu exclu ceux qui n'étaient pas membres d'ATD. Ils ont été écartés parce qu'ils étaient difficiles à rejoindre, c'était trop compliqué, c'était des électrons libres. [...] Le petit groupe te permet de valider ton opinion pour savoir si ton idée a de la valeur et si tu peux la dire en dehors.* » (Entretien, militant quart monde, participant à une recherche en croisement des savoirs, 29 juin 2016)

Les enjeux d'une recherche en croisement des savoirs, dont les résultats seront publiés, sont plus importants que ceux d'une coformation. Ceci explique la sélection accrue des points de vue à transmettre aux professionnels dans le groupe de pairs de la recherche sur les dentistes. L'analyse du discours ci-dessus montre que le processus de construction de l'équipe quart monde a eu des effets d'exclusion des acteurs affaiblis qui ne partageaient pas la culture militante de l'association. Étant donné que la coformation ne débouche que sur des ébauches de propositions de transformation institutionnelle, la liberté de parole des militants quart monde est plus forte. Toujours est-il que le croisement des savoirs, quelle que soit la forme qu'il prend, est une méthodologie d'ATD Quart Monde, et à ce titre s'appuie sur une culture militante spécifique avec ses propres valeurs, idées, modes de communications et objectifs. La coformation constitue un dispositif délibératif militant qui défend le projet politique, le cadre normatif et les critères de validité de la communauté épistémique d'ATD Quart Monde.

3 — Le groupe de pairs : un huis clos protecteur en plein cœur des affrontements

Dans l'optique d'améliorer la qualité des délibérations et d'éviter des effets de pression provenant de l'extérieur du dispositif, Simone Chambers (2011) met en avant l'importance du secret en délibération et valorise la pratique du huis clos. Le principal intérêt est de se mettre à l'écart de la « raison plébiscitaire » qui comprend trois stratégies vis-à-vis de l'auditoire : la manipulation, la flatterie et la volonté de préserver sa propre image pour ne pas avoir l'air faible, en changeant d'avis par exemple. L'auteure se focalise sur les publics forts, c'est-à-dire réunissant des élites politiques, mais évoque aussi le cas des publics affaiblis :

« Le public des citoyens évite la raison plébiscitaire en délibérant dans des refuges protégés [...]. Quoique plusieurs de ces refuges soient publics (au sens où les délibérations n'y sont pas secrètes), leur design institutionnel est fondé sur une méfiance platonicienne à l'égard de la communication médiatisée asymétrique. De même que les délibérations à huis clos des élites, ces refuges constituent des tentatives pour échapper à la sphère publique moderne et se retirer dans un espace dialogique. » (Chambers, 2011, p. 538)

Ce que Chambers appelle la raison plébiscitaire peut également apparaître dans des publics affaiblis même s'ils ne sont pas médiatisés, d'autant plus lorsqu'ils visent la confrontation de groupes sociaux distincts comme la coformation. La manipulation, la flatterie et la préservation de son image sont des réactions qui sont à l'œuvre dans les interactions entre acteurs sur la scène d'un espace délibératif. Celles-ci sont accentuées par les inégalités d'expression entre des acteurs affaiblis et des acteurs forts. On parlera d'une raison délibérative de la différence afin de désigner les réactions des acteurs qui contraignent les prises de parole au sein de la coformation. Le groupe de pairs des militants quart monde associé à une règle de confidentialité stricte peut alors être analysé comme un huis clos délibératif en plein cœur des affrontements avec les professionnels. Il s'agit d'un espace sécurisant qui permet de se protéger de la raison délibérative de la différence. Dans ce huis clos, les acteurs affaiblis peuvent construire une équipe autour de positions communes par un processus d'alignement des cadres de référence.

L'accès de la recherche à cet espace habituellement confidentiel permet d'analyser des situations qui se passent dans le secret. Cet aspect est à l'origine d'un sentiment de méfiance et d'interrogations de la part des acteurs qui en sont exclus. C'est le cas des professionnels qui participent à la coformation. Comme on le verra dans la section suivante, le secret du huis clos des militants quart monde participe au processus conflictuel du dispositif. C'est également le cas des chercheurs qui sont sollicités par ATD Quart Monde. Lors d'un séminaire de recherche épistémologique sur le croisement des savoirs¹, beaucoup de questions d'universitaires étaient orientées sur la nature, les spécificités et la construction du « savoir » des acteurs affaiblis. Les analyses de ce chapitre permettent en partie d'y répondre. En

¹ Celui-ci a déjà été évoqué dans la première partie.

particulier, on a déjà répondu à la question de la manipulation et de la liberté de parole des militants quart monde : ils ont un savoir infrapolitique lié à l'expérience de la pauvreté qui s'associe à une expertise associative et politique spécifique à ATD. Ici, on va pouvoir appréhender la logique de protection des acteurs affaiblis et le processus collectif de construction des discours qu'il s'agit de diffuser.

3.1. Détourner la raison délibérative de la différence par la protection collective

La coformation est un espace délibératif qui reconnaît les différences. L'ensemble des artefacts d'égalité mis en œuvre par l'équipe d'animation vise à compenser les difficultés des militants quart monde. Celles-ci peuvent être conséquentes, comme pour Denis qui décide finalement d'abandonner la coformation après la journée de préparation. Pour éviter ce type de défection, mais aussi pour dépasser le manque de confiance en soi et la peur de s'exprimer en public, un sentiment de sécurité est préservé tout au long du dispositif, notamment par des interventions de la facilitatrice quart monde. Celle-ci s'assure en permanence que les militants quart monde sont à l'aise. La coformation implique un processus conflictuel auquel les militants quart monde ne sont pas habitués. La deuxième partie de la thèse a en effet montré que l'université populaire constitue une enclave de protection fondée sur l'évitement du conflit. Le groupe de pairs et en particulier les moments de débriefing qui ont lieu en fin de journée permettent alors de rassurer les militants quart monde dans un espace de confiance face aux affrontements qui ont lieu sur scène.

< Odette exprime son désarroi face au conflit avec les professionnels : « Ce matin, j'étais prête à pleurer, même à sortir. Cela m'a beaucoup choquée. On était là pour défendre les personnes qui n'arrivent pas à se défendre. Je me suis demandé si on leur a manqué de respect. Est-ce qu'on a réussi à dialoguer ? Est-ce qu'on a dit des mots compréhensibles » ? > (Notes d'observation, débriefing des militants quart monde, J2)

La coformation observée a été le lieu d'une confrontation particulièrement forte et beaucoup de militants quart monde se sont sentis coupables lorsque les professionnels exprimaient leur sentiment de malaise. La facilitatrice avait pour but de déconstruire le sentiment de culpabilité des acteurs affaiblis en rappelant qu'ils avaient un rôle de « représentant des personnes en situation de pauvreté » et de critique des pratiques professionnelles. De plus, Fabienne rassurait les militants quart monde en leur disant que toutes les coformations se déroulent avec des moments de tensions comme ceux qu'ils étaient en train de vivre. Certains militants quart monde qui ont déjà participé à des coformations pouvaient alors le confirmer. « *On a peur d'eux, mais eux aussi, ils ont peur de nous* », répétait souvent Sévérine (Notes d'observation, débriefing, J2). En présentant le sentiment de malaise des professionnels comme un objectif de la coformation, la facilitatrice transforme la culpabilité en un sentiment d'avoir accompli son rôle critique.

L'espace protecteur que constitue le groupe de pairs est important pour trouver les mots et le courage pour s'exprimer devant les professionnels. Cet espace de renforcement collectif

permet de détourner la raison délibérative de la différence. En effet, les acteurs affaiblis ont des stigmates de la pauvreté qui les encouragent à se taire pour préserver leur image par peur d'être jugés (Goffman, 1975). Dans une illusion de protection, les « opprimés » ont tendance à adopter le point de vue des « oppresseurs » (Collins, 2000). Même sans mauvaise intention, les acteurs forts peuvent manipuler aisément les acteurs affaiblis. Lors de la coformation, un médecin expliquait par exemple ses techniques qu'il qualifiait lui-même de manipulateurs pour accélérer ses entretiens avec ses patients et éviter les questions. Les militants quart monde peuvent également flatter leur auditoire pour atteindre leurs objectifs. Par exemple, lors du dernier jour de la coformation, Valérie circulait dans les rangs pour distribuer des bonbons afin d'apaiser les tensions des jours précédents. Ce type de réactions n'est pas nécessairement dérangeant pour le processus délibératif, mais elles sont le signe de l'existence d'une raison délibérative de la différence qui peut contraindre les prises de paroles. L'action de Valérie peut être analysée comme une réaction à son sentiment de culpabilité qui peut la limiter dans ses capacités critiques par rapport aux professionnels.

Pour détourner la raison délibérative de la différence, la coformation mise sur des allers-retours entre la confrontation des différents groupes sociaux et professionnels et des temps de huis clos entre pairs. De cette manière, les acteurs affaiblis peuvent prendre du recul et des décisions collectives à l'abri des acteurs forts. L'exemple suivant est intéressant puisque le groupe de pairs a permis aux militants quart monde de déjouer une tentative de flatterie de la part des professionnels :

Jules : « *Je sentais que les professionnels se retenaient de dire certaines choses. J'ai fini par le dire et ils ont reconnu qu'ils n'osaient pas nous contredire. J'ai l'impression qu'on nous prend comme des enfants, parce qu'on vit dans la pauvreté. C'est important qu'ils disent ce qu'ils pensent et finalement on a réussi à se comprendre. C'est une petite victoire, mais pour moi elle est grande.* »

Delphine : « *Tu n'as pas réussi à le faire dès le départ, je pense qu'on avait eu au moins deux rencontres en grands groupes avant que tu oses dire ça. D'abord, on s'est vu en groupe de pairs. C'est à ce moment-là que tu l'as dit. Tu m'en avais parlé la veille, et je t'avais dit, on va vérifier ça ensemble. Les autres militants ont confirmé et après on s'est demandé si on gardait cette information pour nous ou si on le dit. Finalement, on a décidé de le dire à la réunion en grand groupe et ça a débloqué les choses.* » (Entretien collectif, Jules, militant quart monde, et Delphine, volontaire permanente, participants à une recherche en croisement des savoirs, 29 juin 2016)

Ce type de réaction qui s'appuie sur certaines formes de paternalisme de la part des acteurs forts est courant. L'espace de confiance et de protection du groupe de pairs favorise un renforcement collectif qui dans la situation ci-dessus a permis de déjouer la raison délibérative de la différence. Ceci a cependant une contrepartie.

La limite du huis clos protecteur¹ est celle de la surprotection comme frein à l'émancipation. En particulier, une règle de la coformation permet d'interroger cet aspect, à savoir l'interdiction de discuter avec les professionnels pendant les pauses. Les militants quart monde doivent en permanence rester entre eux, notamment lors du repas. Cette règle est justifiée par l'animation afin de s'assurer que les militants quart monde conservent une distance critique face aux professionnels. Dans un *focus group*, la règle est défendue en précisant que ce sont les militants quart monde qui sont responsables de l'appliquer :

Anna : « *C'est une façon de nous protéger et de faciliter le travail parce que si tu commences à parler avec les professionnels, tu sympathises et tu n'oses plus le contredire et ça ne sert plus à rien. [Dans une coformation], un professionnel demande si c'est normal qu'il y ait cette distance, ce "fleuve" qui nous distance. L'animateur demande si on veut répondre et donc on lui explique pourquoi on a besoin de cette distance pour mieux travailler et il a compris.* »

Sarah : « *Je pense que c'est le travail des militants d'empêcher les professionnels d'aller vers les autres militants. Une fois, un professionnel proposait un café à une militante et on l'a tous rappelée à l'ordre. Tu restes avec nous parce qu'il y a un risque. Il cherche à s'appropriier nos histoires, c'est dangereux.* » (Focus group de trois militantes quart monde, 10 février 2016)

Au-delà de la distance critique, la règle a aussi pour objectif de protéger les militants quart monde contre les tentatives d'intrusion des professionnels dans leur vie privée. Cependant, cette règle est affichée dès la présentation de la coformation, ce qui provoque souvent une incompréhension de la part des professionnels². La surprotection advient alors lorsque ce sont les animateurs qui veillent à l'application de cette règle et non les militants eux-mêmes.

Suzie : « *Il ne faut pas nous surprotéger sinon on ne peut pas s'émanciper [le terme d'émancipation a été utilisé pour présenter les enjeux de la recherche]. C'est un frein. Pour certaines personnes c'est un réconfort et pour moi ça m'étouffe. Chacun est différent, mais moi je ne veux pas qu'on m'attrape par la main et qu'on me répète dix fois la même chose. Je ne suis pas une enfant. Si je n'ai pas compris, je suis capable de le dire.* » (Entretien, militante quart monde, 20 janvier 2016)

Si les artefacts d'égalité mis en œuvre par le facilitateur semblent essentiels afin de permettre l'expression des acteurs affaiblis au sein d'un espace délibératif comme la coformation, la logique de protection doit se doter d'une éthique importante afin d'éviter le paternalisme. Ce qui était valable pour l'université populaire ou les pratiques des groupes locaux l'est également pour la coformation. Dans le *focus group*, les réactions de militantes quart monde à l'extrait d'entretien de Suzie ci-dessus permettent de préciser les conditions d'un huis clos protecteur qui reste émancipateur :

Louise : « *À propos des coformations, il faut se protéger. On se protège tous ensemble, ce n'est pas seulement le volontaire permanent. C'est quand même important. En plus, si tu fais une coformation, c'est que tu es déjà un minimum autonome.* »

¹ Cette limite a déjà été évoquée dans la deuxième partie à propos de l'université populaire.

² On reviendra ultérieurement sur les réactions des professionnels sur ce sujet et sur le rôle de cette règle dans la construction du processus conflictuel.

Sarah : « *L'accompagnement est fait pour nous protéger. On est humain, on ne peut pas tout savoir et on a besoin d'une protection. Généralement en coformation ça se passe bien, mais c'est vrai qu'il ne faut pas aller trop loin. On n'est pas bête non plus.* »

Anna : « *Je préfère quand même qu'on me dise quand je me trompe. Je préfère qu'on me remette en question parfois. Tu as beau avoir de la facilité pour parler, tu n'es pas à l'abri de raconter une bêtise et moi j'aime le savoir pour faire un travail sur moi-même. C'est bien d'être protégé, mais il faut aussi savoir nous bousculer.* » (Focus group de trois militantes quart monde, 10 février 2016)

En suivant ces discours, la logique de protection est donc nécessaire, mais doit être appliquée collectivement par l'équipe de militants quart monde et doit inclure une part de prise de risque et de remise en question. Pour cela, le facilitateur doit favoriser la constitution d'une équipe unie et solidaire entre les acteurs affaiblis. Ce processus débute lors de la journée de préparation et se poursuit au sein du groupe de pairs. Le huis clos évite alors la logique de surprotection et la remise en question du rôle du facilitateur par les professionnels à partir du moment où ce sont les militants quart monde eux-mêmes qui s'entraident.

Question : « *Quel est le rôle des militants dans la coformation ?* »

Anna : « *D'abord, si tu es en difficulté, je vais te repêcher, je ne vais pas attendre que tu dises n'importe quoi pour qu'on en profite pour t'attaquer. Une personne en difficulté, elle ne trouve pas ses mots, ou elle est surprise par l'émotion, je vais essayer de la soutenir, sans attendre. Le rôle du militant c'est aussi de veiller à aider les autres et à trouver leur place.* »

Sarah : « *Par exemple, il y avait un militant pour qui c'était sa première fois. On lui a dit que s'il faisait une erreur on était là pour l'épauler. On est là pour l'aider aussi, nous on a l'expérience.* » (Focus group de trois militantes quart monde, 10 février 2016)

Les membres du *focus group* continuent leur raisonnement en développant les différentes erreurs possibles de l'équipe quart monde : perdre sa distance critique, dévoiler trop d'informations personnelles, favoriser l'utilisation du « je » au lieu du « nous » et apparaître désuni face aux professionnels en montrant des tensions internes. La logique de protection entre pairs s'appuie alors sur un processus de construction d'une équipe quart monde faisant preuve de cohésion pour « faire bloc » face aux professionnels.

Suzie : « *Il y avait de la poigne dans le groupe des militants. Ils ne se laissent pas faire et c'est bien. Il y eut des petites erreurs, personne n'est parfait. Par exemple, il ne faut surtout pas s'excuser de militer. Mais sinon on était une vraie équipe. Il ne faut pas montrer nos désaccords. [Séverine] a cette tendance parfois à toujours vouloir avoir raison et à contredire les autres. Il ne faut surtout pas le faire ressentir aux professionnels. Il faut être soudé, car l'objectif est de faire changer les points de vue des professionnels sur les personnes en situation de pauvreté.* » (Entretien, militante quart monde, 20 janvier 2016)

L'étude de la coformation permet de répondre aux limites de la surprotection développées dans la deuxième partie. Si un espace protecteur est nécessaire pour déjouer les intrusions de la raison délibérative de la différence et construire une réflexion collective des acteurs affaiblis, la protection doit être appliquée entre les membres de l'équipe quart monde. La

confiance du facilitateur quant à la solidarité entre acteurs affaiblis et du respect des règles constitue alors une condition éthique pour éviter des logiques paternalistes de sa part.

Le groupe de pairs constitue l'espace de construction de l'équipe quart monde. En coulisse, les membres apprennent à se connaître, à se soutenir et à se protéger mutuellement. Ils découvrent leurs différences et peuvent construire des positions communes à retransmettre aux professionnels. Le groupe de pairs est donc également le lieu d'un alignement des cadres primaires entre militants quart monde, ce qu'il s'agit à présent d'analyser.

3.2. Le processus d'alignement des cadres au sein de l'équipe quart monde

Pour étudier le processus d'alignement des cadres de référence entre acteurs affaiblis autour de positions communes qui s'effectuent dans le groupe de pairs, on a sélectionné une situation représentative à décortiquer à travers une analyse microsociologique goffmanienne. Celle-ci se déroule lors du premier jour de la coformation, après la plénière de présentation. La première partie de la situation est une exposition des cadres de référence de chaque participant.

< Dans le groupe de pairs des militants quart monde, un exercice de photolangage sur la représentation du terme « hôpital » débute. Fabienne rappelle la règle : « Je vous demande en silence, de circuler et de choisir une seule photo qui vous fait penser à l'hôpital. Cela peut être une idée positive ou négative ». Lorsque tout le monde a choisi une photo, les membres de l'équipe s'assoient autour de la table pour un tour de parole. Séverine commence avec une photo d'un ring de boxe. Elle s'explique : « À l'hôpital, c'est le plus faible contre le plus fort, le pot de terre contre le pot de fer. Nous, le quart monde, il faut se bagarrer pour se faire entendre, pour se faire soigner ». Suzie montre une photo d'un homme qui tire sur une femme avec un pistolet. Elle s'exprime : « Parfois, lorsque l'on vit la pauvreté, pour pouvoir se faire soigner, il y a de la violence. La photo montre les difficultés à se faire soigner ». > (Notes d'observation, groupe de pairs des militants quart monde, J1)

Ces deux choix de photos montrent que les actrices affaiblies en question ont endossé leur rôle d'expertes quart monde et entendent faire passer un message critique aux professionnels. Il est à noter qu'afin de ne pas orienter les choix, Fabienne demande une réflexion en silence et rappelle que l'image n'est pas nécessairement négative. Les deux militantes quart monde ci-dessus projettent tout de même un cadre de référence négatif, mais combatif concernant l'hôpital.

< Ensuite, Valérie explique que sa photo représente une femme au regard triste. Fabienne demande de préciser, mais Valérie n'arrive pas à la relier à l'hôpital. Fabienne lui demande alors si elle pense bien aux personnes en situation de pauvreté et à son vécu. Un silence s'instaure. Finalement, Valérie s'explique : « Je pense aux personnes qui ne veulent pas à aller à l'hôpital pour se faire soigner par peur ». La photo d'Odette représente, quant à elle, une mère qui tient son enfant dans les bras. Elle développe son idée : « Je pense que cette maman n'a pas les moyens de se soigner à cause du décor de la photo. Elle n'ose pas aller aux

urgences et la personne a peur qu'on la renvoie de l'hôpital sans soigner son enfant ». > (Notes d'observation, groupe de pairs des militants quart monde, J1)

La situation en cours d'analyse souligne le rôle du facilitateur pour susciter les prises de parole. Le cadre de référence de Valérie et d'Odette est également négatif, mais n'est pas combatif. Il met en lumière une émotion, à savoir la peur de l'hôpital.

< Antoine quant à lui a choisi l'image d'un groupe de personnes qui se tiennent par les épaules. Il explique son choix : « Je vais peut-être vous surprendre, car j'ai pris une image positive. Lorsque tu es hospitalisé, beaucoup de gens viennent te voir. Avec les amis et la famille, il y a de la solidarité. Il n'y a pas que du négatif à l'hôpital ». Fabienne pose une question : « Est ce que tu es bien dans l'idée d'une personne en grande pauvreté qui est à l'hôpital ? » Antoine répond positivement. L'exercice reprend son cours avec la photo de Sylvie qui représente un homme jeune assis devant un bureau avec des dossiers. Pour elle, cette personne pourrait être un étudiant en médecine. L'idée qu'elle souhaite exprimer avec cette photo est de rappeler qu'il n'y a pas assez de médecins. Fabienne ne demande pas de précisions et poursuit l'exercice. > (Notes d'observation, groupe de pairs des militants quart monde, J1)

Le cadre de référence d'Antoine est le premier à être positif concernant l'hôpital. Celui de Sylvie, quant à lui, signale une prise en compte d'éléments structurels. Contrairement à l'exercice de représentation sur l'« humiliation » lors de la préparation, ces deux choix comme les précédents d'ailleurs ne font pas référence à une expérience personnelle. Les explications font référence aux « personnes en situation de pauvreté » de manière générale. Un peu plus tôt dans la matinée, le groupe a réalisé un exercice semblable sur le terme de « misère » dans lequel toutes les explications des militants quart monde étaient au contraire appuyées sur le vécu. Il s'agissait même d'une règle qui était rappelée à plusieurs reprises par Fabienne ce qu'elle n'a pas fait sur le terme « hôpital ». Dans la situation en cours d'analyse, c'est une autre règle qui est rappelée par la facilitatrice, à savoir celle de s'exprimer « au nom des personnes en situation de pauvreté ». La règle du vécu et de la représentativité sont en tension dans la mesure où l'une appelle l'utilisation du « je » et l'autre celle du « nous ». L'analyse met donc en avant une orientation de la part de l'animation sur un contenu personnel pour la représentation du terme « misère » et sur un contenu collectif pour la représentation du terme « hôpital ».

< La règle est à présent de choisir une seule photo pour la présenter en plénière. Fabienne rappelle encore une fois que l'objectif est de représenter les personnes les plus pauvres et de faire réagir les professionnels. Elle ne mentionne pas Antoine, mais le regarde. > (Notes d'observation, groupe de pairs des militants quart monde, J1)

Bien que Fabienne ait précisé que l'image pouvait être positive, le regard de Fabienne sur Antoine indique une volonté d'orienter le choix vers une position plus critique à adresser aux professionnels. Pour le terme « misère », l'orientation vers le personnel permet, quant à elle, de montrer une incarnation de la pauvreté, ce qui renforce la légitimité des prises de paroles des militants quart monde. Les deux règles ont donc chacune des objectifs spécifiques.

< Chaque personne doit donner son choix. Fabienne distribue la parole. Valérie choisit le ring de boxe, car « ça représente beaucoup de choses ». Sylvie soutient ce choix en expliquant

qu'« il faut se battre pour pouvoir s'en sortir et pour se faire soigner ». Odette acquiesce et poursuit ce raisonnement : « Si l'on n'arrive pas à se battre, on n'obtient rien du tout. Il ne faut pas se laisser faire. » (Notes d'observation, groupe de pairs des militants quart monde, J1)

Le cadrage sur la forme de Fabienne semble fonctionner puisque l'image choisie par les trois premières militantes représente un message critique. Par ailleurs, on peut noter un effet d'entraînement collectif autour du choix de la première personne, ce qui explique que Fabienne donne d'abord la parole à Valérie qui est la participante la plus en difficulté pour s'exprimer. Un processus d'alignement des cadres débute alors autour d'une référence combative et négative sur l'hôpital.

< Antoine ne semble pas convaincu et souligne que ce choix est un peu violent. Il choisit la photo du jeune étudiant, car pour lui l'enjeu de la formation est essentiel. Suzie ne semble pas en désaccord avec tout ce qui s'est dit jusqu'ici, mais propose la photo de la mère et de son enfant afin de souligner la crainte d'aller chez le médecin. « Les personnes qui ne n'osent pas aller se soigner, c'est de la violence passive. » Séverine revient finalement sur le choix du ring de boxe et répond à la remarque d'Antoine : « On peut se battre avec les mots. On n'est pas obligé de se battre avec les poings. C'est une image ». Encore une fois, Fabienne rappelle qu'il faut se mettre à la place des plus pauvres et qu'il faut choisir une image qui fasse réagir les professionnels. » (Notes d'observation, groupe de pairs des militants quart monde, J1)

Un conflit de cadres débute avec Antoine qui refuse la violence du message proposé par les autres. Son choix personnel reposait effectivement sur un cadre primaire positif de l'hôpital, ce qui n'est pas le cas des autres participants. Suzie prend alors une position intermédiaire entre une référence négative et combative et une référence positive. En soulignant une « violence passive », la faute est partagée entre acteurs affaiblis et acteurs forts. Le message est donc moins critique sur les professionnels. La militante quart monde qui avait initialement choisi la photo du ring de boxe défend sa position en prenant en compte la remarque d'Antoine. Elle propose de diminuer la violence du message. Sans jamais faire de commentaires sur le contenu, Fabienne intervient encore une fois afin d'orienter la forme.

< Un deuxième tour de choix est lancé à partir des trois images présélectionnées. Suzie change de choix et se positionne avec la majorité sur le ring de boxe. « Il faut que l'on pense aussi aux personnes que l'on représente parce que beaucoup n'osent pas se battre pour l'accès aux droits et à la santé en particulier. Ils n'ont pas forcément les outils pour pouvoir remplir leur dossier de CMU par exemple. De plus, les personnes ont peur à l'hôpital ». Sylvie répète ce qu'elle a déjà dit pour défendre le ring de boxe. » (Notes d'observation, groupe de pairs des militants quart monde, J1)

L'alignement des cadres se poursuit avec le ralliement de Suzie qui justifie son choix en reprenant la règle de « représentation des plus pauvres » qui a déjà été répétée plusieurs fois. Si la facilitatrice oriente la focalisation des rayons d'attention, ce sont bien les interactants qui dans le cours de la séquence d'action s'alignent autour d'un cadre de référence combatif. Cependant, le conflit des cadres avec Antoine persiste :

< Tout le monde est d'accord sauf Antoine qui montre son malaise par un signe de tête. Fabienne explique alors une autre règle : « On ne te demande pas d'être totalement d'accord

avec l'image, mais au moins d'être solidaire avec le groupe et tu pourras dire que tu avais une idée un peu différente en plénière. On a besoin de ton soutien sur le ring de boxe sinon on ne peut pas la choisir ». Antoine répond : « Dans ce cas, je suis d'accord. Je veux bien donner mon soutien même si je ne suis pas tout à fait d'accord avec la violence de la photo. C'est vrai que l'on doit tout de même se battre pour faire valoir ses droits ». > (Notes d'observation, groupe de pairs des militants quart monde, J1)

Enfin, le conflit des cadres est détourné et non résolu par la règle du consensus radical. Le cas d'Antoine montre que les cadres primaires ont tendance à résister face à des cadres contradictoires. La dernière phrase du militant quart monde montre tout de même que son cadre primaire commence à se fissurer à l'issue de la séquence d'action analysée. Les militants quart monde présenteront donc la photo du ring de boxe pour représenter le combat des acteurs affaiblis dans leur parcours de soin.

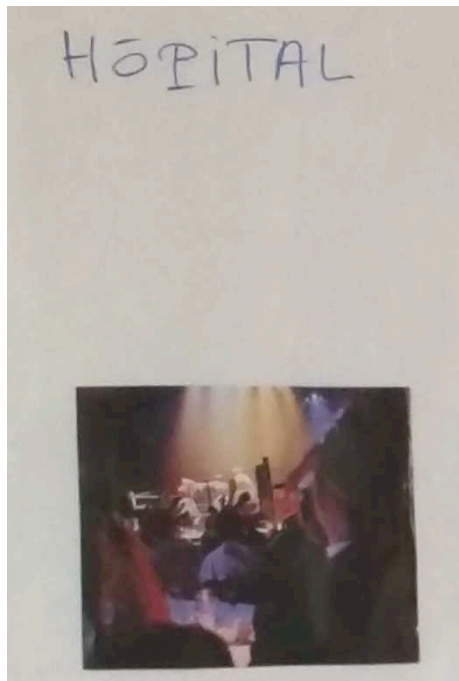


Figure 14 : Les militants quart monde choisissent un ring de boxe pour représenter l'hôpital

Après l'exercice de photolangage sur le terme « hôpital » s'en suit un autre sur le terme de « responsabilité » qui ne sera pas développé de manière aussi approfondie. En effet, le processus d'alignement des cadres qui s'opère lors de ce dernier exercice est équivalent à celui qui vient d'être présenté à la différence qu'il n'y a pas eu de conflit de cadres entre les militants quart monde. Progressivement, l'équipe quart monde se soude et les alignements se font plus spontanément.

< Le groupe de militants quart monde se met d'accord pour choisir l'image d'un homme qui parle dans un mégaphone. Il s'agit de la photo de Suzie qui explique son choix : « il faut pouvoir créer les conditions d'un dialogue entre les professionnels et les personnes en situation de précarité. Il y a un émetteur et un récepteur qui ne comprend pas toujours ce que dit l'émetteur. Les personnes en situation de précarité ne sont pas toujours comprises et c'est un

frein au dialogue. Parfois, on a l'impression qu'il faut crier dans un mégaphone pour se faire comprendre. Les professionnels ont la responsabilité de nous écouter, nous, militants quart monde. Nous, notre responsabilité c'est de dialoguer avec les professionnels pour les informer des situations de pauvreté et en particulier des problèmes de compréhension ». > (Notes d'observation, groupe de pairs des militants quart monde, J1)

Sur cet exercice les interactants se sont alignés spontanément autour d'un cadre de référence combatif. L'observation montre qu'au fur et à mesure de la coformation, Fabienne a de moins en moins besoin de rappeler les règles, car les militants quart monde les respectent d'eux-mêmes comme le montre la responsabilité d'informer les professionnels que l'équipe quart monde s'est donnée dans la situation ci-dessus. Cependant, des conflits de cadres peuvent resurgir mettant un arrêt à l'alignement naturel. L'exemple qui suit montre que la résolution des conflits de cadres exige une capacité de remise en question de ses cadres primaires. Celle-ci fait d'ailleurs partie du style de groupe de l'expert monde, mais n'est pas toujours acquise.

< Sévérine raconte une expérience qu'elle a vécue dans le milieu hospitalier. Fabienne s'exprime : « Tu entends qu'il peut y avoir d'autres expériences que la tienne ? » Et Sévérine répond : « Oui, mais moi je parle de mon expérience, je ne connais pas le reste ». Fabienne reprend : « Oui, mais tu peux écouter les expériences des autres ». Suzie raconte alors une expérience qui entre en contradiction avec celle de Sévérine. Celle-ci rétorque que dans sa ville cela ne se passe pas de cette façon. Un conflit s'instaure entre Sévérine et Suzie. Sévérine s'énerve et Suzie répond : « Écoute-moi s'il te plaît. Tu as des expériences de ton côté, mais acceptes que les autres aient des expériences que tu ne connais pas. Tu es souvent dans l'opposition, tu n'arrives pas à prendre en compte l'expérience des autres. Il faut accepter que les autres aient d'autres formes de vécu ». Finalement, Sévérine s'énerve et part sur un autre sujet. > (Notes d'observation, bilan avec les militants quart monde, JB)

L'appartenance à un même groupe social et à une même culture militante n'implique donc pas nécessairement un alignement naturel des cadres primaires. Dans le cas de la coformation, ce processus est suscité dans un huis clos pour éviter les interférences de la raison délibérative de la différence. Les tensions entre les militants quart monde comme dans la situation ci-dessus apparaissent dans les coulisses. Celles-ci ne sont pas exposées sur la scène afin de ne pas montrer les failles de l'équipe quart monde aux adversaires. L'existence d'un huis clos entre pairs au sein d'un espace délibératif permet de prendre en compte les différences et de créer du « sens commun » entre membres d'un même groupe social avant d'entrer en confrontation avec d'autres. La construction d'une équipe procure un renforcement collectif qui rend possible l'expression des acteurs affaiblis face à un groupe social plus favorisé. En coulisse, les militants quart monde disposent donc d'un espace qui les protège des affrontements qui ont lieu avec les professionnels au sein de l'arène agonistique qui fait l'objet de la section suivante.

Section II — Sur scène, le phasage des volontés d'action dans un processus conflictuel

Pour Irving Goffman, l'engagement n'est pas seulement le résultat d'un libre arbitre, de calculs de rémunérations matérielles et symboliques, d'esprit du « don », de croyance dans des idéologies, d'appartenances identitaires ou de la détermination des structures sociales, mais il est surtout le fruit d'un ancrage contextuel. L'ordre de l'interaction contraint les modalités d'engagement. Souvent, « un engagement est un processus psychologique dans lequel le sujet finit par ignorer, au moins partiellement, où le dirigeant ses sentiments et son attention cognitive » (Goffman, 1991, p. 339). L'engagement en situation est une « obligation socialisante » qui prend une forme stratifiée à travers des déclinaisons principales et dérivées, dominantes et subordonnées et peut se dérouler sur scène, face à un auditoire, aussi bien qu'en coulisse. C'est le résultat de multiples opérations de cadrage qui s'hybrident, se succèdent ou se superposent. Goffman qualifie ce processus d'« absorption » pour souligner que l'ordre de l'interaction peut rendre l'engagement obligatoire, sans qu'aucun choix ou décision n'intervienne. Ce cadre d'analyse permet de comprendre comment le processus conflictuel de l'arène discursive de la coformation peut aboutir à un phasage entre les participants. Face à la légitimité des militants quart monde liée à leur expérience de la pauvreté, on va voir que les professionnels sont absorbés en situation dans un engagement, ce qui est entretenu par les manœuvres de l'équipe d'animation.

Les professionnels de la santé constituent un groupe socioprofessionnel hétérogène (médecins, cadres de santé, infirmiers, aides-soignants et travailleurs sociaux). Cependant, ils peuvent être qualifiés d'acteurs forts dans la mesure où ils disposent d'un certain pouvoir dans leurs relations professionnelles quotidiennes avec des patients qui vivent dans la pauvreté. Le dispositif de la coformation observé met alors en scène les différences entre des acteurs forts du secteur de la santé et des acteurs affaiblis représentés par des militants quart monde. Cette mise en scène, orchestrée par l'animation, suscite une confrontation permettant de dévoiler les conflits des cadres primaires qui se déroulent habituellement dans les relations professionnelles entre les patients et les soignants, sans nécessairement être perçus par les personnes concernées. Ensuite, le travail effectué en coulisse avec les militants quart monde qui vise à compenser leurs difficultés transforme les rapports de pouvoir au sein du dispositif au point d'inverser les rapports de force. Les acteurs qui sont habituellement en position de faiblesse dans les relations quotidiennes à l'hôpital deviennent les acteurs forts au sein de la coformation. Sans préparation, les professionnels sont absorbés dans un processus de *disempowerment* et dans une obligation d'engagement socialisante. Enfin, cette inversion des rapports de pouvoir construit les conditions d'un phasage à égalité entre les participants de la coformation par la transformation d'une confrontation interpersonnelle en une critique de l'institution.

1 — Le dévoilement des conflits de cadres

Pour Iris Marion Young (2000), une délibération entre des acteurs affaiblis et des acteurs forts doit nécessairement mettre en œuvre un processus conflictuel. Le dispositif de la coformation part de ce constat en mettant en œuvre une délibération agonistique. Pour cela, les différences sont mises en scène afin d'encourager les participants à les reconnaître et à dévoiler les conflits des cadres. En comparaison avec le groupe de pairs des militants quart monde, on verra que celui des professionnels n'est pas un huis clos protecteur. Au contraire, la déstabilisation des acteurs forts est même considérée comme une étape nécessaire pour fissurer leurs cadres primaires, susciter des opérations de recadrage et créer les conditions d'un phasage avec les acteurs affaiblis.

1.1. De la mise en scène des différences à la confrontation des cadres primaires

Le premier jour de la coformation, après la présentation des objectifs du dispositif, les professionnels sont rassemblés en groupe de pairs pour des exercices de représentation sur les termes de « misère », d'« hôpital » et de « responsabilité ». La comparaison de l'observation du groupe des militants quart monde et d'un des trois groupes professionnels montre des différences de techniques d'animation. Celles-ci sont beaucoup moins cadrées et réfléchies que celles du facilitateur quart monde. À rebours de ce qui est annoncé théoriquement par le croisement des savoirs, les professionnels ne sont pas véritablement considérés comme des coformateurs, mais comme le public visé par la formation. Par l'orientation de la focalisation des rayons d'attention, l'équipe d'animation met en alors en scène les différences des participants. C'est ce que l'on va voir en analysant une situation dans le groupe de pairs des assistantes sociales de la coformation observée.

< L'animatrice propose de réaliser un exercice de représentation à propos de la « misère ». La règle est d'écrire un mot sur un post-it sur ce qu'évoque le terme. Aucune autre précision n'est apportée par l'animatrice. Après un temps de réflexion personnelle, un tour de parole commence. Deux participantes proposent le terme de pauvreté. L'une explique que la première chose à laquelle elle pense quand elle entend « misère », c'est la pauvreté économique et sociale. L'autre a le même raisonnement et précise que l'on peut aussi penser à la pauvreté des moyens mis en œuvre pour résoudre le problème. Ensuite, sans trop d'explication, une assistante sociale a choisi le terme de « dénuement » et une autre le terme de « précarité ». >
(Notes d'observation, groupe de pairs des assistantes sociales, J1)

Alors que dans le même exercice, la facilitatrice quart monde demande aux acteurs affaiblis de ne pas utiliser un synonyme du terme misère et d'appuyer leur choix à partir d'une expérience vécue, l'animatrice des professionnels ne donne, quant à elle, aucune consigne. Ainsi, les premières participantes utilisent des termes généraux comme la pauvreté ou la précarité et donnent très peu d'explication.

< Puis, une participante propose le terme de « froid », car pour celle-ci « la misère existe toute l'année, mais n'est visible qu'en hiver ». Pour une autre, la misère renvoie au terme « logement » et aux SDF. En réponse à la proposition précédente, elle poursuit son explication avec les difficultés du « 115 » qui n'arrive pas à traiter toutes les demandes. Elle s'exprime : « Il y a une banalisation de la pauvreté. Avec le plan froid, on ne voit pas les fameux moyens qu'on est censé nous donner ». Une autre assistante sociale affirme alors que deux choses la mettent en difficulté : « Les patients touristes viennent en France pour se soigner avec des problèmes très graves. Les SDF, normalement, on devrait leur donner l'accès à une douche, mais mon hôpital a été rénové et il n'y plus de douche ». Une discussion continue sur les difficultés à gérer la pauvreté à l'hôpital qui sont liées au manque de moyens et à des problèmes institutionnels. > (Notes d'observation, groupe de pairs des assistantes sociales, J1)

Sans aucune intervention de l'animatrice, la discussion se transforme en groupe de parole sur les difficultés pour gérer la pauvreté dans le contexte de l'hôpital. Ceci s'explique notamment par le cadre général de la coformation sur la pauvreté intégré par les participantes du groupe. Les assistantes sociales en profitent pour comparer leurs situations professionnelles et critiquer leurs conditions de travail à l'hôpital. L'alignement des cadres d'interprétation se fait spontanément sans conflit.

< L'exercice se termine par l'organisation des différents « post-its » sur une affiche. L'animatrice fait beaucoup de propositions et oriente ce travail. L'affiche finale met en avant des explications d'ordre général. > (Notes d'observation, groupe de pairs des assistantes sociales, J1)

Tandis que la facilitatrice quart monde met en œuvre une éthique afin d'éviter d'influencer les discours des militants quart monde, l'animatrice des professionnels n'hésite pas, au contraire, à faire des propositions. De même, les professionnels ne sont pas orientés à appuyer leurs arguments à partir de leur expérience professionnelle. La construction de l'affiche représentant le terme de « misère » pour les assistantes sociales fait disparaître les conversations qui ont eu lieu sur les difficultés professionnelles. Celles-ci seront résumées sur l'affiche par le seul terme de « manque de moyens ». Contrairement à l'affiche des militants sur le même sujet, le résultat est donc désincarné et théorique. Cette forme de présentation est orientée par les propositions de l'animation, mais aussi par l'absence d'une règle qui viserait à appuyer leurs choix par l'expérience professionnelle.

Un exercice de photolangage sur le terme d'« hôpital » donne des résultats similaires alors même que le sujet est plus approprié à une expression de l'expérience professionnelle. Si une participante appuie son choix à partir d'un exemple concret, la photo finale du groupe prend encore une fois une forme désincarnée et théorique.

< Les participants circulent dans la salle pour choisir leur photo. [...] Une participante a choisi une photo d'une petite fille afin d'évoquer la question de la protection de l'enfance et la problématique des migrants. Elle donne un exemple provenant de son expérience professionnelle où une femme migrante est venue à l'hôpital pour signaler d'elle-même ses enfants et les faire placer. [...] Le groupe choisit assez facilement la photo représentant la pluridisciplinarité de l'équipe soignante et construit un argumentaire sur ce que pourrait être

un hôpital idéal. Enfin, une discussion en off s'instaure sur leurs problèmes professionnels. >
(Notes d'observation, groupe de pairs des assistantes sociales, J1)

Ce choix d'argumentaire fondé sur l'idéalisation de l'hôpital montre également que l'animation n'oriente pas les professionnels à critiquer les pratiques professionnelles ou le fonctionnement institutionnel. Ceci est réalisé dans les discussions en *off*, mais n'apparaît pas dans l'argumentaire à transmettre dans l'arène discursive. L'objectif n'est pas non plus de les préparer à un affrontement avec les militants quart monde. Par exemple, l'exercice n'a pas pour but de se questionner sur les comportements des acteurs affaiblis qui pourraient être mal vécus par les professionnels. Bien qu'ils en soient avertis lors de la présentation de la coformation, la forme théorique et désincarnée des exercices proposés ne laisse pas présager qu'un processus conflictuel les attend par la suite. À cette étape, le groupe de pairs des militants quart monde était encouragé à présenter un argumentaire critique visant la remise en question de leurs adversaires.

Les analyses de situation du groupe de pairs des militants quart monde et du groupe de pairs des professionnels mettent en évidence que l'animation oriente la forme des présentations en plénière. Les différences sont donc mises en scène afin de susciter une confrontation dans laquelle les militants quart monde ont l'avantage. Les manœuvres de l'animation dans les coulisses se perçoivent alors sur scène dans l'arène discursive :

< Chaque groupe présente son affiche sur la représentation du terme « misère ». Celle des militants évoque exclusivement des expériences vécues. Les affiches des groupes des professionnels utilisent des termes d'ordre général comme la pauvreté, la précarité, la dignité ou l'exclusion. Beaucoup d'explications sont désincarnées et parlent de la société ou du milieu hospitalier dans sa globalité, mais quelques-unes évoquent tout de même des expériences professionnelles avec des « personnes en situation de pauvreté ». Ensuite, l'animation propose un débat pour réagir aux affiches des autres groupes. Les professionnels remarquent la différence de ton entre leurs affiches et celle des militants quart monde. L'un d'entre eux s'exprime : « On a l'impression que d'un côté la pauvreté est invisible et de l'autre qu'elle est évidente lorsque vous parlez des "étiquettes" que l'on vous colle à la peau ». Un autre se questionne sur l'orientation de l'animation : « En même temps, vous aviez comme consigne de réagir en tant que personnes en situation de pauvreté et nous en tant que professionnels. Si l'on nous avait demandé de réagir au niveau personnel, on n'aurait pas choisi les mêmes mots ». >
(Notes d'observation, plénière, J1)

De la sorte, par une expression accès sur le vécu, le groupe des militants quart monde renforce sa légitimité. En entretien, les professionnels évoquent effectivement leur « admiration » concernant le courage de ces « personnes en situation de pauvreté » qui osent prendre la parole sur des expériences de vie difficiles. La situation de plénière ci-dessus montre que certains professionnels commencent à soupçonner une mise en scène orchestrée par l'animation et n'hésitent pas à l'exprimer publiquement dans l'arène discursive.

La mise en scène des différences en plénière se poursuit avec la restitution des exercices de photolangage sur le terme « hôpital » et « responsabilité ». Ces exercices pédagogiques

permettent de mettre en lumière un conflit des cadres d'interprétation entre le groupe des militants quart monde et les groupes de professionnels.

< Les groupes présentent leur affiche sur la représentation du terme « hôpital ». Le groupe des militants présente un ring de boxe. Un militant la présente : « Les personnes en situation de pauvreté sont dans un combat constant pour l'accès au soin. Il faut se battre envers et contre tous, c'est le pot de fer contre le pot de terre, le plus fort contre les plus faibles ». [Deux groupes de professionnels présentent leur affiche]. Le dernier groupe de soignants présente une photo d'un bateau. Ils s'expliquent : « On est tous ensemble dans le même bateau, on essaye d'avancer dans le même sens avec tous les professionnels et les patients. On est dans la même galère ». > (Notes d'observation, plénière, J1)

Le conflit des cadres primaires sur l'expérience de l'hôpital est bien représenté par l'affrontement entre l'image du ring de boxe qui implique des rapports de pouvoirs et celle du bateau qui suppose une égalité. Au passage, l'exercice du photolangage est représentatif d'un dispositif délibératif de la différence qui valorise des modes de communication inclusifs, par des formats de présentation alternatifs et l'acceptation du recours aux métaphores. Dans le débat qui suit, les militants quart monde prennent une place importante pour réaffirmer leur cadre d'interprétation, ce qui suscite des opérations de recadrage de la part des professionnels.

< Un débat s'instaure. Une soignante explique que ce qu'elle a retenu de cet exercice c'est qu'il faut se battre pour accéder à l'égalité des soins. Antoine précise alors qu'il avait une autre idée plus positive de l'hôpital, à savoir celle de la solidarité des amis et de la famille qui visitent le patient. Suzie reprend en réaffirmant qu'il y a une relation de force avec les professionnels qui peut engendrer de la violence. Sylvie réagit à la photo du bateau en disant qu'il est effectivement important d'être ensemble pour lutter contre la pauvreté. Une soignante lui répond : « Il n'y avait pas la notion de lutte, mais l'idée est bien d'avancer ensemble dans la même direction. Malgré tout pour avancer ensemble, il faut un peu lutter, je suis assez d'accord ». Séverine poursuit la conversation : « On essaye de voyager ensemble, mais par manque de temps, vous avancez beaucoup plus vite que nous. Nous, on rame dans une petite barque à côté, on a du mal à suivre. On a plein de choses dans notre tête, on a trop de choses à dire et on a honte parfois de le dire. Vous n'avez pas le temps et on comprend ça ». La même soignante répond : « Nous, on a honte de ne pas avoir plus de capacités, de meilleures dispositions pour vous accueillir ». Finalement, Valérie demande la parole timidement. L'animation lui accorde : « Il faut penser aussi qu'il y a beaucoup de personnes qui n'osent pas aller à l'hôpital, qui ont peur ». > (Notes d'observation, plénière, J1)

Tandis qu'Antoine rappelle son cadre primaire positif concernant l'hôpital, les autres militants quart monde se coalisent pour faire passer leur message militant auprès des professionnels. Si la pratique du consensus radical permet aux oppositions de s'exprimer, celles-ci s'effacent par un effet de groupe. Parmi les acteurs forts, certains s'expriment pour reconnaître le cadre proposé par les acteurs affaiblis. Il ne s'agit pas encore d'un alignement des cadres, mais davantage d'une déstabilisation. Le cadre primaire des professionnels d'un hôpital idéal et de soignants attentionnés se fissure face aux cadres des militants quart monde qui affirment un combat au quotidien pour se faire soigner et l'existence de rapports de pouvoir avec le personnel soignant.

Théodore : « *Je crois que ce qui m'a le plus marqué, c'est le choix de ce ring de boxe pour décrire l'hôpital. Elle m'a déstabilisée. C'était un peu violent comme image même si je comprenais le message.* » (Entretien, professionnel, participant à la coformation observée, 18 janvier 2016)

L'exercice de représentation sur le terme de « responsabilité » met en lumière, quant à lui, une déstabilisation des militants quart monde. Le choix d'une photo représentant un berger avec un troupeau de moutons suscite de l'incompréhension chez les acteurs affaiblis.

< *Pour le groupe de soignants, cette affiche représente la responsabilité de prendre soin, de donner de la sécurité, de participer à la prise en charge de chaque personne, de chaque brebis du troupeau. Le groupe précise qu'il n'avait pas dans l'idée de dire que les patients sont un groupe homogène qu'il s'agit de mener. Face à cette affiche, les militants se regardent et semblent mécontents. Ils discutent entre eux et Suzie s'exprime : « Les moutons, on les dirige. Le berger est là avec son chien. Pour moi ce n'est pas prendre soin, mais c'est diriger ».* >
(Notes d'observation, plénière, J1)

Cet exemple montre une erreur de cadrage de la part des militants quart monde qui ne prennent pas en compte les précisions du groupe des soignants. En coulisse, cette image du mouton est rappelée régulièrement par les participants de l'équipe quart monde. Ces derniers ont eu la sensation d'avoir été considérés comme des animaux qu'il s'agit de diriger sans prendre en compte leur avis. Cette réaction forte peut être analysée comme une erreur de cadrage fondée sur des expériences passées où les personnes ont été effectivement considérées de la sorte par des professionnels. De nombreux exemples ont été effectivement présentés par les militants quart monde lors de la phase de préparation. La plupart des coformations mettent en scène des processus similaires.

Sophie : « *Le groupe de juges avait choisi l'image du tracteur pour représenter leur profession. Il rapportait la pensée du groupe, mais nous les militants on a pris en ligne de mire ce juge. Il montrait ce tracteur qui creusait des sillons bien droits. Heureusement, on avait le droit de poser des questions après. On lui a demandé ce qu'il faisait des graines qui tombent à côté du sillon. Cela nous a beaucoup marqués. Le juge est en hauteur sur son tracteur et il fait ses sillons pour que tout marche bien. Cette image nous a cassés.* » (Entretien, militante quart monde, 8 avril 2016)

L'erreur de cadrage des acteurs affaiblis sur l'image des moutons a d'ailleurs été perçue par les acteurs forts, ce qui a également provoqué une déstabilisation et des opérations de recadrage de la part de ces derniers.

Françoise : « *Je pense à la photo des moutons qui a fait réagir les militants. On était là en train de s'observer et de s'étudier en quelque sorte. Cette forme d'agressivité et ce sentiment d'être attaqué ou sous-estimé m'ont impressionné. Pourtant, à partir du moment où on était présent dans cette coformation, ça signifiait bien que l'on n'était pas mauvais. J'ai été un peu gêné. Je n'étais pas dans le groupe qui parlait du mouton, mais ce n'était pas du tout l'état d'esprit qu'ils avaient. Avec cette réaction, je me suis dit qu'il y avait un soupçon nous concernant.* » (Entretien, professionnelle, participante à la coformation observée, 25 janvier 2015)

L'exercice de photolangage permet de mettre en lumière les conflits de cadres. Même si le choix d'une image peut être mal interprété de la part du groupe adverse, ce type d'erreurs de cadrage s'appuie sur des situations vécues par les acteurs affaiblis dans leur relation habituelle avec les acteurs forts. Comme le montre le discours de la professionnelle ci-dessus, la réaction des militants quart monde à cette image des moutons lui permet de réaliser l'image négative que sa profession renvoie aux acteurs affaiblis.

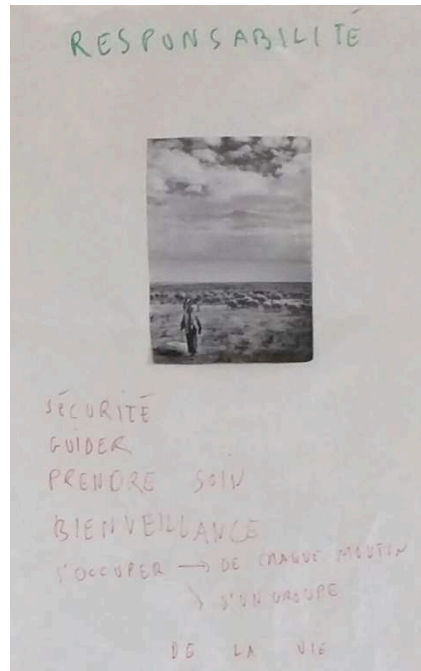


Figure 15 : Un groupe de soignants choisit un berger et ses moutons pour représenter la responsabilité professionnelle

La mise en lumière d'erreurs de cadrages et de conflits de cadres permet de faire reconnaître les différences entre les acteurs affaiblis et les acteurs forts. Progressivement, le cadrage naturel entre les participants se fissure et le sentiment de faire partie du même monde se défait. Ces exercices de représentations mutuelles dépassent ainsi la simple reconnaissance par la salutation proposée par Iris Marion Young, car ils intègrent également une dimension de lutte entre les groupes sociaux. Le premier jour de la coformation, un processus agonistique semble débiter même si le conflit n'est pas encore apparent dans les discours. Celui-ci éclate alors dans l'arène discursive lors du deuxième jour.

1.2. La phase d'éclatement du conflit

Alors que la première journée se déroule apparemment sans conflits, la deuxième débute par un débriefing sur la veille en plénière et le conflit éclate. L'enquête par entretien indique que les professionnels n'ont en réalité pas osé exprimer leurs frustrations et leurs doutes dans les plénières de la première journée, ce qu'ils ont pu faire en débriefing par groupe de pairs. Les premiers instants de la deuxième journée permettent alors de rendre publiques les émotions

des professionnels dans l'arène discursive. Les critiques sont orientées vers les cadres de la participation proposés par l'équipe d'animation et montrent que les professionnels ont été déstabilisés par l'affrontement des cadres primaires de la veille.

< Au matin de la deuxième journée, beaucoup de professionnels critiquent le cadre de l'animation. Ils mettent en avant les différences de traitement entre les professionnels et les militants. Ils évoquent le « fossé » qui s'est installé entre les deux groupes, ce qu'ils relient à la méthodologie employée. Un soignant exprime son ressenti : « J'ai l'impression d'être sur le banc des accusés. J'ai l'impression que le gouffre est plus grand aujourd'hui qu'avant d'être venu ici. Nous, on réfléchit en tant que professionnel et non au niveau personnel. J'ai l'impression d'être considéré comme un méchant ». L'animatrice générale répond : « On est dans une formation sur trois jours. La confrontation est normale, car on n'a pas les mêmes systèmes de représentation, mais ça va évoluer ». Suzie demande la parole et s'exprime : « Ce n'est pas une attaque, ce n'est pas non plus personnel. Nous sommes là pour représenter toutes les personnes en situation de pauvreté. Nous sommes là pour voir comment les gens peuvent changer. Nous ne sommes pas dirigés contre les personnes, mais contre le système. Ensuite, je tenais à dire que ce qui m'a choquée hier, c'est la comparaison avec les moutons. C'est une image stigmatisante qui implique de la surveillance. Nous ne sommes pas des animaux. On est là pour faire changer les choses ». Une assistante sociale poursuit : « C'est le mur de Berlin entre nous. Je suis frustrée ». Un animateur des professionnels prend alors la parole : « Cette remarque nous l'avons à chaque fois à ce niveau de la coformation. Le premier jour, on ne se connaît pas. Le deuxième jour, on commence à se mélanger et le dernier les choses évoluent. Je vous demande de nous faire confiance ». > (Notes d'observation, plénière, J2)

Les professionnels semblent avoir vécu la première journée comme une attaque personnelle, mais ne remettent pas en cause directement les militants quart monde. Il s'agit d'une réaction de défense qui peut être interprétée comme une résistance à opérer des recadrages dans une réaffirmation de ses cadres primaires. Les critiques qu'ils émettent visent l'animation de la coformation. Pourtant, la confrontation des cadres primaires a bien lieu entre les acteurs affaiblis et les acteurs forts. Ceci a plusieurs explications. Tout d'abord, les militants quart monde sont intégrés aux cadres de la coformation et aux stratégies de l'animation, ce qui est perceptible par les professionnels. Par exemple, dans la situation ci-dessus, les militants quart monde répondent aux critiques même s'ils ne sont pas directement visés. L'intervention de Suzie constitue une réaction à la sensation d'attaque personnelle des professionnels en expliquant que les critiques formulées sont globales. L'autre partie de son intervention sur l'image des moutons montre cependant une réaction de défense équivalente à celle des soignants. Ensuite, l'enquête par entretien montre que les professionnels n'osent pas s'attaquer aux militants quart monde étant donné qu'il s'agit d'acteurs affaiblis. Enfin, n'étant pas intégrés aux coulisses du dispositif, les professionnels développent un sentiment de méfiance vis-à-vis de l'animation.

Face aux critiques des professionnels, l'animation joue la carte de la confiance dans la méthodologie pédagogique. Comme le montre la suite de la situation en cours d'analyse, cette proposition ne convainc pas les professionnels étant donné que leurs réactions sont fondées justement sur une méfiance.

< Malgré l'intervention d'un animateur sur le sujet, plusieurs interventions de professionnels évoquent encore la question de la distance. Une soignante s'exprime : « Je suis sortie très fatiguée hier, car on est renvoyé à des choses de notre travail et à des émotions. Les soignants sont catalogués soignants, les précaires sont catalogués précaires. Nous, on est très sensibilisé sur la précarité. On fait notre maximum. On a l'impression qu'on n'est vraiment pas gentil. Là, on est en train de vivre ce qu'on vit à l'hôpital. À chaque fois que j'ouvre la bouche, je prends des pincettes, car j'ai peur de vexer ». > (Notes d'observation, plénière, J2)

Cette intervention montre que les professionnels ont été déstabilisés par les remises en cause de la première journée de coformation. Les acteurs forts réalisent que leurs cadres primaires sur leur profession ne sont pas les mêmes que celles des acteurs affaiblis. La phase de confrontation peut être analysée comme une réaction de défense au conflit des cadres primaires sur les pratiques professionnelles qui se transforme en un conflit des cadres sur les objectifs de la coformation. En effet, d'un côté les militants quart monde endossent leur rôle critique des pratiques professionnelles et de l'institution. De l'autre, les professionnels ne comprennent pas totalement les enjeux de la coformation. Ils se sentent attaqués personnellement d'autant plus qu'ils se considèrent comme des personnes déjà sensibilisées à la question de la pauvreté. Ce sont les « gentils » en opposition aux « méchants » qui eux ne seraient de toute manière pas venus dans un tel dispositif. L'un des participants constitue cependant une exception puisqu'il prend la parole pour défendre le dispositif.

< Un médecin prend la parole : « ATD a beaucoup d'expérience. J'engage tout le monde à se laisser porter par l'animation. Pour ma part, j'ai trouvé qu'il n'y avait pas assez de confrontation. Chacun vient avec un bagage différent. On a l'habitude des formations avec PowerPoint. On écoute, mais on ne change pas vraiment nos pratiques ». Antoine temporise : « Je comprends votre difficulté, car vous êtes confronté pour la première fois à des personnes en situation de pauvreté. Ce qui est important, c'est de faire un chemin des deux côtés pour s'écouter. Il ne faut pas vous dire que les militants sont contre vous. On n'est pas contre vous ». Fabienne défend également le cadre de la coformation : « C'est une nécessité de travailler en groupe de pairs pour la liberté de parole. Les militants ont besoin d'un temps de réflexion. Ils ont besoin de temps pour faire évoluer leur réflexion. C'est un grand effort et un risque pour eux. Il y a aussi toute la souffrance nouée à la gorge. Si l'expression a été possible hier c'est grâce aux groupes de pairs. Ce sont des personnes qui sont engagées au sein d'ATD Quart Monde et qui ont l'habitude de s'exprimer à l'intérieur de l'association, mais pas à l'extérieur ». Une soignante prend le dernier mot : « Ce n'est pas la confrontation qui me fait peur, mais le fait qu'on nous coupe le dialogue ». > (Notes d'observation, plénière, J2)

Un professionnel, un militant et la facilitatrice quart monde défendent chacun le dispositif à leur manière. Dans un « passage surveillé » des coulisses à la scène, Fabienne dévoile les raisons de la séparation. Au lieu de jouer la carte de la confiance, la facilitatrice joue celle de la transparence quitte à souligner au passage les difficultés des militants quart monde. Avec cette intervention, la coformation reconnaît les différences et les met en avant pour justifier les cadres de la participation. La dernière prise de parole montre cependant que le processus conflictuel n'est pas terminé. Tant que la séparation est imposée, les professionnels restent méfiants et critiques. C'est cette distance entre acteurs affaiblis et acteurs forts qui façonne le conflit dès le premier jour.

En effet, avant d'apparaître dans l'arène discursive en séance plénière, les frustrations des professionnels étaient déjà apparues lors du débriefing en groupe de pairs à la fin de la première journée. Cet espace de parole a pu être observé avec le groupe des assistantes sociales dans laquelle a eu lieu un procès de l'équipe d'animation. La première partie du débriefing reprend les mêmes critiques qui viennent d'être d'évoquées sur la distance imposée avec les militants quart monde. L'hypothèse du conflit des cadres sur les objectifs de la coformation est confirmée par l'analyse de cette situation de débriefing. La suite des échanges de ce groupe de pairs permet alors de préciser les raisons qui suscitent un sentiment de méfiance des professionnels vis-à-vis de l'animation. Comme cela a été évoqué dans la section précédente, c'est le secret du huis clos des acteurs affaiblis qui interrogent les acteurs forts.

< Certaines assistantes sociales se questionnent sur l'influence du facilitateur sur la parole des militants quart monde et sur l'origine de cette parole : « On ne sait pas d'où ils viennent » ; « On aurait aimé en savoir plus sur ce que font ces militants dans leur vie quotidienne » ; « Vous avez préparé les militants, mais on ne sait pas comment ». D'autres évoquent l'orientation de l'animation sur la forme de l'expression : « Nous, on nous oriente sur du professionnel et en face de nous, on a des personnes qui sont dans l'émotion » ; « On les assigne à une place d'utilisateur » ; « On est mal à l'aise, car on sent que ce que l'on dit les touche, car c'est leur vie ». En tant que chercheur annoncé, j'étais en observateur et en prise de notes pendant ces échanges. À la fin, le groupe des assistantes sociales remet en cause ma place de chercheur dans cet espace de débriefing, ce qui met fin à ma présence. À la sortie, l'animatrice semble épuisée et affirme qu'après ma sortie elle a fait l'objet de beaucoup de critiques personnelles. Après une discussion en off, l'équipe d'animation décide de mélanger les groupes des professionnels pour que les assistantes sociales, qui sont les plus critiques, ne soient plus ensemble. > (Notes d'observation, débriefing du groupe des assistantes sociales, J1)

Le groupe des assistantes sociales est intéressant, car ces dernières se connaissent. Contrairement aux autres groupes professionnels, elles travaillent toutes dans le même hôpital. En suivant Cass Sunstein (2011), leur réaction peut être analysée comme un effet de polarisation. L'alignement des cadres se fait spontanément et leur position critique se radicalise collectivement. La décision de séparer les assistantes sociales vise ainsi à lutter contre cet effet de polarisation. En effet, dans le débriefing, les échanges sont houleux et le rôle du chercheur finit même par être remis en question¹. Les deux assistantes sociales les plus critiques ont d'ailleurs quitté le dispositif à l'issue des deux premiers jours. Dans cette situation de débriefing, la parole des militants quart monde et le rôle du facilitateur sont questionnés par les participantes. Même si les autres groupes ne font pas l'objet d'effet de polarisation, ces éléments font également l'objet d'un soupçon de la part des professionnels, ce qui est accentué par les pratiques de Fabienne :

« Pour ma part, je prends des notes dans les groupes de pairs. Après, je peux leur dire en plénière : “Tu avais dit ça en groupe de pairs. Est-ce que tu veux en parler ?” Cela permet de les interpeller. J'écris vraiment les mots de la personne et je vérifie après avec eux. Cependant,

¹ L'enquête par entretien avait initialement prévu d'interroger des assistantes sociales, mais celles-ci se sont coalisées pour éviter mes sollicitations en exigeant un accord de leur hiérarchie.

il y a des attitudes ou des techniques d'animation qui peuvent être mal comprises. Les professionnels ne comprennent pas à quel point les militants sont insécurisés. » (Entretien, facilitatrice quart monde, 24 mai 2016).

Cet extrait permet de souligner que les professionnels ont tendance à surveiller les pratiques de Fabienne, car celle-ci fait l'objet d'un soupçon de manipulation des militants quart monde. En entretien, Théodore, un médecin confirme ce sentiment qui en l'occurrence persiste après le dispositif :

« Je me suis tout de même posé une question. Les personnes en situation de pauvreté parlent-elles en leur nom propre ou est-ce qu'il s'agit de messages qu'on leur a demandé de faire passer de la part d'ATD Quart Monde auquel cas ça perd un peu de son intérêt [...]. Il y a eu un certain nombre d'interventions qui me laissait craindre que l'expression était construite dans un groupe. Après, est-ce que c'est regrettable ? » (Entretien, professionnels, participant à la coformation observée, 18 janvier 2016)

Si les militants quart monde disposent d'une culture militante, ils obéissent à une grammaire de la vie publique et sont orientés dans un style de groupe. L'analyse des coulisses met en lumière une certaine liberté de parole. Le soupçon des professionnels peut être compris comme une conséquence de leur non-intégration aux stratégies. En suivant Goffman, l'animation met en œuvre des fabrications bénignes dans le sens d'actes de duperie. Elles entendent « servir l'intérêt de la personne qui se fait manœuvrer ou qui, du moins, ne se fait pas à son détriment » (Goffman, 1991, p.97). Sans nécessairement discréditer les « manipulateurs », lorsqu'une victime d'une fabrication bénigne découvre qu'elle est manœuvrée, celle-ci est plus méfiante. Dans le cas de la coformation, il ne s'agit pas de manipulation à proprement parler, mais plutôt d'un manque de transparence. Comme le médecin ci-dessus, les professionnels peuvent avoir la sensation d'être manœuvrés ce qui renforce leur soupçon concernant l'animation.

2 — L'inversion des rapports de pouvoirs entre supposés acteurs affaiblis et supposés acteurs forts

Le processus conflictuel au sein de la coformation peut être analysé comme une réaction des professionnels à une absorption dans un processus de *disempowerment*. Sans aucun contrôle sur les situations qu'ils sont en train de vivre et face à une équipe quart monde préparée dont la parole est ancrée dans un vécu difficile, les professionnels se trouvent dans une obligation d'engagement socialisante.

< Le croisement des savoirs est en position de dépendance par rapport aux militants quart monde, car c'est à partir d'eux que l'on construit le cadre. Sans eux, rien ne serait possible. > (Notes d'observation, volontaire permanent, formation au croisement des savoirs, 30 avril 2016)

C'est à partir de cet extrait d'observation qu'une hypothèse a pu être émise, celle d'un inversement des rapports de pouvoirs entre les supposés acteurs affaiblis et supposés acteurs forts de la coformation. On va voir que les militants quart monde ont en réalité beaucoup de pouvoir dans le dispositif face à des professionnels qui découvrent les enjeux au fur et à mesure. Pour confirmer l'hypothèse, l'analyse se propose de comparer les sources de pouvoirs des deux groupes d'acteurs.

2.1. Le pouvoir du contrôle sur le cadre de la coformation

Les professionnels sont considérés comme des acteurs forts dans la mesure où, dans le contexte de leur travail, ils disposent d'un pouvoir de domination. Les patients, d'autant plus lorsqu'ils vivent dans la pauvreté, sont effectivement en position de dominés dans leurs relations avec des soignants qui disposent d'une légitimité professionnelle. Ainsi, comme on l'a vu, un ensemble d'artefacts d'égalité sont mis en œuvre dans l'optique de compenser les difficultés des militants quart monde et de leur donner du pouvoir par un processus d'*empowerment*. La préparation et le huis clos délibératif permettent d'intégrer les militants quart monde aux stratégies de l'équipe d'animation, ce qui n'est pas le cas des professionnels. Ces derniers sont laissés volontairement dans le flou. Si la présentation les avertit d'un processus conflictuel, peu d'informations leur sont données sur ATD Quart Monde, sur l'origine du dispositif, sur la source et la particularité de l'engagement des militants quart monde et sur la préparation de ces derniers. Ainsi, les supposés acteurs affaiblis disposent d'un pouvoir que leur confère le cadre de la coformation qui a précisément été construit pour favoriser leur expression.

En particulier, le terme de « militant » est utilisé, mais n'est pas expliqué. Les supposés acteurs affaiblis sont présentés comme des « personnes en situation de pauvreté » sans préciser que leur parole est située par rapport à un ensemble de valeurs et d'objectifs. Les militants quart monde ont donc un pouvoir d'information que les professionnels n'ont pas. Les supposés acteurs forts ne sont pas préparés et beaucoup ne lisent pas les informations qui leur ont été données en amont.

Célia : « Je me souviens en ce qui me concerne que pour la première coformation à laquelle j'ai participé en tant que professionnel, j'avais bien compris qu'il y aurait des personnes en situation de précarité et que le but était de travailler sur la relation, mais j'ai pris beaucoup de temps à comprendre ce que voulait dire le mot militant. Je me souviens que c'était dur. Il y a toujours quelqu'un qui a été traumatisé par un médecin. Forcément, il raconte son vécu. Quand tu es là en tant que médecin avec ta bonne volonté naïve et ton envie que tout se passe bien, ce n'est pas évident. En plus, quand tu arrives en formation, tu baisses un peu les gardes par rapport à quand tu es à l'hôpital. Tu quittes ta posture professionnelle. Ils [les professionnels hospitaliers] sont confrontés à une telle violence au quotidien, qu'ils se disent que deux jours de formation vont les reposer un peu. » (Entretien, animatrice des professionnels, 18 février 2016)

L'analyse de ce discours suggère que les professionnels projettent leur cadre de référence concernant d'autres formations sur le dispositif délibératif. Ils s'attendent à un espace d'informations détendu, plutôt théorique. S'ils se doutent que les militants quart monde ont des expériences difficiles avec le milieu hospitalier, ils estiment que leur simple présence dans la coformation constitue une preuve de leur sensibilité à la pauvreté. Ainsi, ils ne s'attendent pas à être remis en question personnellement. Le processus conflictuel de la coformation est alors surprenant pour les supposés acteurs forts, ce qui suscite un effet de déstabilisation et d'incompréhension sur les objectifs du dispositif. Ils réalisent progressivement qu'une source de pouvoir leur a été retirée, celle de la connaissance des enjeux et du cadre du dispositif. Comme on l'a vu, la phase d'éclatement du conflit du deuxième jour permet aux professionnels d'obtenir certaines informations sur les objectifs de la coformation de la part de l'animation. Par l'exposition de leurs doutes et de leurs frustrations, les professionnels reprennent un pouvoir d'information que l'équipe d'animation ne leur avait initialement pas accordé.

Les professionnels n'ont pas les mêmes motivations que les militants quart monde. Les soignants participent pour des raisons personnelles afin de se former à l'« accueil des personnes en situation de pauvreté ». Les participants s'inscrivent dans une coformation dans une recherche de connaissances afin d'améliorer leurs pratiques professionnelles. Étant donné que la participation est volontaire, les professionnels sont généralement des personnes sensibilisées à la pauvreté, car ils sont confrontés à cette question dans leur travail¹. Cependant, les professionnels ne participent pas dans une optique militante contrairement aux supposés acteurs affaiblis. Ces derniers ont également intégré une culture militante au sein d'ATD Quart Monde. Ce faisant, ils ne sont pas déstabilisés par le cadre proposé par la coformation qui reprend des valeurs et des objectifs de l'association. De plus, ils participent à la coformation pour mettre en œuvre leurs compétences militantes acquises à l'université populaire dans une optique de transformation sociale.

Jules : « *Le croisement des savoirs est spécifique à ATD Quart Monde. [...] Dans notre formation de militant, il y a beaucoup de croisement des savoirs. Dans un contexte professionnel, ils n'ont pas forcément l'habitude d'entrer en confrontation, sauf par des collègues. Ils ont un statut social au-dessus de la pyramide, c'est l'élite. Ils n'ont clairement pas l'habitude de croiser leur savoir avec d'autres personnes. Nous, les militants, on est là pour ça dès le départ. On est capable d'entendre des points de vue différents du nôtre.* » (Entretien, militant quart monde, participant à une recherche en croisement des savoirs, 29 juin 2016)

Dans un contexte de travail, les soignants ont plus de pouvoir que leurs patients, car ils ont une expérience professionnelle. À l'inverse, dans la coformation, les militants quart monde ont plus de pouvoir que les soignants, car ils ont une expérience militante et une connaissance du contexte du croisement des savoirs.

¹ Ceci explique que dans la coformation observée, les services d'urgence et d'addictologie soient surreprésentés.

Les animateurs se placent du côté des militants quart monde par la protection de ces derniers et la déstabilisation des professionnels. En dehors des temps de plénières, la première journée de la coformation s'effectue entièrement en groupe de pairs. Ainsi, l'animation impose une distance entre les professionnels et les militants quart monde. En particulier, la règle de l'interdiction d'échanger pendant les pauses est énoncée dès la présentation du dispositif. Étant donné que les professionnels ont généralement dans leur motivation de participation celle de dialoguer avec les militants quart monde, la séparation imposée par l'un des cadres du dispositif suscite une réaction conflictuelle.

Delphine : « *Quand tu sais que tu n'auras pas le temps d'aller au conflit naturellement, il faut le créer. Quand tu mets un cadre assez serré comme celui-ci, ça permet de créer les conditions pour aller au conflit. J'ai l'impression qu'on accélère un peu le conflit pour qu'il arrive le plus tôt possible étant donné qu'on n'a pas beaucoup de temps. Sinon on ne peut pas avancer. C'est sain parce que si le conflit n'arrive pas, c'est que l'on n'aborde pas les vrais problèmes. Les plus grands échecs de coformation, c'est quand on n'a pas réussi à faire naître le conflit.* » (Entretien, facilitatrice quart monde, 14 juin 2016)

L'analyse de ce discours montre que les cadres de la participation entendent créer artificiellement le conflit. Celui-ci est considéré comme une condition pour construire une discussion critique des pratiques professionnelles et de l'institution. En coulisse, le rôle de l'animation est alors de gérer le processus conflictuel. L'objectif est de susciter la confrontation afin de mieux pouvoir la dépasser et enclencher un phasage entre les participants orientés vers la praxis.

Loïc : « *Il y a un dosage à trouver pour créer une ambiance conviviale sans consensualisme. Il faut mettre un peu de poivre par ici, monter un peu le feu sur la cuisinière si on sent que c'est mou et appuyer où ça fait mal. Et si on sent que c'est tendu, il faut apaiser un peu et essayer de passer à autre chose.* » (Entretien, animateur des professionnels, 28 janvier 2016)

Cet extrait précise les stratégies de l'équipe d'animation qui vise à trouver un équilibre conflictuel. D'un côté, il s'agit d'encourager les professionnels à dépasser la raison délibérative de la différence. De l'autre, le conflit doit être maîtrisé afin qu'un phasage entre les deux groupes d'acteurs puisse advenir.

En outre, la facilitatrice et les animateurs des professionnels utilisent leur propre pouvoir au profit des militants quart monde. Il s'agit ici de rétablir une égalité de pouvoir dans les prises de paroles. Le processus d'*empowerment* des acteurs affaiblis implique en parallèle un processus de *disempowerment* des acteurs forts qui sera détaillé ultérieurement.

Loïc : « *Je définirais la coformation comme un équilibre subtil de pouvoir. L'asymétrie des pouvoirs est vécue par les personnes en situation de pauvreté, mais pas du tout reconnue par les professionnels surtout par ceux qui sont de bonne volonté. [...] C'est une gestion d'un équilibre de pouvoir entre des professionnels qui ont un pouvoir de parole, d'autorité et des militants qui ont moins de pouvoir, mais qui se retrouvent quand même avec un pouvoir, celui du nombre, celui de notre soutien, etc. En tant qu'animateur, on joue sur les rapports de pouvoirs. Nous aussi on a un pouvoir. On a la possibilité d'influencer les débats, de couper les*

paroles, etc. Le pouvoir de l'équipe d'animation se cumule avec celui des militants.»
(Entretien, animateur des professionnels, 28 janvier 2016)

On a vu dans la deuxième partie de cette thèse que les militants quart monde n'avaient pas l'habitude de s'exprimer en dehors d'ATD Quart Monde. Ainsi, ils ont globalement moins de pouvoir que les professionnels dans la capacité à prendre la parole. Cependant, les supposés acteurs forts ne sont pas tous nécessairement à l'aise à l'oral et certains militants ont déjà réalisé plusieurs coformations et ont donc acquis certaines compétences en la matière. Toujours est-il que les techniques d'animation permettent de s'assurer que les acteurs affaiblis aient une place dans les conversations. Le soutien de l'animation permet de rétablir une égalité de pouvoir en termes de prise de parole.

2.2. Le pouvoir de l'équipe

Une source de pouvoir pour les militants quart monde qui est absente chez les professionnels est évoquée dans le dernier extrait d'entretien, à savoir l'effet du « nombre ». L'utilisation de cette expression est paradoxale étant donné que les militants quart monde sont beaucoup moins nombreux que les professionnels dans la coformation observée.

Niels : « *Les militants n'étaient que six dans cette coformation et nous une trentaine. À certains moments je me disais que ces six personnes étaient une armée et je me disais : "Mais où sont les autres ? Non, en fait ils ne sont que six".* »

Question : « *Est-ce que vous trouvez que les militants avaient plus de pouvoir que vous ?* »

Niels : « *Tout à fait, mais je trouve ça normal. J'avais l'impression que ça rendait la rencontre équitable. Je sentais leur unité, tandis que les professionnels nous venions pour des raisons personnelles. On sentait qu'il y avait une préparation importante de leur côté alors que nous, on découvrait tout au fur et à mesure. L'animation est de leur côté aussi. Le grand pouvoir qu'ils ont c'est leur légitimité liée à leur vécu. On ne peut pas remettre en question ce qu'ils disent puisque c'est ce qu'ils ressentent. C'est une arme massue. En face les soignants qu'est ce qu'ils peuvent répondre ?* » (Entretien, professionnel, participant à la coformation observée, 4 février 2016)

Niels synthétise l'ensemble des sources de pouvoirs dont disposent les militants quart monde et dont ne disposent pas les professionnels. Au-delà des pouvoirs d'information, d'expérience militante, de préparation et de soutien de l'animation qui ont déjà été évoqués, les supposés acteurs affaiblis disposent également d'un pouvoir d'unité et d'un pouvoir de légitimité lié au vécu. Dans un *focus group*, trois militantes quart monde qui ont participé à plusieurs coformations ont réagi à l'extrait d'entretien ci-dessus. L'analyse de discours permet de préciser les sources de pouvoir :

Louise : « *En face de nous, il y a beaucoup de professionnels. Nous on est cinq ou six, mais ça ne nous fait pas peur. Comme on le dit souvent entre nous, on est prêt à les affronter. Cela reste tout de même impressionnant d'avoir une trentaine de personnes en face de toi. Après, on n'est*

pas non plus une armée. Même si on se connaît, qu'on est tous des membres d'ATD Quart Monde, on reste des personnes comme les autres. »

Anna : « Ce que je comprends, c'est qu'effectivement les militants sont unis et solidaires. On travaille ensemble avant, on se connaît et on forme un groupe. Eux, ils ont peut-être la même profession, mais ils parlent en leur nom propre. Ils ont un point de vue qui reste individuel. »

Sarah : « Je trouve tout de même qu'ils savent pourquoi ils viennent. Ils sont tous médecins par exemple, ils sont quand même ensemble. Ils font le même métier. »

Anna : « D'accord, mais ils ne peuvent pas dire "nous les médecins" comme nous on dit "nous les militants". La profession des médecins est large. Il y en a qui travaille dans des cabinets ou à l'hôpital. Ils ne se connaissent pas et ils peuvent avoir des avis très différents. Aussi, j'ai bien apprécié quand la personne dit qu'on a une légitimité pour parler parce que l'on connaît la misère et qu'ils ne peuvent pas nous remettre en question. La plupart des professionnels côtoient la pauvreté, mais ne la vivent pas. Un professionnel peut essayer de me comprendre, mais je ne supporte pas que l'on me dise : "Je sais ce que tu vis". Ils ne peuvent pas se mettre à notre place. »

Sarah : « Je suis d'accord avec toi, mais il faut tout de même qu'ils osent nous remettre en question, sinon ça ne sert à rien. On est là pour travailler ensemble. Cette phrase ne me convient pas. Ce n'est pas l'objectif. »

Anna : « Nous on pense qu'ils sont plus à l'aise que nous, mais en fait je me rends compte qu'ils sont comme nous. Quand il utilise le mot "armée", je ne pense pas que ça soit négatif. On est tellement fort à six, qu'à trente, ils ne font pas le poids. » (Focus group de trois militantes quart monde, 10 février 2016)

Les trois militantes quart monde confirment les remarques de Niels, ce qui permet d'affirmer que les supposés acteurs affaiblis disposent d'un pouvoir conséquent au sein de la coformation. Pour les professionnels, les militants quart monde ne constituent pas des adversaires, mais des personnes à découvrir qui disposent d'une légitimité de parole importante. Niels évoque même une légitimité irréfutable. L'analyse du discours d'Anna montre d'ailleurs que cette légitimité constitue une arme argumentative qui contraint la parole des professionnels. Or, ceci n'est pas l'objectif de la coformation, comme le signale Sarah. L'animation a effectivement pour but de déjouer ce type de réaction provenant de la raison délibérative de la différence, ce qui sera développé ultérieurement.

Les discours du médecin et des trois militantes soulignent également le pouvoir de l'équipe. Les supposés acteurs affaiblis forment effectivement un groupe uni et solidaire, prêts à affronter des adversaires. Ils sont dans une posture militante et parlent « au nom des personnes en situation de pauvreté ». Les professionnels, quant à eux, parlent en leur nom propre et n'entrent pas dans un processus de renforcement collectif. De plus, les militants quart monde sont intégrés aux stratégies qui s'effectuent en coulisse et dans lesquelles ils endossent le rôle de l'« expert quart monde ». Toujours en coulisse, la facilitatrice doit s'assurer en permanence que l'équipe quart monde soit en capacité de remettre en question les professionnels. En particulier, la règle de l'interdiction d'échanger pendant les pauses a cette

fonction. Au cours du processus conflictuel, la facilitatrice rassure les militants quart monde et encourage leur esprit critique.

< À la fin de la première journée, les militants quart monde se réunissent pour un débriefing avec Fabienne et Anne. Cette dernière interpelle les militants : « Vous ne réagissez pas assez en plénière ». Sylvie rappelle une intervention critique de Suzie. Anne réitère son interpellation en s'appuyant sur cet exemple. Elle affirme que les militants doivent réaliser davantage d'interventions de ce type en plénière. Fabienne surenchérit : « Il ne faut pas hésiter à réagir, on n'est pas là pour se mettre à leur place. Vous êtes là pour réagir avec votre vécu et votre expérience même si c'est le contraire de ce que les professionnels disent. Il faut toujours penser qu'on est là pour défendre les personnes qui sont au plus bas de l'échelle sociale ». Suzie et Séverine reviennent sur leurs interventions critiques. L'animatrice générale poursuit : « N'hésitez pas à lever la main, je suis là pour modérer et je vous donnerai la parole ». Antoine essaye de tempérer : « Je trouve que les professionnels se posent tout de même des questions. Ils disent aussi qu'ils il y a des choses qu'ils voudraient faire, mais qu'ils ne peuvent pas faire ». Fabienne rétorque à Antoine : « Je suis d'accord, mais il ne faut pas hésiter à les remettre en question. Ils voudraient faire des choses, mais pourquoi ne les font-ils pas ? » > (Notes d'observation, débriefing des militants quart monde, J1)

La situation ci-dessus se déroule à la fin de la première journée de la coformation et peut être assimilée à l'image du vestiaire d'une équipe sportive où l'entraîneur motive ses joueurs. En coulisse, les trois membres de l'animation encouragent les acteurs affaiblis à s'exprimer de manière critique, ce qui montre la volonté d'entretenir la confrontation avec les acteurs forts. Comme on l'a vu, Antoine dispose d'un cadre primaire positif concernant l'hôpital et Fabienne intervient régulièrement en coulisse pour lui rappeler son rôle critique de « représentant des personnes en situation de pauvreté ». Par ailleurs, dans les temps de plénière, la facilitatrice interpelle les militants quart monde pour susciter des interventions de leur part, soit en coulisse par des discussions *off*, soit sur scène en prenant la parole dans l'arène discursive. Si ce type d'interventions visent à susciter le conflit, d'autres peuvent avoir pour but de l'apaiser. Par exemple, face à l'ampleur de la confrontation de la première journée, les récits à analyser pour la deuxième journée de la coformation ont été choisis en réunion d'équipe d'animation en évitant des textes trop critiques.

En outre, contrairement aux militants quart monde, l'animation ne vise pas un phasage collectif engagé pour les professionnels. Alors que les acteurs affaiblis sont encouragés à affronter des adversaires, les acteurs forts sont au contraire renvoyés à une posture individuelle. La décision de séparer des assistantes sociales qui faisaient preuve d'un esprit d'équipe montre même que le phasage des professionnels est considéré comme une entrave au bon déroulement du dispositif.

Question : « *Est-ce que l'objectif est de créer une parole collective dans le groupe des professionnels ?* »

Loïc : « *Non, ce n'est pas le but et ça pour plusieurs raisons. D'abord, on découvre que malgré nos ressemblances, on a des positions très différentes entre professionnels. [...] On se rend compte qu'on n'est déjà pas d'accord sur des questions de santé. On se met en position*

d'écoute avec ses pairs et on voit qu'on est différents, ce qui nous met ensuite en position d'écoute avec les autres. [...] Si je vais dans une formation, je n'y vais pas dans un but collectif ou militant pour me dire ce qui est intéressant pour les médecins généralistes. Les professionnels viennent se former et piocher ce qui est intéressant pour eux, mais pas pour montrer aux militants qu'ils font un bloc. Pour les militants c'est important qu'ils fassent bloc pour avoir du pouvoir. Ils sont les formateurs, mais pas les professionnels.» (Entretien, animateur des professionnels, 28 janvier 2016)

Cette différence d'objectif entre les groupes professionnels et le groupe des militants quart monde implique une inversion des rapports de pouvoir. Au-delà des artefacts d'égalité, les acteurs affaiblis forment une équipe. Si des groupes sont construits, les professionnels restent des participants individuels qui sont en quelque sorte « livrés à eux-mêmes » au sein du dispositif. Les militants quart monde constituent une « armée » dans le sens d'une équipe soudée et solidaire qui parle d'une même voix ancrée dans le vécu tandis que les professionnels constituent un groupe hétérogène. Ces derniers participent pour des raisons individuelles et ne sont pas encouragés à se coaliser. Les professionnels sont considérés comme des adversaires à affronter pour les militants quart monde. Inversement, les supposés acteurs affaiblis font l'objet d'une curiosité de la part des supposés acteurs forts. En raison de leur situation défavorisée, les militants quart monde ne peuvent pas être considérés comme des adversaires par les professionnels et les rapports de pouvoir s'inversent.

2.3. L'absorption dans un processus de disempowerment imprévu

L'analyse ethnographique permet de dresser le style de participation des professionnels au sein de la coformation. Alors que les militants endossent dès le départ le style de l'« expert quart monde », les professionnels sont absorbés dans un style de participation qui leur est imposé. Le participant idéal est volontaire. Il ne vient pas dans une optique militante, mais dans une optique d'apprentissage. Il fait preuve de réflexivité sur ses cadres d'interprétation et sur ses pratiques professionnelles. Il doit donc pouvoir se remettre en question. Il est capable de dépasser la raison délibérative de la différence et la logique paternaliste pour proposer son véritable point de vue sur les sujets abordés. Tout en restant respectueux, il ne doit pas hésiter à entrer en contradiction avec les propos des militants quart monde. Ces derniers ne sont pas considérés pour autant par les professionnels comme des adversaires, mais comme des potentiels alliés afin de construire des propositions d'amélioration de leur institution. Contrairement à l'« expert quart monde », le style de participation des professionnels n'est pas un style de groupe puisqu'ils ne sont pas encouragés à faire équipe. Ils conservent une position individuelle au sein du dispositif.

Le style de participation associé aux professionnels est découvert progressivement par les personnes concernées. Il s'impose en situation aux participants. Ainsi, il s'agit d'une absorption, pour reprendre le terme de Goffman, qui implique un processus de *disempowerment* par rapport auquel les supposés acteurs forts peuvent entrer en résistance. Le

dépassement de la raison délibérative de la différence et de la logique paternaliste s'effectue par exemple par des transformations individuelles que Théodore ne semble pas avoir réalisées :

« Je ne pense pas que j'aurais été capable de dire que leur attitude [aux personnes en situation de pauvreté] est quelques fois difficile. Cela a été un peu dit, mais avec des pincettes. À aucun moment, je ne m'autoriserais à critiquer une attitude de leur part, aussi regrettable soit-elle. Cette critique, je me l'interdis dans la mesure où j'essaye plutôt de l'expliquer. Il faut plutôt chercher à détecter les dysfonctionnements institutionnels. » (Entretien, professionnel, participant à la coformation observée, 18 janvier 2016)

L'analyse de ce discours montre que la liberté de parole des professionnels n'est pas totale dans la mesure où ils s'autocensurent. Ancrée sur le vécu et sur des émotions, la parole des militants quart monde est effectivement difficile à remettre en question. Cependant, l'autocensure des professionnels peut également être comprise comme une forme de paternalisme qui sous-estime la capacité des acteurs affaiblis à accepter la contradiction. Paradoxalement, pour dépasser cette posture, le processus de *disempowerment* exige de prendre du pouvoir dans les prises de parole. La raison délibérative de la différence qui encourage les professionnels à ne pas exprimer leur avis personnel est en réalité une forme de pouvoir que l'animation souhaite amoindrir.

Loïc : « Il y a un problème lorsque les professionnels s'effacent devant les militants et n'osent pas les contredire alors même que certaines paroles me semblent inacceptables d'un point de vue professionnel. [...] Par exemple, un militant disait que son bébé était mal géré à l'hôpital parce qu'il pleurait et que personne ne réagissait. En tant que médecin, je ne peux pas laisser dire ça, car un bébé peut pleurer sans que ce soit grave. J'ai vraiment dû aller chercher les professionnels pour leur faire dire ça. [...] Je pense qu'il y a un côté protecteur et bien pensant qui a mon sens est à bannir. Respecter quelqu'un ce n'est pas accepter tout ce qu'il dit. Respecter quelqu'un c'est accepter qu'il puisse avoir un avis différent. » (Entretien, animateurs des professionnels, 28 janvier 2016)

L'ensemble des artefacts d'égalité vise l'*empowerment* des acteurs affaiblis dans leur capacité d'expression face aux acteurs forts. Dans un processus de *disempowerment*, ces derniers doivent laisser de la place aux militants quart monde, ce qui est assuré par l'équipe d'animation. Parallèlement, les acteurs forts doivent utiliser l'espace d'expression qui leur est accordé pour expliciter un point de vue qui n'est pas contraint par la raison délibérative de la différence. Ils perdent alors le pouvoir de la manipulation, de la flatterie et de la conservation de l'image qui vise à faire passer son intérêt tout en se protégeant du conflit avec autrui.

L'éclatement du conflit lors de la deuxième journée et le sentiment de méfiance peuvent ainsi être interprétés comme une réaction de défense vis-à-vis d'un processus de *disempowerment* imprévu. Contrairement aux militants alliés d'ATD Quart Monde qui sont dans une démarche volontaire de *disempowerment*, les professionnels sont effectivement absorbés dans une obligation d'engagement socialisante au sein de la coformation. Alors qu'ils sont venus pour se former, ils sont intégrés dans un dispositif militant qui vise à lutter contre la pauvreté.

Niels : « *Il s'est vraiment passé quelque chose à mon avis. Il y avait un petit côté huis clos, on ne pouvait pas sortir et il fallait qu'on se débrouille. Il y en a pas mal qui ont dit qu'ils ne reviendraient pas et ils sont revenus donc je pense qu'il y a eu une sorte d'obligation de chacun à aller jusqu'au bout. [...] Je ne me souviens pas d'avoir participé à une formation dans laquelle je me demandais en permanence si on allait réussir à aller jusqu'au bout.* » (Entretien, professionnel, participant à la coformation observée, 4 février 2016)

Malgré les critiques adressées à l'animation et une pause de deux semaines, tous les participants ont finalement participé à la dernière journée de coformation excepté deux assistantes sociales. Comme on le verra ultérieurement, une phase d'apaisement des tensions débute dès l'après-midi de la deuxième journée, car les professionnels obtiennent certaines réponses à leurs questions et à leurs frustrations.

La première phase, celle de la découverte qui se termine par l'éclatement du conflit constitue l'espace-temps du processus de *disempowerment*. Ce processus a des effets de remise en cause de certains cadres primaires. Il permet également de créer de l'engagement de la part des professionnels dans la lutte contre la pauvreté. Cet engagement a lieu au sein du dispositif dans la mesure où les participants se sentent dans une obligation de contribution et comme cela sera développé ultérieurement, les professionnels construisent une volonté de transformation de leur institution. On n'a pas de données pour affirmer que cet engagement se poursuit après le dispositif, mais comme le signale Goffman, l'obligation d'engagement construit en interaction reste fragile.

Françoise : « *J'ai un peu eu le même ressenti que d'autres qui se sont exprimés au terme des deux premiers jours, d'être un peu resté sur ma faim. Que signifie une coformation si on est séparé tout le temps ? Après, j'ai réalisé progressivement qu'il y avait une lenteur, une plus grande difficulté pour s'approprier une réflexion, ce n'est vraiment pas péjoratif. Je me suis rendu compte que l'animation n'avait pas l'intention de sous-estimer les personnes en affirmant qu'elles avaient besoin de plus de temps. Il faut simplement le reconnaître pour avancer. [...] Il y a une forme d'attention à l'autre en devenant très humble. Ce n'est pas parce que je suis soignante que j'ai le savoir et que les autres ne l'ont pas. Ils ont un autre savoir, une connaissance de difficultés de vie que je n'ai pas et qui est une source d'apprentissage complètement différente. Je doute toujours de ce que je fais. Or, ici on ne pouvait pas mentir, on ne pouvait qu'être authentique en disant exactement ce que l'on pense et ce que l'on vit au quotidien avec d'autres collègues. [...] Le lien qu'on avait avec ces personnes en situation de pauvreté n'était pas un lien de patient à soignant. C'était un lien de personne à personne avec des histoires différentes et des positionnements différents. J'ai été touchée dans ma personne indépendamment de ma fonction de soignante, ça fait réfléchir. Depuis le temps que je travaille avec des personnes dans ces situations-là, mon regard à l'extérieur a changé, mais je dirais qu'il a encore changé avec cette expérience de coformation. Mon regard s'est affiné. Je me demande même si je ne m'engagerais pas à ATD Quart Monde.* » (Entretien, professionnelle, participante à la coformation observée, 25 janvier 2016)

La professionnelle ci-dessus est représentative d'un processus de *disempowerment* réussi et complet dont les effets semblent pouvoir se poursuivre par la suite, alors qu'elle faisait partie des personnes critiques lors de l'éclatement du conflit. En entretien, Françoise évoque le

processus de *disempowerment* progressif qu'elle a vécu en comprenant les enjeux du dispositif au fur et à mesure des situations d'interaction avec les militants quart monde ou l'équipe d'animation. Lorsqu'elle parle de l'impossibilité de mentir, cette professionnelle évoque l'imposition du style de participation qui la contraint à ne pas manœuvrer avec la raison délibérative de la différence. Son expérience de la coformation est décrite comme un processus progressif d'opérations de recadrage sur son interprétation de la pauvreté. En affirmant vouloir mettre en œuvre les connaissances acquises dans la coformation dans ses pratiques professionnelles, ce discours suggère la création en situation d'un engagement qui pourrait même, semble-t-il, bénéficier à ATD Quart Monde. Mais avant cela, les effets d'engagement du *disempowerment* des acteurs forts se trouvent plus directement en situation lors du troisième jour de la coformation dans un processus de phasage des volontés d'action des supposés acteurs forts avec les supposés acteurs affaiblis qui orientent les faisceaux critiques vers l'institution. C'est que l'on va développer dans les lignes qui suivent.

3 — Le phasage des volontés d'action : retourner le conflit vers l'institution

Dans l'ouvrage *Le croisement des pouvoirs*, Luc Boltanski est interrogé par des entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde dans l'optique de questionner la méthodologie du croisement des savoirs. Celui-ci répond à l'association : « Vos savoirs construits ensemble ne sont pas des savoirs, ce sont des volontés » (Luc Boltanski dans : Ferrand, 2008, p. 127). Le sociologue poursuit son raisonnement dans une critique de la méthodologie en tant que politique délibérative de la différence.

« Un monde dans lequel les gens qui viennent de la grande pauvreté parleraient de la grande pauvreté, les prolétaires parleraient des prolétaires, les femmes parleraient des femmes, les Noirs parleraient des Noirs, c'est la fin des sciences sociales ! Cela aboutirait à une humanité profondément morcelée. Je suis contre. » (Luc Boltanski dans : Ferrand, 2008, p. 128)

À rebours de cette critique, on souligne l'intérêt de la reconnaissance des différences pour permettre l'expression des groupes sociaux exclus. Cependant, la coformation constitue bien un dispositif qui favorise un phasage des volontés d'action entre des acteurs forts et des acteurs affaiblis.

La séparation imposée provoque un éclatement du conflit ainsi qu'une absorption dans un processus de *disempowerment* pour les professionnels. Par conséquent, ces derniers se situent dans une obligation d'engagement socialisante qui les contraint à abaisser leurs gardes et à exprimer leurs opinions. Ce processus crée les conditions pour susciter des opérations de recadrage dans un affrontement des cadres primaires libéré de la protection de la raison délibérative de la différence. Ensuite, la rencontre des différents acteurs dans des groupes mixtes supprime la distance imposée initialement et apaise les tensions. Dans un retournement

du conflit vers l'institution s'en suit un processus de phasage des volontés d'action vers la transformation sociale qu'il s'agit d'analyser.

3.1. Suite à l'éclatement du conflit, des opérations de recadrage et l'apaisement

Juste après l'éclatement du conflit, les groupes de pairs se réunissent pour analyser un récit écrit par une professionnelle. Contrairement à la veille où les cadres primaires se sont simplement affrontés, la plénière sur cet exercice permet d'éclairer les différences d'interprétation et de produire des opérations de recadrage.

< Suite à un travail d'analyse d'un récit écrit par une professionnelle, un débat est lancé sur le dialogue entre les patients et les soignants. Une soignante interpelle les militants : « Il faut que le patient exprime ses problèmes. Vous n'exprimez pas assez vos problèmes ». Certains professionnels acquiescent. Sylvie rebondit : « Souvent, les personnes n'osent pas parler de leur situation par peur ou par honte. On n'ose pas dire la vie qu'on mène ». Ensuite, à partir du texte analysé, Suzie met en avant la peur du placement des enfants pour justifier une réaction d'une protagoniste du récit « en situation de pauvreté » qui a été incomprise par les professionnels. Une soignante s'exprime : « Je comprends mieux. On doit pouvoir dépister ces éléments de détresse, c'est notre rôle. Lorsque l'on arrive à dépister ce mal-être, il est possible de mettre en place des solutions spécifiques, hors cadre, en contournant les règles ». D'autres professionnels poursuivent ce raisonnement. L'un d'eux s'exprime : « Même si on n'a pas le temps, il faut poser des questions aux patients. Il faut comprendre leurs attentes en créant un climat de confiance ». > (Notes d'observation, plénière, J2)

La mise en lumière des cadres primaires des acteurs affaiblis permet de comprendre la logique de leurs comportements. Dans cette situation, les professionnels réalisent la difficulté d'exprimer ces problèmes pour des patients qui vivent la pauvreté dans leur quotidien, liés à la peur et la honte. Une opération de recadrage est à l'œuvre entre une position qui donne la responsabilité au patient de s'exprimer et celle qui donne la responsabilité aux soignants de poser les questions. Les assistantes sociales, quant à elles, se sont focalisées sur une autre question, celle du placement des enfants.

< Pendant cette conversation, les assistantes sociales lèvent plusieurs fois la main pour prendre la parole. L'animatrice générale finit par donner la parole à l'une d'entre elles : « Parfois, l'hospitalisation est positive parce que les patients utilisent l'hôpital pour poser tous leurs autres problèmes. On peut les aider pour essayer d'apporter des solutions. La question du placement peut être posée par exemple ». Suzie lui répond : « Dans le récit, les deux mères se coalisent par solidarité et par crainte de se faire enlever leur enfant. Elles préfèrent prendre des risques plutôt que d'aller vers les services sociaux ». Une autre assistante sociale prend la parole sans la demander : « N'ayez pas peur du placement, il y a des alternatives, il y a des solutions provisoires. Ce n'est pas tout le temps Zola, ça ne se termine pas tout le temps mal. On peut comprendre la solidarité, mais peut être que l'assistante sociale n'aurait pas proposé le placement. Il faut réussir à dialoguer ». Deux soignants prennent la parole pour affirmer leur compréhension de la peur du placement des enfants. Deux militants quart monde surenchérisent sur leur position. Finalement, Fabienne s'exprime : « La peur du placement est viscérale dans les familles que nous connaissons. Souvent, les parents ont connu le placement et

très souvent les grands-parents aussi. C'est dur de sortir de la répétition de l'histoire. La grande majorité des familles que nous connaissons savent qu'il existe le placement provisoire, mais savent également qu'il y a de fortes chances qu'on ne leur redonnera jamais leurs enfants ». Les assistantes sociales ont l'air perplexes. > (Notes d'observation, plénière, J2)

Dans cette nouvelle situation, une confrontation des cadres primaires sur le sujet du placement des enfants s'opère entre les militants quart monde et les assistantes sociales. Si certains soignants ont recadré leurs perspectives et comprennent la logique des acteurs affaiblis, les assistantes sociales restent sur la défensive. Face à cet échec d'opération de recadrage, la facilitatrice sort de la neutralité de son rôle pour endosser celui de volontaire permanente d'ATD Quart Monde. Les assistantes sociales ne semblent pas convaincues d'autant plus que cette intervention renforce les soupçons qu'elles pouvaient avoir sur le rôle de la facilitatrice. L'opération de recadrage sur le placement est un échec avec les assistantes sociales, mais cette situation montre que les professionnels libèrent leur parole et n'hésitent plus à entrer en contradiction avec les militants quart monde.

La réaction de défense des assistantes sociales est le signe que les tensions et le soupçon sont toujours présents. La situation précédente a lieu le matin de la deuxième journée de la coformation. Après la pause déjeuner, le dispositif se poursuit avec l'analyse d'un récit écrit par une militante quart monde en groupe mixte. Cet espace de rencontre avec les militants quart monde est très attendu par les professionnels qui critiquaient la distance entre les deux groupes imposés par l'animation. Les acteurs forts détournent alors l'exercice proposé afin d'obtenir des réponses à leurs questions, leurs soupçons et leurs frustrations.

< Le groupe mixte observé est constitué de huit professionnels, d'une animatrice et d'une militante, à savoir Suzie. Alors que l'animatrice souhaite commencer directement un exercice d'analyse de récit, une soignante demande des informations sur ATD Quart Monde. S'en suit une présentation de l'association par Suzie. Les professionnels sont très actifs et posent beaucoup de questions sur ATD Quart Monde, mais aussi sur le parcours militant de Suzie. En particulier, ils souhaitent comprendre ce que signifie exactement le terme « militant quart monde ». Suzie présente les différentes actions d'ATD et évoque son parcours au sein de l'université populaire. L'échange imprévu dure une vingtaine de minutes. Avec cette perte de temps, l'analyse du récit est accélérée, mais l'ambiance est conviviale. Après l'exercice, une discussion off entre animateurs met en lumière que le même type d'échanges a eu lieu dans plusieurs groupes. > (Notes d'observation, groupe mixte, J2)

Dans cette situation en groupe mixte, les professionnels retrouvent progressivement un pouvoir d'information qu'on ne leur avait pas accordé initialement. L'analyse de cette situation montre que les acteurs forts ont pris la première occasion qui leur était offerte pour assouvir leur motivation d'entrer en dialogue avec les acteurs affaiblis. Cette discussion permet d'amoindrir les frustrations de beaucoup de professionnels et d'apaiser leurs soupçons concernant notamment la liberté de parole des militants quart monde, ce qui est confirmé par l'ambiance conviviale du groupe mixte. Si ce temps de questions-réponses avec Suzie n'était pas prévu par l'équipe d'animation, le premier temps en groupe mixte a tout de même pour objectif d'apaiser les tensions.

Fabienne : « *C'est difficile parce que les professionnels pensent toujours qu'on manipule les militants. Dans les groupes mixtes, je laisse toujours une liberté totale pour montrer qu'ils disent vraiment ce qu'ils pensent [...] et pour que les professionnels n'aient pas l'impression que j'oriente les militantes dans un sens ou dans un autre.* » (Entretien, facilitatrice quart monde, 24 mai 2016)

Malgré l'interdiction, les professionnels et les militants quart monde poursuivent leurs échanges en *off*. Certains prendront même les transports en commun ensemble le soir pour continuer les discussions. L'équipe d'animation n'entrave pas les échanges conviviaux, ce qui permet de débiter une phase d'apaisement des tensions. La règle d'interdiction semble ainsi avoir pour fonction de doser le conflit. Son énonciation en début de coformation suscite la déstabilisation des professionnels. En accordant une souplesse dans le respect de cette règle, l'animation suscite au contraire l'apaisement des tensions.

L'apaisement des tensions se poursuit lors de la dernière journée de la coformation qui n'impose plus de distance entre les deux groupes (fort et affaibli) afin de construire collectivement une restitution aux responsables institutionnels. Par l'improvisation de groupes mixtes de réflexion en plénière, un processus d'alignement des cadres débute alors.

< Le groupe observé est constitué d'une animatrice, de quatre assistantes sociales, d'un médecin et de deux militants quart monde, à savoir Suzie et Antoine. L'animatrice donne d'abord la parole à Antoine : « Ce qui est important pour moi c'est qu'il faut prendre le temps pour écouter les patients ». Une assistante sociale répond : « À l'hôpital, c'est le temps qui nous manque parce qu'on a beaucoup de demandes. On est un peu comme des techniciennes, mais on n'est pas satisfaite de ça, je peux vous l'assurer ». Une deuxième assistante sociale poursuit : « On est partagé entre le cadre institutionnel qui nous pousse à aller vite et notre conscience personnelle ». Pour Suzie, « il faut arriver à communiquer pour créer un climat de confiance ». > (Notes d'observation, groupe mixte, J3)

Alors que les assistantes sociales s'étaient arrêtées la veille sur une confrontation des cadres primaires, la situation en cours d'analyse montre un processus de phasage qui prend comme appui la critique des contraintes institutionnelles. La distance entre les deux groupes se réduit à partir de la compréhension des logiques d'action de chacun et une volonté de transformation institutionnelle se construit collectivement.

< Suzie interpelle les assistantes sociales : « Avez-vous changé des choses dans vos pratiques suite aux deux premiers jours de coformation ? ». L'une lui répond : « Je vais essayer de bien m'assurer que les gens aient bien compris les choses parce que c'est vrai que pour nous il y a des choses qui paraissent évidentes et on ne vérifie pas assez la compréhension des gens ». > (Notes d'observation, groupe mixte, J3)

Suzie endosse son rôle d'« expert quart monde » et favorise le phasage des volontés d'action en renvoyant les professionnels à leur obligation d'engagement. La suite de la situation en cours d'analyse permet de revenir sur l'affrontement des cadres primaires de la première journée afin d'en améliorer la compréhension.

< Plusieurs professionnels reviennent sur l'image du ring de boxe pour représenter l'hôpital. Ils affirment que l'image les a marqués, mais qu'ils la comprennent. Un médecin demande aux militants d'expliquer de manière plus précise ce qu'ils entendaient quand ils parlaient des « étiquettes » liées à la pauvreté. Suzie répond en donnant l'exemple de la CMU qui implique un regard différent de la part des professionnels. Selon elle, certains refusent les patients qui sont à la CMU. Une assistante sociale explique que ce problème n'a jamais lieu à l'hôpital. Suzie rétorque alors que la différence de traitement peut aussi être liée à l'élocution, les habits ou même l'odeur de la personne : « Parfois, on vous dit même : est-ce que vous pouvez parler français ? C'est très méprisant ». > (Notes d'observation, groupe mixte, J3)

Ici, le groupe mixte prend la forme d'un débriefing collectif des deux premières journées. Alors que jusque-là tous les espaces d'échanges étaient cadrés par des exercices pédagogiques, celui-ci accorde une liberté de parole qui permet d'éclairer certaines incompréhensions entre militants quart monde et professionnels. En l'occurrence, Suzie explicite son cadre de référence sur les stigmates de la pauvreté et sur ses effets dans le contexte hospitalier.

< S'en suit un débat sur les conditions pour créer un échange entre des « personnes en situation de pauvreté » et des professionnels de la santé. Antoine fait alors une proposition : « Il y a un blocage entre les professionnels et les patients d'où l'importance d'une personne qui accompagne et qui permet de dépasser les blocages ». Le médecin soutient cette proposition qui lui paraît centrale. Deux assistantes sociales appuient cette proposition en donnant des exemples concrets où un accompagnateur a permis de créer les conditions du dialogue. Le médecin revient sur le ring de boxe : « Vous avez dit que c'était le pot de fer contre le pot de terre, je ne suis pas d'accord avec cette expression. Je me demande quel est le pot de fer selon vous ». Suzie répond : « Le pot de fer, c'est le système. On n'est pas là pour vous juger en tant que professionnel. Mais nous, les militants, on se sent en position de faiblesse à l'hôpital ». Finalement, une assistante sociale répond : « Je comprends parce que, nous aussi, en tant que professionnels on se sent le pot de terre. Il y a aussi quelque chose dont on n'a pas beaucoup parlé c'est le manque de moyens ». Les autres participants acquiescent et l'animatrice met fin à la discussion. > (Notes d'observation, groupe mixte, J3)

Un alignement des cadres d'interprétation se construit collectivement autour des étiquettes de la pauvreté et de l'image du ring de boxe. Alors que cette photo avait suscité un conflit des cadres lors de la première journée, la phase d'apaisement en groupes mixtes permet de préciser les cadres de référence de façon moins conflictuelle et de susciter des opérations de recadrage propices à un phasage collectif. Celui-ci advient par l'acceptation du cadre de référence d'autrui tout en revalorisant le sien et par un alignement sur une position médiane. Les participants se mettent d'accord sur un manque de compréhension et de dialogue entre les patients et les soignants. Le phasage entre acteurs forts et acteurs affaiblis prend pour cible l'institution ou le « système » et une proposition concrète d'amélioration est même avancée.

3.2. L'orientation des faisceaux critiques vers l'institution

Dans les suites de la matinée du dernier jour, quatre groupes mixtes thématiques sont créés plus formellement afin de construire des restitutions collectives aux responsables institutionnels. Les thèmes ont été choisis par l'animation et par les militants quart monde lors de la journée de préparation intermédiaire dans laquelle chaque militant quart monde a pu écrire ses réflexions en amont. Le phasage des volontés d'action se poursuit alors dans ces groupes mixtes en orientant les faisceaux critiques vers l'institution. On va analyser ce processus à partir de l'observation d'un de ces espaces sur les thèmes de la circulation de l'information et de la compréhension entre patients et soignants.

< Le groupe mixte est composé d'un animateur, de quatre soignants, d'une assistante sociale et de deux militants quart monde, à savoir Antoine et Odette. L'animateur précise que l'objectif est de se questionner les pratiques professionnelles, mais aussi le niveau global de l'institution. L'animateur donne d'abord la parole aux militants quart monde. Antoine affirme qu'il faut apprendre à se comprendre et que cela nécessite du temps et du respect mutuel. Odette poursuit sur cette dernière condition : « Avec un médecin traitant, cette confiance mutuelle se construit avec le temps, mais à l'hôpital les professionnels défilent les uns après les autres ». Les professionnels acquiescent et débattent sur l'importance d'un temps de rencontre personnel à l'hôpital et sur les manières de faire circuler les informations aux patients. > (Notes d'observation, groupe mixte, J3)

On peut émettre l'hypothèse que les processus de *disempowerment* des professionnels et d'apaisement des tensions ont créé les conditions de cet alignement des cadres d'interprétation qui s'effectue spontanément dans ce groupe de travail. Le débriefing en groupe mixte de la matinée a permis une clarification sur le cadre de la coformation. Les participants professionnels comprennent qu'ils ne sont pas visés personnellement par les critiques. Ils sont alors absorbés dans un engagement d'amélioration de leur institution concernant l'« accueil des personnes en situation de pauvreté ».

< Un médecin précise que l'hôpital a tendance à donner un dossier d'informations sans proposer une aide pour le comprendre. Un soignant surenchérit : « La communication ne passe plus que par le papier, on ne vérifie pas que les patients comprennent ». L'assistante sociale explique alors que cela peut être son rôle d'aider les personnes à comprendre les informations, mais indique que sa profession manque de visibilité : « C'est rare que l'on nous sollicite, on nous appelle souvent pour la facture ». Voyant que les militants n'osent pas prendre la parole, l'animateur les interpelle : « Vous, les militants, qu'est-ce que vous en faites de ces papiers ? Vous avez de l'expérience à nous donner ? » Antoine répond : « On les met dans un tiroir et puis on ne les lit pas ». Odette a une réaction un peu différente : « Il y a des choses qu'on ne comprend pas parfois, et moi je vais chercher les mots dans le dictionnaire, mais je ne pense pas que tout le monde le fasse ». Une professionnelle réagit : « Si tu n'as pas un bac plus quatre, tu ne comprends rien ». Un médecin poursuit ironiquement : « On devrait faire une coformation avec les administratifs ». > (Notes d'observation, groupe mixte, J3)

Le processus de phasage entre acteurs forts et acteurs affaiblis se poursuit en ciblant des pratiques professionnelles jugées problématiques et le faisceau des critiques s'oriente sur le

cadre imposé par le CHU et le personnel administratif. Étant absent du dispositif, ce dernier devient alors l'adversaire du groupe de travail. L'analyse de cette situation montre que les professionnels ont intégré les cadres de références des militants quart monde. Ils se positionnent spontanément de leur côté afin de trouver les causes de l'image négative de l'hôpital. Au passage, cette situation est représentative des inégalités de prises de parole. Jusque-là, sans les interventions de l'animateur, les militants quart monde ne s'imposent pas d'eux-mêmes dans les débats.

< Au cours du débat, Odette prend d'elle-même la parole et utilise un récit d'expérience qu'elle a écrit lors de la journée de préparation intermédiaire pour argumenter sa position sur un sujet. Progressivement, l'animateur s'efface et les professionnels prennent le réflexe d'aller chercher la parole des militants quart monde. Par exemple, un soignant évoque un problème ancré dans son expérience professionnelle et interpelle les militants : « Et vous, qu'est ce que vous auriez fait dans cette situation ? ». > (Notes d'observation, groupe mixte, J3)

Si dans un premier temps le rôle de l'animateur est essentiel pour favoriser une égalité de parole dans le processus de phasage, les participants épousent progressivement le cadre du dispositif délibératif de la différence. D'un côté, les militants quart monde s'imposent plus facilement dans le débat comme l'indique l'intervention d'Odette à partir d'un texte écrit en amont. Cet exemple souligne l'intérêt des artefacts d'égalité, en l'occurrence l'avance argumentative, pour favoriser l'expression des acteurs affaiblis face à des acteurs forts.

Odette : « Comme ils avaient dit qu'il y avait un fossé qui s'était créé entre nous, ça m'a touchée. En groupe mixte, je me suis dit qu'il fallait que je parle de mon expérience et qu'il fallait que je prenne la parole sur la CMU et sur les étiquettes qu'on nous colle. Il fallait casser le fossé qui s'était créé entre nous. » (Entretien, militante quart monde, 3 février 2016)

D'un autre côté, les professionnels réalisent que les militants quart monde ont des difficultés d'expression dans le groupe et s'attèlent d'eux-mêmes à aller chercher leur parole. Ainsi, l'alignement des cadres de référence sur le fond des sujets liés à la pauvreté s'associe à un alignement sur le cadre du dispositif sur la nécessité de la reconnaissance des différences et des artefacts d'égalité.

Niels : « Quand je m'en suis rendu compte des problèmes de compréhension et que l'on avait des rythmes différents, j'y faisais attention en permanence. C'est le premier enseignement qu'on a vécu en chair et en os. On a appris à parler la même langue en trois sessions. » (Entretien, profession, participant au groupe mixte en cours d'analyse, 4 février 2016)

Dans ces conditions, un travail collectif est possible. L'adversaire commun est désigné, à savoir l'institution et ses responsables. Ces derniers seront présents pour écouter les présentations qui prendront alors un ton critique.

< Les participants se questionnent sur la forme de la présentation à construire. Ils cherchent la manière la plus efficace pour transmettre leurs messages aux responsables institutionnels. Ils choisissent collectivement de réaliser une pièce de théâtre accompagnée d'une affiche récapitulative qui servira de support à une conclusion collective. Le groupe décide de construire la pièce de théâtre à partir du récit d'expérience d'Odette en y ajoutant d'autres éléments inventés afin d'intégrer toutes les idées qui ont été émises dans le groupe. Une aide-

soignante se propose de jouer la scène avec Odette. Une autre professionnelle s'associe avec Antoine pour faire la conclusion. Après le repas, les deux binômes se réunissent pour préparer leur intervention en écrivant un texte collectif. > (Notes d'observation, groupe mixte, J3)

En tant que dispositif délibératif de la différence, la coformation met en œuvre un phasage des volontés d'action. Cependant, chaque participant conserve une place située par rapport à son groupe social ou professionnel. Le collectif qui se construit dans le groupe mixte admet les différences et propose des présentations sous forme de binômes, et cela, sans intervention de l'animateur. De même, le format de communication sélectionné par le groupe est celui du théâtre, ce qui montre que les participants ont accepté la norme inclusive du dispositif. Le choix d'utiliser le récit d'Odette montre également que les professionnels reconnaissent la légitimité de l'expérience des militants quart monde.

Par ailleurs, l'enquête par entretien a permis de revenir sur le travail en binôme. D'un côté, Odette trouve que la soignante a réalisé un effort pour se mettre à son rythme et la comprendre (Entretien, militante quart monde, 3 février 2016). De l'autre, la professionnelle qui a travaillé avec Antoine évoque sa vigilance pour ne pas parler à la place du militant quart monde en s'assurant que son point de vue ne prenait pas le dessus et que le texte écrit soit bien collectif (entretien, professionnelle, participante au groupe mixte en cours d'analyse, 25 janvier 2016). Ces deux exemples suggèrent que le processus de *disempowerment* a eu des effets de reconnaissance des différences de la part des acteurs forts qui facilitent le phasage dans un travail collectif.

Ensuite, l'après-midi de la dernière journée est consacrée à la rencontre avec les responsables institutionnels. Trois groupes mixtes sur quatre font leur présentation sous la forme de saynètes. Deux d'entre elles s'appuient sur une inversion des rôles, c'est-à-dire que les soignants jouent les patients et vice versa. Dans le cadre d'un dispositif délibératif de la différence, l'inversion des rôles permet aux participants de se mettre à la place de l'autre et d'acquiescer une liberté de parole. En particulier, lorsque les militants quart monde jouent le rôle des soignants, ils peuvent critiquer plus librement l'institution. Globalement, les interventions des quatre groupes prennent un ton critique pour décrire les pratiques professionnelles et institutionnelles.

< Pendant les présentations, les responsables institutionnels n'ont pas la même réaction. Certains semblent gênés. Ils se tiennent la tête avec les deux mains en fronçant les sourcils. Quelques-uns lèvent les yeux. D'autres rigolent. L'un d'entre eux prend des notes. Tous sourient à certains moments. > (Notes d'observation, plénière avec les responsables institutionnels, J3)

Les réactions des responsables institutionnels montrent qu'ils constituent les adversaires de cette restitution. Après celle-ci, des groupes de réflexion s'improvisent en mélangeant les différentes catégories d'acteurs. Le phasage des volontés d'action entre les professionnels et les militants quart monde se met en œuvre à travers ces espaces dans une coalition face aux responsables institutionnels.

Étienne : « J'ai trouvé qu'il y avait une sorte de cohésion entre les militants et les professionnels. [...] On sentait qu'il s'était passé quelque chose dans la troisième journée. Il n'y avait pas les militants silencieux tout seuls de leur côté. Je pense qu'il y avait un côté caricatural dans les saynètes qui n'étaient pas gênantes pour deux raisons. La première c'est qu'il fallait un côté humoristique pour faire passer les critiques. Et quand on regardait au deuxième degré, ça voulait dire quelque chose. » (Entretien, responsable institutionnel, 5 février 2016)

L'analyse de ce discours d'un responsable institutionnel montre que l'ouverture des modes de communication délibérative n'est pas seulement bénéfique en termes d'inclusion discursive des acteurs affaiblis. L'utilisation du théâtre et du ton humoristique permet aussi de favoriser l'acceptation des critiques de la part des acteurs forts décisionnaires.

Le groupe de réflexion observé en plénière comprenait le responsable institutionnel qui s'exprime dans l'extrait ci-dessus. Il s'agit du directeur général adjoint du CHU qui est également le militant allié d'ATD Quart Monde à l'origine de la création du dispositif. La coalition dans le groupe de réflexion observé trouve donc une écoute attentive.

< Dans un petit groupe, un animateur mène un débat en réaction aux présentations avec deux responsables institutionnels, deux militants quart monde et plusieurs professionnels. L'animateur part de l'expression des militants afin de lancer les débats. S'en suivent des discussions entre professionnels et responsables institutionnels concernant les différentes critiques qui ont été adressées dans les présentations. Certains soignants se saisissent de l'occasion pour faire remonter des problèmes spécifiques à leur service. D'autres remettent en cause l'institution et interpellent les deux responsables présents. Les militants sont mis de côté dans ces échanges, mais l'animateur intervient régulièrement pour leur donner la parole. Les militants reviennent alors sur certaines critiques institutionnelles et quelques propositions d'amélioration qui sont appuyées par les professionnels. Certains soignants utilisent les témoignages des militants quart monde comme des arguments ou des illustrations dans leurs prises de parole. Une responsable tente de justifier certaines difficultés. L'autre responsable institutionnel est un militant allié d'ATD Quart Monde. De ce fait, il est beaucoup plus compréhensif et prend des notes durant tous les échanges. Il accepte les critiques et analyse les propositions pour mettre en lumière les difficultés et les marges de manœuvre institutionnelles. > (Notes d'observation, plénière avec les responsables institutionnels, J3)

Les militants quart monde ont du mal à trouver leur place dans ces échanges qui incluent de nouveaux acteurs forts, mais les interventions de l'animateur permettent de les intégrer au débat. Les professionnels sont engagés dans un processus critique et d'amélioration de l'institution qui les emploie. Pour cela, ils s'appuient sur l'expérience des militants quart monde et sur les opérations de recadrage qu'ils ont vécu au sein du dispositif. L'analyse de cette situation confirme que les professionnels ont développé un « engagement situé » au dispositif de lutte contre la pauvreté au sein de leur institution. Loin de la phase conflictuelle avec l'équipe d'animation et des conflits des cadres d'interprétation avec les acteurs affaiblis, les professionnels deviennent des alliés de situation au projet politique d'ATD Quart Monde.

Niels : « *On a fait une alliance : les soignants, les assistantes sociales et les militants face aux institutionnels. Dans le bilan, une soignante a bien synthétisé ce qui s'était passé en disant : "Au départ, vous nous aviez attaqués et à la fin vous nous avez défendus". On a pris le métro avec certains militants et collègues soignants pour repartir et il y avait un esprit de groupe en se disant en revoir. La sauce interpersonnelle avait pris au-delà des différences.* » (Entretien, professionnel, participant à la coformation observé, 4 février 2016)

En l'occurrence, le projet politique d'ATD est incarné dans la coformation par le biais des militants quart monde. Alors que l'éclatement du conflit reposait sur la distance entre les deux groupes d'acteurs forts et d'acteurs affaiblis, la situation de débat avec les responsables institutionnels dévoile qu'une alliance s'est créée au cours de la dernière journée de la coformation. Suite aux groupes de réflexion, une situation de conclusion en plénière confirme cette coalition.

< Un grand silence s'instaure, car personne ne lève la main pour parler. Alors qu'elle est timide, Valérie ose s'exprimer la première : « Le temps de coformation a été très bénéfique pour nous, on a appris beaucoup de choses, ça a été très enrichissant, je vous remercie pour tout ce que vous nous avez appris et j'espère qu'on vous a apporté des choses. » Sylvie poursuit : « J'espère que les professionnels de la santé et surtout les directeurs vont améliorer les choses ». Un médecin s'exprime au nom de son groupe de réflexion pour évoquer la responsabilité des responsables institutionnels pour pouvoir mettre en œuvre des solutions alternatives. Séverine prend la parole : « Messieurs les institutionnels, si votre personnel n'est pas bien dans sa tête, ça ne marchera pas. Il faut prendre soin de votre personnel comme vous le faites pour les patients. Merci pour eux ». Quelques rires dans la salle. Une responsable institutionnelle réagit : « Je crois que nous avons cette préoccupation dans la tête en tant que cadre. Nous prenons soin de nos patients et de nos professionnels aussi. On a le souci de mettre un agent là où il se sent à peu près bien et on essaye de l'accompagner dans le changement. Mais on a des contraintes économiques et l'argent ne tombe pas du ciel. Nous, en tant que cadre, on essaye d'être inventif avec le personnel dont on dispose ». Séverine ironise : « Mais je vous compte en tant que personnel aussi ». Quelques rires. > (Notes d'observation, plénière avec les responsables institutionnels, J3)

Face au silence des autres participants, les militants quart monde prennent beaucoup de place dans cette situation. La situation précédente des groupes de réflexion montrait l'engagement des professionnels dans une transformation institutionnelle de lutte contre la pauvreté. La situation ci-dessus met en lumière la création d'un engagement des militants quart monde vis-à-vis des participants soignants. Alors que Valérie était très discrète dans les plénières, celle-ci ose s'exprimer pour remercier ses partenaires d'alliance. Séverine va même jusqu'à interpellier les responsables institutionnels pour défendre les professionnels. Suzie, quant à elle, résume le processus qu'elle a vécu :

« Le premier jour, c'était l'inconnu. C'était la découverte d'autres personnes. Il y avait beaucoup de stress de part et d'autre autant du côté des professionnels que du nôtre. [...] Il y a eu des moments extrêmement forts d'opposition d'idées. Ils nous ont montré qu'ils pouvaient être révoltés comme nous. On a été obligé de leur rentrer dedans d'une certaine façon pour être crédible. Même si ça nous embête un peu, c'est une obligation pour nous. Le troisième jour, on a enterré la hache de guerre. Nous avons trouvé un terrain d'entente. Le jeu de rôle avec

l'inversion des rôles m'a beaucoup fait rire. Cela a détendu l'atmosphère. Dans le travail en petit groupe, on a beaucoup plus échangé contrairement au premier jour où ça a été le ping-pong. Là, c'était plus calme, car on était moins nombreux et on a pu analyser les choses. Ce jour-là on a fumé le calumet de la paix. » (Notes d'observation, bilan avec les militants quart monde, JB)

Enfin, l'intervention du directeur adjoint est le signe d'un engagement institutionnel à poursuivre les ébauches de propositions et d'analyser les critiques qui ont été adressées dans cette coformation :

« On a fait le choix de mettre en place cette coformation. On veut essayer et vous soutenir dans certains cas. J'ai découvert des tas de choses aujourd'hui. Il y aura besoin d'un temps de retour après pour poursuivre certaines idées. Ce n'est pas une formation comme une autre. C'est un enjeu fort de l'institution, le directeur l'a affirmé en début d'après-midi. » (Notes d'observation, plénière avec les responsables institutionnels, J3)

Le militant allié d'ATD Quart Monde entend mettre à profit sa position dans l'institution dans une optique de la transformer de l'intérieur. Il prévoit alors de revenir vers les participants, de construire des groupes de travail et d'écrire un article sur le montage institutionnel d'une coformation pour favoriser son essaimage. Les données sont insuffisantes pour analyser les suites de la coformation, mais il semblerait que ce rôle d'intermédiaire soit crucial pour que des résultats concrets adviennent. En effet, l'enquête par entretien montre que, pour la plupart l'engagement des professionnels reste vulnérable et circonscrit au dispositif même si des effets individuels sur les pratiques professionnelles des participants sont notables (Ferrand, 2008).

Même si la communauté épistémique d'ATD Quart Monde ne fait pas référence à cette philosophe, la coformation est un exemple empirique de mise en application du cadre normatif de la démocratie communicative d'Iris Marion Young. Les principes méthodologiques de ce dispositif s'appuient en effet sur la reconnaissance des différences afin de favoriser la délibération entre des acteurs affaiblis, à savoir des militants quart monde, et des acteurs forts, à savoir des professionnels d'un secteur en lien avec un public affaibli. D'un côté, en se préparant et en formant une équipe dans un huis clos protecteur, les militants quart monde s'investissent dans un processus d'*empowerment* orienté vers la critique d'une institution. De l'autre, les professionnels sont absorbés dans un processus de *disempowerment* qui les engage à trouver des solutions d'amélioration de la même institution, en créant une volonté de transformation sociale dans une alliance avec des acteurs affaiblis. Dans son enquête sur les « artisans de la participation », Marion Carrel (2013) compare la coformation avec les « groupes de qualifications mutuelles » dans la mesure où les méthodologies sont très proches. Contrairement à ces derniers, le dispositif d'ATD Quart Monde s'arrête en chemin, au pied d'une délibération qui déboucherait sur des propositions concrètes et élaborées. Les solutions avancées dans les coformations ne sont souvent que des ébauches et les effets structurels semblent limités. Ainsi, il s'agit davantage d'une prémisse à la délibération, mettant en œuvre les premières étapes du cadre normatif du croisement des savoirs. Dans le

chapitre suivant, on va avoir recours au cadre d'analyse de Marion Carrel qui s'appuie sur les théories des publics pour étudier une campagne politique participative et délibérative. On verra alors qu'il est possible de mettre à profit les processus à l'œuvre dans la coformation à des fins plus directement tournées vers la praxis.

Chapitre 6. La campagne-école : coproduction artisanale d'une enquête sociale dans une arène interorganisationnelle

À partir de la philosophie pragmatiste de John Dewey (1993), Marion Carrel (2013) définit l'enquête sociale comme « le processus par lequel des troubles peuvent être transformés en problèmes publics. [Il s'agit de] l'opération par laquelle la complexité du réel est réduite tandis que les indignations morales sont transformées en jugements publics sur ce qui est et ce qu'il convient de faire » (Carrel, 2013, p. 146). Cette définition est prolongée à partir de la relecture de la théorie de John Dewey proposée par Louis Quéré (2002) qui s'appuie sur une conception multiple de l'expertise. Il s'agit de diminuer la prégnance des spécialistes et des scientifiques dans la conduite de l'enquête sociale afin de valoriser sa coproduction avec les personnes qui éprouvent quotidiennement les problèmes sociaux. Les acteurs affaiblis disposent d'un savoir infrapolitique difficilement accessible aux acteurs forts qui ne subissent pas les inégalités. Mais, ces derniers ont tout de même un rôle à jouer dans un « croisement des idées » au sein d'« une communauté d'enquêteurs n'appartenant pas aux mêmes mondes » (Carrel, 2013, p. 147) afin de coconstruire un problème public.

Dans les sciences politiques, la construction d'un problème public désigne le processus par lequel une question — propre à un groupe social exclu par exemple — devient une préoccupation politique par une phase de sélection du problème, d'élaboration d'un argumentaire et de revendications, de publicisation et de mise à l'agenda politique qui peut ensuite avoir des effets de transformations sociales (Hassenteufel, 2010). Si la coformation constitue une prémisses à la délibération, c'est parce qu'elle favorise la constitution d'un « public intermédiaire » qui pose les bases de la construction d'un problème public. En partant des théories d'Alfred Schütz (1962) et d'Alain Cottureau (1992), Marion Carrel (2013) définit le public intermédiaire comme l'espace-temps de la confrontation de mondes éloignés par l'interaction directe — des acteurs affaiblis en situation de face-à-face avec des acteurs forts — qui permet d'ouvrir et d'orienter les champs du possible. Cependant, pour devenir public, encore faut-il pouvoir sortir du huis clos des enclaves délibératives proposées par les « artisans de la participation ». Une fois constitué, le public intermédiaire doit aussi s'investir dans un processus d'élaboration de revendications concrètes et de diffusion dans une sphère publique plus étendue.

Dans ce chapitre, on va pouvoir analyser l'ensemble d'un processus de publicisation qui débute par la coproduction d'une enquête sociale et qui se poursuit par une tentative d'influence sur la conception du problème public des inégalités scolaires, à travers l'étude d'une campagne politique nationale d'ATD Quart Monde intitulée « Quelle école pour quelle société ? » (ci-après campagne-école) qui s'est déroulée de 2009 à 2013¹. Les entrepreneurs

¹ L'enquête sur la « campagne-école » repose sur le dépouillement des archives internes et de la documentation publique, la réalisation de 13 entretiens semi-directifs en 2016 (6 responsables d'ATD Quart Monde, 5 responsables d'organisations partenaires et 2 militants quart monde) et 43 entretiens provenant d'une évaluation

de cette campagne sont des « artisans » qui ont bricolé une méthodologie spécifique à partir du modèle du croisement des savoirs. L'objectif est de coconstruire des revendications politiques entre des membres d'ATD (militants quart monde, militants alliés et volontaires permanents), des organisations syndicales et des acteurs associatifs provenant de mouvements pédagogiques et d'organisations de parents d'élève. Contrairement à la coformation, le public intermédiaire construit au sein de cette campagne-école est directement mis au service de la praxis.

Conformément au cadre normatif de la communauté épistémique d'ATD Quart Monde, le principal objectif de la campagne-école est de reconstruire un problème public à partir du savoir infrapolitique des acteurs les plus affaiblis. Il s'agit ici d'appréhender l'influence de citoyens marginalisés sur le processus de coproduction de l'enquête sociale et de sa publicisation. Selon Marion Carrel, au-delà des effets d'approfondissement de la connaissance qui sont déjà à l'œuvre dans une recherche menée par les seuls spécialistes, d'autres effets plus spécifiques apparaissent par l'entremise du travail collectif. Au-delà des effets individuels¹, la coproduction d'une enquête sociale participe à la « démocratisation de la démocratie » en favorisant la critique sociale dans un processus dialogique (Callon, Lascoumes et Barthe, 2001) sans minimiser pour autant la conflictualité entre les groupes sociaux (Carrel, 2013). À l'instar d'Archon Fung (2011) ou d'Iris Marion Young (2011 b), Marion Carrel fait alors partie des auteurs qui promeuvent une articulation des pratiques délibératives avec l'activité contestataire des mouvements sociaux. La campagne-école constitue précisément un exemple empirique d'expérimentation démocratique qui articule des pratiques provenant des différents modèles : participatif, délibératif et agonistique. L'analyse de l'ingénierie participative de cette campagne permettra de dévoiler les tensions fécondes (ou non) de l'articulation des modèles démocratiques.

Modèle	Principe distinctif	Exemple d'outils
Représentatif Déléгатif	Le pouvoir est délégué à des représentants.	L'élection Le tirage au sort La désignation
Participatif	Les décisions sont prises en impliquant le plus grand nombre de citoyens.	Le référendum
Délibératif	Les décisions sont prises à l'issue d'un débat argumenté.	Le sondage délibératif Le jury citoyen
Agonistique	Le pouvoir est un jeu d'influence dans une arène où s'affrontent les positions de différents groupes sociaux.	La négociation Le marchandage La pression

Figure 16 : Traits distinctifs des modèles démocratiques

interne du mouvement (16 responsables d'ATD Quart Monde, 5 responsables d'organisations partenaires, 13 militants quart monde et 9 militants alliés).

¹ Les effets individuels de la campagne-école sur les acteurs affaiblis seront développés dans le chapitre suivant.

Dans la campagne-école, les entrepreneurs d'ATD Quart Monde endossent le rôle de médiateur politique (*policy broker*)¹ : une position stratégique de coordination d'une « arène interorganisationnelle » (Cefaï, 2007, p. 363-366). Ce type d'espace *ad hoc* entend dépasser les clivages existants entre différentes organisations, en l'occurrence associatives et syndicales, en se concentrant sur des préoccupations partagées sur un problème donné. Les arènes interorganisationnelles s'organisent autour de relations de coopération, de compétition, de sélection, de légitimation et de négociation entre des alliés souvent occasionnels.

Généralement, ces espaces de coordination ne possèdent pas une unité et une identité clairement définie. Ainsi, le recours à des outils participatifs et délibératifs constitue une opportunité pour coconstruire une arène interorganisationnelle en créant du « sens commun » dans un univers composite (Agrikoliansky, 2007 ; Della Porta, 2009 ; Nez, 2012). Les pratiques délibératives permettent effectivement de « rassembler les nombreuses subjectivités au travers de la valorisation du rôle des individus, plutôt que dans le sacrifice au collectif » (Della Porta, 2004, p. 76) et de s'adapter aux transformations des sociétés et des formes d'engagement (Neveu, 2011). Si on a souligné l'importance de la dimension cognitive dans la construction de coalitions interassociatives dans la première partie, la dimension délibérative de l'action collective apporte des éléments d'éclairage supplémentaires.

Ce chapitre entend appréhender à la fois la dimension stratégique² et qualitative³ d'une ingénierie participative, délibérative et agonistique mise en œuvre dans une arène interorganisationnelle. Mais il s'agit également d'explorer quelles sont les « armes » dont disposent les acteurs affaiblis (Scott, 2000) pour se faire entendre dans un public intermédiaire dans un premier temps et dans la sphère publique dans un second temps. Pour cela, ce chapitre suit le cours plus ou moins chronologique de la campagne-école. La première section porte sur la phase de construction ou plutôt de reconstitution du problème public de l'inclusion scolaire et la seconde porte sur la phase de prises de décision sur le choix des revendications collectives et de leur publicisation dans la sphère publique.

¹ Ce rôle a été développé dans la première partie de la thèse.

² La dimension stratégique est entendue comme l'ensemble des actions d'ATD Quart Monde mises en œuvre pour influencer les organisations partenaires ou les pouvoirs publics.

³ La dimension qualitative est entendue comme l'ensemble des actions qui visent à améliorer le contenu des propositions politiques vers davantage de justice sociale pour les acteurs les plus faibles, en y intégrant leur savoir infrapolitique notamment.

Section I – Reconstituer un problème public à partir du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis

En croisant les théories de la délibération et les théories du public, il est possible de sortir de la focalisation de l'analyse sur les seules instances de débat et de mettre en lumière l'aspect processuel de la mise en visibilité des acteurs et des problèmes sociaux sur la scène publique (Carrel, 2013, p. 26). Ce processus de publicisation rassemble des pratiques et attitudes individuelles et collectives d'enquête, c'est-à-dire qui sortent de la sphère privée pour ouvrir des problèmes au jugement public. Ces activités sont celles d'un « public actif » agissant sur son environnement pour faire valoir ses droits (Dewey, 2010).

L'exemple typique est celui de l'alcool au volant qui a longtemps été perçu comme non problématique par la société et qui est progressivement devenu un problème public appelant une législation (Gusfield, 2009). Un autre exemple est celui de l'illettrisme. L'action d'ATD Quart Monde dans les années 1990 a permis de renouveler les approches et de reconstruire les contours du problème public de l'analphabétisme en France (Lahire, 1999). De même, Frédéric Viguier (2010) s'attèle à une analyse sociohistorique de la transformation de la « cause des pauvres » qui s'est opérée avec la campagne politique d'ATD Quart Monde menant à la loi d'orientation de 1998 sur les exclusions. L'analyse de la construction d'un problème public a généralement une focale assez large puisqu'elle s'intéresse aux acteurs politiques, aux mobilisations collectives ainsi qu'aux médias, et cela sur un temps assez long. On n'aura pas la prétention de proposer une étude historique d'un problème public, à l'instar de Gusfield, de Lahire ou de Viguier, d'autant plus que les inégalités scolaires se fractionnent en réalité en plusieurs problèmes publics distincts. On reprendra toutefois certains éléments de ce cadre théorique pour analyser une tentative d'influence d'une mobilisation collective sur un problème public.

Cette section se focalise sur la phase d'émergence de la campagne-école qui fixe la définition des problèmes et détermine les enjeux et les acteurs. Partant du constat que chaque organisation du milieu scolaire a ses propres interprétations plus ou moins figées sur le problème des inégalités à l'école, la campagne politique s'appuie sur la volonté d'un alignement des cadres de référence à partir du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis. Une ingénierie participative et délibérative spécifique est alors élaborée afin de mettre en œuvre cet objectif.

L'enquête ayant été réalisée *a posteriori* par la conduite d'entretiens et le dépouillement d'une évaluation interne d'ATD Quart Monde, on n'a pas pu mener une analyse de situation goffmanienne. Cependant, en comparant les discours des acteurs aux résultats du chapitre précédent, il est possible d'émettre certaines hypothèses, étant donné que la campagne-école et la coformation partagent le même cadre normatif, celui du croisement des savoirs et des pratiques. Après une mise en contexte, on proposera un séquençage de la campagne-école à

partir de l'ingénierie stratégique des entrepreneurs d'ATD Quart Monde. En scénarisant cette campagne politique en différentes phases, l'objectif est de présenter le caractère progressif de la construction d'une enquête sociale et de repérer les espaces d'implication et d'influence des acteurs affaiblis.

1 — L'ingénierie stratégique et qualitative d'une enquête sociale visant la réussite scolaire de tous les enfants

La campagne-école d'ATD Quart Monde repose sur une critique du modèle éducatif et de ses effets de reproduction des inégalités sociales, critique qui rejoint les analyses de François Dubet¹. Dans sa description des mutations à l'origine de l'épuisement du modèle de l'intégration, le sociologue affirme que l'école a développé un ensemble de mécanismes qui entrent en opposition avec les idéaux de solidarité (Dubet, 2009). Plus l'école accueille d'élèves, plus elle les classe, les oriente puis à terme les relègue. « Au fond, bien des élèves peuvent avoir le sentiment que l'école leur propose un jeu de dupes : elle est indispensable pour acquérir une position sociale, mais, dès lors que l'on n'y réussit peu ou pas, cette école devient une machine à reléguer et à exclure » (Dubet, 2009, p. 117). Selon Dubet, les individus sont enfermés dans des identités stigmatisantes fonctionnant comme des causalités qui les assignent alors à des positions dominées.

« Et comme le stigmatisme est une prédiction créatrice, les individus stigmatisés s'y conforment. Les élèves faibles regroupés dans les mêmes classes se sentent nuls et les enseignants, sachant la faiblesse des élèves, auront bien du mal à renverser ce que chacun tient pour une fatalité. » (Dubet, 2009, p. 222)

Les entrepreneurs de la campagne-école entendent déconstruire ce sentiment de fatalité qui est à la fois présent chez les acteurs affaiblis qui subissent les inégalités et chez les acteurs forts de l'école, à savoir les enseignants. Pour cela, il s'agit de proposer une vision plus positive du lien entre pauvreté et éducation, en dévoilant les espérances que les citoyens marginalisés ont dans le système scolaire et en s'appuyant sur la notion du « tous capables ».

François Dubet poursuit son raisonnement en montrant que les inégalités à l'école sont également la conséquence des choix rationnels des parents qui sont placés en situation de concurrence dans un marché scolaire (Dubet, 2014). L'éducation devient un bien relativement rare et fortement hiérarchisé. Le choix des parents de s'inscrire dans la compétition au mérite afin d'obtenir des avantages décisifs pour leurs enfants participe à la reproduction des inégalités. Ainsi, les performances scolaires des élèves dépendent du capital culturel des parents et de leurs capacités à se mobiliser stratégiquement pour la réussite de leurs enfants.

¹ L'enquête sociale d'ATD Quart Monde mobilise les savoirs savants et certains universitaires y ont participé, à l'instar de Philippe Mérieux. Ce n'est pas le cas de François Dubet, mais celui-ci est cité dans certains travaux de la campagne (Grard, 2015).

Les entrepreneurs de la campagne-école entendent précisément lutter contre le modèle concurrentiel de l'école qui fait le « choix de l'inégalité » (Dubet, 2014). Pour cela, ils proposent une vision inclusive, solidaire et collective de la réussite scolaire, reposant sur l'idée wresinskienne du ruissellement par le plus bas. En construisant des méthodes pédagogiques qui permettent aux enfants les plus en difficulté de réussir, la croyance des entrepreneurs d'ATD Quart Monde est que celles-ci favoriseront la réussite de l'ensemble des enfants. Par ailleurs, c'est à partir du constat de l'école comme un marché concurrentiel qu'émerge la volonté de construire une arène interorganisationnelle afin de mettre en œuvre la notion d'alliance entre acteurs affaiblis et acteurs forts de Joseph Wresinski.

Cette vision de la réussite scolaire n'est pas nouvelle pour la communauté épistémique militante. Un certain nombre d'entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde, mais aussi d'autres acteurs comme les mouvements pédagogiques la défendent depuis longtemps. L'idée de mener une campagne participative sur le sujet de l'école apparaît en 2009 dans les organes décisionnels d'ATD France et ne semble pas reposer sur un manque de connaissance ou de revendications sur le sujet. On va analyser l'ingénierie de cette campagne à travers un séquençage temporel afin de dévoiler les enjeux à la fois stratégiques et qualitatifs de la construction d'une arène interorganisationnelle participative et délibérative.

1.1. Avant 2009 : le contexte sociopolitique de la campagne-école

ATD Quart Monde est un mouvement de lutte contre la pauvreté qui s'est construit autour d'une critique de la charité et qui met en œuvre des actions culturelles et intellectuelles. Les bibliothèques de rue, les universités populaires, la promotion familiale, sociale et culturelle dans les quartiers, les coformations et plus largement le croisement des savoirs sont des projets centraux pour cette communauté épistémique fondée sur la valorisation du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis. Dans ce cadre, « *le combat pour l'éducation existe depuis soixante ans. C'est dans les gènes du mouvement depuis Joseph Wresinski à Noisy-le-Grand. Dès le départ, il avait mis en place des actions pour que les enfants aillent à l'école avec un bagage* » (entretien, Madeleine, représentante d'ATD Quart Monde au CESE, 16 mars 2016). Cette militante alliée fait ici référence aux pré-écoles (pour les enfants de 0 à 3 ans) et aux pivots culturels (à partir de 6 ans) qui existent encore aujourd'hui. À partir d'une pédagogie de l'autonomie et de la coopération, ce type d'action vise à compenser les difficultés des enfants provenant de « familles en situation de pauvreté » dans l'optique d'améliorer leurs chances de réussite à l'école. ATD Quart Monde dispose donc d'un historique et d'une expérience militante sur les liens entre éducation et pauvreté.

Si la campagne-école débute en 2009, le problème public de l'échec scolaire et de son lien avec la pauvreté s'ancre dans un contexte sociopolitique plus ancien. La lutte contre « l'échec scolaire » constitue un axe fort des années 1970, mais ce terme a progressivement fait place à un vocabulaire positif sur la réussite scolaire dans les années 1990.

« Parler de réussite éducative, avec la connotation globalisante délibérément inscrite dans le terme, c'est aussi prendre en compte diverses dimensions ou facettes de la "réussite" : être "bien dans sa peau", avoir plus tard la vie familiale que l'on souhaite, aimer son métier, pouvoir compter sur l'amitié, voire la solidarité d'un cercle plus ou moins étendu de relations, jouir d'une bonne santé, toutes choses qui certes ne sont pas entièrement indexées sur la réussite scolaire. Ceci dit, de manière directe ou indirecte en raison de ce qu'elle autorise et de ce que son absence interdit, la réussite scolaire pèse : elle permet d'être moins contraint dans le choix d'une profession, elle permet de s'inscrire dans des cercles de sociabilité professionnelle étendus, elle rend possible un meilleur accès aux soins. » (Glasman, 2016, p. 15)

Par son caractère universalisant prenant en compte l'ensemble du contexte familial, la notion de réussite scolaire s'inscrit parfaitement dans la conception d'ATD Quart Monde et du rapport Wresinski. Ce dernier mettait en lumière la multidimensionnalité de la pauvreté et la nécessité de proposer des solutions globales sur l'ensemble des droits fondamentaux (éducation, logement, santé, etc.). Avant d'être utilisée dans la campagne-école, la notion de réussite scolaire apparaissait déjà dans le rapport Wresinski publié en 1987. Comme le montrent les préconisations de ce rapport et l'une des premières campagnes politiques d'ATD Quart Monde sur l'illettrisme, l'accès au savoir, à la culture et à l'éducation constitue un axe de revendication important. Le chapitre V de la loi d'orientation de 1998 sur les exclusions dont le vote est lié à une campagne politique d'ATD Quart Monde affirme ainsi « le droit à l'égalité des chances par l'éducation et la culture ». Dans les suites de cette loi et pour s'assurer de sa mise en application, un « secrétariat-école » coordonne l'action politique d'ATD France et mène des actions sur ce sujet depuis le début des années 2000.

En outre, dans les années 1990, plusieurs événements participent à façonner la connaissance de la communauté épistémique d'ATD Quart Monde sur les liens entre pauvreté et éducation. Tout d'abord, en avril 1992, s'organise un colloque à Arras intitulé « Toutes les familles sont partenaires de l'école » sous l'impulsion du recteur de l'académie de Lille, Claude Pair. Ce dernier a des liens de proximité avec le mouvement ATD Quart Monde¹ et l'association participe au comité de pilotage de ce colloque. Par ailleurs, Claude Pair (1998) a écrit un ouvrage préfacé par Geneviève Anthonioz de Gaulle : *L'école devant la grande pauvreté : changer de regard sur le Quart monde*. Ensuite, les résultats du colloque d'Arras sont utilisés par un autre recteur d'académie, Philippe Joutard, dans un rapport au ministre de l'Éducation nationale et de la Culture publié en 1992 et intitulé : *Grande pauvreté et réussite scolaire*. Dans les suites ce rapport, un groupe de travail portant le même nom est créé au sein du ministère de l'Éducation nationale. Celui-ci développe des liens partenariaux avec les associations, dont ATD Quart Monde. En 1998, ce partenariat se décline localement avec l'académie d'Ille-et-Vilaine et mène à la création du projet-pilote dans le quartier populaire de Maurepas à Rennes. En 2001, le groupe de travail « grande pauvreté et réussite scolaire » du ministère de l'Éducation nationale est renforcé sous la direction de Jean Paul Delahaye².

¹ Dans certains entretiens, Claude Pair est présenté comme un militant allié d'ATD Quart Monde.

² Jean Paul Delahaye est un inspecteur de l'Éducation nationale. Il est le directeur général de l'éducation scolaire de novembre 2012 à avril 2014. Il est l'auteur d'un rapport réalisé pour le ministère de l'Éducation publié en 2015 et intitulé : *Grande pauvreté et réussite scolaire : le choix de la solidarité pour la réussite de tous*.

Selon Dominique Glasman (2016), le sujet de la pauvreté des enfants prend son essor dans le débat public sur la réussite scolaire à partir du début des années 2000. En particulier, un premier examen attentif de la question apparaît avec un colloque intitulé « Les enfants pauvres en France » organisé en mars 2003 par le Conseil de l'Emploi, des Revenus et de la Cohésion sociale (CERC), le Commissariat du Plan, l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) et la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES). Ce colloque est suivi en 2004 d'un rapport du CERC qui porte le même nom. ATD Quart Monde avait participé au colloque de mars 2003, précédé par un autre événement organisé un peu plus tôt en janvier. Créée à l'initiative d'ATD Quart Monde, la Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion de la région Rhône-Alpes (MRIE) avait effectivement organisé son propre colloque intitulé « Prévenir l'exclusion dès l'enfance ». Toujours en 2003, l'association publie un document de travail européen intitulé « précieux enfants, précieux parents » qui visait à mettre en lumière les actions d'ATD Quart Monde dans la lutte contre la pauvreté des enfants.

Plus récemment, en 2009, un rassemblement d'une cinquantaine d'organisations militantes et syndicales, dont ATD Quart Monde, débouche sur la signature d'un texte commun en vue d'un « grand projet national pour l'enfance et la jeunesse ». Il s'agit de l'Appel de Bobigny qui met en lumière un certain nombre de propositions communes. À partir de 2010, ATD Quart Monde participe à la section nouvellement créée de l'éducation, de la culture et de la communication du Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE). Le premier rapport travaillé au sein de cette section est réalisé par le représentant de la CFDT, Xavier Nau, sur le sujet des inégalités scolaires. La représentante d'ATD Quart Monde au CESE participe activement à l'élaboration de ce rapport.

À partir de 2009, une activité réflexive et stratégique a été entreprise afin de construire les objectifs et les enjeux d'une campagne politique sur la question des inégalités scolaires. Dans une optique praxéologique, les actions menées dans les années 1990 sont intégrées comme des sources de réflexion. La note interne de la délégation nationale d'ATD France ci-dessous constitue une synthèse des objectifs de la campagne-école qui ont été construits par quelques entrepreneurs de cause.

Notre ambition pour l'école

Enseignants, chercheurs, parents et enfants, dont les plus exclus de l'école,
toutes les intelligences sont indispensables pour la réussite de tous.

Introduction

Le rapport Wresinski du Conseil économique et social de 1987 avait montré comment l'expertise des gens très pauvres, avec les personnes de tous milieux, engagées avec ATD Quart Monde, à leurs côtés, pouvait s'associer à l'expertise de tous, professionnels, hauts fonctionnaires, etc., pour aboutir à des propositions pertinentes. Cette démarche a permis la création de la CMU, comme réponse au droit à la protection de la santé et à la loi DALO (droit au logement opposable).

Désormais, nous souhaitons faire un nouveau pas avec l'ensemble de la société civile, et notamment avec tous ceux et celles qui se sentent concernés par l'éducation. *Comment rendre effectif le droit à l'éducation, pour tous ? Comment faire pour que chaque enfant puisse développer tous ses potentiels ? Comment être ambitieux pour notre école, pour qu'à son tour elle puisse être ambitieuse pour tous les enfants et les jeunes ?*

Après plusieurs travaux dans les années 90 sur la coopération entre les enseignants et les parents de milieux les plus défavorisés en lien avec le ministère de l'Éducation nationale, nous voulons maintenant associer les syndicats d'enseignants, les courants pédagogiques, les mouvements d'éducation et, surtout, les parents d'autres milieux et leurs associations de parents d'élèves. Les gens très pauvres savent ce que l'école peut leur apporter. Si nous les écoutons vraiment, nous apprendrons leur expérience douloureuse, mais, aussi, leurs immenses attentes sur l'école. Les autres parents doivent aussi être écoutés, ils doivent pouvoir exprimer leurs craintes et en quoi la mixité sociale à l'école peut être une ouverture pour leurs enfants. Quant aux enseignants, premiers acteurs de l'école, il faut entendre leur expérience avec tous, ce qu'ils tentent et ce qui leur donne espoir. Permettre le dialogue entre tous ces partenaires, voilà ce que nous voulons faire pour bâtir une nouvelle connaissance et refonder une ambition commune pour l'école, en incluant prioritairement dans ce travail l'expérience et la pensée des familles en grande pauvreté.

Figure 17 : Description de la campagne-école en octobre 2010¹

Les entrepreneurs de cause qui ont rédigé ce document construisent leur argumentaire en faisant référence aux différents travaux d'ATD Quart Monde : les objectifs de la campagne-école sont présentés comme une suite logique de l'action politique du mouvement avec le rapport Wresinski, la loi de 1998 qui a mené sur la CMU et le DALO. Dans cette optique, il s'agit de poursuivre le travail de la défense des droits des acteurs affaiblis. Après la santé et le logement, les entrepreneurs de cause estiment qu'il faut s'atteler au droit à l'éducation. Enfin, il convient de chercher des alliés et de construire des revendications à partir du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis. On va à présent analyser la séquence de construction de ces objectifs enfin d'en appréhender les enjeux stratégiques et qualitatifs.

1.2. La construction des objectifs par les entrepreneurs de la campagne

Suite à un processus participatif d'évaluation-programmation de 2007 à 2008 auprès de ses membres, les responsables d'ATD France estiment que le sujet de l'école doit faire l'objet d'une campagne politique nationale d'envergure. La délégation nationale d'ATD France et son président mobilisent alors les membres du secrétariat-école pour initier en 2009 une

¹ Source : archive, note interne de la délégation nationale d'ATD France, 2010.

séquence de construction des objectifs : tous ces acteurs constituent les entrepreneurs de la campagne politique. Dans les suites de l'Appel de Bobigny, ces derniers souhaitent poursuivre le travail de propositions communes entre différentes organisations militantes et syndicales à partir d'un sujet plus précis, à savoir les inégalités scolaires. Les entrepreneurs de la campagne-école jugent le contexte politique favorable à ce type d'alliance.

Édouard : « *Le contexte politique était celui du "tous unis contre Sarkozy". [...] On bénéficiait de cette unité qui était : tous unis pour que ça change, mais je ne suis pas certain qu'on était tous unis pour que ça change dans le même sens.* » (Entretien, ancien président d'ATD Quart Monde France, 15 avril 2016)

L'enquête par entretien des entrepreneurs de la campagne-école montre que les enjeux internes sont multiples, à la fois stratégiques et qualitatifs. Premièrement, l'idée est de rassembler l'ensemble du mouvement autour d'une même cause afin de favoriser la construction de « sens commun » entre les membres. La campagne-école s'appuie sur la légitimité du dispositif participatif de l'évaluation-programmation de 2007-2008 qui a mis en avant ce thème. En outre, d'un point de vue plus stratégique, il semblerait que les responsables d'ATD France souhaitent étendre le pouvoir d'influence du mouvement dans le secteur de l'éducation. Celui-ci est jugé relativement faible en comparaison avec d'autres sujets (la santé, le logement, etc.). Par exemple, ATD Quart Monde ne dispose pas de siège de représentation dans les instances institutionnelles de l'Éducation nationale. La faible influence constitue l'une des raisons pour laquelle les entrepreneurs de la campagne souhaitent construire une arène interorganisationnelle pour donner du poids à ses revendications politiques. Ce choix est appuyé par la notion d'alliance, centrale dans la pensée de Joseph Wresinski. Avec le thème de l'école, il s'agit également de dépasser la vision de la pauvreté comme une question d'assistance.

Florent : « *C'était une période où les gens dans toute l'Europe parlaient des pauvres comme des fainéants qui pèsent lourd sur le budget. En arrivant avec le message "les gens veulent que leurs enfants réussissent", ça décale tout le monde. La position politique que l'on tenait était de présenter les personnes à partir de leur espérance au lieu de toujours parler de leurs souffrances. Dans la campagne Sarkozy contre Royal, les deux côtés étaient d'accord pour lutter contre l'assistanat donc l'ambiance était délétère. On nous enferme dans ce débat. Si tu arrives en disant que ce n'est pas le sujet, les gens veulent que leurs enfants apprennent à l'école, tu changes complètement la problématique et tu fais entrer les pauvres comme sujet politique et non comme objet de politiques.* » (Entretien, ancien délégué national d'ATD Quart Monde, 18 mars 2016)

Les entrepreneurs de la campagne-école entendent contrer la stigmatisation « des personnes en situation de pauvreté », en passant d'une image de parents apathiques et « démissionnaires » qui ne s'investissent pas dans le parcours de leurs enfants à celle d'acteurs qui ont des espérances et qui sont capables d'émettre des propositions politiques sur l'école.

Alors que l'Appel de Bobigny était une coalition très large dans laquelle ATD Quart Monde tenait une position secondaire, les entrepreneurs de la campagne endossent un rôle de médiateur politique afin de construire une nouvelle arène interorganisationnelle. Par ce biais, il s'agit de conserver le contrôle afin de s'assurer de la mise en œuvre de ses objectifs qualitatifs et stratégiques. En particulier, dès le départ, la volonté est de rassembler des partenaires sur des revendications communes qui pourront influencer la campagne présidentielle de 2012.

Édouard : « *On s'est dit qu'il fallait qu'on travaille à faire des propositions concrètes sur l'école. On ne rêvait pas de la grande réforme, on est assez réaliste, mais ce qu'on voulait c'était des propositions qui une fois mises en application, même si elles ne sont pas monumentales, soient irréversibles.* » (Entretien, ancien président d'ATD Quart Monde, 15 avril 2016)

Fin 2009, quelques entrepreneurs de la campagne établissent une liste de partenaires jugés incontournables et vont à leur rencontre pour leur proposer le projet d'une campagne politique commune pour une école plus inclusive. Les membres d'ATD Quart Monde sont étonnés de l'engouement des partenaires sélectionnés qui acceptent facilement de participer au projet. *A posteriori*, ils émettent quelques hypothèses d'explication. Tout d'abord, selon eux, le contexte sociopolitique était favorable avec le rejet massif de la politique menée par Nicolas Sarkozy, l'Appel de Bobigny qui avait montré des possibilités d'alliances et le rapport de Xavier Nau au CESE qui dressait le portrait des inégalités scolaires en France. Le sujet proposé par ATD Quart Monde était déjà reconnu comme un problème public par les partenaires. Ensuite, d'après les entrepreneurs de la campagne, la constitution de la coalition a été facilitée par la position de neutralité d'ATD Quart Monde. En raison de son extériorité par rapport au milieu scolaire et aux rapports de concurrence entre organisations, le rôle de médiateur politique de l'association est effectivement accepté par les partenaires.

Alix : « *ATD Quart Monde est une association pour laquelle on avait le plus grand respect. On n'a pas posé de conditions. On est très soucieux d'intégrer, dans nos réflexions syndicales, la lutte contre les inégalités qui nous semblent être au cœur des problèmes scolaires. On a dû discuter pour savoir qui allait participer, mais c'est tout. On n'a eu aucune hésitation à accepter. On s'est juste interrogé sur les chances de réussite de l'opération à partir du moment où ils voulaient faire travailler avec eux des organisations syndicales qui sur beaucoup de sujets n'étaient pas d'accord entre elles.* » (Entretien, ancienne responsable de la CFDT, 16 mars 2016)

Ce discours laisse tout de même transparaître un certain scepticisme quant à la capacité de cette campagne-école à déjouer les effets de concurrence et à faire consensus dans une arène habituellement conflictuelle. On analysera cet aspect dans la section suivante.

Onze partenaires ont accepté de participer à la campagne-école et forment ce qu'ATD Quart Monde a appelé le comité interpartenarial (CIP). Cet espace agonistique de négociation rassemble les responsables des différentes organisations partenaires et matérialise l'arène interorganisationnelle. Au sein du CIP, se trouvent quatre syndicats : le SNES-FSU (Syndicat

National des Enseignements du Second Degré de la Fédération Syndicale Unitaire ; le SNUipp-FSU (Syndicat National Unitaire des Instituteurs Professeurs des écoles et Pegc de la FSU) ; le SGEN-CFDT (Syndicat Général de l'Éducation nationale de la Confédération Française Démocratique du Travail) ; le SNPDEN (Syndicat National des Personnels de Direction de l'Éducation nationale). Trois fédérations de parents d'élèves publiques et privées sont elles aussi engagées dans la campagne-école : la FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Élèves) ; les APEL (Association de Parents d'Élèves de l'Enseignement Libre) ; la PEEP (Fédération des Parents d'Élève de l'Enseignement Public). Quatre mouvements pédagogiques ont également accepté de participer : ICEM-Pédagogie Freinet (Institut coopératif de l'École Moderne) ; AMF (Association Montessori de France) ; GFEN (Groupe Français d'Éducation Nouvelle) ; AGSAS (Association des Groupes de Soutien au Soutien).

L'enquête permet d'affirmer que la motivation principale des partenaires à accepter la proposition d'ATD Quart Monde réside dans la méthodologie employée. Les entrepreneurs de l'association de lutte contre la pauvreté proposent en effet dès le départ un processus participatif et délibératif avec les acteurs les plus affaiblis.

Noémie : « On est amené à travailler avec les fédérations de parents d'élève, mais on ne les trouve pas représentatives en termes de démocratisation. Sur cette question précise qui sous-tend le projet éducatif, c'était intéressant de travailler avec les parents qu'on ne voit pas d'habitude. Avec cette médiation d'ATD, on pouvait atteindre les parents qu'on a le plus de mal à rencontrer avec les collègues. » (Entretien, partenaire, responsable du SNES-FSU, 6 avril 2016)

Ce discours montre qu'ATD Quart Monde constitue une opportunité pour les organisations partenaires d'entrer en relation avec un nouveau public, à savoir les acteurs les plus affaiblis.

Alors que la participation des militants quart monde constitue l'une des raisons principales de la participation des partenaires, cet aspect a fait initialement débat au sein d'ATD Quart Monde. Le secrétariat-école — qui travaille depuis les années 2000 sur le lien entre éducation et pauvreté — proposait déjà un ensemble de revendications à défendre construites à partir de l'expérience associative et professionnelle de ces membres¹. La méthodologie participative a alors été imposée par la délégation nationale du mouvement.

Florent : « Il y a eu un moment important en interne quand le secrétariat-école a dit : "On sait ce qu'il faut faire". On leur a répondu : "C'est peut-être vrai, mais on va tout recommencer à zéro, en mobilisant les familles pauvres, avec des partenaires et bien sûr avec vous". À ce moment-là, ils ont eu un moment de flottement : "Cela sert à quoi de recommencer puisqu'on

¹ Avant la campagne-école qui a favorisé une diversification des membres, le secrétariat école est exclusivement composé de militants alliés enseignants et de certains volontaires permanents qui ont été amené dans leurs parcours à travailler sur la question scolaire. Ils disposent d'une connaissance spécifique sur le lien entre pauvreté et éducation qui s'ancre dans un historique militant. Parmi eux se trouvent par exemple, les entrepreneurs du projet-pilote de Maurepas, les acteurs qui ont participé à l'Appel de Bobigny ou au colloque d'Aras. Par ailleurs, ce secrétariat s'appuie également sur l'activité d'un réseau-école nationale dans lequel des membres du mouvements (dont une majorité d'enseignants) participent à des groupes de réflexion sur la question des inégalités scolaires.

sait déjà ce qu'il faut faire". On leur a dit : "On ne vous demande pas d'oublier vos idées, gardez-les, mais on va les confronter avec les familles pauvres, c'est essentiel" [...]. L'objectif initial de cette campagne ce n'était pas simplement de gagner des combats pour les pauvres, mais que les pauvres participent réellement au combat pour qu'ils puissent apporter leurs compréhensions et les confronter avec celles des partenaires.» (Entretien, ancien délégué national d'ATD Quart Monde, 18 mars 2016)

Au regard de ce discours, l'objectif principal de la campagne-école est de coconstruire une enquête sociale, en intégrant notamment le savoir infrapolitique des acteurs les plus affaiblis.

1.3. La séquence exploratoire et praxéologique

Une fois les objectifs fixés en interne et l'alliance interorganisationnelle constituée, la campagne-école se dote de deux espaces de décision. Le premier est le « comité de pilotage » interne à ATD Quart Monde. Il rassemble une vingtaine de membres de l'association représentant les différentes composantes qui participent à la campagne : les universités populaires, le réseau du croisement des savoirs, le secrétariat-école, le réseau Tapor (composante enfance du mouvement), Djynamo (composante jeunesse du mouvement), plusieurs projets pilotes et des militants alliés appelés « parents solidaires ». Le comité de pilotage a pour mission d'organiser la campagne politique et de préparer les éléments de réflexion à apporter aux partenaires. Ces derniers sont rassemblés dans le second espace de décision, à savoir le comité interpartenarial (CIP). Chaque réunion du CIP est précédée par une réunion de préparation du comité de pilotage d'ATD Quart Monde.

La reconstitution du problème public débute en 2010 par une phase de capitalisation de la connaissance sur le lien entre pauvreté et éducation. Au-delà des éléments externes (rapports, colloques, etc.) qui ont déjà été cités et qui ont été intégrés aux sources de réflexion de la campagne, les entrepreneurs mènent une activité praxéologique interne à ATD Quart Monde. Des documents de synthèses sont réalisés pour le CIP à partir de sources de réflexion internes dont la majorité s'appuie sur la participation de militants quart monde. Le comité interpartenarial travaille à partir de ces documents pour établir de premiers points d'accord.

Victor : « On leur avait dit le contrat : "Nous, on apportera ce que disent les personnes qui vivent la grande pauvreté sur l'École, et vous, vous apportez votre regard de professionnels ou de fédération de parents ou de mouvement pédagogique, vous apportez votre regard d'acteurs de l'École". » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école¹, militant allié, membre du secrétariat-école, 2012)

Parmi l'ensemble des sources de réflexion de l'enquête sociale se trouvent deux « projets pilotes » sur le thème de la « réussite scolaire des élèves en situation de pauvreté ». Le premier est celui du quartier populaire Maurepas à Rennes : « En associant les parents à

¹ Les entretiens réalisés par ATD Quart Monde proviennent d'un recueil de données brutes qui n'avait pas pour objectif d'être publié. Ainsi, ces derniers ont été remaniés de la même manière que pour les autres entretiens.

l'école, tous les enfants peuvent réussir ». En s'inspirant de la méthodologie du croisement des savoirs, cette recherche-action vise à favoriser la construction d'une communauté éducative qui intègre tous les acteurs amenés à être en contact avec l'enfant. Des groupes de pairs sont créés afin de réfléchir sur les conditions de la réussite des élèves : un groupe d'enseignants, un groupe de parents « en situation de pauvreté » et un groupe de parents dits solidaires. À l'instar des militants alliés d'ATD Quart Monde, ces derniers n'ont pas vécu la pauvreté, mais s'engagent pour lutter contre elle. Ensuite, des journées de réflexion collective permettent de susciter le dialogue entre les différents acteurs. Dans le cadre de la campagne-école, le projet Maurepas a mis en œuvre une évaluation de son action avec l'aide d'un chercheur et certains participants se sont mobilisés dans la séquence participative qui sera développée ultérieurement. Par ailleurs, ce projet est à l'origine de la campagne 1001 territoires qui implique différentes organisations. En 2010, une vingtaine d'expérimentations proches de celle de Maurepas sont en cours et certains de leurs représentants se sont mobilisés dans la campagne-école.

Le second projet-pilote a été évoqué dans la première partie pour illustrer la démarche praxéologique d'ATD Quart Monde. Il s'agit d'une recherche scientifique menée en collaboration avec l'université de Tours : « Savoirs et coopération à l'école ». Une vingtaine d'enseignants, militants alliés d'ATD Quart Monde, utilisent une méthodologie s'inspirant de Donald Schön (1983) afin d'analyser les effets de leurs expériences d'engagement sur leur formation professionnelle. L'objectif est de dégager des savoirs d'action concernant les conditions de la réussite des enfants « les plus en difficulté ». Il s'agit d'une formalisation scientifique de l'expertise associative d'ATD Quart Monde par rapport au milieu scolaire dont les résultats sont en lien direct avec les objectifs de la campagne-école. La majorité des militants alliés qui ont participé à ce projet se sont investis dans la campagne politique. Certains étaient même dans le comité de pilotage et l'un d'entre eux était dans le comité interpartenarial.

4 – Questions de recherche

- Quels sont les apprentissages faits par les enseignants dans leurs expériences d'engagement avec le mouvement ATD-Quart Monde ?
- Comment cette formation expérientielle auprès de personnes confrontées à la grande pauvreté a-t-elle transformé les pratiques des enseignants dans le quotidien de leurs classes ?
- Quels savoirs - faire, stratégies opérationnelles, peut-on observer dans ces pratiques ?
- Quels sont les théories implicites et explicites mobilisées dans ces pratiques ?
- Quels sont les valeurs éthiques développées ?

Figure 18 : Questions de recherche du projet « Savoirs et coopération à l'école »¹

Les entrepreneurs de la campagne ont également mobilisé certaines composantes d'ATD Quart Monde afin qu'elles produisent des éléments de réflexion à partir du savoir infrapolitique des militants quart monde. Djynamo a lancé un processus de mobilisation des jeunes au sein du mouvement. Tapori a créé un dispositif pédagogique pour recueillir les paroles des enfants dans certaines bibliothèques de rue et dans quelques classes dont les

¹ Source : archive, extrait d'un document de travail de la campagne école, 2010.

enseignants ont été contactés par ATD Quart Monde. Ensuite, deux actions de quartier de « promotion familiale, sociale et culturelle » à Lille et à Noisy-le-Grand ont créé des groupes de réflexion sur le thème de l'école. Certains groupes locaux ont créé des dynamiques semblables pour apporter une contribution à la campagne. Par ailleurs, beaucoup de groupes locaux se sont mobilisés dans le cadre de la journée mondiale du refus de la misère, le 17 octobre 2011, sur le thème de la réussite scolaire. Enfin, les responsables de la campagne-école ont demandé aux universités populaires locales d'apporter leur contribution. Il s'agit de la principale source de mobilisation et de réflexion des acteurs affaiblis dans la campagne-école.

Début 2010, un « dispositif délibératif de la différence » a été créé afin d'apporter une contribution spécifique pour la campagne-école. En effet, le réseau du croisement des savoirs a été mandaté par la délégation nationale d'ATD Quart Monde pour confronter le savoir des acteurs affaiblis avec celui des enseignants et de parents dits solidaires sur trois week-ends de séminaire. Les participants sont principalement des membres de l'association. En particulier, quelques membres du comité de pilotage participent au dispositif. La méthodologie de la coformation a été adaptée afin de produire un texte coécrit rassemblant des propositions politiques concrètes à partir du croisement des trois groupes de pairs (enseignants alliés d'ATD, militants quart monde et « parents solidaires »). Ce dispositif que l'on appellera « coformation sur l'école » est un véritable mini-public délibératif puisque des revendications concrètes en sont issues. Un processus de confrontation des cadres d'interprétation et de transformation des opinions entre les groupes de pairs a favorisé la constitution d'une alliance dans un public intermédiaire prêt à défendre un point de vue collectif dans la séquence participative et dans l'arène interorganisationnelle. Au-delà de la production de propositions, le dispositif a permis à certains responsables de la campagne de se confronter au savoir infrapolitique des militants quart monde dans un processus de *disempowerment*. Les acteurs affaiblis, quant à eux, se sont renforcés dans un processus d'*empowerment*, ce qui a facilité leur participation à la séquence participative.

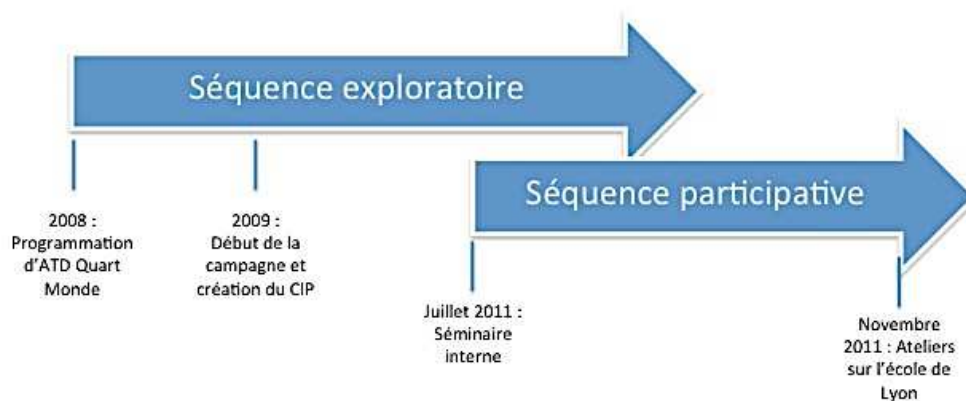


Figure 19 : Les premières séquences de la campagne-école

La séquence exploratoire de la campagne se déroule en 2010 et permet de se questionner sur un problème public préexistant en confrontant les positions politiques de différentes organisations syndicales et associatives et en intégrant le savoir infrapolitique des acteurs affaiblis par une activité praxéologique interne. L'enquête sociale lancée par ATD Quart Monde a pour but de mobiliser l'ensemble du mouvement sur le thème de l'école afin de produire des documents de synthèse qui seront étudiés par les espaces de décision (le comité de pilotage et le comité interpartenarial). Au-delà de l'apport d'éléments de réflexion, cette séquence exploratoire est aussi une séquence de préparation pour les militants quart monde à la séquence participative.

1.4. La séquence participative

La séquence participative débute en juillet 2011 au sein d'ATD Quart Monde avec l'organisation d'un séminaire interne d'une semaine. Dans une première étape de trois jours, une cinquantaine de militants quart monde représentants des différentes universités populaires de toute la France ont construit des propositions communes. Par la mise en débat entre militants quart monde, le séminaire de juillet 2011 (ci-après « séminaire de juillet ») enclenche un processus participatif à partir des universités populaires, ce qui invite à nuancer les analyses de la deuxième partie caractérisant le dispositif comme une enclave participative. Ce séminaire constitue ainsi un contre-public dans le sens de Nancy Fraser (2003) puisque les militants quart monde peuvent construire leurs opinions dans une enclave relativement homogène socialement dans un processus stratégique d'alignement des cadres en vue de le publiciser à un public plus large.

Clémence : « Dans le séminaire, c'est un peu comme le croisement des savoirs, on a croisé nos savoirs entre militants. On a travaillé les propositions, il fallait en garder au moins une pour les mettre dans l'ordre. Ce n'était pas évident de choisir quelle proposition passera en premier. On choisit ça avec le groupe. Il fallait faire des priorités. On avait sept propositions et on voulait toutes les mettre en premier, ce n'était pas évident, mais on a réussi. » (Entretien, militante quart monde, 13 mars 2016)

La comparaison avec le croisement des savoirs est intéressante, car elle suggère un processus conflictuel entre membres du mouvement. Par ailleurs, ce discours montre que le séminaire de juillet constitue un espace d'intégration des militants quart monde à l'activité stratégique de la campagne puisqu'il s'agit de prioriser les revendications à présenter aux représentants des organisations partenaires.

Le séminaire de juillet se poursuit dans une seconde étape de trois jours dédiée à la confrontation des points de vue entre les différentes sources de réflexion internes du mouvement. Ainsi, le processus d'alignement des cadres stratégiques se poursuit par un élargissement du public, même si celui-ci reste pour l'instant toujours interne à ATD Quart Monde. Les représentants des universités populaires publicisent leurs points de vue auprès des autres composantes de l'association qui intègrent également quelques militants quart monde

(les projets pilotes, le dispositif délibératif du croisement des savoirs sur l'école et les membres du comité de pilotage).

Florent : « Si nos revendications passent à un moment donné, c'est parce qu'elles tiennent compte à la fois de ce qui est possible pour les enseignants et de ce qui est possible pour les parents pauvres. Ce n'est pas seulement les pauvres qui réclament quelque chose, c'est déjà une confrontation des points de vue. Il y a une négociation entre des gens qui veulent que les choses bougent. [...]. Chaque composante du mouvement avait des préconisations, mais il fallait les harmoniser. » (Entretien, ancien délégué national, 18 mars 2016)

Cet extrait montre que le séminaire de juillet a été construit stratégiquement par les responsables d'ATD Quart Monde afin de susciter un phasage entre ses membres. Pour dépasser la limite de l'enclave de l'université populaire qui repose sur un évitement du conflit, le séminaire de juillet visait la confrontation des points de vue des militants quart monde avec ceux des militants alliés. Le processus de coconstruction débute ainsi avec l'élaboration des sources de réflexion qui ont été débattues dans les espaces de décisions (comité de pilotage et comité interpartenarial). Il se poursuit au sein du séminaire de juillet dans lequel les membres d'ATD Quart Monde s'alignent autour de propositions communes. Celles-ci font encore une fois l'objet de modifications dans les espaces de décision.

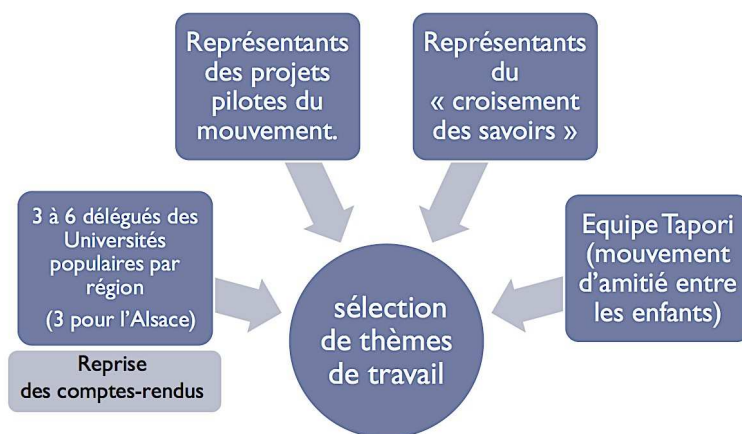


Figure 20 : Schéma du séminaire de juillet 2011¹

La campagne-école met en œuvre un processus de cadrage processuel par l'élargissement progressif du public actif. Le cadrage interne a permis de créer du sens commun entre les membres d'ATD Quart Monde et de se préparer à présenter des réflexions collectives à un public extérieur à l'association.

Pour cela, deux mois après le séminaire de juillet, en novembre 2011, sont organisés les « ateliers sur l'école de Lyon » (que l'on appellera également « colloque de novembre ») réunissant environ quatre cents personnes. Parmi elles, une quarantaine de militants quart monde et une quinzaine de militants alliés ont participé au séminaire interne de juillet. L'élargissement du public s'est effectué à la fois en interne à ATD Quart Monde et en externe en conviant des militants des différentes organisations partenaires. Une méthodologie

¹ Source : archive, extrait d'un power point d'ATD Alsace.

participative et délibérative, inspirée du croisement des savoirs, a été confectionnée pour l'occasion. Le colloque de novembre est organisé en différents ateliers thématiques. Chacun d'entre eux est constitué d'un chercheur et de quatre groupes de pairs : les militants quart monde, les « parents solidaires », les enseignants et les autres professionnels de l'école ou acteurs associatifs. Un atelier est donc un espace délibératif de la différence où chaque participant a une parole située par rapport un groupe social ou professionnel.

Ophélie : « *Les gens pensent parfois que le travail en groupe de pairs c'est de mettre les gens dans des petites cases, voire de les stigmatiser. À Lyon, on a pris le temps d'expliquer. L'objectif est de savoir quel type de connaissance on peut apporter dans le travail commun. Il s'agit de travailler collectivement avec des gens qui apportent une connaissance qui est du même ordre et qui vont avoir aussi le même type de responsabilité dans la suite.* » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, volontaire permanente, responsable pédagogique des ateliers, 2012)

Ophélie a animé un des ateliers et explique que des enseignants ont pris la décision de rejoindre le groupe des « parents solidaires », car il manquait des participants et qu'ils ne voulaient pas que ce point de vue soit absent. Lorsque l'affiliation à un groupe social et professionnel est volontaire, elle permet de s'assurer que les différences sont reconnues positivement et que tous les points de vue sont représentés. Comme en coformation, un processus de confrontation et d'alignement des cadres s'effectue ensuite dans une alternance entre des temps en groupe de pairs et des temps en groupe mixte. Par comparaison avec le dispositif étudié dans le chapitre précédent, les ateliers de Lyon disposent d'un temps de travail plus court pour des objectifs plus ambitieux puisqu'ils doivent déboucher sur un texte de réflexion commun.

Ensuite, des temps de plénières rassemblent tous les ateliers, ce qui donne un caractère participatif à l'événement. Le colloque de novembre constitue donc un dispositif hybride entre des temps de délibération en petit groupe et des temps de participation en grand groupe. Dans la mesure où le dispositif s'inscrit dans un processus de construction avec un public large, une dimension consultative se retrouve également dans les objectifs des ateliers sur l'école de Lyon. En effet, les différents groupes thématiques travaillent à partir d'une synthèse de propositions qui ont été construites dans les allers-retours entre les réflexions des membres d'ATD Quart Monde et les décisions du comité interpartenarial. Par ailleurs, les résultats du colloque de novembre seront encore une fois discutés au sein du CIP qui prendra les décisions finales.

Ophélie : « *Au départ, l'idée initiale était de repartir de zéro. J'ai plaidé fortement pour qu'on ne s'y prenne pas comme ça, parce que c'était mettre à la poubelle objectivement tout le travail qui avait été fait [...]. De deux choses l'une : ou bien tu es démagogique, tu fais semblant que les gens ont quelque chose à dire et que tu vas partir d'eux alors qu'en réalité tu ne t'en occupes pas parce que tu as déjà fait ton travail avant ; ou bien tu les prends au sérieux et tu jettes tout le travail d'avant.* » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, volontaire permanente, responsable pédagogique des ateliers de Lyon, 2012)

La coconstruction des revendications de la campagne-école est processuelle. Les propositions sont élaborées par amendements successifs dans différents espaces agonistiques, participatifs et délibératifs. Comme l'indique l'une des déléguées nationales de l'époque, l'objectif du colloque de novembre n'est d'ailleurs pas tant de participer à la coconstruction des revendications que de publiciser des résultats en évaluant leur réception à un plus grand public.

Candice : « J'ai l'impression que les propositions n'ont pas énormément changée [dans les ateliers de Lyon], elles ont été un peu amendées, un peu complétées, mais on ne pouvait pas les changer complètement, ce n'était pas la règle du jeu. [...] On était à l'aboutissement d'un travail, donc on le finalisait, on le peaufinait, mais on ne le remettait pas en cause. Il avait été suffisamment validé par des gens différents pour qu'on soit sûrs de notre coup. [...] Pour moi, la coconstruction ne s'est pas faite ici, mais avant. [...] C'était une rencontre de travail, d'appropriation et de publication, c'est-à-dire de rendre public. [...] On en a beaucoup parlé après en s'appuyant dessus, en disant : "Cela a eu lieu". » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, ancienne déléguée nationale, 2012)

Si la presse était absente, un certain nombre de personnalités publiques ont été conviées à l'introduction ou à la restitution des ateliers de Lyon comme le président du conseil régional de Rhône-Alpes, Jean-Jacques Queyranne, son vice-président et chercheur en science de l'éducation, Philippe Meirieu, le président de la section éducation du CESE, Philippe Da Costa, le membre du CESE rapporteur d'un rapport sur les inégalités scolaires, Xavier Nau, l'adjoint au maire de Lyon chargé de l'éducation, Yves Fournel, et l'inspecteur de l'académie de Lyon, Jean Louis Baglan. De plus, les responsables des organisations partenaires, membres du comité interpartenarial, ont participé à l'ensemble du colloque de novembre. L'introduction de l'événement a permis de publiciser les sources de réflexion de la campagne puisque chaque projet d'ATD Quart Monde a disposé d'un temps de parole en plénière. La restitution du dernier jour constitue un second temps de publicisation des propositions politiques puisque chaque atelier a pu mettre en avant leurs points de vue collectifs sur ces dernières.

La méthodologie employée dans le colloque de novembre constitue également une démonstration politique de certaines revendications de la campagne, à savoir la valorisation de la pédagogie de la coopération et l'affirmation du « tous capables ». La citation ci-dessous est représentative d'un discours largement partagé par les acteurs.

Pauline : « J'étais satisfaite qu'on puisse montrer politiquement que des choses comme celles-ci sont possibles. Quand on nous dit qu'il n'y a rien à faire, qu'on ne peut rien changer et que les parents du quart monde sont démissionnaires, c'est important de faire la démonstration que l'on peut coconstruire à égalité. [...] S'il n'y avait pas eu de contenu, cette méthodologie n'aurait pas été pertinente. [...] La méthodologie mettait en acte cette idée même que tout le monde est capable de réfléchir ensemble. La méthodologie est en elle-même un acte politique donc on ne dissocie pas les deux. » (Entretien, partenaire, responsable du GFEN, 14 mars 2016)

Les ateliers sur l'école de Lyon constituent donc principalement un espace de publicisation des revendications. Celles-ci ont été coproduites à partir d'une enquête sociale qui se situe en

amont de cet espace participatif, à travers la séquence exploratoire et praxéologique, mais aussi au sein du séminaire de juillet 2011. De son côté, le colloque de novembre a permis d'évaluer la réception des propositions initiales afin de les affiner sur le fond à partir d'un élargissement du public actif. Mais, il s'agissait surtout de démontrer sur la forme la possibilité de mettre œuvre une pédagogie coopérative avec des acteurs affaiblis. Cependant, Pauline, la représentante du GFEN, affirme que le symbole de coconstruction est efficace qu'à partir du moment où elle produit du « contenu ». On va ainsi analyser l'ensemble de l'ingénierie de la campagne-école au regard du pouvoir d'influence des acteurs affaiblis. Il s'agit de confronter les pratiques méthodologiques des entrepreneurs d'ATD Quart Monde à leurs propres ambitions.

2 — L'influence d'un public affaibli dans la coproduction d'une enquête sociale

Selon Alice Mazeaud, Marie-Hélène Sa Vilas Boas et Guy-El-Karim Berthomé (2012), l'approche séquentielle que l'on a adoptée jusqu'ici n'est pas adaptée à l'étude des effets de la participation. C'est la focalisation sur le design et ses procédures qui est remise en cause de par la cécité qu'elle produit sur la complexité du processus décisionnel, celui-ci ne s'arrêtant pas aux frontières du dispositif. Si l'on est d'accord avec cette affirmation qui sera importante dans la section suivante, l'étude de la coformation d'ATD Quart Monde a montré que les interactions qui s'effectuent dans le cours des situations de délibération ont des effets sur les cadres d'interprétation des participants. Il se passe bien quelque chose au sein même du dispositif participatif. Il est difficile d'en évaluer les effets sur le long terme, mais il est tout de même possible d'émettre l'hypothèse que les opinions des acteurs forts d'une coformation ou de la campagne-école sont influencées par la confrontation avec des acteurs affaiblis. Inversement, les acteurs forts ont certainement des effets sur les acteurs affaiblis, ce qui sera analysé dans le chapitre suivant. Une double transformation est ainsi à l'œuvre dans les interactions d'un public intermédiaire qui confronte des mondes éloignés (Carrel, 2013).

On va se focaliser sur le pouvoir d'influence des acteurs affaiblis en termes d'effets de transformation des opinions et des interprétations des acteurs forts, c'est-à-dire les effets d'apprentissage (Simard et al., 2006). Quelles sont les « armes » dont dispose un public affaibli pour se faire entendre d'un public fort dans un processus participatif et délibératif ?

2.1. Les effets transformateurs sur des acteurs forts par le phasage avec des acteurs affaiblis

Étant donné que la méthodologie employée par la campagne-école s'inspire du croisement des savoirs, l'enquête peut s'appuyer sur les résultats du chapitre précédent. En particulier, les effets que les militants quart monde produisent sur les professionnels dans le dispositif de la coformation permettent d'illustrer leur capacité d'influence dans les processus de confrontation et d'alignement des cadres d'interprétation. On a montré que les professionnels sont absorbés dans un processus de *disempowerment* et d'obligation d'engagement qui suscite une volonté de transformation sociale ou tout du moins de leur institution. Ce processus est favorisé par la confrontation avec le groupe social des militants quart monde. Par la légitimité, l'émotion et la gravité de leur prise de parole liée à leur vécu, les professionnels se sentent en obligation de répondre. La méthodologie, quant à elle, permet de détourner la raison délibérative de la différence et d'encourager les professionnels à exprimer leur point de vue. Par l'influence des militants quart monde, ils opèrent alors des recadrages dans leurs positions. L'analyse microsociologique de situation du chapitre précédent peut être complétée par l'analyse de discours des acteurs forts afin de préciser les effets que produit l'interaction avec des acteurs affaiblis.

Dans les dispositifs délibératifs de la différence, les participants qui font partie de groupes sociaux favorisés doivent abandonner certains de leurs privilèges en réponse aux revendications des « groupes marginalisés ». Melissa Williams (2002) se questionne d'ailleurs sur le caractère utopique de la politique délibérative de la différence dans la mesure où elle s'appuie sur « des présupposés héroïques au sujet des participants » (Phillips, 1995, p. 25-26). Williams développe alors les motivations possibles des « puissants » à écouter les plus « faibles » avec empathie : le désir d'être juste, la nécessité de justifier sa position (en tant que croyance ou statut social) face à des personnes qui en pâtissent et le besoin d'abaisser les coûts liés aux conflits qui peuvent naître des inégalités sociales¹. Dans le cadre de la coformation, les professionnels sont des acteurs forts qui sont absorbés dans un processus d'engagement en situation (Goffman, 1991) qui les contraint à prendre position en se justifiant face à l'expression des acteurs affaiblis sur les injustices qu'ils subissent². Dans le cadre de la campagne-école, les participants sont des militants alliés d'ATD Quart Monde qui sont déjà convaincus par la méthodologie et engagés dans la lutte contre la pauvreté ainsi que des professionnels du milieu scolaire qui se sont inscrits dans les ateliers sur l'école de Lyon dans une optique de lutte contre les inégalités scolaires. Ce faisant, le processus participatif s'appuie sur la motivation du « désir d'être juste » d'acteurs forts engagés dans la lutte contre la pauvreté. On va explorer les effets transformateurs de ces derniers.

¹ Selon Williams, les grandes avancées dans l'inclusion des groupes marginalisés sont souvent issues d'une incapacité à pouvoir justifier le *statu quo* et d'une mobilisation des « opprimés » qui élèvent les coûts de la non-résolution des conflits.

² Pour les effets de la coformation sur les acteurs forts, se référer à l'ouvrage dirigé par Claude Ferrand (2008).

Tout d'abord, en adoptant le style de l'« expert quart monde », les acteurs affaiblis ont une influence sur les interprétations des acteurs forts sur leur conception de la pauvreté, notamment par la déconstruction de certains *a priori*.

Emma : « *Il y a beaucoup de préjugés sur les gens du quart monde. Dans [la coformation-école] ils avaient beaucoup de choses à dire ! [...] C'est la découverte de toutes ces personnes, avec leurs richesses. [...] Échanger avec eux permet de casser les préjugés.* » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, parent solidaire, participante à la coformation-école, 2012)

Même si les militants alliés sont déjà convaincus que les acteurs affaiblis sont capables de s'émanciper pour exprimer un point de vue à partir de leur savoir infrapolitique et de s'engager comme acteur de transformation sociale, la participation à un dispositif délibératif de la différence incarne cette croyance dans la réalité des interactions.

Annie : « *J'ai découvert la peur qu'ils avaient pour certains de reproduire leurs difficultés par rapport à l'école et surtout j'ai été épatée par leur envie que ça marche. Leur volonté est très forte. [...] On ne le dit pas assez et on ne s'en rend pas assez compte. [...] Il y a des gens que je ne pensais pas capables de faire des choses et qui finalement étaient capables. Il ne faut pas mettre des étiquettes. Même avec la meilleure volonté du monde, on a vraiment l'impression que des gens ne vont pas y arriver et en fait si.* » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, parent solidaire, participante à la coformation-école, 2012)

L'analyse de discours des participants à la coformation-école montre que ce dispositif a construit un public intermédiaire d'interaction entre des mondes éloignés. Les quelques données à disposition sur les parcours d'engagement des militants alliés en question suggèrent que peu d'entre eux avaient l'habitude de travailler avec des militants quart monde. La coformation-école constitue pour la plupart une première expérience d'interactions délibératives avec des acteurs affaiblis. Ainsi, bien qu'ils soient déjà engagés dans la lutte contre la pauvreté, ces acteurs forts ont des effets transformateurs conséquents.

Sylvain : « *Ce qui m'a le plus intéressé [ce sont] toutes ces constructions, tous ces moments de partage avec les autres, avec les familles militantes, avec les enseignants. Ce sont ces moments de compréhension de situations que je ne connaissais pas forcément et qui ne sont pas les miennes. Ces situations vécues me permettent de mesurer toute la difficulté de ces familles de s'intégrer dans l'école et aussi de voir la distance qu'il peut y avoir entre elles et l'école.* » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, parent solidaire, participant à la coformation-école, 2012)

Même si l'ensemble des participants étaient des membres d'ATD Quart Monde, la coformation-école a confronté trois mondes distincts, celui des acteurs affaiblis parents d'élève, celui des acteurs forts enseignants et celui des acteurs forts « parents solidaires ». L'analyse de discours confirme que des conflits de cadres d'interprétation ont eu lieu entre les trois groupes d'acteurs. En particulier, les deux groupes d'acteurs forts, enseignants et parents d'élèves, ont vécu des situations d'incompréhension malgré une appartenance à des catégories

sociales proches. Il en est de même avec les parents d'élève entre acteurs affaiblis et acteurs forts. En tant que parents, leur position dans l'école est théoriquement équivalente, ce que la coformation-école a précisément remis en question.

Carole : « *Ils [les militants quart monde] n'arrivaient pas à comprendre ce qu'on disait [les "parents solidaires"] et surtout je crois qu'ils ont été très choqués qu'on ne fasse pas front avec eux contre les professeurs parce qu'on n'avait pas du tout le même point de vue sur l'école. On ne voyait pas du tout les choses de la même façon [à propos des premiers jours de la coformation] [...]. [Le dernier jour de la coformation], j'étais avec une militante, on avait le même sujet, mais on devait travailler séparément, donc on a travaillé chacun dans notre coin, on est revenu, on avait exactement le même texte. En fait, on avait sélectionné exactement les mêmes choses. On était partis de quelque chose où on était en confrontation, on n'était pas d'accord et on avait du mal à se faire comprendre, pour avoir à la fin un document qui était parfaitement identique.* » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, parent solidaire, participante à la coformation-école, 2012)

Ce discours montre qu'un processus d'alignement des cadres s'est effectué dans la coformation-école. Celui-ci a débouché sur la co-écriture d'un texte avec deux revendications et un argumentaire dans lequel les militants quart monde ont eu une influence importante. Le document en question qui a été écrit à partir d'un consensus¹ entre les trois groupes d'acteurs et d'un processus délibératif de la différence fait partie des sources de réflexion qui ont alimenté le processus de prise décisionnel de la campagne².

Carole revient sur sa participation à la coformation-école : « Cela m'avait vraiment intéressée. J'avais vraiment envie de le porter et que cela aille plus loin et que cela ne reste pas dans un tiroir. » (Entretien réalisé par d'ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne, parent solidaire, 2012). La coformation-école semble donc avoir eu des effets transformateurs sur ses participants en termes d'engagement. Dans l'enquête, les participants à ce dispositif présentent cette expérience comme étant la plus importante de la campagne. Parmi les acteurs affaiblis, les participants à la coformation-école sont ceux qui affirment le plus clairement avoir été « co-acteurs »³ de l'enquête sociale. Parmi les acteurs forts, les participants à la coformation-école sont ceux qui affirment avoir été influencés le plus fortement par les militants quart monde. En particulier, certains participants étaient des membres du comité pilotage de la campagne-école. Ils ont pu défendre les revendications coconstruites avec des citoyens marginalisés dans cet espace interne de prises de décision. Quelques acteurs affaiblis ont de la sorte exercé un pouvoir d'influence important à partir d'un dispositif délibératif de la différence. Le texte de la coformation-école est d'ailleurs en partie à l'origine des ébauches proposées au séminaire de juillet. Dans cet espace d'alignement des cadres stratégiques, le pouvoir d'influence des acteurs affaiblis s'est élargi dans un processus participatif.

¹ Selon les acteurs, le consensus n'était pas apparent, mais au contraire total et vérifié systématiquement.

² On reviendra dans la section suivante sur le processus décisionnel de la campagne et sur l'incorporation des propositions de la coformation-école.

³ Terme utilisé dans une question de l'évaluation interne de la campagne-école.

Un objectif du séminaire de juillet 2011 est de mobiliser des militants quart monde et de les préparer pour qu'ils participent aux ateliers sur l'école de Lyon. La participation des acteurs affaiblis au sein de la campagne-école se réalise ainsi en plusieurs étapes. À l'instar de la coformation, la campagne-école a mis en œuvre un ensemble d'artefacts d'égalité pour permettre aux militants quart monde de « prendre de l'avance » sur les autres acteurs. Au-delà des compétences de la figure de l'« expert quart monde » et de la confiance en soi acquises au sein de l'université populaire, le thème de l'école y a été développé plusieurs fois donnant une avance argumentative. Comme dans la coformation, les points de vue des acteurs affaiblis publicisés dans les ateliers de Lyon sont le résultat d'un processus de construction en amont.

Simon : « De toute façon on ne peut pas entrer dans une machine comme les ateliers de Lyon sans avoir travaillé un minimum avant. [...] Si je n'ai pas préparé avant, si je ne sais pas pourquoi j'y vais ça ne sert à rien. Le fait d'avoir préparé dans les groupes, d'avoir fait l'UP, ça nous a mis en condition. [...] Il y a des choses qu'on a dites spontanément, mais il y a des choses qu'on avait déjà réfléchies. » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, militant quart monde, 2012)

L'université populaire a permis de construire une réflexion individuelle sans interférence. Celle-ci a ensuite été confrontée avec la pensée des autres militants quart monde dans la première partie du séminaire de juillet, construisant une réflexion collective des acteurs affaiblis. Puis cette dernière se confronte avec l'opinion des militants alliés dans la seconde partie du séminaire de juillet. Stratégiquement, il s'agit pour les entrepreneurs de la campagne de susciter un processus d'alignement des cadres entre les différentes composantes d'ATD Quart Monde. En particulier, le point de vue des militants quart monde ancré sur leur savoir infrapolitique doit être confronté à l'expertise professionnelle des militants alliés enseignants et à une autre forme d'expertise profane, celle des « parents solidaires ». L'objectif est de favoriser un phasage entre les différentes expertises associatives des membres qui s'appuient sur les universités populaires, la coformation-école, les projets pilotes ou d'autres expériences.

Florent : « Je me suis battu pour que les universités populaires ne croient pas que leurs propositions soient directement utilisables. [...] Le séminaire de juillet était un espace de confrontation. Un moment très important est arrivé lorsqu'une déléguée d'une université populaire disait haut et fort : "Nous on veut plus de classes spéciales pour enfants handicapés. C'est ça qu'il faut demander aux syndicats". [Un enseignant du secrétariat-école] a confronté cette dame en lui demandant pourquoi elle demandait ça. Elle répond que dans les classes spécialisées, les enfants ont de bonnes notes. Ils sont valorisés et on fait attention à eux. L'enseignant lui rétorque : "Et si ça se passait de cette manière dans toutes les classes, qu'est-ce que vous en pensez ?". La personne lui répond : "Oui, mais c'est impossible". Il dit : "Je ne demande pas si c'est possible, mais si ça se passait comme ça, ça vous conviendrait ?" Finalement, elle lui dit qu'elle est d'accord. Il a réussi à transformer une revendication. En sortant de l'université populaire, les gens sont remontés, ils sont fiers de leurs propositions et les enseignants ont osé les confronter. » (Entretien, ancien délégué national, 18 mars 2016)

Si la campagne-école vise à reconstituer un problème public en intégrant le savoir infrapolitique des acteurs affaiblis, cet extrait montre que les militants quart monde doivent

prendre en compte le point de vue des autres acteurs. Le processus de cadrage donne également aux militants quart monde une compréhension des stratégies de la campagne politique. Cependant, aucune position collective n'est imposée et le processus laisse place à la subjectivité de chacun. Les militants quart monde construisent progressivement leur point de vue en intégrant ou non la pensée d'autrui.

De la même manière, les quelques militants alliés d'ATD Quart Monde qui ont participé à ce séminaire ont dû opérer des recadrages. C'est particulièrement le cas des membres du comité de pilotage de la campagne.

Victor : « Sur ces trois jours, on a découvert comment les parents vivaient l'école à travers leur enfant, comment les parents se sentaient exclus ou pas de l'école. À la fin des trois jours, on a eu une plénière. [Avec un autre membre du comité de pilotage], on s'est mis devant les militants et on a dit : "Voilà les propositions qu'on veut amener aux ateliers pour l'école". Cela a été un choc parce que l'on s'est fait attaquer. Nos propositions étaient incompréhensibles. Ce n'était pas tellement les propositions qui étaient rejetées, mais c'était la manière de les dire. Le lendemain on a réécrit les propositions et on les a envoyées à tous les participants. Cela allait mieux. » (Entretien, militant allié, membre du comité de pilotage, 9 mars 2016)

Le séminaire de juillet constitue un dispositif participatif de cadrage collectif dans lequel les militants quart monde semblent avoir disposé d'une véritable influence. Comme l'indique l'extrait ci-dessus, le comité de pilotage avait déjà un certain nombre d'idées préconstruites. Le séminaire de juillet a alors permis de confronter ses dernières à l'avis des militants, ce qui a conduit à des modifications et certains ajouts.

Maxime : « Si on prend le cheminement, il y a d'abord les universités populaires. Ils ont construit des propositions ensuite ils se retrouvent au séminaire de juillet. Les délégués des universités populaires ont retravaillé là dessus. Ces mêmes militants vont se retrouver à Lyon. Il faut bien comprendre ce cheminement sinon on nous dit : "Vous avez écrit ce qu'ils disent à leur place". C'est toujours cette inquiétude. Notre brouillon de propositions qu'on avait proposé avec le comité de pilotage a été jeté à la poubelle et on a été obligé de tout réécrire. On avait cru entendre certaines choses, mais il y avait sûrement nos propres idées là dedans. » (Entretien, militant allié, membre du comité de pilotage, 12 mars 2016)

Ainsi, les membres du comité de pilotage ont été influencés par les militants quart monde dans le séminaire de juillet, mais aussi dans la coformation sur l'école, ce qui a eu des effets directs sur le contenu des propositions. Les membres du comité de pilotage sont des décideurs de la campagne-école. Étant donné que l'association se donne pour rôle de représenter le point de vue des « personnes en situation de pauvreté », l'influence des militants quart monde sur ses décideurs est souhaitée et suscitée. Cependant, les propositions sont retravaillées au sein du comité interpartenarial. Si deux porte-paroles d'ATD Quart Monde en sont membres pour s'assurer que le point de vue des militants quart monde est conservé, les autres décideurs représentent des organisations porteuses d'intérêts différents. Par rapport aux professionnels de la coformation qui sont absorbés dans un processus de *disempowerment* et les militants alliés qui sont engagés dans la lutte contre la pauvreté, les représentants des organisations partenaires sont un troisième type d'acteurs forts. Il est donc intéressant de poursuivre

l'analyse de l'influence des militants quart monde sur ces derniers qui ont le pouvoir de prendre les décisions finales de la campagne.

2.2. L'influence de l'« expert quart monde » sur les décideurs : une arme politique

Si les ateliers de Lyon n'ont pas conduit à de profondes transformations des revendications de la campagne, ils ont tout de même permis une publicisation de la parole des militants quart monde auprès d'un public élargi. En particulier, lors de la deuxième journée du colloque de novembre, un public intermédiaire délibératif de la différence a été construit pour confronter des mondes éloignés (enseignants, parents d'élèves solidaires, responsables associatifs et syndicaux, chercheurs et militants quart monde). La durée du travail collectif étant plus faible que dans la coformation sur l'école ou dans le séminaire de juillet, les effets sur les participants sont donc moins importants. Cependant, le comité interpartenarial a fonctionné sans la présence de citoyens marginalisés. Ainsi, les ateliers de Lyon ont été l'occasion pour les décideurs de la campagne-école, à savoir les responsables des différentes organisations partenaires, de se confronter au savoir infrapolitique des acteurs affaiblis.

Le colloque de novembre a mobilisé quatre-vingts militants quart monde sur les quatre cents participants. L'objectif de l'équipe d'organisation était de donner une place très importante aux acteurs affaiblis.

Victor : « *Il y avait une volonté que les parents militants ne soient pas en petit nombre. On voulait un gros noyau, parce qu'on voulait vraiment que le travail à Lyon ne puisse pas se passer d'eux. On ne voulait pas qu'il y ait un groupe qui dise qu'on travaille dans un coin, sans eux. Donc pour ça, il fallait qu'ils soient nombreux et qu'ils n'aient pas l'impression d'être isolés.* » (Entretien, militant allié, membre du comité de pilotage, 9 mars 2016)

L'animation avait pour mission de faciliter les prises de parole des militants quart monde dans les ateliers et de favoriser leur pouvoir d'influence sur les responsables des organisations partenaires de la campagne. S'il est possible de jouer sur « le désir d'être juste » des représentants associatifs et syndicaux, ce type d'acteurs sont porteurs d'intérêts organisationnels qui pour certains peuvent entrer en contradiction avec ceux d'ATD Quart Monde. De ce fait, les partenaires de la campagne sont plus résistants à entrer dans un processus de *disempowerment* et de recadrage que les professionnels d'une coformation qui participent, quant à eux, d'un point de vue individuel. La mobilisation en nombre des militants quart monde et le recours à une méthodologie inclusive inspirée du croisement des savoirs avaient pour objectif stratégique de favoriser de tels processus.

Victor : « *On a senti que le grand avantage des ateliers de Lyon, c'est qu'ils ont permis de déstabiliser les certitudes de nos partenaires.* » (Entretien, militant allié d'ATD Quart Monde, membre du comité de pilotage, 9 mars 2016)

Maxime : « *Est-ce qu'on les a piégés ? Je ne pense pas qu'il y ait eu une manipulation, ils sont grands. Mais lorsque tu participes à une rencontre comme celle-ci avec quatre cents personnes,*

dont quatre-vingts du quart monde, tu te dis que c'est formidable. Certains d'entre eux ont été bouleversés. » (Entretien, militant allié d'ATD Quart Monde, membre du comité de pilotage, 12 mars 2016)

Ces discours suggèrent que la parole des acteurs affaiblis a un pouvoir d'influence important sur les représentants associatifs et syndicaux au point d'être considérée comme un outil stratégique par les entrepreneurs de la campagne-école.

Un ancien président d'ATD Quart Monde France considère que l'expression des militants quart monde face à des décideurs constitue une « *arme politique* » (Entretien, 15 avril 2016). Plus précisément, l'analyse permet d'affirmer que c'est la figure collective de l'« expert quart monde » qui dispose d'un pouvoir d'influence important dans les ateliers de Lyon. Pris individuellement, tous les militants n'ont pas tous les compétences de l'« expert quart monde ». Cependant, collectivement, les quatre-vingts acteurs affaiblis qui ont participé aux ateliers sur l'école dessinent ce style de groupe. Cette figure théorique s'incarne alors dans les multiples prises de parole de militants quart monde.

Dans la campagne-école, si les propositions avaient déjà été préconstruites en intégrant le savoir infrapolitique des acteurs affaiblis, les ateliers de Lyon devaient renforcer leur légitimité. Les partenaires ont pu effectivement expérimenter par eux-mêmes les méthodes d'ATD Quart Monde visant l'expression de citoyens marginalisés. En se confrontant au monde éloigné de la pauvreté dans un public intermédiaire, les partenaires ont pu vérifier que les points de vue des militants quart monde étaient conformes à ce qu'il leur fût remonté par les porte-paroles d'ATD. Mais au-delà de ces effets de réassurance, les décideurs sont impressionnés par la figure de l'« expert quart monde ».

Noémie : « *Avec les collègues, on s'est demandé comment ATD fait pour obtenir de ces parents et de ces jeunes une parole que nous n'arrivons pas à obtenir, ou que nous n'arrivons plus à obtenir. C'était ça l'interrogation. Je ne pense pas qu'on ait appris grand-chose. On se doutait de tout ça, par contre on n'a pas cette relation de confiance avec les parents et avec ces élèves. Les relations sont soit violentes soit absentes.* » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, responsable SNES-FSU, 2012)

Ce discours suggère que le pouvoir d'influence des militants quart monde ne se situe pas dans le contenu de leur propos, mais dans le symbole qu'ils représentent. Les responsables associatifs et syndicaux ont effectivement déjà une connaissance importante sur les processus d'exclusion à l'école. Pour autant, il s'agit tout de même de la confirmation d'une connaissance théorique par l'expression des acteurs affaiblis qui subissent les inégalités en question. La responsable du SNES-FSU poursuit alors son raisonnement en évoquant l'esprit critique des militants quart monde et les problèmes de compréhension entre enseignants et parents d'élèves. Les ateliers sur l'école ont finalement permis de publiciser les souffrances des acteurs affaiblis. Si Noémie se « doutait des difficultés », elles ne les avaient jamais entendues de manière aussi construite et engagée par les personnes concernées.

Noémie : « *Je me souviens que dans l'atelier où j'étais, j'ai essayé de dire les choses clairement. J'étais en échec pédagogique total. Tout le monde a ri, personne n'a compris. Après la prise de parole, quelqu'un reformule derrière ce qu'on a dit. Un parent en difficulté a reformulé l'inverse de ce que j'ai dit et on a tous ri. C'était un malentendu entre enseignants et parents. On a dû avaler la pilule. C'était assez violent contre nous [...]. Le ressenti vis-à-vis des enseignants, avec toutes ces critiques et toutes ces remises en cause a été difficile à recevoir. En même temps, ça fait du bien de l'entendre et sur un certain nombre de points on se rend compte qu'on est d'accord avec les parents, mais que simplement on ne le dit pas avec les mêmes mots.* » (Entretien, partenaire, responsable SNES-FSU, 6 avril 2016)

Cet extrait confirme que les effets escomptés par ATD Quart Monde en matière de déstabilisation des partenaires sont atteints. Par ailleurs, Noémie utilise le récit d'un échange avec un acteur affaibli pour appuyer son argument, ce que l'on retrouve dans l'ensemble des entretiens avec les partenaires. Les décideurs incorporent l'opinion des citoyens marginalisés dans leur discours comme des exemples concrets des effets d'exclusion à l'école. Il y a donc bien une influence des militants quart monde sur les responsables de la campagne, ce que confirme le responsable d'une autre composante de la FSU :

Jean : « *L'émotion de la rencontre avec les jeunes, les familles, les militants d'ATD à Lyon a fait l'objet d'une appréciation unanime de la part de tous les membres du comité [interpartenarial]. [...] Ils ont été bouleversés d'entendre ce que l'école peut faire à ces familles. [...] Pour nous, c'était un grand coup dans l'estomac ! [...] Je voudrais citer [nom d'une militante quart monde] qui a retracé son parcours. Elle m'a expliqué ses difficultés, ses doutes, mais aussi m'a transmis son immense motivation pour faire partager ce qu'elle a vécu avec ATD et pour le poursuivre, sous une autre forme, dans le collège où se trouve son enfant.* » (Archive, texte écrit par le responsable du SNUipp-FSU, évaluation interne de la campagne-école, 2012)

Cet extrait permet de mettre en avant la dimension émotive qui constitue un registre de communication reconnu par les dispositifs délibératifs de la différence. Cette émotion transparait dans les prises de paroles des militants quart monde et peut absorber les partenaires dans un engagement pour lutter contre les exclusions. Cet effet est renforcé par l'incarnation de la pauvreté dans des personnes précises qui la subissent.

Héloïse : « *J'ai peur de parler en public et pourtant j'ai l'habitude. Je me souviens d'une maman qui est venue avec des témoignages de parents. Elle avait son papier. On avait dû l'aider un peu en amont, mais à un moment elle a lâché le papier et elle a parlé avec son cœur. C'était fort. Ou encore, Philippe Meirieu parlait. Il avait dix minutes comme tout le monde, mais il s'est lâché au niveau du vocabulaire. Les parents ont réagi. Ils lui ont demandé de parler français, et comme il dépassait son temps, il a été rappelé à l'ordre par l'assemblée des parents. Pour Philippe Meirieu, nous n'aurions jamais osé le faire.* » (Entretien, partenaire, responsable ICEM Freinet, 16 mars 2016)

Ce sont les capacités des militants quart monde à s'exprimer en public qui sont remarquées par la responsable du mouvement pédagogique ICEM Freinet. La militante qui a interpellé le vice-président de la région Rhône-Alpes et chercheur en science de l'éducation, Philippe Meirieu, revient aussi sur ce moment :

Clémence : « *Il y avait de beaux messieurs gradés et hauts placés. Je me suis même permis de faire taire un chercheur parce qu'il s'y croyait vraiment à parler avec ses élèves chercheurs. J'ai levé juste un papier [...], il m'a regardé, mais il continuait dans ses mots que l'on ne comprenait pas du tout. J'ai levé le ton, j'ai dit : "On ne comprend rien". Du coup, il y a eu un petit silence. [...] Je me suis permis de parler au nom de tout le monde.* » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, militante quart monde, 2012)

Ce type d'interventions participe à dessiner l'image collective de l'« expert quart monde » dans l'assemblée, capable d'interpeller une personnalité politique alors que les acteurs supposément forts n'auraient pas osé le faire. Il s'agit ici d'une intervention sur la forme, mais d'autres développent des réflexions critiques sur le fond des questions abordées. Certains décideurs peuvent entrer dans des opérations de recadrage comme dans les coformations. En particulier, les responsables des fédérations de parents d'élèves ne sont généralement pas habitués à se confronter au savoir infrapolitique des acteurs affaiblis. Les ateliers sur l'école ont eu des effets sur le long terme pour certains partenaires comme pour la responsable de l'APPEL :

Elsa : « On s'est retrouvé dans des groupes avec des parents éloignés de l'école et éloignés des fédérations de parents d'élève [...]. C'est un exercice difficile, on voudrait aller plus vite, plus loin, autrement. Cette discipline qu'impose ATD de partir des personnes qui sont au cœur de la problématique et non pas de ce que nous on pense est un véritable déplacement éthique et intellectuel. Après, je pense qu'on ne peut plus exercer son métier de la même façon. » (Entretien, partenaire, responsable de l'APEL, 14 avril 2016)

Les partenaires affirment également avoir été impressionnés par les méthodes employées par ATD Quart Monde. C'est par exemple le cas des responsables des mouvements pédagogiques qui ont pourtant de l'expérience en la matière :

Pauline : « Dans un groupe, une personne était en grande difficulté de lecture. Personne ne l'a aidée parce qu'on lui avait dit qu'elle allait y arriver toute seule. Elle a réussi. Elle est allée jusqu'au bout. C'était une prise de risque énorme de lire dans une salle devant beaucoup de gens qu'elle ne connaissait pas et qui n'étaient pas d'ATD. Ce dispositif qui est très puissant est aussi politique. C'est l'affirmation et la conviction intime que cette personne va y arriver de toute façon. » (Entretien, partenaire, responsable du GFEN, 14 mars 2016)

Les acteurs de l'éducation nouvelle défendent la notion du « tous capables », au moins depuis les années 1970, et expérimentent des outils pédagogiques pour mettre en œuvre cette conviction. Leur engouement sur la méthodologie d'ATD Quart Monde donne une légitimité supplémentaire au savoir-faire de l'association. En raison de leur expérience professionnelle et militante, ces acteurs sont particulièrement attentifs à la pédagogie employée lors des ateliers. Ce dispositif leur apparaît inédit et exceptionnel dans leur parcours. Les outils pédagogiques qu'ils expérimentent habituellement se font effectivement à une échelle beaucoup plus restreinte et le public est généralement moins affaibli.

L'influence des militants quart monde se mesure tout particulièrement à la création d'engagements parmi les responsables de la campagne-école. Pour clôturer le colloque de novembre, tous les partenaires devaient prendre la parole officiellement, c'est-à-dire en tant que représentants de leur organisation. Ces derniers ont fait état de leur volonté de poursuivre le travail et de produire des revendications communes, transformant ainsi un engagement personnel en un engagement de leur organisation. Alors que la coformation produit principalement un engagement limité au dispositif chez les professionnels, les ateliers de Lyon ont permis de créer un engagement sur le moyen terme (celui de la campagne-école) chez les responsables des différentes organisations :

Question : « Est ce que vous vous rappelez de la première réunion du comité après les ateliers et du ressenti global ? »

Pauline : « *C'était l'enthousiasme général. On a eu vraiment la conviction qu'on avait collectivement réalisé quelque chose d'assez exceptionnel dans le paysage grâce à ATD. C'était un événement politique fort partagé par tout le monde avec le bonheur d'y avoir participé en tant que personne.* » (Entretien, responsable GFEN, 14 mars 2016)

Ce constat est confirmé par l'ensemble des décideurs de la campagne-école. L'effet d'engagement du colloque de novembre se transforme en motivation collective à trouver des consensus entre les organisations associatives et syndicales. C'est ce que l'on va explorer en détail à travers l'analyse du processus décisionnel de la campagne-école.

Section II — La démocratisation de la démocratie par l'articulation pragmatique des modèles

Classiquement, la démocratie délibérative est définie en opposition à la démocratie agonistique¹. En particulier, le marchandage, la négociation et l'usage du pouvoir sont des pratiques qui ne sont pas censées intervenir dans le modèle habermassien. Un collectif de neuf théoriciens de la délibération propose cependant de renoncer à l'unicité du modèle délibératif en cherchant des complémentarités avec d'autres mécanismes démocratiques (Mansbridge et al., 2011).

« Notre régime idéal est divers et pluriel. Ses membres recherchent à la fois le bien commun et, reconnaissant que la diversité produit des conflits d'opinions et d'intérêts insolubles, ils autorisent à travers la délibération certains mécanismes démocratiques non délibératifs. » (Mansbridge et al., 2011, p. 48)

Les auteurs soulignent que le processus de délibération ne permet pas toujours de trouver un consensus plein et entier. Il peut alors constituer une étape servant à clarifier les conflits et à construire des préférences en vue d'un processus de décision non délibératif par la

¹ Revoir la Figure 16 : Traits distinctifs des modèles démocratiques, p.72

« négociation équitable entre adversaires coopératifs » par exemple. Le comité interpartenarial de la campagne-école met précisément en œuvre cette forme de négociation non délibérative entre des acteurs cherchant à coopérer, mais qui poursuivent des objectifs reposant sur des intérêts particuliers. Le processus décisionnel autorise ainsi le recours à un pouvoir coercitif tel que la menace.

« En pratique, le processus de négociation entre adversaires coopératifs est souvent intégré à la délibération, et n'en est pas seulement complémentaire. Souvent, la délibération structure une telle négociation, par exemple en éliminant des options, en définissant la situation ou, à un niveau plus macro, en sélectionnant les partenaires de négociation et en définissant les règles du jeu. Plus souvent encore, la délibération (par exemple lorsqu'elle argumente à partir de faits et de normes) est profondément enchevêtrée à une telle négociation (impliquant un pouvoir coercitif). » (Mansbridge et al., 2011, p. 60)

Dans cette section, on va reprendre la chronologie des événements de la campagne-école depuis le commencement en 2010, en se focalisant cette fois sur le processus décisionnel. Ce dernier vise la sélection de revendications collectives dans une arène interorganisationnelle. Les décisions sont prises dans un huis clos agonistique appelé comité interpartenarial et dans les coulisses du comité de pilotage. La section précédente a montré que les ateliers de Lyon ont eu un effet d'engagement créateur de volonté politique pour les décideurs de la campagne-école. Il s'agit alors de poursuivre l'analyse des effets de la participation en dépassant les frontières des dispositifs pour voir comment cette volonté politique se retranscrit dans les prises de décision de la campagne. Mais en suivant Alice Mazeaud et ses collègues (2012), on analysera les effets diffus de la participation sur un plus long terme, notamment les effets de transformation interne dans les organisations de la coalition interassociative. Même si toutes « les options formulées ne sont pas reprises dans le contenu des politiques publiques [et en l'occurrence, dans les revendications de la campagne], la mise en débat contribue à rendre discutable, à rouvrir des options, sur des enjeux [organisationnels] verrouillés » (Mazeaud, Boas et Berthomé, 2012, p. 13). À partir de la sociologie des mouvements sociaux (Chabanet et Giugni, 2010), on tentera d'examiner les effets de la campagne-école sur son processus de publicisation auprès des pouvoirs publics.

Suite à la phase d'émergence ou de coproduction d'une enquête sociale, le processus de publicisation de la campagne-école s'engage effectivement dans une phase de diffusion (Cefaï, 1996). Dans une recherche de légitimité, la publicisation comprend un ensemble d'activités (dénonciation, revendication, justification, etc.) ainsi que des procédures d'enquête, d'argumentation ou de critique. Il s'agit également d'attirer l'attention de l'opinion publique sur la problématique en question. Dans des jeux d'alliance, de concurrence et de conflit, le processus de publicisation tente d'articuler une « arène publique ». Lorsque cette dernière s'institutionnalise, une phase de stabilisation et de reconnaissance du problème public s'enclenche. Si l'étude de la campagne-école a permis de montrer l'influence des militants quart monde dans le processus participatif et délibératif, qu'en est-il dans le processus décisionnel et dans la phase de diffusion ?

La décision et la participation sont deux concepts en tension. Julien Talpin (2011) questionne même l'intérêt d'un dispositif délibératif qui ne déboucherait pas sur des effets politiques concrets, et cela, quels que soient les effets qu'il peut produire en termes de développement cognitif des participants par exemple. En l'absence de volonté politique et d'investissement de la part des commanditaires institutionnels, Marion Carrel affirme que les expérimentations de coproduction d'enquêtes sociales avec des acteurs affaiblis restent souvent « enfermées dans un bocal » (Carrel, 2013, p. 231). Pour favoriser des effets à plus long terme, cette auteure propose l'articulation des dispositifs participatifs avec les pratiques contestataires de l'espace des mouvements sociaux. En l'occurrence, la campagne-école offre un exemple d'ingénierie participative qui s'articule avec un processus décisionnel reposant sur la volonté politique des représentants associatifs et syndicaux. L'enquête sociale ne mène pas directement sur des incorporations législatives, mais sur des revendications qu'il s'agit de défendre à partir des répertoires d'action de l'espace des mouvements sociaux.

Mais se pose tout de même la question de la place des acteurs affaiblis dans ce processus de publicisation et dans les prises de décision de la campagne-école. Comme l'indique l'échelle de participation d'Arnstein (1969) qui différencie l'information, la consultation, l'implication et la délégation de pouvoir, il existe différents niveaux d'implication dans le processus de décision. Jusqu'où permet-on la participation des citoyens marginalisés ? Une fois les revendications coproduites dans une enquête sociale, peuvent-ils faire partie de la phase d'interpellation du législateur ?

1 — Les prises de décision d'une campagne participative dans un huis clos agonistique

La coproduction de l'enquête sociale par des méthodes participative et délibérative a permis aux participants d'exercer leur influence sur le contenu des revendications de la campagne-école. Il s'agit d'une étape de l'ingénierie de la campagne qui visait la clarification des options, des conflits et des préférences d'un ensemble d'acteurs concernés par le problème public. Les résultats de cette enquête sociale constituent ensuite la référence à partir de laquelle des représentants associatifs et syndicaux entendent faire consensus autour de revendications collectives. L'objectif est de produire un document officiel qui engage les différentes organisations partenaires, appelé « plateforme citoyenne pour la réussite de tous »¹ (ci-après plateforme citoyenne). Il s'agit d'un outil de diffusion auprès des pouvoirs publics notamment. Pour atteindre cet objectif, la campagne-école se dote d'un huis clos agonistique de « négociations équitables entre adversaires coopératifs » (Mansbridge et al., 2011) : le comité interpartenarial. Cinq porte-paroles d'ATD Quart Monde y siègent, l'un d'entre eux

¹ Ce document se trouve en Annexe 8 : Plateforme citoyenne « Quelle école pour quelle société ? Construire ensemble l'école de la réussite pour tous ! », p. 571.

est le médiateur politique (*policy broker*) de la coalition, deux défendent les intérêts organisationnels de l'association et deux membres du comité de pilotage sont en observation afin de relayer les informations en interne et conseiller les autres porte-paroles en coulisse. À partir de l'analyse des discours des représentants associatifs et syndicaux, on va appréhender le processus décisionnel de la campagne-école.

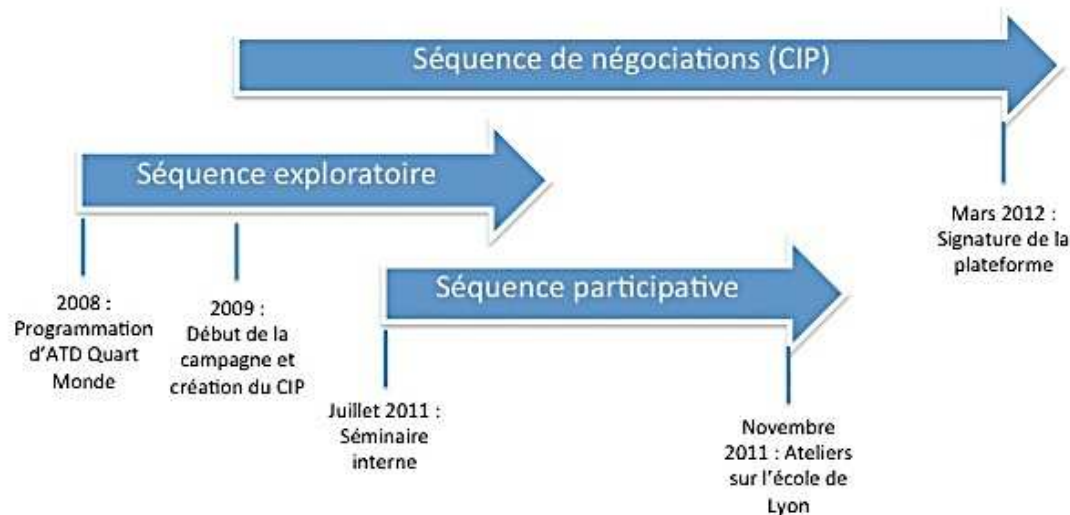


Figure 21 : La séquence de négociations

1.1. La place centrale d'ATD Quart Monde dans les décisions, entre médiation politique et porteurs d'intérêts

Les premières réunions du comité interpartenarial se déroulent dès la séquence exploratoire de la campagne entre fin 2009 et mi 2011. D'un côté, le comité de pilotage réalise un travail de synthèse à partir des différentes sources de réflexion internes (les projets pilotes, le croisement des savoirs sur l'école, les comptes-rendus d'universités populaires, les composantes enfances et jeunesse du mouvement et le secrétariat-école). De l'autre, le comité interpartenarial décide des thématiques à travailler dans la séquence participative à partir des éléments de synthèse proposés par les porte-paroles d'ATD Quart Monde. Le comité de pilotage élabore également des ébauches de revendications qui sont d'abord débattues au sein du CIP puis dans les espaces participatifs. Le processus décisionnel de la campagne-école repose donc sur la circulation d'un « brouillon » de propositions dans les différents espaces plus ou moins inclusifs à travers des modifications successives.

Édouard : « [Au sein du CIP], on a défini des pistes. Ces pistes étaient surtout apportées par ATD Quart Monde à travers le travail des universités populaires, de nos propres réseaux, etc. Sans prendre les décisions finales, on a vraiment discuté longuement pour éviter les mots qui auraient créé du désaccord. [...]. On a fait un travail très passionnant et précis. Il fallait sentir les moments où il fallait s'arrêter parce que si l'on allait trop loin dans le sens d'un des

partenaires, il y en avait trois autres qui abandonnaient [...]. On était vraiment dans la recherche d'un consensus.» (Entretien, ancien président d'ATD Quart Monde France, 15 avril 2016)

Ce discours dessine les contours du comité interpartenarial comme un huis clos agonistique dans lequel s'affrontent des intérêts organisationnels. Cet ancien président d'ATD Quart Monde est le médiateur politique de l'arène interorganisationnelle. Contrairement aux deux porte-paroles qui représentent les positions du mouvement dans le comité interpartenarial, Édouard reste neutre. Il n'intervient pas sur le fond des débats et s'assure que tous les membres du CIP puissent s'exprimer équitablement. Il est garant de la recherche de consensus. La volonté de conserver tous les partenaires dans la coalition suggère alors la possibilité d'exercer un pouvoir coercitif en menaçant d'« abandonner ». La recherche de consensus est entière dans la mesure où tous les membres du comité interpartenarial devront signer les propositions, engageant ainsi leurs organisations respectives. Le processus décisionnel repose sur des négociations entre adversaires coopératifs.

Candice : « Avec les syndicats d'enseignants, quand on signe, on pèse chaque mot. [...] C'était un travail intéressant qui n'allait pas dans notre logique à nous, mais il fallait respecter leur manière de procéder, c'est-à-dire qu'ils devaient refaire valider tout par le bureau exécutif. Tous les mots étaient forts et il s'agissait pour nous de savoir sur lesquels on était prêt à négocier, sur lesquels on n'était pas prêt à négocier. » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, ancienne déléguée nationale, 2012)

Ce discours est celui d'une représentante des intérêts organisationnels d'ATD Quart Monde. Avec Florent, un autre délégué d'ATD France, Candice a la responsabilité de porter la parole des militants quart monde et plus globalement des « personnes en situation de pauvreté ». Ces deux personnes se positionnent également comme les garants des résultats de l'enquête sociale en cours de réalisation. En effet, même si des membres d'autres organisations ont participé au processus participatif et délibératif, celui-ci reste tout de même un dispositif d'ATD Quart Monde. À partir de ces deux critères de représentation, les deux responsables d'ATD France s'investissent dans les négociations du processus agonistique du CIP, contrairement au médiateur politique qui conserve une neutralité. Celui-ci explicite son rôle :

Édouard : « Je n'intervenais pas au nom du mouvement ATD Quart Monde pour garder une liberté [de médiation], y compris lorsqu'il y avait des choses qui étaient dites par le mouvement qui posaient des difficultés. La limite de ça, c'est que je prenais le risque de me faire jeter soit par le mouvement qui se disait finalement il essaye trop de tirer vers un consensus soit par les autres. Cela n'a pas été le cas. Avant la négociation, il fallait d'abord qu'on apprenne à se comprendre et à travailler ensemble. [...] Tout le travail qui a été fait avec les familles très pauvres donnait beaucoup de poids à la démarche et à ce que pouvait dire ATD Quart Monde. C'était le principal appui dans les discussions. Au-delà des positions des uns et des autres, ce qui nous rassemblait c'était ce point de vue là [celui des "plus pauvres"]. » (Entretien, ancien président d'ATD Quart Monde, 15 avril 2016)

Si le médiateur politique affirme sa position de neutralité, il n'est pas anodin qu'il s'agisse d'un membre d'ATD Quart Monde. Comme le reconnaissent les autres membres du comité

interpartenarial, la campagne-école constitue une initiative d'ATD Quart Monde qui conserve une centralité tout au long du processus de décision. Les représentants de l'association de lutte contre les exclusions sont reconnus par les autres membres du CIP comme étant les arbitres des négociations qui doivent mener à des propositions concrètes en faveur des « personnes en situation de pauvreté ». Les partenaires travaillent à partir des documents proposés par le comité de pilotage en amenant leurs propres réflexions. L'influence d'ATD Quart Monde dans les négociations semble donc importante.

Question : « Vous avez une expérience dans la négociation ? »

Édouard : « *J'ai une expérience professionnelle, mais dans laquelle il y a des positions beaucoup plus antagoniques. En l'occurrence, j'ai négocié en tant que "patron" en face de syndicalistes, mais dans ce cas on ne se réunit pas pour travailler ensemble sur un sujet. Il y avait un conflit et d'une certaine manière le syndicat me convoquait ou c'est moi qui avais quelque chose à leur dire et je les convoquais. La démarche est différente. Cependant, ce que je savais et que d'autres dans le mouvement ATD Quart Monde ne savaient pas, c'est que lorsque l'on est dans une position de négociation, il y a toujours un rapport de force. [...] Je n'avais pas peur de passer par un moment de tension, il fallait l'accepter parce que si on ne l'accepte pas on va être en deçà de ce qu'on peut arriver à construire ensemble.* » (Entretien, ancien président d'ATD Quart Monde France, 15 avril 2016)

Les compétences professionnelles¹ du président d'ATD Quart Monde sont mises à profit dans la conduite des négociations au sein du comité interpartenarial. En particulier, celui-ci explique qu'il a dû faire pression sur les autres responsables d'ATD Quart Monde pour qu'ils acceptent le recours au rapport de force. Les porte-paroles de l'association au sein du CIP avaient une position plus prudente dans la mesure où ils souhaitaient éviter la défection des partenaires. En coulisse, le président d'ATD Quart Monde a donc encouragé ces collègues à entrer dans le rapport de force par le recours à la menace.

Maxime : « [Le délégué national d'ATD France] a dit que s'il n'y avait pas telle chose il ne signait pas parce qu'il était porteur de la pensée des plus pauvres et de ce qu'on avait élaboré ensemble. Tout le monde avait le droit de se fâcher et après c'était [au président d'ATD Quart Monde France] de faire le médiateur. Mais il fallait qu'on aille jusqu'au bout. » (Entretien, militant allié, membre du comité de pilotage, 12 mars 2016)

Les différentes organisations ont accepté de participer à la campagne précisément pour le sujet qui leur était proposé, l'inégalité scolaire, et pour la méthodologie employée qui part du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis. Les membres du CIP affirment que c'est cette position éthique qui a permis de dépasser les clivages et les effets de concurrence entre organisations.

Pauline : « *L'objectif était d'élaborer ce qui serait cette plateforme à venir, mais à partir du travail mené au sein d'ATD. Nous arrivions chacun avec nos conceptions, nos représentations et ce sur quoi il nous semblait nécessaire de travailler. [...] Quand j'ai amené [une proposition] dans le collectif, il m'a été répondu que c'était sûrement intéressant de mon point de vue, mais*

¹ Celui-ci a fait partie d'équipes de direction de plusieurs « grandes entreprises » françaises.

il n'était pas question de s'écarter des demandes des gens et c'était à partir de ce que les gens du quart monde disaient que nous allions travailler. [...] La contrainte libère. [...] Je pense que ce cadre a permis d'avoir un sujet commun qui n'était pas l'addition de tous nos sujets. C'était un sujet commun défini par la puissance des personnes concernées et c'est là dessus qu'on s'est mis au travail et c'est complètement libérateur. [...] Il fallait sortir des logiques de positionnement pour chercher quelque chose qui pourrait être un dénominateur commun, qui peut faire avancer chacun des partenaires à partir de l'idée que quelque chose est possible ici et maintenant. » (Entretien, partenaire, responsable du GFEN, 14 mars 2016)

Ce discours confirme que les porte-paroles d'ATD Quart Monde disposent d'un pouvoir central dans le processus décisionnel. Si ce dernier est agonistique, l'enquête sociale participative et délibérative constitue un outil coercitif pour les porte-paroles d'ATD Quart Monde dans la recherche de consensus entre partenaires coopératifs. En effet, les résultats de cette enquête servent à cadrer les débats et à exclure certaines propositions, ce qui dans le discours de la responsable de Pauline est à la fois source de frustration personnelle et de libération dans la recherche d'un consensus par rapport à des enjeux organisationnels verrouillés.

Le comité interpartenarial repose sur l'*advocacy*, c'est-à-dire sur des négociations entre représentants d'intérêts particuliers. Les membres du CIP mettent en avant les compétences de médiation d'ATD Quart Monde en affirmant qu'elles ont permis un processus équitable. En particulier, les plus petites organisations comme l'APEL évoquent leur satisfaction d'avoir été considérées au même titre que les organisations syndicales les plus influentes. Il y a donc une égalité de pouvoir dans le processus de marchandage, ce qui est reconnu par l'ensemble des partenaires. Ces derniers accordent une très grande confiance à ATD Quart Monde dans sa mission médiation, mais aussi dans sa mission de représentation de la parole des acteurs affaiblis. Cet aspect est important à prendre en compte dans l'analyse du processus de décision. La légitimité d'ATD Quart Monde étant reconnue par les membres du comité interpartenarial, celui-ci était plus enclin à coopérer dans les négociations en faveur de l'association. Cette légitimité repose en grande partie sur les méthodes participatives et délibératives d'ATD Quart Monde. Les ateliers sur l'école constituent alors une ultime vérification que les revendications de l'association reposent bien sur le savoir infrapolitique des acteurs affaiblis.

Héloïse : « On savait que ça repartait après chez les militants d'ATD. S'ils n'avaient pas été d'accord, ça ne serait pas passé, mais ça n'est pas arrivé parce qu'on travaillait déjà à partir de ce qu'ils pensaient. C'est eux qui ont rédigé, nous on a relu la plateforme. Même si on n'était pas d'accord sur le titre du mot réussite, on l'a gardé parce que c'était un mot qui plaisait aux parents [...]. Avec les militants, on s'est vus aux journées de Lyon. On aurait pu se voir plus, mais ce n'était pas facile. C'était le principe du groupe de pairs et c'était bien comme ça. [...] J'ai une bonne confiance envers ATD. Je les ai vus faire à Lyon donc j'imaginais bien comment ça se faisait en dehors. » (Entretien, partenaire, responsable d'ICEM Freinet, 16 mars 2016)

La centralité d'ATD Quart Monde se confirme également dans le processus de décision. Les personnes qui ont le rôle de tenir la plume dans l'écriture des revendications communes sont

deux militants alliés d'ATD Quart Monde qui sont membres du comité de pilotage de la campagne-école. Il s'agit de Victor et Maxime que l'on appellera les « porte-plume ». Ils assistent aux réunions du comité interpartenarial, mais n'ont pas le droit de s'exprimer. Ils observent et prennent des notes afin de constituer les ébauches de propositions qui seront ensuite mises à l'épreuve dans la séquence participative avec le séminaire de juillet et le colloque de novembre.

Victor : « *Nous [les deux porte-plume] étions présents dans les différents comités. On avait l'oreille ouverte et on captait tout ce qu'on entendait pour commencer à écrire des choses. Au fur et à mesure qu'on avançait, on voyait se dégager des pistes, des thèmes. [...] En octobre 2010, on commençait déjà à écrire des choses qui émergeaient de nos discussions diverses à partir de comptes-rendus d'universités populaires, etc. En octobre 2010, le croisement des savoirs [la coformation-école] est à peine débuté, et on commençait déjà à écrire. Quand sont arrivées les premières réunions du comité interpartenarial, on a commencé à partager [nos réflexions], en précisant qu'on ne pourrait formuler des propositions claires qu'après l'été 2011.* » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre de l'évaluation interne de la campagne-école, militant allié, porte-plume, 2012)

Si les décisions sont prises par le comité interpartenarial, les propositions sont amendées par de multiples opérations de cadrage ou de filtrage (Talpin, 2011), à travers des allers-retours entre des outils participatifs, délibératifs et agonistiques. En particulier, on a déjà évoqué l'influence des militants quart monde qui s'est exercée dans le séminaire de juillet à l'issue duquel les ébauches de propositions ont été remaniées.

Le comité interpartenarial s'inscrit donc parfaitement dans le modèle pragmatique proposé par le collectif de théoriciens de la délibération coordonné par Jane Mansbridge (Mansbridge et al., 2011). S'il s'agit d'une arène interorganisationnelle agonistique, les négociations s'appuient sur un processus participatif et délibératif dont les résultats constituent un cadre de référence coercitif dans les débats. Les techniques d'animation ne sont pas délibératives dans la mesure où elles autorisent un pouvoir coercitif. Cependant, les négociations s'effectuent entre adversaires coopératifs. Certes, les membres du CIP ne représentent pas les mêmes intérêts particuliers, mais ils acceptent de travailler à partir de la pensée des acteurs affaiblis et ils poursuivent un objectif commun de transformation sociale sur le sujet des inégalités scolaires. Si les règles de la coopération sont acceptées par les acteurs, la pratique du huis clos agonistique est-elle productrice de compromis ?

1.2. Le consensus et le conflit : les deux faces d'une même illusion

La campagne-école constitue une coalition qui entend articuler les objectifs de différentes organisations syndicales et associatives autour d'une cause, celle de la lutte contre les inégalités scolaires. Il s'agit d'un exemple concret de mise en application des préconisations de Chantal Mouffe (2016). La philosophe appelle à articuler les causes autour d'un projet de démocratisation radicale et plurielle dans un processus agonistique. « Un tel projet consiste à

établir une chaîne d'équivalence entre différentes luttes démocratiques afin de créer une articulation qui rende équivalentes les revendications des femmes, des noirs, des travailleurs, des gays et des autres » (Mouffe, 2010, p. 146). Cette notion d'« articulation » entre points de vue différents implique de reconnaître l'absence de liaisons automatiques *a priori* entre les causes et donc la nécessité d'efforts constants pour établir des « liens historiques, contingents et variables » et reconnaître les intérêts communs.

Si Chantal Mouffe affirme la nécessité des alliances, elle se focalise sur le caractère inévitable des dissensus. L'« illusion du consensus » peut alors être comprise comme une « impossibilité à faire consensus ». Or, son projet de démocratisation plurielle et radicale ne peut advenir qu'en trouvant des accords entre les acteurs qui la défendent et par l'élargissement de ce cercle restreint. Si le consensus universel est une illusion, les consensus partiels — qui peuvent toujours être remis en question — sont nécessaires. Dans cette optique, les penseurs de la démocratie délibérative peuvent précisément être mis à profit, d'autant plus que certains réussissent à sortir du cadre proposé par Habermas en valorisant le conflit et les passions (Blondiaux, 2008 ; Mansbridge et al., 2011 ; Young, 2000). En refusant de dialoguer avec le modèle de la démocratie délibérative et sans proposer d'alternative, la pensée de Chantal Mouffe prend une tournure élitiste, le processus de construction des valeurs politico-éthiques des révolutionnaires démocratiques étant l'apanage de quelques intellectuels. Le recours à la démocratie délibérative par les mouvements sociaux dans la construction d'alliances interassociatives peut répondre à cette limite, en particulier si elle s'appuie sur un critère d'inclusion¹ des acteurs affaiblis.

L'ingénierie pragmatique de la campagne-école donne un cadre empirique pour analyser l'articulation des causes à partir de la thèse selon laquelle le consensus et le conflit constituent les deux faces d'une même illusion, celle de l'idéalisation normative d'un seul modèle démocratique. Si la campagne-école a recours à des outils agonistiques comme la négociation, elle vise également le consensus entier dans une coalition large à partir d'un cadre de référence construit dans un processus participatif et délibératif. Ne disposant pas des comptes-rendus des réunions du comité interpartenarial, l'étude ne peut entrer dans les détails du jeu d'acteurs ayant eu lieu dans les négociations. Par défaut, l'analyse du discours des membres du CIP permet de questionner le processus de production de consensus ayant abouti à la signature de la plateforme².

Si les onze adversaires sont coopératifs, il n'en reste pas moins que des positions conflictuelles existent entre les acteurs. En particulier, la FSU et la CFDT sont deux syndicats qui sont en désaccord sur beaucoup de sujets. La responsable du SGEN-CFDT affirme alors que le processus décisionnel du comité interpartenarial est à l'origine d'une perte de radicalité des propositions. Pour cette partenaire, la cause se situe dans la volonté d'ATD Quart Monde

¹ La notion d'inclusion est également critiquée par Chantal Mouffe. Son cadre théorique s'appuie sur la notion gramscienne d'hégémonie qui implique des processus d'exclusion jugés inévitables.

² Le biais de l'analyse est qu'il s'agit d'une reconstruction *a posteriori* du jeu d'acteurs.

de conserver coûte que coûte tous les partenaires de l'alliance. Le discours d'Alix confirme la thèse de l'illusion du consensus de Chantal Mouffe qui affirme que l'articulation des causes nécessite l'exclusion de certaines organisations : « *ATD Quart Monde ne se rend pas compte qu'en voulant à tout prix travailler avec tous les syndicats, ils vont être obligés d'accepter des consensus mous. C'est un peu ce qui s'est passé [...], car ils ne voulaient pas se fâcher avec les autres organisations.* » (Entretien, partenaire, ancienne responsable du SGEN-CFDT, 16 mars 2016).

Certaines propositions n'ont pas fait l'objet de conflits au sein du comité interpartenarial et ont été adoptées facilement. Ce type de propositions est jugé consensuel par la responsable du SGEN-CFDT.

Alix : « *La certaine naïveté des représentants d'ATD Quart Monde nous a beaucoup facilité la tâche parce qu'ils réclamaient des choses dans les relations parents-école qui étaient tellement évidentes et qui pour certaines existaient déjà. C'était confortable pour les organisations syndicales. On ne pouvait pas entrer en conflit parce que c'était évident. Je me souviens par exemple qu'ils réclamaient une réunion obligatoire entre les parents et les enseignants, or c'est déjà obligatoire dans l'Éducation nationale depuis très longtemps. Pour ATD Quart Monde, c'était une obsession parce que les parents avec lesquels ils travaillent sont des parents qui ont des relations tellement compliquées avec l'école et ne savent pas qu'elles existent. [...] Il y avait la revendication d'un local réservé aux parents dans les écoles [espace parent]. Je pense qu'aucun des représentants syndicaux n'y croyait, mais ça ne dérangeait pas de le demander. ATD Quart Monde insistait beaucoup sur la revendication d'une pédagogie plus coopérative, où les enfants soient plus associés. Là aussi je pense que tout le monde était d'accord sur les grandes lignes dans les organisations syndicales. Après on n'est pas dans la classe quand les enseignants mettent en œuvre. Ce sont des revendications qui sont un peu consensuelles ou dans tous les cas ce n'était pas trop difficile de trouver des formulations consensuelles.* » (Entretien, partenaire, ancienne responsable du SGEN-CFDT, 16 mars 2016)

Toutefois, la proposition de la plateforme ne requiert pas seulement d'organiser des réunions entre parents et enseignants, mais que celles-ci soient orientées sur les réussites de l'élève et non sur les échecs. Il s'agissait effectivement d'une proposition des militants quart monde émise lors du séminaire de juillet. Ils estimaient que les parents étaient toujours convoqués par les enseignants pour aborder les difficultés de leurs enfants, ce qui renforcerait un sentiment de fatalité et une défection à ce type de réunions. La proposition sur les espaces parents, quant à elle, repose sur les expérimentations d'ATD Quart Monde à Maurepas et sur les réflexions du « croisement des savoirs sur l'école ». Alors que la responsable de la CFDT semble affirmer l'impossibilité de mise en œuvre de la proposition, il s'avère que de tels lieux existent dans certaines écoles, mais atteignent rarement les acteurs affaiblis. Ainsi, la proposition d'ATD Quart Monde est accompagnée d'un ensemble de conditions pour que les espaces parents puissent lutter efficacement contre les inégalités scolaires. Le projet de Maurepas s'appuie d'ailleurs sur l'expérimentation d'un espace parent qui met en œuvre ces conditions. On reviendra cependant sur cette revendication, car certains membres d'ATD

Quart Monde jugent effectivement qu'elle a fait l'objet de transformations importantes pour être intégrée dans la plateforme.

Par ailleurs, ce n'est pas parce que certaines propositions ont facilement fait consensus au sein du comité interpartenarial qu'elles font consensus dans l'opinion publique. En particulier, comme l'indiquent les analyses de François Dubet (2014) sur le « choix de l'inégalité » effectué par beaucoup de parents, l'idée de coopération à l'école ne fait pas l'unanimité. Par ailleurs, une proposition très critiquée par certains acteurs n'a pas été citée dans le discours de la responsable du SGEN-CFDT, à savoir l'encadrement des devoirs dans l'enceinte scolaire et l'interdiction des devoirs à la maison. Par exemple, la PEEP qui faisait partie du comité interpartenarial s'exprimait dans *La Croix* en septembre 2011 pour défendre les devoirs à la maison, car ils permettraient de « maintenir un lien entre l'école et les parents »¹. La responsable du GFEN revient, quant à elle, sur son opposition avec la FCPE qui aurait eu une position plus radicale de suppression totale des devoirs.

Pauline : « La FCPE était contre les devoirs. Je pense qu'il faut les penser autrement. On ne doit pas déléguer aux parents des choses qui doivent se faire à l'école. [...] Je défendais l'idée que ce travail doit se faire au sein de la classe par un professionnel, pour qu'au fur et à mesure, l'enfant puisse développer son autonomie. Finalement, cette position est passée. Être contre les devoirs est une position de nanti, de gens qui de toute façon donnent à leurs enfants ce dont ils ont besoin pour réussir à la maison [...]. Il n'y avait pas de refus des parents d'ATD pour que les enfants aient des devoirs. Ils n'étaient pas contre. Ils voulaient trouver une solution pour éviter l'enfer que c'est devenu. D'autres organisations présentes partageaient mon point de vue. Ce qu'on a fait est le fruit d'un consensus, mais qui n'était pas mou pour le coup. Cela s'est bagarré sur certains sujets. » (Entretien, partenaire, responsable du GFEN, 14 mars 2016)

Cet exemple de débat entre les partenaires coopératifs montre que des conflits ont pu être levés autour de propositions médianes. Cela confirme également l'intérêt du processus participatif et délibératif qui est utilisé par cette responsable du GFEN comme un argument afin d'imposer son point de vue. Ainsi, les membres du CIP ne partagent pas tous la position de la responsable de la CFDT sur la notion de « consensus mou ». Par exemple, la responsable de l'APEL juge que les propositions sont « simples, pragmatiques et concrètes ». Selon elle, si elles étaient mises en application, cela pourrait « véritablement faire changer les choses » (entretien, Elsa, 14 avril 2016). Pour la responsable du GFEN, les revendications s'inscrivent dans l'idée de « révolution ici et maintenant ». En particulier, Florent, le porte-parole d'ATD Quart Monde dans le comité interpartenarial, estime que la revendication autour de la pédagogie de la coopération constitue une proposition radicale. Celui-ci répond aux critiques de la responsable de la CFDT, notamment sur la notion de « consensus mou » :

« Sur la pédagogie de la coopération, ils étaient d'accord à l'avance, mais le SNES était contre. On a décidé de se retirer de la plateforme si cela n'y était pas. On a joué cartes sur table et ils ont admis la pédagogie de la coopération. Je ne m'attendais pas à ce qu'on réussisse à faire quelque chose d'aussi radical. S'occuper des pauvres d'accord, faire un truc pour eux

¹ Denis Peiron, « Faut-il donner des devoirs à la maison ? », *La croix*, 20 septembre 2011.

d'accord, mais des choses centrales comme celles-ci je ne pensais pas qu'on irait aussi loin. [La responsable de la CFDT] n'y voit pas quelque chose de très radical, mais elle a peut-être oublié ça. » (Entretien, Florent, ancien délégué national, 18 mars 2016)

Toujours à partir des discours des acteurs, on va analyser le consensus qui s'est réalisé dans le comité interpartenarial autour de la pédagogie de la coopération. La proposition de défendre ce type de pratiques a effectivement fait débat au sein du comité interpartenarial. Le conflit oppose ATD Quart Monde au syndicat du SNES-FSU. D'un côté, cette proposition est considérée comme étant la plus importante pour les porte-paroles d'ATD Quart Monde. Par ce biais, il s'agit de lutter contre les effets de concurrence à l'école qui défavoriseraient systématiquement les acteurs les plus affaiblis. En l'occurrence, les mouvements pédagogiques constituent des alliés actifs dans ce débat. La CFDT appuie également cette revendication. On n'a pas de données directes concernant les fédérations de parents d'élèves, mais il semblerait qu'elles n'aient pas émis d'opposition selon le discours des autres partenaires.

Candice : « On se souvient bien de l'histoire de la coopération à l'école, un certain nombre de partenaires l'aurait volontiers rejeté parce que ça voulait dire que la pédagogie n'était pas au choix de l'enseignant. On était [...] dans quelque chose d'incompatible. Or, c'était un peu le cœur de nos propositions, c'est ce qui est proprement révolutionnaire pour l'École. On savait que s'ils supprimaient ça, nous on abandonnait parce que ça ne nous intéressait plus. » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, ancienne déléguée nationale, 2012)

Les représentants de la FSU ne contestent pas l'intérêt de la pédagogie de la coopération, mais affirment qu'ils ne disposent pas du mandat pour défendre cette proposition. Le syndicat défend habituellement la liberté pédagogique des enseignants. Ils ne peuvent donc pas défendre une proposition qui consisterait à imposer un courant pédagogique spécifique aux professionnels.

Noémie : « Parfois, on était mal à l'aise. Je ne suis pas sûr que la pédagogie Freinet soit la réponse au besoin de démocratisation. Il y a des réponses plus urgentes que celle-ci. On est partis du dogme de la coopération en disant que c'était ce qu'il y avait de mieux. Je n'ai rien contre, mais ce n'est pas suffisant dans l'état actuel du système. » (Entretien, partenaire, responsable du SNES-FSU, 6 avril 2016)

Quatre ans après les débats du comité interpartenarial, la responsable du SNES-FSU ne semble toujours pas convaincue que la pédagogie de la coopération soit une solution centrale pour diminuer les inégalités scolaires. Ainsi, non seulement la proposition ne convainc pas les porte-paroles du SNES, mais entre en contradiction avec leur notion de liberté pédagogique.

Édouard : « La déléguée [du SNES-FSU] nous a dit : "Si on met ça comme proposition, on ne signera pas. On ne signera pas quelque chose qui dit le type de pédagogie qu'il faut employer". Dans cette réunion, il y a eu ce moment de tension où [le porte-parole d'ATD Quart Monde] a clairement dit : "Pour nous c'est ça ou rien, on en démordra pas, sans la pédagogie de la coopération, il y a plus de comité interpartenarial". Finalement, le SNES est resté. Je pense que ça aurait ennuyé le SNES de ne pas être là dedans parce qu'ils sentaient qu'on était en train de

faire quelque chose d'important qui ne serait pas un petit coup d'épée dans l'eau. » (Entretien, ancien président d'ATD Quart Monde France, 15 avril 2016)

Selon ce discours, l'arène interorganisationnelle a été le lieu d'un affrontement entre les responsables d'ATD Quart Monde et ceux du SNESS-FSU, chacun exerçant une menace de défection. L'enquête montre que l'ensemble des acteurs accorde une importance à la campagne-école. La recherche de consensus est facilitée par la volonté des organisations de faire partie des signataires de la plateforme finale. En particulier, la responsable du SNESS affirme qu'elle était encline au compromis en transformant ses positions (entretien, Noémie, 6 avril 2016). Le consensus est finalement trouvé sur la proposition de « privilégier la pédagogie de la coopération ». Pour cela, il a tout de même fallu que les responsables du SNESS-FSU se donnent le mandat pour défendre cette idée.

Édouard : *« C'était peut-être un coup de chance, mais il y a eu un congrès du SNESS à Reims, un peu avant les assises de Lyon et j'y étais invité. Il y a des motions, les gens votent. Il y a un formalisme fort. Il y a des courants, c'est très structuré. Il y a des oppositions fortes au sein du SNESS. Quand je suis arrivé [...], j'ai eu un tonnerre d'applaudissements alors que je n'étais pas intervenu. En fait, ils avaient voté la veille une motion pour privilégier la pédagogie de la coopération. Dans un système très formalisé, ils avaient fait évoluer leur position donc c'est un résultat. »* (Entretien, ancien président d'ATD Quart Monde France, 15 avril 2016)

Alors qu'ils ne semblent pas convaincus par la proposition, les responsables du SNESS-FSU ont défendu en interne la pédagogie de la coopération afin de pouvoir signer le texte de la campagne-école. Cette action confirme l'importance qu'accordent les acteurs à être partie prenante de l'opération. Par ailleurs, c'est cette pédagogie qui est utilisée dans les ateliers de Lyon. Comme on l'a vu, l'expérience des pratiques participatives et délibératives avec des acteurs affaiblis a renforcé l'engagement des décideurs de la campagne. En particulier, ils ont été impressionnés par la méthodologie employée, ce qui a facilité le consensus sur la revendication de la pédagogie de la coopération. Ainsi, cette question montre l'intérêt de l'articulation des modèles démocratiques pour trouver des compromis entre les intérêts organisationnels de partenaires coopératifs.

À rebours de cet exemple qui contredit l'illusion du consensus, les débats sur le sujet de l'orientation à l'école va plutôt dans le sens de Chantal Mouffe qui affirme l'inévitabilité des dissensus entre les intérêts particuliers. Au sein du comité interpartenarial, le conflit sur l'orientation a opposé les deux syndicats. D'un côté, le SGEN-CFDT était partisan d'une remise en cause importante du processus de l'orientation scolaire. De l'autre, la SNESS-FSU a comme mandat de défendre les intérêts des conseillers d'orientation. ATD Quart Monde avait proposé ce sujet en s'appuyant sur des études statistiques qui montrent que les enfants issus des milieux défavorisés sont beaucoup plus orientés dans des filières spécialisées pour handicapés mentaux que les enfants issus de milieux plus favorisés (Grard, 2015). Par ailleurs, ce sujet a été travaillé dans certaines universités populaires ainsi que dans les deux dispositifs participatifs de la campagne-école.

Victor : « Il y a eu un grand conflit entre la FSU et la CFDT. La FSU s'enfermait sur ses positions habituelles et la CFDT qui ne voulait pas déborder qu'on pouvait revoir l'orientation complètement. Ils étaient dans leurs débats habituels de syndicats qui s'opposent et on a dû mettre un terme. Cela a été un échec, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas du tout compris la question qu'on posait : "Pourquoi des enfants qui ne sont pas handicapés mentaux sont orientés dans les filières pour handicapés ?" La réponse qu'ils nous ont faite était la suivante : "On fait ça pour le bien des enfants et on ne comprend pas pourquoi vous posez la question". » (Entretien, militant allié, membre du comité de pilotage, 9 mars 2016)

Ainsi, dans ce débat le SGEN-CFDT constitue un allié pour ATD Quart Monde puisqu'ils font pression afin de questionner le processus d'orientation. Cependant, la radicalité des propositions de ce syndicat entre en contradiction avec la recherche de consensus avec le SNES-FSU.

Les négociations sur le sujet de l'orientation mettent en lumière la difficulté de trouver l'équilibre entre deux « styles de comportements » visant à exercer une influence, à savoir la rigidité et l'équité (Moscovici, 1991). Tandis que la rigidité des positions du représentant permet de défendre activement le groupe représenté, le style s'associe à une certaine fermeture sur l'extérieur. L'équité constitue, quant à elle, une aptitude au compromis. « Être systématiquement "radical" dans tous les domaines finit ainsi par couper les individus qui adoptent cette posture du reste de la société. Inversement, négocier à tout bout de champ finit par détruire ce que la minorité a à porter en propre, et réduire à néant son influence » (Flipo, 2013, p. 107). Les négociations sur l'orientation ont échoué à trouver l'équilibre entre les deux styles et ont mis en œuvre un jeu de pouvoir coercitif entre les deux acteurs.

Alix : « On a eu énormément de mal à se mettre d'accord, et au bout de semaines de discussion, je me souviens très bien que je me suis énervé. Il y a des choses qu'on ne pouvait pas laisser passer, si vous écrivez cela, on ne cautionne pas. On ne pouvait toucher à rien qui pouvait remettre en question le rôle des conseillers d'orientation. On ne pouvait pas dire que l'orientation n'était pas toujours juste. Les parents du quart monde ne sont pas bêtes et ils se rendent bien compte que dans l'orientation dans les sections spécialisées, leurs enfants y vont plus souvent que les autres. On ne peut pas faire croire que c'est parce que leurs enfants ont beaucoup plus souvent de retards mentaux. On ne sait pas se débrouiller dans le système scolaire avec ce type d'enfants et on se rassure en se disant qu'ils seront mieux dans une section où il y a moins d'élèves. Dès le début on les prive d'une orientation scolaire qui leur permettrait de faire ce qu'ils veulent, des études plus longues, etc. » (Entretien, partenaire, ancienne responsable du SGEN-CFDT, 16 mars 2016)

Le discours de la responsable du SGEN-CFDT développe le même argumentaire que celui d'ATD Quart Monde pour critiquer le processus d'orientation des acteurs affaiblis. Ce discours s'appuie également sur les paroles des militants quart monde qui se sont exprimés dans les dispositifs participatifs. Ceci montre encore une fois que l'enquête sociale constitue un cadre de référence pour les décideurs. Selon Alix, la responsable du SGEN-CFDT, les autres acteurs constituaient des alliés dans ce débat et le SNES-FSU serait responsable de l'échec dans la recherche de consensus. Ainsi, Alix semble disposer d'une position de force

dans les négociations avec une légitimité liée au processus participatif et au nombre d'alliés dans le comité interpartenarial. Elle exerce son pouvoir coercitif en menaçant de ne pas signer la plateforme afin de faire pression sur ses opposants. Cependant, le SNES-FSU est le syndicat majoritaire dans l'éducation nationale. Alix souligne que ce pouvoir d'influence a joué en leur défaveur. La responsable du syndicat majoritaire n'a évidemment pas le même point de vue et renvoie la faute de l'échec au SGEN-CFDT.

Noémie : « *La CFDT apporte des conceptions différentes sur la question de l'orientation. On a joué le jeu syndical, on a cherché à pousser au plus loin. La CFDT n'a pas la même manière de penser. Il y a eu de temps en temps presque des ruptures dans la manière de travailler. On n'a jamais quitté la plateforme, mais on a posé nos limites. ATD nous a écoutés. Je me souviens d'une discussion rude parce qu'ils tenaient à faire entrer une idée qu'on ne portait pas du tout. On a été obligé de dire qu'on allait partir. C'était la question de l'orientation. On a fait un groupe de travail séparé. Il a fonctionné, un texte a été produit. Le jour où le texte devait être validé, il n'y avait plus les mêmes représentants de la CFDT, c'était le niveau hiérarchique supérieur et ils ont dit non.* » (Entretien, partenaire, responsable de la SNES-FSU, 6 avril 2016)

Selon Noémie, la rigidité des positions du SGEN-CFDT et son inaptitude au compromis auraient fait échouer les négociations. ATD Quart Monde joue son rôle de médiateur politique et cherche à atteindre un style d'équité entre les acteurs. Si le processus participatif n'avait pas réussi à concevoir de véritables propositions, il avait permis de mettre en avant l'importance du sujet. À la suite des ateliers sur l'école, le conflit sur l'orientation entre les deux syndicats se dévoile. Comme l'indique Noémie, le comité interpartenarial décide alors de créer un groupe de travail distinct sur le sujet de l'orientation. Le SGEN-CFDT aurait alors exercé son pouvoir coercitif par l'intervention de leurs supérieurs hiérarchiques. Finalement, le CIP décide de retirer le sujet de la plateforme et aucune revendication ne sera proposée. L'échec des négociations sur l'orientation est donc lié, d'une part, à un jeu de pouvoir entre les deux syndicats qui ont chacun exercé la menace de se retirer de l'alliance à certains moments et, d'autre part, à la volonté d'ATD Quart Monde d'acquiescer les signatures de l'ensemble des partenaires.

Si cet exemple confirme l'inévitabilité de certains dissensus dans la confrontation des intérêts organisationnels, l'ensemble des négociations du comité interpartenarial montre tout de même la possibilité de construire des compromis comme sur la pédagogie de la coopération ou les devoirs scolaires. En outre, l'analyse du processus décisionnel du huis clos agonistique souligne l'intérêt du recours à un processus participatif et délibératif. Par la légitimité qu'elle confère, la coproduction d'une enquête sociale facilite la recherche de consensus entre des adversaires coopératifs. La plateforme citoyenne signée par les douze partenaires constitue pour beaucoup d'entre eux « *un plus petit dénominateur commun qui n'est pas inintéressant* » (entretien, Noémie, responsable du SNES-FSU, 6 avril 2016). Il s'agit principalement d'un outil de *lobbying* politique pour ATD Quart Monde dans le but d'influencer les pouvoirs publics.

2 – La coconstruction, jusqu’où ? Les tensions de l’articulation des modèles

La première section a montré que les militants quart monde ont eu une influence sur le contenu des revendications dans l’élaboration des sources de réflexion de la campagne-école et dans le processus participatif, notamment avec le séminaire de juillet 2011 et les ateliers de Lyon. Cependant, la coconstruction de l’enquête sociale s’arrête aux portes des prises de décision et de l’activité de *lobbying* politique. La porte en question est celle des ateliers de Lyon qui marque la fin de la séquence participative et le début de la séquence décisionnelle et de publicisation. Même si les points de vue des militants quart monde sont toujours présents dans les discussions, notamment par l’*advocacy* d’ATD Quart Monde, ils sont physiquement absents du comité interpartenarial et du comité de pilotage interne. On va revenir sur le processus décisionnel de la campagne-école en questionnant l’absence des militants quart monde au regard des justifications des responsables de la campagne-école. Cette analyse soulèvera certaines tensions dans l’articulation des modèles démocratiques.

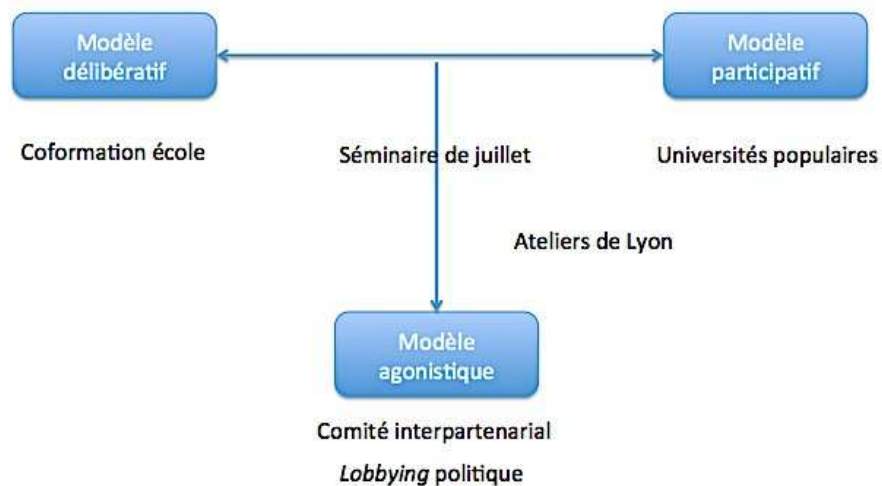


Figure 22 : Articulation des modèles démocratique dans la campagne-école

2.1. Les militants quart monde : co-acteurs de la campagne-école ?

La grille d’entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d’une évaluation interne de la campagne-école intégrait la question suivante : « Avez-vous eu l’impression d’être co-acteur de cette démarche » ? Cette évaluation interne avait donc pour objectif d’analyser le processus de coconstruction en questionnant le ressenti des participants. Globalement, la réponse à cette question par les militants quart monde est positive.

Clémence : « On a été reçu à parts égales. On n’était pas venus se plaindre, on n’était pas venus témoigner non plus. Quand on vient que pour témoigner, on ne construit pas ensemble.

On témoigne et puis on s'en va! Construire ensemble c'est au-delà de ça, c'est vraiment discuter au fond des choses et se battre pour l'idée qu'on a dans la tête parce qu'on pense que nos enfants en ont besoin. » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, militante quart monde, 2012)

Les militants quart monde évoquent généralement leur expérience dans les ateliers sur l'école de Lyon qui constitue un événement significatif dans leur parcours militant. Comme cela a été développé dans la deuxième partie de la thèse, les militants quart monde ont peu d'occasions de mettre en œuvre leur volonté de transformation sociale à l'échelle locale. À l'instar de la coformation, les ateliers sur l'école permettent de sortir de l'enclave de l'université populaire et d'entrer en praxis, ce qui sera analysé dans le chapitre suivant. De plus, grâce aux artefacts d'égalité et à leur préparation, les acteurs affaiblis ont eu la sensation d'avoir pu s'exprimer lors du colloque de novembre 2011.

Clémence : « *On a été présents de A à Z, pour cette partie-là. [...] Au début on a eu du mal, mais on est arrivés à être ensemble, tous égaux, sans différence. [...] Enseignants ou pas, on s'en moquait. Pour eux c'était pareil au niveau des parents, pauvres ou pas pauvres.* » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, militante quart monde, 2012)

L'évaluation interne de la campagne-école a été réalisée en novembre 2012, un an après le colloque de novembre 2011. La séquence de publicisation et de *lobbying* politique est alors en cours de réalisation. À cette date, les militants quart monde ne peuvent donc pas juger leur participation à cette dernière séquence. Cependant, le processus décisionnel du comité interpartenarial est terminé puisque la plateforme citoyenne a été signée par les douze partenaires en mars 2012. Ainsi, l'analyse montre que malgré leur absence de cet espace de décisions, les militants quart monde estiment avoir été « co-acteurs » de la démarche. En particulier, certains militants ont participé à l'événement public de mars 2012 marquant l'aboutissement du travail de coconstruction.

Clémence : « *On a fait beaucoup de travail et on a réussi à avoir au moins dix signatures. Ce n'était pas gagné parce qu'ils n'étaient pas nécessairement d'accord sur l'ensemble de notre projet pour l'école [...]. Je trouve qu'on était tous fiers, on avait gagné au moins ça et après les journalistes nous ont posé des questions. C'était une reconnaissance pour tout le monde, pas que pour moi, j'étais fière aussi d'avoir fait ce projet-là. J'ai réussi quelque chose, on m'a écoutée.* » (Entretien, militante quart monde, 13 mars 2016)

Pour Clémence, sa participation est à l'origine d'un sentiment de fierté lié à la sensation d'avoir contribué à la construction des propositions et à l'aboutissement de la campagne-école, à savoir les signatures des partenaires. Elle a participé à beaucoup d'étapes : la coformation-école, le séminaire de juillet 2011, les ateliers sur l'école de Lyon et à la signature de mars 2012. On peut donc estimer que son influence sur le processus de coconstruction a été relativement élevée par rapport à d'autres. Il s'agit de la seule militante quart monde de la campagne-école avec laquelle un entretien original a pu être mené¹. Sans la

¹ Tous les autres entretiens utilisés proviennent de l'évaluation interne de la campagne-école.

présence d'un membre d'ATD Quart Monde, il a alors été possible d'approfondir son sentiment de participation sur l'ensemble de la campagne-école.

Question : « Regrettez-vous de ne pas avoir participé aux prises de décision sur cette campagne ? »

Clémence : « *J'aime bien les espaces où on échange. Pour construire et donner mon avis, je suis toujours là. Si j'avais eu le choix de le faire, pourquoi pas. Nous aussi, on a notre point de vue. Par exemple, il y avait beaucoup de propositions et on n'en a choisi que sept, mais il y en avait d'autres. Choisir ce n'est pas évident. Est-ce qu'il y avait des militants pour prendre ces décisions ?* »

Réponse : « Non, il n'y en avait pas. »

Clémence : « *C'est dommage. Il y aurait dû en avoir. On a notre point de vue qui est différent de ceux des professionnels, de ceux des politiques ou même de ceux d'ATD. On aurait pu être aussi acteur pour la suite, jusqu'au bout, de A à Z. [...] Ils ont voté la loi, mais ils ont mis du temps. Nous, on n'a rien fait, c'est eux qui ont travaillé après avec l'État et le ministre de l'Éducation. On avait des nouvelles par ceux qui étaient plus proches de là-bas, mais on n'y allait pas. On savait qu'il y aurait une loi votée grâce à notre projet. Nous avons essayé de faire passer le plus de choses possible, mais nous n'avons pas le pouvoir. Nous attendions. C'est pour ça que dans le texte il y avait un morceau en moins [elle parle du sujet de l'orientation]. [...] Cela aurait été bien qu'il y ait des militants dans cette partie là. C'est vrai qu'ils [les responsables d'ATD] ont réussi à pousser. Ils étaient dans le projet-école et donc savaient bien ce qu'on pensait. C'est eux qui ont travaillé après. Nous on a fait le plus gros et eux ont fini le reste. Ce n'est pas évident de gagner là-haut.* » (Entretien, militante quart monde, 13 mars 2016)

Étant donné qu'elle était présente à beaucoup d'étapes de la campagne, elle affirmait dans un premier temps une participation complète. Dans un second temps, elle précise que sa participation s'arrête à l'événement public de la signature de la plateforme. Par comparaison avec d'autres projets, elle estime tout de même que sa participation a été importante. La campagne-école est une expérimentation démocratique d'ATD Quart Monde qui a mis en œuvre un processus participatif innovant. Elle est d'ailleurs le signe d'une évolution du mouvement sur la place des militants quart monde qui sera analysée dans le chapitre suivant. Cependant, le principe d'inclusion des acteurs affaiblis n'a pas été mis en œuvre sur le processus décisionnel et sur la séquence de *lobbying* politique.

« *Je trouve que dans le projet-école, il ne manquait pas grand-chose pour arriver à la fin. J'y ai contribué pour une grosse partie. J'y étais pour 75 %, voire même 95 %. C'était pas mal. Dans d'autres projets, on y est qu'à 25 %* », affirme finalement Clémence (Entretien, militante quart monde, 13 mars 2016). Toute la séquence de *lobbying* politique s'est effectivement réalisée sans les militants quart monde. La confiance que Clémence porte à ATD Quart Monde et à ses responsables lui donne toutefois le sentiment que son point de vue a été pris en compte, publicisé et entendu par les pouvoirs publics.

La campagne-école constitue une expérimentation démocratique qui propose une articulation d'outils délibératifs, participatifs et agonistiques. Cette optique pragmatique a permis de concilier plusieurs objectifs qui auraient été plus difficilement atteints en ayant recours à un seul modèle démocratique. D'un côté, la campagne visait la coconstruction de revendications politiques avec des acteurs affaiblis. De l'autre, l'objectif était également de construire une arène interorganisationnelle avec des responsables syndicaux et associatifs. Par la coalition des pouvoirs d'influence de chaque organisation, ATD Quart Monde souhaitait augmenter les chances d'incorporation des revendications à l'agenda politique. La confrontation de ces différents objectifs par l'articulation des modèles démocratiques est toutefois à l'origine de certaines tensions.

2.2. La pratique du huis clos agonistique contre la participation des acteurs affaiblis

L'absence des militants quart monde dans le processus décisionnel de la campagne-école constitue précisément une conséquence d'une tension dans l'articulation des modèles démocratiques. En particulier, la participation au processus de négociation entre adversaires coopératif du comité interpartenarial exige des compétences importantes. Pour les responsables d'ATD Quart Monde, la présence des militants quart monde n'était donc pas envisageable. Selon eux, leur participation aurait été factice dans la mesure où les conditions pour qu'ils puissent s'exprimer n'auraient pas été réunies.

Victor : « Dans un comité interpartenarial avec des gens qui sont habitués à des réunions dans des ministères et qui ont l'habitude des négociations, imaginons qu'on mette deux militants. Je ne pense pas qu'ils arriveraient à prendre la parole. Là pour le coup, je pense qu'on les utiliserait pour de la figuration. » (Entretien, membre du comité de pilotage, 9 mars 2016)

Pour les responsables d'ATD Quart Monde, la participation des acteurs aux prises de décision aurait nécessité un dispositif beaucoup plus exigeant en ayant recours par exemple à la méthodologie du croisement des savoirs. Dans ce cas, Victor explique que le processus décisionnel aurait été plus long et serait entré en opposition avec les contraintes de l'agenda politique de la campagne, à savoir l'objectif d'influencer les candidats à l'élection présidentielle. De plus, selon une autre responsable de la campagne-école, au-delà de la liberté de parole des militants quart monde, c'est celle des partenaires qui n'aurait pas été totale. En effet, le chapitre précédent a mis en lumière que face aux acteurs affaiblis, les acteurs forts doivent lutter contre la raison délibérative de la différence.

Candice : « Les gens très pauvres n'étaient pas là, mais on avait les propositions qui avaient été travaillées avec eux [...]. C'était bien que les militants ne soient pas là en raison des difficultés. Il fallait laisser les partenaires, qui ne s'entendaient pas forcément, entre eux. Il fallait trouver un accord véritable en allant jusqu'au bout de leurs différences. » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, ancienne déléguée nationale, 2012)

Les responsables de la campagne-école reconnaissent que la participation des militants quart monde aux espaces de décision n'était pas une priorité de la campagne. En utilisant le modèle

participatif, l'objectif d'ATD Quart Monde est de permettre une publicisation du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis qui doit pouvoir influencer le contenu des revendications. En s'inspirant du croisement des savoirs, il s'agit également de mettre en œuvre une opération de cadrage avec les autres acteurs : « parents solidaires », enseignants, militants associatifs et syndicaux. Les revendications sont donc collectives et ne sont pas seulement celles des citoyens marginalisés.

Maxime : « *Ce que nous trouvons important c'est que dans nos propositions, la parole des plus pauvres ait une place assez forte qui permette ce croisement, cette négociation, etc. C'était vraiment notre préoccupation majeure. Après, dans tout le cheminement que l'on a fait pendant deux ans, je crois qu'on n'a pas trahi [cette parole], mais ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de la négociation. Les propositions ne sont pas seulement la parole des plus pauvres parce que sinon ça ne sert à rien. Si on veut que la plateforme soit portée politiquement, il faut que les gens s'y retrouvent. [...] C'est une question redoutable que tu poses [la place des militants dans les espaces de décision]. Entre "les pauvres sont incapables d'être dans les instances de direction" et "les pauvres, il n'y a qu'à les mettre dedans et ça va bien fonctionner", il y a des inquiétudes.* » (Entretien, membre du comité de pilotage, 12 mars 2016)

Pour les entrepreneurs de la campagne, la difficulté à concilier l'objectif de participation des acteurs affaiblis et celui de la construction d'une alliance interassociative agonistique est résolue à partir de l'activité d'*advocacy* d'ATD Quart Monde et de sa légitimité à parler au nom des « personnes en situation de pauvreté ».

L'absence des militants quart monde au sein des espaces de décisions persiste tout de même comme une tension dans l'ingénierie de la campagne. En particulier, la responsable de la coformation-école évoque un processus de dilution de certaines revendications suite au processus de négociation entre adversaires coopératifs.

Bénédicte : « *Le document final a été repris par un groupe plus limité et c'est là que ça a échoué. Quand j'ai vu la plateforme qui était signée par les différents partenaires, tout l'apport des militants avait disparu. [...] À la fin on avait travaillé sur les éléments essentiels de ce projet pour qu'il atteigne les plus pauvres, c'étaient les éléments propres aux militants. Tous les éléments qu'ils avaient amenés et qui se trouvaient très explicites dans le texte final [de la coformation-école] ne sont pas restés [dans la plateforme]. Cela m'interpelle énormément parce que les militants avaient mis en évidence, par exemple, que le projet d'espace parent en tant que tel pouvait tout à fait se retourner contre les familles les plus pauvres. Ils avaient mis toute une série de balises pour que ça soit vraiment quelque chose qui non seulement atteigne les plus pauvres, mais qu'ils y aient leur place. Toutes ces balises-là : rien, pas une ligne, pas un mot !* » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, membre du réseau croisement des savoirs et du comité de pilotage de la campagne, 2012)

L'objectif de reconstitution du problème public à partir du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis est donc remis en cause par cette volontaire permanente. Les multiples modifications du « brouillon » de propositions semblent avoir opéré un processus de filtrage par la suppression d'éléments de contenu qualitatif proposé par les militants quart monde, comme dans un dispositif analysé par Julien Talpin (2011). L'articulation des modèles démocratiques

est donc à l'origine d'une tension entre l'objectif de coconstruction et l'efficacité politique des négociations entre partenaires coopératifs.

Bénédicte : « *Quand les militants sont là, ils nous rappellent des choses, ils nous font voir des choses que nous, avec la meilleure volonté du monde, risquons de passer à côté. S'ils ne sont plus là, on se plante. Mais c'est un labour pour qu'ils puissent apporter un point de vue pertinent !* » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, membre du réseau croisement des savoirs et du comité de pilotage de la campagne, 2012)

L'absence des militants quart monde dans la séquence décisionnelle est précisément évoquée comme une des raisons de la perte de contenu dans les propositions finales.

Alix : « *Je me disais : "Mais dans tout ça, où est ATD ? Les familles pauvres [...], où sont-elles ? Qu'est ce qu'il reste de leur parole sur ce qui ne va pas dans le système scolaire ?" [...]. J'ai été à plusieurs reprises extrêmement déçue, voire par moment un peu irritée de me retrouver dans la même situation qu'une négociation intersyndicale où on est obligé de faire des compromis y compris au prix d'un renoncement.* » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, responsable de la CFDT, 2012)

Ce discours fait référence à la séquence de négociation après les ateliers sur l'école de Lyon. Il met en lumière que le processus agonistique a par moment pris le dessus sur les résultats de l'enquête sociale. Le renoncement dont il est question est l'échec des négociations sur le sujet de l'orientation scolaire sur lequel revient également Maxime, un membre du comité de pilotage :

« *Il y a des choses qu'on a retirées parce que c'était trop chaud. L'enjeu était d'arriver à un consensus. [...] Une des hypothèses selon laquelle on n'y est pas arrivé est qu'il n'y avait pas de projets pilotes. [Pour le reste], on était assez sûr de nous face au comité parce qu'on arrivait avec des recherches et des paroles des gens.* » (Entretien, militant allié, membre du comité de pilotage, 12 mars 2016)

Pour ATD Quart Monde, l'échec est lié aux faiblesses de leur apport sur la question, car le sujet n'avait pas été travaillé en amont. Les responsables du mouvement évoquent un manque de légitimité pour entrer dans le jeu de pouvoir coercitif des négociations. Ils sont donc restés dans la neutralité de leur rôle de médiateur politique. De plus, le processus participatif n'avait pas permis d'élaborer des propositions assez détaillées et justifiées laissant ainsi place à une arène agonistique entre les deux syndicats.

Alix : « *Dans ces réunions, il n'y avait pas de parents d'ATD Quart Monde, heureusement car j'aurais eu honte. [...] Comme ils n'ont pas notre habitude d'argumenter, ils auraient eu du mal à intervenir et on les aurait mis en difficulté inutilement. En même temps, peut-être que s'il y avait eu des parents bien choisis capables de dire : "Je ne suis pas d'accord", ça aurait été intéressant comme on l'a vu aux assises de Lyon. Là, c'est curieux, la parole était libérée parce que chaque organisation syndicale ne représentait qu'elle même.* » (Entretien, responsable CFDT, 16 mars 2016)

Finalement, dans les négociations sur l'orientation scolaire, la légitimité du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis et l'influence de la figure collective de l'« expert quart

monde » sur la volonté d'action des partenaires n'auront pas suffi pour dépasser l'opposition entre les deux syndicats.

Selon Bénédicte, la responsable de la coformation-école, la tension pourrait être résolue par la création d'espaces de vérification avec les militants quart monde. Il est à noter qu'un tel espace a été créé, mais il ne disposait pas de pouvoir coercitif sur le contenu. Il s'agissait plutôt d'un groupe de relecture de militants quart monde pour s'assurer que le vocabulaire utilisé dans la plateforme était compréhensible par tout le monde. La proposition de Bénédicte accorde au contraire un pouvoir d'amendement aux acteurs affaiblis. C'était par exemple le rôle du comité de pilotage interne d'ATD, mais dans lequel il n'y avait aucun militant quart monde. Cette décision est paradoxale étant donné que le rôle du comité de pilotage était de représenter l'ensemble des composantes du mouvement. Les justifications sur l'absence d'acteurs affaiblis dans le comité interpartenarial ne sont pas aisément transférables au comité de pilotage. Dans la mesure où celui-ci restait interne à ATD Quart Monde, la mise en œuvre d'un dispositif inclusif aurait été facilitée.

La proposition d'un espace de vérification avec les militants quart monde fait écho à un mode d'action que l'on a appelé *advocacy* inclusif et qui sera développé dans le chapitre suivant. S'il ne répond pas à toutes les tensions de l'articulation des modèles démocratiques, il permet de prolonger le processus de coconstruction des revendications. L'*advocacy* inclusif constitue une représentation par et pour les personnes concernées qui peut être mise en œuvre dans des espaces de décision ou dans l'activité de *lobbying* politique par exemple. Comme le proposent certains théoriciens politiques (Hayat, 2013 ; Mouffe, 2016 ; Young, 2011a), l'articulation des modèles démocratiques participatif, délibératif et agonistique a tout intérêt à ne pas déconsidérer le modèle représentatif¹. Dans une optique pragmatique, les tensions entre deux modèles peuvent être résolues par l'intervention d'un troisième. Enfin, il est important d'affirmer la dimension processuelle et évolutive de la reconstitution d'un problème public par l'enquête sociale. Le contenu de la plateforme citoyenne signée par les douze partenaires a provoqué certaines déceptions quant à la qualité ou la radicalité de ses propositions. Cependant, cette plateforme de revendications n'est pas le seul résultat de la campagne-école. Par exemple, le sujet de l'orientation n'a pas été abandonné par ATD Quart Monde qui l'a inscrit dans sa programmation. Ainsi, même si les débats sur l'orientation n'aboutissent pas à un consensus dans la campagne-école, le processus participatif, délibératif et agonistique a permis d'éclairer ATD Quart Monde sur les cadres d'interprétation des militants quart monde et sur les conflits d'acteurs qui existent sur le sujet (Mansbridge et al., 2011). On va pouvoir prolonger ces réflexions à partir de l'analyse des effets de la campagne-école.

¹ Revoir la Figure 16 : Traits distinctifs des modèles démocratiques, p.72

3 — Les effets de la campagne-école : transformations internes et publicisation

En novembre 2011, les ateliers sur l'école de Lyon concluent la séquence participative et ouvrent une séquence de publicisation. À la suite de cet événement, le comité interpartenarial termine la séquence de négociations en trouvant un accord sur un ensemble de revendications. Le 13 mars 2012, un deuxième événement visant la publicisation est organisé avec la signature officielle de la plateforme citoyenne. L'ensemble des décideurs de la campagne et certains membres d'ATD Quart Monde sont présents à cette cérémonie médiatisée. Celle-ci est organisée en pleine campagne présidentielle dans l'optique d'influencer les candidats. On va à présent analyser l'activité de *lobbying* politique mis en œuvre dans la campagne-école qui semble avoir eu des effets d'incorporations législatives dans la loi de refondation sur l'école de juillet 2013.

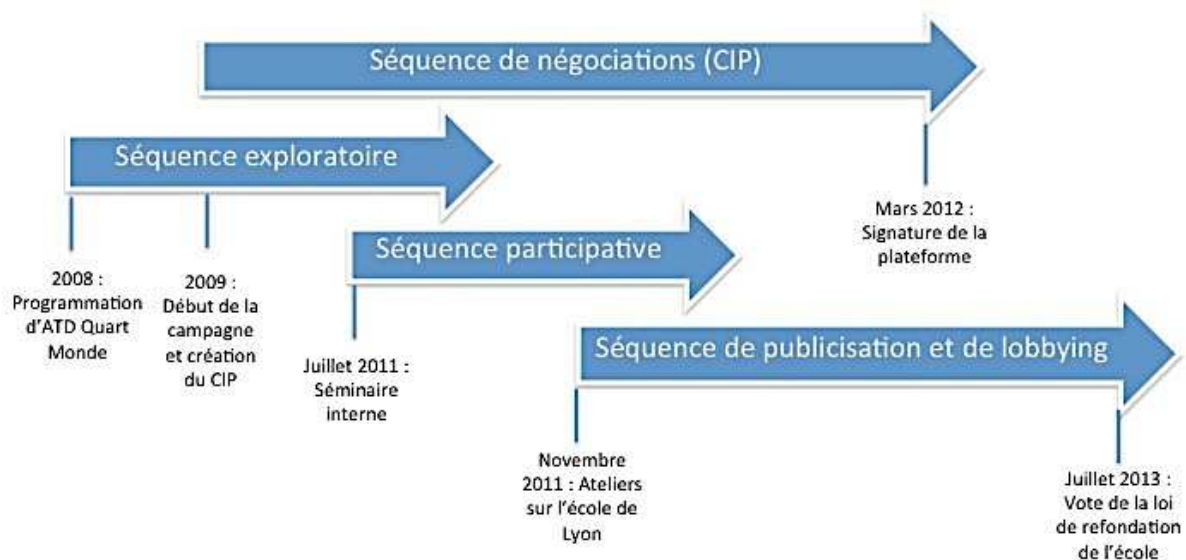


Figure 23 : Frise chronologique de la campagne-école

On va analyser les effets diffus d'une enquête sociale coproduite avec des acteurs affaiblis, au-delà des revendications de la plateforme citoyenne. Didier Chabanet et Marco Giugni (2010) ont mis en lumière la complexité analytique de la question des conséquences des mouvements sociaux. Il s'agit d'un phénomène à « géométrie variable, souvent diffus, difficilement saisissable » (Chabanet et Giugni, 2010, p. 145). On n'a pas les données et le recul nécessaires pour appréhender toutes les faces de cette géométrie. En particulier, le manque d'éléments macrosociologiques du contexte politique empêche d'affirmer explicitement des liens de causalité entre les revendications de la campagne-école et leur incorporation dans des politiques publiques. Cependant, on peut tout de même émettre des hypothèses à partir du discours des acteurs impliqués dans l'activité de *lobbying* qui mettent

en avant leurs « échecs » et leurs « succès ». Par ailleurs, Chabanet et Giugni invitent à mettre les effets internes sur le même plan que les effets externes.

Effets	Interne	Externe
Politiques	Transformations dans les rapports de force et les objectifs stratégiques au sein du mouvement social.	Effets procéduraux : le mouvement est reconnu par les pouvoirs publics comme un interlocuteur légitime. Effets substantiels : le mouvement obtient gain de cause et voit ses demandes satisfaites. Effets structurels : transformations profondes des structures politiques existantes.
Culturels	Transformations dans le système de valeurs et de conceptions sociétales propre à l'organisation de mouvement social.	Effets sur les valeurs et les conceptions sociétales de l'opinion publique.
Biographiques	Effets dans la vie des membres du mouvement (émancipation, bifurcations de trajectoire).	Effets sur la vie de la population défendue.

Figure 24 : Les effets des mouvements sociaux (Chabanet et Giugni, 2010)

2.1. L'activité de lobbying politique d'ATD Quart Monde

La séquence de publicisation des résultats prend forme avec une activité de *lobbying* politique en *advocacy*¹ dans le cadre de la campagne présidentielle de 2012. Les membres du CIP rencontrent différents candidats ou équipes de campagne en leur présentant les revendications de la plateforme citoyenne, dont Vincent Peillon qui deviendra après l'élection ministre de l'Éducation nationale. Si chaque organisation mène ses propres rencontres afin de présenter ses revendications spécifiques, des interventions collectives ont été réalisées par le comité interpartenarial. Concernant les revendications de la plateforme citoyenne, les porte-paroles d'ATD Quart Monde sont cependant les principaux acteurs de la séquence de publicisation.

¹ Rappelons que le terme d'*advocacy* peut être traduit par plaidoyer en français et qu'il qualifie un mode d'action qui consiste à porter la parole des groupes à faibles ressources par des représentants professionnalisés qui généralement ne proviennent pas des groupes en question.

Victor : « On a rencontré Vincent Peillon pendant la campagne présidentielle. On avait fait nos propositions et dans la délégation du parti socialiste il y avait aussi Jean Paul Delahaye. C'était le penseur-école de l'équipe avec Vincent Peillon et c'est celui qui est devenu ensuite directeur général de l'enseignement scolaire. Cette rencontre a été intéressante parce que Vincent Peillon a écouté avec beaucoup d'intérêt les propositions qu'on a faites surtout quand il a vu qu'elles étaient signées par le SNES et la CFDT [...]. Vincent Peillon était très surpris qu'on puisse apporter des propositions signées par douze partenaires. » (Entretien, membre du comité de pilotage, 9 mars 2016)

Ce type de rencontre lors des campagnes électorales est un mode d'action classique du *lobbying* politique. En l'occurrence, celui-ci porte ses fruits dans la mesure où le comité interpartenarial a rencontré les futurs responsables politiques sur les questions d'éducation. Après l'élection de François Hollande, le CIP se réunit une dernière fois en présence du directeur général de l'enseignement scolaire Jean Paul Delahaye affirmant ainsi l'intérêt qu'il porte à ce travail. La présence de ce responsable du ministère de l'Éducation est le signe que la publicisation des revendications de la campagne-école dispose d'un potentiel d'incorporation institutionnelle.

Madeleine : « Jean Paul Delahaye est venu à une réunion incognito. [...] C'est le numéro deux du ministère, mais il est venu sans marquer la réunion dans son agenda. [...]. C'est vraiment important, car ça montre que notre plateforme comptait pour lui. Il y avait donc des possibilités d'agir. Ils ont fait la grande consultation durant l'été 2012 pour refonder l'école de la république, donc tous les acteurs ont participé à des groupes. Nous, on l'a fait autant qu'on a pu. On a participé à un certain nombre de groupes et ensuite ils ont écrit la loi "Peillon-Delahaye". » (Entretien, responsable d'ATD Quart Monde au CESE, 16 mars 2016)

Cette réunion marque la fin de la coalition des douze partenaires qui ne sont plus d'accord sur les stratégies à adopter face au nouvel exécutif. Du 5 juillet au 9 octobre 2012, le gouvernement lance une consultation dans le cadre d'un projet de loi de refondation de l'école. Les membres du CIP y participent de manière individuelle et la plateforme n'est plus la *priorité* de tous les acteurs. Certains partenaires du CIP mentionnent tout de même ce travail collectif. ATD Quart Monde participe à plusieurs ateliers de consultation et porte donc les propositions de la plateforme seul, mais avec le poids politique des douze signatures.

Victor : « On a senti quand même que les autres organisations porteraient la plateforme, ce qui a été beaucoup moins vrai une fois les élections terminées et la gauche au pouvoir. [...] Certaines choses qu'on lisait de certains partenaires entraient parfois en contradiction avec la plateforme. L'unité s'est assez vite brisée quand Vincent Peillon a commencé la consultation. [...] On se sentait très légitimes à avancer nos propositions en montrant les douze signatures. S'ils ont signé ils s'engagent, qu'ils renient leur parole après c'est leur affaire. Par exemple, [...] j'ai eu l'occasion de reparler de la pédagogie coopérative avec la déléguée du SNES. Je lui disais : "Vous avez quand même signé la pédagogie coopérative" elle m'a dit : "Oui, mais tu comprends maintenant il faut se confronter à la réalité". Elle n'y croyait pas. J'avais aussi entendu à la radio la présidente de la PEEP qui disait exactement le contraire de ce qu'elle avait signé dans la plateforme. Il y a les convictions et puis il y a le politique. » (Entretien, membre du comité de pilotage, 9 mars 2016)

L'analyse de ce discours confirme les résultats de la première partie qui soulignait la fragilité des coalitions interassociatives. À l'issue de la campagne, les intérêts organisationnels reprennent le dessus sur les consensus de la plateforme citoyenne. Ainsi, à partir de l'été 2012, la séquence de publicisation des revendications se poursuit principalement par l'action d'ATD Quart Monde. Quelques partenaires continuent cependant de soutenir les propositions de la plateforme citoyenne, à l'instar des mouvements pédagogiques.

Héloïse : « *Je l'ai nommée beaucoup de fois et je l'ai même offerte cette plateforme dans les ateliers [de la consultation]. Il y avait plusieurs pôles, je m'étais mis dans "l'élève au cœur de la refondation". J'ai parlé de tout ce qui touche à la coopération. Évidemment, on est un mouvement coopératif, mais à chaque fois je donnais la plateforme.* » (Entretien, responsable Freinet, 16 mars 2016)

Les organisations semblent utiliser la plateforme citoyenne lorsque cela sert leurs intérêts organisationnels. Pour d'autres partenaires, la campagne-école s'est terminée avec la signature officielle du 13 mars 2012 et ils ne sentent pas nécessairement solidaires des revendications collectives. Pour la responsable du SGEN-CFDT, la plateforme constitue un outil pour ATD Quart Monde qui n'a pas d'utilité pour mener son mandat syndical.

Alix : « *Je n'avais pas besoin de la plateforme. J'étais d'accord avec ce qui était dans le chapitre sur la formation et je le disais. [Elle était dans l'atelier sur la formation des enseignants de la consultation gouvernementale]. Mais, je ne représentais pas ATD Quart Monde, je représentais le SGEN. [La consultation] était une organisation institutionnelle rigoureuse [...]. Ce n'était pas à moi de vendre la plateforme d'ATD Quart Monde, ce n'était pas le lieu. Pour ma part, il fallait que je vende les positions du SGEN, mais qui de toute façon convenaient très bien à ATD Quart Monde. Notre rôle n'est pas le même que les associations, il fallait vendre notre salade pour que les positions du SGEN soient entendues.* » (Entretien, responsable CFDT, 16 mars 2016)

Ce discours montre que les douze partenaires n'avaient pas les mêmes objectifs concernant la campagne-école. Si la constitution de la plateforme citoyenne constituait un enjeu central pour ATD Quart Monde, ce n'est pas le cas pour tous les acteurs. La motivation principale des organisations à participer à la campagne-école réside dans la méthodologie participative autour du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis. Victor, membre d'ATD Quart Monde et porte-plume de la campagne-école, évoque son soupçon concernant les enjeux des autres organisations :

« *Je me suis demandé s'il n'y avait pas des partenaires qui se sont dit qu'en travaillant avec ATD Quart Monde, c'était apporter la preuve qu'ils se souciaient vraiment des pauvres. Autrement dit, c'est mon opinion, on était une caution pour ces mouvements. Je vois la suite maintenant avec tout le travail de refondation de l'École avec le gouvernement. Quand je vois en particulier certains syndicats, ou comment la FCPE a fait jeu à part tout le temps, je me demande pourquoi ils ont fait cette plateforme.* » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, membre du comité de pilotage, 2012)

Ce point de vue n'est pas à exclure de l'analyse des enjeux organisationnels. Ce soupçon de caution s'applique d'ailleurs également à ATD Quart Monde dont l'un des objectifs

stratégiques était d'augmenter son pouvoir d'influence à partir des signatures des autres organisations. Pour autant, l'analyse des effets internes permettra de contraster ce point de vue.

Après la consultation, la loi est passée en revue au Conseil Économique, Social et Environnemental dans lequel ATD Quart Monde dispose d'un siège. La représentante du mouvement au CESE participe aux débats et défend en particulier l'attention qui doit être portée aux « parents en situation de pauvreté » ainsi que l'idée de pédagogie de la coopération. Ces notions sont votées dans les préconisations du CESE, mais n'apparaîtront pas dans le projet de loi après le vote à l'Assemblée nationale. ATD Quart Monde entre ainsi dans une phase de *lobbying* au sénat, en rencontrant notamment trois sénatrices qui travailleront de pair avec deux responsables de l'association. Ces derniers utilisent leur réseau politique personnel et ceux d'ATD Quart Monde¹ pour publiciser leurs revendications afin d'influencer la loi d'orientation sur la refondation de l'école.

Madeleine : « On est allé au Sénat parce que je connaissais bien la présidente de la commission éducation Marie Blandin. Elle nous a reçus et ensuite j'ai de nouveau rencontré au moins deux fois Françoise Cartron qui était la rapporteuse de cette loi au Sénat. On a travaillé ensemble pour écrire des amendements qu'elle pourrait proposer pour faire passer ces choses qui avaient été enlevées. Elle était tout à fait partante. C'est une femme qui a été enseignante et qui a beaucoup utilisé la pédagogie Montessori donc on s'est tout de suite senti sur la même longueur d'onde, c'est important. Je suis allé la voir ainsi que trois sénatrices de gauche [PS, EELV et PC] qui pouvaient porter des amendements. » (Entretien, responsable d'ATD au CESE, 16 mars 2016)

Ce discours détaille la stratégie de *lobbying* politique qu'a mené ATD Quart Monde dans le cadre de la loi de refondation sur l'école. Celle-ci est similaire à celle déployée dans le cadre de la campagne sur la loi d'orientation sur les exclusions de 1998². Des représentants d'ATD Quart Monde travaillent sur l'écriture d'amendements pour exercer une influence sur le contenu d'une loi. Les représentants d'ATD Quart Monde s'appuient sur des parlementaires pour faire voter ses amendements au Sénat. Pour la loi de 1998, ATD Quart Monde souhaitait un vote à l'unanimité et s'était investi dans un *lobbying* conséquent en allant à la rencontre de nombreux parlementaires provenant de tous les partis. Dans la campagne-école, les responsables d'ATD Quart Monde se sont concentrés sur trois ou quatre sénatrices qui leur semblaient être des alliées naturelles.

Madeleine : « Nous avons fait des allers-retours pour discuter les amendements au mot à mot pour ne pas perdre du sens. En écoutant des débats en commission, je n'ai pas senti que les personnes de droite allaient défendre ces idées-là. Nous, qui ne voulions pas être partisans à ATD Quart Monde, avons dû choisir un parti. Les trois sénatrices ont discuté avec les autres sénateurs. Il se trouve que je connais la sénatrice Marie Noëlle Lienemann qui a siégé au CESE et je suis allé lui dire de défendre ça. Cette loi est passée. On sait bien qu'une loi ça ne fait pas

¹ ATD Quart Monde dispose d'un réseau informel de parlementaires au Sénat et à l'Assemblée nationale qui peuvent constituer des alliés de circonstance pour exercer de l'influence.

² Se référer au deuxième chapitre.

tout, mais on va pouvoir s'appuyer dessus pendant un bon moment. » (Entretien, responsable d'ATD au CESE, 16 mars 2016)

Le *lobbying* d'ATD Quart Monde s'effectue dans des alliances stratégiques avec certains parlementaires. Un travail de coopération est mené à partir de critères de contrôle non négociables, en l'occurrence la pédagogie coopérative et l'accueil des « parents défavorisés ».

2.2. Les effets substantiels revendiqués de la campagne-école

Il semblerait que des effets substantiels soient issus de la campagne-école, c'est-à-dire que certaines demandes auraient été satisfaites par les pouvoirs publics. Deux amendements ont été ajoutés à la loi suite aux débats au Sénat, incorporant certains éléments des revendications d'ATD Quart Monde et de ses partenaires : la notion du « tous capables », la volonté de réussite de tous les élèves, la participation des parents, la coopération à l'école et l'égalité dignité des êtres humains.

Article 3 A

I. – L'article L. 111-1 du code de l'éducation est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) La dernière phrase est complétée par les mots : « et à lutter contre les inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire et éducative » ;

b) Sont ajoutées cinq phrases ainsi rédigées :

« Il reconnaît que tous les enfants partagent la capacité d'apprendre et de progresser. Il veille à l'inclusion scolaire de tous les enfants, sans aucune distinction. Il veille également à la mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements d'enseignement. Pour garantir la réussite de tous, l'école se construit avec la participation des parents, quelle que soit leur origine sociale. Elle s'enrichit et se conforte par le dialogue et la coopération entre tous les acteurs de la communauté éducative. » ;

2° Le deuxième alinéa est complété par deux phrases ainsi rédigées :

« Le service public de l'éducation fait acquérir à tous les élèves le respect de l'égalité dignité des êtres humains, de la liberté de conscience et de la laïcité. Par son organisation et ses méthodes, comme par la formation des maîtres qui y enseignent, il favorise la coopération entre les élèves. » ;

Figure 25 : Amendements ajoutés à l'article 3 de la loi n° 2013-595 par le Sénat

Il est toujours difficile d'analyser les conséquences législatives des mouvements sociaux d'autant plus que l'analyse s'appuie uniquement sur les discours d'ATD Quart Monde. Il s'agit donc d'un biais de l'étude. Cependant, l'adoption de l'article 3 de la loi n° 2013-595 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République est jugée comme une « victoire » par les acteurs de cette campagne-école. Cette incorporation institutionnelle permet d'entrevoir la portée d'innovation politique d'une campagne participative portée par une arène interorganisationnelle.

Pauline : « *C'était une force énorme, on était nombreux avec les plus grands syndicats de l'Éducation nationale, les fédérations de parents d'élèves, les mouvements d'éducation nouvelle et populaire pour produire un texte commun. Ce n'était pas un discours écrit dans un bureau entre experts, mais un travail de terrain, de fond, amorcé par ATD bien avant qu'on commence. On ne peut pas faire comme si ça n'existait pas. À un moment ça fait force, ça s'impose. La*

manière dont ça s'est passé et ce qui a été produit participent aux résultats que l'on connaît sur la loi. » (Entretien, responsable du GFEN, 14 mars 2016)

Ce discours suggère que les « victoires » politiques des incorporations législatives sont le résultat de la légitimité du processus participatif et de l'accumulation des légitimités des organisations partenaires qui ont toutes un statut reconnu par les pouvoirs publics.

Par ailleurs, la circulaire du ministère de l'Éducation nationale pour la rentrée 2013 reprend un thème de la campagne, à savoir la relation entre les parents et l'école. Celle-ci s'intitule d'ailleurs « Relations École–Parents. Renforcer la coopération entre les parents et l'école dans les territoires ». Cette circulaire est t considérée comme un effet substantiel de la campagne-école par les membres d'ATD Quart Monde.

Madeleine : « La circulaire de rentrée, c'est dans la suite [de la campagne]. Elle reconnaît tout ce travail qu'on avait fait avec des parents. Cette circulaire affirme toute l'attention que les enseignants doivent porter aux parents qui ont la vie difficile. C'est une grande première pour l'Éducation nationale que ce thème apparaisse dans une circulaire de rentrée. » (Entretien, responsable d'ATD Quart Monde au CESE, 16 mars 2016)

La circulaire reprend effectivement beaucoup d'éléments proposés dans la campagne-école, comme l'intérêt des espaces parents. Dans la suite de la loi de refondation sur l'école, la pédagogie de la coopération et la participation des parents dans une communauté éducative sont mises en avant par la circulaire. ATD Quart Monde est même cité comme un partenaire de référence pour mettre en œuvre les préconisations. Le vocabulaire et les méthodes de l'association apparaissent également dans le texte :

« Le développement des partenariats, en particulier avec les associations, est de nature à favoriser le croisement des regards et des savoirs des professionnels et des parents. Les "groupes de pairs" développés dans le cadre du dispositif expérimenté notamment par ATD Quart Monde et par les universités populaires de parents (UPP) avec le concours d'universitaires en constituent un exemple qu'il convient de souligner. La convention-cadre signée entre le mouvement ATD Quart Monde et le ministère de l'Éducation nationale peut être déclinée au niveau académique. » (Extraits de la Circulaire n° 2013-142 du 15-10-2013)

La circulaire encourage donc les différentes académies à créer des partenariats avec ATD Quart Monde afin de développer les relations entre les parents défavorisés et l'école. Ceci est d'ailleurs ironique selon un responsable d'ATD Quart Monde étant donné que le ministère avait refusé une subvention pour la campagne-école¹ (entretien, Florent, ancien délégué national d'ATD France, 18 mars 2016).

¹ D'après un entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre de l'évaluation interne de la campagne-école, le budget total s'élève environ à 90 000 euros. Une subvention de 40 000 euros avait été demandée à l'Éducation Nationale qui est restée sans réponse, ce qui a été compensé par une donation d'environ 35 000 euros par la Fondation La Mondiale. Par ailleurs, l'association George Hourdin a financé la participation des militants quart monde aux ateliers sur l'école à hauteur de 20 000 euros. La campagne-école a également reçu une subvention de 2 500 euros du Conseil général du Rhône et de 5 000 euros de la Caisse d'Allocations Familiales. Enfin, la mairie de Lyon a mis à disposition gracieusement les locaux et du matériel pour les ateliers de Lyon, ce qui est estimé à un montant de 30 000 euros.

Un autre effet politique externe revendiqué par ATD Quart Monde, plus diffus, est d'avoir réussi à publiciser l'importance de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté.

Édouard : « *On a bataillé simplement pour faire reconnaître l'idée que l'école était une partie intégrante du combat contre la pauvreté. Au CNLE [Conseil National des politiques de Luittes contre la pauvreté et l'Exclusion sociale], à chaque fois j'exprimais mon mécontentement : "Je constate que l'Éducation nationale n'est pas représentée au CNLE". Finalement, assez rapidement, ils se sont dit qu'il fallait au moins envoyer quelqu'un, mais au début ce n'était pas le sujet. L'Éducation nationale n'avait rien à voir avec la pauvreté.* » (Entretien, président d'ATD Quart Monde France, 16 avril 2016)

En outre, ATD Quart Monde a élargi son réseau et a augmenté son pouvoir d'influence dans le monde de l'éducation. Comme on l'a déjà vu, cet aspect constituait l'une des motivations des responsables du mouvement dans le choix du thème de l'école pour mener une campagne politique nationale d'envergure. C'est aussi l'une des raisons sur lesquelles s'appuie le choix d'organiser une coalition avec d'autres organisations.

Victor : « *Dans le monde de l'école, ATD Quart Monde n'était pas connu. Ce qui est complètement différent maintenant. C'est vraiment une victoire. En 2008, on surprenait par notre entrée sur le terrain de l'école. Entre 2008 et 2016, c'est le jour et la nuit. Maintenant, on a une reconnaissance par rapport à l'école.* » (Entretien, membre du secrétariat-école d'ATD, 9 mars 2016)

Ce discours suggère qu'ATD Quart Monde a obtenu un statut d'interlocuteur légitime auprès des pouvoirs publics de l'Éducation nationale qu'il n'avait pas avant la campagne. Par ailleurs, son influence dans ce secteur se note ne serait-ce que dans le réseau des onze partenaires qui diffusent à présent l'information du mouvement auprès de leurs militants. Les différentes organisations font partie d'un réseau informel d'ATD Quart Monde. En particulier, plusieurs participent encore à l'organisation de la journée mondiale de la misère du 17 octobre.

Héloïse : « *ATD a pris du poids au niveau de l'école. ATD est mieux perçu. Pour moi, je l'assume, c'était une association caritative, mais je me suis rattrapée parce que dans ICEM j'ai bien œuvré pour faire connaître leur façon de travailler. Dans le mouvement, je pense qu'il y a une meilleure perception. Maintenant, on collabore aussi pour la journée du refus de la misère depuis quatre ou cinq ans.* » (Entretien, responsable ICEM Freinet, 16 mars 2016)

ATD Quart Monde estime donc que la campagne-école est à l'origine d'un certain nombre d'effets substantiels sur lesquels il s'agit de capitaliser : la stratégie du mouvement ne s'arrête pas à l'incorporation d'amendements législatifs.

Madeleine : « *Petit à petit, ce sont des pas qui sont posés. Mais on sent bien que si on n'est pas derrière, les pas ne se poursuivent pas. Il faut tout le temps être là sinon ça se relâche. Par exemple, cette circulaire n'a pas été tellement reprise les années suivantes. Aujourd'hui avec le travail qu'on vient de faire avec Jean Paul Delahaye au CESE, elle est revenue sur le devant de la scène. J'ai travaillé avec eux sur la circulaire de rentrée du ministère de cette année.* » (Entretien, responsable d'ATD Quart Monde au CESE, 16 mars 2016)

Le discours ci-dessus « suggère [...] que le gain d'un mouvement social est un phénomène cumulatif, inscrit dans la durée » (Chabanet et Giugni, 2010, p. 149). Le vote d'une loi est considéré comme une étape dans la stratégie politique d'ATD Quart Monde qui exige de mener des actions militantes pour s'assurer de sa mise en application par le haut, auprès des pouvoirs publics, ou par le bas, par une sensibilisation de l'opinion publique ou par l'essaimage des initiatives citoyennes. En particulier, la représentante d'ATD Quart Monde au CESE a élaboré un rapport sur la réussite scolaire en utilisant la méthode du croisement des savoirs (Grard, 2015). On va présenter d'autres prolongations de ce type en se focalisant cette fois-ci sur les effets internes de la coalition interassociative.

2.3. Les effets internes de la campagne-école

L'investissement des organisations partenaires dans la coproduction d'une enquête sociale a des effets de transformations internes. Si la pratique du consensus a atténué la radicalité de certaines revendications, voire exclu quelques sujets, la plateforme citoyenne est loin d'être le seul enseignement que retiennent les différentes organisations. Les résultats détaillés de l'enquête sociale qui font l'objet de plusieurs ouvrages publiés par ATD Quart Monde peuvent avoir des effets plus diffus. Le processus participatif, délibératif et agonistique a permis de clarifier les options, les préférences et les conflits, connaissances qui peuvent être réinvesties dans d'autres campagnes politiques par exemple. En menant une activité praxéologique à l'issue d'une campagne politique, il est possible de favoriser des « effets d'entraînements » (Chabanet et Giugni, 2010) internes à ATD Quart Monde ou externes par rapport d'autres organisations de mouvement social. C'est précisément le rôle de l'évaluation dont les données ont été analysées dans ce chapitre¹.

Pour ATD Quart Monde, l'un des principaux effets internes concerne la place de l'éducation dans les priorités thématiques de l'association. À partir de l'activité de quelques entrepreneurs d'ATD Quart Monde, le sujet apparaît dans la programmation d'ATD France et des membres locaux s'investissent dans des prolongations de la campagne. Une recherche sur les liens entre pauvreté et orientation scolaire est notamment en cours de réalisation par le mouvement. Une coformation a également été construite afin de débattre des résultats de la recherche avec des militants quart monde et dégager des solutions concrètes à expérimenter². Ici, le dispositif délibératif de la différence a été utilisé dans une optique de production de propositions à partir d'éléments de réflexion issus d'une recherche spécifique, mais aussi de la campagne-école. Par ailleurs, un outil de formation des enseignants à la relation avec les « parents en situation de pauvreté », créé par le groupe de Rennes, est dans une phase de diffusion. Ce même groupe local fait partie d'une campagne nationale, « En associant les parents, tous les enfants peuvent réussir », qui vise à multiplier les communautés éducatives s'inspirant du projet de Maurepas.

¹ ATD Quart Monde a donné accès à ces données dans le cadre de cette thèse afin d'avoir une prise de recul scientifique sur la campagne-école.

² Ce référer au rapport suivant : ATD Quart Monde, 2018, *Ateliers grande pauvreté et orientation*.

Ensuite, le nombre d'enseignants qui se sont engagés dans le mouvement comme militant allié à la suite la campagne-école est important et des groupes de réflexion et d'action se sont constitués dans certaines délégations régionales. Par exemple, un secrétariat-école est né à Lyon pour faire de la sensibilisation dans les établissements scolaires de la région Rhône-Alpes. Ainsi, les membres d'ATD Quart Monde se sont emparés du sujet de l'école localement. Les entretiens réalisés dans le cadre de l'évaluation interne de la campagne-école montrent que certains militants quart monde et militants alliés se sont engagés dans la diffusion de la plateforme citoyenne par exemple. Cette évaluation interne est d'ailleurs à l'origine d'un autre effet interne. Dans une démarche praxéologique, celle-ci a entamé des réflexions sur la coconstruction des revendications politiques au sein d'ATD Quart Monde. Un séminaire d'évaluation a été réalisé dans le but de tirer les conséquences de la méthodologie employée. Un responsable national d'ATD Quart Monde affirme que d'autres campagnes politiques du mouvement se sont inspirées de la méthodologie participative comme celle sur « territoire zéro chômeur de longue durée »¹.

En dehors d'ATD Quart Monde, les discours des représentants des associations et syndicats de la coalition suggèrent également des effets internes suite à la campagne-école. Les onze organisations partenaires ont effectivement été sensibilisées à l'approche du croisement des savoirs et des pratiques et se sont confrontées aux militants quart monde. Les organisations ont renforcé leur lien avec ATD Quart Monde et certains ont entamé des réflexions internes sur la question de la pauvreté. C'est le cas par exemple du SNES-FSU qui a fait entrer dans ses mandats la promotion de la pédagogie coopérative. En particulier, l'enquête sociale de la campagne-école a été ingérée aux éléments de connaissance du syndicat dans leur dossier portant sur la « démocratisation scolaire » et a suscité de nouveaux projets. De même, l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre affirme avoir été grandement influencée par cette campagne notamment pour entamer des réflexions sur la place des parents pauvres dans l'enseignement privé.

Elsa : « Cette problématique n'était pas au cœur de nos préoccupations, c'était une problématique nouvelle pour nous. La campagne a mis cette question des parents qui ne vont pas vers l'école sur la table. Ce qu'on a appris pour les parents en grande précarité, on a l'a appris pour tous les parents qui sont différents par rapport au modèle attendu, autour du handicap, des exclus de l'école. Cela a eu des résonances aussi sur d'autres pratiques et d'autres thèmes. Cela va faire maintenant cinq ans qu'il n'y a pas une réunion où l'on ne parle pas d'ATD. Maintenant, tout le monde sait ce qu'est ATD. On a fait une animation ludique pour l'acceptation des différences où on a inclus des personnes en situation de grande précarité. Comment on accueille ? Comment on aide ou comment on se fait aider par des parents qui vivent des situations de précarité ? C'est tout petit, mais c'est des changements de mentalité, ça bouge. On forme les parents au niveau académique et départemental, les parents viennent se former ici. Maintenant quand on développe ces questions, on sent tout de suite qu'ils ont des références dans leurs têtes. Ils sont plus ouverts qu'il y a quatre ou cinq ans. Il y a plus de répondant autour de ces questions. » (Entretien, responsable de l'APEL, 14 avril 2016)

¹ On reviendra sur ces effets dans le chapitre suivant.

La campagne-école a donc des effets internes sur les organisations partenaires qui poursuivent leurs réflexions sur les sujets abordés. La formation des membres de l'APEL inclut des connaissances acquises lors du travail réalisé avec ATD Quart Monde. Les connaissances des responsables associatifs et syndicaux qui ont participé au comité interpartenarial peuvent donc se diffuser à un public plus large avec des effets culturels internes (Chabanet et Giugni, 2010).

L'analyse des effets de la campagne-école est partielle et mériterait une enquête plus approfondie. Les résultats développés permettent tout de même d'illustrer le potentiel transformateur de l'articulation des modèles démocratiques. D'un côté, un problème public peut être reconstitué en intégrant le savoir infrapolitique des acteurs affaiblis par la coproduction participative et délibérative d'une enquête sociale. De l'autre, le recours à un processus décisionnel agonistique permet à une arène interorganisationnelle de trouver quelques points d'accord sur des revendications collectives. Les légitimités des différents modèles démocratiques s'accumulent dans un pouvoir d'influence auprès des pouvoirs publics pouvant mener à des effets politiques substantiels. En outre, l'enquête sociale a permis de clarifier les opinions, les préférences et les conflits des différents acteurs. Même si l'écriture des revendications a fait l'objet d'opérations de filtrage, le recours à une démarche praxéologique favorise des effets plus diffus sur le long terme de la campagne-école. ATD Quart Monde dispose en effet d'une connaissance importante qu'il peut faire fructifier dans des prolongements, à l'instar du rapport sur les inégalités scolaires du CESE ou la recherche grande pauvreté et orientations scolaires. Finalement, la campagne-école peut être présentée comme une expérimentation démocratique d'ATD Quart Monde qui a inventé une ingénierie spécifique en articulant les modèles agonistiques, participatifs et délibératifs. Dans une perspective processuelle, cette initiative peut se prolonger dans de nouvelles expérimentations qui dénouent les tensions relevées. La campagne-école est également le signe d'une évolution de la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde concernant la place des militants quart monde, ce que l'on va analyser dans le chapitre suivant.

Chapitre 7. Des évolutions organisationnelles émancipatrices

Pour ATD Quart Monde, la période 1998-2018¹ est marquée par la création du croisement des savoirs, la multiplication des coformations et l'innovation participative de la campagne-école. Ce sont autant de signes que la culture organisationnelle évolue progressivement vers un modèle de démocratie interne davantage inclusif, telle est l'hypothèse qui sera examinée dans ce chapitre. Les contradictions de la deuxième partie seront ainsi remises en perspective par une analyse diachronique des effets plus lents de diffusion interne du cadre normatif d'ATD Quart Monde. Ce type d'évolution vers une « culture participative » (Neveu, 2011) dans l'espace des mouvements sociaux a été étudiée par certains auteurs et s'inscrit dans une tendance plus générale soulignée par Jacques Ion (1997). Celui-ci montre que le milieu associatif français évolue d'un militantisme classique fondé sur des réseaux verticaux vers un « militantisme distancié » qui valoriserait les réseaux horizontaux dans l'organisation interne.

Les auteurs qui se sont intéressés à cette question notent cependant que la culture participative des mouvements sociaux est contrastée sur le long terme par la réapparition de la « loi d'airain de l'oligarchie » avec ses effets de bureaucratisation par lesquels des *leaders* s'accaparent le pouvoir (Della Porta, 2009). En outre, dans le mouvement des indignés en Espagne, Héloïse Nez (2012) met en lumière l'effet pervers que peut avoir le principe d'inclusion démocratique. Ayant tendance à allonger le temps des débats, la recherche d'un consensus totalement inclusif augmente paradoxalement les coûts de la participation des participants les moins politisés. Dans ce cadre, certains militants se professionnalisent comme spécialistes et laissent peu de place à l'apport de nouveaux participants. Ce faisant, un « cens caché » réapparaît.

Des effets semblables sont analysés par Daniel Mouchard dans le cas du mouvement Agir ensemble contre le chômage (AC !). En effet, « le travail discursif est, en définitive, essentiellement accompli par ceux qui disposent des ressources *ad hoc* » (Mouchard, 2002, p. 140). Le politiste note également une grande ambiguïté dans le mode de fonctionnement entre les pratiques délibératives et de délégation. Comme le rejet de la structure pyramidale est partagé par les membres d'AC !, la persistance de porte-paroles et d'un espace de coordination nationale suscite de fortes tensions en interne. Alors que la thématique de la représentation avait été initialement mise de côté dans cette organisation, celle-ci resurgit à cause d'un flou concernant le rôle des instances et des statuts. Cependant, Daniel Mouchard affirme qu'il faut prendre au sérieux les innovations organisationnelles dans la gouvernance interne des mouvements sociaux :

« Elles ne doivent pas être considérées comme de simples masques d'une évolution organisationnelle inéluctable, menant vers l'institutionnalisation et la bureaucratisation.

¹ Ces balises temporelles ont été choisies, car en 1998 est lancé le premier programme du croisement des savoirs et 2018 marque la fin de notre enquête.

Autrement dit, l'“impératif délibératif”, s'il est constamment battu en brèche par les contraintes situationnelles, n'en fonctionne pas moins comme un référent normatif qui oriente des pratiques et possède à ce titre une effectivité propre. On peut dire en ce sens qu'il fonctionne comme “horizon régulateur”, avec tous les obstacles, mais aussi toutes les potentialités, que ce terme recouvre. » (Mouchard, 2002, p. 144-145)

En suivant cette proposition, la première section de ce chapitre prend le contre-pied des analyses de Daniel Mouchard et d'Héloïse Nez en montrant comment certaines innovations démocratiques tournées vers l'extérieur d'ATD Quart Monde, comme les coformations ou la campagne-école, peuvent avoir des effets internes concernant l'inclusion des acteurs affaiblis. Faut-il rejeter les modèles participatifs et délibératifs sous prétexte que certains dilemmes pratiques persistent dans leur articulation avec les exigences du travail militant quotidien ? Il s'agira ensuite, dans la seconde section, d'analyser les effets biographiques émancipatoires des évolutions participatives sur les parcours d'engagement des militants quart monde. Pour cela, on adoptera une vision processuelle de la participation des acteurs affaiblis dans un contexte où l'émancipation est conçue comme une transformation infinie (Vitiello, 2016).

Section I – La démocratisation de la démocratie interne

La notion d'identité organisationnelle a été abordée jusqu'à présent dans sa perspective pragmatique comme un ensemble de marqueurs qui créent du sens commun au sein d'un collectif (Cefai, 2007). Ces marqueurs se forment et se déforment dans le cours des expériences des membres et de leurs interactions. Il s'agit d'un ensemble de valeurs et de schèmes de perception pratiques (Mathieu, 2011) plus ou moins partagés au sein du groupe, mais souvent affichés comme des éléments distinctifs par rapport à l'extérieur. Cette section s'intéresse à un domaine spécifique de l'identité collective qui concerne le mode de fonctionnement interne à travers les prises de décision (la gouvernance) et la division du travail militant quotidien (la distribution des tâches). C'est cet aspect que l'on appelle « culture organisationnelle » et qui sera analysé dans une perspective diachronique et pragmatique. Il s'agira en particulier d'appréhender l'influence de certaines expérimentations inclusives, plus ou moins exceptionnelles, mais aussi d'un processus de luttes internes.

Généralement utilisée dans le milieu de l'entreprise, la notion de culture organisationnelle est souvent liée à une « une approche structuro-fonctionnaliste, selon laquelle la culture serait un produit de l'organisation, une variable dépendante interne. L'organisation “a” une culture que l'on modifie, manipule et change à volonté. Cela présuppose une vision instrumentale de la culture et le principal danger d'une telle approche réside [...] en ce que la culture organisationnelle peut dès lors être identifiée à un simple instrument de gestion » (Guberman et al., 1994, p. 48). Une autre perspective envisage les modèles organisationnels, non pas simplement comme le résultat de contraintes économiques et fonctionnelles, mais comme

des « modèles culturels » (Dobbin, 1994) qui impliquent une analyse de l'« écologie culturelle », « au sens d'un double mouvement d'accommodements à et d'assimilation de contextes de sens » (Cefaï, 2007, p. 350). Il s'agit de comprendre comment des formes organisationnelles émergent et évoluent à partir des configurations pratiques auxquelles doivent faire face les acteurs dans une « culture en interaction » (Eliasoph et Lichterman, 2011).

« La culture est toujours en train de se faire et de se refaire à travers les activités d'interprétation, de raisonnement et d'argumentation, de critique et de discussion, de jugement et de justification, d'imagination et de mémoire des protagonistes d'une situation d'action collective. » (Cefaï, 2007, p. 532)

Les régimes d'engagement et les logiques organisationnelles peuvent ainsi évoluer à partir des enjeux stratégiques, des luttes de pouvoir interne, mais également de la confrontation et de l'hybridation de différentes versions d'un devoir-être et d'un devoir-faire entre les membres. Dans un espace d'interactions se façonne un « ordre négocié » (Fine, 1984). Avec cette dernière notion, Anselm Strauss et ses collègues (1963) mettent en lumière que le mode de fonctionnement d'une organisation dépend des négociations micropolitiques qui s'effectuent entre les membres ou entre des coalitions de membres. Dans ce cadre d'analyse, les acteurs sont jugés capables de percevoir la structure dans laquelle ils sont intégrés et la place qu'ils y occupent. Ils s'adaptent aux situations qu'ils rencontrent et donnent du sens à leur environnement, mais peuvent aussi agir pour renégocier l'ordre afin d'ajuster leur propre position et celle de leur groupe d'appartenance. Alors que d'un point de vue extérieur l'organisation donne une image de stabilité, les transformations internes sont inévitables et continues, même si le processus d'évolution s'effectue souvent dans le long terme.

Au-delà de l'ordre négocié qui émerge des conflits internes, les acteurs font face à des contradictions entre un idéal normatif et la pratique de l'action collective. Ce faisant, ils ont souvent recours à un « bricolage empirique, au jour le jour, pour résoudre tel problème concret, pour répondre à telle situation d'urgence, pour traiter tel cas particulier » (Cefaï, 2007, p. 345). Comme cela a été développé dans la première partie de la thèse, ce bricolage empirique peut s'associer à une activité réflexive, favorisant un processus d'apprentissage interne. Celui-ci peut alors transformer certains marqueurs de la culture organisationnelle.

En s'intéressant aux pratiques délibératives au sein des mouvements sociaux, Donatella Della Porta (2005) a mis en lumière ce processus d'apprentissage. En expérimentant la mise en œuvre des principes normatifs des modèles démocratiques (direct, délibératif, participatif et représentatif), les acteurs ont la capacité d'inventer de nouvelles manières de faire face aux difficultés pratiques qu'ils rencontrent. « À moins de se réduire à un tout petit groupe [...], la version radicale de la démocratie participative paraît irréalisable » (Cefaï, 2007, p. 355) et ses préceptes normatifs « négligent trop souvent [la] division du travail et [la] complémentarité des compétences requises en pratique, ainsi que l'imagination expérimentale et contextuelle que requiert l'action collective » (Cefaï, 2007, p. 357). Dans une perspective pragmatique, la

« culture participative » des mouvements sociaux est un ensemble d'expérimentations qui s'implémentent dans un processus d'apprentissage interne qui vise à dénouer les dilemmes pratiques.

En l'occurrence, le cadre normatif de la communauté épistémique internationale a des difficultés à s'appliquer dans toutes ses dimensions à l'échelle locale. Certaines contradictions peuvent alors remettre en cause l'idéal d'inclusion des acteurs affaiblis : à partir du cas du groupe rhône-alpin, le quatrième chapitre a mis en lumière l'existence de barrières à l'entrée en praxis liée à une évanescence de l'action politique à l'échelle locale ainsi qu'un plafond de verre dans les prises de responsabilité des militants quart monde. Dans une perspective diachronique, on va analyser l'évolution de la culture organisationnelle qui s'opère à travers l'activité de bricolage empirique, de tentatives praxéologiques et de luttes internes concernant la place des militants quart monde dans l'association.

1 — Vers une culture participative et inclusive ?

Dans les suites des préceptes de Joseph Wresinski, le projet du croisement des savoirs et des pratiques défend une participation radicale des acteurs affaiblis sur l'ensemble des questions qui les concernent. Des tentatives de mises en application de ce cadre normatif ont été présentées dans les deux chapitres précédents. Ces expérimentations ont-elles alors des effets sur la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde, notamment en termes d'inclusion des militants quart monde dans la gouvernance ?

1.1. L'évolution de la gouvernance interne d'ATD Quart Monde

En tant que communauté épistémique, beaucoup de sujets font l'objet de réflexions en interne. Si de l'extérieur ATD Quart Monde peut renvoyer l'image d'un mouvement uniforme, différentes sensibilités s'affrontent en interne comme sur la question de la gouvernance. À l'échelle nationale et internationale, les responsables de l'association parlent d'une « recherche permanente » dans le partage des responsabilités, terme que l'on va à présent analyser.

Florent : « C'est vrai qu'aujourd'hui, par exemple [fortes hésitations], on ne voit pas de militant qui pourrait être président [d'ATD France]. Peut-être que cela arrivera un jour, évidemment si c'est un militant ça serait formidable. Joseph Wresinski était un militant. Mais on n'en fait pas un objectif en soi parce que l'on connaît la complexité des situations. [...] Le choix du mouvement est d'éviter de faire une catégorie. Être militant est un engagement. Il faut veiller à ce qu'il ne perde pas sa connaissance et son expérience tout en permettant qu'il arrive à sortir de la grande pauvreté. » (Entretien, ancien responsable d'ATD France, 20 avril 2015)

Si le discours de Florent, ancien délégué national, montre que la place des militants quart monde dans la gouvernance interne est questionnée, il reprend également certaines logiques qui étaient utilisées par les volontaires permanents du groupe local rhône-alpin. Le partage des responsabilités avec les militants quart monde n'est pas conçu comme un objectif, mais comme une recherche prudente. Les difficultés des acteurs affaiblis et la valorisation de leur savoir infrapolitique fonctionnent comme des barrières à la prise de responsabilités. Comme on l'a vu, la logique de protection des militants quart monde participe à une division des tâches.

Florent : « *Il ne faut pas que l'idée prime sur l'humain. L'idée que les militants soient partout est séduisante, mais la réalité fait que parfois on peut se tromper sur un militant. On croit qu'il n'a pas de capacités alors qu'il en a, mais parfois on peut se tromper à l'inverse. Les gens ont une telle soif de reconnaissance qu'ils veulent avoir toutes les places. Cependant, on se moque d'eux si on les laisse croire qu'ils peuvent avoir toutes les places, parce que moi non plus je ne peux pas avoir toutes les places. Il y a une espèce de paternalisme à toujours dire oui aux gens et à satisfaire tous leurs désirs, y compris des désirs qui ne sont pas réalistes et qui ne sont pas possibles. [...] L'important c'est que la problématique reste toujours vivante. Que tout le monde cherche en permanence sa place est plutôt positif. De cette manière, personne n'est installé sur une place.* » (Entretien, ancien responsable d'ATD France, 20 avril 2015)

D'un côté, la délégation nationale a une volonté de renouveler la gouvernance de l'association pour aller vers un mode de fonctionnement horizontal et inclusif. De l'autre, la division des tâches est justifiée par les difficultés des groupes locaux à trouver des militants quart monde qui auraient les compétences pour assumer des responsabilités. Dans ce discours, la logique de protection est prioritaire par rapport aux autres objectifs. Ainsi, le registre de justification du plafond de verre des volontaires permanents rhône-alpin est repris par la délégation nationale. Paradoxalement, ce registre va à l'encontre de la dernière partie du discours ci-dessus qui valorise une gouvernance dynamique. En effet, la logique de protection renforce la division du travail militant au sein de l'association et fixe des places et des rôles en fonction des statuts. En prolongeant la discussion avec Florent, de nouveaux éléments de justification apparaissent.

Florent : « *Si dans un groupe tu as beaucoup de personnes en manque de reconnaissance que tu en choisis un pour animer, les autres sont jaloux et ils vont le casser. En fait, il vaut mieux qu'ils t'en veulent tous parce que tu ne veux pas donner la place, plutôt que de casser une solidarité entre les gens. Tu as des militants quart monde qui ont été dans l'équipe d'animation du Nord Pas de Calais, et tous les autres les traitaient de jaunes. [...] Il vaut mieux que les gens agressent quelqu'un comme moi parce qu'on a assez de sécurité pour se faire engueuler. Quand les militants quart monde sont à l'animation et qu'ils commencent à se faire agresser par d'autres militants c'est très dur. Tu te dis : "pourquoi on a fait prendre tant de risque aux gens, pourquoi on a cédé à l'envie de reconnaissance de cette manière-là!"* » (Entretien, ancien responsable d'ATD France, 20 avril 2015)

Florent est un volontaire permanent depuis longtemps. Comme beaucoup de ses collègues, il a été amené à expérimenter la promotion interne de militants quart monde. La justification du plafond de verre s'appuie sur une réflexion issue des échecs comme dans le groupe local du

Nord-Pas-de-Calais. Le discours ci-dessus néglige les aspirations des militants quart monde. La thématique de la jalousie entre acteurs affaiblis est très courante. Étant donné que ce type d'émotion va à l'encontre d'une éthique du *care*, ils sont évidemment rejetés par le style de groupe. Cependant, au lieu de travailler avec les personnes pour dépasser cette attitude, elle constitue une barrière supplémentaire pour la prise de responsabilité.

À ce niveau de l'analyse, il semblerait que le plafond de verre des militants quart monde n'est pas limité au groupe local rhône-alpin étant donné que celui-ci est justifié par la délégation nationale. Cependant, les représentants de cette instance font preuve d'une certaine ambivalence. Tout en restant prudents, ils mettent tout de même en œuvre des expérimentations d'inclusion de militants quart monde dans la gouvernance interne. Par exemple, deux tentatives de recrutement de militants quart monde comme volontaires permanents ont été effectuées, la première dans les années 1980 et la seconde dans les années 2000. Selon Candice, une ancienne déléguée nationale, les résultats de ces deux expérimentations n'ont pas été fructueux. L'analyse de son discours métapragmatique met en lumière plusieurs problématiques. D'une part, beaucoup de militants quart monde développeraient l'aspiration d'être rémunérés pour leur travail militant. Selon elle, les personnes promues perdraient aussi souvent la relation de confiance avec leurs pairs à cause de jalousies entre militants quart monde. D'autre part, l'ancienne déléguée nationale explique que la difficulté réside dans les lacunes et le manque de compétences de certains militants. Par manque de tâches à leur donner, ils n'effectuent pas un temps plein ou alors cela exige un accompagnement renforcé.

Candice : « *Si on les paye à plein temps, il faut qu'il travaille à plein temps. Après, ils n'ont pas forcément la disponibilité parce que leur vie est compliquée. De plus, ils ne font pas du travail à plein temps tout seuls. M [nom d'un militant] ne faisait pas grand-chose. Il savait à peine lire, c'est difficile. [Nicole] a des compétences, mais tous les militants quart monde n'avaient pas ces compétences-là. [...] [Nicole] faisait vraiment du plein temps. [...] C'était plus net, les autres militants ne pouvaient pas dire : "Moi aussi je pourrais bien être payé pour ce que je fais" [...]. Elle fait beaucoup plus qu'un militant quart monde local, parce qu'elle a les moyens intellectuels, de formation et d'appartenance au mouvement. Elle n'aurait pas été dans la pauvreté, c'est quelqu'un qui aurait poussé des études très loin.* » (Entretien, ancienne responsable d'ATD France, 18 mars 2016)

Les expérimentations de « militants permanents » sont jugées dans la plupart des cas comme des échecs agissant par la suite comme des barrières supplémentaires aux prises de responsabilité. Depuis les années 2000, l'expérience n'a donc pas été renouvelée. Nicole est la seule militante permanente aujourd'hui. Elle a eu des responsabilités nationales et internationales. En tant que militante quart monde, sa place dans l'association revêt un caractère exceptionnel qui serait lié à un ensemble de compétences que d'autres n'auraient pas. La logique de protection s'associe donc à une logique d'exception pour obtenir des responsabilités. Il s'agit alors de repérer les militants quart monde qui ont les compétences suffisantes pour participer à la gouvernance nationale. En dehors des expérimentations de « militants permanents », le conseil d'administration et la délégation nationale se sont

également ouverts à l'inclusion d'acteurs affaiblis suivant les logiques d'exception et de protection. Ces espaces ont été adaptés pour permettre une participation effective des militants quart monde aux choix des orientations stratégiques d'ATD Quart Monde.

Malgré la justification du plafond de verre, de nouvelles expérimentations de partage des responsabilités sont tout de même mises en œuvre régulièrement. Pour comprendre l'ambivalence du discours de la délégation nationale sur ce sujet, il faut alors explorer la dynamique interne qui s'oppose au plafond de verre. En effet, Isabelle, une militante quart monde qui a participé au Conseil d'administration et à la délégation nationale d'ATD France explique que l'ouverture sur le partage de responsabilité est à l'origine d'une lutte interne :

« À un moment donné, beaucoup de militants commençaient à se demander pourquoi on ne nous donnait pas de responsabilité dans le mouvement. Il y a eu une période comme ça, dans beaucoup d'endroits. Il y avait des militants qui disaient : "Pourquoi on ne peut pas entrer dans le groupe local de décision, pourquoi nous militants on ne pourrait pas ?". Il faut les trois : alliés, volontaires, militants. Et je faisais partie de ces gens-là. [...] Si j'ai pu prendre ma première responsabilité, c'est parce qu'on s'est battu pour l'avoir avec les autres militants. Ce combat a été un sacré bras de fer, pas dans la violence, mais dans les arguments. Il a fallu argumenter pour dire pourquoi on ne voulait plus continuer que les alliés et les volontaires décident seuls alors que c'était de nos vies qu'on parlait. On n'avait pas d'influence sur ça au sein même du mouvement alors que le mouvement défend le contraire. [...] C'est là qu'on a bataillé pour arriver à ouvrir une brèche. D'autres brèches se sont ouvertes ailleurs qui allaient dans le même sens que nous. » (Entretien, militante quart monde, 21 mars 2016)

L'analyse de ce discours montre que la figure du « frondeur » peut prendre une forme collective : certains militants quart monde constituent des coalitions qui visent la remise en cause de l'ordre négocié. Par ailleurs, même s'ils justifient le plafond de verre, beaucoup de volontaires permanents et de militants alliés reconnaissent l'existence des contradictions internes pointées par Isabelle, ce qui facilite les négociations avec les « frondeurs ». Dans la micropolitique d'ATD Quart Monde sur le partage des responsabilités, les luttes internes peuvent alors influencer la culture organisationnelle par l'ouverture de « brèches ».

Frédéric : « Les espaces de décisions avec des militants n'existaient pas il y a 30 ans. Les volontaires étaient très centraux, il y avait quelques alliés, mais on était loin de l'idée que des militants puissent être associés à une délégation. Par exemple, il y a eu des militants dans un groupe de discernement pour nommer la délégation internationale. Du temps de Joseph ce n'était pas du tout à l'ordre du jour, on n'était pas prêt. Je faisais partie des gens qui ont fait pression pour qu'il y en ait cette année. » (Entretien, volontaire permanent à la retraite, ancien délégué international, 8 novembre 2015)

Ce discours montre que la lutte interne des « frondeurs » pour l'inclusion des militants quart monde dans la gouvernance est appuyée par certains volontaires permanents ou militants alliés. Un réseau d'acteurs se forme au sein de l'association pour remettre en question le plafond de verre et son registre de justification.

Gaston : « Ce n'est pas facile de faire équipe avec des militants, mais ça n'a pas de sens de ne pas faire équipe avec. [...] Si les militants ne supportent pas les réunions, arrêtez de faire des

réunions, il faut travailler autrement. J'ai vraiment de la chance dans mon équipe, ce sont des gens qui ont ma sensibilité du coup on ne va jamais faire de réunion entre nous, sinon on va se répéter les mêmes choses qu'on se répète tous les jours, ça ne sert à rien.» (Entretien, volontaire permanent, 12 mars 2015)

Comme l'indique ce volontaire permanent, certains groupes locaux ont une volonté collective de mettre en œuvre une gouvernance plus inclusive. Cet acteur est membre de l'équipe des Philippines. Il s'appuie sur des « *leaders* communautaires » pour mener ses actions. L'inclusion des citoyens marginalisés est donc considérée comme indispensable. D'autres groupes locaux comme celui de Montréal ont également une culture organisationnelle inclusive. Par l'expérimentation du principe de la participation radicale des acteurs affaiblis, quelques groupes locaux favorisent la dynamique participative et inclusive au sein du mouvement.

En outre, si la position de la délégation nationale France est ambivalente, celle de la « délégation internationale » du mouvement affiche une volonté claire de partager les responsabilités. Cette dernière encourage les groupes locaux à mettre en œuvre une gouvernance horizontale. Ainsi, la lutte interne contre le plafond de verre est appuyée par l'espace de décision international, ce qui fait pression sur la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde.

Judith : « Sur les prises de responsabilité, je pense qu'on a beaucoup changé depuis quinze ans dans nos façons de faire. [...] C'est vrai qu'il y a une dizaine d'années, on était plus dans une logique où chacun avait son rôle. Il fallait que personne ne soit jaloux, que personne ne soit devant les autres, mais ça ne permet pas de profiter de ce que peut apporter chacun. On a tous à apporter des choses différentes. Pour construire une complémentarité, il y a l'un ou l'autre qui va prendre une responsabilité précise, nationale ou locale ou transversale, qu'on soit allié, militant ou volontaire. On a besoin de partager les responsabilités. Et on a fait tout un travail sur la gouvernance du mouvement l'an dernier. Il y a un PowerPoint qui est conçu pour que les participants aux universités populaires par exemple s'approprient ce travail de gouvernance. » (Entretien, déléguée internationale, 8 avril 2016)

De même, la délégation internationale expérimente des dispositifs participatifs. En particulier, le processus d'évaluation-programmation qui a lieu tous les quatre ans vise à fixer collectivement les grandes lignes d'orientation d'ATD Quart Monde à l'échelle internationale. Chaque groupe local doit construire un espace de réflexion représentatif avec des militants alliés, des militants quart monde et des volontaires permanents afin d'évaluer ses difficultés et ses réussites. Ensuite, le groupe fait remonter des axes prioritaires pour orienter l'action d'ATD Quart Monde.

Florent : « Dans des dispositifs comme celui-ci, les gens influencent vraiment sur le fond. C'est vraiment les militants du Guatemala qui ont donné l'orientation centrale [suivante] : "L'important ce n'est pas d'avancer avec le groupe qu'on a, c'est d'aller chercher ceux qui manquent et qui se cachent encore". Cela vient assez directement de militants quart monde [...]. Dans ce sens-là, je pense qu'ATD Quart Monde invente des processus dans

lesquels les gens défavorisés [...] ont une influence sur la marche.» (Entretien, ancien responsable d'ATD France, 20 avril 2015)

Ce type de dispositifs permet aux militants quart monde, mais aussi aux autres membres du mouvement, d'influencer l'action internationale. De plus, en expérimentant de telles pratiques de gouvernance, les groupes locaux peuvent développer l'envie de transformer leurs propres pratiques en termes de partage de responsabilité. Du point de vue de la délégation internationale, ATD France peut être considérée comme un groupe local. En l'occurrence, en mettant en œuvre le dispositif d'évaluation-programmation, la délégation française évolue dans sa capacité à inclure les militants quart monde dans ses décisions. On peut de la sorte supposer que l'influence de la délégation internationale favorise l'apparition d'expérimentations de gouvernance plus inclusives dans les groupes locaux.

Un autre exemple permet d'analyser l'influence des luttes internes contre le plafond de verre sur la remise en cause de l'ordre négocié. En effet, pour répondre aux critiques, notamment des militants quart monde « frondeurs », la délégation nationale France a organisé un congrès en mars 2011 pour valoriser les sources d'engagement des trois composantes du mouvement (militants alliés, militants quart monde, volontaires permanents).

Florent : « On s'est rendu compte que dans pas mal de groupes, il y avait une vraie hiérarchie entre les alliés et les militants. Les militants disaient j'aimerais bien devenir allié, comme ça j'aurais les clés du local, j'aurais des responsabilités. [...] [Dans un groupe local], certains militants avaient l'impression qu'on les mettait à part [...]. Je leur ai dit vous n'avez pas les mêmes savoirs. L'allié [...] a un savoir que tu n'as pas, mais toi aussi tu as un savoir qu'il n'a pas. Il faut que vous puissiez en parler entre vous. Il faut aussi ménager les alliés parce que les alliés [de ce groupe local] se cachaient pour se rencontrer entre eux. » (Entretien, volontaire permanent, ancien délégué national, 20 avril 2015)

À partir de ce constat, le « congrès des engagements » a été créé spécifiquement pour répondre à la pression exercée par les « frondeurs », mais aussi dans une démarche praxéologique pour lutter contre les contradictions internes. Cependant, cette initiative est représentative de l'ambivalence de la délégation nationale sur le partage des responsabilités. En effet, le processus mis en œuvre par le congrès des engagements relève davantage d'une fixation par la réaffirmation des justifications du plafond de verre que d'une remise en cause de l'ordre négocié sur la division des tâches.

Florent : « [Une volontaire permanente du groupe rhône-alpin] était heureuse parce qu'elle m'a dit : "À Lyon, les militants croient qu'ils peuvent tout faire et personne n'ose leur dire que ce n'est pas vrai". Là, ils ont vu dans un récit précis qui venait de Marseille qu'à un moment donné c'était des alliés qui s'étaient battus et qui avaient obtenu quelque chose. Les militants disaient : "Heureusement qu'il y avait quelques alliés qui ont réussi à décrocher ça". » (Entretien, volontaire permanent, ancien délégué national, 20 avril 2015)

Alors que la délégation internationale défend une distribution renouvelée des tâches, l'exemple donné par Florent relève davantage d'une valorisation des rôles occupés par les militants alliés. La réaction de la volontaire rhône-alpine montre que le congrès des

engagements a permis d'amoindrir les conflits internes par la réaffirmation du *statu quo*. Le texte final donne un ensemble de « repères » pour l'engagement des membres en fonction de leur statut et officialise la division des tâches. Par exemple, les trois responsabilités ci-dessous apparaissent dans le chapitre sur l'engagement des militants alliés et pas dans celui des militants quart monde :

Créer des relations, des contacts officiels avec des partenaires (associations, mairies, collectivités territoriales, état) et assurer des mandats de représentation du Mouvement ATD Quart Monde.

Rechercher des financements.

Apporter une aide technique et professionnelle (pilotage, coordination, animation, rédaction).

Figure 26 : Trois tâches attribuées aux militants alliés¹

En dépit d'expérimentations inclusives qui se multiplient, le registre de justification du plafond de verre résiste de la sorte à la dynamique d'évolution de la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde. Il s'agit cependant d'un processus sur le long terme dans lequel plusieurs visions de la distribution des tâches coexistent et s'affrontent. On va à présent poursuivre cette analyse diachronique et dynamique à partir de l'inclusion des acteurs affaiblis dans les campagnes politiques d'ATD Quart Monde.

1.2. L'évolution participative des campagnes politiques du mouvement

Une autre contradiction interne concerne l'évanescence de la praxis, qui va à l'encontre du principe d'« activisme émancipateur »². L'évolution de la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde est également perceptible sur cette question avec l'introduction de dispositifs participatifs dans les campagnes politiques.

Dans les années 1990 et 2000, le mode d'action d'ATD Quart Monde reposait principalement sur le modèle de l'*advocacy*. Dans ce contexte, la campagne-école est le signe d'une transformation du mode d'action politique dans le sens d'une culture participative et délibérative. C'est ce qu'indique en particulier l'organisation d'une l'évaluation interne en 2012. Dans une démarche praxéologique, il s'agissait d'analyser le processus de coconstruction. Le texte³ qui a été écrit à l'issue de ce travail réflexif met en avant la légitimité que confère la participation des acteurs affaiblis dans le but de constituer une coalition interpartenariale.

¹ Archive, extrait des actes du congrès des engagements, 2011.

² Se référer au quatrième chapitre.

³ Celui-ci se trouve en Annexe 9 : Synthèse sur la coconstruction de propositions politiques, p. 581.

« Ce qui donne cette légitimité c'est une démarche contraignante qui déplace les pratiques habituelles des responsables politiques et contraints à penser à partir du réel. Notre légitimité pour parler au nom des plus démunis vient : des universités populaires dans lesquelles la réflexion des personnes en situation de pauvreté est reconnue et entendue ; d'expérimentations à partir desquelles nous construisons nos propositions ; du fait que l'on rassemble, les personnes les plus exclues, mais aussi les différentes composantes du mouvement : alliés volontaires ; du fait que l'on fasse des partenariats dans nos expérimentations et nos réflexions ; du fait que l'on parte du vécu des personnes pour construire. » (Archive, texte de synthèse, évaluation interne de la campagne-école, 2012)

L'évaluation interne repose sur la conduite d'un ensemble d'entretiens de participants à la campagne-école (dont certains ont été analysés dans chapitre précédent). À partir de ces derniers, des entrepreneurs de connaissances d'ATD Quart Monde ont mis en exergue un ensemble de préconisations internes dans l'optique de reproduire des campagnes participatives. Les résultats mettent en avant la nécessité de prendre le temps d'inclure le savoir infrapolitique des acteurs affaiblis, tant d'un point de vue qualitatif que stratégique.

« Il nous a fallu travailler pendant trois ans pour coconstruire des propositions politiques pour l'école au niveau national, en France. Il a fallu tout ce temps pour arriver à un résultat de bonne qualité, car il y a plusieurs étapes indispensables, exigeant chacune le temps nécessaire : le temps pour aller au-devant des personnes qui vivent les difficultés ; le temps pour que les militants qui ont l'expérience de la précarité aient le temps d'échanger et d'écrire leur pensée avant de discuter avec d'autres acteurs ; le temps pour la confrontation entre les acteurs et des temps d'apaisement et pour se connaître mieux ; le temps d'au moins une rencontre de travail assez long, par exemple de quatre jours, avant la rencontre plénière entre tous les acteurs. » (Archive, texte de synthèse, évaluation interne de la campagne-école, 2012)

L'existence d'une évaluation interne qui s'appuie sur une quarantaine d'entretiens et sur un séminaire montre la volonté des responsables de la campagne-école de promouvoir sa méthodologie au sein d'ATD Quart Monde. En dehors des objectifs externes, une action de publicisation interne a été effectuée. Celle-ci a eu des effets importants sur la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde concernant l'inclusion des acteurs affaiblis à l'action politique. Par exemple, les entrepreneurs de la campagne « territoire zéro chômeur » avaient initialement prévu d'utiliser le mode d'action classique d'ATD Quart Monde qu'est l'*advocacy*. Selon le délégué national en poste à l'époque, la méthodologie participative du travail sur l'école a influencé l'équipe de « territoire zéro chômeur ».

Afin de confirmer cette hypothèse, il faut revenir sur la participation des militants quart monde dans des campagnes politiques plus anciennes. La première partie avait présenté la campagne politique sur la loi d'orientation sur les exclusions de 1998 comme représentative du mode d'action d'ATD Quart Monde. En réalité, elle est représentative de la prédominance de l'*advocacy* dans le mode d'action des années 1990 et 2000. Cette campagne politique s'est appuyée sur une coalition interorganisationnelle dans laquelle ATD Quart Monde occupait la place centrale de médiateur politique. À partir du rapport Wresinski au CESE, une activité de *lobbying* avait permis de publiciser les revendications du mouvement. Ensuite, ces dernières

ont été incorporées à la législation par la rencontre systématique des parlementaires et l'écriture d'amendements par quelques entrepreneurs de cause d'ATD Quart Monde.

En amont du vote de la loi de 1998, les militants quart monde n'ont pas été intégrés directement dans la campagne politique. Le mode d'action interne repose sur la désignation de volontaires permanents ou de militants alliés pour faire remonter des informations.

Candice : « *J'avais des correspondants pour chaque droit fondamental. J'ai découpé l'avant-projet de loi. J'ai envoyé les morceaux à chacun en leur demandant qu'est-ce qu'ils en pensaient et d'en parler avec les gens qu'ils connaissaient autour d'eux. Après, ils ont rencontré ou non les militants. Ils ont fait des petits groupes comme ils pouvaient. Il y avait tout de même cette volonté de vérifier avec les militants. [Les correspondants] étaient imprégnés de la vie des militants, car ils avaient travaillé un jour ou l'autre avec eux. Est-ce qu'ils se sont retournés vers eux à ce moment-là, je ne sais pas.* » (Entretien, volontaire permanente, ancienne responsable d'ATD France, 18 mars 2016)

Toutefois, suite au vote de la loi, les responsables d'ATD Quart Monde lancent une dynamique interne par la création de « groupes d'accès aux droits fondamentaux » afin d'évaluer la mise en application de la loi avec des membres actifs, dont un certain nombre de militants quart monde.

Candice : « *Michel Thierry [inspecteur général des affaires sociales] était chargé par le gouvernement de faire l'évaluation de la loi. Il est venu nous voir fin 1999 [...] en disant : "Je dois consulter les gens très pauvres, qu'est-ce que vous pouvez me proposer ?". [...] En janvier 1999, on avait fait une formation à la loi et en janvier 2000 on devait faire une évaluation avec cent-quarante personnes avec des militants, des alliés, tous ceux qui s'étaient passionnés pour ce combat. Donc on a invité Michel Thierry, en lui disant vous pouvez venir les deux jours. Il était scotché parce que là il y avait les gens très pauvres qui parlaient de leur vie et en même temps de leur fierté de cette loi de comment ils s'en emparaient, c'était assez sidérant.* » (Entretien, volontaire permanente, ancienne déléguée nationale ATD France, 18 mars 2016)

Dans cette campagne politique, la participation des militants quart monde s'est donc opérée après le vote de la loi et constitue un effet interne de l'activité de *lobbying*. Ayant été défendu par les représentants d'ATD Quart Monde puis incorporé dans la loi, le critère éthique de participation a dû être appliqué en interne par cohérence, mais également pour pouvoir répondre à la demande de Michel Thierry.

Par ailleurs, toujours après la loi de 1998, Candice, la responsable de la campagne, a créé une équipe pour évaluer sa mise en application. Celle-ci était constituée d'une militante alliée et de deux militants quart monde rémunérés (militants permanents). « *On a essayé de s'enrichir de ce qu'ils pouvaient apporter sans forcément leur poser des questions opérationnelles qui nous intéressaient nous. Eux, ils avaient le lien avec les gens donc ils rapportaient le vécu* », explique Candice (Entretien, volontaire permanente, ancienne déléguée nationale ATD France, 18 mars 2016). Ce travail collectif semble avoir permis de faire remonter des informations qui ont approfondi la réflexion. Ce mode d'action s'inscrit dans un modèle

d'*advocacy* inclusif, c'est-à-dire que quelques militants quart monde sont sélectionnés pour représenter les acteurs affaiblis afin d'influencer les orientations stratégiques d'une campagne politique. Il s'agit d'une option pragmatique qui permet d'inclure des personnes concernées à l'activité de *lobbying* notamment¹.

Ce mode d'action nécessite toutefois une préparation importante des militants quart monde et n'est pas systématique au sein d'ATD Quart Monde. Il est tout de même régulièrement appliqué pour répondre à la promesse que Joseph Wresinski a faite dans un discours le 14 juillet 1956 aux militants quart monde : « *Je vous ferai monter les marches de l'Élysée, de l'ONU et du Vatican* ». Les marches de ces trois lieux de décisions ont effectivement été montées à plusieurs reprises par des délégations de militants quart monde. Pour Édouard, un ancien président d'ATD Quart Monde, cette pratique d'*advocacy* inclusif a d'abord une portée symbolique :

Édouard : « *Les gens qui exercent des responsabilités ont besoin d'entendre certaines choses et pas simplement de manière médiatique [...]. Cela apporte aux personnes le fait de pouvoir dire : "Je suis dans la pauvreté, mais je compte, j'ai ma place" [...]. Je pense que cette portée symbolique est importante. Cela ne change pas immédiatement la vie des gens, mais si on est attaché au fonctionnement républicain, le fait qu'on puisse parler les uns avec les autres, essayer de construire ensemble, c'est important que la voix des plus pauvres soit entendue. C'est important pour les plus pauvres et c'est aussi important pour ceux qui l'entendent.* » (Entretien, ancien président d'ATD Quart Monde France, 15 avril 2016)

Pour Édouard, la rencontre avec la figure collective de l'« expert quart monde » constitue une « arme politique » dans la mesure où elle retient l'attention de son auditoire. Ce fut le cas par exemple dans le cadre de la campagne pour l'instauration d'un critère de discrimination pour cause de pauvreté (qui a eu lieu de 2009 à 2014) lors d'une rencontre avec le président de la République, François Hollande.

Édouard : « *Je représente un peu une certaine forme de politique. Une rencontre avec des gens comme moi, le président de la République en a eu dix le matin. Ce que lui ont dit les militants quart monde, ce sont des choses dont il se souviendra, c'est ça la différence. [...] Le discours [des militants quart monde] n'est pas formaté. [...] Il y a cette manière dont M [une militante quart monde] lui a parlé avec le tremblement dans la voix pour exprimer des choses importantes et difficiles [...]. Quand M lui a exposé son expérience, j'ai vu François Hollande fermer les yeux. J'ai senti que tout a dégringolé en lui.* » (Entretien, ancien président d'ATD Quart Monde France, 15 avril 2016)

Selon le président d'ATD Quart Monde, les porte-paroles « en situation de pauvreté » ont un pouvoir d'influence plus important que les porte-paroles professionnels. Nicole, une « militante permanente », précise l'apport d'une rencontre avec des militants quart monde par rapport à une simple rencontre avec des responsables d'ATD.

¹ La pratique de l'*advocacy* inclusif semble pouvoir répondre aux limites de la campagne-école. Le chapitre précédent avait effectivement noté que l'inclusion des militants quart monde dans cette campagne s'arrêtait aux portes des prises des décisions.

Nicole : « *En tant que militant on a une liberté de ton et de parole qui n'est pas du tout du même ordre. Je sais que je me suis toujours autorisé à un ton qui est le mien, ce n'est pas quelque chose de conventionnel. Je crois qu'on ne dit pas les choses avec la même force, ça ne vient pas du même fond.* » (Entretien, militante quart monde permanente, 7 avril 2016)

L'apport des militants quart monde semble donc être une de liberté de parole associée à un registre plus émotif. Les paroles des personnes concernées ont une légitimité importante, ce qui provoquerait des effets sur les responsables politiques qui les écoutent. Le mode d'action de l'*advocacy* inclusif a également été mis en œuvre avec le sénateur Yanick Vaugrenard, auteur d'un rapport parlementaire concernant la lutte contre pauvreté¹. Celui-ci confirme le discours de Nicole en revenant sur la rencontre avec un militant quart monde :

« *Ce qui m'a frappé c'est que je l'ai écouté pendant presque une heure et pas une seule fois il ne s'est plaint de problème financier. Il a tout le temps parlé de respect, de regards qui pouvaient être portés sur lui ou sur eux, d'attention, du fait qu'il avait été séparé de ses sœurs, de dignité humaine, mais jamais de finance et ça m'a beaucoup marqué. Cet entretien-là, je l'ai évoqué plusieurs fois au moment de présenter le rapport parce que ça peut interpeller [...]. C'est un vécu, une réalité brutale. C'était à la fois intéressant et poignant [...]. Ce témoignage-là était très important, on n'était plus dans l'administratif, ni dans les mesures immédiates à prendre, on était dans l'humanisme. [...] Cela a confirmé ce que je pensais et ça donne une volonté politique pour faire en sorte que ça soit plus facile pour eux.* » (Entretien, sénateur, 23 mars 2016)

Le sénateur a retenu beaucoup de détails de sa rencontre avec les militants quart monde. Certains passages ont d'ailleurs été tronqués dans lesquels Yannick Vaugrenard développait ce qu'il avait retenu tout en le reliant avec les politiques publiques qu'il souhaitait promouvoir. Le sénateur met en avant le registre émotionnel qui a provoqué chez lui un renforcement de sa volonté de mettre en œuvre des politiques publiques. L'incarnation de la pauvreté donne une source de motivation supplémentaire à l'action.

L'*advocacy* inclusif est donc un mode d'action qui permet d'augmenter le pouvoir d'influence des personnes concernées par une représentation de quelques militants quart monde dans les espaces de décisions ou dans les rencontres avec des responsables politiques. Finalement, la volonté d'inclusion des acteurs affaiblis a fait naître des expérimentations variées dans la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde qui dans une démarche praxéologique pourrait s'articuler dans leurs complémentarités.

¹ Dans les suites de ce rapport, Yannick Vaugrenard a porté la loi sur l'inscription d'un critère de discrimination pour cause de pauvreté au Sénat.

2 — La diffusion interne d'un projet de démocratisation réflexive et radicale

Le projet du croisement des savoirs constitue, selon ses promoteurs, une « vitrine » des valeurs d'ATD Quart Monde. Un réseau d'acteurs mène une action de publicisation tournée à la fois vers l'extérieur du mouvement (les milieux associatif, institutionnel, politique et académique), mais aussi vers l'intérieur. Dans cette dernière optique, le réseau du croisement des savoirs (ci-après réseau CS) organise une « *recherche et une remise en cause permanente* » (Entretien, André, fondateur du croisement des savoirs, 27 avril 2015). Si ATD Quart Monde n'applique pas systématiquement le principe de la participation radicale, la cohérence interne se retrouve par l'action des membres d'un réseau qui tente de diffuser leur projet de démocratisation réflexive et radicale au sein de l'association. La participation accrue des acteurs affaiblis aux activités d'ATD Quart Monde et aux instances de gouvernance est-elle en partie liée à l'action interne de ce réseau ? C'est l'hypothèse que l'on propose d'examiner ici.

2.1. Le pouvoir d'influence interne du réseau du croisement des savoirs

D'une place marginale, le croisement des savoirs est progressivement devenu une priorité d'ATD Quart Monde à l'échelle internationale. Les fondateurs considèrent que leur méthodologie constitue une expérimentation démocratique appelée à inspirer le mouvement en l'adaptant aux situations. Il s'agit d'un essaimage réflexif qui semble être l'une des causes de la multiplication des initiatives participatives, délibératives et inclusives dans l'association. La lutte interne des « frondeurs » et la volonté de la délégation internationale d'ATD Quart Monde trouvent donc des alliés dans le réseau CS.

Ce réseau semble avoir des effets internes sur la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde comme le montre le cas de la campagne-école. Les promoteurs du croisement des savoirs ont eu une influence importante dans la construction méthodologique participative et délibérative de la campagne, et cela dès le premier exposé des objectifs stratégiques dans le pôle politique d'ATD France :

Victor : « F [un fondateur du croisement des savoirs] nous dit : “Là-dedans il y a quand même de grands absents, ce sont les pauvres. Où sont-ils dans votre travail ?” [...]. Il nous dit : “Vous ne pouvez pas faire ça sans mettre les militants au travail avec vous. Ce n'est pas possible”. On n'en avait pas du tout encore parlé à cette époque-là. Cela a été quand même une interpellation forte de la part de F [...]. Cela a tout compliqué, c'est clair [rires] ! Mais ça a aussi tout enrichi. [...] L'étendue du travail à faire me paraissait un peu dingue, mais en même temps je commençais à comprendre qu'il fallait en passer par là et qu'on ne pouvait pas faire autrement. » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre de l'évaluation interne de la campagne-école, membre du comité de pilotage, 2012)

Si la délégation nationale a ensuite imposé la participation des militants quart monde, la première interpellation provient d'un fondateur du croisement des savoirs. Par la suite, les responsables de la campagne-école ont fait pression en interne afin de convaincre le réseau CS de participer au projet. Bien qu'il soit très sollicité, celui-ci a accepté de mener une coformation sur le sujet de l'école pendant un an ainsi que de créer une méthodologie pour le colloque de novembre à Lyon. Par ailleurs, une responsable nationale met en avant les effets sur le long terme du réseau CS :

Candice : « *On avait aussi, c'était nouveau, des militants un peu plus rodés qu'il y a dix ans [...]. Je pense qu'il y a dix ans, on n'était pas en capacité de mener le travail au long cours avec des militants. [...] C'est grâce au croisement des savoirs dont les ateliers ont mobilisé un grand nombre de militants. On voit bien que les choses avancent énormément. [...] Les militants sont capables de travailler ensemble et avec d'autres. Il y a un entraînement qui s'est fait depuis plusieurs années et du coup on peut faire les choses ensemble.* » (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre d'une évaluation interne de la campagne-école, ancienne déléguée nationale d'ATD France, 2012)

Le dispositif de coformation se multipliant depuis les années 2000, la campagne-école a bénéficié de la participation d'un nombre important d'acteurs affaiblis renforcés par le croisement des savoirs¹.

Parallèlement, selon un responsable national, la campagne-école a également eu des effets sur le réseau du croisement des savoirs en termes d'ouverture praxéologique à l'articulation des modèles démocratiques.

Florent : « *Le drame du croisement des savoirs, et on a beaucoup travaillé là-dessus, c'est que c'est tellement rigoureux qu'on a rarement réussi à le mettre dans l'action. C'est le danger du scientisme. Le croisement des savoirs peut être piégé là dedans. [...] Mais l'action-école a prouvé qu'on pouvait aussi en grand format mener une action politique avec ce genre d'approche.* » (Entretien, ancien délégué national ATD France, 22 avril 2016)

Si les fondateurs du croisement des savoirs se défendent de la notion de « carcan », il existe, un certain nombre de filtres de perception². Dans la campagne-école, certaines disputes ont eu lieu entre les organisateurs et le réseau CS, ces derniers souhaitant une mise en œuvre la plus fidèle possible au cadre normatif délibératif de la différence, ce qui entraine en contradiction avec l'articulation des modèles participatif et agonistique. Ces disputes sont révélatrices de la cristallisation du cadre normatif délibératif du croisement des savoirs et de ses principes d'action. Ces tensions internes proviennent de la confrontation de deux styles de comportements sur l'ouverture au compromis : la rigidité et l'équité (Moscovici, 1991). D'un côté, la rigidité du réseau tend à freiner la diffusion praxéologique de son projet. De l'autre, elle questionne les membres du mouvement, favorisant des expérimentations allant dans le sens d'une participation radicale des acteurs affaiblis, comme celles que l'on va présenter.

¹ La section suivante mettra à l'épreuve le discours de Candice en analysant les effets de la participation des militants quart monde aux actions du réseau CS.

² Se référer au deuxième chapitre.

2.2. *Quelques expérimentations de démocratisation radicale et réflexive*

En participant à la campagne-école, la représentante d'ATD Quart Monde au CESE a l'idée de poursuivre ce combat par l'écriture d'un rapport sur les inégalités scolaires en s'inspirant de la méthodologie du croisement des savoirs. Les militants quart monde sont beaucoup moins nombreux à participer, mais disposent d'un pouvoir d'influence plus important. Le projet s'appuie sur cinq groupes d'acteurs constitués chacun de cinq personnes : les chercheurs, les enseignants, les acteurs associatifs, les « parents solidaires » et les « parents en situation de pauvreté ». La rapporteuse a effectué près de deux-cents auditions dans le milieu scolaire. Les participants au croisement des savoirs ont travaillé à partir des retranscriptions. Ensuite, six journées de travail collectif ont été organisées dans une alternance entre groupe de pairs et groupe mixte, permettant d'accentuer la dimension participative de la réflexion.

Simon : « Dans le CESE on a travaillé sur les auditions et il a fallu qu'on relise toutes les saisines. On était très impliqué et ça nous a fait réfléchir en profondeur, plus qu'à Lyon [lors du colloque de novembre 2011]. J'ai trouvé le travail d'ateliers à Lyon succinct et pas très approfondi, mais au CESE on a pu l'approfondir. [...] J'ai fait le travail chez moi, tout seul. J'ai sorti les documents qu'on m'avait envoyés par mail et j'ai travaillé dessus avant les séances du croisement. On n'a pas forcément besoin d'être accompagné. Tous les gens de la précarité ne sont pas forcément ignorants. Je sais bien que dans la tête de certaines personnes, les précaires sont idiots, incapables de travailler sur un dossier, toujours assistés et pas capables de s'en sortir eux-mêmes. C'est important aussi de se prouver à soi-même qu'on est capable de réfléchir sur des sujets sans l'aide de quelqu'un. » (Entretien, militant quart monde, 23 mai 2017)

Simon estime que son pouvoir d'influence dans le projet délibératif du CESE est sans précédent dans sa carrière militante. De plus, alors que l'accompagnement des militants quart monde est assez systématique dans l'association, ce projet semble avoir accordé une certaine autonomie valorisée par les militants quart monde. Des séances d'analyse collective ont ensuite été organisées dans le but de choisir les six thèmes qui allaient être travaillés au sein du CESE.

Le projet a mis en œuvre le mode d'action d'*advocacy* inclusif puisque trois séances de travail ont été organisées entre les participants du groupe « croisement des savoirs » et les membres de la section éducation du CESE. De plus, les militants quart monde ont participé à un temps de restitution devant la ministre de l'Éducation nationale de l'époque, Najat Vallaud Belkacem.

Question : « Est-ce qu'il y a eu du croisement au sein du CESE ? »

Madeleine : « Absolument, c'est ça qui les a perturbés probablement. Ils sont habitués à réfléchir seuls, mais quand il faut réfléchir avec les voisins, c'est compliqué. À la première réunion, on s'est fait un peu avoir. Beaucoup de conseillers sont restés ensemble, mais à la deuxième on a un peu mélangé et à la troisième c'était vraiment mélangé. » (Entretien, représentante d'ATD au CESE, 16 mars 2016)

Madeleine confirme le sentiment de Simon en affirmant que les militants quart monde ont eu une influence importante lorsqu'elle a écrit le rapport. En particulier, les parcours scolaires de certains participants ou de leurs enfants ont été analysés pour illustrer les inégalités. De plus, la méthodologie délibérative employée a donné une légitimité jugée essentielle dans le vote du rapport au CESE. Dans le fonctionnement de cette instance, chaque membre représente une organisation qu'il engage lors de son vote. Sur 169 votants, 130 ont voté pour, 35 se sont abstenus et 4 ont voté contre.

Madeleine : « À la deuxième lecture, ça commence à être sérieux parce qu'il s'agit de voir qui va voter pour l'avis en plénière. Un de mes collègues [...] m'a attaqué très violemment en disant : "De quel droit tu te permets de parler de pédagogie dans cet avis. Le CESE n'a pas à avoir un avis sur la pédagogie, ça ne vous regarde pas". J'ai senti, dans la salle, que ses voisins commençaient à être contaminés dans sa diatribe donc j'ai dit au président : "Exceptionnellement, je demande à répondre directement" [...]. Je lui ai dit qu'il y avait deux raisons au moins : "La première c'est que des parents sont venus très dignement travailler avec nous dans les réunions de section et de croisement. Je pense que les témoignages qu'ils vous donnent sont suffisants pour vouloir changer notre école, et que ça passe aussi par la pédagogie, et la deuxième c'est que 140 000 jeunes chaque année échouent dans notre système scolaire et sortent du système sans diplôme". » (Entretien, représentante d'ATD au CESE, 16 mars 2016)

Ce discours montre que la légitimité des chiffres sur les inégalités se situe au même plan que la légitimité du processus délibératif qui a construit le rapport. La déclaration du représentant de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) au CESE ci-dessous confirme d'ailleurs que la méthodologie délibérative a influencé son vote. Dans la mesure où le rapport prônait une pédagogie de la coopération à l'école, la mise en application de celle-ci dans les débats au CESE et la rencontre avec des acteurs affaiblis ont participé à renforcer la volonté d'agir des acteurs.

« Qu'en conclut la CFTC ? Après un temps de méfiance réciproque, comme dans la vie des écoles, et malgré un certain aspect artificiel, la confiance s'est instaurée. Les personnages sont devenus des personnes vivantes aux prises avec les réalités de l'école. Nous avons échangé sur la confiance et la méfiance entre les protagonistes de l'école, mais les paroles étaient portées par le vécu d'une confiance, a priori improbable. Personne n'a parlé au nom des parents en situation de pauvreté économique et culturelle. Ce sont eux qui se sont exprimés et leurs propos devenaient clairs pour tous. Les prérequis de l'inclusion sont donc possibles, le croisement de tous les acteurs de l'école est possible. Ce sont les premiers pas qui sont difficiles pour faire tomber les murs de la méfiance. » (Grard, 2015, p. 93)

L'élaboration d'un rapport au CESE en croisement des savoirs est une expérimentation qui poursuit l'effort de démocratisation réflexive engagée dans la campagne-école. Alors que cette dernière s'est appuyée sur un modèle à dominante participative et agonistique, l'articulation des modèles démocratique s'est focalisée ici sur des outils délibératifs et représentatifs en utilisant notamment l'*advocacy* inclusif. Les cinq militants quart monde qui ont participé à l'élaboration du rapport en tant que représentants des acteurs affaiblis ont alors

eu un pouvoir d'influence conséquent. Cependant, les militants quart monde n'ont pas participé directement à l'écriture de ce rapport. Cette activité a été réalisée par la représentante d'ATD Quart Monde au CESE. Dans certains projets en croisement des savoirs, le critère éthique de la participation des acteurs affaiblis prend une tournure encore plus radicale en proposant la co-écriture d'un texte au consensus. C'était le cas par exemple de la coformation organisée dans le cadre de la campagne-école. Si les membres du réseau du croisement des savoirs estiment que les prises de position de ce projet ont été diluées par les décisions du comité interpartenarial, le texte original avait bien été coécrit par l'ensemble des participants.

Un autre exemple de participation radicale des acteurs affaiblis a été réalisé par le groupe local de Montréal. Il s'agit d'une recherche scientifique réalisée en croisement des savoirs avec quatre militants quart monde, quinze professionnels de la santé, deux volontaires permanentes, deux chercheuses universitaires et deux agentes de recherche. Le projet se nomme « Equisanté » et se déroule de 2011 à 2015. Il a pour objectif de trouver des solutions pour « améliorer la qualité de l'accès aux soins pour les personnes en situation de pauvreté ». Deux niveaux de participation sont à l'œuvre dans ce projet. Le premier concerne la constitution des données par un travail en croisement des savoirs. Le second niveau de participation renvoie à la création d'un comité de pilotage restreint avec deux militants quart monde, une professionnelle de santé, les deux volontaires permanentes, les deux chercheuses et les deux agentes de recherche. Celui-ci constitue un espace de décision délibératif. Les deux militants quart monde, membres du comité de pilotage, ont eu un pouvoir d'influence très important puisqu'ils ont participé aux choix de la problématique et des questions de recherche, à la codification et l'analyse des données, à l'écriture du rapport et à la diffusion des résultats. Les responsables d'Equisanté ont souhaité mettre en œuvre le critère éthique de la participation radiale des acteurs affaiblis de façon pragmatique dès que cela était possible.

À titre d'exemple, une partie de l'étape de codification et d'analyse des données (sélection et tri des extraits d'entretien, choix des thématiques) a été réalisée au sein du comité de pilotage. « *Sur deux codes, on a décidé de repartir de zéro ensemble. [...] Entre la première grille et la grille finale, il y a vraiment des différences de précision, même dans le nom des grands chapeaux* », précise Delphine, l'une des responsables du projet Equisanté pour ATD Quart Monde (entretien, volontaire permanente, 14 juin 2016). Ce travail collectif a eu une influence notable sur les résultats de la recherche d'autant plus que la participation radicale des acteurs affaiblis s'est poursuivie dans le travail de rédaction du rapport.

Delphine : « *Sur deux thèmes, on a pratiqué ce qu'on a appelé "coécriture", c'est-à-dire que personne a fait un brouillon qui a été relu par les autres. [...]. À partir de citations, on a construit le texte. Cette citation, on la garde. Pourquoi ? Qu'est-ce qu'elle veut dire ? Quand on choisissait nos phrases, chacun donnait ses raisons. Dans l'explication en fait on écrivait déjà un bout du texte. [...] Les assistantes de recherche ont écrit les 28 autres thèmes qui sont dans notre rapport de recherche que l'on a tous relu et recorrecté même si on ne les a pas coécrits. On n'a pas juste validé, on l'a corrigé de nombreuses fois. [...] Dans cette étape-là, on*

rajoutait souvent des citations. [...] Il y a eu des moments où on prenait une feuille de papier et puis on écrivait chacun un bout tout seul. Après on se mettait à deux. On corrigeait. Après, on prenait le clavier et puis on remettait en forme.» (Entretien, volontaire permanente, 14 juin 2016)

La notion de coécriture est une application radicale du critère éthique de la participation des acteurs affaiblis. Dans une optique pragmatique, l'ensemble du rapport n'a pas mis en œuvre ce mode d'action même si l'on peut estimer que les multiples corrections collectives des thèmes qui n'ont pas été coécrits permettent déjà aux participants d'exercer un pouvoir d'influence conséquent sur la recherche. Enfin, les militants ont participé à différents colloques scientifiques ou des événements publics avec les chercheuses et les volontaires permanents. En particulier, ils ont participé à une visioconférence avec des représentants de l'ONU pour présenter les travaux d'Equisanté.

Des innovations démocratiques telles que le rapport au CESE sur les inégalités scolaires ou le projet de recherche Equisanté sont les résultats d'une action d'essaimage réflexif du réseau du croisement des savoirs. Si les critères éthiques ne sont pas tous mis en œuvre, il s'agit d'une adaptation pragmatique aux situations qui permettent d'expérimenter certaines pratiques comme la coécriture ou l'*advocacy* inclusif.

2.3. Vers une remise en cause des rapports de pouvoir interne ?

Depuis les années 2000, des sessions de « formations communes » utilisent la méthodologie du croisement des savoirs afin d'apprendre aux différentes composantes du mouvement (militants alliés, militants quart monde et volontaires permanents) à travailler ensemble. Une partie théorique permet également de diffuser en interne les valeurs et les principes d'action du croisement des savoirs. L'objectif est que les membres s'approprient cette méthode pour s'en inspirer dans leurs propres actions. Pour Florent, un responsable national, le mouvement mène un combat contre le paternalisme dans la société, mais aussi au sein de l'association :

« On ne peut pas dire que le mouvement dans son ensemble est toujours dans cette capacité à générer des relations d'égalité loin de là. Parce qu'on lutte contre des millénaires de paternalisme et de sentiment d'infériorité, mais ce qui est beau c'est que les alliés et les militants acceptent les formations communes. Ils acceptent pour trouver cette relation d'égalité, pour sortir des préjugés. Les gens sont conscients que ce n'est pas si facile de sortir de ça. »
(Entretien, ancien délégué national ATD France, 20 avril 2015)

Les formations communes utilisent les exercices pédagogiques du croisement des savoirs en construisant des groupes de pairs de militants quart monde d'un côté et de militants alliés et de volontaires permanents de l'autre. Ce dispositif permet alors aux membres du mouvement d'expérimenter des méthodes participatives et inclusives dans le cadre du travail militant, allant à l'encontre des présupposés du plafond de verre. En particulier, le travail en groupe de pairs met en évidence que les militants quart monde peuvent développer un point de vue propre et pertinent sur des sujets pratiques.

En tant que dispositif délibératif de la différence, la formation commune met en lumière les conflits de cadres primaires entre les militants alliés et les militants quart monde. C'est également une occasion pour les acteurs affaiblis d'exprimer certaines frustrations liées au plafond de verre ou aux barrières à l'entrée en praxis.

< L'animation propose un échange dans la salle. Une militante s'exprime : « J'aimerais qu'on fasse des coformations avec des politiques, c'est eux qui doivent changer de regard ». L'animatrice note seulement la question : « Qui doit changer de regard ? » Une alliée aborde également la question politique, mais à chaque fois l'animatrice évite la question. Un autre militant : « Il faut que le système change, il faut un invité important sinon ça n'a pas d'impact ». Un autre militant : « Il faudrait inviter le maire de Lyon ». La question est ignorée plusieurs fois par l'animatrice et un allié finit par intervenir en posant clairement la question en faisant référence à toutes les interventions qui viennent d'avoir lieu. L'animatrice note la question au tableau. > (Notes d'observation, formation commune, 27 mars 2015)

Comme le montrent les tentatives d'évitement de l'animatrice, les formations communes n'ont pas nécessairement pour but de faire remonter les problèmes du groupe local et de ses membres. Contrairement à la coformation, l'équipe d'animation tente d'éviter tout type de conflits. Cependant, certains sujets finissent pas s'imposer par la pression des participants. Il s'agit donc d'un détournement du dispositif pour exposer officiellement les envies et les frustrations.

La formation commune est un dispositif d'essaimage interne du cadre normatif du croisement des savoirs qui entend susciter des expérimentations s'inspirant des principes éthiques du croisement des savoirs. Le dispositif observé se termine effectivement par une réflexion collective entre les membres sur la construction de différents projets à mettre en œuvre localement, favorisant une lutte contre l'évanescence de la praxis. Cependant, l'évitement du conflit par les animateurs ne permet pas ici une véritable remise en cause de l'ordre négocié sur les rapports de pouvoir entre les membres.

Le groupe de Rennes a, de son côté, organisé ce que l'on peut appeler une coformation interne. Il s'agit d'une expérimentation créée par des membres sensibilisés au croisement des savoirs qui illustre les effets d'essaimage du réseau CS. Contrairement aux formations communes, l'objectif est de mettre en œuvre un processus conflictuel afin d'exposer les conflits des cadres primaires entre les composantes du mouvement. Un volontaire permanent et trois militants alliés, membres du réseau CS, ont décidé de concevoir un dispositif délibératif de la différence pour lutter contre les frustrations de certains membres et apprendre à mieux travailler collectivement. Ces quatre personnes forment l'équipe d'animation. Trois groupes de pairs représentant les trois composantes d'ATD Quart Monde sont constitués de cinq personnes chacun. Le travail s'est déroulé sur une année à partir de cinq sessions avec pour objectif de repérer les éléments facilitateurs et les barrières au travail collectif.

Clémentine : « Une alliée disait qu'elle nous "transportait" et nous on a dit "on n'est pas des bêtes donc on n'est pas transporté". [...] Elle est montée sur ses grands chevaux, elle ne comprenait pas pourquoi on avait réagi sur ce mot. »

Élise : « Là on a commencé à se dire que ça allait être violent. Quand on travaille ensemble, on a tout le temps des choses comme ça qu'on ne se dit pas. On avait pris toutes les précautions pour que tout puisse se dire, mais d'habitude, les militants pouvaient peut-être râler entre eux, mais on ne le savait jamais. Ça a permis de lever des non-dits et de s'apercevoir très vite qu'on se blessait les uns les autres sans le vouloir. » (Entretien, une militante et une alliée, 13 mars 2016)

Par l'exposition du conflit des cadres, la coformation de Rennes lutte contre l'intériorisation de la stigmatisation par les acteurs affaiblis et favorise l'expression des frustrations des militants quart monde. Les participants ont travaillé sur deux questions : quels sont les rôles des militants quart monde, des militants alliés et des volontaires permanents pour éradiquer la misère et comment dépasser les conflits internes ? Un processus conflictuel est apparu et a permis de mettre en exergue le plafond de verre des militants quart monde, entamant une réflexion collective sur leur place dans l'association.

Élise : « En groupe de pairs, les militants disaient ce qu'ils faisaient, à quoi ça servait et les questions qu'ils avaient. En particulier, ils se demandaient pourquoi il y avait des rôles qu'on ne leur donnait pas, pourquoi ils n'animaient pas les groupes, toute une série de questions sur leur rôle et leur place. [...]. Il e trouve qu'il y a eu une très grande maladresse d'une volontaire qui n'aurait jamais dû être dans ce groupe-là et qui a contesté aux militants le droit de faire ce qu'ils faisaient. La militante a dit : "Moi je fais telle chose", c'était sur des questions de logement, et la volontaire lui a dit : "Ce n'est pas à un militant de faire ça". Or, la réponse est très agressive et non justifiée. En plus, c'était une militante qui connaissait parfaitement la question du logement donc c'était tout faux. » (Entretien, une militante alliée et une militante quart monde, 13 mars 2016)

Dans cet espace de confiance, les justifications du plafond de verre peuvent être exprimées par les acteurs forts et remis en cause par les acteurs affaiblis. Cette coformation interne peut être décrite comme un espace qui remet en cause le *statu quo* de l'ordre négocié sur le partage des tâches et des responsabilités. En particulier, Clémentine a pu exposer sa vision de la division des tâches au sein d'ATD Quart Monde :

« J'avais dessiné une fleur. Le cœur c'était nous les militants et les pétales c'était les alliés et les volontaires. Nous, on était au centre et les alliés ou les volontaires avaient un rôle, mais avec nous. On était important. On donnait des solutions et vous vous les prenez pour en parler aux autres sans notre avis, sans notre accord. » (Entretien, une militante alliée et une militante quart monde, 13 mars 2016)

L'exposition du plafond de verre produit un processus conflictuel entre les composantes du mouvement, car cela remet en cause les rapports de pouvoir existants. Si certains ont quitté le projet, ceux qui sont restés ont pu dépasser le conflit des cadres pour entrer dans un processus de phasage. Un texte a alors été coécrit avec tous les participants sur les conditions d'un travail collectif. Contrairement au congrès des engagements, ce texte ne fixe pas des places en fonction des statuts. Il valorise la philosophie de la différence d'ATD sans enfermer les militants quart monde dans leurs difficultés. Leur « vérité » est tirée de leur expérience, mais aussi de leurs connaissances. Le rôle des acteurs affaiblis est ainsi valorisé, car la connaissance des acteurs forts provient d'un processus de transformation par la confrontation

avec le savoir infrapolitique des militants quart monde. Le terme « ensemble » est répété plusieurs fois, ce qui va à l'encontre des pratiques courantes de la division des tâches.

Élise : « *Il faut bien entendre le terme de "place". C'est que chacun ait de la place, ce n'est pas chacun à sa place.* »

Clémentine : « *Pour certains c'est les militants c'est ça, les alliés c'est ça et les volontaires c'est ça. Pour nous ça veut dire que les militants ont une place, qu'on nous met dans une place. [...] Élise peut dire des choses que je suis incapable de dire et moi je peux dire des choses qu'elle est incapable de dire. Il y a des tas de choses que l'on peut faire ensemble et on est complémentaire, mais on a des spécificités.* » (Entretien, une militante alliée et une militante quart monde, 13 mars 2016)

Cet échange résume une philosophie de la différence qui évite d'essentialiser les rôles de chacun en fonction de leurs spécificités. La notion de « faire de la place » est concordante avec un processus de *disempowerment* des acteurs forts. Cette vision du partage des tâches permet de lutter contre le plafond de verre des militants quart monde. Toutefois, le texte se focalise sur les conditions du travail collectif et n'élabore pas de critiques sur les pratiques existantes.

Les résultats de ce projet ont été diffusés en interne. Il a été présenté dans un séminaire national et dans les différents groupes locaux de la région de Rennes. Ses effets semblent cependant limités, car l'expérience n'a pas été renouvelée dans d'autres régions. Un effet direct est tout de même perceptible puisque le groupe d'organisation de l'université populaire de Rennes s'est ouvert à la présence de militants quart monde. Un autre effet est que les participants à la coformation interne ont renforcé les rangs des « frondeurs ».

Même s'il ne s'agit pas d'un objectif officiel du réseau CS, celui-ci participe à la lutte contre le plafond de verre. Cependant, les acteurs critiques de la gouvernance restent isolés et ne forment pas (encore) un réseau organisé. Il existe encore peu de réflexions collectives comme celles du groupe de Rennes. En particulier, le registre de justification des logiques de protection et d'exception n'est pas frontalement remis en question et persiste dans la culture organisationnelle. Le plafond de verre se fissure par une dynamique de lutte interne, mais aussi lorsque certains acteurs proposent des expérimentations démocratiques radicales telles que le rapport au CESE ou la recherche Equisanté. À cet égard, il n'est pas anodin que ce dernier projet ait été réalisé par ATD-Canada. Par une enquête ethnographique du groupe local de Montréal, on va voir que l'évolution participative de la culture organisationnelle y est particulièrement avancée.

3 — La culture organisationnelle du « faire avec » du groupe local de Montréal

Les groupes locaux de Lyon et Montréal sont comparables puisque les deux agglomérations et les deux équipes sont de taille similaire. Elles sont constituées de trois volontaires permanents. La principale différence est que le groupe de Montréal dispose d'une mission sur l'ensemble du Canada, mais l'équipe observée a fait le choix de se focaliser sur la région du Québec. À première vue, le panel d'activités est comparable. Les deux groupes disposent d'une université populaire, d'actions en croisement des savoirs, d'un groupe politique et d'une présence dans des quartiers populaires. Cependant, l'université populaire n'est pas aussi centrale dans le groupe de Montréal. De même, la place des militants quart monde dans le travail quotidien des deux groupes locaux n'est pas du même niveau. Les Montréalais ont développé une culture organisationnelle qui s'appuie sur la notion du « faire avec ». La participation des acteurs affaiblis aux actions du groupe prend alors une tournure systématique. En outre, le groupe de Montréal développe des liens avec les milieux associatif, universitaire et politique. L'existence de cette culture organisationnelle s'inscrit dans un processus évolutif lié à l'histoire de ce groupe local et à son contexte canadien, ce qu'il s'agit ici d'analyser¹.

3.1. L'évolution de la culture organisationnelle vers la praxis

L'équipe de volontaires permanentes montréalaise est menée par un couple, Pierre et Delphine. Après une mission dans le centre névralgique et historique d'ATD Quart Monde à Noisy-le-Grand, ces derniers s'installent au Québec en 2010. Pierre est français et Delphine est québécoise. La présence d'ATD Quart Monde au Québec date de 1982. En s'installant au Québec, l'idée de Joseph Wresinski est de créer un réseau d'acteurs pour diffuser les valeurs d'ATD Quart Monde dans le milieu communautaire. Ainsi, pendant une vingtaine d'années, le groupe de Montréal menait très peu d'actions concrètes et organisait surtout des rencontres avec des acteurs associatifs autour du 17 octobre par exemple.

Delphine : « *La compréhension de Joseph Wresinski était de dire : “Il y a trop d'organismes qui font des choses dans la lutte à la pauvreté [au Canada]. Il ne faut pas qu'on en soit un de plus. Donc il ne faut pas que l'on mène d'actions avec les gens très pauvres”. [...] Je pense que c'était une erreur grave qui fait que la première vingtaine d'années ici c'était que du secrétariat : “Accompagnons les intervenants dans les organismes communautaires à réfléchir à comment ils peuvent être avec les plus pauvres sans que nous, on soit avec les plus pauvres”.* » (Entretien, volontaire permanente, 14 juin 2016)

¹ Les données collectées sont issues de l'observation participante du quotidien du groupe local de Montréal au mois de juin et juillet 2016 et sur la réalisation de dix entretiens. Ce voyage de recherche a bénéficié d'une subvention de la région Rhône-Alpes (CMIRA).

Si Delphine est québécoise, elle a découvert le mouvement lors d'un voyage au Guatemala. En revenant à Montréal, elle a réalisé trois mois de bénévolat pour ATD Quart Monde, mais a été déçue du mode d'action. C'est donc aux États-Unis puis en France qu'elle a développé son engagement au sein de l'association pour finalement choisir de devenir volontaire permanente. Étant donné qu'elle était québécoise, Delphine a été sollicitée plusieurs fois pour intégrer l'équipe de Montréal, mais elle a toujours refusé à cause du rejet du mode d'action de ce groupe local. Pierre partage le point de vue de Delphine. De plus, selon lui, dans la culture associative québécoise, l'action locale est valorisée et son absence était décredibilisant pour ATD Quart Monde.

Dans les années 2000, une nouvelle équipe entame une transition du mode d'action en créant notamment une université populaire en 2008. En 2010, Delphine et Pierre décident de prendre le relai pour amplifier cette nouvelle dynamique. En arrivant, ils font le choix d'emménager dans le quartier d'Hochelaga pour y mener une action communautaire afin de développer leur connaissance de la pauvreté québécoise et de mobiliser des acteurs affaiblis. Pierre mène cette action avec une jeune volontaire permanente québécoise nouvellement recrutée. Par ailleurs, un groupe politique appelé « comité loi » existait déjà, mais était principalement un espace de réflexion. En reprenant l'animation de ce groupe, Pierre entame une transition vers l'action politique concrète. Delphine, quant à elle, reprend l'animation de l'université populaire ainsi que les projets de recherche en croisement des savoirs comme Equisanté engagés par l'ancienne équipe.¹ La culture organisationnelle d'ATD Montréal évolue alors à partir d'une recherche d'équilibre entre différentes dimensions qui sont résumées ici par Pierre :

« On essaye d'avoir un grand équilibre dans les actions. On est tout petits, mais on a un pied dans un quartier très pauvre où l'on découvre leur vie. On essaye de faire concrètement. Comment embarque-t-on les gens très pauvres avec nous ? Comment améliore-t-on la vie des gens localement ? On a des lieux de formation comme l'université populaire. On a des lieux de diffusion comme les projets de croisement des savoirs où là on interpelle les professionnels ou les chercheurs. On a une visibilité publique et on porte un message politique avec le comité loi. [...] Je ne pense pas qu'il y ait énormément d'équipes aussi petites qui ont une aussi grande diversité. Il y a eu plein de moments où l'on n'avait pas assez de force où l'on se demandait ce qu'on pouvait couper. [...] Si tu en enlèves un bout, tu perds beaucoup. Cela fait aussi que l'on se disperse. Mon quotidien est toujours en tension. » (Entretien, volontaire permanent, 16 juin 2016)

L'équipe montréalaise mène donc plusieurs projets simultanément. Par ce biais, le groupe de Montréal tente de renouveler une base de militants quart monde qui est vieillissante. Celle-ci reposait jusque-là sur des personnes disposant d'un capital militant important dans d'autres organisations communautaires. ATD bénéficie ce faisant de militants quart monde multiengagés qui participent activement aux différentes activités du mouvement comme les actions en croisement des savoirs et du groupe politique. Cependant, contrairement au groupe de Lyon qui arrive à mobiliser régulièrement de nouveaux acteurs affaiblis, Pierre et Delphine

¹ Toutes ces informations proviennent des conversations informelles et de deux entretiens (Delphine et Pierre, 14 et 16 juin 2016).

estiment ne pas avoir atteint cet objectif. Ce sentiment d'échec est à remettre en perspective avec le caractère récent de la dynamique engagée par le groupe d'ATD Montréal. En outre, ce dernier propose des activités qui permettent à certains militants quart monde de sortir de l'enclave citoyenne de l'université populaire en mettant en œuvre leur volonté d'entrée en praxis. C'est le cas des actions en croisement des savoirs, mais aussi du comité loi dont l'origine historique provient d'une dynamique multipartenariale.

Au début des années 2000, une grande mobilisation citoyenne s'est organisée autour d'un projet de loi sur la lutte contre la pauvreté. Un collectif rassemblant différentes organisations communautaires nommées « Québec sans pauvreté » s'est constitué à cette occasion et ATD-Canada faisait partie des fondateurs. L'originalité de ce collectif était d'organiser des espaces participatifs comme ses « parlements de la rue » afin de coconstruire une loi avec des citoyens marginalisés (Rose et al., 2008). Québec sans pauvreté demandait ainsi aux différentes organisations de mobiliser des acteurs affaiblis autour de ce projet. Le registre de l'*advocacy* inclusif était imposé par le collectif aux différentes organisations participantes. À chaque action, les groupes devaient être représentés par plusieurs membres, dont au moins un acteur affaibli. C'est dans ce contexte que le groupe local d'ATD Montréal a créé un espace de réflexion politique appelé « comité loi » avec des militants alliés et des militants quart monde. L'une des revendications du collectif Québec sans pauvreté était d'inscrire la « participation des personnes en situation de pauvreté » aux politiques publiques qui les concernent dans la loi. Alicia, l'une des initiatrices de cette mobilisation collective développe la place qu'y a occupée ATD Quart Monde :

« ATD était l'un des premiers mouvements à nous rejoindre. On était des alliés naturels et ça s'est consolidé. En 1998, le mouvement était présent quand on a mis en place des outils de mobilisation dans le comité. Cela a fait qu'une certaine expertise a traversé. Dans la proposition de loi citoyenne, l'affirmation que les personnes en situation de pauvreté sont les premières à agir est une phrase qui vient d'ATD et d'un travail qui s'était fait en France [la loi d'orientation sur les exclusions de 1998]. Cette phrase-là a été introduite dans le préambule de la proposition de loi et le gouvernement l'a reprise également. » (Entretien, fondatrice du collectif Québec sans pauvreté, 17 juin 2016)

L'incorporation de la revendication de participation a mené à la création d'un comité consultatif sur les questions de pauvreté en 2006. Parmi la vingtaine d'experts qui se réunissent se trouvent des acteurs affaiblis, dont une militante quart monde. Ainsi, historiquement le comité loi constituait un espace de réflexion politique visant à soutenir l'activité de représentation de certains membres du mouvement.

Pierre : « Si on veut une vraie participation des personnes en situation de pauvreté, il faut qu'elles aient un lieu d'appartenance auquel elles peuvent réfléchir à l'avance pour préparer un petit peu ce qu'elles ont vraiment à dire au moment des rencontres du comité consultatif. » (Entretien, volontaire permanent, 16 juin 2016)

En dehors de la militante quart monde qui siège dans le comité consultatif, un militant allié représente ATD Quart Monde au collectif Québec sans pauvreté. Ce collectif dispose

également d'un espace de réflexion appelé « comité avec » sur la participation des acteurs affaiblis dans lequel se trouve une autre militante quart monde. Ainsi, l'existence d'un groupe de réflexion politique au sein d'ATD Montréal trouve son origine dans les relations qu'il entretient avec d'autres organisations militantes. Conformément au mode d'action initial du réseautage associatif développé par ATD Montréal, le comité loi est créé dans le cadre de la mobilisation autour du collectif Québec sans pauvreté. Il s'agit de l'une des premières raisons pour laquelle la culture organisationnelle d'ATD Montréal valorise l'action politique. On peut supposer que la culture organisationnelle participative du collectif Québec sans pauvreté a un rôle dans l'inclusion de militants quart monde au comité loi.

Cependant, il faudra attendre les années 2010 pour que le comité loi mène des activités de praxis. Dans la suite de la dynamique enclenchée par l'ancienne équipe, Pierre propose au groupe de mener des actions politiques concrètes. En particulier, une campagne politique est menée pour lutter contre les préjugés sur la pauvreté. Elle reprend l'initiative lancée par ATD France avec son ouvrage, *En finir avec les idées fausses sur la pauvreté* (Sarrot et al., 2013). Ce dernier s'attaque à cent dix-sept préjugés sur la pauvreté en s'appuyant sur des éléments statistiques pour les contredire. Le groupe de Montréal a sélectionné certaines thématiques en adaptant l'argumentaire au contexte québécois.

Pierre : « Le comité loi rassemblait toujours les mêmes personnes, mais on a agrandi un peu le cercle. [...] Tout d'un coup on a travaillé ensemble sur des outils concrets de lutte contre les préjugés. Il y a eu un virage récent du comité "loi". Les gens ont embarqué là-dedans. Ils étaient contents de produire quelque chose. Tu rassembles depuis cinq ans les mêmes personnes un peu sur les mêmes thèmes, les choses reviennent. Cela devenait un peu une discussion de comptoir où chacun rappelait qu'il y a 10 ans, il s'était passé un truc génial [la mobilisation citoyenne du collectif Québec sans pauvreté]. On réfléchissait, mais ça restait entre nous. [...] Avec ces outils contre les idées fausses, c'est devenu un truc qu'on pouvait diffuser. Alors, c'était déjà arrivé que le comité loi écrive à un ministre, mais c'était moins prononcé comme tendance. [...] Avec la campagne sur les idées fausses, on voulait aussi se donner une visibilité, faire connaître ATD. Ce qu'on n'avait pas vraiment anticipé, c'est que cela nous a permis d'avoir un discours politique très clair et très travaillé [...]. Après quand il y a eu des projets de loi de modification de l'aide sociale par exemple, on était préparé. [...] Cela nous a permis d'avoir un discours public que l'on n'avait pas avant. » (Entretien, volontaire permanent, 16 juin 2016)

Le comité loi est représentatif de l'évolution de la culture organisationnelle du groupe de Montréal vers la praxis. D'un espace de réflexion, celui-ci devient un espace d'actions concrètes et de publicisation de revendications en développant des liens avec le champ politique. Par ailleurs, contrairement au pôle politique de Lyon, le comité loi a recours à l'*advocacy* inclusif puisque des militants quart monde y participent depuis sa création. Comme l'indique Pierre, il y a également une volonté d'ouvrir le groupe à de nouveaux membres. La culture organisationnelle du groupe de Montréal s'appuie donc sur une inclusion des acteurs affaiblis au travail militant quotidien. Cette orientation s'enracine, comme on va le voir, dès le début des années 2000.

3.2. Penser, agir et décider avec les acteurs affaiblis : l'origine de la culture participative

À rebours du sentiment d'unicité d'ATD France dans l'espace des mouvements sociaux français¹, l'histoire du mode d'action du groupe canadien s'appuie au contraire sur l'inscription dans un ensemble d'organisations communautaires. On va voir que la notion de « faire avec » les acteurs affaiblis apparaît dans les discours des partenaires d'ATD Montréal. La culture inclusive de ce groupe local s'inscrit ainsi dans un contexte interassociatif dans lequel les organisations s'influencent les unes les autres pour valoriser et diffuser des pratiques participatives.

Le mode d'action du réseautage associatif perdure encore aujourd'hui autour d'un noyau plus restreint d'organisations. Les organisateurs communautaires ont le sentiment d'une diminution de l'interpellation politique au bénéfice d'une délégation de service public. C'est de ce constat que les liens entre les groupes tournés vers la transformation sociale se renforcent. L'évolution de la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde vers la praxis est ressentie par certains organisateurs communautaires, ce qui en fait un partenaire potentiel.

Gauthier : « On est sur des lieux de concertation et de mobilisation conjointes [avec ATD]. [...] Dépendamment des équipes d'ATD Quart Monde, on se retrouve sur les valeurs. Il y a la dimension politique et la notion de dignité. Depuis quelques années, ils ont des équipes politisées sur le terrain, ce qui n'était pas le cas avant donc on était moins proche. Il y a toujours la lutte contre la pauvreté, mais sur la méthode d'action on était différent. Aujourd'hui, on se rapproche. J'ai l'impression qu'avant il y avait plus de distance, ils ne faisaient qu'observer. Cela ne débouchait pas sur l'activisme politique. » (Entretien, salarié du RGPAQ, 17 juin 2016)

Le Regroupement des Groupes Populaires en Alphabétisation du Québec (RGPAQ) s'inspire de la pédagogie de Paulo Freire ainsi que de la pensée féministe. Il rassemble quatre-vingts collectifs qui visent la mobilisation et la conscientisation des personnes illettrées. D'après le discours de Gauthier, la culture du « faire avec » des acteurs affaiblis est centrale dans son organisation. Il s'agit de partir du savoir infrapolitique des personnes afin d'appréhender avec elles les différentes facettes de leur oppression dans une optique de mobilisation collective et politique.

Gauthier : « C'est une pratique centrée sur les individus, leur contexte, leur milieu social, leur quotidien et les limitations auxquelles ils sont confrontés. Il s'agit de voir quels droits sont spoliés avec eux à travers un travail pédagogique sur l'apprentissage du collectif. [...] On va arriver à une approche collective pour voir ensemble ce sur quoi on va travailler. On part du code écrit, mais ce n'est pas la finalité, on cherche la mobilisation collective et la transformation sociale. On cherche ce sur quoi on va travailler avec les gens. C'est une démarche d'éducation populaire, on n'est pas des missionnaires. Il faut accepter aussi que ça n'aille pas dans le sens que l'on veut. » (Entretien, salarié du RGPAQ, 17 juin 2016)

¹ Se référer au deuxième chapitre.

La dernière partie de ce discours montre une volonté d'éviter une tendance paternaliste en assumant que les mobilisations se fassent à partir des aspirations des personnes concernées et non des organisateurs communautaires. La notion de « faire avec » est également présente dans la culture organisationnelle d'un autre partenaire d'ATD Quart Monde, à savoir le Front Commun des Personnes Assistées Sociales¹ du Québec (FCPASQ). Si le discours ci-dessus reste d'ordre très général, une salariée du FCPASQ donne des précisions sur ce mode d'action qui se rapproche de ce que l'on a appelé l'*advocacy* inclusif.

Suzanne : « Je trouve que c'est important que les personnes se voient à la télévision [...]. Je pense que je caricature, mais quand on voit tout le temps le même visage, on s'attend toujours à cette personne-là et il y a une tendance à la démission. Il faut que les personnes se voient à la télé et soient capables d'y aller elles-mêmes, d'aller parler, qu'elles soient leur propre porte-parole. » (Entretien, salariée du FCPASQ, 20 juin 2016)

À l'instar de Gauthier, Suzanne insiste sur les bonnes relations de partenariat développées avec ATD Quart Monde. En particulier, la campagne sur les idées fausses du comité loi s'est appuyée sur des groupes provenant de ces deux organisations. La relation de proximité entre ATD Quart Monde et ses partenaires repose sur le partage d'un certain nombre de valeurs et de principes d'action. En particulier, le mode d'action de « faire avec » semble constituer un critère éthique central sur lequel se fondent les liens interorganisationnels.

Suzanne : « Mon impression c'est qu'il y a beaucoup de groupes qui s'autoproclament des groupes d'éducation populaire autonome, qui font des universités populaires et quand on participe, on compte les mots qui ne seront pas compris par les personnes, on compte les occasions ratées de toucher les personnes et de ce que j'ai vu ce n'est pas le cas d'ATD Quart Monde. Il y a un lien très fort avec les personnes participantes. On a moins l'impression d'une espèce de groupes de petits bourgeois qui veulent aider et qui font les choses à la place des personnes. [...] Si les personnes qui vivent les situations problématiques ne sont pas au cœur de la démarche, il y a quelque chose qui se perd. On a nos compréhensions de classes, on a nos propres objectifs, on finit toujours par s'imposer aux personnes. On a la responsabilité d'être vigilant, de laisser les personnes s'exprimer partout, ne serait ce que pour éviter de détourner le message, je pense que c'est la base. J'ai l'impression qu'ATD Quart Monde met beaucoup d'énergie là-dedans. » (Entretien, salariée du FCPASQ, 20 juin 2016)

Ce discours dévoile une logique de distinction d'une composante de l'espace des mouvements sociaux autour de la lutte contre la pauvreté à partir de la notion de « faire avec » qui consiste en une participation la plus complète possible des personnes concernées. Dans le discours de Suzanne apparaît également une posture de *disempowerment* des organisateurs communautaires qui doivent être « vigilants » à ne pas imposer leurs propres cadres d'interprétation aux acteurs affaiblis.

ATD Quart Monde, le RGPAQ et le FCPASQ font tous les trois partie du collectif Québec sans pauvreté et notamment de son « comité avec ». La devise de ce comité est : « Penser, agir et décider avec les personnes en situation de pauvreté ». Il s'agit d'un espace de réflexion

¹ Il est à noter que la notion d'« assisté social » n'a pas la même connotation qu'en France. Le terme désigne simplement les personnes bénéficiant de l'aide sociale.

sur la notion de « faire avec » qui réunit des acteurs affaiblis, des acteurs associatifs et des chercheurs. Le « comité avec » a aussi la mission d'influencer les orientations politiques et stratégiques du collectif Québec sans pauvreté à partir du savoir infrapolitique des personnes concernées. Cet espace a été créé suite à la mobilisation citoyenne du début des années 2000 afin de faire vivre par l'expérimentation praxéologique la revendication suivante : « Les personnes en situation de pauvreté et les associations qui les représentent sont associées à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation de ces mesures » (proposition de loi du collectif Québec sans pauvreté, article 5.3). La culture participative d'ATD Quart Monde à Montréal peut ainsi s'expliquer alors contextuellement par son ancrage dans un réseau d'acteurs qui considère la notion de « faire avec » comme un critère éthique central. Selon Delphine, ce mode d'action est effectivement apparu dans le groupe montréalais à partir des années 2000.

Un militant quart monde, Christophe, qui a découvert ATD en participant au « comité avec » du collectif Québec sans pauvreté affirme que ces deux organisations se retrouvent sur les valeurs. Son engagement au sein d'ATD Quart Monde est motivé par son mode de fonctionnement qui implique les acteurs affaiblis à l'ensemble des activités et des décisions.

Christophe : « Je me sens bien avec ATD Quart Monde à cause de cette dimension “avec” qui est omniprésente et qui est le fondement du mouvement. [...] C'est nous, les personnes en situation de pauvreté, qui avons la parole. Parce que nous ne sommes pas des ignorants, nous pouvons partager notre expérience, notre vécu, notre savoir et nos opinions sur la société. Si l'on veut changer les choses, il faut que notre expérience de la pauvreté soit prise en compte par ceux qui prennent les décisions sinon celles-ci ne seront pas appropriées et finalement on perpétue le problème. » (Entretien, militant quart monde, 19 juillet 2016)

Christophe a notamment participé avec le comité loi d'ATD Quart Monde à l'élaboration d'un rapport pour le gouvernement québécois dans le cadre d'un plan stratégique de lutte contre la pauvreté en janvier 2016. Cette action est représentative de la conception du mode d'action du « faire avec » dans l'équipe montréalaise.

Christophe : « On a réfléchi en petit groupe, on a analysé ensemble et on a écrit des choses sur papier. [...] Il y avait une [proposition] qui était : “Éliminer la pauvreté du point de vue des plus faibles”. C'est une idée que j'ai beaucoup aimée, car elle correspondait à mes idées. [...] [Deux volontaires permanents] ont écrit le mémoire, mais en étant extrêmement fidèles à ce qu'on avait dit dans ces réunions. [...] Le mémoire parle beaucoup de la participation des personnes en situation de pauvreté. Ce mémoire était dans la parfaite ligne [du comité avec] : penser, agir et décider “avec” les personnes en situation de pauvreté. » (Entretien, militant quart monde, Christophe, 19 juillet 2016)

Si cette action ne s'est pas appuyée sur la pratique de la coécriture, Christophe a néanmoins le sentiment d'avoir eu un pouvoir d'influence conséquent sur l'élaboration des revendications politiques. Pour Pierre, l'animateur du comité loi, cet exemple est représentatif du compromis entre la participation effective des acteurs affaiblis et l'efficacité de l'action politique qu'essaye d'entretenir l'équipe de Montréal.

Pierre : « *Notre façon de travailler avec des personnes en situation de pauvreté est un compromis intéressant. On ne fait pas tout avec elles, mais au minimum, on s'assure et on valide [...]. On pourrait rêver de faire plus "avec". On pourrait aussi aller plus vite en faisant sans la participation dans des comités loi ou autre. Je trouve que ce compromis nous permet d'être assez efficaces et en même temps de vraiment faire "avec". [...] La rédaction d'un mémoire pour le gouvernement avec des personnes en situation de pauvreté est laborieuse et je ne sais pas si c'est efficace. Par contre, c'est intéressant d'avoir réfléchi sur les idées qu'on allait y mettre, la manière de les présenter, celles que l'on veut mettre en avant, quels titres on donne aux chapitres. Pour la mise en page, ça nous est égal de faire "avec".* » (Entretien, volontaire permanent, 16 juin 2016)

Le mode d'action du groupe montréalais est pragmatique. Contrairement au cadre normatif du croisement des savoirs qui développe un ensemble de principes d'action contraignants, le « faire avec » du groupe de Montréal ne s'appuie pas sur des règles strictes et s'adapte aux situations. Par exemple, le groupe de pairs est un principe d'action jugé essentiel dans le croisement des savoirs qui n'a pas été mis en œuvre dans l'élaboration du mémoire politique.

La notion de « faire avec » ne s'applique d'ailleurs pas seulement au comité loi. La participation effective des acteurs affaiblis aux activités du groupe de Montréal constitue un critère éthique à partir duquel les volontaires permanents évaluent leur action. En particulier, des militants quart monde sont présents dans les espaces de décision de l'association comme le conseil d'administration. La gouvernance semble davantage partagée que dans le groupe lyonnais et l'enquête ethnographique ne relève pas l'existence d'un plafond de verre.

Pierre : « *C'est un mode de gouvernance qui est vraiment intéressant et que je découvre ici au Québec. Il y a le comité loi, le comité porteur de l'université populaire et le conseil d'administration. Ce sont trois lieux où l'on rassemble à chaque fois une petite dizaine de personnes avec des expériences de vie complètement différentes. Ce sont des espaces de réflexion pour donner des orientations, pour valider et prendre des décisions. Après, la besogne se fait peut-être moins "avec". [...] Cela fonctionne parce qu'il y a la bonne volonté de tout le monde, et que l'on continue à se former ensemble. C'est beaucoup plus efficace que des règles et des structures compliquées qui nécessitent de passer son temps à faire des PV qui ne servent pas à grand-chose.* » (Entretien, volontaire permanent, 16 juin 2016)

Malgré une période estivale moins intensive, les deux mois d'observation confirment la mise en œuvre du mode d'action du « faire avec » dans les activités militantes quotidiennes. Par exemple, un organisme communautaire a sollicité l'équipe de volontaires permanents pour une réunion autour d'un potentiel projet en commun. Delphine a accepté cette rencontre à la condition d'y associer des militants quart monde ainsi que des membres de l'organisation en question. Si aucune méthodologie spécifique n'a été mise en œuvre, l'observation de la réunion note une participation effective des acteurs affaiblis aux discussions stratégiques. Delphine résume la philosophie d'ATD Montréal : « *"Faire avec", c'est vraiment un choix et une volonté. [...] C'est à chaque fois un réflexe qu'on a de dire : "Allez ! On a besoin de gens"* » (Entretien, volontaire permanente, 14 juin 2016).

Le réseau du croisement des savoirs influence aussi l'équipe montréalaise dans sa culture participative. Le groupe local a mené des recherches en croisement des savoirs, comme le projet Equisanté qui a déjà été présenté. Il s'agit d'expérimentations radicales en termes de participation effective des acteurs affaiblis. La formation au croisement des savoirs de Delphine, mais aussi d'une des volontaires permanentes de l'équipe précédente constitue un élément explicatif du mode d'action participatif du groupe de Montréal.

Delphine : « Le bagage du croisement du savoir joue un rôle [dans la volonté de faire avec]. Je pense qu'il y a la vieille école chez ATD et puis il y a la nouvelle école. Ceux qui n'ont pas été formés comme ça et ceux qui ont été formés avec le croisement des savoirs. Quand on n'a pas été formé comme ça, c'est très dur après vingt-cinq ans ou trente ans de faire différemment. [...] Pendant deux ans dans l'équipe, des volontaires de la vieille école disaient que c'était à l'équipe de volontaires de décider des thèmes et de décider des questions de préparation [de l'université populaire]. On se disputait beaucoup là-dessus. Elles voulaient que je change, mais il n'en était pas question. Finalement, elles sont parties parce que c'était un peu trop compliqué de faire équipe. C'est aussi dans des petites choses comme ça où il y a effectivement l'influence du croisement des savoirs. » (Entretien, volontaire permanente, 14 juin 2016)

Delphine évoque un conflit générationnel autour de la socialisation au croisement des savoirs. L'équipe lyonnaise est par exemple proche de la retraite, ce qui pourrait confirmer cette hypothèse. Pourtant, l'une des volontaires permanentes du groupe de Lyon a été formée au croisement des savoirs. Si on ne peut pas confirmer cette hypothèse par manque de données, il est à noter que la formation au croisement des savoirs est récente dans la carrière de cette volontaire permanente lyonnaise. Toujours est-il que la socialisation au sein du réseau CS par des formations internes ou par l'expérimentation concrète du cadre normatif a certainement des effets sur la culture organisationnelle des groupes locaux.

En outre, un dernier élément semble central dans l'analyse, à savoir l'ouverture praxéologique. « C'est peut-être individuel, mais jusqu'à présent, j'ai vu une ouverture au feedback et à l'évaluation. Quand on travaille avec ATD Quart Monde [...] il y a une espèce d'auto critique forte que j'aime beaucoup et à laquelle je m'identifie », explique Suzanne, une salariée d'une organisation partenaire d'ATD Montréal (Entretien, salariée du FCPASQ, 20 juin 2016). Par exemple, le groupe local développe des liens avec le milieu universitaire afin d'évaluer son action, notamment l'université populaire et le comité loi. La dimension praxéologique est donc une partie intégrante de la culture organisationnelle d'ATD Montréal.

Les coformations, la campagne-école, les initiatives de gouvernance partagée d'ATD France, le rapport au CESE, la coformation interne de Rennes ou encore le mode d'action du « faire avec » du groupe de Montréal favorisent la réflexivité interne et constituent des points d'inflexion potentiels de la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde. Ces expérimentations naissent en partie de l'influence du réseau du croisement des savoirs et renforcent la dynamique de lutte contre le plafond de verre de certains « frondeurs » appuyée par la délégation internationale. Il s'agit maintenant d'analyser les effets émancipatoires de ces différentes actions qui permettent aux militants quart monde d'entrer dans la praxis.

Section II – La conscientisation permanente des militants quart monde

Les coformations, la campagne-école ou les autres expérimentations évoquées dans la première section sont des activités de praxis qui permettent aux militants quart monde de prolonger la quête de sens initiée à l'université populaire dans un processus de conscientisation au sens de Paulo Freire (1980). C'est à partir de cette notion que l'on va analyser les effets émancipateurs sur le long terme de la participation des acteurs affaiblis aux actions d'ATD Quart Monde.

La conscientisation est le processus par lequel l'homme s'engage dans la réalité et s'inscrit dans une praxis, c'est-à-dire l'ensemble des activités qui permettent de transformer le monde aussi bien dans le contexte social et historique que dans l'environnement proche. En suivant Paulo Freire, la conscientisation ne se limite pas à une prise de conscience de la réalité qui entoure l'« opprimé », ni même à un développement de sa conscience critique, mais à une articulation de ces deux dimensions avec un agir transformateur. « Il n'y a pas de conscientisation en dehors de la praxis, en dehors de l'unité théorie-pratique, réflexion-action » (Freire, 1980, p. 193). La pédagogie freirienne a pour horizon la conquête de la liberté dans un contexte d'oppressions et d'injustices. Pour cela, l'homme doit dépasser sa condition d'« opprimé » en acceptant sa vocation d'« être » historiquement engagé par l'exercice de son autonomie. Par la conscientisation, l'« opprimé » passe d'une position d'objet dans le monde à celle de sujet de sa réalisation. Cependant, pour Paulo Freire, l'exercice de l'autonomie ne consiste pas à prendre des décisions pour soi-même, individuellement, mais bien collectivement, orientées vers des actions de transformations sociales. L'homme étant un être de relations, il est naturellement dépendant des autres. L'autonomie constitue alors la capacité d'assumer cette dépendance¹.

L'utilisation du concept de conscientisation dans les milieux militants et universitaires s'est alliée avec une perte progressive de ses racines (Naouar, 2014 ; Roberts, 1996), celui-ci devenant plus ou moins synonyme d'une succession d'étapes entre différents niveaux de conscience. Par exemple, William Smith (1976) suppose l'existence d'individus plus ou moins conscients des choses qui les entourent. Une pratique éducative pourrait ainsi leur permettre de s'élever d'un état « magique » à « naïf » puis « critique ». Cette vision séquentielle de la conscientisation a fait l'objet de beaucoup de critiques en tant que programme élitiste et paternaliste, car cela présuppose que des groupes de personnes soient dans l'animalité, incapables de percevoir leurs propres conditions (Berger, 1976). Dans ce cas, la conscientisation apparaît comme une pratique de conversion ou d'invasion, voire de colonisation culturelle. Selon Oussama Naouar (2014), la notion freirienne est perçue par certains courants militants comme une médecine nouvelle pour guérir les séquelles de

¹ Pour aller plus loin, se référer à l'Encadré 4 : La pédagogie de la libération de Paulo Freire p. 96.

l'oppression. Les mouvements sociaux qui se sont appropriés cette notion la considèrent parfois comme « l'instrument "magique" par lequel ils pourraient réaliser la transformation révolutionnaire » (Naouar, 2014, p. 157). Certains mouvements chrétiens ont pour leur part réduit la portée politique de la conscientisation en la considérant comme la simple prise de conscience de l'« opprimé » lui permettant de s'humaniser et de se libérer, « le tout baigné dans une rhétorique salvatrice cherchant à éviter une lutte des classes » (Naouar, 2014, p. 157).

Les ambiguïtés du concept de conscientisation se situent peut-être dans son rapport à la notion de libération qui suggère « un basculement entre deux états, deux statuts mutuellement exclusifs, deux situations radicalement différentes — entre domination et liberté, entre invasion et indépendance, entre sujétion et autonomie » (Vitiello, 2016, p. 188). Le politiste Audric Vitiello propose de se défaire de cette perspective qui invisibilise les processus concrets par lesquels s'opère l'émancipation. Il ne s'agit pas d'une maturation spontanée de prise de conscience qui délivre ou libère l'individu de toute tutelle extérieure. L'autonomie n'est pas un épanouissement personnel de ce que le sujet est déjà, mais une transformation de ce qu'il est dans une redéfinition de sa propre identité. Autrement dit, l'autonomie se réalise dans la subjectivation par le développement d'un *éthos* alternatif, c'est-à-dire « un certain rapport à soi et au monde, à la fois critique et actif, réflexif et créatif » (Vitiello, 2016, p. 192). L'auteur rejoint ici Paulo Freire en affirmant que cet *éthos* consiste à dépasser une attitude passive pour remettre en cause les normes établies à partir d'une activité réflexive indissociable de la pratique. Vitiello souligne que la construction de cet *éthos* alternatif propice à l'autonomie peut s'effectuer dans des « espaces libres » qui visent la diffusion d'une « contre-culture ». En ce sens, l'université populaire favorise l'émancipation des acteurs affaiblis. L'*éthos* alternatif que cet espace infrapolitique diffuse est celui de l'« expert quart monde ». Ce style de groupe met effectivement en valeur le développement d'un esprit critique, réflexif et créatif. Il permet également le dépassement d'une attitude passive par le développement d'une volonté de transformation sociale. Cependant, celle-ci ne trouve pas toujours d'appuis dans les pratiques des groupes locaux.

Ensuite, pour Vitiello, l'émancipation est favorisée par l'« impulsion extérieure » d'un acte éducateur qui vise à amener le sujet à développer son esprit critique et réflexif. Étant donné qu'elle cadre la quête de l'autonomie, cette action de formation exerce un pouvoir sur les individus qui peut être dominateur et s'opposer aux objectifs émancipatoires. C'est ce que l'on a développé dans le quatrième chapitre avec les ambiguïtés de l'éthique du *care* mise en œuvre par les volontaires permanents. Ces derniers sont effectivement une « impulsion extérieure » qui favorise l'émancipation des militants quart monde. Un pouvoir de domination est alors perceptible dans les logiques de protection qui établissent des barrières à l'entrée en praxis des militants quart monde. Pour Vitiello, cette puissance extérieure doit s'appuyer sur une morale orientée vers l'éthique qui privilégie « la réflexion et la définition autonome par le sujet de ses propres règles » (Vitiello, 2016, p. 195), mais aussi sur une organisation participative du processus autonomisant. Il sera question dans cette section de construire les

contours d'une éthique du *care* alternative qui limite les effets de domination, et cela à partir du discours des militants quart monde.

Enfin, Vitiello propose une vision de l'émancipation comme un horizon inatteignable, une « dynamique toujours en devenir » sans fin prévisible. Il s'agit de développer son esprit critique et réflexif, mais celui-ci se porte toujours sur un sujet précis. La remise en cause de l'ordre établi ne finit jamais de trouver de nouvelles normes à critiquer. L'autonomie est toujours partielle et processuelle. L'émancipation est un « mouvement qui ne s'arrête jamais — ou plutôt qui ne doit jamais s'arrêter —, celui d'une production sans cesse recommencée de subjectivités en quête d'autonomie » (Vitiello, 2016, p. 199).

En partant des critiques adressées à la pédagogie de Paulo Freire et en adoptant une vision de l'émancipation qui converge avec celle d'Audric Vitiello, Peter Roberts (1996) propose une conception alternative de la conscientisation. Pour ce philosophe des sciences de l'éducation, il s'agit d'un processus sans fin de réflexion et d'action, d'un développement de la conscience critique sans cesse renouvelée et orientée vers la transformation sociale. Il n'y a pas d'individus moins conscients que d'autres, mais des sujets sur lesquels des personnes ont des visions plus ou moins naïves ou biaisées. La conscientisation est valable pour l'« opprimé » comme pour l'éducateur et implique une ouverture constante au changement d'opinion. La connaissance est donc toujours provisoire. L'opinion se transforme ouvrant de nouveaux rapports à l'autre et au monde. Peter Roberts relie ce processus à la notion de subjectivité qui entend assumer que l'être humain est une combinaison de multiples sujets différents parfois contradictoires. La conscientisation permet aux individus d'entrer dans un processus historique et culturel en tant que sujet(s) par la perception des différentes facettes de soi et des contradictions du monde social.

En suivant Peter Roberts, on va pouvoir analyser l'université populaire comme le site de fixation d'un processus permanent de conscientisation subjectivante pour les militants quart monde. Ceci est valable à partir du moment où les acteurs affaiblis s'investissent dans des allers-retours entre le renouvellement de leur esprit critique au sein de l'espace infrapolitique et le développement d'un esprit actif dans des activités de praxis tournées vers l'extérieur d'ATD Quart Monde. À partir du discours de ce type de militants quart monde, on pourra appréhender les effets d'un processus émancipatoire qui n'a pas de fin, notamment en termes de prises de responsabilité au sein de l'association.

1 — De la conscientisation dans une enclave à la subjectivation active dans le monde complexe

« S’opposer à la violence par la prise de parole revient à opposer une voix et un agir à un dispositif de domination fondé sur le silence et le déni de réalité. La voix est opposée au silence, le courage de la vérité au déni de réalité, l’agir de concert au repli sur soi » (Tarragoni, 2014, p. 186). En tant qu’espace infrapolitique qui favorise l’expression et la politisation des acteurs affaiblis, l’université populaire dispose d’un potentiel de subjectivation politique qu’il s’agit d’examiner.

L’université populaire implique un renversement hiérarchique du rapport au monde spécifique à la culture dominante. Le rapport pédagogique est inversé entre apprenants/sachants puisque tout le monde apprend de l’autre dans une interaction dialogique. L’université populaire s’appuie sur un *éthos* alternatif qui favorise un processus de conscientisation subjectivante des acteurs affaiblis. Le dispositif permet effectivement de transformer son rapport à soi-même par la déculpabilisation de sa situation de pauvreté. Ensuite, en devenant militant quart monde, une volonté de transformer le monde se développe.

« Relire sa vie, sa propre histoire, arriver à se comprendre soi-même, devenir capable de se situer dans le monde, dans un ensemble collectif devient une force. La personne auparavant exclue devient actrice de sa propre libération. Elle fait l’expérience du respect et de l’égalité alors qu’auparavant, elle était dépréciée par elle-même et/ou par les autres. Elle peut retrouver une identité positive. » (Defraigne Tardieu, 2012, p. 186)

L’université populaire permet le développement de la composante réflexive de la conscientisation. Cependant, la participation exclusive à ce dispositif a tendance à limiter la portée de ce processus. Les barrières à l’entrée en praxis et le plafond de verre transforment le dispositif en une enclave citoyenne qui sépare la dimension active de la dimension réflexive. On va voir que la participation à une coformation ou à une campagne politique comme celle sur l’école permet toutefois de connecter les deux dimensions. Les militants quart monde peuvent alors poursuivre leur processus de conscientisation dans une lutte permanente pour la reconnaissance (Honneth, 2013).

1.1. L’université populaire : fondement d’une conscientisation subjectivante

En écoutant les autres puis en brisant le silence, les participants à l’université populaire s’engagent dans un processus de conscientisation subjectivante. Celui-ci permet aux acteurs affaiblis de s’ouvrir sur le monde qui les entoure. C’est le cas d’une militante quart monde malentendante qui avant de participer aux actions d’ATD Quart Monde faisait semblant d’entendre ses interlocuteurs.

Augustine : « C’est ça qui a changé, aujourd’hui je peux dire que j’entends mal. Je n’osais pas avant. Je faisais comme si j’entendais. Je vivais que pour moi, et non pour les autres. Je

n'entendais pas les autres et ce n'était pas mon souci. Maintenant j'y mets ma vie. » (Entretien, militante quart monde, 23 octobre 2015)

En prenant la parole devant l'auditoire de l'université populaire, les acteurs affaiblis découvrent l'hypothèse inclusive, venant contredire leur vision du monde façonnée par l'expérience de l'exclusion. Leur rapport au monde se transforme en même temps que leur rapport à soi. Ils se découvrent un courage pour s'exprimer en public qui contredit leur sentiment d'isolement social.

L'université populaire propose aux participants de réfléchir régulièrement sur des sujets de société en lien avec l'actualité. L'observation montre une diversité de sujets traités comme les médias, la « communication sans la parole », les assurances ainsi que des sujets plus sensibles comme le mariage pour tous ou l'immigration. Certains thèmes sont récurrents, comme ceux en lien avec les conditions de vie des acteurs affaiblis (logement, éducation, travail social, santé, etc.). Ces universités populaires permettent aux participants qui vivent les problématiques abordées de percevoir la pluralité des situations individuelles.

Éric : « La curatelle est un thème qui me concerne. Je me suis rendu compte, à la plénière, qu'il y avait des cas qui étaient bien différents du mien. Cela m'a fait découvrir d'autres choses. C'est le principe de l'UP, tout le monde a le droit à la parole et on s'instruit les uns les autres. » (Entretien, participant Quart monde, 14 avril 2014)

Il s'agit d'une approche de subjectivation qui détient une dimension collective : « Je ne suis pas le seul à vivre mes problèmes, mais les situations des autres ne sont pas tout à fait identiques à la mienne ». Ce processus s'appuie sur la découverte de la pluralité des formes de pauvreté. Selon Damien, « *ATD permet de ne pas s'intéresser qu'à son nombril. On découvre qu'il y a d'autres personnes que nous qui ont d'autres problèmes à des degrés différents d'importance. On ne va pas comparer, il n'y a pas de hiérarchie sur une échelle de 0 à 20* » (Entretien, militant quart monde, 2 mai 2014). Dans ce discours, la conscientisation subjectivante s'appuie sur un positionnement horizontal de l'individu dans le milieu de la pauvreté. Par ailleurs, la dimension internationale d'ATD Quart Monde permet d'approfondir la perception sur la place que l'individu occupe dans le monde.

Damien : « Cela nous a ouvert sur les autres formes de misère. La pauvreté n'est pas forcément la même dans chaque pays. Il y a aussi les pays du tiers monde qui sont très pauvres, même plus pauvres que ce que l'on croit. Les gens gagnent quelques centimes par jour pour fabriquer un ballon. On ne pense pas forcément à ça quand on achète un ballon Adidas. Cela a été fait par des enfants ou par des personnes qui n'ont pas un salaire décent. Nous, en France on n'est pas les plus mal lotis. C'est sûr qu'il y a de la misère en France, mais dans les autres pays je pense qu'elle est différente et qu'elle est pire. » (Entretien, militant quart monde, 30 avril 2014)

Ensuite, le processus de conscientisation subjectivante des acteurs affaiblis repose sur la construction d'un « nous », celui des militants quart monde, tout en valorisant la subjectivité de chaque situation. C'est ce que l'on a développé dans la deuxième partie avec la figure de l'« expert quart monde ». Le sentiment d'appartenance à un collectif se développe

parallèlement à un ensemble de savoir-être qui valorise l'esprit critique et la réflexivité par l'ouverture sur le monde et sur les autres. Les normes de l'université populaire valorisent effectivement toutes les formes de cultures et respectent toutes les opinions, même les plus difficiles à entendre. Les méthodes d'animation entendent mettre en œuvre cet objectif d'ouverture. Par exemple, les groupes de préparation ne cherchent pas le consensus, mais la démonstration de la pluralité des opinions.

Dans la mesure où il ne s'agit pas de construire une opinion commune. Les points de vue individuels conservent une valeur propre. La contradiction reste importante, mais l'animation n'entend pas trancher en affirmant qu'une personne a raison. L'objectif est aussi d'éviter l'humiliation de celui dont la position n'est pas partagée par les autres. C'est la capacité de se questionner et d'évoluer à partir de la diversité des opinions qui est valorisée. Il s'agit de diffuser un *éthos* réflexif et critique.

Patrick : « *Personnellement, je ne cherche pas au cours de l'assemblée plénière à faire émerger un message. Je cherche à permettre un dialogue qui, peut-être, va nous questionner, nous ébranler dans nos certitudes. Ensuite, chacun, qu'il soit militant, allié ou volontaire, en tire ses propres conclusions.* » (Notes d'observation, animateur général de l'UP Rhône-Alpes, 6 juillet 2017)

En suivant Federico Tarragoni (2014), l'expérience concrète de la pluralité des opinions ouvre à des transformations du rapport Je-Nous. La conscientisation de l'université populaire est subjectivante : « J'ai mon propre point de vue qui évolue en fonction de celui des autres. J'ai des points de convergence, mais mon opinion finale reste singulière. Elle n'est pas dissoute dans une opinion collective ». L'université populaire amène donc les militants quart monde à se positionner singulièrement dans le monde, à trouver des convergences avec autrui tout en acceptant les différences, à l'instar de Brigitte : « *ATD ouvre les œillères, c'est indispensable ! Si tu votes à droite et que tu es à ATD et bien c'est ton droit. J'apprécierais de discuter avec toi parce que j'aime les échanges d'idées. J'étais au PC quand j'étais jeune et là il y avait beaucoup d'œillères* » (Entretien, militante quart monde, 16 avril 2014).

La perception du monde ambiant s'ouvre également par la présence des alliés à l'université populaire. La conscientisation d'ATD Quart Monde ne repose pas sur l'opposition des cultures entre celle des « opprimés » et celle des « oppresseurs » pour reprendre les termes de Paulo Freire. Si les acteurs forts restent discrets à l'université populaire, les conversations informelles et les quelques interventions dans le dispositif permettent d'enclencher une ouverture sur les réalités des autres catégories sociales.

Sophie : « *ATD permet d'accepter la différence et de savoir que l'on peut vivre dans des mondes différents. À ATD on rencontre beaucoup de personnes qui ne sont pas toutes issues du monde de la précarité. Beaucoup ne l'ont pas connue et pourtant on peut s'entendre, du moins, le temps d'un instant.* » (Entretien, militante quart monde, 8 avril 2016)

L'université populaire permet aux acteurs affaiblis d'appréhender quelques éléments de la culture dominante et d'entrevoir la possibilité d'une alliance avec des acteurs forts. Il ne s'agit pas pour autant de nier la responsabilité de ces derniers dans les inégalités sociales. Le discours ci-dessus suggère que les différences entre les classes sociales ne sont pas invisibilisées, le rapprochement ne pouvant durer qu'« un instant ». De plus, l'université populaire ne construit pas un public intermédiaire de confrontation entre des mondes éloignés (Carrel, 2013). Malgré la présence d'acteurs forts, l'université populaire reste un espace infrapolitique qui vise l'expression des acteurs affaiblis. Non seulement les militants alliés s'investissent dans un processus de *disempowerment* et prennent donc peu la parole, mais ils ne sont pas non plus très éloignés de la culture des militants quart monde. En effet, les deux types d'acteurs partagent un sentiment d'appartenance et une même culture militante spécifique à ATD. À rebours de l'objectif d'ouverture, la participation régulière à l'université populaire favorise ainsi des effets de polarisation (Sunstein, 2011) entre les membres¹. Le processus de conscientisation des militants quart monde peut se poursuivre alors à l'extérieur de l'université populaire par la découverte de la complexité du monde et de la pluralité des opinions.

1.2. La découverte du monde complexe en sortant de l'enclave citoyenne

Comme pour dépasser les limites de l'université populaire, les coformations se multiplient au sein d'ATD permettant à de plus en plus de militants quart monde de sortir de l'enclave citoyenne. Chaque coformation offre l'opportunité à cinq ou six militants quart monde de former une équipe afin d'affronter le monde extérieur. Ces acteurs affaiblis peuvent mettre en application les savoir-faire et les savoir-être qu'ils ont développés au sein de l'université populaire pour diffuser leurs opinions à des acteurs forts.

Clémence : « C'est beaucoup plus violent la coformation. C'est plus dur, il faut éviter de parler de soi, ce n'est pas évident. On est toujours en train de faire attention à ne pas parler de notre vie personnelle alors qu'aux UP on peut encore parler sur le plan personnel. C'est plus exigeant la coformation, mais c'est surtout pour nous protéger. Dans les UP, on ne se protège pas vraiment, car on n'en a pas besoin. » (Entretien, militante quart monde, 13 mars 2016)

Même si un ensemble d'artefacts d'égalité existent pour protéger les acteurs affaiblis, la participation à une coformation constitue une prise de risque. Les militants quart monde s'exposent à un public extérieur qui ne partage pas nécessairement leur engagement dans la lutte contre la pauvreté. La coformation nécessite un courage plus fort qu'à l'université populaire pour prendre la parole, ce qui comme l'affirme Tarragoni (2014) suscite des effets de subjectivation.

Odette : « J'ai vraiment l'impression d'avoir fait quelque chose que je n'avais pas l'habitude de faire. Ce n'est pas pareil que l'université populaire parce qu'il y avait des professionnels. On a

¹ Ici la polarisation signifie un alignement des cadres d'interprétation et des opinions autour de ceux qui sont valorisés par le cadre normatif d'ATD Quart Monde. Comme on l'a vu dans la deuxième partie, contrairement à la thèse de Cass Sunstein (2011) ce processus n'implique pas nécessairement une radicalisation des opinions.

travaillé avec eux alors qu'on ne le fait pas dans l'université populaire. Et puis dans l'université populaire, on est entre nous, on se connaît plus ou moins tandis que là on ne se connaissait pas du tout. Cela permet de dire ce que l'on fait, ce que l'on a vécu devant des professionnels dans un échange de savoirs. » (Entretien, militante quart monde, 3 février 2016)

Si les universités populaires sont retranscrites, le discours des volontaires permanents reste flou quant à l'utilisation de ces données. Le processus de publicisation de la parole des militants quart monde dans cet espace infrapolitique n'est pas directement perceptible. Par la confrontation avec les professionnels, la coformation permet, quant à elle, de s'investir dans une action de publicisation.

Suzie : « L'UP et la coformation, ce n'est pas le même travail. Ce n'est pas le même monde. L'UP vise à donner la parole aux personnes en précarité, à leur donner une confiance et une assurance, ce qui les prépare pour après. La coformation vise à faire passer nos idées à l'opposition pour qu'elles soient acceptées. L'UP est un apprentissage et la coformation, c'est la mise en application. On ne fait pas de forcing à l'UP, il y a que des gens qui sont d'accord avec nous. C'est ATD Quart Monde. Il n'y a pas de confrontation tandis qu'en coformation on est en opposition contre quelque chose. » (Entretien, militante quart monde, 20 janvier 2016)

La coformation est considérée par les militants quart monde comme une suite logique de l'université populaire. Le processus de conscientisation subjectivante se poursuit d'un dispositif à l'autre, car les acteurs affaiblis endossent le rôle de représentants des « personnes en situation de pauvreté » ou plus précisément du « quart monde », c'est-à-dire les membres de l'association qui vivent la pauvreté. En suivant Frederico Tarragoni (2014), la subjectivation du porte-parole se situe dans la distanciation critique par rapport à son propre point de vue. La conscientisation, quant à elle, s'effectue dans le positionnement dans le monde par rapport à un adversaire désigné.

Anna : « À l'université populaire, on peut parler de ses problèmes tandis qu'on ne va pas à une coformation pour régler ses problèmes. [...] Ce que l'on cherche c'est qu'ils changent de regard sur nous, mais en même temps c'est réciproque, c'est aussi pour que l'on change de regard sur eux. Je dirais que c'est complémentaire parce que c'est justement tout ce qui se passe aux universités populaires qui permet la coformation. » (Focus group de militantes quart monde, 10 février 2016)

Comme l'indique ce discours, la conscientisation est réciproque entre les acteurs affaiblis et les acteurs forts au sein des dispositifs d'ATD Quart Monde. On a déjà évoqué les effets de conscientisation sur les acteurs forts, que ce soient des militants alliés ou des acteurs extérieurs, analysés à partir de la notion de *disempowerment*. En particulier, dans la coformation les professionnels sont absorbés dans ce processus. Pour les militants quart monde, des effets de transformations individuelles sont également à l'œuvre par la confrontation avec les acteurs forts. La coformation amplifie le processus de conscientisation qui débute à l'université populaire par la découverte des logiques d'action et de pensée d'acteurs qui ne partagent pas la culture militante d'ATD Quart Monde. Comme l'indique le discours ci-dessus, l'émancipation des acteurs affaiblis est processuelle dans la mesure où elle se réalise dans différents espaces complémentaires.

La méthodologie du croisement des savoirs permet un « essai à l'autre » (Tarragoni, 2014) qui favorise la subjectivation par la découverte de la complexité du monde. Les acteurs affaiblis réalisent que les stigmates de la pauvreté ont une influence sur la perception qu'ils ont de leur environnement. Par exemple, à partir de comportements individuels de certains professionnels, certains citoyens marginalisés construisent des préjugés généralisés à l'ensemble de la profession. Dans une coformation ou dans les ateliers sur l'école de Lyon, les militants quart monde découvrent les contraintes administratives et hiérarchiques auxquelles doivent faire face les professionnels. Les acteurs affaiblis transforment ainsi leur perception des autres catégories sociales par la confrontation dans un public intermédiaire avec des acteurs forts extérieurs à ATD Quart Monde. C'est le cas de Simon, un militant quart monde qui a participé aux ateliers sur l'école de Lyon :

« C'est bien d'avoir un éclairage sur les autres catégories sociales. Le fait d'avoir été à Lyon avec des professeurs, des instituteurs, des sociologues, m'a fait comprendre qu'en fin de compte on n'était pas si différents les uns des autres. Les bagages intellectuels n'étaient pas les mêmes, c'est évident. En fin de compte, je me suis aperçu que les a priori que j'avais sur les autres catégories sociales n'étaient pas tout à fait vrais [...]. J'avais de l'incompréhension, mais je me suis aperçu que les autres catégories avaient elles aussi de l'incompréhension, de la méconnaissance de la réalité des choses, de la réalité de ce que vivent certaines personnes. »
(Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre de l'évaluation interne de la campagne-école, militant quart monde, 2012)

Si l'université populaire permet d'expérimenter la pluralité des opinions, cet aspect s'exacerbe dans les dispositifs participatifs ou délibératifs ouverts à des acteurs extérieurs à ATD Quart Monde. Le discours ci-dessus est représentatif de celui de beaucoup de militants quart monde qui participent à ce type d'action. Celui-ci montre que l'expérience concrète d'un public intermédiaire qui confronte des mondes éloignés favorise une conscientisation subjectivante. La transformation de l'image des autres (les *a priori*), en l'occurrence des enseignants et des chercheurs, implique une transformation de son rapport à soi : « Je ne suis pas le seul à avoir une méconnaissance de la réalité ».

On a vu dans la deuxième partie de la thèse que l'université populaire favorisait une reconnaissance par l'« expérience de l'amour » (Honneth, 2013). Cependant, le caractère fermé de cet espace infrapolitique limite la lutte pour la reconnaissance. En participant à d'autres dispositifs comme la coformation ou des campagnes politiques, on va voir que les militants quart monde renforcent leur « respect de soi » en tant que sujet de droit et leur « estime de soi » en tant qu'individu aux qualités propres (Honneth, 2013). En particulier, les remerciements des professionnels dans les coformations sont particulièrement valorisants dans la mesure où ces derniers n'ont pas de lien avec ATD Quart Monde et qu'ils ont vécu un processus conflictuel avec les militants quart monde.

< Lors de la journée de bilan, les militants quart monde retiennent les remerciements des professionnels. Odette : « Un professionnel m'a remercié à la fin, il m'a embrassé et il m'a dit que ce que j'avais dit était bien ». Valérie : « J'ai bien aimé quand j'ai pris le micro et que j'ai parlé. La jeune femme à côté de moi a dit que c'était bien que je prenne la parole ».

Sévérine : « J'ai aimé quand je me suis permis de dire au sous-directeur que c'était bien de prendre soin des malades, mais qu'il serait bien aussi de prendre soin de son personnel. Une dame est venue me remercier. Ça m'a fait plaisir. Ce sont les institutions qu'on critique, pas eux personnellement. » > (Notes d'observation, journée de bilan de la coformation santé)

Tous ces discours mettent en avant une reconnaissance de la part des professionnels venant renforcer la quête de sens des militants quart monde. L'estime de soi développée à l'université populaire est précaire dans la mesure où elle est conditionnée au cadre de sécurité émotionnelle d'ATD Quart Monde. Les militants quart monde n'osent pas nécessairement mettre en application les compétences acquises en dehors de l'espace infrapolitique. La coformation permet de dépasser cette limite. Tout en conservant un cadre protecteur, les militants quart monde prennent des risques maîtrisés dans ce dispositif et développent la capacité de remettre en cause des acteurs forts extérieurs à ATD. Ceci renforce l'estime de soi en tant qu'individu aux qualités propres. Il s'agit d'un processus de subjectivation puisque les acteurs affaiblis transforment leur sentiment d'incapacité et leur rapport à l'intelligence.

Suzie : « L'instruction et l'intelligence sont deux choses différentes. Certains ont fait des études, mais on ne peut pas leur parler parce qu'ils se sentent supérieurs. Je ne suis pas moins intelligente qu'une autre. Une personne par son vécu peut apprendre beaucoup à une personne qui sait écouter. » (Entretien, militante quart monde, 20 janvier 2016)

En outre, le respect de soi en tant que sujet de droit est renforcé dans les coformations. Par exemple, le dispositif observé dans le cinquième chapitre aborde la question du droit à la santé. Dans le cadre d'une coformation avec l'école de magistrature, l'ensemble des droits fondamentaux sont mis en avant par les participants. Le discours d'une militante quart monde ayant participé à ce dispositif montre également que la confrontation entre la reconnaissance juridique théorique et l'expérience concrète du mépris lié à la privation de droits renforce un sentiment d'indignation.

Sophie : « Je n'ai pas à être en colère envers un juge, mais plutôt envers l'administration. Je me suis pris la tête avec un juge. On nous parle sans arrêt des droits fondamentaux et un soir ça m'a fâchée. [...] J'ai dit : "Arrêtez, les droits fondamentaux ne sont pas là. Vous expulsez des familles. Où est-ce qu'il est le droit fondamental là ? Le droit au logement, moi je regarde dehors et je ne vois pas que les droits sont respectés. Quand vous expulsez, des familles sont séparées et où est-ce qu'il est le droit à la famille ?" Ça m'a révoltée ce soir-là et c'est lui qui a pris. » (Entretien, militante quart monde, 8 avril 2016)

Sophie revient sur un épisode de la phase conflictuelle d'une coformation. Cette étape précède généralement un processus de phasage des volontés d'action. D'adversaires, les acteurs forts qui participent aux dispositifs en croisement des savoirs deviennent des alliés potentiels d'autant plus qu'ils sont absorbés dans un engagement contre la pauvreté. Les acteurs affaiblis développent alors un sentiment d'influence en réalisant les effets qu'ils ont sur autrui.

Clémence : « Je pense qu'ils ont appris à nous connaître, à nous écouter, à voir notre souffrance et la souffrance des enfants. Je pense qu'avec tout ça, ils doivent se dire qu'ils peuvent faire mieux [...]. [Ils doivent se dire aussi qu'on est] des parents qui veulent s'investir,

qui veulent avancer et qui ne veulent plus souffrir [...]. J'espère qu'on a lancé le message et qu'ils l'ont pris en sachant qu'on veut travailler avec eux, et pas contre eux. » (Entretien, militante quart monde, participante à la coformation-école, 13 mars 2016)

Les militants quart monde qui participent à des dispositifs en croisement des savoirs font l'expérience concrète de l'estime sociale. Celle-ci « s'accompagne dès lors d'un sentiment de confiance quant aux prestations qu'on assure ou aux capacités qu'on possède, dont on sait qu'elles ne sont pas dépourvues de "valeur" aux yeux des autres membres de la société » (Honneth, 2013, p. 157). Dans la coformation, les autres membres de la société sont représentés par les professionnels et les capacités reconnues sont celles de l'« expert quart monde ». Le sentiment d'estime sociale des militants quart monde se construit au sein du dispositif par les marques de reconnaissance de certains acteurs forts entrant en opposition avec l'expérience du mépris social.

< Après l'exposition de quelques problèmes techniques, Sylvie expose un ressenti : « Ce qui m'a choquée c'est le regard sur les pauvres ». J'interviens : « Est-ce que tu dis ça par rapport à ton expérience ou par rapport au regard des professionnels durant la coformation ? » Sylvie répond : « Je parle de mon vécu parce que pendant la coformation, j'ai trouvé que les professionnels étaient cool. Je ne pensais pas tomber sur des personnes comme elles. » > (Notes d'observation, journée de bilan de la coformation santé)

L'atteinte à la dignité et à l'intégrité morale est une expérience régulièrement mise en avant par les acteurs affaiblis dans les dispositifs d'ATD Quart Monde. Comme Sylvie, beaucoup de militants quart monde évoquent leur étonnement de rencontrer des professionnels qui leur reconnaissent une estime sociale. Cette reconnaissance s'affirme aussi avec la fierté de représenter son groupe social, comme pour Odette : *« Je suis fière d'avoir fait cette coformation pour défendre les personnes en situation de précarité. Cela me donne la force d'aller plus loin et de continuer. Cela va me valoriser auprès des autres quand je vais leur dire ce que j'ai fait »* (Notes d'observation, militante quart monde, journée de bilan de la coformation santé). Les acteurs affaiblis accordent également une reconnaissance aux acteurs forts qui participent aux dispositifs d'ATD. Une reconnaissance mutuelle s'affirme donc progressivement dans « une sorte de relation d'interaction dans laquelle les sujets s'intéressent à l'itinéraire personnel de leur vis-à-vis, parce qu'ils ont établi entre eux des liens d'estime symétrique » (Honneth, 2013, p. 156). C'est le cas de Suzie avec les professionnels de la coformation : *« Si ces personnes étaient là, c'est qu'elles étaient curieuses de savoir et qu'elles avaient envie d'apprendre. Ce sont des personnes qui veulent faire changer les choses »* (Entretien, militante quart monde, 20 janvier 2016).

Pour Axel Honneth, le processus de transformation sociale est intrinsèquement lié à celui de la reconnaissance mutuelle. « Les sujets ne peuvent parvenir à une relation pratique avec eux-mêmes que s'ils apprennent à se comprendre à partir de la perspective normative de leurs partenaires d'interaction, qui leur adressent un certain nombre d'exigences sociales » (Honneth, 2013, p. 113). Ce faisant, la praxis se réalise par les tentatives collectives

d'élargissement de la reconnaissance mutuelle sur les plans institutionnel et culturel. En participant à un public intermédiaire de confrontation de mondes éloignés, les acteurs affaiblis et les acteurs forts alignent leurs cadres d'interprétation autour d'une reconnaissance mutuelle. En suivant Honneth, il s'agit d'une partie intégrante du processus de transformation sociale dont la mise en œuvre est encore à explorer.

1.3. L'entrée en praxis des acteurs affaiblis

Si l'université populaire est avant tout un lieu de réflexion, la deuxième partie de la thèse a montré qu'elle permet de susciter la praxis à travers l'envie de transformer le monde. Cet aspect prend également une forme subjectivante par l'utopie concrète : « je rêve d'un monde et j'agis pour tendre vers celui-ci. Il n'advientra jamais tel quel puisque je prends en compte l'avis des autres. Mon rêve se transforme par l'interaction, mais reste singulier ».

Sophie : « J'aime aller à ATD parce que j'ai besoin d'un combat. On a tous besoin d'un combat dans la vie. À ATD, je peux parler du monde dont je rêve et faire réfléchir les autres dessus. Cependant, le monde tel que je le voudrais ne sera jamais, mais on peut tester les idées pour changer le monde. » (Entretien, militante quart monde, 8 avril 2016)

Ainsi, progressivement l'université populaire développe le militantisme des acteurs affaiblis par des effets de politisation¹. Ces derniers sont cependant limités par des barrières à l'entrée en praxis dans certains groupes locaux qui peuvent être franchies par la participation à d'autres actions d'ATD comme la coformation. Étant donné que ce type de dispositif délibératif permet aux militants quart monde d'exercer un pouvoir d'influence sur des acteurs extérieurs, leur volonté de transformation sociale s'exacerbe.

< Le bilan avec les militants quart monde se termine par l'énumération des questions qu'ils aimeraient poser aux professionnels. Est-ce que ça va aboutir à quelque chose ce que l'on a fait ? Est-ce qu'ils ont bien compris ce qu'on a voulu dire ? Est-ce qu'ils ont réévalué, changé leur opinion sur les gens en difficultés ? Est-ce qu'ils aimeraient faire une formation pour approfondir ? Est-ce qu'ils seraient prêts à venir à ATD Quart Monde pour aller plus loin ? Est-ce que ça leur a donné envie d'agir ? Est-ce qu'ils ont appris des choses de nous ? > (Notes d'observation, journée de bilan de la coformation santé)

Les questions qu'aimeraient poser les militants quart monde aux professionnels ont soit pour but de confirmer leur sentiment d'influence, soit de les interpeller dans une optique de prolonger l'action conjointe. L'observation montre que la participation à la coformation renforce la volonté de transformation sociale avec l'idée déjà évoquée d'« aller plus loin ». « J'aime bien les retours parce que sinon après ça reste dans l'oubli », explique Suzie. Elle poursuit : « Il faut faire un bond et faire avancer les choses. Si on ne les revoit pas, on ne connaît pas les résultats et ce qu'ils ont fait pour changer leurs institutions » (entretien, militante quart monde, 20 janvier 2016).

¹ Se référer à la deuxième partie.

Par la participation à des actions ouvertes sur l'extérieur, les militants quart monde affûtent leur esprit critique en s'interrogeant sur les effets des dispositifs. Le questionnement des acteurs affaiblis sur leur propre pouvoir d'influence est effectivement omniprésent dans l'enquête sur la coformation. Par exemple, Sylvie « *espère un aboutissement parce que si on fait une coformation qui ne sert à rien, ce n'est pas la peine. Même si elle a servi pour nous, il faudrait quelle serve pour tout le monde. La personne dans la rue a besoin qu'on pense à elle, même si elle n'est pas à ATD* » (entretien, militante quart monde, 11 février 2016). Le retour sur l'action afin d'avoir des preuves concrètes de leur influence devient une exigence pour beaucoup de participants aux coformations. Certains d'entre eux renforcent alors les rangs des « frondeurs » en réalisant l'aspect limité des effets de l'université populaire par exemple. Quelques-uns s'investissent également dans la lutte interne contre le plafond de verre ou contre l'évanescence de la praxis de leur groupe local en proposant de faire des actions concrètes.

Cependant, les effets structurels des coformations sont limités. À cet égard, la participation à des campagnes politiques est l'occasion d'assouvir plus concrètement une volonté de transformation sociale. Par exemple, à l'issue de la campagne-école, des militants quart monde ont intégré ou même créé des groupes d'action sur le thème de l'école. Individuellement ou collectivement, certains ont réalisé des actions de publicisation des revendications signées par les douze partenaires. Isabelle, une militante quart monde très active qui a participé à plusieurs campagnes politiques d'ATD Quart Monde résume les effets spécifiques de cette activité de praxis :

« On a la fierté et en plus on comprend mieux comment fonctionnent les institutions [...]. Pour une fois, on entend notre voix et on prend en compte ce qu'on dit [...]. C'est important parce qu'on rend service à la société et qu'on a l'impression d'avoir fait bouger des choses. [...] Quand la loi [d'orientation sur les exclusions de 1998] a été votée, il y avait un petit bout de moi dedans. [...] Je gagnais en connaissance, mais financièrement j'étais toujours dans ma galère, j'avais toujours autant de difficultés à me loger et à nourrir mes enfants, mais ça m'a permis de me dire que je suis utile à la société et du coup j'ai milité dans d'autres associations. » (Entretien, militante quart monde, 21 mars 2016)

Isabelle a participé pendant plusieurs années à un groupe de réflexion et d'action autour de la loi d'orientation sur les exclusions de 1998. Son discours dévoile les effets d'apprentissage (compréhension des institutions, « gagner en connaissances »), de renforcement de l'estime sociale (« fierté », « rendre service et être utile à la société », « faire entendre sa voix ») qui s'oppose au mépris social de l'exclusion politique (« pour une fois ») et de développement de la dimension active de la conscientisation en voyant les résultats concrets de son influence, ce qui renforce la volonté d'agir dans nouvelles actions de transformation sociale.

La participation à une campagne politique n'est pas seulement intéressante pour les militants qui souhaitent mettre en œuvre une volonté de transformation sociale préexistante. À l'instar de la coformation, la campagne-école a également permis le développement de cette volonté de changement par ses effets de politisation. Si l'université populaire permet d'amorcer ce

type d'effets, l'action politique locale est faible au sein d'ATD Quart Monde. Ainsi, la participation à la campagne-école constituait pour beaucoup de militants quart monde une des premières expériences d'action politique.

L'une des questions de la grille d'entretien de l'évaluation interne était la suivante : « Est-ce que vous pensez que ce travail s'inscrivait dans une démarche politique ? » D'un côté, la grande majorité des militants alliés, des volontaires permanents et des responsables des organisations partenaires ont répondu à cette question par la positive sans aucune hésitation, voire en étant étonné de la question tellement la réponse semblait évidente. De l'autre, les réponses des militants quart monde étaient plus complexes. Comme on l'a déjà vu, le terme de « politique » fait l'objet d'un rejet par certains.

Jade : « *Nous, on n'est pas là pour faire de la politique, mais pour représenter des familles.* »

Alice : « *La politique, pour moi, c'est un grand mot. C'est pour les messieurs Sarkozy.* »

Jade : « *Le but c'est que le gouvernement prenne le temps d'étudier tout ce que l'on a fait pour qu'il y ait des choses qui changent.* »

Alice : « *Je ne pense pas que ça soit politique. J'ai un doute maintenant, tu me mets un doute.* »
(Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre de l'évaluation interne de la campagne-école, deux militantes quart monde, 2012).

Cette conversation continue sur un débat sur la signification du terme politique. L'interviewer donne sa propre position en affirmant que la démarche de la campagne-école était politique dans la mesure où l'objectif était de faire « bouger la société », et notamment d'influencer une loi. En outre, il donne des informations sur l'action de *lobbying* que sont en train de mener les responsables d'ATD au moment de l'entretien. Si l'objectif de certaines questions était d'estimer le sentiment d'influence des militants quart monde, certains acteurs affaiblis découvrent au cours de l'entretien certains enjeux et résultats de la campagne-école. L'évaluation interne a donc également des effets de politisation sur les militants quart monde. Dans la suite de l'entretien, Jade et Alice transforment le rapport qu'elles entretenaient avec leur propre participation en lui donnant un caractère politique. Cet exemple montre l'intérêt de la démarche praxéologique dans l'optique de renforcer certains effets. Ces derniers peuvent rester latents avant qu'une activité réflexive sur l'action les rende effectifs. Ces résultats empiriques viennent confirmer la théorie freirienne qui affirme la nécessité d'une intrication entre les composantes réflexive et active de la conscientisation.

Pour certains militants quart monde, la dimension politique de la campagne-école ne faisait pas partie de leur motivation initiale. Beaucoup ont réalisé qu'ils participaient à une action politique lors des ateliers de Lyon, en écoutant les interventions des responsables de la campagne ou de personnalités extérieures. Dans ce cas, la volonté de transformation sociale est une motivation qui apparaît au cours de l'action.

Camille : « *C'était une démarche politique parce qu'on pouvait faire changer les choses. C'est le dernier jour à la plénière qu'on a pris conscience qu'il y aurait un impact politique, car il y avait toutes les personnes importantes : le rectorat, les syndicats, etc. Dans les ateliers, il fallait*

défendre la cause, mais ce n'était pas encore politique dans ma tête. C'est à la plénière qu'on a voulu que ça devienne politique, car s'il y a des décrets et des lois on pourra s'appuyer dessus face à un proviseur, face à un conseiller d'orientation. C'est pour ça qu'en très peu de temps on a voulu dire le maximum, pour que tout soit bien entendu et que tout soit pris en compte.» (Entretien réalisé par ATD Quart Monde dans le cadre de l'évaluation interne de la campagne-école, militante quart monde, 2012)

La campagne-école et son évaluation interne ont eu des effets de politisation importants pour certains militants quart monde. La participation à ce type d'action renforce l'estime sociale des acteurs affaiblis, car ils sont inclus dans la lutte symbolique qui vise à valoriser les capacités liées à leurs modes de vie. « *Je n'aurais jamais pensé pouvoir faire ça. Dès fois, je me dis, j'ai osé le faire. Ça m'arrive souvent d'y repenser* », explique Clémence (entretien, militante quart monde, participante à la campagne-école, 13 mars 2016). On va illustrer les effets de politisation à partir du cas de cette militante quart monde. Clémence a découvert ATD quelques mois avant le début de la campagne-école. Elle débute son parcours à l'université populaire puis rapidement décide de participer à la coformation sur l'école réalisée dans le cadre de la campagne. Dans le prolongement, elle participe au séminaire de juillet et au colloque de novembre. En 2012, elle réalise un entretien pour l'évaluation interne dans lequel elle explique que la politique ne faisait pas partie de ses motivations. L'analyse de cet entretien montre que son discours n'est pas politisé, dans le sens d'une opinion concernant les affaires publiques. Après le vote de la loi de refondation de l'école, elle participe à une activité d'*advocacy* inclusif pour présenter les résultats de la campagne à une ministre et des parlementaires, dont Claude Bartolone, le président de l'Assemblée nationale de l'époque. Quatre ans après l'évaluation interne, Clémence a alors un discours politisé :

« On voulait que les choses changent et aussi peut être avoir une loi. On était plus ou moins au courant de ce qui allait se faire. La seule chose qu'on n'a pas réussie, c'est qu'on parlait beaucoup des enfants normaux et handicapés et on n'a pas eu le temps de travailler la question. Maintenant, je sais qu'il y a un groupe sur ce sujet. On voulait que l'État écoute ce qui n'allait pas à l'école. Il y a un pourcentage d'enfants qui ne savent pas lire et écrire. Qu'est ce qu'ils peuvent faire pour eux ? Ce qu'on voulait c'est que les formations soient plus adaptées, que les enseignants soient aidés au niveau de l'État, qu'il donne du temps en plus, faire des outils différents. Ce n'était pas évident de gagner quelque chose. On a réussi une petite loi, mais une loi quand même. » (Entretien, militante quart monde, 13 mars 2016)

Clémence a développé une volonté de transformation sociale à partir de sa participation à la campagne-école, mais aussi de son activité d'*advocacy* inclusif qui se poursuit dans différentes activités dans son groupe local et dans son quartier.

Les militants quart monde qui participent à des campagnes politiques d'ATD considérées comme des victoires développent un sentiment de fierté renforçant leur estime de soi et une volonté d'agir. C'est également le cas de ceux qui participent à des projets de recherche en croisement des savoirs ou à des actions en *advocacy* inclusif comme Nicole, une participante au programme Quart Monde Université :

« C'était une sacrée fierté. On est allé aux premières présentations avec les universitaires à la Sorbonne. Imaginez-nous à la Sorbonne, c'était quelque chose d'extraordinaire, même pas en rêve ! On a fait beaucoup d'interventions conjointes universitaires et militantes. On était très fier de ça. [...] À un moment donné, on peut nous reconnaître comme des gens intelligents et capables de mener des réflexions politiques et intellectuelles. Cela permet de gagner en assurance et en reconnaissance. » (Entretien, militante quart monde, 7 avril 2016)

Si l'interaction avec des acteurs forts extérieurs à ATD Quart Monde comme les professionnels dans les coformations procurent des effets de reconnaissance, ces derniers sont encore plus importants lorsqu'il s'agit de décideurs politiques considérés comme influents. Dans ce cadre, l'estime sociale est renforcée par le sentiment de représentation de son groupe social.

Isabelle : *« C'est une chance de pouvoir influencer dans sa vie, dans la vie politique, dans la société. Donner à des gens comme moi qui n'ont rien ou presque rien, l'opportunité de pouvoir rencontrer un ministre pour [...] lui dire : "Dans vos papiers c'est comme ça, mais ce n'est pas pareil dans notre vie". Dès fois ils tombent des nues. [...] Pour moi, c'est une chance de pouvoir parler en mon nom, au nom des autres, de pouvoir expliquer comment on fait pour survivre avec les minimas sociaux. »* (Entretien, militante quart monde, 21 mars 2016)

En prenant en considération l'ensemble des dispositifs d'ATD auxquels les militants quart monde sont susceptibles de participer, on voit apparaître un processus émancipatoire qui se réalise sur le long terme. Si l'université populaire permet d'amorcer une politisation au sein d'un groupe dans une quête de sens, il initie aussi une conscientisation subjectivante par la prise de parole sur l'infra politique. Les effets se poursuivent alors dans des dispositifs ouverts sur l'extérieur comme les coformations ou les campagnes politiques qui permettent de mettre en œuvre une volonté de transformation sociale. L'*éthos* critique et réflexif de l'« expert quart monde » se renforce par le développement dans la praxis d'un *éthos* actif. La lutte pour la reconnaissance des acteurs affaiblis se prolonge également dans le respect et l'estime de soi qui s'acquièrent au sein des publics intermédiaires de confrontation avec des mondes éloignés. Cependant, en adoptant une vision de l'émancipation comme un horizon inatteignable dans un processus autonomisant infini, l'université populaire conserve une fonction réflexive pour les acteurs affaiblis renforcés. Si ce dispositif devient une enclave citoyenne pour les participants qui n'en sortent pas, ceux qui participent à des coformations, à des campagnes politiques ou aux expérimentations développées dans la première section retrouvent dans l'université populaire un ancrage local pour mettre en œuvre un processus de conscientisation permanent.

1.4. À rebours d'une vision séquentielle, la conscientisation permanente

Le processus de conscientisation n'a pas de caractère « magique » pour reprendre une critique faite à Paulo Freire. Celui-ci s'inscrit dans un temps long. Si l'université populaire se focalise sur un objectif de conscientisation, le processus se poursuit dans toutes les autres activités d'ATD Quart Monde, mais aussi de la vie quotidienne. La conscientisation ne se résume pas aux quatre heures de groupe de préparation à l'université populaire et aux deux heures de plénière¹.

Tout d'abord, précisons que la conscientisation ne part pas de zéro. Il y a effectivement un point de départ, celui à partir duquel l'acteur s'investit délibérément dans le processus. Cependant, à partir de ce moment, un ensemble de connaissances antérieures est réapproprié comme des éléments critiques et réflexifs. On va prendre des exemples provenant du groupe de préparation à l'université populaire dans le centre d'accueil de jour pour SDF. L'enquête sur la non-participation des sans domicile fixe avait montré que certains suivaient beaucoup l'actualité. Ces derniers ont donc déjà des idées précises sur certains sujets. Les acteurs affaiblis peuvent déjà avoir un esprit critique et réflexif. De même, si la participation à ATD Quart Monde permet d'approfondir le sens de la débrouillardise et la compréhension des institutions, ces capacités existent déjà en latence chez beaucoup d'acteurs affaiblis. Ainsi, l'université populaire s'appuie sur des connaissances préexistantes — un savoir infrapolitique qu'il s'agit de faire fructifier.

De plus, si les acteurs affaiblis ont souvent des parcours scolaire, professionnel et citoyen limités, cela ne signifie pas pour autant qu'ils n'ont aucune connaissance ou intérêt pour certains sujets. On a déjà vu que Jacques, un militant quart monde, se passionne pour la musique, mais aussi pour l'histoire. En particulier, il s'intéresse aux périodes coloniales et fait des parallèles entre la pauvreté dans les pays développés et un esclavagisme moderne. Igor, un usager du centre d'accueil de jour est un immigré russe. Il lit beaucoup et retient des citations qu'ils partagent dans son groupe de préparation pour l'université populaire. En particulier, il a lu la Bible, le Coran et la Torah. Il propose donc des interprétations religieuses des sujets que le groupe traite. Avant d'entrer à ATD Quart Monde, les acteurs affaiblis peuvent également avoir certaines expériences. Patricia, une usagère du centre d'accueil de jour, avait commencé des études de droit qu'elle souhaite reprendre, alors même qu'elle vit dans un foyer d'hébergement. Elle a donc des connaissances qu'elle partage avec le groupe. L'université populaire sur la notion de « pouvoir d'agir » a bénéficié de ses apports théoriques sur la démocratie directe. Par ailleurs, elle a un intérêt personnel pour les questions écologiques, ce qui a dirigé certaines conversations. Brigitte, quant à elle, est une militante quart monde qui a été conseillère municipale dans sa jeunesse et qui a donc des compétences politiques. Elle participe au groupe régulièrement et permet d'orienter les conversations du particulier vers des questions d'ordre général.

¹ Ces durées sont données à titre indicatif. Il ne s'agit pas d'un calcul, mais de l'estimation d'une moyenne.

Ensuite, le processus de conscientisation est diffus. Brigitte propose une analogie avec le processus de digestion, car la réflexion se poursuit en dehors des temps dédiés. Par exemple, une fois entrés dans le processus, certains acteurs affaiblis se renseignent d'eux-mêmes sur des sujets qui les intéressent.

Brigitte : « *En plénière, on ingurgite beaucoup de choses en peu de temps. On reçoit énormément de choses [imitation d'un coup de pistolet]. On a plein de ressentis, mais on ne peut pas les analyser. On n'a pas le temps, car d'autres choses arrivent. Quand je vais aux UP, je réceptionne des tas de paroles, ça fait une espèce de pelote de laine et parfois, j'ai envie de mettre des boules quies. Après pendant deux jours, j'essaye de remettre en place tout ce que j'ai pu absorber. [...] Dès fois, c'est trop lourd et j'ai besoin de digérer.* »

Question : « Cela ne t'a jamais découragé de venir ? »

Brigitte : « *Non au contraire, ça me booste. Je sais pourquoi je suis là. Cela me conforte dans mon parcours et dans ce que je veux faire.* » (Entretien, militante quart monde, 16 avril 2014)

En opposition à la vision séquentielle de la conscientisation, la réflexion et les remises en question sont permanentes. Les militants quart monde réguliers affirment avoir des bifurcations de pensées durant tout leur parcours au sein d'ATD Quart Monde. Ces résultats viennent confirmer les théories de la délibération qui considère l'opinion comme un construit sociale s'élaborant dans la confrontation permanente avec les autres et le monde. En suivant John Zaller (1992), les opinions individuelles sont instables par essence, une même personne pouvant entretenir des opinions fluctuantes, voire contradictoires, sur un même sujet. Elles dépendent alors du contexte et de leur construction. Comme on l'a vu, l'université populaire repose sur ce constat et ne cherche pas à stabiliser une opinion collective.

L'université populaire n'est pas non plus conçue comme une étape, mais comme la base réflexive de l'action d'ATD Quart Monde. La stratégie émancipatrice s'appuie sur un processus de conscientisation permanente dans des allers-retours entre l'espace infrapolitique et la participation à des dispositifs participatifs ouverts vers l'extérieur de l'association.

Cédric : « *Ce que l'on vise c'est que les militants [quart monde] puissent vivre le plus longtemps possible un engagement à l'université populaire en lien avec d'autres actions du mouvement parce que la consolidation des capacités de réflexion et de travail avec d'autres est extrêmement importante. C'est un travail permanent.* » (Entretien, volontaire permanent, 13 mai 2015)

La conscientisation est un processus permanent d'allers-retours entre la réflexion et la praxis qui peut toujours s'ouvrir à de nouveaux sujets ou revenir sur des anciens par la remise en question d'une opinion déjà élaborée.

Cependant, la participation à des actions comme les coformations ou la campagne-école renforce les rangs des militants quart monde « frondeurs » qui critiquent l'université populaire et la délaissent considérant qu'ils n'en ont plus l'utilité. C'est le cas des militants quart monde québécois participant au projet de recherche Equisanté qui « *se sont énormément absentés de l'université populaire ces dernières années, en même temps qu'ils faisaient le projet* »

(entretien, Delphine, volontaire permanente, 14 juin 2016). Ceci pose beaucoup question à Delphine ce qui montre que la participation régulière à l'université populaire est jugée essentielle dans la stratégie émancipatrice même pour des militants quart monde qui ont déjà un long parcours avec l'association.

L'université populaire permet de réactiver en permanence la conscientisation. Dans ce cadre, ce processus ne vise plus le passage d'un état naïf à critique, mais à valoriser une ouverture d'esprit perpétuellement renouvelée. D'une part, la conscientisation n'est pas une échelle avec un début et une fin. Les acteurs aussi affaiblis soient-ils ont tous des expériences antérieures. La stratégie émancipatrice d'ATD est de s'appuyer sur ces dernières pour favoriser un esprit critique et le passage à l'action dans la praxis. D'autre part, le processus n'est jamais terminé dans la mesure où celui-ci peut toujours s'approfondir ou s'attaquer à de nouveaux sujets de société. En outre, le temps de la conscientisation ne se résume pas à l'action d'un dispositif comme l'université populaire ou d'une association comme ATD Quart Monde. Une fois entrés dans le processus, la volonté de s'ouvrir au monde et le respect de l'avis d'autrui se poursuivent en dehors des temps dédiés et deviennent des savoir-être.

On va poursuivre l'analyse avec les effets de la conscientisation permanente sur le très long terme de quelques militants quart monde qui ont « percé » le plafond de verre en prenant des responsabilités au sein de l'association. Jusque-là, l'analyse a montré la dimension processuelle des effets émancipatoires de la participation. Cependant, l'étude s'est appuyée sur des données éparses provenant des discours d'un grand nombre d'acteurs affaiblis. On a donc plutôt appréhendé un potentiel émancipatoire étant donné que tous les militants quart monde ne participent pas nécessairement à l'ensemble des activités d'ATD Quart Monde étudiées. L'analyse détaillée de deux parcours d'engagement va permettre de clôturer cette thèse sur deux processus émancipatoires qui rendent concrète la possibilité de cet idéal.

2 — Les conditions d'un partage de responsabilités inclusif

La deuxième partie a dévoilé l'existence d'un plafond de verre dans les prises de responsabilités des militants quart monde à l'échelle locale. Le rejet des figures du *leader* et de l'alibi¹ ainsi que les logiques du *care* de certains volontaires permanents participent à consolider les barrières. Cependant, appuyé par la délégation internationale, un groupe d'acteurs inorganisé lutte contre ce plafond de verre et certaines évolutions de la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde sont notables. Même si le registre de justification du plafond de verre persiste, une tendance vers un plus grand partage des responsabilités s'affirme. Dans une dynamique de lutte interne, quelques militants quart monde ont donc « percé » le plafond de verre en prenant des responsabilités locales ou nationales, ce que l'on va illustrer à partir de deux parcours spécifiques².

Le premier est celui de Nicole, militante quart monde normande depuis une quarantaine d'années. Elle a découvert ATD Quart Monde à dix-sept ans lorsque des volontaires permanents se sont installés dans la cité d'urgence dans laquelle elle habitait avec sa famille. Les rencontres avec le père Joseph Wresinski qui venait régulièrement dans sa cité d'urgence sont considérées par Nicole comme des éléments importants de son parcours. De plus, elle a participé à l'université populaire à Paris lorsque le fondateur animait encore ce dispositif. Elle a également participé aux deux premiers programmes de recherche du croisement des savoirs. C'est d'ailleurs parce qu'elle était rémunérée pour ces deux actions, qu'elle a pu poursuivre son engagement en tant que militante permanente et qu'elle est aujourd'hui employée à temps plein par l'association. C'est la seule à disposer de ce statut au sein d'ATD Quart Monde. Dans le cadre de ses activités professionnelles, elle a d'abord pris des responsabilités dans le groupe local de Caen. Elle était notamment l'animatrice principale de l'université populaire. Par la suite, elle est la première à avoir intégré la délégation nationale d'ATD France ainsi que la délégation internationale³.

Le second parcours est celui d'Isabelle, militante quart monde dans le groupe de Nancy depuis une trentaine d'années. Elle était secrétaire médicale jusqu'à ce qu'un accident l'empêche de continuer sa carrière. Elle se déplace à présent dans un fauteuil roulant. Avec son divorce et la mort de trois enfants, cet accident fait partie pour elle des éléments de basculement de son parcours de vie vers une situation de pauvreté. À la fin des années 1980, alors qu'elle vivait avec sa mère et ses enfants dans ce qu'elle qualifie de « squat », elle

¹ Dans la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde, le leader représente un militant qui prend du pouvoir au sein de l'association au détriment des autres. L'alibi, quant à lui, est un acteur affaibli qui est placé dans une instance de décision pour répondre à un principe sans que soient mises en œuvre les conditions pour qu'ils puissent exercer une influence effective.

² En annexe, se trouvent les premières pages des retranscriptions de ces deux entretiens. Se référer à l'Annexe 10 : Extraits d'entretien de militantes quart monde, p. 588.

³ Cette prise de responsabilité internationale a eu lieu après l'entretien (Nicole, militante quart monde, 7 avril 2016).

découvre le mouvement ATD Quart Monde par le biais d'une membre qui venait tous les jours sonner à sa porte. Un jour, malgré les réticences d'Isabelle, sa mère accepte pour la famille entière une invitation à un rassemblement en présence du Père Wresinski. Le discours du fondateur ainsi que l'effet de ressemblance avec les personnes présentes constituent les éléments déclencheurs de son parcours militant au sein d'ATD Quart Monde. Elle s'investit rapidement dans les actions de l'association, dont les universités populaires. Elle participe également à des groupes de réflexion dans le cadre de campagnes politiques comme sur le revenu minimum d'insertion ou sur la loi d'orientation sur les exclusions de 1998. Enfin, Isabelle a eu des responsabilités dans le groupe local de Nancy, dans le conseil d'administration d'ATD France et dans la délégation nationale.

À partir des discours de Nicole et d'Isabelle, on va s'interroger sur les conditions de la participation des acteurs affaiblis dans des espaces de prise de décision tout en explorant des logiques alternatives pour une éthique du *care* permettant de rompre avec la domination du dispensateur.

2.1. De l'émancipation à la prise de responsabilité par l'adaptation du cadre

Isabelle et Nicole estiment que le processus de conscientisation de l'université populaire est central dans leur parcours militant. Pour les deux militantes quart monde, il s'agit d'une étape dans leur émancipation permettant une formation à la prise de parole. Alors qu'Isabelle affirme l'importance de ce dispositif principalement dans les débuts de son parcours militant, Nicole conçoit l'université populaire comme un espace d'ancrage et de conscientisation permanente. Elle est très attachée à ce dispositif qu'elle a découvert avec les méthodes de Joseph Wresinski. Ceci explique que la première responsabilité qu'elle ait prise, une fois militante permanente, soit l'animation de l'université populaire de Caen. Cet attachement n'est pas sans lien avec son parcours militant fortement tourné vers la connaissance de la pauvreté. En effet, selon elle, l'élément le plus important dans sa formation réside dans sa participation aux programmes de recherche en croisement des savoirs. Rémunérée pendant plusieurs années, elle a pu s'engager à temps plein, ce qui lui a apporté beaucoup de connaissances et de compétences. Après les programmes de recherche, plusieurs participants sont devenus militants permanents, mais Nicole est la seule à avoir perduré dans ce statut. D'autres éléments de son parcours semblent donc importants à prendre en compte.

Pour Nicole, le partage des responsabilités avec les militants quart monde est important. Selon elle, cet objectif peut être atteint avec la vision plus souple et processuelle de la responsabilité proposée dans la première partie de la thèse : au lieu d'être associées à un ensemble de compétences, les tâches ou les responsabilités peuvent faire référence à un ensemble de savoir-être. Dans une optique d'*empowerment*, la prise de responsabilité doit être à l'origine d'un choix et d'une volonté de la personne concernée. Cependant, Nicole fait preuve d'une certaine ambiguïté, car elle reprend certains éléments de justification du plafond de verre. En

particulier, elle affirme que la prise de responsabilité des militants quart monde ne peut être considérée qu'après un long processus individuel d'émancipation. Alors qu'elle avait la volonté de devenir volontaire permanente depuis de nombreuses années, Joseph Wresinski et les différents responsables d'ATD Quart Monde lui ont longtemps refusé ce projet. Nicole considère cela comme un élément positif de son parcours militant étant donné qu'elle a dû trouver un travail pour « *gagner sa liberté* » et montrer qu'elle faisait le choix de s'engager face aux soupçons d'opportunisme. Ce parcours peut être également conçu comme l'expérience du plafond de verre étant donné qu'elle a dû démontrer sa détermination et ses compétences pour assumer cette responsabilité, et cela de manière très argumentée. Ceci peut expliquer pourquoi certains éléments de justification du plafond de verre persistent dans le discours de Nicole.

Malgré les ambiguïtés du discours de Nicole, cette volonté de recherche de liberté constitue un élément facilitateur dans son processus de prise de responsabilité. Elle met en avant les méthodes du Père Joseph Wresinski qui allaient à l'encontre de la logique de protection des militants quart monde. Pour Nicole, les remises en question, les contradictions et les interpellations du fondateur, mais aussi de certains volontaires permanents ont favorisé son processus émancipatoire.

Nicole : « *Il [Joseph Wresinski] bousculait. Il interpellait, il réveillait. Il était ambitieux et exigeant. [...]. On peut dire des choses, mais on n'a pas le droit de passer à côté d'une remise en question personnelle [...]. Le mouvement est comme d'autres endroits, il recrée la société avec ses bons côtés et ses écueils. Dans mon parcours, j'ai rencontré des volontaires et des alliés [...] qui osaient contredire et interpellier les militants, alors que d'autres étaient toujours d'accord devant nous, prenant ce que disent les pauvres comme une parole d'évangile. [...]. Quand je disais que dans telle famille, ils parlaient mal à leurs enfants et que le Père Joseph me disait : "Comment parles-tu à ton fils toi ?", il avait raison. Je ne faisais pas mieux donc on ne peut pas critiquer. Il faut regarder ailleurs, mais il faut aussi se regarder soi-même. C'est l'ambition la plus importante que l'on peut avoir pour les gens [...]. J'ai aussi rencontré d'autres gens et si j'étais restée avec eux, je ne serais pas qui je suis aujourd'hui. J'ai eu de la chance d'avoir ces rencontres, mais je savais aussi de quel type de relation je voulais. J'ai toujours fui les relations où l'on me mettait de la pommade.* » (Entretien, militante quart monde, 7 avril 2016)

Cette éthique wresinskienne de la relation entre le dispensateur de care et la personne concernée vise à lutter contre la complaisance et rompt avec la logique de protection¹, renforçant ce faisant le processus d'émancipation. Celle-ci est par exemple employée par les volontaires permanents du groupe de Montréal :

Delphine : « *Il faut pousser les militants à aller au bout de leurs idées et à les confronter dans leurs incohérences, de dire : "Là, tu me dis ça, mais devant les professionnels tu dis l'inverse". Il faut être capable de dire : "J'aurais aimé que ce que tu viens de me dire, tu le dises devant la professionnelle. C'est bien de le dire entre nous, mais c'est elle qui aurait dû l'entendre. Tu aurais dû oser". Après il faut entendre la personne te dire : "J'étais un peu gênée. Cela me*

¹ Se référer au quatrième chapitre.

remuait trop”. *Il faut être capable de faire ce chemin-là avec les gens.* » (Entretien, volontaire permanente, 14 juin 2016)

Pour Nicole, c’est en sortant d’une relation de complaisance que le processus de prise de responsabilité est favorisé. L’éthique wresinskienne qui consiste à remettre en question les militants quart monde permet une relation fondée sur la franchise. Lorsque l’on propose de participer à une action, les acteurs affaiblis sont alors plus à même de refuser ou de poser leurs conditions.

Nicole : « Je me passionne quand sur le terrain, quelqu’un arrive à dire non, c’est formidable, c’est mon plus grand bonheur. Non, je ne viendrais pas à cette université populaire, non je ne viendrais pas à cette réunion, le non c’est le premier pas vers la liberté. Quand les gens disent oui, on trouve ça formidable, mais qu’est-ce qui fait qu’ils disent oui ? » (Entretien, militante quart monde, 7 avril 2016)

Cette dernière question sous-entend que les militants quart monde peuvent accepter de participer à certaines actions pour faire plaisir à son interlocuteur tout en cachant ses doutes, notamment concernant les difficultés potentielles.

Ce faisant, oser s’exprimer sur ses difficultés, ses qualités et ses envies constitue un « savoir-être de la différence » à valoriser dans le partage de responsabilités. D’autant plus que la relation de franchise entre les différents participants favorise les transformations du mode de fonctionnement des espaces de décision. Par exemple, Isabelle est la première militante quart monde à être entrée au conseil d’administration d’ATD France. Elle a accepté d’y participer sans savoir ce qui l’attendait et il lui a fallu un temps d’adaptation avant d’y être à l’aise. Pour se faire une place dans cet espace de décision, Isabelle a alors développé le savoir-être de la différence :

« Quand on ne comprend pas, il faut oser dire stop. Quand tu arrives au CA, ils te le disent. Au tout début tu n’oses pas, tu nages et puis tu apprends au bout de la deuxième ou troisième fois. Tu as des repères, tu peux t’appuyer sur tel allié ou volontaire et tu oses plus les choses. Parce qu’avant ou après le CA, tu peux discuter de certaines choses avec les uns et les autres. Avant le CA, tu as tous les papiers pour préparer donc quand il y a des choses que je ne comprenais pas, j’osais téléphoner à l’un ou l’autre pour qu’il m’explique. Cela permettait d’arriver au CA à armes égales et d’oser dire “non”, “stop”, “je ne comprends plus rien”, “il faut reprendre”. » (Entretien, militante quart monde, 21 mars 2016)

Pour lutter contre la figure du « militant alibi » qui est présent dans un espace de décision sans véritablement y prendre part, une optique pragmatique consiste à s’appuyer sur le savoir-être de la différence pour adapter les cadres de la participation aux capacités et volontés des acteurs affaiblis.

Nicole : « J’ai accepté d’entrer à la délégation nationale avec la condition de pouvoir tout de suite poser des cadres. Le chemin qui m’a permis d’arriver là fait que je suis quelqu’un qui me connaît bien, qui connaît très bien mes fragilités, et les sécurités qui me sont nécessaires pour mener à bien la responsabilité qu’on essaye de me demander. Si cela est négociable, des tas de choses sont possibles, sinon je refuse [...]. Je pense que je suis arrivée aujourd’hui dans mon

chemin à pouvoir prendre de vraies décisions, de pouvoir prendre des responsabilités parce que je suis capable de poser des cadres, des conditions qui vont me permettre d'assumer ces responsabilités [...]. Je pense vraiment qu'on peut trouver des manières d'être coresponsable ensemble, mais pour ça on doit chacun bien se connaître. Si c'est l'autre qui délimite ou qui donne le cadre, il y a quelque chose qui ne va pas.» (Entretien, militante quart monde, 7 avril 2016)

Alors que l'équipe voulait l'intégrer à l'ensemble des décisions, Nicole a proposé un fonctionnement différent. Elle venait à Paris, une fois par semaine pour aborder deux ou trois sujets décidés collectivement. Le choix repose d'un côté sur la délégation nationale qui souhaite avoir l'avis d'un militant quart monde sur une question précise, et de l'autre sur Nicole qui a l'impression d'avoir quelque chose à apporter sur le sujet. Ensemble, ils ont appelé cet espace la « délégation nationale élargie » dans la mesure où Nicole ne participait pas à l'ensemble des prises de décision. Le discours d'une déléguée nationale qui a travaillé avec Nicole confirme que le savoir-être de la différence associée à une relation de franchise permet de construire de manière réflexive un cadre de la participation inclusif.

Candice : « Elle venait une fois par semaine et on voulait lui partager tout pour ne pas faire de rétention d'information et elle me disait : “Attendez vos affaires ça ne m'intéresse pas, c'est votre cuisine, ne me parlez pas de ça”. [...] Il ne faut pas faire d'absolutisme là dedans. » (Entretien, volontaire permanente, ancienne déléguée nationale ATD France, 18 mars 2016)

Le dispositif de la délégation nationale élargie s'est alors consolidé à partir de cette première expérimentation. Isabelle a remplacé Nicole en 2010 dans cet espace de décision.

Pour l'instant, l'analyse s'est focalisée sur le discours de Nicole pour identifier un principe éthique de la franchise et un savoir-être de la différence qui facilitent une adaptation praxéologique du cadre de la participation. L'analyse du discours d'Isabelle va permettre de développer d'autres conditions à la prise de responsabilité.

2.2. La prise de responsabilité par la remise en cause des rapports de pouvoir établis

Le croisement des savoirs et l'université populaire sont beaucoup moins présents dans le parcours d'Isabelle que celui de Nicole. Alors que cette dernière affirme avoir développé un intérêt pour les questions politiques sur le tard lors de sa participation à la délégation nationale, le parcours militant d'Isabelle est centré autour de sa politisation. Elle a découvert ATD Quart Monde à la fin des années 1980 au moment de la campagne politique sur le revenu minimum. Dans ce cadre, elle participe à différents groupes de réflexion, notamment sur la démarche d'évaluation de la loi sur le RMI. Elle fait partie des premières personnes à toucher ce revenu social. Si cette avancée n'est pas considérée totalement comme une victoire par les membres d'ATD Quart Monde, cette loi a eu des effets sur la vie d'Isabelle puisque c'est par ce biais qu'elle a suivi une formation de CAP petite enfance. Sa participation à cette campagne politique a renforcé son engagement au sein d'ATD Quart Monde. Par la suite, pendant une dizaine d'années, elle s'est investie activement dans un groupe de réflexion qui

se réunissait quatre heures par semaine dans le cadre du rapport Wresinski, de la loi d'orientation sur les exclusions de 1998 et de la campagne sur la Couverture Maladie Universelle.

Ces différentes victoires politiques sont à l'origine d'un sentiment de fierté important pour Isabelle et d'un engagement politique qu'elle met aussi en œuvre à l'échelle locale. Elle a rencontré beaucoup de personnalités politiques locales comme nationales. En particulier, elle a fait partie de délégations de militants quart monde à l'ONU ou encore pour rencontrer Jean Pierre Raffarin lorsque celui-ci était Premier ministre. Son processus de politisation et sa mise en œuvre dans la praxis sont jugés essentiels par Isabelle dans son parcours. Elle met en avant les effets de renforcement de son estime sociale et le développement de sa volonté de transformation sociale comme des éléments qui ont favorisé son émancipation. Si le parcours de Nicole est moins politisé, elle évoque également les effets de reconnaissance de sa participation aux programmes de recherche en croisement des savoirs et de leur publicisation. La possibilité de mener des actions en tant que représentant d'ATD Quart Monde a des effets de reconnaissance en termes d'estime sociale et constitue un élément facilitateur dans un processus de prise de responsabilité.

Le parcours de Nicole s'appuie sur une émancipation par rapport à l'association. Elle affirme que la prise de responsabilité doit être un cheminement personnel qui mène à faire des choix en toute liberté. Au contraire, Isabelle met en avant le fait que son processus de prise de responsabilité prend appui sur le développement de son estime sociale au sein d'ATD Quart Monde. Avec le discours d'Isabelle, on va découvrir un « savoir-être de la prise de risque » associé à une éthique relationnelle de la reconnaissance fondée sur l'ambition, la confiance et l'encouragement.

Le parcours militant d'Isabelle s'appuie sur un processus de lutte interne pour accéder à des responsabilités dans son groupe local de Nancy, faisant preuve d'un esprit d'initiative et de prise de risque. Alors que les responsabilités de Nicole apparaissent une fois qu'elle est devenue salariée, après un long cheminement réflexif, Isabelle a, quant à elle, expérimenté différentes tâches dans son groupe local. En prenant le risque de l'échec, les militants quart monde peuvent prendre des responsabilités de plus en plus importantes au fur et à mesure qu'il découvre leurs difficultés et leurs qualités tout en développant de nouvelles compétences et savoir-être. Isabelle a par exemple pris le risque d'entrer au conseil d'administration sans savoir ce qui l'attendait véritablement.

Isabelle : « C'était compliqué, mais petit à petit j'ai trouvé ma place. Ma place c'est de les faire redescendre. Dès fois, je les écoutais et ils étaient à cent lieues de ce qu'on vit et donc je leur disais "stop". "C'est peut-être comme ça dans la loi, mais ce n'est pas comme ça dans nos vies." [...] Il fallait que je me sente utile pour continuer sinon au bout de trois ans j'aurais dit stop. » (Entretien, militante quart monde, 21 mars 2016)

En dehors du savoir-être de la différence déjà évoqué, c'est en mettant en œuvre un savoir-être d'esprit d'initiative qu'Isabelle a progressivement construit sa place au sein du conseil d'administration, en valorisant notamment son savoir infrapolitique dans les réunions. Par exemple, lorsque le président de la République Nicolas Sarkozy a adopté une série de mesures en 2010 pour faciliter l'évacuation des gens du voyage dans les camps illégaux, Isabelle relate l'histoire d'une famille qui ne fait pas partie de cette communauté. Celle-ci s'était accordée avec un agriculteur pour vivre dans son verger, ce qui était mal vu par le Maire du village. Ce dernier s'était alors servi des mesures Sarkozy pour évacuer cette famille.

Isabelle : « *Ils ne font pas partie des gens du voyage, mais ils n'avaient pas le choix de vivre en caravane. Je l'ai rapporté aux gens du CA qui ne le savaient pas. Il fallait faire des points de conjoncture et tout le monde dénonçait la honte de mettre les gens du voyage sur la route, mais il n'y a pas que les gens du voyage. [...] Le rôle du militant au CA est d'apporter les choses que les gens vivent. Les gens du CA sont des administratifs qui ne savent pas ce qui se vit sur le terrain.* » (Entretien, militante quart monde, 21 mars 2016)

Ce discours souligne l'intérêt de l'inclusion des militants quart monde dans les espaces de décision. Isabelle présente son rôle au CA à partir de l'apport de connaissance sur la réalité de la pauvreté qui permet d'approfondir les prises de position d'ATD Quart Monde dans la sphère publique et médiatique. La situation décrite ci-dessus visait effectivement à écrire un communiqué de presse.

En outre, lorsque les militants quart monde ont un pouvoir d'influence dans des espaces de décision, une estime de soi se renforce, ce qui produit des effets individuels sur les parcours de vie.

Isabelle : « *On découvre et on apprend plein de choses tous les jours. On apprend aussi une forme de citoyenneté parce qu'à partir du moment où on arrive à parler dans un groupe d'alliés, on peut aller discuter dans un conseil municipal par exemple. Une fois qu'on a compris le principe, on peut aller plus loin.* » (Entretien, militante quart monde, 21 mars 2016)

Isabelle s'est alors présentée à des élections locales afin de montrer aux autres militants quart monde que des « personnes en situation de pauvreté » sont capables de le faire. Ce type d'initiative renvoie à une volonté de donner l'exemple, ce qui encourage d'autres militants quart monde à lutter contre le plafond de verre. Isabelle peut d'ailleurs être considérée comme un point nodal du réseau de remise en cause de l'ordre négocié sur le partage des responsabilités.

Isabelle : « *Aujourd'hui je pense qu'il y a beaucoup de militants qui avancent bien et qui ont vraiment besoin de ça. Le fait de dire que j'y suis [à la délégation nationale], c'est aussi pour montrer que ça peut se faire, et ça se fait. À partir du moment où ça se fait, tu peux le faire ailleurs. Regarde ici, cela s'est fait, pourquoi toi tu n'y arriverais pas et si tu as besoin de conseils tu me téléphones, c'est possible, c'est faisable.* » (Entretien, militante quart monde, Isabelle, 21 mars 2016)

Grâce à la pression exercée par Isabelle appuyée par d'autres militants quart monde, il semblerait que le groupe de Nancy ait développé une culture organisationnelle inclusive.

Comme on l'a développé avec le groupe de Montréal, il s'agit de points d'inflexion de la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde dans son ensemble.

Après avoir « percé » le plafond de verre local, le parcours militant d'Isabelle menant à des prises de responsabilité repose en partie sur des relations de confiance avec d'autres membres comme dans le conseil d'administration. Allant à l'encontre de la logique de protection, une éthique de la relation fondée sur l'ambition qui consiste à croire dans les capacités des acteurs affaiblis au lieu de les enfermer dans leurs difficultés favorise le développement d'une confiance en soi et d'une estime de soi.

Question : « Qu'est-ce qui est important dans votre carrière militante ? »

Isabelle : « *C'est la confiance que les autres m'ont donnée et l'écoute dans les réunions. Quand on est écouté et que ce qu'on dit est pris en compte, petit à petit on prend plus de confiance sinon ça ne donne pas envie de continuer.* » (Entretien, militante quart monde, 21 mars 2016)

L'analyse de ce discours dévoile une éthique relationnelle de la reconnaissance des qualités propres aux acteurs affaiblis dans leurs différences sans les essentialiser dans des difficultés. Cette éthique s'appuie alors sur des prises de risques et sur l'encouragement à prendre des responsabilités. Pour Isabelle, il faut repérer les militants quart monde qui ont une volonté de s'investir dans l'association pour les encourager à franchir le pas et en les rassurant par rapport à leurs doutes et leurs peurs.

Isabelle : « *Ils avaient besoin d'avoir l'avis d'un militant. Je leur ai dit que je ne suis pas la seule militante et qu'il y en a d'autres. Cela permet de faire la réflexion qu'il y a une [Isabelle], mais que derrière il y en a trente et il suffit d'un petit coup de pouce pour que les autres bougent. Il faut être derrière eux pour qu'ils y arrivent, pour les encourager à prendre des petites responsabilités. Par exemple, à Nancy on a deux jeunes femmes qui ont participé à un travail au CESE. Elles ont parlé au CESE et aujourd'hui elles sont tellement fières de ça qu'elles sont prêtes à aller plus loin. Gentiment on les pousse en avant, en leur disant : "Mais si tu vas y arriver".* » (Entretien, militante quart monde, 21 mars 2016)

Une éthique de la reconnaissance permet de susciter l'estime de soi nécessaire à des prises de responsabilité. Le discours d'Isabelle montre qu'elle se donne comme objectif d'encourager d'autres militants quart monde à suivre son exemple. À rebours de l'image du *leader* qui accapare le pouvoir, un autre savoir-être est lié à une volonté de partage et de délégation du pouvoir de pairs en pairs. Isabelle discute ainsi avec d'autres militants quart monde pour leur transmettre ses savoir-faire, savoir-être et ses connaissances. Par exemple, elle a encouragé une militante quart monde à prendre sa place au conseil d'administration. Pour cela, elles sont venues en binôme pendant un certain temps avant qu'Isabelle lui laisse son autonomie.

Par ailleurs, les acteurs affaiblis qui participent à des espaces de gouvernance partagée peuvent devenir des représentants internes des militants quart monde.

Isabelle : « *Après il devient un militant référent pour les autres militants qui lui demandent "Est-ce que tu peux parler de ça, faire des propositions ?" [...]. [C'est important qu'il y ait des militants dans les espaces de décision internes] parce que ça veut dire qu'ils sont à parts égales*

avec les autres, qu'ils sont capables autant que les autres et qu'ils peuvent influencer sur les décisions. Cela renforce aussi le mouvement. Parce que si les alliés et les volontaires sont les seuls à prendre les décisions, les militants ont l'impression qu'il y a des secrets. C'est pernicieux. » (Entretien, militante quart monde, 21 mars 2016)

L'extrait ci-dessus donne accès au registre de justification pour un meilleur partage des responsabilités avec les militants quart monde. Il s'agit de mettre en œuvre l'hypothèse égalitaire dans la gouvernance interne à partir du présupposé du « tous capables ». De cette manière, les militants quart monde ont moins de soupçons et de frustrations, car ils sont représentés dans les prises de décision, ce qui vient diminuer le sentiment d'une contradiction avec le cadre normatif de la communauté épistémique.

Contrairement à Nicole, Isabelle a un discours critique sur la gouvernance d'ATD liée à son processus de lutte contre le plafond de verre. À chaque prise de responsabilité, il a fallu qu'elle se fasse une place en bousculant les rapports de pouvoir préétablis. Le principe d'adaptation du cadre de la participation détaillé précédemment s'accompagne de transformations des méthodes de travail pour donner du pouvoir aux acteurs affaiblis. Si l'on suit le discours d'un militant allié du groupe de Montréal qui travaille avec des militants quart monde dans le conseil d'administration, la participation des acteurs affaiblis va de pair avec un processus de *disempowerment* des acteurs forts.

Emmanuel : « *Il faut que les personnes qui ne sont pas en situation de pauvreté apprennent à se taire un peu. [...] Le fait de pouvoir apprendre des gens en situation de pauvreté permet de changer sa perception. Cette notion d'empowerment se fait des deux côtés, du côté des pauvres, mais des non pauvres aussi.* » (Entretien, militant allié, 16 juin 2016)

Les prises de responsabilité de militants quart monde comme Isabelle ou Nicole constituent des expériences qui permettent de transformer les rapports de pouvoir dans les espaces de décision. Ces deux parcours liés à un processus de lutte contre le plafond de verre sont des exemples sur lesquels d'autres militants quart monde peuvent s'appuyer pour obtenir des responsabilités. De plus, Isabelle et Nicole agissent en interne pour faire évoluer la culture organisationnelle d'ATD Quart Monde vers un partage du pouvoir inclusif. Nicole est la première militante quart monde à avoir intégré la délégation internationale de l'association. Aujourd'hui, elle fait partie d'une dynamique réflexive concernant la gouvernance interne. Isabelle, quant à elle, a été à l'initiative d'un projet national qui vise à encourager des militants quart monde actifs à se questionner sur leur place et leur rôle dans leurs groupes locaux. Par ailleurs, Isabelle et Nicole se donnent pour mission de représenter les militants quart monde dans l'association et discutent régulièrement avec eux afin de faire descendre les informations.

Si on a distingué les parcours militants de Nicole et d'Isabelle afin de développer deux savoir-être et deux principes éthiques de la relation, les deux démarches peuvent être complémentaires. L'adaptation du cadre de la participation s'associe aux transformations des rapports de pouvoir préétablis. Les savoir-être de la différence, de la prise de risque et du partage de pouvoir peuvent être conjointement travaillés afin de construire l'horizon d'un

partage de responsabilité inclusif. De même, les éthiques de la relation de la reconnaissance et de la franchise sont complémentaires pour lutter contre les limites de la logique de protection. Les trajectoires de Nicole et Isabelle montrent que les processus d'exclusion politique du cens caché (Gaxie, 1978) peuvent être dépassés sur le long terme dans la société, ainsi qu'en interne à ATD Quart Monde. D'un côté, la pratique de l'*advocacy* inclusif au sein de l'espace des mouvements sociaux favorise la prise en compte des opinions des acteurs affaiblis par leur publicisation dans la sphère publique. De l'autre, dans une dynamique de lutte interne appuyée par la délégation internationale et les actions du réseau du croisement des savoirs, des militants quart monde font des brèches dans le plafond de verre qui peuvent s'agrandir en influençant la culture organisationnelle du mouvement. Cette lutte contre le cens caché est favorisée par la pratique d'une conscientisation permanente par les acteurs affaiblis, mais aussi par les acteurs forts qui s'engagent dans un processus de *disempowerment*. L'émancipation a un point de départ, celui de l'investissement délibéré de l'individu, mais n'a pas de fin. Il s'agit d'une quête d'autonomie par le développement de l'esprit critique et réflexif sans cesse renouvelé. Ceci peut prendre son ancrage dans un espace infrapolitique comme l'université populaire, mais exige d'être prolongé dans des activités de praxis comme les coformations ou des campagnes politiques. Par ce biais, une dimension active s'affirme et se réaffirme par le retour à la dimension réflexive dans des activités praxéologiques ou en retournant dans l'espace infrapolitique par exemple.

Conclusion de la partie 3. De la différence à l'égalité ?

Dans la lignée du fondateur Joseph Wresinski, le projet du croisement des savoirs et des pratiques vise l'égalité de tous par la reconnaissance des différences de chacun. Il s'agit d'un projet de démocratie communicative (Young, 2000) qui vise la « symétrisation des rapports sociaux » par « une transformation des dominations professionnelles, [...] une extension du cercle des égaux, [...] des formes de participation politique plus active, et enfin [...] un idéal d'inclusion » (Purenne, 2015 b, p. 19). Toutefois, le croisement des savoirs ne constitue pas une idéologie qui aspire à « monde sans dénivelés » (Rosanvallon, 2011), mais est un appel à des expérimentations pragmatiques et praxéologiques qui reconnaissent l'existence des asymétries pour ne pas les invisibiliser et mieux pouvoir les dépasser. Dans cette troisième partie, on a analysé quelques tentatives d'ATD Quart Monde de mise en œuvre concrète d'un projet de symétrisation des rapports sociaux qui par la reconnaissance des différences tentent d'assumer l'ambiguïté de ce processus qui oscille « entre des flux égalitaires et des reflux des asymétries » (Purenne, 2015 b, p. 20).

C'est à partir d'un modèle démocratique dialogique qu'ATD Quart Monde entend lutter contre la contradiction intrinsèque entre la reconnaissance des différences et la défense de droits universels et non spécifiques à un groupe social exclu (Schnapper, 2002). Les utopies de l'égalité et de l'inclusion politique deviennent concrètes dans les dispositifs participatifs d'ATD Quart Monde dans la mesure où les inégalités sont reconnues afin de mieux pouvoir les compenser. Au processus d'*empowerment* dans lequel s'investissent les supposés acteurs affaiblis, s'ajoute un ensemble d'artefacts d'égalité (Carrel, 2013) pour soutenir une symétrisation dans les rapports de pouvoirs avec de supposés acteurs forts. En contrepoint, ces derniers s'engagent volontairement ou sont absorbés en situation dans un processus de *disempowerment*.

Pour reprendre Marion Carrel, une double transformation s'opère. D'un côté, les acteurs affaiblis sortent de l'enclave protectrice que peut devenir l'université populaire sur le long terme en mettant en œuvre les savoir-faire et les savoir-être qu'ils y ont acquis. Par ce biais, ils renforcent leur confiance en soi, leur respect de soi, leur estime sociale, leur politisation et leur conscientisation par la perception du monde complexe à partir notamment de la découverte des logiques de pensée des acteurs forts. De l'autre, à rebours de leurs préjugés, ces derniers sont impressionnés par les capacités des militants quart monde qu'ils rencontrent et leurs opinions sur la pauvreté évoluent. Par la reconnaissance des différences, la délibération crée du commun entre des mondes éloignés.

Ce double mouvement crée des conditions favorables pour ébranler le *statu quo* et pour créer un phasage des volontés d'action autour d'un même objectif de transformation sociale. Au sein d'une coformation, des professionnels du secteur de la santé peuvent alors s'allier avec des militants quart monde pour critiquer l'institution hospitalière et élaborer des ébauches de

solutions. Au sein même d'ATD Quart Monde, la participation des acteurs forts à des dispositifs de la différence peut transformer les rapports de pouvoirs établis en interne. Ceci s'ajoute à la dynamique de lutte contre le plafond de verre pour dessiner l'horizon d'une gouvernance participative et inclusive. Au sein d'une campagne participative, la coconstruction d'une enquête sociale avec des acteurs affaiblis peut renforcer la volonté d'agir de représentants d'organisations syndicales et associatives pour défendre des revendications politiques auprès des pouvoirs publics. Ces mêmes décideurs politiques peuvent être interpellés directement par des personnes concernées par la pauvreté. L'*advocacy* inclusif renforce alors le pouvoir d'influence du message porté, car celui-ci s'incarne dans leur porte-parole. Enfin, une telle activité de *lobbying* peut avoir des effets substantiels, structurels, voire culturels vers une symétrisation de la société.

Conclusion générale

Le 28 octobre 2018, le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro est élu Président de la République fédérative du Brésil à 55,1 % des voix. Cet homme politique exprime régulièrement sa nostalgie de la dictature militaire (1964-1985) qui avait obligé Paulo Freire à l'exil de 1970 à 1980. Si ce pan de l'actualité internationale semble *a priori* éloigné du sujet de cette thèse, le pédagogue brésilien a construit des théories émancipatrices dans ce contexte d'oppression des années 1960-1970 qui ont nourri l'émergence de nombreux mouvements de démocratisation dans différents contextes nationaux.

Lorsque Paulo Freire revient dans les années 1980, le Brésil suit une double transition démocratique : par le haut avec la reconfiguration des pouvoirs entre les élites militaires, politiques et économiques ; mais aussi par le bas, sous la pression des demandes des mouvements sociaux. Les dernières années de la dictature ont en effet été marquées par la multiplication d'espaces infrapolitiques à l'écart de la tutelle de l'État, favorisant un mouvement de libération et de circulation de la parole¹. Une critique sociale et politique a pu se construire dans des espaces de résistance à la domination culturelle pour ensuite être rendue publique dans des passages surveillés entre les « coulisses » et la « scène ». À la fin du régime militaire, la phase de préparation de la Constitution fut l'objet d'une mobilisation nationale d'implication des citoyens, par le biais notamment de pétitions pour des propositions d'amendement populaire et d'audiences publiques organisées par l'Assemblée Nationale Constituante. C'est encore sous la pression des mouvements sociaux que l'élargissement de la participation politique ainsi que la reconnaissance des droits humains (des femmes, des indiens et des sans-terre notamment) ont pu être obtenus dans la Constitution de 1989. Ce texte constitue d'ailleurs un garde-fou important dans le contexte actuel. Suite à la décentralisation brésilienne, c'est également à l'échelle locale que s'opèrent des processus de démocratisation par des innovations participatives dans des villes comme Curitiba, Santos et Porto Alegre dont les budgets participatifs se sont essaimés à l'international (Frey et Duarte, 2005).

En comparaison avec la période de « réveil démocratique » des années 1980-1990 (Cefaï, 2007, p. 302), et même si le portrait que l'on vient de proposer mériterait d'être nuancé, l'élection de Jair Bolsonaro fait bel et bien entrer le Brésil dans l'« âge de la régression » (Geiselberger, 2017a). Avec ce terme, un collectif d'auteurs issu du champ scientifique et intellectuel souligne une tendance globale vers un processus de « dé-civilisation » à l'échelle mondiale.

« Le centre de gravité de l'agir politique se déplace [...] en direction de ces autres dimensions que sont l'appartenance nationale, les promesses de sécurité et de restauration de la grandeur d'antan. On pourrait poursuivre presque à l'envi la liste des symptômes actuels de

¹ Sur ce sujet, se référer à l'état de la littérature proposé par Daniel Cefaï (2007, p. 299-306).

régression : désir nostalgique d'une dé-globalisation anarchique et unilatérale ; consolidation des mouvements identitaires, par exemple en France, en Italie et en Autriche ; propagation du racisme et de l'islamophobie ; forte augmentation des "crimes de haines" ; et, bien évidemment, montée en puissance de démagogues autoritaires du type Rodrigo Duterte [Philippine], Recep Tayyip Erdogan [Turquie] ou encore Narendra Modi [Inde]... » (Geiselberger, 2017 b, p. 9)

Jair Bolsonaro s'ajoute à cette liste, osant même qualifier le coup d'État militaire de 1964 comme une « révolution démocratique »¹, méprisant de la sorte l'expérience d'oppression de beaucoup de Brésiliens. Pour reprendre Alexis de Tocqueville c'est la « tyrannie de la majorité » qui a gagné au Brésil ce 28 octobre 2018, laissant planer de nombreuses inquiétudes concernant la préservation des droits des femmes et des minorités (LGBT, indigènes, afro-brésiliens, etc.) et même de leur sécurité, tant certains propos de Bolsonaro affichent une tolérance à la violence, conformément à sa position que « *les minorités doivent se plier aux majorités* »².

On retrouve cette stratégie dans d'autres mouvements d'extrême droite qui entendent « ressusciter leur souveraineté nationale en se tournant vers leurs cultures majoritaires respectives, vers un ethno-nationalisme, en étouffant toute dissidence intellectuelle et culturelle intérieure » (Appadurai, 2017, p. 19). L'exemple du Brésil montre finalement l'importance de l'enjeu culturel, autant dans la fin de la dictature militaire en 1985 que dans l'élection de Bolsonaro en 2018. Par ailleurs, ce dernier est élu dans un contexte de défiance envers le champ politique, notamment à cause d'affaires de corruptions. Le sociologue indien Arjun Appadurai souligne en effet que les élections sont de plus en plus utilisées comme un levier pour « faire défection » de la démocratie et non pour rénover le champ politique. L'auteur affirme alors qu'un sentiment de « fatigue démocratique » constitue l'une des explications de la prise de pouvoir d'un Donald Trump par exemple.

Le terme de « démocratie illibérale » est souvent utilisé pour désigner des gouvernements (comme la Pologne, la Hongrie et aujourd'hui le Brésil) désignés dans la régularité apparente d'une élection, mais qui montrent cependant des signes d'une dérive antidémocratique, voire autoritaire, remettant en cause les droits humains, notamment des minorités, ainsi que les droits des partis d'opposition et des contre-pouvoirs médiatiques, juridiques et citoyens. Cette notion est doublement critiquée : d'une part, parce qu'elle donne à penser que les droits précédents sont propres à la pensée libérale³ ; d'autre part, parce qu'elle suppose que la démocratie porte en elle-même des tendances liberticides (Foessel, 2018). Ce dernier point pose une question centrale, celle de la définition de la démocratie, cette notion ayant tendance

¹ Claire Gatinois, « Brésil : le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro assume sa ligne », *le Monde*, 29 août 2018.

² Jair Bolsonaro, Meeting à Paraíba, février 2017.

³ Or la défense des droits humains n'est pas intrinsèquement liée au libéralisme. « Il existe une conception néolibérale du droit qui réduit ce dernier à la liberté de mouvements sur un marché. Dans cette perspective, les droits sont des biens négociables comme les autres : l'individu les possède comme un capital qu'il est libre d'engager dans un échange » (Foessel, 2018).

à être réduite à un outil : le vote. Pourtant comme on l'a vu dans cette thèse, les outils démocratiques sont multiples. L'essayiste néerlandais David Van Reybrouk (2014) tente même l'exercice théorique d'inventer un modèle démocratique sans élections, en s'appuyant essentiellement sur la pratique du tirage au sort. La persistance du cens caché dans le champ politique remet en effet en cause le caractère démocratique du système électoral. Si la proposition de Van Reybrouk semble improbable, il n'en reste pas moins que le vote n'est pas le seul moyen de faire entendre sa voix dans la sphère publique.

Enfin, davantage que la souveraineté populaire, **la démocratie n'est-elle pas le processus permanent décrit dans cette thèse d'approfondissement des critères d'inclusion et d'égalité politique par l'ouverture de nouveaux points d'accès à la *vox populi* et la conquête de nouveaux droits sociaux ?** C'est d'ailleurs ce caractère intrinsèquement « inachevé » (Rosanvallon, 2000) qui rend la démocratie vulnérable aux tendances nationalistes jouant sur les multiples sentiments de frustrations des citoyens.

À contre-courant des tendances potentiellement tyranniques de la majorité d'un côté et de l'illusion démocratique d'une technocratie néolibérale de l'autre (Sintomer, 2016), il est possible de construire une démocratie inclusive et *empowered*, reposant sur la reconnaissance des minorités et favorisant un processus émancipateur de prise de pouvoir des citoyens les plus marginalisés. C'est cette hypothèse que l'on a explorée dans cette thèse à partir de l'analyse des différentes expérimentations démocratiques d'ATD Quart Monde, donnant un corps empirique à un alliage théorique entre la pensée de Nancy Fraser et d'Iris Marion Young. L'association de lutte contre la pauvreté constitue en effet un mouvement de révolutionnaires démocratiques permettant à des citoyens habituellement inaudibles et invisibles de construire et de faire entendre leurs voix dans la sphère publique. ATD Quart Monde s'investit également dans la résistance à la domination culturelle, d'une part par la construction d'espaces infrapolitiques pour libérer la parole des acteurs affaiblis, et d'autre part par le « changement des mentalités » sur la pauvreté en diffusant ses propres codes de la vie sociale dans la société (Brodiez-Dolino, 2017).

Si le tableau dressé par Appadurai, Geiselberger et leurs collègues (Geiselberger, 2017a) est particulièrement pessimiste et alarmant, il permet de remettre en perspective les résultats de cette thèse : dans un contexte de régression, les mouvements sociaux qui jouent à la fois sur les enjeux culturels et démocratiques, comme ATD Quart Monde, sont autant minoritaires que nécessaires. Au sein de cette minorité active de l'espace des mouvements sociaux que l'on a appelée « révolutionnaires démocratiques », on soulignera pour conclure quelques éléments distinctifs d'ATD Quart Monde, éléments qui ont notamment permis le développement dans la durée d'un projet politique défendant un groupe à faibles ressources.

La construction d'une infra-démocratie

En 1996, Jean-Paul Fitoussi et Pierre Rosanvallon font état d'un profond malaise dans la société française amorçant un « nouvel âge des inégalités ». Au-delà de la crise économique, c'est une crise anthropologique et identitaire qui s'affirme. Celle-ci est « plus souterraine [et] renvoie aux effets destructeurs de l'individualisme moderne » (Fitoussi et Rosanvallon, 1996, p. 10). Cette fracture sociale s'explique par l'atomisation de la société alliant le repli sur soi, le déclin des structures intermédiaires et la fragilisation des liens communautaires. Du fait de sa focale sur la problématique de l'exclusion politique, cette thèse s'est très peu attardée sur les enjeux sociaux de la pauvreté. Or la marginalisation politique repose sur des processus de désaffiliations avec la société et ses membres. Robert Castel considère d'ailleurs que l'exclusion constitue la fin d'un parcours de désocialisation. Les personnes qui vivent la pauvreté sont généralement rejetées « du circuit ordinaire des échanges sociaux » (Castel, 1994, p. 11).

Au lieu de vouloir intégrer à tout prix ces personnes dans la communauté citoyenne, ATD Quart Monde construit des espaces de « socialisation marginalisée » (Parazelli, 1996). À l'écart des codes culturels dominants, les groupes locaux, mais surtout les universités populaires, inventent leurs propres normes à partir du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis. Le repli individuel fait place à un repli collectif visant à reconstruire des liens communautaires dans un contexte de confiance et de protection contre les pressions des injonctions institutionnelles, et plus généralement de la domination culturelle. L'université populaire n'est pas seulement un espace de socialisation où la résistance se réalise de manière informelle comme ceux de James Scott (2008), mais un lieu de débat où des citoyens marginalisés peuvent briser le silence sur leurs épreuves existentielles. Ceci passe par un processus d'infrapolitisation dans le sens d'un renforcement individuel et d'une réappropriation du sens de ses propres actions. C'est par-delà les faiblesses (et non au-delà) que des acteurs peuvent par la suite développer un engagement collectif et politique au sein d'un mouvement comme ATD Quart Monde. Même si certains trouvent des solutions à leurs problèmes personnels, les militants quart monde restent pour la plupart du temps dans la pauvreté du point de vue économique. Ceci constitue d'ailleurs une des difficultés dans l'organisation d'un groupe à faibles ressources puisque cela renforce les frustrations des entrepreneurs de causes qui aimeraient bien voir leurs membres « sortir de la galère ».

Pour autant, les militants quart monde ne sont plus dans la pauvreté sociale, entendue comme une désaffiliation, dans la mesure où ils construisent des liens sociaux et un sentiment d'appartenance à un collectif. Le processus de reconnaissance autour d'une identité combative de la pauvreté permet de sortir de la honte et des stigmates. En participant à l'université populaire, les acteurs affaiblis s'investissent en effet dans un processus d'*empowerment* en développant des capacités d'action et de réflexion individuelles (la débrouillardise), mais aussi des compétences militantes et politiques (celles de l'« expert quart monde ») et une volonté de transformation sociale.

Avant cela, le défi est d'arriver à mobiliser les citoyens marginalisés en levant les barrières à l'engagement comme le sentiment d'incapacité et d'impuissance. Les acteurs affaiblis ont également tendance à être méfiants par rapport aux sollicitations associatives et rejettent tout ce qui peut ressembler à des formes d'injonctions. C'est parce qu'ATD Quart Monde s'est construit dans une démarche que l'on peut qualifier d'« anthropologique » que ce dilemme a pu être contourné. En allant à la rencontre des « personnes en situation de pauvreté » à partir de l'objectif principal de découvrir leurs réalités, leurs points de vue et leurs expériences, un processus de mobilisation peut se construire sur le long terme. Il s'agit pour les entrepreneurs de causes de sortir de leurs *a priori*, comme celle de l'apathie politique des citoyens marginalisés, pour prendre au sérieux le savoir infrapolitique. Ceci n'est pas sans difficulté comme en témoignent certains échecs de volontaires permanents d'ATD Quart Monde qui avancent souvent par tâtonnements. En outre, il est important de souligner l'existence de tensions dans les actions des entrepreneurs de causes qui ne vivent pas les situations de pauvreté des personnes qu'ils mobilisent. Si dans une optique pragmatique ce type d'acteurs semble essentiel, ils doivent toutefois se doter d'une éthique exigeante de non-domination perpétuellement retravaillée pour éviter de projeter leurs cadres de référence sur ceux des acteurs affaiblis.

Ce faisant, l'un des éléments distinctifs du projet d'ATD Quart Monde au sein de l'espace des mouvements sociaux est de s'être construit à partir des personnes qu'il souhaite défendre en donnant la voix aux acteurs les plus affaiblis socialement. Assez rapidement, les espaces culturels alternatifs ont proliféré sur le territoire français puis à l'international pour former un réseau plus ou moins formalisé d'incubateurs de savoirs infrapolitiques et d'engagements militants. ATD Quart Monde peut-il être alors à l'origine d'un mouvement global de conscientisation des masses ? Un tel projet surplombant et universalisant irait à l'encontre de la dimension subjective de la lutte contre la domination. La révolution démocratique et culturelle a-t-elle davantage de chance d'inclure le point de vue de tous les groupes marginalisés, chacun avec leurs différences, en multipliant les contre-publics et les leviers de mobilisation.

En se focalisant sur la pauvreté, ATD Quart Monde laisse par exemple de côté les questions relatives à d'autres groupes marginalisés, telles que les minorités ethniques et sexuelles. D'autres mouvements sociaux se focalisent sur ces dernières en construisant des espaces culturels de résistance à une domination spécifique. En l'occurrence, l'association LGBT de lutte contre le sida Act-Up Paris (*Aids Coalition To Unleash Power Paris*) présente certaines similitudes avec ATD Quart Monde. Les deux organisations sont reconnues comme un interlocuteur légitime par les pouvoirs publics et utilisent un mode d'action mêlant expertise militante et *lobbying* politique en mobilisant les personnes concernées par leur cause respective. À partir du même principe de l'« activisme émancipateur » utilisé par ATD Quart Monde, Act-Up s'investit dans la construction d'un espace de résistance à la domination culturelle permettant la subjectivation de ses membres autour d'une identité combative LGBT, ce qui est favorisé par le recours à des pratiques de démocratie directe en interne. On

retrouve également l'idée de Joseph Wresinski de construire la lutte à partir des personnes les plus touchées par la cause, les « plus pauvres » pour ATD Quart Monde et les minorités « les plus dominées et stigmatisées » par le sida pour Act-Up, ce qui différencie cette dernière d'une association comme AIDS¹. C'est d'ailleurs cette même distinction qui fonde un sentiment d'unicité fort pour les membres des deux associations de lutte contre les exclusions par rapport au reste de l'espace des mouvements sociaux. ATD Quart Monde se distingue toutefois d'Act-Up qui a recours à un mode d'action directe et conflictuelle (les manifestations ; les *zaps* : des actions-éclairés contre des personnes jugées comme des adversaires par l'occupation de bureau par exemple ; ou encore les *die-ins* : des événements médiatisés où les militants s'allongent au sol pour représenter les victimes du sida). Créée en 1989, l'association parisienne de lutte contre le sida est une filiale d'un mouvement américain qui a des affinités avec le *community organizing* alinskien. Ce mode d'action est critiqué par ATD Quart Monde estimant qu'il a tendance à exclure les « plus pauvres ».

Si le cas d'Act-Up ne semble pas contredire cette affirmation (Fillieule et Broqua, 2000), d'autres mouvements montrent que l'action directe et conflictuelle peut mobiliser certains acteurs affaiblis. C'est le cas de certaines organisations de *community organizing* nord-américaines, comme le *Vancouver Area Network of Drug Users* au Canada qui mobilise des usagers de drogues autour d'un mode d'action mêlant action contestataire et expertise militante (Purenne, 2015b). En France, le recours à des pratiques radicales, voire illégales, n'empêche pas une association comme Agir ensemble contre le Chômage (AC !) d'inclure des chômeurs de longue durée à leurs actions (Mouchard, 2009a). Si contrairement à ATD Quart Monde, AC ! est spécialisé sur un stigmaté spécifique de la pauvreté, beaucoup de choses rapprochent les deux organisations puisqu'il s'agit de deux « activistes délibératifs » défendant et mobilisant un groupe à faibles ressources (Fung, 2011 ; Mouchard, 2002b). Agir ensemble contre le Chômage constitue un espace de socialisation alternatif pour certains chômeurs qui se réapproprient le sens de leurs actions et de leur identité par un processus de dé-stigmatisation. Ces acteurs affaiblis peuvent ensuite participer aux actions collectives de leurs groupes militants qui s'appuient sur des instances de décision délibératives².

Finalement, ATD Quart Monde, et c'est le cas de tout mouvement social, ne recrute que des militants qui correspondent à ses logiques d'action et ses valeurs (Péchu, 2006) d'où l'importance d'une diversification des leviers de mobilisation et des espaces alternatifs de socialisation. En l'occurrence, les exemples d'ATD Quart Monde, Act-Up Paris ou Agir ensemble contre le Chômage soulignent l'intérêt d'un *exit* collectif temporaire pour sortir du repli sur soi lié à l'expérience de la stigmatisation et de la domination culturelle. Un certain nombre de mouvements sociaux participe de la sorte à la construction d'une infra-démocratie en proposant leurs propres espaces de socialisation alternative, d'identification, de subjectivation et de résistance à la domination. Il s'agit de proposer une « délibération

¹ Pour aller plus loin sur Act-Up Paris, on pourra se référer aux études d'Olivier Fillieule et de Christophe Broqua (2000) ou encore de Lilian Mathieu (2007c).

² Sur Agir ensemble contre le Chômage, se référer à l'ouvrage de Daniel Mouchard (2009a).

enclavée » (Sunstein, 2011) dans des contre-publics permettant à des acteurs affaiblis de se renforcer avant d'interagir avec d'autres publics.

L'ouverture sur le monde extérieur et la confrontation aux différences

La protection de l'entre-soi permet de prendre du recul dans un contexte de domination, de s'émanciper progressivement et de construire des contre-discours. Mais un *exit* temporaire peut facilement devenir définitif. La difficulté pour les mouvements sociaux qui pratiquent la délibération enclavée est d'encourager leurs membres à sortir d'un « havre de paix » pour confronter leurs points de vue avec le monde extérieur.

Pour les militants quart monde, un processus de conscientisation subjectivante débute à l'université populaire en appréhendant leur place marginalisée au sein de la société, en revalorisant leur propre culture et en développant une volonté de transformation sociale. Dans le style de groupe valorisé par l'association, ce processus est permanent et consiste à toujours être en capacité de faire évoluer son rapport à soi et au monde et de remettre en question ses opinions. Ce savoir-être de l'ouverture et du compromis avec le monde extérieur constitue un levier efficace pour construire du sens commun au sein d'un mouvement social. Le processus de démocratisation de la gouvernance interne est un second levier. Cet enjeu est d'autant plus important pour un mouvement comme ATD Quart Monde qui défend une participation radicale des acteurs affaiblis. L'évolution progressive de la culture organisationnelle de l'association de lutte contre la pauvreté vers une participation accrue des militants quart monde aux prises de décision peut être vue comme une recherche de cohérence par l'ouverture d'espaces de négociations sur les rapports de pouvoir établis en interne. La responsabilité des militants quart monde peut alors être conçue comme un processus de montée en compétence favorisé par un principe d'inclusion systématique comme dans la culture du « faire avec » d'ATD Montréal ainsi que par une éthique de la franchise et de la reconnaissance fondée sur la prise de risque, la confiance et l'encouragement.

Ensuite, quelques groupes locaux ont des « pôles politiques » de réflexion qui permettent de construire des contre-discours collectifs. Ce type d'espaces est intéressant pour se préparer à porter une parole dans la sphère publique. Mais ces « pôles politiques » ne proposent que très rarement des actions concrètes comme le fait par exemple celui de Montréal. Afin de limiter les effets de frustration et approfondir les effets émancipatoires, il semble important que la volonté de transformation sociale puisse s'exercer en transférant les compétences acquises dans l'enclave vers l'extérieur. En France, le mouvement organise pour cela des campagnes de *lobbying* d'envergure nationale qui permettent ponctuellement d'entrer dans l'action. On retrouve ici un dilemme de l'action collective, celui de l'intrication entre les échelles politico-spatiales et de la difficulté de développer son pouvoir d'influence à la fois dans les mairies, à l'Élysée et à l'ONU. L'un des enjeux d'ATD Quart Monde est donc de lutter contre l'évanescence de la praxis à l'échelle locale. Sur ce sujet, Act-Up Paris et Agir ensemble

contre le Chômage montrent qu'il est possible d'inclure les citoyens marginalisés à l'action politique. Selon Daniel Mouchard (2002a), le mode d'action dit « radical » de ce type d'organisation favoriserait la mobilisation d'acteurs affaiblis à partir d'un travail de « conflictualisation » qui érige l'État et ses institutions comme des adversaires.

La confrontation des militants quart monde avec l'extérieur de l'association se réalise alors surtout grâce à la multiplication des coformations. Dans ce dispositif délibératif de la différence, les acteurs affaiblis peuvent poursuivre leur processus de conscientisation par la découverte de la complexité du monde. Ils découvrent notamment les logiques d'action d'un public fort représentant une catégorie professionnelle. Dans des allers-retours délibératifs entre un huis clos et une arène conflictuelle, les militants quart monde prennent des risques aux effets émancipateurs. C'est un double processus de transformation qui se construit en situation : à l'*empowerment* des acteurs affaiblis s'ajoute le *disempowerment* des acteurs forts jusqu'à ce que les rapports de pouvoir s'aplanissent, voire s'inversent, au sein du dispositif. Dans une optique de révolution démocratique, il s'agit là d'une innovation de justice sociale dans la mesure où l'accumulation des *artefacts* d'égalité (Carrel, 2013) permet d'entraîner des personnes favorisées dans un engagement contre les inégalités.

Le croisement des savoirs débute par la confrontation des cadres de référence de deux groupes sociaux distincts pour se terminer dans un phasage des volontés d'action. Au-delà des acteurs forts, la confrontation des acteurs affaiblis avec l'extérieur pourrait se tourner vers d'autres groupes marginalisés. Le modèle de la démocratie communicative d'Iris Marion Young peut effectivement susciter le phasage de différentes minorités, l'expérience de l'exclusion politique et de la domination culturelle servant de liants pour la constitution d'alliances. Avant de confronter les opinions de groupes marginalisés, la pratique du huis clos délibératif entre pairs — utilisée par ATD Quart Monde, mais aussi par beaucoup de mouvements féministes par exemple — permet de faire émerger des sujets invisibilisés, autant dans la sphère publique que dans l'espace des mouvements sociaux, ce qui est particulièrement le cas des questions relatives à l'expérience de plusieurs discriminations.

La logique d'ATD Quart Monde consistant à toujours réfléchir à partir des « plus pauvres » est assez proche de celle de l'intersectionnalité consistant à réfléchir à partir des « plus marginalisés ». En suivant Joseph Wresinski, c'est à partir du savoir infrapolitique issu des situations de domination les plus extrêmes qu'il est possible de construire des solutions bénéficiant au plus grand nombre. Il s'agit là d'une logique de « ruissellement par le plus bas ». Toutefois, les problématiques propres à l'expérience d'exclusions multiples comme celles des femmes SDF ou des travailleuses du sexe transgenres sont très rarement interrogées au sein d'ATD Quart Monde. Il est à noter que ces personnes subissent également des processus d'exclusion dans les mouvements féministes et LGBT (sur les femmes transgenres, voir : Serano, 2013). C'est d'ailleurs à partir de la mise en lumière des effets d'exclusion internes aux mouvements sociaux qu'est né le concept d'intersectionnalité. Au sein d'un espace de résistance à une source de domination spécifique apparaissent des clivages liés à un

processus d'invisibilisation d'un public qui subit une autre source de domination en plus de la première. Le public subissant une double domination peut alors créer son propre espace de résistance. Le mouvement du *black feminism* est né aux États-Unis à la fin des années 1970 de cette manière.

On peut se rappeler ici de Lucie, une sans domicile fixe, usagère du centre d'accueil de jour dans lequel se réunissait le groupe de préparation à l'université populaire en participation observante. Lucie avait en effet évoqué sa motivation pour créer un groupe de parole non mixte afin d'aborder les problèmes spécifiques aux femmes SDF, subissant par exemple beaucoup de harcèlements sexuels, voire de viols. Pour cette raison, elles ont tendance à s'invisibiliser davantage que les hommes, ayant moins recours à la mendicité par exemple. Ce type d'expression infrapolitique a plus de chance d'émerger dans un groupe de pairs. **Une démocratie inclusive et *empowered* repose ainsi d'une part sur la démultiplication des contre-publics dans lesquels les minorités peuvent développer des compétences et construire collectivement des opinions à partir d'une expérience de domination spécifique. Elle s'appuie d'autre part sur la construction d'espaces de confrontation des différences et de construction d'alliances avec d'autres publics marginalisés ou des publics forts.**

En encourageant les connexions entre des citoyens marginalisés et des acteurs forts, une alliance peut effectivement émerger autour de certaines revendications. Pour ATD Quart Monde, celles-ci doivent avant tout bénéficier aux acteurs les plus affaiblis, mais intègrent certaines réponses aux crispations des catégories de population favorisées, ce qui augmente leur pouvoir d'influence. Outre le processus de *disempowerment* qui provient de la nécessité de justifier sa position sociale face aux inégalités, il est possible de jouer sur le « désir d'être juste » (Williams, 2002) d'acteurs forts pour défendre par exemple un modèle coopératif de l'école contre la logique dominante fondée sur la compétition. Il s'agit là de la revendication principale de la campagne politique d'ATD Quart Monde analysée en détail dans cette thèse. Avec cet exemple, il apparaît que des organisations syndicales et associatives peuvent confronter leurs différences et dépasser leurs divergences autour d'une cause commune.

Si la convergence des luttes vers un modèle universalisant annihile autant les subjectivités que le projet de conscientisation des masses, il n'en reste pas moins que des articulations concrètes entre des causes peuvent être réalisées autour d'intérêts communs. En prolongement de la vision de Chantal Mouffe (2016), on peut considérer que le consensus universel et le conflit généralisé sont les deux faces d'une même illusion. Se mettre d'accord sur des revendications ne signifie pas perdre de vue ses propres intérêts. D'un côté, le cumul des pouvoirs d'influence des différentes organisations favorise des effets politiques substantiels. On a souligné à cet égard l'importance d'un travail de coalition qui cherche à tisser des liens entre les acteurs. En l'occurrence, on a montré avec la campagne-école qu'ATD Quart Monde disposait d'une capacité de médiateur politique pour construire des alliances au sein de l'espace des mouvements sociaux. De l'autre, des effets plus diffus sont à noter au sein des

organisations qui transforment leurs pratiques ou leurs discours. L'alliance officielle de la campagne-école a laissé place à un réseau d'acteurs plus informel, mais toujours actif capable de se remobiliser sur d'autres causes, comme lors du rapport sur les inégalités scolaires rédigé par la rapporteure d'ATD Quart Monde au Conseil, Économique, Social et Environnemental.

La construction d'une arène interorganisationnelle à la frontière entre l'espace des mouvements sociaux et le champ syndical semble donc être un mode d'action efficace. Si la coalition de la campagne-école n'a pas perduré dans sa forme organisée, le mouvement ATTAC¹ montre qu'une dynamique de convergence des luttes dans une « maison commune » peut s'ancrer durablement. Le conseil d'administration de ce mouvement altermondialiste est en effet une forme de comité interpartenarial dans lequel siègent des représentants de différentes structures syndicales et associatives, dont fait partie Agir ensemble contre le Chômage. À partir de la pratique du consensus, l'objectif est de construire du sens commun en dépassant les intérêts organisationnels et d'organiser des campagnes collectives. À l'instar d'ATD Quart Monde, ATTAC s'est d'abord développé à l'échelle nationale par une pratique de *lobbying* politique principalement parisienne pour suivre ensuite un double processus : de transnationalisation par la création de branches dans d'autres pays ; et de décentralisation par la création de multiples groupes locaux. Les deux mouvements français ont un mode de fonctionnement que l'on a appelé dans cette thèse « anarchie régulée », c'est-à-dire que les groupes locaux sont très autonomes même s'ils sont interdépendants avec l'organisation nationale.

Si l'alliance d'ATTAC visait originellement à défendre une revendication spécifique, à savoir la taxation des transactions monétaires internationales, elle a rapidement diversifié son champ d'action. Cela peut s'expliquer d'un côté, par l'influence des nombreux nouveaux membres² n'appartenant à aucune des organisations fondatrices et de l'autre, par la dimension réflexive du mouvement qui dispose d'un comité scientifique produisant sa propre connaissance. L'exemple d'ATTAC montre finalement que **la convergence des luttes ne signifie pas nécessairement un alignement autour d'une idéologie commune et peut même au contraire reposer sur une dynamique de diversification par l'inclusion des subjectivités de chacun.**

¹ Concernant ce mouvement, on se réfère à l'étude de Raphaël Wintrebert (2007).

² ATTAC s'est construit initialement à partir d'un article dans le Monde diplomatique qui a suscité beaucoup de réactions de la part des lecteurs. Le mouvement a connu un développement très rapide en terme d'adhésion dans ses débuts.

L'activité praxéologique des mouvements sociaux

En défiant les monopoles de la production du savoir et en diffusant leur propre expertise, ATTAC et ATD Quart Monde se rassemblent autour d'une forte activité cognitive. Le projet politique élaboré intuitivement par Joseph Wresinski a fait l'objet d'une formalisation scientifique en se dotant d'un cadre normatif et de principes éthiques, dont la « participation radicale » des acteurs affaiblis et l'« activisme émancipateur ». ATD Quart Monde peut même être analysé comme une communauté épistémique militante qui construit sa connaissance à partir du savoir infrapolitique des « plus pauvres ». Ce mode d'action prolonge le rapprochement que l'on a effectué avec les associations de lutte contre le SIDA comme Act-up Paris qui s'attaque au monopole du savoir de la médecine en revendiquant un savoir d'usage et politique des personnes concernées.

Dans une posture de coopération conflictuelle, l'activité cognitive d'ATD Quart Monde permet à la fois de développer un pouvoir d'influence et une légitimité par rapport au champ politique tout en ayant des cadres d'interprétation pour le surveiller et le critiquer ainsi que des critères de non-négociabilité lorsqu'il s'agit de travailler avec lui. On peut illustrer cela avec la stratégie d'ATD Quart Monde dans le cadre du Plan Pauvreté élaboré par le gouvernement d'Édouard Philippe en septembre 2018. L'association a été associée à la courte phase de discussions avec la société civile¹ et a obtenu une rencontre entre Emmanuel Macron et des militants quart monde. La posture de coopération conflictuelle apparaît clairement dans le registre lexical des communiqués de presse d'ATD Quart Monde, entre espoir et méfiance². En particulier, la rencontre a eu lieu trois jours avant les annonces publiques sur le Plan Pauvreté, ce qui laisse planer le doute d'une récupération politique. Finalement, ATD Quart Monde se félicite de certaines avancées du gouvernement, notamment son ambition empruntée au mouvement de l'« éradication de la grande pauvreté », tout en signalant que les propositions ne sont pas à la hauteur de l'enjeu. À cette posture de coopération méfiante, s'en suit, deux mois après, une prise de position beaucoup plus critique concernant les annonces d'Emmanuel Macron en réponse à la révolte des « gilets jaunes » qui, selon ATD Quart Monde, oublie, voire desservent les « plus pauvres »³.

Contrairement à beaucoup de sociologues de l'action collective, on défend dans cette thèse une vision nuancée des processus d'institutionnalisation des organisations de mouvements sociaux. Dans le cas d'ATD Quart Monde, ce processus s'est réalisé sans pour autant le conduire à perdre sa radicalité, son identité et sa capacité d'innovation originelles. Ceci semble s'expliquer par le recours à la praxéologie, entendue comme l'activité réflexive au

¹ Cette phase de concertation avec les associations a d'ailleurs été largement critiquée par un des activistes de l'*empowerment* à la française étudiés dans cette thèse, à savoir Aequitaz dans l'article suivant : Emmanuel Bodinier, « Des mots vides contre la pauvreté des jeunes », *Esprit*, vol. juin, n°6, 2018, p. 28-31.

² ATD Quart Monde, « Stratégie de lutte contre la pauvreté : de l'ambition en attendant des actes concrets », atd-quartmonde.fr, 13 septembre 2018 ; ATD Quart Monde, « Nous serons vigilants dans le suivi du plan pauvreté », atd-quartmonde.fr, 9 novembre 2018.

³ ATD Quart Monde, « Les plus pauvres oubliés : ATD Quart Monde s'inquiète des annonces présidentielles », atd-quartmonde.fr, 19 décembre 2018.

service de la transformation sociale. Afin de conserver et de renouveler un esprit d'ouverture, cette activité entend réinterroger les revendications, les normes et les valeurs en interne, mais aussi avec le concours de chercheurs ou d'autres organisations militantes. Certains « moments réflexifs » de l'espace des mouvements sociaux comme celui des activistes de l'*empowerment* à la française sont précisément des occasions pour questionner certaines pratiques. En menant des expérimentations collectives dans des alliances interassociatives, les dilemmes de l'action collective peuvent se dénouer par l'hybridation ou la complémentarité des modes d'action.

La praxéologie collective permet alors de façonner un univers de sens commun au sein de composantes informelles de l'espace des mouvements sociaux par la confrontation des différentes visions du monde. La dimension réflexive de l'action collective favorise ainsi l'articulation des causes dans un travail de convergence. Par exemple, la question de l'inclusion démocratique des inaudibles peut être élargie à d'autres causes, comme celle du droit des animaux qui en l'occurrence n'ont pas les capacités de s'exprimer. C'est aussi le cas des générations futures qui sont trop jeunes pour avoir un point de vue ou qui ne sont tout simplement pas encore nées. Il s'agit de la problématique de la prise en compte du long terme en démocratie, notamment sur les questions écologiques. Il serait d'ailleurs intéressant de s'interroger sur le rapport que les acteurs affaiblis entretiennent avec ces causes. À l'instar de la thèse de l'apathie politique, il y a le présupposé que ce type de sujets n'intéressent pas les catégories de population les plus pauvres qui seraient trop préoccupées par leur survie. Or comme le suggère l'apparition récente du respect de l'environnement dans les orientations d'ATD Quart Monde, l'écologie peut être un levier de mobilisation même pour des groupes marginalisés. L'association s'est en effet investie dans les COP 21 et 24, dans un projet de recherche concernant les objectifs de développement durable de l'ONU, ainsi que dans les marches pour le climat et le « pacte pour le pouvoir de vivre » signé par dix-neuf organisations du secteur social et environnemental.

L'articulation entre la lutte contre la pauvreté et les enjeux écologiques est un sujet peu exploré dans la littérature scientifique. Concomitante à la révolution démocratique, peut-on envisager une révolution social-écologique (Éloi, 2011) ? Que ce soit dans le champ politique ou dans l'espace des mouvements sociaux, les solutions contre la pauvreté et contre le réchauffement climatique sont souvent construites séparément. À contre-courant de ce constat, la sociologue Lydie Laigle (2013) propose un modèle de « transition socioécologique à visée sociétale » à partir de la mise en synergie des initiatives locales. Ces dernières naissent généralement au sein d'enclaves citoyennes (les tiers-lieux, les « Oasis » du mouvement Colibris, les collectifs du mouvement des Villes en transition, etc.) et dans le milieu associatif du secteur environnemental, mais aussi du secteur social, de l'éducation populaire et de l'économie sociale et solidaire. La transition écologique peut être conçue comme mise en mouvement collective des citoyens sur les questions environnementales qui revendiquent également de nouveaux modes de vie démocratiques (Fourniau, 2019). Cette dynamique participe ainsi à la construction d'une infra-démocratie par la multiplication des espaces de

socialisation alternative résistant à la domination culturelle de la société de consommation productiviste.

Un bon exemple d'articulation des questions sociales et écologiques a été construit par ATD Quart Monde : les expérimentations de « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée ». Il serait intéressant de mener une enquête ethnographique de ce projet qui a été évoqué trop rapidement dans cette thèse. La volonté initiale est de favoriser la résilience d'un groupe marginalisé, c'est-à-dire la capacité à dépasser les séquelles sociales liées au chômage et à développer de nouvelles potentialités d'agir pour soi et pour la collectivité. À cela s'ajoute un objectif de résilience territoriale, car le projet vise à construire un écosystème partenarial réactif et réflexif face aux transformations auxquelles il devra faire face, à l'instar du changement climatique. D'une entrée sociale, les expérimentations de territoire zéro chômeur de longue durée arrivent rapidement sur les questions écologiques. Étant donné que l'idée est de réorienter les coûts liés à la privation d'emploi pour créer de nouvelles activités locales, non concurrentielles, car peu rentables, adaptées aux envies et aux savoir-faire des bénéficiaires et utiles pour le territoire, cela débouche en effet souvent sur des actions favorables à l'environnement (recyclerie, précarité énergétique, mobilité douce, etc.).

À l'instar de l'approche processuelle de la démocratie proposée dans cette thèse, la transition écologique se conçoit comme une articulation réflexive de différentes expérimentations initiées par des acteurs qui ne partagent pas nécessairement les mêmes cadres de référence. Des projets comme ceux de Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée rassemblent un grand nombre d'acteurs d'un territoire autour des intérêts qu'ils ont en commun à la jonction des enjeux sociaux, économiques et écologiques. **L'articulation des causes des mouvements sociaux dans un projet comme celui de la révolution socioécologique semble donc pouvoir advenir par la multiplication de foyers de pression minoritaires et leur mise en relation par le phasage des volontés d'action, les changements d'échelle et l'essaimage¹.**

¹ Ce sont des questions que je travaille actuellement dans le cadre d'un projet de recherche-action porté par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté en partenariat avec la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon. À partir d'une enquête qualitative par entretiens de porteurs de projet et l'organisation de plusieurs forums hybrides (Callon et al., 2001), l'objectif est de se questionner sur les conditions d'émergence et d'essaimage des initiatives citoyennes et associatives de transition socioécologique à l'échelle d'une région. Il s'agit également de s'interroger sur les bénéfices mutuels et les manières d'articuler les enjeux sociaux et écologiques, à travers l'analyse d'exemples concrets comme l'expérimentation de Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée située à Prémery dans la Nièvre.

La démocratisation plurielle de la démocratie

La campagne-école d'ATD Quart Monde analysée dans cette thèse s'est investie dans un travail de reconstitution d'un problème public à partir du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis en organisant une enquête sociale participative. Il s'agit d'un bon exemple d'articulation pragmatique des modèles démocratiques. Tout d'abord, des militants quart monde ont construit leur position dans un huis clos délibératif. Ensuite, la participation d'un grand nombre d'acteurs concernés par le sujet a permis de clarifier les conflits, les préférences, les opinions et les intérêts de chacun en vue d'un processus décisionnel dans une arène agonistique interorganisationnelle. Puis, des représentants se sont impliqués dans une action de *lobbying* auprès des pouvoirs publics menant à des avancées législatives. L'enquête sociale participative est également un état des lieux sur les tensions et les opportunités servant de référence pour les prochaines campagnes d'interpellation politiques d'ATD Quart Monde. Ce faisant, l'association participe à la démocratisation de la démocratie en approfondissant son critère d'inclusion des groupes marginalisés.

La démocratisation de la démocratie se réalise ainsi dans une lutte contre des antinomies inhérentes entre les modèles démocratiques. Il s'agit d'une recherche de cohérence et d'approfondissement permanente. À travers un processus d'expérimentation praxéologique, les artisans d'une minorité active que l'on a appelé les « révolutionnaires démocratiques » gagnent de la légitimité pour revendiquer des transformations de la démocratie dans son ensemble. C'est par exemple de cette manière que la pratique du tirage au sort prend de l'ampleur aujourd'hui dans le champ intellectuel en s'appuyant sur des expériences pionnières telles que l'Assemblée constituante islandaise (Sintomer, 2011a). Des écrivains comme David Van Reybrouck (2014) en appellent même à substituer le tirage au sort au principe de l'élection qu'il considère comme antidémocratique. Cette affirmation montre au passage que la démocratisation de la démocratie est une affaire de réflexivité et de capacité à s'affranchir des codes culturels dominants, l'élection étant souvent considérée comme un synonyme de démocratie. C'est de cette manière que l'on a défini la radicalité politique comme la capacité critique des rapports de pouvoir établis, des structures inégalitaires et des processus de domination. La construction d'une démocratie entièrement fondée sur la pratique du tirage au sort est donc radicale et utopique. Toutefois, David Van Reybrouck est aussi pragmatique, car il propose dans un premier temps un modèle bireprésentatif avec des assemblées élues et des instances citoyennes tirées au sort. Contrairement à ce qu'il est communément admis, l'utopie ou la radicalité ne s'oppose pas au pragmatisme. Au sein d'une minorité, ce sont « deux styles de comportements » (Moscovici, 1991) en tension qui s'enrichissent l'un et l'autre : l'un fixant un cap toujours révisable et l'autre tentant d'expérimenter des actions concrètes.

L'outil du tirage au sort semble cependant idéalisé par David Van Reybrouck. Ce principe repose sur la légitimité de l'échantillonnage représentatif, du savoir d'usage et de la délibération, mais ne résout pas nécessairement la question des droits des minorités. Pour

cela, on a souligné dans cette thèse l'intérêt d'un principe d'*advocacy* inclusive qui consiste à désigner des délégués des acteurs affaiblis pour qu'ils participent aux prises de décision et à l'action de *lobbying*. En suivant Samuel Hayat (2013), l'espace des mouvements sociaux peut compléter de la sorte la démocratie représentative en favorisant l'émergence de représentants des groupes marginalisés par le biais de sites d'acquisition de compétences politiques, à l'instar d'ATD Quart Monde. Il convient donc de favoriser — notamment par son financement — le développement d'une démocratie d'interpellation, « où la participation émerge d'en bas et de façon autonome des pouvoirs publics. À la différence de la démocratie participative institutionnalisée et imposée d'en haut [qui est celle des instances citoyennes tirées au sort], il s'agit de concevoir la construction de l'intérêt général par la confrontation des projets et des intérêts, et par la structuration de collectifs du côté des habitants » (Cossart et Talpin, 2015, p. 18).

En outre, le modèle bireprésentatif de Van Reybroek s'appuie principalement sur le principe de la délibération dans des mini-publics sans questionner la possibilité d'une « démocratie délibérative tournée vers le grand public » (Sintomer, 2011 b, p. 264). Ceci est par exemple favorisé par le développement des *civic tech*. Ce concept est flou désignant l'« ensemble des outils numériques ayant pour ambition de transformer le fonctionnement de la démocratie » (Mabi, 2017, p. 3). Clément Mabi met en garde contre la fétichisation de nouveaux équipements tout en soulignant leur potentiel de démocratisation de la démocratie. Les *civic tech* s'inscrivent dans des projets politiques différents : en soutien des politiques publiques ou en contre-pouvoir ; pour transformer plus ou moins radicalement la démocratie représentative. Ils sont utilisés par des partis politiques pour améliorer les relations avec les citoyens ou prendre en compte leurs avis. Les *civic tech* sont également un outil de mobilisation pour les mouvements sociaux, comme dans les marches pour les climats fin 2018. On peut aussi noter la popularité des pétitions en ligne, à l'instar de l'« affaire du siècle » signée par plus de deux millions de personnes dans l'optique de poursuivre en justice l'État concernant son inaction face au changement climatique. L'outil numérique démultiplie les possibilités d'inclure le plus grand nombre de personnes à la sphère publique, mais laisse de côté un certain nombre de publics, dont une partie des catégories de population les plus pauvres. En outre, pour Cass Sunstein (2001), les débats virtuels sur internet ne favorisent pas la délibération vers une position commune qui se détache des intérêts particuliers, mais aurait plutôt tendance à radicaliser et à rigidifier les opinions. Ce faisant, les tenants des *civic tech* affirment la nécessité d'allier les outils numériques « virtuels » avec d'autres formes de participation dites « présentiels ». **Plus globalement, en suivant Pierre Rosanvallon (2008) et Yves Sintomer (2011 b), il faut comprendre les différentes innovations qui visent à inclure les citoyens aux prises de décision dans un mouvement de pluralisation et d'articulation des modes de la légitimité démocratique.**

Pour finir, la révolution démocratique prend la forme d'une urgence au regard du mouvement des « gilets jaunes »¹. Si cette révolte semble soudaine et spontanée, elle est sans doute le résultat d'un long processus de résistance infrapolitique qui s'est exercé sous les radars de la sphère publique. Selon Pierre Rosanvallon², les « gilets jaunes » font en effet « remonter à la surface ce qui a longtemps été subi en silence : le sentiment de ne compter pour rien, de mener une existence rétrécie, de vivre dans un monde profondément injuste ». La capacité d'agir d'individus ayant un faible capital militant semble s'être enclenchée autour d'une fronde contre la domination culturelle et institutionnelle. Toutefois, il convient de rester prudent dans les interprétations afin de ne pas se laisser entraîner dans l'idéalisation d'un mouvement populaire, car il y a toujours un risque que la France prenne un chemin autoritaire, comme l'a fait le Brésil avec l'élection de Bolsonaro.

Des premières enquêtes suggèrent que ce sont principalement les classes populaires et les classes moyennes inférieures peu diplômées qui se sont mobilisées³. Selon Éric Charmes⁴, il s'agit d'un « mouvement d'habitants des territoires périurbains, des petites villes éloignées des métropoles ». Les « gilets jaunes » sont-ils ainsi un mouvement de subjectivation faisant émerger de multiples voix au sein d'une France qui se considère comme « vraiment invisible aux yeux des pouvoirs publics »⁵. Si l'on retrouve des ressemblances avec le mouvement Nuit Debout dans le mode d'action d'occupation d'espaces publics et dans certaines revendications, le profil sociologique des manifestants semble très différent, ce dernier mobilisant des catégories de populations plus urbaines et en moyenne plus aisées⁶. Étant invisibles dans la sphère publique et menacés de déclassement selon Philippe Genestier (ibid.), les « gilets jaunes » peuvent être considérés comme des acteurs relativement affaiblis. Mais il semblerait que les catégories de population les plus pauvres ne se soient pas mobilisées massivement dans les manifestations. Le débat s'est focalisé sur la revalorisation du SMIC et non du RSA par exemple. Toutefois, des convergences entre les « gilets jaunes » et des groupes à faibles ressources se construisent avec l'investissement dans les récentes manifestations de l'association Agir contre le Chômage. Quelques liens se créent également avec la cause des quartiers populaires autour d'un « ras-le-bol social » par le biais du Comité

¹ C'est ce qu'affirme la direction collégiale et le conseil scientifique du GIS Démocratie et Participation dans une tribune : participation-et-democratie.fr, « Gilets jaunes : l'urgence démocratique », 15 décembre 2018.

² Nicolas Truong, Entretien avec Pierre Rosanvallon, « La révolte des “gilets jaunes” révèle le basculement dans un nouvel âge du social », *le Monde*, 8 décembre 2018.

³ Cette affirmation est à prendre avec précaution, car les résultats sont partiels selon leurs auteurs : Benoît Coquard, « Qui sont et que veulent les “gilets jaunes” ? », *Contretemps*, 23 novembre 2018 ; Collectif d'universitaires, « “Gilets jaunes” : une enquête pionnière sur la “révolte des revenus modestes” », *le Monde*, 12 décembre 2018.

⁴ Vincent Daniel, Entretien avec Éric Charmes, « Gilets jaunes : On aurait tort de réduire ce mouvement à l'extrême droite », *Franceinfo*, 24 novembre 2018.

⁵ Philippe Genestier, « Gilets jaunes : Une France menacée de déclassement, qui se perçoit comme invisible », *le Monde*, 20 novembre 2018.

⁶ On se réfère ici à l'enquête menée par le collectif « Sciences sociales Debout ». Ces chercheurs soulignent toutefois la diversité des profils sociologiques des participants à Nuit Debout avec un nombre important de chômeurs par exemple.

Adama¹ ou encore avec le mouvement altermondialiste autour des questions fiscales par le biais d'ATTAC.

L'explosion de la colère des « gilets jaunes » qui prend de multiples formes plus ou moins politisées montre bien que l'abstention n'est pas le signe d'une apathie politique généralisée des catégories populaires. Selon Marion Carrel², les ronds-points ont ainsi été des lieux de politisation accélérée pour les manifestants autour de revendications qui ne se cantonnent pas au registre de la proximité, mais questionnent la justice sociale et fiscale. « Beaucoup de commentateurs ont glosé sur la supposée incohérence des motifs et des acteurs ; au contraire, étant donné la fragmentation de sa représentation, l'unité du mouvement est surprenante »³. Pour Loïc Blondiaux⁴, derrière l'aspect hétérogène de la révolte des « gilets jaunes », un mouvement semble ainsi se former dans l'articulation d'une critique des inégalités socio-économiques d'un côté et d'une demande d'égalité politique de l'autre. Dans cet événement, il s'exprime très clairement une défiance par rapport au champ politique et plus globalement au principe de la démocratie représentative, c'est ce qu'indique notamment la revendication d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC) — une proposition qui a fait l'objet de nombreuses critiques dans la sphère publique « donnant lieu à un déferlement d'agoraphobie politique, cette peur d'un peuple supposé inconstant, incapable et dangereux, un des multiples avatars de la haine de la démocratie »⁵. Cependant, derrière le référendum comme pour l'élection se cache toujours la tyrannie de la majorité. Il s'agit d'un outil de démocratisation⁶ parmi d'autres qui doit notamment être limité par le filtre des droits humains et accompagné d'un contre-pouvoir de représentation des minorités.

Comme le souligne le philosophe Dominique Bourg⁷, « Salvini et Trump font croire aux gens que la démocratie c'est seulement l'élection, le référendum ou l'initiative populaire. Non, le propre de la démocratie c'est la limitation du pouvoir de la majorité ». Gouverner nécessite aujourd'hui une transformation radicale des processus de prises de décision par l'articulation de différentes sources de légitimité : l'élection, mais aussi la participation, la délibération, l'interpellation, le tirage au sort, la représentation inclusive, la gouvernance multipartenariale, etc. C'est ce qui s'exprime dans les différentes revendications d'une sixième république. Mais

¹ Yassine Bnou Marzouk, « Le comité Adama rejoint les gilets jaunes : “Ce n'est pas au prix d'un renoncement politique” », *Bondy Blog*, 27 novembre 2018 ; Julien Talpin, « Les quartiers, les “gilets jaunes” et la gauche », *AOC*, 15 février 2019.

² Pauline Graulle, Entretien avec Marion Carrel, « Sur les ronds-points, il y a eu une politisation accélérée des classes populaires », 2 janvier 2019.

³ Samuel Hayat, « Les Gilets Jaunes, l'économie morale et le pouvoir », *Blog de Samuel Hayat*, 5 décembre 2018.

⁴ Loïc Blondiaux dans *le Grand face à face*, émission de radio animée par Ali Badou, France Inter, 12 janvier 2019.

⁵ Samuel Hayat, « Les Gilets jaunes et la question démocratique », *Lundi Matin*, 29 décembre 2018.

⁶ Sur la portée de démocratisation du RIC, se référer au texte de Julien Talpin, « Un RIC sous conditions... », *Libération*, 20 décembre 2018, ou encore le papier de Thomas Coutrot et Yves Sintomer, « Pour un RIC vraiment citoyen », *le blog Médiapart de Thomas Coutrot*, 8 janvier 2019.

⁷ Laurent A., Entretien avec Dominique Bourg, « S'il est bien encadré, le RIC pourrait revivifier la vie politique », *Usbek & Rica*, 21 décembre 2018.

celles-ci ne doivent pas oublier les catégories de population les plus marginalisées qui ont souvent tendance à être exclues des « moments de folie » comme des « moments réflexifs » pouvant précéder de telles transformations sociales — et c'est le cas jusque-là dans la révolte des « gilets jaunes ». En amont, le travail de mobilisation, d'infrapolitisation et de praxéologie mis en œuvre par des mouvements sociaux comme ATD Quart Monde prépare ainsi le terrain pour que la parole des groupes marginalisés puisse s'exprimer à tout moment et puisse influencer les processus de révolution démocratique et culturelle.

Bibliographie

- AGRIKOLIANSKY E., 2007, « La démocratie entre valeurs et pratiques. Le cas des mouvements altermondialistes lors du deuxième forum social européen », dans NEVEU C. (dir.), *Cultures et pratiques participatives. Perspectives comparatives*, Paris, L'Harmattan.
- AKKARI A., DASEN P.R., 2004, « De l'ethnocentrisme de la pédagogie et ses remèdes », dans AKKARI A., DASEN P.R. (dirs.), *Pédagogies et pédagogues du Sud*, Paris, L'Harmattan, p. 7-19.
- ALLEN P., 1970, *Free space : a perspective on the small group in women's liberation*, Washington, Time change press.
- AMIOT M., 1986, *Contre l'État, les sociologues. Les éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*, Paris, EHESS.
- APPADURAI, 2017, « Une fatigue de la démocratie », dans GEISELBERGER H. (dir.), *L'âge de la Régression. Pourquoi nous vivons un tournant historique*, Paris, Premier Parallèle.
- ARNSTEIN S.R., 1969, « A ladder of citizen participation », *Journal of the American Institute of Planners*, vol. 35, n°4, p. 216-224.
- BACQUE M.-H., 2002, « Les entreprises communautaires nord-américaines, un tiers secteur logement », *Mouvements*, vol. no19, n° 1, p. 68-74.
- BACQUE M.-H., 2005, « Associations "communautaires" et gestion de la pauvreté », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 5, n° 160, p. 46-65.
- BACQUE M.-H., 2006, « Action collective, institutionnalisation et contre-pouvoir : action associative et communautaire à Paris et à Montréal », *Espaces et sociétés*, vol. 1, n° 123, p. 69-84.
- BACQUE M.-H., BIEWENER C., 2013, *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, La Découverte.
- BACQUE M.-H., D'ORAZIO A., 2015, « Des révoltes sociales aux élections », *Mouvements*, n° 83, p. 42-49.
- BACQUE M.-H., REY H., SINTOMER Y., 2010, « La démocratie participative, un nouveau paradigme de l'action publique ? », dans BACQUE M.-H., REY H., SINTOMER Y. (dirs.), *Gestion de proximité et démocratie participative*, Paris, La Découverte, p. 9-46.
- BACQUE, M.-H., SINTOMER, Y. (dirs.), 2011, *La démocratie participative : histoire et généalogie*, Paris, La Découverte.
- BAJOIT G., 1988, « Exit, Voice, Loyalty... and Apathy : Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, p. 325-345.
- BALAZARD H., 2012, *Quand la société civile s'organise : l'expérience démocratique de London Citizens*, Thèse de doctorat en science politique, Lyon, Université Lumière Lyon 2.
- BALAZARD H., 2015, *Agir en démocratie*, Paris, L'Atelier.
- BARBIER R., 2005, « Quand le public prend ses distances avec la participation », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 13, n° 3, p. 258-265.

- BARBOT J., 2002, *Les malades en mouvements : la médecine et la science à l'épreuve du sida*, Paris, Balland.
- BEAULIEU E., 2007, « Échelles et lieux de l'action collective dans la Marche mondiale des femmes au Brésil », *Lien social et Politiques*, n° 58, p. 119-132.
- BEGUE M., 2007, *Le rapport au politique des personnes en situation défavorisée. Une comparaison européenne : France, Grande-Bretagne, Espagne*, Thèse de doctorat en sociologie, Paris, Science Po Paris.
- BELAND D., VIRIOT DURANDAL J.-P., 2003, « L'expertise comme pouvoir : le cas des organisations de retraités face aux politiques publiques en France et aux États-Unis », *Lien social et Politiques*, n° 50, p. 105-123.
- BERGER P.L., 1976, *Pyramids of sacrifice : political ethics and social change*, Garden City, Anchor Press/Doubleday.
- BLANC G.L., 2017, « Le parlement des inaudibles », *Études*, vol. Avril, n° 4, p. 55-64.
- BLONDIAUX L., 2001, « Démocratie locale et participation citoyenne : la promesse et le piège », *Mouvements*, vol. 5, n° 18, p. 44-51.
- BLONDIAUX L., 2008a, *Le nouvel esprit de la démocratie : actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil.
- BLONDIAUX L., 2008 b, « Démocratie délibérative vs. démocratie agonistique ? », *Raisons politiques*, vol. 2, n° 30, p. 131-147.
- BLONDIAUX L., FOURNIAU J.-M., MABI C., 2017, « Chercheurs et acteurs de la participation : liaisons dangereuses ou collaborations fécondes ? », *Participations*, n° 16, p. 5-17.
- BLONDIAUX L., SINTOMER Y., 2009, « L'impératif délibératif », *Rue Descartes*, vol. 1, n° 63, p. 28-38.
- BLONDIAUX L., TRAÏNI, C. (dirs.), 2018, *La démocratie des émotions : dispositifs participatifs et gouvernabilité des affects*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BLUNSCHI ACKERMANN M.-R., 2005, *Joseph Wresinski : porte-parole des plus pauvres dans le discours théologique*, Thèse en théologie, Fribourg, Université de Fribourg.
- BOLTANSKI L., 1990, *L'amour et la justice comme compétences : trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Métailié.
- BOLTANSKI L., 2009, *De la critique : précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard.
- BOLTANSKI L., THEVENOT L., 2008, *De la justification : les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.
- BOSSY T., EVRARD A., 2010, « Communauté épistémique », dans BOUSSAGUER L., JACQUOT S., RAVINET P. (dirs.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 140-147.
- BOULLIER D., 2009, « Choses du public et choses du politique. Pour une anthropologie des inouïs », dans CARREL M., ION J., NEVEU C. (dirs.), *Les intermittences de la démocratie. Formes d'action et visibilité citoyenne dans la ville*, L'Harmattan, Paris.
- BOUMAZA, M., HAMMAN, P. (dirs.), 2007, *Sociologie des mouvements de précaires : espaces mobilisés et répertoires d'action*, Paris, L'Harmattan.

- BOURDIEU P., 1981, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 36, n° 1, p. 3-24.
- BOURDIEU P., 1984, « Espace social et genèse des », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52, n° 1, p. 3-14.
- BOURDIEU, P.A. (dir.), 1993, *La misère du monde*, Paris, Seuil.
- BOURQUE D., COMEAU Y., FAVREAU L., FRECHETTE L., 2007, « L'organisation communautaire au Québec. Mise en perspective des principales approches stratégiques d'intervention », dans BOURQUE D., COMEAU Y., FAVREAU L., FRECHETTE L. (dirs.), *L'organisation communautaire : fondements, approches et champs de pratique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.
- BRACONNIER C., DORMAGEN J.-Y., 2007, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard.
- BRACONNIER, C., MAYER, N. (dirs.), 2015, *Les inaudibles : sociologie politique des précaires*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BRODIEZ-DOLINO A., 2017, « Wresinski et la lutte contre la misère », *Études*, vol. Octobre, n° 10, p. 8-12.
- BRUN P., 2002, « Croisement des savoirs et pouvoir des acteurs », *Vie sociale et traitements*, vol. 76, n° 4, p. 55-60.
- CALLON M., LASCOUMES P., BARTHE Y., 2001, *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil.
- CARDON D., HEURTIN J.-P., LEMIEUX C., 1995, « Parler en public », *Politix*, vol. 8, n° 31, p. 5-19.
- CARLIER L., 2011, « De la contestation au compromis : quelle critique dans les mobilisations urbaines à Bruxelles ? », *Mouvements*, n° 65, p. 26-42.
- CARREL M., 2005, « Pauvreté, citoyenneté et participation. Quatre positions dans le débat sur les modalités d'organisation de la "participation des habitants" dans les quartiers d'habitat social », p. 95-112.
- CARREL M., 2006, « Politisation et publicisation : les effets fragiles de la délibération en milieu populaire », *Politix*, vol. 3, n° 75, p. 33-51.
- CARREL M., 2013, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS éditions.
- CARREL M., DE LEPINAY A., 2016, « Le *community organizing* en France : quel projet politique ? », *Mouvements*, n° 85, p. 31-51.
- CARREL, M., GUERRERO, J.-C., MARQUEZ, A. (dirs.), 2003, *Le public en action : usages et limites de la notion d'espace public en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan.
- CARREL M., KAYA S., PURENNE A., 2017, *L'expérience des discriminations, frein ou support d'engagement dans les quartiers populaires ? Une perspective comparée France-Québec*, Communication proposée au 14e congrès de l'AFSP, Montpellier.
- CARREL M., LOIGNON C., BOYER S., DE LAAT M., 2017, « Les enjeux méthodologiques et épistémologiques du croisement des savoirs entre personnes en situation de pauvreté, praticien.ne.s et universitaires : retours sur la recherche ÉQUIsanTÉ au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 49, n° 1, p. 119-142.

- CARREL M., NEVEU C., 2014, « Pour un renouvellement des recherches sur la citoyenneté », dans CARREL M., NEVEU C. (dirs.), *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*, Paris, Karthala, p. 5-28.
- CASTEL R., 1994, « La dynamique des processus de marginalisation : de la vulnérabilité à la désaffiliation », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 22, p. 11-27.
- CASTEL R., HAROCHE C., 2001, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi : entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard.
- CASTELLS M., 1975, *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspero.
- CAVELL S., 1996, *Les voix de la raison : Wittgenstein, le scepticisme, la moralité et la tragédie*, Paris, Seuil.
- CEFAÏ D., 1996, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, vol. 14, n° 75, p. 43-66.
- CEFAÏ D., 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte.
- CEFAÏ D., AMIRAUX V., 2002, « Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales. Partie 1 », *Cultures & Conflits*, n° 47.
- CEFAÏ D., CARREL M., TALPIN J., ELIASOPH N., LICHTERMAN P., 2012, « Ethnographies de la participation », *Participations*, vol. 3, n°4, p. 7-48.
- CERTEAU M. DE, 1990, *L'invention du quotidien*, Paris, Galimard.
- CHABANET, D., DUFOUR, P., ROYALL, F. (dirs.), 2011, *Les mobilisations sociales à l'heure du précarité*, Rennes, Presses de l'EHESP.
- CHABANET D., GIUGNI M., 2010, « Les conséquences des mouvements sociaux », dans SOMMIER I., FILLIEULE O., AGRIKOLIANSKY É. (dirs.), *Penser les mouvements sociaux : conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, p. 145-151.
- CHABOT J., 2003, « “De l'angélus de l'aube à l'angélus du soir” : être militante à temps plein dans les syndicats féminins chrétiens en France durant l'entre-deux-guerres », *Histoire sociale*, vol. 36, n° 72, p. 407-423.
- CHAMBERS S., 2011, « A huis clos. Publicité, secret et qualité de la délibération », dans GIRARD C., LE GOFF A. (dirs.), *La démocratie délibérative : anthologie des textes fondamentaux*, Paris, Hermann, p. 491-539.
- CHARMES E., 2009, « Pour une approche critique de la mixité sociale », *La vie des idées (revue en ligne)*.
- CHATE A., 1994, *Les représentations à l'œuvre dans la lutte contre la pauvreté : France, décennie 80*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.
- CHAUVIN S., 2007, « Le worker center et ses spectres : les conditions d'une mobilisation collective des travailleurs précaires à Chicago », *Sociologies pratiques*, vol. 15, n° 2, p. 41.
- CINALLI M., 2009, « Analyse de réseaux », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, p. 31-38.
- CINGOLANI P., 2003, *La république, les sociologues et la question politique*, Paris, La Dispute.

- CINGOLANI P., 2014, *Révolutions précaires : essai sur l'avenir de l'émancipation*, La Découverte.
- COHEN M.D., MARCH J.G., OLSEN J.P., 1972, « A garbage can model of organizational choice », *Administrative Science Quarterly*, vol. 17, n° 1, p. 1-25.
- COHEN V., 2014, « “Militer ça donne des forces” », *Travail et emploi*, n° 138, p. 117-128.
- COLLINS P.H., 2000, *Black feminist thought : knowledge, consciousness, and the politics of empowerment*, Londres/New York, Routledge.
- COLLOVALD A., 2001, « De la défense des “pauvres nécessiteux” à l'humanitaire expert. Reconversion et métamorphoses d'une cause politique », *Politix*, vol. 14, n° 56, p. 135-161.
- COLLOVALD A., MATHIEU L., 2009, « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical », *Politix*, vol. 86, n° 2, p. 119.
- COMEY Y., FAVREAU L., 2007, « L'organisation communautaire au Québec. Itinéraire d'une pratique sociale devenue une profession », dans BOURQUE D., COMMEY Y., FAVREAU L., FRECHETTE L. (dirs.), *L'organisation communautaire : fondements, approches et champs de pratique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.
- COMER C., 2017, « “On n'est pas là pour casser du mâle”. La politisation versatile des inégalités conjugales dans les groupes d'agricultrices », *Terrains & travaux*, vol. 1, n° 30, p. 79-99.
- CORCUFF P., 2009, « Frustrations relatives », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, p. 242-248.
- COSSART P., TALPIN J., 2015, *Lutte urbaine. Participation et démocratie d'interpellation à l'Alma-Gare*, Vulaines-sur-Seine, Croquant.
- COTTER D.A., HERMSEN J.M., OVADIA S., VANNEMAN R., 2001, « The glass ceiling effect », *Social Forces*, vol. 80, n° 2, p. 655-681.
- COTTEREAU A., 1992, « “Esprit public” et capacité de juger. La stabilisation d'un espace public en France aux lendemains de la Révolution », dans COTTEREAU A., LADRIERE P. (dirs.), *Pouvoir et légitimité. Figures de l'espace public*, Paris, EHESS, p. 239-272.
- COTTIN-MARX S., FLIPO F., LAGNEAU A., 2013, « La transition, une utopie concrète ? », *Mouvements*, vol. 3, n° 75, p. 7-12.
- CROUCH C., 2004, *Post-democracy*, Malden, Polity.
- CRUIKSHANK B., 1999, *The will to empower. Democratic citizens and other subjects*, Ithaca, Cornell University Press.
- DAHL R.A., 1991, *Democracy and its critics*, New Haven, Yale University Press.
- DAMON J., 2002, « Des raisons individuelles de la mobilisation collective de SDF », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, p. 65-80.
- DEFRAIGNE TARDIEU G., 2012, *L'Université populaire Quart Monde : la construction du savoir émancipatoire*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest.
- DELLA PORTA D., 2004, « Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum social européen, des liens aux réseaux », *Politix*, vol. 17, n° 68, p. 49-77.
- DELLA PORTA D., 2005, « Making the polis : social forums and democracy in the global justice movement », *Mobilization*, vol. 10, n° 1, p. 73-94.

- DELLA PORTA, D. (dir.), 2007, *The global justice movement : cross-national and transnational perspectives*, Boulder, Paradigm Publishers.
- DELLA PORTA, D. (dir.), 2009, *Democracy in social movements*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- DELLA PORTA D., RUCHT D., 1995, « Left-libertarian movements in context : a comparison of Italy and West Germany 1965-1990 », dans JENKINS J.C., KLANDERMANS B. (dirs.), *The politics of social protest*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p. 229-272.
- DELLA PORTA, D., TARROW, S.G. (dirs.), 2005, *Transnational protest and global activism*, Lanham, Rowman & Littlefield.
- DELPEUCH T., 2009, « Comprendre la circulation internationale des solutions d'action publique : panorama des policy transfer studies », *Critique internationale*, n°43, p. 153-165.
- DEMAZIERE D., 1996, « Des chômeurs sans représentation collective : une fatalité ? », *Esprit*, vol. 11, n° 226, p. 12-32.
- DESTREMAU B., 2011, « S'abriter et s'activer. Une voie alternative d'intégration dans les dispositifs communautaires d'Emmaüs », *SociologieS*.
- DEWEY J., 1993, *Logique : la théorie de l'enquête*, Paris, Presse Universitaires de France.
- DEWEY J., 2010, *Le public et ses problèmes*, Paris, Folio.
- DICKSON D., 1985, « Limiting democracy : technocrats and the liberal state », dans LAIRD F.N. (dir.), *Limiting democracy : participation, competence, and energy policy*, Cambridge, Massachusetts Institute of Technology.
- DIDIER E., 1996, « De l'«exclusion» à l'exclusion », *Politix*, vol. 9, n° 34, p. 5-27.
- DIDUCK A., SINCLAIR A.J., 2002, « Public involvement in environmental assessment : the case of the nonparticipant », *Environmental Management*, vol. 29, n° 4, p. 578-588.
- DI MAGGIO P., 1988, « Interest and agency in institutional theory », dans ZUCKER L.G. (dir.), *Institutional patterns and organization*, Cambridge, Ballinger Press, p. 3-21.
- DOBBIN F., 1994, « Cultural models of organization : the social construction of rational organizing principles », dans *The sociology of culture : emerging theoretical perspectives*, Oxford, Blackwell.
- DOBRY M., 1990, « Calcul, concurrence et gestion du sens : quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 », dans FAVRE P. (dir.), *La Manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 357-386.
- DODIER N., 2005, « L'espace et le mouvement du sens critique », *Annales Histoire, Sciences Sociales*, vol. 60, n° 1, p. 5-31.
- DOMMERMUES, P. (dir.), 1988, *La société de partenariat. Économie, territoire et revitalisation régionale aux États-Unis et en France*, Paris, AFNOR-Anthropos.
- DONZELOT J., ESTEBE P., 1994, *L'état animateur : essai sur la politique de la ville*, Paris, Esprit.
- DONZELOT J., MEVEL C., WYVEKENS A., 2003, *Faire société : la politique de la ville aux États-Unis et en France*, Paris, Seuil.
- DORLIN E., 2008, « Épistémologies féministes », dans DORLIN E. (dir.), *Sexe, Genre et sexualité*, Paris, PUF, p. 9-31.

- DRYZEK J.S., 1990, *Discursive democracy : politics, policy, and political science*, Cambridge, Cambridge University Press.
- DUBET F., 2009, *Le travail des sociétés*, Paris, Seuil.
- DUBET F., 2014, *La préférence pour l'inégalité : comprendre la crise des solidarités*, Paris, Seuil.
- DUFOUR P., 2013, *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- DULONG D., 2010, *La construction du champ politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- DUNEZAT X., 2011, « Mouvement de “sans”, rapports sociaux et “exclusion sociale”. L'introuvable groupe mobilisé », dans *Les mobilisations sociales à l'heure du précarité*, Rennes, Presses de l'EHESP, p. 203-225.
- DUPUIS-DERI F., 2008, « Les hommes proféministes : compagnons de route ou faux amis ? », *Recherches féministes*, vol. 21, n° 1, p. 149-169.
- DUVOUX N., 2010, « Repenser la culture de la pauvreté », *La vie des idées (revue en ligne)*.
- DUVOUX N., 2014, *L'injonction à l'autonomie : l'expérience vécue des politiques d'insertion*, Lille, Atelier national de reproduction des thèses.
- EDER K., 1996, *The social construction of nature : a sociology of ecological enlightenment*, London, Sage Publications.
- ELIASOPH N., 2010, *L'évitement du politique : comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Économica.
- ELIASOPH N., 2011, *Making volunteers : civic life after welfare's end*, Princeton, Princeton University Press.
- ELIASOPH N., LICHTERMAN P., 2011, « Culture en interaction. Une ethnographie des styles de groupe de deux organisations civiques en Californie », dans BERGER M., CÉFAÏ D., GAYET-VIAND C. (dirs.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, p. 355-399.
- ÉLOI L., 2011, *Social-Écologie*, Paris, Flammarion.
- ENGUELEGUELE S., 1998, « Les communautés épistémiques pénales et la production législative en matière criminelle », *Droit et société*, vol. 40, n° 1, p. 563-581.
- EVANS S., BOYTE H., 1986, *Free Spaces. The sources of democratic change in america*, Chicago, The University of Chicago Press Books.
- EVERS A., 1990, « Shifts in the welfare mix : Introducing a new approach for the study of transformations in welfare and social policy », dans EVERS A., WINTERSBERGER H. (dirs.), *Shifts in the Welfare Mix*, Frankfurt/New York, Campus Verlag/Westview Press, p. 7-29.
- FARRO A., 2000, *Les mouvements sociaux : diversité, action collective et globalisation*, Montréal, Presses Universitaires de Montréal.
- FARRO A.L., 2007, « Tentatives de compréhension des mouvements sociaux », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, vol. 38, n° 1, p. 33-46.
- FASSIN D., 1996, « Exclusion, underclass, marginalidad : figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États-Unis et en Amérique latine », *Revue française de sociologie*, vol. 37, n° 1, p. 37-75.

- FILLIEULE O., 2009, « Carrière militante », dans FILLIEULE O., MATHIEU L., PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 85-94.
- FILLIEULE O., 2010, « Tombeau pour Charles Tilly », dans *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, p. 77-99.
- FILLIEULE O., BROQUA C., 2000, « Les Associations de lutte contre le sida : approche des logiques de l'engagement à Aides et à Act Up », Rapport MIRE.
- FINE G.A., 1984, « Negotiated orders and organizational cultures », *Annual Review of Sociology*, vol. 10, p. 239-262.
- FISCHER F., 2000, *Citizens, experts, and the environment : the politics of local knowledge*, Durham, Duke University Press.
- FISHER, R. (dir.), 2009, *The people shall rule : ACORN, community organizing, and the struggle for economic justice*, Nashville, Vanderbilt University Press.
- FITOUSSI J.-P., ROSANVALLON P., 1996, *Le nouvel âge des inégalités*, Paris, Seuil.
- FLIGSTEIN N., MCADAM D., 2011, « Toward a general theory of strategic action fields », *Sociological Theory*, vol. 29, n° 1, p. 1-26.
- FLIPO F., 2013, « Les mouvements de “la transition” ou l'importance de la complémentarité », *Mouvements*, vol. 3, n° 75, p. 99-109.
- FOESSEL M., 2018, « La “démocratie illibérale” n'existe pas », *Analyse Opinion Critique (revue en ligne)*.
- FOUACHE G., 2014, *L'importation de la notion d'empowerment en France, usages et enjeux*, Travail de fin d'étude, Vaulx-en-Velin, École Nationale des Travaux Publics de l'État.
- FOUCAULT M., 1976, *La volonté de savoir*, Paris, Gallimard.
- FOURNIAU J.-M., 2019, « L'agir citoyen dans la transition écologique », dans ALTERRE BFC ET GRAINE BFC, *Assises régionales de l'éducation à l'environnement et au développement durable de Bourgogne Franche-Comté*, Quetigny.
- FRASER N., 2003, « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement », dans RENAULT E., SINTOMER Y. (dirs.), *Où en est la théorie critique ?*, Paris, la Découverte, p. 103-134.
- FRASER N., 2004, « Justice sociale, redistribution et reconnaissance », *Revue du MAUSS*, vol. 23, n° 1, p. 152-164.
- FRASER N., 2011, *Qu'est ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution.*, Paris, La Découverte.
- FREGA R., 2013, « L'épistémologie des dominés », *Critique*, vol. 12, n° 799, p. 978-991.
- FREIRE P., 1980, *Pédagogie des opprimés : suivi de Conscientisation et Révolution*, Paris, Maspero.
- FREY K., DUARTE F., 2005, « Démocratie participative et gouvernance interactive au Brésil : Santos, Porto Alegre et Curitiba », *Espaces et sociétés*, vol. 123, n° 4, p. 99-112.
- FRICKER M., 2007, *Epistemic injustice : power and the ethics of knowing*, Oxford, Oxford University Press.
- FRIEDBERG E., 1992, « Les quatre dimensions de l'action organisée », *Revue française de sociologie*, vol. 33, n° 4, p. 531-557.

- FUNG A., 2011, « Délibérer avant la révolution. Vers une éthique de la démocratie délibérative dans un monde injuste. », *Participations*, vol. 1, n° 1, p. 311-334.
- FUNG A., WRIGHT E., 2005, « Le contre-pouvoir dans la démocratie participative et délibérative », dans BACQUE M.-H., REY H., SINTOMER Y. (dirs.), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, p. 49-80.
- GALLET G., 2002, « L'expertise, outil de l'activisme environnemental chez Greenpeace France », dans HAMMAN P., MEON J.-M., VERRIER B. (dirs.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, p. 109-128.
- GAMSON W., 1990, *The strategy of social protest*, Belmont, Wadsworth.
- GARRAU M., 2009, « Le care entre dépendance et domination : l'intérêt de la théorie néorépublicaine pour penser une "caring society" », vol. 4, n° 2, p. 25-39.
- GAXIE D., 1978, *Le cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil.
- GEISELBERGER, H. (dir.), 2017 a, *L'âge de la Régression. Pourquoi nous vivons un tournant historique*, Paris, Premier Parallèle.
- GEISELBERGER H., 2017 b, « Préface », dans GEISELBERGER H. (dir.), *L'âge de la Régression. Pourquoi nous vivons un tournant historique*, Paris, Premier Parallèle.
- GEISSER V., SOUM E.Y., 2008, *Discriminer pour mieux régner : enquête sur la diversité dans les partis politiques*, Paris, L'Atelier.
- GIDDENS A., 1987, *La constitution de la société : éléments de la théorie de la structuration*, Paris, PUF.
- GILLIGAN C., 1986, *Une si grande différence*, Paris, Flammarion.
- GIUGNI M., 1998, « Social Movements and change : incorporation, transformation, and democratization. », dans GIUGNI M., MCADAM D., TILLY C. (dirs.), *From contention to democracy*, Lanham, Rowman & Littlefield, p. XI-XXVI.
- GIUGNI M., BANDLER M., EGGERT N., 2007, « Contraintes nationales et changement d'échelle dans l'activisme transnational », *Lien social et Politiques*, n°58, p. 41-55.
- GIUGNI M., KRIESI H., 1990, « Nouveaux mouvements sociaux dans les années 80 : évolution et perspectives », *Annuaire suisse de science politique*, vol. 30, p. 79-100.
- GIUGNI M., PASSY F., 1998, « Contentious politics in complex societies : new social movements between conflict and cooperation », dans GIUGNI M., MCADAM D., TILLY C. (dirs.), *From contention to democracy*, Rowman & Littlefield.
- GLASMAN D., 2016, « La Réussite éducative dans son contexte sociopolitique », *Cahiers de l'action*, n° 27, p. 9-20.
- GOFFMAN E., 1975, *Stigmate : les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit.
- GOFFMAN E., 1986, *Strategic interaction*, Philadelphia., University of Pennsylvania Press.
- GOFFMAN E., 1988, « La situation négligée », dans WINKIN Y. (dir.), *Les moments et leurs hommes*, Paris, Seuil/Minuit, p. 143-149.
- GOFFMAN E., 1989, « Réplique à Denzin et Keller », dans JOSEPH I., CASTEL R., COSNIER J. (dirs.), *Le Parler frais d'Erving Goffman*, Paris, Minuit, p. 301-320.
- GOFFMAN E., 1991, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit.
- GOFFMAN E., 2013, *Comment se conduire dans les lieux publics : notes sur l'organisation sociale des rassemblements*, Paris, Économica.

- GOURGUES G., 2013, *Les politiques de démocratie participative*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- GOURGUES G., RUI S., TOPÇU S., 2013, « Gouvernamentalité et participation », *Participations*, n°6, p. 5-33.
- GRIEU É., 2013, « Refuser la misère, le Père Joseph Wresinski et ATD-Quart Monde », *Transversalités*, n°111, p. 91-103.
- GUBERMAN N., FOURNIER D., BELLEAU J., BEEMAN J., GERVAIS L., 1994, « Des questions sur la culture organisationnelle des organismes communautaires », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 1, p. 45-62.
- GUSFIELD J.R., 2009, *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Paris, Economica.
- HAAS P.M., 1992, « Epistemic communities and international policy coordination », *International Organization*, vol. 46, n° 1, p. 1-35.
- HABERMAS J., 1978, *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.
- HABERMAS J., 1997, *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, Paris, Galimard.
- HACHE É., 2007, « La responsabilité, une technique de gouvernamentalité néolibérale ? », *Raisons politiques*, vol. 4, n° 28, p. 49-65.
- HAMEL P., MAHEU L., VAILLANCOURT J.-G., 2000, « Repenser les défis institutionnels de l'action collective », *Politique et Sociétés*, vol. 19, n° 1, p. 3-25.
- HAMIDI C., 2010, *La société civile dans les cités : engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Paris, Economica.
- HAMMAN, P., MEON, J.-M., VERRIER, B. (dirs.), 2002, *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan.
- HARDING D., LAMONT M., LUIS SMALL M., 2010, « Reconsidering culture and poverty », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 629.
- HASSENTEUFEL P., 2010, « Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics », *Informations sociales*, n° 157, p. 50-58.
- HAVARD-DUCLOS B., 2007, « Les coûts subjectifs de l'enquête ethnographique. Enquêter comme militante dans l'association Droit Au Logement (DAL) à la fin des années 1990 », *SociologieS (revue en ligne)*.
- HAYAT S., 2013, « La représentation inclusive », *Raisons politiques*, vol. 50, n° 2, p. 115-135.
- HELARDOT V., 2005, « Précarisation du travail et de l'emploi : quelles résonances dans la construction des expériences sociales ? », *Empan*, vol. 4, n° 60, p. 30-37.
- HIBBING J.R., THEISS-MORSE E., 2002, *Stealth democracy : americans' beliefs about how government should work*, Cambridge, Cambridge University Press.
- HIRSCHMAN A., 2004, *Exit, voice, and loyalty : responses to decline in firms, organizations, and states*, Cambridge, Harvard University Press.
- HOGGART R., 1970, *La culture du pauvre : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit.
- HONNETH A., 2013, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Gallimard.

- HOUARD N., 2012, « Construction et mise à l'agenda du droit au logement opposable (Dalo) : le rôle des associations », *Informations sociales*, n° 172, p. 64-73.
- ION J., 1997, *La fin des militants ?*, Paris, L'Atelier.
- ION J., RAVON B., 2005, « Institutions et dispositifs », dans ION J. (dir.), *Le travail social en débats*, Paris, La Découverte, p. 71-95.
- JASPER J.M., 1997, *The art of moral protest*, Chicago, University Chicago Press.
- JOSEPH I., 2009, « L'ordre de l'interaction et son vocabulaire », dans *Erving Goffman et la microsociologie*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 123-124.
- JOUVE B., 2006, « L'empowerment : entre mythe et réalités, entre espoir et désenchantement », *Géographie, économie, société*, vol. 8, n° 1, p. 5-15.
- JOUVE B., 2007 a, *L'empowerment : à quelles conditions ? Pour quels objectifs*, Note de travail de l'École Nationale des Travaux Publics de l'État.
- JOUVE B., 2007 b, « La gouvernance urbaine : vers l'émergence d'un nouvel instrument des politiques ? », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 3, n°193-194, p. 387-402.
- KIRSZBAUM T., 2002, « Le traitement préférentiel des quartiers pauvres. Les Grands Projets de Ville au miroir de l'expérience américaine des *Empowerment Zones* », Fasild, Plan urbanisme construction architecture, Délégation interministérielle à la Ville.
- KIRSZBAUM T., 2013, « Vers un *empowerment* à la française ? », *La vie des idées (revue en ligne)*.
- KITSCHOLT H.P., 1986, « Political opportunity structures and political protest : anti-nuclear movements in four democracies », *British Journal of Political Science*, vol. 16, n°1, p. 57-85.
- KRIESI H., 1996, « New social movements in a political context », dans MCADAM D., MCCARTHY J.D., ZALD M.N. (dirs.), *Comparative perspectives on social movements : political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 152-184.
- LABBENS J., 1969, *Le Quart Monde. La pauvreté dans la société industrielle : étude sur le sous-prolétariat français dans la région parisienne*, Pierrelaye, Science et service.
- LACHAPPELLE R., 2007, « Renouveler l'État social : les enjeux de l'action communautaire au Québec », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 19, n°2, p. 176-181.
- LAHIRE B., 1999, *L'invention de l'« illettrisme » : rhétorique publique, éthique et stigmates*, Paris, la Découverte.
- LAIGLE L., 2013, « Pour une transition écologique à visée sociétale », *Mouvements*, vol. 3, n°75, p. 135-142.
- LAMONT M., 2009, « Responses to racism, health, and social inclusion as dimension of successful societies », dans HALL P. et LAMONT M (dir.), *Successful societies : how institutions and culture influence health*, New York, Cambridge University Press.
- LANDENNE Q., 2007, « Quart Monde : de la catégorie objectivante au "nous d'un peuple" », *Revue Quart Monde*, n°204.
- LE GOFF A., 2011, « Démocratie délibérative contestation et mouvements sociaux », *Archives de Philosophie*, vol. 2, n°74, p. 241-257.
- LEFEVRE S., 2011, « Un nouveau "cens caché" », dans CHABANET D., DUFOUR P., ROYALL F. (dirs.), *Les mobilisations sociales à l'heure du précaire*, Rennes, Presses de l'EHESP.

- LEVINAS E., 1981, *Otherwise than being : or, beyond essence*, Hague/Boston, Nijhoff.
- LHOTELLIER A., ST-ARNAUD Y., 1994, « Pour une démarche praxéologique », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n°2, p. 93-109.
- LICHTERMAN P., 2006, « Social capital or group style ? Rescuing Tocqueville's insights on civic engagement », *Theory and Society*, vol. 35, n°5-6, p. 529-563.
- LICHTERMAN P., 2011, *Elusive togetherness : church groups trying to bridge America's divisions*, Princeton, Princeton University Press.
- LOCHARD Y., SIMONET M., 2009, « Les experts associatifs, entre savoirs profanes, militants et professionnels », dans DEMAZIERE D., GADEA C., ARBORIO A.-M. (dirs.), *Sociologie des groupes professionnels : acquis récents et nouveaux défis*, Paris, Découverte, p. 274-284.
- LOUIS J., 2015, « L'ambition démocratique du *community organizing* », *Mouvements*, n°83, p. 168-176.
- LÖWY M., 1988, « Marxisme et théologie de la libération », *Cahiers d'études et de recherche*, n°10, p. 3-39.
- MABI C., 2017, « Citoyen hackeur », *La vie des idées (revue en ligne)*.
- MANSBRIDGE J.J., BOHMAN J., CHAMBERS S., ESTLUND D., FØLLESDAL A., FUNG A., LAFONT C., MANIN B., LUISMARTI J., 2011, « La place de l'intérêt particulier et le rôle du pouvoir dans la démocratie délibérative », *Raisons politiques*, vol. 2, n°42, p. 47-82.
- MARCH J.G., 1988, *Decisions and organizations*, Londres, Basil Blackwell.
- MARTUCCELLI D., 2004, « Figures de la domination », *Revue française de sociologie*, vol. 45, n°3, p. 469-497.
- MATHIEU L., 2002, « La "conscientisation" dans le militantisme des années 1970 », dans HAMMAN P., MEON J.-M., VERRIER B. (dirs.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, p. 251-270.
- MATHIEU L., 2004, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel.
- MATHIEU L., 2005, « Savoir = pouvoir : les enjeux de la science et de l'expertise dans les mouvements sociaux. », *Revue critique d'écologie politique (revue en ligne)*.
- MATHIEU L., 2007 a, « Les mobilisations improbables : pour une approche contextuelle et compréhensive », dans CADIOU S., DECHEZELLE S., ROGER A. (dirs.), *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*, Paris, L'Harmattan, p. 187-198.
- MATHIEU L., 2007 b, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, vol. 77, n°1, p. 131-151.
- MATHIEU L., 2007 c, « Act Up ou la tentation du politique : sur les recompositions de la gauche protestataire de 1997 à 2002 », *Modern & Contemporary France*, vol. 15, n°2, p. 153-168.
- MATHIEU L., 2011, *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Croquant.
- MATONTI F., POUPEAU F., 2004, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 5, n°155, p. 4-11.
- MAUREL C., 2010, *Éducation populaire et puissance d'agir : les processus culturels de l'émancipation*, Paris, L'Harmattan.
- MAURER S., PIERRU E., 2001, « Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998. Retour sur un "miracle social" », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°3, p. 371-407.

- MAZEAUD A., BOAS M.-H.S.V., BERTHOME G.-E.-K., 2012, « Penser les effets de la participation sur l'action publique à partir de ses impensés », *Participations*, vol. 1, n°2, p. 5-29.
- MAZEAUD A., TALPIN J., 2010, « Participer pour quoi faire ? Esquisse d'une sociologie de l'engagement dans les budgets participatifs », *Sociologie*, vol. 1, n°3, p. 357-374.
- MCADAM D., 1995, « “Initiator” and “spin-off” movements : diffusion process in cycles of protest », dans TRAUGOTT M. (dir.), *Repertoires and cycles of collective action*, Durham, Duke university press, p. 217-239.
- MCADAM D., RUCHT D., 1993, « The cross-national diffusion of movement ideas », *The annals of the american academy of political and social science*, vol. 528, p. 56-74.
- MCADAM D., TARROW S.G., TILLY C., 2001, *Dynamics of contention*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MCCARTHY J.D., ZALD M.N., 1997, « Resource mobilization and social movements : a partial theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n°6, p. 1212-1241.
- MEDINA J., 2013, *The epistemology of resistance : gender and racial oppression, epistemic injustice, and resistant imaginations*, Oxford, Oxford University Press.
- MELUCCI A., 1984, *Altri codici : aree di movimento nella metropoli*, Bologna, Il mulino.
- MELUCCI A., 1988, « Getting involved : identity and mobilization in social movement », *International social movement research*, vol. 1, p. 329-348.
- MELUCCI A., 1989, *Nomads of the present : social movements and individual needs in contemporary society*, Philadelphia, Temple University Press.
- MEVEL C., DONZELOT J., 2003, « Empowerment : une notion qui fait fureur aux États-Unis... Applicable en France ? », *Cahiers du développement social urbain*, n°37, p. 40.
- MEYER D.S., WHITTIER N., 1994, « Social movement spillover », *Social Problems*, vol. 41, n°2, p. 277-298.
- MICHELS R., 2009, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- MILLS C.W., 1940, « Situated Actions and Vocabularies of Motive », *American Sociological Review*, vol. 5, n°6, p. 904.
- MORRISON A.M., WHITE R.P., VAN VELSOR E., 1994, *Breaking the glass ceiling : can women reach the top of America's largest corporations ?*, Reading, Addison-Wesley.
- MOSCOVICI S., 1991, *Psychologie des minorités actives*, Paris, Presses Universitaires de France.
- MOUCHARD D., 2002a, « Les mobilisations des “sans” dans la France contemporaine l'émergence d'un “radicalisme autolimité” », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°4, p. 425-447.
- MOUCHARD D., 2002 b, « “Politique délibérative” et logiques de mobilisation. Le cas d'Agir ensemble contre le Chômage », *Politix*, vol. 15, n°57, p. 125-145.
- MOUCHARD D., 2009a, *Être représenté : mobilisations d'« exclus » dans la France des années 1990*, Paris, Economica.
- MOUCHARD D., 2009b, « Expertise », dans FILLIEULE O., MATHIEU L., PECHU C. (dirs.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 235-241.

- MOUCHARD D., 2010, « Les mouvements sociaux, laboratoires de la démocratie », *La vie des idées (revue en ligne)*.
- MOUFFE C., 2010, « Quelques remarques au sujet d'une politique féministe », dans BIDEY-MORDREL A. (dir.), *Les rapports sociaux de sexe*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 142-151.
- MOUFFE C., 2013, *Agonistics : thinking the world politically*, London/New York, Verso.
- MOUFFE C., 2016, *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel.
- NAOUAR O., 2014, *Paulo Freire. Figures du pédagogue, imaginaire du pédagogique*, Paris, L'Harmattan.
- NEGT O., KLUGE A., 1972, *Öffentlichkeit und Erfahrung : zur Organisationsanalyse von bürgerlicher und proletarischer Öffentlichkeit*, Frankfurt am Main, Suhrkamp.
- NEUMANN A., 2016, « Conceptualiser l'espace public oppositionnel », *Variations (revue en ligne)*, vol. 19.
- NEVEU C., 2011, « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, vol. 1, n°1, p. 186-209.
- NEZ H., 2012, « Délibérer au sein d'un mouvement social », *Participations*, vol. 3, n°4, p. 79-102.
- NINACS W.A., 2003, *Empowerment : cadre conceptuel et outil d'évaluation de l'intervention sociale et communautaire*, Québec, La clé, Copérative de consultation en développement.
- NODDINGS N., 1998, *Philosophy of education*, Stanford, Westview Press.
- OFFERLE M., 1998, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien.
- OFFERLE M., 2009, « Groupes d'intérêt(s) », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, p. 279-286.
- OGIEN A., LAUGIER S., 2017, *Antidémocratie*, Paris, La Découverte.
- OLLITRAULT S., 1996, « Science et militantisme : les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française », *Politix*, vol. 4, n°36, p. 141-162.
- OLSON M., 1978, *Logique de l'action collective*, Paris, Presses universitaires de France.
- OTERO, M., ROY, S. (dirs.), 2013, *Qu'est-ce qu'un problème social aujourd'hui : repenser la non-conformité*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- OVERNEY L., 2011, *Par-delà « la participation des habitants » : pour une sociologie des épreuves de vigilance à La Duchère*, Thèse de doctorat, Lyon, Université Lumière Lyon 2.
- OVERNEY L., 2014, « Par-delà la "participation des habitants". Pour une ethnographie de la petite politique », dans CARREL M., NEVEU C. (dirs.), *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*, Paris, Karthala, p. 131-166.
- PAIR C., 1998, *L'École devant la grande pauvreté : changer de regard sur le Quart Monde*, Paris, Hachette Education.
- PANET-RAYMOND J., 1994, « Les nouveaux rapports entre l'État et les organismes communautaires à l'ombre de la Loi 120 », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n°1, p. 79-83.
- PARAZELLI M., 1996, « Les pratiques de socialisation marginalisée des jeunes de la rue dans l'espace urbain montréalais », *Cahiers de recherche sociologique*, n°27, p. 47-62.
- PATEMAN C., 1970, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press.

- PAUGAM S., 2009a, *La disqualification sociale : essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, Presses universitaires de France.
- PAUGAM S., 2009 b, « Constitution d'une identité négative », dans *La disqualification sociale*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 161-182.
- PAYET J.-P., GIULIANI F., 2010, « Rencontrer, interpréter, reconnaître : Catégorisation et pluralité de l'acteur faible », dans PAYET J.-P., ROSTAING C., GIULIANI F. (dirs.), *La relation d'enquête : la sociologie au défi des acteurs faibles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- PAYET, J.-P., GIULIANI, F., LAFORGUE, D. (dirs.), 2008, *La voix des acteurs faibles de l'indignité à la reconnaissance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- PAYET J.-P., LAFORGUE D., 2008, « Qu'est-ce qu'un acteur faible ? Contributions à une sociologie morale et pragmatique de la reconnaissance », dans PAYET J.-P., GIULIANI F., LAFORGUE D. (dirs.), *La voix des acteurs faibles : De l'indignité à la reconnaissance*, Rennes, Presse universitaire de Rennes, p. 9-23.
- PECHU C., 2006, *Droit au logement genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris, Dalloz.
- PECHU C., 2009, « Répertoire d'action », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, p. 454-462.
- PERRINEAU, P., ROUBAN, L. (dirs.), 2007, *La politique en France et en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po.
- PETITJEAN C., 2016, « Experts en mobilisation des pauvres ? », *Mouvements*, n°85, p. 71-79.
- PHILLIPS A., 1993, *Democracy and difference*, University Park, Pennsylvania State University Press.
- PHILLIPS A., 1995, *The Politics of Presence.*, Oxford, Oxford University Press.
- PINARD M., 1967, « Poverty and political movements », *Social Problems*, vol. 15, n°2, p. 250-263.
- PITKIN H., 1972, *Wittgenstein and justice : on the signifiante of Ludwig Wittgenstein for social and political thought*, Berkeley, University of California Press.
- PIVEN F.F., CLOWARD R., 1979, *Poor people's movements. Why they succeed, how they fail*, New York, Vintage Books.
- PLEYERS, G., CAPITAINE, B. (dirs.), 2016, *Mouvements sociaux : quand le sujet devient acteur*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- PLOMB F., HENCHOZ C., 2014, « Les engagements infrapolitiques des jeunes en difficulté d'insertion : entre institutions et pratiques autonomes », *Sociétés et jeunesses en difficulté. Revue pluridisciplinaire de recherche*, n°14.
- POLLETTA F., 1999, « "Free Spaces" in collective action », *Theory and Society*, vol. 28, n°1, p. 1-38.
- POLLETTA F., 2002, *Freedom Is an Endless Meeting. Democracy in American Social Movement*, Chicago, University of Chicago Press.
- POLLETTA F., JASPER J.M., 2001, « Collective Identity and Social Movements », *Annual Review of Sociology*, vol. 27, n°1, p. 283-305.
- PURENNE A., 2015a, « Un désir d'égalité en clair-obscur. Pour une sociologie de la symétrisation des rapports sociaux », dans PURENNE A., PAYET J.-P. (dirs.), *Tous égaux ! Les institutions à l'ère de la symétrie*, Paris, L'Harmattan, p. 13-30.

- PURENNE A., 2015 b, « Le pouvoir instituant des groupes à faibles ressources. Luttres collectives à Montréal et Vancouver », dans PURENNE A., PAYET J.-P. (dirs.), *Tous égaux ! Les institutions à l'ère de la symétrie*, Paris, L'Harmattan, p. 211-233.
- QUERE L., 2002, « Pour un calme examen des faits de société », dans *À quoi sert la sociologie ?*, Paris, La Découverte, p. 79-94.
- RAWLS J., 1995, *Libéralisme politique*, Paris, Presses universitaires de France.
- RAWLS J., 2003, *La justice comme équité*, Paris, La Découverte.
- RICHOU F., 1994, « Apprendre à combattre : l'engagement dans la jeunesse Ouvrière Chrétienne (1927-1987) », *Le Mouvement Social*, n°168, p. 51-82.
- ROBERTS P., 1996, « Rethinking conscientisation », *Journal of Philosophy of Education*, vol. 30, n°2, p. 179-196.
- ROGERS E.M., 1962, *Diffusion of innovations*, New York, The free press of Glencoe.
- ROMAN J., 2001, « Exclusion et citoyenneté », dans PUYELO R. (dir.), *Penser les pratiques sociales*, Toulouse, ERES.
- ROSANVALLON P., 2000, *La démocratie inachevée : histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard.
- ROSANVALLON P., 2006, *La contre-démocratie : la politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil.
- ROSANVALLON P., 2008, *La légitimité démocratique : impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Seuil.
- ROSANVALLON P., 2011, *La société des égaux*, Paris, Seuil.
- ROSANVALLON P., 2015, *Le bon gouvernement*, Paris, Seuil.
- ROSE, M.-C., CHAGNON, J., LABRIE, V., BELISLE, M., GERMAIN, E., FOURNIER, F., O'NEILL, M., RENAUD-LAUZE, I. (dirs.), 2008, *Tenir parole : trajectoires et paroles citoyennes autour d'une affiche*, Laval, Presses de l'Université Laval.
- ROSE R., 1991, « What is Lesson-Drawing ? », *Journal of Public Policy*, vol. 11, n°1, p. 3-30.
- ROY A., 2016, « Joseph Wresinski : pionnier de l'empowerment radical made in France », *Mouvements*, vol. 1, n°85, p. 87-94.
- RUCHT D., 2008, « Movement allies, adversaries, and third parties », dans SNOW D.A., SOULE S.A., KRIESI H. (dirs.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, John Wiley & Sons, p. 197-216.
- SABATIER P.A., 2014, « Advocacy Coalition Framework (ACF) », dans BOUSSAGUER L., JACQUOT S., RAVINET P. (dirs.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 49-57.
- SACCO M., 2011, « Une politique de la ville "à la française" à Montréal ? », *Revue internationale d'études canadiennes*, n°43, p. 23-43.
- SALMAN S., TOPÇU S., 2015, « Expertise profane », dans HENRY E., GILBERT C., JOUZEL J.-N., MARICHALAR P. (dirs.), *Dictionnaire critique de l'expertise : santé, travail, environnement*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 164-172.
- SANDERS L.M., 1997, « Against deliberation », *Political theory*, vol. 25, n°3, p. 347-376.
- SANTOS B. DE S., 2011, « Épistémologies du Sud », *Études rurales*, n°187, p. 21-49.

- SANTOS B. DE S., 2014, *Epistemologies of the South : justice against epistemicide*, Boulder, Paradigm Publishers.
- SARROT J.-C., TARDIEU B., ZIMMER M.-F., BAUDIS D., 2013, *En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté*, ATD QUART MONDE (dir.), Ivry-sur-Seine, L'Atelier/Quart Monde.
- SCHNAPPER D., 2002, *La démocratie providentielle : essai sur l'égalité contemporaine*, Paris, Gallimard.
- SCHÖN D.A., 1983, *The reflective practitioner : how professionals think in action*, New York, Basic Books.
- SCHÜTZ A., 1962, « On multiple realities », dans *Collected Papers I*, La Haye, Nijhoff, p. 113-135.
- SCHWEISGUTH É., 2010, *La dépolitisation en questions*, Paris, Presses de Sciences Po.
- SCOTT J.C., 2000, *Weapons of the weak : everyday forms of peasant resistance*, New Haven, Yale University Press.
- SCOTT J.C., 2008, *La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne*, Paris, Amsterdam.
- SENNETT R., 2003, *Respect : de la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité*, Paris, Albin Michel.
- SERANO J., 2013, *Excluded : making feminist and queer movements more inclusive*, Berkeley, Seal Press.
- SIMARD, L., LEPAGE, L., FOURNIAU, J.-M., GARIEPY, M., GAUTHIER, M. (dirs.), 2006, *Le débat public en apprentissage : aménagement et environnement. Regards croisés sur les expériences françaises et québécoises*, Paris, L'Harmattan.
- SIMEANT J., 2002, « Fiches, hybrides et contrebandes : sur la circulation et la puissance militantes des discours savants », dans HAMMAN P., MEON J.-M., VERRIER B. (dirs.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, p. 17-53.
- SIMMEL G., 1998, *Les pauvres*, Paris, Presses universitaires de France.
- SINTOMER Y., 2008, « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », *Raisons politiques*, vol. 31, n°3, p. 115-133.
- SINTOMER Y., 2011a, *Petite histoire de l'expérimentation démocratique : tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours*, Paris, La Découverte.
- SINTOMER Y., 2011b, « Délibération et participation : affinité élective ou concepts en tension ? », *Participations*, vol. 1, n°1, p. 239-276.
- SINTOMER Y., 2016, « L'ère de la postdémocratie ? Démocratiser la démocratie ou céder aux tentations autoritaires. », *Revue du crieur*, n°4, p. 18-35.
- SLOTE M., 2007, *The ethics of care and empathy*, London/New York, Routledge.
- SMITH W., 1976, *The meaning of conscientizacao : the goal of Paulo Freire's pedagogy*, Massachusetts, Center for international education.
- SNOW D.A., 2001, « Analyse de cadres et mouvements sociaux », dans CEFAÏ D., TROM D. (dirs.), *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS.

- SNOW D.A., BENFORD R.D., 1988, « Ideology, frame resonance and participant mobilization », *International social movement research*, vol. 1, p. 197-217.
- SNOW D.A., BENFORD R.D., 1994, « Master frames and cycles of protest », dans *Frontiers in social movement theory*, New Haven, Yale university press, p. 133-155.
- SNOW D.A., ROCHFORD E.B., WORDEN S.K., BENFORD R.D., 1986, « Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation », *American Sociological Review*, vol. 51, n°4, p. 464.
- SOMMIER I., 2010, « Diffusion et circulation des mouvements sociaux », dans *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, p. 101-120.
- STONE D., 2000, « Non-governmental policy transfer : the strategies of independent policy institutes », *Governance*, vol. 13, n°1, p. 45-70.
- STRAUSS A., SCHATZMAN L., EHRlich D., BUCHER R., SABSHIN M., 1963, « The hospital and its negotiated order », dans FREIDSON E. (dir.), *The hospital in modern society*, New York, Free Press of Glencoe, p. 147-169.
- SUNSTEIN C.R., 2001, *Republic.com*, Princeton, Princeton University Press.
- SUNSTEIN C., 2011, « Y a-t-il un risque à délibérer ? Comment les groupes se radicalisent », dans GIRARD C., LE GOFF A. (dirs.), *La démocratie délibérative : anthologie des textes fondamentaux*, Paris, Hermann, p. 381-440.
- SWIDLER A., 1986, « Culture in action : symbols and strategies », *American Sociological Review*, vol. 51, n°2, p. 273-286.
- TALPIN J., 2008, « Pour une approche processuelle de l'engagement participatif : les mécanismes de construction de la compétence civique au sein d'institutions de démocratie participative », *Politique et Sociétés*, vol. 27, n°3, p. 133-164.
- TALPIN J., 2010, « Ces moments qui façonnent les hommes », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°1, p. 91-115.
- TALPIN J., 2011a, « L'essentiel n'est pas de participer », *La vie des idées (revue en ligne)*.
- TALPIN J., 2011b, « Délibérer pour quoi faire ? De l'assemblée participative électronique des régions Poitou-Charentes, Toscane et Catalogne au Parlement Européen », dans SINTOMER Y., TALPIN J. (dirs.), *La démocratie participative au-delà de la proximité : le Poitou-Charentes et l'échelle régionale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 91-109.
- TALPIN J., 2013, « Mobiliser les quartiers populaires. Vertus et ambiguïtés du *community organizing* vu de France », *La vie des idées (revue en ligne)*.
- TALPIN J., 2015, « Politiser les jeunes du ghetto. L'organizing de jeunesse entre *empowerment* et endoctrinement aux États-Unis », *Sciences et Actions Sociales (revue en ligne)*.
- TALPIN J., 2016, *Community organizing : de l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, Paris, Raison d'agir.
- TALPIN J., BALAZARD H., 2016, « *Community organizing* : généalogie, modèles et circulation d'une pratique émancipatrice », *Mouvements*, n°85, p. 11-25.
- TARRAGONI F., 2014, « La prise de parole comme processus de subjectivation politique », *Tumultes*, n°43, p. 175-190.
- TARROW S., 1993, « Cycles of collective action : Between moments of madness and the repertoire of contention », *Social Science History*, vol. 17, n°2, p. 281.

- TARROW S.G., 1989, *Democracy and disorder: protest and politics in Italy, 1965-1975*, Oxford, Oxford University Press.
- TARROW S.G., 1994, *Power in movement : social movements, collective action, and politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- TESSUTO J., 2013, « Les mutuelles de sans-tickets, Free-Riders' Associations », *Multitudes*, n°54, p. 113-119.
- TILLY C., 1984, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 4, n°1, p. 89-108.
- TILLY C., 1986, *La France conteste : de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard.
- TILLY C., 1994, « Social movements as historically specific clusters of political performances », *Berkeley Journal of Sociology*, vol. 38, p. 1-30.
- TOCQUEVILLE A. DE, 1961, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Galimard.
- TOURETTE F., 2002, *Extrême pauvreté et droits de l'homme. Analyse de l'obligation juridique et des moyens des pouvoirs publics français dans la lutte contre l'extrême pauvreté*, Clermont-Ferrand, Presse universitaire de Droit de Clermont-Ferrand.
- TROM D., 2001, « Grammaire de la mobilisation et vocabulaire de motifs », dans CEFAL D., TROM D. (dirs.), *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Editions de l'EHESS, p. 99-134.
- TRONTO J.C., 1993, *Moral boundaries : a political argument for an ethic of care*, New York, Routledge.
- URFALINO P., 2007, « La décision par consensus apparent : nature et propriétés », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 45, n°136, p. 47-70.
- VALLERIE, B. (dir.), 2012, *Interventions sociales et empowerment : développement du pouvoir d'agir*, Paris, L'Harmattan.
- VAN REYBROUCK D.G., 2014, *Contre les élections*, Paris, Actes Sud.
- VIGUIER F., 2010, *La cause des pauvres : mobilisations humanitaires et transformations de l'État social en France (1945-2010)*, Thèse de doctorat en sociologie, Paris, EHESS.
- VIGUIER F., 2013, « Lutter pour les droits des exclus. Un militantisme encadré par l'état », dans FRERE B., JACQUEMAIN M. (dirs.), *Résister au quotidien ?*, Paris, Les presses de Science Po, p. 87-110.
- VITIELLO A., 2016, « L'autonomie en devenir. L'émancipation comme (trans)formation infinie », *Revue du MAUSS*, vol. 2, n°48, p. 211-227.
- VOEGTLI M., 2010, « "Quatre pattes oui, deux pattes, non !" L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises de mouvement social », dans FILLIEULE O., AGRIKOLIANSKY É., SOMMIER I. (dirs.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte.
- WESTBROOK R.B., 1993, *John Dewey and american democracy*, Ithaca, Cornell University Press.
- WHITE D., 1994, « La gestion communautaire de l'exclusion », *Lien social et Politiques*, n°32, p. 37-49.
- WHITE D., 2001, « Maîtriser un mouvement, dompter une idéologie. L'État et le secteur communautaire au Québec », *ISUMA*, vol. 2, n°2, p. 34-45.

- WHITE H.C., GODART F.C., CORONA V.P., 2007, « Mobilizing identities : uncertainty and control in strategy », *Theory, Culture & Society*, vol. 24, n°7-8, p. 181-202.
- WIEVIORKA M., 2004, *La violence*, Paris, Balland.
- WIEVIORKA M., 2012, « Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation », *FMSH-WP*, n°16.
- WILLIAMS M.S., 2002, « Représentation de groupe et démocratie délibérative : une alliance malaisée », *Philosophiques*, vol. 29, n°2, p. 215-249.
- WINTREBERT R., 2007, *Attac, la politique autrement : enquête sur l'histoire et la crise d'une organisation militante*, Paris, La Découverte.
- YOUNG I.M., 2000, *Inclusion and democracy*, Oxford, Oxford University Press.
- YOUNG I.M., 2011a, *Justice and the politics of difference*, Princeton, Princeton University Press.
- YOUNG I.M., 2011 b, « La démocratie délibérative à l'épreuve du militantisme », *Raisons politiques*, vol. 2, n°42, p. 131-158.
- ZOLBERG A.R., 1972, « Moments of Madness », *Politics & Society*, vol. 2, n°2, p. 183-207.

Annexes

Annexe 1 : Sources

Les entretiens

84 entretiens ont été réalisés dans le cadre de cette thèse :

- 20 entretiens avec des volontaires permanents d'ATD Quart Monde
- 18 entretiens avec des militants quart monde
- 14 entretiens avec des militants alliés
- 32 entretiens avec des personnes extérieures à ATD Quart Monde

Volontaires permanents

1	Adrien	23 avril 2014	2 h 30	Volontaire permanent lyonnais
2	Amélie	21 avril 2015	1 h 50	Chargée de communication d'ATD France
3	André et Céline	27 avril 2015	3 h	Fondateurs du croisement des savoirs
4	Candisse	18 mars 2016	3 h	Ancienne déléguée nationale d'ATD France
5	Cédric	13 mai 2015	2 h 20	Responsable du réseau du croisement des savoirs
6	Clarisse	8 décembre 2015	1 h 30	Volontaire permanente francilienne
7	Cyril	2 décembre 2015	1 h 30	Responsable d'ATD international
8	Delphine	14 juin 2016	2 h 20	Volontaire permanente québécois
9	Fabienne	24 mai 2016	2 h	Animatrice de la coformation observée

10	Florent	20 avril 2015	2 h 40	Ancien délégué national d'ATD France
11		18 mars 2016	1 h	
12		22 avril 2016	1 h 30	
13	Frédéric	8 novembre 2015	2 h 20	Ancien délégué d'ATD international
14	Gaston	12 mars 2015	2 h	Volontaire permanent d'ATD France
15	Judith	8 avril 2016	2 h	Déléguée internationale
16	Karl	22 avril 2015	1 h 30	Volontaire permanent du centre de recherche
17	Lise	6 mai 2014	2 h	Volontaire permanente rhône-alpine
18	Michel	13 mars 2016	2 h	Volontaire permanent breton
19	Patrick	24 avril 2014	2 h 20	Volontaire permanent rhône-alpin
20	Pierre	16 juin 2016	1 h 50	Volontaire permanent québécois

Militants quart monde

1	Augustine	23 octobre 2015	1 h 50	Militante rhône-alpine
2	Baptiste	13 juillet 2016	1 h	Militant québécois
3	Brigitte	16 avril 2014	4 h	Militante rhône-alpine

4	Christophe	19 juillet 2016	1 h	Militant québécois
5	Clémence	13 mars 2016	1 h 30	Participante à la campagne-école
6	Damien et Marion	30 avril 2014	2 h 30	Couple de militants rhône-alpins
7	Éric	14 avril 2014	2 h 30	Militant rhône-alpin
8	Isabelle	21 mars 2016	2 h 40	Ancienne délégué d'ATD France
9	Jacques et Azra	18 février 2016	2 h	Couple de militants rhône-alpins
10	Jules et Martine	29 juin 2016	2 h 20	Militants québécois
11	Anna, Sarah et Louise	10 février 2016	4 h	Focus groupe de militantes de Reims
12	Marc et Julie	2 mai 2014	2 h 30	Couple de militants rhône-alpins
13	Nicole	7 avril 2016	2 h 40	Ancienne déléguée nationale d'ATD France
14	Odette	3 février 2016	2 h	Participante à la coformation observée
15	Simon	23 mai 2017	1 h	Participant à la campagne-école
16	Sophie	8 avril 2016	2 h 50	Militante rhône-alpine
17	Suzie	20 janvier 2016	2 h	Participante à la coformation observée
18	Sylvie	11 février 2016	2 h	Participante à la coformation observée

Militants alliés

1	Bastien	11 octobre 2016	1 h	Ancien volontaire permanent
2	Charlie	5 février 2016	1 h	Délégué régional d'ATD Rhône-Alpes
3	Edouard	5 mars 2015	1 h	Ancien président d'ATD France
4		15 avril 2016	1 h 30	
5	Emmanuel	16 juin 2016	2 h	Président d'ATD Québec
6	Étienne	5 février 2016	1 h 30	Organisateur de la coformation observé, directeur adjoint d'un CHU
7	Jean	22 avril 2014	1 h 40	Militant allié rhône-alpin
8	Julia et Faustine	13 octobre 2016	1 h 40	Militantes alliées rhône-alpines
9	Leonard	15 mars 2016	1 h 50	Ancien président d'ATD France
10	Madeleine	16 mars 2016	1 h 20	Vice présidente d'ATD France
11	Margot et Clémence	13 mars 2016	1 h 20	Une militante alliée et une militante quart monde bretonnes
12	Maude	5 avril 2014	1 h 30	Militante alliée rhône-alpine
13	Maxime	12 mars 2016	1 h	Responsable de la campagne-école
14	Victor	9 mars 2016	2 h 30	Responsable de la campagne-école

Personnes extérieures à ATD Quart Monde

1	Adèle	11 avril 2014	1 h	Salariée de Graines de France
2	Agathe	20 octobre 2015	2 h	Salariée de Cause commune
3	Alicia	17 juin 2016	1 h 30	Fondatrice du collectif Québec sans pauvreté
4	Alix	16 mars 2016	1 h 20	Responsable du SGEN-CFDT pour la campagne-école
5	Amir	2 avril 2014	1 h	Community organizer de studio praxis
6	Anthony	8 avril 2014	1 h	Salarié des ateliers populaires d'urbanisme
7	Arthur	6 janvier 2015	1 h	Sans domicile fixe
8	Aurélien	2 novembre 2015	1 h 30	Ancien coordinateur du collectif Pouvoir d'Agir
9	Benoit	17 février 2016	1 h	Sans domicile fixe
10	Célia	18 février 2016	1 h 30	Animatrice de la coformation observée
11	Dorian	17 septembre 2015	1 h	Salarié d'Aequitaz
12	Elsa	14 avril 2016	30 min	Responsable de l'APPEL pour la campagne-école
13	Françoise	25 janvier 2016	1 h	Participante à la coformation observée
14	Gauthier	17 juin 2016	1 h	Salarié du RGPAQ
15	Héloïse	16 mars 2016	1 h	Responsable d'ICEM Freinet pour la campagne-école

16	Henri	30 septembre 2015	1 h 30	Salarié de l'URACS
17	Jeanne	15 avril 2014	1 h 30	Sans domicile fixe
18	Laurent Grandguillaume	15 mars 2016	25 min	Député socialiste
19	Loïc	28 janvier 2016	1 h	Animateur de la coformation observée
20	Lucie	15 janvier 2015	1 h	Sans domicile fixe
21	Mickaël	8 juin 2017	1 h	Community organizer de l'Alliance citoyenne
22	Myriam	23 juin 2016	30 min	Salariée du collectif Québec sans pauvreté
23	Niels	4 février 2016	1 h	Participant à la coformation observée
24	Noémie	6 avril 2016	50 min	Responsable du SNES-FSU pour la campagne-école
25	Patricia	8 janvier 2015	40 min	Sans domicile fixe
26	Pauline	14 mars 2016	1 h 40	Responsable du GFEN pour la campagne-école
27	Raphael	20 octobre 2015	2 h	Salarié de Cause commune
28	Rémi	16 juillet 2015	1 h	Salarié du centre social de Die
29	Suzanne	20 juin 2016	1 h 30	Salariée du FCPASQ
30	Theodore	18 janvier 2016	1 h	Participant à la coformation observée

31	Yannick Vaugrenard	23 mars 2016	50 min	Sénateur socialiste
32	Yohan	21 octobre 2015	1 h 20	Salarié d'Aequitaz

Données d'observation

- Carnet d'observation du groupe d'ATD Rhône-Alpes ;
- Carnet de bord du groupe en participation observante dans le centre d'accueil de jour pour sans domicile fixe ;
- Carnet d'observation de la coformation ;
- Carnet d'observation du groupe d'ATD Montréal ;

Archives

- ATD Quart Monde (IRFRH), ISM Corum, *Discrimination et pauvreté*, 2013 : Rapport de recherche et livret blanc pour la campagne sur la discrimination pour origine sociale ;
- Diverses retranscriptions d'universités populaires d'ATD Rhône-Alpes dont
 - UP « comprendre la politique », 15 novembre 2011 ;
 - UP « comment se faire entendre ? », 28 janvier 2012 ;
- ATD Quart Monde, Congrès des engagements, 2011 ;
- ATD Rhône Alpes, Évaluation interne de l'action politique d'ATD Rhône-Alpes, 2012 ;
- ATD Quart Monde, Document interne sur la formation à l'animation du croisement des savoirs ;
- ATD Quart Monde, Actes des ateliers pour l'école de Lyon, 2015 ;
- Évaluation interne de la campagne-école d'ATD Quart Monde dont
 - 43 retranscriptions d'entretiens (16 responsables d'ATD Quart Monde, 5 responsables d'organisations partenaires, 13 militants quart monde et 9 militants alliés) ;
 - Une synthèse sur la coconstruction de propositions politiques (annexe 10) ;
- Diverses notes internes et documents de travail d'ATD Rhône-Alpes, d'ATD Montréal et d'ATD France.
- FOUACHE G., 2014, « Annexe : recueil d'entretiens » dans *L'importation de la notion d'empowerment en France, usages et enjeux*, Travail de fin d'étude, Vaulx-en-Velin, École Nationale des Travaux Publics de l'État.

Articles, ouvrages et rapports

- ALINSKY S.D., 2011, *Être radical : manuel pragmatique pour radicaux réalistes*, Bruxelles, Aden.
- BACQUE M.-H., MECHMACHE M., 2013, *Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Rapport au ministère délégué chargé de la Ville.
- BARROIS N., BRUN P., PINEAU G., 2009, « Acteur-formateur-chercheur dans la lutte contre la grande pauvreté », *Revue Quart Monde (revue en ligne)*.
- BRUN P., 2002, « Croisement des savoirs et pouvoir des acteurs », *Vie sociale et traitements*, vol. 76, n°4, p. 55-60.
- CHAMBERS E., 2003, *Roots for radicals : organizing for power, action, and justice*, New York, Continuum.
- CUNY G.-P., 2014, *L'homme qui déclara la guerre à la misère. Joseph Wresinski, le fondateur d'ATD Quart Monde*, Paris, Albin Michel.
- FERRAND C., 2001, « De l'exclusion sociale et culturelle à la pédagogie du croisement des savoirs », *Pensée plurielle*, vol. 3, n°1, p. 35-52.
- FERRAND, C. (dir.), 2008, *Le croisement des pouvoirs : croiser les savoirs en formation, recherche, action*, Paris, L'Atelier/Quart Monde.
- GAULLE ANTHONIOZ G. DE, 1995, *Évaluation des politiques publiques de lutte contre la grande pauvreté*, Avis du conseil économique, social et environnemental.
- GRARD M.-A., 2015, *Une école de la réussite pour tous*, Avis du conseil économique, social et environnemental.
- GRAVEN J.-L., BERNE A.-C., NOVE-JOSSERAND P., 2008, *Pédagogie du développement social : faire cause commune*, Lyon, Chronique sociale.
- GUILLOT F., 2008, *Université populaire de Lyon : lieu de reconnaissance des plus pauvres, et lieu de formation pour devenir partenaire*, Mémoire, DUHEPS, Tours.
- NAU X., 2011, *Les inégalités à l'école*, Avis du conseil économique, social et environnemental.
- PERCQ P., 2012, *Quelle école pour quelle société ? Réussir l'école avec les familles en précarité*, Lyon, Chronique sociale/Quart Monde.
- QUART MONDE PARTENAIRE, 2002, *Le croisement des pratiques : quant le Quart Monde et les professionnels se forment ensemble*, Paris, Quart Monde.
- QUART MONDE-UNIVERSITE, 1999, *Le croisement des savoirs : quand le Quart Monde et l'Université pensent ensemble*, Paris, L'Atelier/Quart Monde.
- ROSENFELD J., TARDIEU B., 1998, *Artisans de démocratie. De l'impasse à la réciprocité, comment forger l'alliance entre les plus démunis et la société ?*, Paris, L'Atelier.
- SARROT J.-C., TARDIEU B., ZIMMER M.-F., BAUDIS D., 2013, *En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté*, Ivry-sur-Seine, L'Atelier/Quart Monde.

- TARDIEU B., 2012, « La boucle action-connaissance-engagement », dans GENELOT D., AVENIER M.-J. (dirs.), *Penser et agir en complexité, avec Jean-Louis Le Moigne*, Paris, L'Harmattan.
- TARDIEU B., 2013, « L'approche d'ATD Quart Monde est-elle soluble dans l'empowerment ? », *Recherche sociale*, vol. 1, n°209, p. 36-45.
- TARDIEU B., 2015, *Quand un peuple parle. ATD Quart Monde : un combat radical contre la misère*, Paris, La Découverte.
- WAKS F., 2006, *Joseph Wresinski : la pauvreté au corps à corps*, Paris, Quart Monde.
- WRESINSKI J., 1974, « Le rôle des associations non gouvernementales », *Droit social*, n°11, p.176-182.
- WRESINSKI J., 1983, *Les pauvres sont l'Église : entretiens avec Gilles Anouil*, Paris, Le Centurion.
- WRESINSKI J., 1987, *Grande pauvreté et précarité économique et sociale*, Avis du conseil économique, social et environnemental.
- WRESINSKI J., 2007a, *Refuser la misère : une pensée politique née de l'action*, Paris, Cerf.
- WRESINSKI J., 2007 b, « La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduise au combat », dans *Refuser la misère : une pensée politique née de l'action*, Cerf/Quart Monde.

Annexe 2 : Texte politique du collectif Pouvoir d'Agir

17 octobre 2016

Ce texte constitue la charte politique fondatrice du collectif Pouvoir d'Agir.



Depuis de nombreuses années, nous vivons tous une montée des inégalités sociales et territoriales, des discriminations et des atteintes à notre environnement sans que des réponses adéquates soient apportées. De cette situation naissent frustrations, colères et haines.

Rarement notre démocratie est apparue aussi affaiblie et nos institutions politiques aussi impuissantes à se saisir des enjeux et à proposer une vision d'avenir. S'ensuit une perte de légitimité des élus, la montée de l'abstention électorale et de la défiance vis-à-vis des institutions et des corps intermédiaires, partis, syndicats et certaines grandes associations. Toute la logique démocratique est ainsi à reconsidérer et approfondir.

Face à cette impuissance publique, des ressorts de l'action émergent de la société civile. Des personnes de plus en plus nombreuses entrent en résistance et s'engagent activement sans plus attendre dans la construction d'un autre monde. Un monde plus soucieux de démocratie, d'égalité, de justice, de respect des personnes comme de la planète, plus solidaire et convivial. Un monde qui favorise la coopération et non la compétition.

Imaginer les moyens de construire ce monde nouveau est nécessairement notre affaire commune, où toutes les voix comptent. Les initiatives positives qui fleurissent partout sur le territoire et dans tous les domaines nous indiquent la voie et démontrent, d'ores et déjà, que la construction d'un autre système politique, économique et social est possible :

- des pratiques de démocratie horizontale ou directe dans les villes comme en milieu rural ;
- des initiatives pour une économie plus solidaire : les scoop, les Scic, les Amap... ;
- des habitants de quartiers populaires s'organisant en Table de quartier, en Conseil Citoyen ou en alliances citoyennes, s'appuyant sur les liens communautaires ;

- des personnes accueillies en centre d'hébergement luttant au quotidien pour leur droit à vivre dignement ;
- des parents, souvent précarisés, qui réfléchissent entre eux et avec des enseignants sur l'éducation des enfants ;
- des personnes et des collectifs qui posent les Droits culturels au sein des droits humains, comme ressourcement des politiques publiques ;
- les Nuit Debout qui se tiennent dans de nombreuses villes en France et dans le monde témoignent d'une volonté de réappropriation de l'idée démocratique ;
- et tant d'autres actions fondées sur les ressources et les talents des habitants.

Ces initiatives diverses ont en commun de mettre en mouvement le pouvoir d'agir des citoyens. Les valeurs et les énergies qui les mobilisent sont profondément les mêmes. Ces initiatives restent toutefois encore peu organisées en puissance collective, mais une fois ensemble, elles pourront contribuer à ébranler le sentiment d'impuissance.

Convaincu que cette construction ne peut se faire qu'en partant des initiatives citoyennes déjà à l'œuvre, notre Collectif partage une volonté de contribuer à la mise en valeur et au développement du pouvoir d'agir des citoyens afin d'en diffuser la puissance transformatrice.

Quels sont les principes de notre action ?

1- Nous appuyer sur une définition engagée et ouverte du pouvoir d'agir :

L'expression « développement du pouvoir d'agir » est une traduction française approximative « d'*empowerment* » qui désigne à la fois la capacité d'exercer un pouvoir et le processus d'acquisition de cette capacité. Pour nous, le développement du pouvoir d'agir désigne la possibilité pour les personnes de peser sur les choix qui les concernent et de maîtriser ce qui est important pour elles, dans leur vie et leur environnement (culture, travail, éducation, santé, logement, cadre de vie, citoyenneté...).

2- Accompagner les actions de terrain et peser dans le débat public :

Créé en juin 2010, le Collectif Pouvoir d'agir se compose de réseaux nationaux, locaux et de personnes engagées dans la lutte contre l'exclusion sociale et politique. Ils portent ensemble des valeurs et des pratiques qui donnent plus de force à l'action de chacun.

Les deux objectifs prioritaires sont :

– Accompagner et conforter les actions de terrain qui contribuent à la construction et au développement du pouvoir d'agir des citoyens les plus éloignés de la parole et de l'action dans l'espace public.

– Peser dans le débat public sur le développement du pouvoir d’agir des citoyens et contribuer au changement des représentations et des pratiques des militants, professionnels et élus.

3- Développer le pouvoir d’agir des personnes les plus éloignées de l’espace public :

Le pouvoir d’agir existe déjà dans la société, mais il est très inégalement réparti selon les groupes sociaux et au sein de ceux-ci. Les réseaux et personnes rassemblées au sein du Collectif Pouvoir d’agir se veulent facilitateurs pour développer le pouvoir d’agir de ceux qui en ont le moins.

Selon nous, ce rôle nécessite une évolution radicale de nos postures et de nos pratiques professionnelles et militantes. Il s’agit de modifier des pratiques contre-performantes : prise de *leadership*, poids des ego, injonctions, violences symboliques, pour se mettre en situation d’aider véritablement les personnes et les groupes à développer leur propre autonomie dans la construction et l’exercice de leur pouvoir d’agir. Une fois cet objectif atteint, il s’agit alors de « lâcher prise ».

4- Produire collectivement en prenant en compte des pratiques et méthodes existantes d’une grande diversité :

Il s’agit tout à la fois de faciliter les mises en réseaux, d’observer et d’analyser, de valoriser et de diffuser les pratiques efficaces, d’accompagner et d’outiller les personnes, les groupes et les organisations. L’utilité sociale du Collectif réside dans son potentiel de construire du commun par-delà les différences et les singularités des pratiques, pour en dégager des lignes de force utiles à tous.

Annexe 3 : La charte de la campagne 1001 territoires

31 décembre 2015

*Ce texte constitue la charte de la campagne « 1001 territoires » initiée par **ATD Quart Monde**, puis rejoint par les organisations suivantes : **ACEPP** (initiatives parentales), **AFEV** (étudiants contre les inégalités), **ANDEV** (directeurs de l'éducation des villes), **CEMEA**(éducation populaire), **Collectif POUVOIR D'AGIR** (lutte contre l'exclusion sociale et politique), **CNLAPS** (Prévention spécialisée), **DEI France** (défense des enfants international), **Fédération des Centres Sociaux** (foyers d'initiatives), **FCPE** (representant de parents d'élèves), **Fédération des PEP** (éducation populaire), **FRANCAS** (éducation populaire), **GFEN** (éducation nouvelle), **ICEM** (éducation nouvelle), **IRDSU** (développement social urbain), **LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT** (éducation populaire), **Réseau PRISME** (Co-éducation), **RFVE** (Villes éducatrices).*

« En associant tous les parents, mille et un territoires se mobilisent pour la réussite de tous les enfants ! » s'inscrit dans la continuité du Chantier Projet « En associant leurs parents, tous les enfants peuvent réussir ». Elle se situe dans un contexte économique et social, qui engendre de nombreuses inégalités impactant directement les familles les plus défavorisées. Elles ont trop souvent le sentiment d'être jugées par les autres acteurs, parfois désignées comme des « mauvais » parents, des parents « démissionnaires », ce qui contribue à les stigmatiser et à les tenir à distance du reste de la communauté éducative.

La restitution nationale du Chantier Projet qui s'est déroulée le 11 avril 2015, a fait émerger la volonté de poursuivre, en les élargissant, les démarches visant à développer la participation de tous les parents pour la réussite éducative de tous les enfants. Les démarches, permettant ainsi la rencontre et le dialogue entre les professionnels de l'éducation et les parents, demandent de la volonté d'aller vers ceux qui sont éloignés de l'École, de reconnaître leurs compétences, de développer une ouverture mutuelle, de la persévérance, de la bienveillance, pour construire ensemble un projet éducatif et social commun. Ces démarches et ces projets ont montré leur intérêt et leur efficacité. Pour autant, leur mise en place reste aujourd'hui complexe que ce soit par manque de volonté des acteurs, par manque de continuité dans le portage technique et/ou politique, par manque de financements. C'est pourtant un enjeu majeur pour que tous les parents soient associés aux démarches éducatives, favorisant ainsi la réussite de tous les enfants.

L'objectif de cette mobilisation, sur la base de la présente charte, est de créer des dynamiques locales et collectives, en complément des accompagnements plus « individuels », qui s'engagent pour la réussite de tous les enfants en mobilisant toutes les ressources éducatives,

mais aussi culturelles, sociales et citoyennes des territoires. Elles s'articuleront, sans s'y limiter, aux dispositifs éducatifs portés par l'institution scolaire ou les collectivités. Pour ce faire, l'ensemble des acteurs qui se mobilise dans ce projet partage un certain nombre de principes d'actions, d'approches éducatives et sociales ainsi que de méthodes pédagogiques communes. Ces principes ne sont pas des « recettes », ne peuvent pas se diffuser sous forme de « Kit d'action », qu'il suffirait d'appliquer. Il s'agit plutôt de valeurs, qui s'incarnent dans une démarche pédagogique, construite grâce à la mise en réseau de nos savoir-faire. Elles contribuent, ainsi, avec les acteurs locaux que sont notamment les familles, à construire une éducation inclusive et partagée, vecteur de transformations sociales.

Des principes communs qu'il s'agit de mettre en place, sur le long terme...

1 — Associer les parents les plus éloignés de l'École à la réussite de tous les enfants, y compris les enfants les plus en difficulté :

Toute famille, sans exception, souhaite la réussite de ses enfants. Cela ne peut aboutir sans associer les parents à la construction des projets éducatifs, qui ne peuvent vraiment favoriser la réussite de tous, sans l'adhésion de tous les parents. En recherchant plus spécialement la participation des parents les plus éloignés de l'École, l'objectif est bien que tous les parents se connaissent, se respectent et agissent ensemble. Ce travail est à construire dans la durée (plusieurs années sont nécessaires) avec l'ensemble des partenaires. Les enfants et les jeunes sont aussi, parties prenantes du processus de création et d'évaluation du projet. C'est un droit qui leur est reconnu, car c'est de leur réussite qu'il est question.

2 — Travailler ensemble, familles, École et tous les acteurs éducatifs du territoire :

Les parents sont tous capables de s'associer aux professionnels pour l'éducation de leurs enfants sur la base d'un projet défini en commun. Ils doivent pouvoir disposer de tous les outils qui sont nécessaires pour accompagner l'éducation et la scolarité des enfants. Pour agir avec les familles les plus modestes, nous avons besoin de mobiliser toutes les familles sans aucune distinction. Il s'agit de créer dans la communauté éducative tout entière, à l'échelle d'un territoire, un climat de bienveillance, qui fasse que les parents les plus éloignés des structures éducatives reprennent confiance en eux, retrouvent leur pouvoir d'agir, et retrouvent des liens de confiance et de complémentarité, avec les autres acteurs éducatifs, dont le rôle est aussi indispensable pour faire réussir tous les enfants, les ouvrir au monde. Les complémentarités parents-professionnels, nécessaires à l'éducation partagée des enfants et des jeunes, sont à rechercher inlassablement. Il faut se connaître pour se reconnaître et se former ensemble pour agir et grandir ensemble.

La mobilisation doit regrouper les différentes composantes de la communauté éducative (toutes les familles, les enseignants, les acteurs associatifs, les éducateurs, les animateurs, les étudiants, les citoyens, les élus). Ces acteurs doivent être soutenus par leurs groupes d'appartenance, et par les mouvements pédagogiques, les associations de parents d'élèves, les associations d'élus et les mouvements d'éducation populaire, les collectifs citoyens, les syndicats et les élus. La réussite des enfants et leurs familles, sur des bases ou représentations différentes, est aussi la réussite de tous les acteurs.

Des approches et méthodologies communes

Le projet doit se construire dès le début entre l'ensemble des acteurs, dont les enseignants, avec l'accord de leur hiérarchie, des structures éducatives du quartier, et des parents, parmi lesquels des parents très éloignés de l'École et d'autres parents, qui peuvent être des relais pour rejoindre les plus distants.

Le projet s'appuie sur des méthodes favorisant l'expression, le développement de la confiance et la rencontre. Les coformations¹, le travail entre pairs, l'animation de dynamiques collectives sont des clés de réussite pouvant prendre des formes très différentes. La nécessité d'aller vers un soutien formalisé avec différentes institutions et organisations dans un esprit de coopération (s'appuyer sur des démarches existantes par exemple les CLAS, les PEL...mais aussi sur les associations locales). L'élaboration d'un cadre explicitant les rôles de tous les acteurs éducatifs pour « dialoguer et agir ensemble sur les territoires ». Ce cadre pourra prendre la forme d'une convention entre tous les partenaires, et/ou d'un groupe de pilotage du projet, comprenant bien sûr des parents. Il est indispensable de travailler à l'adaptation des outils, des écrits pour permettre leur appropriation. Les supports numériques peuvent constituer des éléments facilitateurs de co-construction du projet et de sa mise en œuvre. Les rencontres se font en tenant compte des contraintes des différents acteurs, en respectant une forme conviviale, et des espaces propices au dialogue (espace-parents dans les écoles ou collège, centre social, locaux du quartier...). Le projet doit être porté par les pouvoirs publics afin que les moyens (matériels, humains et financiers) puissent assurer la pérennité des projets locaux.

Les projets doivent intégrer dès le démarrage les modalités d'évaluation partagée, comprenant des échéances (bilans d'étape, durée du projet, plusieurs années étant souhaitables, et associant autant que possible tous les acteurs. Certaines actions menées, telles qu'un atelier d'écriture, une réalisation vidéo, ou des interviews d'acteurs, permettront aussi d'alimenter ces évaluations par des témoignages.

¹ Les coformations sont des temps de formation de plusieurs jours sur la base d'expériences de croisement des savoirs et des pratiques.

Annexe 4 : Charte du Croisement des Savoirs et des Pratiques avec des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale

5 juillet 2006

Ce texte constitue les fondements de la méthodologie du croisement des savoirs et des pratiques. Ce dernier terme est d'ailleurs déposé © ATD Quart Monde – Ateliers du Croisement des Savoirs et des Pratiques – 122 av. du Général Leclerc – 95 480 Pierrelaye (F).

Exposé des motifs

La lutte contre la misère et l'exclusion concerne de multiples acteurs en situation inégale. D'un côté, dans le monde des institutions, des politiques, des chercheurs universitaires, des intervenants professionnels..., de bonne foi le plus souvent, construisent des solutions sur la base de l'analyse qu'ils font des causes de la pauvreté. Ils occupent d'emblée une position haute. Bien qu'ils n'aient pas une seule identité, homogène, ils seront dénommés dans cette charte : « universitaires ou professionnels ». De l'autre côté, dans le monde de la pauvreté, des femmes et des hommes ne sont trop souvent pris en compte que sous l'angle de leurs manques et de leurs besoins et sont priés de collaborer aux solutions que d'autres ont imaginées pour eux. Ils occupent d'emblée une position basse. Bien qu'ils n'aient pas une seule identité, homogène, ils seront dénommés dans cette charte « personnes en situation de pauvreté ».

Les « universitaires ou professionnels », de par leur formation et le milieu dans lequel ils travaillent, acquièrent des capacités d'expression, d'énonciation, d'abstraction, d'intellectualisation. Nous savons combien ces capacités culturelles donnent du pouvoir à ceux qui les maîtrisent. Ils disposent d'un savoir socialement reconnu, communicable, construit dans la durée. Ils connaissent les règles du jeu. De par leur statut et leurs fonctions, ils ont le pouvoir d'agir, d'orienter ou de décider.

A l'inverse, le savoir des personnes en situation de pauvreté, basé principalement sur leur expérience de vie, n'a pas de reconnaissance *a priori*. Ces personnes ont le plus souvent l'expérience d'être traitées en objets : objets de procédure, de décision, de mesure, de règlement... parfois objets de sollicitude, mais objets tout de même. La non-prise en compte du savoir des personnes concernées est une des causes de l'échec des politiques de lutte contre la pauvreté.

Le préalable, dans la lutte contre la misère et l'exclusion, est de reconnaître les personnes en situation de pauvreté comme des acteurs à part entière. Les reconnaître, c'est leur reconnaître un savoir de vie et d'expérience sans lequel les autres types de savoirs (scientifique, d'action...) sont incomplets et donc à terme inefficaces, voire même générateurs d'effets contraires à ceux qui sont en principe recherchés.

S'appuyant sur la pensée de Joseph Wresinski¹, fondateur du Mouvement ATD Quart Monde et sur la démarche qu'il a initiée, des conditions indispensables au croisement des savoirs et des pratiques ont été expérimentées au cours de deux programmes de recherche – action – formation :

- Quart Monde – Université²,
- Quart Monde Partenaire³

Ces programmes ont été initiés par l'Institut de Recherche et de Formation aux Relations Humaines du Mouvement ATD Quart Monde, en collaboration avec l'Université de Formation Européenne de Tours et la Faculté Ouverte de Politique Économique et Sociale et l'Institut Cardijn à Louvain-La-Neuve. A la suite de ces programmes, ces conditions ont été mises à l'épreuve au cours de formations réalisées avec des « universitaires ou professionnels » (du monde de la santé, de l'enseignement, du travail social...) et des personnes en situation de pauvreté (membres d'associations de lutte contre la misère). S'agissant de formations réciproques utilisant la méthode de croisement des savoirs et des pratiques, ces formations sont dénommées « co-formations ».

Les prérequis du croisement des savoirs et des pratiques

La démarche de croisement des savoirs ne saurait en aucun cas se confondre avec une simple démarche de participation des populations en situation de pauvreté.

Avoir conscience d'un changement nécessaire

La misère n'est pas une fatalité. Ne pas être satisfait des réalités sociales, économiques ou culturelles... entraîne une volonté de changement. Être porteur de cette volonté et la reconnaître chez les autres est un prérequis du croisement.

¹ “ La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduise au combat ” *Revue Quart Monde* n° 140, pp44-52, 1991.

² “*Le croisement des savoirs - Quand le Quart Monde et l'Université pensent ensemble* ”, Groupe de Recherche Quart Monde – Université, Ed. L'atelier, Ed. Quart Monde - Paris 1999, 527p.

³ “ *Le croisement des pratiques - Quand le Quart Monde et les professionnels se forment ensemble* ”, Groupe de recherche- action-formation Quart Monde Partenaire, Ed. Quart Monde – Paris 2002, 228p.

Considérer chacun comme détenteur de savoirs

Les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale n'ont pas seulement des manques, des besoins à satisfaire, elles ont aussi des savoirs à apporter. Le savoir d'expérience qu'elles ont, quand il est croisé avec d'autres savoirs, révèle leur capacité de distance et de réflexion. Ce croisement produit des connaissances plus complètes et plus fidèles à la réalité.

Ne pas être seul

Toute personne par sa propre vie acquiert une expérience. Si l'expérience personnelle n'est pas reliée à un groupe social ou professionnel, elle reste fragile. C'est l'appartenance à un groupe social, professionnel qui consolide le savoir dont chacun est porteur. Cela signifie que pour participer à un croisement des savoirs et des pratiques avec des universitaires et des professionnels, les personnes en situation de pauvreté ne doivent pas rester isolées. Elles doivent vivre l'association avec d'autres personnes ayant les mêmes conditions de vie et avoir des espaces de réflexion, d'expression et de dialogue.

Se placer ensemble dans une position de recherche

Il est nécessaire que chaque participant soit dans une attitude de co-chercheur, co-formateur, co-acteur pour identifier des questions, les mettre en problématiques et rechercher des compréhensions communes et des pistes de changements. C'est-à-dire un partage de la maîtrise de la recherche.

Les conditions de mise en œuvre du croisement des savoirs et des pratiques

Présence effective des personnes en situation de pauvreté

La première condition pour réaliser le croisement des savoirs et des pratiques est que les personnes qui vivent en situation de pauvreté soient effectivement présentes tout au long du processus et non seulement à un moment donné pour donner leur témoignage sous forme d'exposé, de vidéo ou d'écrit. En aucun cas, d'autres acteurs ne peuvent se substituer à elles, parler en leur nom, à leur place, en s'appuyant sur la connaissance ou la proximité qu'ils pourraient avoir du monde de la misère.

Créer les conditions de l'autonomie des savoirs en vue de leur mise en réciprocité

Autonomie et réciprocité ne sont habituellement pas des acquis dans la pratique des relations entre « universitaires et professionnels » et personnes en situation de pauvreté.

– Pas de lien de dépendance

Pour réaliser le croisement des savoirs et des pratiques, les groupes de travail doivent être composés de personnes qui ne dépendent pas les unes des autres. Afin de préserver la liberté de réflexion et de parole de chacun, des professionnels d'un service ne seront pas en présence de bénéficiaires ou usagers de celui-ci - par exemple des enseignants avec des parents dont ils ont les enfants comme élèves, des travailleurs sociaux, des médecins, etc., avec leurs « clients ».

– Groupe de référence, groupes d'acteurs

Chaque acteur du croisement des savoirs et des pratiques a en référence son propre groupe d'appartenance (acteurs du monde de la pauvreté, acteurs associatifs, acteurs professionnels, acteurs universitaires...). C'est au sein de ces groupes que chacun aura une sécurité, une liberté, un temps pour bâtir sa propre pensée avant d'en entreprendre le croisement. D'autre part, la compréhension et la réception du savoir de l'autre nécessitent maturation et explicitation. Ces espaces et ces temps en groupes d'acteurs permettent aux participants de s'appropriier les questions, de formuler leurs propres interrogations, de construire leur propre expertise.

Établir un espace de confiance et de sécurité

Le croisement des savoirs et des pratiques n'est possible que si le sentiment de sécurité et de confiance de chacun vis-à-vis de ses partenaires, ainsi que du cadre instauré est assuré.

– Une forme de contrat doit fixer les règles précisant la sécurité et la confidentialité des paroles et des écrits produits. En particulier, tout ce que disent les personnes en situation de pauvreté est le plus souvent le fruit d'une expérience longue de souffrances et d'efforts, et la fragilité des personnes reste grande. Cette fragilité doit être protégée, notamment par la règle de confidentialité. Celle-ci s'applique pleinement aussi à ce que disent les « universitaires ou professionnels », tenus par ailleurs de respecter les règles du secret professionnel.

– D'autre part, le cadre éthique comprend un certain nombre de valeurs liées au dialogue entre les personnes : écoute active, respect de la parole de l'autre, disponibilité à adopter une posture critique vis-à-vis de son propre savoir, conviction que tout savoir est toujours en construction.

Garantir les conditions d'échange et de rigueur

L'inégalité des positions est bien présente dans le processus de croisement des savoirs et des pratiques. Ce serait un piège de faire comme si tous les participants étaient d'emblée en situation d'égalité alors que ce n'est pas le cas. Rendre l'échange possible c'est donc créer les conditions d'une parité dans l'échange. C'est le rôle d'une équipe pédagogique ou équipe d'animateurs. Elle doit être constituée de membres connaissant, pour les avoir côtoyées de longue date, les personnes en situation de pauvreté, leurs difficultés, leurs ressources, et de membres du monde des « universitaires ou professionnels ».

– Vis-à-vis des personnes en situation de pauvreté

Le rôle des animateurs est d'aider les personnes en situation de pauvreté à s'exprimer avec leurs propres termes sans jamais se substituer à elles, sans leur « souffler » ce qu'elles tentent de dire. Il s'agit de créer les conditions qui leur permettent de consolider elles-mêmes leur savoir : relire leur expérience de vie en prenant du recul, la confronter à d'autres pour en tirer des enseignements généralisables, les soutenir dans la démarche de compréhension des autres acteurs. C'est également les accompagner en amont et en aval des rencontres pour qu'elles restent en lien avec leur milieu de vie.

– Vis-à-vis des « universitaires ou professionnels »

« Universitaires ou professionnels » rencontrent eux aussi des difficultés quant à l'expression orale et écrite. Habités et formés à travailler et communiquer entre pairs, ils ont tendance à utiliser des formulations abstraites compréhensibles uniquement par des initiés. Le rôle des animateurs est de les aider à rendre leur pensée communicable et de les accompagner dans la démarche de compréhension des apports des personnes en situation de pauvreté. Le rôle des animateurs est aussi de faire comprendre aux « universitaires ou professionnels » le bien-fondé des rythmes et du temps nécessaire pour une démarche de croisement des savoirs et des pratiques (on ne peut pas brûler les étapes).

– Animer le croisement

Le rôle des animateurs est de faire en sorte que tous puissent s'exprimer, être compris, et de respecter le temps de parole de chacun. Pour parvenir à cela, ils prennent l'option de porter une attention particulière à l'écoute de la parole des personnes en situation de pauvreté.

Mettre en œuvre une méthodologie du croisement des savoirs et des pratiques

Le croisement des savoirs et des pratiques est une construction, il requiert des outils et des étayages, tant dans le domaine de la recherche que de la coformation. L'équipe pédagogique est responsable de la méthodologie mise en place qu'elle adapte selon les contextes. Les fondements de la méthodologie sont les suivants :

– *L'expérience de chacun*

Le récit d'une expérience précise permet de mettre tous les participants sur le même pied. Le récit des faits porte sur des situations vécues où il y a interaction entre des personnes en situation de pauvreté, des « universitaires ou professionnels ».

– *Le rythme et la durée*

Au cours des échanges, chacun doit voir respecter son propre rythme de compréhension et d'expression. Il faut respecter les temps de silence, permettre à chaque personne d'aller au bout de ce qu'elle veut dire, comprendre ensemble le sens des mots. Parfois, des tensions surgissent de part et d'autre au cours des échanges, le retour régulier en groupes d'acteurs permet de prendre le recul nécessaire. La durée est une donnée indispensable pour un travail en profondeur. Elle est nécessaire pour créer la confiance, asseoir le dialogue, analyser les récits, comprendre ce que veut dire l'autre, préparer ses propres interventions. La durée est cependant relative aux objectifs que l'on se donne, mais dans tous les cas il faut compter avec le temps de la maturation.

– *La construction collective*

Les efforts consentis par chacun pour participer au croisement des savoirs et des pratiques sont motivés par la transparence des procédures mises en œuvre et par le but recherché connu de tous, qui est d'améliorer les interactions entre personnes en situation de pauvreté et tous les autres citoyens (qu'ils soient professionnels, institutionnels, universitaires, syndicalistes, politiques...). Pouvoir identifier les éléments de désaccord est une étape essentielle. Sans confrontation, pas de construction collective. Le meilleur moyen de confronter réellement les points de vue est de s'engager mutuellement lorsque c'est possible dans une production commune.

« Croiser » les savoirs, ce n'est pas « additionner » les savoirs. Il y a simultanément et progressivement au cours du processus, pour chacun dans la position qu'il occupe, plus d'emprise sur sa compréhension du monde et plus de maîtrise sur la place qu'il y prend. Croiser, c'est se confronter, c'est-à-dire s'exposer au savoir et à l'expérience de l'autre, pour construire une plus-value. L'enjeu n'est pas seulement une meilleure compréhension réciproque, mais également la mise en œuvre d'une démarche permanente de démocratie participative au sein de laquelle les personnes en situation de pauvreté seraient acteurs à part entière.

Annexe 5 : Appel pour le développement des recherches participatives en croisement des savoirs

15 juin 2016

Ce texte est issu d'un travail de coconstruction entre des membres d'ATD Quart Monde et des chercheurs lors d'un séminaire épistémologique sur les croisements des savoirs et des pratiques.

Cet appel émane d'un séminaire sur « l'épistémologie des recherches participatives et en croisement des savoirs avec des personnes en situation de pauvreté¹ ». L'objectif était de confronter les questions et méthodes portées par différentes équipes ayant réalisé des recherches participatives et en croisement des savoirs², afin d'analyser leur validité, leur rigueur et leur pertinence, et donc leur valeur, d'en montrer les enjeux pour la recherche scientifique, la formation universitaire et professionnelle, les interventions sociales et la lutte contre la pauvreté.

A l'issue de ce séminaire, les participants invitent et appellent les chercheurs, la communauté universitaire et scientifique, à co-construire des recherches en croisement des savoirs avec des institutions professionnelles interdisciplinaires, des organismes de formation, des organisations politiques et des mouvements sociaux où des personnes vivant des difficultés économiques, sociales et culturelles prennent la parole et exercent leur pouvoir d'agir. La lutte contre la pauvreté constitue une matrice du croisement des savoirs en le fondant sur des valeurs et des principes d'action. Il participe à et interpelle un mouvement en extension de pratiques de recherche où les personnes qui ont l'expérience des situations étudiées sont reconnues dans la légitimité de leurs savoirs.

Pour ce faire, les participants de ce séminaire créent un espace collaboratif instituant. Au sein de cet espace, chacun, avec ses savoirs d'expérience, scientifiques ou d'action, pourra contribuer aux recherches et faire avancer la réflexion sur les questions d'ordre éthique, méthodologique et épistémologique que ce type de recherches soulève. Cet espace a

¹ Ce séminaire, organisé en partenariat avec ATD (Agir Tous pour la Dignité) Quart Monde, le Cnam (Conservatoire National des Arts et Métiers) et ODENORE (Observatoire des non-recours aux droits et aux services), s'est tenu à Paris les 5 et 6 mai puis du 2 au 5 novembre 2015.

² Trois recherches participatives et en croisement des savoirs ont été étudiées en début de séminaire : La recherche par les pairs sur la transition à l'âge adulte au sortir de la Protection de l'Enfance par LIRTES (Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche sur les Transformations des pratiques Éducatives et Sociales), Université Paris-Est-Créteil « Des jeunes sortant de la Protection de l'Enfance font des recherches sur leur monde »; La recherche de l'Université Populaire des Parents d'Albertville: «Quelle reconnaissance des compétences parentales en protection de l'enfance ? » ; Les Groupes de recherche Quart Monde-Université et Quart Monde Partenaire « Le croisement des savoirs et des pratiques – Quand des personnes en situation de pauvreté, des universitaires et des professionnels pensent et se forment ensemble. »

également comme objectif de promouvoir leur reconnaissance institutionnelle et leur importance politique et sociale.

Les recherches participatives en croisement des savoirs visent à créer une dynamique collective, avec de multiples interactions entre les groupes d'acteurs ayant respectivement, des pratiques de recherche, d'action et de vie, y compris de précarité ou de pauvreté. Tous les acteurs sont co-producteurs tout au long de la recherche.

Sur le plan épistémologique, le croisement produit un renouvellement des savoirs. Sous certaines conditions de méthode, chaque groupe d'acteurs peut produire, apporter, traduire ses propres connaissances, révéler les questions telles qu'elles sont vécues ou étudiées et générer de la connaissance partagée. Ce type de démarches permet de faire émerger de nouvelles questions, de nouveaux objets de recherche et conduit à produire de nouveaux concepts. Les travaux participatifs en croisement des savoirs visent à produire des connaissances utiles pour la science et mobilisables pour l'action, pour les politiques publiques, pour les acteurs associatifs.

Sur le plan socio-politique, le processus de croisement des savoirs a des effets transformateurs pour tous ses participants, individuellement et collectivement.

- En devenant actrices de la recherche, les personnes en situation de précarité ou de pauvreté peuvent devenir intermédiaires avec leur milieu de vie et développer leur pouvoir d'agir vis-à-vis, notamment, des institutions.
- La participation des professionnels induit des changements dans l'exercice de leur activité professionnelle, voire dans l'organisation de leurs institutions.
- La participation des chercheurs à des recherches en croisement des savoirs induit des changements dans la pratique et l'évaluation de la production scientifique. Cela permet également de faire entrer davantage les sciences dans le débat public.

La validité des recherches ainsi menées ne peut pas s'éprouver seulement à l'aune des critères prévalant dans le monde scientifique. Elle est aussi issue de la confrontation avec les critères de validation des autres parties prenantes. Le croisement des savoirs appelle à une co-validation du processus de recherche et à une reconnaissance des critères de validation de chacun des groupes d'acteurs. L'expérimentation et ses effets de transformation sont aussi une forme de validation, on peut parler d'une validation par la pratique. Le propre de ce type de démarches est de mettre en place un dispositif qui amène les uns et les autres à partager leurs savoirs d'une même situation sociale. Dans la confrontation, chaque groupe d'acteurs va être amené à reconnaître qu'il y a de la justesse dans la manière dont les autres prennent la question.

De nombreuses expériences de travaux de recherches participatives existent déjà. A titre d'exemple, dans le domaine de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, les savoirs des patients, des ONG environnementales et des agriculteurs sont reconnus et de plus en plus

intégrés dans les programmes de recherche. Des collectifs de recherche *ad hoc* sont constitués entre des chercheurs, des acteurs de la société civile et des professionnels. Ainsi, le « Groupe de Réflexion avec les Associations de malades » associe des associations de malades et des chercheurs de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale. Des chercheurs du département des Sciences pour l'Action et le Développement de l'Institut National de la Recherche Agronomique travaillent avec des agriculteurs sur la sélection des semences. Les commanditaires publics lancent des appels à projets pour solliciter des recherches dont la définition de la problématique, la conduite et l'évaluation sont co-construites¹. Réciproquement, des groupes d'acteurs s'auto-saisissent et construisent des propositions de recherches. Dans le domaine de l'urbain, le courant de démocratie participative se développe de multiples façons grâce à la confrontation-convergence des différents savoirs : chercheurs, habitants-citoyens, professionnels, élus, services publics... Les méthodes utilisées sont variées (Réseaux d'appui, groupes de qualification mutuelle, conférence de consensus, théâtre-forum,...). Dans le champ du travail social, sanitaire, éducatif, ces pratiques existent également : les personnes directement concernées sont parties prenantes de la production de savoirs, avec les chercheurs et les professionnels du domaine. Différents dispositifs concourent à la reconnaissance institutionnelle de la recherche-action et du lien entre formation, action et recherche. On peut penser à des PREFAS (Pôle Ressources Formation en Action Sociale), citer les Universités populaires des Parents de l'Association des Collectifs Enfants, Parents, Professionnels, les co-formations par le croisement des savoirs initiées par ATD Quart Monde en partenariat avec des instituts de formation, des Centres Hospitaliers Universitaires, l'Éducation nationale...

Cependant certaines questions du point de vue éthique, méthodologique et épistémologique restent à approfondir, notamment :

- la nature, le statut et la légitimité de chacun des types de savoirs construits ;
- les apprentissages mutuels réalisés lors d'une recherche en croisement des savoirs et leur capacité de transformation ;
- l'animation d'une recherche en croisement, l'accompagnement des acteurs et les compétences nécessaires à mobiliser ;
- la validation des savoirs co-construits, les modalités de leur diffusion et leur impact.

L'espace collaboratif auquel vous êtes invités à participer sera le lieu pour avancer sur ces questions au regard des recherches participatives en croisement des savoirs qui seront réalisées et, ainsi, consolider cette démarche tant dans la production de connaissances que dans ses modalités.

¹ Par exemple, le programme REPERE du Ministère de l'Écologie, le dispositif PICRI (Partenariat Institutions Citoyens pour la Recherche et l'Innovation) de la Région Île-de-France, le programme Chercheurs-Citoyens de la Région Nord-Pas de Calais...

Liste des signataires de cet appel

Annaïg Abjean, *Directrice de la MRIE (Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion)* ; Hugues Bazin, *Chercheur en sciences sociales, Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action* ; Yves Bonny, *Maître de conférences en sociologie à l'Université Rennes 2, laboratoire ESO* ; Sophie Boyer, *Responsable de recherche avec les personnes en situation de pauvreté ATD Quart Monde, Québec* ; Patrick Brun, *Docteur en sciences de l'éducation, Réseau Wresinski Participation, Croisement des savoirs* ; Patrice Calmo, *Consultant, formateur en travail social* ; Marion Carrel, *Maîtresse de conférences en sociologie à l'Université Lille 3-CeRIES* ; Marie-Eve Carretta, *Parent chercheur de l'Université Populaire de Parents d'Albertville* ; Dominique Cellier, *Président de l'association Sciences Citoyennes* ; Patricia Chvedco, *Militante ATD Quart Monde, actrice du croisement des savoirs et des pratiques, Belgique* ; Marc Couillard, *Militant ATD Quart Monde, acteurs du croisement des savoirs et des pratiques, Belgique* ; Marc Derycke, *Professeur émérite, Sciences de l'éducation, Université de Jean Monnet, St Etienne* ; Marianne de Laat, *Formatrice, Ateliers du croisement des savoirs, ATD Quart Monde international* ; Claude Ferrand, *Coordinateur du Réseau Wresinski Participation, Croisement des savoirs, ATD Quart Monde* ; Françoise Ferrand, *Formatrice, Réseau Wresinski Participation, Croisement des savoirs, ATD Quart Monde* ; Xavier Godinot, *Économiste, Centre de Recherche et de Mémoire Joseph Wresinski, ATD Quart Monde international* ; Marcel Jaeger, *Titulaire de la chaire de travail social et d'intervention sociale du Cnam, laboratoire LISE* ; Denis Laforgue, *Maître de conférences en sociologie à l'Université Savoie Mont-Blanc – LLSETI* ; Marc Leclerc, *Docteur en philosophie, Centre de Recherche et de Mémoire Joseph Wresinski, ATD Quart Monde* ; Patrick Lion, *Parent chercheur de l'Université Populaire de Parents d'Albertville* ; Marie-Pierre Mackiewicz, *Maîtresse de conférences en Sciences de l'Éducation, Université Paris Est - Créteil (UPEC), Laboratoire LIRTES (EA7313)/Observatoire Universitaire International Éducation et Prévention (OUIEP)* ; André Moisan, *Maître de Conférences en Sociologie, Laboratoire LISE* ; Anne Moneyron, *Chercheur en Sciences de l'Éducation et de la formation* ; Luigi Mosca, *Physicien, ancien directeur du Laboratoire Souterrain de Modane* ; Laurent Pachod, *Sociologue* ; Alex Roy, *Doctorant en sociologie urbaine, laboratoire Environnement, Ville et Société (EVS), composante Recherches Interdisciplinaires Ville, Espace, Société (RIVES)* ; Eva Simon, *Doctorante en science politique, laboratoire Pacte* ; Laurent Sochard, *Psychosociologue* ; Alberto Ugarte Delgado, *Anthropologue, ATD Quart Monde international* ; Maria Théron, *Militante ATD Quart Monde, actrice du croisement des savoirs et des pratiques, Reims* ; Bernard Vallerie, *Maître de conférences en Sciences de l'Éducation, Université Grenoble-Alpes* ; Jean-Maurice Verdier, *Juriste, Président honoraire de l'Université Paris X – Nanterre* ; Philippe Warin, *Chercheur*.

Annexe 6 : Synthèse de l'exercice sur les rêves et les colères avec des usagers d'un centre d'accueil de jour

6 janvier 2016

Cette synthèse résulte d'un travail réalisé par le groupe en participation observante avec des usagers d'un centre d'accueil de jour dans le cadre de la préparation d'une université populaire sur le thème du logement.

Consignes données aux membres actifs du groupe en participation observante

- Chacun part rencontrer un usager ou un groupe de 2-3 personnes
- Se présenter « je suis un militant de lutte contre la pauvreté et nous sommes ici pour recueillir la parole des gens en particulier ceux à qui on ne donne jamais la parole sur vos conditions de vie. Est-ce que vous auriez 10 à-15 minutes pour discuter ensemble ? »
- Prendre trois post-its pour noter 1 — une colère 2 — un rêve 3- une fierté. Commencez par la colère. Si la personne n'arrive pas à donner une colère, un rêve ou une fierté, donnez comme exemple ce qui vous met en colère, votre rêve ou votre fierté.
 - « Par rapport à votre expérience de vie, votre quotidien, j'aimerais que vous me donniez la colère la plus forte que vous avez, qu'est-ce qui vous met en colère dans votre vie »
 - « Par rapport à votre expérience de vie, votre quotidien, qu'elle est votre rêve le plus cher ? »
 - « Dans votre quotidien, qu'est-ce qui vous rend fier ? ça peut être n'importe quoi »
- À la fin, donner le flyer sur l'université populaire en précisant que rien n'est obligatoire et que notre but était surtout de vous entendre aujourd'hui. Remercier la personne.

Nous voulons une vie normale

- Rêve : Une amélioration financière, car je suis sous curatelle
- R : Réussir à reprendre mes études pour trouver un travail
- R : Pouvoir voir mes enfants, parce qu'on m'en empêche
- R : Vivre en paix, tranquille chez soi (trouver un logement, trouver un travail)
- R : Une vie normale : fonder une famille, avoir un emploi
- R : Construire une vie de famille, trouver un emploi
- R : Réussir à vivre bien et à me soigner
- R : Avoir une vie de famille, trouver un emploi
- R : La tendresse une vie de famille

L'exclusion

- Colère : il n'y a pas de justice pour les pauvres
- C : Quand tu es SDF et que tu as un chien, tu es doublement exclu
- C : les discriminations
- C : À la FAC, on ne m'a pas laissé de chance, on m'a mis des bâtons dans les roues
- C : J'aimerais pouvoir voyager, mais pour ça, il faut de l'argent

Dignité

- C : Trop d'hypocrisie dans notre société
- C : La complaisance de l'humain face au malheur
- C : Je vaudrais moins que deux euros. Ici, si on n'a pas 2 euros on ne peut pas manger
- C : Il n'y a pas de respect de l'être humain
- C : Je suis en colère contre moi-même.
- R : Je n'attends plus rien de la société
- R : Donner de la valeur aux gens qui ne croient plus en eux
- C : Je suis en colère contre toute la société

Solidarité

- C : Manque de solidarité, même entre nous qui vivons les mêmes galères
- R : Être unis, quelle que soit sa religion, sa nationalité
- R : La cité de Dieu
- R : Plus d'unité, Être ensemble
- R : Mon rêve c'est la paix dans le monde

Logement

- C : Le parcours du combattant pour avoir un logement
- R : Il faut changer les lois pour le logement
- R : Attribution des logements au cas par cas et non par priorités
- C : Sans logement, je ne peux pas voir mon fils, ça fait un an déjà.
- C : Le cercle vicieux : sans logement → sans travail → sans logement
- C : Sans travail → sans logement
- C : Sans travail → sans logement → sans ressources

Travail

- C : le manque de travail
- C : le patronat qui ne pense qu'à son intérêt
- C : Je suis en colère contre l'État qui ne favorise pas le travail et préfère donner des aides
- C : Les patrons qui me mettent sous pression
- C : Je ne peux pas travailler, car je n'ai pas de papiers

Écologie

- R : Avancer sur de grands projets écologiques

Fiertés

- De mes parents
- De ma liberté
- De ma bonne santé quand je travaille. Fière d'être en France
- De mes trois enfants
- De ce que je suis
- Ce qui est le plus important c'est la parole de dire les choses
- De ma santé. De réussir à la gérer. De réussir mon éducation.
- D'avoir traversé du Mali jusqu'en Italie. D'avoir réussi à immigrer.
- D'être vivant. D'être honnête.
- Ça me rend fière de venir au foyer quand je veux et pas par nécessité
- D'être en bonne santé
- De ma famille
- Fière de parler. J'aime parler aux gens. D'aider les autres.
- De ne pas mendier. D'être indépendant. Garder une bonne santé. De n'avoir aucune contrainte.
- De m'en sortir seul par rapport à toutes mes difficultés
- Il n'y a rien qui rend fière.

Annexe 7 : Texte sur l'immigration d'un militant quart monde

13 décembre 2016

Ce texte a été écrit par Jacques, un militant quart monde rhônalpin, dans le cadre d'une université populaire sur le thème de l'immigration.

La politique en France c'est de dire que la France est un pays qui accueille des personnes immigrées. Mais en même temps on laisse tomber ceux qui sont dans la pauvreté en France. C'est ça qui ne va pas. On oublie la pauvreté en France pour accueillir des personnes immigrées. Quand je pense à mes enfants, moi, quand j'avais leur âge, j'avais des rêves. J'avais envie de faire des projets et j'y arrivais. Mais si mes enfants ont des projets aujourd'hui, ils ne peuvent pas les réaliser. Ils n'ont pas de travail. Et quand ils cherchent du travail, les patrons préfèrent prendre des personnes immigrées parce que ça leur coûte moins cher. Dans les associations, je vois beaucoup de personnes immigrées qui reçoivent de la nourriture. Je vois aussi qu'il y a des pauvres Français qui vivent dans la rue et qui ont faim. Ils vont dans les associations, et des fois ils n'ont rien. C'est ça que je reproche.

C'est la même chose pour les logements. J'ai vu à la télévision qu'on avait rénové des vieux bâtiments pour faire des logements pour des personnes immigrées. Il y a des années qu'il y a des Français à la rue qui cherchent désespérément un logement. Alors pourquoi on a attendu que des personnes immigrées arrivent pour rénover ces vieux logements ? Dans un arrêt de bus, j'ai vu une affiche qui disait qu'il fallait aider les personnes immigrées. Mais je n'ai jamais vu d'affiches qui disaient qu'il fallait aider les SDF ou les gens de la précarité. C'est toutes ces petites choses qui ne vont pas, que les gens dans la précarité voient. C'est ça que je reproche.

Maintenant, tout ça, ce n'est pas de la faute des personnes immigrées. Une personne immigrée, ce qu'elle veut, c'est manger, travailler, vivre et élever sa famille. Ça, je le comprends. En fait ce que je veux c'est l'égalité. Que les gens qui sont dans la pauvreté soient au même niveau que les personnes immigrées qui arrivent. Mais il n'y a pas d'égalité. C'est ça qui ne va pas en France. C'est ça qui me révolte.

On dirait que le gouvernement pousse certains Français à être racistes. Ils font des lois qui interdisent d'être racistes, mais dans la vie ils font juste le contraire parce qu'ils nous oublient, nous les gens de la précarité. Remarquez, quelquefois, je me dis que même sans les personnes immigrées, le gouvernement oublierait de la même manière les gens de la précarité en France.

Malgré ça, je pense que si on veut vraiment accueillir des personnes étrangères en France, il faut d'abord sortir de la misère les gens comme nous. En fait, je crois que le gouvernement ne sait pas comment sortir les gens de la misère en France, ils n'ont pas trouvé la solution. Ils ont peur de se lancer là-dedans parce qu'ils ont peur des réactions des gens qui ont leurs sécurités, leurs maisons, et qui auraient peur de tout perdre. Pour le gouvernement, je crois que c'est plus facile d'accueillir des personnes immigrées que de sortir les gens de la misère en France. Je crois que si on pensait d'abord au peuple français, on pourrait mieux accueillir des personnes immigrées. C'est comme ça que je vois les choses.

Annexe 8 : Plateforme citoyenne « Quelle école pour quelle société ? Construire ensemble l'école de la réussite pour tous ! »

13 mars 2012

Ce texte rassemble les revendications sur lesquelles se sont mis d'accord les partenaires de la campagne-école d'ATD Quart Monde.

À partir d'un constat partagé

« J'ai eu des notes catastrophiques et ça a été un blocage. On m'a traitée de ratée. Toute ma vie, je l'ai vécu et même encore à l'heure d'aujourd'hui, je le ressens. » Un parent

Lorsque, sur le sujet de l'École, on écoute les parents connaissant la grande pauvreté, on ne peut qu'être interpellé par les histoires trop souvent douloureuses qu'ils rapportent de leur propre parcours scolaire, et en même temps par l'espoir immense qu'ils mettent dans l'École pour qu'elle soit l'instrument d'un meilleur avenir pour leurs enfants. Jeunes et enfants s'accordent avec leurs parents dans leur expression très directe sur ce qu'ils vivent à l'École.

En septembre 2011, le CESE (Conseil Économique Social et Environnemental) publiait le rapport et l'avis *Les inégalités à l'École*. Il y est écrit :

« Les difficultés de départ des élèves à l'école élémentaire restent étroitement corrélées à la situation sociale de leurs familles... Les résultats aux évaluations à l'entrée au Cours préparatoire sont déjà très différenciés socialement et les enfants de milieux sociaux favorisés et/ou dont les parents sont très diplômés progressent davantage pendant leur scolarité primaire. Seulement 24 % des enfants d'ouvriers et d'inactifs parviennent en 6e sans redoublement alors que c'est le cas de 65 % des enfants de cadres, d'enseignants et de chefs d'entreprise... Le collège aggrave encore ces inégalités liées à l'origine sociale des élèves et, surtout, il les révèle au grand jour, au moment où les élèves entrent dans l'adolescence et se rapprochent des premiers choix d'orientation. » (Avis *Les inégalités à l'École* page 10)

« Pour la France continentale, les difficultés principales concernent avant tout des territoires urbains. Elles sont alimentées par la concentration de populations défavorisées dans certaines périphéries des grandes agglomérations. Ce processus va de pair avec des phénomènes de ségrégation scolaire qui déstabilisent les écoles et les collèges des secteurs urbains entiers, parfois même à l'échelle de tout un département. Une situation socio-éducative aussi clivée, dans laquelle les tensions autour des enjeux de l'école sont exacerbées, finit par affecter le climat général des apprentissages à l'échelle de toute une agglomération. Des études récentes ont fait apparaître que les résultats globalement obtenus par les élèves des départements d'Île-de-France, hors Paris, sont finalement inférieurs à ce qu'ils devraient être compte tenu de la

richesse moyenne des habitants et du niveau de développement économique de ces territoires. À l'inverse, des territoires moins clivés socialement dans lesquels la mixité sociale continue d'exister dans les écoles et les collèges obtiennent, en moyenne, une meilleure réussite de leurs élèves. » (Avis Les inégalités à l'École page 12)

Une plateforme citoyenne construite avec tous les acteurs

« J'ai toujours été au fond de la classe. Les profs ne m'interrogeaient jamais. » Un parent

« Quand on est rejeté par les autres élèves, les profs ne voient pas, ne comprennent pas, n'aident pas. Du coup, on abandonne. » Un élève

« Si tu n'as pas d'amis à l'école, tu n'as pas le courage d'y aller. » un élève

« Les jeunes veulent faire des choses, mais ce n'est pas possible. Cela brise leur motivation, car ils sont orientés vers des choses qu'ils ne souhaitent pas. Cela casse leurs rêves. » Un parent

Dès son origine, le Mouvement ATD Quart Monde a mis en avant la nécessité de l'accès aux savoirs et à la culture comme une clé essentielle de l'éradication de la grande pauvreté. L'accès de tous au droit fondamental à l'éducation (article 26 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*) doit se faire avec tous et par la mobilisation de tous¹. La volonté de constituer une plateforme citoyenne pour porter aux responsables politiques des propositions sur l'École est née du constat de l'aggravation de la situation des enfants des familles les plus défavorisées à l'École.

Les Ateliers pour l'École

Une étape fondamentale dans la construction de cette plateforme a été la tenue à l'École Normale Supérieure de Lyon, les 11, 12 et 13 novembre 2011 des Ateliers pour l'École. Les 440 participants à ces Ateliers se répartissaient en cinq groupes d'acteurs :

- militants de milieux populaires ;
- parents intéressés par la réussite de tous les enfants ;
- professionnels de l'École ;
- autres professionnels et personnes intéressés par la réussite de tous les enfants ;
- chercheurs universitaires.

Pendant trois jours, ces participants ont contribué à l'élaboration de propositions dont les ébauches provenaient :

¹ Pour reprendre le titre du rapport Robert du Conseil Économique et Social de 2003 (« L'accès de tous aux droits de tous par la mobilisation de tous. »).

- des projets pilotes menés pendant quatre ans par ou avec le Mouvement ATD Quart Monde ;
- du travail du Comité inter-partenarial durant l'année 2011.

Le Comité inter-partenarial

À partir du constat fait ci-dessus et de la volonté de constituer une plateforme citoyenne, douze organisations se sont réunies pour la première fois en février 2011 :

- ATD Quart Monde
- SGEN-CFDT (Syndicat Général de l'Éducation Nationale) appartenant à la CFDT (Confédération Française Démocratique du Travail). Ensemble des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.
- SNES-FSU (Syndicat National des Enseignements du Second degré) appartenant à la FSU (Fédération Syndicale Unitaire). Enseignement secondaire.
- SNUIPP-FSU (Syndicat National Unitaire des Instituteurs Professeurs des écoles et Pégc) appartenant à la FSU. Enseignement primaire.
- SNPDEN (Syndicat National des Personnels de Direction de l'Éducation Nationale) appartenant à l'UNSA (Union Nationale des Syndicats Autonomes). Enseignement secondaire.
- APEL (Association des Parents d'Élèves de l'Enseignement Libre)
- FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Élèves)
- PEEP (Fédération des Parents d'Élèves de l'Enseignement Public)
- AGSAS (Association des Groupes de Soutien au Soutien)
- AMF (Association Montessori de France)
- GFEN (Groupe Français d'Éducation Nouvelle)
- ICEM-Pédagogie Freinet (Institut Coopératif de l'École Moderne, pédagogie Freinet)

Le comité interpartenarial a ainsi constitué s'est réuni six fois durant l'année 2011. Il a validé les thèmes de travail des Ateliers pour l'École et approuvé les ébauches de propositions avancées par ATD Quart Monde et soumises à l'examen des participants des Ateliers. La rédaction de ce texte (plateforme) a été menée sous la responsabilité de ce Comité qui s'engage à la diffuser.

Les fondations de la plateforme

La préparation des Ateliers pour l'École, leur contenu, leurs conclusions se sont appuyés en grande partie sur l'expérience, la pensée, l'expression des parents, des jeunes, des enfants connaissant la grande pauvreté. Ces personnes ont été actrices dans les projets pilotes du Mouvement ATD Quart Monde. Des enseignants se sont engagés à leur côté. Les propositions qui suivent ont été écrites en référence à ces personnes pour construire l'École de tous. Les

cinq groupes d'acteurs qui se sont rencontrés aux Ateliers pour l'École ont croisé leurs savoirs d'expérience, leurs savoirs d'action, leurs savoirs de chercheurs pour aboutir à ces propositions. Les membres du Comité inter- partenarial ont chacun sur le sujet de l'École des options qui leur sont propres. Cependant, ils se reconnaissent dans deux valeurs communes, mises en acte pendant les Ateliers pour l'École :

- Toute pédagogie repose sur l'affirmation que tous les enfants sont capables d'apprendre.
- Toute pédagogie doit contribuer à construire et respecter l'égalité de tous.

Objectifs de la plateforme

Les propositions seront portées à la connaissance des candidats à l'élection présidentielle et aux élections législatives de l'année 2012. Les organisations membres du Comité inter- partenarial informeront leurs adhérents de cette plateforme, pour en favoriser la diffusion. Une campagne d'information sera menée afin que tout citoyen intéressé par la réussite de tous et toutes à l'École puisse se saisir de ces propositions et les soutenir.

4 Grandes orientations + 6 Propositions + 2 chantiers majeurs

L'objectif de ces propositions est d'avancer sans tarder vers l'École de tous et avec tous, en s'appuyant sur l'expertise des personnes des milieux les plus défavorisés. C'est ainsi que la mise en œuvre de ces propositions initiera des ruptures par rapport à l'état actuel de l'école tel que décrit dans le constat.

Les propositions n'ont pas vocation à constituer un projet global sur l'École. Elles portent sur quatre thèmes identifiés comme déterminants pour les enfants et les jeunes les plus défavorisés et s'articulent entre elles :

- Dialoguer, travailler ensemble parents, professionnels et enfants...
- Pour donner à tous les enfants la possibilité de coopérer, de travailler et créer ensemble.
- Pour atteindre ces objectifs : mettre en œuvre une formation initiale et continue adaptée des professionnels de l'École.
- Permettre une orientation réfléchie

Dialoguer, travailler ensemble parents, professionnels et enfants...

Création d'un espace-parents dans les écoles et les collèges

Lever les malentendus école-famille. Les projets pilotes menés par ou avec le Mouvement ATD Quart Monde montrent que la qualité des relations parents-enseignants est déterminante pour la réussite des enfants, et ce dès l'école maternelle. Cette relation ne fonctionne pas bien aujourd'hui dans les écoles et collèges, tout particulièrement avec les parents les plus éloignés de l'École. Un enfant qui ressent entre ses parents et ses enseignants des discordances allant jusqu'à la déconsidération, ainsi que des dissonances entre les savoirs de l'école et ceux de son milieu, se met à redouter l'école et est entravé dans ses apprentissages.

Un espace-parents dans l'école et le collège permettra d'accueillir tous les parents afin que s'instaure un dialogue régulier entre parents et entre parents et enseignants, afin de faire vivre la co-éducation, dans le respect mutuel des rôles de chacun. Dans cet espace sera organisée la participation des parents à la vie de l'école ou du collège. L'espace-parents est un outil dont l'un des objectifs est de lever les malentendus école-famille afin de permettre la réussite de tous les élèves.

Pour cela quelques conditions sont indispensables :

- Ce lieu doit être accessible facilement, aussi bien à l'école qu'au collège.
- Un professionnel contribuera à animer cet espace pour permettre la communication entre tous, parents, enfants, enseignants. Il accueillera les parents en étant attentif à ceux qui sont les moins familiarisés avec ce type de rencontre. Il devra travailler avec les associations de parents d'élèves et les partenaires du quartier (centre social, associations d'éducation populaire...).
- L'animateur et les partenaires du quartier auront la volonté de solliciter l'avis des parents qui ont le plus de mal à franchir les portes de l'école sur tous les sujets abordés à l'espace-parents. Les parents les plus à l'aise avec l'école pourront devenir des « parents-relais » donnant confiance aux autres parents.
- La participation des enseignants à la vie de cet espace est indispensable et s'intégrera dans leur temps de travail.
- Les Projets Éducatifs Locaux prendront en compte l'existence de cet espace-parents.
- Cet espace donnera lieu à au moins une rencontre annuelle collective entre les enseignants et les parents, préparée par des rencontres entre parents et des rencontres entre enseignants sur des sujets choisis en commun.
- Les budgets d'investissement et de fonctionnement (y compris le salaire de l'animateur) devront faire l'objet d'une subvention de l'État pour éviter les inégalités territoriales que pourraient engendrer des différences de moyens entre communes ou départements.

Rencontres individuelles parents-enseignant-enfant sur le thème de la réussite de l'enfant

Un échange autour de deux questions. En collège, les textes officiels prévoient les rencontres individuelles entre les parents et les enseignants, sans exclure les collégiens eux-mêmes. Ces rencontres se passent souvent dans des conditions telles que les parents qui ont le plus de mal à venir dans l'établissement ne s'y rendent pas. L'occasion d'un nécessaire dialogue parents-enseignants autour de l'élève est ainsi manquée. À l'école primaire, ces rencontres individuelles sont souvent provoquées à l'initiative des enseignants quand la situation scolaire de l'enfant est préoccupante. La proposition est de systématiser deux fois dans l'année, aussi bien à l'école qu'au collège, une rencontre parents-enseignant-enfant.

L'échange se fera autour de deux questions :

- Comment l'enfant, l'adolescent, peut-il réussir ?
- Comment chacun des trois partenaires peut-il s'engager dans cette réussite ?

Cela nécessite de partager la connaissance que chacun a de l'enfant ou du jeune et de prendre en compte l'ensemble de ses compétences et de ses centres d'intérêt. Ces rencontres visent à construire avec les parents et l'enfant ou le jeune un parcours de réussite qui donne le goût et le plaisir d'apprendre. Leur préparation suppose de faire émerger avec l'enfant ou le collégien les points d'appui sur lesquels valoriser les progrès et construire le parcours de réussite. Cette évaluation doit être faite en des termes accessibles aux parents et aux enfants, en évitant les formulations trop compliquées. Afin de permettre à tous les parents de s'y sentir invités (et non convoqués) et d'en percevoir l'intérêt, l'espace-parents jouera pleinement son rôle de relais et d'accueil.

« Pour connaître l'enfant, c'est important d'en parler entre l'enseignant et le parent surtout si l'enfant a du mal à apprendre. » Un parent

... pour donner à tous les enfants la possibilité de coopérer, de travailler et créer ensemble.

L'École prépare l'enfant à bâtir la société de demain. Elle doit donc favoriser la coopération entre tous, y compris dans la classe. La coopération est l'une des conditions de la réussite de tous les enfants. Les trois propositions qui suivent donnent trois temps précis de mise en œuvre de la coopération, de construction d'une éthique de la coopération.

Apprentissages et devoirs scolaires effectués dans le cadre de l'École

À l'école primaire, l'interdit concernant les devoirs écrits à la maison est loin d'être respecté. De plus, le travail scolaire « à la maison » aussi bien en primaire qu'au collège est source de grandes inégalités : conditions matérielles de travail, ressources documentaires, accès à internet, disponibilités et compétences des parents, etc. Pour l'élève connaissant des difficultés plus ou moins grandes d'apprentissage, la mise au travail individuel est souvent une mise en échec lorsqu'elle est faite exclusivement à la maison. Pour remédier à cette situation, le temps scolaire doit englober les apprentissages et travaux personnels habituellement faits en dehors de l'école ou du collège, sous la responsabilité d'enseignants.

Ce temps est une occasion privilégiée de coopération entre élèves, sous la conduite de l'enseignant. Ils peuvent ensuite mener un travail individuel dans un cadre sécurisant. L'École doit ainsi organiser le soutien sous la responsabilité d'enseignants, sans externaliser l'aide scolaire. Les enseignants spécialisés des RASED Réseaux d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficulté) ont toute leur place dans la prévention des difficultés scolaires et dans l'aide à apporter aux élèves. À l'école comme au collège, cette aide doit être intégrée dans une nouvelle organisation des rythmes et du temps scolaire, adaptée aux besoins des élèves à chaque niveau de leur scolarité.

« Il faut apprendre aux autres les choses que l'on a apprises, c'est mieux quand on travaille avec un ami, ça passe plus vite et on peut s'aider. On apprend mieux quand on est en groupe parce que tout le monde dit ce qu'il sait, plutôt que d'écouter les profs qui parlent. » Un élève

Coopération avec les partenaires du territoire de l'école ou du collège

L'école et le collège veillent à s'ouvrir à leur environnement, à leur territoire, aux parents, aux partenaires extérieurs (sociaux, culturels, sportifs... Projet Éducatif Local) notamment en menant avec eux des projets ambitieux.

Ils donneront lieu à un travail collectif, impliquant une coopération entre les acteurs du projet. Ils seront l'occasion de donner aux élèves les plus en difficulté, intégrés à des équipes, un rôle essentiel dans le projet.

- Leur contenu sera lié aux apprentissages scolaires et aux savoirs des familles et du territoire.
- Ils aboutiront à une présentation publique, collective, rendant la fierté à tous les participants et au territoire.
- Le financement de ces projets doit être assuré dans le cadre des Projets Éducatifs Locaux, ou des Contrats Urbains de Cohésion Sociale.

Engagement éthique et réciproque assurant à tous les parents et à tous les enfants une place d'égale dignité dans l'école ou le collège

Dans le cadre d'une mixité sociale voulue, réfléchi et construite, la coopération nécessite que tous se retrouvent dans une égale dignité, sans jugement réciproque. Une charte éthique sera écrite dans ce sens par chaque école, rédigée en accord avec tous les acteurs (enfants compris). En collège cette problématique sera travaillée entre autres en éducation civique. Cette charte donnera lieu à un travail annuel dans les classes.

Pour atteindre les objectifs précédents : mettre en œuvre des actions de formation initiale et continue adaptées pour les professionnels de l'École.

Au préalable, nous rappelons qu'il est urgent de revenir à une véritable formation professionnelle initiale des futurs enseignants et de redonner à la formation continue les moyens qui lui font défaut. Le métier d'enseignant ne consiste pas uniquement à délivrer un savoir appris au cours des études supérieures, il est fait de beaucoup d'autres compétences qui ne s'improvisent pas. Parmi ces compétences, il en est d'indispensables pour permettre la mise en œuvre des propositions ci-dessus. Elles doivent donner lieu à des temps de formation spécifiques. Les autres personnels doivent en bénéficier également : ATSEM (Agents Territoriaux Spécialisés des Écoles Maternelles), surveillants, CPE (Conseillers Principaux d'Éducation), infirmières, personnels d'encadrement et d'inspection... Personnels et parents peuvent participer à des sessions de coformation.

« L'institut il me convoque que quand ça va mal. » Un parent

En formation initiale

- Réflexion approfondie sur les stéréotypes et préjugés afin que les personnels puissent s'ouvrir à la diversité des publics accueillis par l'école.
- Découverte de la réalité de vie des différents milieux, en particulier des milieux défavorisés, par tout moyen permettant la rencontre, le dialogue avec des personnes en situation de pauvreté ; par l'étude économique, sociologique et historique ; par l'étude de textes de la littérature ancienne ou contemporaine.
- Connaissance de ce qui fait obstacle à l'apprentissage. Ouverture à ce que la recherche dit de l'échec scolaire, de ses origines, de sa reproduction, du rapport au savoir.
- Formation à l'écoute, au dialogue, à la communication, à la rencontre, en s'appuyant sur les ressources des milieux associatifs, d'éducation populaire et nouvelle, de centres sociaux, de centres de loisirs, etc.

- Formation aux pratiques coopératives, notamment par la rencontre de mouvements pédagogiques. La mise en œuvre de la pédagogie coopérative doit être un objectif de formation.
- Connaissance et mise en œuvre de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

En formation continue

- Poursuivre et approfondir ce qui a été commencé en formation initiale. Permettre la formation des personnels déjà en poste.

En formation initiale (en prenant appui sur les stages) et continue

- Instituer des collectifs de travail permettant de réfléchir en équipe. Faire bénéficier les professionnels d'éclairages scientifiques et de soutien par des formateurs, les accompagner dans l'analyse des pratiques et des situations pour trouver collectivement des solutions aux problèmes et valoriser les réussites.

On peut noter qu'à l'école primaire, des « animations pédagogiques » peuvent d'ores et déjà être consacrées à l'un ou l'autre des thèmes ci-dessus.

Permettre une orientation réfléchie

« Mon fils on voulait l'orienter en cap après le brevet. Je savais que ce n'était pas ce qu'il voulait. Je me suis battue et il a terminé sa scolarité avec bac+5. » Un parent

Au collège

Les jeunes des milieux populaires et leurs familles expriment une profonde insatisfaction vis-à-vis de l'orientation. Pour lutter contre les déterminismes sociaux et pour construire la réussite de tous, l'École doit donner à tous les jeunes les moyens d'une orientation choisie et ambitieuse. Sur la base de la réflexion et des premières propositions élaborées au cours des Ateliers pour l'École, les partenaires initiateurs de la plateforme s'engagent dans un travail commun sur l'orientation au collège afin d'aboutir à des propositions concrètes avant la fin de l'année scolaire 2011-2012.

Dans l'enseignement spécialisé

Le thème de l'orientation dans le cadre de l'adaptation scolaire et de l'intégration des élèves handicapés (ASH de l'Éducation nationale), du secteur médicoéducatif et dans l'enseignement spécialisé a été abordé aux Ateliers pour l'École à la demande des parents de milieu populaire. Les enfants de ces milieux sont très présents dans l'enseignement spécialisé.

La grande difficulté scolaire paraît trop souvent assimilée au handicap. La frontière est souvent floue et vécue de façon douloureuse par les familles. Les critères permettant d'établir le handicap doivent être mieux expliqués pour que les situations soient mieux comprises. Le groupe qui a abordé ce thème aux Ateliers pour l'École demande que le travail continue sur cette question de l'orientation dans des circuits adaptés. Sur la base de la réflexion et des premières propositions élaborées au cours des Ateliers pour l'École, les partenaires initiateurs de la plateforme s'engagent dans un travail commun sur l'orientation dans l'enseignement spécialisé afin d'aboutir à des propositions concrètes avant la fin de l'année scolaire 2011-2012.

« L'école c'est important pour avoir un métier plus tard ; les enfants doivent s'amuser, rigoler, apprendre des choses, découvrir la vie, connaître les gens. Il faut aller à l'école pour apprendre toutes ces choses. Certains d'entre nous y sont heureux parce que c'est un lieu où ils trouvent des amis, ou ils aiment apprendre. » un élève



Annexe 9 : Synthèse sur la coconstruction de propositions politiques

Décembre 2012

Ce texte, interne à ATD Quart Monde, constitue une synthèse du séminaire d'évaluation de la campagne-école.

Ce qui aide la Coconstruction

But commun

Pour la coconstruction, il faut avoir un but commun clairement identifié. Par exemple, notre sujet sur l'école « la réussite de tous les enfants », personne ne peut dire qu'on a tort de vouloir cela. Ça permet de choisir précisément les partenaires avec qui nous devons travailler. Ça a permis d'oser dire des choses essentielles même si c'était à contre courant (ex : il faut trois ans pour apprendre à lire, pourquoi le vouloir en un an). Et cela permet à chaque partenaire de garder ce qui est essentiel pour lui. Cela permet tout au long du travail de recentrer le débat, de créer la confiance car chacun sait qu'on ne va pas entraîner les participants sur un autre sujet.

Les écrits

Avoir des écrits pour transmettre à d'autres. Une parole ça s'envole, tandis qu'un écrit reste. Les écrits prouvent que la parole est prise au sérieux. Prendre le temps d'écrire, ce n'est pas du temps perdu, au contraire. Écrire avec des mots simples, mais qui ont une valeur importante, une qualité. C'est important d'écrire pour se comprendre avec d'autres, avec les partenaires, qui ne comprennent peut-être pas la même chose. Écrire pour négocier. Écrire pour préciser la pensée, préciser des propositions. Écrire pour mobiliser les partenaires. On les rencontre avec un projet écrit.

La mobilisation citoyenne

Faire en sorte que tous les citoyens se sentent concernés : vérifier les propositions auprès de tous les citoyens (quartiers, professionnels, institutions, ..) et les faire comprendre par les expériences de vie que ce qui semble évident n'est pas vrai pour tout le monde.

Rigueur

- Nécessité d'un temps de préparation pour représenter les familles.
- Importance au départ de se présenter, de connaître le rôle de chacun, qui il représente (tour de table, temps conviviaux...)
- Se respecter les uns les autres. Être à l'écoute sans s'interrompre.
- Veiller au temps de parole de chacun à toutes les étapes de l'échange. Veiller au final que les accords soient validés par tous.
- Prendre le temps de bien se comprendre.
- Recueillir par écrit l'ensemble des contributions des participants, des personnes (décryptage d'interviews, reprise de l'ensemble des interventions dans le compte-rendu).
- Importance d'avoir un retour pour savoir si notre parole a été prise en compte.

Temps

Il nous a fallu travailler pendant trois ans pour coconstruire des propositions politiques pour l'école au niveau national, en France. Il a fallu tout ce temps pour arriver à un résultat de bonne qualité, car il y a plusieurs étapes indispensables, exigeant chacune le temps nécessaire :

- Le temps pour aller au devant des personnes qui vivent les difficultés ;
- Le temps pour que les militants qui ont l'expérience de la précarité aient le temps d'échanger et d'écrire leur pensée avant de discuter avec d'autres acteurs ;
- Le temps pour la confrontation entre les acteurs et des temps d'apaisement et pour se connaître mieux ;
- Le temps d'au moins une rencontre de travail assez long, par exemple de quatre jours, avant la rencontre plénière entre tous les acteurs.

Expérimenter à plus petite échelle ce qu'on veut faire en plus grand

Ca permet de se préparer, de s'entraîner. Mais aussi de découvrir et travailler les défis. Progressivement construire la confiance pour oser un dialogue plus large, jusqu'aux ateliers de Lyon à 400 personnes avec les partenaires.

Par exemple :

1. Des propositions déjà expérimentées dans des quartiers.

Par exemple un dialogue entre parents d'un quartier populaire et professeurs a eu lieu dans un quartier à Rennes. C'est là qu'on a découvert que les parents précaires avaient peur des profs, mais aussi que les profs avaient peur des parents précaires. Et comment le surmonter.

Et on a aussi découvert qu'il n'y pas que la difficulté entre les parents précaires et les profs, mais il peut y avoir aussi difficulté entre parents précaires et autres parents. Et il faut aussi créer un dialogue entre les parents. Et on a décidé de considérer les parents d'autres milieux comme partenaires essentiels de la réussite de tous les enfants.

2. Trois week-ends de croisement des savoirs ont eu lieu avec les différents acteurs : parents en précarité, parents d'autres milieux, enseignants et chercheurs pour travailler comment les enfants peuvent réussir.

Par ces week-ends on a découvert et essayé de comprendre des conflits et on a pu travailler dessus : par exemple entre parents précaires et parents d'autres milieux. Cela se retrouve dans les difficultés et défis entre ATD Quart Monde et les Fédération de parents d'élèves. On a découvert des gênes : par exemple un chercheur qui ne veut pas se présenter et dire qu'il est chercheur. Donc aux ateliers on a bien dit aux chercheurs qu'ils ne venaient pas nous étudier comme des objets, mais apporter leurs savoirs, comme les autres.

3. Un séminaire de 4 jours avec parents, jeunes, enfants, enseignants (interne)
Tout le monde s'était déjà préparé (en université populaire, groupe jeune, groupe enfant Tapori, entre profs). Les mots des enfants, les frustrations des jeunes, tout cela était très émouvant. Ça permet de partager toutes les réflexions, mais aussi toutes les émotions pour être moins émus moins fragile aux moments plus publics (les Ateliers de Lyon.). Ça permet de regarder tous les thèmes possibles et de regrouper et de choisir ensemble les sujets.

« Nos récits ne sortaient pas de la salle, les propositions écrites si. »

4. La méthode pour se parler dans les ateliers à Lyon a été essayée avant entre les animateurs.

Diversité

Une diversité, bien **choisie**, en **allant au devant** des familles : chercher à connaître les absents. Prendre en compte la diversité (par ex, ici, plus de 30 nationalités dans un quartier)

La diversité, ça entraîne : ça permet d'écouter d'autres, différents de nous (ici, écouter les enfants, les jeunes, les parents, les enseignants. Par ex, les jeunes ont apporté un thème pas abordé avant, l'orientation), ça donne du recul, ça permet de changer nos préjugés. Et en **allant au devant** des autres partenaires, liés au but (ici, changer l'école. On a donc choisi 12 partenaires impliqués dans l'école). Ne pas mélanger tous les sujets.

La diversité permet **d'avoir un poids** : la pensée des militants donne de la légitimité, le poids/statut des autres structures donne du pouvoir. Ici, si on avait été sans les syndicats par ex, la plateforme aurait eu moins de poids.

Confrontation

La confrontation est nécessaire.

Pourquoi ? Elle permet :

- D'avancer : par exemple, les professionnels ont compris que les militants avaient des connaissances
- De comprendre pourquoi cela ne fonctionne pas
- Que chacun garde ce qui est essentiel pour lui

Comment ?

- En se préparant
- En ayant du respect, de la confiance et une liberté de parole : attention à l'agressivité
- Faire un effort de compréhension mutuelle
- Oser se dire qu'on ne comprend pas
- Organiser des temps de respiration : temps d'échanges informels (pause, repas...)

Formation

Pour participer et oser la confrontation il faut être formé à oser prendre la parole, oser dire des choses essentielles même si on est à contre courant, oser dire qu'on ne comprend pas. Être formé à avoir du recul sur sa vie, à connaître la réalité de ce qui se passe, la société. Être formé à redonner aux autres ce qu'on apprend.

Formation pour les militants, mais pour tous aussi.

La préparation est vraiment un temps de formation.

La formation donne confiance en soi et permet de s'impliquer vraiment.

La formation des animateurs est aussi très importante (on a pris une journée pour s'exercer à la méthode, mais il aurait peut-être fallu plus.)

Ce qui aide à construire des propositions politiques

Avec les partenaires choisis

- Partir d'une question pour aller vers une négociation.
- Proposer à tous les partenaires, rencontrés un par un, une réalité et une question incontournable (l'échec scolaire massif des enfants vivant en situation de précarité). Et chacun reconnaît qu'il porte cette question. Ils acceptent le principe de réunions régulières (au bout du compte, il y en eu dix en tout).
- Premier tour de table avec tous les partenaires, ATD raconte une expérience. Un partenaire dit « Le Mouvement a apporté un objet commun, tout le travail réalisé en amont » (Maurepas et relecture des enseignants alliés sur leur pratique). Nous avons regardé ensemble cette question et le travail en amont. Et chacun a dit comment son organisation ressent cette question.
- Nous avons évité que chacun amène ses solutions dès le début car alors « chacun serait resté sur son propre chemin ».
- Ce qui a uni c'est la perspective, la possibilité de réfléchir avec des parents vivant en situation de grande pauvreté. Un partenaire dit « C'est une rupture politique, on ne se positionnait plus comme expert, pensant à la place de, on va travailler avec. »
- Certains sont venus à une université populaire Quart Monde sur le thème de l'école et l'ont raconté aux autres, tous ont été d'accord de se risquer dans les ateliers de Lyon : « aller travailler avec »...
- Ils ont été d'accord à condition que nous en assumions l'animation dont ils ont dit après que c'était une pédagogie de l'égalité : la parole des parents étaient respectée, mais la leur aussi.
- Après Lyon, nous avons pu négocier les propositions sur une expérience commune. Nous avons accepté d'en abandonner deux sur sept pour sauver l'accord sur les cinq. Nous avons patienté pour le 12^{ème} partenaire.
- Dans les réunions, il y avait le même nombre de représentants d'ATD que des autres. On en a assumé l'animation et le secrétariat.

Mobilisation citoyenne

Quand on se met ensemble pour un but qui concerne toute la société, il ne faut pas compter seulement sur les politiciens pour changer des choses. Le défi est que tous les citoyens bougent. Notamment ceux qui vivent des difficultés doivent pouvoir dépasser leurs peurs (à cause des regards et des pensées des autres) et parler des problèmes avec d'autres citoyens. Il faut construire une parole commune citoyenne qui s'adresse aux décideurs politiques et à tous les citoyens.

Emergence d'une parole

Il faut des actions qui permettent de libérer les savoirs de tous et de produire une parole appuyée sur l'expérience en prêtant attention aux détails qui peuvent révéler des choses importantes. Par exemple, les universités populaires Quart Monde, le Croisement des savoirs, qui montrent que les personnes en situation de pauvreté ont une parole juste, une analyse et une capacité de réflexion qui modifient le débat idéologique et qui fait bouger les lignes.

Un thème qui prend en compte toute la société

La question posée par le Mouvement a été reconnue légitime pour les partenaires. C'est un bon sujet de société car il engage l'avenir de nos enfants donc l'avenir de la société. 150 000 jeunes qui sortent de l'école sans formation, cela traduit une société bloquée. C'est un thème qui concerne tout le monde. C'est un thème qui engage l'avenir des enfants et la cohésion d'une société. La pédagogie de l'égalité commence à l'école dans la manière où ils apprennent à vivre ensemble. Comme il a été abordé, le thème a sollicité la parole de tous, avec une démarche rigoureuse pour recueillir la parole de tous. On a tous un avis sur l'école, mais dans le quotidien on n'est pas sollicité à le donner, mais là on l'était.

Légitime, pragmatique

Ce qui donne cette légitimité c'est une démarche contraignante qui déplace les pratiques habituelles des responsables politiques et contraint à penser à partir du réel.

Notre légitimité pour parler au nom des plus démunis vient :

- Des universités populaires dans lesquelles la réflexion des personnes en situation de pauvreté est reconnue et entendue.
- D'expérimentations à partir desquelles nous construisons nos propositions
- Du fait que l'on rassemble : les personnes les plus exclues, mais aussi les différentes composantes du mouvement : alliés volontaires...
- Du fait que l'on fasse des partenariats dans nos expérimentations et nos réflexions
- Du fait que l'on parte du vécu des personnes pour construire.

Notre légitimité pour parler de l'école :

- Le choix de nos partenaires qui sont dans l'école
- Nos expérimentations au niveau de l'école avec des partenaires : Maurepas, FIVES, pré-école...
- On se bat pour la réussite pour tous et pas seulement les plus pauvres : pédagogie de l'égalité.

Choix des partenaires

Pour faire des propositions Politiques, on ne peut pas être seuls. Sinon c'est perdu. Il faut un combat ensemble. Il faut trouver les bonnes personnes, faire un bon choix de partenaires avec un bon équilibre et qui s'engagent à travailler avec nous sur un même combat avec la même attention particulière « la réussite de tous les enfants ». Il faut aller avec ceux qui ont les clés ou qui peuvent les trouver. C'est important de travailler avec différents mouvements qui disent tous leurs points de vue. Dans notre combat il y avait 12 partenaires les Fédérations de parents d'élèves, des Syndicats d'Enseignants et des Mouvements Pédagogiques. Il y aussi des organisations que l'on a refusées pour rester dans le même critère en ce qui concerne l'école et le travail dans la classe. *La priorité* a été donnée à ceux qui ont été vraiment dans l'Education. On a voulu que ces responsables soient là et participent à toutes ces démarches.

Annexe 10 : Extraits d'entretien de militantes quart monde

Voici les premières pages des retranscriptions des entretiens sur les parcours d'engagement de Nicole et d'Isabelle : deux militantes quart monde qui ont eu des responsabilités au sein d'ATD.

Entretien du 7 avril 2016 avec Nicole

Question : Comment avez-vous connu ATD Quart Monde et quelles sont les grandes étapes de votre engagement ?

Nicole : Je suis entrée dans ATD Quart Monde en 1971 ou 1972 par le biais de deux volontaires qui sont venus vivre dans la cité d'urgence dans laquelle j'habitais avec ma famille. Ces deux volontaires se sont installés au cœur du quartier qui avait une très mauvaise réputation. J'avais 17 ans.

Question : Où était cet endroit ?

Nicole : C'était un camp en Normandie. On a trouvé bizarre que des gens très sympas viennent s'installer dans un quartier de mauvaise réputation. On a supposé que c'était peut-être des éducateurs ou des policiers. Quand ils nous disaient qu'ils étaient d'un mouvement de lutte contre la pauvreté, on n'arrivait pas y croire, et donc on les a testés. On y a été fort à des moments pour sentir un peu ce qu'ils avaient dans le ventre. Après plusieurs mois, on s'est rendu compte qu'ils avaient vraiment fait ce choix pour être avec et pour nous. Dès le départ, ils nous ont vraiment considérés et respectés. Ils n'ont pas douté ni de nous ni de nos parents. Dans le couple de volontaires, l'homme était davantage auprès des jeunes et sa compagne était davantage auprès des adultes. On a découvert petit à petit ce mouvement à travers la présence quotidienne de ce couple dans la cité. Rapidement, ils ont cherché à nous engager avec eux dans cette lutte contre la misère. Même si au début je ne comprenais pas ce mouvement, ce qui comptait pour moi c'est que ce couple nous faisait confiance et nous considérait. Voilà comment les choses ont pris forme.

Question : Quelles sont les premières choses que vous avez faites avec eux ?

Nicole : D'abord, on s'est rencontré avec les jeunes de la cité. On essayait de se réunir pour parler de nos rêves et de ce que l'on aimerait vivre ensemble. Très vite s'est dégagée une première idée de partir en vacances ensemble. On est parti à cinq ou six quelques jours en Bretagne. On découvrait tout parce c'était la première fois qu'on sortait de la cité.

Rapidement, les volontaires ont amené l'idée de participer au premier rassemblement de jeunes que le mouvement organisait en 1973 dans le Jura : Alternative 114. Ils nous ont proposé de participer à ce rassemblement en nous expliquant que c'était des jeunes de toutes les cités de France qui allaient se retrouver pour vivre un temps ensemble et oser se parler. On s'est dit pourquoi pas. Pour moi, ce qui primait c'était le fait de pouvoir sortir et de dépasser les frontières du quartier. [...]

Lors de mon premier rassemblement, on s'est retrouvé avec des jeunes qui nous ressemblaient beaucoup et qui avaient le même phrasé que nous. C'était rassurant de se retrouver dans chacun d'eux sans se poser de question, sans penser à aucun moment qu'ils nous regardaient de travers. Il y avait quelque chose de magique, au niveau de la reconnaissance qui fait que d'emblée on était à l'aise alors qu'on ne se connaissait pas. C'était le début de l'aventure pour moi. Ça a été un choc de prendre conscience qu'il y avait beaucoup d'autres jeunes qui nous ressemblaient partout ailleurs. On avait le sentiment d'être des pestiférés dans notre coin et on s'est rendu compte que des pestiférés il y en avait dans tous les coins de la France. Ça nous a fait du bien de se dire qu'on n'était pas seuls. [...]. On voyait aussi, à partir des réflexions qui avaient été menées dans les différents quartiers, l'énergie de la jeunesse. C'était fabuleux. Dans le cadre de ce rassemblement, je me souviens qu'il y avait un immense chapiteau et que j'étais adossée à la toile dans ce chapiteau au fond. À un moment donné, le Père Joseph est monté sur la scène et a fait un discours en nous apostrophant avec une énergie incroyable. J'étais captivée, car j'avais beaucoup entendu parler de lui. Il m'a happée ce jour-là parce que tout ce qu'il disait était exactement ce qu'on vivait, ce qu'on pensait, ce qu'on rêvait de pouvoir dire. C'était le début de ma conscientisation et du chemin sur lequel j'allais m'engager.

Question : Quel était le but de ce rassemblement ?

Nicole : Le but de ce rassemblement était de permettre à des jeunes de prendre conscience qu'on pouvait être une force, que ce qu'on vivait chacun de son côté n'était pas quelque chose d'isolé, mais que d'autres vivaient la même chose. C'était la création de la branche jeunesse du mouvement.

Question : Est-ce que c'est à partir de là que vous avez commencé à vous engager ?

Nicole : Oui, quand on est rentré de ce rassemblement, j'ai davantage posé de questions. J'étais avide de comprendre. On était dans une dynamique d'être ensemble, de faire des choses ensemble, plutôt que d'être chacun de son côté. C'était l'occasion de réaliser cette aspiration profonde qui a toujours été au fond de moi. Je suis entrée par le mouvement jeune qui m'a donné des bases et quand j'ai eu un enfant à 18 ans, j'ai souhaité rejoindre le mouvement des adultes parce que je n'étais plus dans les mêmes problématiques que des jeunes qui n'ont pas de responsabilités familiales.

Question : Il y a eu la découverte avec l'arrivée des volontaires dans votre quartier, puis ce rassemblement qui vous a fait une sorte de déclic. Est-ce que j'ai bien compris ?

Nicole : Complètement.

Question : Et après, de quelle manière s'est construit votre engagement ?

Nicole : Il y a eu la découverte des universités populaires. Je suis restée un peu engagée chez les jeunes, mais dès qu'il y avait un rassemblement d'adultes, je sentais bien que j'avais des choses à faire là dedans. J'ai donc commencé à participer à la préparation des universités populaires qui m'ont très vite passionnée. [...].

Question : C'est quelque chose d'important pour vous ?

Nicole : Oui. Je continue de me passionner pour l'université populaire que j'anime aujourd'hui dans ma région. C'est une école fabuleuse, incroyable. J'ai eu la chance de connaître l'université populaire animée par le Père Joseph dont j'ai beaucoup appris de sa manière de faire et de sa manière d'être. J'ai d'abord appris à l'université populaire de Joseph Wresinski, l'importance du sens de l'accueil avec une attention forte envers les personnes en situation de pauvreté. Il nous accueillait tous dans un ensemble, mais il savait montrer quelque chose de particulier à chacun. Aujourd'hui, j'essaie de faire cela quand j'accueille les gens à l'université populaire : de les prendre dans une globalité tout en ayant une attention particulière à chacun. C'est quelque chose qui m'a beaucoup sécurisée et qui à chaque fois donne de la reconnaissance. Le Père Joseph savait faire cela. [...]. C'était vraiment quelque chose de surprenant et de grisant de sentir chez Wresinski l'ambition qu'il avait pour nous. Personne n'avait jamais eu une telle ambition pour moi. Je crois que c'est parce que j'ai senti cette attente que cela m'a convaincue que j'avais quelque chose à faire là et d'être régulière. J'ai fait l'expérience d'être dans un lieu où j'étais en sécurité. Je pouvais être là dans le silence, mais aussi faire le choix de briser le silence. Personne n'allait m'obliger à parler. Il fallait que je trouve mon rythme et celui-ci allait être respecté. J'ai fait cet apprentissage à l'université populaire. Je savais que j'étais attendue à chaque fois que je venais, mais qu'on n'allait pas me brusquer par rapport à cette attente, qu'on allait me faire un appel du pied, mais sans « forcing ». Je me suis bâtie avec l'université populaire qui était sécurisante pour moi.

L'université populaire est une chance surtout pour les militants, car ce sont les plus pauvres qui sont au cœur de l'université populaire. [...]. C'est aussi une chance incroyable pour les volontaires et les alliés, mais il faut garder le fil rouge : tout doit partir du plus pauvre. C'est à cette entreprise-là que l'on doit se vouer. J'ai passé mon CAP, mon brevet et mon Bac à l'université populaire. J'ai appris à écouter, à parler, à me concentrer, à me contrôler. C'est une école formidable.

Question : Connaissez-vous bien le Père Joseph ?

Nicole : Il venait très souvent à la cité pour nous rencontrer donc j'ai eu la chance aussi d'avoir une relation dans la durée avec lui, jusqu'à sa mort. On a vécu beaucoup de choses ensemble. Je pense qu'il avait aussi senti des choses chez moi, et du coup il m'a beaucoup poussée. Il a été très intransigent avec moi, il ne m'a pas fait de cadeau, mais c'était constructeur. Toute l'ambition qu'il avait pour nous, il l'a fait avec exigence. On ne peut pas être ambitieux sans exigence et ça aussi, ça a été un apprentissage pour moi.

Question : Comment était-il avec les militants ?

Nicole : Je crois que c'était un homme qu'on ne pouvait pas croiser et oublier. Ce n'était pas possible parce qu'il avait un tel charisme d'abord, mais aussi un amour des gens, mais pas un amour simple... ce n'était pas quelqu'un qui brossait les gens dans le sens du poil. C'était un homme ambitieux. Il bousculait, interpellait, réveillait. Il était ambitieux et exigeant. Je me souviens quand les premiers volontaires sont partis de la cité, il a organisé une réunion. On ne savait pas que les volontaires partaient donc on était en colère et il m'a dit : « Mais Nicole, tu vas prendre la relève avec une autre maman de la cité ». Je lui ai dit : « Mais ça ne va pas, ce n'est pas possible ». Finalement, il est venu un nombre incalculable de fois pour travailler avec nous.

J'ai des souvenirs très précis. Il disait : « Quelle est la famille la plus pauvre de la cité ? Est-ce que vous allez la voir régulièrement ? » Je lui ai répondu qu'on y allait de temps en temps et il m'a rétorqué : « Ce n'est pas de temps en temps qu'il faut aller les voir, c'est tous les jours et tant que cette famille-là ne sera pas dans les réunions, dans les préparations de l'université populaire, considérez que vous ne faites rien du tout ». Donc on a essayé. Un mois après, il me demande : « Qu'est-ce qui te gêne quand tu vas chez eux ? » Je lui ai répondu que je trouvais qu'ils parlaient mal à leurs enfants et là il s'est mis dans une colère incroyable : « Tu te prends pour qui pour dire des choses comme ça ? Tu te crois mieux avec ton enfant ? Tu lui parles toujours bien ? » On peut dire des choses, mais on n'a pas le droit de passer à côté d'une remise en question personnelle [...]. C'était dur, mais constructeur. Son ambition était vraiment que nos vies changent. Et pour que notre vie change, il fallait vraiment qu'on devienne acteur de notre vie et non pas les voyeurs de la vie des autres.

Je suis un peu une écorchée vive et je ne cherche pas à m'en guérir. J'ai un fond qui reste indigné et en colère en permanence et c'est très bien. Je crois que beaucoup de colères peuvent être saines. Je ne veux pas qu'on m'utilise et qu'on utilise les gens. L'enjeu de ce mouvement selon l'ambition du Père Joseph, c'est qu'on devienne des hommes et des femmes libres. Pour être libre, il faut qu'on parte de qui on est et de là où on est. Le mouvement est comme d'autres endroits, il recrée la société avec ses bons côtés et ses écueils. Dans mon parcours, j'ai rencontré des volontaires et des alliés [...] qui osaient contredire et interpellier les militants, alors que d'autres étaient toujours d'accord devant nous, prenant ce que disent les pauvres comme une parole d'évangile. Le danger serait d'utiliser les gens à une fin qui ne

seraient pas la leur. Quand je disais que dans telle famille, ils parlaient mal à leurs enfants et que le Père Joseph me disait : « Comment parles-tu à ton fils toi ? », il avait raison. Je ne faisais pas mieux donc on ne peut pas critiquer. Il faut regarder ailleurs, mais il faut aussi se regarder soi-même. C'est l'ambition la plus importante que l'on peut avoir pour les gens, dans la conscientisation. J'ai aussi rencontré d'autres gens et si j'étais restée avec eux, je ne serais pas qui je suis aujourd'hui. J'ai eu de la chance d'avoir ces rencontres, mais je savais aussi de quel type de relation je voulais. J'ai toujours fui les relations où on me mettait de la pommade.

Entretien réalisé le 21 mars 2016 avec Isabelle

Question : Comment avez-vous connu ATD Quart Monde ? Quelles ont été les grandes étapes de votre engagement ?

Isabelle : S'il n'y avait pas eu une militante qui sonnait tous les jours à ma porte, je ne serais pas là. Elle me disait : « Tu ne peux pas rester toute seule, ce n'est pas bon ». C'est ma mère qui ouvrait la porte, et la femme m'a demandé si je voulais faire un voyage à Paris avec elle, ce à quoi j'ai répondu non. Je sortais d'un accident, de pleins de choses et je n'avais pas envie de sortir. J'avais l'impression qu'elle voulait que je vienne dans un club de tricot. Je ne connaissais pas le mouvement du tout. Elle ne m'a pas dit viens nous aider à écrire une loi. Sinon, je n'y aurais pas cru. [...]. La femme m'affirmait que si je n'avais pas l'argent pour y aller ce n'était pas grave, qu'il n'y en avait pas besoin. Je me disais que c'était une arnaque, c'était très étrange. Alors, on est monté dans un bus, et mes doutes se sont accentués parce que je voyais des enfants à qui on faisait faire des fleurs en papiers afin qu'il puisse les mettre sur la tombe du Père Joseph. Il y avait un grand barbecue où les gens chantaient la chanson « Freedom ». J'avais l'impression d'être dans une secte.

Le soir ils ont diffusé un film sur le Père Joseph et j'ai eu un déclic. Je me demandais comment un curé pouvait savoir ce que je ressentais : l'angoisse d'aller demander des choses, le chagrin, la frustration qu'on peut ressentir quand on n'a rien et qu'il faut toujours tendre la main. Cela m'a fait un bien fou de voir que les gens autour de moi étaient comme moi. Ça m'a libérée. On m'a tendu un micro et on m'a demandé si j'avais des choses à dire. Je ne me souviens pas de ce que j'ai dit, mais seulement de ce que j'ai ressenti. Petit à petit, j'ai découvert le mouvement. J'y ai mis le petit doigt et je me suis fait manger tout entière.

Question : Que s'est-il passé ensuite ?

Isabelle : À ce moment-là, il y avait encore des universités populaires à Nancy. J'ai participé à deux ou trois UP, et petit à petit je me suis engagée. C'était en 1988, à l'époque de la bataille sur le RMI. Après, on a énormément travaillé sur la loi de 1998 y compris sur la CMU, ainsi que sur d'autres choses. C'était impressionnant et incroyable qu'on puisse demander à des gens comme moi qui n'ont rien, leur avis sur de telles questions et d'aider à écrire une loi.

Question : Est-ce que cela a été important dans votre engagement ?

Isabelle : Oui parce qu'avant je vivais dans une sorte de squat, je n'avais rien et on me faisait taire. Là, c'était la première fois que j'avais le droit de parler et de revendiquer des choses.

J'étais parmi les premières bénéficiaires du RMI (revenu minimum d'insertion). Quelque temps après, j'ai eu un accident. Au bout d'un an d'insertion, on ne me proposait plus rien alors je me suis battue. Comme je touchais de l'argent tous les mois on me reprochait de vouloir réclamer d'autres choses. Mais pour moi le RMI c'était une porte, un sas qui devait m'amener à autre chose. Je ne voulais pas être enfermée toute ma vie au RMI car le « I » de RMI signifie insertion. J'ai fait un CES (contrat spécifique aidé) pendant trois ans. Puis, j'ai fait une formation qualifiante, à savoir un CAP petite enfance. J'ai demandé à effectuer une formation pendant mon CES, ce qui était prévu normalement, mais il ne fallait pas trop en demander. Comme je faisais des ménages, l'assistante sociale me proposait des cours du soir d'alphabétisation. Je lui ai répondu que je savais lire et écrire et que je n'en avais pas besoin. Alors comme je faisais du ménage, cela voulait dire que je n'avais rien fait d'autre dans ma vie. C'est mon parcours de vie qui m'a amenée là, mais cela ne voulait pas dire que je n'étais pas intelligente. Avant mon accident, j'étais secrétaire médicale et je devais entrer dans un DUT, ce qui veut bien dire que j'avais des capacités.

Question : C'est un accident qui vous a fait basculer dans la pauvreté.

Isabelle : C'est un divorce et un accident avec la mort de mes trois enfants. Je me suis battue ensuite pour avoir une formation qualifiante, et j'ai eu ce CAP petite enfance. Puis, avec le mouvement, j'ai continué à avancer. J'ai fait partie de différents groupes de travail sur l'école et sur la santé. Quand on me disait que j'avais le droit de parler, je ne m'arrêtais plus. Par exemple, on m'a demandé de faire la formation des professeurs dans leur dernière année à l'IUFM, ce que j'ai accepté. Cela s'appelait « école et grande pauvreté », et j'ai ainsi effectué des formations à l'IUFM pendant quatre à cinq ans.

Question : Est-ce que c'était des coformations ?

Isabelle : Non, cela n'existait pas encore, c'était les prémices. J'étais avec un allié de poids qui était recteur d'académie. [...]. Après on m'a demandé de faire partie du conseil d'administration, car il s'ouvrait à cette époque aux militants. Au départ, on était deux militants, et je suis restée onze ans au CA. Par la suite, on m'a sollicitée afin de faire partie de

la délégation nationale élargie, mais je ne m'en sentais pas capable. J'ai réussi à me débrouiller au sein du CA, mais pour la délégation nationale je n'ai pas voulu m'avancer et j'ai accepté pour un an afin de voir ce que cela allait donner. J'y suis restée, car j'y ai trouvé ma place. On m'a remplacée quand je suis tombée malade par [M]. Elle s'est formée pendant deux ans, d'où l'important d'être plusieurs pour avoir de la relève. [M] est militante à Nancy et elle m'a remplacée dans la délégation et au CA. J'avais démissionné du CA parce que je trouvais que 11 ans c'était beaucoup. Je souhaitais aussi que d'autres militants puissent y participer et profiter de tout ce dont j'avais bénéficié.

Question : Vous dites bénéficié, pouvez-vous préciser ce que vous voulez dire ?

Isabelle : C'est une chance de pouvoir influencer dans sa vie, dans la vie politique et dans la société. Donner à des gens comme moi qui n'ont rien ou presque rien, l'opportunité de pouvoir rencontrer un ministre pour [...] lui dire : « Dans vos papiers c'est comme ça, mais ce n'est pas pareil dans notre vie ». Dès fois ils tombent des nues. Je me rappelle avoir rencontré Raffarin quand il était Premier Ministre. Je lui ai dit : « Vous vous rendez compte que mon fils avait trouvé un petit emploi, il gagnait 200 euros par mois et ces 200 euros on me les a retirés de mon RMI. Mon fils travaillait pour la gloire parce que finalement il était obligé de me donner son argent pour qu'on vive. Avec 200 euros de moins, je ne pouvais pas payer mes factures ». J'ai dit à Raffarin : « Ce n'est pas normal qu'un jeune travaille pour rien ». Raffarin m'a répondu : « Ce n'est pas comme ça dans la loi ». Il a quand même demandé à son secrétaire ou chef de cabinet qui lui dit : « Si, c'est bien comme ça. Le montant de toutes ressources qui entre dans le foyer est retiré du RMI ». Du coup, ils ont modifié un peu la loi. Maintenant, ce n'est que 20 % du revenu de l'enfant qu'on retire du RMI. Il a tout de suite dit qu'il fallait changer ça et il a agi rapidement. Personne ne lui avait jamais dit ça parce que personne dans son entourage ne vit ce genre de choses. C'est une chance de pouvoir parler en mon nom et au nom des autres, de pouvoir expliquer comment on fait pour survivre avec les minimas sociaux. On a des groupes de paroles dans lesquels on explique comment faire à manger tous les jours à ses enfants sans être obligé de tendre la main tout le temps. On partage avec les autres nos petites astuces et nos adresses de magasins pas chers.

Question : Concernant Raffarin, quel était le sujet de la rencontre ?

Isabelle : Il faisait une évaluation du RMI et avait demandé à rencontrer quelques membres du mouvement ATD Quart Monde. Chacun a parlé de ce qu'il vivait, des difficultés qu'il rencontrait face au RMI. Par exemple à l'époque, il y avait beaucoup de ruptures de paiement, car il fallait refaire son dossier tous les ans. Quand vous ne le saviez pas, vous n'aviez rien pendant un mois le temps. Aujourd'hui, il y a moins de ruptures et ce sont des petites victoires.

Au début ? Je ne croyais pas du tout en la CMU. En Meurthe-et-Moselle, on l'avait expérimentée. Elle s'appelait la « carte 54 ». J'ai participé à cette expérimentation. Il y avait

un fonds de secours qui s'était créé et qui permettait à 50 familles de bénéficier de soins pas chers. La carte 54 était les prémices de la CMU. On la présentait au professionnel de santé qui se faisait rembourser directement par la SÉCU, mais on a essuyé des plâtres parce qu'à l'hôpital ils n'en voulaient pas. [...].

Question : Qu'est ce que vous avez fait concrètement pendant la campagne sur la CMU ?

Isabelle : Concrètement, on a défini le panier de soins. On a oublié des choses, mais on s'en est rendu compte qu'après. On lisait les articles de loi et on faisait des amendements. La loi faisait des allers-retours avant de passer à l'assemblée et au sénat. C'était intéressant de voir comment fonctionne la démocratie. On lisait les articles de loi. Quand on ne comprenait pas, on demandait des explications aux professionnels. On pouvait dire : « Ça ne va pas, ça va bloquer à tel endroit ». Du coup, lorsque la CMU s'est mise en place, elle ne fonctionnait pas trop mal. Les bureaucrates ne connaissent pas la vie sur le terrain donc il y a des petits écueils qu'ils ne voyaient pas. On faisait des amendements pour éviter les blocages qu'ils ne pouvaient pas imaginer. Après ils nous disaient si l'amendement était bon ou pas selon eux. Il fallait aussi le faire réécrire dans les formes, avec les mots des juristes. C'est une bonne formation et c'est une fierté. On comprend mieux comment fonctionnent les institutions, comment fonctionne une mutuelle et comment fonctionne l'état. Pour une fois, on entend ta voix et on prend en compte ce que tu dis.

Table des matières

Remerciements	2
Sommaire	3
Préambule	5
Introduction générale	7
De l'exclusion politique à la démocratie inclusive	8
Les racines multiples du cens caché	9
Les « pauvres », des citoyens apathiques ?	12
Le processus de démocratisation de la démocratie	15
L'articulation des modèles vers une démocratie inclusive	18
Une sociologie pragmatique et culturelle de la reconnaissance	20
La reconnaissance des acteurs affaiblis.....	20
La dimension culturelle de l'action collective.....	22
La dimension réflexive de l'action collective	24
Enquête monographique d'un « artisan de la démocratie ».....	27
Plan de la thèse.....	31
Première partie. Façonner la révolution démocratique : la dimension réflexive de l'action collective	32
Chapitre 1. L'empowerment à la française : un moment réflexif de l'espace des mouvements sociaux	36
Section I — Le processus de diffusion réticulaire des pratiques d' <i>empowerment</i> radical	39
1 — Le cadre de référence d'un moment réflexif.....	40
1.1. De l' <i>empowerment</i> en Amériques	41
1.2. Les conditions d'importation d'après les chercheurs impliqués : un moment sceptique.....	46
2 — L'émergence d'un réseau militant d'émulation multiforme	51
2.1. De l'inspiration à l'expérimentation concrète.....	54
2.2. Les entrepreneurs de transferts : susciter l'expérimentation des pratiques d' <i>empowerment</i>	60
2.3. De la dispute entre expérimentateurs et entrepreneurs à l'émergence d'un réseau informel	66
Section II — Le processus d'innovation pour dénouer les dilemmes pratiques de l'action collective.....	72
1 — Le paradoxe du <i>leader</i>	74
1.1. S'appuyer sur des <i>leaders</i> ou « aller vers » les personnes isolées ?	74
1.2. Les rapports de pouvoir dans les prises de décision internes	81
2 — Les contradictions des modalités de transformation sociale.....	87
2.1. Jeux d'échelles au sein des transformations sociales.....	88
2.2. Le rapport aux institutions : la coopération conflictuelle	94
Chapitre 2. ATD Quart Monde : une communauté épistémique militante visant une démocratisation réflexive et radicale	103
Section I — La formalisation experte d'un projet d' <i>empowerment</i> radical	106
1 — Joseph Wresinski : la question des savoirs au cœur d'un projet d' <i>empowerment</i> radical <i>made in France</i>	108

1.1. Les racines chrétiennes d'ATD Quart Monde	110
1.2. Le savoir infrapolitique : un levier de révolution démocratique.....	113
1.3. Défier le monopole du savoir par la révolution culturelle du peuple du quart monde	118
2 — La construction d'une identité organisationnelle fondée sur l'expertise de la pauvreté.....	123
2.1. D'un réseau de spécialistes à une communauté épistémique militante	124
2.2. La formalisation scientifique d'une identité organisationnelle.....	130
Section II — S'institutionnaliser pour influencer tout en conservant sa radicalité et sa réflexivité ?	136
1 — Le pouvoir d'influence d'une communauté épistémique ancrée dans une posture de coopération conflictuelle avec l'État.....	140
1.1. ATD Quart Monde : « contre l'État tout contre » ?.....	141
1.2. Le pouvoir d'influence de l'expertise militante	147
2 — Les effets contrastés d'une praxéologie encadrée	155
2.1. Des filtres de perception qui favorisent une tendance isolationniste	156
2.2. Le retour de la réflexivité par les processus d'internationalisation et de transnationalisation.....	164

Conclusion de la partie 1. Être radical : manuel pragmatique pour révolutionnaires démocratiques..... 174

Deuxième partie. Contrer le « cens caché » : la dimension culturelle de l'action collective..... 177

Chapitre 3. La mobilisation infrapolitique des acteurs affaiblis..... 181

Section I — Briser le silence dans un espace infrapolitique	182
1 — L'ironie ordinaire derrière la non-participation des mal-logés	183
1.1. Derrière le sentiment d'incapacité, l'ironie ordinaire de l'inadaptation du cadre.....	185
1.2. Derrière les contraintes, l'ironie du rejet des injonctions	188
2 — Contrer les obstacles à la mobilisation des acteurs affaiblis	193
2.1. La mobilisation des acteurs affaiblis par la flexibilité praxéologique du cadre de la participation	194
2.2. Des entrepreneurs de cause à la recherche de connaissances	198
3 — Une grammaire de la vie publique qui favorise l'expression infrapolitique	205
3.1. Un public actif intimiste à l'image des acteurs affaiblis	206
3.2. Une enclave de liberté de parole alternative à la vie quotidienne	210
Section II — La politisation progressive par la résistance à la domination.....	215
1 — L'infrapolitisation d'une quête de sens individuelle.....	217
1.1. Le renforcement individuel des militants quart monde.....	217
1.2. De la figure du « débrouillard » à celle de « veilleur citoyen ».....	222
2 — La politisation au sein d'un groupe autour d'une identité combative.....	225
2.1. Le style de l'« expert quart monde » : l'horizon d'un engagement collectif.....	227
2.2. Le processus d'auto-identification subjectif des militants quart monde	231
3 — Les transformations dans le rapport au politique	238
3.1. Derrière l'apparente apathie politique.....	238
3.2. Du rejet de la « politique partisane » à la valorisation de la « politique au sens noble du terme ».....	242

Chapitre 4. Un ordre local en tension..... 250

Section I — Les effets contrastés de l'entre-soi sur la praxis.....	252
1 — L'évanescence de la praxis	253
1.1. Les effets de fermeture d'une enclave citoyenne.....	254
1.2. La frustration relative à la praxis des participants à l'université populaire.....	257
1.3. Les figures de l'« expert de l'université populaire » et du « frondeur ».....	260
2 — La fonction politique de l'échelle locale d'ATD Quart Monde	264
2.1. L'échelle locale, un espace en cours de dépolitisation ?	264
2.2. Un ordre local qui repose sur une anarchie régulée	271

Section II — Les tensions hiérarchiques de l'ordre local	276
1 — Le plafond de verre des militants quart monde.....	277
1.1. Les barrières aux prises de responsabilité des militants quart monde	278
1.2. La division hiérarchique du travail militant	281
2 — L'engagement des acteurs forts : d'une vocation au service de la « cause des pauvres » vers une posture de <i>disempowerment</i> ?.....	285
2.1. Un mode d'engagement vocationnel.....	285
2.2. Les ambiguïtés de l'éthique du <i>care</i> des volontaires permanents	290
2.3. Vers des fissures dans le plafond de verre ?	295
Conclusion de la partie 2. Le cens caché est-il inévitable ?.....	303
Troisième partie. Se confronter aux différences : la dimension délibérative de l'action collective.....	307
Chapitre 5. La coformation : jeu de cadrages entre acteurs « affaiblis » et acteurs « forts ».....	311
Section I — En coulisse, le cadrage des opérations autour de l'équipe quart monde	313
1 — L'analyse d'un dispositif délibératif de la différence	315
1.1. L'équipe d'animation : l'orchestration du cadre des opérations	316
1.2. La grammaire d'une démocratie communicative.....	324
2 — Se préparer à l'affrontement des cadres primaires.....	328
2.1. Les récits : une banque de données expérientielles et émotionnelles	328
2.2. Les artefacts d'égalité des militants quart monde.....	330
2.3. La coformation, un espace de liberté de parole ?.....	333
3 — Le groupe de pairs : un huis clos protecteur en plein cœur des affrontements.....	336
3.1. Détourner la raison délibérative de la différence par la protection collective	337
3.2. Le processus d'alignement des cadres au sein de l'équipe quart monde.....	341
Section II — Sur scène, le phasage des volontés d'action dans un processus conflictuel ...	346
1 — Le dévoilement des conflits de cadres	347
1.1. De la mise en scène des différences à la confrontation des cadres primaires	347
1.2. La phase d'éclatement du conflit	352
2 — L'inversion des rapports de pouvoirs entre supposés acteurs affaiblis et supposés acteurs forts.....	356
2.1. Le pouvoir du contrôle sur le cadre de la coformation	357
2.2. Le pouvoir de l'équipe	360
2.3. L'absorption dans un processus de <i>disempowerment</i> imprévu.....	363
3 — Le phasage des volontés d'action : retourner le conflit vers l'institution.....	366
3.1. Suite à l'éclatement du conflit, des opérations de recadrage et l'apaisement.....	367
3.2. L'orientation des faisceaux critiques vers l'institution	371
Chapitre 6. La campagne-école : coproduction artisanale d'une enquête sociale dans une arène interorganisationnelle	378
Section I – Reconstituer un problème public à partir du savoir infrapolitique des acteurs affaiblis	381
1 — L'ingénierie stratégique et qualitative d'une enquête sociale visant la réussite scolaire de tous les enfants	382
1.1. Avant 2009 : le contexte sociopolitique de la campagne-école	383
1.2. La construction des objectifs par les entrepreneurs de la campagne.....	386
1.3. La séquence exploratoire et praxéologique	390
1.4. La séquence participative	393
2 — L'influence d'un public affaibli dans la coproduction d'une enquête sociale.....	397
2.1. Les effets transformateurs sur des acteurs forts par le phasage avec des acteurs affaiblis	398
2.2. L'influence de l'« expert quart monde » sur les décideurs : une arme politique	403

Section II — La démocratisation de la démocratie par l’articulation pragmatique des modèles.....	407
1 — Les prises de décision d’une campagne participative dans un huis clos agonistique	409
1.1. La place centrale d’ATD Quart Monde dans les décisions, entre médiation politique et porteurs d’intérêts.....	410
1.2. Le consensus et le conflit : les deux faces d’une même illusion.....	414
2 — La coconstruction, jusqu’où ? Les tensions de l’articulation des modèles	422
2.1. Les militants quart monde : co-acteurs de la campagne-école ?	422
2.2. La pratique du huis clos agonistique contre la participation des acteurs affaiblis.....	425
3 — Les effets de la campagne-école : transformations internes et publicisation	429
2.1. L’activité de <i>lobbying</i> politique d’ATD Quart Monde	430
2.2. Les effets substantiels revendiqués de la campagne-école	434
2.3. Les effets internes de la campagne-école	437
Chapitre 7. Des évolutions organisationnelles émancipatrices	440
Section I – La démocratisation de la démocratie interne.....	441
1 — Vers une culture participative et inclusive ?.....	443
1.1. L’évolution de la gouvernance interne d’ATD Quart Monde	443
1.2. L’évolution participative des campagnes politiques du mouvement	449
2 — La diffusion interne d’un projet de démocratisation réflexive et radicale.....	454
2.1. Le pouvoir d’influence interne du réseau du croisement des savoirs.....	454
2.2. Quelques expérimentations de démocratisation radicale et réflexive.....	456
2.3. Vers une remise en cause des rapports de pouvoir interne ?	459
3 — La culture organisationnelle du « faire avec » du groupe local de Montréal.....	463
3.1. L’évolution de la culture organisationnelle vers la praxis.....	463
3.2. Penser, agir et décider avec les acteurs affaiblis : l’origine de la culture participative.....	467
Section II – La conscientisation permanente des militants quart monde.....	472
1 — De la conscientisation dans une enclave à la subjectivation active dans le monde complexe	475
1.1. L’université populaire : fondement d’une conscientisation subjectivante.....	475
1.2. La découverte du monde complexe en sortant de l’enclave citoyenne.....	478
1.3. L’entrée en praxis des acteurs affaiblis.....	483
1.4. À rebours d’une vision séquentielle, la conscientisation permanente.....	488
2 — Les conditions d’un partage de responsabilités inclusif	491
2.1. De l’émancipation à la prise de responsabilité par l’adaptation du cadre.....	492
2.2. La prise de responsabilité par la remise en cause des rapports de pouvoir établis.....	495
Conclusion de la partie 3. De la différence à l’égalité ?	501
Conclusion générale	503
La construction d’une infra-démocratie.....	506
L’ouverture sur le monde extérieur et la confrontation aux différences.....	509
L’activité praxéologique des mouvements sociaux.....	513
La démocratisation plurielle de la démocratie.....	516
Bibliographie	521
Annexes.....	541
Annexe 1 : Sources.....	541
Annexe 2 : Texte politique du collectif Pouvoir d’Agir.....	550
Annexe 3 : La charte de la campagne 1001 territoires	553
Annexe 4 : Charte du Croisement des Savoirs et des Pratiques avec des personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale	556

Annexe 5 : Appel pour le développement des recherches participatives en croisement des savoirs	562
Annexe 6 : Synthèse de l'exercice sur les rêves et les colères avec des usagers d'un centre d'accueil de jour	566
Annexe 7 : Texte sur l'immigration d'un militant quart monde	569
Annexe 8 : Plateforme citoyenne « Quelle école pour quelle société ? Construire ensemble l'école de la réussite pour tous ! »	571
Annexe 9 : Synthèse sur la coconstruction de propositions politiques.....	581
Annexe 10 : Extraits d'entretien de militantes quart monde	588
Table des matières.....	596
Table des encadrés	601
Table des illustrations	601

Table des encadrés

Encadré 1 : Présentation de quelques activistes de l' <i>empowerment</i> à la française	52
Encadré 2 : Le <i>community organizing</i> alinskien	55
Encadré 3 : Caractéristiques de la méthode DPA.....	63
Encadré 4 : La pédagogie de la libération de Paulo Freire	92
Encadré 5 : Les précurseurs de l' <i>empowerment</i> à la française issus du catholicisme social	111
Encadré 6 : L' <i>empowerment</i> radical chrétien de la théologie de la libération	118
Encadré 7 : Les grandes étapes du processus d'internationalisation d'ATD Quart Monde	165

Table des illustrations

Figure 1 : Classification des activistes de l' <i>empowerment</i> à la française	72
Figure 2 : Le Père Joseph Wresinski	109
Figure 3 : Le camp de Noisy-le-Grand en 1966.....	113
Figure 4 : Carte des pays d'implantation d'ATD Quart Monde dans le monde	164
Figure 5 : Rêves, colères et fiertés des SDF participants au GPO.....	188
Figure 6 : Post-it sur la fierté d'un militant quart monde lors d'un exercice du GPO	210
Figure 7 : Tableau des transformations de son rapport à soi.....	220
Figure 8 : Tableau des figures d'engagement auto-attribuées des militants quart monde	235
Figure 9 : Post-it sur la fierté de Marie.....	241
Figure 10 : Représentations politiques dans les années 1990	268
Figure 11 : Représentations politiques	269
Figure 12 : Les figures d'engagement idéaltypiques des militants quart monde	305
Figure 13 : Déroulé pédagogique de la coformation	316
Figure 14 : Les militants quart monde choisissent un ring de boxe pour représenter l'hôpital.....	344
Figure 15 : Un groupe de soignants choisit un berger et ses moutons pour représenter la responsabilité professionnelle.....	352
Figure 16 : Traits distinctifs des modèles démocratiques	379
Figure 17 : Description de la campagne-école en octobre 2010	386
Figure 18 : Questions de recherche du projet « Savoirs et coopération à l'école ».....	391
Figure 19 : Les premières séquences de la campagne-école	392
Figure 20 : Schéma du séminaire de juillet 2011.....	394
Figure 21 : La séquence de négociations	410
Figure 22 : Articulation des modèles démocratique dans la campagne-école.....	422
Figure 23 : Frise chronologique de la campagne-école.....	429
Figure 24 : Les effets des mouvements sociaux (Chabanet et Giugni, 2010)	430
Figure 25 : Amendements ajoutés à l'article 3 de la loi n° 2013-595 par le Sénat.....	434
Figure 26 : Trois tâches attribuées aux militants alliés	449

Titre : De l'infrapolitique à la révolution démocratique : ethnographie culturelle du mouvement ATD Quart Monde.

Résumé : Cette thèse de sociologie est une monographie du mouvement ATD Quart Monde. Fondée en 1958 par le prêtre Joseph Wresinski dans un camp de sans-logis, cette association porte la voix politique des « personnes en situation d'extrême pauvreté » en France et dans le monde. C'est à partir d'un travail de mobilisation sur le long terme et d'une stratégie d'émancipation que cette voix émerge au sein de groupes de réflexion. Il s'agit de rendre audible et d'organiser par l'action collective ce que le politiste James Scott appelle le domaine infrapolitique, c'est-à-dire les formes de résistances quotidiennes à la domination qui s'exercent « sous les radars » de la sphère publique. À travers l'ethnographie culturelle de quelques expérimentations démocratiques, ce travail de recherche analyse le processus d'*empowerment* par lequel des acteurs affaiblis socialement se renforcent collectivement par la construction d'un engagement militant. Ces personnes incarnent la possibilité de l'inclusion politique des catégories de population marginalisées. Avec différents mouvements sociaux, ATD Quart Monde façonne ainsi une révolution démocratique et culturelle. Pour ce faire, la méthode participative de l'association consiste à construire des revendications et des alliances par la confrontation du savoir expérientiel des plus pauvres avec d'autres formes de savoirs. Ceci vient approfondir les connaissances du mouvement qui a recours au registre de l'expertise dans son mode d'action. Avec quelques points de comparaison, l'exemple d'ATD Quart Monde permet finalement d'explorer trois dimensions de l'action collective : réflexive, culturelle et délibérative.

Mots clés : Action collective, ATD Quart Monde, citoyenneté, démocratie, démocratie délibérative, démocratie participative, *empowerment*, ethnographie culturelle, inclusion, mouvements sociaux, pauvreté, sociologie politique.

Title: From infrapolitics to democratic revolution: cultural ethnography of the ATD Forth World movement

Abstract: This doctoral dissertation in sociology is a monograph of ATD Forth World: an « extreme poor people »'s advocacy worldwide organization founded in a French homeless camp in 1958 by the priest Joseph Wresinski. The voice of the poorest is emerging in thinking groups after a long work of mobilization and emancipation process. The shapes of daily resistance against domination existing « under the radar » of the public sphere, which is called infrapolitics, is becoming visible and collectively organised. This research is a cultural ethnography of several democratic experimentations, which analyses the *empowerment* process of socially weakened actors. Poor people are becoming activists and are embodying the possibility of the inclusion of marginalized groups. By this way, ATD Forth World is progressively shaping a cultural and democratic revolution with other social movements. The participative methodology of the organization consists of building demands and alliances from the confrontation between poor people's knowledge and other forms of knowledge. This work is helping to build an expertise for the organization. With the example of ATD Forth World and several points of comparison, this doctoral dissertation ultimately explores three different dimensions of collective action: cognitive, cultural and deliberative.

Keywords: collective action, ATD Forth World, citizenship, democracy, deliberative democracy, participative democracy, *empowerment*, cultural ethnography, inclusion, social movements, poverty, political sociology.